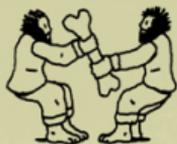


Chris HARMAN



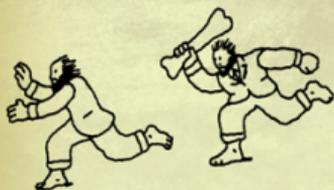
UNE HISTOIRE



POPULAIRE



DE



L'HUMANITÉ

Les Éditions du Boréal
4447, rue Saint-Denis
Montréal (Québec) H2J 2L2
www.editionsboreal.qc.ca

Chris Harman

UNE HISTOIRE
POPULAIRE
DE L'HUMANITÉ

De l'âge de pierre au nouveau
millénaire

*traduit de l'anglais (Grande-Bretagne)
par Jean-Marie Guerlin*

Boréal

© Bookmarks Publications 1999, 2002, Verso 2008

© Les Éditions du Boréal 2012 pour la publication en langue française au Canada

© Les Éditions La Découverte 2011 pour traduction française et la publication hors Canada

Dépôt légal : 1^{er} trimestre 2012

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

L'édition originale de cet ouvrage a été publiée en 1999 par Bookmarks et rééditée par Verso en 2008 sous le titre *A People's History of the World : From the Stone Age to the New Millenium*.

Diffusion au Canada : Dimedia

Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives nationales du Québec et Bibliothèque et Archives Canada

Harman, Chris

Une histoire populaire de l'humanité

Traduction de : A people's history of the world.

Publ. en collab. avec La Découverte.

Comprend des réf. Bibliogr.

ISBN 978-2-7646-2166-0

1. Histoire universelle. I. titre.

D20.H3714 2012 909 C2012-942470-3

ISBN PAPIER 978-2-7646-2166-0

ISBN PDF 978-2-7646-3166-9

ISBN ePUB 978-2-7646-4166-8

Qui a construit Thèbes aux sept portes ?
Dans les livres, on donne les noms des Rois.
Les Rois ont-ils traîné les blocs de pierre ?
Babylone, plusieurs fois détruite,
Qui tant de fois l'a reconstruite ? Dans quelles maisons
De Lima la dorée logèrent les ouvriers du bâtiment ?
Quand la Muraille de Chine fut terminée,
Où allèrent, ce soir-là, les maçons ? Rome la grande
Est pleine d'arcs de triomphe. Qui les érigea ? De qui
Les Césars ont-ils triomphé ? Byzance la tant chantée,
N'avait-elle que des palais
Pour les habitants ? Même en la légendaire Atlantide
Hurlant dans cette nuit où la mer l'engloutit,
Ceux qui se noyaient voulaient leurs esclaves.

Le jeune Alexandre conquiert les Indes.
Tout seul ?
César vainquit les Gaulois.
N'avait-il pas à ses côtés au moins un cuisinier ?
Quand sa flotte fut coulée, Philippe d'Espagne
Pleura. Personne d'autre ne pleurait ?
Frédéric II gagna la guerre de Sept Ans.
Qui, à part lui, était gagnant ?

À chaque page une victoire.
Qui cuisinait les festins ?
Tous les dix ans un grand homme.
Les frais, qui les payait ?

Autant de récits,

Autant de questions.

« Questions que se pose un ouvrier qui lit »,
par Bertolt Brecht ; trad. par M. Regnault

Introduction

Les questions posées dans le poème de Brecht placé en exergue exigent impérativement des réponses. Et c'est à l'histoire – qui ne saurait constituer la chasse gardée d'un petit groupe de spécialistes, ou le luxe de ceux qui peuvent se l'offrir – qu'il revient de les fournir. L'histoire n'est pas « une sottise » (*bunk*), comme le prétendait Henry Ford, pionnier de la production de masse d'automobiles, ennemi mortel du syndicalisme et grand admirateur d'Adolf Hitler.

L'histoire se penche sur la succession d'événements qui ont abouti à la vie telle que nous la connaissons aujourd'hui. Elle raconte comment nous sommes devenus ce que nous sommes. Comprendre cela, c'est la clé qui permet de savoir si nous pouvons, et comment nous pouvons, changer le monde dans lequel nous vivons. « Celui qui a le contrôle du passé a le contrôle du futur » ; ce slogan de l'État totalitaire mis en scène par George Orwell dans son roman *1984* est toujours pris au sérieux par ceux – évoqués dans les « Questions » de Brecht – qui vivent dans des palais et se paient des banquets.

Il y a plus de 2000 ans, un empereur chinois décréta la peine de mort pour ceux qui « utilisaient le passé pour critiquer le présent ». Les Aztèques essayèrent de détruire le souvenir des institutions de leurs prédécesseurs lorsqu'ils conquièrent la vallée de Mexico au XV^e siècle, et les Espagnols tentèrent d'effacer toute trace des Aztèques lorsqu'à leur tour ils soumièrent la région dans les années 1520.

Les choses ne furent pas si différentes au siècle dernier. Contredire les historiens officiels de Staline ou d'Hitler menait en prison, à l'exil ou à la mort. Il y a à peine trente ans, les Espagnols n'avaient pas le droit de parler du bombardement de la ville basque de Guernica, ni les Hongrois d'évoquer les événements de 1956. Plus récemment, des

amis grecs furent poursuivis pour avoir contesté la version officielle de l'annexion de la majeure partie de la Macédoine avant la Première Guerre mondiale.

La répression étatique pure et simple peut sembler assez exceptionnelle dans les pays industrialisés d'Occident. Mais d'autres méthodes de contrôle, plus subtiles, sont omniprésentes. À l'heure où j'écris ces lignes, un gouvernement travailliste proclame avec insistance que l'école doit mettre l'accent sur l'histoire britannique et ses moments glorieux, et que les élèves doivent apprendre les noms et les dates de ses hommes illustres. Dans les sphères supérieures de l'éducation, ce sont les historiens les plus « en phase » avec les vues de l'élite qui sont couverts d'honneurs ; ceux qui les contestent sont tenus à l'écart des postes universitaires importants. « Faire des concessions » reste « la seule façon de réussir ».

Depuis l'époque des premiers pharaons (il y a 5000 ans), les dirigeants ont présenté l'histoire comme l'inventaire de leurs « prouesses » et de celles de leurs prédécesseurs. Ces « grands hommes » sont censés avoir construit les villes et les monuments, apporté la prospérité, réalisé de grands travaux ou remporté de grandes victoires ; dans le même temps, les « méchants » sont présentés comme les responsables de tous les malheurs du monde. Les premiers ouvrages d'histoire étaient des énumérations de souverains et de dynasties connues sous le nom de « listes de rois ». Apprendre ces listes par cœur était une composante essentielle de l'enseignement de l'histoire dans les écoles britanniques il y a quarante ans. Or le New Labour – en harmonie avec l'opposition conservatrice – semble vouloir imposer leur retour. Selon cette conception de l'histoire, le savoir se réduit à mémoriser des dates et des noms, à la façon du Trivial Pursuit ; ce qui n'aide à comprendre ni le passé ni le présent.

Il existe une autre façon d'envisager l'histoire, délibérément opposée à celle des « grands hommes », qui consiste à rendre compte d'événements particuliers et de leur déroulement du point de vue des simples participants. Les émissions de télévision – et les chaînes

spécialisées – qui utilisent une telle formule recueillent d'ailleurs une large audience ; et les lycéens qui y participent font montre d'un intérêt passionné que suscite rarement la vieille rengaine des « rois, des dates et des événements ».

Mais une telle « histoire par en bas » laisse le plus souvent dans l'ombre une dimension très importante : la manière dont les événements sont liés entre eux. Se borner à mettre l'accent sur les individus impliqués dans un fait historique donné ne peut, en soi, apporter la compréhension des forces d'ensemble qui ont façonné leurs vies et qui continuent à agir sur la nôtre. On ne peut, par exemple, comprendre la montée du christianisme sans la relier à l'ascension et à la chute de l'Empire romain. On ne peut concevoir la soudaine floraison des arts sous la Renaissance sans y voir à l'œuvre l'impact des grandes crises de la féodalité européenne et des progrès de la civilisation sur des continents éloignés de l'Europe. On ne peut commencer à connaître le mouvement ouvrier du XIX^e siècle sans l'articuler à la révolution industrielle. Et on ne peut saisir la démarche par laquelle l'humanité est parvenue à sa condition présente sans analyser les modes d'interaction de ces événements avec de nombreux autres événements. L'objectif de ce livre est de tenter de fournir une vue d'ensemble qui irait autant que possible dans ce sens.

Je ne prétends nullement qu'il représente un récit complet de l'histoire humaine. Il y manque de nombreux personnages et événements essentiels pour rendre compte de façon circonstanciée de chaque période. Mais il n'est pas nécessaire de connaître tous les détails du passé de l'humanité pour comprendre le schéma général qui a façonné le présent.

C'est Karl Marx qui, le premier, a donné les outils d'une telle compréhension. Il a fait remarquer que les êtres humains n'ont pu survivre sur cette planète que grâce à l'effort collectif et à la coopération, indispensables pour se procurer leurs moyens d'existence, et que chaque nouvelle forme d'organisation présidant à la création de ces moyens a entraîné des changements dans leurs relations en général. Des

changements dans ce qu'il appelait les « forces productives » se sont combinés à des mutations dans les « rapports de production », qui ont, au final, régulièrement transformé les relations dans l'ensemble de la société.

Cela étant, ces changements ne se sont pas produits de façon mécanique. À tout moment, des êtres humains ont choisi d'emprunter tel chemin plutôt que tel autre, et ils ont lutté pour ces choix au cours de grands conflits sociaux. À partir d'un certain stade de l'histoire, ce sont les positions de classe qui ont déterminé la manière dont ces choix se sont opérés. L'esclave faisait généralement des choix différents de ceux du maître, de même que l'artisan médiéval ne pouvait guère avoir les mêmes positions que le seigneur féodal. Les grandes luttes au cours desquelles s'est joué l'avenir de l'humanité furent toujours en partie des luttes de classes. La séquence de ces grands conflits fournit l'architecture de base que le reste de l'histoire prolonge.

Cette approche ne nie pas le rôle des individus ou des idées qu'ils propagent. Elle insiste en revanche sur le fait que ces individus, ou ces idées, ne peuvent jouer un rôle qu'en fonction du développement matériel préalable de la société, de la façon dont les humains assurent leur subsistance et de la structure des classes et des États. Le squelette n'est pas le corps vivant. Mais sans le squelette, le corps n'aurait aucune solidité et ne pourrait survivre. Comprendre la « base » matérielle de l'histoire est une condition nécessaire, mais non suffisante, de la compréhension du reste.

Ce livre tente donc de fournir une introduction sommaire à l'histoire mondiale, et pas davantage. Mais c'est une approche générale qui, je l'espère, aidera les lecteurs à se former une représentation du passé et du présent.

En l'écrivant, je n'ai cessé d'avoir en tête qu'il me fallait faire face à deux préjugés. L'un est l'idée que les caractéristiques fondamentales des sociétés successives et de l'histoire humaine seraient le résultat d'une nature humaine « immuable ». C'est un préjugé dont sont imprégnés aussi bien les écrits académiques que le journalisme et la

culture populaire. Les êtres humains, nous dit-on, ont toujours été cupides, compétitifs et agressifs, et cela explique des horreurs comme la guerre, l'exploitation, l'esclavage et l'oppression des femmes. Cette image d'homme des cavernes est destinée à expliquer le bain de sang sur le front occidental au cours de la Première Guerre mondiale et l'Holocauste au cours de la Seconde. Mon point de vue est très différent. La « nature humaine » telle que nous la connaissons est le produit de notre histoire, et non sa cause. Notre histoire est aussi celle de la formation de natures humaines différentes, chacune remplaçant la précédente au cours de grandes luttes économiques, politiques et idéologiques.

Le second préjugé, très répandu au cours de la dernière décennie du XX^e siècle, consiste à dire que bien que la société humaine ait pu évoluer dans le passé, elle ne changera plus. Un conseiller du département d'État américain, Francis Fukuyama, a été l'objet de louanges unanimes lorsque, en 1990, il a prétendu que nous assistions à rien de moins qu'à la « fin de l'histoire » ; son article fut traduit dans toutes les langues et dans quasiment tous les journaux du monde. Les grands conflits sociaux et les grandes luttes idéologiques relevaient désormais du passé. Ce à quoi des milliers de rédacteurs en chef et de présentateurs de télévision opinèrent vigoureusement.

Anthony Giddens, ancien directeur de la London School of Economics et sociologue de cour du Premier ministre travailliste Tony Blair, a dit à peu près la même chose en 1998 dans son livre, exagérément célébré mais peu lu, *La Troisième Voie*¹. Nous vivons dans un monde, écrivait-il, « où il n'y a pas d'alternative au capitalisme ». Il ne faisait là qu'accepter et répéter une assertion très répandue. Elle est, en réalité, impossible à soutenir sérieusement.

Le capitalisme, comme système d'organisation de la production à l'échelle d'un pays entier, est à peine vieux de trois ou quatre siècles. En tant que mode d'organisation de la production mondiale, il a tout au plus cent cinquante ans d'existence. Le capitalisme industriel, avec ses énormes agglomérations urbaines, son éducation primaire

généralisée et sa dépendance à l'égard des marchés, n'a commencé à exister, dans de vastes parties du monde, qu'au cours des cinquante dernières années. Pourtant, les hominidés vivent sur la Terre depuis au moins un million d'années, et les humains modernes depuis plus de 100 000 ans. Il serait proprement extraordinaire qu'un mode d'organisation économique et social qui ne représente que 0,5 % de la durée d'existence de l'espèce humaine soit destiné à se prolonger indéfiniment, à moins bien sûr que notre espérance de vie ne soit très réduite. Tout ce à quoi aboutissent les écrits de Fukuyama et de Giddens, c'est à confirmer que Marx avait raison au moins sur un point : « Pour la bourgeoisie, il y a eu une histoire, mais il n'y en a plus. »

Le passé récent de notre espèce n'a pas été un long fleuve tranquille vers le progrès. Il a été marqué par des convulsions répétées, des guerres affreuses, des révolutions et des contre-révolutions. Les temps où il semblait que la vie des êtres humains était destinée à s'améliorer indéfiniment ont presque invariablement cédé la place à des décennies, voire des siècles, d'appauvrissement et de terribles dévastations.

Il est vrai que toutes ces horreurs ont aussi permis des avancées importantes dans le domaine du contrôle et de la domestication des forces de la nature par les êtres humains. Et nous sommes aujourd'hui en mesure d'exercer ce contrôle de façon infiniment plus perfectionnée qu'il y a 1000 ans. Nous vivons dans un monde où les forces naturelles ne devraient plus faire mourir des hommes de faim ou de froid, et où des maladies qui naguère terrifiaient les populations devraient avoir disparu depuis longtemps.

Mais cela n'a pas empêché la destruction périodique de centaines de millions de vies par la faim, la malnutrition ou la guerre. C'est le bilan que l'on peut tirer du XX^e siècle, ce siècle dans lequel le capitalisme industriel a finalement pris possession de toute la planète, à telle enseigne que le paysan ou le berger le plus isolé dépend aujourd'hui aussi, à un degré ou à un autre, du marché. Ce fut également le siècle des guerres, des génocides, des famines et d'une barbarie dont on ne trouve pas d'équivalent dans le passé, à tel point que le philosophe

libéral Isaiah Berlin lui a décerné le titre de « siècle le plus terrible de l'histoire occidentale ». Rien, dans les dernières décennies du XX^e siècle, ne permettait de penser que les choses s'étaient magiquement améliorées pour l'humanité dans son ensemble. Ce fut une période où l'ancien bloc de l'Est s'est massivement appauvri, où des famines et des guerres civiles apparemment sans fin se sont multipliées dans diverses parties de l'Afrique, où près de la moitié de la population de l'Amérique latine a vécu en dessous du seuil de pauvreté, où une guerre de huit ans a éclaté entre l'Iran et l'Irak, et où des agressions militaires sanglantes contre l'Irak et la Serbie ont été menées par des coalitions regroupant les plus puissants États du monde.

L'histoire n'est pas finie, et le besoin de comprendre ses caractéristiques essentielles est plus grand que jamais. J'ai écrit ce livre dans l'espoir qu'il pourrait amener certains lecteurs sur la voie de cette compréhension.

Ce faisant, je me suis nécessairement appuyé sur de nombreux ouvrages antérieurs. La section concernant l'apparition de la société de classes, par exemple, aurait été impossible sans les écrits du grand archéologue britannique V. Gordon Childe, dont le livre *Le Mouvement de l'histoire*² mérite d'être lu et relu, même s'il commence à dater sur certains points importants. De même, la partie consacrée au monde médiéval doit beaucoup à Marc Bloch et à l'école historique française des Annales, le début du XX^e siècle aux écrits de Léon Trotsky, et la fin du même siècle aux analyses de Tony Cliff. Les lecteurs qui ont une certaine connaissance de ces références remarqueront une foule d'autres influences, parfois citées ou mentionnées directement dans le texte ou dans les notes de fin d'ouvrage, d'autres assez importantes pour bénéficier ici d'une mention explicite. Des noms comme Christopher Hill, Geoffrey de Ste Croix, Guy Bois, Albert Soboul, Edward Thompson, James McPherson et D. D. Kosambi me viennent à l'esprit.

Les dates ne sont pas l'alpha et l'oméga de l'histoire, mais la séquence des événements est parfois très importante – et difficile à

retenir pour les lecteurs (et même pour les auteurs !). C'est la raison pour laquelle j'ai intégré une brève chronologie des événements saillants au début de chaque section. Pour la même raison, j'ai ajouté à la fin du livre un glossaire des noms, des lieux et des termes peu familiers. Celui-ci n'est pas exhaustif, mais peut aider les lecteurs, dans une partie ou dans une autre, à comprendre les références aux personnes, aux événements et aux lieux géographiques dont il est question de manière plus complète dans d'autres parties. Enfin, il me faut remercier tous ceux qui m'ont assisté pour transformer mon manuscrit en livre fini – Ian Birchall, Chris Bambery, Alex Callinicos, Charlie Hore, Charlie Kimber, Lindsey German, Talat Ahmed, Hassan Mahamdallie, Seth Harman, Paul McGarr, Mike Haynes, Tithi Bhattacharya, Barry Pavier, John Molyneux, John Rees, Kevin Ovenden et Sam Ashman pour leur lecture de tout ou partie du texte, relevant de nombreuses erreurs et me forçant parfois à reformuler certains points. Aucun d'entre eux, inutile de le préciser, n'est responsable des jugements historiques que j'ai portés dans de nombreux passages, ni des erreurs factuelles qui pourraient subsister. J'ai une dette particulière envers Ian Taylor, qui a préparé le manuscrit en vue de l'édition, et à l'égard de Rob Hoveman, qui a supervisé la production du livre proprement dit.

Première partie

L'apparition des sociétés de classes

Chronologie

Il y a 4 millions d'années

Premier singe à marcher sur ses membres postérieurs : l'Australopithèque.

Il y a 1,5 million d'années à 500 000 ans

Apparition et développement d'une espèce distinctement humaine, l'*homo erectus*, d'outils de pierre, de bois et d'os. Début du Paléolithique inférieur.

Il y a 400 000 à 30 000 ans

Hommes de Néandertal en Europe et au Moyen-Orient ; signes de culture et usage probable du langage.

Il y a 150 000 ans

Premiers « humains modernes » (*Homo sapiens sapiens*), probablement originaires d'Afrique, vivant de chasse et de cueillette (en petits groupes nomades sans classes, État ou oppression sexuelle). Paléolithique moyen.

Il y a 80 000 à 14 000 ans

Les humains modernes arrivent au Moyen-Orient (– 80 000 ans), parviennent en Australie (– 40 000 ans), en Europe (– 30 000 ans), en Amérique (– 14 000 ans). Fin du Paléolithique.

Il y a 13 000 ans

Le climat permet à certains humains de former des villages de quelques centaines de membres tout en continuant à vivre de chasse et de cueillette. Mésolithique.

Il y a 10 000 ans

Première révolution agricole. Domestication d'animaux et de plantes. Néolithique (nouvel âge de pierre). Outils plus perfectionnés, usage de la poterie. La vie villageoise se répand. Premières guerres systématiques entre groupes. Toujours pas de division en classes ni d'État.

Il y a 7000 ans

La charrue commence à être utilisée en Eurasie et en Afrique. L'agriculture atteint le Nord-Ouest de l'Europe. « Chefferies » dans certains groupes, mais ni classes ni État.

Il y a 6000 à 5000 ans

« Révolution urbaine » dans les vallées alluviales du Moyen-Orient et du Nil, début de l'usage du cuivre.

Il y a 5000 ans (3000 av. J.-C.)

Des États apparaissent en Mésopotamie et dans l'Ancien Empire d'Égypte. Premiers alphabets, découverte du bronze, division nette en classes sociales, hiérarchies et temples religieux. Premières pyramides vers 2800 av. J.-C. Âge de bronze. Tendance à considérer les femmes comme inférieures aux hommes.

Il y a 4500 à 4000 ans (2500 à 2000 av. J.-C.)

Développement des cités-États dans la vallée de l'Indus. Sargon établit le premier empire unifiant le Moyen-Orient. Construction de cercles de pierre en Europe occidentale. Probable civilisation nubienne au Sud de l'Égypte.

Il y a 4000 ans (2000 av. J.-C. Environ)

Âge sombre – chute de l'Empire mésopotamien et de l'Ancien Empire égyptien. Fabrication de l'acier en Asie mineure.

Il y a 4000 à 3600 ans (2000 à 1600 av. J.-C.)

Apparition de la civilisation minoenne en Crète. Renaissance de l'Égypte avec le Moyen Empire et de l'Empire

mésopotamien avec Hammourabi. La révolution urbaine commence en Chine du Nord. Civilisation mycénienne en Grèce.

Il y a 3600 ans (1600 av. J.-C.)

Crise en Égypte. Effondrement du Moyen Empire et Deuxième Période intermédiaire. Âge sombre avec la chute des civilisations en Crète, dans l'Indus et à Mycènes. Disparition de l'écriture dans ces régions. Âge de bronze en Chine du Nord avec l'empire Shang.

Il y a 3000 ans (1000 av. J.-C.)

Civilisation d'Aksoum en Éthiopie. Croissance des cités-États phéniciennes autour de la Méditerranée. Révolution urbaine en Méso-Amérique avec la culture olmèque et dans la région des Andes avec Chavin.

Il y a 2800 à 2500 ans (800 à 500 av. J.-C.)

Apparition de nouvelles civilisations en Inde, en Grèce et en Italie. Royaume de Méroé en Nubie.

Il y a 2500 à 2000 ans (400 à 1 av. J.-C.)

La civilisation olmèque en Méso-Amérique invente sa propre forme d'écriture.

Il y a 2000 ans (I^{er} siècle de notre ère)

Apparition de Teotihuacan dans la vallée de Mexico – probablement la plus grande ville du monde – malgré l'absence d'usage de métaux durs. Désertée après 400 ans environ. Suivie par la montée des civilisations de Monte Alban et des Mayas au Sud du Mexique et au Guatemala.

Prologue

Avant les classes

Le monde dans lequel nous vivons, en ce début de XXI^e siècle, est un monde de cupidité, d'inégalités grossières entre riches et pauvres, de préjugés racistes et chauvins, de pratiques barbares et de guerres effroyables. Il est tentant de croire que les choses ont toujours été ainsi et qu'elles ne peuvent donc pas être différentes. C'est une croyance partagée par de nombreux écrivains et philosophes, politiciens et sociologues, journalistes et psychologues, qui considèrent la hiérarchie, la déférence, l'avidité et la brutalité comme des composantes « naturelles » du comportement humain. En effet, certains pensent que ces caractéristiques relèvent du monde animal dans son ensemble, qu'elles sont un impératif « sociobiologique » dicté par de prétendues « lois génétiques¹ ». D'innombrables ouvrages de vulgarisation, soi-disant « scientifiques », répandent ces opinions : l'être humain considéré comme un « singe nu² » (Desmond Morris), l'« impératif du tueur³ » (Robert Ardrey), ou, sous une forme plus sophistiquée, la programmation par le « gène égoïste⁴ » (Richard Dawkins).

En réalité, de telles caricatures (dignes des Pierrafeu) du comportement humain ne sont pas confirmées par ce que nous savons de la vie de nos ancêtres au cours des innombrables générations qui ont précédé l'histoire écrite. Une somme d'éléments scientifiques démontre que ces sociétés n'étaient aucunement caractérisées par la compétition, l'inégalité et l'oppression, qui sont bien plutôt le produit de l'histoire, et d'une histoire relativement récente. Les éléments proviennent de découvertes archéologiques éclairant les schémas du comportement humain qui prévalaient dans le monde entier jusqu'à il

y a environ 5000 ans, et d'études anthropologiques de sociétés, dans différentes parties du monde, qui sont restées organisées de façon semblable jusqu'au XIX^e ou au début du XX^e siècle. L'anthropologue Richard Lee a résumé ainsi ces découvertes : « Avant l'apparition de l'État et la mise en place de l'inégalité sociale, les gens ont vécu pendant des millénaires en petits groupes sociaux fondés sur la parenté, dans lesquels les institutions de base de la vie économique impliquaient la propriété collective ou commune de la terre et des ressources, une réciprocité généralisée dans la distribution de la nourriture, et des rapports politiques relativement égalitaires⁵. »

En d'autres termes, les humains partageaient et coopéraient les uns avec les autres, sans dirigeants ni dirigés, sans riches ni pauvres. Lee fait écho au terme utilisé par Engels dans les années 1880 pour décrire cet état de choses : le « communisme primitif ». Cette question est d'une extrême importance. Notre espèce (l'être humain moderne, ou *Homo sapiens sapiens*) a plus de 100 000 ans d'existence. Pendant la quasi-totalité de cette période, elle n'a absolument pas été caractérisée par les formes de comportement imputées aujourd'hui à la « nature humaine ». Rien n'est inscrit dans notre biologie pour expliquer que les sociétés sont ce qu'elles sont. En aucun cas elle ne peut être tenue pour responsable de la gravité de notre situation en ce début de millénaire.

Les origines de notre espèce plongent dans les brumes d'un passé bien plus éloigné encore. Nos lointains ancêtres ont évolué à partir d'une espèce simiesque qui vivait, il y a quatre ou cinq millions d'années, dans certaines parties de l'Afrique. Pour des raisons inconnues, des membres de cette espèce ont renoncé à vivre dans les arbres, comme le font encore nos cousins les plus proches, les chimpanzés communs et les bonobos (appelés aussi « chimpanzés pygmées »), et se sont élevés sur leurs membres postérieurs. Ils ont réussi à survivre sur leur nouveau territoire en développant une collaboration plus poussée que les autres espèces de mammifères, travaillant ensemble à la fabrication d'outils rudimentaires (comme le font parfois les

chimpanzés) pour déterrer des racines, atteindre des baies élevées, attraper des larves et des insectes, tuer des petits animaux et effrayer leurs prédateurs. Leur intérêt résidait dans la coopération mutuelle, et non dans la compétition. Ceux qui ne parvinrent pas à apprendre et à adopter ces formes de travail coopératif et les nouveaux schémas cognitifs qui en découlaient furent éliminés. Ceux qui y réussirent survécurent et se reproduisirent.

Après quelques millions d'années, un mammifère porteur d'un héritage génétique très différent de celui des autres mammifères est apparu. Il lui manquait les traits physiques hautement spécialisés permettant aux autres espèces de se défendre (de grandes dents ou des griffes), de conserver leur chaleur (une fourrure épaisse) ou de fuir (de longs membres). Au lieu de cela, les premiers humains étaient génétiquement programmés pour une extrême flexibilité dans leurs réponses au monde environnant : la capacité d'utiliser leurs mains pour saisir et modeler des objets, de se servir de leur voix pour communiquer entre eux, de s'interroger, d'étudier et de tirer des conclusions générales sur leur environnement, et aussi de transmettre, au cours des longues années d'apprentissage des enfants, leurs techniques et leurs savoirs. Tout ceci nécessitait la croissance d'un gros cerveau ainsi que la capacité et le désir de se socialiser. Cela devait aussi entraîner le développement d'un moyen de communication (le langage) qualitativement différent de celui des autres animaux, et avec lui la capacité d'élaboration de concepts relatifs à des choses qui n'étaient pas immédiatement présentes, c'est-à-dire la conscience du monde environnant et de soi-même comme être au monde⁶. L'apparition des humains modernes, probablement en Afrique il y a environ 150 000 ans, fut le point culminant de ce processus⁷.

Au cours des 90 000 années suivantes, des groupes humains se sont lentement répandus hors d'Afrique pour s'établir dans d'autres parties du globe, supplantant au cours de ce processus d'autres hominidés comme les Néandertaliens⁸. Il y a au moins 60 000 ans, ils atteignirent le Moyen-Orient. Il y a 40 000 ans, ils se dirigèrent vers

l'Europe de l'Ouest, parvenant également à franchir la bande de mer séparant les îles de l'Asie du Sud-Est de l'Australie. Il y a 12 000 ans, au plus tard, ils avaient franchi le détroit de Béring et atteint les Amériques, et s'étaient disséminés sur tous les continents à l'exception de l'Antarctique. Les petits groupes qui s'établirent un peu partout se retrouvèrent souvent complètement isolés les uns des autres pendant des milliers d'années (la fonte des glaces rendit impossible la traversée du détroit de Béring et éleva le niveau des mers au point de rendre très difficile le passage de l'Asie du Sud-Est à l'Australie). Leurs langages se développèrent différemment, chacun accumulant son propre corpus de savoirs et développant des formes culturelles et d'organisation sociale distinctes. Certaines caractéristiques héréditaires mineures restèrent plus marquées chez certains que chez d'autres (couleur des yeux, système pileux, pigmentation de la peau, etc.), mais l'héritage génétique des différents groupes demeura très similaire. Les variations à l'intérieur de chaque groupe ont toujours été plus grandes que les variations entre groupes. Tous étaient capables d'apprendre la langue de l'autre, et tous avaient le même éventail d'aptitudes intellectuelles. Si l'espèce humaine fut séparée entre groupements largement dispersés, elle resta une espèce unique. La façon dont chaque groupe s'est développé n'a pas dépendu d'une particularité de son message génétique, mais de la façon dont il a adapté son savoir-faire technique et ses formes de coopération à la nécessité d'extraire des moyens d'existence d'un environnement donné. C'est la forme prise par cette adaptation qui a structuré les différentes sociétés qui sont apparues, chacune avec ses coutumes, ses attitudes, ses mythes et ses rituels distincts.

Ces différentes sociétés ont partagé certains traits communs fondamentaux jusqu'à il y a environ 10 000 ans. En effet, elles se procuraient leur nourriture, leur abri et leurs vêtements à peu près de la même façon, par la chasse et la cueillette – c'est-à-dire en s'appropriant des produits naturels (fruits et noix, racines, animaux sauvages, poissons et coquillages) et en les rendant consommables. Ces sociétés

sont toutes regroupées sous le nom de sociétés de chasseurs-cueilleurs⁹.

Nombre d'entre elles existaient encore dans de vastes régions du monde il y a quelques siècles, et certaines persistent à l'état de vestiges au moment où j'écris ces lignes. C'est en étudiant ces sociétés que des anthropologues comme Richard Lee ont pu tirer des conclusions sur ce que fut la vie de l'ensemble de notre espèce pendant au moins 90 % de son histoire.

La réalité fut très différente de la représentation occidentale traditionnelle, qui voyait en ces gens des « sauvages » sans culture¹⁰ menant des vies dures et misérables à l'« état de nature », se livrant des batailles acharnées et sanglantes pour leur survie dans le cadre d'une « guerre de tous contre tous » et d'une vie « répugnante, brutale et courte »¹¹.

Les humains vivaient en groupes peu structurés de trente ou quarante individus pouvant occasionnellement fusionner avec d'autres groupes dans des rassemblements allant jusqu'à deux cents personnes. Mais la vie dans ces « sociétés de bandes » n'était certainement pas plus dure que celle des millions de personnes ayant évolué dans des sociétés agricoles ou industrielles plus « civilisées ». L'éminent anthropologue Marshall Sahlins l'a même appelée la « société d'abondance originelle¹² ».

Il n'y avait pas de dirigeants, de patrons ou de division en classes dans ces sociétés. Comme l'a écrit Colin Turnbull à propos des pygmées Mbuti du Congo, « [ils] désapprouvent toute sorte d'autorité personnelle, bien qu'ils ne soient nullement dépourvus du sens de la responsabilité ; seulement ils considèrent qu'il doit être partagé par tout le groupe [...]. Dans plusieurs domaines, comme dans celui du maintien de l'ordre et de la loi, le Pygmée cherche à partager son autorité et sa responsabilité avec la collectivité¹³ ». Les gens collaboraient pour l'obtention des moyens d'existence sans s'incliner devant un dirigeant ni lutter sans cesse entre eux. Ernestine Friedl a rendu compte de ses études en affirmant qu'« hommes et femmes sont

également libres de décider comment ils vont passer leur journée : chasser ou cueillir, et avec qui¹⁴ ». Eleanor Leacock a conclu de ses découvertes « [qu'il] n'y avait pas [...] de possession privée de la terre ni de spécialisation du travail au-delà de celle liée au sexe [...]. Les gens prenaient leurs décisions dans le cadre des activités dont ils étaient responsables. Un consensus était atteint sur le point de savoir quel groupe devait assumer une tâche collective donnée¹⁵ ». Les comportements étaient caractérisés par la générosité plutôt que par l'égoïsme, et les individus s'entraidaient, offrant la nourriture qu'ils avaient obtenue à d'autres membres du groupe avant de se servir eux-mêmes. Lee commente : « La nourriture n'est jamais consommée isolément par une famille : elle est toujours partagée entre les membres d'un groupe de vie ou d'une bande [...]. Ce principe de réciprocité généralisée a été observé dans toutes les sociétés de chasseurs-cueilleurs, sur tous les continents et dans tous les types d'environnement¹⁶. » Il poursuit en indiquant que le groupe qu'il étudiait, les !Kung¹⁷ du Kalahari (les *bushmen*), « [est] un peuple farouchement égalitaire, et ils ont mis au point toute une série de pratiques importantes pour maintenir cette égalité, d'abord en remettant à leur place les arrogants et les vantards, ensuite en aidant les malchanceux à se maintenir à flot¹⁸ ». Un ancien missionnaire jésuite a observé un autre groupe de chasseurs-cueilleurs, les Montagnais du Canada : « Nos Sauvages sont heureux, car les deux tyrans qui donnent la géhenne et la torture à un grand nombre de nos Européens ne règnent point dans leurs grands bois, j'entends l'ambition et l'avarice [...] car il leur suffit de vivre, et aucun d'entre eux ne livre son âme au Diable, pour se procurer de la richesse¹⁹. »

Il y avait très peu de situations de guerre. Comme le note Friedl, les « contestations territoriales entre les hommes issus de groupes de chasseurs-cueilleurs voisins existent [...]. Mais dans l'ensemble, la quantité d'énergie que les hommes consacrent à l'entraînement au combat ou à des expéditions guerrières n'est pas élevée chez les

chasseurs-cueilleurs [...]. Les conflits internes aux bandes se règlent généralement par le retrait d'une des parties²⁰ ».

De telles preuves réfutent les arguments développés notamment par Robert Ardrey, selon lesquels la préhistoire de l'humanité tout entière, de l'époque de l'Australopithèque – le premier primate à marcher sur ses pattes de derrière – jusqu'à l'émergence de l'écriture, a été fondée sur l'« impératif du meurtre », que les « bandes de chasseurs-cueilleurs se battaient pour des points d'eau qui ne demandaient souvent qu'à s'évaporer sous le soleil brûlant de l'Afrique », que nous sommes tous des « enfants de Caïn », que « l'histoire humaine a stimulé le développement d'armes toujours supérieures [...] pour des nécessités génétiques », et que, par conséquent, sous un mince vernis de « civilisation » se dissimule un « amour du massacre, de l'esclavage, de la castration et du cannibalisme » qui est de nature instinctive²¹.

Ceci est d'une importance extrême dans le débat sur la « nature humaine ». En effet, si une telle nature existe, elle a nécessairement été façonnée par la sélection naturelle au cours de la très longue période de chasse-cueillette. Richard Lee a tout à fait raison d'insister : « C'est le long vécu de partage égalitaire qui a modelé notre passé. Malgré notre apparente adaptation à des sociétés hiérarchisées, et malgré la situation plus que préoccupante des droits de l'homme dans de nombreuses parties du monde, des indices manifestes montrent que l'espèce humaine conserve un fort sentiment égalitariste, un engagement profond envers la norme de réciprocité, et un sens communautaire [...] fortement enraciné²². »

À partir d'une orientation très différente, Friedrich von Hayek, l'économiste préféré de Margaret Thatcher, déplorait que les humains aient « des instincts innés longtemps refoulés » et des « émotions primaires » fondés sur des « sentiments bienveillants pour leur petite bande », les portant à vouloir « faire du bien aux personnes qu'ils connaissent »²³.

La « nature humaine » est en réalité très flexible. Dans la société contemporaine, elle incite au moins certains d'entre nous à

s'abandonner à cette cupidité et à cette compétition qui provoquent chez Hayek des transports d'enthousiasme. Elle a aussi permis, dans les sociétés de classes, la plus atroce barbarie : torture, viols collectifs, humains brûlés vifs, carnages. Les comportements étaient très différents chez les peuples de chasseurs-cueilleurs parce qu'ils étaient contraints à l'égalitarisme et l'altruisme s'ils voulaient survivre.

Les chasseurs-cueilleurs étaient, par nécessité, intensément dépendants les uns des autres. Les cueilleurs fournissaient habituellement la source de nourriture la plus sûre, et les chasseurs la plus appréciée. De telle sorte que ceux qui se consacraient à la chasse dépendaient pour leur survie quotidienne de la générosité de ceux qui cueillaient, pendant que ceux qui se spécialisaient dans la cueillette – ainsi que ceux dont la chasse était passagèrement malheureuse – dépendaient, pour des compléments appréciés à leur ordinaire, de ceux qui parvenaient à abattre des animaux. La chasse ne résidait pas dans les prouesses d'un héros individuel masculin, mais impliquait un groupe d'hommes (parfois avec l'aide des femmes et des enfants) œuvrant ensemble à traquer et capturer une proie. L'incitation à la coopération et aux valeurs collectives était constante. Sans elles, aucune bande de chasseurs-cueilleurs nomades n'aurait pu survivre plus de quelques jours.

L'absence de domination masculine sur les femmes en était le corollaire. Il a presque toujours existé une *division sexuelle du travail*, les hommes se consacrant à la plus grande partie de la chasse et les femmes à l'essentiel de la cueillette. Ceci parce que lorsqu'une femme était enceinte ou allaitait, elle ne pouvait prendre part à la chasse sans s'exposer à ses dangers, menaçant ainsi la reproduction du groupe. Mais cette division ne produisait pas une domination masculine telle que nous la connaissons. Les femmes et les hommes prenaient part ensemble aux prises de décision importantes, comme déplacer le camp ou quitter une bande et en rejoindre une autre. L'unité conjugale elle-même était faiblement structurée. Les épouses pouvaient se séparer sans compromettre leur bien-être ni celui de leurs enfants. La

suprématie du mâle, si souvent considérée comme inhérente à la « nature humaine », n'existait pas²⁴.

Enfin, l'obsession de la propriété privée, que nous regardons aujourd'hui comme allant de soi, ne pouvait tout simplement pas s'exprimer. La taille habituelle des groupes nomades était limitée en raison de la nécessité de trouver chaque jour assez de nourriture à proximité du campement. À l'intérieur de ce territoire, les membres se déplaçaient continuellement d'une source de végétaux comestibles à une autre, ou à la poursuite du gibier, et l'ensemble du groupe se mettait en marche lorsque le ravitaillement dans un lieu donné commençait à se raréfier. Ces déplacements continuels empêchaient l'accumulation de possessions individuelles, car tout devait pouvoir être transporté facilement. Un individu pouvait tout au plus posséder une lance ou un arc et des flèches, un sac de transport et quelques babioles. Le concept d'accumulation de richesses personnelles n'existait pas. Les conditions matérielles dans lesquelles vivaient les êtres humains contribuaient à produire des sociétés très différentes et des idées dominantes bien éloignées de celles que l'on considère aujourd'hui comme normales.

Au cours des quelques milliers d'années écoulées, l'histoire de l'humanité est pour l'essentiel l'histoire de la façon dont des sociétés et des modes de pensée très divers se sont développés. Cette histoire est tissée par les actes d'hommes et de femmes innombrables, cherchant à obtenir des vies décentes pour eux-mêmes et leurs proches, parfois en acceptant le monde tel qu'il est, parfois intensément résolu à le changer, échouant souvent, réussissant parfois. Mais à travers ces destins entremêlés, deux choses sont saillantes. D'une part, l'augmentation cumulative de la capacité de l'humanité à extraire ses moyens d'existence de la nature a permis de dépasser les conditions matérielles rudimentaires du « communisme primitif ». De l'autre, des formes successives d'organisation de la société sont apparues, qui ont opprimé et exploité la majorité du peuple au bénéfice d'une petite minorité privilégiée.

Si nous suivons la trace de ces changements parallèles, nous finissons par comprendre comment s'est formé le monde qui est le nôtre au début du XXI^e siècle. C'est un monde dans lequel la richesse peut être produite à une échelle dont nos grands-parents n'auraient pas osé rêver, et pourtant c'est un monde dans lequel les structures de domination de classe, d'oppression et de violence semblent plus fermement enracinées que jamais. Un milliard d'êtres humains vivent dans une pauvreté désespérante, une grande partie de l'humanité connaît l'insécurité, les conflagrations et les guerres civiles de toutes sortes sont endémiques, et les bases même de la vie humaine sont mises en danger par des mutations technologiques qui échappent à tout contrôle. La question que chacun devrait se poser est : comment est-il possible d'utiliser la richesse pour satisfaire les besoins humains en se débarrassant des structures d'oppression, de la subordonner à une société fondée sur les valeurs qui ont caractérisé les vies de nos ancêtres pendant les centaines de générations du communisme primitif ? Mais avant cela, il nous faut examiner la façon dont la domination de classe et l'État sont apparus.

Chapitre 1

La « révolution néolithique »

Les premiers grands changements survenus dans la vie et les représentations des êtres humains se produisirent il y a seulement 10 000 ans. Dans certaines parties du monde, en particulier dans la région du Croissant fertile au Moyen-Orient¹, les humains adoptèrent un nouveau mode de subsistance. Ils apprirent à cultiver la terre au lieu de s'en remettre à la nature pour se procurer des végétaux comestibles, et à domestiquer des animaux au lieu de se contenter de les chasser. Ces innovations allaient transformer leur mode de vie de fond en comble.

Elles ne leur permirent pas nécessairement de mener des vies plus faciles que celles de leurs prédécesseurs, mais les changements climatiques n'avaient pas vraiment laissé le choix à certains d'entre eux². Ceux-ci s'étaient habitués, pendant deux ou trois millénaires, à vivre dans des zones où les plantes sauvages comestibles et le gibier étaient abondants – dans une région telle que la Turquie du Sud-Est, par exemple, un « groupe familial » pouvait « sans travailler très dur », accumuler en trois semaines assez de grains de céréales sauvages pour vivre pendant une année. Ils n'avaient pas eu besoin, contrairement à d'autres, d'être perpétuellement en déplacement³. Ils avaient pu vivre au même endroit année après année, transformant leurs anciens campements rudimentaires en villages permanents, comptant non plus des dizaines mais des centaines d'habitants, stockant la nourriture dans des pots de pierre ou de terre cuite, et accumulant tout un assortiment d'outils de pierre. Pendant une période plus longue que celle qui nous sépare de la fondation de Rome, ils avaient pu combiner la faible charge de travail caractérisant les

sociétés nomades de chasseurs-cueilleurs avec les avantages de la vie sédentaire villageoise.

Mais bientôt des changements climatiques globaux allaient les obliger à inventer de nouveaux modes de subsistance. La région du Croissant fertile devenant plus sèche et plus froide, la quantité de céréales sauvages et la taille des troupeaux d'antilopes et de cerfs diminuèrent. Les villages de chasseurs-cueilleurs furent confrontés à une crise. Ils ne pouvaient plus vivre selon le même mode. S'ils ne voulaient pas mourir de faim, ils devaient soit se subdiviser en petits groupes et retourner à une vie nomade qu'ils avaient oubliée depuis longtemps, soit trouver un moyen de compenser les déficiences de la nature par leur propre travail.

Ce chemin menait à l'agriculture. Les humains avaient accumulé une immense quantité de savoir sur les plantes pendant les centaines de générations où ils avaient survécu grâce à la végétation environnante. Certains groupes se mirent à utiliser ces connaissances pour obtenir de la nourriture en plantant des graines de plantes sauvages. L'observation leur avait appris que les graines de certaines plantes étaient beaucoup plus fécondes que d'autres et, en sélectionnant ces semences, ils commencèrent à créer des variétés nouvelles, domestiquées, qui leur étaient bien plus utiles que ne pouvaient l'être les espèces sauvages. Les moissons régulières leur permettaient d'enclorre et de nourrir les variétés les plus dociles de chèvres, moutons, bovins et ânes sauvages, et d'élever ceux qui étaient encore plus faciles à domestiquer.

La première forme d'agriculture (souvent appelée « horticulture ») consistait à défricher les terres en coupant les arbres et les buissons à la hache et en brûlant le résidu, avant de planter des graines en creusant la terre avec une houe ou un bâton. Au bout de quelques années, la terre était généralement épuisée. On la laissait alors retourner à l'état sauvage, et une nouvelle zone était défrichée pour la culture.

Se procurer des moyens d'existence de cette façon supposait un changement radical dans les modes collectifs de travail et de vie. Les gens devinrent plus fermement attachés à leur village qu'ils ne l'avaient jamais été. Ils devaient s'occuper des cultures entre les semailles et la moisson et ne pouvaient donc partir pendant des mois. Ils devaient aussi trouver des méthodes de coopération mutuelle pour défricher la terre, assurer les soins nécessaires aux cultures (désherbage, arrosage, etc.), stocker les récoltes, partager le bétail et élever les enfants. Des modèles de vie sociale entièrement nouveaux se développèrent et, avec eux, de nouvelles conceptions du monde qui s'exprimaient dans différents mythes, légendes, cérémonies et rituels.

Cette transformation est habituellement désignée sous le nom de « révolution néolithique⁴ », d'après les outils « néolithiques » (du « nouvel âge de pierre » ou « âge de la pierre polie ») de plus en plus sophistiqués qui lui sont associés. Elle entraîna une réorganisation complète de la façon dont les individus travaillaient et vivaient, même si le processus devait s'étaler sur une longue période.

Les vestiges archéologiques provenant du Croissant fertile montrent que la vie s'organisait dans de petits villages en foyers séparés, mais ils ne nous disent pas quelle était la base de ces foyers (si, par exemple, ils étaient formés de couples distincts et de leurs enfants ; d'une mère, de sa fille et de leurs époux ; ou d'un père, de ses fils et de leurs épouses)⁵. Aucune autorité, de classe ou d'État, ne vit le jour avant de nombreux millénaires après les débuts de l'agriculture. Vers 4 000 av. J.-C., une « différenciation significative » dans « la richesse était presque totalement absente », et même dans la « période protohistorique » (vers 3 000 av. J.-C.), rien ne nous indique que « le processus de stratification sociale [fût] allé très loin⁶ ». Il n'y a pas non plus de preuve de la domination masculine. Certains archéologues ont tiré de l'existence de statuettes d'argile ou de pierre représentant des femmes fécondes la suggestion d'un statut féminin élevé, tel que les hommes auraient trouvé « naturel » de prier des femmes⁷. En tout

cas, la présence plus fréquente d'armes destinées aussi bien à la guerre qu'à la chasse révèle un développement significatif.

Il s'agit d'un modèle apparemment très semblable à celui des sociétés horticoles qui ont survécu jusqu'à une période relativement récente – et dans certains cas jusqu'au XX^e siècle – dans diverses parties du monde. Ces sociétés étaient porteuses de différences considérables tout en partageant certains traits généraux⁸.

Les foyers tendaient à être associés à la culture de certains lopins de terre. Mais la propriété privée du sol telle que nous la connaissons n'existait pas, de même que les individus ou les ménages n'étaient pas portés à accumuler des biens personnels aux dépens des autres. Au contraire, les foyers étaient intégrés à des groupements sociaux plus larges, les « lignages », qui partageaient (ou prétendaient partager) les mêmes ancêtres. Ces groupes donnaient aux individus et aux ménages des droits et des obligations envers ceux auxquels ils étaient directement reliés ou unis par des associations matrimoniales ou générationnelles. On attendait de chacun qu'il partage sa nourriture avec les autres, de telle sorte qu'aucun foyer n'ait à souffrir d'une mauvaise récolte ou d'un nombre supérieur de bouches à nourrir. Le prestige ne venait pas de la consommation individuelle, mais de la capacité à aider les autres à compenser leurs déficiences.

Beaucoup de valeurs fondamentales restèrent bien plus proches de celles des sociétés de chasseurs-cueilleurs que de celles que nous considérons comme « naturelles » dans les sociétés de classes. Ainsi, au XVIII^e siècle, un observateur des horticulteurs iroquois écrivit : « Si une tribu d'Iroquois affamés en rencontre une autre dont les provisions ne sont pas complètement épuisées, ces derniers partagent avec les nouveaux venus le peu qu'il leur reste sans attendre qu'on le leur demande, même si, ce faisant, ils s'exposent au même danger de mourir de faim que ceux auxquels ils portent secours⁹. » Une étude classique sur les Nuers indique : « On peut dire d'une manière générale qu'on ne meurt de faim dans un village nuér que si tout le monde meurt de faim¹⁰. »

Là encore, un tel « altruisme » s'explique par les nécessités de la survie. Il assurait, par exemple, que les foyers comportant une force de travail importante, mais peu de bouches à nourrir, fournissent une assistance à ceux qui avaient beaucoup de bouches et peu de pourvoyeurs – en particulier ceux qui comptaient beaucoup d'enfants en bas âge¹¹. Les enfants représentaient l'avenir de la force de travail du village dans son ensemble. De tels mécanismes de « redistribution » en direction des familles nombreuses étaient nécessaires si le groupe voulait se protéger de l'extinction.

Au temps de la chasse-cueillette, la nécessité de porter les enfants pendant la tournée quotidienne de cueillette ainsi qu'à l'occasion des déménagements périodiques du camp tout entier imposait des taux de natalité très bas. Les femmes ne pouvaient pas se permettre d'avoir plus d'un enfant à porter à la fois, de telle sorte que les naissances étaient espacées de trois à quatre années (grâce, si nécessaire, à l'abstinence sexuelle, à l'avortement ou à l'infanticide). Dans le cadre d'une vie villageoise fixe reposant sur l'agriculture, les enfants n'avaient plus besoin d'être portés dès qu'ils atteignaient quelques mois ; et, plus il y avait d'enfants, plus les terres défrichées et cultivées promettaient d'être vastes. On faisait donc grand cas des familles nombreuses. L'évolution des méthodes de production eut elle aussi un impact profond sur la reproduction. La population commença à augmenter. Même si son taux de croissance était bas selon les standards actuels (0,1 % par an)¹², elle quadrupla en deux millénaires, amorçant l'ascension qui devait amener l'humanité de dix millions d'individus, tout au plus, à l'époque de la révolution néolithique, à environ deux cents millions aux débuts du capitalisme industriel.

D'autres grands changements se produisirent, qui distinguèrent les sociétés fondées sur l'horticulture de celles des chasseurs-cueilleurs. Un conflit grave éclatant dans un groupe de chasseurs-cueilleurs pouvait être réglé très simplement : par la séparation du groupe ou le départ de certains individus. Cette solution était beaucoup moins évidente pour un groupe d'agriculteurs qui avait défriché et

ensemencé sa terre. Le village était plus peuplé et il dépendait d'une interaction entre les villageois plus complexe que celle en vigueur dans les groupes de chasseurs-cueilleurs. Il était également confronté à un problème inconnu des groupes primitifs : il possédait des réserves de nourriture et d'ustensiles divers qui pouvaient motiver des attaques armées de pillards venus de l'extérieur. La guerre, virtuellement inconnue des chasseurs-cueilleurs, devint endémique dans nombre de peuplades d'horticulteurs. Cela devait donner une impulsion nouvelle aux mécanismes formels de prise de décision destinés à exercer le contrôle social – avec par exemple des conseils composés des personnalités dominantes de chaque lignage.

Au cours des dix millénaires écoulés, les humains sont passés de la chasse-cueillette à l'agriculture de façon indépendante dans diverses parties du monde : en Amérique centrale (le Mexique et le Guatemala d'aujourd'hui), dans la région andine de l'Amérique du Sud, dans au moins trois régions distinctes de l'Afrique, en Indochine, dans les hautes vallées de Papouasie-Nouvelle-Guinée et en Chine¹³. Dans chaque cas, des changements similaires à ceux de la Mésopotamie se produisirent, même si les variétés végétales et animales disponibles pour la culture et la domestication devaient avoir une incidence importante sur le mode et la nature exacts de ces changements. Les vestiges archéologiques contredisent toute idée selon laquelle une « race » ou une « culture » aurait été dépositaire d'un « génie » particulier tirant l'humanité vers l'avant. Bien au contraire, confrontés à des changements climatiques et écologiques, différents groupes humains dans différentes parties du monde se trouvèrent contraints de se tourner vers des techniques nouvelles, ne serait-ce que pour perpétuer leur ancien mode de vie – même si au final leur mode de vie changerait malgré tout, et d'une manière qu'ils n'auraient jamais pu prévoir. Dans chaque cas, le groupe informel laissa la place à la vie villageoise, organisée autour de groupes de parenté fortement structurés, de normes rigides de comportement social, ainsi que de rites religieux et de mythes élaborés¹⁴.

On peut trouver sur les hauts plateaux de Papouasie-Nouvelle-Guinée un exemple typique du développement indépendant de l'agriculture. Les populations locales commencèrent à y cultiver tout un ensemble de végétaux dès 7000 av. J.-C. : la canne à sucre, certaines variétés de bananes, le noyer, le taro géant des marais, des tiges d'herbacées comestibles, des raves et des légumes verts. Avec la culture, elles passèrent, comme ailleurs, de la vie nomade ou semi-nomade des chasseurs-cueilleurs à la vie sédentaire. Leur organisation sociale était centrée sur des groupes de parenté égalitaires, et la propriété privée de la terre n'existait pas. Elles continuèrent à vivre ainsi, sans être dérangées, dans des vallées lointaines et pratiquement impénétrables, jusqu'à ce qu'elles soient « découvertes » par les Occidentaux au début des années 1930.

De nombreuses sociétés anciennes ne se tournèrent pas vers l'agriculture. Certaines résistèrent à ce qu'elles considéraient comme un vain et dur labeur dès lors qu'elles vivaient confortablement de la chasse et de la cueillette. D'autres vivaient dans des environnements – comme la Californie, l'Australie et l'Afrique du Sud – qui n'offraient ni végétaux faciles à cultiver, ni animaux aisés à domestiquer¹⁵. Les groupes qui habitaient ces régions depuis des millénaires n'eurent d'autre choix que de subsister par la chasse et la cueillette jusqu'à ce que des contacts avec des éléments extérieurs leur apportent des espèces végétales et animales domestiquées ailleurs¹⁶.

Cela dit, dès que l'agriculture fut mise en pratique dans une région quelconque de la planète, elle se répandit très vite ailleurs. Parfois, la réussite de ceux qui l'adoptaient encourageait d'autres à les imiter. Ainsi, l'arrivée d'espèces cultivées en provenance du Croissant fertile semble avoir joué un rôle dans l'apparition de l'agriculture dans la vallée du Nil, dans celle de l'Indus et en Europe occidentale. Parfois, la propagation de l'agriculture fut le résultat inévitable de la migration de peuples qui la pratiquaient déjà et qui, leurs populations s'étant accrues, s'étaient séparés du groupe originel pour fonder de nouveaux villages dans des zones jusque-là non cultivées. C'est de cette façon

que des ethnies de langue bantoue d'Afrique de l'Ouest se disséminèrent dans le Centre et, finalement, le Sud du continent, et que les Polynésiens venus d'Asie du Sud-Est allèrent par les océans, de Madagascar et la côte africaine, jusqu'à l'île de Pâques (distante d'à peine deux mille cinq cents kilomètres de la côte d'Amérique du Sud) et la Nouvelle-Zélande.

La présence d'une société agricole bouleversait souvent la vie des chasseurs-cueilleurs qui entraient en contact avec elle. Ils découvriraient qu'ils pouvaient améliorer radicalement leurs conditions d'existence en échangeant des produits avec leurs voisins agriculteurs : du poisson, du gibier ou des peaux, contre du grain, des ouvrages tissés ou des boissons fermentées. Cela encouragea certains d'entre eux à adopter un aspect de l'agriculture – l'élevage d'animaux – sans pour autant devenir agriculteurs. De tels « peuples pastoraux » apparurent bientôt en Eurasie, en Afrique et dans les Andes méridionales d'Amérique du Sud, parcourant les terres entre les zones cultivées – parfois les pillant ou commerçant avec elles – et développant des schémas de vie sociale spécifiques.

À certaines occasions, le développement des cultures et des troupeaux entraîna un changement important dans la vie sociale : la première différenciation en rangs sociaux. Les « chefferies » et les « grands hommes » firent leur apparition, certains individus ou lignages jouissant d'un plus grand prestige que d'autres. Cela pouvait culminer dans l'installation de chefs héréditaires et de lignages de chefs. Mais cela n'avait rien de commun avec les distinctions de classes que nous considérons aujourd'hui comme allant de soi, avec une fraction de la société qui consomme le surplus que d'autres produisent par leur travail.

L'égalitarisme et le partage restaient dominants. Les individus qui avaient un statut élevé devaient servir le reste de la communauté, non en profiter. Comme le note Richard Lee, il y régnait la même « conception de la propriété commune » que dans les sociétés de chasseurs-cueilleurs. « Dans un certain nombre de chefferies décrites par les

anthropologues en Afrique, Océanie et Amérique du Sud, on note, par exemple, qu'une grande partie du tribut reçu par les chefs est redistribuée aux sujets, et le pouvoir du chef est contrebalancé par la force de l'opinion et des institutions populaires¹⁷. » Ainsi, parmi les Nambikwara d'Amérique du Sud, « le chef ne doit pas seulement bien faire ; il doit essayer – et son groupe compte sur lui pour cela – de faire mieux que les autres [...]. Bien que le chef ne semble pas jouir d'une situation privilégiée au point de vue matériel, il doit avoir sous la main des excédents de nourriture, d'outils, d'armes et d'ornements [...]. Lorsqu'un individu, une famille, ou la bande tout entière ressent un désir ou un besoin, c'est au chef qu'on fait appel pour le satisfaire. Ainsi la générosité est la qualité essentielle qu'on attend d'un nouveau chef¹⁸ ». Ce fonctionnement peut même s'exercer au détriment du chef, qui rencontre parfois plus de difficultés matérielles que ses subordonnés. Ainsi, chez les Busama de Nouvelle-Guinée, le dirigeant « doit travailler plus dur que quiconque afin de réapprovisionner ses stocks de nourriture [...]. On reconnaît qu'il doit peiner depuis le lever du jour jusqu'au coucher – ses mains sont toujours terreuses et son front toujours inondé de sueur¹⁹ ».

Le tournant vers l'agriculture opéré pendant le « nouvel âge de pierre » a transformé la vie des populations en instituant un mode de société villageoise et la pratique de la guerre. À cet égard, il a certainement constitué une sorte de « révolution ». Mais l'organisation sociale n'était pas encore marquée par des éléments que nous considérons aujourd'hui comme acquis : la division en classes, l'établissement d'appareils d'État permanents reposant sur des bureaucrates salariés à plein-temps et des corps d'hommes armés, la subordination des femmes. Pour que cela se mette en place, il faudra attendre une deuxième série de changements dans les moyens d'existence des êtres humains ; ce que Gordon Childe a appelé la « révolution urbaine » devra se superposer à la « révolution néolithique ».

Chapitre 2

Les premières civilisations

La civilisation, au sens strict où ce terme désigne les populations des villes, remonte à un peu plus de 5000 ans. En témoignent notamment les grands édifices situés dans différentes parties du monde : les pyramides d'Égypte et d'Amérique centrale, les ziggourats (temples en forme de tours à étages) d'Irak, le palais de Cnossos en Crète, la forteresse de Mycènes en Grèce continentale, et les cités rectangulaires, vieilles de 4000 ans, de Harappa et Mohenjo-Daro, sur l'Indus. Ce sont eux qui ont poussé l'archéologue Gordon Childe à caractériser ce changement par l'expression de « révolution urbaine¹ ». Les vestiges eux-mêmes sont impressionnants, mais ce qui l'est plus encore, c'est que ces monuments ont été construits par des peuples qui, quelques générations auparavant, ne connaissaient qu'une vie rurale fondée sur une agriculture passablement rudimentaire. Ces derniers se sont ainsi retrouvés en possession d'un savoir-faire élaboré en matière de construction, capables d'extraire, de transporter, d'ériger et de sculpter de grands blocs de pierre, et de les décorer d'œuvres artistiques raffinées – et même, dans certains cas (en Mésopotamie, en Égypte, en Éthiopie, en Chine et en Amérique centrale), de développer des modes d'écriture leur permettant de décrire leurs comportements et leurs émotions. En Eurasie et en Afrique, ils apprirent aussi, à ce stade, à obtenir du cuivre et de l'étain à partir d'oxydes rocheux et, plus tard, à les fusionner en un métal plus dur, le bronze, pour fabriquer des ornements et des armes. C'est pourquoi on appelle souvent cette période l'« âge du bronze ».

Rien de tout cela n'aurait pu arriver sans une mutation préalable des moyens de subsistance, mutation initialement centrée sur

l'agriculture, dont les premières formes, qui utilisaient des techniques élémentaires et avaient recours à diverses variétés d'animaux et de plantes trouvées dans la nature, allaient entraîner, au fil des générations, un lent accroissement de la productivité agricole. Certains peuples purent ainsi améliorer leurs conditions d'existence tout en continuant à disposer de temps de loisirs considérables². Mais, loin des descriptions romantiques du « bon sauvage » produites par la littérature, l'augmentation de la production des denrées alimentaires se limitait la plupart du temps à compenser celle des populations. Celles-ci continuèrent à subir des famines soudaines dues à des événements naturels qu'elles ne pouvaient contrôler : « sécheresses ou inondations, tempêtes ou gels, parasites des plantes ou orages de grêle³ ». L'histoire des peuples préhispaniques d'Amérique centrale, par exemple, est ponctuée de périodes fastes, marquées par une facilité à trouver de la nourriture, et de famines aussi inattendues que dévastatrices⁴.

Pour continuer à mener une vie sédentaire, ces groupements humains n'eurent que deux options. L'une consista à piller les denrées alimentaires appartenant à d'autres agriculteurs, de sorte que la guerre devint un trait caractéristique de ces sociétés. Les haches de guerre en pierre et les poignards de silex se répandirent largement dans les derniers stades de la révolution néolithique en Europe. L'autre option consista à développer des formes d'agriculture plus intensives et productives. Les groupes de paysans qui surent se montrer innovants sur le plan technologique purent éviter les périls de la famine. Ceux qui n'en furent pas capables disparurent, moururent de faim ou se dispersèrent.

L'innovation pouvait se limiter à améliorer des variétés de cultures existantes ou à apprendre à engraisser plus efficacement les animaux domestiqués. Mais elle prit aussi parfois la forme de changements bien plus importants. Ainsi, en Eurasie et en Afrique, on découvrit que de grands mammifères domestiqués (d'abord des bœufs, bien plus tard des chevaux) tirant une pièce de bois façonnée – un

araire – labourant le sol étaient bien plus performants pour ouvrir la terre aux semailles que la houe maniée à la main. On apprit aussi à construire des barrages et des fossés destinés à protéger les cultures des inondations et à acheminer l'eau vers des terres auparavant stériles. Puis on se servit des excréments d'animaux comme engrais pour éviter d'épuiser les sols et d'avoir à défricher de nouvelles parcelles tous les deux ou trois ans. On pourrait énumérer d'autres techniques, découvertes ici ou là, comme l'assèchement des marais, le creusement des puits, la culture en terrasses sur les flancs des collines, ainsi que la germination laborieuse et le repiquage des pousses de riz (en Chine méridionale).

Ces nouvelles techniques, comme tout travail humain, revêtaient un double aspect. En premier lieu, elles fournissaient des moyens de subsistance supplémentaires. Des groupes qui, jusque-là, n'avaient pu produire que ce qui était nécessaire à leur survie purent commencer à dégager un surplus. Cela engendra, en second lieu, une mutation des relations sociales.

La mise en place de cette multitude de procédés entraîna en effet des modifications des formes de coopération. Le labourage à la charue, par exemple, encouragea un approfondissement de la division sexuelle du travail : c'était un dur labeur, difficile à exécuter pour des femmes portant ou allaitant des enfants. Le creusement et la maintenance de canaux d'irrigations ordinaires exigèrent la collaboration de douzaines ou même de centaines de foyers, ce qui introduisit une division entre ceux qui supervisaient le travail et ceux qui l'exécutaient. Le stockage des denrées favorisa l'émergence de groupes responsables de la gestion et de la surveillance des réserves alimentaires. L'existence d'un surplus permit pour la première fois à certains hommes de se libérer des activités agricoles pour se consacrer à l'artisanat, à la préparation de la guerre ou à l'échange de produits locaux contre ceux de groupes extérieurs.

Gordon Childe a décrit la transformation intervenue en Mésopotamie il y a 5000 à 6000 ans, lorsque des humains se sédentarisèrent

dans les vallées du Tigre et de l'Euphrate. Ils y trouvèrent une terre extrêmement fertile, mais qui ne pouvait être cultivée qu'à l'aide de « travaux de drainage et d'irrigation », lesquels dépendaient d'un « effort coopératif »⁵. Dans un travail plus récent, Charles Keith Maisels a émis l'hypothèse selon laquelle ces peuples s'aperçurent qu'en creusant de petites brèches entre les lits des rivières, ils pouvaient irriguer de vastes superficies et accroître considérablement la production. Mais ils ne pouvaient consommer immédiatement la récolte supplémentaire, qui était mise de côté pour parer à d'éventuelles mauvaises moissons⁶.

Les grains étaient stockés dans des constructions volumineuses s'élevant sur les terres environnantes. Celles-ci en vinrent à symboliser la continuité et la préservation de la vie sociale et ceux qui eurent pour charge de les surveiller formèrent le groupe le plus prestigieux de la société, contrôlant la vie du reste de la population en recueillant, stockant et distribuant les surplus. Élevés au rang de puissance rayonnant sur et au-delà de la société, perçus comme responsables de sa réussite, exigeant obéissance et respect de la part du peuple, ils passaient pour des êtres quasi surnaturels. Les silos de stockage furent les premiers temples, leurs gardiens les premiers prêtres⁷. Autour d'eux se regroupèrent d'autres groupes sociaux, spécialisés dans le travail de construction ou des formes d'artisanats particulières. Ils faisaient la cuisine et tissaient les vêtements des gardiens du temple, transportaient la nourriture et organisaient les échanges à distance des produits. Au cours des siècles, les villages agricoles se transformèrent en villes et les villes en cités, comme Uruk, Lagash, Nippur, Kish et Ur (dont le patriarche biblique Abraham est censé être originaire).

Un processus à peu près similaire se produisit il y a deux millénaires et demi en Amérique centrale. Si l'irrigation ne semble pas y avoir joué un rôle aussi essentiel – dans la mesure où le rendement du maïs était suffisant sans elle, du moins les bonnes années⁸ –, la vulnérabilité des cultures encouragea le stockage des surplus et une forme de coordination entre des régions aux climats différents. La

coordination de la production, l'étude des saisons et le suivi des réserves furent dévolus à un groupe de personnes pour le bénéfice de la communauté tout entière. Là aussi, les greniers se transformèrent, avec le temps, en lieux de culte et leurs gardiens en prêtres, donnant naissance aux cultures successives des Olmèques, de Teotihuacan, des Zapotèques et des Mayas, comme en témoignent leurs immenses sculptures, leurs pyramides et leurs temples, leurs lieux cérémoniels et leurs cités aux plans élaborés (la population de Teotihuacan atteignait peut-être cent mille personnes dans les premiers siècles de notre ère).

Au Moyen-Orient et en Amérique centrale, les groupes de prêtres administrateurs qui collectaient et distribuaient les réserves appartenant aux temples commencèrent à inscrire des marques sur la pierre ou l'argile pour tenir les comptes des entrées et des sorties. Avec le temps, les signes représentant les divers objets furent standardisés, exprimant parfois le son du mot correspondant à la chose représentée, jusqu'à ce que soit établie une expression visuelle permanente des phrases et des pensées. C'est ainsi que l'écriture fut inventée. Les gardiens du temple développèrent également, grâce à des observations détaillées du ciel nocturne, des connaissances en astronomie. En reliant les déplacements de la Lune, des planètes et des étoiles avec ceux du Soleil, ils parvinrent à prédire des mouvements futurs et des événements comme les éclipses, ce qui leur conféra un statut quasi magique. Ils apprirent aussi à produire des calendriers basés sur la lune et le soleil afin de déterminer le meilleur moment de l'année pour semer et planter. C'est donc dans les temples que les découvertes et les progrès dans des disciplines comme les mathématiques et l'astronomie (même si ce fut parfois sous la forme magique de l'astrologie) furent élaborés. Selon Gordon Childe, « l'accumulation d'un surplus social substantiel dans les trésors – ou plutôt les greniers – du temple fut effectivement l'occasion d'une avancée culturelle que nous avons adoptée comme le critère de la civilisation⁹ ».

Une fois développée par les premières civilisations en Mésopotamie et en Amérique centrale, l'écriture fut adoptée par les

nombreuses peuplades qui entraient en contact avec elles, utilisant leurs propres variantes pour écrire dans leur langue. Elle se répandit très rapidement dans le Moyen-Orient il y a quelque 5 000 ans, puis en Asie centrale, orientale et méridionale, dans l'Afrique du Nord-Est et l'Europe méditerranéenne. Depuis les Olmèques, elle fut utilisée par toutes les civilisations méso-américaines. Cependant, certaines civilisations parvinrent à un degré élevé de développement sans connaître l'écriture ; ce fut par exemple le cas en Amérique du Sud, où les populations se servaient des marques comme aide-mémoire sans aller jusqu'à transcrire le langage parlé.

Nous ne pouvons, dans le cadre de cet ouvrage, détailler plus amplement la transition de l'agriculture intensive à la vie urbaine, qui, on l'a vu, s'est produite dans différentes parties du monde parallèlement à l'adoption de nouveaux moyens de subsistance. Nombre de sociétés agricoles se sont tournées, au moins partiellement, dans cette direction, au point de mobiliser des centaines voire des milliers d'individus dans la construction d'imposants édifices de pierre – à l'instar des temples des troisième et quatrième millénaires avant notre ère à Malte, des cercles de pierres dressées de l'Europe de l'Ouest (dont Stonehenge est le plus connu), des statues géantes de l'île de Pâques et des plateformes à étages de Tahiti¹⁰. Parfois, le mouvement « civilisationnel » fut influencé à des degrés variables par des développements intervenus ailleurs¹¹. Mais cela ne change rien au fait que les processus menant à la formation des villes et des métropoles, et souvent à l'invention de l'écriture, commencèrent indépendamment les uns des autres dans plusieurs lieux distincts ; ces processus furent en effet le produit de dynamiques internes engendrées, au sein de chaque société, par le développement de l'agriculture. Ce qui montre bien à quel point il est absurde de proclamer qu'un peuple serait « supérieur » à un autre parce qu'il serait parvenu à la civilisation le premier.

Chapitre 3

Les premières divisions de classes

Il y eut un prix à payer pour le développement de la civilisation. Dans sa description de l'essor de la société urbaine, R. M. Adams écrit : « Des tablettes sur lesquelles est inscrit le signe “fille esclave” peuvent être trouvées « dès la fin de la période protohistorique », vers 3000 av. J.-C. Le signe « esclave mâle » apparaît légèrement plus tard. On voit par la suite apparaître les premiers termes distinguant les « citoyens libres à part entière » et les « statuts communs ou subalternes¹ ». Dès cette époque, les « preuves d'une différenciation de classe ne sont que trop claires ». Dans « l'ancienne Eshnunna, les plus grandes maisons situées le long des routes principales [...] occupaient souvent 200 m² de surface au sol. La plupart des autres maisons étaient considérablement plus petites [...], n'ayant accès aux principales artères que par des ruelles étroites et tortueuses [...]. Beaucoup n'occupent pas plus de 50 m² au total² ». Adams poursuit : « À la base de la hiérarchie sociale se trouvent les esclaves, des individus qui pouvaient être achetés et vendus [...]. Une tablette unique fait la liste de 250 esclaves, femmes et enfants, qui étaient probablement employés dans des établissements de tissage centralisés [...]. On sait que d'autres femmes étaient occupées à la mouture, à la préparation des boissons et de la nourriture [...]. Les esclaves masculins sont généralement désignés comme “les aveugles” et étaient semble-t-il employés comme jardiniers³. »

L'émergence de la civilisation est généralement considérée comme l'une des grandes avancées de l'histoire humaine, de l'ordre de celle qui sépare l'histoire de la préhistoire. Mais partout où ce cap a été franchi, elle fut accompagnée de bouleversements, négatifs ceux-là : le

développement des divisions de classes, avec l'instauration d'une minorité privilégiée vivant du travail des autres, et la mise en place de corps d'hommes armés, de soldats et d'une police secrète – en d'autres termes, une machine d'État –, destinés à asseoir le pouvoir de cette minorité sur le reste de la société. L'existence de l'esclavage – la possession physique de certaines personnes par d'autres – est une preuve de ce développement, non seulement en Mésopotamie, mais dans bien d'autres civilisations. Cela montre jusqu'où la différenciation sociale a pu aller depuis l'époque des sociétés fondées sur la parenté et les communautés villageoises. Mais l'esclavage était une pratique relativement mineure dans l'entretien de la classe dirigeante mésopotamienne au regard de l'exploitation des paysans et autres travailleurs, contraints de fournir un labeur pour les temples et les classes supérieures. Les « shub-lugals », par exemple, disposaient d'un « statut et [d'un] degré de liberté restreints, travaillaient enchaînés sur les terres domaniales du temple de Bau, halant des navires, creusant des canaux d'irrigation et servant dans la milice de la cité ». Ils recevaient des rations de subsistance pendant quatre mois de l'année en échange de leur travail et « de petits lopins de [...] terre appartenant au domaine du temple leur étaient alloués »⁴. Avant d'être assujettis par des groupes plus puissants, et notamment le temple, des groupes comme celui-ci formaient des foyers paysans indépendants.

Gordon Childe mentionne un édit de la cité de Lagash datant de 2500 av. J.-C., qui décrit comment « les prêtres favorisés pratiquaient des formes diverses d'extorsion (faisant payer très cher les enterrements, par exemple) et traitaient la terre du dieu (c'est-à-dire celle de la communauté), son bétail et ses serviteurs comme leur propriété privée et leurs esclaves personnels. "Le grand prêtre allait dans le jardin du pauvre et y prenait du bois [...]. Si la maison d'un personnage important jouxtait celle d'un citoyen ordinaire", le premier pouvait annexer le logement plus humble sans payer la moindre compensation à son propriétaire ». Il conclut : « Ce texte archaïque nous donne des éléments incontestables prouvant l'existence d'un véritable conflit

de classe [...]. Le surplus produit par la nouvelle économie était, en fait, concentré entre les mains d'une classe relativement réduite⁵. »

L'exploitation s'accrut jusqu'à atteindre des proportions considérables. T. B. Jones raconte comment, dans la cité-État de Lagash vers 2100 av. J.-C., « plus d'une douzaine d'établissements étaient responsables de la culture de la plus grande partie des terres arables [...]. À peu près la moitié [de la récolte] était consommée par le coût de production [salaires des travailleurs, nourriture des animaux de trait, etc.] et un quart allait au roi comme impôt. Les 25 % restants revenaient aux prêtres⁶. ».

C. J. Gadd note que, dans la fameuse épopée sumérienne de *Gilgamesh*, « le héros est représenté [...] en train de regarder la muraille d'Uruk, qu'il vient de construire, et de contempler les cadavres flottant dans la rivière ; tel peut très bien avoir été le sort des citoyens les plus pauvres⁷. ».

En Amérique centrale, le schéma fut largement similaire. Même dans la première civilisation, celle des Olmèques, Katz observe « des degrés marqués de stratification sociale », dont témoignent « des monuments funéraires ostentatoires ornés de biens précieux » ou « la représentation [...] d'un homme s'agenouillant devant un autre, richement vêtu [...], un noble et son vassal »⁸. Chez les Mayas, « des bâtiments ou des palais aux pièces nombreuses » démontrent que la société était « fortement différenciée entre l'élite et les couches populaires »⁹.

Comment expliquer que des hommes qui n'avaient jamais manifesté de velléité de domination deviennent soudain des oppresseurs ? Et comment comprendre la soumission, tout aussi nouvelle, d'un groupe d'individus ? Les chasseurs-cueilleurs, qui existèrent durant des centaines de milliers d'années, et les sociétés agricoles archaïques, qui durèrent des milliers d'années, montrent pourtant que la « nature humaine » ne mène pas nécessairement à de tels comportements¹⁰.

La seule approche de l'histoire qui analyse les causes de ce changement est celle esquissée par Karl Marx dans les années 1840 et

1850, et reprise plus tard par Friedrich Engels. Marx a mis l'accent sur l'interaction entre le développement des « rapports de production » et celui des « forces productives ». La découverte de nouvelles manières de produire des biens nécessaires à la vie, censée réduire un certain nombre de contraintes matérielles, induisit des modifications majeures entre les membres des groupes sociaux. À un certain stade, ceux-ci durent choisir d'adopter les rapports qui régissaient désormais la vie en société ou de rejeter les nouveaux procédés de production.

Les classes sont nées de ces changements dans la production des moyens de subsistance. Certaines méthodes de production offraient la possibilité d'un rendement supérieur aux besoins immédiats des populations et rendaient donc nécessaire la gestion du stock excédentaire ; cela exigeait que certains individus soient libérés des tâches agricoles pour coordonner les activités du groupe et faire en sorte qu'une partie du surplus ne soit pas immédiatement consommée mais stockée dans des réserves.

Les conditions de production demeuraient précaires ; une sécheresse, un orage violent ou une invasion de sauterelles pouvait détruire les récoltes et transformer le surplus en déficit, faisant planer la menace d'une famine générale et poussant les populations à consommer les réserves destinées au cycle de production suivant. Dans de telles conditions, ceux qui étaient libérés du travail manuel pour gérer la production avaient toute latitude pour imposer leur volonté aux autres membres de la société : les forcer à travailler quand ils étaient fatigués et affamés, les contraindre à épargner de la nourriture lorsqu'ils étaient sous-alimentés. Les « experts » devenaient ainsi progressivement les « maîtres », considérant que le contrôle qu'ils exerçaient sur les ressources se faisait dans l'intérêt de la société dans son ensemble. Ils finirent par défendre leurs positions même quand il leur fallait infliger des souffrances à d'autres, et par considérer que le progrès social dépendait étroitement de leur propre bien-être. Pour dire les choses autrement, le développement social encourageait pour la

première fois l'apparition d'une motivation pour exploiter et opprimer les autres.

La division en classes était le revers de la médaille de l'introduction de méthodes de production dégageant un excédent. Les premières communautés paysannes s'étaient établies sans division de classes sur des territoires où le sol était exceptionnellement fertile. Mais au fur et à mesure de leur expansion, leur survie dépendit de plus en plus de leurs capacités d'adaptation à des conditions d'existence bien plus difficiles – ce qui exigeait une réorganisation des rapports sociaux¹¹.

Dans les sociétés sans classes, les groupes bénéficiant d'un prestige élevé s'employaient à organiser le travail nécessaire à l'extension de la production agricole en construisant des ouvrages d'irrigation ou en défrichant de vastes étendues de terres nouvelles. Ils finirent par assimiler le contrôle qu'ils exerçaient sur le surplus – et l'usage d'une partie de celui-ci pour se protéger des vicissitudes naturelles – à l'intérêt général. Il en fut de même des premiers groupes qui misèrent sur le commerce à grande échelle pour accroître la variété des biens disponibles pour la consommation locale, ainsi que des groupes les plus rompus à l'extorsion violente des réserves d'autres groupes humains.

Les catastrophes naturelles, l'épuisement des sols et les guerres engendraient parfois des crises aiguës dans les sociétés agricoles sans classes, mettant l'ordre ancien en péril. Ces crises augmentaient la dépendance envers les nouvelles techniques de production, mais ces dernières ne pouvaient être adoptées largement que si des foyers ou des lignages riches rompaient complètement avec leurs anciennes obligations. Ainsi, alors que les richesses étaient autrefois redistribuées au profit de tous, conférant aux chefs un certain prestige, elles furent désormais consommées au profit de quelques-uns, au prix de la souffrance des populations : « Dans des formes avancées de chefferies [...], là où le chef présumé mettait sa production à la disposition des autres, ce furent au final les autres qui mirent leur production à la disposition du chef¹². » Dans le même temps, la guerre permit à certains individus

ou lignages de gagner en puissance en concentrant dans leurs mains le butin et le tribut extorqués à d'autres. Les hiérarchies devinrent plus prononcées, même si elles continuèrent de dépendre de la capacité à faire des dons¹³.

Ce processus ne s'est cependant pas reproduit systématiquement. Dans de nombreuses parties du monde, des sociétés ont prospéré jusqu'aux temps modernes sans recourir aux méthodes de travail intensives, par exemple l'usage de la charrue lourde ou la construction d'ouvrages hydrauliques de grande envergure. Cela explique la perpétuation, jusqu'à une période relativement récente, de ce que nous avons appelé à tort des sociétés « primitives », en Papouasie-Nouvelle-Guinée, dans les îles du Pacifique et certaines parties de l'Afrique, en Amérique et dans le Sud-Est asiatique. Sous d'autres cieux, la survie est passée par l'adoption de nouvelles techniques. C'est lorsque celles-ci furent mises en place que les classes dirigeantes sont apparues, et avec elles les villes, les États et tout ce que nous appelons généralement la « civilisation ». L'histoire de la société s'est alors confondue avec celle de la lutte des classes. L'humanité intensifiait sa maîtrise de la nature au prix de la soumission du plus grand nombre au contrôle et à l'exploitation par des groupes privilégiés minoritaires.

Et ces groupes ne pouvaient espérer conserver le surplus entre leurs mains, dans les périodes où l'ensemble de la population souffrait de grandes privations, que s'ils trouvaient le moyen de lui imposer leur volonté en établissant des structures coercitives – les États. Le contrôle du surplus leur donna les moyens de le faire : ils employèrent des hommes armés et investirent dans des techniques coûteuses comme le travail des métaux ; au final, ils disposèrent du monopole sur les outils de mort les plus efficaces.

La force armée fonctionne de façon optimale lorsqu'elle est soutenue par des codes légaux et des idéologies qui sanctifient le pouvoir de la classe dirigeante en la présentant comme la source des moyens de subsistance de tous. En Mésopotamie, par exemple, « les premiers rois étaient fiers de leurs activités économiques, du

creusement des canaux, de la construction des temples, de l'importation de bois de Syrie, de cuivre et de granit du golfe d'Oman. Ils sont parfois représentés sur des monuments dans les habits du poseur de briques ou du maçon, ou bien de l'architecte recevant le plan du temple des dieux¹⁴ ».

Non seulement les *dirigeants* se considéraient eux-mêmes comme l'incarnation des plus hautes valeurs de la société, mais ils étaient aussi parfois considérés par leurs subordonnés, sinon comme des dieux, du moins comme des intermédiaires incontournables entre la masse de la société et ses divinités. D'où les attributs divins des pharaons d'Égypte, ou les fonctions religieuses des premières classes dominantes de Mésopotamie et d'Amérique centrale.

Les représentations religieuses ont également existé dans les sociétés sans classes. En effet, pour tenter d'expliquer des processus mystérieux comme les cycles de floraison, les disparités entre des années de gibier abondant suivies d'années de disette, ou encore la mort soudaine et inattendue, les hommes eurent recours à la déification d'êtres magiques, qui contrôlèrent ces manifestations. Avec l'apparition des classes et des États, les peuples furent confrontés à l'existence de puissances sociales qui échappaient à leur contrôle. C'est à ce stade que sont apparues les institutions religieuses organisées. Le culte des dieux permettait à la société de célébrer son propre pouvoir, aux hommes d'accepter l'aliénation engendrée par leurs propres réalisations. Ceci, à son tour, renforçait le pouvoir de contrôle de ceux qui se proclamaient responsables de ces réalisations, c'est-à-dire ceux qui commandaient la masse des producteurs, qui monopolisaient les excédents produits et utilisaient la force armée contre quiconque eût contesté leurs prétentions.

Une fois que de telles structures étatiques et de telles idéologies furent établies, le contrôle du surplus par certains groupes put se maintenir, même lorsque l'enjeu n'était plus d'améliorer la production. Une classe qui avait émergé comme aiguillon de la production

pouvait ainsi se perpétuer alors même qu'elle avait cessé de jouer ce rôle.

Nous avons l'habitude de considérer que les sociétés de classes reposent sur la propriété privée. Pourtant, celle-ci n'est pas une caractéristique de toutes les sociétés divisées en classes. Karl Marx faisait référence à une forme de société de classes « asiatique », où la propriété privée n'existait pas. À l'inverse, prétendait-il, les dirigeants étaient à même, par le biais du contrôle collectif qu'ils exerçaient sur l'appareil d'État, d'exploiter des communautés paysannes entières qui mettaient en valeur les terres sans qu'il y eût la moindre propriété privée. Il pensait que ce schéma s'appliquait à la société indienne à l'époque de la conquête anglaise au XVIII^e siècle. Dans l'ensemble, la recherche moderne semble indiquer qu'il était au moins partiellement dans l'erreur¹⁵. Mais l'histoire des premières civilisations mésopotamienne, égyptienne, chinoise, indienne, mésoaméricaine et sud-américaine semble conforme à ce modèle théorique.

Le surplus social était entre les mains des prêtres qui géraient les temples ou des administrateurs des palais royaux. Ils s'en étaient emparés grâce au rôle directeur qu'ils jouaient dans certains domaines de la production : les ouvrages d'irrigation ou de contrôle des crues, le travail de paysans dépendants sur les terres du temple ou du palais, et le contrôle des échanges commerciaux. En revanche, ni les prêtres ni les administrateurs du palais n'agissaient comme s'ils en étaient les propriétaires privés. Ils ne bénéficiaient de l'exploitation de classe que dans la mesure où ils faisaient partie d'un groupe qui dominait collectivement.

Il semble que, aux niveaux inférieurs de la société, la production paysanne n'ait pas non plus reposé sur la propriété privée des terres. Les formes communautaires d'organisation de la vie économique, qui caractérisent les sociétés agricoles sans classes, semblent avoir survécu, à ceci près que la majorité n'exerçait plus de contrôle sur l'excédent produit. Les gens continuaient à travailler sur la base d'un système d'obligations réciproques, organisé sur les vestiges des vieux

lignages. Ainsi, en Mésopotamie, les clans patriarcaux (groupes de lignages théoriquement dirigés par le mâle le plus ancien) régnaient sur les terres qui n'étaient pas entre les mains des temples, alors qu'au Mexique, la masse des producteurs paysans, jusqu'à la période aztèque (XV^e siècle), était organisée en *calpulli* – groupes de lignage « hautement stratifiés sur le plan interne », où le sommet imposait ses exigences à la base¹⁶ – et chez les Incas en *aylluli*¹⁷, à la structure similaire. Archéologues et anthropologues ont souvent utilisé l'expression de « clans coniques » pour décrire ces groupes qui conservaient l'aspect formel des lignages de la société d'avant les classes, reliant des groupes de familles nucléaires à un ancêtre commun mythique¹⁸, mais organisant désormais le travail de la classe exploitée dans l'intérêt de la classe exploiteuse, agissant à la fois comme unités de production et comme organes de contrôle social.

Dans la plus grande partie de l'Eurasie et de l'Afrique, la propriété privée allait se développer simultanément dans la classe dirigeante et dans la paysannerie, mais ce processus se déroula lentement, au cours des siècles, avec des ruptures profondes au sein des classes dirigeantes, des guerres sanglantes et des conflits aigus entre classes exploitées et classes exploiteuses.

Chapitre 4

L'oppression des femmes

Partout, les femmes furent les grandes perdantes de la polarisation en classes de la société et de l'apparition de l'État. Il y a plus d'un siècle, Friedrich Engels parlait de « défaite historique mondiale du sexe féminin ». Jusque-là associées aux hommes dans les prises de décision, elles furent désormais assignées à une position subalterne. La nature exacte de la subordination variait considérablement d'une société de classes à une autre, et d'une classe à une autre dans chacune de ces sociétés, mais une chose est sûre : elle existait partout où il y avait des classes. Et elle est devenue à ce point universelle qu'aujourd'hui encore elle est envisagée comme un produit constant de la nature humaine.

Le basculement s'est opéré lorsque l'extraction d'un surplus a engendré de nouveaux rapports sociaux. Les nouvelles techniques de production intensive tendaient à donner la priorité au travail des hommes sur celui des femmes. La cueillette, qui était la source principale de nourriture dans les sociétés de chasseurs-cueilleurs, était tout à fait compatible avec le transport et l'allaitement des enfants ; il en allait de même pour les premières formes d'agriculture basées sur l'usage de la houe. Mais les labours à la charrue et la gestion du bétail et des chevaux nécessitaient une implication toute différente. Dans les groupes où les femmes participaient à ces tâches, le taux de natalité était faible et la population stagnait ; ils n'étaient pas au niveau des groupes où les femmes étaient exclues de ces rôles. Gordon Childe a fait remarquer que, parmi les « barbares » – les peuples purement agriculteurs –, « alors que ce sont les femmes qui travaillent la terre à la houe, ce sont les hommes qui labourent. Et même dans les documents

sumériens ou égyptiens les plus anciens, les laboureurs sont des hommes¹ ». Il suggérait que « la charrue [...] soulageait les femmes d'une rude corvée, mais les privait du monopole sur la culture des céréales et du statut social qu'il conférait² ». Les décisions majeures concernant l'avenir du foyer ou du lignage devinrent l'apanage des hommes, dans la mesure où ces derniers s'en acquittaient dans la pratique. D'autres changements accompagnant l'augmentation du surplus eurent un impact similaire. Si les femmes pouvaient faire du commerce localement, ou, dans certains cas, participer à l'effort de guerre, le commerce sur de longues distances et les affaires militaires d'envergure devinrent des monopoles masculins. Guerriers et marchands étaient très majoritairement des hommes et, comme le contrôle qu'ils exerçaient sur le surplus s'accroissait, la propriété et le pouvoir tendirent à devenir des prérogatives masculines. La rupture des anciens lignages de clan accentua la tendance. La femme adulte n'était plus un élément d'un large réseau de parenté qui lui donnait son mot à dire sur l'usage des moyens de production et la protégeait contre un éventuel traitement arbitraire. Au lieu de cela, elle devint simplement une « épouse », une subordonnée dans un foyer étranger³. Quant aux femmes de la classe dirigeante, elles furent de plus en plus traitées par les mâles comme une possession parmi d'autres, appréciées comme ornements, comme sources de plaisir sexuel ou comme productrices d'héritiers. Elles étaient protégées des rigueurs et des dangers externes, mais reléguées dans un cocon à l'écart des relations avec le monde social. Pour les femmes vivant dans un foyer agricole ou artisanal, la vie était très différente : elles conservaient certes un rôle productif, mais c'étaient leurs maris qui contrôlaient les relations entre le foyer et le reste de la société, imposant à la femme et aux enfants les mesures destinées à assurer la survie du foyer (notamment les grossesses successives)⁴. Le « patriarcat » – le pouvoir du père sur les autres membres de la maison – régnait sans partage dans les classes exploitées comme dans les classes exploiteuses. Son empreinte allait bientôt se retrouver dans toutes les idéologies et toutes les

religions. Les déesses et les prêtresses jouèrent un rôle de plus en plus secondaire, survivant comme figures maternelles ou symboles de beauté plutôt que comme participantes actives à la création et à l'organisation du monde.

Les rôles féminins n'étaient pas inchangés ou uniformes dans toutes les classes et dans toutes les sociétés. L'oppression des femmes paysannes revêtait une forme très différente de celle sévissant dans l'aristocratie – sans parler des esclaves qui, hommes ou femmes, étaient privés du droit d'avoir leur propre foyer. Les veuves étaient nombreuses partout, du fait des taux de mortalité relativement élevés parmi les jeunes adultes, et finissaient souvent par diriger une exploitation agricole ou artisanale, voire un royaume, de la même façon qu'un homme. Dans certaines sociétés, les femmes étaient privées de tout droit, tandis que dans d'autres, elles pouvaient posséder des biens, hériter et prendre l'initiative du divorce. Ainsi, contrairement à ce que laissent entendre les théories du « patriarcat » si répandues parmi les féministes des années 1980, les formes et les degrés de l'oppression des femmes variaient. Quoi qu'il en soit, leur position était partout inférieure à ce qu'elle avait été à l'ère du communisme primitif.

L'expansion des premières classes exploiteuses influa ensuite sur le développement de la société dans son ensemble. Les méthodes qu'elles utilisaient pour renforcer leur pouvoir commencèrent à absorber une portion majeure des ressources. Les dépenses liées à l'usage de serviteurs, à la constitution d'une police professionnelle ou d'une force militaire, la construction de temples grandioses, de palais ou de sépultures pour célébrer leur règne, nécessitaient une exploitation et une oppression accrues des masses. Et elles justifiaient toujours davantage l'exploitation et l'oppression comme seuls moyens d'organiser la société. C'était aussi une incitation supplémentaire à la spoliation des ressources d'autres sociétés. Or les guerres permanentes aggravaient les souffrances du peuple. Elles encourageaient aussi l'émergence de classes dirigeantes et d'États chez les peuples voisins,

qui se retrouvaient dans l'obligation de centraliser, eux aussi, leur production entre les mains d'une minorité, seul moyen d'assurer leur défense⁵. De plus, aussi « fonctionnel » qu'ait pu globalement être l'établissement d'un groupe dirigeant, il devenait, au-delà d'un certain point, une charge pour la société. Cela fut démontré dramatiquement par les événements survenus au Moyen-Orient, dans la vallée de l'Indus et dans la Méditerranée orientale entre 1000 et 1500 ans après l'apparition des premières civilisations.

Chapitre 5

Les premiers « âges sombres »

Aujourd'hui encore, découvrir les pyramides ou autres temples gigantesques des premières civilisations est une expérience éblouissante. Les habitats ordinaires, maisons de pierre qui protégeaient de la pluie et du vent et qui étaient même, parfois, pourvues d'eau courante et d'égouts, n'en étaient pas moins remarquables, *a fortiori* quand on sait que leurs bâtisseurs avaient recours à des outils en pierre ou en bois, parfois en cuivre ou en bronze, et ne connaissaient pas encore les métaux durs.

Mais tentons maintenant d'imaginer l'impact que pouvaient produire ces édifices monumentaux, dont la présence était encore plus imposante que ne le sont aujourd'hui celles de la tour Eiffel ou de l'Empire State Building, sur les citadins et habitants des contrées voisines : symboles omniprésents de l'hégémonie, de la permanence et de la stabilité de l'État, ils rappelaient constamment au peuple sa petitesse et sa faiblesse, tandis qu'ils flattaient la classe dirigeante, en l'inclinant à croire que son pouvoir était aussi éternel et incontestable que le mouvement du soleil et des astres.

Pourtant, si les pyramides, les statues et parfois les habitations ont traversé les siècles, les sociétés qui les avaient érigées allaient, tôt ou tard, connaître une crise profonde. Les cités-États de Mésopotamie s'engagèrent dans des guerres incessantes qui les minèrent ; c'est ainsi que la région tomba, vers 2300 av. J.-C., aux mains de Sargon, un conquérant venu du nord de la Mésopotamie. Sargon unifia tout le Croissant fertile en un grand empire qui devait être, après sa mort, la proie d'autres conquérants. L'Égypte de l'Ancien Empire des pyramides de Gizeh et de Saqqarah¹ fut engloutie dans un siècle et demi de guerre

civile et de désintégration sociale massive (qu'on appelle Première Période intermédiaire, de 2181 à 2040 av. J.-C.). Les cités hindoues de Harappa et Mohenjo-Daro furent désertées après plus d'un millénaire d'existence, vers 1500 av. J.-C. Un siècle plus tard, c'était au tour de la civilisation crétoise, et de son emblématique palais de Cnossos, de succomber – bientôt suivie par la civilisation mycénienne, qui dominait la Grèce continentale. Et, à peine apparue en Mésopotamie, la civilisation allait soudainement s'effondrer. Les habitants désertèrent tour à tour Teotihuacan, Monte Alban et les centres mayas méridionaux, laissant des cités entières à l'abandon ; ce qui ne manquerait de frapper de stupéfaction, successivement, les Aztèques, les conquistadors espagnols et nous-mêmes.

S'il y eut quantité de spéculations historiques pour tenter de comprendre le déclin de la civilisation primitive, certains facteurs sont particulièrement saillants. Premièrement, il est attesté que les ressources furent dilapidées impudemment par la classe dirigeante, pour elle-même et ses monuments : les dimensions des palais et des temples ne cessèrent d'augmenter, l'opulence du mode de vie des classes supérieures se fit toujours plus débridée, les efforts pour extraire le surplus des cultivateurs plus intenses, les réseaux commerciaux destinés à l'importation de produits rares toujours plus étendus.

Les fragments de manuscrits égyptiens de l'époque pharaonique nous ont appris que l'administration de l'État était « essentiellement consacrée à faciliter les transferts de produits » vers les divers centres qui constituaient « la cour », et à « superviser les travaux de construction plutôt qu'à maintenir en état le système de culture », exerçant ainsi « de graves pressions sur les excédents agricoles »². La situation de la Mésopotamie semble avoir été très semblable, avec de surcroît la charge des guerres que les différentes cités-États menaient aussi bien entre elles que contre les peuples pastoraux qui vivaient aux marges de leur civilisation.

La soif de puissance et d'enrichissement de la classe dirigeante précarisait à l'extrême la masse du peuple. De sorte que, même si les

artisans développaient de nouvelles techniques, particulièrement dans l'usage du cuivre et du bronze, « les masses paysannes dont [...] le surplus [...] était saisi pouvaient difficilement s'offrir du matériel neuf. En pratique, les cultivateurs et les tailleurs de pierre d'Égypte devaient se contenter d'outils néolithiques. La laine était arrachée et non tondue. Même dans les cités de l'Indus, les couteaux de pierre sont suffisamment répandus pour suggérer une pénurie d'outils métalliques³ ».

L'absorption toujours plus grande des ressources par la classe dirigeante fut accompagnée d'un ralentissement considérable dans le développement de la capacité des hommes à contrôler et à comprendre le monde naturel. Gordon Childe insiste sur le contraste entre les pas de géants accomplis par des communautés relativement pauvres et analphabètes dans la période menant à la « révolution urbaine » et ce qui a suivi la mise en place des grands États : « Les deux millénaires précédant l'an 3000 av. J.-C. Avaient connu des découvertes dans la science appliquée qui affectèrent directement ou indirectement la prospérité de millions d'êtres et firent évoluer, c'est un fait démontrable, le bien-être biologique de notre espèce [...] ; l'irrigation artificielle utilisant des canaux et des fossés ; la charrue ; le harnachement de la force motrice animale ; le bateau à voile ; la roue ; l'horticulture ; la fermentation ; la production et l'usage du cuivre ; la brique ; l'arche ; le grésage ; le scellement ; et – dans les premiers stades de la révolution urbaine – le calendrier solaire, l'écriture, la notation des nombres et le bronze [...]. Les deux mille années consécutives à la révolution [urbaine] n'ont produit que peu de contributions au progrès humain qui soient d'une importance un tant soit peu comparable⁴. » Ainsi, contrairement à une idée reçue, les grandes avancées (« le fer, la roue à eau, l'écriture alphabétique, les mathématiques pures ») sont le fait des « peuples barbares » à la périphérie des « grandes civilisations »⁵.

Bruce Trigger compare la première période dynastique de l'Égypte (3000-2800 av. J.-C.), qui « semble avoir été un temps de grande créativité et d'inventivité », avec la période postérieure, dans laquelle « le contrôle des scribes et des bureaucrates » décourageait

toute évolution des méthodes de production, à telle enseigne que « le développement s'arrêta »⁶. L'exploitation à une échelle jusqu'alors inconnue de la masse de la population – exploitation qui augmentait en proportion directe de l'augmentation de la magnificence des temples, des palais, des tombes et du mode de vie de la classe dominante – entraîna une stagnation des moyens de production assurant la subsistance des sociétés.

Cette fraction de la société émancipée du labeur quotidien n'avait plus aucun intérêt à améliorer le contrôle de l'humanité sur la nature. « Bien des étapes révolutionnaires du progrès – le harnachement des animaux de trait, la voile, les outils métalliques – étaient apparues à l'origine comme des “procédés économisant le travail”. Mais les nouveaux dirigeants disposaient désormais de ressources de main-d'œuvre quasi illimitées [...], ils ne voyaient pas la nécessité de se préoccuper d'inventions économisant le travail⁷. » Des dirigeants qui renforçaient leur pouvoir sur les masses en encourageant la superstition – les rois sumériens et les pharaons égyptiens prétendaient être dotés de pouvoirs divins – n'avaient aucun intérêt à favoriser le développement de la connaissance parmi la petite minorité d'éléments lettrés de la société, prêtres et administrateurs à plein-temps. Ceux-ci étaient confinés au corpus de savoirs développé au début de la révolution urbaine, le traitant avec un respect quasi religieux, copiant des textes et transmettant des idées établies, mais ne s'aventurant plus dans de nouvelles recherches. Ce phénomène allait se répéter dans l'histoire : au fil des siècles, la science s'étiola pour devenir scolastique, et la scolastique, magie⁸. L'élite lettrée en vint à freiner, plutôt qu'à faire progresser, la maîtrise de la nature par les êtres humains.

La classe dirigeante, qui s'était élevée grâce aux progrès du pouvoir productif des humains, empêchait désormais toute avancée nouvelle. Mais sans de tels progrès, sa rapacité ne pouvait qu'épuiser les ressources de la société, jusqu'à ce que les moyens de subsistance deviennent insuffisants pour entretenir la masse de la population.

À ce stade, il suffisait d'un léger changement climatique pour qu'une famine se produise et que la société se trouve ébranlée en profondeur. C'est ce qui arriva en Égypte à la fin de l'Ancien Empire, lorsqu'une baisse du niveau du Nil provoqua des problèmes d'irrigation. Gordon Willey et Demitri Shimkin suggèrent qu'une telle « surexploitation » par la classe dirigeante causa l'effondrement de la civilisation maya « classique » de Méso-Amérique il y a environ 1 200 ans : « La classe supérieure en augmentation, accompagnée de ses serviteurs et des membres de la "classe moyenne" naissante, accrut la pression économique sur l'ensemble de la société [...]. Les problèmes de malnutrition et les maladies se développèrent parmi le peuple et réduisirent ses capacités de travail [...]. Malgré ces tensions internes, les Mayas de la fin de la période classique ne firent aucun effort pour s'adapter, technologiquement ou socialement [...]. En fait, l'élite maya poursuivit obstinément dans la même direction jusqu'au point de rupture⁹. »

Les luttes de classes dans les civilisations archaïques

L'appauvrissement des classes exploitées, censées pourvoir à l'alimentation du reste de la société, ne pouvait qu'engendrer un conflit d'intérêts entre les différentes classes.

La division de classes fondamentale était celle qui séparait la minorité dirigeante de la masse des paysans dépendants. Les exactions croissantes des puissants ne pouvaient que provoquer des affrontements entre les deux. Mais, pour être honnête, nous n'en savons que très peu de chose. Lorsque les fresques funéraires ou les bas-reliefs des temples dépeignent le peuple, c'est un peuple qui s'incline et sert ses « supérieurs ». Ce n'est guère surprenant ; c'est la description qu'ont préférée les classes dominantes tout au long de l'histoire.

Malgré tout, un certain nombre d'archéologues et d'historiens suggèrent que l'effondrement de l'Ancien Empire égyptien aurait pu

être la conséquence d'une « révolution sociale ». Ils se réfèrent en effet à un texte postérieur, connu sous le nom des « Admonitions d'Ipuwer », qui évoque une situation dans laquelle « des servantes usurpent la place de leurs maîtresses, des fonctionnaires sont forcés d'obéir aux ordres d'hommes vulgaires, et les enfants des princes sont précipités contre les murs¹⁰ ». D'une façon quelque peu similaire, la chute des civilisations méso-américaines de Teotihuacan, Monte Alban et des Mayas du Sud est souvent attribuée à des révoltes paysannes¹¹.

Mais les tensions qui sont apparues n'opposaient pas seulement les dirigeants et les paysans exploités. Il semblerait plutôt que, dans toutes les civilisations primitives, des fissures de plus en plus importantes se soient produites au sein de la classe dominante elle-même. En Mésopotamie et en Méso-Amérique, les premières classes dirigeantes étaient sans doute constituées par les prêtres des temples. Puis, en Mésopotamie, des rois sont apparus, d'abord en tant qu'administrateurs laïcs, aux côtés des prêtres. Lorsque la guerre a pris de l'importance, une aristocratie non cléricale, propriétaire de ses propres domaines (et de ses cultivateurs dépendants), s'est établie parallèlement à celle des temples et des palais royaux. De la même manière, en Méso-Amérique, l'élite guerrière semble avoir joui d'un pouvoir croissant¹².

En Égypte, les rois déléguaient aux prêtres et aux gouverneurs des différentes régions le soin d'administrer les quelque 800 kilomètres de la vallée du Nil et d'assurer l'acheminement continu de nourriture, de matériaux et de main-d'œuvre vers la capitale royale. Des dons de terres destinés à acheter la loyauté de ces groupes leur ont permis, au fil des siècles, de mettre la main sur une portion du surplus total et d'exercer un pouvoir indépendant du monarque central. En témoigne par exemple le comportement de certains prêtres et administrateurs civils qui commencèrent à se faire construire des tombes extravagantes imitées de celles des pharaons, quoique bien plus petites.

La montée en puissance de nouveaux groupes exploiters aux côtés de l'ancien eut une double conséquence. D'un côté, une couche plus large de personnes vécut du surplus, ce qui exerça une pression accrue sur les cultivateurs. De l'autre, le pouvoir n'étant plus monolithique, les dirigeants originels se retrouvèrent potentiellement menacés par des gens qui contrôlaient eux-mêmes des ressources, une force armée ou la propagation des idées. Ainsi, dans l'Égypte de l'Ancien Empire, la plongée dans la crise fut, au moins en partie, liée au fait que des gouverneurs et des chefs religieux mirent leurs intérêts au-dessus de ceux du pouvoir central ; cela finit par provoquer, selon l'égyptologue Barry J. Kemp, une « guerre civile [...] parmi des gens dont les aspirations étaient de nature parfaitement traditionnelle¹³ ».

Les divisions au sein de la classe dirigeante furent accompagnées par le développement de nouvelles classes subalternes. Des groupes spécialisés de travailleurs artisanaux – charpentiers, maçons, peaussiers, tisserands, travailleurs des métaux – avaient commencé à apparaître lorsque la productivité de l'agriculture avait permis à certaines personnes de se libérer du travail des champs. La concentration d'un surplus croissant entre les mains des classes dirigeantes accéléra ce processus. Les prêtres et les rois exigèrent une quantité de plus en plus importante de produits de luxe pour eux-mêmes et leurs serviteurs, en même temps que des temples, des tombes et des palais toujours plus élaborés. Cela entraîna la concentration, autour de ces palais, de ces tombes et de ces temples, d'une main-d'œuvre qualifiée qui savait les construire. Une nouvelle classe, spécifiquement urbaine, d'artisans se développa dans les nouvelles villes.

Ceux qui construisirent les pyramides de Gizeh et sculptèrent les tombes de la vallée des Rois en sont un exemple typique. « Contrairement à la croyance populaire », celles-ci « n'ont pas été construites par des esclaves, ni [...] par des hommes qui furent ensuite mis à mort dans le but de protéger les trésors royaux cachés¹⁴ ». C'est sans doute le travail forcé d'un grand nombre de paysans qui a permis de déplacer de gigantesques blocs de pierre. Mais des écrits trouvés à Thèbes

(aujourd'hui Louxor), datant du deuxième millénaire avant notre ère, montrent que la taille de la roche, la sculpture et la charpente étaient le travail d'artisans qualifiés. Ils vivaient dans un village à part constitué de maisons de pierre et recevaient des salaires, sous forme de grain, d'huile et de poisson, suffisants pour entretenir une famille de dix personnes, ce qui leur conférait un revenu à peu près trois fois supérieur à celui d'un travailleur agricole moyen. Leurs journées de travail, qui duraient huit heures, donnaient à nombre d'entre eux le temps d'accroître leur niveau de vie en effectuant d'autres travaux privés, et certains d'entre eux faisaient partie du nombre infime des personnes sachant lire et écrire. Certes, ils n'étaient pas complètement libres. Ils étaient en butte à des actes arbitraires d'oppression de la part des scribes et des contremaîtres qui les supervisaient, et, au moins à une occasion, ceux qui étaient considérés comme « surnuméraires » furent contraints par le vizir du pharaon à exécuter du travail forcé¹⁵. Mais en 1170 av. J.-C., soutenus par leurs femmes, ils participèrent aux premières grèves dont l'histoire ait gardé la trace : leurs rations avaient été livrées en retard, laissant leurs familles confrontées à la faim¹⁶.

Ils n'étaient pas des travailleurs salariés, au sens moderne du terme, dans la mesure où ils n'étaient pas libres de choisir ceux pour lesquels ils travaillaient, qu'ils étaient payés en nature et dépendaient pour leur subsistance de la distribution centralisée de denrées par l'État. Cela limitait leur capacité à agir de façon indépendante ou à développer des opinions qui auraient mis l'État en danger. De façon significative, ils vénéraient les dieux de la classe royale et déifiaient les rois, tout en adorant leurs propres divinités. Néanmoins, la concentration géographique et la connaissance de l'écriture avaient donné à cette classe opprimée et exploitée assez de confiance en elle pour braver les dirigeants d'un royaume qui existait depuis un millénaire et demi. C'était le signe avant-coureur d'un avenir lointain dans lequel une classe semblable serait formée de centaines de millions d'hommes.

Dans la plupart des civilisations primitives, une classe de marchands commença à se développer parallèlement à celle des artisans. Le commerce existait déjà dans des sociétés antérieures – le silex extrait dans un endroit pouvait être utilisé à plusieurs centaines de kilomètres de là, par exemple. Il prit de l'importance lorsque les classes dirigeantes émergentes convoitèrent, pour la construction des temples et des palais, des objets de luxe et des matières premières qui ne pouvaient être acquis qu'au prix de longues, difficiles et périlleuses expéditions. Ces « nouveaux voyageurs » étaient issus soit de la classe exploitée des cultivateurs, soit de l'extérieur des villes, en particulier des groupes pastoraux qui sillonnaient les étendues séparant les centres urbains. L'intensification du commerce permit ainsi à nombre de marchands d'accumuler des richesses et, par voie de conséquence, du pouvoir ; à tel point que des villes et des métropoles se développèrent sous la direction des classes de négociants, comme la ville de Sippar, dans le Croissant fertile.

Mais la classe des marchands se situait principalement aux marges de la société, même si celles-ci s'agrandissaient progressivement. Pas plus que les artisans, les marchands ne semblent avoir développé d'idées spécifiques sur les modes d'organisation sociale. Du fait de leur sous-représentation, artisans et marchands ne disposèrent donc ni d'assez de pouvoir ni même d'un programme pour lutter pour la réorganisation de la société lorsque celle-ci connut de graves crises. De son côté, la classe dirigeante, incapable de développer la domestication des éléments naturels, ne put empêcher la propagation de la misère et de la famine. Et aucun autre groupe social n'était en mesure de le faire. La masse des cultivateurs pouvait certes se soulever contre ses exploités, mais leur réponse à la famine consista en réalité à consommer toute la récolte, laissant exsangues les structures soutenant la civilisation : les villes, la couche lettrée, les groupes qui entretenaient les canaux et les digues.

Le résultat est très clair dans le cas des civilisations qui se sont écroulées (la Crète et Mycènes, Harappa et Mohenjo-Daro,

Teotihuacan, Monte Alban et les Mayas) : les cités furent abandonnées, les cultures florissantes sombrèrent dans l'oubli et la masse du peuple retourna à la vie purement agricole que menaient leurs ancêtres plus d'un demi-millénaire auparavant.

Marx a écrit, dans sa fameuse préface de la *Contribution à la critique de l'économie politique*, à une époque où on savait très peu de chose sur les civilisations dont nous venons de parler : « Dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, rapports de production qui correspondent à un degré de développement déterminé de leurs forces productives matérielles. L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société, la base concrète sur laquelle s'élève une superstructure juridique et politique et à laquelle correspondent des formes de conscience sociales déterminées. Le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie social, politique et intellectuel en général. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être ; c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience. À un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale¹⁷. »

Mais une telle époque pouvait avoir des résultats différents. Comme Marx l'a noté dans le *Manifeste du Parti communiste*, les luttes de classes pouvaient historiquement se terminer « soit par une transformation révolutionnaire de la société tout entière, soit par la ruine des diverses classes en lutte¹⁸ ».

Les cas que nous venons d'examiner confirment son interprétation. Une classe qui jouait auparavant un rôle dans le développement des « forces productives » devenait tout à coup une entrave à leur

croissance, jetant la société tout entière dans une période de troubles sociaux. Mais parce qu'aucune classe n'émergeait – une classe associée à des méthodes nouvelles et plus avancées d'organisation de la production, et capable d'imposer sa volonté à la société dans son ensemble en renversant l'ancienne classe dirigeante –, la crise ne pouvait mener à une croissance nouvelle des forces productives. Au contraire, ce fut la « ruine des diverses classes en lutte », et un retour, littéralement, à la « barbarie », à des sociétés sans villes, sans écriture et sans techniques avancées.

Conquête et changement

Les histoires de l'Égypte et de la Mésopotamie ne s'inscrivent pas aussi nettement dans le schéma de Marx. Dans leurs cas, un rétablissement de l'ordre et des rythmes anciens de la vie sociale succéda à un siècle ou plus de troubles, de guerre civile et de famine. Des déplacements de pouvoir au sein de la classe dirigeante (des prêtres aux guerriers en Mésopotamie, de Memphis à Thèbes en Égypte), combinés à un apport de richesse par la conquête, dans le cas de la Mésopotamie, et à une amélioration du niveau du Nil en Égypte, permirent de surmonter la crise économique immédiate et de refaire fonctionner la société sur ses bases anciennes pendant encore quelques siècles. Mais les causes fondamentales de la crise ne disparurent pas. Les sociétés manquaient toujours de l'élan d'innovation des premières années de la révolution urbaine, elles demeuraient incapables de développer de nouveaux modes de production de la subsistance, sinon au rythme le plus lent, et restaient vulnérables à de nouvelles crises catastrophiques. La Mésopotamie fut la proie de conquérants (venus soit des cités existantes, soit des peuples pastoraux vivant à la périphérie de son territoire) qui établirent de grands empires centralisés et maintinrent leur cohésion en envoyant leurs armées dans les différents centres urbains pour briser toute résistance.

Mais l'effet fut d'épuiser un peu plus les ressources de la société et de vider les coffres impériaux, jusqu'à ce que le pouvoir central prenne des mesures autorisant les aristocraties locales à maintenir l'« ordre » sur leurs domaines et à absorber la plus grande partie du surplus qui y était produit. Il en résulta un affaiblissement général de la défense de l'empire, le laissant ouvert à la conquête, qu'elle fût menée par un chef militaire rebelle de l'intérieur ou par un guerrier venu d'ailleurs.

Toute une succession de conquérants devait ensuite marquer l'histoire, rapportée dans l'Ancien Testament, du Croissant fertile : les Amorrhéens, les Kassites, les Assyriens, les Hittites, les Mèdes et les Perses.

L'Égypte avait été, pendant plusieurs siècles, protégée des incursions militaires extérieures par le désert. Mais cela ne l'empêcha pas de connaître une nouvelle grande crise – la Deuxième Période intermédiaire – autour de 1700-1600 av. J.-C. Désormais, les influences extérieures étaient à l'œuvre, rattrapant le temps perdu. Dans le Nord, le peuple hyksos (très certainement issu de Palestine) établit ses propres pharaons, tandis que, dans le Sud, le royaume nubien de Koush exerçait son hégémonie. La Palestine et la Nubie furent toutes deux le théâtre d'un développement rapide de la société alors que l'Égypte stagnait. De façon significative, les Hyksos faisaient usage d'innovations techniques qui n'avaient pas encore été adoptées en Égypte, en particulier la roue. Les dirigeants égyptiens qui refoulèrent les Hyksos et établirent, en 1582 av. J.-C., le Nouvel Empire, ne purent y parvenir qu'en adoptant ces nouvelles techniques et, semble-t-il, en laissant plus d'espace au développement des groupes d'artisans et de marchands.

Gordon Childe va jusqu'à dire que « ce qui distingue le plus nettement les civilisations rajeunies de Mésopotamie et d'Égypte de leurs parentes, c'est la part plus importante acquise par leur classe moyenne de marchands, de soldats professionnels, de scribes, de prêtres et d'artisans qualifiés qui ne faisaient plus partie des "grands domaines", mais qui vivaient dans leurs environs de façon indépendante¹⁹ ».

Il y a sans aucun doute un vif contraste entre la stagnation qui caractérise la fin de l'Ancien Empire et le Moyen Empire, d'une part, et le dynamisme des premiers siècles du Nouvel Empire, de l'autre. Ce fut une période de conquêtes menées par les pharaons en Palestine et en Syrie, ainsi que vers le sud, en Afrique. Ces conquêtes apportèrent un afflux de nouvelles matières premières et de denrées de luxe. Dans le même temps, le surplus intérieur était désormais suffisamment important pour autoriser la construction de tombes extrêmement élaborées et de palais luxueux, non seulement pour les pharaons, mais aussi pour les chefs religieux et les fonctionnaires régionaux. Il semble que ce qui présida à ces changements fut une accélération soudaine du développement de la production. De plus en plus, le bronze – avec son tranchant plus dur, moins facilement émoussé – remplaça le cuivre. Les véhicules à roues tractés par des chevaux, principalement utilisés pour la guerre, permirent aussi d'accélérer les communications internes. Pour les paysans, l'irrigation devint plus facile grâce à l'introduction du *shaduf*, un long levier pourvu d'un seau à son extrémité, qui pouvait puiser de l'eau dans un fossé ou un ruisseau²⁰.

L'invasion étrangère avait suffisamment ébranlé la structure sociale égyptienne pour permettre à de nouvelles méthodes de production de s'installer après un millénaire de quasi-stagnation. Cela suggère que dans certaines circonstances, même lorsqu'il n'y a pas de nouvelle classe – fondée sur de nouveaux rapports de production – suffisamment puissante, une force externe peut contribuer à surmonter, temporairement au moins, l'étouffement de la vie sociale par une superstructure obsolète.

Deuxième partie

Le monde antique

Chronologie

De 1000 à 500 av. J.-C.

Généralisation des armes et des outils de fer en Asie, Europe, Afrique occidentale et centrale. Écritures alphabétiques au Moyen-Orient, dans le sous-continent indien et la zone méditerranéenne.

Défrichage et mise en culture de la vallée du Gange en Inde, nouvelle civilisation, apparition du système des quatre castes, religion védique.

Cités-États phéniciennes, grecques et italiennes. Unification du Moyen-Orient entre empires rivaux basés en Mésopotamie ou sur le Nil. Émergence en Chine d'un petit nombre d'« États guerriers ».

De 600 à 300 av. J.-C.

Épanouissement des civilisations « classiques ». Confucius et Mencius en Chine. Bouddha en Inde. Eschyle, Platon, Aristote, Démocrite en Grèce. Lutte des classes en Grèce.

Conquête du Moyen-Orient par les armées macédoniennes d'Alexandre et de la plus grande partie du sous-continent indien par l'empire Maurya d'Ashoka. Lutttes entre plébéiens et patriciens à Rome. La ville conquiert la plus grande partie de l'Italie.

De 300 à l'an 1 av. J.-C.

Désintégration de l'empire Maurya en Inde, mais croissance continue du commerce et de l'artisanat. Les brahmanes hindous interdisent l'abattage des vaches. Le premier empereur Ch'in unifie la Chine du Nord. Croissance

massive de la production de fer, de l'artisanat et du commerce. Construction de la Grande Muraille et de systèmes de routes et de canaux. Une révolte paysanne a mène la dynastie des Han au pouvoir.

Rome conquiert toute la région méditerranéenne et l'Europe au sud du Rhin. Développement de l'esclavage et appauvrissement de la paysannerie en Italie. Les paysans soutiennent les frères Gracchus, assassinés en 133 et 121 av. J.-C. Révoltes d'esclaves en Sicile (en l'an 130 av. J.-C. Et suivants) et en Italie avec Spartacus (en l'an 70 av. J.-C. Et suivants). Guerres civiles. Jules César prend le pouvoir (en l'an 45 av. J.-C.). Auguste devient empereur (en l'an 27 av. J.-C.).

De l'an 1 à 200 de notre ère

Apogée de l'Empire romain. Révoltes réprimées en Palestine en 70. Paul de Tarse sépare la secte nouvelle des « chrétiens » du judaïsme.

Découverte de la fabrication de l'acier en Chine. Extension de l'Empire han en Corée, en Asie centrale, en Chine du Sud, en Indochine. Le confucianisme devient idéologie d'État.

Développement de l'agriculture paysanne et de l'hindouisme en Inde du Sud, puis dans la péninsule malaise et au Cambodge.

Des marchands indiens financent de grands monastères bouddhistes, introduisent la religion au Tibet et à Ceylan.

De 200 à 500

En Chine, l'Empire han se désintègre. Effondrement de l'économie urbaine, fragmentation des campagnes en domaines aristocratiques, perte d'intérêt dans la littérature « classique ». Le bouddhisme se répand dans certains

groupes. L'empire Gupta unifie la plus grande partie de l'Inde au V^e siècle, les arts et la science sont florissants.

Crises croissantes dans l'Empire romain. Stagnation technologique et économique. Le commerce décline. L'esclavage est remplacé par des impôts et des fermages perçus sur des paysans attachés à leur terre. Révoltes paysannes en France et en Espagne. La défense des frontières devient de plus en plus problématique. Montée du culte d'Osiris, du mithraïsme et du christianisme.

Constantin déplace la capitale impériale dans la cité grecque de Byzance (330), fait du christianisme la religion officielle de l'empire. Persécution des religions païennes, des autres cultes chrétiens et des Juifs. Apparition du monasticisme. Division de l'empire. Perte de l'Angleterre (407). Les Goths d'Alaric mettent Rome à sac (410).

À partir de l'an 500

« Âges sombres » en Europe occidentale. La population chute de moitié. Effondrement du commerce, de la vie urbaine et des lettres.

L'Empire d'Orient survit et connaît un apogée sous Justinien en 530-550, avec la construction de la basilique Sainte-Sophie, puis décline.

Effondrement de l'empire Gupta en Inde. Déclin du commerce, des villes, de l'usage de la monnaie et de la religion bouddhiste. L'agriculture et l'artisanat sont enfermés dans des villages quasiment coupés du monde au bénéfice de potentats féodaux. Domination idéologique des prêtres brahmanes. Établissement complet d'une hiérarchie élaborée de nombreuses castes. Déclin de la littérature, des arts et de la science.

La fragmentation de la Chine se poursuit jusqu'à l'avènement de la dynastie Sui (581), puis la dynastie T'ang (618) assiste au renouveau de l'économie et du commerce.

Chapitre 6

Le fer et les empires

La deuxième grande phase de l'histoire de la civilisation eut pour acteurs les paysans et les peuples pastoraux qui vivaient sur les terres entourant les grands empires, et non les États dominés par les prêtres et les pharaons. Elle reposa sur les efforts de ceux qui avaient pu être au contact des inventions de la « révolution urbaine » – l'usage du cuivre et du bronze, de la roue, et même l'adaptation d'écritures étrangères pour transcrire leur propre langue – sans être ruinés par les extorsions et limités mentalement par la tradition.

Certaines sociétés, sur de grandes étendues de l'Eurasie et de l'Afrique, commençaient à mettre à profit les progrès technologiques de la révolution urbaine, jusqu'à devenir, pour quelques-unes d'entre elles, des imitations en modèles réduits des grands empires – cela semble avoir été le cas de l'empire de Salomon en Palestine, tel qu'il est décrit dans l'Ancien Testament. D'autres, encore peu grevées par des superstructures élaborées, coûteuses et paralysantes, bénéficiaient d'une plus grande liberté d'innovation, et l'encourageaient même.

L'adoption de ces techniques fut accompagnée d'une concentration accrue du surplus entre les mains des classes dominantes, à l'image de ce qui s'était produit dans la révolution urbaine originelle. Mais il s'agissait de classes dirigeantes nouvelles, avec des terres naturellement moins fertiles que celles des premières civilisations, dont elles ne pouvaient espérer atteindre des niveaux de surplus comparables qu'en recourant à de nouvelles techniques.

Elles pouvaient dès lors profiter des crises des civilisations anciennes, les attaquant lorsque des conflits de classes les affaiblissaient de l'intérieur. Les « Aryens » de la région de la Caspienne s'en prirent

ainsi à la civilisation décadente de l'Indus ; les peuples du Sud-Est de l'Europe, qui parlaient une langue « indo-européenne » parente, investirent la Grèce mycénienne ; une société peu connue, les Peuples de la mer, attaqua l'Égypte ; les Hittites conquièrent la Mésopotamie ; et une nouvelle dynastie, les Zhou, détrôna les Shang en Chine.

En Mésopotamie, en Égypte et en Chine, la continuité de la civilisation ne fut dans l'ensemble pas affectée, et des empires ne tardèrent pas à renaître, revigorés par les nouvelles techniques. La conquête de l'Indus et des civilisations mycéniennes aboutit à la disparition complète de la vie urbaine et de l'écriture. Pourtant, les incursions externes ne furent pas, même dans ces cas, complètement négatives. Elles jouèrent un rôle contradictoire. D'un côté, les conquérants détruisirent une partie du vieil appareil productif – tels que les ouvrages d'irrigation qui permettaient aux cités de l'Indus de se nourrir. De l'autre, ils apportèrent avec eux de nouvelles technologies, comme la charrue tirée par des bœufs, qui rendit possible la culture des sols lourds des plaines de l'Inde septentrionale. L'expansion de la production paysanne permit, dans toute la région, la production d'un surplus bien plus considérable qu'auparavant.

Élaborée autour de 2000 av. J.-C. Dans les montagnes arméniennes – et plusieurs centaines d'années plus tard en Afrique de l'Ouest¹ –, la plus importante de ces techniques nouvelles fut la fonte du fer. Sa diffusion lente transforma aussi bien la production que l'art de la guerre.

Le cuivre et son alliage avec l'étain, le bronze, étaient en usage depuis les premiers stades de la révolution urbaine. Mais leur production était coûteuse et dépendait de l'obtention de minerais relativement rares et éloignés. De plus, leur tranchant s'émoussait rapidement. De ce fait, ils étaient idéaux comme armes ou ornements pour la minorité qui contrôlait la richesse, mais beaucoup moins utiles comme outils avec lesquels aurait pu travailler la masse du peuple. De sorte que même les travailleurs des pyramides, des tombes et des temples se servaient encore souvent d'outils de pierre un millénaire et

demi après la révolution urbaine, et les ustensiles de cuivre et de bronze semblent avoir été peu utilisés par les agriculteurs.

Si le minerai de fer était bien plus abondant que le cuivre, le transformer en métal exigeait un processus plus élaboré. Mais lorsque les forgerons l'eurent maîtrisé, ils purent fabriquer des couteaux, des haches, des pointes de flèche, des socs de charrue et des clous destinés à être largement utilisés. L'impact sur l'agriculture fut considérable. La hache de fer permit aux cultivateurs de défricher les forêts les plus épaisses, le soc de fer de retourner les sols les plus lourds. Et le coût relativement bas des lances et des épées contribua à affaiblir l'emprise des aristocraties militaires, donnant la possibilité à une infanterie paysanne de tailler en pièces des chevaliers en armure de bronze.

Dès le VII^e siècle av. J.-C., de nouvelles civilisations, fondées sur ces nouvelles techniques, se développèrent. L'Empire assyrien s'étendit du Nil à la Mésopotamie orientale, rassemblant une quantité et une diversité sans précédents de peuples en une seule civilisation, avec une écriture unique pour les différentes langues. Avec la renaissance du commerce et de la construction de villes, après un intervalle de près d'un millénaire, une nouvelle civilisation commença à se développer en Inde du Nord. En Chine du Nord, une poignée de royaumes émergea du chaos guerrier opposant cent soixante-dix mini-États rivaux. Enfin, autour de la Méditerranée – en Palestine, au Liban, en Asie mineure, en Grèce, en Italie et en Afrique du Nord –, des cités-États s'émancipèrent de l'extrême centralisation politique et idéologique des vieux empires égyptien et mésopotamien.

Ces nouvelles techniques de production allaient de pair avec un progrès scientifique et une effervescence idéologique. Dans la Mésopotamie et l'Égypte de l'âge du bronze, une grande avancée avait eu lieu dans divers domaines du savoir scientifique, en particulier les mathématiques et l'astronomie. Mais elle restait fondée sur la persistance de clergés qui, pendant deux millénaires, se montrèrent de plus en plus coupés des réalités de la vie, leurs découvertes confinées dans des systèmes religieux abstrus et complexes. Pour se renouveler, le

progrès devait rompre avec tout cela. Cette rupture advint, non pas dans les centres des civilisations anciennes – les cités mésopotamiennes d'Assur et de Babylone ou les cités égyptiennes de Memphis ou de Thèbes –, mais dans des villes nouvelles de l'Inde du Nord, de la Chine septentrionale et de la côte méditerranéenne.

Outre l'usage du fer, les nouvelles civilisations revigorées témoignaient de certains traits communs : une prolifération de nouveaux métiers artisanaux ; un essor du commerce lointain ; une montée en puissance des marchands en tant que classe sociale ; l'usage de pièces de monnaie, permettant à de petits paysans et artisans de commercer entre eux ; l'adoption (sauf en Chine) de nouveaux alphabets plus ou moins fondés sur la phonétique, et qui permettaient l'« alphabétisation » d'une plus grande partie de la population ; et la montée de religions « universalistes » fondées sur l'adhésion à un dieu, à un principe de vie ou à un code de conduite dominant. Finalement, toutes les nouvelles civilisations s'organisèrent, comme les anciennes, à partir de divisions de classes. Il n'y avait pas d'autre moyen d'extraire un surplus des cultivateurs, qui connaissaient souvent la faim. Mais des différences considérables existaient entre les civilisations. Des facteurs matériels – l'environnement, le climat, le cheptel des espèces déjà domestiquées, la localisation géographique – affectaient la façon dont les individus subvenaient à leurs besoins et dont les dirigeants contrôlaient le surplus ; ce qui, à son tour, allait influencer la suite des événements.

Chapitre 7

L'Inde ancienne

Les envahisseurs « aryens » qui détruisirent la civilisation de l'Indus vers 1500 av. J.-C. étaient, à l'origine, des bergers nomades se nourrissant de lait et de viande et dirigés par des chefs de guerre. Ils ne faisaient aucun cas des cités antiques, qu'ils pillaient pour les abandonner ensuite. L'écriture ne leur étant d'aucune utilité particulière, celle-ci disparut.

Ils pratiquaient à cette époque une religion « védique » qui reflétait leur mode de vie. Ses rituels étaient centrés sur le sacrifice d'animaux, y compris du bétail, et la mythologie, véhiculée par de longues sagas mémorisées par des prêtres « brahmanes », racontait les exploits de dieux guerriers. Cette mythologie en vint aussi à incarner une doctrine qui justifiait que la plus grande partie des surplus soit destinée aux dirigeants guerriers et aux prêtres au motif qu'ils appartenaient à l'élite des « deux fois nés », naturellement supérieurs aux autres humains. Mais le véritable système de l'hindouisme classique, avec ses quatre castes héréditaires, ne se cristallisa que sous l'effet d'un changement dans les modes de subsistance, donnant lieu à une transformation de la religion védique en un ensemble de pratiques et de croyances assez différentes.

La lente diffusion de la technologie du fer, à partir de l'an 1000 av. J.-C., amorça ce virage. Grâce à la hache, la région du Gange, jusqu'alors à l'état de jungle, commença à être défrichée et mise en culture, fournissant un surplus bien plus important aux seigneurs de la guerre et à leurs comparses religieux, qui encourageaient ainsi le développement de l'agriculture, mais exigeaient également que les cultivateurs leur livrent comme tribut une portion, parfois un tiers ou

même la moitié, de la récolte de chaque village. Ils n'hésitaient pas à recourir à la force pour que soient satisfaites leurs exigences, lesquelles s'appuyaient également sur le système religieux, désignant les Aryens ordinaires comme une caste inférieure de *vaysas* (cultivateurs) et les peuples soumis comme la caste la plus basse des *sudras* (travailleurs manuels). Les castes se formèrent à partir d'une organisation de la production dans les villages fondée sur les classes (mais non sur la propriété privée), qui devait persister pendant des millénaires.

Cependant, alors même que dans les campagnes s'installait la notion d'une division simple de l'humanité en quatre castes, des changements dans les modes de subsistance vinrent compliquer la question. Le succès même des nouvelles méthodes agricoles dans l'augmentation du surplus dévolu aux dirigeants entraîna aussi la progression de groupes sociaux qui n'habitaient pas dans les villages. Les dirigeants, avides de biens de luxe et de meilleurs armements, encouragèrent des métiers comme la menuiserie, la fonte de métaux, le filage, le tissage et la teinture : dans tout le sous-continent et au-delà, on assista à un fort développement du commerce. Comme pour les premières révolutions urbaines, des groupes d'artisans et de marchands vinrent s'établir autour des temples, des camps militaires et le long des routes commerciales, jusqu'à ce que certains villages deviennent villes, et certaines villes métropoles. Quelques chefs de guerre purent se tailler des royaumes et, dès le VI^e siècle av. J.-C., seize grands États dominaient l'Inde du Nord ; l'un d'eux, Magadha¹, avait absorbé les autres, en 321 av. J.-C., pour former un empire englobant la plus grande partie de l'Inde septentrionale jusqu'à l'Indus (bordant l'Empire grec établi par Alexandre le Grand, qui contrôlait les territoires situés à l'ouest du fleuve).

L'essor de l'empire Maurya indien donna une impulsion au développement urbain et favorisa l'établissement d'itinéraires commerciaux vers l'Iran et la Mésopotamie d'un côté, vers les royaumes de la Chine du Nord de l'autre. Des routes maritimes le reliaient à l'Arabie, à l'Égypte, à l'Afrique de l'Est et à l'Asie du Sud-Est, liaisons

fondamentales pour le système commercial d'un monde émergent (ou du moins du « vieux monde »). Un émissaire grec considérait la capitale magadhane, Pataliputra, comme la cité la plus impressionnante du monde connu. Selon son estimation, l'armée de Magadha comptait 6 000 éléphants, 80 000 cavaliers et 200 000 fantassins². Ces chiffres sont sans doute exagérés mais nous donnent une idée de l'échelle et de la splendeur de l'empire.

Pour faire face à ses besoins, la monarchie des Maurya tirait d'énormes surplus d'une « expansion sans précédent de l'activité économique dirigée par l'État », avec le « contrôle étatique de l'agriculture, de l'industrie et du commerce », et des monopoles dans l'extraction minière, le sel, le commerce des spiritueux et des minéraux. Elle était en situation d'équiper ses soldats en armes et de fournir à l'agriculture et à l'industrie des outils et des équipements. Ses impôts finançaient une armée permanente colossale et une « vaste et nombreuse bureaucratie », dont le pouvoir s'étendait jusqu'au niveau des villages, avec des groupes de villages ayant « un comptable, qui entretenait les bornages, enregistrait les terres [...] et tenait un recensement de la population et un état du bétail », ainsi qu'un « collecteur d'impôts qui s'occupait de tous les genres de revenus [...]. On y trouvait aussi, fournissant un soutien de plus à toute la structure, un réseau élaboré d'espions³ ».

Au début, l'État des Maurya n'était pas purement parasitaire, et il prit des mesures bénéfiques pour la société dans son ensemble. Il consacra une partie du surplus au « développement de l'économie rurale » – établissant de nouvelles colonies, encourageant les *sudras* à s'installer comme fermiers sur des terres allouées par l'État⁴, organisant des projets d'irrigation et contrôlant la distribution de l'eau. Il découragea l'apparition de la propriété privée de la terre et interdit qu'elle soit vendue, afin d'empêcher les notables locaux d'accaparer le surplus produit dans ces nouvelles colonies.

Le développement de l'agriculture sédentaire, la montée en puissance du commerce et des villes, ainsi que l'émergence d'États

puissants occasionnèrent des bouleversements considérables dans la vie des populations, dans leurs attitudes envers le monde environnant ou entre eux. Les anciens dieux avaient célébré, en termes spirituels, les mérites de l'élevage et du combat. Les nouvelles valeurs proclamaient les vertus de l'agriculture. Un changement d'attitude s'observa également envers une ressource centrale aussi bien dans l'ancien que dans le nouveau mode de vie : le bétail.

Jusqu'alors, c'était le fait de fournir de la viande qui donnait au bétail sa valeur. Désormais, il constituait une force motrice pouvant seule labourer des terres denses et devait donc être protégé. Ainsi, même si une famille paysanne mourait de faim, il fallait l'empêcher de tuer le seul moyen de cultiver la récolte de l'année suivante, et de fournir aux guerriers et aux prêtres un revenu convenable. De cette nécessité émergèrent, après une période de troubles religieux, la vénération apparemment irrationnelle de la vache et l'interdiction de l'abattage du bétail, qui caractérisent l'hindouisme contemporain.

Le développement de la vie urbaine ajouta à la mutation religieuse. Les nouveaux groupes professionnels d'artisans et de marchands étaient souvent héréditaires, ne serait-ce que parce que le meilleur moyen d'assimiler des techniques complexes est de les étudier dès le plus jeune âge dans le foyer familial. La connaissance de chacun des métiers, ou du commerce, était incorporée à une doctrine coutumière comportant ses rituels spécifiques et ses propres divinités. Pour parvenir à s'imposer aux mentalités de tous les groupes artisanaux et commerciaux, la religion des brahmanes devait trouver une place pour ces dieux, tout en incorporant les praticiens des nouvelles techniques dans le système de plus en plus rigide et désormais héréditaire des quatre castes de guerriers, prêtres, cultivateurs et travailleurs manuels.

Une révolution dans la société impliquait une révolution dans les doctrines et les pratiques religieuses. Les différents groupes sociaux essayaient chacun à leur façon de résoudre les contradictions entre les réalités nouvelles et les anciennes croyances. De très nombreuses

sectes apparurent en Inde du Nord au VI^e siècle, chacune d'entre elles réorganisant les éléments des croyances traditionnelles selon ses propres schémas, entrant souvent en conflit aigu entre elles et avec les prêtres brahmanes établis. De ces dissensions émergèrent les religions qui survivent aujourd'hui.

Les plus connues de ces sectes furent celle des disciples *jaina* de Mahavira et celle des disciples bouddhistes de Siddhârta Gautama, qui présentaient certains points communs : elles refusaient les sacrifices de sang et l'abattage des animaux, elles opposaient l'*ahimsa* (le fait de ne pas tuer) à la guerre, elles rejetaient les distinctions de caste – leurs fondateurs n'étaient pas brahmanes –, elles insistaient sur la nécessité d'une compréhension rationnelle des événements et des processus de développement, se dispensant parfois des anciens récits d'aventures et d'exploits divins au point de se rapprocher du matérialisme et de l'athéisme.

De telles doctrines étaient adaptées à la société en émergence. Elles préservaient son stock d'animaux de trait et exprimaient le dégoût des agriculteurs, des artisans et des négociants pour les dévastations absurdes de la guerre. Elles stimulaient la rancune des membres économiquement prospères de ces groupes sociaux, soumis à une discrimination par les règles de castes de plus en plus strictes des brahmanes. Elles exerçaient également un attrait sur certains dirigeants (l'empereur Ashoka – 273-237 av. J.-C. – allant jusqu'à se convertir au bouddhisme, motivé, dit-on, par le remords des carnages causés par ses grandes victoires militaires). Le rejet des distinctions de castes permit à certains monarques de combattre le détournement du surplus par les castes supérieures locales et de gagner le soutien des nouveaux groupes sociaux des villes. La doctrine de la non-violence elle-même permit à ce conquérant déjà couronné de succès qu'était Ashoka d'assurer la paix interne contre des rivaux potentiels. Un système « universaliste » de croyances convenait à une monarchie « universelle ».

L'empire ne dura pas longtemps, se désintégrant peu après la mort d'Ashoka. L'énorme armée et l'appareil bureaucratique pesaient trop lourdement sur ses ressources. Les communications étaient encore trop primitives pour permettre à un empereur de neutraliser indéfiniment la puissance des notables locaux. Mais cette fois la désintégration de l'empire n'entraîna pas l'effondrement de la civilisation. L'agriculture et le commerce continuèrent à se développer. Des monnaies romaines circulaient en Inde du Sud et des vaisseaux échangeaient des marchandises avec le monde romain, l'Éthiopie, la Malaisie et l'Asie du Sud-Est. Les négociants indiens étaient les « entrepreneurs du commerce fournissant en denrées de luxe le monde gréco-romain⁵ ». L'artisanat était florissant. « La fabrication des étoffes, le tissage de la soie, la fabrication d'armes et d'objets de luxe semblent avoir progressé » et « peut-être qu'à aucune autre période une économie monétaire n'avait pénétré aussi profondément dans la vie des gens ordinaires des villes et des faubourgs »⁶. Une telle expansion économique rendit possible la formation d'un autre empire, moins centralisé, celui des Gupta, un demi-millénaire après l'effondrement du premier.

Le patronage du savoir et des arts relevait désormais aussi bien des marchands et de leurs guildes que du souverain. Leurs dons finançaient de magnifiques monuments religieux, des sculptures rupestres et des monastères bouddhistes. Les marchandises et les idées circulaient avec le monde gréco-romain ; ainsi, les philosophes du Gange avaient connaissance des débats en cours à Athènes et à Alexandrie, et vice-versa. De nombreux commentateurs ont décelé la présence de notions religieuses bouddhistes chez les premiers chrétiens, tandis qu'une version du christianisme connut, au cours des premiers siècles de notre ère, une diffusion minoritaire dans certaines villes côtières de l'Inde.

La recherche scientifique prospéra aux côtés du mysticisme religieux. « La réalisation intellectuelle la plus importante du sous-continent » concerna les mathématiques⁷. Vers 200 av. J.-C., « une

géométrie détaillée » rendit possible le calcul des arcs et des cordes. La science gréco-romaine influença l'Inde méridionale, mais les mathématiciens indiens allèrent au-delà de la « méthode de calcul de Ptolémée en termes de cordes de cercles », jusqu'à l'utilisation du « sinus, initiant ainsi l'étude de la trigonométrie⁸ ». S'ensuivirent le perfectionnement du système décimal, la solution de certaines équations indéterminées, une détermination exacte de la valeur de π par Âryabhata, et, au VII^e siècle de notre ère au plus tard, l'usage du zéro, inconnu des Grecs et des Romains.

De la même manière qu'un système de commerce international commençait à se faire jour, on assistait aux débuts d'un système mondial des idées. La religion hindoue se répandit avec le défrichage des forêts dans l'Inde du Sud, puis dans la péninsule malaise et le Cambodge. Les marchands transportèrent leur bouddhisme dans l'île de Ceylan, à travers l'Himalaya jusqu'au Tibet, le long des routes commerciales vers la Chine, et finalement en Corée et au Japon. Pendant ce temps, les progrès des mathématiques en Inde contribuaient à la fondation de la science arabe, qui allait à son tour devenir essentielle dans la Renaissance européenne 1000 ans plus tard.

Pourtant, à partir du VI^e siècle, l'Inde connut un essoufflement de son élan culturel. Tandis qu'il se fragmentait sous l'effet de guerres intestines entre États, le sous-continent se trouva par ailleurs assailli et dévasté par des envahisseurs successifs dans sa partie nord-ouest. La base matérielle de la société et ses moyens de subsistance n'étaient tout simplement pas suffisamment solides pour soutenir des structures impériales lourdes et coûteuses. Les souverains successifs éprouvèrent de plus en plus de difficultés à préserver leur royaume, maintenir la paix intérieure, entretenir les routes et assurer la sécurité des commerçants. Le déclin se traduisit par un fléchissement des échanges commerciaux, du pouvoir financier des négociants et de l'influence du bouddhisme. Les monastères les plus importants résistèrent, tout en étant de plus en plus coupés de la société qui leur

avait donné naissance, au point que leur impact devint plus fort dans la Chine lointaine que dans les royaumes indiens.

Une fragmentation croissante en économies villageoises presque autosuffisantes – dénommée par la suite « féodalisation » de la société – se produisit lorsque les rois, ne trouvant pas d'autre moyen de payer les fonctionnaires que de leur accorder une part du surplus versé par les agriculteurs locaux, allouèrent des terres à ceux – le plus souvent des brahmanes – qui supervisaient le défrichage et la mise en culture des zones forestières. La plupart des artisans se rendirent compte qu'ils ne pouvaient survivre qu'en pratiquant leur métier dans les villages pour obtenir une part directe des produits locaux. La production pour l'usage local remplaça ainsi de plus en plus la production destinée au marché.

La production continua de croître, à mesure que l'agriculture conquérait de nouveaux territoires et s'enrichissait, lentement mais de manière significative, de nouvelles techniques. Mais cette croissance s'opéra sous l'influence des brahmanes, seuls à posséder des réseaux basés dans tous les villages. La culture était de plus en plus leur culture, et cela, comme l'a noté Romila Thapar, « provoqua une constriction intellectuelle », l'« éducation formelle » devenant « entièrement scolastique »⁹.

Les brahmanes avaient adopté des éléments du bouddhisme, en particulier le végétarisme, comme preuve de leur propre sainteté, et complètement banni la consommation de viande bovine. Mais ils avaient également restauré les distinctions de castes, insérant chaque groupe professionnel et tribal au sein d'une hiérarchie élaborée et considérée comme immuable. Les tribus étrangères aux communautés agricoles devinrent des parias hors castes, les « intouchables », contraints de vivre dans des conditions dégradantes à la périphérie des villages, confinés aux tâches les plus basses et les plus répugnantes, leur seul contact étant une source de pollution pour les castes supérieures.

Cette région, qui avait connu pendant des siècles des changements rapides et une effervescence intellectuelle, fut désormais caractérisée, pendant près de 1000 ans, par des villages refermés sur eux-mêmes, par la superstition religieuse et par des royaumes fragmentés, guerriers et parasites. Le système de castes multiples, entièrement abouti, que découvrieraient les conquérants musulmans et européens au millénaire suivant, en fut un des produits.

Chapitre 8

Les premiers empires chinois

Les historiens européens ont eu pour tradition d'aborder l'histoire du monde en commençant par le Moyen-Orient pour passer ensuite, *via* la Grèce et Rome, à l'Europe occidentale. C'est oublier qu'une civilisation, alors supérieure à n'importe quelle autre en Europe, émergea en Chine du Nord, survivant sous une forme ou une autre pendant plus de 2000 ans, et offrit à l'humanité certains de ses progrès techniques les plus avancés.

L'empire des Ch'in, fondé en 221 av. J.-C., régnait sur plus de peuples que ne l'avaient jamais fait les Romains. Doté d'un réseau de 6 800 kilomètres de routes (contre 5 984 kilomètres de voies romaines) construites selon un modèle unique pour accueillir des chars et des charrettes d'une largeur d'axe standardisée, il fut capable de rassembler quelque 300 000 travailleurs pour l'édification, sur 3 000 kilomètres, de la première Grande Muraille et plus de 700 000 dans la construction de la tombe du premier empereur, avec son « armée » de soldats de terre cuite grandeur nature¹. Des canaux reliaient les principales rivières, créant un système interne de voies navigables sans équivalent dans le monde.

L'empire se révélait le point culminant de siècles de changements économiques et sociaux. L'agriculture s'y était développée à peu près à la même époque qu'en Mésopotamie, avec, au nord, la culture du millet ainsi que l'élevage des porcs et des chiens, et, dans la vallée du Yangzi plus au sud, l'apprentissage des techniques très différentes requises pour la culture du riz et le dressage des buffles.

À partir de 2000 av. J.-C., des cités et des États apparurent, fondés par des populations qui utilisaient des techniques néolithiques.

Dès la fin du XVII^e siècle avant notre ère, la technique consistant à combiner l'étain et le plomb avec le cuivre pour obtenir du bronze fut élaborée. Les armes furent forgées dans le métal pour des guerriers aristocrates qui purent ainsi tailler un royaume à la dynastie des Shang, sur le fleuve Jaune, en Chine du Nord. Celle-ci semble avoir été dominée par une aristocratie qui conjugait les fonctions militaire, religieuse et administrative. C'était une société de classes, pratiquant le sacrifice des serviteurs lors des funérailles royales ; pour autant, la propriété privée ne semble pas s'y être développée à ce stade². Sous la dynastie des Chou, à partir du XI^e siècle av. J.-C., les rois déléguaient une grande partie de leurs pouvoirs à une centaine de dirigeants locaux, dans un système souvent décrit comme « féodal » (par analogie avec l'Europe médiévale)³, bien que certains historiens prétendent qu'il s'agissait non pas de féodalisme, mais d'une version de ce que Marx appelait la « société asiatique », se fondant sur des textes qui établissaient que l'agriculture n'était pas organisée à partir de parcelles paysannes individuelles. Au contraire, un contrôle administratif régulait les « communautés paysannes dans leur vie quotidienne », non seulement dans leur travail, mais aussi dans leurs « mariages, fêtes et réunions »⁴. Le paysan se voyait indiquer chaque année ce qu'il devait planter, quand il devait semer, et le moment où il devait moissonner. On pouvait lui ordonner de quitter sa résidence d'hiver pour aller aux champs, ou de quitter les champs pour se retirer dans sa maison⁵. En tout état de cause, l'histoire de la dynastie des Chou est celle d'un état de guerre permanent entre seigneurs rivaux.

Au cours des siècles, la myriade de petites principautés se fédéra en une poignée d'États plus importants, l'évolution technique ayant rendu l'« art de la guerre » plus efficace. Le nombre des chars augmenta, de nouvelles techniques de siège furent élaborées, l'épée et l'arbalète permirent à des fantassins recrutés parmi les paysans de tenir fermement face aux chars pour la première fois. Ces guerres, à leur tour, incitèrent les dirigeants à encourager de plus belle les progrès techniques. Aux IV^e et III^e siècles avant notre ère (période qu'on a

appelée l'« âge des États guerriers »), ces dirigeants entreprirent le défrichage de la plaine du Nord et des vallées fluviales, l'assèchement des régions marécageuses, ainsi que des travaux d'irrigation, souvent à très grande échelle. Une industrie du fer se développa également, organisée à un degré sans équivalent dans le monde à l'époque, avec la production de masse, par moulage, d'outils et d'armes – pas seulement des épées et des couteaux, mais « des pelles, des houes, des faucilles, des socs de charrue, des haches et des ciseaux⁶ ».

Des méthodes agricoles nouvelles améliorèrent la production : la culture intensive fondée sur le labourage profond à l'aide de bœufs ; l'utilisation d'excréments animaux et de la « saleté nocturne » des humains comme engrais ; la culture du blé, du soja, du millet ; les plantations de légumineuses pour rétablir la fertilité de la terre ; enfin, un perfectionnement des connaissances sur les périodes les plus adaptées aux semailles⁷. Le surplus augmenta d'autant.

Jacques Gernet écrit à ce propos : « Si l'époque des Royaumes combattants est une des plus riches de l'histoire en nouveautés techniques [...], un grand commerce se développe à l'époque suivante qui porte sur les produits de grande consommation (tissus, céréales, sel), les métaux, les bois, les cuirs et les peaux. Les plus riches marchands associent à ces trafics les grandes entreprises artisanales (mines et fonderies de fer en particulier), accroissent le nombre de leurs ouvriers et de leurs agents commerciaux, disposent de véritables flottes fluviales et de caravanes de charrettes [...]. Les grands marchands entrepreneurs forment le groupe social qui participe le plus par ses contributions et ses activités à l'enrichissement de l'État [...]. Les capitales de royaume [...] tendent à devenir de grands centres commerciaux et artisanaux [...]. Aussi, les guerres du III^e siècle ont-elles souvent pour objectif la conquête de ces grands centres économiques⁸. »

Mais les dirigeants ne pouvaient mettre en place les nouvelles méthodes que s'ils brisaient le pouvoir de la vieille aristocratie. « Parallèlement aux changements technologiques dans l'agriculture [...] se

produisirent des mutations socioéconomiques » et des « réformes politiques dans plusieurs États »⁹.

L'État des Ch'in fut finalement en mesure de conquérir les autres parce qu'il avait mis en place ces changements de la manière la plus systématique. Il s'appuya sur une classe administrative de guerriers et de fonctionnaires toute récente, pour mettre à bas l'ancienne aristocratie et donner le rôle clé à la famille paysanne individuelle, lui permettant de posséder la terre, de payer des impôts directement à l'État et d'effectuer des corvées au bénéfice de celui-ci plutôt qu'à celui du seigneur local. « C'est la force productive nouvelle des petits fermiers qui soutint le nouveau régime¹⁰. »

Il s'agissait là d'une révolution sociale, du remplacement, par en haut, d'une classe exploiteuse par une autre ; c'était aussi une révolution accomplie par des armées, extrêmement coûteuse en vies humaines. Un récit classique prétend, de façon probablement exagérée, qu'il y eut 1 489 000 morts pendant les cent cinquante années de guerre, à savoir entre 364 et 234 av. J.-C.¹¹. Les dernières années de la Chine pré-impériale furent une « énumération monotone de campagnes militaires et de victoires », une des victoires ayant, dit-on, entraîné la décapitation de 100 000 hommes¹². L'établissement de l'empire fut accompagné par la déportation dans la capitale de « plus de 100 000 personnes appartenant aux familles riches et influentes des anciens pays de Qi, dans le Nord du Shandong, et de Chu, sur le moyen Yangi et dans la vallée inférieure de la Han¹³ ».

La transformation n'était pas seulement le résultat de l'initiative de quelques dirigeants déployant des armées puissantes. Les mutations technologiques et agricoles avaient mis en mouvement des forces que les dirigeants ne pouvaient plus contrôler, et dont souvent ils ne voulaient pas.

L'accroissement du surplus produit par les paysans allait de pair avec la hausse des exigences des dirigeants en matière de produits de luxe, d'armes en métal, de chevaux, de chars de combat, d'arcs et d'armures pour leurs troupes. Les paysans avaient besoin d'un apport

constant d'outillage. Tous ces biens ne pouvaient être fournis que par un nombre toujours plus grand d'artisans, utilisant leurs propres techniques, et de marchands opérant aussi bien à l'intérieur d'un territoire qu'entre les États. Des poids de métal standardisés, puis des monnaies circulèrent, encourageant toujours plus le commerce.

L'importance des négociants fut démontrée lorsque le plus riche d'entre eux devint chancelier du futur empereur en 250 av. J.-C., recevant une dotation de terres comportant 100 000 foyers et s'entourant de 3 000 savants¹⁴.

Cho-yun Hsu va jusqu'à suggérer : « Dans les années troublées du V^e au III^e siècle av. J.-C., il y avait une forte possibilité de développer une vie sociale centrée de façon majoritaire sur la ville plutôt qu'une économie agraire fondée sur les ruraux. Des centres de marché importants et prospères s'épanouissaient et la mentalité urbaine de recherche du profit [...] prédominait¹⁵. »

L'historien germano-américain de la Chine, Karl Wittfogel, proclamait dans les années 1930, alors qu'il était encore marxiste, qu'il existait des similitudes entre la Chine de cette période et l'Europe des derniers stades de la féodalité, 2000 ans plus tard¹⁶. La Chine aurait pu être transformée par la « bourgeoisie » marchande en une société nouvelle, fondée de façon prédominante sur la production par des travailleurs salariés pour le marché. Au lieu de cela, elle tomba sous la coupe de la bureaucratie étatique, qui parvint à détourner le surplus aussi bien des marchands que de la vieille aristocratie pour le concentrer dans ses propres mains. Les négociants, qui avaient soutenu l'État dans sa lutte contre les seigneurs, se virent dérober les fruits de la victoire par les fonctionnaires de ce même État, lequel les attaqua de façon répétée, à la fois sous la dynastie des Ch'in et sous celle qui lui succéda, les Han (de 206 av. J.-C. à l'an 220 de l'ère chrétienne).

Le premier empereur han, par exemple, « interdit aux marchands de se vêtir de soie et de se déplacer dans des voitures [...]. Ni les marchands ni leurs enfants et petits-enfants n'étaient autorisés à servir dans le gouvernement¹⁷ ». L'État prit le contrôle de deux industries

clés, le sel et le fer, pour faire en sorte, comme l'établit un document han, que « les divers profits du sel et du fer [soient] monopolisés [par l'empire] pour supprimer les riches négociants et les riches marchands¹⁸ ». Les impôts perçus sur les profits du commerce étaient plus élevés que ceux frappant l'agriculture, et les biens des marchands tentés par la fraude fiscale étaient confisqués. Pendant les cinquante-quatre années du règne de l'empereur Wu (141-87 av. J.-C.), « les propriétés des marchands furent saisies de force par le pouvoir impérial. Pour survivre, les commerçants devaient souvent établir des liens avec les bureaucrates ou même avec la cour¹⁹ ».

Souvent, la protection des paysans servait de prétexte hypocrite à ces attaques. Des documents successifs de la période se plaignent que le commerce et l'industrie ruinent la paysannerie, provoquant des famines répétées ainsi que des troubles ruraux, et donnant en même temps aux marchands les moyens de menacer l'État. Ce qui, à son tour, mettait en danger la classe appauvrie. Selon l'empereur Wang Mang, en l'an 9 de notre ère, les « riches, en étant hautains, se sont mal conduits ; les pauvres, réduits à la misère, ont agi avec méchanceté²⁰ ».

Les siècles au cours desquels les diverses classes exploiteuses se disputèrent l'influence furent aussi, nécessairement, des périodes d'effervescence intellectuelle. Les membres des différentes classes avaient tendance à voir le monde de façons différentes. Des écoles philosophiques et religieuses rivales virent alors le jour, les divers groupes sociaux essayant de donner une explication aux changements qui se produisaient autour d'eux.

Confucius (né au VI^e siècle av. J.-C.) et son disciple du IV^e siècle av. J.-C. Mencius professaient un respect de la tradition et du rituel, combiné avec l'honnêteté et le contrôle de soi. Cela allait devenir, au cours des siècles suivants, l'idéologie conservatrice des administrateurs supposés éclairés, qui maintenaient un fonctionnement traditionnel de la société tout en jouissant d'une vie très confortable. Toutefois, au temps de Mencius, cette idéologie réprouvait les méthodes des

princes cupides. Ce rejet alla plus loin dans le cas de Motzu, un philosophe qui vécut une soixantaine d'années après Confucius et qui créa une secte cherchant à établir, par des moyens autoritaires, un égalitarisme fondé sur une frugalité commune, par opposition à l'égoïsme, au luxe et à la guerre. À l'inverse, le courant qu'on devait appeler plus tard le taoïsme prêchait que le salut individuel ne résidait pas dans l'action collective, mais dans l'étude de techniques permettant à l'individu de se retirer du monde et de le maîtriser. Pendant la plus grande partie de l'histoire chinoise postérieure, des versions du confucianisme et du taoïsme devaient se disputer la conquête des esprits avec le bouddhisme, des sectes égalitaristes apparaissant régulièrement pour exprimer la colère des pauvres.

Mais le vainqueur immédiat des batailles idéologiques du dernier siècle av. J.-C. fut un autre courant, généralement appelé « légaliste », qui accordait une importance centrale à la force et au fonctionnement bureaucratique de l'État lui-même. Il proclamait avec insistance que les fonctionnaires de l'État ne devaient être préoccupés que de l'application de ses lois, sans en être détournés par des considérations de vertu personnelle telle que prêchée par les adeptes de Confucius et de Mencius.

Le légalisme justifiait le rôle des administrateurs comme étant l'incarnation du bien public. Il convenait également au goût des marchands pour le calcul rationnel et à leur crainte des décisions politiques arbitraires, qui interféraient avec leur quête du gain. Ses maximes furent popularisées pour les masses, par exemple, sous la forme d'hymnes qui décrivaient l'administrateur et les décisions de l'État comme la principale sauvegarde de la société dans son ensemble.

Les dirigeants ne s'appuyaient pas uniquement sur la persuasion intellectuelle pour obtenir l'acceptation de leur vision totalitaire du monde. Ils faisaient également de leur mieux pour s'assurer que les gens ne se voient proposer aucune alternative. Le premier empereur décréta la destruction par le feu de tous les livres qui faisaient

référence aux anciennes traditions : « Il y a des hommes de lettres qui ne se modèlent pas sur le présent, mais étudient le passé pour critiquer le présent. Ils sèment la confusion et l'excitation dans le peuple [...]. Il est approprié qu'ils [les livres] soient interdits. » Les gens qui osaient discuter du contenu des livres interdits « devaient être exécutés, leurs corps exposés au public ; ceux qui utilisaient le passé pour critiquer le présent devaient être mis à mort avec toute leur parenté²¹ ».

Au début, le pouvoir croissant de l'État n'empêcha pas les progrès du commerce et de la production artisanale de persister. En fait, ils bénéficièrent de mesures gouvernementales, telles que la construction de routes et le creusement de canaux, ainsi que de l'extension de l'empire en Chine méridionale, en Asie centrale, en Indochine et dans la péninsule coréenne. D'importantes innovations technologiques virent le jour : dès le II^e siècle de notre ère (un millénaire et demi avant qu'il n'apparaisse en Europe), l'acier était produit ; les premières roues à eau du monde tournaient ; et la brouette, qui permettait aux gens de transporter le double de leur propre poids, était en usage dès le III^e siècle (1000 ans avant son arrivée en Europe occidentale).

Cependant, l'indépendance des entrepreneurs-négociants en tant que classe était compromise. Ils ne parvinrent pas à s'établir comme force disposant de ses propres centres de puissance, comme dans les cités européennes de la fin du Moyen Âge. Bien au contraire, ils se révélèrent de plus en plus dépendants de la bureaucratie d'État.

Le sort des paysans ne bénéficia guère des mesures prises contre la classe marchande. Les impôts levés par l'État ne leur laissaient qu'une existence de simple survie lorsque les récoltes étaient bonnes, et de famine lorsqu'elles étaient mauvaises. La vie n'était, à toutes les époques, qu'une servitude sans fin. Le sol des plaines de la Chine du Nord exigeait une attention constante, entre les semailles et la moisson, pour éviter qu'il ne s'assèche ou ne soit infesté de mauvaises herbes ou d'insectes²². Pourtant, entre un tiers et la moitié de la production passait directement dans d'autres mains.

On ne doit jamais oublier que les « merveilles » de l'empire – la Grande Muraille, les canaux, les tombes impériales, les palais – impliquèrent des millions d'heures de travail et n'apportèrent qu'un bénéfice décroissant à la société dans son ensemble. Lorsqu'un magicien annonça au premier empereur qu'il pourrait devenir immortel à condition de rester à l'écart des autres hommes, celui-ci « ordonna que 270 palais soient équipés de drapeaux, de cloches, de tambours et de belles femmes, et qu'ils soient reliés par des routes murées ou couvertes [...]. Quiconque révélait sa présence serait mis à mort²³ ». Un jour, croyant qu'il y avait un informateur dans son entourage, il fit exécuter 460 hommes²⁴.

Une telle gabegie n'était possible qu'en maintenant une pression constante sur les paysans. L'empire connut des révoltes rurales à répétition. Alors que les soulèvements des classes inférieures sont rarement mentionnés dans les chroniques de la Mésopotamie, de l'Égypte, de l'Inde ou de la Rome antiques, ils sont récurrents dans le cas de la Chine.

C'est une de ces révoltes qui précipita la chute de la dynastie des Ch'in. L'histoire raconte que la rébellion fut initiée par un ancien ouvrier agricole, Chen Sh'eng, qui menait 900 bagnards vers un pénitencier. Craignant d'être puni pour son retard, il fit le raisonnement suivant : « Combattre signifie la mort, et comploter signifie aussi la mort [...]. La mort pour avoir essayé de fonder un État est préférable. » La rébellion « aboutit à des massacres massifs²⁵ », à une vague de panique à la cour impériale, à l'exécution de l'ancien conseiller principal de l'empereur et, finalement, à l'assassinat du souverain lui-même. Après quatre années de troubles, l'un des chefs rebelles marcha sur la capitale et s'empara du trône, fondant une nouvelle dynastie, les Han.

Les masses, qui avaient joué un rôle clé dans le soulèvement, n'en tirèrent aucun bénéfice. Le nouvel empire était à peine différent de l'ancien, et il fut bientôt confronté à son tour à des révoltes. En l'an 17, des paysans victimes d'inondations dans la basse vallée du fleuve

Jaune se soulevèrent, menés par des dirigeants tels qu'une femme versée dans la sorcellerie appelée « Mère Lu ». Sous le nom de Sourcils rouges – ils peignaient leurs visages –, ils fondèrent des royaumes indépendants dirigés par leurs leaders dans deux régions.

Le schéma de ces rébellions devait se répéter à de nombreuses reprises. Les extorsions du système fiscal impérial et des propriétaires terriens poussèrent les paysans à la révolte. Ces séditions allaient soumettre des provinces entières, avec leurs villes principales, et menacer la capitale impériale, jusqu'à être rejointes par des généraux de l'armée impériale, des hauts fonctionnaires tombés en disgrâce à la cour, et certains propriétaires de domaines. Pourtant, ces révoltes victorieuses conduisirent à de nouveaux empereurs ou à de nouvelles dynasties qui traitèrent les masses paysannes tout aussi durement que les précédentes.

Ce n'était pas seulement une affaire de corruption des dirigeants pris individuellement. Les paysans ne pouvaient pas mettre en place une organisation centralisée permanente capable d'imposer leurs buts à la société. Leur subsistance provenait de l'exploitation de leurs lopins de terre individuels, dont ils ne pouvaient se permettre de s'éloigner pour une longue période. Ceux qui le firent ne furent plus dès lors des paysans et dépendirent pour leur survie de pillages ou de malversations, soumis à l'influence de ceux qui voulaient bien les rémunérer. Ceux qui restaient sur leurs terres pouvaient rêver d'un monde meilleur, sans travail éreintant, pauvreté et famines. Mais ils dépendaient de l'administration d'État pour l'irrigation et la protection contre les crues, ainsi que pour se procurer des outils de fer et des denrées qu'ils ne produisaient pas eux-mêmes. S'ils pouvaient concevoir un monde dans lequel les fonctionnaires seraient bienveillants et les propriétaires plus souples, ils n'étaient pas en mesure d'imaginer une société complètement différente, dirigée par eux.

Cependant, les révoltes successives eurent pour effet d'affaiblir l'empire des Han, qui domina durant quatre siècles – aussi longtemps que l'ensemble de l'ère moderne en Europe occidentale –, mais connu

des difficultés croissantes pour contrôler les grands propriétaires de chaque région. L'administration impériale n'avait pas d'autre moyen d'obtenir les ressources nécessaires à son entretien et à celui de l'empire que de pressurer les paysans, et éprouvait de grandes peines à endiguer les révoltes périodiques. En l'an 184, un mouvement messianique, les Turbans jaunes, dirigés par le chef d'une secte taoïste, rassembla près de 360 000 partisans armés. Les généraux envoyés pour mater la révolte se battirent bientôt entre eux, ajoutant au chaos et à la dévastation.

L'incendie de la capitale, le pillage de régions rurales entières et l'interruption des échanges commerciaux précipitèrent le déclin des centres urbains, qui paralysa à son tour la vie des campagnes. Des propriétaires fonciers rivaux, en position de force dans chaque localité, s'emparèrent du pouvoir politique et économique pour l'exercer de la même manière qu'ils dirigeaient les domaines, assurèrent l'organisation du travail des paysans pour entretenir les canaux, les digues et les ouvrages d'irrigation, et commencèrent à percevoir les impôts qui jusque-là allaient, du moins en théorie, à l'État²⁶. Les agriculteurs continuèrent à produire leurs récoltes dans le cadre des nouveaux arrangements économiques et la plupart des artisanats et industries subsistèrent – même s'ils pouvaient difficilement prospérer, étant confinés à satisfaire la demande locale. Une longue période de progrès technologique arrivait à son terme, et il en allait de même, pour les trois siècles suivants, de l'Empire chinois, remplacé par une prolifération de royaumes rivaux.

D'une certaine manière, cette période comporte des similitudes avec l'Inde du V^e siècle, ou la chute de l'Empire romain d'Occident, à peu près à la même époque. À une différence majeure près cependant : la continuité essentielle de la civilisation chinoise n'était pas coupée, et les bases d'une revitalisation de l'économie et de la vie urbaine restaient posées, bien plus rapide que dans le cas de l'Inde ou de Rome.

Malgré tout, les structures politiques qui avaient tant fait pour promouvoir le progrès technologique et l'expansion économique n'en

étaient désormais plus capables, ce qui provoqua une désintégration partielle de la vieille société. La vieille classe dirigeante bureaucratique ne pouvait plus faire fonctionner la société à l'ancienne manière. L'aristocratie terrienne ne pouvait que superviser sa propre fragmentation. Les marchands, peu désireux de rompre avec les autres classes privilégiées et de proposer un programme de transformation sociale capable de réunir derrière lui les paysans révoltés, adoptaient au contraire la religion quiétiste du bouddhisme indien. Il n'y avait pas de destruction mutuelle des diverses classes en lutte, mais une espèce de paralysie réciproque.

Chapitre 9

Les cités grecques

La troisième grande civilisation florissante il y a 2500 ans fut celle de la Grèce antique. À l'époque où les dirigeants de Magadha commençaient à dominer le sous-continent indien et où les Ch'in construisaient un nouvel empire en Chine, vers la fin du IV^e siècle av. J.-C., Alexandre le Grand se taillait un empire qui s'étendit très rapidement des Balkans jusqu'au Nil et à l'Indus. Des notions qui naquirent en Grèce et se développèrent dans l'Alexandrie grecque devaient, pour les deux millénaires à venir, exercer sur la pensée méditerranéenne et européenne le même type d'influence que les idées apparues en Inde à Magadha, ou celles de Confucius et de Mencius en Chine.

Pourtant, les peuples vivant dans les îles et les villages côtiers de la Grèce du IX^e siècle av. J.-C. n'étaient guère différents des autres agriculteurs d'Eurasie et d'Afrique. Le passé mycénien avait sombré dans l'oubli, à l'exception peut-être de quelques mythes, et on avait laissé ses palais-forteresses tomber en ruines. Les villages étaient à la fois coupés les uns des autres et des civilisations de l'Asie intérieure et de l'Égypte. La population était analphabète, la spécialisation artisanale rudimentaire, l'art figuratif quasiment inexistant, les conditions de vie rudes et les famines fréquentes¹.

Les forces à l'œuvre dans la fusion de ces peuples en une civilisation nouvelle étaient similaires à celles qu'avaient connues l'Inde et la Chine septentrionales : l'expansion, lente mais constante, du travail du fer, la mise au point de nouvelles techniques agricoles, le développement du commerce, la redécouverte de techniques artisanales anciennes et l'apprentissage de nouvelles, l'élaboration des alphabets. À

partir du VII^e siècle av. J.-C., un essor économique soutenu et « une augmentation sensible du niveau de vie dans pratiquement toutes les sections de la population² » se firent ressentir, qui donnèrent naissance, dès le VI^e siècle av. J.-C., à des cités-États capables d'ériger des édifices aussi magistraux que l'Acropole d'Athènes et, par leurs efforts conjoints, de vaincre les tentatives d'invasion de la puissante armée perse. Mais les circonstances dans lesquelles les changements économiques et sociaux se produisirent différaient sur deux points principaux de celles qui avaient prévalu en Chine, et, à un moindre degré, en Inde.

Les colonies côtières grecques eurent bientôt des contacts bien plus directs avec d'autres civilisations que ceux tissés par la Chine ou l'Inde. Depuis des siècles, les navigateurs phéniciens commerçaient sur les côtes méditerranéennes, leur apportant la connaissance des progrès techniques accomplis dans les empires mésopotamien et égyptien. À partir du VI^e siècle av. J.-C., des relations directes et soutenues entre les cités grecques et les empires successifs du Moyen-Orient s'exercèrent par le commerce, l'emploi de mercenaires grecs dans les armées impériales et la résidence d'exilés grecs dans les capitales. Ces contacts donnèrent un important coup de pouce au développement de la civilisation grecque, comme en témoigne, par exemple, l'influence de l'écriture sémitique utilisée par les Phéniciens sur l'alphabet grec.

Autre différence notable : l'agriculture. Les civilisations chinoise et indienne avaient prospéré dans des vallées fluviales fertiles et de vastes plaines, où l'agriculture pouvait être hautement productive une fois les forêts défrichées. À l'inverse, l'expansion de l'agriculture grecque se heurtait au terrain montagneux. L'utilisation de techniques nouvelles permit, certes, de dégager un surplus à partir du VIII^e siècle av. J.-C., mais il aurait fini par s'étioler sans des mesures différentes de celles mises en œuvre en Chine et en Inde.

La rareté des terres fertiles poussa les agriculteurs à prendre la mer et à coloniser des régions côtières plus lointaines de la Méditerranée : les îles Égéennes et Ioniennes, le pourtour de la mer Noire et

de l'Asie mineure, le Sud de l'Italie et la Sicile, jusqu'aux côtes de l'Espagne et du Sud de la France. L'expansion commerciale qui accompagna cette colonisation encouragea le développement des artisanats dans la mère patrie – la poterie athénienne, par exemple, devait bientôt être trouvée dans toute la région méditerranéenne. Ce qui au début n'était qu'une constellation de communautés isolées d'agriculteurs et de pêcheurs s'était transformé, dès le VI^e siècle av. J.-C., en un réseau de cités-États, qui se faisaient la guerre mais qui étaient aussi liées par le commerce et, avec lui, par un alphabet commun, des dialectes mutuellement intelligibles, des pratiques religieuses similaires et des fêtes communes, parmi lesquelles les jeux Olympiques.

Autre conséquence importante de la relative aridité des terres, le surplus qui pouvait être obtenu après avoir nourri la famille paysanne et ses enfants était plutôt faible. Mais il pouvait être considérablement augmenté en faisant travailler la terre – et plus tard les mines et de vastes établissements artisanaux – par une main-d'œuvre d'adultes sans enfants. La transformation des prisonniers de guerre en esclaves fournissait précisément une telle force de travail³ peu coûteuse – le coût d'un esclave à Athènes à la fin du V^e siècle av. J.-C. était de moins de la moitié du salaire payé à un artisan libre pour une année de travail⁴.

L'esclavage existait dans les civilisations plus anciennes depuis fort longtemps, mais son rôle dans la production du surplus était marginal, les esclaves étant consacrés aux services personnels des dirigeants, alors que l'agriculture et l'artisanat étaient le domaine de citoyens semi-libres. Désormais, en Grèce, et bientôt, à une échelle bien plus importante, à Rome, l'esclavage devint une source majeure de production du surplus.

De façon significative, la grande cité grecque reposant sur l'exploitation d'une paysannerie servile qu'était Sparte était centrée sur une région intérieure relativement fertile⁵. Une classe dominante de citoyens à part entière, qui ne participait pas aux travaux agricoles ou artisanaux, y vivait du tribut qui lui était versé par les cultivateurs

« hilotes ». Mais cette classe dirigeante se vantait de son mode de vie austère, ce qui indique la conscience qu'elle avait des limites de sa façon d'obtenir un surplus⁶. L'exception semble avoir été la règle pour les autres cités grecques.

Il est parfois affirmé que l'esclavage n'aurait pas joué un rôle central dans ces États au motif que les esclaves étaient loin de constituer la majorité de la population⁷. Mais, comme l'a fait remarquer G. E. M. De Ste Croix dans son extraordinaire étude intitulée *Class Struggle in the Ancient Greek World (Lutte des classes dans le monde grec antique)*, leur proportion dans la population et même la contribution de leur travail au produit social global ne constituent pas la véritable question. Ce qui est déterminant, c'est leur rôle dans la production du surplus, un rôle sans lequel auraient été impossibles l'oisiveté de la classe dirigeante, la libération d'un travail physique impitoyable pour les écrivains et poètes, les ressources pour construire des merveilles comme l'Acropole. La classe dominante devait sa position à son contrôle de terres cultivées essentiellement par des esclaves, à tel point que les écrivains et les philosophes grecs classiques considéraient la possession d'esclaves comme indispensable à la vie civilisée. Ainsi Aristote pouvait-il associer le maître et l'esclave comme éléments essentiels du foyer domestique au même titre que le mari et la femme, le père et les enfants, tandis que Polybe parle des esclaves et du bétail comme des nécessités de la vie⁸.

Les révoltes d'esclaves ne ponctuent pas l'histoire de la Grèce de manière aussi récurrente que les révoltes paysannes en Chine, et cela est lié aux caractéristiques de l'esclavage grec, puis romain, qui rendaient très difficile toute velléité de révolte à l'encontre des exploiters. Ces subordonnés étaient de façon très majoritaire des captifs de guerres livrées en Méditerranée, dans les Balkans, l'Asie mineure et même en Russie méridionale⁹. Délibérément mélangés sur les marchés d'esclaves, issus de cultures distinctes et parlant des langues différentes, ils vivaient et trimaient côte à côte, mais ne communiquaient qu'avec difficulté à l'aide du dialecte grec de leurs

maîtres ; lesquels pouvaient d'ordinaire compter sur d'autres Grecs pour punir des esclaves rebelles ou poursuivre des évadés. Ainsi, alors qu'à Messine les serfs hilotes des Spartiates réussirent à s'organiser et finalement à se soulever pour se libérer de leur joug, les esclaves proprement dits n'y parvinrent jamais. La plupart du temps, l'opposition à leur exploitation ne put s'exprimer que sous la forme d'un ressentiment passif, qui lui-même constitua un facteur important dans les histoires grecque et plus tard romaine. Les producteurs directs avaient finalement très peu intérêt à améliorer leurs techniques ou la qualité de leurs produits, ce qui découragea tout progrès dans la productivité du travail. De surcroît, la nécessité de maintenir les esclaves à leur place constituait l'arrière-plan de toute décision prise par les politiciens ou les dirigeants. Les esclaves furent ainsi rarement en mesure d'intervenir pour leur propre compte dans le processus historique.

Cependant, une lutte de classes toute différente devait jouer un rôle de premier plan dans l'histoire de la Grèce classique : celle qui opposa les riches propriétaires terriens – qui mettaient en valeur leurs domaines en ayant largement recours à l'esclavage tout en se tenant eux-mêmes à distance de tout ce qui aurait pu ressembler à un travail manuel –, à la masse des petits paysans et artisans, qui possédaient parfois un ou deux esclaves, mais travaillaient à leurs côtés dans les champs ou à l'atelier.

Lorsque les cités grecques émergèrent, elles portaient des traces du passé. Les rois étaient issus de lignages de chefs traditionnels et les groupes de parenté jouaient un rôle de premier plan dans la détermination des obligations et des comportements réciproques. La société était toujours cimentée par des notions coutumières sur les droits et les devoirs plutôt que par des codes légaux formels. Les propriétaires fonciers, que l'expansion du commerce et le développement de l'esclavage avaient enrichis, contestaient de plus en plus ces schémas. Ils étaient contrariés à la fois par les privilèges des anciennes familles régnautes et par leurs propres obligations traditionnelles à l'égard des pauvres. C'était « un monde de conflits aigus au sein de l'élite [...],

provoqués à la moindre occasion, contestations de bornage ou d'héritage, mise en place d'apparats concurrents lors des funérailles¹⁰ ».

Le résultat, dans de nombreuses cités-États, fut le renversement des monarchies et l'établissement d'oligarchies – républiques dirigées par les riches – dans lesquelles les nouveaux riches utilisaient leur situation non seulement pour déloger les anciens dirigeants, mais aussi pour extraire de ceux qui leur étaient inférieurs dans la hiérarchie sociale autant de surplus que possible.

Ils imposaient à ceux dont les possessions étaient plus réduites de payer pour les dépenses de l'État – par exemple, pour la marine – qui étaient conformes à leurs intérêts. Les mauvaises récoltes, fréquentes, précarisaient à l'extrême nombre de paysans qui, pour s'acquitter des impôts, devaient s'endetter auprès des riches. Ces derniers utilisaient ensuite ce prétexte pour justifier la saisie de leurs terres et parfois même de leurs personnes au titre d'esclaves. Les tribunaux composés par les oligarques n'étaient que trop empressés à rendre jugement contre les pauvres.

La colère qui en résulta parmi de larges pans de la société menaçait bientôt les républiques oligarchiques. Dans beaucoup d'entre elles, des hommes ambitieux, issus généralement eux-mêmes de la classe dominante, surent exploiter le ressentiment pour s'emparer du pouvoir en qualité de « tyrans » et attaquer ensuite les riches en édictant diverses réformes destinées à porter secours à la masse du peuple. Mais ils ne pouvaient mettre un terme à la division en classes.

Dans certains États, en particulier à Athènes, la pression exercée par les couches inférieures de la société déboucha sur des changements encore plus radicaux : le remplacement à la fois de l'oligarchie et de la tyrannie par la « démocratie ». Le mot, au sens littéral, signifie « règne du peuple ». En réalité, elle ne concernait pas l'ensemble du peuple, dans la mesure où elle excluait les esclaves, les femmes et les résidents dépourvus du droit de cité – les *météques*, qui constituaient souvent une proportion importante des commerçants et des artisans. Elle ne remettait pas davantage en cause la concentration de la

propriété – et des esclaves – entre les mains des riches. Ce n'est guère surprenant, dans la mesure où les leaders des forces « démocratiques » étaient généralement de riches propriétaires dissidents qui assuraient leur propre avancement politique en s'appropriant certaines revendications des masses. Néanmoins, la démocratie donnait vraiment aux citoyens les plus pauvres les moyens de se protéger contre les extorsions des riches.

Ainsi, à Athènes, l'esclavage pour dettes fut aboli sous le règne de Solon (594 av. J.-C.), le pouvoir législatif passa aux mains d'une assemblée ouverte à tous les citoyens et les juges comme les fonctionnaires subalternes furent désormais choisis par tirage au sort.

Face à de telles restrictions à son pouvoir, la classe supérieure éprouva un profond ressentiment, qui trouva son expression dans certains cercles littéraires et philosophiques. On y proclamait que la démocratie était le pouvoir de la populace, que les membres des classes oisives qui accordaient des droits aux classes inférieures étaient des carriéristes sans scrupule (d'où le mot « démagogue »), et que le seul espoir pour l'avenir consistait à briser les entraves du contrôle populaire. Tel était le ton des pièces d'Aristophane et des écrits politiques de Platon, et c'était probablement la norme chez Socrate et ses disciples¹¹.

Les classes supérieures ne se contentèrent pas d'exprimer verbalement leur colère, elles prirent aussi les armes quand l'occasion s'en présenta pour se saisir du pouvoir et opérer une contre-révolution totale, n'hésitant pas à tuer ceux qui leur faisaient obstacle. Elles furent en mesure de tenter cela grâce à leur richesse, qui leur donnait des moyens militaires non accessibles aux citoyens ordinaires. Les unités militaires décisives étaient les sections « hoplites » de l'infanterie, qui ne comptaient que des citoyens possédant suffisamment de terres pour payer les équipements et les armes nécessaires. L'histoire de nombreuses cités grecques est ainsi tissée de luttes continues, souvent couronnées de succès, des riches propriétaires fonciers contre la démocratie. L'exception partielle reste Athènes, où la démocratie

survécut près de deux siècles. Cela était dû au fait que la cité était très dépendante du commerce, ce qui donnait un rôle vital à sa marine, composée des citoyens les plus pauvres. Si bien que même les riches, qui haïssaient la démocratie, se sentaient obligés de complaire aux citoyens pauvres. Deux tentatives d'imposer le pouvoir de l'oligarchie furent ainsi tuées dans l'œuf, à la suite de la défaite contre Sparte dans la guerre du Péloponnèse.

Cette guerre de trente ans, à la fin du V^e siècle av. J.-C., s'était confondue, dans de nombreuses cités, avec une lutte de classes pour la démocratie. Elle avait surgi d'un conflit entre Sparte et Athènes, qui cherchaient à établir leur influence sur d'autres cités. Sparte avait formé une alliance d'États autour du Péloponnèse – la Grèce du Sud – pour protéger ses frontières et s'assurer la soumission des hilotes. Athènes, dont l'activité commerciale dépendait de ses lignes maritimes, rassembla quant à elle des villes côtières et des îles sous sa bannière, exigeant de ses alliés le paiement d'un tribut régulier, utilisé pour financer les dépenses de l'État, notamment celles de sa flotte. Au-delà d'une lutte d'influence spatiale, le conflit mit à jour des conceptions rivales quant à l'organisation sociale. À Athènes et chez ses alliés, une partie des classes supérieures en vint à se réjouir des succès spartiates, qui faisaient vaciller la démocratie ; pour certains, Sparte devint un catalyseur de leurs aspirations contre-révolutionnaires, un modèle de gouvernement dans lequel une minorité privilégiée pouvait priver tous les autres membres de la société de la totalité de leurs droits¹², un peu à la manière dont l'Italie fasciste, puis l'Allemagne nazie le seront pour des sections des classes dirigeantes européennes dans les années 1930.

Les troubles sociaux et les tensions de classes qui caractérisèrent l'apogée de la civilisation grecque pendant ces deux ou trois siècles formèrent le cadre des grandes réalisations de la littérature, de la science et de la philosophie grecques. Cette période fut celle d'une remise en question des vieilles certitudes. La force de la poésie attribuée à Homère (en réalité, des sagas orales écrites pour la première fois vers

700 av. J.-C.) provient de la description d'individus en lutte pour maîtriser leur destinée dans une période de troubles sociaux. Dans les pièces d'Eschyle, la tension tragique émane de l'impuissance des personnages à résoudre le conflit entre des codes moraux concurrents, reflétant des manières anciennes ou au contraire nouvelles de diriger la société. La quête de la vérité chez les penseurs grecs aboutit à la création de deux écoles rivales, correspondant à deux interprétations du monde, des buts de la vie humaine et des règles pour le comportement humain. Les « sophistes » et les « sceptiques » arrivèrent à la conclusion que la seule chose possible était de démolir tous les arguments à tour de rôle. Pour Platon, la destruction successive d'un argument par un autre (processus connu sous le nom de « dialectique ») débouchait sur la conclusion que la vérité devait dépendre d'un domaine situé au-delà du vécu humain direct, accessible seulement à une élite philosophique qui devait diriger la société d'une manière totalitaire. Aristote, après avoir étudié avec Platon, s'opposa à ces idées en mettant l'accent sur la connaissance empirique positive du monde physique et social existant, qu'il considérait comme constitué de quatre « éléments » de base (l'eau, le feu, l'air et la terre). Démocrite, au V^e siècle av. J.-C., et Épicure, à la fin du IV^e siècle av. J.-C., développèrent une vision matérialiste du monde comme constitué d'atomes indivisibles.

Les cités grecques, qui ne connaissaient pas les lourdeurs bureaucratiques des empires mésopotamien, assyrien et perse, purent faire preuve d'un plus grand dynamisme et bénéficier de l'allégeance active d'une partie bien plus large de leurs populations lorsqu'elles étaient en guerre. Cela explique pourquoi les États grecs associés parvinrent à repousser des armées d'envahisseurs au début du V^e siècle av. J.-C. Et cent cinquante ans plus tard, cela permit à une armée constituée par le royaume hellénisé de Macédoine, dans le Nord, d'établir brièvement son pouvoir non seulement sur les cités grecques, mais aussi, sous Alexandre le Grand, sur les deux empires historiques d'Égypte et du Moyen-Orient. L'empire d'Alexandre se disloqua après sa mort, mais

des dynasties helléniques continuèrent à régner sur les empires rivaux du Moyen-Orient et de l'Égypte. Issus des réalisations des anciennes civilisations de ces régions, les progrès réalisés par les Grecs dans les sciences et la philosophie s'y développèrent de plus belle. C'est dans la cité gréco-égyptienne d'Alexandrie que l'école grecque des sciences, des mathématiques et de la philosophie allait prochainement atteindre son apogée. Vers 300 av. J.-C., Euclide formula les théorèmes fondamentaux de la géométrie. Peu après, Ératosthène calcula que la Terre avait un diamètre de 38 000 kilomètres. En 150 av. J.-C., Hipparque commença à mettre au point des méthodes trigonométriques de calcul des distances, parvenant à un résultat relativement correct dans l'évaluation de la distance de la Terre à la Lune. Claudius Ptolémée devait, 300 ans plus tard, à partir des idées d'Hipparque, modéliser le mouvement des planètes et des étoiles. Même s'il les considérait comme tournant autour de la Terre, cet astronome a permis de calculer leurs orbites avec une relative exactitude. D'une manière plus générale, la science et les mathématiques alexandrines ont contribué de façon décisive aux progrès réalisés en Inde, en Chine, et, du VII^e au XII^e siècle de notre ère, dans le monde arabe. Cependant, ces découvertes restèrent quasiment inconnues en Europe pendant plus de 1000 ans.

Pendant ce temps, ce qui restait de l'empire méditerranéen d'Alexandre se trouva absorbé par un nouvel empire, celui que construisirent les dirigeants de Rome.

Chapitre 10

Splendeur et chute de Rome

Dans la plupart des versions occidentales de l'histoire du monde, Rome est présentée comme une période glorieuse de la civilisation. L'ascension de l'empire est considérée comme le point culminant des civilisations antiques, et son déclin final comme une tragédie historique. L'une des œuvres majeures du siècle européen des Lumières, *Histoire de la décadence et de la chute de l'Empire romain*, d'Edward Gibbon, débute ainsi : « Au II^e siècle de l'ère chrétienne, l'empire romain comprenait les plus belles contrées de la terre [...]. L'influence douce, mais puissante, des lois et des mœurs avait insensiblement cimenté l'union de toutes les provinces : leurs habitants jouissaient et abusaient, au sein de la paix, des avantages du luxe et des richesses¹. »

Vue sous un certain angle, la civilisation romaine était impressionnante. Une petite ville d'Italie s'éleva jusqu'à dominer la totalité de la région méditerranéenne – l'Égypte au nord d'Assouan, toute l'Europe au sud du Danube et du Rhin, l'Asie mineure et la Syrie, l'Afrique au nord du Sahara. La partie occidentale de son empire exista pendant près de 600 ans, sa partie orientale pendant 1 600 ans. Partout, les dirigeants supervisèrent la construction d'édifices publics et de temples, de stades et d'aqueducs, de bains publics et de routes pavées, laissant un héritage qui devait remplir d'admiration les générations suivantes.

Pourtant, en tant que telle, la civilisation de l'Empire romain contribua très modestement à l'amélioration des conditions d'existence et à l'accumulation de connaissances scientifiques et culturelle. Elle n'était pas caractérisée par l'innovation, comme l'avaient été la

Mésopotamie et l'Égypte archaïques, la Grèce classique, ou encore l'Inde et la Chine du dernier demi-millénaire avant J.-C. De Ste Croix va jusqu'à affirmer que, mis à part « deux ou trois apports dans le domaine de la technologie », les Romains n'ont surpassé leurs prédécesseurs grecs que dans deux secteurs : en premier lieu dans la pratique du gouvernement, par la création de structures capables de maintenir la cohésion d'un immense empire, et en second lieu dans la théorie du « droit civil », engagée dans la régulation de la propriété et de sa transmission héréditaire (à l'inverse de la loi pénale grecque, qui resta arbitraire et répressive)². Ce point de vue témoigne d'une exagération. Si l'ingénierie et l'architecture romaines sont certes impressionnantes, avec leurs viaducs, amphithéâtres, temples et routes, la fonction essentielle de l'Empire romain fut cependant, dans la plupart des domaines, de répandre en Europe centrale et occidentale des progrès déjà accomplis en Égypte, en Mésopotamie et en Grèce, sans réelle amélioration. En outre, les fondations mêmes de l'empire provoquèrent sa chute finale, ne laissant rien d'autre à l'Occident que le souvenir de réalisations empruntées ailleurs.

La première période de Rome ressemble à de nombreux égards à celle des cités grecques, dont elle adopta l'alphabet en le modifiant. Au début, il s'agissait probablement d'une société de cultivateurs, organisée non pas en État mais en lignages (sa population était regroupée en « gens », lignages supposés, et en « tribus »), à partir desquels une classe dirigeante héréditaire (l'ordre des « patriciens ») se développa. Elle était située stratégiquement sur le passage du Tibre, juste avant qu'il ne se jette dans la mer, au croisement des routes commerciales nord-sud et est-ouest. En s'ajoutant au surplus agricole, les revenus du négoce (sans doute constitués par des droits prélevés au passage des marchands) permirent à un village de huttes en pisé de se transformer en ville prospère dès la fin du VI^e siècle av. J.-C., « avec leur maisons de bois et de briques, leurs temples monumentaux, leurs égouts bien construits et leurs beaux vases importés d'Attique³ ». Pendant toute une période, Rome avait été sous la domination de l'État étrusque,

situé plus au nord – une société lettrée dont la langue, non indo-européenne, tirait probablement ses origines d'une région du nord de la mer Noire. À la fin du VI^e siècle (en 509 av. J.-C. selon la tradition romaine), les Romains repoussèrent les Étrusques, fondèrent une république et s'engagèrent dans un long processus d'expansion militaire, qui se déploya au cours des 400 années suivantes en différentes phases : une ligue de diverses cités de langue latine ; l'incorporation de celles-ci à la République romaine ; la conquête du reste de l'Italie centrale ; une série de guerres avec Carthage pour le contrôle de l'Italie du Sud et de l'ancienne colonie phénicienne d'Afrique du Nord ; la conquête de l'Italie du Nord et de la Grèce ; et, pour finir, l'occupation de toute l'Europe au nord du Rhin et du Danube, ainsi que l'annexion des anciens empires d'Asie mineure, de Syrie et d'Égypte.

Chaque étape de cette expansion fut l'œuvre d'une infanterie recrutée parmi les paysans propriétaires indépendants : d'abord parmi ceux qui cultivaient les terres situées à l'intérieur des limites de la cité de Rome, et ensuite également ceux d'autres cités italiennes qui s'étaient vus décerner la citoyenneté romaine. Mais si la paysannerie supportait le plus gros des combats, elle ne contrôlait ni l'armée ni le bénéfice des victoires. Car, à la différence d'Athènes, Rome n'était aucunement une démocratie.

La République et les guerres de classes

La constitution politique des premiers temps de la République octroyait le monopole du pouvoir à l'élite héréditaire des familles « patriciennes ». Les sénateurs, les consuls choisis chaque année pour conduire les affaires politiques, les juges, les questeurs (administrateurs) et les prêteurs (responsables de la loi et de l'ordre) étaient tous des patriciens. L'Assemblée avait le droit théorique d'élire des magistrats et de décider des questions relatives à la paix et à la guerre. Mais 98 des 193 suffrages allaient aux classes supérieures, et les délégués de

la « plèbe » des petits paysans n'avaient aucun mot à dire lorsque les premiers étaient unanimes, cependant que les Romains sans propriété, les *proletarii*, n'avaient, en tout et pour tout, qu'une seule voix.

Les familles dirigeantes utilisaient leur contrôle pour accroître leurs domaines, déjà substantiels, aux dépens de la paysannerie, la contraignant à s'endetter, s'emparant de ses terres et comptant sur les juges pour trancher les litiges en faveur des patriciens. De surcroît, en tant que commandants des forces armées, ceux-ci se taillaient la part du lion dans les terres conquises lors de chaque victoire militaire. Ce comportement suscita une colère qui explosa en lutte de classes au cours de deux grandes vagues.

Le déclenchement de la première révolte eut lieu quinze ans seulement après la fondation de la République. L'historien romain Salluste a donné une description très précise de la façon dont la division de classes poussa les ordres inférieurs à la rébellion : « Les patriciens traitaient le peuple comme des esclaves, prenaient des décisions concernant leur exécution ou leur bastonnade, les évinçaient de leurs terres. Écrasés par ces pratiques cruelles et surtout par le poids des dettes liées à la nécessité de contribuer à la fois financièrement et humainement, en tant que soldats, aux guerres continuelles, les gens ordinaires s'armèrent, prirent position sur le mont Sacré et sur l'Aventin et obtinrent pour eux-mêmes les tribuns de la plèbe ainsi que certains droits légaux⁴. »

Salluste ayant écrit plus de 400 ans après les événements, certains historiens modernes émettent des doutes sur l'authenticité des faits qu'il rapporte. Mais il y eut certainement des luttes récurrentes, pendant plus d'un siècle, contre le traitement arbitraire du peuple par les fonctionnaires patriciens. La « sécession » – s'asseoir en masse et refuser de servir dans l'armée – semble avoir été la tactique favorite des plébéiens, auxquels elle permit d'obtenir leurs propres représentants élus, les « tribuns de la plèbe », pour les protéger contre l'oppression des magistrats⁵. Pour venir en aide au petit peuple, les tribuns n'hésitaient pas à s'interposer physiquement entre ces derniers et

leurs victimes⁶, sachant que les plébéiens avaient fait le serment collectif de lyncher quiconque porterait la main sur un tribun⁷. Ils « s'opposaient aux magistrats officiels un peu comme des délégués du personnel font face aux directeurs d'usine », selon de Ste Croix⁸, et devinrent avec le temps partie intégrante de la Constitution, avec le pouvoir d'arrêter et d'emprisonner des fonctionnaires d'État. Une dernière grande lutte, en 287 av. J.-C., motivée par des dettes pesant sur la moitié de la population, mit fin au pouvoir formel des patriciens et ouvrit les magistratures publiques aux plébéiens⁹.

Des écrivains postérieurs, comme Denys d'Halicarnasse, devaient vanter « la modération dont il avait été fait preuve dans le long conflit des ordres, et qui offrait un contraste saisissant avec les révolutions sanglantes courantes dans les cités grecques¹⁰ ». Mais les plébéiens furent loin d'obtenir de leur victoire autant de gains que ceux arrachés par les classes inférieures grecques, et Rome ne devint jamais une démocratie de type athénien. Comme Brunt le fait remarquer, seule une mince couche de plébéiens aisés bénéficia de façon substantielle de la levée de l'interdiction de l'accès aux fonctions publiques¹¹. La « plus grande mesure de contrôle démocratique », officiellement accordée à la masse de la plèbe, « devait s'avérer une illusion » : « Les plébéiens avaient été admis à la magistrature. Mais en abandonnant leur monopole, les patriciens se réservaient l'assurance de conserver entre leurs mains une part du pouvoir. Une nouvelle noblesse apparut, à laquelle seul un petit nombre de plébéiens put accéder, et qui fut aussi influente que les patriciens avaient pu l'être [...]. Les vieux conflits sociaux ne pouvaient manquer de réapparaître, mais il devenait plus difficile aux pauvres de se trouver des défenseurs, dès lors que les ambitions des riches plébéiens avaient été satisfaites¹². » Cela ne serait pas la dernière fois dans l'histoire que les intérêts des dirigeants aisés d'une lutte se révéleraient très différents de ceux de leurs partisans.

Une des raisons qui avait persuadé les pauvres d'accepter cet arrangement était la conquête de nouvelles terres par la République.

Certains paysans parmi les plus misérables furent installés sur le nouveau territoire, ce qui soulagea pour un temps leurs peines. Mais les guerres de conquête devaient bientôt être la cause d'une aggravation de leur condition. La plus grande partie du butin allait aux riches : « De très fortes sommes venues de l'étranger affluaient en Italie entre des mains privées... La plus grande partie allait aux hommes des classes supérieure et moyenne¹³. » L'essentiel alimenta la consommation de luxe, mais une partie fut consacrée à agrandir les possessions foncières des riches, faisant monter le prix de la terre et encourageant les prêteurs d'argent à saisir les biens des paysans débiteurs. Dans le même temps, un nombre croissant de paysans étaient contraints de s'endetter, car, incorporés dans les légions durant de longues périodes, ils n'étaient plus en mesure de cultiver leur terre pour payer les loyers et rembourser les emprunts.

Salluste décrivait ainsi les débuts du I^{er} siècle de notre ère : « Une oligarchie décidait de tout, dans la paix comme dans la guerre ; elle avait la haute main sur les finances, les provinces, les magistratures, les honneurs et les triomphes ; le peuple était accablé par le service militaire et l'indigence ; le butin de guerre était la proie des généraux et de quelques autres. Pendant ce temps, les parents ou les petits enfants des soldats se faisaient expulser de leurs maisons par de puissants voisins¹⁴. »

Du reste, les guerres fournissaient aussi une force de travail nouvelle et massive, que les riches pouvaient exploiter : les prisonniers, transformés en main-d'œuvre asservie. Après la Troisième Guerre macédonienne, par exemple, 150 000 prisonniers furent vendus sur la place publique¹⁵. Les grands propriétaires pouvaient acheter ces esclaves à bon marché (« les esclaves de Caton recevaient une tunique et une couverture tous les deux ans, et ils ne mangeaient pas de viande¹⁶ »). Employer un paysan romain sans terre et ayant une famille à élever était bien plus coûteux, de telle sorte que ceux qui perdaient leurs terres avaient du mal à trouver autre chose qu'un emploi saisonnier temporaire.

La population des esclaves s'accrut massivement, jusqu'à compter, au I^{er} siècle de l'ère chrétienne, deux millions d'individus – à côté d'une population libre de 3,25 millions de personnes. Les seuls chiffres minimisent l'importance de l'esclavage pour l'économie, dans la mesure où les esclaves étaient pour la plupart des adultes, alors que la population libre comptait de nombreux enfants. De plus, à toutes les époques, un citoyen mâle adulte sur huit était dans les forces armées¹⁷.

Si les esclaves devinrent un élément fondamental, sinon le plus fondamental de la force de travail sous la République, cela ne signifiait pas pour autant que la masse des citoyens bénéficiait de leur présence. Le travail des esclaves aboutit en fait à l'appauvrissement du travail libre, comme le montre la stagnation démographique, voire même la chute de la population libre dans la période où l'État romain ne cesse de se renforcer. Brunt rapporte que « les pauvres ne pouvaient se permettre de se marier et, s'ils se mariaient, d'élever des enfants. Les familles étaient limitées par l'avortement et l'infanticide, sinon par la contraception¹⁸ ». De nombreux enfants abandonnés finissaient sur les marchés d'esclaves : « L'appauvrissement de tant d'Italiens était lui-même fonction des énormes importations d'esclaves¹⁹. » A. H. M. Jones arrive à la même conclusion : « L'importation massive d'esclaves accrut la misère de la paysannerie italienne²⁰. » Une telle polarisation de classes provoqua une nouvelle vague de conflits civils, une vague beaucoup plus sanglante que les affrontements du passé entre patriciens et plébéiens.

En 133 av. J.-C., Tiberius Gracchus fut élu tribun. Aristocrate inquiet de la paupérisation croissante de la masse paysanne, il était en partie motivé par le souci de la sécurité militaire de la République. Il avait compris que la colonne vertébrale paysanne de l'armée romaine était lentement minée par l'afflux d'esclaves, en même temps qu'une violente révolte d'esclaves en Sicile avait mis en évidence les dangers de ce mode d'organisation de l'agriculture : « Tiberius, qui s'était distingué dans l'armée, fit clairement savoir que l'un de ses objectifs était

le maintien de la puissance militaire de Rome et, bien qu'il s'exprimât avec une forte émotion, et probablement avec sincérité, en évoquant la misère des pauvres qui avaient combattu pour leur pays, la pensée qui prédominait dans son esprit était certainement l'intérêt de l'État²¹. »

Malgré tout, son programme enflamma les paysans et provoqua la fureur de la majorité de la classe sénatoriale nantie. Il consistait à distribuer aux démunis de grandes superficies des terres publiques exploitées par les grands latifundiaires. Une population rurale d'origine très modeste afflua à Rome pour soutenir sa proposition, couvrant d'affiches les murs de la ville et s'assurant qu'elle serait votée par l'Assemblée de la République. Les sénateurs étaient horrifiés. Ils attendirent que les paysans aient quitté Rome pour la moisson et passèrent à l'action. Certains d'entre eux proclamèrent que Tiberius « trahissait la Constitution » et le firent assassiner. Ses fidèles furent également exécutés²².

La répression ne mit pas un terme au mécontentement qui agitait les paysans pauvres, et l'histoire se répéta dix ans plus tard. Le frère de Tiberius, Caius, fut élu tribun et domina la scène politique romaine pendant les trois années suivantes, soutenu par la paysannerie et certains membres de la couche des nouveaux riches, les *equites* (chevaliers). Le consul (magistrat suprême) Optimus distribua des armes aux affidés du Sénat et se servit de 3 000 mercenaires crétois pour assassiner Caius et faire exécuter 3 000 de ses partisans²³. Telles étaient les glorieuses traditions « civilisées » du Sénat romain.

Les Romains pauvres vouèrent un culte aux frères Gracchus comme à des martyrs, faisant des offrandes quotidiennes sur leurs tombes, et aussi bien Tiberius que Caius semblent avoir été mus par d'authentiques sentiments de sympathie pour les souffrances des masses²⁴. Il n'en demeure pas moins que leur programme consistait essentiellement à renforcer l'État romain et à améliorer sa capacité à exploiter le reste de l'empire. Ils semblent avoir pour partie compris que l'esclavage, tout en enrichissant les grands propriétaires, affaiblissait la base de l'économie. Malgré tout, leur réponse n'était

certainement pas d'appeler les esclaves à se libérer eux-mêmes, restreignant au contraire le rôle des paysans pauvres à celui d'un groupe de pression dans le cadre du système constitutionnel existant. Ils n'avaient du reste pas grand-chose à offrir aux miséreux de Rome. Par conséquent, le Sénat n'eut qu'à attendre le moment favorable pour se débarrasser des deux frères de la manière la plus sanguinaire.

Le meurtre de Caius Gracchus mata les pauvres, mais ne supprima pas leur haine de classe, qui joua un rôle décisif dans l'histoire du I^{er} siècle av. J.-C. et dans la transformation de la République romaine en empire. Au cours de cette période, différentes factions de la classe dirigeante s'engagèrent dans des manœuvres sanglantes pour prendre le contrôle du pouvoir politique et de la richesse en provenance des territoires conquis. La colère des pauvres, d'une part, et les excès de l'élite sénatoriale en matière de faveurs pour sa propre classe, de l'autre, leur donnèrent des armes qu'ils purent utiliser les uns contre les autres. Salluste, qui vivait à cette époque, la décrit comme traversée « de fréquentes émeutes, d'affrontements partisans et finalement de la guerre civile [...] pendant laquelle une poignée d'hommes puissants [...] cherchaient à gouverner en se déguisant en champions du Sénat ou du peuple²⁵ ».

En 107 av. J.-C., Marius fut nommé consul avec le soutien des chevaliers. Selon Salluste, il était « le favori de tous les artisans et de tous les paysans dont les mains étaient la seule richesse et le seul bien²⁶ ». Une tentative de faire passer un décret de distribution de terres déboucha sur des affrontements violents : « La violence atteignait un nouveau stade [...]. Tous les membres honorables de la société se retrouvèrent en arme, suivis de leurs proche²⁷ », et ils lynchèrent Saturnius, un ancien allié de Marius. Deux décennies plus tard, ce fut au tour de Sulpicius, autre allié de Marius, de contrôler brièvement Rome et d'être tué lorsqu'une armée commandée par Sylla occupa la ville pour le compte des grandes familles sénatoriales. Lorsque l'armée se retira, un autre partisan de Marius, Cinna, la reprit et contrôla l'Italie pendant deux ans. « Le forum ruisselait de sang »

lorsqu'il chercha à soumettre le Sénat à sa volonté. Mais malgré toutes ses promesses, « il accorda peu d'attention aux droits populaires » et ne fit rien pour porter remède à la misère croissante des masses²⁸. Sylla put alors revenir avec le soutien de la noblesse, Cinna fut tué par ses propres soldats, et un règne de terreur fut imposé à tous ceux qui avaient exercé une quelconque résistance. Même les dissidents parmi les riches furent inquiétés lorsque Sylla afficha des listes de « proscrits » – individus dont le meurtre était récompensé par une somme d'argent –, comprenant quarante sénateurs et 1 600 chevaliers²⁹. Finalement, en 63 av. J.-C., Catilina, un ancien affidé de Sylla menacé de faillite, essaya de reconstituer sa fortune en intensifiant la révolte populaire. Il paradait en public avec une bande hétéroclite composée de vétérans de Sylla et de paysans. Cette fois, ce fut le consul et écrivain Cicéron qui passa à l'action de façon décisive et sanglante pour préserver l'ordre existant, organisant un gang de jeunes riches trié sur le volet pour arrêter et exécuter les principaux partisans de Catilina.

La rébellion de Catilina fut la dernière à être fondée sur un appel aux armes des paysans pauvres. Mais la colère contre les riches persista et commença à s'étendre aux urbains pauvres, dont les conditions de vie étaient atroces et la survie précaire. Ils vivaient entassés dans des immeubles de dix à quinze mètres de hauteur, avec une densité sept ou huit fois supérieure à celle d'une métropole occidentale moderne, leurs logis constamment menacés d'écroulement ou d'incendie, sans eau ni accès aux égouts. Beaucoup d'entre eux ne pouvaient travailler que de façon saisonnière, l'été sur les quais, et souffraient de la faim en hiver³⁰. Leur condition misérable les avait empêchés par le passé de se joindre aux paysans révoltés. Ils dépendaient souvent des aumônes des riches sénateurs, et avaient pris le parti du Sénat lors des émeutes. Désormais, ils commençaient à soutenir des politiciens ou des généraux ambitieux qui leur promettaient des distributions de blé. La violence devint endémique au cours de la décennie qui suivit la défaite de Catilina. En 52 av. J.-C., après le meurtre d'un politicien –

Clodius, qui avait fait distribuer du grain aux pauvres –, ses partisans mirent le feu aux bâtiments du Sénat et tuèrent les riches rencontrés dans la rue.

C'est dans ce contexte que Jules César marcha sur Rome avec son armée et prit le pouvoir, en 49 av. J.-C. Si les riches sénateurs durent passer la main dans la conduite de l'empire, ce ne fut pas au profit du peuple, mais d'un général riche, issu d'une famille aristocratique et qui avait, durant la conquête de la Gaule, massacré ou transformé en esclaves plus d'un million de personnes.

Les années de grands conflits sociaux entre citoyens romains virent aussi la principale révolte d'esclaves du monde antique, sous la conduite de Spartacus.

Rome avait déjà connu plus de révoltes d'esclaves que la Grèce, sans doute parce qu'ils y étaient beaucoup plus concentrés. La Sicile, par exemple, avait été secouée en 138-132 av. J.-C. par un soulèvement d'esclaves qui comptait des dizaines de milliers de participants – des bergers et des laboureurs – ayant « reçu le soutien de la population libre locale enchantée de voir les riches en difficulté³¹ ». En fait, pendant que les esclaves essayaient de maintenir en état les fermes qu'ils espéraient cultiver pour leur propre compte, la population libre se livra au pillage. Le même schéma se répéta en 104-101 av. J.-C.

La révolte de Spartacus fut d'une échelle bien plus importante, allant jusqu'à menacer le centre névralgique de l'Empire romain. Elle commença en 73 av. J.-C., avec l'évasion de soixante-quatorze gladiateurs, qui furent bientôt rejoints par près de 70 000 esclaves qui vainquirent plusieurs armées romaines successives et marchèrent d'un bout à l'autre de la péninsule italienne. Ils allèrent jusqu'à menacer Rome et mirent en déroute une armée dirigée par les consuls. Mais au lieu d'essayer de prendre la ville, l'ancien gladiateur Spartacus mena ses troupes à la pointe méridionale de l'Italie, espérant passer en Sicile. Elles furent alors trahies par des pirates qui leur avaient promis des navires et paralysées par une armée romaine essayant de les empêcher de faire à nouveau mouvement vers le nord. Une partie de

l'armée des esclaves parvint à se dégager de la nasse, mais subit une défaite dévastatrice. Spartacus fut tué, même si son corps ne fut jamais retrouvé³², et 80 000 de ses partisans furent crucifiés³³. Selon certains écrivains romains, 100 000 esclaves auraient trouvé la mort dans la répression de la révolte³⁴.

Les rébellions de la Rome antique inspirèrent la cause des opprimés pendant deux millénaires. Les frères Gracchus furent ainsi célébrés comme des exemples par l'extrême gauche durant la Révolution française de 1789-1794, le personnage historique préféré de Karl Marx était Spartacus et les révolutionnaires allemands menés par Rosa Luxemburg en 1919 prirent le nom de Ligue spartakiste.

Mais ni les révoltes paysannes ni les rébellions d'esclaves ne parvinrent à briser l'emprise des grands propriétaires terriens sur l'Empire romain. Il faut en chercher l'explication dans la nature des classes révoltées elles-mêmes. Les paysans pouvaient protester, et même se soulever contre les extorsions des riches, ils pouvaient se rassembler derrière des leaders issus de la classe dominante semblant avoir un projet de réforme de l'État, mais ils ne pouvaient parvenir à élaborer un programme politique qui leur soit propre et qui aille au-delà des revendications de redistribution des terres et d'annulation des dettes pour suggérer une réorganisation de la société dans sa totalité. Car le surplus qu'ils produisaient était insuffisant pour entretenir une civilisation de la taille de Rome et ne pouvait provenir que du système esclavagiste ou du pillage de l'empire. Le rêve d'un retour à une société reposant sur l'agriculture était naturel, mais irréalisable.

Les masses urbaines étaient tout aussi incapables de prendre la direction d'une réorganisation révolutionnaire de la société. Elles étaient encore moins décisives dans la production que les petits paysans. Les plus pauvres dépendaient de l'emploi occasionnel, d'autres étaient artisans dans les métiers du luxe, tributaires des commandes des riches. Rome comptait de très nombreux esclaves, mais ils avaient souvent de meilleures conditions de vie que ceux qui cultivaient la terre, et un grand nombre d'entre eux pouvaient nourrir

l'espoir de rejoindre la population des affranchis, anciens esclaves libérés pour avoir bien servi leurs maîtres, qui constituaient une proportion élevée des habitants de la capitale.

Finalement, même si les esclaves ruraux étaient essentiels à la production, ils ne purent jamais aller au-delà d'une rébellion héroïque et formuler de nouvelles conceptions de la société. Ils venaient de tous les coins de la Méditerranée et parlaient une multitude de langues. Comme il leur était interdit d'avoir une famille, ils avaient peu d'occasion de transmettre des traditions de résistance d'une génération à l'autre. La façon dont ils étaient assemblés dans la production – enchaînés, sous la menace du fouet d'un surveillant – ne fournissait pas de modèle de réorganisation de la société sur une base nouvelle. Au lieu de cela, ils rêvaient de fonder de nouveaux royaumes ou, comme Spartacus, de s'échapper de l'Empire romain pour connaître la liberté sous d'autres cieux. La raison pour laquelle Spartacus manqua l'occasion de se rendre maître de Rome est un des grands mystères de l'Histoire. Une explication partielle est que, ne pouvant concevoir la réorganisation de la société romaine, il ne voulait pas se retrouver aux commandes de l'ordre ancien.

L'empire : stagnation et effondrement

Si les émeutes, les révoltes, les soulèvements et les guerres civiles n'aboutirent pas à une réorganisation révolutionnaire de la société, ils modifièrent en revanche en profondeur la superstructure politique sur laquelle s'appuyaient les riches propriétaires pour dominer le reste de la société. Afin de maintenir cet état de soumission, le Sénat en vint à devoir faire appel à des généraux et à leurs armées, ce qui ouvrit la voie à la sujétion de l'institution politique au profit d'un homme fort. Les guerres civiles causées par les questions sociales laissèrent la place à des conflits entre généraux : Marius et Cinna contre Sylla, Pompée contre Jules César ; après la mort de César, Brutus et

Cassius contre Marc Antoine et Octave (neveu de César) ; et, finalement, Octave contre Marc Antoine.

Finalement, les riches – anciens comme nouveaux – estimèrent qu'autoriser Octave (appelé désormais Auguste) à établir une monarchie *de facto* était le seul moyen de restaurer la stabilité politique. Auguste put utiliser à ses propres fins le souvenir des décennies de conflits sociaux. Il offrit la sécurité aux possédants tout en se posant comme l'ami des habitants pauvres de Rome en leur fournissant du blé à bon marché, voire gratuitement – largesses financées par une fraction minime du vaste tribut qui affluait des terres conquises.

Soucieux de ne pas provoquer de rébellion ouverte dans les provinces, les empereurs mirent un terme aux formes les plus scandaleuses d'accaparement personnel de la part de l'élite sénatoriale, n'hésitant pas parfois à terroriser les membres trop indépendants des vieilles familles de propriétaires terriens, tout en couvrant d'or et d'honneurs leur propre entourage.

Pour les anciennes familles sénatoriales, il s'agissait là d'une violation barbare des valeurs traditionnelles. Depuis ce temps-là, les noms de Néron et de Caligula sont associés à la terreur aveugle et à la violence irrationnelle, et une longue tradition d'opposition au pouvoir dictatorial arbitraire existe, qui considère les sénateurs ayant résisté à César et à Auguste comme de grands défenseurs des droits de l'homme contre la tyrannie. Les premiers dirigeants de la Révolution française se sont drapés dans les toges des héritiers de Brutus. Pourtant, le pouvoir impérial n'avait pas fait autre chose qu'exercer contre quelques membres de l'aristocratie la même barbarie que celle dont cette dernière avait toujours fait preuve envers les peuples conquis, les esclaves et les membres révoltés des classes inférieures romaines. Le discours aristocratique sur la *libertas*, comme le fait remarquer l'historien Ronald Syme, équivalait à une « défense de l'ordre existant par des individus [...] qui étaient en possession du pouvoir et de la richesse³⁵ ».

Les pauvres ne considéraient certainement pas les sénateurs comme des champions de la liberté. Flavius Josèphe, qui écrivait au milieu du I^{er} siècle de l'ère chrétienne, rapporte qu'alors que les riches haïssaient les empereurs, les traitant de « tyrans » et leur règne de « sujétion », les pauvres les voyaient comme des remparts contre la « rapacité » du Sénat³⁶. Si les démunis ont sans doute été leurrés par la démagogie et les céréales bon marché de César et de ses successeurs, ils avaient d'excellentes raisons de détester la classe sénatoriale : elle avait en effet massacré sans distinction tous ceux qui avaient tenté, même de façon hésitante, de faire valoir leurs droits. Cicéron, souvent représenté comme un parangon des vertus civiques de la classe sénatoriale, avait organisé de tels meurtres et désignait la plèbe de Rome comme la « saleté et l'ordure », la « masse méprisable des crève-la-faim », la « lie de la cité » et, lorsqu'elle faisait montre de velléités radicales, les « nuisibles »³⁷.

En dépit de tous leurs beaux discours sur la « liberté », les riches ne pouvaient maintenir l'empire intact et les classes inférieures à leur place sans un empereur. Après Auguste, il arriva parfois que les riches conspiraient pour renverser un empereur. Or ce qu'ils proposaient à la place n'était pas une nouvelle république, mais un nouvel empereur³⁸. En fait, pendant les deux premiers siècles du pouvoir impérial, la population riche prospéra encore plus que dans le passé. Cette période (parfois appelée le « principat » par certains historiens pour la distinguer du « Bas-Empire romain ») vit affluer les marchandises de luxe comme la soie, les épices et les pierres précieuses venues d'Orient, se développer de vastes domaines dans toute l'Italie, et l'argent couler à flot dans les coffres de la classe sénatoriale³⁹.

La richesse n'était pas l'apanage de citoyens romains. Les possédants provinciaux furent également concernés et de plus en plus intégrés à une classe dirigeante impériale unique. « Les communautés provinciales étaient bien plus prospères que sous la république⁴⁰ », même « si l'on peut douter que la paysannerie des provinces ait eu sa part de la richesse croissante de l'empire », dans la mesure où elle

était assujettie au même taux d'imposition que les riches propriétaires terriens⁴¹. Sur la base de la sécurité nouvelle et de l'accroissement de la richesse des nantis de province, se développa une culture à l'échelle de l'empire, fondée sur des cultes religieux communs (parmi lesquels celui de l'empereur), des jeux cérémoniels, les langues (le latin à l'ouest, le grec à l'est) et la littérature. Durant cette période, les villes furent reconstruites dans un style fastueux d'un bout à l'autre de l'empire, avec « des temples pour le culte des dieux, des théâtres, des stades et des amphithéâtres, des gymnases et des thermes, des marchés, des aqueducs et des fontaines, mais aussi des basiliques pour l'administration de la justice ainsi que des chambres de conseil et des bureaux pour les magistrats. Les cités étaient très fières de leurs constructions et rivalisaient les unes avec les autres en matière de splendeur architecturale, construisant de magnifiques rues pavées bordées de colonnades et ornées d'arcs de triomphe⁴² ».

Au cours des siècles suivants, cette période allait être considérée comme l'« âge d'or » de l'empire. Gibbon écrit : « S'il fallait déterminer la période de l'histoire du monde pendant laquelle la condition du genre humain a été la plus heureuse et la plus florissante, c'est sans hésitation que l'on choisirait l'espace de temps qui s'écoula depuis la mort de Domitien jusqu'à l'avènement de Commode [de 98 à 180 de l'ère chrétienne]⁴³. »

Pourtant, la stabilité imposée par en haut reposait, comme sous la république, sur le pillage de la paysannerie et l'asservissement des esclaves. Elle peut avoir régularisé ces pratiques, mais ne les a pas éliminées. La vie dans l'empire telle que décrite par Apulée dans son roman satirique *L'Âne d'or*, au II^e siècle, est très différente de celle qu'évoque Gibbon et montre notamment la condition d'esclaves travaillant pour un boulanger : « Dieux ! Quelle population rachitique d'êtres humains, à la peau livide et marquetée de coups de fouet ! Quels misérables haillons couvrant, sans les cacher, des dos tout noirs de meurtrissures ! Quelques-uns n'avaient pour tout voile qu'un bout de tablier jeté autour des reins. Tous, à travers leurs vêtements,

montraient le nu de toutes parts. Tous étaient marqués d'une lettre au front, avaient les cheveux rasés d'un côté, et portaient au pied un anneau. Rien de plus hideux à voir que ces spectres aux paupières rongées par la vapeur brûlante et la fumée, aux yeux presque privés de lumière⁴⁴. »

Apulée raconte comment « un riche et puissant [...] propriétaire [...] ne fut jamais inquiété » par la loi pour la façon dont il avait harcelé un voisin pauvre, abattant son bétail, volant ses bœufs, piétinant son blé et employant une bande de voyous pour le chasser de sa terre⁴⁵.

Le monde dont Apulée faisait la satire n'était pas fait de prospérité et de joie, mais d'insécurité, d'injustices, de tortures, de vols et de meurtres. Malgré tout son vernis civilisé, la puissance de l'empereur était symbolisée par les « jeux » du Colisée, où des gladiateurs se massacraient mutuellement et où des prisonniers étaient mis en pièces par des fauves.

L'empire était peut-être stable, mais d'importants problèmes minant la base de la société restaient sans solution. L'économie était très majoritairement rurale, même si la classe dirigeante et sa civilisation étaient centrées sur les métropoles urbaines : « Le commerce et les manufactures ne jouaient qu'un rôle très limité dans l'économie... L'industrie de base était l'agriculture, l'immense majorité des habitants de l'empire étaient des paysans et la richesse des classes supérieures était, pour l'essentiel, le produit de la rente foncière. » La production agricole rapportait vingt fois plus que le commerce et l'artisanat⁴⁶.

Seules quelques villes vivaient essentiellement du négoce ou des manufactures, à l'instar d'Alexandrie, par où passaient les céréales égyptiennes, sur leur chemin vers l'Italie, et les denrées de luxe venant d'Arabie et d'Inde par la mer. Certaines industries avaient pu s'y développer de façon substantielle – la fabrication du verre, du papyrus, le tissage – et certains marchands amassèrent des fortunes considérables⁴⁷. Mais la plupart des cités étaient des centres

d'administration et de consommation de la classe dirigeante, et non d'industrie et de commerce. Les routes construites dans des buts militaires n'étaient pas adaptées au transport des lourdes charges – à la différence des canaux et des voies terrestres mises en place en Chine à la même époque –, et le transport terrestre des marchandises était donc extrêmement lent et coûteux. Ainsi, un trajet de 500 kilomètres doublait le coût du blé. Le commerce sur de longues distances était alors limité aux produits de luxe les plus chers, et les cités intérieures dépendaient, pour l'essentiel de leur approvisionnement, des terres environnantes et de leurs propres artisans basés dans de petits ateliers.

Les villes fonctionnaient comme des parasites de l'économie rurale plutôt que comme des sources d'innovations capables d'augmenter la productivité. Les grands propriétaires citadins cherchaient à accroître leurs revenus en pressurant davantage les cultivateurs plutôt qu'en investissant dans de nouveaux outillages ou en améliorant la qualité des terres. Les groupes d'esclaves qui, dans certaines régions et en particulier en Italie, cultivaient la plus grande partie des domaines agricoles, n'avaient aucune raison et peu d'occasions de chercher à développer des méthodes plus productives, même si, parfois, il leur arrivait de transmettre leur connaissance de techniques plus évoluées utilisées dans certaines parties de l'empire. La motivation des paysans travaillant leur propre lopin n'était guère plus élevée, dans la mesure où toute augmentation de la production risquait fort de leur être confisquée sous forme de loyers versés aux propriétaires ou d'impôts perçus par l'État. Ainsi, même s'il y eut un certain progrès dans les méthodes de production, il resta très limité. Les innovations permettant d'économiser le travail ne furent mises en pratique que très lentement. La roue à eau, mentionnée dès 25 av. J.-C., ne fut que très peu employée pendant deux siècles parce que les norias tractées par des ânes, ou même par des humains, convenaient davantage au travail des esclaves⁴⁸ – ce qui contraste fortement avec la Chine de la même époque, où prolifèrent les moulins à eau.

La puissance économique de l'empire était menacée en permanence par ce même facteur qui avait été décisif au début de sa prospérité : le recours massif à l'esclavage. Tandis que prenaient fin les guerres de conquête qui avaient donné naissance à l'empire, l'afflux de captifs nouveaux commença à se tarir et le prix des esclaves à augmenter. Les grands propriétaires terriens durent se soucier davantage des conditions de vie de leurs « biens ». Certains s'employèrent à élever une nouvelle génération d'esclaves. Mais cela impliquait l'entretien des mères et des enfants « improductifs », et réduisait encore l'avantage qu'avait eu autrefois l'esclavage sur le travail libre. D'autres trouvèrent plus commode et plus rentable de louer leurs terres fort cher à des petits fermiers qui n'avaient pas besoin d'être surveillés et qui supportaient seuls les frais d'entretien de leurs familles. C'est ainsi que l'esclavage commença à décroître.

Par conséquent, alors que la consommation de luxe des riches et le coût du maintien de l'empire étaient plus intenses que jamais, le surplus que l'esclavage avait fourni sous la république n'était désormais plus disponible. La classe dirigeante n'avait pas d'autre choix que de persévérer comme par le passé, en exerçant une pression encore plus forte, si cela était possible, sur la paysannerie, reproduisant dans tout l'empire l'exploitation excessive qui avait déjà ruiné les agriculteurs italiens. Les impôts, qui n'étaient sous la république que d'environ 10 % des revenus d'une famille paysanne, atteignirent un tiers au VI^e siècle⁴⁹, et les paysans durent, par-dessus le marché, payer des fermages aux propriétaires.

De Ste Croix relève que les chroniques romaines font état, à partir de la fin du II^e siècle, de « désordres » dans diverses provinces de l'empire, parfois étendus à de véritables soulèvements paysans, parfois limités à des brigandages, de plus en plus fréquents, de la part de déserteurs de l'armée, de paysans ruinés et d'esclaves en fuite. À partir de 284 jusqu'à la moitié du V^e siècle, des rapports périodiques mentionnent l'existence de *bacaudae* – révoltes paysannes – en Gaule et en Espagne.

Nous n'avons aucun moyen d'en mesurer l'importance. Ce qui est certain, c'est qu'elles étaient le symptôme de l'aggravation de la pauvreté, du mécontentement et de l'insécurité, en particulier dans les régions frontalières de l'empire, où s'accrut le nombre de paysans abandonnant une terre qui ne les faisait plus vivre une fois payés impôts et fermages. L'État édictait de plus en plus de lois qui attachaient les paysans à des terres, ou à certains propriétaires de terres en leur donnant le statut de *coloni*, en réalité des serfs. Mais de telles contraintes légales donnaient aux paysans encore moins de raisons de défendre l'empire contre les incursions des « barbares ».

Or ces incursions se multipliaient et devenaient coûteuses à contenir, obligeant les empereurs à s'appuyer sur d'énormes et ruineuses armées de mercenaires, qui allèrent jusqu'à compter 650 000 hommes au IV^e siècle⁵⁰. Leur coût contribua à aggraver encore davantage la charge que devaient supporter les cultivateurs, conduisant à un mécontentement croissant et à une désertion des terres. En même temps, des commandants militaires victorieux étaient très tentés d'utiliser leurs légions pour s'emparer des rênes de l'État. Tandis que des guerres civiles affaiblissaient l'empire, des légionnaires rebelles allèrent jusqu'à piller Rome elle-même.

L'empire entra à l'Ouest dans une période de déclin. Les coups d'État militaires devinrent plus fréquents, les invasions barbares plus audacieuses. En l'an 330, le centre se déplaça de l'Italie vers la ville hellénisante de Byzance, à partir de laquelle les dirigeants éprouvèrent des difficultés à contrôler l'Occident, et bientôt deux empereurs rivaux dirigèrent les deux moitiés. Pendant ce temps, les confins de l'empire, comme la Grande-Bretagne, se libérèrent du joug romain. Les empereurs essayèrent de se raccrocher à ce qui leur restait en soudoyant des « barbares » (généralement des Germains) qu'ils installèrent à l'intérieur des frontières. Mais en se romanisant, les dirigeants barbares aspirèrent au pouvoir des dirigeants romains et utilisèrent le moyen traditionnel des Romains pour s'en emparer : la conquête. Ainsi, le Goth Alaric mit à sac Rome, le Franc Clovis prit le contrôle de la

Gaule, l'Ostrogoth Théodoric se proclama empereur de Rome, et les Wisigoths établirent un royaume romanisé en Espagne.

Le cercle vicieux de la décadence se répercuta sur les moyens d'existence eux-mêmes. Les guerres, étrangères et civiles, ravagèrent l'agriculture ; le commerce déclina, les marchands craignant de s'aventurer hors des villes ; les impôts et les loyers furent de plus en plus perçus en nature plutôt qu'en monnaie, l'État subvenant à ses besoins et à ceux de ses nombreux employés en procédant à des ponctions directes sur les producteurs. Le commerce et les classes négociantes et artisanales connurent alors un déclin encore plus poussé. Les grandes villes commencèrent à rencontrer des problèmes d'approvisionnement, tandis que les villes moyennes et les villages se replièrent sur leurs propres ressources. Les producteurs agricoles n'avaient aucun moyen de se protéger des puissants propriétaires terriens, qui commencèrent à les soumettre directement à leur pouvoir politique et militaire. Payer un tribut à un homme fort local en échange de protection était souvent la seule façon d'éviter d'attirer la rapacité de certains éléments extérieurs. Ce schéma fut reproduit par les peuples tribaux du Nord et de l'Est qui s'installèrent sur les terres de l'empire.

Ainsi, l'économie intégrée de Rome, fondée sur l'esclavage, laissa la place, en Occident, à une nouvelle économie fragmentée en unités rurales locales, presque autarciques, reposant sur le servage. L'esclavage ne disparut pas complètement. Le recours au travail forcé persista jusque vers l'an 1000 dans certaines grandes exploitations⁵¹, où les propriétaires, contraints par le déclin des villes de vivre sur leurs domaines, le trouvaient très efficace pour extraire de leurs travailleurs un surplus aussi élevé que possible. Mais il ne constitua plus la base permettant de maintenir une civilisation ou un empire. Les tentatives dans ce sens, avec la brève réunification des empires d'Orient et d'Occident sous Justinien au milieu du VI^e siècle, et la fondation par Charlemagne du Saint Empire romain germanique, presque 250 ans plus

tard, échouèrent très rapidement. La base matérielle n'était tout simplement pas assez forte pour soutenir une telle superstructure.

Chapitre 11

L'essor du christianisme

Le grand rescapé de la crise de l'Empire romain d'Occident après l'an 400 fut bel et bien le christianisme, cette religion qui, après des débuts modestes au cours des siècles précédents, avait fini par devenir l'idéologie officielle de l'empire. Dès l'époque des invasions « barbares », chaque ville de l'empire avait son église et ses prêtres, chaque province son évêque, le tout étant organisé selon des hiérarchies centrées sur Rome et sur Byzance, où pouvoir ecclésiastique et pouvoir impérial se combinaient, les empereurs imposant leurs vues sur les points les plus subtils de la doctrine de l'Église.

Le christianisme, au tout début, n'était pas une idéologie officielle. On ne sait presque rien de son fondateur supposé, Jésus de Nazareth, et l'on ne dispose d'aucune preuve irréfutable permettant d'établir s'il s'agit bien d'un personnage historique et non d'un mythe. La preuve ne réside certainement pas dans le Nouveau Testament chrétien, qui situe son lieu de naissance à Bethléem, dans la province romaine de Judée, où sa famille se serait rendue lors d'un recensement effectué sous le règne d'Auguste : or il n'y en eut aucun à l'époque indiquée, et la Judée n'était pas à ce moment-là une province romaine. Et lorsqu'un recensement eut effectivement lieu, en l'an 7, personne ne fut obligé de quitter son lieu de résidence. De même, le Nouveau Testament situe la naissance de Jésus sous le règne du roi Hérode, qui mourut en l'an 4 av. J.-C. Les écrivains grecs et romains de l'époque ne font aucune mention de Jésus, et une référence supposée chez l'écrivain judéo-romain Flavius Josèphe est probablement le produit de l'imagination de moines médiévaux¹. Même la première référence authentifiée aux chrétiens, celle de Tacite, vers l'an 100, ne mentionne

pas Jésus par son nom mais utilise simplement le terme grec *christos*, que l'on donnait à tous les messies proclamés.

Nous n'en savons pas beaucoup plus sur les croyances des premiers chrétiens que sur la vie de leur supposé fondateur. Les évangiles du Nouveau Testament sont emplis de contradictions. À certains endroits, en particulier chez Luc, on peut trouver de puissantes expressions de haine de classe. Par exemple, l'homme riche va directement en enfer, tandis que l'homme pauvre, Lazare, rejoint le « sein d'Abraham² ». Jésus prêche : « Il est plus facile à un chameau de passer par le trou d'une aiguille qu'à un riche d'entrer dans le royaume de Dieu³. » Et la version que donne Luc du sermon sur la montagne est la suivante : « Bienheureux les pauvres, car le royaume de Dieu leur appartient. Bienheureux les affamés, car ils seront rassasiés... Mais malheur à ceux d'entre vous qui sont riches, car vous avez reçu votre consolation ; malheur à ceux qui sont gavés, car ils connaîtront la faim⁴. » À l'inverse, chez Matthieu, le message est de réconciliation. Ainsi Jésus prêche-t-il : « Bienheureux les pauvres *d'esprit*, car le royaume des cieux est à eux... Bienheureux sont ceux qui sont affamés et assoiffés *de justice*, car ils seront satisfaits⁵. » La parabole des « talents » (monnaies) met en scène un riche qui est félicité pour avoir récompensé un serviteur auquel on a donné trois talents et qui les a investis avec profit, alors qu'il punit un serviteur ayant reçu un talent et qui n'en a retiré aucun intérêt en le plaçant chez un banquier. Il avertit : « À celui qui n'a rien, même le peu qu'il a sera enlevé⁶. »

De la même manière, certains passages semblent prêcher la résistance aux règles en vigueur, alors que d'autres encouragent l'obéissance, tel cet épisode où Jésus invite le peuple à payer des impôts aux Romains, en disant : « Rendez à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu⁷. » Enfin, on décèle des contradictions entre des appels à l'obéissance aux règles de la foi juive (« la Loi ») et des exhortations à rompre avec elles.

L'œuvre marxiste classique de Karl Kautsky consacrée aux fondements du christianisme, écrite en 1908, suggérait que les

contradictions provenaient de tentatives, de la part d'écrivains chrétiens postérieurs, de minimiser ce qu'il appelait les idées « communistes » d'un groupe « prolétarien ». Certains des arguments de Kautsky sur cette question sont sujets à caution⁸. Cela dit, de nombreux passages des évangiles les plus anciens, ceux de Marc et de Luc, témoignent d'un ton empreint de révolte contre l'empire qui adoptera plus tard cette religion.

Pour comprendre comment cela a été possible, il est nécessaire de considérer les conditions dans lesquelles le christianisme a émergé et s'est répandu.

Dans la première moitié du I^{er} siècle, Jérusalem était l'une des plus grandes villes de l'Empire romain, « de loin la cité la plus illustre de l'Orient », selon les mots de Pline l'Ancien. Mais elle était aussi l'une des plus tumultueuses. La splendeur de la ville provenait de sa situation proche d'importantes routes commerciales et, plus tard, de son caractère de centre religieux attirant la richesse de tous les points de l'empire. Les terres environnantes – la Judée, la Samarie et la Galilée – étaient cependant loin d'être riches. Elles souffraient, comme toutes les provinces romaines, des niveaux d'imposition exorbitants destinés à payer un tribut à Rome et à fournir aux gouverneurs romains les fortunes escomptées. Il y régnait « manifestement une très grande pauvreté⁹ ».

Cela nourrissait une hostilité considérable à l'égard des Romains et de la classe supérieure juive qui collaborait avec eux. Les rois juifs avaient, après tout, invité les Romains dès le départ (en 139 av. J.-C.), et depuis lors, s'appuyaient sur l'assistance de Rome dans leurs guerres intestines¹⁰.

De nombreuses émeutes éclatèrent à Jérusalem, et les campagnes connurent également, en particulier en Galilée, des phénomènes récurrents de « banditisme », prenant parfois une coloration religieuse. Lors d'un début de soulèvement contre le roi Hérode, alors à l'agonie, près de 3 000 juifs seraient morts de la répression de son fils Archélaos, et plus de 2 000 auraient ensuite été crucifiés. Une guerre

de type guérilla éclata en Galilée, menée par un certain Judas se proclamant « roi des juifs », et, à l'époque du recensement romain de l'an 7, Flavius Josèphe rapporte que deux hommes « incitèrent le peuple à la rébellion [...] et une effusion de sang généralisée s'ensuivit¹¹ ». À nouveau, quarante ans plus tard, le prophète Theudas obtint un certain soutien lorsqu'il se proclama messie (*christos* en grec) et fut décapité. Les dirigeants romains agirent de même envers « une bande de méchants hommes qui avaient des pensées athées et rendaient la ville agitée et peu sûre » en « incitant le peuple à l'insurrection [...] sous prétexte de révélation divine ». Peu de temps après, « un faux prophète venu d'Égypte [...] réussit à se faire accepter comme prophète grâce à ses pratiques de sorcellerie. Il mena [...] 30 000 personnes [...] hors du désert vers le lieu appelé mont des Oliviers pour pénétrer dans Jérusalem, et essaya de renverser la garnison romaine¹² ». « À peine cette rébellion avait-elle été matée que [...] quelques magiciens et assassins joignirent leurs forces et firent de nombreux disciples [...]. Ils passèrent à travers la terre juive tout entière, pillèrent les maisons des riches, tuant ceux qui s'y trouvaient, mirent le feu aux villages et ravagèrent les terres¹³. » Dans tous ces affrontements, la haine de classe des Juifs les plus pauvres envers la classe supérieure juive se mêlait à de la colère envers les forces d'occupation romaines.

Les différences de classes trouvaient une expression dans les diverses interprétations de la religion juive. Les riches, qui parlaient grec et collaboraient avec les Romains, tendaient à favoriser l'école saducéenne associée aux prêtres héréditaires, dont Josèphe dit qu'ils « nient que l'âme est immortelle et qu'il ne doit y avoir ni récompense ni punition après la mort » et qu'ils sont « cruels et sévères à la fois avec leurs compatriotes et avec les étrangers ». En revanche, les savants religieux non héréditaires, d'origines sociales très diverses¹⁴, étaient plutôt favorables à l'école pharisienne, laquelle insistait sur une observance stricte de la « Loi » juive (les rituels et les règles alimentaires contenus dans la *Torah* – Ancien Testament pour les

chrétiens), critiquait la collaboration des classes supérieures avec les Romains et soutenait que « l'âme [...] est immortelle [...]. Les âmes des bons entreront dans de nouveaux corps, alors que celles des méchants subiront une souffrance éternelle¹⁵ ». Une troisième école, celle des Esséniens, tentait d'échapper à ce qu'elle considérait comme les maux de la société en fondant dans les campagnes des communautés de type monastique, où la propriété privée n'avait pas cours. Les Esséniens rejetaient aussi l'esclavage, le considérant comme injuste, et cette position était plus radicale que celle que devaient adopter les chrétiens. Enfin, les Zélotes combinaient la foi religieuse avec l'agitation politique contre la présence romaine.

À la période où Jésus est censé avoir prêché, Jérusalem était ainsi un chaudron où se mêlaient des notions religieuses concurrentes témoignant de divers sentiments de classes et attitudes envers le joug romain. Mais ce n'était pas tout : la religion ayant des adeptes dans toutes les grandes cités de l'empire, les disputes doctrinales connaissaient des répercussions ailleurs. Car les juifs avaient depuis longtemps cessé d'être un peuple vivant dans un seul petit pays. Un demi-millénaire auparavant, des conquérants assyriens et babyloniens avaient déporté en Mésopotamie les classes dirigeantes des États juifs d'Israël et de Judée et, lorsque l'empereur perse Xerxès leur avait ensuite rendu Jérusalem, nombreux avaient été ceux préférant rester et prospérer dans leur nouveau pays. Pour la même raison qui avait vu des Grecs s'installer outre-mer – le désir d'une vie meilleure que celle que pouvait leur fournir le sol peu fertile de leur ancienne patrie –, un grand nombre de juifs avaient aussi quitté la Palestine pour s'établir sur tout le littoral méditerranéen. D'autres encore devinrent colons involontaires : soumis à l'esclavage pendant les guerres qu'avait connues la région, ils se retrouvèrent là où leurs maîtres les avaient emmenés.

Au début du I^{er} siècle de notre ère, on trouvait une forte population juive dans pratiquement toutes les cités romaines, « allant de 10 % à 15 % de la population totale de la ville¹⁶ ». Les juifs formaient ainsi une proportion élevée des habitants d'Alexandrie, de telle sorte que la

métropole grecque de l'Égypte était aussi, à de nombreux égards, une cité juive. Leur présence à Rome était également suffisamment importante pour que César cherche à s'attirer leurs faveurs.

Les juifs de cette diaspora maintenaient une identité communautaire distincte à travers leur foi en un seul dieu invisible, leurs règles alimentaires et leur observance d'un jour de repos. Ces coutumes les empêchaient de se fondre tout simplement dans les populations qui les entouraient. Ils étaient également tenus de payer des contributions régulières pour l'entretien de Jérusalem – dont la richesse devait beaucoup à ces dons – et visiter la ville quand ils le pouvaient pour la fête de la pâque. Les règles concernant la nourriture et le sabbat étaient relativement coûteuses, ce qui rendait plus difficiles la socialisation et le travail avec le reste de la population non juive. Mais leurs communautés survécurent, centrées autour des synagogues, leurs lieux de réunion – probablement pour des raisons semblables à celles qui font que, de nos jours, les églises ou les mosquées constituent des points de rassemblement essentiels pour les communautés d'immigrés. Les liens religieux unissant un groupe, non seulement dans la prière mais aussi dans les règles d'alimentation et de comportement, ont sans doute été un avantage pour des gens cherchant à survivre dans le monde atomisé des grandes villes, où la vie était précaire même pour le commerçant ou l'artisan prospère, et misérable pour les groupes inférieurs.

Cependant, les communautés juives ne se contentèrent pas de survivre, elles parvinrent à exercer un pouvoir d'attraction sur d'autres. Les « prosélytes » – convertis au judaïsme – étaient très répandus au cours de cette période. Philon, un juif d'Alexandrie, affirmait ainsi : « Tous les hommes sont conquis par le judaïsme [...] les barbares, les Hellènes [...] les nations de l'Est et de l'Ouest, les Européens, les Asiatiques¹⁷. » Le judaïsme était à ce point séduisant dans les cités grecques et romaines qu'une catégorie spéciale de croyants émergea, les « craignant-Dieu » : des non-juifs qui allaient à la

synagogue mais n'étaient pas prêts à se soumettre à la circoncision et à toutes les règles bibliques.

Ce n'était pas seulement le sens communautaire qui les attirait. L'idée religieuse centrale du judaïsme, le monothéisme – la foi en un seul dieu invisible – convenait bien à la situation des habitants des villes. Les religions païennes, dans lesquelles il y avait de très nombreux dieux – chacun d'eux étant associé à une localité particulière ou à une force naturelle –, avaient un sens pour les ruraux dont l'existence sociale avait pour centre le village ou le clan. Mais les marchands, artisans et colporteurs urbains étaient en contact constant avec un grand nombre de personnes venant d'endroits différents et exerçant des activités diverses. Un dieu anonyme et universel semblait à même de fournir une protection dans le cadre de ces relations multiples. C'est ce qui explique cette tendance au monothéisme que l'on peut observer dans toutes les grandes civilisations de l'Antiquité : l'essor du bouddhisme en Inde et en Chine, le culte d'un seul dieu « bon » (en lutte permanente contre le mal) en Perse¹⁸. Le paganisme romain lui-même tendait à vénérer un dieu-soleil plus puissant que les autres divinités. De plus, sous sa forme pharisaique, le judaïsme combinait le monothéisme avec la promesse faite à ses adeptes que, quelles que soient leurs souffrances en ce bas monde, ils avaient beaucoup à espérer de l'autre.

La popularité du judaïsme était telle qu'il reliait des millions de croyants dans tous les centres de commerce de l'Empire romain, fournissant un réseau de contacts et de communications réparti sur des milliers de kilomètres¹⁹. Les polémiques religieuses et les spéculations messianiques liées à la situation de Jérusalem se transmettaient par l'intermédiaire de ce réseau. Même si la Palestine était une terre lointaine, les habitants des cités romaines s'intéressaient à ces discussions, dans la mesure où les souffrances de la Palestine n'étaient qu'un exemple parmi d'autres de la misère des classes inférieures et des provinces conquises dans tout l'empire.

Le judaïsme était ainsi en bonne voie pour devenir la religion universelle des masses urbaines de l'empire. Mais il était confronté à deux obstacles. Le premier concernait ses règles en matière d'alimentation et de circoncision ; le phénomène des craignant-Dieu montre que beaucoup de ceux qui étaient attirés par la religion n'étaient pas prêts à accepter toutes ses obligations. Le second était le discours tenu par le judaïsme à ses adeptes, les assurant qu'ils étaient le « peuple élu », ce qui contrastait nettement avec la réalité de la domination romaine. Si les juifs de Palestine étaient en mesure de préparer une grande insurrection pour en finir avec la puissance romaine, les juifs de la diaspora en revanche, partout minoritaires, n'étaient pas en position de se révolter, et ne firent pratiquement rien lorsque les juifs de Palestine finirent par se soulever en l'an 70. La défaite de ce soulèvement rendit encore plus difficile à croire la promesse que le judaïsme allait conquérir le monde. La religion ne pouvait prospérer que dans la mesure où elle remplaçait les promesses sur ce qui allait se passer dans ce monde par d'autres promesses relatives à l'autre monde.

Le christianisme est apparu en tant que version du judaïsme. Dans de nombreux passages, les évangiles suggèrent qu'il présentait au début peu de différences avec certaines des sectes prophétiques de l'époque et ils font parfois écho aux pharisiens en appelant à l'observance de la « Loi », aux zélotes en exhortant à « prendre l'épée » et aux Esséniens en prêchant l'abandon de la famille pour un mode de vie supérieur. Dans un passage rarement mis en avant de nos jours par les avocats chrétiens de la famille, Luc cite Jésus : « Si quelqu'un vient à moi, et s'il ne hait pas son père, sa mère, sa femme, ses enfants, ses frères et ses sœurs, et même sa propre vie, il ne peut être mon disciple²⁰. » Les récits qui présentent Jésus acclamé en tant que « roi des juifs » lors de son entrée dans Jérusalem, ou chassant les marchands du temple, comportent des ressemblances frappantes avec les descriptions de Flavius Josèphe au sujet d'autres prophètes²¹.

Mais le christianisme n'avait aucune chance de prospérer en restant une secte juive parmi d'autres. Il fallut que Paul de Tarse, un

pharisien converti parlant grec, qui vivait hors de Palestine comme artisan itinérant, comprenne qu'il y avait un énorme public pour les nouvelles idées religieuses dans les villes de l'empire et s'emploie sciemment à s'adresser à des gens potentiellement attirés par le judaïsme mais hésitants devant la rigueur de ses règles. En se convertissant, il changea son nom hébreu de « Saul » pour le nom romain de « Paul ». Face à la résistance des « chrétiens juifs » de Jérusalem, il proclama avec insistance que la nouvelle religion n'exigeait ni la circoncision ni de règles alimentaires, en même temps qu'il donnait une importance accrue à la résurrection des morts, ce qui signifiait que le salut ne dépendait plus de la victoire des juifs vaincus de Jérusalem.

Enfin, le christianisme incorpora des éléments émotionnels d'autres cultes qui étaient florissants à l'époque. La notion de rédemption du monde par la mort et la résurrection d'un dieu était déjà présente dans de nombreuses religions populaires, comme les cultes d'Adonis, d'Osiris et autres rites de fertilité (la renaissance d'un dieu mort et enterré signifiait l'arrivée du printemps, comme Pâques en a été le symbole pour les chrétiens). L'histoire de la naissance virginale, que l'on trouve dans les évangiles selon Luc et selon Matthieu (qui contredisent la prétention de Matthieu de faire remonter la généalogie de Jésus, par son père Joseph, jusqu'au roi juif David), apporta au christianisme un élément du culte égyptien populaire d'Osiris, qui était censé être né d'une vache vierge. L'image de la « Sainte Vierge Marie » ressemble étrangement au rôle joué dans la religion égyptienne par la déesse Isis, vénérée comme « très sainte et immortelle rédemptrice de la race humaine [...], mère de nos tribulations²² ». Il n'y a pas besoin de beaucoup réécrire ce texte pour le transformer en une prière chrétienne adressée à la « mère de Dieu ».

Les premiers chrétiens se saisirent donc des éléments qui apportaient déjà au judaïsme une moisson de conversions, abandonnèrent les règles strictes qui se révélaient trop rebutantes et ajoutèrent des motifs populaires issus des mystères. Ce fut une combinaison gagnante. Cela ne signifie pas du tout que les premiers chrétiens étaient

froids et calculateurs, cherchant à manipuler à l'aide de symboles soulevant les passions auxquels ils ne croyaient pas eux-mêmes. Loin de là. Attirés vers la vie religieuse par une sensibilité particulière à l'insécurité et à l'oppression caractérisant la vie dans les cités de l'empire, ils étaient en mesure de ressentir dans d'autres religions des éléments qui pouvaient se synthétiser avec leur judaïsme résiduel pour donner une signification aux angoisses de ceux qui les entouraient. Le Nouveau Testament met au crédit des apôtres qu'ils « parlaient avec leur langue », dans des discours extatiques qui exprimaient leurs sentiments les plus profonds, et c'est précisément dans de tels états qu'ils étaient le plus capables de faire émerger une nouvelle vision religieuse à partir d'éléments plus anciens.

Quel était le public de cette nouvelle religion ? Dans l'ensemble, celle-ci recrutait très peu parmi les plus pauvres de l'empire, la masse des esclaves cultivateurs, dans la mesure où le christianisme primitif (à la différence des Esséniens) n'était pas en principe opposé à l'esclavage (saint Paul pouvait écrire qu'un esclave devait rester avec son maître, même s'ils étaient « frères en Christ »). Cette nouvelle religion n'était pas non plus formée par la paysannerie, car elle se répandait hors de Palestine par le canal des villes – c'est ce que les Actes des apôtres nous certifient.

Son public semble avoir été celui des citoyens moyens, une couche bien inférieure aux familles de la classe dirigeante, qui ne constituaient que 0,2 % de la population²³. Comme de nombreuses métropoles du tiers monde d'aujourd'hui, la ville à l'époque abritait une forte population de petits commerçants, artisans, petits employés et fonctionnaires subalternes – une large couche se mélangeant avec la strate inférieure du *lumpenprolétariat* des mendiants, des prostituées et des voleurs professionnels –, et la mince strate supérieure de riches négociants et de hauts fonctionnaires. Cette couche était plus ou moins opprimée par l'empire, mais se sentait d'ordinaire trop faible pour oser le défier ouvertement. En même temps, elle prêchait que

même si son message menait à la souffrance individuelle – le martyr –, cela ne faisait qu'accélérer le salut.

Les artisans pauvres et les marchands pouvaient certainement être attirés par un tel message, en particulier du fait que, comme la synagogue juive, il les introduisait dans un milieu social qui pouvait les aider à affronter certaines des incertitudes matérielles de ce monde sans qu'ils dussent nécessairement attendre le suivant. Il y avait aussi parmi ceux qui étaient attirés des gens plus aisés. Une étude a identifié « quarante personnes » patronnant les « activités de Paul », « toutes personnes fortunées, membres d'une élite cultivée »²⁴. De tels individus pouvaient financer le prêche de l'apôtre et fournir aux premiers groupes chrétiens des lieux de réunion dans leurs maisons²⁵. Paul prenait grand soin de les courtiser : « Il est significatif que Paul, même s'il savait que la majorité de ses convertis étaient des pauvres, ne baptisait personnellement que des membres des couches supérieures²⁶. » Si le christianisme a été une religion cherchant essentiellement à attirer les pauvres, il a cependant très tôt essayé de combiner cela avec un effort en direction de ceux qui étaient plus aisés. Avec le temps, il en vint à séduire de véritables gens de pouvoir et des nantis qui se sentaient rejetés par l'élite sénatoriale : de riches marchands, des femmes fortunées indépendantes, des affranchis (anciens esclaves et enfants d'esclaves) qui avaient prospéré, et des fonctionnaires de la maison de l'empereur qui étaient de basse extraction²⁷.

Le Nouveau Testament a été compilé au II^e et au III^e siècle sur la base d'écrits plus anciens qui exprimaient les croyances changeantes de la secte chrétienne au cours de son développement. Cela explique les contradictions présentes quasiment à chaque page. Pourtant, ces mêmes contradictions l'aidèrent à transcender les clivages de classes. Le sentiment d'urgence révolutionnaire, de transformation imminente, provenait ainsi du vécu des rebelles juifs de Palestine avant la destruction de Jérusalem. Le ressentiment le plus vif pouvait trouver à s'exprimer dans la vision de l'Apocalypse, qui devait voir

l'anéantissement de la « prostituée de Babylone » (on comprenait facilement qu'il s'agissait de Rome) et l'avènement du règne des « saints », le renversement des grands et des puissants et l'arrivée des pauvres et des humbles pour gouverner à leur place. Pourtant, en projetant la transformation dans l'avenir et dans un royaume différent, éternel, le message révolutionnaire était suffisamment dilué pour pouvoir attirer ceux dont la colère se combinait avec une peur extrême de la vraie révolution. Le commerçant et l'artisan possédant un ou deux esclaves n'avaient rien à redouter d'un message qui prêchait la liberté dans la fraternité du Christ plutôt qu'en termes matériels. Le riche marchand pouvait être rassuré : le « chas de l'aiguille » était une porte de Jérusalem par laquelle un chameau pouvait passer sans encombre²⁸. La veuve aisée ou la femme indépendante d'un riche Romain pouvait être attirée par des passages bibliques dans lesquels Paul affirme qu'hommes et femmes sont « un » au regard de Dieu, tandis que le mari chrétien pouvait être lui aussi rassuré : en ce monde, sa femme devait le servir, car « la tête de toute femme est l'homme²⁹ ».

Le message chrétien fournissait une consolation aux pauvres ; à ceux qui, parmi les nantis, étaient méprisés pour leurs humbles origines, il donnait un sentiment de leur propre valeur ; et, à la minorité riche que le monde environnant révoltait, il donnait le moyen de décharger sa culpabilité tout en conservant ses richesses.

La croissance même de ce qui était au départ une petite secte apporta plus encore de croissance. Comme le judaïsme, le christianisme fournissait un réseau de contacts pour tout artisan ou marchand visitant une ville. Ses réunions hebdomadaires permettaient aux pauvres de retirer un sentiment de prestige de leur fréquentation de plus riches qu'eux, et aux riches d'échanger des informations relatives à leurs affaires. Croissant en même temps que le cadre des routes commerciales et des centres administratifs qui assuraient la cohésion de l'empire, le christianisme devint avec le temps l'ombre portée de cet empire – sauf que, par le canal des routes commerciales, il pouvait se répandre dans des régions que l'empire touchait rarement, voire jamais (l'Arménie, la

Mésopotamie perse, l'Éthiopie, l'Arabie méridionale et même l'Inde du Sud).

La croissance de la religion s'accompagna de sa bureaucratisation. Les premiers apôtres prêchaient sans que personne n'exerce de contrôle sur leurs propos, et comptaient sur la générosité des adeptes locaux pour leur fournir le gîte et le couvert lorsqu'ils se déplaçaient de ville en ville. Mais en même temps que le nombre des prédicateurs et des fidèles grandissait, collecter des fonds et administrer le groupe devint une préoccupation majeure dans chaque cité. De même que le problème des « faux prophètes » qui abusaient de l'hospitalité de gens crédules.

La solution, pour le groupe local, était de centraliser la collecte des fonds et l'administration entre les mains de « diacres » qui étaient supervisés par des « presbytres » et des évêques. « En l'espace de deux générations », écrit Chadwick dans son histoire de l'Église, une organisation hiérarchique s'était constituée avec « des évêques, des presbytres et des diacres au sommet », à la place des apôtres et des prophètes³⁰. Au début, l'élection des évêques était entre les mains des chrétiens ordinaires. Mais rapidement, les seuls à avoir leur mot à dire furent les prédicateurs. En même temps, des réunions d'évêques commencèrent à déterminer quelle était la doctrine correcte et qui avait le droit de la prêcher.

Une grande controverse sur la doctrine chrétienne vint accélérer ce processus : la question du « gnosticisme ». Elle survint à l'occasion d'une difficulté d'interprétation au sujet de la provenance du Mal, qui peut sembler obscure à ceux qui sont sans foi religieuse, mais qui avait de profondes conséquences pratiques. La théologie chrétienne proclamait qu'il y avait un seul dieu, qui avait tout créé. Cela signifiait qu'il avait dû créer le Mal en même temps que le Bien – une conclusion dérangement pour les croyants qui associaient toujours « Dieu » et le « Bien ». La réponse du christianisme orthodoxe avait toujours été d'essayer de diluer le problème en plaçant quantité d'intermédiaires entre Dieu et le Mal (les anges déchus, les démons, l'humanité

désobéissante). Lorsque cela n'emportait pas la conviction, il déclarait que le fait que Dieu possédât la réponse à cette question, contrairement à nous, montrait à quel point son intelligence était supérieure à la nôtre.

Une réponse plus logique consistait cependant à affirmer qu'une lutte permanente existait dans l'univers entre deux principes, le Bien et le Mal. C'était la réponse proposée, du moins en partie, par les gnostiques. L'esprit, disaient-ils, était bon, le monde matériel et le corps humain étaient mauvais. Les chrétiens ne pouvaient être purs que s'ils libéraient leur âme des considérations corporelles. Ce n'était pas une conclusion complètement originale – elle est implicite dans de nombreux passages du Nouveau Testament –, mais ses conséquences étaient de nature à inquiéter les autorités ecclésiastiques. Si seul l'esprit était pur, alors les seuls bons chrétiens étaient ceux qui tournaient le dos au monde matériel – les ascètes qui jeûnaient et étaient vêtus de guenilles. Ce n'était pas exactement la meilleure recette pour rallier l'humanité dans son ensemble à l'Évangile, ou pour lever des fonds chez les riches en faveur de l'église locale. Pire encore, certains gnostiques en arrivaient à une conclusion encore plus radicale : si l'esprit était pur, ce que le corps faisait n'était dès lors pas important, puisque tout ce qu'il faisait était impur. Leur slogan devint : « Pour le Bien, tout est bien. » Cela leur permettait de vivre aussi luxueusement qu'ils le désiraient, de spolier les biens des autres (en particulier des riches) et, chose la plus horrible de toutes pour les sages de l'Église, de s'engager dans l'amour libre.

La polémique sur cette question fit rage dans les congrégations chrétiennes pendant des décennies et ne fut résolue que lorsque les évêques proclamèrent qu'ils étaient les seuls, en tant que successeurs des apôtres, à pouvoir se prononcer sur des questions de doctrine³¹. La discussion réapparut au III^e siècle lorsqu'un Syrien, Mani, commença à construire une religion (le « manichéisme ») à partir d'éléments du christianisme gnostique, du bouddhisme et du zoroastrisme perse. Pendant un certain temps, celle-ci eut même pour adepte

Augustin d'Hippone (saint Augustin), qui devait devenir la personnalité majeure de la pensée chrétienne dominante.

Dans la lutte contre ces « hérésies », la bureaucratie de l'Église passa du contrôle de l'administration au contrôle de la doctrine que les églises organisées étaient autorisées à suivre. Ce faisant, les contradictions contenues dans la Bible pouvaient plus difficilement constituer un point de mire pour des esprits de rébellion susceptibles de déstabiliser les éléments les plus nantis de la chrétienté.

Si le christianisme avait été l'ombre légèrement dissidente de l'Empire romain, la hiérarchie ecclésiastique se transforma en une bureaucratie de l'ombre – une deuxième structure, à l'échelle de l'empire, parallèle à la première. Mais c'était une bureaucratie de l'ombre qui pouvait rendre à la population des villes des services dont l'empire était incapable. Son « sens intense de la communauté religieuse » lui permit de rester ancrée dans toutes les villes pendant la crise de la fin du III^e siècle³². « Lors de situations d'urgences publiques, tels des épisodes de peste ou d'émeutes, le clergé chrétien se révéla le seul groupe unifié capable de procéder à l'enterrement des morts et d'organiser le ravitaillement [...]. Être chrétien en l'an 250 fournissait plus de protection contre ses semblables qu'être citoyen romain³³. »

Dès cette époque, seulement deux choses étaient en mesure d'interrompre la croissance de l'Église, tant du point de vue du nombre d'adeptes que de l'influence : la répression par l'État ou la dissidence interne.

Les apologistes du christianisme font toujours grand cas de sa survie face aux persécutions et à la répression. Les martyrs qui sont morts pour leur foi sont des saints au même titre que ceux qui sont censés avoir accompli des miracles. Cependant, dans les premières années, la répression subie par l'Église ne fut qu'intermittente. Les quelques Romains suspects d'être chrétiens furent, sous Néron, les boucs émissaires de l'incendie de Rome. Mais la vague de répression s'arrêta avec le décès prématuré de ce dernier. De temps en temps, des chrétiens étaient jetés en prison, ou même exécutés par des

gouverneurs provinciaux hostiles, la plupart du temps pour avoir refusé de participer aux cultes impériaux. Mais, le plus souvent, les autorités de l'empire toléraient l'organisation parallèle qui était en train de grandir sous leurs pieds, et des empereurs du III^e siècle comme Alexandre Sévère et Philippe l'Arabe se montrèrent même favorables à l'Église.

Cependant, dès la fin du III^e siècle, l'Église avait atteint un tel degré d'influence qu'elle ne pouvait plus être ignorée. Les empereurs avaient le choix entre détruire l'organisation parallèle ou coopérer avec elle. Maximus sentit qu'il était grand temps de mettre le holà à un réseau d'influence qui pénétrait jusque dans la bureaucratie impériale. Dioclétien, empereur après 284, alla plus loin : persuadé que le christianisme menaçait l'unité des forces armées, il réagit en démolissant la cathédrale qui faisait face à son palais impérial à Nicomédie, promulgua un édit ordonnant la destruction de toutes les églises, l'arrestation de tout le clergé et menaçant de la peine de mort quiconque refuserait de faire des sacrifices aux dieux. Une vague de répression s'ensuivit dans l'empire d'Orient.

Malgré tout, il était trop tard pour que de telles mesures soient efficaces. L'empereur Constance Chlore, qui régnait alors en Occident, ne prit que des mesures symboliques pour appliquer les décrets de Dioclétien, et son fils Constantin choisit, en 312, de gagner l'Église à son camp dans sa lutte pour la suprématie dans l'empire d'Occident. Il commença par se considérer comme chrétien – il avait jusque-là vénéré le soleil – et les chrétiens commencèrent certainement à le regarder comme un des leurs. Ils ne se souciaient guère du comportement de Constantin, qui avait pourtant fait noyer son fils dans un bain, exécuté sa femme et remis son baptême à plus tard – en fait, jusqu'à son lit de mort – pour pouvoir « pécher » librement. Une fois les persécutions terminées, les chrétiens furent désormais eux-mêmes en position de persécuter les non-croyants aussi bien que les groupes dissidents de leur propre foi.

Les années de la victoire finale dans tout l'empire furent aussi des années durant lesquelles l'Église fut confrontée à de nouvelles hérésies. Mais une fois ralliée à la bureaucratie ecclésiastique, l'administration impériale ressentit toute menace contre cette bureaucratie comme une menace pour elle-même. Ayant épousé le christianisme, Constantin s'employa bientôt à révoquer et à exiler les évêques qui ne se pliaient pas à ses volontés³⁴. Ses successeurs suivirent le même chemin, provoquant des troubles en soutenant un camp puis l'autre, à tel point que l'évêque égyptien Athanase fut destitué et rétabli dans ses fonctions cinq fois. Seul l'empereur Julien évita ce type de controverses. Il tolérait toutes les formes de culte chrétien dans l'espoir que les groupes rivaux se détruiraient mutuellement, tout en projetant de faire revivre le paganisme.

Cette phase finale de la mainmise du christianisme sur l'empire vit aussi la naissance d'un phénomène important : le monachisme. La réussite même de l'Église provoquait une dissidence continuelle de la part d'individus qui estimaient qu'elle avait abandonné son message originel de pureté et de pauvreté. Les évêques étaient désormais des personnalités puissantes, vivant dans des palais, fréquentant beaucoup plus ceux qui dirigeaient l'empire que le bas peuple qui remplissait les églises. Un mouvement se développa, parti d'Égypte, constitué d'hommes qui considéraient qu'ils ne pouvaient obtenir la rédemption qu'en suivant une voie divergente du succès terrestre de l'évêque. Ils devaient quitter les villes pour s'installer dans le désert, où ils vivaient du pain et de l'eau apportés par des personnes compatissantes, vêtus de haillons et rejetant toute activité sexuelle. Appelés *anachorètes*, ces ermites croyaient qu'en choisissant délibérément une vie de souffrances ils se sauvaient du péché, d'une manière très semblable à celle par laquelle Jésus avait sauvé le monde. Leur comportement gagnait le respect des autres croyants, qui les trouvaient plus proches des évangiles que les évêques bien logés.

Ce mouvement était potentiellement subversif. Il menaçait de faire naître des hérésies dans lesquelles des prophètes utiliseraient les

paroles de l'Évangile pour déchaîner la haine contre l'empire et les possédants. Pourtant, en très peu de temps, il se retrouva incorporé au système existant. Certains ermites se rapprochèrent bientôt les uns des autres pour des raisons de commodité, et il n'y avait alors plus qu'un pas à franchir pour accepter que leur sacrifice comporte un travail commun sous une stricte discipline. Ce que Basile de Césarée transforma en discipline d'idées aussi bien que de travail, subordonnant le sacrifice individuel à une autorité supérieure. Bientôt, ses successeurs n'hésitèrent pas à recourir à la force physique pour lutter avec ferveur contre ceux qui professaient des idées chrétiennes différentes³⁵.

Le monachisme eut cependant une autre conséquence à long terme. Leurs importantes forces de travail pleines de ferveur religieuse fournissaient aux monastères un certain degré de protection contre les désordres accompagnant le déclin de l'empire d'Occident. Ils devinrent des refuges où les lettrés pouvaient trouver la sécurité alors que l'empire s'écroulait autour d'eux. Pendant que les bibliothèques laïques brûlaient, d'autres, monastiques, survécurent, leurs responsables considérant comme un devoir religieux de recopier page après page des textes sacrés, et parfois profanes. En même temps, les monastères devinrent aussi des endroits dans lesquels ceux qui ne témoignaient d'aucun enthousiasme religieux pouvaient se réfugier un temps à l'abri du chaos du monde, l'essentiel du travail y étant de plus en plus accompli par des paysans ordinaires, ce qui permettait aux moines de se consacrer à une vie de prière et d'étude, ou d'oisiveté pure et simple. En tout état de cause, ce qui au tout début n'était que des îlots de dévotion, conçus à partir du rejet d'une société corrompue, devint au cours des deux siècles suivants une force puissante dans l'Occident postimpérial. Le réseau d'établissements religieux, entretenu par le surplus extrait de leur propre force de travail et coordonné par la hiérarchie des évêques, avec le pape à sa tête, devint un participant essentiel à la ruée vers la richesse et les privilèges qui devait balayer l'Europe occidentale au cours du millénaire à venir.

Troisième partie
Le Moyen Âge

Chronologie

Du VI^e au IX^e siècle

« Âges sombres » en Europe. Effondrement du commerce. Échec des tentatives des Francs de rétablir un empire sur le modèle de l'Empire romain (Charlemagne, en 800-814). Invasions des Normands (800-900).

Féodalité en Inde. Déclin du commerce. Domination des brahmanes et du système des castes dans les villages.

Crise de l'Empire byzantin, perte de l'Égypte, de la Syrie, de la Mésopotamie et des Balkans. Stagnation technique et économique.

Mahomet prend La Mecque (630). Des armées musulmanes arabes conquièrent la plus grande partie du Moyen-Orient (645), atteignent Kaboul (664), l'Espagne (711). La révolution abbasside, en 750, donne aux marchands une certaine influence politique. Croissance du commerce et de l'artisanat. Sommet de la culture islamique, traduction de textes grecs, progrès dans les sciences et les mathématiques, grands philosophes musulmans.

Le centre de la civilisation chinoise se déplace vers les zones de rizières du Yangzi. Renaissance de l'industrie et du commerce, développement du bouddhisme, progrès technologiques.

Croissance des civilisations en Afrique de l'Ouest et de la côte orientale.

X^e et XI^e siècles

Rétablissement de l'agriculture et du commerce en Europe. Utilisation de techniques plus avancées. Le servage remplace l'esclavage.

L'Empire musulman abbasside perd son élan économique et se scinde. Apparition de formes mystiques et magiques de l'islam. Dynastie fatimide en Égypte. Byzance conquiert une partie des Balkans, mais la stagnation technique persiste. Les civilisations d'Afrique occidentale adoptent l'islam et l'écriture arabe. Apogée de la civilisation chinoise sous la dynastie des Sung (960-1279). Invention du papier, de l'imprimerie, de la poudre à canon, des mécanismes d'horlogerie, de la boussole, influence croissante des négociants.

XII^e et XIII^e siècles

Crise de la Mésopotamie musulmane.

L'Empire chinois se scinde en deux (les Sung et les Ch'in).

Les bergers mongols ravagent l'Eurasie, de la Pologne à la Corée. Sac de Bagdad (1258). Conquête de la Chine (1279).

Les « croisés » d'Europe de l'Ouest attaquent l'Empire musulman. Prise de Jérusalem (1099-1187), sac de Byzance-Constantinople (1204).

Conquête des terres centrales de l'Inde du Nord par des peuples musulmans venus d'Asie centrale. Nouvel essor du commerce, usage de la monnaie. Croissance de la production agricole, de la population, du commerce et des industries artisanales en Europe. Généralisation des moulins à eau, construction de cathédrales, redécouverte, par le contact avec l'Espagne musulmane, de textes grecs et latins, premières universités européennes. Utilisation de techniques découvertes en Chine. Essor des cités-États italiennes. Dante (né en 1265) écrit en italien. Des soldats-esclaves (les mamelouks) prennent le pouvoir en Égypte.

Montée de l'empire du Mali en Afrique de l'Ouest. Tombouctou devient un centre d'études islamiques.

XIV^e siècle

Grande crise de la féodalité européenne. Famine, peste noire, révoltes en Flandres, en France, en Angleterre, au Pays de Galles, en Italie du Nord. Papes concurrents. Guerre de Cent Ans entre l'Angleterre et la France.

Famine et peste en Chine. Rébellion des Turbans rouges contre les Mongols en Chine, fondation de la dynastie des Ming. Renaissance de l'agriculture. Les Turcs ottomans commencent à conquérir l'Asie mineure.

Construction du Grand Zimbabwe.

Le peuple aztèque fonde Tenochtitlan.

XV^e siècle

Retour du développement économique en Chine, une flotte parcourt des milliers de kilomètres jusqu'à la côte orientale de l'Afrique.

Empire aztèque au Mexique. Les Incas conquièrent toute la région des Andes après 1438.

Essor du Bénin en Afrique de l'Ouest.

Lent rétablissement économique et démographique en Europe de l'Ouest. Déclin du servage. Développement des rapports marchands. Imprimerie. Renaissance en Italie du Nord. Amélioration de la construction navale et des techniques de navigation. Les Portugais explorent la côte occidentale de l'Afrique, atteignant Le Cap. Les monarques espagnols conquièrent Grenade, jusqu'alors aux mains des Maures (1492). Christophe Colomb traverse l'Atlantique (1492).



Chapitre 12

Les siècles de chaos

Le V^e siècle fut une période de rupture et de confusion pour les trois empires qui avaient dominé le Sud de l'Eurasie. Ils étaient en proie à un sentiment de crise, à un étonnement analogue face à leur propre effondrement, face à la progression des barbares à l'intérieur des frontières et aux nouveaux royaumes taillés à leur mesure par les seigneurs de la guerre, face aux famines et aux épidémies, au déclin du commerce et au dépeuplement des villes. Dans les trois empires, on tenta de s'appuyer sur des certitudes idéologiques pour faire face à l'insécurité nouvelle. Dans le Nord de l'Afrique romanisée, saint Augustin écrit l'un des textes les plus influents de la doctrine chrétienne, *La Cité de Dieu*, dans le but de comprendre la mise à sac de la cité terrestre de Rome. En Chine, les doctrines bouddhistes, élaborées en Inde presque un siècle auparavant, commencèrent à faire de nombreux adeptes, en particulier parmi les classes marchandes alors en difficulté. En Inde, de nouveaux cultes prospérèrent au moment de la consolidation de l'hindouisme.

Les analogies entre les crises rencontrées par les différentes civilisations ont porté certains historiens à suggérer qu'elles provenaient d'un changement global du climat. Mais accuser le climat revient à ignorer le grand problème qui a préoccupé chacune d'elles pendant des siècles : quels sont les moyens élémentaires qui permettent à ceux qui travaillent la terre d'assurer leur subsistance et celle des autres ? Nulle part l'essor de la productivité agricole n'était comparable à celui qui avait été permis par la généralisation du travail du fer un millénaire auparavant. Cela n'empêchait pourtant pas les riches de consommer toujours davantage et la superstructure étatique de se développer. Une

limite avait sans doute été atteinte et les choses ne pouvaient plus rester telles qu'elles avaient été dans les premières civilisations de l'âge du bronze.

C'est l'Empire romain qui fut le plus gravement touché par la crise. Son essor avait été rendu possible par un recours massif à l'esclavage. Ainsi, les autorités impériales et les grands latifundiaires se préoccupèrent beaucoup moins des moyens d'améliorer les récoltes que leurs homologues indiens ou chinois. L'effondrement ne fut que plus violent.

En Europe, la période qui suivit fut judicieusement appelée « âges sombres ». Elle vit l'écroulement progressif de la civilisation – c'est-à-dire la vie urbaine, l'écriture, la littérature et les arts. Mais ce ne fut pas tout. Les peuples qui avaient si chèrement payé la gloire de Rome furent frappés plus durement encore au moment de sa ruine. La famine et la peste ravagèrent les terres de l'ancien empire et on estime que la population diminua de moitié entre les VI^e et VII^e siècles¹. La première vague d'invasion de guerriers germains – les Goths et les Francs, les Wisigoths et les Ostrogoths, les Angles, les Saxons et les Jutes – déferla à travers les anciennes frontières. Ils s'installèrent sur les terres romaines et adoptèrent bientôt nombre des coutumes locales, se convertissant au christianisme et parlant souvent des dialectes latins. Mais, après eux, affluèrent des vagues successives de conquérants qui n'avaient pas subi l'influence romaine et entendaient piller et brûler plutôt que s'installer et cultiver la terre. Les Huns et les Normands firent irruption dans les royaumes fondés par les Francs, les Goths et les Anglo-Saxons, répandant, aux IX^e et X^e siècles, la peur et l'insécurité de la même manière qu'elles l'avaient été aux V^e et VI^e siècles.

Les conquérants finirent par s'installer. Ils avaient été, pour la plupart, des agriculteurs dans leurs pays d'origine, où ils utilisaient le fer pour la confection des outils et des armes qui leur avaient permis de vaincre les armées « civilisées ». Leurs sociétés avaient déjà initié leur transition du communisme primitif vers la division en classes,

avec des chefs qui aspiraient à devenir des rois et des aristocrates à la tête de paysans et de bergers imprégnés de certaines traditions d'agriculture collective. Si les techniques agricoles romaines avaient été plus avancées et fondées sur un autre modèle qu'une configuration mixte de grands *latifundia* mis en valeur par des esclaves et de petits lopins des paysans appauvris, les conquérants se seraient approprié avec succès ces techniques et auraient adopté des modes de vie essentiellement romains. Nous verrons que c'est ce qui se produisit avec les vagues successives de « barbares » qui se taillèrent des empires en Chine et dans les zones frontalières. Mais la société romaine était déjà en cours de désintégration lorsque arrivèrent ses conquérants, lesquels ne firent qu'accélérer cette décomposition. Certains envahisseurs essayèrent d'adopter l'agriculture romaine en faisant cultiver d'immenses domaines par des prisonniers de guerre. D'autres tentèrent de rétablir la structure centralisée de l'ancien empire. À la fin du V^e siècle, l'Ostrogoth Théodoric se proclama empereur d'Occident. Au début du IX^e siècle, Charlemagne fonda un nouvel empire englobant la France, la Catalogne, l'Italie et l'Allemagne actuelles. Mais leurs rêves de grandeur se brisèrent à leur mort pour des raisons similaires à celles qui avaient présidé à la ruine de l'Empire romain d'origine. Les bases matérielles qui auraient permis de nourrir des projets d'une telle ambition n'existaient pas au sein de la sphère productive.

Bientôt les villes furent non seulement dépeuplées mais souvent abandonnées, et elles tombèrent en ruines. Le commerce chuta à un niveau si bas que les monnaies d'or cessèrent de circuler². Seuls les membres du clergé savaient lire et écrire, employant une langue – le latin littéraire – qui n'était plus utilisée dans la vie quotidienne. La culture classique sombra dans l'oubli, hormis dans une poignée de monastères concentrés sur la frange irlandaise de l'Europe. Les moines lettrés itinérants devinrent le seul lien entre les petits îlots de culture littéraire³. Les livres qui contenaient tout ce qui restait de l'érudition du monde gréco-romain furent détruits par les envahisseurs successifs qui incendièrent les bibliothèques monacales.

Telle fut la condition de la plus grande partie de l'Europe occidentale pendant près de six siècles. Un ordre d'un genre nouveau finit pourtant par émerger du chaos. L'agriculture commença à être organisée selon des techniques inspirées à la fois des domaines autarciques de la fin de l'Empire romain et des communautés villageoises des peuples conquérants. Avec le temps, les paysans inventèrent des méthodes pour cultiver les denrées alimentaires plus productives que celles de l'ancien empire. La réussite des Vikings, par exemple, témoignait de l'avance de leurs techniques agricoles (et maritimes), malgré un certain déficit de la culture et de l'artisanat urbain. Avec l'évolution des techniques agricoles, on vit apparaître de nouvelles formes d'organisation sociale. Partout, des seigneurs surarmés, retranchés dans des fortifications sommaires, commencèrent simultanément à exploiter et à protéger des villages de paysans dépendants, leur extorquant un tribut sous forme de travail non rémunéré ou de paiements en nature. Mais il faudra attendre longtemps avant que tout cela ne pose réellement les bases d'une nouvelle civilisation.

Chapitre 13

Chine : la renaissance de l'empire

L'Empire chinois, comme l'Empire romain, s'effondra face à la ruine économique et à la famine ainsi qu'aux incursions des « barbares » venus de l'extérieur. Le IV^e siècle fut marqué par des sécheresses, des invasions de sauterelles, des disettes et des guerres civiles, une scission en empires rivaux et un chaos à la fois politique, économique et administratif. Près d'un million d'hommes abandonnèrent leurs logis et leurs fermes, fuyant vers le Sud, vers le Yangzi et au-delà. Ils laissèrent une région dévastée et dépeuplée, où beaucoup de terres n'étaient plus cultivées et où la vie productive s'était réduite à l'agriculture d'autosuffisance, avec un commerce très limité et un déclin général de l'usage de la monnaie¹.

Pourtant, l'expression « âges sombres » n'est guère adaptée pour décrire ce qui suivit. La vie était extrêmement dure pour les paysans, et un nombre incalculable d'entre eux périrent de faim et de maladie. Mais la civilisation chinoise ne s'écroula pas. La dévastation des terres agricoles du Nord fut bientôt compensée par l'expansion vigoureuse et soutenue de la culture du riz dans la région du Yangzi. Celle-ci renouvela le surplus nécessaire à l'entretien de cités florissantes et, avec elles, d'une élite lettrée. Alors que l'Europe occidentale se retranchait sur elle-même, la Chine méridionale ouvrait des routes commerciales vers l'Asie du Sud-Est, le sous-continent indien et l'Iran. Au Nord, des dynasties « barbares » rivales luttaient pour l'hégémonie sans pour autant remettre en cause les bienfaits de la civilisation chinoise dont elles adoptèrent la culture.

Qui plus est, les « barbares » ne se limitèrent pas à apprendre de la Chine. Ils avaient aussi des choses à lui enseigner. Leurs artisans et

leurs bergers s'étaient révélés capables de développer certaines techniques, précisément parce que leurs sociétés n'avaient pas à supporter le poids des traditions de l'empire. Ces techniques se répandirent désormais en Chine – « techniques de dressage du cheval pour la cavalerie, techniques d'élevage, pantalon, selle, invention de la bricole de poitrail entre le IV^e siècle avant notre ère et l'époque des Han, étrier au V^e siècle, collier d'attelage² ». Ces innovations allaient permettre l'accroissement de la richesse et le développement des surplus. Par exemple, le cheval avait été jusque-là utilisé pour la guerre et les communications rapides. Les anciennes méthodes de harnachement l'étranglaient à moitié et le rendaient virtuellement inapte à halier de lourdes charges ou des charrues, tâches qui étaient laissées aux bœufs, bien moins rapides. Les nouvelles techniques venues des steppes du Nord changèrent la donne.

Les conséquences de la ruine de l'empire central ne furent d'ailleurs pas exclusivement négatives en termes de développement intellectuel. Les guerres avaient certes détruit des bibliothèques et des manuscrits irremplaçables, mais l'affaiblissement des vieilles traditions intellectuelles laissait un espace pour le développement de nouvelles. Le bouddhisme commença à gagner en influence, introduit en Chine par des marchands qui parcouraient les longues routes commerciales passant par le Tibet et Samarcande jusqu'en Iran, ou qui faisaient voile de la Chine du Sud vers l'Inde méridionale. Des influences indiennes, iraniennes et grecques firent leur apparition dans l'art chinois, à tel point que les statues bouddhistes elles-mêmes portaient des traces de l'influence des styles helléniques. Le sinologue Jacques Gernet va jusqu'à parler d'un « âge d'or de la civilisation médiévale, [d'un] même univers aristocratique animé par une intense ferveur religieuse, vivifié par le réveil de l'économie marchande et pénétré par les grands courants commerciaux qui empruntent les pistes de l'Asie centrale et les routes de mer de l'océan Indien³ ». Tout cela différait donc très fortement des âges sombres européens.

À la fin du VI^e siècle, l'empire fut réunifié, d'abord sous la dynastie Sui, puis sous celle des Tang. La victoire militaire sur leurs ennemis permit aux nouveaux empereurs d'extraire un surplus suffisant de la masse de la population pour entreprendre de gigantesques travaux publics. Deux nouvelles capitales, Luoyang et Chang'an, furent construites. Les murs de Luoyang s'étendaient sur neuf kilomètres d'est en ouest, huit kilomètres du nord au sud, entourant une cité rectangulaire où se croisaient vingt-cinq avenues, chacune d'elles mesurant soixante-dix mètres de largeur. Des canaux de quarante mètres de large reliaient le fleuve Jaune, le Wei et le Yangzi, permettant au riz du Sud de nourrir les villes du Nord. Plusieurs centaines de kilomètres de la Grande Muraille furent reconstruits le long de la frontière nord-ouest, et des campagnes militaires étendirent l'influence de l'empire vers l'est jusqu'à la Corée, vers l'ouest jusqu'aux frontières de l'Inde et de la Perse, et au sud jusqu'à l'Indochine.

Une structure administrative fut mise en place, dirigée par des lettrés, fonctionnaires à temps plein, parfois recrutés par un système d'examen. Elle fit peu à peu contrepoids à la classe des aristocrates fonciers, en essayant de diviser les terres en petites parcelles paysannes pour s'assurer que le surplus allait à l'État sous forme d'impôts et non aux aristocrates en tant que loyers⁴. Les monopoles étatiques du sel, de l'alcool et du thé contribuaient à ses recettes.

L'État était puissant, il contrôlait étroitement l'activité dans les grandes villes, et le confucianisme – en raison de la valeur qu'il donnait au conformisme et à l'obéissance – dominait dans la fonction publique. Mais l'essor du commerce entraîna la circulation d'influences idéologiques venues de toute l'Asie. Le bouddhisme prit une importance considérable, le christianisme « nestorien » (condamné comme hérésie à Rome et à Byzance) connut une certaine popularité, et le manichéisme et le zoroastrisme firent également des adeptes. Les villes commerçantes de la côte méridionale abritaient de nombreux marchands étrangers – Malais, Indiens, Iraniens, Vietnamiens, Khmers et Sumatrans. À Canton, des mosquées, chiites et sunnites,

furent construites pour les marchands musulmans. Les influences chinoises rayonnaient elles aussi dans toutes les directions : le bouddhisme, la langue et la littérature chinoises se répandirent en Corée et au Japon, la connaissance de la fabrication du papier passant, *via* Samarcande, en Iran, dans le monde arabe et, finalement, bien des siècles après, en Europe.

La dynastie des Tang dura trois siècles, puis entra en crise. Des querelles récurrentes éclatèrent au sommet entre bureaucrates et cercles de la cour. Certains dirigeants encouragèrent le bouddhisme, tandis que d'autres tentèrent de l'étouffer. Le coût du train de vie luxueux de la classe dirigeante, des ouvrages publics et de l'immense empire augmentait à une allure vertigineuse. Les recettes de l'État diminuèrent en raison du déclin de la classe des petits agriculteurs face à la domination des grands domaines mis en valeur par des métayers et des ouvriers agricoles.

Au même moment, les masses paysannes virent leurs souffrances s'exacerber. On rapporte que, dans une même région, 90 % des paysans devaient « vivre au jour le jour⁵ ». Le banditisme augmenta de concert avec « de fréquentes émeutes rurales auxquelles les paysans prenaient part ». Dans les années 870, l'empire tout entier fut menacé par une vague de rébellion⁶. Une armée insurgée entreprit une longue marche du nord au sud, et au retour, en l'an 880, prit la capitale impériale, Chang'an⁷.

Cependant, sa victoire n'était pas celle des paysans accablés. La plupart des soldats insurgés n'étaient pas des paysans – lesquels hésitaient à quitter leur lopin –, mais une catégorie d'individus qui s'étaient éloignés de la vie rurale, alors que les dirigeants de la rébellion venaient « en partie de la noblesse des campagnes et en partie des classes appauvries ». Son leader, Hung Ch'ao, « avait même été sélectionné comme candidat local à [...] l'examen [de la fonction publique] ». Au bout de quelques jours, des options divergentes furent adoptées au sein de l'armée et de ses chefs. Les combattants de base se joignirent aux pauvres locaux et pillèrent la ville la plus prospère du

monde : « Les marchés furent incendiés et un nombre incalculable de personnes massacrées [...]. Les fonctionnaires honnis étaient traînés dehors et tués. » Quant à Hung, son ambition était d'établir un régime stable et de s'en faire l'empereur. Il remit en vigueur le système impérial et ne révoqua de l'administration étatique que l'élite des hauts fonctionnaires. Son œuvre consista à maintenir les anciens aristocrates dans des positions clés et à prendre des mesures cruelles contre tous ceux de ses partisans qui manifestaient la moindre velléité de protestation. Lorsqu'on découvrit qu'un poème tournant le régime en dérision avait été écrit sur la porte d'un bâtiment ministériel, l'adjoint de Hung « tua les fonctionnaires travaillant dans ce service, leur arracha les yeux, et suspendit leurs corps ; il exécuta les soldats qui étaient de garde à la porte, tua tous ceux qui, dans la capitale, savaient composer de la poésie et employa tous les autres lettrés comme employés subalternes. En tout, plus de 3 000 personnes furent tuées. »

Pour s'être retourné contre ses propres partisans, Hung s'avéra incapable de conserver le trône. Un an plus tard, un général de l'empire reprit la ville des mains des troupes rebelles démoralisées. Mais la rébellion marqua la fin de la dynastie des Tang, qui perdit toute espèce de pouvoir lorsque les généraux rivaux se disputèrent l'empire. Celui-ci se disloqua en cinq États rivaux (« les cinq dynasties ») pendant un demi-siècle, jusqu'à sa réunification sous une nouvelle dynastie, les Sung.

La révolte était, à de nombreux égards, semblable à celle qui avait renversé la dynastie Ch'in, en 206 av. J.-C., et à celle qui avait contribué à briser l'empire han en l'an 184. D'autres rébellions, qui empruntèrent souvent la même direction, allaient se produire au cours de l'histoire chinoise. Une dynastie était fondée et s'engageait dans des plans ambitieux de construction de palais, de canaux et de routes ; elle essayait de se prémunir des menaces des peuples pastoraux le long de ses frontières nord et ouest en menant des guerres et en érigeant de coûteuses fortifications ; elle étendait son pouvoir, mais réduisait la masse de la population rurale à une telle pauvreté que des révoltes

éclataient, qui parvenaient à renverser le pouvoir impérial ; puis un chef rebelle ou un général fondait une nouvelle dynastie qui redémarrerait tout le cycle.

Jamais les pauvres des campagnes ne récoltèrent les bénéfices de la victoire. Dispersés, attachés à leurs lopins de terre individuels, analphabètes, ils avaient une méconnaissance du monde extérieur qui les disposait à se rebeller contre des actes d'oppression de l'État en place, sans jamais pouvoir collectivement lui opposer un nouvel appareil d'État dans lequel ils eussent occupé la position de classe dirigeante. Au contraire, leur ambition se réduisait à créer un État à l'image de celui qui existait auparavant, occupé par un « bon » plutôt qu'un « mauvais » empereur. Même vainqueurs, ils portaient au pouvoir de nouveaux dirigeants qui leur réservaient à peu près le même traitement que les anciens.

L'idéologie dominante incorpora ce processus, avec l'idée d'une passation périodique d'un « mandat du ciel » d'une dynastie à l'autre qui scandait les changements de légitimité.

Pourtant, ce schéma récurrent ne signifiait pas que la société chinoise était « immuable », comme beaucoup d'écrivains occidentaux l'ont prétendu. À l'arrière-plan du ressac des dynasties se produisaient des changements cumulatifs, avec l'introduction progressive de nouvelles techniques dans les activités productives et d'importantes transformations des rapports entre les différentes couches de la société.

Un leadership mondial

La Chine poursuivait sa grande transformation économique. Les propriétaires des grands domaines, cultivés par des métayers ou des salariés, essayaient d'accroître leurs revenus en investissant dans des moulins et de nouveaux outils agricoles, mais aussi par des techniques qui leur permettaient d'obtenir de leurs terres plus d'une récolte par an⁸. Il y avait une migration continue du Nord vers les

rizières du Sud et de la vallée du Yangzi. La productivité agricole observa une hausse rapide, et le surplus que les riches pouvaient consacrer à l'acquisition de toutes sortes d'objets de luxe augmenta de façon corrélative.

Les réseaux commerciaux commencèrent à relier les paysans aux marchés locaux, et les marchés locaux aux cités provinciales, qui grandissaient en taille et en influence. Plus de bateaux que le monde n'en avait jamais vus parcouraient les 80 000 kilomètres du réseau de rivières navigables et de canaux. Ils y transportaient non seulement des produits de luxe pour les riches mais aussi des marchandises de base. Le rôle de la monnaie dans les transactions de toutes les franges de la société prit une ampleur considérable, et l'usage des billets de banque devint aussi courant que celui des pièces de monnaie. Les négociants se multiplièrent, certains s'enrichirent. Les villes grandirent au point que la capitale de la dynastie Sung, Kaifeng, atteignit une superficie douze fois supérieure à celle du Paris médiéval. Elle comptait probablement un million d'habitants⁹, tandis que la ville de Hang-Chou, dans la vallée du Yangzi, en comptait entre un million et demi et cinq millions¹⁰.

Les industries étaient elles aussi en plein essor. À Kaifeng, « les arsenaux fournissaient tout le pays [...] à une époque où la technologie militaire se développait rapidement » ; l'industrie du textile, reposant sur des travailleurs originaires du « Sichuan et du delta du Yangzi », put aussi se renforcer ; et les industries du fer et de l'acier, contrôlées à la fois par le gouvernement et des « maîtres de forges privés », devinrent « des entreprises hautement organisées dépendantes de techniques encore plus sophistiquées, d'importants investissements en équipements et d'une main-d'œuvre abondante ». Des ateliers « produisaient des articles de luxe pour la famille impériale, les hauts fonctionnaires et les riches hommes d'affaires », mais ils produisaient aussi « des matériaux de construction, des produits chimiques, des livres et des vêtements »¹¹.

Les innovations technologiques furent considérables. Le charbon extrait du sous-sol remplaça le charbon de bois dans la métallurgie, l'emploi de machines hydrauliques permit de mieux manœuvrer les soufflets, et on commença à utiliser des explosifs dans l'exploitation des mines. La quantité de fer produite en 1078 dépassait 114 000 tonnes – en 1788, en Angleterre, elle n'atteignait que 68 000 tonnes¹². La fabrication de la céramique et de la porcelaine connut un développement sans précédent, alors que cette technique ne devait être découverte en Europe que sept siècles plus tard. La poudre à canon était en usage dès 1044 – presque deux siècles et demi avant d'être simplement mentionnée en Europe. Dès 1132, elle permettait la propulsion de fusées à l'aide de tubes de bambou et, en 1280, de projectiles lancés par des mortiers de bronze et de fer¹³. De nouvelles technologies navales – « ancrs, gouvernails, cabestans, voiles de toile et voiles rigides de chanvre [...], compartiments étanches, boussoles de marine » – permirent aux navires chinois de rallier le golfe d'Arabie et même la côte orientale de l'Afrique¹⁴. Certains d'entre eux pouvaient transporter jusqu'à mille personnes, et la cartographie chinoise était bien plus avancée, non seulement que celle de l'Europe, mais aussi que celle du Moyen-Orient arabe.

Enfin, l'apparition, sans précédent historique, d'une littérature destinée au vaste public de la classe moyenne fut rendue possible par des progrès dans la production des livres. L'impression à l'aide de blocs gravés existait déjà depuis le IX^e siècle. Parurent alors des œuvres d'occultisme, des almanachs, des lexiques, des encyclopédies populaires, des manuels d'éducation élémentaire et des livres d'histoire, des œuvres classiques, les écrits complets du bouddhisme, des billets à ordre imprimés et des manuels pratiques de médecine et de pharmacie¹⁵. Dès le XI^e siècle, les caractères mobiles apparurent ; ils permettaient d'agencer des signes individuels avec d'autres signes, même si leur usage pour l'impression en grande dimension ne devait pas voir le jour avant le XV^e siècle – probablement parce que le nombre considérable d'idéogrammes dont était composée la langue

chinoise ne rendait pas le procédé plus rapide ou plus économique que l'impression par blocs. En tout état de cause, la Chine possédait des livres imprimés un demi-millénaire avant l'Europe, et l'écrit cessa d'être une prérogative de l'élite lettrée ou des résidents des grands monastères. Les écoles, aussi bien d'État que privées, se multiplièrent, en particulier dans le nouveau centre économique du pays, la région du Yangzi inférieur. Comme l'écrivit un auteur chinois qui vivait à cette époque : « Chaque paysan, artisan et marchand enseigne à son fils à lire des livres. Même les bergers et les épouses qui apportent leur repas à leurs maris au travail dans les champs savent réciter certains poèmes des hommes ancestraux¹⁶. »

La prospérité, la taille et l'influence croissantes de la classe des marchands accompagnèrent l'essor du commerce et de l'industrie, au point que certains historiens qualifient cette classe de « bourgeoisie ». Twitchett écrit que, à la fin de la période Sung, il existait une « classe moyenne urbaine riche et pleine de suffisance, consciente d'elle-même et de sa culture propre¹⁷ ». Qui plus est, l'attitude de l'État à l'égard des marchands devait subir une importante modification. Les dynasties précédentes les avaient considérés comme un « ferment de désordre potentiel » et les avaient maintenus « sous une surveillance constante »¹⁸. Les couvre-feux avaient empêché quiconque de se trouver dans les rues des villes après la tombée de la nuit, les marchés étaient confinés *intra muros* sous étroite supervision étatique, et les membres des familles commerçantes se voyaient interdites d'accès aux carrières dans la bureaucratie. Désormais, nombre de ces restrictions tombaient en désuétude et, au début du XI^e siècle, un haut fonctionnaire pouvait se plaindre du manque de « contrôle sur les négociants, [de leur] mode de vie luxueux, [de leurs] mets délicats, riz et viandes délicieuses, [de leurs] belles maisons et [...] nombreuses voitures, [de] leurs femmes et [de] leurs enfants [ornés] de perles et de jade, et [de] leurs esclaves [habillés] de satin blanc. Dès le matin, ils songent aux moyens de faire fortune, et le soir ils ourdissent des plans pour tondre les pauvres¹⁹ ».

Les nouveaux nantis urbains commencèrent à faire usage de leur puissance économique pour exercer une influence sur la bureaucratie impériale : « Le système des examens allait bientôt devenir un chemin par lequel de plus en plus de ceux qui ne faisaient pas partie du cercle des grandes familles pouvaient pénétrer les plus hautes sphères du gouvernement impérial [...]. Les nouveaux bureaucrates étaient de plus en plus souvent originaires des familles qui avaient tiré le plus grand bénéfice de la révolution commerciale [...], les riches marchands et les grands propriétaires terriens²⁰. »

Quelques centaines d'hommes seulement passaient les examens nationaux²¹, mais ceux-ci constituaient la pointe avancée d'un immense système. Dès le XIII^e siècle, il y avait quelque 200 000 étudiants dans les écoles de gouvernement et des milliers d'autres dans des établissements privés et bouddhistes, et tous rêvaient d'accéder au sommet. Bon nombre d'entre eux venaient de familles commerçantes.

Les siècles perdus

Les marchands étaient cependant loin d'être en mesure de prendre la direction de l'État, même si leur influence comme groupe de pression se développait toujours davantage. L'essentiel de la grande production restait sous contrôle étatique, bien que les activités génératrices de profit – comme l'affrètement de navires appartenant à l'État – fussent souvent concédées à des marchands. La direction de l'État lui-même était assurée par des bureaucrates formés pour être des fonctionnaires très cultivés, dont le modèle était le gentilhomme campagnard²². Idéale, cette figure l'était aussi pour le marchand qui avait obtenu un poste officiel. En conséquence, en même temps que l'empire Sung atteignait son apogée, commençaient à poindre les signes annonçant sa crise.

Ce que les historiens appellent habituellement le « néoconfucianisme » était l'idéologie qui dominait au sein de l'appareil d'État. Cette

doctrine poussait les dirigeants et les administrateurs à observer une routine ordonnée, fondée sur le respect mutuel, aussi bien à l'égard des actes de violence des classes aristocratiques, originaires composés de guerriers, que pour endiguer l'indécente quête de profit des négociants. Elle marquait de son empreinte les études devant être poursuivies par tous ceux qui aspiraient à un poste dans la bureaucratie de l'État, et elle était en phase avec les intérêts d'une couche conservatrice qui avait davantage pour idéal une vie de loisirs studieux que la compétition effrénée et les désordres militaires.

Cette idéologie s'accordait également avec les conceptions des premiers empereurs Sung. Comme ils mettaient la ruine de la précédente dynastie, celle des Tang, sur le compte des coûteuses politiques d'expansion militaire, ils réduisirent la taille de l'armée et obtinrent la paix avec les États voisins grâce à la corruption. Cette vision s'exprimait sous la forme de notions quasi religieuses relatives à l'harmonie de la nature et de la société. Mais elle possédait un noyau rationnel et pragmatique. Il s'agissait de sortir des longues années de crise que le pays avait connues par le passé.

De nombreux auteurs occidentaux en ont conclu que la domination du néoconfucianisme avait été un obstacle au développement capitaliste en Chine. Ils lurent dans son hostilité à l'« esprit du capitalisme » la cause de la stagnation millénaire de la société chinoise. D'autres ont mis l'accent sur le « totalitarisme » en tant qu'obstacle au développement économique²³. Mais, comme nous l'avons vu précédemment, la société chinoise était loin d'être figée dans la période Sung. Non seulement des idées non confucianistes (bouddhistes, taoïstes et nestoriennes) existaient, mais elles étaient accessibles sous forme imprimée. Et des fonctionnaires qui étaient en théorie partisans de la doctrine confucianiste se comportaient dans la pratique de façon bien différente. Patricia Ebrey, par exemple, a montré comment un recueil de maximes Sung, largement distribué et destiné à la classe moyenne, les *Préceptes de la vie sociale*, de Yuan Ts'ai, contre disait de nombreux principes néoconfucianistes. L'auteur « considérait [...] le

profit » comme un objectif de vie, et exprimait les « attitudes de l'homme d'affaires », au point que « ceux qui étaient pleinement engagés dans [...] le néoconfucianisme auraient dû s'abstenir de la plupart des activités [qu'il] [...] décrivait »²⁴.

Il y avait un hiatus entre l'idéologie néoconfucianiste dominante et les activités de la classe marchande. Mais c'était un écart que cette classe pouvait tolérer aussi longtemps que la croissance économique se maintenait et qu'elle devenait plus riche et plus influente en tant que classe, de la même manière que les premiers capitalistes européens, des centaines d'années plus tard, furent disposés à collaborer avec des États monarchiques et à accepter leurs idéologies officielles aussi longtemps que celles-ci ne les empêchaient pas de gagner de l'argent.

La particularité de la Chine, qui allait affaiblir la capacité des négociants et des riches artisans à se transformer en une classe capitaliste pleinement développée, fut d'ordre matériel et non idéologique. Ils étaient bien plus dépendants des fonctionnaires de la machine étatique que ceux de l'Europe des XVII^e et XVIII^e siècles. Car les fonctionnaires étaient indispensables à la mise en œuvre des moyens de production essentiels : les réseaux massifs de canaux et les travaux d'irrigation²⁵. Cela ne laissait pas aux marchands chinois d'autre choix que celui de coopérer avec l'appareil d'État²⁶, même si cet État détournait une proportion considérable du surplus destiné aux investissements productifs, pour l'absorber dans les dépenses de luxe de la cour et des hauts fonctionnaires, et pour soudoyer les peuples frontaliers.

C'était une période de grande prospérité pour la classe moyenne – aussi bien les fonctionnaires que les riches marchands²⁷. C'était aussi une époque d'effroyable indigence pour les paysans. Su Hsün, un auteur du XI^e siècle, a ainsi décrit cette situation : « Les familles riches possèdent de grandes étendues de terre [...]. Leurs champs sont labourés par des vagabonds rémunérés, menés au fouet et considérés comme des esclaves. Du produit de la terre, la moitié va au maître et le

reste au cultivateur. Pour chaque propriétaire il y a dix cultivateurs [...]. Le patron peut à l'évidence accumuler la moitié qui lui est cédée et s'enrichir, tandis que les paysans doivent consommer leur moitié au quotidien, tombant ainsi dans la misère et la famine²⁸. »

L'éthique « confucianiste » de la classe moyenne et des fonctionnaires ne s'étendait certes pas à ceux qui travaillaient pour eux. Les *Préceptes de la vie sociale* de Yuan Ts'ai font référence aux paysans et aux artisans comme à des « gens inférieurs », ils évoquent la « perversion des serviteurs, leur tendance à se suicider », font des suggestions sur la manière de les battre, et conseillent de les traiter comme des animaux domestiques²⁹.

D'après l'historien John Haegar, « vers la fin de la période des Sung du Sud, une grande partie des campagnes avait été appauvrie par les forces mêmes qui avaient initialement déclenché la révolution agricole et commerciale³⁰ ».

Mais, avant que les symptômes de crise interne ne soient arrivés à maturité – et que ne soit apparu un conflit d'intérêts entre les marchands et les fonctionnaires –, une crise externe provoqua une dislocation de l'État. En 1127, une invasion venue du Nord coupa la Chine en deux, ne laissant aux Sung que le contrôle du Sud. En 1271, le pays tout entier s'effondra sous les coups d'une seconde invasion.

La première invasion n'avait pas fondamentalement altéré la situation au Nord. Les conquérants, les Jürchen, avaient une organisation analogue à celle de la société chinoise et gouvernèrent leur moitié du territoire, l'empire Jin, à l'aide de fonctionnaires de langue chinoise. Il y eut dans les faits deux empires pendant près de cent cinquante ans.

La seconde invasion fut beaucoup plus significative. Elle était le fait d'armées mongoles qui avaient débordé de leur patrie asiatique d'origine, au siècle précédent, pour ravager à l'ouest l'Europe centrale, au sud l'Arabie et l'Inde, et à l'est la Chine et la Corée. Une aristocratie militaire, propriétaire de vastes troupeaux nomades, dominait la société mongole. Il s'agissait d'imposants cavaliers, en mesure de s'approprier les techniques de guerre les plus avancées. Il en résultait un

dispositif militaire auquel peu d'armées pouvaient résister³¹. Mais ils n'avaient que très peu de structures administratives propres. Ils dépendaient pour cela des services des peuples qu'ils avaient conquis.

Les dirigeants mongols de la Chine prirent le nom de dynastie Yuan et s'appuyèrent sur une partie de l'ancienne administration pour gouverner l'empire. Mais par méfiance envers celle-ci, ils se réservèrent les positions clés et déléguèrent l'activité lucrative de la levée des impôts à des marchands musulmans originaires d'Asie centrale, qui étaient soutenus par des détachements militaires. Tout cela concourait à briser les arrangements sociaux qui avaient été le produit et le moteur d'un niveau de progrès technologique et économique encore inédit de par le monde.

Les problèmes économiques qui avaient lentement mûri dans la période Sung, en particulier l'appauvrissement des campagnes, vinrent au premier plan. Les prix commencèrent à monter à partir des années 1270, et la misère de la paysannerie du Nord fut aggravée par une expansion accrue des grands domaines.

La société chinoise continua à présenter des indices de progrès suffisants pour frapper d'étonnement les visiteurs étrangers. C'est la cour mongole de Pékin qui devait tant impressionner, en 1275, le voyageur italien Marco Polo. L'étendue considérable de la présence mongole, d'un bout à l'autre de l'Eurasie, concourut largement à répandre la connaissance des progrès techniques chinois dans les sociétés moins avancées d'Occident. Mais la Chine en tant que telle avait perdu son dynamisme économique, et la pauvreté des paysans provoqua des révoltes à répétition, souvent dirigées par des sectes religieuses ou des sociétés secrètes – le Lotus blanc, le Nuage blanc, les Turbans rouges. Finalement, le fils d'un salarié agricole itinérant qui était un dirigeant des Turbans rouges, Zhu Yuan zhang, prit la capitale mongole, Pékin, et se proclama empereur en 1368.

Sous le nouvel empire, connu sous le nom de dynastie Ming, on assista, après les dévastations subies au cours des dernières années mongoles, à un certain redressement. Mais il n'y eut pas de reprise du

dynamisme économique. Les premiers empereurs Ming, soucieux de concentrer les ressources sur l'agriculture, découragèrent consciemment l'industrie et le commerce extérieur, de telle sorte que ces secteurs étaient moins développés au début du XVI^e siècle qu'ils ne l'avaient été au XII^e. Pendant ce temps, d'autres parties de l'Eurasie, où s'étaient diffusées les techniques initiées par les Chinois, avaient commencé à bâtir des civilisations urbaines florissantes, ainsi que les armées et les flottes qui les accompagnaient.

Chapitre 14

Byzance : le fossile vivant

L'effondrement de l'Empire romain en Europe occidentale ne signa pas la fin de l'empire en tant que tel. Des empereurs prétendument romains régnaient toujours dans la cité de Constantinople (aujourd'hui Istanbul) 1000 ans après le pillage de Rome par les Goths. Cet empire est aujourd'hui couramment appelé Byzance, mais les empereurs et leurs sujets se considéraient comme des Romains, bien que leur langue fût le grec. Pendant la plus grande partie de ce millénaire, la splendeur de Constantinople – avec ses palais luxueux, ses bibliothèques et ses bains publics, ses érudits familiers des écrits de l'Antiquité grecque et romaine, ses quelque 300 églises et sa magnifique basilique Sainte-Sophie – constitua le dernier refuge de la culture face à la pauvreté, l'analphabétisme, la superstition et les guerres incessantes qui caractérisaient les terres chrétiennes du reste de l'Europe.

Même au XII^e siècle, alors que l'Europe occidentale sortait de sa torpeur, la population de Constantinople était plus nombreuse que celles de Paris, Londres et Rome réunies. La métropole fascinait les élites des empires musulmans voisins, même si « Bagdad, Le Caire et Cordoue étaient chacune plus grande et plus peuplée que Constantinople¹ ».

Pourtant, au cours du millénaire, la civilisation byzantine contribua très peu au développement de la capacité humaine de subvenir à ses besoins, ou au progrès de ses connaissances. Dans toutes les sphères, elle s'appuyait sur des techniques déjà connues sous l'ancien Empire romain, et même chez les Grecs du V^e siècle av. J.-C.

La basilique Sainte-Sophie², achevée au milieu du VI^e siècle, était à l'époque la plus splendide construction de toute l'Europe. Mais elle marquait aussi la fin de tout progrès dans l'architecture byzantine³. Les techniques nouvelles qui y avaient été employées tombèrent en désuétude, et les architectes postérieurs ne surent pas comment en assurer l'entretien. La littérature byzantine se caractérisait par un rejet délibéré de toute originalité, par « un effort pour imiter le style des modèles classiques et pour observer scrupuleusement tout un système de règles très contraignantes [...]. Aucune valeur littéraire n'était attachée à l'originalité de contenu, à la liberté d'invention ou à celle du choix du sujet⁴ ». L'obsession de l'imitation du passé aboutissait à ce que le langage parlé par la société officielle demeurait le grec « classique », vieux de 1000 ans, et non la version tout à fait distincte alors en usage dans la vie de la cité : « Lorsqu'il faisait un discours formel, un orateur se refusait à désigner tout objet d'utilisation quotidienne par son nom familier⁵. » L'art byzantin était caractérisé par « un processus continu de restriction », jusqu'à se réduire à de la propagande pure et simple, en faveur du pouvoir impérial ou de l'Église⁶.

Byzance connut cependant quelques progrès technologiques. Les alchimistes découvrirent par hasard de nouvelles méthodes de traitement des métaux, même si « la minéralogie scientifique était presque totalement marquée par les pratiques occultes qui la recouvraient⁷ ». La fabrication et l'utilisation du verre connurent des améliorations notables, et la réalisation d'une vis micrométrique permit d'obtenir des mesures précises. Il y eut également des progrès dans le matériel d'écriture, grâce notamment à l'acquisition de savoirs venus de Chine relatifs à la fabrication du papier. Les « Byzantins connaissaient quelques machines simples (leviers, roulettes, engrenages, pieds de biche, plans inclinés, vis et poulies) qui étaient utilisées essentiellement comme des parties [...] de cabestans, de moulins de discipline, d'excavatrices, d'appareils de levage et de catapultes⁸ ». Cependant, la mise en application de ces progrès semble avoir été circonscrite à deux domaines : l'approvisionnement de la classe dirigeante en objets de

luxue (comme l'oiseau chanteur mécanique fabriqué par Léon le Mathématicien pour la cour impériale) et le secteur militaire. Même dans ce dernier domaine, les Byzantins ne firent pas de percée notable par rapport à l'état des savoirs qui prévalait à Alexandrie 1000 ans plus tôt.

Il n'y eut pas d'avancée dans le champ scientifique, même limitée. Quelques manuscrits, qui avaient été conservés, détaillaient les progrès réalisés à Alexandrie en mathématiques et en astronomie, mais seule une poignée d'érudits les prenaient au sérieux. Les penseurs conventionnels s'appuyaient sur des interprétations du livre de la Genèse pour comprendre le monde physique, et ils souscrivaient à l'idée que la terre était plate⁹.

Par-dessus tout, il semble n'y avoir eu pratiquement aucun progrès dans les techniques utilisées pour assurer la subsistance de l'immense majorité de la population qui travaillait la terre. « Les méthodes et les instruments » agricoles « ne représentaient qu'un progrès limité, voire inexistant¹⁰ ». Le labourage se faisait toujours à l'aide d'un araire tiré par des bœufs, les champs n'étaient pas fertilisés de façon systématique, et les harnachements employés jusqu'au XII^e siècle étrangeaient les animaux de trait, de telle sorte que deux chevaux ne pouvaient tirer qu'une charge d'une demi-tonne, plusieurs fois inférieure aux possibilités offertes par les harnais modernes. Le résultat était qu'en dépit des privations subies par les paysans, le surplus disponible pour entretenir l'État et satisfaire les besoins de luxe de la classe dirigeante n'augmentait pas. Cette simple réalité est à la base de la stagnation de tout le reste de la société byzantine. Elle avait survécu à la crise qui avait détruit le vieil Empire romain d'Occident, mais aucune méthode de production nouvelle n'était apparue, ni aucune classe qui aurait donné substance à une telle innovation. Elle ne pouvait donc échapper aux pressions qui avaient conduit au déclenchement de la grande crise du V^e siècle.

L'empire avait survécu à l'Est essentiellement parce qu'il s'agissait d'une région d'abondance agricole. Après que Constantinople était

devenue la capitale impériale, en 330, une série d'empereurs parvinrent à garder le contrôle de l'Asie mineure, de la Syrie, des Balkans et de la très importante vallée du Nil, productrice de céréales, qui subvenait désormais aux besoins de Constantinople comme elle avait par le passé subvenu à ceux de Rome. Les économies des provinces de l'empire étaient entre les mains de grands latifundiaires locaux, qui dirigeaient des domaines pratiquement autarciques. En Égypte, ces derniers « finirent par ressembler à des royaumes en modèle réduit, avec leur police, leurs tribunaux, leurs armées privées et des services élaborés de poste et de transport¹¹ ». Mais l'armée impériale était suffisamment puissante et organisée pour les contraindre à fournir les fonds dont l'empire avait besoin.

Cette structure s'écroula presque entièrement à peine cinquante ans après la tentative finale de Justinien de reconquérir l'Occident et l'achèvement de la basilique Sainte-Sophie au VI^e siècle. Les armées, l'orgie de constructions publiques et le luxe de la cour et de l'Église étaient subordonnés à l'acheminement de toute la richesse de l'empire au sommet de l'édifice social. L'appauvrissement ininterrompu des paysans et le mécontentement des habitants les moins riches des cités provinciales conduisirent « à des affrontements violents entre factions rivales dans toutes les villes de l'empire¹² ». L'empire et l'Église virent nombre de personnes se détourner d'eux en raison de leurs tentatives d'imposer le conformisme religieux. Les évêques, « épaulés par la violence des moines », firent en sorte que le « paganisme », en s'attaquant à ses temples, « soit brutalement éradiqué »¹³. Il y eut des agressions répétées contre les juifs et des attaques sanglantes contre les adeptes des interprétations « monophysites », « ariennes » et nestorienne du christianisme (lesquelles, réunies, bénéficiaient d'un soutien quasi majoritaire). L'empire fut donc peu défendu lorsqu'il se trouva attaqué, au début du VII^e siècle, par des armées perses et arabo-islamiques en Syrie et en Égypte, et par des peuples slaves dans les Balkans. Il était désormais réduit à Constantinople elle-même et à une partie de l'Asie mineure. Il lui restait quelques villes et sa capitale, où

la population avait largement décliné. Enfin, le déclin de ses humanités et de ses sciences en accompagnait la dissolution.

L'empire tronqué ne fut en mesure de survivre que parce que ses dirigeants avaient réorganisé l'économie pour satisfaire aux besoins de sa défense. Ils tentèrent de démanteler les grands domaines et d'assigner des armées entières au statut de paysan parcellaire dans les zones frontalières. Ce système, pensaient-ils, leur fournirait à la fois des milices pour défendre l'empire et une assiette fiscale solide.

Ils purent ainsi conserver intact le cœur de l'empire et même, dès le X^e siècle, récupérer une partie des terres balkaniques occupées par les Slaves. Mais ils ne parvinrent pas à surmonter les faiblesses fondamentales du système, et Constantinople connut un nouveau déclin au milieu du XI^e siècle. L'empire reposait sur une contradiction interne. L'objectif visant à constituer une paysannerie indépendante pouvant être taxée était contrarié par une fiscalité qui poussait les paysans à abandonner systématiquement les terres à d'autres, plus riches et plus puissants.

Les petits exploitants étaient confrontés « à l'invasion annuelle d'un corps cruel et rapace de collecteurs d'impôts accompagnés d'une troupe de soldats [...]. Les récalcitrants étaient sommairement fouettés et leurs biens confisqués¹⁴ ». Parfois, ils étaient emprisonnés et torturés – à Chypre, au XII^e siècle, on lâchait sur eux des chiens affamés. Même dans les meilleures périodes, ils vivaient au bord de l'insolvabilité. Il suffisait d'une mauvaise récolte pour que les paysans les plus travailleurs soient contraints de vendre leur terre et de s'enfuir. De telle sorte que les petits paysans pouvaient en venir à rechercher la subordination à un puissant propriétaire en guise de « protection ». De façon significative, lorsqu'en 932 un soulèvement se produisit dans les campagnes, il était conduit par un imposteur qui se prétendait le fils d'une grande famille aristocratique¹⁵.

La bureaucratie impériale réussit à empêcher les masses urbaines de s'organiser de façon indépendante. Commerçants et artisans étaient regroupés dans des guildes sous contrôle étatique, qui

limitaient drastiquement leurs profits. Ceci « retarda la croissance d'une bourgeoisie locale solide¹⁶ », de sorte que lorsque des opportunités commerciales se présentaient, elles étaient saisies par des marchands étrangers, dont l'activité aggravait les faiblesses de l'empire.

La persistance de l'esclavage dans les villes entravait elle aussi le développement d'une classe de travailleurs salariés. Du IX^e au XI^e siècle, « les grandes victoires [...] remplissaient les marchés de marchandises humaines à bas prix. Ce n'est que lorsque les rigueurs de la défaite militaire, des marchés fermés et du déclin de la richesse eurent stoppé, au XII^e siècle, l'approvisionnement en main-d'œuvre servile que l'esclavage commença à disparaître et à donner au travailleur libre [...] une existence économique¹⁷ ».

Le revers de la splendeur de Constantinople et de la richesse de ses dirigeants était la pauvreté de la masse de ses habitants. Beaucoup vivaient dans des immeubles locatifs sordides ou dans des huttes, quand beaucoup d'autres dormaient dehors, même au cours des hivers les plus rudes. Mais, sans base économique indépendante, les pauvres ne pouvaient agir comme une force autonome. Ils pouvaient causer des désordres en ayant recours à l'émeute, mais leur colère elle-même était facilement manipulée par des groupes aux intérêts très différents des leurs. Ainsi, la grande sédition Nika, au début du règne de Justinien, qui dura deux semaines et vit la moitié de la ville incendiée, fut utilisée par des forces aristocratiques opposées à la fiscalité que Justinien leur imposait. À partir de là, les empereurs prirent grand soin de fournir des céréales à bas prix aux masses urbaines, et les émeutes éclataient désormais en faveur de l'empereur et contre ses ennemis.

Il y eut même une forme d'émeute institutionnalisée, qui dissuadait les masses urbaines d'exprimer des revendications de classe qui leur fussent propres. C'est ainsi qu'il fallait comprendre l'organisation de groupes de spectateurs, aux courses de l'hippodrome, en « factions » rivales : les « Verts » et les « Bleus ». Plusieurs centaines

de jeunes gens des deux camps, revêtus de leurs couleurs, occupaient des places spéciales pour applaudir et huer selon les cas et, à l'occasion, pour en venir aux mains, ce qui débouchait de temps à autres sur des affrontements sanglants et des troubles. On envoyait parfois les troupes pour ramener l'ordre, mais le parrainage des factions par certains dignitaires, y compris l'empereur et l'impératrice, faisait en sorte que ce système, loin de mettre l'empire en péril, n'était pour lui qu'une soupape de sécurité¹⁸.

C'est seulement lorsque, au cours du XII^e siècle, le système qui permettait de fournir du blé à bon marché se désintégra que des émeutes liées aux intérêts de classe des habitants des villes éclatèrent. De façon significative, ce n'est qu'à ce moment-là qu'on vit certaines « guildes » et autres associations d'artisans et de négociants jouer un rôle spécifique¹⁹.

Byzance survécut en tant que dernier bastion de la culture gréco-romaine parce que la bureaucratie impériale était dirigée par une couche de lettrés parlant le grec. Mais c'était un groupe qui vivait de la production des autres sans y contribuer ni *a fortiori* l'organiser. Aussi était-il satisfait de son éloignement du monde matériel et craignait qu'une classe qui contribuait à la production n'utilise sa position pour détourner une partie du surplus à son profit. C'est ce qui explique le caractère stérile et pédant de la culture byzantine. C'est ce qui explique aussi la force des croyances magiques et des superstitions à tous les niveaux de la société. Les prêtres étaient habituellement au moins à demi illettrés, et ils recouraient à des paraboles sur des saints, des miracles, ou à la magie de reliques sacrées pour véhiculer leur message. Là où le paganisme avait fourni des dieux locaux, le christianisme pourvoyait en saints patrons paroissiaux. Le culte de la déesse mère devint celui de la vierge Marie. Les rites de fertilité furent remplacés par les carnivals du Mardi Gras et les cérémonies de Pâques.

Parallèlement aux superstitions s'épanouissaient les pratiques les plus barbares. Au VIII^e siècle, « la mutilation de la langue, de la main et du nez était un élément du système pénal [...]. L'Église l'approuvait

parce que le pécheur privé de sa langue avait le temps de se repentir²⁰ ». Dans les villes, le moralisme austère de l'Église aboutissait à une « rigoureuse réclusion des femmes. Aucune femme respectable ne se serait montrée dans la rue non voilée²¹ ». Mais la prostitution était aussi un phénomène massif.

La faiblesse fondamentale de la civilisation byzantine apparut de manière criante au début du XIII^e siècle, lorsque Constantinople tomba aux mains d'une bande de brigands et d'aventuriers venus d'Europe. Les participants de la Quatrième Croisade virent en la ville une conquête plus intéressante que leur destination initiale, Jérusalem. Ils la pillèrent et la dirigèrent comme un royaume féodal. Ils en furent éjectés en 1261, mais l'État byzantin restauré n'était qu'un pâle reflet de ce qu'il avait été et il fut finalement conquis par les Turcs ottomans en 1453.

Une certaine forme de civilisation avait été préservée pendant 1000 ans. Mais le seul contact entre la classe dirigeante prétendument cultivée et les masses qui assuraient toute l'activité productive s'était fait par l'intermédiaire des collecteurs d'impôts, ou par celui des prêtres ruraux sachant à peine lire et écrire. Une telle civilisation ne pouvait être autre chose qu'un fossile vivant, transmettant les réalisations d'une époque à une autre, mais n'y ajoutant rien d'elle-même.

Aucune classe capable de révolutionner la société et de donner un essor aux forces productives ne s'était développée dans la société gréco-romaine. Les âges sombres en furent la conséquence en Europe occidentale ; les Balkans et l'Asie Mineure connurent, eux, 1000 ans de stérilité.

Chapitre 15

Les révolutions islamiques

La stagnation de Byzance après l'époque de Justinien ne fut pas un simple moment de stérilité pour ce qui restait de l'Empire romain. Elle provoqua une série de soulèvements, qui allaient être décisifs, dans d'autres régions du Moyen-Orient. Ces mutations contribuèrent finalement à enrichir l'ensemble des connaissances et des techniques de l'humanité, et produisirent dans la foulée l'une de ses grandes religions.

Le site improbable qu'était alors La Mecque, ville commerçante dans les terres globalement désolées de la péninsule arabique, allait en être l'épicentre. La région était dominée par des pasteurs nomades qui se déplaçaient à dos de chameaux (domestiqués vers l'an 1000 av. J.-C.) d'une oasis à une autre avec leurs troupeaux et se consacraient accessoirement au commerce et au pillage. Ils étaient organisés en clans, reliés de façon informelle à des tribus dirigées par des conseils d'anciens, qui s'entredéchiraient et lançaient des razzias périodiques sur les peuples sédentaires établis au-delà des limites du désert.

Mais des cultivateurs étaient également installés autour des oasis et dans certaines régions côtières – en particulier dans le Sud¹, où existait une civilisation vieille d'au moins 1000 ans qui maintenait le contact avec la civilisation tout aussi ancienne d'Éthiopie, sur l'autre rive de la mer Rouge. Certaines familles nomades commencèrent à s'installer dans des centres de commerce à mesure qu'elles s'enrichissaient, transportant des produits de luxe entre l'Empire romain et les civilisations orientales avec leurs caravanes de chameaux. La Mecque était l'un de ces centres et était devenue, à l'orée du VII^e siècle, une ville prospère.

Les valeurs traditionnelles des clans nomades étaient centrées sur le courage et l'honneur de l'homme et de son clan. Il n'y avait pas d'État, et c'est envers le groupe de parenté qu'on était obligé, et non envers la société dans son ensemble. Les agressions, meurtres et vols étaient considérés comme des atteintes à la famille ou au clan, et réglés par les représailles et la vendetta. La religion était définie par l'identification à une divinité déterminée qui se déplaçait avec le groupe tribal – un peu comme l'Arche d'Alliance avait voyagé avec les « enfants d'Israël » au cours de leur errance dans le désert telle que la rapporte l'Ancien Testament.

De tels usages ne facilitaient pas la résolution des tensions et des conflits qui pouvaient surgir lorsque certains groupes nomades adoptaient un mode de vie sédentaire. Les paysans établis de longue date et les citadins avaient abandonné ces valeurs depuis longtemps. Le christianisme était florissant dans le Sud de l'Arabie, et de nombreux cultivateurs des oasis s'étaient convertis au judaïsme ou à l'une ou l'autre des variantes de la religion chrétienne. Dans une ville comme La Mecque, le brassage de nomades, de marchands, d'artisans et de paysans mettait aux prises différents points de vue religieux. Ces discussions avaient de fortes implications, puisque les valeurs et divinités anciennes interdisaient la mise en place d'un code unique de lois ou de coutumes qui fût supérieur à la loyauté envers le clan ou la tribu.

Les événements survenus entre les deux grands empires bordant l'Arabie, Byzance et la Perse, aggravèrent la crise. La Perse avait, à la fin du VI^e siècle, brièvement soustrait l'Égypte et la Syrie à Byzance, mettant un terme à 900 ans de domination gréco-romaine. Mais la société perse connaissait elle-même une crise profonde liée à la négligence des aristocrates fonciers vis-à-vis de l'entretien du système d'irrigation mésopotamien qui avait permis aux cités de prospérer. Les ravages de la guerre allaient l'exacerber. Dans les deux empires, l'appauvrissement fut massif et accompagné de troubles sociaux². L'univers tout entier sombrait dans le chaos.

Tel était le monde dans lequel Mahomet, orphelin de l'une des familles de modestes marchands de La Mecque, grandit et essaya, sans grand succès, de faire carrière comme négociant. Le chaos du monde lui apparut comme un désordre mental dont les représentations et les valeurs contradictoires ne paraissaient livrer aucun sens. Il se sentit investi de la mission de donner une certaine cohérence à sa propre vie et à la société dans laquelle il vivait. Il eut toute une série de visions dans lesquelles il s'imagina que Dieu (*Allah* en arabe) s'adressait à lui. Il y formulait les conceptions religieuses qu'il avait déjà rencontrées dans une synthèse originale. Il en récita les mots à d'autres, qui les couchèrent par écrit dans ce qui devint le Coran, et réunit progressivement un groupe de fidèles, composé essentiellement des descendants des diverses familles commerçantes de La Mecque.

Le message prêché par Mahomet était à de nombreux égards semblable au christianisme et au judaïsme des cultivateurs et citadins arabes. Il opposait un dieu unique aux nombreuses divinités concurrentes des pasteurs nomades. Il substituait la foi en des devoirs « universels », envers toute la communauté des fidèles, aux anciens codes claniques et tribaux. Il se tournait vers les pauvres, en valorisant leur protection contre l'oppression et l'arbitraire, mais il ne rejetait pas les riches, à condition qu'ils se montrassent charitables. Il eut aussi un certain succès, comme l'eut avant lui le christianisme primitif, chez les femmes citadines (les maris de certaines femmes du groupe de Mahomet lui étaient féroceement hostiles). Même s'il était convaincu de l'infériorité des femmes par rapport aux hommes (acceptant, par exemple, le port du voile par les femmes dominant dans l'Empire byzantin), il prêchait que les hommes, en tant qu'ils étaient « supérieurs » aux femmes, devaient respecter ces dernières plutôt que les maltraiter, et leur céda un certain nombre de droits liés à la propriété.

D'un point de vue strictement théologique, il incorporait à son message de nombreux mythes bibliques et pratiques religieuses provenant aussi bien des juifs que des chrétiens. Mais son message différait des versions contemporaines du christianisme sous un aspect

important : ce n'était pas simplement un ensemble de croyances et de règles de comportement moral ; c'était aussi un programme politique de réforme de la société, qui devait remplacer la « barbarie » dé-coulant de la concurrence, souvent armée, entre les tribus et les familles régnautes, par une communauté (*umma*) ordonnée, fondée sur un code de lois unique.

De l'émigration forcée de son groupe dans la ville de Médine jusqu'à son retour en 630 à la tête d'une armée pour fonder un nouvel État, cet aspect politique de l'enseignement de Mahomet entraîna des affrontements avec les familles dirigeantes de La Mecque. Il put vaincre parce qu'il avait su construire un noyau de jeunes gens qui partageaient la même vision du monde, tout en formant des alliances tactiques avec des groupes dont les buts étaient très différents : des citadins et des agriculteurs qui voulaient seulement la paix, des familles marchandes soucieuses des profits que leur garantirait un État arabe puissant, et des chefs tribaux songeant au butin que leur apporterait le combat pour sa cause.

Le nouvel État était en bonne position pour profiter de la crise des deux grands empires. Mahomet mourut en 632, mais ses deux premiers successeurs, ou « califes », Abû Bakr et Omar – qui étaient issus de familles de commerçants et comptaient parmi ses plus fidèles disciples – avaient aussi appris à combiner les principes religieux avec le pragmatisme politique. Ils détournèrent les énergies des tribus pastorales et des clans querelleurs vers les riches métropoles des deux grands empires, découvrant ce faisant à quel point ceux-ci étaient faibles. L'une après l'autre, leurs cités tombèrent face aux armées arabes : Damas en 636, la capitale perse, Ctésiphon, en 637, la ville égyptienne de Babylone (qui fait aujourd'hui partie du Caire) en 639, et Alexandrie en 642. En dix ans, les partisans de Mahomet avaient créé un immense empire sur les terres des civilisations historiques du Moyen-Orient.

Ces succès furent, en partie, dus à un usage très judicieux du potentiel combatif des tribus pastorales. Les commandants islamiques

découvrirent qu'à travers des déserts apparemment impénétrables, les déplacements rapides de la cavalerie ou des chameaux permettaient de frapper les cités des empires limitrophes par surprise et avec une grande force. Les grands espaces désertiques jouèrent le même rôle que les océans pour les canonnières de l'Empire britannique, qui frappaient à l'envi des armées sur la défensive et relativement ralenties³, ou que les parachutistes dans les forces armées modernes, qui sont utilisés pour attaquer des objectifs distants⁴.

Mais cette réussite permit aussi de mesurer à quel point les dirigeants de ces empires étaient détestés par leurs propres peuples. Les juifs et les chrétiens « non orthodoxes », qui formaient souvent la majorité de la population des villes, accueillirent favorablement les armées arabes, en particulier lorsque les conquérants musulmans renoncèrent à leur intention initiale de créer de nouvelles structures étatiques ou de convertir les populations à leur religion. Bien au contraire, ils laissèrent intact l'essentiel des vieilles administrations et respectèrent de façon égale les religions des chrétiens, des juifs et des zoroastriens perses. Tout ce qu'ils exigeaient comme tribut était le paiement d'impôts réguliers et la confiscation des terres appartenant aux États et aux aristocrates qui leur opposaient une résistance. La masse de la population trouva les nouvelles conditions moins oppressives que celles qui prévalaient sous les anciens empires.

Un écrivain juif a raconté comment « le Créateur n'a apporté le royaume d'Ismaël que pour vous sauver de cette malédiction [c'est-à-dire de Byzance], et un historien chrétien syriaque disait : Dieu [...] nous a délivrés des mains des Romains par le moyen des Arabes [...]. Le profit a été grand pour nous d'être sauvés de la cruauté des Romains et de leur haine amère à notre rencontre⁵. »

Les bénéficiaires immédiats de la conquête furent les chefs des armées tribales arabes et les grandes familles de La Mecque. Ils partagèrent entre eux le butin de la conquête, de telle sorte qu'en l'espace de quelques années ils constituèrent une véritable aristocratie arabe – une couche supérieure extrêmement riche mais très mince,

vivant dans des villes-casernes nouvellement bâties aux confins du désert, retirant de la population un tribut sous forme d'impôts, mais laissant les propriétaires terriens et les fonctionnaires en place diriger les territoires des vieux empires.

Malgré tout, de continuelles frictions grevaient les armées victorieuses, certaines des tribus arabes considérant qu'elles avaient été lésées dans la distribution des fruits de la victoire. La frustration se développa au cours des années 640, jusqu'à se muer en une guerre civile qui laissa son empreinte sur toute l'histoire de l'islam. Après le meurtre en 644 du second calife, Omar, par un esclave, le pouvoir était passé à Uthman, un fidèle de la première heure de Mahomet, mais aussi le membre d'une des plus puissantes familles marchandes de La Mecque. Cela ne fit qu'accroître l'animosité ambiante. Il fut assassiné en 656. La décision de faire du cousin et gendre de Mahomet, Ali, le nouveau calife provoqua une guerre ouverte entre armées musulmanes rivales, jusqu'à ce que ce dernier fût tué par ses propres partisans, les kharijites, qui contestaient ses tentatives de conciliation avec ses adversaires. Le pouvoir passa à un cousin d'Uthman, qui fonda une dynastie héréditaire connue sous le nom d'Omeyyade.

Aux yeux de beaucoup, celle-ci incarnait les vices contre lesquels Mahomet avait tant prêché. Ali et son fils Hussein (assassiné par une armée omeyyade en 680) devinrent des martyrs pour tous les nostalgiques du temps du prophète, alors considéré comme un modèle de pureté désormais corrompu. À de nombreuses reprises dans l'histoire postérieure de l'islam, l'appel à un retour de l'époque d'Ali ou de celle des deux premiers califes était en réalité un appel à la révolte contre l'ordre établi de la part d'un groupe social ou d'un autre ; appel dont l'écho se fait entendre parmi beaucoup d'organisations dites « musulmanes intégristes » à l'époque présente.

Au même moment, cependant, la consolidation de l'empire se poursuivait sous le contrôle des Omeyyades, qui établirent leur capitale en Syrie. Les armées arabes reprirent leur avancée, prenant Kaboul et Boukhara à l'Est, et atteignant l'Atlantique à l'Ouest. Cette

progression procura encore davantage de richesses à l'aristocratie arabe des anciens chefs tribaux et des anciens marchands. Ceux-ci vivaient de façon luxueuse dans des villes de garnison, dépensant de grandes sommes d'argent pour construire des palais à leur usage. Leurs subordonnés dans les armées arabes étaient exempts d'impôts et recevaient des pensions prélevées sur le butin et les tributs de la conquête.

Classes urbaines et révolte religieuse

L'unification d'un vaste territoire sous la direction d'un empire donna un essor considérable au commerce des produits de luxe. Marchands, boutiquiers, scribes et artisans affluaient dans les villes de garnison, s'installant dans les faubourgs, qui se développaient à l'extérieur des murailles, et s'employant à satisfaire les besoins des dirigeants arabes, de leurs palais, de leurs armées et de leurs administrateurs. La plupart n'étaient pas arabes, mais ils étaient attirés par la religion de leurs maîtres, qui n'était, après tout, guère différente des confessions monothéistes qui avaient dominé les anciens empires. Mais les musulmans arabes n'étaient pas disposés à céder aux nouveaux venus les droits que leur appartenance religieuse leur conférait et qui les faisaient bénéficier d'une exemption fiscale et d'une portion du tribut. De telle sorte que les nouveaux convertis étaient désignés sous le terme de « *mawali* » et exclus des privilèges que les Arabes attribuaient aux musulmans authentiques, dont ils proclamaient alors être les seuls représentants.

Après cent ans d'existence, l'empire se retrouva majoritairement peuplé de musulmans non arabes. Ceux-ci résidaient dans les grandes villes, où ils occupaient désormais une position centrale dans les industries et les métiers abandonnés par les marchands arabes en quête d'intégration à la nouvelle aristocratie. Leur influence en tant

qu'administrateurs se faisait plus forte, mais ils continuaient à subir les mêmes discriminations.

Des groupes musulmans dissidents, qui se nommaient eux-mêmes « *Shi'atu Ali* », le « parti d'Ali » (ou, en abrégé, les chiïtes), rencontrèrent une véritable audience, comme avant eux les kharijites qui pensaient qu'Ali avait cédé au compromis et à la corruption. De la même façon qu'autrefois une partie des classes urbaines de La Mecque avait découvert dans les enseignements de Mahomet une vision du monde qui lui permettait de lutter contre un ordre social insatisfaisant, les classes urbaines trouvaient désormais cet enseignement tout aussi utile dans la lutte contre l'État fondé par les lieutenants du prophète. Ce fut un cri de ralliement de ces couches sociales pour la création d'un ordre nouveau susceptible d'en finir avec l'oppression qui entravait leur progression.

Certains historiens considèrent les conflits qui surgirent comme une confrontation entre Perses et Arabes⁶. En réalité, la classe dominante perse soutenait les Omeyyades, tandis que les rangs des rebelles comptaient de nombreux Arabes : « L'aristocratie perse qui s'était maintenue collabora avec les Arabes aussi longtemps que l'État reconnaissait ses privilèges. En se convertissant, elle échangeait son orthodoxie zoroastrienne pour une autre, musulmane. Les citadins et paysans perses islamisés troquaient leur zoroastrisme hérétique pour des hérésies islamiques dirigées contre l'aristocratie, arabe aussi bien que perse⁷. »

Alors que les tensions de classes s'exacerbaient, une série de révoltes menées par différents *mahdis* (les « guidés ») éclatèrent ; elles prônaient la naissance d'un nouvel ordre social et religieux. Bien que défaites, ces révoltes se muèrent dès le milieu du VIII^e siècle en querelles opposant à nouveau les chefs des armées arabes.

Abû l-Abbas, un descendant de Mahomet par la lignée « hachémite », exploita la situation à son avantage. Il donna pour instruction à l'un des esclaves affranchis de sa famille, Abû Muslim, de se livrer à une agitation religieuse et sociale dans le Sud-Ouest de la

Perse. Abû Muslim œuvra en secret, construisant une base de soutien jusqu'à ce que les conditions soient mûres pour un soulèvement populaire. L'une après l'autre, les cités de la Perse occidentale déclarèrent leur allégeance en brandissant le drapeau abbasside – qui était noir, couleur associée aux groupes millénaristes. Abû Muslim marcha en direction de l'Euphrate, où il triompha d'une importante armée omeyyade. Une « propagande révolutionnaire systématique et couronnée de succès » permit à Abû l'Abbas de vaincre les Omeyyades, de mettre à mort toute leur famille et d'établir une nouvelle dynastie, les Abbassides⁸. Ceux qui, parmi les pauvres, espéraient une libération furent rapidement déçus. Les dirigeants abbassides se retournèrent contre leurs propres partisans « extrémistes », exécutant Abû Muslim et plusieurs de ses compagnons. Il y avait pourtant là davantage qu'un simple changement de dynastie.

Dans son histoire de l'islam, Bernard Lewis va jusqu'à affirmer qu'il s'agissait d'une « révolution dans l'histoire de l'islam, aussi importante que les révolutions française ou russe dans l'histoire de l'Occident⁹ ». Certains historiens en font même une « révolution bourgeoise¹⁰ ». Il est vrai que les Abbassides tirèrent profit de la mobilisation d'un mécontentement massif pour imposer une réorganisation complète du gouvernement impérial. Jusque-là, l'empire avait été dirigé par une aristocratie militaire exclusivement arabe, qui trouvait ses origines dans les guerres de conquêtes et les tributs qu'elles lui permirent de prélever. Sous les Abbassides, l'islam devint une religion authentiquement universelle, dans laquelle croyants arabes et non arabes étaient de plus en plus sujets au même traitement, et dans laquelle les origines ethniques n'étaient plus autant discriminantes, même si un écart entre riches et pauvres existait toujours. Un « nouvel ordre social fondé sur une économie de paix, à la fois agricole et commerçante, avec une classe dirigeante cosmopolite de fonctionnaires, de négociants, de banquiers et d'ulémas, et une classe d'érudits, de juristes, d'enseignants et de dignitaires religieux¹¹. » La cour signifia symboliquement ce changement en transférant la capitale à Bagdad,

ville grandiose située dans la région fertile et irriguée de Mésopotamie et sur une importante route commerciale vers les Indes, à quelques kilomètres des ruines de l'ancienne capitale perse, Ctésiphon.

La révolution abbasside ouvrit la voie à plus d'un siècle de progrès économique. Les grandes vallées fluviales de Mésopotamie et du Nil prospérèrent. On produisait désormais du froment, de l'orge, du riz, des dattes et des olives. Les dirigeants impériaux réparèrent les canaux d'irrigation de Mésopotamie, entraînant semble-t-il une nette élévation des rendements agricoles¹². La culture du coton, venue d'Inde, se répandit de la Perse orientale jusqu'à l'Espagne. Le commerce de l'empire embrassait de vastes étendues. Des marchands voyageaient jusqu'en Inde, au Sri Lanka, en Indochine et en Chine, créant des comptoirs de négoce arabes dans les cités de la Chine méridionale. Le commerce s'étendait aussi de la mer Noire, en remontant la Volga, jusqu'en Russie – des monnaies arabes furent retrouvées en Suède –, par l'Éthiopie et la vallée du Nil jusqu'en Afrique et, par l'intermédiaire des commerçants juifs, jusqu'en Europe occidentale.

Parallèlement à l'expansion du commerce apparut une sorte de précurseur des systèmes bancaires modernes. Des banques, dont les bureaux centraux se trouvaient à Bagdad, avaient des succursales dans d'autres cités de l'empire, et il existait un système élaboré de chèques et de lettres de change¹³ qui mit fin à la nécessité pour les marchands de transporter d'importantes quantités d'or et d'argent d'un bout à l'autre de l'empire. Il était possible de tirer un chèque à Bagdad et de l'encaisser au Maroc. En raison des injonctions coraniques contre le prêt d'argent à intérêt, de nombreux banquiers étaient chrétiens ou juifs, même si, comme le fit remarquer Maxime Rodinson, les hommes d'affaires musulmans ne furent pas longs à trouver des moyens de contourner l'interdit¹⁴.

Certaines industries de type artisanal étaient également florissantes – essentiellement le textile, mais aussi la poterie, le travail des métaux, le savon, les parfums et la fabrication du papier (transmise par les Chinois). La prospérité de la vie commerciale et des cités se

reflétait dans la littérature et la pensée, dans lesquelles l'« honorable négociant » faisait figure de « type moral idéal »¹⁵. Les fameuses histoires des *Mille et une nuits* décrivent la « vie d'une bourgeoisie de commerçants et d'artisans, avec sa couche supérieure de riches hommes d'affaires, de marchands de céréales, de fermiers fiscaux, d'importateurs et de *gentlemen-farmers* vivant en ville¹⁶ ».

C'est à cette époque que des érudits religieux commencèrent à compiler des sommes autorisées des paroles de Mahomet (les hadiths) et les codes officiels de la loi islamique (la charia). Ces codes sont souvent présentés aujourd'hui en Occident comme les expressions de la pure et simple barbarie, par opposition aux valeurs prétendument « humanistes » et « civilisées » d'une soi-disant « tradition judéo-chrétienne ». Mais aux IX^e et X^e siècles, ces codes représentaient, en partie, les valeurs de négociants et d'artisans qui cherchaient à s'émanciper de l'arbitraire des fonctionnaires impériaux et des aristocrates fonciers – et cela de façon très différente de ce qui prévalait dans la Byzance « chrétienne », pour ne pas parler du système féodal qui se développait parallèlement en Europe occidentale. Comme le formule une histoire érudite de l'islam, la charia fut construite « sur des attentes égalitaires de mobilité relative [...] qui renforçait son autonomie face aux empires agricoles ». Les négociants et les artisans pouvaient espérer la « reconstitution de toute la société sur des bases plus ouvertement structurées, plus égalitaires et contractuelles, en faisant appel à l'islam pour fonder leur légitimité »¹⁷.

Mais surtout, cette période de l'histoire figure parmi celles où l'affrontement de valeurs antagoniques résultant de changements sociaux rapides fit fleurir toute la recherche intellectuelle. Il n'y avait pas encore d'interprétation orthodoxe et unique de l'islam, et des écoles rivales livraient bataille pour conquérir les esprits. Les classes pauvres des villes étaient attirées par les diverses hérésies de la shia'h, des points de vue qui provoquaient régulièrement des révoltes contre l'empire. Pendant ce temps, poètes, savants et philosophes affluaient de toutes les régions de l'empire vers Bagdad, espérant bénéficier du

patronage d'un riche courtisan, d'un propriétaire de domaines ou d'un négociant. Ils traduisirent en arabe les œuvres de philosophie, de médecine et de mathématiques grecques, perses, syriaques (le langage de la Syrie antique) et indiennes. Des philosophes tels que al-Kindi, al-Farabi et Ibn Sina (connu en Occident sous le nom d'Avicenne), dont l'élaboration des idées s'appuyait sur celles de Platon et Aristote, tentaient de fournir une explication rationnelle du monde. Des mathématiciens comme al-Khwarizmi, al-Buzjani et al-Biruni combinaient et développaient les héritages de la Grèce et de l'Inde. Des astronomes construisaient des astrolabes et des sextants, et mesuraient la circonférence de la Terre.

Parasites et paralysie

L'Empire musulman présentait certes une vive dissemblance, non seulement vis-à-vis de l'Europe des âges sombres, mais aussi vis-à-vis de la stagnation byzantine. Il souffrait pourtant de graves défaillances qui l'empêchèrent toujours d'égaliser le dynamisme, l'innovation et le progrès technique de la Chine.

Tout d'abord, la vie et la culture citadines florissantes ne furent pas accompagnées d'un progrès correspondant dans les techniques de production. La révolution abbasside créa un espace pour l'expansion du commerce et permit aux classes moyennes urbaines d'influencer le fonctionnement de l'État, mais le véritable pouvoir demeurait aux mains de groupes qui, pour l'essentiel, vivaient en parasites d'une production réalisée par d'autres. La cour royale adoptait de plus en plus le décorum traditionnel d'une monarchie orientale, avec des dépenses démesurées destinées à nourrir l'ego des potentats et à impressionner leurs sujets. Les fonctionnaires de l'État se sentaient autorisés à amasser d'énormes fortunes en pots de vins et détournements des recettes fiscales. Même les marchands enrichis par le commerce considéraient la spéculation sur la propriété terrienne ou l'affermage des

impôts plus fructueux que l'investissement destiné à améliorer la production.

Les industries urbaines reposaient de façon prédominante sur une production à petite échelle réalisée par des artisans individuels. Les ateliers plus importants qui employaient une main-d'œuvre salariée étaient très peu développés, sauf dans quelques rares secteurs dirigés plus souvent par l'État que par des entrepreneurs privés. Longtemps, les profits du commerce furent accaparés par les fonctionnaires. Leurs tentatives de contrôler la spéculation sur les denrées de première nécessité se transformèrent en efforts pour établir leurs propres monopoles sur le commerce de certaines marchandises.

Les progrès réalisés dans les campagnes pendant les premières décennies abbassides furent rapidement réduits à néant. Une fois les systèmes d'irrigation rétablis, les ressources destinées à leur maintenance furent régulièrement détournées vers d'autres affectations et d'autres bourses. La possession de la terre se concentrait toujours plus dans les mains de grands propriétaires, intéressés exclusivement par les profits à court terme nécessaires à l'entretien d'un train de vie ostentatoire à Bagdad. Ces derniers exercèrent une pression de plus en plus forte sur les cultivateurs et introduisirent l'esclavage dans les grands domaines. Comme dans l'ancienne Rome, non seulement les paysans perdaient leur terre, mais ils voyaient aussi se contracter le marché du travail salarié. En outre, les esclaves ne partageaient pas l'intérêt des paysans propriétaires pour la fertilité du sol à long terme.

Une « superstructure » dirigeante toujours plus élaborée pesait lourdement sur les campagnes, dont le volume de production cessa de croître. Comme le relève l'intéressante étude de l'anthropologue Robert McC. Adams sur l'agriculture dans les différentes civilisations qui se succédèrent en Mésopotamie, les classes dominantes urbaines « montraient peu d'intérêt pour le progrès de l'agriculture. Au lieu de cela, leur préoccupation pour les intrigues de cour et la corruption, ainsi que leur participation aux guerres civiles, sapaient toujours davantage les ressources de la paysannerie. Des tentatives à courte vue de

maintenir ou d'améliorer les recettes fiscales par des pratiques d'affermages, d'impôts confiscatoires et de corruption aggravèrent encore la situation¹⁸ ».

Les conditions naturelles – en particulier les dégâts que la concentration saline pouvait infliger au sol – étaient telles que même avec le plus grand soin il eût été difficile d'élever le produit de la terre un tant soit peu au-dessus des niveaux atteints des siècles auparavant. Désormais, la négligence se soldait par un effondrement d'une ampleur dévastatrice. Il en résulta un « arrêt complet de la culture et de la mise en exploitation dans les régions autrefois les plus prospères contrôlées par le califat¹⁹ ». Dès le XIII^e siècle, un observateur écrivait : « Tout est maintenant en ruines, et tous les villages et les villes ne sont plus que des tas de gravats [...]. Pas un sultan ne s'est intéressé à la construction [...]. Leur seul but était de percevoir des impôts et de les consommer²⁰. »

Le déclin économique du centre provoqua la fragmentation politique de tout l'Empire musulman, qui aggrava à son tour le déclin économique. En même temps que les revenus de la terre s'effondraient, la cour impériale favorisa progressivement son propre entretien aux dépens des marchands et confia la responsabilité des finances provinciales à des gouverneurs qui en profitèrent très largement. Il ne fallut pas longtemps pour que ces derniers deviennent quasiment indépendants dans leurs régions.

Dans le même temps, les califes tentèrent de réduire leur dépendance vis-à-vis de troupes arabes potentiellement rebelles, provoquant ainsi un retour de flamme. Certains peuples turcs d'Asie centrale agissaient davantage en qualité de mercenaires, ou mamelouks : il s'agissait de groupes d'esclaves privilégiés remplissant des fonctions militaires pour la maison impériale. Au bout d'un certain temps, leurs chefs devinrent suffisamment puissants pour faire et défaire les califes eux-mêmes, jusqu'à ce que les souverains soient réduits à la manifestation symbolique d'un pouvoir détenu par d'autres.

Au XI^e siècle, l'empire s'était désintégré. L'Espagne, le Maroc et la Tunisie étaient depuis longtemps des royaumes distincts. La Perse orientale était dirigée par des dynasties qui ne devaient qu'une allégeance formelle au calife de Bagdad. Des insurgés appartenant à la fraction ismaïlienne du chiisme avaient établi un califat concurrent en Égypte, en Syrie, dans l'Ouest de l'Arabie et dans la région du Sind en Inde. Leur nouvelle capitale, Le Caire, avec sa magnifique mosquée al-Azhar, disputait à Bagdad sa centralité en terre d'islam, et leur gouvernement représentait un véritable point de ralliement pour les musulmans dissidents et leurs aspirations révolutionnaires, de l'Égypte à Samarcande, même si le gouvernement allait bientôt faire face à une révolte de ses propres dissidents ismaïliens, qui donna naissance à la secte des Druzes, laquelle existe toujours au Liban.

L'effondrement économique et culturel ne fut ni immédiat ni généralisé à l'issue de cette fragmentation du monde musulman. Bagdad entra en déclin et fut finalement mise à sac par une armée mongole en 1258, mais l'Égypte continua à prospérer pendant deux siècles, et la fécondité de la culture islamique ne faiblit pas ; les savants voyaient des cours rivales se disputer l'honneur de les parrainer, de Cordoue, à l'ouest, jusqu'à Samarcande et Boukhara, à l'est.

Quantité de problèmes qui avaient déstabilisé l'empire se posèrent bientôt aux États qui lui succédèrent. Ceux-ci avaient prospéré parce qu'ils avaient su, pour un temps, remettre en marche le mécanisme productif antérieur et faire du commerce à grande échelle. Mais ils se montrèrent incapables d'appliquer de nouvelles méthodes de production susceptibles de faire progresser la société dans son ensemble. En Égypte, l'économie florissante des cités administratives et commerciales du Caire et d'Alexandrie demeurait tributaire de la production des villages de la vallée et du delta du Nil. La nourriture et les matières premières y affluaient des campagnes, tandis que les impôts tombaient dans les poches des dirigeants et les fermages dans celles des propriétaires terriens. Mais les villes ne fournissaient que très peu d'outils ou de dispositifs destinés à améliorer la production des

villages, où la vie était pourtant à peine différente de ce qu'elle avait été 1000 ans plus tôt. Ce parasitisme était en définitive voué à saper l'économie des villes elles-mêmes. Dès le XII^e siècle, de larges parties du territoire égyptien étaient affaiblies au point de tomber aux mains des croisés, un ramassis de brigands rangés sous la bannière du fanatisme religieux, venant d'une Europe occidentale où le niveau de civilisation était bien inférieur à celui des empires musulmans. Les succès des croisés attestaient des premiers efforts de cette région du monde pour s'extirper de son arriération à l'heure où le Moyen-Orient était en pleine stagnation. Au siècle suivant, seule la prise du pouvoir par les chefs mamelouks, les soldats-esclaves turcs, empêchera l'Égypte de tomber, comme la Perse, aux mains des Mongols.

Ainsi s'acheva la grande période de la culture et de la science islamiques. Au moment de la pénétration de l'islam dans les campagnes – cette religion était restée pendant des siècles essentiellement urbaine –, sa dépendance vis-à-vis de la popularité des mouvements « soufis » d'ascètes et de mystiques – dont certains furent vénérés après leur mort comme des « saints » – s'accrut. Toute une hiérarchie de divinités subalternes magiques et miraculeuses fut même réintroduite dans ce qui était censé être à l'origine une foi monothéiste. Le débat rationnel cessa d'avoir cours, cependant qu'un système d'écoles religieuses, les madrasas, se mit en place pour enseigner une orthodoxie unique – dirigée spécialement contre les hérésies de la shia'h – et qu'une administration religieuse cherchait à imposer ce système à la société tout entière. On privilégia l'étude du Coran et des hadiths plutôt que la recherche et l'élaboration d'une compréhension du monde. La pensée indépendante et le progrès scientifique furent de plus en plus étouffés. Au début du XII^e siècle, le poète et mathématicien Omar Khayyâm pouvait ainsi se plaindre de la « disparition des hommes de savoir, dont il ne reste plus qu'une poignée, petits en nombre mais grands en tribulations²¹ », même si les cités arabes d'Espagne restèrent des phares d'érudition pour les savants de l'Europe du XIII^e siècle, et qu'Ibn Khaldoun y développa, au XIV^e

siècle, des idées qui anticipaient les découvertes faites par les penseurs français et écossais des Lumières, au XVIII^e siècle²².

L'essor de la civilisation islamique aux VII^e et VIII^e siècles était lié à la façon dont les armées arabes, puis la révolution abbasside, avaient unifié une zone allant de l'Atlantique à l'Indus au nom d'une doctrine qui rendait le commerçant et l'artisan dignes du même intérêt que le propriétaire foncier ou le général. C'est ce qui rendit alors possible que des produits, des innovations techniques, des savoirs artistiques et scientifiques voyagent d'une rive à l'autre de l'Eurasie ; cela permit également que les héritages des anciens empires de Mésopotamie, d'Égypte, de Grèce et de Rome, de l'Inde classique et de la Chine contemporaine soient enrichis de nouvelles techniques et découvertes. Mais, le déclin de la civilisation islamique à partir du X^e siècle fut simultanément dû aux limites mêmes de la révolution abbasside ; laquelle ne fut en définitive qu'une demi-révolution, qui certes offrit aux négociants et aux artisans la possibilité d'influencer l'État, sans pour autant leur donner les moyens de le contrôler.

En équilibre instable entre les classes urbaines et les grands propriétaires terriens, la machine étatique devint toute-puissante. Elle ponctionnait l'impôt auprès de toutes les classes et offrait en récompense à ses généraux et à ses administrateurs de vastes domaines. L'État absorba le surplus qui aurait pu être utilisé pour développer la base productive de la société, et précipita finalement un grand nombre de paysans au-dessous du niveau de subsistance nécessaire pour continuer à travailler, de telle sorte que la production totale s'effondra. Il en résulta une contraction du marché pour les commerçants et les fabricants, ce qui ne les incita guère à passer de la production artisanale à un système manufacturier, aussi rudimentaire fût-il. Le progrès technologique fut enrayé – l'imprimerie elle-même ne fut pas introduite dans le monde musulman, même si des marchands qui s'étaient rendus en Chine en connaissaient l'existence – et la masse du peuple resta enlisée dans la pauvreté et la superstition. La civilisation était circonscrite à une couche relativement mince de la population, et elle

commença à s'étioler lorsque les conditions économiques qui la soutenaient se dégradèrent.

Les empires musulmans furent secoués par des révoltes à répétition menées par les partisans du dirigeant révolutionnaire assassiné, Abû Muslim, par les adeptes de tel ou tel descendant d'Ali, considéré comme le représentant d'un islam pur corrompu par les califes, par des citadins et des paysans, par les Zanj – les esclaves noirs des marais salants du Sud de la Mésopotamie – qui se soulevèrent pendant seize ans au cours du IX^e siècle²³, et par les Ismaïliens, qui amenèrent au pouvoir le califat rival en Égypte.

Pourtant, aucune de ces rébellions ne put, à l'instar des révoltes de l'ancienne Rome ou des révolutions paysannes chinoises, ouvrir la voie pour sortir de l'impasse. Elles donnèrent corps à un mécontentement considérable, le plus souvent sous une forme religieuse, mais elles se révélèrent incapables de présenter un projet de réorganisation de la société sur des bases nouvelles. Les moyens par lesquels la masse du peuple assurait sa subsistance n'étaient pas suffisamment avancés pour que cette possibilité voie le jour.

La civilisation islamique, comme celle des périodes Tang et Sung en Chine, fut importante en ceci qu'elle apporta les prémices d'un développement ultérieur. Mais le poids écrasant des vieilles superstructures empêcha ces semences de germer, jusqu'à leur transplantation dans une région primitive d'Eurasie où rien de tel n'existait.

Chapitre 16

Les civilisations africaines

Les colonisateurs européens des XIX^e et XX^e siècles décrivaient l'Afrique comme le « Continent noir » ; un continent selon eux sans civilisation ni histoire, où la vie était une « barbarie brutale, vide et inintéressante », si l'on en croit le professeur Egerton, de l'université d'Oxford¹. Leurs préjugés étaient tellement enracinés que le géologue Karl Mauch, l'un des premiers Européens à visiter le site de la ville du Grand Zimbabwe (qui remontait au XII^e siècle), était convaincu qu'elle ne pouvait être d'origine locale, et qu'elle avait dû être construite par des peuples non noirs venus du Nord et copiée sur le temple de Salomon à Jérusalem². L'historien conservateur Hugh Trevor-Roper écrivait en 1965 : « Il n'y a en Afrique que l'histoire des Européens. Le reste n'est que ténèbres³. »

Pourtant, tous les processus qui concoururent à l'apparition de la civilisation en Eurasie et dans les Amériques se développèrent de la même façon en Afrique, et ce à plusieurs reprises. L'Égypte en est l'exemple le plus connu. Bien que certains aspects de la civilisation égyptienne aient probablement été influencés par son contact avec la Mésopotamie, elle trouvait ses origines dans le développement indépendant, qui survint dans sa partie méridionale, des peuples du Sud et de l'Ouest sédentarisés dans la vallée du Nil⁴. L'historien grec Hérodote fit référence à la civilisation koushite de Nubie (entre le Nil et Assouan), qui conquiert brièvement l'Égypte au début du premier millénaire av. J.-C., et qui développa sa propre écriture phonétique. Les Romains connaissaient la civilisation d'Aksoum, en Éthiopie, qui avait très tôt adopté le christianisme. Elle était en contact étroit avec l'Arabie du Sud (certains disciples de Mahomet s'y étaient réfugiés,

fuyant les persécutions dont ils étaient l'objet à La Mecque) et avait elle aussi élaboré son propre alphabet. Des marchands venus d'Inde, des empires musulmans et même de la Chine étaient en contact avec toute une série de cités côtières au sud du Mozambique. L'un d'entre eux, Ibn Battuta, décrivait en 1331 Kilwa, située dans ce qui est aujourd'hui la Tanzanie, comme « l'une des villes les plus belles et les mieux construites du monde⁵ ». Hassan al-Wazzan (plus connu sous son surnom italien de Léon l'Africain), un Maure de Grenade exilé, raconta sa traversée du Sahara au début du XV^e siècle : il partit du Maroc et visita une vingtaine de royaumes le long du fleuve Niger. Il décrivit en particulier Tambo (Tombouctou) comme une cité peuplée de plusieurs milliers d'habitants, avec « de nombreux magistrats, des docteurs érudits et des hommes de religion », où « il y a un grand marché pour les livres manuscrits des pays berbères, et où l'on retire davantage de profit de la vente des livres que de n'importe quelle autre marchandise⁶ ». D'autres civilisations apparurent dans les forêts de la côte ouest, où la cité de Bénin fit très forte impression aux premiers Portugais qui la visitèrent, et dans une large ceinture en l'Afrique centrale, entre le royaume de Kongo, dans le Nord de l'Angola, et le Buganda (l'actuel Ouganda).

La séquence d'apparition de ces civilisations fut similaire à celle des civilisations eurasiennes et américaines. Dans certaines régions, les habitants élaborèrent des formes d'agriculture qui leur fournissaient suffisamment de surplus pour qu'il y ait un début de polarisation, au sein des vieilles structures communautaires, entre les lignages de chefs et les autres lignages. Puis, certains de ces lignages se cristallisèrent en classes dirigeantes qui exploitaient le reste de la société, alors que, dans la masse du peuple, des groupes spécialisés de marchands et d'artisans faisaient leur apparition aux côtés des paysans et des bergers.

Ces développements se produisirent parfois sous l'influence d'autres civilisations. L'exemple de l'Égypte, à l'évidence, eut des effets sur la Nubie ; celui de l'Arabie du Sud (où des villes existaient déjà en

1000 av. J.-C.) pesa sans doute sur l'Éthiopie, qui se situait de l'autre côté de la mer Rouge ; et les marchands indiens et arabes eurent une influence incontestable sur la côte est de l'Afrique. Mais cette influence n'était possible que parce que s'étaient déjà manifestées, de manière indépendante, les tendances susceptibles de profiter de cette proximité. Les marchands ne visitaient la côte orientale que parce qu'il y existait déjà des sociétés complexes avec lesquelles les échanges commerciaux étaient possibles.

Les changements déterminants survenus dans les modes de subsistance des différents peuples d'Afrique se déroulèrent indépendamment de toute influence extérieure, en particulier pour la culture des plantes. Ce qui était semé dans les anciennes civilisations de l'Eurasie et de la vallée du Nil n'aurait en effet pas poussé sous le climat tropical et subtropical de la plus grande partie de l'Afrique subsaharienne. Les peuples africains développèrent donc leurs propres formes d'agriculture. Cette hypothèse se vérifia aussi, bien plus tard, dans le domaine de la production du fer. Les forgerons d'Afrique de l'Ouest apprirent à fondre le minerai de fer à peu près à l'époque où ce savoir-faire se répandait en Eurasie, vers 1000 av. J.-C. Mais les techniques qu'ils utilisaient étaient assez différentes, ce qui confirme l'idée d'une trajectoire autonome⁷.

Ensemble, l'agriculture et le fer changèrent la face de l'Afrique subsaharienne. Les populations ouest-africaines de langue bantoue, qui furent les premières à adopter ces méthodes, augmentèrent au cours des siècles, les conduisant, entre 2000 av. J.-C. Et l'an 500 de l'ère chrétienne, à supplanter les groupes de chasseurs-cueilleurs, qui avaient autrefois prédominé en Afrique centrale et méridionale. Ces populations, disposant d'un surplus agricole substantiel, ou alors bien disposées au commerce, amorcèrent la transition vers la division en classes et la vie urbaine, pour la plupart après l'an 500. Le commerce mit les villes de la côte orientale en contact avec les autres civilisations de l'océan Indien. Les villes d'Afrique de l'Ouest s'intégrèrent à un réseau de négoce qui s'étendait du Nil et de l'Égypte d'un côté, au

Maghreb, de l'autre, en passant par le Sahara. De tels contacts leur permirent de raccourcir le long processus de développement d'une écriture propre : ils adoptèrent celle des Arabes et, avec elle, la religion musulmane, qui convenait davantage à la vie urbaine que les anciennes croyances « païennes ».

Des développements autochtones avaient produit, dans l'ordre d'apparition, les civilisations égyptienne, nubienne et éthiopienne. Au XV^e siècle, d'autres civilisations s'étaient formées sur l'ensemble du continent, d'une côte à l'autre, bien qu'elles fussent quelquefois parsemées de peuples « primitifs » dont les sociétés ne connaissaient pas la division en classes. Elles étaient connectées au système du commerce mondial par l'intermédiaire de l'islam bien avant que les Européens ne prennent pied sur leurs côtes (en fait, une des explications du déclin de l'ancien Zimbabwe réside dans la chute mondiale des prix de l'or, qu'il exportait déjà au XV^e siècle⁸).

Les peuples d'Afrique finirent par être victimes de l'émergence d'un système mondial, à tel point que leurs civilisations furent effacées du grand récit de l'humanité par une idéologie raciste qui en faisait des « sous-hommes ». Mais les raisons doivent être cherchées dans un accident d'ordre géographique.

L'Eurasie s'étend d'ouest en est. Elle comporte de vastes territoires qui partagent essentiellement le même climat et qui, par conséquent, sont adaptés à la culture des mêmes végétaux – le blé, l'orge et le seigle poussent de l'Irlande à Pékin, et le riz de la Corée et du Japon jusqu'à l'océan Indien. Elle comporte aussi quelques barrières naturelles qui empêchèrent la diffusion des espèces animales domestiquées. Les chevaux, les vaches, les moutons et les chèvres peuvent vivre pratiquement n'importe où, sauf dans les quelques régions désertiques du globe. Ainsi, les progrès dans l'agriculture purent se répandre avec une relative rapidité ; les populations pouvaient apprendre de leurs voisins qui opéraient dans des conditions similaires. Des hordes successives d'êtres humains pouvaient également parcourir la masse continentale d'un bout à l'autre, apportant parfois la

dévastation, comme les Huns ou les Mongols, mais souvent aussi leur connaissance de techniques nouvelles.

À l'inverse, l'Afrique s'étend du nord au sud et plusieurs ceintures climatiques différentes s'y succèdent. Les cultures qui sont florissantes en Égypte ou au Maghreb ne s'épanouiront que difficilement dans les régions de savane, de même que ce qui y pousse sera incultivable dans une région proche de l'équateur⁹. Par conséquent, les améliorations des techniques agricoles dépassaient rarement l'échelle régionale, jusqu'à ce que de nouvelles méthodes révolutionnaires leur permettent de franchir les barrières climatiques. Les méfaits de la mouche tsé-tsé en Afrique centrale constituaient aussi un frein naturel considérable, empêchant l'élevage du bétail de se développer plus au sud. Les éleveurs de vaches domestiquées avaient les plus grandes difficultés à atteindre les terres d'Afrique méridionale, particulièrement adaptées aux bovins. La navigation en eau profonde demeura impossible à partir de la côte ouest jusqu'au XV^e siècle, car nulle part au monde les techniques de navigation n'avaient résolu le problème des vents dominants contraires. La côte est était facilement accessible, mais il était malaisé de voyager à travers les montagnes du centre. Et le Sahara, qui coupe le continent en deux, de l'Atlantique jusqu'au Nil, était un obstacle pour tous ceux qui n'étaient pas des voyageurs intrépides et déterminés, même après l'introduction du chameau domestiqué en l'an 500 de notre ère.

Durant les âges sombres, les peuples arriérés d'Europe – comme les Britanniques, les Allemands ou les Scandinaves – finirent par acquérir la connaissance des innovations techniques et des améliorations agricoles venues de Chine, d'Inde ou du Moyen-Orient. Ils eurent la possibilité de se nourrir des progrès réalisés de l'autre côté de la plus vaste étendue continentale de la planète. Les civilisations d'Afrique subsaharienne durent bien davantage compter sur leurs propres ressources. Elles étaient relativement isolées, sur un continent qui faisait la moitié de la taille de l'Eurasie pour un sixième de sa population. L'obstacle au développement de ces sociétés n'était pas

insurmontable, comme le montre l'histoire des civilisations qui s'y sont succédé, mais elles se retrouvèrent dans une position de faiblesse lorsqu'elles furent finalement confrontées à des visiteurs prédateurs venus des anciennes régions arriérées d'Europe occidentale, qui avaient plus aisément pu emprunter et développer des technologies en provenance de l'autre bout de l'Asie.

Chapitre 17

La féodalité européenne

Il y a 1000 ans, les marchands des grandes cités islamiques, du Caire ou de Cordoue, se déplaçaient sur de longues distances¹. Ceux d'entre eux qui parvenaient jusqu'aux cours royales du nord de l'Europe durent être choqués par la situation qu'ils y trouvèrent.

Le territoire était divisé entre baronnies belligérantes, souvent séparées les unes des autres par d'épaisses forêts ou des marécages. On y vivait en quasi-autarcie économique, et les habitants dépendaient presque entièrement de ce qui était produit sur leurs terres. Les paysans s'y nourrissaient ordinairement de pain et de gruau d'avoine, et portaient des vêtements filés et tissés à la maison à partir de laine brute ou de lin. Ils allouaient aussi par ailleurs les deux cinquièmes de leur énergie à un travail non rémunéré pour le seigneur, sous la forme de corvées ou de fournitures de denrées en nature. En tant que serfs, les paysans n'avaient la liberté de quitter ni leur terre, ni leur seigneur.

Le niveau de vie des familles seigneuriales était bien plus élevé, mais il était également limité à la production des paysans. Leurs châteaux étaient sommaires, construits en bois et entourés de palissades de bois et de boue, mal protégés contre les intempéries. Leurs vêtements, plus fournis que ceux des paysans, n'étaient guère plus agréables au toucher, et ils étaient rarement plus cultivés que ces derniers. La maîtrise de l'art de monter à cheval et du maniement des armes leur était nécessaire pour conserver leurs terres face à la voracité d'autres seigneurs et pour punir les paysans récalcitrants ; ils n'avaient besoin ni de savoir lire, ni de savoir écrire, et rares étaient ceux qui se souciaient d'apprendre. Lorsque les seigneurs des grands domaines voulaient tenir des registres, ils se tournaient vers le petit

groupe social qui avait préservé la connaissance de la lecture et de l'écriture : la mince couche de moines et de prêtres alphabétisés.

Quelques produits – comme le sel, le fer pour les pointes de char-rués, les couteaux et les armes des seigneurs – provenaient des marchands. Mais ces derniers étaient très différents des classes de riches négociants des civilisations orientales, et bien plus proches des colporteurs et des rémouleurs. Comme eux, ils devaient se frayer leur chemin au travers des sentiers forestiers et des détours fangeux.

Il y avait très peu d'agglomérations urbaines, et « de vastes contrées, l'Angleterre, la Germanie presque tout entière, [étaient] absolument sans villes² ». Les rares cités existantes n'étaient guère plus que des centres administratifs pour les barons les plus éminents ou les établissements religieux. Elles n'étaient souvent constituées que de quelques chaumières blotties autour d'un château, d'un monastère ou d'une grande église.

Pourtant, cette extrémité très attardée du grand continent d'Eurasie était destinée à devenir le lieu de naissance d'une civilisation nouvelle, qui parviendrait à dominer les autres.

Toutes sortes de rationalisations furent mobilisées pour rendre compte de ce phénomène, du magique à l'ignoble en passant par l'absurde. Certains l'attribuent à la tradition « judéo-chrétienne », même si sa composante proprement chrétienne n'avait guère fait montre de mérites particuliers au cours des dernières années de l'Empire romain, des âges sombres européens ou de la stagnation de Byzance. D'autres l'imputent au climat, supposé encourager le « travail » et l'« esprit d'entreprise »³, ce qui laisse perplexe quand on considère la prospérité des premières civilisations. La tentative répugnante de l'expliquer en termes de supériorité « raciale » des Européens s'effondre à la première difficulté, lorsqu'on s'interroge sur les raisons de leur arriération si prolongée. Une autre approche attribue l'ascension de l'Europe à des facteurs « contingents » – en d'autres termes, à des accidents. Une poignée de grands hommes se serait spontanément manifestée, selon le récit communément enseigné ; le calvinisme et

l'« éthique protestante » seraient avantageusement apparus, selon les disciples du sociologue allemand Max Weber ; enfin, si l'on en croit certains universitaires d'Amérique du Nord, il s'agirait de la conséquence des affrontements entre paysans et seigneurs au XV^e siècle dont personne ne serait sorti victorieux⁴.

Les attardés vont de l'avant

Toutes ces interprétations font l'impasse sur une chose pourtant évidente : c'est l'arriération de l'Europe qui conduisit ses populations à adopter de nouvelles méthodes pour assurer leur subsistance ; méthodes qui leur parvinrent d'ailleurs. Lentement, au cours des siècles, elles commencèrent à appliquer des techniques déjà connues en Chine, en Inde, en Égypte, en Mésopotamie et en Espagne méridionale. Un changement, lent mais cumulatif, se produisit en parallèle dans l'ensemble des rapports sociaux, comme cela avait été le cas dans la Chine des Sung ou sous le califat abbasside. Mais cette fois, cela survint sans que l'énorme poids mort d'une vieille structure impériale n'étouffe tout progrès durable. L'arriération même de l'Europe lui permit de se projeter au-delà des grands empires.

Le progrès économique et technique ne fut pas automatique, ou sans obstacle. À diverses reprises, les anciennes structures freinèrent, arrêtaient et brisèrent parfois la dynamique des innovations. Comme ailleurs, il y eut de grandes révoltes, qui furent noyées dans le sang, et des mouvements promettant une société nouvelle qui finirent par reproduire l'ancienne. Des territoires fertiles furent transformés en contrées arides. Il y eut des guerres, aussi horribles qu'inutiles, la barbarie de la torture et l'esclavage de masse. Une nouvelle organisation de la production et de la société émergea pourtant, très différente de tout ce que l'histoire avait connu jusque-là.

Les premiers changements eurent lieu dans l'agriculture. Ceux qui vivaient de la terre au cours des âges sombres étaient peut-être

analphabètes, superstitieux et ignorants du monde qui les entourait, mais ils savaient d'où ils tiraient leur subsistance et ils étaient prêts, même lentement, à adopter les nouvelles techniques qui se présentaient pour améliorer leurs cultures et avoir plus régulièrement l'estomac plein. Au VI^e siècle, un nouveau type de charrue, la « charrue lourde à roues », capable de retourner des terres grasses et fertiles, apparut chez les peuples slaves d'Europe de l'Est et se répandit vers l'Ouest au cours des trois siècles suivants⁵. Avec elle se diffusèrent de nouvelles méthodes de pâturage, qui utilisèrent la fumure animale pour fertiliser le sol. Ensemble, elles permirent à une famille paysanne d'accroître ses rendements de 50 % dans un « système agraire qui produisait plus de viande, de produits laitiers, de peaux et de laine que jamais auparavant, et qui en même temps améliorait la récolte des céréales⁶ ». Comme l'affirme l'historien Lynn T. White, « elle s'avéra la méthode agricole la plus productive, relativement à la main-d'œuvre employée, que le monde eût connue jusque-là⁷ ».

D'autres améliorations techniques se produisirent au cours des siècles suivants, comme l'adoption des méthodes utilisées en Asie centrale pour harnacher les chevaux – qui purent ainsi remplacer les bœufs, beaucoup plus lents, aux labours – et la culture des haricots et d'autres légumineuses pour renouveler le sol. Selon l'éminent historien de la paysannerie médiévale, Georges Duby, l'effet cumulatif de ces innovations fut de doubler les rendements céréaliers dès le XII^e siècle⁸.

Ces changements furent lents. Sylvia Thrupp suggère que les « meilleurs taux de croissance économique médiévaux [...] avoisinaient peut-être 0,5 %⁹ ». Pourtant, sur 300 ou 400 ans, c'est à une véritable transformation de la vie économique que l'on assista.

De tels progrès dépendaient pour une grande part de l'ingéniosité des paysans producteurs. Mais ils exigeaient autre chose : que le seigneur féodal consacre une portion du surplus à l'amélioration des méthodes agricoles, au lieu d'en accaparer l'intégralité. Les barons étaient des hommes rudes et cupides. Ils avaient acquis leur terre et la

conservaient par la force. Toute leur richesse reposait sur l'exercice direct de la violence, non sur le jeu de l'offre et de la demande, et une grande partie de cette richesse se trouvait gaspillée en produits de luxe et en expéditions guerrières. Mais ils vivaient sur leurs domaines, ils n'étaient pas une classe de propriétaires absentéistes comme ceux des derniers temps de la République romaine ou de la puissance abbasside. Les plus médiocres comprenaient eux-mêmes que prendre à leurs serfs au point que ces derniers ne puissent ensemençer la récolte de l'année suivante, c'était se retrouver sans rien pour vivre ou combattre. Comme le fit remarquer l'historien économique allemand Peter Kriedte : « Le seigneur devait préserver à tout prix la parcelle paysanne [et] par conséquent [...] assister les paysans dans des situations d'urgence liées à de mauvaises récoltes ou à d'autres causes¹⁰. » Fournir des charrues perfectionnées aux paysans permettait d'engranger un plus grand excédent pour la consommation de luxe et pour la guerre. « Dans sa chronique des premiers ducs de Normandie écrite au début du XI^e siècle, Dudon de Saint-Quentin raconte le prix que ces princes attachaient aux charrues, et les peines exemplaires qu'ils avaient édictées pour le vol de ces instruments¹¹. » Certains seigneurs organisèrent et financèrent le défrichage de terres nouvelles tout au long de la période féodale. Ils furent la force motrice du développement de la première forme de mécanisation, qui demeura longtemps la plus importante : le moulin hydraulique.

Comme toutes les classes dominantes, les seigneurs féodaux étaient principalement intéressés par l'exploitation. Ils utilisaient du travail non rémunéré pour construire un moulin et obligeaient les paysans à y moudre leur grain, en les faisant payer. Mais au cours d'une certaine période historique, leur souci d'élever le niveau d'exploitation conduisit aussi une partie d'entre eux à encourager les progrès des techniques de production.

La classe dominante féodale n'était pas seulement composée de barons belliqueux. Beaucoup des grands domaines agricoles étaient aux mains d'institutions religieuses – abbayes et monastères : « En

richesse, puissance et aptitude au commandement [...], les abbés, les évêques et les archevêques [...] n'avaient rien à envier aux grands barons militaires [...]. D'immenses fortunes étaient amassées par les communautés monastiques ou par les prélats¹². » Le savoir des moines était parfois mobilisé pour accéder aux écrits sur les techniques existant dans la Grèce et la Rome anciennes, ainsi que dans les empires byzantin et arabe : « Qu'il s'agisse des premiers moulins, à eau ou à vent, du progrès des techniques rurales, on voit souvent les ordres religieux à l'avant-garde¹³ ».

Une modification des rapports entre seigneurs (guerriers ou religieux) et cultivateurs était rendue nécessaire par la mise en œuvre de ces nouvelles techniques. Les grands propriétaires fonciers avaient finalement dû abandonner la pratique romaine dispendieuse du travail des esclaves, qui avait persisté jusqu'au X^e siècle. Puis ils commencèrent à découvrir les avantages du « servage », attribuant des parcelles à des foyers paysans en échange d'une partie du produit de leur travail. Les serfs étaient incités à travailler aussi intensément que possible et à employer de nouvelles techniques sur leurs terres. Avec l'augmentation de la production globale, les revenus des seigneurs étaient eux aussi en hausse, en particulier lorsqu'ils utilisaient leur puissance militaire pour transformer en serfs des paysans libres jusqu'alors. Ce que Guy Bois appelle la « transformation de l'an 1000 » est la fin de l'esclavage agricole et la consolidation du servage féodal comme mode de production plus dynamique que l'ancien système romain¹⁴.

On ne saurait trop insister sur l'importance du processus qui eut lieu dans les campagnes entre 1000 et 1300, pour nous qui réduisons la nourriture à un simple article disponible en grande surface. Le doublement de la quantité de denrées alimentaires produites par chaque foyer paysan transforma les possibilités de la vie humaine dans toute l'Europe. Celui qui contrôlait la nourriture excédentaire pouvait l'échanger contre les marchandises transportées par les colporteurs ou fabriquées par les artisans.

Pour le dire rapidement, le seigneur pouvait voir le grain transformé en soie pour sa famille, en fer pour ses armes, en meubles pour son château, en vins et en épices pour agrémenter ses repas. Cette transformation pouvait aussi être employée à accroître encore davantage la productivité des paysans cultivateurs, au moyen d'aires de bois munis de pointes ferrées, de couteaux, de faucilles et, dans certains cas, de chevaux ferrés, équipés de brides et de mors.

La tâche de pourvoir à toutes ces attentes à l'occasion de marchés réguliers transforma l'humble colporteur en respectable marchand, et le respectable marchand en riche négociant. Les villes connurent une renaissance lorsque des artisans et des commerçants s'y établirent, installant des échoppes et des ateliers autour des châteaux et des églises. Des réseaux commerciaux se développèrent, reliant des villages jusque-là isolés autour de villes en expansion et influençant le mode de vie de toute une région¹⁵. Pour obtenir la monnaie nécessaire à l'achat des produits de luxe et des armes, les seigneurs encourageaient les serfs à vendre les récoltes qu'ils avaient produites et à substituer des loyers en argent aux corvées et aux fournitures en nature. Certains seigneurs obtinrent une source de revenus supplémentaire en percevant des droits sur les commerçants qu'ils autorisaient à tenir marché sur leurs terres.

La vie dans les villes était très différente de la vie rurale. Commerçants et artisans étaient des individus libres, sans la tutelle directe d'aucun seigneur. Un dicton allemand proclamait : « L'air des villes vous libère. » Les classes urbaines furent de moins en moins disposées à subir les prérogatives de la classe aristocratique. Les marchands et artisans qui avaient besoin de main-d'œuvre accueillirent les serfs fuyant la servitude sur les domaines avoisinants. Et, pendant que les villes croissaient en taille et en richesse, elles se donnèrent les moyens de défendre leur indépendance et leur liberté par l'édification de remparts et l'entretien de milices urbaines.

La civilisation du XIII^e siècle

Avec le temps, tous les aspects de la société changèrent. La chronique classique de la féodalité européenne élaborée par l'historien français Marc Bloch va jusqu'à parler d'un « second âge féodal » dans lequel les rapports entre les seigneurs féodaux eux-mêmes connurent une transformation. Les rois gagnèrent en influence. Ils se montrèrent peu à peu capables de formaliser leur pouvoir au sommet des hiérarchies de seigneurs féodaux. En accordant à diverses villes le droit de se gouverner elles-mêmes, ils purent les utiliser comme contrepoids au pouvoir des barons. Et ils essayèrent de mettre en place des réseaux nationaux de tribunaux dans lesquels leurs fonctionnaires, et non plus le château, administraient la « justice », même si les seigneurs conservaient généralement leurs pleins pouvoirs sur les affaires de leurs propres domaines.

La vie intellectuelle se trouva elle aussi transformée. Les négociants eurent besoin de tenir des comptes et des registres écrits, pratique dont les seigneurs n'avaient pas eu l'utilité aux premières heures de leur domination. Ils voulurent aussi remplacer par des lois formelles écrites les jugements circonstanciels rendus dans les villages par les seigneurs. Certains firent l'effort d'apprendre à lire et à écrire, et ce dans les dialectes locaux qu'ils parlaient. L'alphabétisation ne fut dès lors plus confinée dans les monastères, et le latin cessa d'être la seule langue écrite. L'étude passa des monastères aux universités nouvelles, établies dans des grandes villes comme Paris, Oxford et Prague, et les érudits furent désormais en mesure de gagner leur vie par le biais de l'enseignement, en dehors du contrôle direct des autorités ecclésiastiques. Ils firent montre d'un intérêt nouveau pour les textes non religieux des mondes grec et romain, voyageant en Sicile, en Espagne mauresque ou même en Syrie, pour accéder à leurs traductions arabes¹⁶. Ils commencèrent à débattre entre eux des mérites comparés de Platon et d'Aristote et de l'aristotélicien islamique Averroès.

La pensée médiévale est souvent associée à la « scolastique » : la discussion comme fin en soi, revenant sans cesse aux textes. Mais dans la première phase du renouveau intellectuel, on était loin de cette acception de la scolastique. Celle-ci consistait aussi à réutiliser des écrits oubliés depuis longtemps pour tenter d'en tirer des idées neuves. Ainsi, Abélard, qui dominait la vie intellectuelle de l'université de Paris au début du XII^e siècle, insistait : « L'homme intelligent est celui qui a la capacité de saisir et de considérer les causes cachées des choses. Par causes cachées, nous entendons celles dans lesquelles les choses trouvent leur origine, et celles-ci doivent être examinées davantage par la raison que par l'expérience des sens¹⁷. » Il fut attaqué par saint Bernard de Clairvaux, un mystique qui l'accusa de se considérer comme « capable par la seule raison humaine de comprendre Dieu dans sa totalité¹⁸ ».

Le recours à la rationalité n'empêcha pas la nouvelle science de développer une activité concrète. Roger Bacon rédigea la formule de la poudre à canon, jusqu'alors inconnue en Occident, et étudia les façons d'utiliser les miroirs et les lentilles pour développer l'optique. C'est un autre savant, Peter de Maricourt, qui observa les propriétés du magnétisme et construisit des machines qui les mettaient en pratique¹⁹.

Les traductions à l'usage des érudits apportaient aussi des informations sur les techniques découvertes plus de 1000 ans auparavant en Grèce, à Rome ou à Alexandrie, et sur celles que la Chine avait fournies aux sociétés islamiques de la Méditerranée orientale et de l'Asie centrale. Ces techniques s'ajoutèrent aux perfectionnements que les meuniers, forgerons et maçons locaux avaient déjà apportés aux outils et aux équipements, ce qui entraîna une « passion pour la mécanisation de l'industrie telle qu'aucune culture n'en avait connue²⁰ ».

Les moulins hydrauliques commençaient à fournir la force motrice des soufflets de forge et celle du battage des vêtements lors de leur finition. La manivelle et le vilebrequin transformèrent le mouvement vertical en rotation (et inversement), et le volant permit

de maintenir la rotation à une vitesse constante. Le rouet et la boussole arrivèrent d'Extrême-Orient au XII^e siècle, et le gouvernail remplaça la godille au XIII^e, ce qui renforça considérablement la sécurité du transport maritime. La découverte des lentilles grossissantes permit aux scribes et aux lettrés de ne plus mettre fin à leur carrière à cause d'une vue déclinante. L'étrier de selle, des progrès dans la fabrication des armures, l'arbalète, la baliste, puis la poudre (utilisée pour la première fois en 1320) et le canon transformèrent l'art de la guerre. Et l'humble brouette, passée presque inaperçue, changea la nature d'une quantité de travaux agricoles éreintants.

C'est ce progrès technique qui soutint la floraison de la société et de la culture médiévales à la fin du XIII^e et au début du XIV^e siècle. Dès cette époque, des « communes », ou « villes franches », cités-États auto-administrées, dominaient le paysage politique de l'Italie du Nord et des Flandres. Des écrivains tels que Boccace, Chaucer et, par-dessus tout, Dante se firent un nom en produisant une littérature profane écrite dans leur dialecte local – donnant ainsi à ce dernier le prestige nécessaire à sa transformation en langue « nationale ». Et, dominant de leurs flèches les villes médiévales, apparurent ces monuments érigés à la gloire de leur culture : les grandes cathédrales. Ces œuvres d'art et d'architecture n'auraient pas été concevables sans les changements agricoles, techniques et idéologiques des siècles antérieurs.

La crise du XIV^e siècle

La période de croissance économique et de progrès technique ne devait pas durer. Elle s'inscrivait en effet dans une société dominée par une classe de seigneurs féodaux dont le mode de vie était centré sur la consommation de luxe, la préparation de la guerre et un code de l'honneur militaire ; ce qui, au bout du compte, finit par constituer un obstacle plutôt qu'une incitation au progrès. De façon typique, les légendes médiévales célébraient comme de « bons rois »

ceux qui, à l'image de Richard Cœur de Lion ou de « Saint » Louis, dépensèrent des fortunes considérables dans ce qu'on a appelé les « croisades », c'est-à-dire la conduite d'un ramassis de canailles à travers l'Europe et l'Asie mineure pour tenter de déloger les musulmans de Palestine. Tout aussi dispendieuses, et ruineuses pour les terres traversées, furent les guerres entreprises par les rois normands pour tenter de soumettre l'Écosse, le Pays de Galles et la plus grande partie de la France et de l'Irlande aussi bien que de l'Angleterre ; ou les guerres qui opposèrent, dans l'Italie du XIII^e siècle, les souverains du Saint Empire romain germanique aux rois de France alliés au pape²¹. Dans le meilleur des cas, seulement 1 % à 2 % des revenus étaient affectés à de nouveaux investissements²².

Les seigneurs étaient de plus en plus éloignés des réalités concrètes de la production dont ils tiraient les fruits. Aux guerriers retranchés dans des forteresses sommaires en succédèrent d'autres, séjournant dans des châteaux élaborés, drapés de soie et occupés par de coûteux rituels de cour et de chevalerie, qui affirmaient leur supériorité sur les autres groupes sociaux. Ils se considéraient comme une caste distincte de toutes les autres, avec des droits héréditaires sanctionnés par des cérémonies religieuses. À l'intérieur de cette caste, un système de rangs sophistiqué séparait les grands aristocrates des chevaliers ordinaires, qui étaient légalement leurs vassaux. Mais toutes ces couches affichaient un dédain manifeste pour ceux qui s'engageaient concrètement dans la production de richesse, fussent-ils de riches marchands, d'humbles artisans ou de pauvres paysans.

Les papes, abbés et évêques faisaient partie de cette classe dirigeante et adoptèrent une partie de ses attitudes, tout en ayant des intérêts propres. À la fin du XI^e siècle, une série de papes « réformateurs » avaient aspiré à centraliser le réseau des abbayes et des évêchés afin d'imposer une structure quasi théocratique à l'ensemble de l'Europe. Cette démarche impliquait que l'Église tente d'établir la paix entre des seigneurs rivaux et de se constituer en influence dominante au sein de la société. Une autre conséquence fut l'immense

gaspillage et la dévastation des croisades. Les papes utilisèrent l'appel à « libérer » Jérusalem des musulmans « infidèles » (qui n'avaient jamais interféré avec les pèlerinages des chrétiens) et la perspective d'un riche butin pour persuader rois, seigneurs et chevaliers de se joindre aux nombreuses armées sous commandement papal. Ils se souciaient fort peu que, aux côtés des « exploits » de ces armées, les villes soient sauvagement pillées, les femmes et les enfants violés, que l'on commette pillages, pogroms de juifs, de musulmans et de chrétiens non catholiques, et que Constantinople soit conquise et mise à sac en 1204²³. Les guerres entre les papes (alliés aux rois français) et les empereurs, qui dévastèrent l'Italie au XIII^e siècle, furent une autre retombée des ambitions papales.

Papes, évêques et abbés s'employaient aussi à conforter les valeurs générales qu'ils partageaient avec les seigneurs. Les cathédrales, les créations artistiques majeures de la période, étaient aussi le plus grand symbole de puissance pour la classe dirigeante, soulignant l'ordonnement divin de la société, les hiérarchies paradisiaques des anges, des saints et des hommes, correspondant aux hiérarchies terrestres des rois, des seigneurs, des abbés, des évêques, des chevaliers et des gens ordinaires.

L'emprise de l'Église sur l'esprit des masses reposait sur les superstitions et les croyances magiques dans les saintes reliques et les miracles, dont les succès tenaient à la précarité et aux périls de l'existence. Les chefs de l'Église avaient donc de bonnes raisons de craindre les idées nouvelles qui se répandaient dans les villes. Des savants comme Abélard et Bacon, par leur foi en la raison, pouvaient mettre en danger les fondements des superstitions et, de la même façon, les moines errants qui prêchaient un évangile de pauvreté et d'humilité pouvaient encourager les croyances « hérétiques », notamment que les « saints pauvres » étaient autorisés à faire la guerre aux « riches corrompus ». L'Église étrangla progressivement ces idées nouvelles. Elle reconnut officiellement les modérés franciscains, mais persécuta les *fratelli*, considérés comme des « extrémistes ». Puis, en 1277, elle

essaya de bannir 219 thèses « inacceptables » (dont certaines étaient partagées par le grand apologiste du christianisme de la fin du Moyen Âge, Thomas d'Aquin) de l'enseignement des professeurs. Roger Bacon fut sans doute assigné à résidence et les partisans d'Averroès durent quitter Paris pour se réfugier à Padoue. Enfin, au cours du XIV^e siècle, l'Inquisition vit le jour et, avec elle, la mise au bûcher de nombreuses personnalités accusées d'hérésie. Dans l'atmosphère nouvelle ainsi créée, les lettrés commencèrent à se tenir à l'écart des « discussions dangereuses ». Après que Thomas d'Aquin eut refondu la théologie chrétienne sur la base des idées d'Aristote – justifiant au passage la hiérarchie des aristocrates, chevaliers, marchands, artisans et paysans –, la pensée médiévale entra dans sa période véritablement scolastique, stérile, dans laquelle aucune remise en cause des bases du dogme de l'Église, et des conceptions du monde physique qui les accompagnaient, ne fut formulée.

En 1300, le cœur de la société européenne était le lieu d'une implacable contradiction. La vie matérielle et culturelle avait atteint un sommet qui rivalisait avec le point culminant de la civilisation romaine. La société semblait aller de l'avant, s'extirpant, même si c'était avec lenteur, de la pauvreté, de l'insécurité et de la superstition. Pourtant, la cime de cette société se figeait à mesure que les seigneurs rendaient de plus en plus rigides les barrières les séparant des autres classes, que l'Église étouffait toute pensée rationnelle, assimilée à la dissidence, et que des portions toujours plus grandes du surplus étaient dépensées en produits de luxe, en guerres et en cérémonies rituelles.

La contradiction atteignit son apogée lorsque des famines frappèrent la majeure partie de l'Europe, amenant dans leur sillage la peste, dont la virulence était exacerbée par la malnutrition générale. Au cours de cette grande crise du XIV^e siècle, la moitié de la population périt, un grand nombre de villages furent abandonnés et des millions d'hectares de terres cultivées se retrouvèrent en friche. Comme l'a écrit Guy Bois, « la majeure partie du continent est alors saisie par une

profonde dépression. Elle subit une régression massive et plus que séculaire de son niveau de population et de sa capacité de production. Le phénomène, par son ampleur et sa durée, n'a pas de précédent connu dans notre histoire. Il se déroule dans une atmosphère de catastrophe : l'épidémie sans cesse renaissante ; la guerre endémique et son cortège de destructions ; le désarroi des esprits ; les convulsions sociales et politiques²⁴ ».

De même que pour les crises qui avaient plongé les civilisations antérieures dans les « âges sombres », on tente souvent d'attribuer aux causes naturelles un rôle majeur dans ce processus. Certains historiens le mettent par exemple sur le compte d'un refroidissement du climat en Europe. Mais cela n'explique pas pourquoi les populations ne seraient pas parvenues à s'ajuster au cours des décennies en se tournant vers des cultures plus résistantes – par exemple en semant de l'orge là où ils avaient auparavant cultivé du blé, et du blé là où avait poussé la vigne. D'autres prétendent que c'est la croissance démographique qui a épuisé toutes les terres cultivées. Il semble toutefois improbable que toutes les terres en friche aient été vraiment épuisées, en tout cas cela n'explique pas pourquoi les rendements cessèrent de croître comme ils l'avaient fait au cours des siècles précédents.

La véritable cause de la crise réside dans la charge croissante imposée à la société pour entretenir le mode de vie de la classe dirigeante féodale. D'une part, comme le note Georges Duby, « dans les pays les plus avancés [...] le système de culture centré sur les céréales commença à être déstabilisé par les exigences d'une augmentation progressive des standards de vie aristocratique et urbain » et par une demande accrue de produits de luxe²⁵. D'autre part, les améliorations techniques connurent peu d'investissements. Comme le fait remarquer Rodney Hilton, « la structure sociale et les habitudes de la noblesse foncière ne permettaient pas une accumulation visant l'investissement dans la production²⁶ ».

Luttes de classes et mouvements millénaristes

L'ampleur de la crise provoqua des convulsions dans toutes les couches de la société. Ses retombées allèrent même jusqu'à affecter la classe dominante. La « crise des revenus seigneuriaux²⁷ » fut d'abord provoquée par les difficultés rencontrées par une paysannerie trop affamée pour dégager un surplus, puis par la pénurie aiguë de main d'œuvre agricole liée à la mortalité engendrée par la famine et la peste. Les seigneurs se montrèrent plus enclins à se faire la guerre entre eux – comme l'illustre la guerre de Cent Ans, apparemment interminable, qui vit s'affronter les monarques anglais et français. Ces derniers tentèrent aussi de restaurer leurs finances en ponctionnant davantage les classes inférieures, les paysans et les bourgeois. La crise économique entraîna des luttes de classes acharnées.

Les affrontements armés entre seigneurs et paysans n'étaient pas un phénomène nouveau. La résistance au servage, par exemple, avait provoqué un grand soulèvement dans le Nord de la France au X^e siècle. Comme le scande un poème écrit ultérieurement,

« Les vilains et les paysans
 [...]
 Ont tenu plusieurs parlements.
 Ce mot d'ordre vont conseillant :
 Qui est plus haut, c'est l'ennemi
 [...]
 Et plusieurs d'entre eux ont juré
 Que jamais ne pourront admettre
 D'avoir seigneur ni maître²⁸ ».

Une fois la féodalité fermement établie, il fut plus difficile aux paysans de défier le seigneur directement. Il était armé alors qu'ils ne l'étaient pas, ils avaient besoin de lui pour leur fournir certains outils

et les nourrir dans les années de mauvaise récolte, et son pouvoir était légitimé par les enseignements de l'Église. Mais si ses exigences dépassaient les limites conventionnelles, ils pouvaient toujours lui opposer une résistance. Ils bénéficiaient du fait qu'ils étaient très supérieurs en nombre au seigneur et à ses troupes, et profitaient des liens tissés au cours de générations passées dans les mêmes villages.

Dans de nombreux endroits, la colère flamba comme jamais auparavant. En 1325, les paysans libres des Flandres occidentales prirent les armes, refusant de payer les dîmes à l'Église et les fermages au seigneur féodal. Ils ne furent battus que lorsque le roi de France intervint en 1328. En 1358, une grande *jacquerie* – soulèvement rural – dans la vallée de la Seine se termina par des attaques contre les nobles locaux et l'incendie de leurs châteaux. En juin 1381, la « révolte des paysans » anglaise donna brièvement le contrôle de Londres aux insurgés ruraux menés par Wat Tyler (qui furent pendus après avoir fait l'erreur d'accorder leur confiance au roi). La rébellion vit toute la paysannerie s'unir pour exiger son émancipation vis-à-vis des seigneurs féodaux : « L'abolition de la captivité et de l'asservissement était le premier article du programme paysan²⁹. » John Ball, le fameux prêtre défroqué qui contribua à inspirer la révolte, prêchait pour une attaque sans retenue des privilèges nobiliaires : « Lorsque Adam bêchait et qu'Ève filait, qui était le gentilhomme ? »

Une partie de la population urbaine apporta son soutien aux paysans flamands en 1320 comme à la révolte anglaise en 1381. Des citoyens ouvrirent les portes de Londres aux paysans, et les Londoniens pauvres se joignirent à la foule insurgée. Mais le XIV^e siècle fut aussi le témoin d'importantes révoltes urbaines contre l'ordre ancien. Certaines d'entre elles n'étaient que le prolongement d'anciennes luttes des citoyens des villes pour obtenir leur indépendance par rapport aux seigneurs locaux. Des affrontements de ce type eurent lieu à plusieurs reprises dans les Flandres. À Paris, à la fin des années 1350, de riches bourgeois profitèrent de l'occasion offerte par l'emprisonnement du roi par les Anglais pour prendre le contrôle de la ville.

Étienne Marcel, membre d'une riche famille de commerçants, conduisit 3 000 artisans dans le palais royal et força l'héritier du trône à revêtir brièvement les couleurs de la révolte. À Florence, en Italie du Nord, la révolte franchit encore une étape en 1378, lorsque les artisans de la laine, les *ciompi*, se retournèrent en masse contre les chefs des guildes de marchands dominantes et prirent le contrôle de la ville pendant deux mois³⁰.

De telles démonstrations de combativité de classes ne furent pas les seules formes de résistance opposées par les populations à la dévastation de leurs existences. Il y eut dans l'Europe médiévale une longue histoire de mouvements millénaristes, qui combinaient la colère populaire contre les riches à l'attente religieuse de la seconde venue du Christ et, souvent, à la haine des étrangers. Les croisades officielles des papes provoquèrent au sein des masses des croisades officieuses : les croisades du « peuple », des « enfants », des « bergers ». Les prédicateurs hérétiques recrutaient en se présentant comme les successeurs de Jésus. Le plus souvent, la multitude marchait de ville en ville, pillait et faisait des adeptes au sein du peuple. Leur colère était dirigée non pas contre la classe dirigeante féodale en tant que telle, mais contre les prêtres corrompus et les juifs. Ces derniers constituaient une cible facile : ils étaient le seul groupe non chrétien dans une société où le christianisme était hégémonique ; exclus de l'agriculture par l'attitude de l'Église, ils étaient contraints de jouer le rôle de marchands et d'usuriers aux marges de la société médiévale ; et ils n'avaient pas le même pouvoir que les classes possédantes pour se défendre. On leur imposait de choisir entre une conversion immédiate au christianisme ou une mort tout aussi immédiate. Mais les foules traînaient aussi des prêtres dans les rues et pillaient leurs églises.

La crise alimenta toute une série de mouvements semblables, confus et quasi religieux. En 1309, dans les Flandres et le Nord de la France, « des colonnes armées apparurent, constituées d'artisans misérables et de travailleurs, avec une fraction composite de nobles dont les fortunes s'étaient dissipées. Ces gens mendiaient et pillaient à

travers le pays, tuant les juifs mais aussi prenant d'assaut [...] les châteaux [...]. En dernière instance, ils attaquèrent le château du duc de Brabant [...] qui, trois ans auparavant, avait mis en déroute une armée d'ouvriers du textile insurgés et, dit-on, fait brûler vifs leurs leaders³¹ ».

En 1320, des colonnes de pauvres et de démunis étaient à nouveau en marche, menées par un prêtre défroqué, un moine hérétique et des prophètes qui proclamaient qu'un véritable carnage annoncerait l'aube d'un âge nouveau. Ils prirent d'assaut les prisons de Paris et pénétrèrent dans le palais du Châtelet avant de se diriger vers Toulouse et Bordeaux. Tout au long de leur marche, ils massacrerent des juifs³². Mais ils dénonçaient aussi les prêtres comme de « faux bergers qui dépouillaient leurs troupeaux, et commencèrent à envisager d'exproprier les monastères ». Le pape, qui résidait en Avignon, envoya une force armée à leur rencontre et fit pendre les prisonniers par groupes de vingt à trente³³.

La panique qui marqua l'épidémie de peste noire, à la fin des années 1340, provoqua un regain d'hystérie religieuse et donna naissance au phénomène des *flagellants*. Encouragées par une déclaration papale, des bandes d'hommes, qui comptaient jusqu'à 500 personnes, se formèrent. Vêtus de robes identiques, leurs membres se réunissaient en cercle pour chanter des cantiques et se frapper frénétiquement le dos, jusqu'à ce qu'il soit couvert de plaies, avec des lanières de cuir serties de pointes de fer. Ils croyaient qu'en imitant les souffrances que le Christ avait prétendument endurées sur la croix, ils se purgeaient des péchés qui avaient amené le monde là où il était, et assurèrent du même coup leur entrée au paradis. Leur extase religieuse se combinait avec une sorte de « panique morale », sans doute liée au fait qu'ils croyaient que l'apparition soudaine de la peste noire était le fruit d'une conspiration. Ils massacrerent les juifs, accusés de répandre la peste en empoisonnant les puits – en dépit du fait que, évidemment, les juifs étaient tout autant frappés par la maladie que les chrétiens –, mais ils s'en prirent aussi aux curés et voulurent saisir

les biens de l'Église. Celle-ci réagit finalement par le biais d'une bulle papale, qui les condamna, et diverses autorités séculières s'attachèrent à les capturer et à décapiter ceux qui ne s'y conformaient pas³⁴.

Le début du XV^e siècle vit apparaître en Bohême une forme différente de mouvement religieux³⁵, dont les caractéristiques étaient pour certaines identiques à celles des révoltes urbaines qui la précédèrent en Flandres, France et Italie, tout en étant aussi une répétition générale de la grande Réforme protestante qui devait avoir lieu cent trente ans plus tard. Cette région avait connu un développement économique rapide. S'y trouvaient les plus riches mines d'argent d'Europe et le siège le plus important du savoir dans le Saint Empire romain germanique. Mais la majeure partie de la richesse était aux mains de l'Église, qui possédait une bonne moitié des terres. Un fort ressentiment en découlait, non seulement parmi les classes pauvres des villes et des campagnes, mais aussi parmi de nombreux chevaliers qui parlaient plus volontiers tchèque qu'allemand.

Cette rancune trouva à s'exprimer dans un soutien massif pour les idées de Jan Hus, un prédicateur et professeur d'université qui se livrait à une agitation vigoureuse contre la corruption de l'Église et la prétention du pape à être le seul interprète des désirs de Dieu. Hus reçut même des marques de sympathie de la part du roi de Bohême Wenceslas. Lorsque l'empereur, à la demande du pape, fit rôti Hus sur le bûcher en 1415, pratiquement toute la population de Bohême se souleva et des autochtones prirent le contrôle de l'Église et de ses propriétés.

Le roi se retourna contre le mouvement. De leur côté, les nobles et les riches marchands s'inquiétaient de plus en plus de la tendance des paysans à contester toute forme d'exploitation, d'où qu'elle vînt, et pas seulement celle de l'Église. Des artisans appartenant à l'aile radicale « taborite » du mouvement hussite contrôlèrent Prague pendant quatre mois avant d'en être expulsés par les marchands, qui espéraient ainsi s'attirer les bonnes grâces du pape et de l'empereur. La guerre dura une décennie, l'empereur et le pape s'employant conjointement à

briser la révolte bohémienne. Les hésitations répétées de la noblesse tchèque et des bourgeois de Prague poussèrent la base militante des taborites à se mettre en quête d'idées radicales, de slogans égalitaires comme : « Tous vivront ensemble comme des frères ; nul ne sera le sujet d'un autre », « Le Seigneur régnera et le Royaume sera donné au peuple de la terre », et « Tous les seigneurs, nobles et chevaliers seront passés au fil de l'épée et exterminés dans les forêts comme des hors-la-loi »³⁶. Ce ne fut qu'en mai 1434 qu'une armée d'aristocrates forte de 25 000 hommes, aidée par la désertion d'un de leurs généraux, finit par vaincre les forces taborites. Pas moins de 13 000 taborites furent tués.

En Flandres, en Italie du Nord, dans le Nord de la France, en Grande-Bretagne, en Bohême, la crise de la féodalité provoqua toute une série de grandes rébellions. Mais le pouvoir des seigneurs féodaux demeura intact. Aucune classe n'émergea, qui fût capable d'unifier le reste de la société derrière elle pour prendre d'assaut l'ensemble du système féodal.

Depuis des siècles, les bourgeois citadins résistaient au pouvoir des seigneurs, mais les conseils qui dirigeaient les villes n'étaient souvent que des oligarchies dominées par de grands négociants dont la résistance aux féodaux était très limitée. Vivant à l'intérieur du système féodal, ils avaient tendance à accepter l'essentiel de son idéologie. La plupart du temps, leur ambition n'était pas de vaincre les seigneurs, mais de les rejoindre, de transformer la richesse qu'ils avaient obtenue dans le commerce en terres et en serfs, considérés comme des valeurs plus stables. À chaque grand tournant, au mieux ils vacillaient, cherchant à se concilier les faveurs des seigneurs, au pire ils se joignaient à eux pour écraser les masses. Ce qui se produisit en Italie du Nord fut tout à fait significatif. Il s'agissait sans doute de la partie de l'Europe la plus avancée économiquement au début du XIV^e siècle et de la région la moins touchée par la crise. Une famille de marchands, les Médicis, en vint à dominer sa principale ville, Florence, avec son important commerce de textile. Mais au XV^e siècle,

ils utilisèrent leur pouvoir non pas pour briser le féodalisme, mais pour s'établir eux-mêmes comme éléments centraux des manœuvres des familles seigneuriales et princières, contribuant de ce fait à la fragmentation continue de la région entre principautés en guerre, ce qui la mena à son déclin économique³⁷.

Les artisans des villes étaient souvent plus radicaux. Beaucoup d'entre eux n'étaient éloignés du servage que d'une génération ou deux et, comme la paysannerie environnante, ils étaient voués à la famine quand la moisson était mauvaise. Ils affrontaient de façon répétée les oligarchies urbaines et, de temps en temps, se joignaient aux soulèvements ruraux. Ils ne constituaient pourtant pas un groupe homogène. Certains d'entre eux étaient relativement prospères, dirigeant leurs propres ateliers en ayant recours à une main-d'œuvre familiale, parfois un ou deux employés salariés (« journaliers ») et des apprentis. D'autres étaient bien plus pauvres, terrifiés par la perspective d'être relégués dans les masses misérables des campagnes, saisissant tous les travaux occasionnels disponibles. C'est ainsi que, tout comme le mouvement artisan pouvait incarner l'alliance des villes avec les révoltes des campagnes, d'autres artisans se rangèrent aux côtés des riches marchands. C'est aussi pour cela que certaines fractions des masses urbaines manifestaient de la sympathie pour la frénésie religieuse des « croisades du peuple » et des *flagellants*.

Enfin, il y avait les paysans. Les soulèvements ruraux pouvaient secouer la société, mais les paysans eux-mêmes – analphabètes, dispersés dans les campagnes, chacun d'eux préoccupé par son seul village et sa seule terre – ne pouvaient concevoir un projet réaliste de reconstruction de la société. Un tel projet aurait eu à combiner un assaut révolutionnaire contre le pouvoir seigneurial avec des plans d'utilisation du progrès technique des villes pour améliorer la production agricole dans les campagnes. Le développement économique n'était pas encore suffisant pour former une classe, que ce soit en ville ou à la campagne, qui fût capable de présenter un tel programme, même de manière confuse.

Des embryons de cette nouvelle classe, qui allaient grandir un jour, existaient déjà. Dans certaines villes, il y avait des marchands et des artisans intéressés par l'innovation technique et l'investissement productif. Dans certaines régions, des paysans dont la condition s'était améliorée songeaient à devenir plus prospères en secouant le joug de l'exploitation seigneuriale et en valorisant leur terre de façon plus productive. Mais un embryon prometteur n'était pas la même chose qu'une classe capable de mettre fin à la crise qui ravageait la société dans son ensemble.

La naissance du féodalisme de marché

Cependant, la crise du féodalisme européen se distinguait de celles qui avaient frappé la Rome antique, la Chine des Sung et les empires arabes du Moyen-Orient. La guérison fut, en fait, beaucoup plus rapide.

Le rétablissement économique se produisit vers le milieu du XV^e siècle et fut accompagné d'un retour de la croissance démographique³⁸. Le niveau de vie s'éleva parmi les survivants des famines et de la peste ; en effet, si la population avait décréu et ne pouvait donc cultiver qu'une surface de terre plus petite, il s'agissait souvent des sols les plus fertiles. La chute de la production des denrées alimentaires fut bien inférieure à celle du nombre de bouches à nourrir, d'autant que la population de certaines villes avait augmenté. Une partie de la population rurale, en particulier les seigneurs, était devenue trop dépendante des biens produits dans les villes pour que la société en revienne à un système de production fondé sur des domaines pratiquement autarciques. L'accroissement de leur demande de marchandises rendait leurs besoins de monnaie plus conséquents, besoins auxquels seule la vente d'une part croissante de la production rurale pouvait répondre. Des réseaux de marchés continuaient à pénétrer les campagnes, reliant chaque village et chaque foyer aux commerçants des villes.

Le développement de ces circuits marchands transforma, lentement mais sûrement, la société féodale. Un petit nombre de négociants s'enrichirent dans le commerce international des produits de luxe. Ils faisaient venir en Europe des marchandises en provenance d'Inde, d'Asie du Sud-Est et de Chine³⁹. Leur richesse devint parfois assez substantielle pour leur permettre de jouer le rôle de banquiers auprès des rois et des empereurs, finançant les guerres et recevant des gratifications aussi bien politiques qu'économiques. Même ceux qui ne pouvaient aspirer à de tels sommets parvenaient à dominer la vie politique dans leurs villes, ce qui en faisait des alliés cruciaux pour des rois soucieux d'étendre leur pouvoir.

Les souverains, à leur tour, commencèrent à voir leur avenir en dehors des guerres ou des alliances matrimoniales destinées à accroître leurs domaines. Ils l'envisagèrent à travers les profits du commerce. Les monarques portugais encourageaient les marchands à utiliser des navires construits avec les techniques les plus modernes pour faire le tour de l'Afrique et accéder aux richesses de l'Asie, et les « rois catholiques » d'Espagne financèrent le voyage de Colomb à travers l'Atlantique.

La masse des commerçants de degré inférieur n'était encore composée, pour l'essentiel, que de boutiquiers. Mais, au hasard de la fortune, ils pouvaient étendre leur influence et leur richesse en trouvant des niches dans la société féodale et en les élargissant lentement. Le boucher pouvait être d'humble condition, il était malgré tout en situation d'exercer, à l'aide d'espèces sonnantes et trébuchantes, un choix parmi les paysans locaux en matière d'élevage de bétail – de sorte qu'il commençait à exercer un certain degré de contrôle sur l'économie fermière. Dès le XV^e siècle, « chaque ville avait ses bouchers, tous prospères, les hommes nouveaux de l'économie pastorale et ses maîtres⁴⁰ ».

Les commerçants des villes influençaient encore souvent la vie rurale d'une autre manière, en encourageant les paysans les moins riches à adopter une activité artisanale à l'abri du contrôle des

corporations urbaines. C'est ainsi qu'apparut un véritable système de « sous-traitance ». Le marchand fournissait les matières premières aux travailleurs ruraux, qui les transformaient en produits finis chez eux, avec guère d'autre choix que celui d'accepter le prix offert par le marchand.

L'ampleur d'un tel changement est démontrée par l'exemple de l'industrie textile. Au milieu du XIV^e siècle, la laine, qui constituait 96 % des exportations anglaises, était transformée en tissu à l'étranger, principalement dans les villes des Flandres. Un siècle plus tard, les produits déjà tissés constituaient 50 % des exportations. Les marchands avaient augmenté leurs profits en affaiblissant l'emprise des artisans flamands. Mais ils avaient fait plus encore. Ils s'étaient emparés d'une partie de la main-d'œuvre agricole qui avait été jusque-là soumise au seigneur féodal. L'effet à long terme fut de remplacer une forme d'exploitation par une autre. Le détournement direct du produit du travail des paysans fut remplacé par un système dans lequel les travailleurs individuels acceptaient volontairement d'être payés moins que ne valaient leurs produits en échange d'une fourniture de matières premières ou d'outils.

Il ne s'agissait pas de la forme de production capitaliste achevée, telle que nous la connaissons. La production dans de grands ateliers, sous le contrôle direct d'un entrepreneur, était confinée à un nombre très restreint d'industries, principalement les mines. Le système de sous-traitance reposait sur des producteurs qui pouvaient encore se considérer comme leurs propres patrons, mais c'était un pas vers les formes les plus mûres du capitalisme. Le marchand était passé de la fonction simple consistant à acheter et vendre des marchandises à la tâche de s'occuper de leur production, et les producteurs directs ne pouvaient plus gagner leur vie sans qu'une partie de leur production soit détournée au profit du marchand.

En outre, les marchands comme les producteurs étaient de plus en plus assujettis aux décisions de marchés sur lesquels ils n'exerçaient pas le moindre contrôle. Les producteurs ruraux dispersés

n'avaient pas le pouvoir des guildes urbaines en matière de limitation de la production et de contrôle des prix. Ils n'eurent pas d'autre choix que de s'adapter aux nouvelles techniques, introduites par d'autres producteurs, permettant de réduire les coûts. L'organisation féodale de la production était en train de céder la place à un système complètement différent, dans lequel la concurrence motivait l'investissement et où l'investissement rendait la compétition plus intense encore. Pour le moment, cela ne se passait que dans quelques interstices à l'intérieur du vieux système. Mais c'était comme un acide qui rongeaient et modifiait le monde environnant.

Le comportement des seigneurs fut parfois influencé par ces mutations. Ceux-ci cherchaient désespérément à accroître leurs avoirs liquides, et ils avaient deux moyens d'y parvenir. L'un était d'utiliser leur pouvoir traditionnel en déployant la violence organisée pour renforcer le servage et obliger les paysans à fournir un travail supplémentaire sur de vastes domaines. Les serfs subvenaient à leurs besoins sans qu'il n'en coûte rien au seigneur, ce qui lui permettait de vendre le surplus aux marchands dans des conditions très rémunératrices.

L'autre approche consistait pour les seigneurs à louer des portions de leur propriété, pour un loyer fixe et de longues périodes, aux éléments les plus efficaces et les plus entreprenants de la paysannerie, qui pouvaient alors convaincre d'autres paysans, dépourvus de terres ou presque, de travailler pour eux. En fait, cela impliquait que le seigneur accepte totalement les conditions du système de marché alors en plein développement, et opte pour une façon d'obtenir son revenu sous forme de rente, pour des terres mises en valeur selon des dispositions proches du capitalisme.

Les régions les plus étroitement maillées par des réseaux urbains se tournèrent vers l'agriculture capitaliste, alors qu'ailleurs le servage se renforça. Sur une période de 300 ans, l'Angleterre, les Pays-Bas, certaines parties de la France et de l'Allemagne occidentale ainsi que la Bohême prirent une direction, tandis que l'Europe de l'Est et l'Italie du Sud allèrent dans une autre. Mais aucune de ces transformations

n'eut lieu instantanément et sans complications. L'évolution allait, selon les acteurs, à des rythmes différents, et le processus tout entier se trouva mêlé à d'autres mutations. Certains rois cherchèrent à étendre leur pouvoir en cooptant de riches citadins et se heurtèrent à la résistance des grands seigneurs. D'autres se battaient entre eux dans des querelles dynastiques. De nouvelles façons de voir le monde, encouragées par l'urbanisation, entraient en conflit avec d'autres visions du monde, associées à l'ordre féodal et contenues dans les enseignements de l'Église. Les paysans se soulevèrent contre les seigneurs, des luttes de classes entre riches et pauvres éclatèrent dans les villes.

Nulle part la question ne fut résolue avant que ne s'écoule plus d'un siècle de guerres, de révolutions et de fermentations idéologiques, ni avant qu'un autre cycle de crise économique n'ait amené son cortège de famines et d'épidémies.

Quatrième partie

La grande transformation

Chronologie

XV^e siècle

Les Ottomans conquièrent Constantinople en 1453.

Apogée de la Renaissance italienne : Léonard de Vinci, Michel-Ange, Machiavel (1450-1520).

Renforcement de la monarchie en France, en Espagne et en Grande-Bretagne (années 1490).

Les monarques espagnols conquièrent Grenade (1493).

Christophe Colomb débarque aux Caraïbes (1492).

XVI^e siècle

Les Portugais s'emparent de Goa (1510).

Les Ottomans conquièrent Le Caire (1517) ainsi qu'Alger (1529) et assiègent Vienne (1529).

L'influence de la Renaissance se répand dans toute l'Europe occidentale (avec Érasme en Hollande, Dürer en Allemagne, Rabelais en France).

La Réforme luthérienne s'étend dans le Sud de l'Allemagne (1518-1525). Cortés soumet les Aztèques (1519-1521).

Guerre des Paysans en Allemagne (1525).

Conquête de l'Inde du Nord par les Moghols (1529).

Pizarro conquiert l'Empire inca (1532).

Réforme orchestrée « par en haut » et fermeture des monastères en Angleterre (1534-1539).

Premières enclosures agricoles en Angleterre.

Après avoir retardé sa publication pendant trente ans, Copernic fait paraître sa théorie sur l'univers (1540).

Ivan le Terrible centralise le pouvoir en Russie et commence la conquête de la Sibérie (1544-1584).

Guerres de religion en France (des années 1560 aux années 1590).

Le concile de Trente inaugure la Contre-Réforme (années 1560).

Vague de chasse aux sorcières (1560-1630).

Peintures de Pieter Bruegel sur la vie en Flandres (des années 1540 aux années 1560). Premières révoltes aux Pays-Bas contre la domination espagnole (années 1560 et 1570). Shakespeare écrit ses premières pièces (années 1590).

XVII^e siècle

Giordano Bruno est brûlé sur le bûcher par l'Inquisition (1600).

À Prague, Kepler calcule avec précision les orbites des planètes (1609). Galilée utilise le télescope pour observer la Lune (1609).

La guerre de Trente Ans commence en Bohême (1618).

Les premières colonies anglaises sont établies en Amérique du Nord (années 1620 et 1630).

Les cultures américaines (pomme de terre, maïs, patate douce, tabac) se répandent en Eurasie et en Afrique.

Harvey décrit la circulation sanguine (1628).

Galilée réfute la physique aristotélicienne (1632). Il est condamné par l'Inquisition (1637).

Le *Discours de la méthode* de Descartes inaugure l'école « rationaliste » de philosophie (1637).

La Hollande s'empare de la plus grande partie de l'ancien Empire colonial portugais (années 1630).

Rembrandt peint à Amsterdam (des années 1630 aux années 1660). Début de la guerre civile anglaise (1641-1642).

Règne de Shah Jahan en Inde, début de la construction du Taj Mahal (1643). Chute de la dynastie Ming en Chine, conquête mandchoue (1644). Les articles en coton indien sont exportés en Europe en quantités croissantes. Fin de la guerre de Trente Ans (1648).

Décapitation du roi d'Angleterre (1649).

« Second servage » dominant en Europe de l'Est.

Parution du *Léviathan* de Hobbes, qui constitue une défense matérialiste de la politique conservatrice (1651).

Débuts de l'esclavage dans les plantations des Amériques, afflux de 20 000 esclaves noirs aux Barbades (1653).

Marché en expansion pour les soieries et les porcelaines chinoises en Europe et en Amérique latine.

L'Angleterre gagne la guerre contre la Hollande et prend la Jamaïque (1655). Aurangzeb s'empare du trône moghol en Inde (1658), guerre contre les Marathes (1662).

Boyle découvre la loi des gaz et défend la théorie des atomes (1662). Les Blancs et les Noirs s'unissent dans la rébellion lancée par Nathaniel Bacon en Virginie (1676)

Newton achève la révolution de la physique (1687).

La « Glorieuse Révolution » de 1688 confirme la domination de l'Angleterre par une *gentry* acquise aux bienfaits du marché.

Locke inaugure l'école « empiriciste » de philosophie (1690).

Législation interdisant les mariages entre Blancs et Noirs en Virginie (1691).

Chapitre 18

La conquête de la Nouvelle-Espagne

« Quand nous vîmes autant de villes et de villages construits sur l'eau et d'autres villes sur la terre ferme et cette route surélevée au niveau rectiligne [...] nous fûmes étonnés et pensâmes qu'il s'agissait des enchantements dont on parle dans la terre d'Amadis, du fait des grandes tours et des pyramides et des constructions en maçonnerie qui s'élèvent de l'eau. Certains de nos soldats demandaient même si les choses que nous voyions n'étaient pas un rêve¹. »

« Le temple lui-même est plus haut que la cathédrale de Séville [...]. La place principale, au milieu de la ville, qui fait deux fois la surface de celle de Salamanque, est entourée de colonnes. Chaque jour, 60 000 personnes se rassemblent là pour acheter et vendre. Toutes sortes de marchandises sont disponibles, venues de toutes les parties de l'empire, des denrées alimentaires et des vêtements, avec en plus des objets faits d'or, d'argent et de cuivre [...], des pierres précieuses, du cuir, des os, des moules, du corail, du coton, des plumes². »

« C'est magnifique, et les bâtiments sont si beaux qu'ils seraient remarquables même en Espagne [...]. Dans de nombreuses maisons des Incas, il y a des salles immenses, de deux cents mètres de long et de quarante à cinquante mètres de large [...]. La plus grande pouvait contenir 4 000 personnes³. »

Les premiers Européens à découvrir, dans les années 1520 et 1530, les civilisations aztèque, au Mexique, et inca, au Pérou, furent stupéfaits de la splendeur et de la richesse des édifices qu'ils y trouvèrent. La cité aztèque de Tenochtitlan était aussi grande qu'une métropole européenne. La capitale des Incas, Cuzco, était d'échelle plus réduite, mais raccordée à des routes sans équivalents en Europe, et qui sillonnaient un empire de près de 5 000 kilomètres de long – plus que la totalité de l'Europe ou même que la Chine des Ming.

Ces civilisations s'étaient dotées de méthodes élaborées pour assurer la subsistance de leur population, utilisant des systèmes d'irrigation sophistiqués. Elles étaient en mesure de rassembler des marchandises et de les transporter sur des centaines voire des milliers de kilomètres jusqu'à leurs capitales. Les progrès dans l'agriculture s'étaient accompagnés d'avancées dans les sciences et les arts – l'architecture, les arts plastiques, les mathématiques, la réalisation de calendriers, qui reliaient le cycle de la Lune (base de la mesure des mois) avec le mouvement apparent du Soleil (base de la mesure de l'année).

Pourtant, en l'espace de quelques mois, de modestes forces militaires, conduites par les Espagnols Hernán Cortés et Francisco Pizarro – qui n'étaient guère que des soudards et des aventuriers (Pizarro était analphabète) –, conquièrent les deux empires.

Ils marchaient sur les traces d'un premier aventurier, Christophe Colomb (en espagnol, Cristóbal Colón), un navigateur originaire de Gênes qui avait su persuader les cosouverains d'Espagne, Ferdinand d'Aragon et Isabelle de Castille, de financer une expédition dont le but était de trouver une route maritime vers la civilisation fabuleuse de la Chine (le Cathay) et la richesse des « îles aux épices » (les Indes) en faisant voile vers l'ouest, à travers l'Atlantique.

Un mythe répandu assure que les arguments de Colomb étaient fondés sur une notion scientifique nouvelle, qui se heurtait à la croyance superstitieuse en une « Terre plate ». En fait, l'idée que la Terre était ronde était déjà très répandue au XV^e siècle. Colomb lui-même mélangeait la mauvaise science, des citations des auteurs classiques grecs et romains et le mysticisme religieux⁴. Il en était venu à croire qu'il était l'instrument désigné par Dieu pour sauver l'humanité avant l'Apocalypse⁵. Du fait de sa mauvaise compréhension des calculs (corrects) du géographe arabe al-Farhāni (X^e siècle), il sous-estimait la circonférence de la Terre d'environ 25 %. Il partit le 3 août 1492 avec trois petits navires, pensant arriver en quelques semaines en Chine ou au Japon et rencontrer des sujets du Grand Khan, qui dirigeait

l'« empire du Milieu » du temps de Marco Polo (deux cents ans auparavant). Au lieu de cela, il atteignit au cours de la deuxième semaine d'octobre une petite île des Caraïbes à partir de laquelle il gagna celles qui sont aujourd'hui connues sous le nom de Cuba et Haïti.

Les habitants de ces îles, qui ne connaissaient ni l'État ni la propriété privée, se montrèrent remarquablement amicaux envers les mystérieux nouveaux venus. « C'était un peuple doux, pacifique et très simple », écrivirent les Espagnols à propos de ceux qu'ils appelèrent « Tainos ». « Puis, quand les chaloupes se rendirent à terre pour y renouveler les provisions d'eau, ces Indiens non seulement s'empressèrent d'indiquer les meilleures sources, mais encore se mirent à la disposition des matelots pour emplir les tonneaux et les reporter aux bateaux⁶. »

Mais le but de Colomb n'était pas de fraterniser avec les autochtones. Ce qui le fascinait, c'était l'or de leurs pendentifs. Il voulait s'enrichir et justifier auprès des souverains espagnols les frais engagés pour son voyage. Il essaya de façon répétée d'apprendre des habitants où se trouvait l'or, bien qu'il ne comprît pas un mot de leur langage, ni eux du sien !

Il confia ensuite à ses sponsors royaux que les habitants étaient « à la vérité, gens de cœur excellent, ignorant la cupidité, pleins de douceur ; [...] il n'est au monde ni meilleurs hommes, ni meilleur pays. Ils aiment leur prochain comme eux-mêmes. Ils ont une façon de parler toujours souriante, la plus douce, la plus affable qui se puisse imaginer⁷ ». Mais son véritable but était de les capturer et de les réduire en esclavage. Son fils raconte : « L'Amiral [...] commanda que l'on prît quelques habitants de ces îles, qu'il avait l'intention de conduire en Castille [...]. On n'eut pas de peine à en trouver douze qui consentirent à s'expatrier, tant hommes que femmes et enfants⁸. » Il fit le projet de construire une forteresse grâce à laquelle, « avec cinquante hommes, [les habitants] pouvaient être soumis et contraints de faire tout ce que l'on pouvait souhaiter⁹ ».

Tous les habitants des îles ne toléraient pas de tels agissements. Colomb prétendit bientôt que, à côté des pacifiques Tainos, on trouvait les belliqueux « Caribs », qui devaient être soumis parce qu'ils étaient des « cannibales ». Il n'y avait pas – et il n'y eut jamais – la moindre preuve que ces populations aient mangé de la chair humaine. Colomb lui-même ne mit jamais le pied sur une seule île habitée par des Caribs, et les seuls qu'il rencontra étaient des femmes et des enfants que son équipage avait capturés. Mais parler de cannibalisme justifiait l'utilisation par les Espagnols de leurs canons pour terrifier les indigènes, ainsi que de leurs épées et de leurs arbalètes pour les tailler en pièces. Jusqu'au milieu du XX^e siècle, et au-delà, le mythe d'un « cannibalisme » généralisé parmi les « sauvages » resta une puissante justification du colonialisme¹⁰.

Malgré ses rudes méthodes, Colomb trouva très peu d'or. Il n'eut pas davantage de succès lors de son voyage suivant, accompli en 1493 grâce à un investissement bien plus important concédé par la Couronne espagnole, une flotte plus nombreuse et 1500 candidats à la colonisation – « on engagea non seulement des artisans de diverses industries, mais aussi des agriculteurs pour mettre les terres en rapport. D'ailleurs, l'appétit de l'or s'était emparé de tant de gens, même des plus hautes conditions, que l'on dut refuser d'admettre beaucoup de ceux qui venaient en foule demander à faire partie du voyage. Et toutefois le nombre des personnes admises s'éleva-t-il à plus de 1500 de toutes les classes et de tous les âges¹¹ » –, ainsi que de nombreux soldats et trois prêtres. Après avoir établi sept colonies, chacune avec son fort et plusieurs potences, dans l'île d'Hispaniola (Haïti), il décréta que tout « Indien » de plus de quatorze ans devait fournir une certaine quantité d'or tous les trois mois. Ceux qui n'y parvenaient pas avaient les mains coupées en guise de punition, et on les laissait se vider de leur sang¹². Mais, malgré cette barbarie, ils ne parvinrent pas à satisfaire la demande d'or, pour la simple raison que personne n'en avait découvert sur l'île autrement qu'en de très faibles quantités.

Colomb essaya d'ajouter à cette chasse aux richesses minérales une autre ressource : l'esclavage. En 1495, il rassembla 1 600 Tainos – qu'il évoquait deux ans et demi auparavant comme de « doux », « pacifiques » et serviables indigènes – et en envoya 550, dûment enchaînés, à Séville dans le but de les vendre comme esclaves. Deux cents d'entre eux moururent au cours de la traversée de l'Atlantique. Il mit ensuite en place un système dit d'*encomienda*, qui permettait à certains colons d'utiliser le travail forcé des Indiens.

L'impact des mesures de Colomb sur les personnes qu'il persistait à appeler « Indiens » fut désastreux. La population d'Hispaniola était probablement supérieure à un million d'habitants, peut-être beaucoup plus, lors du premier débarquement de Colomb¹³ ; vingt ans plus tard, elle était d'environ 28 000 personnes, et en 1542 de 200. Bartolomé de Las Casas, le colon devenu prêtre, blâmait les méthodes des colonisateurs, « les plus grandes brutalités et le massacre des gens¹⁴ ». Plus récemment, un autre facteur a été considéré comme plus déterminant dans cette décimation : les germes pathogènes apportés par les Européens, et face auxquels les « Indiens » ne possédaient aucune immunité. La rougeole, la grippe, le typhus, la pneumonie, la tuberculose, la diphtérie et, par-dessus tout, la petite vérole provoquèrent parfois des dégâts terribles au sein de populations qui ne les avaient jamais rencontrés auparavant. Cela étant, il est difficile d'attribuer à la seule maladie la responsabilité de la disparition quasi totale des habitants originels de ces îles. Dans la plupart des régions de l'Amérique continentale, une partie au moins des « Indiens » a survécu. Le taux effarant de mortalité dans les premières colonies espagnoles n'est évidemment pas sans lien avec la barbarie des méthodes employées par Christophe Colomb et ses pionniers.

Pourtant, la barbarie en elle-même ne pouvait procurer à Colomb, aux pionniers et à leurs sponsors royaux les richesses qu'ils recherchaient. Les premières colonies furent submergées de problèmes. Les gentlemen-colons trouvèrent la vie beaucoup plus dure qu'ils ne l'avaient prévu. Leurs ouvriers indiens mouraient, les laissant sans

main-d'œuvre pour cultiver les vastes domaines qu'ils s'étaient accaparés. Les colons des classes inférieures eurent bientôt du mal à supporter la pression qu'ils subissaient de la part de leurs supérieurs. L'histoire de la carrière de Colomb comme gouverneur d'Hispaniola est parsemée de rébellions répétées contre son pouvoir, auxquelles il répliqua avec la brutalité dont il avait déjà fait montre à l'égard des populations indigènes. À la fin de son troisième voyage, il fut renvoyé, enchaîné, en Espagne – sous les moqueries des colons d'Hispaniola – après que son remplaçant comme gouverneur eut découvert avec horreur sept Espagnols pendus aux potences de la place publique de Saint-Domingue¹⁵. Il fut relâché après une période d'emprisonnement, mais son quatrième voyage fut un pathétique échec. Banni par la Couronne des colonies d'Hispaniola, il fit naufrage, avant de retourner en Espagne, désabusé et pratiquement oublié de tous. La monarchie espagnole, qui l'avait parrainé, était bien plus intéressée par sa lutte contre les Français pour la domination de l'Italie que par des îles lointaines. Son attitude ne changerait que lorsque d'autres aventuriers mettraient finalement la main sur d'immenses richesses¹⁶.

La soumission des Aztèques

En 1517, Moctezuma, l'empereur aztèque du Mexique, reçut les premiers rapports faisant état d'hommes étranges et pâles qui naviguaient le long des côtes de son royaume dans « de nombreuses montagnes se déplaçant au milieu des eaux¹⁷ ». Les vaisseaux appartenaient à une expédition de reconnaissance. Deux ans plus tard, une force de 500 hommes venus de la colonie espagnole de Cuba débarqua, sous le commandement du soldat Hernán Cortés. Celui-ci avait en effet eu vent de l'existence d'un grand empire qu'il s'était assigné pour tâche de conquérir. Ses hommes considéraient cette ambition comme de la folie pure, et Cortés dut brûler ses propres navires pour

les empêcher de faire retraite vers Cuba. Pourtant, en l'espace de deux ans, il parviendrait à vaincre une armée des centaines de fois supérieure à la sienne.

Sa réussite reposa sur un certain nombre de facteurs. D'abord, Moctezuma ne détruisit pas les forces de Cortés sur la plage de leur débarquement alors qu'il en avait l'occasion ; au contraire, il leur facilita le déplacement de la côte vers la vallée de Mexico. Or la duplicité de Cortés n'avait pas de limites et, en arrivant dans la capitale aztèque, Tenochtitlan, il choisit de se comporter amicalement avec Moctezuma avant de le faire prisonnier. Ensuite, les germes de petite vérole, dont les Espagnols étaient porteurs sans le savoir, se répandirent dans la cité, frappant un grand nombre de personnes à un moment décisif de son siège. Enfin, le combat armé favorisa les Espagnols. Ce ne fut pas seulement une affaire de canons, peu précis et longs à charger ; bien plus déterminant fut l'acier de leurs armures et de leurs épées, qui pouvaient frapper à travers l'étoffe épaisse protégeant le corps des guerriers aztèques durant le combat. Dans la bataille finale pour la prise de Tenochtitlan, la technologie navale des Espagnols leur permit de tenir les lacs entourant la cité, repoussant les canots qui apportaient leur ravitaillement aux Aztèques.

Certains éléments de la victoire espagnole furent certes accidentels. Si le frère de Moctezuma, Cuitlahuac, avait régné à sa place, Cortés n'aurait jamais bénéficié d'une visite guidée de la capitale, qui lui donna l'occasion de kidnapper l'empereur. Les troupes de Cortés n'étaient certainement pas invincibles. À un certain moment, ce dernier fut même contraint de fuir Tenochtitlan et perdit la plus grande partie de son armée. Si les Espagnols avaient rencontré une opposition plus importante, les divisions dans leurs propres rangs se seraient sans doute révélées décisives – d'autant plus qu'une nouvelle force espagnole avait débarqué au Mexique avec l'ordre d'arrêter Cortés en tant que traître.

Malgré tout, derrière les facteurs accidentels de la victoire de Cortés, il y avait quelque chose de plus fondamental. Il était confronté

à un empire qui, comme l'Empire espagnol, était exploiteur et oppresseur, mais qui disposait d'une technologie moins avancée.

À l'origine, les Aztèques étaient un peuple de chasseurs-cueilleurs. Porteurs d'un savoir agricole sommaire, ils étaient arrivés dans la vallée de Mexico au milieu du XIII^e siècle. La région était déjà occupée par plusieurs cités-États, héritières des vestiges des civilisations de Teotihuacan et des Mayas (décrites dans la deuxième partie du présent ouvrage), qui soumirent les Aztèques et ne leur laissèrent que les terres les moins fertiles à cultiver. Mais ceux-ci se défirent rapidement de leurs chaînes grâce à une découverte technologique qui leur permit d'augmenter considérablement le rendement de leurs récoltes : la mise en culture d'îles artificielles (*chinampas*) sur les lacs. Ce tournant vers l'agriculture intensive s'accompagna de l'émergence d'une classe aristocratique qui contraignit au travail forcé le reste de la société. Il ne suffit pas à cette aristocratie d'exploiter les classes inférieures aztèques. Elle combattit bientôt les autres cités-États pour asseoir son hégémonie sur la vallée de Mexico, puis entreprit de fonder un empire qui allait s'étendre sur des centaines de kilomètres vers le sud, jusqu'au Guatemala actuel. Parallèlement à l'ascension d'une nouvelle classe de guerriers se développa une idéologie militariste, fondée sur le culte du vieux dieu tribal des Aztèques, Huitzilopochtli, l'oiseau-mouche, qui était censé accorder la vie éternelle à ceux qui mouraient de mort violente, mais qui avait besoin d'apports constants de sang humain pour accomplir son périple quotidien. L'une des cérémonies centrales de cette religion était le sacrifice des prisonniers de guerre – et les peuples assujettis, en même temps qu'ils étaient tenus de payer aux Aztèques un tribut matériel, devaient aussi leur fournir un certain nombre de femmes et d'enfants destinés au sacrifice. Cette religion inspirait à la classe militaire aztèque la détermination nécessaire pour établir un empire. Elle contribuait aussi à faire accepter leur sort aux classes inférieures, souvent en proie à la faim, comme l'avaient fait auparavant les jeux du cirque et les « triomphes » romains (au cours desquels des princes prisonniers étaient étranglés). À mesure que

l'empire grandissait, des tensions se firent jour dans la société aztèque, en particulier lorsque les membres de la classe dirigeante multiplièrent les sacrifices ; selon certaines sources, jusqu'à 80 000 personnes furent massacrées sur la plateforme du temple de Tenochtitlan en l'espace de quatre-vingt-seize heures¹⁸. Le sentiment d'oppression s'intensifiait également chez les peuples conquis, même si le climat de terreur les empêchait de se rebeller. Ils étaient attirés par des cultes d'un caractère plus pacifique. Même dans l'aristocratie aztèque, il y avait une croyance selon laquelle le dieu pacifique Quetzalcoatl, le serpent à plumes, reviendrait un jour.

Les conquistadors espagnols arrivèrent au moment où ces tensions culminaient. Une grande famine avait frappé les classes inférieures en 1505, forçant nombre de leurs membres à se vendre comme esclaves. Le niveau du butin en provenance des conquêtes était en déclin et Moctezuma avait raffermi son pouvoir personnel au sein de la classe dirigeante en utilisant les sacrifices humains. Mais l'opposition de plus en plus forte à ces derniers lui fit craindre que Cortés ne soit le dieu Quetzalcoatl de retour, et il l'accueillit en conséquence. De surcroît, élément peut-être plus important encore, les peuples qui avaient été soumis par les Aztèques s'empressèrent de soutenir les envahisseurs. Il y avait, lors de la bataille finale pour la possession de Tenochtitlan, davantage de soldats indigènes combattant dans les rangs des Espagnols que dans ceux des Aztèques.

L'Empire Aztèque et l'Empire espagnol reposaient tous deux sur le tribut, auquel s'ajoutaient des représailles brutales contre ceux qui s'avisait de se rebeller. Ils pratiquaient des religions inhumaines, les Espagnols étant tout aussi disposés à brûler des hérétiques sur le bûcher que les Aztèques l'étaient à faire couler des torrents de sang humain pour apaiser leurs dieux. Après la conquête, les Espagnols établirent un *autodafé* (lieu où les hérétiques étaient brûlés) permanent sur le site de la place du marché de Tenochtitlan¹⁹. Mais l'Espagne connaissait l'usage des technologies fondées sur le fer qui s'étaient développées en Eurasie et en Afrique du Nord au cours des deux

millénaires écoulés, alors que les Aztèques s'appuyaient sur des savoir-faire centrés sur le travail de la pierre et du bois, qu'ils avaient développés plus que n'importe quel autre peuple au monde. Ils ne connaissaient comme métaux que l'or et le cuivre – le second, rare, n'étant utilisé que pour la décoration. Leurs armes étaient faites d'obsidienne, une roche à laquelle on peut donner le tranchant d'un rasoir mais qui se brise facilement.

L'absence de métaux provoquait un autre retard dans la technologie aztèque : ils n'avaient pas, par exemple, de véhicules à roues. Gordon Childe suggère que c'était dû au fait que, pour fabriquer une roue, on a besoin d'une scie, instrument difficile à réaliser sans un métal plus dur que le cuivre²⁰.

Pourquoi les Aztèques n'avaient-ils pas développé la métallurgie ? Jared Diamond signale certains désavantages géographiques semblables à ceux dont souffrait l'Afrique. D'une part, les peuples du Mexique ne pouvaient pas puiser dans les innovations réalisées à des milliers de kilomètres de chez eux : leur territoire était séparé par la ceinture tropicale des autres grandes civilisations sud-américaines implantées dans les Andes, plus familières de la métallurgie, mais qui ne connaissaient pas le fer²¹. D'autre part, l'acquisition de ce savoir-faire ne les motivait pas outre mesure, puisqu'ils avaient réussi, sans lui, à développer des méthodes sophistiquées de production alimentaire et à bâtir de somptueuses cités. Ils étaient certes confrontés à des famines périodiques, mais c'était aussi le cas des civilisations d'Europe et d'Asie, qui faisaient pourtant usage du fer. C'est seulement lorsqu'ils se retrouvèrent brusquement face à des armes faites de ce métal que ce manque devint un handicap fatal. Ainsi furent-ils renversés par des hommes qui, à d'autres égards, n'étaient guère plus « avancés ».

La conquête du Pérou

L'histoire se répète rarement avec exactitude. C'est pourtant ce qui arriva au début des années 1530 – une décennie après la conquête du Mexique –, lorsqu'un parent de Cortés, Francisco Pizarro, quitta Panama pour longer la côte pacifique de l'Amérique du Sud. Il avait déjà fait deux voyages de reconnaissance et savait que l'intérieur des terres abritait un grand empire.

Cette fois, il débarqua dans la ville côtière de Tumbez avec cent deux fantassins et soixante-deux cavaliers. C'est là qu'il apprit qu'une guerre civile déchirait l'Empire inca. Deux demi-frères, Atahualpa dominant le Nord et Huascar le Sud, se disputaient l'héritage de leur père, le Grand Inca Huana-Cupac. Pizarro s'empressa de prendre contact avec des représentants d'Atahualpa pour l'assurer de son amitié ; en retour, celui-ci l'invita à le rencontrer dans la ville de Cajamarca, dans les Andes. Le voyage à l'intérieur des terres et l'ascension des montagnes auraient été pratiquement impossibles pour le contingent espagnol sans des guides incas pour les diriger et leur aménager des lieux de repos bien approvisionnés à la fin de chaque journée de marche.

À Cajamarca, les Espagnols s'installèrent à l'intérieur des murailles de la ville, la plupart d'entre eux se dissimulant avec leurs canons et leurs chevaux. Atahualpa laissa le gros de l'immense armée inca à l'arrière et entra dans la cité en grande pompe, accompagné de 5 000 ou 6 000 hommes aucunement préparés à combattre. Le frère de Pizarro, Hernando, racontera plus tard : « Il arriva en litière, précédé par 300 ou 400 Indiens en livrée, qui balayaient la poussière du chemin et chantaient. Puis arriva Atahualpa, entouré par ses barons et ses généraux, dont le plus important était porté sur les épaules de ses subordonnés²². »

Un moine dominicain, qui avait effectué le voyage avec les Espagnols, commença à parler à Atahualpa, essayant de le convaincre de se convertir à la religion chrétienne et de payer un tribut au roi d'Espagne – au motif que le pape avait alloué cette partie de l'Amérique latine aux Espagnols. L'Inca aurait alors répondu : « Je ne

serai le tributaire d'aucun homme [...]. Quant au pape, dont vous parlez, il doit être fou pour donner des pays qui ne lui appartiennent pas. Pour ma foi, je n'en changerai pas. Votre Dieu, dites-vous, fut mis à mort par les hommes mêmes qu'il avait créés. [...] Mon Dieu vit encore dans les cieux, d'où il regarde ses enfants²³. »

Il jeta à terre la Bible qui lui avait été tendue. Le moine dit alors à Pizarro : « Ne voyez-vous pas que, tandis que nous nous épuisons en paroles avec ce chien plein d'orgueil, la campagne se couvrait d'Indiens ? Courez-lui sus ! Je vous donne l'absolution²⁴. » Sur quoi Pizarro agita un foulard blanc, les troupes espagnoles cachées ouvrirent le feu et, le bruit et la fumée provoquant la panique parmi les Incas assemblés, la cavalerie chargea. Les Incas n'avaient nulle part où se réfugier et, selon des estimations espagnoles, 2 000 d'entre eux périrent (les Incas quant à eux firent état de 10 000 morts)²⁵.

Atahualpa, désormais prisonnier des Espagnols, fut contraint d'agir selon leur bon vouloir pendant qu'ils s'emparaient du cœur de l'empire. Il s'imagina qu'il pourrait les acheter, étant donné leur étrange obsession de l'or, et fit réunir une grande quantité de ce métal. Il se trompait lourdement. Pizarro prit l'or et fit exécuter l'empereur inca après une parodie de procès au cours duquel il fut notamment accusé d'« adultère et de polygamie », d'« idolâtrie » et d'« avoir encouragé à l'insurrection contre les Espagnols ». Il fut ensuite amené sur la place de la ville pour être brûlé sur un bûcher, où, pensant que les Espagnols ne brûleraient pas un converti, il déclara qu'il voulait se faire baptiser. Il avait raison : après son baptême, Pizarro ordonna qu'il soit étranglé²⁶.

Le massacre et le meurtre d'Atahualpa donnèrent le ton de la conquête du reste de l'Empire inca. Alors que des centaines de soldats espagnols se joignaient à lui, attirés par l'appât de l'or, Pizarro installa un des frères d'Atahualpa comme empereur fantoche et se mit en marche pour la capitale, Cuzco, brûlant vif un autre dignitaire inca, Calicuchima, qui tentait de s'opposer à lui. Lors de la prise de la cité, les Espagnols volèrent l'or des maisons et des temples et

s'approprièrent des princesses incas. Âgé de cinquante-six ans, Pizarro eut un enfant avec une jeune fille de quinze ans qu'il maria ensuite à l'un de ses partisans. Le traitement des Incas ordinaires sera décrit plus tard par un prêtre, Cristóbal de Molina, qui accompagna une colonne espagnole vers le sud jusqu'au Chili : « Tout autochtone qui n'accompagnait pas volontairement les Espagnols était emmené de force, entravé par des cordes et des chaînes. Les Espagnols les enfermaient chaque nuit dans des prisons de fortune et les faisaient marcher le jour lourdement chargés et affamés. Un des membres espagnols de cette expédition attachait douze Indiens à une chaîne et se vanta de les avoir ainsi fait périr²⁷. »

Les conquistadors espagnols avaient pour but de s'enrichir personnellement par le biais de l'esclavage aussi bien que par le pillage de l'or. Ils divisèrent le pays en districts d'*encomiando*, dans lesquels des colons sélectionnés avaient le pouvoir de prélever de la main-d'œuvre forcée, en vertu des lois de Burgos de 1512-1513, selon lesquelles tous les Indiens devaient travailler pour les Espagnols neuf mois par an. Le décret était destiné à être lu aux Indiens ; s'ils n'obéissaient pas, leurs femmes et leurs enfants seraient mis en esclavage et leurs biens confisqués²⁸. Il y avait aussi un tribut à payer aux prêtres, qui, dans certains cas, « utilisaient des carcans, des prisons, des chaînes et des navires privés pour punir les coupables d'offenses religieuses²⁹ ».

Tout ne se passa pas complètement comme l'auraient voulu les Espagnols. Ils furent confrontés à une succession de révoltes et l'un des frères de Pizarro fut assiégé dans Cuzco pendant des mois. La résistance inca ne fut brisée qu'après l'exécution du dernier empereur, Tupac Amaru, en 1572. Mais les Incas étaient condamnés pour les mêmes raisons que les Aztèques au Mexique. Ils disposaient de cuivre, mais pas de fer, et de lamas, beaucoup moins vigoureux que les chevaux et les mules. Une civilisation de l'âge du bronze, aussi raffinée fût-elle, ne pouvait résister à une représentante de l'âge du fer, même fruste. Les chevaux furent, comme l'a formulé Hemmings, les « tanks de la conquête³⁰ ». C'est seulement lorsque des Indiens vivant au sud

du Chili assimilèrent l'usage du cheval que la progression des conquérants commença à rencontrer de sérieux problèmes.

Une poignée de membres de la famille impériale parvint à survivre sous le nouveau régime, s'intégrant à la classe supérieure espagnole. Comme le raconte Hemmings, « ils étaient assoiffés de titres, de blasons, de vêtements espagnols raffinés et de revenus sans travail, comme n'importe quel hidalgo d'Espagne³¹ ». Mais pour les masses qui avaient vécu sous l'Empire inca, la vie devint incomparablement plus dure. En 1535, un noble espagnol écrivait ainsi au roi : « J'ai traversé une bonne partie du pays et j'ai assisté à de terribles destructions³². » Un autre mettait en opposition la situation sous les Incas et celle d'après la conquête : « Le pays tout entier était calme et bien nourri, alors qu'aujourd'hui nous voyons une infinité de villages désertés sur toutes les routes du royaume³³. »

Les maux engendrés par la conquête furent aggravés par l'obsession que nourrissaient les nouveaux dirigeants pour l'accumulation de richesses. Cela provoqua de graves guerres civiles entre commandants espagnols rivaux et des soulèvements de colons nouvellement enrichis contre les représentants de la Couronne espagnole. En même temps que les armées incendiaient et pillaient, les canaux d'irrigation et les cultures en terrasses, qui avaient été essentiels pour l'agriculture, se dégradèrent, les troupeaux de lamas étaient abattus et les réserves stockées en cas de mauvaises récoltes étaient consommées. Les affamés furent, à leur tour, frappés par les maladies européennes qui avaient fait tant de victimes dans les Caraïbes. Les conséquences furent plus graves encore que celles de la peste noire dans l'Europe du XIV^e siècle. Dans les années 1540, la vallée de Lima perdit 23 000 de ses 25 000 habitants. La population indigène de l'empire diminua de moitié, voire des trois quarts.

Le territoire était tellement dévasté que la monarchie espagnole elle-même s'en inquiéta. Elle voulait un empire rapportant des richesses, non une étendue vidée de sa force de travail. À plusieurs reprises, vers la moitié du XVI^e siècle, elle débattit de mesures destinées

à limiter les destructions des colons et à contrôler l'exploitation des Indiens. C'est à ce moment-là que des prêtres comme Las Casas, qui dénonçaient les colons, commencèrent à être écoutés. Mais leurs efforts n'entraînèrent pas de véritables changements dans l'ancien Empire inca ; le travail forcé était en effet devenu essentiel pour les profits que la couronne retirait de ses mines d'argent et de mercure à Potosi – une cité dont la population de 150 000 habitants en faisait l'une des plus peuplées au monde. En 1570, une commission présidée par l'archevêque Loyza admit que, puisque les mines étaient d'intérêt public, le travail forcé devait être toléré³⁴.

Chapitre 19

De la Renaissance à la Réforme

Colomb n'a pas « découvert » l'Amérique. Les « Indiens » s'en étaient chargés au moins 14 000 ans plus tôt en traversant le détroit de Béring de la Sibérie à l'Alaska. Il n'était même pas le premier Européen à poser le pied sur le « Nouveau Monde », une brève présence des Vikings ayant été attestée sur les côtes nord-est de l'Amérique du Nord un demi-millénaire auparavant. L'année 1492 n'en a pas moins marqué un tournant dans l'histoire. Pour la première fois, les sociétés jusque-là arriérées de la côte atlantique du continent eurasiatique se montraient capables d'exercer leur domination sur d'autres parties du monde. Ainsi, même si les Espagnols ont été aussi barbares dans les Amériques que les croisés l'avaient été au Moyen-Orient trois ou quatre siècles plus tôt, le résultat fut différent. Les croisés sont venus, ont vu, ont vaincu et détruit, puis ils ont été rejetés, ne laissant rien d'autre derrière eux que des forteresses abandonnées. Les Espagnols vinrent, virent, conquirent, détruisirent, et restèrent pour se créer un nouveau territoire permanent.

Pendant que ces événements se déroulaient outre-Atlantique, des changements tout aussi significatifs et qui devaient ébranler le monde se produisaient en Europe elle-même. Ces mutations affectaient la politique, la vie intellectuelle et l'idéologie, mais aussi, sous-tendant celles-ci, la manière dont des millions d'êtres humains assuraient leur subsistance.

Le plus souvent, l'histoire officielle est obsédée par les événements qui ont entouré la succession de tel monarque par tel autre. Elle consiste essentiellement en listes de rois, de reines et de ministres, avec des anecdotes sur les intrigues des courtisans, les meurtres

princiers et les batailles dynastiques. Les changements politiques qui s'amorcèrent à la fin du XV^e siècle n'ont rien de commun avec de telles trivialités. Ils engendrèrent une nouvelle forme d'État qui, dans une version ou dans une autre, a fini par dominer le monde.

On utilise souvent les mots « pays » ou « nation » lorsqu'on parle du monde médiéval. Mais les États qui existaient alors étaient très différents de l'État « national » moderne. Aujourd'hui, il nous semble aller de soi qu'un pays corresponde à un territoire géographique continu à l'intérieur de frontières fixes. Nous en attendons une structure administrative unique, avec un seul système fiscal (moyennant parfois des variantes locales), et sans barrières douanières entre ses différentes régions. Nous trouvons normal qu'il exige la loyauté de ses « citoyens », leur accordant certains droits en retour, aussi limités soient-ils. Être « sans État » est un sort que les hommes cherchent désespérément à éviter. Nous supposons également qu'il existe une langue nationale (parfois plusieurs), que parlent aussi bien les dirigeants que les dirigés.

Les monarchies de l'Europe médiévale possédaient peu de ces traits. Il s'agissait de territoires mélangés, qui chevauchaient aussi bien plusieurs zones linguistiques, correspondant à différents peuples, que des obstacles géographiques. Le souverain du Saint Empire romain germanique dirigeait la Bohême comme un royaume et revendiquait sa souveraineté sur des territoires de langue allemande, ainsi que sur certaines régions de l'Italie. Les rois d'Angleterre s'engagèrent dans une série de guerres pour essayer de concrétiser leurs prétentions sur une grande part du territoire français. Les rois de France ont tenté de s'emparer de territoires situés au-delà des Alpes, dans ce qui est aujourd'hui l'Italie, mais ils avaient peu de contrôle sur l'est de la France (sous l'influence des duchés de Bourgogne), sur l'Aquitaine et la Normandie (possessions des rois d'Angleterre) ou sur la Bretagne. Il pouvait y avoir d'importantes modifications des frontières, les mariages et les héritages donnant aux rois la souveraineté sur des terres lointaines, ou les guerres les dépouillant de territoires locaux. Il y avait rarement

une seule structure administrative uniforme dans un État, qui était le plus souvent constitué de principautés, de duchés, de baronnies et de villes franches, avec leurs propres dirigeants, leurs tribunaux, leurs lois, leurs structures fiscales, leurs postes d'octroi (douanes intérieures) et leurs hommes d'armes. Ainsi, l'allégeance que chacun devait au roi était souvent de pure forme et pouvait être oubliée si un monarque concurrent faisait une meilleure offre. Souvent, les rois ne parlaient pas la langue de leurs sujets, et les documents officiels et les statuts légaux étaient rarement compréhensibles par ceux qu'ils prétendaient administrer.

Dans d'importantes parties de l'Europe, tout cela commença à changer vers la fin du XV^e siècle, au moment où l'Espagne s'apprêtait à conquérir l'Amérique latine. Charles VII et Louis XI en France, Henri VII et Henri VIII en Angleterre, ainsi que les monarques conjoints d'Espagne Isabelle et Ferdinand, réussirent tous à accroître le pouvoir royal aux dépens des grands seigneurs féodaux et à imposer une sorte d'ordre étatique à l'intérieur de ce qui constitue aujourd'hui les frontières nationales de ces pays.

Ces changements étaient déterminants parce qu'ils ouvraient les premiers pas de l'organisation féodale vers la modernité. La transition était toutefois loin d'être achevée. La plus puissante des monarchies « nouvelles », celle d'Espagne, avait encore des structures administratives distinctes dans ses composantes catalane, valencienne, aragonaise et castillane, et ses souverains firent la guerre pendant encore un siècle et demi pour tenter de conserver leurs territoires en Italie et aux Pays-Bas. Les rois français durent subir une série de conflits et de guerres civiles avant de contraindre les seigneurs territoriaux à se soumettre à leur pouvoir « absolutiste ». Même après cela, les postes de douane intérieurs et les systèmes juridiques locaux restèrent en place. Enfin, en Angleterre, où la conquête normande de 1066 avait créé un État féodal plus unifié qu'ailleurs, les comtes du Nord gardaient un pouvoir considérable, et les rois n'avaient pas renoncé à leurs prétentions sur la « France ».

Malgré tout, les « nouvelles monarchies », et les « absolutismes » qui allaient se développer en France et en Espagne dans leur sillage, étaient bien différents du vieil ordre féodal. Ces États reposaient sur des principes féodaux, mais leurs monarques avaient appris à utiliser les forces nouvelles liées au système du marché et à la croissance des villes comme un contrepoids au pouvoir des seigneurs féodaux¹. Pour partie, leur politique visait toujours à satisfaire les ambitions féodales classiques : acquérir des terres par la force ou par des alliances matrimoniales. Mais un autre objectif gagnait en importance : développer le commerce et les productions locales. Ainsi, Isabelle et Ferdinand conquièrent le royaume maure de Grenade, firent la guerre pour des territoires italiens et financèrent Colomb et ses successeurs dans l'espoir d'accroître le commerce. Henri VIII recourut au mariage pour établir des liens dynastiques avec d'autres souverains, tout en encourageant la croissance de l'industrie lainière anglaise et celle de la marine.

Cela ne signifie certainement pas que ces monarchies aient été à un degré quelconque moins brutales que celles qui les avaient précédées. Elles étaient prêtes à tout pour cimenter leur pouvoir contre leurs rivaux et contre leurs sujets. L'intrigue, le meurtre, l'enlèvement et la torture étaient monnaie courante. Leur philosophie trouve sa plus exacte expression dans les écrits de Machiavel, fonctionnaire florentin dont le but suprême était de voir l'Italie unifiée en un seul État et qui écrivit un manuel pratique destiné à un « prince » désireux de le réaliser. Ses espoirs furent déçus, mais ses écrits contiennent toute une liste de techniques qui appartenaient au répertoire des rois d'Espagne comme à celui d'Henri VIII.

Après la conquête de Grenade, Isabelle et Ferdinand adoptèrent une mesure que les royaumes islamiques n'avaient jamais prise contre les chrétiens : le recours à l'Inquisition pour mettre à mort tous ceux qui refusaient de se convertir au christianisme ou de fuir le pays. Dès le début du XVII^e siècle, la population musulmane, qui vivait là depuis 900 ans, fut expulsée. Les juifs, qui avaient été tolérés pendant au moins huit siècles de pouvoir musulman, furent contraints d'émigrer,

s'établissant en Afrique du Nord, dans les Balkans sous tutelle turque (où une communauté juive de langue espagnole subsista à Salonique jusqu'à la prise de la ville par les armées d'Hitler) et en Europe orientale. Même les convertis au christianisme, les *conversos*, n'étaient pas en sécurité ; ils subirent une vague de persécutions dans les années 1570.

Les méthodes brutales d'Henri VII, Henri VIII et de leurs successeurs sur le trône d'Angleterre n'étaient pas seulement dirigées contre le pouvoir des vieux barons féodaux, mais aussi contre un grand nombre de gens parmi les plus pauvres. Ceux-ci furent abandonnés à leur sort lorsque les barons licencièrent leurs armées composées de mercenaires et de propriétaires terriens, clôturèrent les anciennes parcelles communales (enclosures) et privèrent les petits paysans de leur lopin. Des souverains successifs les traitèrent comme des « criminels volontaires² ». Une loi de 1530 décrétait « le fouet et l'emprisonnement pour les vagabonds vigoureux. Ils doivent être liés à des roues de charrette et fouettés jusqu'à ce que le sang s'écoule de leur corps, puis prêter serment de retourner dans leurs villages d'origine, où là où ils avaient vécu les trois années passées, et de "se mettre au travail" ». La loi fut ensuite amendée : « Lors de la deuxième infraction pour vagabondage, les coups de fouet doivent être répétés, et la moitié de l'oreille coupée ; lors de la troisième, le coupable doit être exécuté comme un criminel endurci³. »

Les idées nouvelles

La période de la « découverte » de l'Amérique et des « nouvelles monarchies » fut aussi celle de la Renaissance. La résurrection de la vie intellectuelle et de l'art commença dans les cités italiennes et se répandit, durant un siècle, dans le reste de l'Europe occidentale. Sur tout le continent, on redécouvrit le savoir de l'Antiquité classique, ce qui entraîna une rupture avec la vision étroite du monde qui

prédominait jusque-là, avec les conventions artistiques absurdes et la superstition religieuse qui caractérisaient le Moyen Âge européen. Le résultat fut une floraison de l'art et de la littérature, ainsi que des progrès scientifiques tels que l'Occident n'en avait plus connus depuis les temps de Platon, Aristote et Euclide.

Contrairement à ce que prétendent certains livres d'histoire, ce n'était pas la première tentative d'opérer une telle rupture. Une brèche s'était ouverte deux siècles auparavant, avec la traduction à Tolède d'œuvres écrites en latin, en grec et en arabe, avec les démarches de penseurs comme Abélard et Roger Bacon, ainsi que les écrits de Boccace, de Chaucer et de Dante. Mais tout s'était arrêté avec la grande crise du XVI^e siècle, l'Église et l'État collaborant pour extirper les idées qui pouvaient être liées à la « lutte des classes » dans les villes et les campagnes. Les universités, après avoir été des centres d'investigation intellectuelle, furent de plus en plus caractérisées par des disputes scolastiques qui semblaient n'avoir aucune pertinence pratique.

La Renaissance représentait un retour aux tentatives intellectuelles, culturelles et scientifiques opérées au XIII^e siècle, mais à un niveau beaucoup plus élevé et sur une base bien plus large. Lors de son apparition dans les cités-États italiennes, elle ne défia pas d'emblée la stérilité qui caractérisait la vision du monde dominant à cette époque. Ces États étaient aux mains d'oligarchies commerçantes qui faisaient parade d'une richesse acquise par des moyens non féodaux et marginalisaient les membres de la vieille noblesse, mais qui utilisaient leur fortune et leur puissance pour s'assurer des positions dans le cadre établi par le féodalisme. Par exemple, la famille la plus puissante de Florence était celle des Médicis. Ceux-ci commencèrent comme négociants et banquiers, mais deux d'entre eux (des hommes) devinrent papes et une (femme) reine de France. La culture qu'ils soutenaient reflétait leur position contradictoire. Ils commandaient des peintures et des sculptures à des artistes issus de milieux plébéiens, qui donnaient une brillante expression visuelle à la nouvelle société émergent au sein de l'ancienne. *Dieu donnant vie à Adam* ou *Le Jugement*

dernier, peints par Michel-Ange sur le plafond de la chapelle Sixtine, sont des œuvres religieuses qui célèbrent l'humain. Parmi les plus grands chefs-d'œuvre de cet artiste se trouve la série de statues géantes d'esclaves ou de captifs, qui montrent des hommes luttant pour se libérer de la gangue de pierre dans laquelle ils sont enfermés. Par ailleurs, la littérature encouragée par les oligarques avait, d'une certaine façon, une étape de retard sur la tradition des XIII^e et XIV^e siècles. Comme le révolutionnaire italien Gramsci le notait il y a soixante-dix ans, alors que Dante écrivait dans le dialecte des Florentins – l'italien –, la langue de l'« humanisme » de la Renaissance était celle d'une élite intellectuelle étroite, le latin. Elle fournissait un moyen de communication pour les lettrés de toute l'Europe, mais pas pour la masse du peuple de Florence, Milan ou Venise. De plus, les textes anciens inspiraient encore un respect presque superstitieux, à telle enseigne que citer un auteur grec ou romain dans une discussion semblait donner le dernier mot.

Alors que la Renaissance se répandait en Europe, son contenu se mit à changer. Il y eut une quantité croissante de traductions de textes grecs et latins dans des langues « vulgaires ». Le désir grandit, non plus seulement de lire les anciens, mais aussi de contester leurs opinions – comme le montrent les avancées scientifiques à mettre au crédit de Copernic, de Kepler et de Galilée. Le XVI^e siècle avait peut-être commencé par la régurgitation d'idées vieilles de 2000 ans, mais, en l'espace d'un autre siècle, il y eut une explosion d'écrits nouveaux dans la langue des masses (les œuvres de Rabelais et de Montaigne en français, celles de Shakespeare, Marlowe et Ben Johnson en anglais, de Cervantès en espagnol). Il ne s'agissait pas seulement de la rédaction d'histoires, de pièces ou d'idées nouvelles. L'époque qui vit éclore les « nouvelles monarchies » assista aussi à l'essor initial des langues nationales.

Les nouvelles religions

Vingt-cinq ans après la prise de Grenade par les troupes espagnoles et l'arrivée de Colomb aux Caraïbes, un moine âgé de trente-quatre ans enseignant la théologie, Martin Luther, cloua une feuille de papier sur la porte d'une église de Wittenberg, en Allemagne méridionale. Elle contenait quatre-vingt-quinze points (« thèses ») attaquant la pratique des « indulgences ». Ces documents, avalisés par l'Église catholique, absolvait de leurs péchés ceux qui les achetaient et leur fournissaient un « passeport » pour le paradis. Son action précipita le schisme le plus important de l'Église occidentale depuis que Constantin s'était converti au christianisme douze siècles plus tôt. Aucune des initiatives prises par l'Église ou le Saint Empire romain germanique ne semblait pouvoir arrêter la montée du soutien dont bénéficiait Luther. Les grandes villes d'Allemagne du Sud et de Suisse – Bâle, Zurich, Strasbourg, Mayence – se rangèrent derrière lui. De puissants princes allemands, comme ceux de Saxe, de Hesse et de Brandebourg, leur emboîtèrent le pas. Il y eut bientôt des conversions en Hollande et en France, malgré des contre-mesures prises par les autorités, comme l'exécution de quatorze artisans luthériens brûlés vifs sur la place de la ville de Meaux en 1546⁴. Henri VIII d'Angleterre rompit avec l'Église catholique après que le pape (allié de la Couronne espagnole) eut refusé d'annuler son mariage avec la princesse Catherine d'Aragon.

Luther commença par des débats théologiques portant sur les indulgences, sur la liturgie, sur le rôle des prêtres comme intermédiaires entre les croyants et Dieu, sur le droit du pape à exercer une autorité disciplinaire sur la prêtrise. Mais l'Église catholique était depuis si longtemps un élément central de la société médiévale que les questions soulevées présentaient également une dimension sociale et politique. En fait, Luther ne fit rien de moins que de défier l'institution qui exerçait le contrôle idéologique pour le compte de l'ordre féodal tout entier. Ceux qui bénéficiaient de ce contrôle ne pouvaient se garder de répliquer. Ainsi, les querelles autour de ces questions plongèrent l'Europe dans une succession de guerres et de troubles civils pendant

cent vingt-cinq ans : la guerre de la ligue de Smalkalde en Allemagne, les « guerres de religion » en France, la longue guerre d'indépendance menée par les Hollandais contre les Espagnols, la guerre de Trente Ans, qui dévasta l'Allemagne, et la guerre civile anglaise.

Luther était un brillant polémiste, publiant pamphlet après pamphlet pour présenter ses idées, et offrant une traduction de la Bible qui eut une influence décisive sur le développement de la langue allemande. Pourtant, tout cela ne suffit pas à expliquer l'impact de son entreprise. Il existait, depuis longtemps déjà, une tradition d'opposition à l'Église catholique romaine animée de convictions très proches de celles de Luther. Depuis deux cents ans, une Église vaudoise clandestine, disposant de fidèles dans les grandes villes européennes, s'était développée. Les hussites s'étaient battus un siècle plus tôt pour des idées très semblables en Bohême, et les « lollards » du réformateur John Wycliffe de la fin du XIV^e siècle étaient encore nombreux en Angleterre. Mais ces mouvements n'avaient jamais réussi à déstabiliser l'Église et la société dans laquelle elle œuvrait. Luther défendit sa cause en même temps que d'autres réformateurs qui, sur certains points de doctrine, entretenaient toutefois des divergences – Ulrich Zwingli à Zurich et Jean Calvin à Genève.

Pour comprendre ce qui s'est passé, il est nécessaire de porter son regard sur les changements économiques et sociaux intervenus depuis la crise du XIV^e siècle, des changements qui avaient préparé le terrain pour les nouvelles religions, comme ils l'avaient fait pour les nouvelles monarchies, la conquête du Nouveau Monde et le savoir novateur de la Renaissance. L'économie et la société féodales étaient en train de donner naissance à quelque chose de neuf, dont le plaidoyer protestant était l'une des premières expressions.

Une économie en transition

La société de l'Europe occidentale avait connu des changements, lents mais cumulatifs, étalés sur plusieurs centaines d'années, et donc à peine perceptibles pour leurs contemporains. D'abord, il y avait eu le progrès nonchalant, intermittent mais continu des techniques de production, avec l'adoption par les artisans, les constructeurs navals et les ingénieurs militaires d'innovations en provenance d'autres régions de l'Eurasie et d'Afrique du Nord, qui s'étaient conjuguées à leurs propres améliorations. De telle sorte qu'on trouvait au début du XVI^e siècle une quantité d'instruments inconnus au XII^e, voire au XIV^e siècle : des horloges mécaniques dans toutes les villes importantes, des moulins à vent aussi bien qu'à eau, des hauts-fourneaux capables de produire de la fonte, de nouvelles techniques de construction et de gréement des navires et de nouveaux appareils pour calculer leur position, le canon et le mousquet pour la guerre et enfin l'imprimerie, qui permit l'édition en masse de textes jusque-là disponibles uniquement sous la forme de manuscrits précieux, conservés dans des bibliothèques réservées aux lettrés.

Ces innovations techniques étaient le préalable absolu de tous les changements de plus grande envergure. Colomb aurait peut-être trouvé la route des Amériques sans l'astrolabe des Arabes et la boussole des Chinois – il est très probable que d'autres l'avaient fait avant lui –, mais il n'aurait jamais pu tracer une route maritime régulière permettant d'y retourner, comme lors de l'expédition des conquistadors. Les armées royales auraient pu gagner des batailles sans leurs arbalètes perfectionnées et les nouvelles armes à feu, mais elles n'auraient pas pu vaincre les chevaliers en armure, raser les châteaux ou mater les révoltes paysannes. Sans l'imprimerie, les penseurs de la Renaissance, en Italie du Nord, auraient pu susciter un intérêt pour les écrits des Grecs anciens et Romains, mais, faute de pouvoir les reproduire à des milliers d'exemplaires, l'influence de ces œuvres n'aurait pu se propager dans toute l'Europe. De la même manière, le défi lancé par Luther à la papauté n'aurait pu rencontrer un aussi vaste soutien. En fait, la presse à imprimer a préparé le terrain à

la réception de ses idées. En Angleterre, par exemple, les ateliers d'imprimerie ont fourni une « force tardive mais maximale » aux arguments anticléricaux de Wycliffe, de Langland et à un moindre degré de Chaucer, de telle sorte que « le XIV^e siècle a pénétré le XVI^e ».

Mais les techniques ne pouvaient, à elles seules, rien accomplir. Elles devaient être mises à l'ouvrage, moyennant parfois un prix considérable. Les armes devaient être forgées, les mines exploitées, les presses financées, les navires construits, les armées approvisionnées. De telles entreprises ne pouvaient aboutir à l'échelle requise que parce que l'organisation, aussi bien sociale que technique, de la production avait connu des mutations massives.

Dans la période féodale primitive, la production servait l'usage immédiat : assurer la survie de la famille paysanne et permettre au seigneur de vivre dans le faste. Ce qui importait était ce qu'Adam Smith et Karl Marx appelèrent plus tard les « valeurs d'usage » : les biens de première nécessité pour le foyer du laboureur et ceux de luxe pour satisfaire les goûts extravagants du baron féodal. La pression pour augmenter la production, par un travail plus intense du paysan ou par l'introduction de nouvelles techniques, ne pouvait venir que du désir du paysan d'améliorer un peu son quotidien ou de celui du seigneur de raffiner encore sa consommation. Comme l'a également formulé Marx, le niveau d'exploitation des paysans était limité par la « taille de l'estomac du seigneur féodal ». Dans une telle société, l'échange et la monnaie jouaient un rôle marginal. Si quelqu'un voulait accroître sa richesse, il faisait l'acquisition de terres plutôt que d'entasser de l'or.

Au début du XV^e siècle, les choses avaient déjà bien changé. La production d'objets à vendre – contre de l'or ou de l'argent, qui à leur tour pouvaient être échangés contre d'autres objets – devint dominante. Ce que Smith et Marx appelèrent la « valeur d'échange » gagna en importance. La famille paysanne produisait sans doute la plus grande partie de sa nourriture et de ses vêtements, mais il lui fallait de l'argent pour payer les fermages, acquérir des outils et acheter des denrées alimentaires si la récolte était mauvaise. Les seigneurs et les

monarques avaient besoin d'argent à une échelle massive. Le commerce lointain permettait d'obtenir des marchandises de luxe venues du bout du monde, en en payant le prix. Et si quelqu'un avait assez d'argent, il pouvait acquérir une armée capable d'en vaincre d'autres (les troupes étaient de plus en plus constituées de mercenaires) ou acheter des navires et recruter les marins nécessaires pour des voyages de découverte, de commerce ou de piraterie. Dans l'ensemble, l'argent commençait à devenir ce qu'il est aujourd'hui.

Avec le temps, le monde du travail fut complètement transformé. Il cessa d'être un moyen de satisfaire les besoins humains pour devenir un simple moyen, pour ceux qui avaient de l'argent, d'en gagner davantage. Au début du XVI^e siècle, ce processus était bien loin d'être achevé. La plupart des artisans s'attendaient à recevoir le prix convenu pour leurs travaux et à pouvoir célébrer les jours de fêtes et les saints ; quant aux paysans, ils considéraient que leur travail était lié au cycle des saisons et non qu'il était soumis aux exigences de l'échange des marchandises. Cela dit, le processus était engagé depuis deux siècles. Le lent développement de réseaux de marchés dans les villes et les campagnes avait pénétré la vie d'une quantité croissante de personnes. À proximité des grandes villes, des ports ou des voies navigables, des régions agricoles entières étaient consacrées à la production de cultures industrielles – le lin pour les textiles, les vignes pour le vin, les olives pour l'huile, le pastel ou le safran pour la teinture – ou à l'élevage pour satisfaire une demande croissante de viande dans les villes et dans les classes supérieures. Les négociants utilisaient de plus en plus le système de la « sous-traitance » pour contraindre les travailleurs manuels à accepter des rémunérations plus basses, fondées sur l'offre et la demande plutôt que sur les anciens tarifs coutumiers – et encourageant la croissance d'une nouvelle industrie, à base rurale, lorsque, comme c'était souvent le cas, les artisans urbains refusaient de sacrifier leur mode de vie sur l'autel des profits des marchands. Dans des régions comme les hautes terres du Sud de l'Allemagne, la Bohême et la Transylvanie, de grands financiers – par exemple la famille

Fugger, qui finançait les guerres des souverains espagnols et du Saint Empire – créèrent des mines où travaillaient des ouvriers salariés.

Le rôle joué par la production dans le marché avait conféré à la rupture du XIV^e siècle une issue très différente de celles des crises qui avaient secoué l'Empire romain au V^e siècle et la Chine aux III^e et XIII^e siècles. Lors de ces dernières, la famine, la guerre civile et l'invasion étrangère avaient abouti à une fragmentation en grands domaines, coupés économiquement les uns des autres et de la société en général. La crise du XIV^e siècle s'accompagna, elle, d'une extension des rapports marchands dans toute l'Europe. Même là où le servage féodal était réapparu, il était destiné à produire des cultures que le seigneur pourrait vendre à de gros négociants en dégagant un profit important.

La crise ne détruisit pas les villes. Même si un grand nombre de villages furent désertés à la suite des famines et des épidémies, la plupart des villes restèrent intactes. Et dès le milieu du XV^e siècle, elles se trouvèrent à l'avant-garde d'une nouvelle expansion économique qui encourageait l'utilisation des techniques nouvelles comme l'imprimerie et la navigation. Toutes les villes n'en profitèrent pas. Le développement même du marché, de la production destinée à l'échange et non à l'usage immédiat, exposait les fortunes de certaines cités à des revers. Certaines, qui avaient très bien réussi dans la période précédente, connaissaient à présent des difficultés liées à des changements imprévisibles dans la production ou à des événements politiques survenant dans des contrées lointaines. D'autres, qui étaient restées à la traîne, opéraient maintenant un bond en avant. Barcelone, Florence et les grandes villes marchandes de la Hanse en Europe du Nord et le long de la Baltique connurent toutes divers degrés de déclin au cours du XVI^e siècle, pendant que d'autres villes du Nord des Provinces-Unies (actuels Pays-Bas), de l'Espagne méridionale, du Sud-Est de l'Allemagne et de l'Angleterre commençaient à prospérer.

Le marché eut un autre effet. Il transforma les conditions d'existence de millions de personnes. Durant la seconde moitié du XV^e siècle,

les prix commencèrent à monter et le niveau de vie des masses populaires chuta. Les salaires réels, qui avaient souvent doublé au cours du siècle suivant la peste noire, baissèrent de moitié, voire des deux tiers, entre le milieu du XV^e et la fin du XVI^e siècle⁶, alors que la paysannerie était soumise à des pressions accrues pour payer toutes sortes de droits aux seigneurs.

Les riches firent preuve d'un affairisme effréné, aussi bien dans les villes que dans les campagnes. Une expression de ce phénomène était la passion pour l'or qu'entretenaient Colomb, Cortés et Pizarro. Une autre illustration en était le commerce des indulgences par l'Église, qui provoqua l'indignation de Luther. Le renouveau du servage en Europe de l'Est et les premières formes d'exploitation agricole capitaliste dans certaines parties de l'Europe occidentale étaient marqués du même sceau. L'argent devenait la mesure universelle. Pourtant, les valeurs officielles de la société étaient toujours celles qui étaient inscrites dans la hiérarchie du vieux féodalisme.

L'Église avait tenu un rôle central dans les valeurs du Moyen Âge. Ses rituels validaient les comportements – souvent représentés sur des bas-reliefs ou des vitraux – qu'on attendait des différentes classes de la société. Pourtant, l'Église elle-même était affectée par la soif de l'or. Des membres de grandes familles marchandes comme les Médicis ou les Borgia devinrent papes dans le but d'accroître leurs richesses, qu'ils comptaient bien transmettre à des fils illégitimes. Des adolescents accédaient à des évêchés lucratifs. Des ecclésiastiques percevaient les revenus de plusieurs paroisses dans lesquelles ils ne mettaient jamais les pieds. Les dîmes que les nobles payaient à l'Église représentaient une bonne moitié de leurs ressources. Les prêtres et les moines pressuraient les paysans pauvres en leur prêtant de l'argent à des taux élevés alors même que l'usure était considérée comme un péché.

Les historiens ont consacré un temps considérable à débattre des interactions exactes existant entre le capitalisme et le protestantisme. Toute une école, influencée par le sociologue (et nationaliste)

allemand Max Weber, a proclamé que les valeurs protestantes avaient produit le capitalisme, sans expliquer d'où venait le prétendu « esprit » protestant⁷. D'autres courants ont soutenu qu'il n'y avait pas le moindre rapport entre eux, dans la mesure où nombre des premiers protestants n'étaient pas capitalistes et où les régions les plus farouchement protestantes de l'Allemagne incluait celles du « second servage⁸ ».

Il est pourtant très simple de voir les connexions entre les deux. L'impact du changement technique et des nouveaux rapports de marché entre les individus au sein du féodalisme produisit une « société mixte » – le « féodalisme de marché » – dans laquelle il y avait entrelacement mais aussi conflit entre les modes d'action et de pensée capitalistes et féodaux.

La superposition des structures du marché et du féodalisme eut pour résultat que la masse du peuple pâtit des défauts des deux systèmes. Les hauts et les bas du marché mettaient régulièrement en péril les moyens d'existence du grand nombre ; les méthodes agricoles féodales, qui continuaient à s'étendre dans de vastes zones de l'Europe de l'Est et du Sud, ne pouvaient pas produire les récoltes nécessaires pour nourrir les paysans tout en fournissant aux seigneurs et aux monarques leurs produits de luxe et leurs armées⁹. La superstructure de consommation de la classe dirigeante en expansion déstabilisait la base de production paysanne, entraînant, au fur et à mesure du XVI^e siècle, la société dans une nouvelle période de crise faite de tensions entre progrès et archaïsme.

Ainsi, toutes les classes de la société étaient en proie à la confusion, chacune se tournant vers ses vieilles croyances religieuses pour se rassurer, alors que l'Église elle-même était largement déstabilisée. Le seul moyen pour la population de faire face à cette situation était de trouver à remodeler les idées héritées du vieux féodalisme. Luther, Zwingli, Calvin, John Knox et les autres – dont Ignace de Loyola, qui fonda l'ordre des jésuites et se fit le fer de lance de la Contre-Réforme catholique – leur fournirent de tels moyens.

La Réforme allemande

Martin Luther et Jean Calvin n'avaient aucune intention de fonder des mouvements révolutionnaires ni même d'en appeler à la réforme sociale. En revanche, ils étaient résolus à s'attaquer à l'ordre religieux établi. Mais leurs arguments étaient d'ordre *théologique*, liés à la façon dont l'Église catholique avait détourné et corrompu les enseignements de Jésus et des apôtres tels qu'exposés dans la Bible. Ce qui était important, insistaient-ils, était la « foi » de l'individu, et non la médiation des prêtres ou les « bonnes œuvres », en particulier celles comportant des paiements à l'Église. La panoplie des saints catholiques, vénérés par l'intermédiaire de statues et de reliquaires, n'était selon eux rien de moins qu'une distorsion idolâtre du message biblique. Calvin alla même plus loin, proclamant que la croyance dans l'idée que les fidèles consumaient la chair de Jésus lors du rite de la sainte communion était blasphématoire – une position qui l'empêcha de s'entendre avec les partisans de Luther, sans parler de l'Église de Rome. C'est sur de telles questions que les premiers protestants allaient prendre de grands risques personnels et exhorter leurs fidèles à la fermeté, alors même que la punition encourue pour hérésie, mise en œuvre publiquement dans les villes d'Europe, était le bûcher.

Pourtant, sur le plan social, Luther et Calvin étaient conservateurs. En 1521, lorsque les autorités impériales exigèrent sa tête, Luther insista sur le fait que le peuple devait obéir aux autorités sur les questions non religieuses : « L'émeute n'est pas défendable, aussi justes soient ses causes [...]. L'autorité séculière et l'épée ont été ordonnées pour punir les méchants et protéger les bons [...]. Mais quand [...] l'homme du commun se soulève, lui qui est incapable de faire la distinction entre le bien et le mal, il frappe sans discrimination, ce qui ne peut être sans grande et cruelle injustice. Dès lors, prenez garde et suivez les autorités¹⁰. »

De même, les opinions de Calvin ont été décrites comme une « doctrine d'obéissance populaire ». L'ordre social de dirigeants et de dirigés était en effet « ordonné par Dieu » et, « parce que l'humanité était marquée par le péché originel, cet ordre [était] nécessairement un ordre de répression¹¹ ». Cela n'empêcha pas leurs doctrines de provoquer des luttes sociales, dans lesquelles ils durent choisir leur camp.

Luther, un moine devenu professeur qui faisait partie de la Renaissance « humaniste » en Europe, pouvait convaincre des individus de ce milieu. Il était aussi capable d'obtenir la protection de personnalités puissantes, comme l'électeur¹² de Saxe, Frédéric, qui avait ses propres litiges avec l'Église. Mais la véritable raison de la diffusion rapide de ses enseignements dans le Sud de l'Allemagne durant les années 1520 est le retentissement qu'elles connurent au sein des classes sociales mécontentes, dont précisément Luther se défiait. On peut, dans l'ensemble, dire la même chose de la façon dont les doctrines de Calvin se propagèrent en France un quart de siècle plus tard.

Les historiens de la Réforme allemande distinguent aujourd'hui plusieurs étapes : une « Réforme urbaine » (des bourgeois), une « Réforme paysanne » et une « Réforme des princes »¹³. La Réforme urbaine balaya les villes du Sud de l'Allemagne et de la Suisse après que Luther fut devenu une figure publique en défiant l'empereur lors de l'assemblée des parties constituantes de l'empire (Diète) à Worms en 1521. Les villes étaient dirigées par des oligarchies établies de longue date, constituées par les familles de riches marchands et d'aristocrates de second rang. Celles-ci dominaient les conseils et les sénats depuis des générations, même lorsque existait une structure démocratique formelle. De nombreux oligarques avaient leurs propres griefs à l'égard de l'Église – par exemple à propos de l'exemption fiscale à laquelle tenait celle-ci, obligeant les autres à payer davantage – et craignaient le pouvoir des princes locaux. Mais ils étaient aussi reliés par mille attaches à l'ordre social et religieux existant. Ils vivaient des fermages féodaux des terres situées hors des villes, recherchaient des positions lucratives pour leurs enfants dans l'Église et trouvaient

toujours le moyen d'échapper aux dîmes. Ils étaient donc à la fois séduits et effrayés par l'appel à une « réforme » de cette institution. De façon typique, ils souhaitaient des changements de détail, de nature à leur permettre d'exercer un contrôle plus étroit sur la vie religieuse de la ville et sur l'usage des fonds du clergé sans que cela ne provoque de grands bouleversements.

Mais, située au-dessous de cette catégorie sociale, une masse de petits négociants et d'artisans – et parfois des prêtres, des religieuses et des moines venant de ces familles – étaient las de payer pour une hiérarchie ecclésiastique qui, trop souvent, ne fournissait même pas la consolation spirituelle promise. Leur agitation porta, ville après ville, la Réforme à la victoire. À Erfurt, des « étudiants et artisans » participèrent à des « attaques contre le clergé » et à la « destruction de la maison du chanoine » après le passage de Luther en 1521¹⁴. À Bâle, les tisserands exigèrent que l'Évangile puisse être saisi « non seulement avec l'esprit mais aussi avec les mains », ajoutant : « Nous devons rechercher des hommes d'amour et de vraie foi », et ils détournèrent l'argent destiné à la décoration des églises au bénéfice du « pauvre qui en hiver manque de bois, de chandelles et autres nécessités »¹⁵. À Brunswick, Hambourg, Hanovre, Lemgo, Lübeck, Magdebourg, Mühlhausen et Wismar, des comités d'artisans et de commerçants forcèrent les instances dirigeantes de ces cités à introduire des réformes religieuses¹⁶. Wittenberg « fut gagnée par le conflit et [tomba] aux mains des briseurs d'images » jusqu'à ce que les autorités se tournent vers Luther pour qu'il se charge de faire revenir l'ordre¹⁷. À Strasbourg, « les magistrats, pressés depuis le bas par la commune, procédèrent à certaines modifications clairement illégales dans les pratiques religieuses, espérant qu'une autorité – l'empereur, la Diète impériale ou un conseil général de l'Église – les soulage bientôt de la demande croissante pour des changements plus grands encore¹⁸ ». De cette façon, « le plus souvent mise en œuvre par le bas – non pas par le gouvernement de la cité mais par les corporations de métiers¹⁹ » –, les deux tiers des villes impériales d'Allemagne adoptèrent la nouvelle

religion. Luther attribua le succès de sa doctrine à la volonté divine. « Le Verbe a tout fait, écrivit-il, alors que j'étais à boire de la bière avec Philippe et Amsdorf, Dieu porta à la papauté un coup violent²⁰. » En réalité, c'est le sentiment de classe, dans une époque de crise économique endémique, qui potentialisa la réponse à ses enseignements.

Malgré tout, les conseils municipaux et les sénats locaux mirent en place des changements suffisants pour pacifier cette agitation : « Une fois que le conseil eut décrété l'enseignement évangélique, aboli la messe et intégré le clergé dans le corps des citoyens, il semblait naturel de transférer les prises de décision relatives à la vie de l'Église des rues à la chambre du Conseil²¹. »

Les guerres de Paysans

À la fin de 1524, un second mouvement, beaucoup plus violent, entra en éruption. Connu sous le nom de « guerre des Paysans » (et chez certains historiens contemporains comme la « révolution de l'homme commun »), il a été qualifié de « plus important soulèvement de masse de l'Europe prémoderne²² ». Il y avait eu, au cours du demi-siècle précédent, une succession de révoltes rurales locales dans tout le Sud de l'Allemagne. Mais lorsque la nouvelle de l'agitation religieuse dans les villes se répandit, souvent par l'intermédiaire des artisans des industries en voie de formation dans les zones rurales, elle focalisa le ressentiment face à une insécurité qui s'était aggravée d'année en année et stimula une révolte à la fois religieuse et sociale.

Des armées improvisées de milliers, voire de dizaines de milliers de combattants, propagèrent le mouvement d'une région à une autre au cours de leurs déplacements dans le Sud et le Centre de l'empire, pillant des monastères, prenant d'assaut des châteaux et essayant de rallier à eux les villes²³. Les seigneurs féodaux et les évêques, pris de court, essayèrent souvent de calmer les rebelles en négociant au

niveau local, tout en suppliant les grands princes de venir à leur secours. Les oligarchies urbaines ne savaient plus quoi faire. D'un côté, elles avaient leurs propres doléances contre les seigneurs ruraux, les évêques et les monastères, et subissaient la pression des citoyens pauvres des villes, tentés de se joindre aux insurgés ; de l'autre, elles étaient le plus souvent constituées de propriétaires terriens menacés par la révolte. Terrifiées, elles se tinrent généralement à l'écart des troubles, espérant trouver un moyen de négocier la paix²⁴.

Les rebelles parvinrent cependant à prendre quelques villes et à en gagner d'autres à leur cause. À Salzbourg, « des travailleurs ou des entrepreneurs des mines ainsi que des paysans se joignirent » au soulèvement²⁵. « À Heilbronn, les magistrats de la ville, sous la pression des bourgeois et "en particulier des femmes" durent ouvrir les portes aux rebelles », qui occupèrent tous les couvents et les établissements religieux²⁶. De cette manière, les contestataires prirent le contrôle de villes comme Memmingen, Kaufbeuren, Weinberg, Bermatingen, Neustadt, Stuttgart et Mühlhausen.

Ils établissaient partout des listes de doléances, souvent combinées à des programmes locaux et régionaux. L'une de ces listes, comprenant douze points rédigés par les paysans de la région de Memmingen avec l'aide d'un artisan sympathisant et d'un prêtre rebelle, devint pratiquement le manifeste national de la révolte et fut réimprimée à de nombreuses reprises²⁷.

Elle commençait par les revendications religieuses les plus importantes pour la masse du peuple : le droit des collectivités locales à nommer leurs propres pasteurs et à décider comment utiliser les dîmes. Suivaient d'autres exigences, vitales pour les conditions d'existence des paysans : l'abolition du servage, celle des divers droits et redevances payables aux seigneurs, la cessation de l'accaparement des parcelles communales, l'abrogation de l'interdiction seigneuriale de la chasse, de la pêche et du ramassage du bois par les paysans, et la liquidation de la justice arbitraire.

Il ne s'agissait pas d'un programme *révolutionnaire*. Il reposait sur l'hypothèse que la noblesse et les princes finiraient par accepter la cause des paysans. Au début du mouvement, la plupart de ses participants semblaient croire que tout irait bien s'ils réussissaient à contraindre les seigneurs à réformer leurs comportements. « Dans l'ensemble, les paysans tendaient à accepter la noblesse, à condition qu'elle consente à se soumettre à leurs associations communales, les bandes des "unions chrétiennes" [de rebelles]²⁸ ». L'historien conservateur G. R. Elton considère que « la paysannerie [...] se comporta en général avec une remarquable modération²⁹ ». Exprimant la sensibilité opposée, Friedrich Engels nota : « Ils ont montré un extraordinaire manque de détermination en ce qui concerne l'attitude à tenir [...] à l'égard de la noblesse et des gouvernements. La seule détermination dont ils firent preuve se manifesta au cours de la guerre, après que les paysans eurent fait l'expérience du comportement de leurs ennemis³⁰. » La « modération » des paysans les amena régulièrement à accorder du crédit aux tenants d'un règlement à l'amiable de leur contentieux avec les seigneurs.

Pourtant, les revendications les plus élémentaires étaient autant de défis lancés par tous ceux, issus de la base, auxquels les princes et la noblesse avaient imposé leur loi dans le passé. Dans leur langage marqué par la religion, les paysans affirmaient qu'il y avait désormais une loi supérieure à celle édictée par les tribunaux. Comme ce fut exprimé lors d'une réunion de village, « nul sauf Dieu, notre créateur [...] n'aura d'hommes liges³¹ ». La « loi divine », qui représentait les intérêts paysans, devait remplacer la « loi vénérable », qui les soumettait aux seigneurs et à l'Église.

La noblesse était incapable de faire des concessions susceptibles de mettre en péril sa propre position de classe. Tout en prétendant faire des compromis, les seigneurs mobilisaient des armées de mercenaires. En avril 1525, celles-ci entrèrent en action. Comme l'admet Elton : « Les classes gouvernantes furent ébranlées en profondeur et leur réaction fut beaucoup plus sauvage que la menace qu'elles

combattaient [...]. Des milliers de paysans – certaines estimations parlent de 100 000 – furent tués, la plupart à la suite de prétendues batailles qui n'étaient que des déroutes, les hommes d'armes des princes se divertissant beaucoup dans la poursuite des fugitifs³². »

Luther fut horrifié par la rébellion. Au début, à l'unisson des oligarchies urbaines, il critiqua les seigneurs pour avoir provoqué le mécontentement. Mais lorsque les armées paysannes commencèrent à sérieusement progresser, il se rangea totalement du côté adverse. Il écrivit un tract intitulé « Contre les hordes meurtrières et pillardes des paysans », qui exhortait les seigneurs à prendre les mesures de rétorsion les plus extrêmes contre les rebelles : « Un homme qu'on ne peut convaincre du crime de rébellion est au ban de Dieu et de l'empereur ; et tout chrétien peut et doit l'égorger et faire bien de le faire ! C'est un chien enragé³³. » « Chers seigneurs, déchaînez-vous [...], exterminiez, égorgez et que celui qui en a le pouvoir agisse³⁴ ! ». Dans une lettre, il insistait : « Mieux vaut la mort de tous les paysans que celle des princes ou de magistrats³⁵. »

Il ne fut pas le seul à adopter cette attitude : « De la même façon que les seigneurs interprétaient la résistance comme une trahison contre l'État, les réformateurs la considéraient comme une trahison de l'Évangile. Nul ne manqua de condamner l'homme commun en 1515 : Martin Luther, Philippe Melanchthon, Johannes Brenz, Urbanus Rhegius, Zwingli³⁶. »

En fait, il y eut aussi des prédicateurs protestants pour soutenir l'insurrection. Le plus connu d'entre eux était Thomas Müntzer. Religieux formé à l'Université, il se rangea du côté de Luther dans ses premiers conflits avec le pape et l'empereur. Mais, au bout de trois ou quatre ans, il critiqua Luther pour ses concessions. De plus en plus, ses écrits et ses prêches dépassèrent les questions religieuses pour mettre en cause les oppresseurs du peuple. Pour lui, l'accomplissement du christianisme en vint à signifier la transformation révolutionnaire du monde : « C'est la plus grande abomination sur la Terre que personne ne soulage les misères des pauvres [...]. Nos souverains et

nos dirigeants sont les pires usuriers, brigands et voleurs [...]. Ils oppriment les pauvres jardiniers et artisans [...]. Si l'une de ces pauvres créatures enfreint la loi de façon minimale, il doit payer. À tout cela, le docteur Menteur [Luther] répond : "Amen"³⁷. »

De telles paroles valurent à Müntzer le courroux des autorités, et il passa la plus grande partie de l'année 1524 à se cacher, se déplaçant dans le pays en constituant des groupes secrets de fidèles. Luther exhorta les princes à passer à l'action contre lui. Même aujourd'hui, de nombreux historiens appartenant à la mouvance dominante le considèrent comme une sorte de fou. Pour Elton, il était le « génie démoniaque des débuts de la Réforme », un « fanatique sans retenue » et un « dangereux insensé »³⁸. Mais la seule chose véritablement « insensée » chez Müntzer était qu'il utilisait le langage biblique, commun à tous les penseurs de son temps, non pas pour soutenir le pouvoir de classe, mais pour lutter contre lui.

Lorsque la révolte éclata, Müntzer se rendit à Mülhausen, région minière de Thuringe, où il œuvra, avec des sections radicales de la bourgeoisie menées par l'ancien moine Pfeiffer, à défendre la ville, devenue un bastion de la révolution. Il fut capturé, subit le supplice de la roue et fut décapité à l'âge de vingt-huit ans, après que l'armée insurgée eut été battue à Frankenhausen par le prince (luthérien) de Hesse et le duc (catholique) de Saxe.

L'écrasement de la révolte eut d'énormes implications pour la société allemande dans son ensemble. Il renforça de façon considérable la position des grands princes. Les chevaliers de second rang, qui avaient vu avec aigreur la montée en puissance des princes et rêvaient de les soumettre à une Allemagne impériale unifiée, avaient parfois pris les armes sur la base des querelles religieuses, allant jusqu'à manifester de la sympathie pour la révolte à ses débuts³⁹. Désormais, ils se rangeaient du côté des princes, les considérant comme les seuls garants de la poursuite de l'exploitation de la paysannerie. De même, les oligarchies urbaines, après leurs hésitations initiales, virent dans les princes leur ultime protection contre la rébellion. Même les petits

bourgeois firent peu de difficultés pour se réconcilier avec les vainqueurs d'une insurrection qu'ils avaient été trop lâches pour soutenir.

Mais en acceptant le nouveau pouvoir renforcé des princes, les classes urbaines supérieures et moyennes acceptaient que l'organisation future de la société germanique ne soit pas au service de leurs intérêts. La crise qui enflait à mesure que les ferments du capitalisme perçaient au sein du féodalisme avait abouti à un soulèvement révolutionnaire. Mais cette révolte avait été brisée, de même que celles survenues dans toute l'Europe lors de la précédente période de grandes crises, au XIV^e siècle. Les classes moyennes urbaines, même lorsqu'elles embrassaient la nouvelle idéologie protestante, n'étaient pas prêtes à rallier, dans la foulée, les classes les plus exploitées pour mener l'assaut contre l'ordre ancien. Aussi les paysans se retrouvèrent-ils battus et les classes moyennes urbaines impuissantes face au pouvoir renforcé des princes.

Le protestantisme allemand fut victime de sa couardise. Le luthéranisme, en encourageant les princes, se constitua en prisonnier historique. Les doctrines originales de Luther avaient sapé l'emprise de l'Église sur ses paroissiens en proclamant leur égalité dans le culte. Mais la peur des luthériens à l'égard de la révolte les conduisit à réintroduire l'ancienne discipline. Comme l'écrivait un proche collaborateur de Luther, Melanchthon, à la suite des événements de 1525, « il est nécessaire, pour un peuple aussi sauvage et grossier que les Allemands, d'avoir moins de liberté qu'ils n'en ont aujourd'hui⁴⁰ ». C'était aux princes de faire régner cette discipline. Le luthéranisme devint pour eux, après la défaite de la rébellion, une arme à double tranchant. D'une part, ils pouvaient l'agiter face à l'empereur catholique, qui cherchait à les spolier de leur puissance ; d'autre part, ils pouvaient l'utiliser pour maintenir leur emprise idéologique sur les classes qu'ils exploitaient. C'est ainsi qu'une religion qui était apparue en réaction à la crise du féodalisme allemand devint la foi officielle de régions du Nord et de l'Est de l'Allemagne, où les paysans étaient à nouveau contraints de porter le joug du servage. Et ce de la même manière que le

christianisme s'était développé comme réponse à la crise de l'Empire romain pour finir par se transformer en idéologie au service de cette même autorité. Entre-temps, les paysans du Sud et du Centre de l'Allemagne ne virent plus aucune raison d'adopter une nouvelle religion, le protestantisme, qui, en 1525, s'était rangée du côté des oppresseurs.

Cela exposa les villes d'Allemagne méridionale à une pression accrue de la part de l'empereur et des princes catholiques pour les contraindre à abandonner la nouvelle religion. Les oligarchies urbaines se tournèrent vers les princes protestants dans le but d'obtenir leur protection, ce qui ne leur valut que d'être emportées dans des guerres essentiellement féodales et dynastiques. Lorsque l'alliance fut mise à l'épreuve dans la guerre de la ligue de Smalkalde contre l'empereur en 1546, les princes réformés, qui n'étaient pas véritablement prêts à combattre, abandonnèrent les cités protestantes à la vindicte des armées catholiques victorieuses. À partir de là, le protestantisme ne survécut dans les cités du Sud que par tolérance, son déclin reflétant la perte d'indépendance des classes moyennes urbaines.

Les guerres de religion en France

L'histoire de la Réforme en France est essentiellement la répétition, trente ans plus tard, des événements d'Allemagne. La crise économique provoqua l'appauvrissement des paysans, des artisans et des salariés ; survinrent alors des famines, des épidémies de peste à répétition et, en 1557, la banqueroute de l'État. Des individus de toutes les classes sociales se retournèrent contre l'Église, principal propriétaire foncier, et contre l'emprise d'une poignée de familles aristocratiques⁴¹. Le protestantisme était porteur d'un attrait transcendant les barrières de classes. Mais, comme l'a montré Henry Heller, « dans la mesure où il s'agissait d'un mouvement de masse, c'étaient les petits fabricants, les humbles boutiquiers et artisans qui en constituaient la base⁴² ». Il y a plus d'un siècle et demi, le grand romancier français

Balzac en arriva à une conclusion semblable, lorsqu'il nota : « La réforme religieuse [...] s'empara particulièrement des classes inférieures que la pensée avait pénétrées. Les grands seigneurs n'appuyèrent ce mouvement que pour servir des intérêts étrangers à la cause religieuse [...]. Mais chez les artisans et chez les gens de commerce, la foi fut sincère et basée sur le calcul⁴³. »

Jean Calvin venait d'une famille de la classe moyenne française, même si les persécutions l'avaient contraint à vivre à Genève, où il forgea une vision du monde encore plus adaptée aux besoins de cette classe que ne l'était celle de Luther. Luther avait commencé par prêcher contre la discipline de l'Église et fini par succomber à la discipline des princes. Calvin, à l'inverse, mit l'accent sur la discipline d'une nouvelle sorte d'Église, dirigée par les classes moyennes urbaines elles-mêmes. Il poussa ses fidèles à se considérer comme des élus de Dieu, ce qu'ils tentèrent de prouver en étant plus sobres, réservés et austères que leurs semblables. De telles attitudes ne pouvaient manquer de séduire la famille du respectable artisan ou boutiquier, coupée du monde de luxe des aristocrates mais craignant et méprisant les pauvres « débauchés » qu'étaient selon eux les personnes de niveau social inférieur.

Comme Heller l'a formulé : « Certains citoyens [...] pouvaient voir la masse de l'humanité retomber dans la pauvreté, les progrès matériels et même culturels du siècle à nouveau en péril. Ils jugèrent avec pertinence que la faute en était imputable à un ordre ecclésiastique et féodal qui gaspillait la richesse de la société en guerres, luxe et splendeurs. Leur révolte devint une tentative pour se défendre à la fois contre ceux qui contrôlaient le système et contre ceux qui lui étaient le plus farouchement opposés. Cela passa par une idéologie centrée sur le travail, l'ascétisme et la discipline⁴⁴. »

Calvin était socialement conservateur, percevant l'ordre existant comme voulu par Dieu. Mais son appel à la réforme religieuse avait nécessairement des implications sociales. Il proposait une « avancée majeure à la bourgeoisie urbaine, avec non seulement un certain degré

de libération économique, mais aussi le transfert de l'hégémonie du domaine de la religion à eux-mêmes⁴⁵ ». Ce n'était pas une incitation à la refondation révolutionnaire de l'État : les classes moyennes urbaines étaient encore trop faibles pour cela. Mais le mot d'ordre calviniste impliquait des réformes fondamentales et devait protéger les intérêts de celles-ci dans une crise sociale.

La modération sociale de Calvin l'empêcha de réaliser ces réformes lorsque la crise de la société s'intensifia à la fin des années 1550. Une fraction de la noblesse commença à attaquer les privilèges de la hiérarchie de l'Église, et deux des grandes familles aristocratiques, les Bourbons et les Montmorency, s'opposèrent furieusement pour la succession au trône à une troisième grande famille, celle des Guise, catholiques fanatiques.

Les classes moyennes avaient la possibilité de profiter des divisions de la noblesse pour unifier les paysans et les pauvres des villes derrière eux dans la lutte pour la Réforme. Les paysans étaient certes en colère et avaient leurs propres traditions de dissidence et d'anticléricisme, mais, sur les conseils de Calvin, la part la plus radicale des classes moyennes lia son sort à l'élément rebelle de l'aristocratie. Lorsque les paysans réagirent au terrible appauvrissement du milieu des années 1550 par des processions religieuses, qui comptaient dans leur répertoire les « chants liturgiques des saints », les classes moyennes urbaines s'efforcèrent de les éloigner des villes. « Les calvinistes étaient stupéfaits de l'ignorance, de la superstition et de la sensualité du peuple rural », cependant que les paysans étaient rebutés par l'« ascétisme calviniste », « restant attachés à leurs saints, leurs miracles et leurs messes, à leurs danses, à leurs fêtes et à l'alcool⁴⁶ ».

La crise culmina en une série de guerres religieuses sanglantes dans les années 1560 et 1570, dont le fameux massacre des notables protestants lors de la saint Barthélemy, en 1572, à Paris, est un épisode emblématique⁴⁷. La stratégie calviniste consistant à se reposer sur les nobles, ces guerres furent livrées sur des bases essentiellement féodales « par des armées dirigées et constituées en grande partie par

des nobles⁴⁸ », reléguant à l'arrière-plan les questions sociales. Cela fit le jeu des partisans de l'ordre ancien, dans la mesure où il y avait parmi les aristocrates deux fois plus de catholiques que de protestants.

Les enjeux fondamentaux de ces guerres ont sans doute été rapidement obscurcis pour nombre de ceux qui s'y engagèrent, de même qu'ils restent nébuleux pour beaucoup d'historiens, qui n'y voient aucun élément de conflit de classes⁴⁹. Le comportement des princes « huguenots » – qui pouvaient être tout aussi cupides, débauchés et « immoraux » que leurs rivaux catholiques – n'a certainement pu manquer de dégoûter de nombreux éléments de la classe moyenne calviniste⁵⁰, de même que l'attitude méprisante des protestants envers les pauvres a sans doute permis aux catholiques d'organiser contre eux des émeutes à Paris. Comme il est souvent arrivé au cours de l'histoire, les leaders de ce courant d'opposition pensèrent que c'était faire preuve de « réalisme politique » que de faire confiance à une fraction des vieux dirigeants ; ils s'exposèrent en conséquence à une cuisante défaite.

Le champion des calvinistes, Henri de Navarre, s'empara finalement du trône en tournant le dos à la religion réformée, et les protestants se trouvèrent confinés dans certaines villes fortifiées, avant d'être chassés du pays un siècle plus tard. La défaite de la classe moyenne ne fut pas aussi totale et catastrophique qu'en Allemagne. L'industrie et le commerce continuèrent à progresser et les hommes d'affaires à prospérer. Certains purent accéder grâce à leur argent à une nouvelle aristocratie (la *noblesse de robe*), ou marier leurs enfants à des membres de l'ancienne noblesse (la *noblesse d'épée*). Mais, pendant encore deux siècles et demi, ils durent vivre dans une société où la répression, le gaspillage et l'arrogance de l'aristocratie étaient acceptés. Une fois de plus, le prix de la « modération », de la « respectabilité » et du « réalisme » fut la défaite.

Chapitre 20

Les douleurs de l'enfantement d'un ordre nouveau

Le calvinisme n'était pas vaincu partout. Calvin lui-même fut accueilli favorablement par les bourgeois de la cité-État de Genève, où il devint l'intellectuel majeur et la force politique dominante, et où il imposa une nouvelle orthodoxie religieuse qui était à bien des égards aussi intolérante et bigote que l'ancienne. En 1547, un certain Jacques Gruet fut exécuté pour « blasphème » et « athéisme » ; en 1553, un réfugié espagnol, Servetus, fut brûlé vif pour « hérésie ». Calvin imposa aussi une sévère discipline de travail en recourant aux dénonciations publiques, aux bannissements et aux flagellations. Des lois interdirent l'adultère et le blasphème et rendirent l'école obligatoire. Ce régime indisposait nombre de bourgeois respectables, mais il fournissait les conditions idéales pour accumuler de l'argent.

L'exemple de Genève inspira d'autres expériences en Europe. Même dans un pays comme l'Écosse, où l'économie accusait un retard et les classes moyennes urbaines étaient relativement faibles, le calvinisme pouvait être intellectuellement attirant pour ceux qui souhaitaient, d'une manière ou d'une autre, faire progresser la société. Le prédicateur John Knox put ainsi rassembler un groupe disparate d'aristocrates et une classe bourgeoise chétive dans l'opposition à la reine catholique Mary Stuart. De manière significative, le calvinisme fournit aux Pays-Bas une bannière sous laquelle les bourgeois des villes prospères se soulevèrent, aux côtés des princes locaux, pour une révolution contre le joug espagnol.

La révolte hollandaise

La région qui correspond aujourd'hui à la Belgique et aux Pays-Bas était passée, au XV^e siècle, aux mains de la Couronne espagnole. Cela n'avait initialement provoqué aucun antagonisme particulier de la part de la population locale, une attitude qui était fort répandue avant l'avènement du nationalisme moderne. Les seigneurs féodaux étaient gagnants en servant un grand empereur, lequel était jusqu'en 1555 le natif des Flandres Charles Quint. Les classes moyennes urbaines en bénéficiaient également, utilisant la laine espagnole dans leur industrie textile et profitant de l'exportation de produits manufacturés vers l'« empire » américain de l'Espagne. L'argent et l'or en provenance des colonies affluaient, passant par les coffres de la Couronne espagnole pour finir dans les poches des négociants des Pays-Bas. Le cœur castillan de l'Espagne, riche et puissant au XV^e siècle, entraît désormais dans une ère de stagnation qui durerait des siècles, pendant que la Hollande devenait la partie de l'Europe la plus dynamique sur le plan économique.

Depuis les années 1490, la Couronne espagnole avait utilisé son contrôle de la hiérarchie catholique du pays, en particulier de l'Inquisition, pour écraser toute opposition à son règne. Philippe II, qui succéda à son père Charles Quint en 1556, porta ce processus à un degré supérieur en considérant que sa mission était de combattre l'hérésie et le protestantisme dans toute l'Europe et d'imposer partout l'idéologie catholique, en partie responsable du retard économique croissant de la Castille. En Espagne, cela impliquait de s'en prendre à l'autonomie de la Catalogne et d'en finir avec ce qui restait de la minorité maure. Aux Pays-Bas, cela passait par la confrontation avec l'aristocratie locale et la minorité protestante qui se développait parmi les classes urbaines. Tout ceci s'accompagnait d'une augmentation des impôts prélevés sur le peuple à une époque de crise économique et de difficultés grandissantes.

La première vague de révolte déferla à la fin des années 1560, au moment où les guerres de religion faisaient rage en France. Le calvinisme se répandit du Sud vers les villes du Nord, accompagné d'une vague « iconoclaste » de destruction des images religieuses et de mise à sac des églises. Le duc d'Albe (espagnol) brisa la révolte en entrant dans Bruxelles à la tête d'une armée de 10 000 hommes et en exécutant des milliers de personnes, dont le comte catholique d'Egmont, qui, comme le reste de l'aristocratie locale, n'approuvait pas la résistance armée. Une décennie plus tard éclata une nouvelle révolte qui fut couronnée de succès dans le Nord, où elle reçut le soutien de certains nobles – dont le plus important était le prince d'Orange – et aboutit à la proclamation d'un État indépendant, les Provinces-Unies (connues plus tard sous le nom de République hollandaise). Ses villes et son commerce connurent une immense prospérité. Pendant plus d'un siècle, ce fut la région d'Europe la plus dynamique économiquement, supplantant le Portugal dans ses colonies des Indes et allant jusqu'à menacer le contrôle que ce dernier exerçait sur le Brésil. À l'inverse, les nobles du Sud avaient abandonné la lutte, permettant à l'armée espagnole de reconquérir les villes. Des cités comme Gand, Bruges et Anvers, qui se situaient à l'avant-garde du développement économique depuis 300 ans, entrèrent alors dans une longue période de stagnation.

La guerre de Trente Ans

La lutte entre les Pays-Bas et l'Espagne connut un répit avec la trêve de douze ans conclue en 1609. Mais avant que celle-ci n'ait expiré, une autre grande guerre religieuse avait éclaté à plusieurs centaines de kilomètres à l'est. Elle devait faire rage pendant trente ans dans la plupart des régions situées entre le Rhin et la Baltique, causant des dévastations et des pertes humaines innombrables.

Lorsqu'elle prit fin, l'Allemagne avait perdu à peu près le tiers de la population qu'elle comptait à ses débuts.

Les ouvrages consacrés à cette guerre ne peuvent manquer de plonger le lecteur dans la confusion à cause de son caractère kaléidoscopique. Des alliances se formaient et se dissolvaient. Un jour les combats se livraient à un bout de l'Europe, le lendemain plusieurs centaines de kilomètres plus loin. Un problème n'était pas plus tôt résolu qu'un autre surgissait. Des armées entières changeaient de camp. Des milliers de combattants considéraient la guerre comme motivée par des principes religieux pour lesquels ils étaient prêts à mourir ; pourtant, à un certain stade, des princes protestants soutinrent l'empereur catholique, et, à un autre, le pape et la France catholique se portèrent aux côtés du roi, protestant, de Suède. Le commandant le plus doué de la guerre fut assassiné par ses généraux sur l'ordre de son propre souverain. Les seuls traits constants semblent avoir été les armées mercenaires pillant et ravageant, les villages dévastés, les paysans affamés et les villes en flammes – un monde brillamment décrit dans la pièce épique et pacifiste de Bertolt Brecht, *Mère Courage et ses enfants*. S'il n'est pas surprenant, dans ces conditions, que cette guerre ait, plus que toute autre, provoqué d'âpres controverses entre historiens¹, on peut toutefois déceler un fil conducteur dans le brouillard de ses péripéties.

Dans les années 1610, l'Espagne était encore la plus grande puissance européenne. Ses souverains, une branche de la famille des Habsbourg, considéraient toujours l'imposition brutale de la doctrine catholique comme le meilleur moyen de cimenter leur pouvoir sur toutes les terres de la Couronne : la Castille, les autres royaumes ibériques d'Aragon (en particulier la Catalogne) et du Portugal (qu'ils avaient réussi à acquérir), les Amériques (ils avaient été brièvement exposés à une forte rébellion « indienne » au Chili), des régions entières de l'Italie (notamment le duché de Milan et le royaume de Naples) et le Sud des Pays-Bas. Ils se préparaient également à faire la guerre pour reconquérir le Nord de la Hollande.

L'autre branche des Habsbourg était une alliée fidèle de la Couronne espagnole. Les souverains du Saint Empire romain germanique rêvaient de transformer celui-ci en une immense monarchie centralisée englobant toute l'Europe, de l'Atlantique jusqu'à la frontière ottomane. Mais pour l'instant, la majeure partie de l'empire était dirigée par de puissants princes indépendants. Le seul pouvoir réel des empereurs résidait dans leurs terres autrichiennes et, même là, il était fortement circonscrit par les « États » : les représentants des seigneurs, des chevaliers et des oligarchies urbaines. Ces derniers tenaient à leur droit de regard sur les questions politiques fondamentales, et la partie la plus étendue des domaines autrichiens – le royaume de Bohême – revendiquait de pouvoir choisir un roi qui ne soit pas un Habsbourg. Une fraction de plus en plus puissante de la cour en vint à considérer l'idée d'imposer la conformité religieuse, comme le faisaient les Espagnols, afin de briser la résistance au pouvoir impérial.

La doctrine et l'organisation catholiques avaient connu un durcissement avec la Contre-Réforme des années 1560. Le concile de Trente avait abouti à la définition d'une doctrine commune, que tous les membres du clergé catholique étaient censés inculquer. Un nouvel ordre religieux, les jésuites, avait développé un sens de la discipline, un zèle religieux et une rigueur intellectuelle tranchant avec la corruption et le laxisme qui avaient marqué l'Église dans le passé. Il devint l'avant-garde de la lutte contre le protestantisme, en particulier dans les rangs des classes dirigeantes européennes, formant des réseaux d'adhérents issus de l'aristocratie dans toutes les grandes villes où il pouvait opérer.

Le catholicisme de la Contre-Réforme convenait admirablement aux monarques espagnols. La colonisation de la classe dirigeante européenne par les jésuites leur permettait aussi de doubler leur puissance militaire d'un pouvoir idéologique. Ce processus, une fois engagé, suivit sa propre logique. Le laxisme papal du début du XVI^e siècle caractérisait une hiérarchie ecclésiastique pouvant se montrer

aussi cultivée que corrompue, qui avait ainsi permis à la pensée et aux arts de la Renaissance de s'épanouir. Les jésuites de la première génération héritèrent d'une partie des traditions de la Renaissance et devinrent réputés pour l'éducation qu'ils prodiguaient et pour leur souci de la charité². Malgré tout, la Contre-Réforme, les jésuites en particulier, s'illustra bientôt par une répression rigide de l'« hérésie », mais aussi de toute pensée critique. La papauté interdit tous les écrits du grand savant religieux Érasme et toutes les traductions de la Bible dans des langues vivantes. Même l'archevêque de Tolède, qui avait joué un rôle central dans le concile de Trente, fut persécuté pour « hérésie » par l'Inquisition³. Les jésuites devinrent bien connus pour leur entrain à justifier toute politique menée par leurs partisans aristocratiques au motif que la « *fin* » consistant à assurer que le salut des âmes justifiait tous les « moyens ». « Le culte d'une autorité irrationnelle et monolithique, où la personnalité était subordonnée à un organisme monstrueux », triompha au sein de la Compagnie de Jésus⁴.

Le catholicisme de la Contre-Réforme et les deux ailes de la dynastie des Habsbourg avaient un grand ennemi commun : les Pays-Bas du Nord, émancipés, anti-Habsbourg et protestants. Comme l'a formulé l'historien tchèque Polisensky, « l'Europe [était] déchirée intérieurement [...], les Pays-Bas libérés d'un côté, les Espagnols de l'autre, étaient devenus les points de focalisation d'un regroupement de forces qui affectait l'ensemble du continent⁵ ».

Pourtant, la guerre n'éclata pas à la frontière des Pays-Bas, mais à plus de 600 kilomètres de là, en Bohême. Le royaume bohémien, qui correspondait à la République tchèque et à la Silésie d'aujourd'hui, était d'une importance centrale pour le Saint-Empire. C'était le plus grand État en son sein et le siège de la cour impériale pendant la seconde moitié du XVI^e siècle. Mais il constituait une anomalie dans un empire de plus en plus soumis à l'influence de l'idéologie de la Contre-Réforme venant d'Espagne, qui glorifiait le pouvoir royal et craignait toute forme de dissidence. La Bohême se distinguait à la fois par la puissance de ses États non royaux et par sa tolérance à l'égard

de multiples groupes religieux, qui persistaient depuis la conclusion des guerres hussites cent soixante-dix ans auparavant. En même temps que des catholiques, on y trouvait des utraquistes⁶, des luthériens et des calvinistes. C'était là un affront à toute l'idéologie de la Contre-Réforme, de même que le pouvoir des États était une insulte au rêve impérial d'établissement d'une monarchie germanique centralisée sur le modèle de celle de l'Espagne.

La cause immédiate de la guerre fut la tentative de réprimer la liberté religieuse qui avait cours dans le royaume. Les autorités impériales commencèrent par démolir les temples protestants, arrêter certains protestants bien connus, censurer les œuvres imprimées et exclure les non-catholiques (90 % de la population) des fonctions publiques. Lorsque des représentants des États protestants se plaignirent, l'empereur rejeta leurs protestations et déclara illégales les réunions des États. Ces derniers répliquèrent violemment lors de la fameuse « défenestration de Prague » de 1618 – à l'occasion de laquelle des fonctionnaires impériaux furent jetés par des fenêtres situées à plus de vingt mètres du sol (où un tas de fumier leur évita des blessures sérieuses) – et remplacèrent le roi de Bohême, Ferdinand de Habsbourg, par un prince protestant allemand, Frédéric du Palatinat.

Les Habsbourg voyaient l'affrontement avec les États de Bohême comme la première étape d'une bataille plus large contre les Pays-Bas du Nord et leurs alliés. Mais derrière celle-ci se dessinait une lutte encore plus profonde : celle opposant deux façons de répondre aux changements qu'avait connus l'Europe entière alors que le marché transformait le vieux féodalisme.

Les États de Bohême n'en étaient pas pour autant des partisans acharnés du « capitalisme » ou de la « bourgeoisie » contre la féodalité. On y retrouvait trois couches de la société : non seulement les bourgeois, mais aussi (possédant plus d'influence que les premiers) les deux groupes féodaux des grands seigneurs et des chevaliers. Les représentants de la bourgeoisie eux-mêmes n'étaient pas complètement des bourgeois dans la mesure où ils possédaient des terres, qu'ils

géraient selon les principes féodaux. Mais, comme l'a montré l'historien Josef Polisensky, des changements étaient à l'œuvre qui sapaient le caractère féodal de la vie rurale dans certaines régions de Bohême. De nombreux propriétaires fonciers, nobles et bourgeois, remplaçaient le travail servile par une rente fixe en monnaie, mettaient en place des cultures industrielles et encourageaient le développement de petites villes et de certaines formes de production artisanale sur leurs terres. Il y avait un élan visant à améliorer les méthodes de production dans l'agriculture et l'industrie et un développement du travail salarié « libre ». La corvée que le paysan devait fournir se limitait parfois à une journée par an. Le féodalisme était loin d'avoir dit son dernier mot dans toute la Bohême, mais il existait un compromis entre celui-ci et des formes nouvelles, embryonnaires, de production capitaliste. Comme le dit Polisensky, « la totalité du grand édifice de l'obligation féodale, à la fois personnelle et professionnelle, était sapée par une série de pressions, qui tendaient de manière diversifiée à libérer la production de ses entraves⁷ ». Le résultat fut que la Bohême connut un dynamisme économique et ne souffrit pas, du moins jusqu'aux années 1590, de la stagnation et de l'appauvrissement du tissu rural qui caractérisaient les terres allemandes voisines.

Le système de gouvernement des États, avec son équilibre scrupuleux des différents intérêts et de la tolérance religieuse, permettait à ce changement économique de s'opérer de façon lente et paisible. Les membres des trois États ne manquaient pas de raisons de défendre une structure grâce à laquelle ils coexistaient pacifiquement et profitablement. Même parmi les plus grands « magnats » féodaux se trouvaient des forces de résistance aux tentatives de ramener l'Europe au féodalisme.

Ce n'était cependant pas là le fin mot de l'histoire, comme le montra la suite de la guerre. Certains grands seigneurs se rangèrent du côté de l'empire et de la Contre-Réforme dans la préparation des hostilités, fournissant des convertis aux jésuites. Même les nobles dont l'allégeance à la cause bohémienne était inébranlable considéraient le

conflit en fonction de leurs intérêts de classe, causant parmi les bourgeois un mécontentement qui affaiblissait l'effort de guerre. Des observateurs de la cour du roi protestant « furent stupéfaits de l'indifférence ou de la cruauté manifestée par Frédéric et son entourage à l'égard des “paysans misérables”⁸ ». Au sein des personnalités dirigeantes, seul l'Autrichien Georges Erasme von Tschernembl soutint que « si les serfs [étaient] libérés et le servage aboli [...], les gens du commun [seraient] disposés à se battre pour leur pays⁹ ». Mais on ne l'écouta pas.

Même si l'armée bohémienne marcha à deux reprises sur Vienne, capitale impériale, elle fut à chaque fois obligée de se replier, les armées ennemies ne rencontrant que peu d'obstacles dans leur progression à travers les terres de Bohême. Finalement, après que l'armée bohémienne eut subi un revers majeur lors de la bataille de la Montagne Blanche (1620), le roi protestant et les généraux, qui étaient issus de la noblesse, préférèrent fuir le pays plutôt que de regagner Prague pour y organiser la résistance. La guerre était perdue, non pas parce que les États bohémiens n'avaient pas les moyens d'infliger une défaite à l'empire, mais parce que les intérêts de classe dissuadaient leurs chefs de les mettre en œuvre.

Les leaders de la Bohême s'étaient convaincus que les dirigeants protestants des autres parties de l'Europe voleraient à leur secours, mais ils furent amèrement déçus. L'Union protestante des princes allemands se retira du conflit avant même la bataille de la Montagne Blanche. Les gouvernements hollandais et anglais (le roi de Bohême, Frédéric, était marié à une des filles de Jacques I^{er} d'Angleterre) refusèrent de relancer les hostilités contre l'Espagne. En tant que puissances commerciales montantes, ils faisaient passer la cause du commerce avant leurs prétendus engagements religieux. Pourtant, même en se tenant à l'écart de la guerre de Bohême, les princes protestants allemands et les Hollandais en subirent les conséquences. La Couronne espagnole, grisée par sa victoire, s'en alla conquérir les territoires du Palatinat, situés entre certaines de ses terres et son objectif suivant,

les Pays-Bas. Les Hollandais et les Anglais durent ainsi passer à l'action, fournissant des fonds et des troupes pour combattre dans le Palatinat. Cette campagne menaçait également d'altérer l'équilibre des puissances en Europe au détriment aussi bien des princes allemands que des monarchies de France et de Suède. À la fin des années 1630, la France catholique et la Suède luthérienne s'allièrent ainsi à la Hollande calviniste, avec le soutien du pape, qui percevait la montée de l'influence espagnole en Italie comme une menace pour les territoires pontificaux.

À un moment, l'empire sembla sur le point de l'emporter, fort de ses armées commandées par un grand seigneur bohémien, Albrecht von Wallenstein, converti au catholicisme. Wallenstein était haï par les protestants de Bohême, qu'il avait trahis, et suscitait une grande réticence parmi les princes catholiques allemands, horrifiés à l'idée qu'il édifie un empire qui réduirait à néant leur autonomie. Enfin, il indisposait les partisans d'une catholicisation complète de l'empire en ne cédant pas à leur exigence de revenir aux conditions sociales prévalant deux siècles auparavant. Son expérience dans la gestion des gigantesques domaines, qu'il avait acquis en Bohême et ailleurs – en partie grâce à l'aide d'un banquier protestant de nationalité hollandaise, de Witte¹⁰ –, l'avait convaincu de l'intérêt des nouvelles formes d'organisation économique et, avec elles, d'un certain degré de tolérance religieuse¹¹. Il se montra réticent, quoique avec des réserves, face aux exigences des ultras, fut deux fois renvoyé du commandement de l'armée, pour être finalement assassiné par des hommes de main agissant pour le compte de l'empereur¹². Comme le nota Polisensky : « En dernière analyse, c'est quelque chose de plus que des haines personnelles [...] qui était à l'œuvre derrière la chute de Wallenstein : la question fondamentale était l'antagonisme entre le système économique qu'il défendait et l'absolutisme féodal servi par de farouches partisans¹³. »

Mais les méthodes des ultras ne pouvaient les mener à la victoire. Ainsi, la guerre dura encore quatorze années après la mort de Wallenstein, avec de constants renversements d'alliances, progressivement

centrés autour des monarchies absolues rivales d'Espagne et de France. À la fin de la guerre, peu de ses principaux protagonistes pouvaient s'en rappeler les débuts, et même ceux-là avaient du mal à discerner ce qui restait de ses enjeux de départ. Les seules évidences étaient la dévastation de l'Allemagne et les lourdes retombées économiques du conflit un peu partout. La paix fut finalement conclue par le traité de Westphalie (1648), dans un contexte de troubles sociaux et politiques sur les territoires de presque tous les pays belligérants : une insurrection en Catalogne et au Portugal pour ce qui est de l'Empire espagnol, un conflit entre le prince d'Orange et les marchands dans le Nord de la Hollande, et le début, en France, de révoltes politiques auxquelles on donna le nom de « Fronde ».

La guerre causa des dommages aux deux belligérants d'origine. La Bohême se trouva assujettie à un absolutisme féodal dévastateur. La terre était désormais entre les mains de seigneurs qui ne songeaient qu'à accaparer le maximum de ce qui était produit, sans se soucier de la productivité. L'intérêt pour les techniques nouvelles, qui avait caractérisé le XVI^e siècle, s'éteignit, et les paysans furent contraints de consacrer jusqu'à la moitié de leur temps de travail à des corvées non rémunérées¹⁴. Les villes, dépeuplées par les guerres, stagnèrent sous l'effet de la dette et des destructions physiques. Ce qui avait été l'un des centres de la culture européenne devint une province lointaine. Symbole de ce changement, la langue tchèque fut renvoyée à l'obscurité pendant deux cents ans, ne se maintenant que dans les campagnes, pendant que l'allemand s'imposait dans les villes¹⁵. En Bohême, le conflit entre les nouvelles formes de production de la subsistance et les anciens rapports sociaux avait été résolu par la destruction et par le sang. L'échec de l'initiative révolutionnaire dans les premières années de la guerre eut un prix considérable.

La Couronne espagnole, elle aussi, perdit gros. Avant même la guerre, la Castille avait donné des signes de déclin économique, que la puissance militaire avait dissimulés. Ce n'était plus le cas en 1648. La couronne avait perdu le Portugal. Elle gardait certes le contrôle de la

Catalogne et de l'Amérique latine, des Philippines, de certaines parties de l'Italie et du Sud des Pays-Bas, mais les bénéfiques de l'empire tendaient à prendre une autre direction. La péninsule Ibérique devenait l'une des régions arriérées d'Europe.

Les princes allemands comptaient parmi les vainqueurs de la guerre ; à la fin du conflit, ils étaient en effet davantage en mesure d'exercer un pouvoir indépendant. Mais cela avait un coût pour le peuple. La mosaïque de royaumes morcelés, coupés les uns des autres par des postes de douane et s'opposant continuellement dans des intrigues dynastiques, empêchait que soit surmontée l'extrême dislocation économique et sociale causée par la guerre. Le Sud de l'Allemagne avait été l'une des régions les plus urbanisées et économiquement avancées de l'Europe au début du XVI^e siècle ; ce n'était clairement plus le cas à la fin du XVII^e¹⁶.

La France émergea de la guerre de Trente Ans comme elle était sortie des guerres de religion au siècle précédent : avec une monarchie renforcée (malgré les troubles temporaires de la Fronde), une centralisation économique qui se mettait très lentement en place et l'adoption, à un rythme ralenti, des formes d'organisation économique rompant avec les anciennes coutumes féodales. Si ses dirigeants furent légèrement bénéficiaires de la guerre, la masse du peuple n'en retira rien.

Le seul véritable « gain » du conflit fut que la République hollandaise indépendante survécut et que sa nouvelle classe dirigeante, convertie aux méthodes capitalistes, prospéra. Au cours des cent vingt-cinq années qui virent se développer la Réforme et les guerres civiles et religieuses, une petite partie de l'Europe avait assisté à l'écllosion d'un État fondé sur un nouveau mode d'organisation de la vie économique. Au moment où la paix de Westphalie était signée, une transformation semblable était à l'œuvre, par le biais de méthodes violentes mais pour un coût bien moins élevé, de l'autre côté de la mer du Nord.

La révolution anglaise

En janvier 1649, la hache du bourreau coupa la tête du roi d'Angleterre et d'Écosse Charles I^{er}. L'événement frappa d'horreur toutes les cours d'Europe¹⁷. Les dirigeants de l'ensemble du continent – catholiques, luthériens et calvinistes – rompirent leurs relations diplomatiques avec le gouvernement anglais¹⁸. Celui-ci avait commis un sacrilège contre un principe que tous reconnaissaient : le droit de certains de régner sur d'autres par le hasard de la naissance.

Les hommes qui ordonnèrent cette exécution étaient loin d'être des républicains extrémistes. À peine vingt mois plus tôt, leur leader, Oliver Cromwell, avait défendu le principe de la monarchie, déclarant que « nul homme ne pouvait jouir de sa vie et de son patrimoine sans que le roi y ait ses droits¹⁹ ». Il n'en finit pas moins par prononcer cette phrase restée célèbre : « Nous lui couperons la tête avec sa couronne dessus. » C'est ainsi qu'il ouvrit, malgré lui, la porte d'une ère nouvelle, qui allait finir par remettre en question l'idée selon laquelle certains êtres humains seraient, de par la volonté divine, supérieurs aux autres.

Certaines thèses à la mode avancent que la révolution anglaise se serait bornée à une lutte d'influence entre ambitieux au sein d'une élite homogène, la *gentry*²⁰. Elles se focalisent plus particulièrement sur les rapports de patronage et les connexions familiales qui lient les personnalités de la classe dirigeante et inscrivent les batailles et les décapitations dans une chaîne de complots et de contre-complots qui auraient dégénéré.

Ces interprétations ne perçoivent pas que la révolution de 1649, loin d'être un caprice de l'histoire, fut le produit d'un conflit entre les forces sociales qui déchiraient l'Europe depuis un siècle et demi, des forces déchaînées par l'émergence du marché au sein du vieil ordre féodal qu'il entendait transformer. La révolution ne fut pas uniquement le théâtre de rivalités entre courtisans et politiciens de la classe

dominante, elle impliqua aussi des intérêts marchands semblables à ceux qui avaient été en jeu dans la révolte hollandaise. Elle mit en mouvement des artisans et des petits boutiquiers identiques à ceux qui avaient soutenu la Réforme dans le Sud de l'Allemagne ou avaient été brûlés sur le bûcher en France. Et elle donna lieu à des protestations paysannes, d'échelle plus réduite mais de nature très peu différente de la guerre des Paysans allemands de 1525. Enfin, on y retrouvait, cimentant idéologiquement les divers partis de la guerre civile anglaise, les représentations religieuses qui s'étaient affrontées dans la Réforme européenne.

Intermède pacifique

En Angleterre, la Réforme avait été, comme les « réformes princières » dans certaines régions de l'Allemagne, mise en œuvre par décret royal. Henri VIII avait rompu avec l'Église catholique romaine pour des raisons diplomatiques et acquis la majorité de la classe dirigeante anglaise à sa politique en lui vendant, à prix cassés, les anciennes terres des monastères.

Mais, plus que dans l'intérêt du prince ou la cupidité de la classe dominante, la Réforme anglaise s'enracinait dans les forces d'ouverture, habitées par une nouvelle vision du monde, en résonance avec les changements sociaux, en particulier dans les classes de commerçants et d'artisans, mais aussi dans une partie de la classe des propriétaires fonciers.

Le décalage qui existait en Angleterre entre Réforme par en haut et Réforme par en bas s'estompa au cours de la seconde moitié du XVI^e siècle. Le souvenir amer de la tentative de Mary Tudor (mariée à Philippe II d'Espagne) de restaurer le catholicisme poussa les seigneurs qui avaient acquis les biens d'Église à faire cause commune avec les bourgeois puritains soutenant la souveraine qui lui avait succédé, la protestante Élisabeth I^{re}.

Tout cela était encouragé par une évolution économique, lente mais soutenue, même si, sur ce plan, l'Angleterre était alors l'une des régions les plus à la traîne en Europe. La population fit plus que doubler entre 1500 et 1650²¹. À la fin de cette période, plus d'une personne sur douze vivait dans une ville. La production des industries artisanales – en particulier le textile – montait en flèche, de même que l'exploitation minière et la métallurgie. Des dizaines de milliers de personnes se retrouvèrent employées dans les industries implantées en zone rurale aussi bien que dans les villes ; jusqu'à 60 % des foyers de la forêt d'Arden travaillaient dans la production de tissu et 100 000 ruraux tricotaient des bas²². La proportion des terres aux mains des fermiers aisés, les *yeomen*, qui employaient en plus de la main-d'œuvre familiale des ouvriers salariés, augmenta de façon substantielle. Et une fraction minoritaire de la *gentry* s'aperçut qu'elle pouvait obtenir des revenus plus élevés et plus sûrs à long terme en accordant des baux de longue durée aux *yeomen* – qui employaient des ouvriers agricoles et bonifiaient les terres – plutôt que de réduire des petits paysans à vivre en dessous du niveau de subsistance.

La société présentait encore des caractéristiques féodales. Beaucoup de membres de la *gentry* et de l'aristocratie continuaient de saigner les paysans à blanc. Même si le servage avait disparu à l'époque de la peste noire, ils pouvaient encore percevoir de nombreuses charges féodales. La majeure partie des terres était toujours labourée par des paysans, petits et moyens, et non par des exploitants capitalistes utilisant du travail salarié. Les artisans, plutôt que les ouvriers salariés, restaient dominants dans la plupart des industries. Les hobereaux de la *gentry* pouvaient être tentés d'augmenter leurs revenus, tant par le biais de concessions accordées par la cour royale qu'en améliorant les terres qu'ils exploitaient. Et les marchands les plus puissants s'appuyaient sur des monopoles concédés par le souverain, qui élevaient les prix pour tous les autres marchands et décourageaient d'autres activités de s'implanter. Cependant, du milieu des années 1550 au milieu des années 1610, des aménagements, semblables à ceux

intervenues en Bohême avant la guerre de Trente Ans, amorcèrent un début de progrès économique, ainsi que la lente germination des nouvelles méthodes capitalistes.

Il y eut, au cours de cette période, des querelles religieuses à tonalité politique. Durant la dernière partie du règne d'Élisabeth I^{re}, certains calvinistes « puritains » firent l'objet de persécutions et émigrèrent. L'avènement de Jacques VI d'Écosse au trône d'Angleterre, sous le nom de Jacques I^{er}, coïncida avec l'échec de la « conspiration des Poudres », qui impliquait des représentants des derniers grands propriétaires fonciers catholiques. Mais la période fut, dans l'ensemble, marquée par un certain consensus entre la monarchie, les grands propriétaires, la *gentry*, la hiérarchie de l'Église nationale et les marchands. Ce consensus trouva une expression constitutionnelle : le roi nommait des ministres pour conduire une certaine politique, qui nécessitait, pour être mise en œuvre et financée, l'accord du Parlement, à savoir la Chambre des lords, constituée par les grands seigneurs et les évêques, et la Chambre des communes, composée de représentants des hobereaux des comtés et de la bourgeoisie des *boroughs*²³ urbains.

Notons que la machine étatique était bien plus faible qu'en France ou en Castille. Il n'y avait pas d'armée permanente, pas de structure policière nationale, et une fonction publique rudimentaire. Le véritable pouvoir, dans chaque localité, était aux mains de la *gentry*, qui faisait appliquer les lois, punissait les contrevenants des classes laborieuses, s'assurait que la plupart des impôts étaient collectés et levait des troupes lorsque la situation l'exigeait. Le pouvoir de la monarchie dépendait de sa capacité à convaincre la *gentry*, le cas échéant par la flatterie, de faire ce qu'elle attendait d'elle. Mais cela resta aisé aussi longtemps qu'il y eut un accord sur la politique à mettre en œuvre.

La voie de la guerre

Les choses commencèrent à se gâter à la fin des années 1610, puis s'aggravèrent à la fin des années 1620, sous le règne du fils de Jacques I^{er}, Charles I^{er}. L'écart se creusa entre les exigences de la monarchie dans le domaine financier et le consentement de la *gentry* parlementaire et des classes de négociants à les satisfaire sous la forme d'impôts. La monarchie indisposa plus encore le Parlement en recherchant des sources de revenus échappant à son contrôle, à savoir des impôts nouveaux et des droits de douane, ainsi que la vente de titres nobiliaires et de monopoles dans certains commerces. Le Parlement menaça de refuser tout financement régulier tant qu'on ne lui accorderait pas le contrôle de ces nouvelles ressources, et la couronne essaya de gouverner sans lui, utilisant des juridictions spéciales comme la « Chambre étoilée » (*Star Chamber*) pour punir ceux qui résistaient. Cela aggrava la méfiance envers la monarchie, ou, à tout le moins, envers des « conseillers » comme Buckingham dans les années 1610 et 1620, et Strafford dans les années 1630.

La querelle prit une connotation de plus en plus religieuse, la *gentry* et les marchands tendant à s'identifier avec les forces protestantes de la guerre de Trente Ans, sur la base d'un mélange de convictions religieuses profondes et de purs calculs économiques. Les négociants estimaient que tout affaiblissement de l'influence espagnole faciliterait l'accès aux marchés des Amériques et des Caraïbes. À l'inverse, Jacques I^{er} puis Charles I^{er} étaient portés à nouer des alliances avec les grandes monarchies catholiques – Charles épousa la fille du roi de France, lequel ferait plus tard le siège de la ville protestante de La Rochelle. William Laud, qui était archevêque de Cantorbéry sous le règne de Charles, élimina les pasteurs calvinistes, utilisa les tribunaux ecclésiastiques contre les dissidents religieux et ordonna au clergé de proclamer que le non-paiement des impôts royaux était contraire à la religion. En fait, la hiérarchie de l'Église commença à se comporter comme si elle faisait partie de l'administration, à l'instar d'une police « morale » agissant pour le compte du roi.

Certaines fractions de la *gentry* et des marchands commencèrent à craindre de subir le sort de bien des protestants d'Europe et d'être engloutis par la vague de Contre-Réforme royaliste qui déferlait sur le continent. La peur s'intensifia après un conflit entre la Chambre des communes et le roi à la fin des années 1620, lorsque celui-ci emprisonna cinq chevaliers qui avaient refusé de payer les impôts, contournant ainsi l'accord du Parlement. Un groupe catholique puissant, réuni autour de l'épouse française du roi et de son conseiller jésuite, apparut à la cour, et le conseiller royal principal, le comte de Strafford, constitua une armée irlandaise permanente composée de catholiques.

La fermeté adoptée par le roi semblait porter ses fruits. Mais en 1637, il fit un faux pas. Il essaya d'imposer un livre de prières non calviniste en Écosse – qui était considérée comme un territoire distinct, avec ses propres institutions politiques, ses structures judiciaires et son Église. Une « convention » écossaise composée de nobles, de juristes, de pasteurs calvinistes et de bourgeois leva alors une armée de révolte. Le roi, plein d'assurance, se préparait à la briser lorsqu'il se rendit compte qu'il ne disposait pas des fonds nécessaires. Il fut donc contraint de convoquer le Parlement pour la première fois depuis onze ans, alors que les forces écossaises pénétraient dans le Nord de l'Angleterre.

La *gentry*, les représentants des *boroughs*, voire nombre de lords parmi ceux qui siégeaient à Westminster, n'étaient guère disposés à satisfaire aux requêtes du roi sans obtenir d'importants avantages en retour. Dans l'ensemble, ils étaient politiquement conservateurs, mais, pour eux, le conservatisme consistait à maintenir leur position dominante, menacée depuis onze ans par le roi, dans leurs localités. La majorité suivit les requêtes de leaders comme John Pym, secrétaire d'une compagnie dont l'ambition était de briser l'emprise espagnole sur le commerce avec l'Amérique latine et les Caraïbes. Ils exigèrent que les préjudices qu'ils subissaient soient réparés : abolition des nouveaux impôts et amnistie pour l'évasion fiscale ; dissolution des tribunaux spéciaux ; abrogation de la prérogative royale de dissoudre le

Parlement sans son consentement ; procès et exécution du conseiller royal principal Strafford ; exclusion des évêques de la Chambre des lords ; et paix à l'amiable avec les calvinistes écossais.

Le roi fit des concessions ; il consentit par exemple à ce que Strafford passe en jugement. Mais il ne pouvait accepter l'ensemble des revendications. La monarchie aurait ainsi renoncé à l'essentiel des pouvoirs qu'elle avait acquis au cours des siècles. Sans eux, le roi n'aurait été guère plus qu'une marionnette à une époque où, dans toute l'Europe, ses homologues royaux œuvraient, au contraire, à accroître leurs pouvoirs.

Avec le temps, le roi vit sa situation s'améliorer. De nombreux membres de la Chambre des communes et la majorité des lords étaient réticents à prendre des mesures radicales à son égard, de peur que cela n'en encourage d'autres à défier leur propre pouvoir. Un « parti du roi » se constitua dans une fraction de la *gentry* et de l'aristocratie, en particulier dans des régions du Nord et de l'Ouest, où l'éloignement de l'influence des marchés londoniens avait laissé intactes de nombreuses coutumes féodales. Même dans des contrées économiquement plus avancées, le roi bénéficiait du soutien de ceux qui, parmi la *gentry*, profitaient des faveurs royales, de celui des gros négociants (par exemple, la Compagnie anglaise des Indes orientales) jouissant de monopoles royaux, et de celui d'individus, toutes classes confondues, pénétrés d'une déférence inculquée de génération en génération.

En janvier 1642, le roi se sentit assez fort pour essayer de s'emparer de la totalité du pouvoir par un coup d'État. Il se présenta au Parlement accompagné de 400 partisans en armes, décidé à arrêter cinq des députés les plus en vue. Mais ils avaient déjà fui, grâce à la protection des marchands, des artisans et des apprentis de la Cité de Londres.

Lorsque le roi, lancé à leur poursuite, pénétra dans la ville le jour suivant, un témoin raconta : « [Il] connut à Londres la pire journée, les gens, par milliers, criaient : "Privilège du Parlement" [...], fermèrent toutes leurs boutiques et se tinrent sur leur seuil armés d'épées

et de hallebardes²⁴. » Une rumeur selon laquelle le roi allait revenir dans la ville avec ses « chevaliers » armés « jeta des foules immenses dans les rues avec toutes les armes qu'ils avaient pu se procurer : les femmes fournissaient de l'eau bouillante à jeter sur les envahisseurs ; des tabourets, des moules et des tonneaux vides furent entassés dans les rues pour "intercepter le cheval"²⁵ ».

Tout cela était de mauvais augure pour le roi, incapable d'établir la monarchie absolue par une simple action de police. Au bout d'une semaine, il quitta Londres, décidé à lever une armée et à reprendre la ville. Du débat politique, on passa à la guerre civile.

La première guerre civile

Le roi rassembla autour de lui les fils et l'entourage des seigneurs du Nord et la *gentry* de la cour, des militaires aventuriers, des mercenaires au chômage, la jeunesse dorée de l'aristocratie royaliste et un noyau de « cavaliers », matamores qui devaient se rendre célèbres par les exactions qu'ils commirent dans toutes les régions où ils passèrent. S'y ajoutaient ceux qui estimaient que les monarchies absolues d'Espagne et de France fournissaient un modèle d'organisation de la société, parmi lesquels on retrouvait une importante minorité d'apôtres de la Contre-Réforme. La fraction parlementaire de la classe dirigeante ne pouvait désormais se protéger, elle et ses biens, qu'en recrutant ses propres troupes. Mais les événements avaient aussi attiré dans le conflit des masses de gens extérieurs à la classe dirigeante.

Des marchands opposés aux détenteurs de monopoles royaux avaient pu prendre le contrôle de la ville en encourageant une vague de manifestations de simples artisans et d'apprentis. Mais ils n'avaient pas le pouvoir de contrôler le mouvement, de l'enclencher ou de l'arrêter, en particulier lorsque celui-ci fut la proie des attaques des officiers royalistes. Les apprentis manifestèrent alors par centaines et même par milliers. Des « prêcheurs séculiers » (*mechanic preachers*)

furent accusés d'encourager le peuple à « négliger [ses] devoirs et [ses] affaires deux ou trois jours par semaine²⁶ ». Ce qui arriva lorsque des difficultés économiques provoquèrent des émeutes plus ou moins spontanées dans de nombreuses régions du pays, causées par les enclosures ou le drainage des marais (qui privaient les paysans d'East Anglia d'une partie de leurs moyens d'existence).

Cette éruption de colère populaire se révéla, pour les membres de l'aile parlementaire de la classe dirigeante, une arme à double tranchant. Elle leur avait permis de sauver leurs vies face à la tentative de coup d'État du roi, mais les menaçait aussi d'un mouvement qui, s'il échappait à tout contrôle, pouvait mettre en danger leur domination de classe. À peine l'agitation urbaine avait-elle réussi à briser l'emprise des partisans du roi sur le gouvernement de la ville que les parlementaires essayaient d'y mettre fin. Beaucoup se convainquirent que seule une nouvelle forme de discipline religieuse, mise en œuvre par eux-mêmes, serait à même d'étouffer la révolte dans les classes inférieures et de maintenir leur contrôle. Ils voulaient contraindre le roi à accepter leurs exigences, mais étaient désireux de mettre fin aux hostilités le plus rapidement possible.

Ce groupe forma bientôt une faction parlementaire modérée. Ils furent appelés les « Presbytériens », car associés à l'idée qu'il fallait parvenir à un système doctrinaire uniforme en matière de religion, que les doyens des Églises (*presbyters*) – qui appartenaient à cette classe – imposeraient à tous les autres.

Il ne fut pas possible alors d'éviter la guerre. Les membres modérés de la *gentry* presbytérienne, craignant les conséquences d'un pouvoir royal illimité, durent organiser leur résistance. Mais, pendant les deux premières années de la guerre, celle-ci fut freinée, comme l'avait été celle des États bohémiens face aux Habsbourg en 1619, par le refus de prendre des mesures authentiquement révolutionnaires.

Il n'y eut pas une armée parlementaire unique, susceptible de suivre une stratégie nationale cohérente, mais toute une série d'armées locales, chacune dotée d'un lord comme général et de

membres de la *gentry* locale comme officiers. Les soldats du rang étaient des conscrits, souvent enrôlés contre leur volonté, et non des révolutionnaires enthousiastes. La réticence des hobereaux à engager des dépenses pour entretenir les armées amena les troupes parlementaires, comme les « cavaliers » royalistes, à vivre du pillage des terres, s'aliénant ainsi les paysans, dans les campagnes, et les artisans, dans les villes.

Les parlementaires remportèrent quelques succès. À la fin de 1642, des bandes de boutiquiers et d'artisans de Londres empêchèrent l'armée royale de marcher sur la capitale à Turnham Green et, à l'été 1644, les armées conjointes du Parlement et de l'Écosse battirent les royalistes à Marston Moor. Mais la plupart des batailles de 1642-1644 s'achevèrent sans vainqueurs ni vaincus. Pire encore, au début de 1645, la situation semblait potentiellement catastrophique. Le roi était toujours retranché à Oxford, à quatre-vingts kilomètres de Londres. Les armées parlementaires n'étaient pas payées et se révélaient fatiguées, démoralisées et souvent prêtes à se mutiner. Les désertions se multiplièrent, et on craignit un moment que l'armée écossaise ne conclût un accord séparé avec le roi. Si rien n'était entrepris rapidement, tout serait perdu, sous la forme d'une répétition, sur le sol anglais, de la bataille de la Montagne Blanche.

Il n'y avait, dans ce paysage, qu'un élément positif. La cavalerie de l'une des armées parlementaires, les *Ironsides* (Côtes de fer) de l'Association orientale, avait joué un rôle décisif dans la défaite des royalistes à Marston Moor. Cette cavalerie avait été recrutée d'une manière différente du reste de l'armée. Son chef, le député propriétaire terrien du Cambridgeshire Oliver Cromwell, avait délibérément évité de nommer des aristocrates à sa tête ou d'enrôler des conscrits pauvres sans grande motivation. À l'inverse, il s'était appuyé sur des volontaires des « classes moyennes » (*middling classes*), en majorité des *yeomen* – des fermiers assez aisés pour posséder des chevaux mais habitués à travailler dur –, sur la base d'un engagement religieux, souvent puritain. Comme un observateur l'a écrit plus tard, il s'agissait « pour la

plupart de propriétaires fonciers et de leurs fils, qui s'étaient engagés dans le combat sur une question de conscience²⁷ ». De telles troupes, constatait Cromwell, pouvaient se révéler aussi douées que les « fils de gentilshommes » et les mercenaires chevauchant avec le roi, et se montraient plus disciplinées dans la bataille, dans la mesure où elles étaient moins portées à se disperser en quête de butin dès les premiers signes de succès. Ainsi il affirmait : « Je préfère avoir un capitaine vêtu d'une simple veste de bure qui sait pourquoi il se bat et qui aime ce en quoi il croit, plutôt que celui que vous appelez un "gentleman" et qui n'est rien d'autre que cela²⁸. »

Cromwell comprit aussi qu'il ne pouvait attirer et retenir ces hommes que s'il leur permettait de donner une expression à des valeurs et à des opinions très différentes de celles de la *gentry*. Il ne laissa donc pas les Presbytériens éliminer de ses forces les adeptes des diverses sectes religieuses qui portaient un message militant de salut pour les classes moyennes inférieures. Par conséquent, des prédicateurs au message radical voyageaient avec les troupes ; le plus connu d'entre eux, Hugh Peter, parlait d'un « ordre social juste, caractérisé par des soins décents pour les malades et les pauvres et un système légal amélioré [...] et l'abolition de la prison pour cause de dettes²⁹ ». Cromwell défendit même le radical non religieux John Lilburne contre son officier supérieur, le comte de Manchester. Ce dernier répandit alors la rumeur prétendant que Cromwell souhaitait vivre assez longtemps « pour voir le jour où il n'y aurait plus de nobles en Angleterre » et aimait d'autant plus certains hommes « qu'ils n'aimaient pas les seigneurs »³⁰. On ne sait pas si Cromwell partageait de telles opinions à l'époque. Mais il s'était, par le passé, ménagé un soutien dans le Cambridgeshire en parlant au nom des fermiers qui s'opposaient au drainage des marais, et il était certainement prêt à jouer sur les sentiments de classe des couches moyennes si cela se révélait nécessaire pour vaincre le roi. Indéniablement, Cromwell était armé d'une détermination qui avait manqué à beaucoup de dirigeants protestants dans la lutte en Europe continentale.

La New Model Army

Au printemps de 1645, Cromwell était la personnalité centrale d'un groupe de députés et d'officiers qui ne voyaient qu'une manière d'éviter la défaite : réorganiser toute l'armée comme une force centralisée et non plus commandée par des aristocrates qui freinaient la guerre totale ou composée d'officiers amateurs issus de la *gentry*. Face à la forte résistance de la Chambre des communes et à l'opposition de la Chambre des lords, ils n'obtinrent gain de cause qu'en s'appuyant sur une couche de plus en plus radicalisée d'artisans et de négociants antimonopolistes de la Cité de Londres. L'instrument de la victoire révolutionnaire, la New Model Army, fut forgé au moment où la crise atteignait son paroxysme.

Beaucoup de fantassins furent recrutés de manière traditionnelle : il s'agissait de conscrits qui n'étaient pas volontaires et n'avaient jusque-là montré aucun intérêt pour les enjeux de cette guerre. Mais la cavalerie fut formée, comme l'avaient été les Côtes de fer de Cromwell, de volontaires portés par un engouement politique et religieux. Et même dans l'infanterie, une minorité d'enthousiastes pouvaient à l'occasion motiver les troupes à des moments stratégiques du combat. Cette armée disposait, en fait, d'un axe révolutionnaire, dont les efforts étaient soutenus par des prédications du genre de celles de Hugh Peter, par la circulation de brochures et de bulletins de nouvelles, par des lectures informelles de la Bible et de nombreuses discussions religieuses et politiques.

Cette approche révolutionnaire fut récompensée par un succès éclatant lors de la bataille de Naseby, en juin 1645. Après une charge initialement réussie de la cavalerie royale, l'armée parlementaire tint bon, puis avança et finit par mettre l'ennemi en déroute. Au bout de quelques jours, le quartier général royal d'Oxford était aux mains des

parlementaires, tandis que le roi courait se rendre aux armées écossaises à Newark.

Ce fut la bataille décisive de la guerre civile. Mais la révolution n'était pas finie. Une fois la menace royale éliminée, la peur des masses gagna la majorité de la *gentry*, qui fit immédiatement pression pour la dissolution de la New Model Army, la réduction des libertés religieuses, et pour que soient écrasés les groupes religieux dissidents et les révolutionnaires laïques.

Mais une autre force était en train d'émerger, avec laquelle la *gentry* parlementaire peinait à traiter. Les soldats du rang n'étaient pas du tout satisfaits de la perspective d'être licenciés sans solde ou, pire encore, d'être envoyés faire une guerre sinistre en Irlande. Les *middling men* de la cavalerie, qui avaient combattu pour leurs principes, étaient furieux et prêts à adopter une attitude plus radicale qu'auparavant. L'avenir des conscrits était sans perspectives et, même s'ils pouvaient à l'occasion afficher des sympathies monarchistes, ils furent bientôt attirés par le discours d'une minorité radicalisée dans leurs rangs.

Les onze régiments de cavalerie élurent chacun deux représentants – connus comme les « agitateurs » – pour exprimer leurs opinions, et furent bientôt suivis par les soldats des autres corps d'armée. Les agitateurs commencèrent à formuler des exigences, au nom des soldats du rang, qui menaçaient non seulement le pouvoir du roi mais aussi celui des hobereaux. Une pétition dénonça la *gentry* à la Chambre des communes : « Certains qui ont goûté à la souveraineté se sont transformés en tyrans³¹. » Des réunions de régiment prirent un caractère quasi insurrectionnel, avec des attaques portant sur le mode d'élection des députés aux Communes (un suffrage censitaire très étroit), la revendication d'un Parlement réélu chaque année, des appels à la vengeance contre des pasteurs presbytériens et des critiques contre la langue de bois des tribunaux³². Les réunions des agitateurs donnèrent peu à peu naissance à un système auto-organisé de relais des aspirations des soldats du rang. Ces instances formèrent des

équipes d'écrivains pour préparer des brochures, insistèrent auprès des officiers pour obtenir une presse d'imprimerie, envoyèrent des délégués faire de la propagande dans les régiments de la New Model Army et commencèrent à prendre contact avec des « amis très chers » (à savoir d'autres éléments radicaux) dans tout le pays.

Niveleurs et révolutionnaires

Un groupe démocrate radical, les Niveleurs (*Levellers*), conduit notamment par Richard Overton, John Wildman, William Walwyn ou John Lilburne, jouissait d'une influence croissante. En octobre 1647, son audience atteignit de telles proportions que Cromwell et d'autres chefs de l'armée durent organiser un débat avec des militaires ralliés à ses idées, à Putney. C'est là que Rainborowe, le plus radical des officiers, exprima une opinion qui remettait globalement en cause le fondement même du pouvoir de la *gentry* et des classes de marchands : « Je pense que le plus pauvre habitant de l'Angleterre a une vie à vivre comme le plus grand [...], l'homme le plus pauvre d'Angleterre n'est pas lié, au sens strict, à ce gouvernement au point de ne pouvoir faire entendre sa voix³³. » En réponse, un proche de Cromwell, Ireton, exprima la vision de classe qui motivait toujours les Indépendants : « Personne n'a droit à [...] une part [...] dans la détermination des affaires du royaume [...] s'il n'a pas un intérêt fixe et permanent dans le royaume [...], cela concerne ceux qui possèdent toutes les terres et ceux dont les corporations regroupent toutes les affaires³⁴. »

Les Niveleurs, comme on l'a souvent fait remarquer, n'étaient pas favorables au suffrage universel masculin. Lorsqu'on les y poussait, ils étaient prêts à admettre que les *servants* – ceux qui étaient employés par d'autres – devaient être exclus de leur plan d'élargissement de la base électorale. C'était dû, en partie, au fait qu'ils craignaient que les seigneurs et les hobereaux royalistes n'usent d'intimidation envers

leurs serviteurs, leurs laboureurs et leurs fermiers afin qu'ils votent pour eux. Une autre raison était que le milieu le plus influent de l'armée n'était pas celui des conscrits pauvres mais celui des petits propriétaires volontaires, qui se situaient volontiers un niveau au-dessus des laboureurs ou des journaliers travaillant pour eux.

Le leader des Niveleurs, Lilburne, insistait sur le fait que la revendication des droits politiques pour les petits propriétaires n'impliquait aucunement une attaque contre le système de la propriété privée. Les Niveleurs étaient, écrivait-il, « les plus vrais et les plus constants partisans de la liberté et de la propriété », et il n'y avait rien, dans leurs écrits ou leurs déclarations, « qui tendît le moins du monde à la destruction de la liberté ou de la propriété ou à la mise en place d'un nivellement par la communauté universelle ou quoi que ce soit de réellement et véritablement semblable [...]. Cette prétention de nivellement de la propriété et de la magistrature [était] une opinion si ridicule et si stupide qu'aucun homme ayant cerveau, pouvoir de raisonner et honnêteté, ne [pouvait] imaginer une telle chose et en proposer le principe »³⁵.

Malgré tout, l'élection des agitateurs et les revendications pour que les petits propriétaires aient les mêmes droits que les gros suffirent à provoquer la frayeur des « modérés », déjà apeurés, du parti presbytérien. Le pouvoir des représentants de la *gentry* et de la classe des marchands était menacé par un tout nouveau corps représentatif des membres des classes moyennes et inférieures enrôlées dans l'armée. Et ceux-ci constituaient de loin la plus puissante organisation ou force armée du pays. Un affrontement entre une fraction de la classe dirigeante et le roi risquait de dégénérer en conflit révolutionnaire.

Les parlementaires modérés convoquèrent trois des agitateurs et les menacèrent de représailles. Le dirigeant presbytérien Denzil Holles déclara plus tard qu'ils auraient dû avoir le courage de pendre l'un d'entre eux pour que cela serve d'avertissement aux autres. Mais ils les laissèrent partir. Ils ne pouvaient aller plus loin en l'absence d'une

force armée qui leur soit fidèle. Dès lors, ils se préoccupèrent de constituer cette force, poussant l'oligarchie de la Cité de Londres à purger sa milice de ses éléments radicaux. Ils établirent un « comité de sécurité » pour mettre sur pied des troupes dans tous les comtés contrôlés par la *gentry*, s'assurèrent que les arsenaux militaires étaient entre leurs mains et négocièrent avec leurs homologues presbytériens qui contrôlaient l'armée écossaise pour qu'ils la conduisent en Angleterre. Ils en vinrent à considérer la nécessité de s'unir avec les hobereaux royalistes pour mettre en place une version légèrement réformée de l'ancienne monarchie.

Les Indépendants, qui entouraient Cromwell, n'avaient que très peu d'influence au Parlement. Mais ils estimaient pouvoir utiliser le mouvement des agitateurs pour se défendre en essayant de les garder sous contrôle. Ils constituèrent un « conseil de l'armée », composé pour moitié de représentants des soldats du rang et pour moitié d'officiers. Beaucoup, parmi les soldats de base, marquaient encore de la déférence envers leurs supérieurs, et les officiers parvinrent dans l'ensemble à diriger la colère des soldats dans le sens qui leur était favorable.

Au début, le but des Indépendants était de forcer le roi à négocier avec eux. À cette fin, ils permirent à un contingent armé de capturer le monarque, qui était aux mains du parti presbytérien. Cromwell et son entourage entendaient qu'il soit clairement reconnu qu'ils avaient gagné la guerre civile et que le roi avait accepté les termes dictés par eux, notamment les nombreuses réformes auxquelles il avait résisté. Mais leurs conditions ne remettaient pas en cause la monarchie, ni le fait que la Chambre des lords ne soit pas élue, ni même la restriction du suffrage à la classe dominante.

La seconde guerre civile et l'exécution du roi

Charles n'avait cependant aucune intention de céder à des exigences qu'il considérait comme contraires aux principes mêmes de la royauté. Il décida de recourir à nouveau à la guerre civile et s'échappa de sa captivité en novembre 1647. Cromwell reconnut alors que ses tentatives de négociation avec le roi avaient été une erreur et il utilisa les troupes de la New Model Army pour faire pression sur le Parlement afin qu'il vote les mesures du parti de la guerre. Ce que l'on appelle habituellement la « seconde guerre civile » commença à l'été 1648. D'anciens partisans du Parlement combattirent aux côtés des « cavaliers », des soulèvements royalistes se produisirent en Galles du Sud, dans le Kent et dans l'Essex, et l'Écosse envahit le territoire anglais.

Cette fois, la victoire de l'armée antiroyaliste ne fut pas suivie par une politique de clémence et de pourparlers avec le roi. Cromwell déclara : « Ceux qui sont inflexibles et ne laissent pas de troubler le pays doivent être promptement mis hors d'état de nuire » ; quant aux officiers de la New Model Army, ils réclamèrent la peine de mort pour Charles et ses principaux conseillers. Sachant que la majorité presbytérienne du Parlement ne voterait jamais en ce sens, l'armée occupa Londres. Un détachement de troupes, sous les ordres du colonel Pride, empêcha les chefs presbytériens de pénétrer dans la Chambre des communes, pendant que d'autres soldats ôtèrent aux oligarchies dominantes leur contrôle sur la ville. Fin janvier, le bourreau brandit la tête coupée du roi devant la foule rassemblée à Whitehall.

Les événements qui aboutirent à l'exécution s'étaient accompagnés d'une fermentation révolutionnaire au sein de la New Model Army et parmi ses partisans civils. Cromwell et les Indépendants auraient été incapables de prendre le contrôle de Londres et de battre à la fois les Presbytériens et le roi sans ce mouvement au sein de l'armée. Confronté à une menace de contre-révolution, Cromwell avait envisagé un moment de défendre les Niveleurs contre la répression des Presbytériens. Il alla jusqu'à rendre visite à Lilburne, emprisonné à la tour de Londres, pour essayer de parvenir à un accord. Mais, la seconde

guerre civile approchant, il eut aussi recours à la force. Il isola les radicaux en utilisant la guerre comme prétexte pour réorganiser leurs régiments, brisa une tentative de mutinerie – exécutant l'un des prétendus dirigeants, Richard Arnold – et emprisonna les Niveleurs de Londres. Dans le même temps, il continua, dans les périodes antérieure et immédiatement postérieure à l'exécution du roi, à s'appuyer sur des soldats du rang influencés par les Niveleurs. Ce n'est qu'après qu'il se sentit suffisamment en confiance pour écraser ceux qui exprimaient des revendications de classe. Cromwell chapitrait ainsi ses collègues du Conseil d'État : « Je vous dis, Monsieur, que vous n'avez pas d'autre façon d'agir avec ces hommes que de les briser, ou ils vous briseront³⁶. » Au printemps 1649, les Niveleurs de Londres furent enfermés à la Tour, et, en mai, une mutinerie dans laquelle étaient impliqués un millier de soldats fut brisée ; quatre de ses chefs furent ensuite exécutés dans le cimetière de Burford, dans l'Oxfordshire.

La New Model Army n'était plus nécessaire pour battre le roi et les Presbytériens en Angleterre. Elle fut envoyée, débarrassée de ses agitateurs, en Irlande, cependant qu'un pamphlet des Niveleurs interpellait les soldats : « Allez-vous continuer à tuer, abattre et assassiner des hommes, pour faire [de vos officiers] les seigneurs et maîtres absolus de l'Irlande, comme vous l'avez fait pour l'Angleterre ? Ou est-ce que votre ambition est de réduire les Irlandais au bonheur des dîmes [...], à la taille, aux droits de douane et aux monopoles de commerce ? Ou encore de remplir leurs prisons de pauvres prisonniers éclopés, de couvrir leurs terres de bandes de mendiants³⁷ ? »

C'était là un avertissement prophétique quant à la façon dont la classe dirigeante anglaise allait traiter l'Irlande. Mais on ne pouvait empêcher des hommes démunis d'accepter la discipline militaire, le seul gagne-pain qui leur restait accessible depuis que leurs chefs avaient été fusillés.

Le mouvement des Niveleurs ne s'appuyait pas sur une masse appauvrie de la société, mais sur la *middling sort* – les artisans, les petits boutiquiers, les agriculteurs aisés et les soldats recrutés parmi eux. Il

constituait le parti le plus radical et le plus courageux qui ait émergé de ces groupes et il défendait un programme qui, s'il avait eu gain de cause, aurait entraîné un changement révolutionnaire beaucoup plus important que celui qui s'est réellement produit. Il agissait à partir du point de vue de groupes sociaux qui espéraient profiter du développement des formes capitalistes de production, à savoir les groupes qui devaient se cristalliser, au cours du siècle suivant, sous la forme d'une « classe moyenne » de plus en plus consciente d'elle-même. Mais, ce faisant, il s'attaquait à la tradition voulant qu'une partie de la société soit divinement fondée à diriger le reste. Comme Müntzer et ses partisans dans la guerre des Paysans, les Niveleurs contribuèrent à établir une tradition rivale de résistance à la domination de classe.

La défaite des Niveleurs ne signifiait pas que l'agitation et la lutte des années passées n'avaient servi à rien. Le groupe de Cromwell n'avait pu triompher qu'en prenant des mesures révolutionnaires, même si elles étaient d'ampleur limitée. À partir de 1649, le gouvernement de l'Angleterre – et bientôt celui de l'Écosse – fut dirigé par des officiers, dont beaucoup étaient issus de la *middling sort*.

Christopher Hill a noté qu'après la deuxième guerre civile, « les hommes qui prenaient désormais le contrôle des événements, même s'ils n'étaient pas des Niveleurs, étaient issus [...] d'une classe sociale nettement plus basse [qu'auparavant]. Le colonel Ewer [était] un ancien serviteur, le colonel Thomas Harrison [...] le fils d'un engraisseur de bétail ou d'un boucher [...]; Pride [...] avait été l'employé d'un transporteur de bière ou d'un brasseur, [...] le colonel Okey [était] fabricant de chandelles, Hewson fabricant de chaussures, Goffe saleur de poisson, Barkstead bijoutier ou fabricant de gobelets, Berry employé aux écritures d'une aciérie, Keley fabricant de bouton [...]. Les hommes qui étaient arrivés au pouvoir en décembre 1648 et qui étaient responsables de l'exécution de Charles I^{er} étaient des hommes d'un rang bien inférieur à celui des dirigeants traditionnels de l'Angleterre³⁸. »

Ces hommes mirent en œuvre une série de mesures qui brisèrent l'emprise de ceux qui auraient remis, une fois pour toutes, la société anglaise sur le chemin de la féodalité. De cette façon, la révolution anglaise prépara le terrain pour le développement d'une société fondée sur les rapports de marché et les formes d'exploitation capitalistes.

Cromwell lui-même n'était pas issu d'une nouvelle classe exploiteuse « bourgeoise », même s'il avait des liens familiaux avec certains négociants. Mais il n'aurait pu mener à bien son entreprise sans s'appuyer sur ceux à partir desquels cette classe se formait. Son génie résida dans sa capacité à comprendre que la crise de la société anglaise ne pouvait être résolue sans se tourner vers des méthodes et des hommes nouveaux. Cela seul put empêcher la révolution anglaise de subir le même sort que les calvinistes français ou les États de Bohême. Un membre d'une famille de la *gentry* avait ainsi dû mener à bien une révolution qui assurait que la société serait désormais gérée selon des principes essentiellement bourgeois.

Il dirigea l'Angleterre, quasiment en dictateur, pendant une décennie. Son régime s'appuyait sur la force militaire, mais il ne pouvait survivre indéfiniment sans l'appui d'une large base sociale. Cromwell tenta donc de mettre en place des parlements qui le soutiennent, pour finir par se rendre compte que les dissensions qui avaient provoqué l'affrontement entre Presbytériens et Indépendants au milieu des années 1640 réapparaissaient continuellement. Les hobereaux de chaque localité voulaient mettre un terme à l'incertitude associée au soulèvement révolutionnaire et refusèrent de s'engager dans la voie de nouvelles réformes. Des sections de la *middling sort*, bien représentées parmi les officiers de l'armée, désiraient des réformes plus radicales. Mais elles n'étaient pas prêtes à entreprendre un tel programme au prix d'un retour des troubles sociaux. Ainsi, au cours de la décennie, elles s'allièrent de plus en plus avec les fractions de la *gentry* qu'elles avaient combattues pendant la guerre civile et dont les membres considéraient toujours la monarchie comme la condition nécessaire au maintien de l'ordre social. Ce processus culmina en 1660,

après la mort de Cromwell, lorsqu'une partie de l'armée se mit d'accord avec ce qui restait du Parlement pour proposer au fils du roi exécuté de devenir le nouveau souverain.

Même si le temps de la révolution était terminé, de nombreux changements subsistèrent. L'existence de la monarchie dépendait désormais de la bonne volonté des classes possédantes, telle qu'exprimée par la voix du Parlement, comme en témoigna en 1688 sa tentative réussie de renverser Jacques II dans le cadre d'une révolution « sans effusion de sang ». La richesse des classes nanties dépendait plus que jamais de leur capacité à maîtriser les forces du marché. Les grands propriétaires fonciers se tournaient de plus en plus vers des méthodes agricoles capitalistes. Un nombre croissant d'habitants des villes se retrouvaient soit employeurs, soit employés. Les guildes ne parvenaient plus à empêcher les innovations dans les techniques productives – en 1689 les trois quarts des villes anglaises ne comptaient d'ailleurs aucune corporation³⁹. La politique gouvernementale était dictée par le désir de voir prospérer le commerce, et non par les intrigues dynastiques d'un souverain.

Ces changements représentèrent dans leur ensemble quelque chose de radicalement nouveau dans l'histoire du monde. Les moyens par lesquels les humains gagnaient leur vie étaient désormais mis en œuvre dans des unités qui dépendaient de la capacité de leurs gérants à maintenir leurs coûts en dessous de ceux des autres unités. Le gros fermier, le maître de forges moyen, et même le tisserand individuel ne pouvaient continuer d'assurer leur subsistance que s'ils restaient en activité, ce qui impliquait de se mettre au niveau des nouvelles méthodes de production qui permettaient de réduire les coûts.

La compétition pour la compétition, plutôt que les besoins de consommation immédiats des riches ou des pauvres, devint progressivement le moteur de l'activité économique. La croissance qui s'ensuivit fut souvent chaotique, marquée par des envolées et des chutes soudaines. Elle était aussi d'un avantage limité pour la partie de la population dont la survie dépendait de plus en plus de son aptitude à

vendre sa force de travail à d'autres. Mais elle transforma l'économie anglaise et ceux qui la dominaient. L'un des pays les plus pauvres d'Europe devint rapidement le plus avancé, fournissant à ses dirigeants les moyens de bâtir un empire mondial, et contribuant à la substitution progressive des formes capitalistes de production à celles qui les avaient précédées.

Chapitre 21

Le dernier sursaut des empires d'Asie

Rétrospectivement, nous pouvons voir combien ce qui s'est passé en Europe aux XVI^e et XVII^e siècles devait transformer le monde. Cela a permis à quelques puissances européennes de se tailler des empires englobant pratiquement la totalité de l'Asie et de l'Afrique, et entraîné le monde entier dans une nouvelle manière d'organiser la production : le capitalisme industriel.

Entre-temps, l'histoire ne s'était pas arrêtée pour les cinq sixièmes des humains qui vivaient ailleurs. Les empires du Mexique et du Pérou étaient peut-être tombés du jour au lendemain aux mains des colonisateurs européens, mais cela n'était pas le cas du reste des Amériques. Concernant le Nord, seule une étroite bande côtière à l'est était colonisée à la fin du XVII^e siècle. En Afrique et en Asie, les colonies européennes n'étaient guère plus que des comptoirs commerciaux à l'époque de la guerre de Trente Ans et longtemps après. Des colons hollandais réussirent à soumettre les peuples khoisan de chasseurs-cueilleurs (les prétendus « Hottentots » ou « *Bushmen* ») à la pointe de l'Afrique. Il fallut attendre presque deux cents ans avant que les Européens ne se risquent plus au nord en triomphant d'agriculteurs dont la connaissance de l'acier leur avait permis de s'équiper d'un armement performant. Au XVI^e siècle, les Portugais s'emparèrent de Goa, une enclave côtière du Sud-Ouest de l'Inde où ils fondèrent une ville¹ impressionnante selon les standards européens de l'époque. Ils établirent également un important comptoir commercial sur l'île de Macao, au large de la côte méridionale de la Chine. Mais leurs efforts

semblaient bien faibles au regard du développement des grands royaumes ou des empires voisins.

Les premiers Portugais qui visitèrent la capitale d'un des quatre royaumes de l'Inde du Sud, Vijayanagar (sur le site de l'actuel bourg de Hampi), la décrivent en 1522 comme étant aussi grande que Rome, avec 100 000 maisons, ajoutant qu'elle était « la ville la mieux équipée du monde » en termes d'organisation du ravitaillement². Les vestiges de la ville couvrent en effet une superficie supérieure à celle de la plupart des métropoles européennes du XVI^e siècle. Plus au nord, les empereurs moghols, qui avaient commencé à conquérir le sous-continent en 1525, bâtirent ou rebâtirent toute une série de capitales – Lahore, Delhi, Agra – à une échelle sans équivalent en Europe. Les dirigeants de l'Empire chinois pouvaient presque ignorer les Européens installés sur leur côte du Sud, la seule menace potentielle pour leurs grandes villes étant les peuples pastoraux du Nord. La Turquie ottomane était la puissance montante aux portes de l'Europe occidentale. Après avoir pris Constantinople en 1453, elle conquiert Le Caire en 1517, Alger en 1528 et Budapest en 1526, faisant le siège de Vienne en 1529, et à nouveau en 1683. L'Empire ottoman était un protagoniste permanent dans les joutes diplomatiques et les coalitions militaires de l'Europe au temps de la Réforme, les écrits de l'époque reflétant l'admiration que suscitait sa culture. Entre l'empire des Ottomans et celui des Moghols s'étendait l'Empire perse des Safavides, centré sur sa nouvelle capitale, Ispahan, dont la splendeur fascinait les visiteurs européens. Et, au large des côtes d'Asie de l'Est, l'archipel du Japon avait énormément emprunté à la technique et à la culture chinoises pour fonder une civilisation relativement développée. Celle-ci partageait certains traits du féodalisme européen, avec des guerres qui opposaient des aristocrates recourant à l'acier et à la poudre à canon pour essayer d'asseoir une position hégémonique³. Aux portes de l'Europe, une grande puissance émergeait en dehors des régions balayées par la Renaissance, la Réforme et les guerres de religion : la Russie. À l'est, une série de dirigeants commençait en effet à

transformer le vieux duché de Moscovie en un État russe centralisé, puis en un empire se déployant dans toute l'Asie septentrionale, débordant sur la Pologne, à l'ouest.

Ces empires n'étaient pas marqués par un retard économique par rapport à l'Europe, même si cela serait le cas dès la fin du XIX^e siècle. Certains des progrès techniques qui avaient propulsé l'Europe du vieux féodalisme du X^e siècle jusqu'aux sociétés toutes différentes du XVI^e siècle y avaient également vu le jour. Des armes à feu d'une sorte ou d'une autre y étaient aussi utilisées – en 1526, le premier empereur moghol, Babur, vainquit des armées bien plus nombreuses que la sienne, en Inde du Nord, en recourant à l'artillerie pour soutenir sa très efficace cavalerie. Ces sociétés échangeaient leurs techniques de construction et leurs savoir-faire artisanaux, à telle enseigne, par exemple, que des hommes de l'art venus de toute l'Asie et de l'Europe collaborèrent à la construction du Taj Mahal, monument funéraire édifié par l'empereur moghol Shah Jahan. Dans chacun de ces empires, l'agriculture et le régime alimentaire se modifièrent considérablement avec la diffusion de nouvelles plantes en provenance des Amériques : piments, poivrons, tomates, tabac et maïs en Inde ; patates douces, arachides, tabac et maïs en Chine.

Le glorieux crépuscule chinois

Au début du XV^e siècle, la Chine se remettait déjà de la crise du siècle précédent, comme en attestent la série de voyages épiques que constituèrent ses expéditions navales. Des flottes de grands navires transportant plus de 20 000 personnes faisaient voile vers la côte occidentale de l'Inde, Aden et l'Afrique de l'Est, accomplissant un périple de 10 000 kilomètres sans escale ; et ce soixante-quinze ans avant que les navigateurs espagnols ou portugais n'entreprennent des voyages comparables.

Gernet a appelé le XVI^e siècle la « seconde “renaissance chinoise”⁴ ». Dans l’agriculture, note-t-il, on mit au point de nouvelles machines pour le travail de la terre, l’irrigation, les semailles et les traitements des récoltes, et on recourra à des méthodes inédites pour améliorer les sols et sélectionner de nouvelles semences. Dans l’industrie, on inventa des « métiers à tisser la soie à trois et quatre dévidoirs, on perfectionn[a] [les] métiers à tisser le coton [...], [on trouva des] procédés pour l’impression de planches en trois et quatre couleurs, puis cinq [...], [on fit des] progrès remarquables dans l’édition, [on] invent[a] [...] [un] alliage de cuivre et de plomb pour la fonte des caractères mobiles, [et des] procédés de fabrication du sucre blanc et du sucre glace⁵ ». « De très nombreux ouvrages de caractère technique ou scientifique [furent] publiés à la fin de l’époque des Ming [au XVII^e siècle]. Ils intéress[ai]ent presque toutes les branches du savoir, [...] [les] techniques agricoles, celles du tissage, de la céramique, de la sidérurgie, des transport fluviaux, de l’armement, des encres et des papiers [...], [les] nombreuses machines [...] hydrauliques et militaires⁶. » Ce ne fut en aucun cas une époque de stagnation technologique, dans laquelle les intellectuels auraient reformulé, comme des perroquets, les certitudes du passé. Gernet évoque au contraire certains penseurs comme l’autodidacte Wang Gen, ancien ouvrier des salines, qui contesta la représentation officielle des personnalités historiques, critiqua les hypocrisies de l’époque ainsi que la morale traditionnelle et défendit « les classes inférieures, les femmes et les minorités ethniques⁷ ». Selon Gernet, « la fin du XVI^e siècle et la première moitié du XVII^e furent marquées par le remarquable développement du théâtre, de la nouvelle et du roman, et par l’apparition d’une culture à moitié érudite, à moitié populaire [...], d’une classe moyenne urbaine très portée sur la lecture et les distractions. L’industrie du livre n’avait jamais été aussi prospère, ni ses produits d’aussi bonne qualité⁸ ».

On observa une « augmentation rapide du nombre des publications à bon marché », avec une littérature « rédigée dans une langue

beaucoup plus proche de dialectes parlés que de la langue classique [...]. Elle s'adresse à un public urbain, [...] peu cultivé, mais libre de ces contraintes qu'inculque une formation classique »⁹. Si ce que dit Gernet est vrai, la Chine fit l'expérience d'une renaissance technique et intellectuelle à peu près au même moment que l'Europe¹⁰.

Des changements sociaux similaires s'y faisaient jour. L'État convertissait de plus en plus les corvées des paysans et des artisans en impôts payables en argent. La commercialisation des produits agricoles poussait au développement de cultures industrielles comme le coton, les teintures, les huiles végétales et le tabac. Les paysans les plus pauvres, expulsés de leurs terres par les propriétaires, recherchaient d'autres moyens de gagner leur vie, embrassant des métiers artisanaux, émigrant dans les régions minières, cherchant du travail dans les villes. Les entreprises commerciales et artisanales prospérèrent, en particulier dans les régions côtières du Sud et de l'Est. Comme en Europe, la plus grande partie de la production était encore réalisée au sein d'ateliers d'échelle artisanale. Mais certaines expériences isolées s'apparentaient déjà à un capitalisme industriel de grande envergure. De petites entreprises prospéraient jusqu'à employer plusieurs centaines d'ouvriers. Des paysannes trouvaient un débouché dans les filatures de coton de Songjiang, au sud-est de Shanghai¹¹. À la fin du XVI^e siècle, trente papeteries du Jiangxi faisaient travailler 50 000 ouvriers¹². Certaines industries chinoises commençaient à produire pour un marché non plus seulement local, mais mondial. La soie et les céramiques étaient exportées en masse au Japon¹³. Et il ne fallut pas longtemps avant que « les soies chinoises soient portées dans les rues de Kyoto et de Lima, les cotons chinois vendus sur les marchés philippins et mexicains, et la porcelaine de Chine utilisée dans les maisons distinguées de Sakai à Londres¹⁴ ».

Ce fut une période de croissance économique en dépit d'une pauvreté persistante dans les classes inférieures. Après avoir chuté de moitié, atteignant à peine les 70 millions d'habitants au XIV^e siècle, la population s'éleva à 130 millions de personnes à la fin du XVI^e siècle,

et à 170 millions à la fin des années 1650¹⁵. Puis l'empire connut une crise dévastatrice, semblable à de nombreux égards à celles des IV^e et XIV^e siècles, ainsi qu'à celles qui éclatèrent au même moment dans la plus grande partie de l'Europe du XVII^e siècle. Il y eut une succession d'épidémies, d'inondations, de sécheresses et autres désastres. La famine ravagea des régions entières. La population cessa de croître, voire chuta dans certaines régions¹⁶. Des industries naguère prospères fermèrent leurs portes. Dans les années 1640, des rapports en provenance du Chekiang septentrional (l'intérieur de la région de Shanghai) faisaient état d'une « sous-alimentation massive, de hordes de mendiants, d'infanticides et de cannibalisme¹⁷ ». « En 1642, la grande ville de Suzhou (sur le Yangzi inférieur) subissait un déclin manifeste, de nombreuses maisons étaient désormais abandonnées et tombaient en ruines, les campagnes autrefois riches formaient un *no man's land* dans lequel seuls des hommes armés osaient s'aventurer¹⁸. »

Les historiens expliquent souvent cette crise, comme les précédentes, en termes de surpopulation ou de mauvaises récoltes dues à des changements globaux dans le climat¹⁹. Mais si « le riz resta disponible dans le delta du Yangzi, même pendant les terribles “famines” qui frappèrent le pays au début des années 1640 [...], les gens n'avaient tout simplement plus d'argent pour le payer²⁰ ».

En fait, les crises avaient leur source dans l'organisation de la société chinoise. L'État et la classe bureaucratique qui le structuraient avaient encouragé l'expansion économique à la suite de la crise du XIV^e siècle. Mais ils commencèrent bientôt à en craindre les effets collatéraux, notamment l'influence croissante des marchands. En 1433, il fut brutalement mis fin aux grands voyages maritimes vers l'Inde et l'Afrique, de telle sorte que ce furent des navires venus d'Europe qui « découvrirent » la Chine, et non l'inverse²¹. « Le souci principal de l'empire Ming était de ne pas risquer de perturber la vie sociale de sa société agraire par le commerce côtier²² ». Ses dirigeants ne pouvaient cependant stopper tous les échanges extérieurs. Ce qu'on appellerait aujourd'hui une « économie informelle » – ou le « marché noir » – se

répandit dans certaines zones littorales, et de sévères affrontements armés éclatèrent avec les « pirates » qui contrôlaient ces régions. Mais les mesures étatiques paralysaient le développement des nouvelles formes de production.

Parallèlement, l'augmentation constante des dépenses improductives de l'État constituait un fardeau énorme pour l'économie. Sous l'empereur Wanli, par exemple, on comptait quarante-cinq princes du premier rang – chacun touchant un revenu équivalent à 600 tonnes de grain par an – et 23 000 nobles de rang inférieur. Plus de la moitié des recettes fiscales des provinces du Shanxi et du Hunan étaient affectées au paiement de ces traitements. Une guerre avec le Japon pour le contrôle de la Corée « épuisa entièrement le Trésor public²³ ».

La misère engendra la colère, et, presque tous les ans entre 1596 et 1626, on enregistra des émeutes urbaines impliquant des « hommes au travail » dans les régions les plus développées du pays²⁴. En 1603, les mineurs travaillant pour des exploitations privées marchèrent sur Pékin ; les années 1620 virent éclater des révoltes menées par des peuples non chinois du Sud-Ouest ; et, au cours des années 1630, des insurrections rurales majeures se produisirent dans le nord du pays. Au cours de cette période, une forme d'opposition se fit jour au sommet de la société parmi des intellectuels et d'anciens mandarins, bientôt brisée par un réseau de police secrète²⁵.

Il s'ensuivit un effondrement politique en 1644. Le dernier empereur Ming se pendit pendant qu'un ancien berger, à la tête d'une armée de paysans, proclamait l'avènement d'une nouvelle dynastie. Un mois plus tard, des envahisseurs mandchous venus du Nord prenaient Pékin.

La crise économique et politique présentait de nombreuses similitudes avec celle qui frappait l'Europe à la même période, à une différence notable près : les classes de marchands et d'artisans n'entreprirent pas d'opposer à l'ordre ancien une alternative qui leur fût propre. Elles ne tentèrent pas ce que les commerçants et les bourgeois calvinistes avaient fait en France, à savoir exercer une influence sur

une aile dissidente de l'aristocratie. Ils ne songèrent pas davantage à remodeler la société à leur image, comme l'avaient fait la bourgeoisie marchande du Nord des Pays-Bas et les *middling classes* d'Angleterre. Comme dans les grandes crises du passé, les classes de négociants et d'artisans étaient trop dépendantes de la bureaucratie de l'État chinois pour proposer une alternative.

Le chaos immédiat ne dura que quelques années. Les Mandchous avaient depuis longtemps intégré de nombreux aspects de la civilisation chinoise et, en restaurant la paix intérieure et la stabilité financière impériale, ils fournirent le cadre d'un rétablissement économique, tout au moins pour un certain temps. Les progrès dans le domaine agricole se poursuivirent grâce aux plantes en provenance des Amériques et à l'expansion des cultures industrielles. Le paysan chinois était « d'une façon générale, bien mieux nourri et plus à son aise que son homologue français du règne de Louis XV », et les paysans riches étaient capables de payer des études à leurs enfants²⁶. Le commerce et la production artisanale connurent un essor inédit. Deux cent mille personnes travaillaient à plein-temps dans le textile, dans la région située au sud-ouest de Shanghai, et des dizaines de milliers d'artisans produisaient de la porcelaine destinée à la cour et à l'exportation pour la lointaine Europe. Le secteur du thé se développa rapidement, employant des centaines de salariés pour traiter en atelier ses feuilles ensuite exportées par voie maritime. Selon une estimation, la moitié de l'argent-métal rapporté d'Amérique latine en Europe entre 1571 et 1821 servit à acquérir des marchandises chinoises. L'avenir paraissant prometteur, la population augmenta par bonds successifs, atteignant environ 260 millions en 1812²⁷. La Chine était alors « le plus riche et le plus grand État du monde²⁸ ».

La vigueur de l'empire nourrissait, dans les cercles dirigeants, une autosatisfaction génératrice de stagnation intellectuelle. Les premières années du règne mandchou furent le théâtre d'un épanouissement de la recherche intellectuelle, d'une vague de « libre pensée, de remise en question et de critique radicale des institutions et des fondements

intellectuels de l'empire autoritaire²⁹ ». L'art, la littérature, la philosophie et l'histoire semblent avoir bénéficié de cette vitalité. Des récits datant de cette période rappellent le siècle des Lumières européen³⁰. Mais l'esprit critique disparut lorsque les « élites se ralli[èr]ent au nouveau pouvoir³¹ ». La littérature populaire entra en déclin dans les classes moyennes urbaines³², et tout ce qui pouvait être considéré comme critique, même modérément, vis-à-vis du régime fut prohibé. Dans les années 1774-1789, plus de 10 000 œuvres furent interdites et 2 320 détruites. Les auteurs dissidents et leurs proches risquaient l'exil, les travaux forcés, la confiscation de leurs biens, voire la peine de mort³³. Les intellectuels pouvaient prospérer, mais seulement lorsqu'ils évitaient de se pencher sur les vrais problèmes. La littérature, alors florissante, s'écrivait « en langue classique, d'accès plus difficile, pleine de réminiscence et d'allusions [...]. Le roman [est devenu] finement ironique, [...] psychologique, [...] ou érudit³⁴ ».

Les causes fondamentales de la crise du XVII^e siècle ne furent jamais identifiées, mais des symptômes familiers réapparurent : dépenses somptuaires de la cour impériale, corruption endémique de l'administration, guerres coûteuses aux frontières, aggravation de l'oppression des paysans par les administrateurs locaux et les collecteurs d'impôts, mauvaise maintenance des digues et de la régulation des cours d'eau, qui causa des inondations récurrentes et souvent catastrophiques³⁵. Une nouvelle vague de révoltes paysannes, connues sous le nom de « soulèvement du Lotus blanc », déferla en 1795, et l'une des plus grandes rébellions de l'histoire chinoise suivit un demi-siècle plus tard.

L'Inde des Moghols

L'Inde des Moghols était très différente de la Chine. Elle n'avait pas ses grands canaux et ses systèmes d'irrigation³⁶, sa bureaucratie centralisée imbue de traditions littéraires presque deux fois

millénaires, sa classe de grands propriétaires fonciers ou sa paysannerie achetant et vendant des denrées sur les marchés locaux.

Toute une série de dirigeants musulmans avaient conquis la plus grande partie de l'Inde du Nord depuis le XIII^e siècle, imposant des structures centralisées aux économies rurales du Moyen Âge indien. Les empereurs moghols développèrent ce système, régissant par l'intermédiaire d'une hiérarchie de fonctionnaires qui avaient le droit de percevoir les impôts fonciers dans des zones spécifiques, en contrepartie de l'entretien d'une cavalerie nécessaire au fonctionnement militaire de l'État. Ils n'étaient pas propriétaires, même s'ils s'enrichissaient de l'exploitation des paysans. Il y avait une autre classe, présente dans chaque localité, qui tirait ses revenus de la terre : les *zamindars*, souvent des Hindous de haute caste issus des classes exploiteuses d'avant la période moghole. Ils contribuaient à la perception des impôts en en gardant une partie pour eux-mêmes³⁷.

L'immense majorité des ruraux continuaient à vivre en quasi-autarcie dans des villages reculés. Des groupes immémoriaux de paysans produisaient des denrées alimentaires pour des groupes immémoriaux de forgerons, charpentiers, tisserands et barbiers de village, selon une division du travail en circuit fermé ne nécessitant pas de monnaie. Ainsi, tous les éléments du système de caste médiéval demeuraient intacts.

Mais les paysans, qui avaient besoin d'argent pour s'acquitter de leurs impôts, devaient vendre entre le tiers et la moitié de leur récolte pour réunir les sommes nécessaires. Comme l'a relevé un observateur dans les années 1620, ceux qui ne parvenaient pas à payer étaient « transportés, enfermés dans de lourdes chaînes, dans des foires et des marchés [pour y être vendus comme esclaves], suivis de leurs pauvres et malheureuses épouses, portant leurs petits enfants dans leurs bras, pleurant et se lamentant sur leur triste sort³⁸ ».

La majeure partie du surplus ainsi obtenu des paysans prenait le chemin de la cour impériale, de la bureaucratie d'État et de ses armées. Comme l'explique Irfan Habib, l'État « ne servait pas

simplement de bras protecteur à la classe exploiteuse, mais était lui-même l'instrument principal de l'exploitation³⁹ ». Une très faible part de ces prélèvements était redistribuée aux villages. L'État les dépensait surtout dans les métropoles et les villes de l'empire.

Le résultat fut un essor du commerce et de la production artisanale urbaine, dans le cadre d'un système qui était loin d'être économiquement statique. Durant la période moghole, « un niveau sans précédent de prospérité industrielle et commerciale, qui se reflétait dans la croissance générale de l'urbanisation⁴⁰ », fut atteint. On enregistra une « intensification, une expansion et une multiplication des savoir-faire » et des échanges, aussi bien au niveau intérieur qu'au niveau international. « On comptait jusqu'à cent vingt grandes villes⁴¹ », et de « grandes concentrations de population, de production et de consommation [à] Lahore, Delhi et Agra, et à un moindre degré à Lucknow, Bénarès et Allahabad⁴² ». Des observateurs contemporains considéraient Lahore comme la « plus grande cité de l'Est⁴³ ». Un visiteur européen estimait à 650 000 âmes la population d'Agra⁴⁴, et Delhi avait la réputation d'être aussi peuplée que la plus grande ville d'Europe, Paris⁴⁵.

La principale industrie, celle des cotonnades, exportait ses produits vers l'Europe dès le XVII^e siècle : « Jusqu'à trente-deux centres urbains fabriquaient du coton en grande quantité⁴⁶ » ; « aucune cité, ville ou bourgade ne semblait dépourvue de ces industries⁴⁷ » ; et « presque toutes les maisons des villages possédaient leur rouet⁴⁸ ». Parallèlement à ça, « l'organisation du crédit commercial, des assurances et de dépôts bancaires rudimentaires [...] [rappelait] les conditions de l'Europe de la Renaissance⁴⁹ ».

Mais un facteur manquait pour que ce progrès économique devienne durable : les avancées industrielles des villes n'avaient pas de retombées sur les villages. « On [ponctionnait] tellement les paysans, écrivait un témoin de l'époque, que c'est à peine si on leur [laissait] du pain sec pour remplir leurs estomacs⁵⁰. » Ils n'étaient donc tout simplement pas en mesure d'acquérir un outillage perfectionné. « Il n'y a

aucune preuve que les villages aient pu bénéficier d'une manière ou d'une autre de l'essor de l'industrie urbaine⁵¹ » ; ainsi, l'activité urbaine se développait alors que les villages s'appauvrirent. En règle générale, la grande ville « n'était pas une cité qui produisait des marchandises à l'usage de la société ; au contraire, elle ravageait les campagnes en consommant la production locale⁵² ».

L'effet à long terme fut de ruiner la base productive paysanne de l'empire⁵³. Au moment même où Shah Jahan utilisait les rentrées fiscales pour magnifier Lahore, Delhi et Agra, et construire le Taj Mahal, un observateur notait : « Les terres sont dévastées par la corruption et la production destinée à payer les impôts, en conséquence de quoi la paysannerie se trouve volée et pillée⁵⁴ ». Les paysans commencèrent à fuir les terres. Habib raconte comment « les famines provoquaient d'immenses mouvements de populations [...], mais c'était un système créé par l'homme, qui, plus que tout autre facteur, était à la racine de la mobilité paysanne⁵⁵ ».

Les villes se développaient en partie parce que des paysans sans terre y affluaient à la recherche d'un emploi. Mais cela ne pouvait compenser l'effet dévastateur de l'imposition excessive des campagnes. Au moment même où l'empire semblait au sommet de sa magnificence, il entra dans un déclin qui se révélerait fatal.

Les effets commencèrent à devenir patents sous le règne du fils (et geôlier) de Shah Jahan, Aurangzeb⁵⁶. De nombreuses histoires mogholes mettent en opposition le fanatisme islamique d'Aurangzeb, les actes anti-hindous et les guerres incessantes ayant marqué son règne, et celui, éclairé, d'Akbar, un siècle plus tôt, fondé, semble-t-il, sur la tolérance religieuse et le contrôle de la rapacité des fonctionnaires locaux. Il ne fait aucun doute que ces différences étaient, pour une part, dues aux personnalités des deux empereurs. Mais elles correspondaient aussi à deux périodes : la première, durant laquelle l'empire pouvait encore se développer sans nuire à sa base agraire, et la seconde, au cours de laquelle ce n'était plus possible.

Finalement, l'industrie urbaine et les villes commencèrent à souffrir du déclin agricole, à l'exception, peut-être, du Bengale. À Agra, après 1712, « on ne parlait que de l'état de désertification de la ville et de sa gloire passée⁵⁷ ».

Au début, peu de paysans osèrent défier le pouvoir moghol. « Le peuple endurait patiemment, prétendant qu'il ne désirait rien de meilleur », rapporte un voyageur européen des années 1620⁵⁸. Le mécontentement trouva une expression dans l'essor de nouvelles sectes religieuses. Celles-ci utilisaient des dialectes vernaculaires plutôt que la langue morte qu'était le sanskrit, et leurs prophètes et prédicateurs étaient essentiellement issus des classes inférieures, comptant parmi eux un tisserand, un cardeur de coton, un esclave et le marchand de grain Guru Nanak, fondateur du sikhisme⁵⁹. Les sectes défiaient l'idéologie religieuse traditionnelle fondée sur le brahmanisme et défendaient « un monothéisme sans concession, l'abandon des formes rituelles du culte, le déni des barrières de caste et des différences communautaires⁶⁰ ». Mais elles se tenaient à l'écart du discours de la rébellion pure et simple. Elles enseignaient « l'humilité et la résignation », et non « la mobilisation ou la lutte physique »⁶¹.

Tout cela changea à mesure que les conditions d'existence de leurs adeptes s'aggravaient : « Les sectes ne pouvaient pas toujours se maintenir à l'intérieur de la vieille coquille mystique [...]. Elles fournirent l'inspiration de deux des plus puissantes révoltes contre les Moghols : celle des Satnami et celle des Sikhs⁶². » À la fin du règne d'Aurangzeb, des « insurgés sikhs à demi écrasés » constituaient déjà un problème dans la région de Lahore⁶³. Une révolte de la caste paysanne des Jats éclata également dans la région située entre Agra et Delhi (un auteur se réjouit de la répression, en témoignant du massacre de « 10 000 de ces animaux à face humaine⁶⁴ »), une grande rébellion sikh se produisit en 1709⁶⁵, ainsi qu'un soulèvement des Marathes, « qui fut la plus importante force responsable de la chute de l'empire⁶⁶ ».

La combativité de la rébellion puisait dans la colère des paysans, mais le leadership était habituellement assuré par les *zamindars* ou d'autres classes exploiteuses locales, qui voyaient avec dépit la classe dirigeante moghole s'accaparer l'essentiel du surplus. Les « soulèvements des opprimés » se confondirent avec la « guerre entre deux classes d'opresseurs⁶⁷ ».

Les commerçants et les artisans ne jouèrent pas un rôle central dans les révoltes. Ils dépendaient du marché du luxe des dirigeants moghols et se trouvaient dépourvus du réseau de marchés locaux qui, dans certaines parties de l'Europe, avait permis aux classes urbaines d'influencer la paysannerie. La vieille société était en crise, mais la « bourgeoisie » n'était pas prête à jouer sa propre carte pour la transformer⁶⁸. Cela donna aux chefs *zamindars* la liberté d'exploiter la révolte à leurs propres fins, lesquelles n'étaient pas compatibles avec le progrès social.

Irfan Habib conclut : « Ainsi l'Empire moghol fut détruit. Aucun ordre nouveau ne fut ni ne put être créé à partir des forces qui s'étaient opposées à lui [...]. Les portes étaient ouvertes à des rapines sans fin, à l'anarchie et aux conquêtes étrangères. Mais c'est l'Empire moghol qui avait été son propre fossoyeur⁶⁹. »

La voie était ouverte aux armées venues d'Europe occidentale, qui commencèrent à se tailler des empires, et qui bénéficièrent du soutien de larges fractions de la bourgeoisie marchande indienne.

Cinquième partie

La propagation de l'ordre nouveau

Chronologie

XVIII^e siècle

L'agriculture et l'industrie chinoises connaissent une embellie d'un demi-siècle. Des révoltes de Sikhs et de Marathes provoquent l'éclatement de l'Empire moghol en Inde.

Stagnation économique dans la plus grande partie de l'Europe de l'Est et du Sud. Pierre le Grand commence la construction de Saint-Pétersbourg (1703) et tente d'introduire la science et les techniques d'Europe de l'Ouest en Russie. Unification de l'Angleterre et de l'Écosse (1707).

Défaite d'une tentative de restauration des Stuart (1716). Révolution agricole en Grande-Bretagne, propagation des enclosures dans presque toutes les terres. L'économie britannique dépasse celle de la France, puis celle de la Hollande. Voltaire publie sa première œuvre philosophique (1734), glorifiant le système anglais. Bach développe les formes musicales de la fugue et du contrepoint. Bataille de Culloden, défaite d'une tentative finale de restauration des Stuart en Grande-Bretagne, destruction sanglante des vestiges de féodalité dans les Highlands (1746).

Diderot commence la publication de l'*Encyclopédie*, popularisant les idées des Lumières (1751).

La Compagnie anglaise des Indes orientales (East India Company) prend le contrôle du Bengale (1757).

Rousseau publie son *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes* (1755) et *Du contrat social* (1762).

Voltaire publie le roman satirique *Candide* (1759), exprimant son mépris de l'optimisme. Interdiction de l'*Encyclopédie* (1759).

Exécution de deux protestants en France (1761 et 1766).

Despotisme éclairé : les souverains de la Prusse, de la Russie, du Portugal et de l'Autriche tentent sans succès de réformer le pouvoir.

Croissance de Glasgow comme centre commercial et industriel.

Les Lumières écossaises de David Hume, Adam Ferguson et Adam Smith. La Grande-Bretagne bat la France dans la guerre pour le contrôle des nouvelles possessions coloniales (1763).

Apogée de la traite des Noirs, croissance de Bordeaux, Nantes, Bristol, Liverpool. La population des esclaves d'Amérique du Nord atteint le chiffre de 400 000 (sur trois millions d'habitants) (1770).

Richard Arkwright fonde la première filature à Cromford dans le Derbyshire (1771). Tentatives de justification « scientifique » du racisme – *Histoire de la Jamaïque*, par Edward Long (1774).

James Watt et Matthew Boulton construisent les premières machines à vapeur d'application générale (1775).

Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations, d'Adam Smith, prône un ordre fondé sur le « travail libre » et le « libre-échange » (1776).

Révolte des colonies d'Amérique du Nord contre la domination britannique. *Le Sens commun*, de Tom Paine, popularise les idées des Lumières en s'adressant à un large public.

La Déclaration d'indépendance proclame que « tous les hommes sont créés égaux » (mais reste muette sur l'esclavage) (1776).

Henry Cort met au point une méthode avancée de fonte du fer par l'usage du charbon (1783).

Début de la révolution industrielle en Angleterre ; 40 % de la population ne vit plus à la campagne.

Symphonies et opéras de Mozart : *Le Mariage de Figaro* (1786), *Don Giovanni* (1787).

Une époque de paix sociale

La période qui court de 1650 à 1775 fut très différente, dans la plus grande partie de l'Europe, du siècle précédent. Les guerres de religion, les soulèvements paysans, les guerres civiles et les révolutions semblaient alors appartenir au passé.

Certes, d'âpres conflits opposèrent des puissances européennes, comme la guerre de Succession d'Espagne, au début du XVIII^e siècle, et la guerre de Sept Ans, en son milieu. Des affrontements eurent également lieu au sommet de la société sur la délimitation exacte des pouvoirs entre les rois et les aristocrates dans des pays comme le Danemark, la Suède, la Pologne et le Portugal. Il y eut aussi des tentatives, en 1690, 1715 et 1745, de la part de fidèles de la dynastie des Stuart, de renverser par des moyens militaires l'ordre constitutionnel établi en Grande-Bretagne. Mais les passions qui avaient tant agité l'Europe au cours de la période précédente ne survivaient désormais que sur ses marges. Il aurait été facile, pour un observateur contemplant le monde au milieu des années 1750, de conclure que l'âge des révolutions était depuis longtemps dépassé, malgré les absurdités et les atrocités de l'époque, si brillamment décrites dans le roman satirique de Voltaire, *Candide*.

Pourtant, les principales caractéristiques de la période étaient le produit des soulèvements révolutionnaires de la précédente. La dynastie des Habsbourg, cet ancien bastion de la contre-révolution, n'était plus que l'ombre d'elle-même après avoir abandonné la couronne d'Espagne à une branche des Bourbons. À l'inverse, les deux États dans lesquels les forces révolutionnaires s'étaient imposées, la République hollandaise et l'Angleterre, étaient de plus en plus importants –

la Hollande s'emparant de la plus grande partie de l'ancien Empire colonial portugais avant de se voir menacée par l'Angleterre.

La seconde moitié du XVII^e siècle est parfois appelée l'« âge d'or hollandais ». L'agriculture était florissante, grâce à l'exploitation de terres gagnées sur la mer et l'adoption de nouvelles semences et méthodes de culture¹. L'industrie atteignit un « apogée de prospérité » lorsque « le Zaanstreek, un district plat et marécageux au nord d'Amsterdam », devint sans doute la « zone industrielle la plus moderne [...] de toute l'Europe », avec cent vingt-huit moulins à vent industriels permettant « la mécanisation de nombreuses industries, de la pâte à papier au décortiquage du riz »².

L'Angleterre amorça une révolution agricole dans le sillage de la guerre civile. Les produits agricoles y furent de plus en plus souvent commercialisés et de nouvelles cultures massivement introduites, des navets aux pommes de terre en passant par le maïs. L'agriculture capitaliste se développa conjointement à la diffusion du système des enclosures : la clôture des anciennes parcelles communes de libre pâturage par des propriétaires et des fermiers capitalistes. Cela obligea la masse des paysans pauvres à se louer comme ouvriers salariés.

La production industrielle s'accrut également, à un rythme estimé à 0,7 % par an de 1710 à 1760, 1,3 % par an entre 1760 et 1780, et 2 % de 1780 à 1800. La proportion des habitants des villes passa de 9 % en 1650 à 20 % en 1800³. En Écosse, l'unification de 1707 avec l'Angleterre avait suscité au début une vive opposition, mais il en résulta une augmentation substantielle et soutenue de la croissance industrielle et commerciale. Visitant Glasgow quinze ans plus tard, Daniel Defoe pouvait la décrire comme une « cité d'affaires ; voilà une ville dont le commerce augmente et s'améliore, tant avec l'extérieur qu'à l'intérieur⁴ ».

L'innovation industrielle acquit un élan propre dans le royaume désormais uni, posant les bases de la révolution industrielle du dernier quart du XVIII^e siècle. La première machine à vapeur opérationnelle fut mise au point en 1705 (même s'il faudrait attendre encore soixante

ans avant que son usage ne se répande au-delà des mines grâce au perfectionnement de James Watt). En 1709, du fer fut fondu en utilisant du coke, et non plus du charbon de bois (mais sa qualité n'atteindrait un niveau adapté à un usage général que quarante ans plus tard). Des années 1730 aux années 1760, des inventeurs successifs parvinrent à mécaniser les opérations de filage, avec la *spinning jenny* (machine à filer) de Hargreaves (1766), le métier à eau d'Arkwright (1769) et la *mule* de Crompton (1779)⁵. Parallèlement à ces grands changements, des mutations secondaires se produisirent, essentiellement dans des industries artisanales : la généralisation de la machine à tricoter, le tissage d'étoffes meilleur marché (*new drapery*), l'introduction de la navette volante, qui doublait la productivité du tisserand manuel, le creusement de mines de charbon plus profondes utilisant des équipements sophistiqués (la production de houille passa de 500 000 tonnes en 1650 à 5 millions de tonnes en 1750, et à 15 millions en 1800)⁶.

Dans le nouveau climat de concurrence intensive pour le commerce extérieur, l'innovation technique n'était plus quelque chose de hasardeux ou d'accidentel qui devait attendre des décennies, voire des siècles, avant d'être accepté, mais une condition immédiate de la réussite.

La Hollande et la Grande-Bretagne n'étaient pourtant pas des sociétés industrielles modernes. La majorité de la population vivait encore dans les campagnes, et la mauvaise qualité des routes obligeait souvent à voyager des jours entiers dans des conditions inconfortables pour se rendre des villes de province aux métropoles. Ces deux pays n'étaient pas non plus des démocraties modernes. Le gouvernement britannique était toujours dominé par les aristocrates fonciers, qui étaient habituellement capables de contrôler les votes de la *gentry* et des *burghers* qui élisaient la Chambre des communes, pendant que les gros négociants exerçaient une influence similaire en Hollande.

Cela dit, les deux pays différaient de ce qu'ils étaient un siècle, pour ne pas dire deux siècles, auparavant – et de leurs voisins européens – sur le plan qualitatif. La sujétion légale du paysan au

seigneur avait complètement disparu. On y trouvait d'authentiques marchés nationaux, sans la mosaïque de principautés qui caractérisait l'Allemagne et l'Italie, ou les barrières douanières intérieures qui quadrillaient la France. Un très grand nombre de personnes avaient expérimenté la vie urbaine : à la fin du XVII^e siècle, un sixième de la population anglaise avait vécu plus ou moins longtemps à Londres. Les industries rurales captaient de très nombreux travailleurs, y compris dans les districts agricoles, et les ports maritimes et la marine employaient un grand nombre de membres des classes inférieures dans des métiers qui dépendaient du commerce plutôt que de l'agriculture. Londres dépassa Paris et devint la plus grande ville d'Europe, et même si la majeure partie de la production était effectuée par des artisans individuels dans leurs propres maisons ou leurs ateliers, leur travail était de plus en plus coordonné par des négociants ou d'autres artisans plus riches. Dans l'Ouest de l'Angleterre, des entrepreneurs de l'habillement employaient cent, quatre cents ou même mille tisserands et finisseurs, et jouissaient de revenus supérieurs à ceux de bien des membres de la *gentry*⁷.

Les grandes familles qui dominaient les gouvernements prenaient grand soin d'adopter des politiques qui satisfaisaient la classe moyenne des commerçants, fabricants et fermiers capitalistes tout autant que les gros négociants. Dans les années 1760 et au début des années 1770, les *burghers* de la Cité de Londres s'en prirent vivement aux intérêts de l'aristocratie et de la *gentry* qui contrôlaient le Parlement et le gouvernement, et leur porte-parole, John Wilkes, fut emprisonné un certain temps, mais ils avaient le soutien de certaines grandes familles et finirent par imposer leur volonté sans avoir à recourir à des mesures révolutionnaires. Les grandes luttes idéologiques et politiques du XVI^e et du début du XVII^e siècle les avaient déjà vu remporter les batailles décisives.

Les choses étaient très différentes dans les pays européens où les soulèvements révolutionnaires avaient tourné court. Pour la plupart d'entre eux, le XVII^e siècle fut une période de déclin économique – de

baisse de la population (les décès excédant les naissances), de contraction dans les artisanats urbains, de réduction des investissements dans l'agriculture. Les seigneurs et l'État accaparaient l'ensemble du surplus et la paysannerie faisait face à des épreuves sans fin (et dans certaines régions à un « second servage »). La production agricole totale était probablement plus basse, dans la Pologne, la Sicile ou la Castille du XVIII^e siècle, qu'elle ne l'avait été deux siècles auparavant. En Bohême, une personne sur dix mourut au cours de la famine de 1770-1772. Tel était le prix de la victoire de la contre-révolution.

La France, l'Allemagne du Sud-Ouest et l'Italie du Nord étaient dans une situation intermédiaire. Même si, en moyenne, leur agriculture et leur industrie étaient en retard par rapport à celles de l'Angleterre et de la Hollande, elles ne souffrirent pas de la régression économique qui caractérisait la Castille, le Sud de l'Italie et l'Europe orientale. Les techniques agricoles nouvelles et les rapports capitalistes se diffusèrent dans certaines régions proches des grandes villes. La production artisanale connut une certaine croissance, et quelques entreprises minières ou industrielles de taille plus importante furent même créées. Certains ports orientés vers le commerce atlantique se développèrent considérablement, en particulier sur la côte ouest de la France. Dès les années 1780, 20 % de la population française était employée dans une industrie d'échelle réduite – contre 40 % en Angleterre. Des régions importantes de l'Europe évoluaient dans le même sens, sur la voie du capitalisme industriel, mais à des vitesses différentes.

Chapitre 23

De la superstition à la science

AUX fortunes économiques contrastées des différentes parties de l'Europe correspondait un contraste identique dans le domaine intellectuelle.

La Renaissance et la Réforme avaient surgi dans un monde pénétré à tous les niveaux de croyances superstitieuses – dans les reliques religieuses et les incantations de prêtres, dans les potions magiques et les talismans fournis par des escrocs, dans la possession diabolique et l'exorcisme, dans la capacité des « sorcières » à jeter des sorts mortels et dans le don propre aux souverains de guérir les écrouelles¹. Ces superstitions n'étaient pas seulement présentes parmi les masses analphabètes. Elles étaient dominantes chez les dirigeants comme chez les paysans. Les rois collectionnaient les saintes reliques ; des hommes aussi différents que Christophe Colomb, Oliver Cromwell et Isaac Newton prenaient au sérieux les prophéties fondées sur le livre biblique des Révélations ; un Cortés ou un Pizarro pouvaient attribuer l'issue victorieuse d'une bataille à l'intervention divine, et un roi (Jacques VI d'Écosse, bientôt Jacques I^{er} d'Angleterre) crut bon d'écrire un traité sur la sorcellerie.

De telles croyances étaient la contrepartie de l'ignorance des causes réelles des maux qui affectaient les peuples. Pour le plus grand nombre, la vie était courte. La mort subite était commune et la plupart du temps impossible à expliquer avec les connaissances existantes. L'ignorance des médecins était telle que leurs remèdes étaient tout aussi susceptibles d'aggraver une maladie que de la guérir. Une épidémie de peste ou de variole pouvait éliminer un quart, ou plus, de la population d'une ville. On pouvait s'attendre tous les dix ans, voire

plus souvent, à de mauvaises récoltes dévastatrices et à la famine soudaine. Un seul incendie pouvait détruire toute une rue ou, comme à Londres en 1666, toute une ville.

À long terme, la seule solution à tous ces fléaux consistait à comprendre les causes réelles à l'œuvre derrière des événements dont la perception était teintée de croyances en des forces supérieures. Mais la science n'était pas encore complètement dégagée de la superstition. Les connaissances sur la séparation et la fusion des substances naturelles (la chimie) étaient mêlées de croyances sur la transmutation des métaux en or (l'alchimie). La connaissance des mouvements des planètes et des étoiles (l'astronomie) – essentielle pour les voyages maritimes – était encore reliée à un système de croyances qui prétendait prédire les événements (l'astrologie). Un intérêt sérieux pour les mathématiques pouvait être associé à une foi dans la magie de certaines séquences numériques. Et, lorsque la plupart de ces confusions étaient rejetées, on persistait généralement à croire que la connaissance scientifique pouvait être acquise par l'étude des textes anciens, grecs, latins ou arabes.

On avait affaire à un cercle vicieux. Les croyances magiques ne pouvaient être éliminées sans un progrès de la science, mais celle-ci était handicapée par des systèmes de croyances magiques. De plus, la différence entre convictions scientifiques et croyances non scientifiques n'était pas aussi évidente qu'elle peut le paraître aujourd'hui.

Prenons par exemple la croyance selon laquelle les planètes, le Soleil et les étoiles sont en mouvement autour de la Terre. Celle-ci se fondait sur les idées d'Aristote, revues et corrigées après sa mort par Ptolémée². Or il existait depuis longtemps une vision différente, selon laquelle la Terre tournait autour du Soleil. Elle avait été développée dans le monde gréco-romain ancien par Héraclide du Pont et, dans la période médiévale, par Nicole Oresme et Nicolas de Cues (Cusanus en latin). Mais, aussi difficile à croire que cela semble aujourd'hui, les esprits les plus érudits et ouverts scientifiquement ont rejeté pendant un millénaire et demi l'idée que « la Terre se meut » parce qu'elle

contredisait un autre principe aristotélicien, jugé incontestable, relatif au mouvement des corps. La nouvelle vision de la rotation de la Terre et des planètes autour du Soleil, présentée en 1543 par le moine polonais Copernic, ne pouvait répondre à cette objection. Elle était loin d'être acceptée universellement, même chez ceux qui reconnaissaient son utilité dans certains buts pratiques. Par exemple, Francis Bacon – dont l'insistance sur la nécessité de l'observation empirique a contribué à libérer la science de la superstition – rejetait le système copernicien au motif que quelqu'un « professant l'approche empirique moderne ne voit pas le besoin de telles imaginations subversives³ ». Le scepticisme fut renforcé par des inexactitudes relevées dans les calculs de Copernic sur le mouvement des planètes. Il fallut attendre un demi-siècle avant que ce problème ne soit résolu mathématiquement par Kepler, qui montra que les calculs fonctionnaient parfaitement si l'on considérait que les orbites des planètes, au lieu d'être circulaires, étaient elliptiques. Mais les croyances de Kepler elles-mêmes relevaient, selon nos critères, de la magie. Il croyait que les distances séparant les planètes les unes des autres et les planètes du Soleil étaient l'expression des qualités intrinsèques de certaines séries numériques, et non de forces physiques. Il s'était détourné de l'image aristotélicienne du monde au profit d'une représentation platonicienne ou pythagoricienne plus ancienne, en tout cas plus mystique, dans laquelle des schémas universels se retrouvaient dans les différents domaines de la réalité. Une telle croyance pouvait justifier des prédictions astrologiques aussi bien que des calculs astronomiques, dans la mesure où ce qui se produisait dans une région de la réalité était censé suivre le même schéma que ce qui se passait ailleurs. Kepler ne répugnait d'ailleurs pas à se livrer à des prédictions astrologiques. Il proclama à Prague, en 1618, que « le mois de mai ne passerait pas sans grande difficulté ». La prédiction se réalisa puisque ce fut le début de la guerre de Trente Ans, sauf que celle-ci n'était pas due aux mouvements des corps célestes.

Kepler n'était en aucune manière le seul à croire à l'influence mystique de certains corps sur d'autres. Le « néoplatonisme » resta très influent à l'université de Cambridge jusque dans la seconde moitié du XVII^e siècle ; pour certains, traiter un couteau ayant causé une blessure pouvait aider à la guérison de cette blessure, de la même manière qu'un aimant peut agir à distance sur une pièce de fer⁴.

Galilée contribua grandement à faire accepter la conception copernicienne de l'univers. Utilisant le télescope qu'il avait construit en 1609, il découvrit sur la Lune des cratères et des montagnes, ce qui démontrait qu'elle n'était pas constituée d'une matière radicalement différente de celle de la Terre, comme l'avaient prétendu Aristote et Ptolémée. Il développa aussi les éléments d'une nouvelle physique, fournissant une théorie de la chute des corps qui contredisait celle d'Aristote. Mais la rupture n'était pas encore totale⁵. Galilée acceptait, par exemple, l'idée que l'univers était fini, et il rejetait la conception de Kepler selon laquelle les planètes avaient des orbites elliptiques. À cet égard, il était encore prisonnier des idées anciennes. Il devait par ailleurs bientôt se retrouver prisonnier dans un sens moins métaphorique : mis en jugement par l'Inquisition, il fut contraint de dénoncer le système copernicien et assigné à résidence jusqu'à sa mort.

Aux discussions sur la physique et l'astronomie vinrent se mêler les argumentations idéologiques générales de la période. En 1543, Copernic avait pu publier ses conceptions sans craindre la persécution de l'Église catholique à laquelle il appartenait. En fait, les attaques les plus violentes étaient venues du disciple de Luther, Melanchthon, au moment même où la réforme du calendrier par l'Église catholique se fondait sur des calculs conformes au modèle copernicien.

Mais les choses changèrent avec la Contre-Réforme. Ses adhérents se mobilisèrent derrière le modèle aristotélicien, tel qu'il avait été adopté par le théologien Thomas d'Aquin 250 ans plus tôt pour mettre un terme aux discussions philosophiques du XIII^e siècle, un modèle imposé aux sceptiques de l'époque par une Inquisition balbutiante. Aristote (et Thomas d'Aquin également) avait enseigné que

chaque chose et chaque personne avaient leur place dans l'ordonnement du monde, avec une hiérarchie fixe des corps célestes et une hiérarchie terrestre tout aussi immuable. C'était une vision du monde parfaite pour les rois et les classes dominantes, qui ne désiraient pas seulement vaincre la Réforme, mais aussi soumettre les classes moyennes et inférieures révoltées au vieil ordre féodal. À partir d'une telle perspective, la vision du monde de Copernic était aussi subversive que les opinions de Luther ou de Calvin. En 1600, Giordano Bruno fut brûlé sur le bûcher pour avoir suggéré qu'il existait une infinité de mondes. Le climat idéologique des États catholiques était contraire à la poursuite de l'investigation scientifique. À l'annonce du procès de Galilée, le mathématicien et philosophe français Descartes dissimula une découverte qui annonçait les explorations futures de Newton⁶. Il n'est pas surprenant que le centre névralgique du progrès scientifique se soit alors déplacé vers la République hollandaise et l'Angleterre post-révolutionnaire, avec Boyle, Hook, Huygens et, surtout, Newton, dont les nouvelles lois de physique résolvaient des problèmes qui avaient nui aux théories de l'univers de Copernic, Kepler et Galilée.

Ce n'est pas que les dirigeants protestants aient été, en eux-mêmes, plus éclairés que leurs homologues catholiques. Comme le fait remarquer Keith Thomas, des « théologiens de toutes dénominations » soutenaient que la sorcellerie existait réellement⁷. Mais l'assise populaire du protestantisme résidait dans des groupes sociaux – artisans, petits boutiquiers – qui voulaient voir progresser la connaissance, à commencer par l'apprentissage de la lecture et de l'écriture pour avoir accès à la Bible. Le rayonnement du protestantisme était accompagné par l'essor des efforts en faveur de l'alphabétisation, et lorsque les gens savaient lire et écrire, tout un monde d'idées nouvelles s'ouvrait potentiellement à eux. De plus, le seul fait qu'il y eût une contestation de la vieille orthodoxie ouvrait l'esprit des individus à de nouveaux défis. On le vit clairement avec la révolution anglaise, durant laquelle les Presbytériens qui critiquaient les évêques et le roi ne

pouvaient le faire sans permettre à la censure de se relâcher. Mais ceci, à son tour, autorisait toutes les autres opinions religieuses à s'exprimer librement. Au milieu de la cacophonie des prophéties religieuses et des interprétations bibliques, les gens avaient pour la première fois la possibilité d'exprimer ouvertement leur scepticisme à leur égard. Un soudard ivre de la New Model Army pouvait demander : « Pourquoi ce pot d'étain qui est sur la table ne serait-il pas Dieu ? » Le théoricien politique conservateur Thomas Hobbes publia une œuvre complètement matérialiste, *Léviathan*, qui s'en prenait par certains aspects à la notion de miracle religieux. Un groupe de scientifiques de même opinion avait pu se réunir dans l'atmosphère libérée d'Oxford après que la New Model Army eut repris la ville aux royalistes et constitué une société pour le progrès scientifique.

Et si Hobbes eut peur d'être brûlé sur le bûcher pour hérésie au moment de la Restauration, il reçut en réalité une pension royale, alors que le groupe de scientifiques réunis à Oxford devint la Royal Society. La science commençait à être perçue comme liée à une amélioration du contrôle sur le monde naturel, permettant d'obtenir des dividendes en termes d'efficacité agricole, industrielle, commerciale et militaire.

Cela ne signifiait pas que la bataille contre la superstition était gagnée. Aujourd'hui encore, un grand nombre de personnes, dans les pays industriels avancés, continuent à croire aux prédictions des astrologues ou aux sortilèges, qu'ils soient religieux ou « magiques ». Et cela ne vaut pas seulement pour des gens censés être « sans éducation ». Des « dirigeants mondiaux » comme Ronald Reagan, Indira Gandhi et l'ancienne ministre française Édith Cresson ont consulté des astrologues. Au XVIII^e siècle, l'influence de la magie était encore plus grande.

Mais un véritable changement avait eu lieu. Si, au milieu des années 1640, dans le chaos de la guerre civile encore non résolue, le chasseur de sorcières professionnel Matthew Hopkins avait pu obtenir deux cents condamnations pour sorcellerie dans les comtés de l'est de

l'Angleterre (soit un nombre beaucoup plus élevé qu'à aucune autre période antérieure⁸), l'occupation de l'Écosse par la New Model Army apporta, à l'inverse, un répit provisoire aux poursuites pour sorcellerie⁹. En 1668, un commentateur pouvait noter : « La plupart des petits hobereaux et des philosophes et hommes d'esprit de salon sont généralement des gens qui se moquent de la croyance dans les sorcières¹⁰. » En Angleterre, la dernière exécution pour sorcellerie eut lieu en 1685, même si le crime allait rester inscrit encore cinquante ans dans les textes de loi. Un changement dans la « mentalité » générale s'était produit sous l'effet des changements économiques, sociaux et politiques du siècle précédent.

Chapitre 24

Les Lumières

Depuis l'apparition des sociétés de classes, le défi intellectuel le plus radical aux idées reçues fut lancé dans le sillage des révolutions hollandaise et anglaise. Les fractions culturellement les plus conscientes des classes moyennes et même des classes supérieures d'Europe commencèrent à sentir que leurs sociétés étaient défectueuses et cherchèrent à provoquer un changement en agissant sur les idées. L'attaque qui devait en résulter contre les préjugés et les superstitions allait se révéler beaucoup plus profonde que tout ce qui s'était passé sous la Renaissance et la Réforme. Le courant d'idées qui en est issu est passé à la postérité sous le nom des Lumières.

Cette catégorie fourre-tout englobe toute une série de penseurs et d'auteurs : des scientifiques, des philosophes, des critiques, des économistes, des historiens, des essayistes, des romanciers, des théoriciens politiques et même des musiciens comme Mozart. Tous ne partageaient pas les mêmes idées. Certains avaient même des opinions diamétralement opposées sur des questions très importantes¹.

Ce qu'ils partageaient était la croyance dans le pouvoir de la compréhension rationnelle fondée sur la connaissance empirique. Celle-ci devait être appliquée au monde, même si cela signifiait une remise en cause des mythes existants et des croyances établies. Une telle approche représentait une menace pour de nombreuses institutions et pour l'essentiel de l'idéologie des sociétés européennes de l'époque.

Les philosophes exercèrent une profonde influence : Descartes en France, Spinoza en Hollande et Leibniz en Allemagne méridionale. Ils étaient convaincus qu'une compréhension totale du monde pouvait être déduite de quelques principes incontestables de la raison – une

conviction qui s'accrut au cours du XVIII^e siècle avec les succès de Newton dans l'établissement des lois fondamentales de la physique². Ces philosophes « rationalistes » n'étaient pas nécessairement des extrémistes en politique. Leibniz est célèbre pour avoir déclaré que l'univers fonctionne selon une harmonie préétablie, et que « tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes » – une opinion brillamment caricaturée par Voltaire dans son *Candide*. Mais l'approche rationaliste pouvait devenir une arme presque révolutionnaire dans d'autres mains, dans la mesure où elle impliquait que toute institution ou toute pratique non déduite des principes premiers devait être rejetée.

Une autre influence fut celle de la tradition, légèrement différente, inaugurée par John Locke en Angleterre. Il insistait sur le fait que la connaissance ne provenait pas des « idées innées » des rationalistes, mais d'une observation empirique de ce qui existait déjà. Locke était tout aussi conservateur en politique que Leibniz, reflétant en cela l'attitude de *gentlemen* propriétaires terriens et négociants. Ils avaient en quelque sorte atteint leur but lorsque les rois anglais avaient consenti à gouverner par l'intermédiaire d'un Parlement issu de la classe dominante. Pourtant, au fur et à mesure que le XVIII^e siècle s'écoulait, des conclusions de plus en plus radicales étaient tirées en France et en Allemagne de l'approche empiriste anglaise. Ainsi, les Français Voltaire et Montesquieu, grands admirateurs de Locke, tiraient de ses écrits la conclusion que les pays d'Europe continentale devaient être réformés sur le modèle anglais. Une doctrine conservatrice en Angleterre pouvait devenir subversive de l'autre côté de la Manche.

Les penseurs des Lumières n'étaient pas des révolutionnaires. C'étaient des intellectuels dissidents qui cherchaient un parrainage parmi les membres de la classe dominante et qui plaçaient leurs espoirs, non pas dans le renversement de la société, mais dans sa réforme, laquelle serait réalisée en gagnant la bataille des idées. Diderot ne trouvait pas contradictoire de rendre visite à Catherine II de

Russie, pas plus que Voltaire de collaborer avec le roi de Prusse Frédéric le Grand. Leur milieu était constitué de ceux qui assistaient régulièrement aux « salons » bihebdomadaires organisés par l'épouse d'Holbach, où des penseurs comme Diderot, Hume, Rousseau, le futur leader américain Benjamin Franklin et le chimiste radical Joseph Priestley rencontraient l'ambassadeur de Naples, Lord Shelbourne, le futur ministre de Louis XVI Necker et le prince de Brunswick³. Voltaire proclamait avec insistance : « Ce ne sont pas les laboureurs qu'il faut éduquer, mais les bons bourgeois, les négociants. » Même les encyclopédistes français, propagandistes zélés de la nouvelle pensée, concentraient leurs efforts sur des livres qui n'étaient pas accessibles financièrement à la grande majorité de la population (les premières éditions de l'*Encyclopédie* de Diderot et d'Alembert, en dix-sept volumes, ne se vendirent qu'à 4 000 exemplaires), sur les salons d'amis aristocrates ou sur la participation à des sociétés maçonniques dont les rites secrets, semi-religieux, réunissaient l'élite « éclairée » des classes supérieure et moyenne.

La critique que la plupart des penseurs des Lumières étaient prêts à porter aux institutions et aux idées en place se révélait limitée, du moins en public. Ainsi, Voltaire pouvait rager contre les superstitions religieuses (« écrasez l'infâme » était son slogan) et soumettre les anecdotes miraculeuses de la Bible à une critique dévastatrice, mais il fut choqué lorsque d'Holbach publia (sous un pseudonyme) une œuvre totalement athée, *Le Système de la Nature*. « Ce livre a rendu la philosophie exécration aux yeux du roi et de l'ensemble des cours », écrivit-il⁴. Gibbon, en Angleterre, pouvait faire œuvre de pionnier en histoire avec son livre *Histoire de la décadence et de la chute de l'Empire romain*, qui s'en prenait de manière cinglante à l'influence de l'Église chrétienne, mais il n'avait pas l'intention d'ébranler la foi des masses. L'Écossais David Hume ne publia pas de son vivant sa propre attaque violente de la religion. Voltaire critiquait ce qu'il considérait comme une réprobation par Rousseau des institutions sociales existantes dans

Le Contrat social, cependant que Rousseau émettait des objections sur l'attitude « négative » de Voltaire envers la religion.

Mais aussi réticents aient-ils été à adopter une posture radicale, les penseurs des Lumières mettaient en danger certains des piliers fondamentaux des sociétés dans lesquelles ils vivaient. Celles-ci n'étaient pas facilement réformables, et de puissants intérêts considéraient toute réflexion interrogeant l'ordre des choses comme profondément subversive. De nombreux penseurs en subirent les conséquences. Voltaire fut rossé par les nervis d'un aristocrate, emprisonné un temps à la Bastille, puis contraint de vivre loin de Paris pendant de nombreuses années. Diderot fut incarcéré au fort de Vincennes, Rousseau passa la dernière partie de sa vie en Suisse, hors d'atteinte des autorités françaises, et les pièces de Beaumarchais (dont *Le Mariage de Figaro* avait fourni l'intrigue de l'opéra de Mozart) furent interdites dans de nombreux pays pour avoir suggéré qu'un serviteur pouvait s'opposer aux intentions de son maître.

L'Église se révélait parfois particulièrement hostile à toute remise en question des idées établies. En Europe du Sud, la Contre-Réforme réprima violemment toute opposition jusqu'à la seconde moitié du XVIII^e siècle. Entre 1700 et 1746, 700 hérétiques furent brûlés vifs en Espagne⁵. En France, les protestants pouvaient toujours être condamnés aux galères, et deux d'entre eux furent roués avant d'être pendus, à Toulouse en 1761 et à Abbeville en 1766⁶.

Par leurs remises en cause de l'état des choses, ces penseurs posaient des questions fondamentales sur la façon dont la société devait être organisée, même s'ils évitaient de fournir des réponses complètes. *Le Candide* de Voltaire suggérait qu'aucun État européen ne pouvait satisfaire les besoins du peuple. Rousseau ouvrait son *Contrat social* avec l'idée révolutionnaire selon laquelle « l'homme est né libre, et partout il est dans les fers », même s'il semble avoir eu lui-même peu de foi dans les masses. Les philosophes d'Holbach et Helvétius s'essayèrent à des analyses entièrement matérialistes de la nature et de la société, qui rejetaient toute notion de divinité⁷. Le naturaliste Buffon

proposa une théorie quasi évolutionniste des espèces animales (et insista sur l'unité de l'espèce humaine, attribuant les différences de « race » aux conditions climatiques)⁸. Pour les Écossais Adam Ferguson et Adam Smith, la société humaine progressait selon différents stades, chasseur, pastoral et agricole ; ils posaient ainsi les bases d'une compréhension matérialiste du développement social. Globalement, les intellectuels des Lumières allaient plus loin que quiconque avant eux dans la tentative de donner un sens aux institutions et aux êtres humains.

Leurs idées devinrent « hégémoniques », dans la mesure où elles dominaient le débat intellectuel d'un bout à l'autre de l'Europe, contraignant les opinions adverses à adopter une posture défensive. Elles bénéficiaient de l'écoute de tous ceux, même les plus haut placés, qui désiraient une forme de société « moderne », économiquement performante, proche de ce qu'ils voyaient en Angleterre, soit le contraire des sociétés « dépassées », stagnantes, de l'Europe continentale.

À diverses reprises, les gouvernements de l'Autriche, de la Russie, du Portugal et de la Pologne tentèrent de mettre en place des réformes associées à la pensée des Lumières (les historiens parlent ainsi parfois de « despotes éclairés »). Entre 1759 et 1765, les dirigeants du Portugal, de la France, de l'Espagne, de Naples et de Parme expulsèrent les jésuites, et le pape, sous la pression des souverains catholiques, se décida à dissoudre l'ordre en Europe⁹. En France, Turgot, un chef de file des économistes « physiocrates », liés aux Lumières, devint ministre de Louis XVI en 1774. Mais, dans tous les cas, les réformes venues du sommet furent finalement abandonnées. Même les monarques « éclairés » s'avéraient incapables de les imposer face à la résistance de classes dirigeantes dont la richesse dépendait des formes résiduelles de l'exploitation féodale.

Diderot écrivit dans l'*Encyclopédie* que son but était de « changer la façon commune de penser¹⁰ ». Les penseurs des Lumières réussirent bien à contester les idées les plus répandues chez les intellectuels, y compris ceux de la classe dirigeante, et c'était un défi qui

allait beaucoup plus loin que celui de la Réforme deux siècles auparavant. Dès les années 1780, « les libraires signal[ai]ent une importante demande pour les œuvres de Rousseau et de Voltaire¹¹ », et des versions bon marché (souvent piratées) de l'*Encyclopédie* se vendirent bien plus que Diderot n'aurait pu le prévoir. « Elle se répand[it] dans la bourgeoisie d'Ancien Régime » et « l'idéologie progressiste [s'infiltra] dans les secteurs les plus archaïques de la structure sociale »¹². Pourtant, les penseurs des Lumières se montrèrent impuissants à réformer la société. Voltaire était apparemment plein d'amertume lorsqu'il mourut en 1778¹³. Kant devait noter, six ans plus tard, que même s'il « [avait] vécu à l'époque des Lumières [...] l'époque elle-même n'était pas éclairée¹⁴ ».

Faire évoluer les idées ne signifiait pas faire évoluer la société. Pour y parvenir, un autre cycle de révolutions et de guerres civiles allait se révéler nécessaire.

Chapitre 25

Esclavage et salariat

Les idées des Lumières n'ont pas jailli, par hasard, du cerveau de quelques penseurs. Elles étaient, au moins partiellement, le reflet de changements à l'œuvre dans les rapports entre les êtres humains, des changements qui avaient trouvé leur accomplissement le plus abouti en Grande-Bretagne et en Hollande.

Le changement majeur, dans toute l'agitation des XVI^e et XVII^e siècles, tient à la diffusion des échanges marchands et au rôle de plus en plus dominant qu'ils jouaient dans la façon dont les gens gagnaient leur vie. L'Église pouvait brûler les hérétiques et les armées des Habsbourg mettre à sac des centres urbains qui s'opposaient à leur pouvoir, mais les papes, les empereurs, les princes et les seigneurs avaient besoin d'argent pour financer leurs efforts. Et cela impliquait que, tout en essayant de préserver l'ordre ancien, ils contribuent à propager les forces du marché qui finiraient par le saper.

Ceci fut démontré très clairement après la conquête des Amériques. L'argent des mines américaines était crucial dans le financement des armées qui soutenaient le camp de la Contre-Réforme. Mais la circulation de cet argent faisait partie d'un nouveau réseau intercontinental de rapports marchands. La plus grande partie transitait *via* des intermédiaires dans l'Europe du Nord-Ouest et vers la Chine et les Indes pour acheter des marchandises de luxe. De nouvelles routes commerciales internationales – de Manille à Acapulco, de Vera Cruz à Séville, d'Amsterdam à Batavia¹ et de Batavia à Canton – commençaient à relier des êtres humains vivant dans des parties du monde éloignées les unes des autres.

Les rapports marchands reposent sur l'hypothèse que, aussi inégaux que soient les statuts sociaux des individus, ils ont un droit égal à accepter ou à rejeter une transaction donnée. L'acheteur est libre d'offrir n'importe quel prix, et le vendeur de rejeter l'offre. Mandarin et négociant, baron et bourgeois, propriétaire et locataire avaient à cet égard des droits identiques. À mesure que le marché se répandait, les anciens préjugés fondés sur la domination et la déférence tombèrent sous l'assaut des calculs en termes monétaires.

Les Lumières constituaient une reconnaissance, dans le domaine des idées, du changement en cours dans la réalité. Leur représentation d'un monde d'hommes égaux (même si quelques rares penseurs des Lumières posèrent la question des droits des femmes) était une abstraction tirée d'un monde dans lequel les individus étaient censés être également capables de s'entendre, ou de ne pas s'entendre, pour vendre et acheter des biens en leur possession. L'État « rationnel » était celui dans lequel cette transaction pouvait avoir lieu sans obstruction arbitraire.

Pourtant, il y avait deux grandes lacunes dans la représentation des Lumières telle qu'elle s'appliquait au XVIII^e siècle – et pas seulement à des régions « arriérées » de l'Europe comme la Castille, la Sicile ou la Pologne, mais aussi à la Grande-Bretagne, le modèle de Voltaire. L'une était l'esclavage, aux Amériques, d'hommes qui étaient la propriété d'autres hommes, et l'autre l'exploitation salariale des travailleurs sans propriété en Europe.

Chapitre 26

Esclavage et racisme

Une part toujours plus grande de la richesse de l'Europe du XVIII^e siècle provenait d'une institution fondée sur le contraire absolu de l'égalité des droits entre acheteurs et vendeurs : l'esclavage forcé. Les philosophes pouvaient parler de l'égalité des droits dans les cafés européens à la mode. Mais la boisson sucrée qu'ils dégustaient était produite par des hommes et des femmes qui avaient été, à la pointe du fusil, entassés sur des navires en Afrique de l'Ouest, transportés de l'autre côté de l'Atlantique dans des conditions affreuses (plus d'un sur dix mourait en cours de route), vendus aux enchères et mis à la besogne sous la menace du fouet pour des journées de quinze, seize ou même dix-huit heures, jusqu'à ce qu'ils meurent.

Près de douze millions de personnes connurent ce sort¹. Un million et demi d'entre elles moururent pendant la traversée. Le taux de mortalité dans les plantations était monstrueux, les planteurs trouvant profitable d'user un esclave jusqu'à la mort avant d'acheter un remplaçant. Un total de 1 600 000 esclaves furent transportés au XVIII^e siècle dans les Caraïbes britanniques ; mais, à la fin du siècle, leur population n'était plus que de 600 000. En Amérique du Nord, les conditions (un climat plus tempéré et un accès plus facile à de la nourriture fraîche) ont permis une expansion de la population des esclaves, grâce aux naissances mais aussi aux importations, de telle sorte qu'elle passa de 500 000 au début du siècle à trois millions à la fin, et à six millions dans les années 1860. Mais leur taux de mortalité restait bien supérieur à celui des non-esclaves. Comme le fait remarquer Patrick Manning : « En 1820, près de dix millions d'Africains avaient émigré au Nouveau Monde, contre deux millions d'Européens. La population

blanche du Nouveau Monde, douze millions d'individus, représentait à peu près le double de la population noire². »

Bien entendu, l'esclavage ne fut pas inventé au XVII^e ou au XVIII^e siècle. Il persista dans de petites niches, au Moyen Âge, dans différentes parties de l'Europe et du Proche-Orient, pour fournir les équipages des galères des États méditerranéens, par exemple. Mais c'était un phénomène marginal à une époque où le servage était la forme principale d'exploitation et où l'esclavage n'était pas plus associé aux Noirs qu'à un autre groupe. Des Blancs pouvaient ramer sur les galères, et le mot esclave est dérivé de « slave ». Comme l'a écrit Patrick Manning : « En 1500, les Africains, ou les personnes d'origine africaine, étaient nettement minoritaires dans la population des esclaves du monde ; en 1700, ils étaient la majorité³. »

Le changement s'amorça avec la conquête espagnole des Amériques. Christophe Colomb envoya à Séville, pour qu'ils y soient vendus comme esclaves, certains des Arawaks qui lui avaient souhaité la bienvenue, et quelques tentatives eurent lieu d'utiliser aux mêmes fins les Amérindiens dans les Caraïbes. Mais les efforts déployés dans ce sens ne furent pas couronnés de succès. La population indienne ayant déchu de 90 % à la suite des traitements barbares et des épidémies, les conquistadors trouvèrent plus rémunérateur d'exiger d'eux un tribut et du travail forcé plutôt que de les réduire à l'esclavage pur et simple, et la Couronne espagnole – craignant que la population indienne ne s'éteigne et ainsi de ne plus disposer de la main-d'œuvre nécessaire à la mise en valeur des terres – prêta une oreille attentive à ceux qui critiquaient l'esclavage des Indiens, notamment les prêtres, pour lesquels la priorité était leur conversion au christianisme.

La Couronne et les colons se tournèrent donc de plus en plus vers une autre source de main-d'œuvre : les esclaves acquis sur la côte occidentale de l'Afrique. Cortés fonda une plantation utilisant des esclaves africains, et le prêtre Las Casas lui-même, connu pour ses critiques du traitement des Indiens par les Espagnols, recommanda l'esclavage africain (même s'il s'en repentit plus tard).

L'esclavage se répandit à une échelle massive lorsque le Portugal, la Hollande, l'Angleterre et la France entreprirent de développer la culture commerciale du tabac et du sucre dans leurs colonies. Ces cultures exigeaient une main-d'œuvre importante, que les immigrés libres en provenance d'Europe n'étaient pas disposés à fournir.

Au début, les planteurs utilisèrent une forme de travail non libre venue d'Europe. Des *indentured servants* (serviteurs contractuels) – en réalité des esclaves de leurs dettes – étaient engagés pour travailler sans rémunération pendant trois, cinq ou sept ans en échange de leur passage à travers l'Atlantique. Certains avaient été kidnappés par des *spirits* (esprits), comme on appelait en Grande-Bretagne les agents des contractants⁴. D'autres étaient des forçats ou des prisonniers des guerres civiles et religieuses d'Europe. Les plantations de canne à sucre des Barbades disposaient en 1638 d'une main-d'œuvre composée de 2 000 *indentured servants* et de deux cents esclaves africains, un serviteur contractuel coûtant douze livres et un esclave vingt-cinq livres⁵. Dans la mesure où ni l'esclave ni le contractuel n'étaient susceptibles de survivre plus de quatre ou cinq ans, ce dernier paraissait au planteur un « meilleur investissement » que les esclaves.

Le sommeil des négociants et des dirigeants n'était pas troublé par cette situation. Après tout, la marine de guerre britannique était composée de pauvres diables enlevés dans les rues, « confinés » dans des conditions « guère meilleures que celles des esclaves noirs » avant de quitter le port⁶, et confrontés à un taux de mortalité en mer aussi élevé que celui de la « cargaison » humaine des navires négriers qu'il leur arrivait d'escorter⁷. Une loi du Parlement donnait aux capitaines le droit de condamner à mort quelqu'un ayant frappé un officier, ou même pour avoir dormi pendant la garde⁸.

Mais l'esclavage contractuel des Européens était loin de pouvoir se développer à une échelle suffisante pour fournir aux plantations la main-d'œuvre dont elles avaient besoin dans un marché du tabac et du sucre en pleine expansion. Celles-ci se tournèrent donc de plus en plus vers l'Afrique. Dès 1653, les esclaves étaient plus nombreux que les

indentured servants aux Barbades, 20 000 contre 8 000⁹. Alors qu'il n'y avait en 1700 que 22 400 Noirs dans les colonies méridionales de l'Amérique du Nord, on en trouvait 409 500 soixante-dix ans plus tard.

Au début, les planteurs traitèrent les contractuels blancs et les esclaves noirs de façon identique. En Virginie, les contractuels qui s'enfuyaient devaient faire le double de leur temps et ils étaient marqués au fer rouge, sur la joue, de la lettre « R » en cas de récidive. Aux Barbades, certains planteurs n'hésitèrent pas à tuer des contractuels trop malades pour travailler¹⁰. Les contractuels et les esclaves travaillaient côte à côte, et il y eut au moins un cas de mariage mixte en Virginie (ce qui allait devenir inconcevable au cours des trois siècles à venir).

Les serviteurs et les esclaves qui travaillaient et vivaient ensemble pouvaient aussi lutter ensemble. Des cas répétés d'entraïdes mutuelles pour s'enfuir commencèrent à causer des soucis aux planteurs. Leur inquiétude fut confirmée par la « révolte de Bacon » de 1676 en Virginie, lorsque des opposants au gouverneur et de riches planteurs offrirent la liberté aux contractuels aussi bien qu'aux esclaves qui étaient prêts à les aider à prendre le contrôle de la colonie. Les motivations des rebelles étaient diverses, une de leurs revendications était de faire la guerre pour prendre davantage de terres aux Indiens¹¹. Mais leurs actes montrèrent comment des Blancs pauvres et des Africains pouvaient s'unir contre les propriétaires. La réponse des planteurs consista à mettre en place des mesures pour diviser les deux groupes.

Comme Robin Blackburn le relève dans son histoire de l'esclavage colonial, l'Assemblée des représentants (House of Burgesses) de Virginie tenta de renforcer la barrière raciale qui séparait les serviteurs contractuels anglais des esclaves africains. En 1680, elle prescrivit trente coups de fouet sur le dos « si un nègre ou tout autre esclave se permettait de lever la main pour s'opposer à un chrétien ». Une loi de Virginie de 1691 autorisait à « tuer et détruire tels nègres, mulâtres et autres esclaves » qui « s'absentent illégalement du service de leurs maîtres ou de leurs maîtresses ». Elle décrétait aussi que tout Blanc,

homme ou femme, qui épousait « un nègre, un mulâtre ou un Indien » devait être banni de la colonie¹². En d'autres termes, les planteurs reconnaissaient que les Blancs et les Noirs, loin de se détester automatiquement, avaient tendance à établir entre eux des relations étroites, ce que les autorités tentèrent de réprimer en donnant aux propriétaires d'esclaves le droit de vie ou de mort. C'est à ce moment-là que le racisme a commencé à se développer en tant qu'idéologie.

Aujourd'hui, l'omniprésence du racisme nous porte à croire qu'il a toujours existé, qu'il provient d'une aversion innée de la part des personnes d'une certaine origine ethnique envers celles d'autres origines. L'esclavage est alors vu comme un sous-produit du racisme, et non l'inverse.

Pourtant, dans l'Antiquité aussi bien que dans le monde médiéval, la couleur de la peau n'était pas considérée comme plus significative que, par exemple, la taille, la couleur des cheveux ou des yeux. Les fresques funéraires de l'ancienne Égypte montraient des silhouettes aussi bien claires que brunes ou noires. Des personnalités importantes de l'histoire romaine, dont au moins un empereur, étaient originaires d'Afrique du Nord et aucun texte ne se donne la peine de mentionner si leur peau était claire ou sombre. Dans les peintures hollandaises du début du XVI^e siècle, des personnes blanches et noires sont représentées dans une relation libre, comme par exemple dans la toile de Jordaens *Moïse et Séphora*, qui montre une épouse de Moïse noire¹³.

L'Europe médiévale se caractérisait par une profonde hostilité envers les juifs. Mais celle-ci était fondée sur la religion, les juifs étant le seul groupe non catholique dans une société entièrement chrétienne, et non sur de prétendues caractéristiques physiques ou mentales. Leurs persécuteurs les laissaient tranquilles s'ils sacrifiaient leurs convictions religieuses et se convertissaient. Ce qui était à l'œuvre était une haine religieuse irrationnelle, et non un racisme biologique irrationnel. Ce dernier n'est apparu qu'avec le commerce des esclaves.

Les premiers trafiquants et propriétaires d'esclaves ne s'appuyaient pas sur les différences raciales pour se disculper. Au contraire, ils se tournaient vers les textes anciens, grecs et romains, qui justifiaient la servitude des prisonniers de guerre, ou tout au moins de « justes guerres ». Pour autant qu'ils aient été acquis par des moyens légitimes, les esclaves étaient considérés comme le bien privé de leurs propriétaires et pouvaient être aliénés de toutes les manières concevables. C'est ainsi que John Locke, le philosophe tant admiré par Voltaire, pouvait, dans les années 1690, défendre l'esclavage – et bénéficier, en tant qu'actionnaire de la Compagnie royale d'Afrique, de la traite¹⁴ – en même temps qu'il rejetait l'idée que les Africains étaient par nature différents des Européens¹⁵.

Mais les anciens arguments n'étaient pas adaptés à l'échelle de l'économie esclavagiste transatlantique du milieu du XVIII^e siècle. Il était difficile alors de proclamer que les esclaves étaient tous des prisonniers de « justes guerres ». Les gens savaient qu'ils avaient été achetés à des marchands en Afrique ou qu'ils étaient nés enfants d'esclaves¹⁶. Et les trafiquants et les propriétaires d'esclaves avaient toujours besoin d'arguments à opposer aux Blancs, la grande majorité, qui n'en possédaient pas. Dans les colonies, les petits fermiers étaient souvent amers face aux propriétaires d'esclaves qui accaparaient les meilleures terres et qui, grâce à leur main-d'œuvre bon marché, produisaient à un moindre coût. Dans des ports comme celui de Londres, des esclaves évadés trouvaient souvent refuge dans les taudis des quartiers pauvres. Les trafiquants et les propriétaires avaient besoin que les esclaves soient méprisés, rejetés et craints. La doctrine des « prisonniers de guerre » était de ce point de vue inadaptée. En revanche, l'idée que les individus d'origine africaine étaient naturellement inférieurs aux Européens convenait à la perfection aux besoins des trafiquants et des planteurs.

Des chrétiens défenseurs de l'esclavage proclamèrent avoir trouvé dans des références bibliques une justification au sort des descendants d'un des fils de Noé, Ham. Mais il y avait aussi des tentatives de

justifications « scientifiques », par exemple la « sauvagerie sous-humaine » des Africains dans l'*Histoire de la Jamaïque* d'Edward Long, publiée en 1774. De tels arguments permettaient à des penseurs influencés par les Lumières de continuer à soutenir l'esclavage¹⁷. Ils pouvaient dire : « Tous les hommes ont été créés égaux », et ajouter que les non-Blancs n'étaient pas vraiment des hommes.

Le racisme n'est pas apparu d'un seul coup, comme une idéologie complètement formée. Il s'est développé sur près de trois siècles. Ainsi, par exemple, la première attitude envers les habitants indigènes de l'Amérique du Nord consista plus ou moins à dire qu'ils étaient différents des Européens parce que leurs conditions de vie étaient autres. En fait, un des problèmes des gouverneurs de Jamestown (Virginie) était que la vie des Indiens exerçait un attrait considérable sur les colons blancs, et « ils prescrivaient la peine de mort pour ceux qui partaient vivre chez les Indiens¹⁸ ». La préférence de « milliers d'Européens » pour le « mode de vie indien » trouva un reflet dans la représentation positive de l'« état de nature » présente dans des écrits aussi influents que ceux de Rousseau¹⁹. Même au milieu du XVIII^e siècle, « les dissensions créées plus tard par le terme “peaux-rouges” étaient absentes [...]. La couleur de la peau n'était pas considérée comme une caractéristique particulièrement significative²⁰ ». Les attitudes changèrent à la fin du XVIII^e siècle, lorsque les pionniers européens entrèrent en conflit avec la population indienne sur des questions de propriété et d'usage de la terre. Décrits de manière croissante comme des « monstres assoiffés de sang », les Indiens « étaient de plus en plus désignés sous le terme de païens bruns, philistins bronzés, vermine à la peau cuivrée, et, à la fin du XVIII^e siècle, de peaux-rouges²¹ ». Le racisme se développa, à partir d'une apologie de l'esclavage des Africains, pour former un système élaboré de représentations dans lequel tous les peuples de la Terre figuraient comme « blancs », « noirs », « bruns », « rouges » ou « jaunes » – alors même que de nombreux Européens ont la peau d'un rouge rosâtre, que beaucoup d'Africains l'ont d'une couleur brune et que bien des

gens originaires d'Asie du Sud ont une peau aussi claire que celle de nombreux Européens, les indigènes américains ne sont certainement pas rouges, et les Chinois et les Japonais ne sont pas jaunes !

Le marxiste C. L. R. James (*Les Jacobins noirs*, 1938) et le nationaliste caribéen Eric Williams (*Capitalisme et esclavage*, 1944) ont attiré l'attention sur l'importance de l'esclavage à la fois dans la création du racisme et dans le développement économique de l'Europe occidentale. Ce faisant, ils ont prolongé un argument de Karl Marx concernant le lien entre l'esclavage dans le Nouveau Monde et l'exploitation salariale dans la vieille Europe. Leur argument a souvent été attaqué depuis. Après tout, disent les critiques, une grande partie des profits tirés de l'esclavage n'ont pas été investis dans l'industrie, mais dépensés dans des demeures de luxe où les trafiquants et les propriétaires de plantation pouvaient imiter le style de vie de la vieille aristocratie ; et les gains éventuels réalisés par les économies du Nord-Ouest de l'Europe ont été dévorés par le coût des guerres livrées pour le contrôle du commerce colonial fondé sur l'esclavage²². Comme le dit un manuel d'histoire économique des années 1960 : « Les profits du commerce extérieur ne constituent pas une contribution significative à l'épargne destinée aux investissements industriels [...]. Des tentatives de mesurer les profits de l'esclavage n'ont produit que des valeurs tout à fait insignifiantes par rapport aux flux totaux d'échange et d'investissement²³. »

Mais cela consiste à formuler des abstractions comptables à partir des effets très réels que la production fondée sur l'esclavage a eus sur la vie économique de l'Europe de l'Ouest, et en particulier sur celle de la Grande-Bretagne, au XVIII^e siècle. Ce qu'on appelle habituellement le « commerce triangulaire » a fourni des débouchés à ses artisanats naissants et à ses industries d'exportation. Des métaux, des canons et des textiles étaient vendus, en échange d'esclaves, aux marchands de la côte africaine ; les esclaves étaient transportés dans des conditions atroces (il était plus rentable d'en laisser mourir 10 % que d'assurer des conditions permettant à tous de survivre à la traversée) pour être

vendus dans les Amériques ; l'argent obtenu était utilisé pour acheter du tabac, du sucre – plus tard du coton brut – mis en vente ensuite en Europe²⁴.

Les plantations sucrières avaient besoin, pour broyer la canne et raffiner son jus, d'un équipement relativement perfectionné qui était acheté aux fabricants européens. Le commerce stimulait la navigation maritime et la construction navale, qui employaient de plus en plus de main-d'œuvre qualifiée et non qualifiée. Certains des profits qui affluaient dans les ports de commerce de Liverpool, Bristol et Glasgow étaient investis dans des projets industriels liés aux productions coloniales ou dans le financement de nouveaux moyens de transport (des canaux, des routes à péage) pour le marché intérieur britannique.

L'esclavage n'a pas engendré l'essor du capitalisme, il a été produit par lui. L'industrie et l'agriculture anglaises faisaient déjà montre d'un certain dynamisme à la fin du XVII^e siècle, époque à laquelle la production des plantations, aux Caraïbes et en Amérique du Nord, n'en était qu'à un stade embryonnaire. C'est à cause de ce dynamisme que la traite des esclaves a prospéré. La demande de produits coloniaux existait précisément parce qu'une économie britannique dynamique poussait à ce que la consommation de tabac et de sucre se diffuse verticalement, des classes supérieures aux masses urbaines et même rurales. Le pillage des colonies et la mise en esclavage des peuples ne pouvaient à eux seuls créer un tel dynamisme domestique : les économies portugaise et espagnole étaient stagnantes malgré leurs empires coloniaux. L'économie britannique se développa parce que l'utilisation croissante, sur son sol, du travail libre lui permettait d'exploiter d'une façon nouvelle le travail des esclaves aux Amériques.

C'était aussi le dynamisme d'une économie intérieure de plus en plus fondée sur le travail salarié qui permettait aux esclavagistes anglais (et à un moindre degré français) d'obtenir leurs cargaisons humaines en Afrique. La plupart des esclaves étaient achetés aux classes dominantes des États côtiers africains, les trafiquants étant eux-

mêmes trop ignorants des territoires africains pour pouvoir enlever des millions de gens à l'intérieur des terres et les transporter sur de longues distances jusqu'à la côte. C'étaient des négociants et des dirigeants africains qui s'en chargeaient, et, en échange, ils recevaient des marchandises de meilleure qualité que celles qu'ils auraient pu obtenir par n'importe quel autre moyen. Mais les Africains n'étaient pas des « sauvages ignorants », n'en déplaise à la mythologie raciste. Ils vivaient dans des sociétés relativement sophistiquées, souvent lettrées, aux niveaux comparables à celles de l'Europe de la fin du Moyen Âge. C'était seulement sous la poussée des premières avancées du capitalisme que l'économie britannique avait commencé à dépasser ce stade. Une forme monstrueuse de commerce était donc possible au XVIII^e siècle, qui ne l'aurait pas été au temps de Léon l'Africain (au début du XVI^e), lorsque les États africains et ouest-européens étaient dans l'ensemble au même niveau de développement économique.

L'esclavage des plantations était un produit de l'expansion capitaliste déjà en cours en Hollande et en Angleterre. Mais il nourrissait aussi en retour le capitalisme, lui fournissant un puissant coup d'accélération. Ce faisant, l'esclavage joua un rôle important dans le façonnage du système mondial qui voyait mûrir le capitalisme. Il contribua à fournir à l'Angleterre l'impulsion dont elle avait besoin pour absorber l'Écosse (après qu'une tentative de la classe dirigeante écossaise, le plan Darien, de fonder sa propre colonie à Panama eut tourné court) et pour commencer à créer, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, un nouvel empire à l'Est avec la conquête du Bengale par la Compagnie anglaise des Indes orientales.

La montée en puissance de la classe dirigeante britannique trouvait sa contrepartie dans l'affaiblissement de la majeure partie de l'Afrique. Le trafic des esclaves fournissait aux potentats et aux négociants des régions côtières un accès à des biens de consommation et à des armements relativement avancés sans qu'ils aient à développer leurs propres industries – en fait, les marchandises importées « sapèrent l'industrie africaine²⁵ ». Un État qui réussissait était un

État qui pouvait faire la guerre à d'autres États et réduire leurs peuples en esclavage. Des classes dirigeantes jusque-là pacifiques ne pouvaient survivre qu'en devenant militaristes. Lorsque des États comme le Jolof, le Bénin et le Kongo essayèrent d'empêcher leurs commerçants de se lancer dans le trafic d'esclaves, ils se rendirent compte que les dirigeants d'autres États s'enrichissaient et gagnaient en puissance en s'y livrant²⁶, tandis que les sociétés où n'existait pas encore une division en classes étaient vouées à la destruction, à moins que ne surgissent de nouvelles classes dirigeantes militaires. Ceux de la côte gagnèrent la partie en pillant les territoires de l'intérieur.

Des historiens ont prétendu que la croissance qui en a résulté pour des « États africains centralisés » a représenté une forme de « progrès ». Pourtant, elle était accompagnée d'un affaiblissement sous-jacent de la base matérielle de la société. La croissance démographique y a été retardée au moment précis où elle prenait son essor en Europe et en Amérique du Nord²⁷. En Afrique de l'Ouest, il y eut même un déclin de la population entre 1750 et 1850²⁸. Ceci, à son tour, laissait les États africains peu armés pour résister à l'invasion coloniale européenne de la fin du XIX^e siècle. Alors que l'Europe occidentale allait de l'avant sur le plan économique, l'Afrique connaissait une situation de blocage.

L'économie du « travail libre »

En 1771, un ancien barbier-perruquier, Richard Arkwright, ouvrit la première filature actionnée par l'énergie hydraulique à Cromford, dans le Derbyshire. Elle employait 600 ouvriers, surtout des enfants, qui pouvaient faire le travail d'un nombre dix fois plus élevé de fileurs manuels. En 1775, un fabricant d'instruments mathématiques écossais, James Watt, s'associa avec le mécanicien de Birmingham Matthew Boulton pour produire des moteurs à vapeur qui pouvaient faire tourner des machines, hisser des charges énormes et, enfin, propulser des navires et des véhicules terrestres à des vitesses auxquelles on n'aurait pas rêvé auparavant. En 1783-1784, Henry Cort mit au point une méthode améliorée de « puddlage » pour fondre le fer en éliminant ses impuretés, et un laminoir pour le transformer.

Par l'intégration de ces inventions et de bien d'autres, la voie était ouverte au développement d'une manière de produire totalement nouvelle, fondée sur des usines tournant grâce à la vapeur et employant des centaines, voire des milliers de personnes. Dès la fin du siècle, il y avait cinquante usines semblables dans la seule région de Manchester. Il se passa peu de temps avant que des entrepreneurs, ailleurs en Europe et de l'autre côté de l'Atlantique, ne se mettent à imiter les nouvelles méthodes. Le monde des artisans urbains et de la sous-traitance rurale était en train de donner naissance à la cité industrielle.

Juste au moment où ces changements se déroulaient, un professeur écossais établit ce qu'il considérait comme les principes fondamentaux du nouveau système économique. Si aujourd'hui *La Richesse des nations* d'Adam Smith est généralement considérée comme la bible du conservatisme, lorsqu'elle parut, en revanche, elle

représentait un changement radical dans l'ordre dominant en Europe, et pour tous ceux qui persistaient à souhaiter la pérennité de cet ordre en Grande-Bretagne.

Smith faisait partie des Lumières écossaises, un groupe de penseurs qui comprenait aussi Adam Ferguson et David Hume. Ils avaient été outrés par les tentatives des Stuarts d'utiliser les Highlands féodaux d'Écosse pour imposer la monarchie absolue en Angleterre, et étaient déterminés à supplanter ce qu'ils considéraient comme un ordre ancien fondé sur des préjugés. Cela les porta à développer à l'égard des Lumières européennes beaucoup plus d'affinités que la plupart des penseurs anglais de l'époque. Smith était un admirateur de l'*Encyclopédie* et un ami de Voltaire, d'Holbach, Helvétius et Rousseau¹. *La Richesse des nations* faisait partie intégrante de l'effort des Lumières pour purger le monde de l'« irrationalité » féodale.

Ce livre opposait les moyens modernes de création de biens destinés à améliorer la vie des individus (la « richesse des nations ») aux vieilles institutions et méthodes qui empêchaient les premiers d'être mis en œuvre – et qui caractérisaient les « nations opulentes d'Europe » et dominaient « anciennement, sous l'empire de gouvernement féodal »². *La Richesse des nations* s'ouvrait sur la description d'une « manufacture » moderne d'épingles, dans laquelle une énorme augmentation de la productivité du travail résultait d'une division élaborée de celui-ci, chaque ouvrier y accomplissant une tâche réduite.

Smith renversait la vision traditionnelle de l'origine de la richesse. Au début de la période médiévale, la richesse était considérée comme provenant de la terre. Puis, à partir des années 1500, les notions « mercantilistes » qui se concentraient sur la richesse en or et en argent devinrent de plus en plus populaires. Smith défia ces deux notions en affirmant que le travail humain était la source de la richesse. « Le travail annuel d'une nation est le fonds primitif qui fournit à sa consommation annuelle toute les choses nécessaires et commodes à la vie », écrivait-il. « Le travail est donc la mesure réelle de la *valeur échangeable* de toute marchandise³. »

Ce travail pouvait être utilisé de deux façons : « productive » ou « improductive ». Le travail « productif » permettait de créer des produits durables qui pouvaient être vendus, soit pour être consommés par d'autres, engagés dans une activité différente, soit comme « capital » pouvant être utilisé à produire davantage de marchandises. Dans les deux cas, son produit contribuait à créer plus de produit, augmentant la « richesse » de la « nation ».

Le travail était « improductif » lorsqu'il était immédiatement consommé sans contribuer à créer une nouvelle marchandise. Tel était le travail des « serviteurs subalternes » qui étaient employés comme domestiques. Une fois accompli, leur travail disparaissait. Un homme pouvait s'enrichir en employant de nombreux travailleurs productifs ; « il s'appauvrit à entretenir une multitude de domestiques. » Tout aussi « improductif », ajoutait Smith, était « le travail de quelques-unes des classes les plus respectables de la société [...]. Le souverain, par exemple, ainsi que tous les magistrats civils et militaires qui servent sous lui, toute l'armée, toute la flotte, sont autant de travailleurs non productifs. Ils sont [...] entretenus avec une partie du produit annuel de l'industrie d'autrui [...]. Quelques-unes des professions les plus graves et les plus frivoles doivent être rangées dans cette même classe : les ecclésiastiques, les gens de loi, les médecins et les gens de lettres de toute espèce, ainsi que les comédiens, les facteurs, les musiciens, les chanteurs, les danseurs d'opéra, etc. ⁴ ».

Les États de l'Europe du XVIII^e siècle fournissaient quantité de *sinécures* – des places bien rémunérées sans véritable tâche à accomplir – qui permettaient aux habitués de la cour et des gouvernements de vivre dans une oisiveté luxueuse. La doctrine de Smith était une violente charge contre eux. C'était aussi une attaque contre les propriétaires terriens qui vivaient de leurs rentes sans investir dans l'agriculture. Elle formulait comme exigence que le système marchand en cours de développement soit libéré des fardeaux qui le freinaient. C'était un programme de réforme de la Grande-Bretagne qui pouvait être interprété comme un programme révolutionnaire pour l'Europe.

Smith poursuivait ensuite son argumentation en s'opposant à toute tentative de l'État de contrôler le commerce ou de conquérir d'autres terres. Livrés à eux-mêmes, les individus échangeraient toujours les biens produits par leur travail contre une sélection des biens les meilleurs et les moins chers produits par le travail d'autres personnes, disait-il. Chacun se concentrerait sur les tâches pour lesquelles il était le meilleur, cherchant à les effectuer du mieux possible, et personne n'aurait intérêt à produire des choses qui ne soient pas désirées par d'autres. Le marché coordonnerait les activités des individus de la meilleure manière possible.

Si les gouvernements cherchaient à favoriser leurs propres producteurs, cela ne pouvait qu'aboutir à ce que les gens travaillent plus que nécessaire. Ces contrôles pouvaient bénéficier à des groupes d'intérêts, mais Smith insistait sur le fait qu'ils réduisaient la « richesse nationale ». Le libre-échange était la seule manière rationnelle de procéder.

De manière similaire, il argumentait en faveur des vertus du travail « libre ». L'esclavage pouvait sembler un moyen facile de faire des profits, mais, comme il empêchait les esclaves d'avoir l'initiative sur leur propre travail, il était plus coûteux à long terme que le travail libre. « Celui qui ne peut rien acquérir en propre ne peut avoir d'autre intérêt que de manger le plus possible et de travailler le moins possible », expliquait Smith⁵.

Il chantait les louanges d'un système de marché pur opposé aux institutions féodales et absolutistes dont il était en train de s'extirper. Comme l'explique Eric Roll, ses écrits « représentaient les intérêts d'une seule classe [...]. [Smith] ne pouvait se dissimuler que son attaque principale était dirigée contre la position privilégiée de ceux qui étaient les obstacles les plus formidables à la croissance future du capitalisme industriel⁶ ».

La représentation que donnait Smith du nouveau système était unilatérale. Le capitalisme britannique n'avait pas sauté par-dessus le reste de l'Europe simplement grâce à la concurrence pacifique du

marché. L'esclavage avait fourni du capital. Les colonies avaient fourni des débouchés. Les dépenses de l'État avaient été élevées pendant tout le siècle et avaient été autant d'incitations sans lesquelles des industries nouvelles, profitables et concurrentielles n'auraient pas émergé. Le soutien de la colonisation, de l'esclavage et du mercantilisme avait été nécessaire à la montée du capitalisme industriel, même si celui-ci commençait à sentir qu'il n'en avait plus besoin.

Les pays qui n'étaient pas dotés d'un État capable de fournir de telles béquilles en souffrirent. C'était certainement le cas de l'Irlande, dont les capitalistes autochtones pâtirent lorsque les parlements de Westminster restreignirent leur commerce. C'était de plus en plus vrai de l'Inde, les fonctionnaires de la Compagnie anglaise des Indes orientales pillant le Bengale sans rien lui donner en retour. Une fois que le capitalisme britannique avait établi une position dominante, les classes capitalistes des autres pays avaient besoin du soutien de leur État si elles ne voulaient pas que leurs industries naissantes soient étouffées dans l'œuf.

Écrivant alors que le capitalisme industriel en était à ses tout débuts, Adam Smith ne pouvait pas encore voir que les systèmes de marché purs affichent une irrationalité propre. La tendance des producteurs à se concurrencer les uns les autres mène, non pas à un ajustement automatique de la production à la demande, mais à des augmentations massives de la production (les « booms ») suivies par des récessions tout aussi massives lorsque les producteurs ont peur de ne pas pouvoir vendre leurs marchandises avec profit. Il faudrait attendre encore quarante-cinq ans pour que le plus important successeur de Smith, David Ricardo, ajoute un chapitre à ses *Principes d'économie politique* reconnaissant que l'introduction des machines pouvait aggraver les conditions de vie des travailleurs. Il aurait fallu que Smith fasse un bond dans le futur pour pouvoir faire de même. Cela dit, ceux qui veulent présenter le travail de Smith comme l'alpha et l'oméga du capitalisme contemporain n'ont pas cette excuse.

Finalement, l'argumentation de Smith sur le travail et la valeur comportait une contradiction dont les implications étaient importantes. Comme la plupart des penseurs des Lumières, il tenait pour acquis que des individus inégalement nantis étaient égaux lorsqu'ils se faisaient face sur le marché. Mais certains de ses arguments commençaient à remettre cette idée en question et à s'interroger sur le degré auquel le travail « libre » est plus libre que le travail des esclaves.

L'affirmation de Smith selon laquelle le travail est la source de toute valeur l'amenait à conclure que la rente et le profit sont du travail pris au producteur immédiat par le propriétaire ou le chef d'entreprise : « Dès l'instant que le sol d'un pays est devenu propriété privée, les propriétaires, comme tous les autres hommes, aiment à recueillir où ils n'ont pas semé, et ils demandent une Rente, même pour le produit naturel de la terre. Il s'établit un prix additionnel sur le bois des forêts, sur l'herbe des champs et sur tous les fruits naturels de la terre, qui, lorsqu'elle était possédée en commun, ne coûtaient à l'ouvrier que la peine de les cueillir, et lui coûtent maintenant davantage. Il faut qu'il paye pour avoir la permission de les recueillir, et il faut qu'il cède au propriétaire du sol une portion de ce qu'il recueille ou de ce qu'il produit par son travail. Cette portion ou, ce qui revient au même, le prix de cette portion constitue la Rente *de la terre* (*rent of land*) et dans le prix de la plupart des marchandises, elle forme une troisième partie constituante⁷. »

Il n'y a pas d'harmonie d'intérêts, mais un affrontement entre les intérêts du maître et ceux des ouvriers : « C'est par la convention qui se fait habituellement entre ces deux personnes, dont l'intérêt n'est nullement le même, que se détermine le taux commun des salaires. Les ouvriers désirent gagner le plus possible ; les maîtres, donner le moins qu'ils peuvent ; les premiers sont disposés à se concerter pour élever les salaires, les seconds pour les abaisser. Il n'est pas difficile de prévoir lequel des deux partis, dans toutes les circonstances ordinaires, doit avoir l'avantage dans le débat, et imposer forcément à l'autre toutes ses conditions. Les maîtres, étant en moindre nombre,

peuvent se concerter plus aisément ; et de plus, la loi les autorise à se concerter entre eux, ou au moins ne le leur interdit pas, tandis qu'elle l'interdit aux ouvriers. Dans toutes ces luttes, les maîtres sont en état de tenir ferme plus longtemps. Un propriétaire, un fermier, un maître fabricant ou marchand, pourraient en général, sans occuper un seul ouvrier, vivre un an ou deux sur les fonds qu'ils ont déjà amassés. Beaucoup d'ouvriers ne pourraient pas subsister sans travail une semaine⁸. »

La logique de l'argumentation de Smith consistait à passer d'une critique des vestiges improductifs du « féodalisme » du point de vue des capitalistes industriels à une critique des capitalistes eux-mêmes, pour les considérer comme des parasites improductifs, vivant des profits engendrés par le travail des ouvriers. Cette logique fut transmise, par l'intermédiaire des écrits de Ricardo (qui attaquait les propriétaires terriens du point de vue du capitalisme industriel), aux premiers économistes socialistes des années 1820 et 1830, puis à Karl Marx. Les armes que le plus grand économiste des Lumières avait brandies pour lutter contre l'ordre ancien furent alors utilisées pour combattre le nouveau.

Smith se gardait bien de tirer de telles conclusions. Il y parvenait en combinant sa conception de la valeur comme provenant du travail avec une autre notion, opposée. Il affirmait que la valeur d'une marchandise dépendait des « revenus » combinés du propriétaire foncier, du capitaliste et de l'ouvrier. Malgré la circularité de l'argument (les revenus dépendent de la valeur, mais la valeur est la somme des revenus), cette idée devait être reprise par Malthus et le grand vulgarisateur Jean-Baptiste Say pour devenir l'orthodoxie de l'économie politique dominante après la mort de Ricardo.

Malgré tout, Smith fut le premier à esquisser les traits fondamentaux du nouveau système économique en train de naître. Ce tableau donnait aux capitalistes britanniques une idée de la direction qu'ils prenaient et aux candidats capitalistes des autres pays un aperçu de leur modèle. Ses écrits furent publiés juste au moment où une période

de cent vingt-cinq années de paix sociale relative cédait la place à une nouvelle ère de soulèvements révolutionnaires. Ses idées allaient contribuer à façonner les attitudes de ceux qui devaient jouer un rôle prépondérant au cours de cette nouvelle période.

Sixième partie

Le monde sens dessus dessous

Chronologie

- 1773 Boston Tea Party.
- 1775 Combats à Lexington et Bunker Hill.
- 1776 Déclaration d'indépendance américaine.
- 1781 Défaite des Anglais à Yorktown.
- 1780 à 1830 Développement du système des usines et des mines en Grande-Bretagne.
- 1789 Prise de la Bastille, début de la Révolution française.
- 1791 Révolte d'esclaves à Saint-Domingue.
- 1792 Guerre révolutionnaire française, bataille de Valmy.
- 1793-1994 Louis XVI guillotiné, les Jacobins dirigent la France, fin des droits féodaux, Terreur.
- 1793-1798 Les Britanniques prennent Saint-Domingue, aux mains d'une armée d'esclaves.
- 1794 Chute des Jacobins, Thermidor.
- 1797 Mutineries dans la marine anglaise.
- 1798 Soulèvement en Irlande contre la domination britannique, formation de l'ordre d'Orange pour le combattre.
- 1799 La loi interdit les syndicats en Grande-Bretagne, Napoléon s'empare de tout le pouvoir en France.

1801-1803	Napoléon tente de rétablir l'esclavage en Haïti, emprisonnement et mort de Toussaint Louverture, Desalines conduit l'armée des anciens esclaves à la victoire.
1804	<i>Symphonie n° 3</i> (dite « Héroïque ») de Beethoven, Napoléon est sacré empereur.
1807	Hegel publie la <i>Phénoménologie de l'esprit</i> .
1807	La Grande-Bretagne interdit le trafic d'esclaves.
1810	Premiers soulèvements contre les Espagnols au Mexique et au Vénézuéla.
1810-1816	Les luddites brisent les machines dans le Nord de l'Angleterre.
1814-1815	Défaite de Napoléon, restauration des anciens monarques, Waterloo.
1811-1818	Publication des romans de Jane Austen et Walter Scott.
1819	Massacre à Peterloo de manifestants ouvriers.
1830	Une révolution à Paris remplace un roi par un autre.
Années 1830	Romans de Stendhal et Balzac.
1830	Premier train de voyageurs mondial.
1831	Faraday découvre l'induction électromagnétique.
1832	La classe moyenne britannique obtient le droit de vote.

1834	L'amendement à la loi sur les pauvres institue des « foyers de travail » (<i>workhouses</i>) en Grande-Bretagne.
1838-1839	Le mouvement chartiste demande le droit de vote pour les ouvriers.
1839-1842	Guerre de l'Opium contre la Chine.
1842	Grève générale dans le Lancashire.
Années 1840 à 1860	Romans de Dickens, de George Eliot, des sœurs Brontë.
Milieu des années 1840	Les rebelles T'ai-p'ing prennent le contrôle de la moitié de la Chine.
1846-1849	Grande Famine irlandaise.
Février 1848	Publication du <i>Manifeste du Parti communiste</i> , de Marx et Engels.
Printemps 1848	Révolutions en Europe, soulèvement manqué en Irlande, dernière grande manifestation chartiste à Londres.
Juin 1848	Écrasement de la révolte ouvrière par la bourgeoisie française.
1848-1849	Restauration des vieilles monarchies dans toute l'Europe.
1850-1860	Développement de l'industrie en Allemagne et en France.
1843-1856	Conquête britannique complète de l'Inde du Nord.

- 1857 Mutinerie indienne.
- 1857-1860 Deuxième guerre de l'Opium, concessions coloniales dans des grandes villes chinoises.
- 1859 Publication de *L'Origine des espèces*, de Darwin.
- 1859-1871 Unification de l'Italie, gouvernée par un roi.
- 1861 Début de la guerre de Sécession aux États-Unis, abolition par le tsar du servage en Russie.
- 1863 Lincoln décrète la fin de l'esclavage.
- 1865 Défaite des États sudistes.
- 1864 Les rebelles T'ai-p'ing finalement vaincus par des troupes sous commandement britannique.
- 1866 Nobel découvre la dynamite.
- 1867 La révolution Meiji met fin au pouvoir féodal de Tokugawa au Japon.
- 1867 Marx publie *Le Capital*.
- 1870 Guerre franco-prussienne, chute de Louis-Napoléon Bonaparte.
- 1871 Commune de Paris ; les travailleurs contrôlent la ville, puis le gouvernement établi à Versailles attaque, faisant des milliers de victimes.
- 1871 Bismarck fonde l'Empire allemand sous la monarchie prussienne.
- 1873 Première machine électrique.

Années
1870

Aux États-Unis, les troupes du Nord se retirent des États du Sud, montée de la ségrégation avec les lois Jim Crow.

Chapitre 28

Le prologue américain

Tandis que les forces britanniques quittaient Yorktown, en 1781¹, l'orchestre militaire jouait *The World Turned Upside Down* (Le monde est mis sens dessus dessous). Et c'est certainement ce que ressentait les milliers de *tories* fidèles au roi George qui s'en allaient avec les soldats. Toutes les certitudes sur l'ordre « naturel » de la société avec lesquelles ils avaient grandi avaient été foulées aux pieds par une rébellion triomphante. Pourtant, à peine huit ans auparavant, 99 % des rebelles partageaient ces mêmes convictions.

Une des personnalités les plus connues de la rébellion, l'imprimeur et politicien expérimenté Benjamin Franklin, avait écrit dans les années 1760 : « Nous vivons heureux aujourd'hui sous le meilleur des rois². » Les milliers d'Américains qui lisaient les articles de son journal et ses almanachs étaient, jusqu'en 1774, de son avis. Dans sa colonie d'origine, la Pennsylvanie, « il n'y avait pas de tradition révolutionnaire consciente³ ». Le dirigeant de la Virginie, Thomas Jefferson, persistait à déclarer, au début de l'année 1776, que les Américains n'avaient ni « aspiration ni [...] intérêt à se séparer » de la monarchie⁴.

Comment donc, à l'été 1776, les représentants des treize colonies, réunis en Congrès continental, en sont-ils venus à adopter la Déclaration d'indépendance, préparée par le même Jefferson, proclamant notamment que « tous les hommes sont créés égaux » ? À une époque où la déférence envers les rois et les aristocrates était la norme quasi universelle en Europe, cette déclaration était ouvertement révolutionnaire.

Les colonies avaient été fondées, un siècle et demi auparavant, avec le soutien de la Couronne britannique. Dans chacune d'elles,

l'autorité politique suprême était concentrée entre les mains d'un gouverneur nommé par Londres. Pour autant, le véritable pouvoir était, dans chaque colonie, entre les mains de différents groupes socioéconomiques : les fermiers indépendants de la Nouvelle-Angleterre rurale ; les marchands et artisans des principales villes côtières ; les grands propriétaires terriens rivaux de l'État de New York, qui traitaient leurs métayers de manière presque féodale ; les négociants liés au commerce atlantique anglais, dans la ville de New York ; la famille Penn (qui nommait le gouverneur) et une poignée de riches familles *quakers* en Pennsylvanie ; enfin, les planteurs esclavagistes de Virginie et de Carolines du Nord et du Sud, chez lesquels les Blancs pauvres n'avaient pas voix au chapitre. Au sein des colonies éclataient aussi d'âpres conflits sociaux : entre l'élite de Philadelphie et les pionniers de l'Ouest en Pennsylvanie, entre les petits fermiers appartenant au mouvement des Régulateurs et les grands planteurs (*grandees*) dans les deux États de Caroline. En prime, les planteurs du Sud vivaient dans la hantise constante des révoltes d'esclaves, depuis celle qui avait éclaté en Caroline du Sud en 1739. De tels intérêts conflictuels avaient fait avorter, au début des années 1750, une tentative d'établir l'unité entre les colonies.

Dans chacune d'entre elles, les habitants se considéraient comme « Britanniques », et non « Américains ». Après tout, les colonies avaient grandi et prospéré dans l'orbite de l'économie « atlantique » de la Grande-Bretagne. Le nombre de leurs habitants avait constamment augmenté jusqu'à en compter trois millions, ce qui représentait le tiers de la population britannique. Leurs négociants et leurs propriétaires terriens jouissaient de richesses considérables, et leurs agriculteurs et leurs artisans se sentaient bien plus à l'aise que ne l'avaient été leurs ancêtres outre-Atlantique. Cracher dans la soupe ne semblait être l'intérêt de personne.

De la fêlure à la fracture

Pourtant, l'existence même de l'expansion économique poussait les négociants, les propriétaires et les manufacturiers, de chaque côté de l'océan, à développer différents groupes d'intérêts et, avec eux, des attitudes divergentes⁵. À Londres, on craignait que les colonies ne s'engagent dans des politiques contraires aux intérêts commerciaux britanniques ; et les colonies de leur côté soupçonnaient le gouvernement anglais de négliger leurs besoins. Jusqu'au milieu des années 1770, Franklin, qui agissait à Londres en qualité de représentant de plusieurs colonies, considérait ces peurs et ces soupçons comme autant de malentendus. Mais ils n'étaient pas non plus, d'aucun côté, de simples produits de l'imagination. À un moment ou à un autre, il était inévitable qu'un affrontement éclate entre les colonies et la Grande-Bretagne.

Dans le système de marché mondial qui était en émergence, l'État avait un rôle économique à jouer, contrairement à ce que défendaient Adam Smith et ses adeptes (d'hier et d'aujourd'hui). Tout le système était parcouru de réseaux commerciaux, qui restaient cependant concentrés autour de certaines métropoles, où négociants, financiers et fabricants ne se contentaient pas d'acheter et de vendre, mais aussi se mélangeaient socialement et faisaient pression sur les autorités politiques. Leurs intérêts étaient servis par la croissance d'États nationaux rivaux, chacun d'eux doté d'un maillage politique beaucoup plus serré que celui qui avait caractérisé le féodalisme, et liés entre eux par une langue commune. Il était inconcevable que les capitalistes britanniques n'exercent aucune pression sur la *gentry* qui gérait le Parlement pour faire valoir leurs intérêts – et il était tout aussi inconcevable que les capitalistes des colonies américaines s'abstiennent de répliquer par des contre-mesures politiques.

En économie comme en politique, des événements particuliers mettent souvent en lumière des tendances à l'œuvre sur le long terme. C'était le cas dans les années 1760 et 1770. La guerre de Sept Ans, de 1756 à 1763, entre la Grande-Bretagne et la France, avait été centrée

sur le contrôle des colonies, en particulier celles de l'Amérique du Nord, et du commerce qui s'y développait. L'Angleterre surclassa la France dans les Indes occidentales, prit le contrôle du Bengale et conquit le Canada, posant ainsi les fondations d'un empire mondial. Mais la facture à payer en contrepartie fut particulièrement lourde.

Il était logique, pour les ministres anglais, de faire supporter aux colons américains une partie du coût de la guerre. Après tout, raisonnaient-ils, les colonies avaient énormément bénéficié de l'échec des Français à contrôler la vallée du Mississippi et empêcher la colonisation de se répandre à l'Ouest.

Dès lors, la Grande-Bretagne imposa aux colons une série de mesures fiscales : une taxe sur la mélasse (sucre brut utilisé dans la fabrication du rhum) en 1764, un droit de timbre sur un ensemble de transactions en 1765, un *Quartering Act* (loi de cantonnement des troupes) visant à faire payer aux colons le coût de l'entretien des troupes britanniques en Amérique, et, en 1767, une taxe sur les importations.

Chacune de ces mesures fit naître un profond ressentiment. Les gens manquaient de liquidités dans cette période de dépression économique, et la fiscalité menaçait de porter atteinte à la prospérité de certaines industries. La France ne représentait plus un danger militaire et, si le gouvernement britannique avait besoin de nouvelles recettes, c'était pour alléger les impôts des grands propriétaires fonciers du Royaume-Uni. Et surtout, les colons se voyaient taxés pour des mesures sur lesquelles ils n'avaient pas leur mot à dire.

Les colons insistaient sur le fait qu'en Grande-Bretagne la Chambre des communes pouvait opposer son veto à toute proposition gouvernementale en matière financière. Dès lors, sans aucun doute, les assemblées des différentes colonies devaient avoir le même pouvoir en Amérique, au risque sinon de voir leurs « libertés fondamentales » bafouées. Le langage de la protestation n'était pas encore révolutionnaire. Les colons revendiquaient leurs « libertés » en tant que sujets « britanniques ». Néanmoins, la formulation de ces doléances les

conduisit, pour la première fois, à s'unir et à se mobiliser contre la Grande-Bretagne.

La mobilisation affecta différents niveaux de la société. Au sommet, des délégués des colonies se réunirent en un Congrès continental et appelèrent au boycott du commerce avec l'Angleterre jusqu'à ce que les taxes soient retirées. Cette approche eut pour résultat de subordonner toute action au petit groupe de négociants qui contrôlait le commerce.

Mais d'autres forces battaient également le rappel, parmi lesquelles des groupes se dénommant eux-mêmes les Fils de la liberté⁶, qui essaimèrent dans toutes les colonies, en 1765 et 1766. Ils n'étaient pas constitués de riches planteurs, de grands propriétaires, ni même de négociants prospères, mais d'hommes qui « occupaient une place entre l'élite et les véritables plébéiens », « des intellectuels dissidents, de petits commerçants intercoloniaux et des artisans »⁷. Ils ressemblaient beaucoup à la petite bourgeoisie paysanne (*middling sort*) qui avait joué un rôle si décisif dans la New Model Army lors de la révolution anglaise. Il y avait dans les villes coloniales une tradition de protestation populaire et d'émeutes. Les Fils de la liberté agissaient presque comme un parti politique, prenant la tête des « actions de foule traditionnelles concernant la question britannique » et contribuant à « créer une conscience politique nouvelle parmi de nombreux Américains ordinaires »⁸.

L'action de la foule dépassa le cadre d'un simple boycott passif. À Boston, les révoltés démolirent un bâtiment qu'on croyait être un bureau de vente de timbres, et attaquèrent la maison d'un distributeur de ces timbres⁹. À New York, ils détruisirent les habitations de ceux qu'ils considéraient comme des traîtres, et affrontèrent les soldats britanniques stationnés dans la ville¹⁰. La colère contre les Anglais se mêlait d'un ressentiment envers l'élite qui faisait étalage de ses richesses dans une période de privation générale. La foule s'en prit ainsi à un théâtre fréquenté par de tels gens. « Le quotidien le plus radical de New York, le *New York Journal*, abordait la question britannique en

la dramatisant, mais publiait aussi nombre d'études s'en prenant aux fléaux qu'étaient les loyers élevés, la hausse des prix et la raréfaction de l'emploi¹¹. »

En même temps qu'émerge tout mouvement de protestation, les structures de pensée et les mentalités évoluent sous l'effet des actions et conduisent elles-mêmes à de nouvelles actions. Ce fut à l'évidence le cas à New York et à Boston dans les années 1760. À New York, le peuple dressa des « mâts de la liberté » en signe de protestation contre les actes des Britanniques. Chaque fois que les soldats les détruisaient, de nouveaux mâts étaient érigés. Les tentatives du gouvernement anglais d'établir un nouveau système de perception des impôts ne fit que renforcer le sentiment du peuple d'être taxé de l'extérieur. Un sentiment qui culmina en mars 1770, à Boston, lorsque les soldats britanniques tirèrent sur la foule qui leur avait lancé de simples boules de neige, tuant cinq personnes : ce fut le massacre de Boston.

Le gouvernement britannique battit provisoirement en retraite, sous la pression de nombreux négociants de la Cité de Londres et de la foule qui suivait John Wilkes, son maire. Avec l'abandon de toutes les taxes, sauf celle sur le thé, l'agitation américaine cessa.

Cela ne signifiait cependant pas la fin de l'affaire. La colère contre toute tentative d'imposer une taxation était plus vive que jamais parmi ceux qui avaient subi la répression, à Boston et ailleurs. Dans les cercles dirigeants britanniques, la crainte que les colonies nourrissent le projet de rechercher la satisfaction de leurs propres besoins sans égard pour la mère patrie grandissait : si une leçon ne leur était pas donnée, la désobéissance deviendrait une habitude impossible à briser, et tout l'intérêt de la colonisation serait réduit à néant.

Des boules de neige aux balles de mousquet

Il y a des moments dans l'histoire où une action infime peut mettre le feu aux poudres. Ce fut le cas dans le port de Boston en

novembre 1773. Un navire de la Compagnie anglaise des Indes orientales déchargeait une cargaison de thé, avec laquelle les fils du gouverneur entendaient briser le boycott des taxes restant en vigueur. Pendant que des milliers de personnes protestaient sur le quai, une centaine d'activistes déguisés en Amérindiens montèrent sur le navire et jetèrent le thé pardessus bord.

Les leaders d'opinion coloniaux furent scandalisés. Benjamin Franklin parla d'un « acte d'injustice violent¹² ». Mais cet épisode trouva un écho puissant parmi ceux qui étaient déjà pleins d'aigreur contre le gouvernement anglais, et ce fut, pour celui-ci, la goutte d'eau qui fit déborder le vase. Le gouvernement nomma un certain général Gage gouverneur du Massachusetts, avec pour mission de ramener l'ordre dans la colonie, envoya des troupes à Boston et édicta une série de lois, les *Intolerable Acts* (Actes intolérables), décrétant que les colons qui violaient la loi seraient jugés en Angleterre.

Loin des tensions initiales autour de la taxation, la question était désormais de savoir si les habitants des colonies auraient leur mot à dire sur les lois qui les gouvernaient – si, comme le formula Jefferson, « les 160 000 électeurs de l'île de Grande-Bretagne feraient la loi aux quatre millions des États d'Amérique¹³ » (oubliant fort à propos que dans sa chère Virginie les esclaves noirs et beaucoup de Blancs pauvres n'avaient pas, eux non plus, voix au chapitre). Toutes les colonies étaient menacées. Elles furent traversées par une vague d'indignation et des comités surgirent pour lui permettre de s'exprimer. Le boycott du thé se propagea, et les treize assemblées coloniales convinrent d'envoyer des délégués à un nouveau Congrès continental.

Les congressistes étaient, dans l'ensemble, de respectables possédants qui s'étaient hissés au premier plan dans le cadre des structures de l'Empire britannique et n'avaient aucun désir de les renverser. Si on leur avait laissé le choix, ils auraient voté pour la pérennité du système. Mais on ne leur demanda pas leur avis. Ils appelèrent à un nouveau boycott commercial. Or la sévérité des mesures prises par le gouvernement britannique signifiait que le boycott ne pouvait être

limité aux seuls négociants. Il fallait le renforcer en organisant une résistance de masse. Dans chaque « comté, cité et ville », le peuple dut élire des comités faisant campagne contre l'achat ou la consommation de marchandises britanniques¹⁴.

Ce n'était pas un problème pour les planteurs de Virginie, qui se joignirent au Massachusetts pour pousser au boycott. Ils contrôlaient toutes les structures de la colonie à l'exception du gouverneur, et pouvaient imposer leur volonté sans provoquer de désordres. Ailleurs, il en allait tout autrement.

Dans le Massachusetts, si l'opinion populaire s'opposait quasi unanimement aux mesures britanniques, des juges, dans des endroits comme le comté de Worcester, avaient cependant décidé d'appliquer les nouvelles lois. À New York, la plupart des riches marchands profitaient du commerce impérial de l'Angleterre et étaient réticents à suivre le boycott, tandis que les puissantes familles de propriétaires terriens obéissaient au gouverneur. En Pennsylvanie, la plus grande partie de l'élite des négociants *quakers* mettait la « loyauté » envers la Grande-Bretagne au-dessus de l'appel de leurs semblables.

Que le Congrès continental le reconnaisse ou non, l'appel à la formation de comités imposant le boycott impliquait le remplacement révolutionnaire des vieilles institutions par de nouvelles.

Classes et confrontations

Dans le comté de Worcester, des fermiers armés durent empêcher les tribunaux de siéger, même si cela signifiait s'opposer, non pas à des fonctionnaires britanniques, mais à des juges locaux qui avaient l'intention de poursuivre tranquillement leurs petites carrières¹⁵. À New York, « l'application des décisions qui menèrent à l'indépendance signifiait se débarrasser [...] des vieilles [...] autorités aussi bien que rompre avec le Parlement et le roi ». L'énergie nécessaire « venait du "peuple", à la fois dans les foules et dans les comités

révolutionnaires ». C'étaient des « mécaniciens » (artisans), se réunissant chaque semaine en session plénière, qui poussaient à l'établissement d'un comité « officiel », puis au remplacement de ses membres royalistes par « des mécaniciens, des marchands et des professionnels de degré inférieur¹⁶ ». À Philadelphie, une réunion de 1 200 mécaniciens poussa les membres les plus jeunes de l'élite commerçante à appeler à un meeting de masse de plusieurs milliers de personnes pour constituer un comité.

La transition d'un boycott « pacifique » à la guerre fut le résultat d'actions directes menées depuis la base de la société. Les troupes britanniques ayant tiré sur des miliciens défilant à Lexington, dans le Massachusetts, un artisan, Paul Revere, fit une chevauchée restée célèbre afin d'avertir les fermiers locaux qu'une colonne de tuniques rouges était en route pour saisir des armes cachées à Concord, près de Boston. Ce sont ces fermiers qui combattirent les Anglais à la bataille de Lexington, puis firent mouvement sur Boston pour assiéger la garnison britannique à Bunker Hill. Dans chaque cas, des membres des classes moyenne et inférieure durent balayer les hésitations des membres de la classe aisée liés aux Anglais.

Comme Edward Countryman le souligne dans ses deux excellents livres consacrés à la révolution, la lutte n'avança que parce que le peuple mit en place de nouvelles institutions en opposition aux vieilles élites : « Entre 1774 et l'été de 1776, ces comités firent à New York ce que des organisations identiques devaient accomplir à Paris entre 1789 et 1792, et en Russie en 1917¹⁷. »

Toute cette agitation joua un rôle central dans les événements de 1776. À New York, de riches marchands liés au commerce atlantique, des fonctionnaires dépendant du gouverneur et certains grands propriétaires fonciers se montrèrent très hostiles à toute action dirigée contre la Grande-Bretagne. À Philadelphie, la majorité de l'Assemblée de Pennsylvanie s'opposa farouchement à l'indépendance. Or la guerre contre l'Angleterre ne pouvait être victorieuse sans le soutien de ces deux villes. Et un tel soutien ne pouvait être que le résultat d'un défi

lancé aux vieilles élites économiques et politiques. Il fallait que des hommes nouveaux, plus radicaux, essentiellement issus de l'artisanat et du petit commerce plutôt que de la couche des riches marchands ou des propriétaires, parviennent à conquérir le contrôle des comités, lesquels, décidant de ce qui pouvait être importé et exporté, exerçaient une énorme influence sur la vie urbaine.

Des brochures comme armes

L'organisation politique de la vieille classe dominante ne disparut pas comme par enchantement. Elle s'appuyait, pour entretenir la déférence envers son pouvoir et neutraliser la résistance à l'Angleterre, sur les habitudes mentales de plusieurs générations.

Briser ces habitudes et cette déférence nécessitait à la fois une agitation et une propagande massives. L'agitation de masse prenait la forme de débats en faveur du boycott, de défilés contre les briseurs de boycott, de l'incendie des portraits des gouverneurs et des ministres britanniques, et du saccage des bâtiments. La propagande consistait à reprendre les arguments développés pour soutenir les anciens modes de pensée et à les détruire. Dans la seule année 1776, plus de 400 brochures et pamphlets furent publiés, ainsi qu'une grande quantité de journaux et de périodiques. Mais le rôle décisif fut tenu par un pamphlet de quarante pages écrit par un Britannique immigré de fraîche date, Tom Paine.

Paine était arrivé à Philadelphie au début de l'année 1775, muni d'une lettre de recommandation de Benjamin Franklin. C'était un représentant typique de la couche moyenne d'artisans et de petits commerçants qui commençaient à jouer un rôle central dans la vie politique. En Angleterre, il avait exercé les activités variées de corsetier qualifié, marin, agent d'octroi et aubergiste. Arrivant en Amérique à l'âge de quarante ans, il trouva un emploi dans un magazine nouvellement créé qui circulait dans le même milieu. Comme ses lecteurs, il

était partisan enthousiaste du boycott, non encore révolutionnaire. Il confia plus tard que « l'attachement à la Grande-Bretagne était obstiné, et c'était à l'époque une trahison que de parler contre elle¹⁸ ». Les événements de 1775 – en particulier la sévérité croissante de la répression – le firent changer d'avis, jusqu'à ce qu'il se convainquit de la nécessité d'une république indépendante. C'est ce qu'il présenta dans sa brochure intitulée *Common Sense (Le Sens commun)*, imprimée au début de l'année 1776.

Ce pamphlet, rédigé dans le langage de l'artisan et du marchand plutôt que dans celui du gouverneur et des parlementaires, n'était pas seulement une œuvre d'agitation. Il s'attachait à fournir des arguments généraux pour justifier les revendications de l'agitation, adoptant ainsi certaines idées intellectuelles en circulation au siècle précédent – celles de Hobbes, Locke, Voltaire et, probablement, de Rousseau – en les présentant de telle sorte que n'importe quel lecteur puisse les comprendre. Familiarisé avec les idées des Lumières lors de conférences scientifiques populaires ou dans des clubs de débat en Angleterre, il les retranscrivait désormais dans le langage du peuple, proclamant avec insistance qu'un « honnête homme a plus de valeur pour la société que tous les ruffians couronnés qui ont vécu ». Il n'avait que du mépris pour le prétendu « droit de régner » de George III, lié à sa descendance d'un « bâtard français » débarqué à la tête d'une troupe de « *banditti* ».

Le Sens commun connut un succès stupéfiant, se vendant peut-être à 150 000 exemplaires. Le politicien de Pennsylvanie Benjamin Rush raconta plus tard : « Ses effets sur l'esprit américain furent soudains et vastes. Il fut lu par des hommes publics, répété dans des clubs, déclamé dans les écoles, et prononcé, à une occasion, en lieu et place d'un sermon par un homme d'Église¹⁹. »

Ce fut l'un de ces moments de l'histoire au cours desquels les discussions amènent soudain les gens à voir les choses différemment. Le mouvement radical de Pennsylvanie y gagna en ardeur et se montra prêt à prendre des mesures révolutionnaires.

De nombreux riches marchands et grands propriétaires restaient loyaux envers la monarchie et continuaient à influencer des segments de la population qui n'avaient pas été impliqués dans la lutte des deux années précédentes. Ils gagnèrent trois sièges sur quatre dans une élection qui était vitale pour le contrôle de l'Assemblée, et il sembla que tout projet visant à obtenir le soutien de la Pennsylvanie pour une déclaration d'indépendance fût voué à l'échec. Sans un tel appui, rien ne serait possible pour les autres colonies.

Les partisans radicaux de l'indépendance comprirent qu'une seule voie s'ouvrait à eux (celle qui avait été choisie par la New Model Army pendant la révolution anglaise et qui devait l'être, à nouveau, par la révolution russe cent cinquante ans plus tard) : il leur fallait construire un mouvement militant en dehors de l'Assemblée pour renverser sa décision. Une réunion de 4 000 personnes appela à une convention de délégués pour décider de l'avenir de la colonie, et l'appel reçut le soutien du Comité de soldats (*Committee of Privates*), constitué de représentants de la milice de la colonie. La vieille Assemblée, n'ayant pas de force armée à sa disposition, fut soudain privée de tout pouvoir. Elle fut ajournée le 14 juin, pour ne plus jamais se réunir, et, le 18 juin, la convention adopta la Constitution la plus radicale qui n'ait alors jamais existé. Celle-ci donnait le droit de vote à 90 % de la population masculine, mais le refusait à quiconque n'abandonnerait pas toute allégeance à la royauté. Le terrain était défriché pour la Déclaration d'indépendance, qui fut votée par le Congrès continental quelques jours plus tard.

La fondation des tout nouveaux États-Unis ne fut possible que parce que la fraction de la population de Pennsylvanie qui était favorable à l'indépendance prit des mesures « dictatoriales » contre ceux qui étaient résolus à rester soudés à la monarchie.

La guerre civile dans la révolution

La révolution américaine est souvent présentée comme ayant fait couler relativement peu de sang, réduite à quelques batailles rangées entre deux armées régulières. En réalité, l'élément de « guerre civile » dont elle était porteuse a abouti, dans certains endroits, à des épisodes extrêmement sanglants. La région de la Tryon Valley, dans l'État de New York, était contrôlée par une puissante famille de propriétaires royalistes, les Johnson, qui entreprirent de mater toute forme d'opposition. « À la fin de la guerre, selon certaines estimations, 700 bâtiments avaient été brûlés, 12 000 fermes abandonnées, des centaines de milliers de boisseaux de céréales détruits, près de 400 femmes de rebelles étaient devenues veuves et 2 000 enfants de révolutionnaires orphelins²⁰. » Dans les lieux où les insurgés étaient en position de force, des mesures limitant les « droits de l'homme » durent être prises pour empêcher les royalistes d'apporter leur aide aux forces britanniques. Ainsi, des comités censurèrent les publications des royalistes, confisquèrent les terres de ceux qui rejoignaient leur armée, et annulèrent les dettes envers les marchands et financiers ennemis ; des foules enduisirent de goudron et de plumes des juges royalistes et promenèrent des *tories* nus dans les rues. New York avait été occupée par les Anglais pendant la plus grande partie de la guerre, et lorsque les insurgés y entrèrent, ils organisèrent une vindicte populaire contre ceux qui avaient collaboré avec l'occupant. Pas moins de 20 000 royalistes quittèrent la ville sur les vaisseaux anglais en 1783²¹. Si la lutte avait commencé comme une « *tea party* », elle ne s'achevait certainement pas en partie de plaisir.

En même temps que la guerre traînait en longueur et que les privations s'accroissaient, les comités devaient empêcher les exportations de denrées alimentaires dans les secteurs aux mains des royalistes et s'assurer que le peuple qui soutenait le mouvement avait de quoi se nourrir. Ils taxèrent plus lourdement les riches, contrôlèrent les prix et confisquèrent les domaines des traîtres. Ces mesures étaient nécessaires pour gagner la guerre, mais il s'agissait également de mesures qui bénéficiaient aux pauvres aux dépens des riches. La

révolte prenait forcément une dimension sociale en même temps que nationale.

Elle n'aurait pu réussir autrement. La stratégie britannique consistait à isoler les colonies les unes des autres en s'emparant de New York, à provoquer des souffrances en bloquant le commerce côtier, puis à mettre en mouvement des armées puissantes pour prendre des sites et des villes clés. Les Anglais s'attendaient à ce que leurs mercenaires mettent facilement en déroute les miliciens inexpérimentés, provoquant une démoralisation à un stade où l'engouement initial de la révolte commençait à se tarir. Ils espéraient également que les marchands et les propriétaires se retireraient de la rébellion et se soumettraient à la domination britannique en même temps que leurs armées connaissaient le succès.

Cette stratégie n'était pas sans finesse. En effet, les difficultés s'accumulant, l'enthousiasme retombait au sein des armées rebelles. Le gouvernement britannique comptait de nombreux collaborateurs à New York, et il y en eut davantage encore après que les Anglais eurent pris Philadelphie. De fait, les armées rebelles passèrent la plus grande partie de la guerre à reculer devant des troupes royalistes mieux équipées et plus disciplinées. Le gros des forces rebelles dut prendre ses quartiers d'hiver dans des conditions difficiles près de Philadelphie occupée. Si la stratégie britannique échoua finalement, ce fut pour une seule raison : les comités et l'agitation avaient cimenté la masse du peuple à la cause de la rébellion. Aussi longtemps qu'une résistance de masse persistait, l'armée rebelle pouvait épuiser les forces royalistes en faisant retraite devant elles et en choisissant le moment le plus adapté à une attaque surprise.

La guerre ne fut à aucun moment simplement réductible à la question des classes. En Virginie, les planteurs les plus riches s'étaient engagés avec entrain dans la lutte : George Washington, un planteur, commandait l'armée américaine, et Thomas Jefferson, également possesseur d'esclaves, rédigea la Déclaration d'indépendance. À New York, certains propriétaires terriens et certains marchands

soutenaient les Anglais, tandis que d'autres se rallièrent au camp opposé. En Pennsylvanie, même un nanti comme Benjamin Franklin parvint finalement à s'affranchir de ses réseaux amicaux au sein de l'*establishment* politique local pour devenir un indépendantiste fervent.

Enfin, l'une des clés du succès final résida dans l'alliance que contractèrent les indépendantistes avec la monarchie française, contre la Grande-Bretagne. Tandis que des conseillers français aidaient Washington à guider l'armée rebelle, la marine française s'employait à livrer des armes et à affaiblir l'emprise du blocus anglais.

De la même manière que des fractions de la classe supérieure avaient choisi le camp de la rébellion, de nombreux représentants des classes inférieure et moyenne ne s'étaient pas engagés dans la lutte pour l'indépendance. Parfois parce qu'ils ne considéraient pas la question fiscale comme suffisamment préjudiciable à leurs intérêts pour rompre des allégeances qu'ils avaient toujours considérées comme sacrées ; parfois parce que les personnalités locales les plus associées à la lutte étaient celles sous l'autorité desquelles ils avaient souffert par le passé. Ainsi, dans l'État de New York, de nombreux métayers rejoignirent le camp des Anglais parce qu'un propriétaire détesté leur était hostile ; de même, dans certaines contrées des Carolines du Nord et du Sud, des paysans pauvres prirent les armes et rejoignirent le camp conservateur à cause de leur ressentiment à l'égard de planteurs favorables à l'indépendance, ce qui conduisit, dans les deux camps, à des représailles sanglantes.

Les Britanniques parvinrent même à gagner davantage de soutien que les armées révolutionnaires auprès des deux groupes les plus opprimés d'Amérique du Nord : les esclaves noirs et les Amérindiens. Ainsi, lorsque le gouverneur royaliste de Virginie proposa d'accorder la liberté aux esclaves qui se battraient aux côtés des Anglais, un nombre non négligeable répondit à l'appel, et partit avec les armées anglaises à la fin de la guerre²². À l'inverse, en 1779, lorsque le Congrès suggéra d'offrir la liberté aux Noirs de Caroline et de Georgie en

reconnaissance de leur engagement dans l'armée des insurgés, les gouvernements des États ne voulurent même pas en entendre parler²³. Cela ne signifie pas que le mouvement indépendantiste était globalement pro-esclavagiste : en Nouvelle-Angleterre, une bonne partie des radicaux considéraient l'esclavage comme une abomination et de nombreux Noirs combattirent individuellement aux côtés des Blancs dans des milices locales. Le Massachusetts et le Vermont abolirent l'esclavage en 1780, et Philadelphie vota pour sa disparition par étapes. Dans le Maryland, des pauvres noirs et blancs évoquèrent la possibilité de faire cause commune, et même en Virginie certains planteurs commencèrent à considérer l'éventualité de se passer de cette institution qu'était l'esclavage²⁴.

De plus, les Britanniques eurent plus de facilité que les colons à se faire des alliés parmi les « Indiens », dans la mesure où aussi bien les pionniers que les spéculateurs s'employaient à leur extorquer des territoires, et certains parmi les combattants indépendantistes les plus radicaux étaient extrêmement hostiles aux peuples indigènes.

Pourtant, la révolution américaine fut bien plus que l'indépendance politique des colonies vis-à-vis de la Grande-Bretagne. La société qui émergea à l'issue de la guerre s'était débarrassée des caractéristiques appartenant au passé précapitaliste. Les droits féodaux des grands propriétaires fonciers de New York disparaissaient. La déférence du peuple envers les « grandes familles » était ébranlée. Dans les colonies du Nord et du Centre, des centaines de milliers de personnes étaient acquises aux idées d'égalité des hommes et de libération de l'oppression, des idées applicables aussi bien aux Noirs qu'aux Blancs. Pour de nombreux Européens adeptes des Lumières, le langage de la Déclaration d'indépendance paraissait un accomplissement, dans la vie réelle, de leurs idéaux.

Les forces radicales qui avaient tant fait pour que triomphe la révolution ne conservèrent nulle part le pouvoir dans leurs propres mains. À certains endroits, comme en Pennsylvanie, elles purent, pour un temps, mettre en place des mesures véritablement profitables aux

classes inférieure et moyenne. Dans certains États, les constitutions donnèrent le droit de vote à tous les hommes, avec des assemblées annuelles, des mesures pour protéger les paysans contre l'endettement et des contrôles sur les prix. Mais lorsque les États se mirent d'accord, en 1788, sur une Constitution fédérale, les forces favorables à la création d'un libre-échange panaméricain avaient pris le contrôle des assemblées d'État. Cela prépara le terrain à un changement économique opérant à une échelle qui n'aurait pas été concevable autrement, mais introduisit aussi la généralisation et l'intensification de formes nouvelles ou anciennes d'oppression et d'exploitation.

Chapitre 29

La Révolution française

« Ici et aujourd'hui commence une ère nouvelle dans l'histoire du monde », écrivait Goethe, le représentant le plus éminent des Lumières en Allemagne, à l'été 1792.

Un an auparavant, le patricien conservateur hollandais van Hagedorp avait perçu ce qui se tramait : « Dans toutes les nations », écrivait-il, deux grands partis se formaient : le premier, le parti de l'Église et de l'État, croyait à « un gouvernement exercé sur la masse du peuple par une ou plusieurs personnes, d'origine divine et soutenu par l'Église » ; l'autre déniait tout droit de gouverner qui « ne fut issu du libre consentement de ceux qui s'y soumettent » et « considérait toutes les personnes qui participaient au gouvernement comme responsables de leurs actes »¹.

L'enthousiasme de Goethe s'était cristallisé lors de la bataille de Valmy, dans le Nord de la France, qui avait vu ces deux grands « partis » s'affronter et le second gagner. Les forces de la Révolution française avaient vaincu les armées de la moitié des monarchies d'Europe.

Dix ans plus tôt, rien n'aurait paru plus absurde que l'idée d'une révolution en France, sans même parler d'un embrasement européen. La monarchie française régnait depuis plus d'un millénaire et jouissait d'un pouvoir incontesté depuis cent quarante ans. Louis XIV, le « roi soleil », et son grand palais de Versailles symbolisaient la consolidation d'un « absolutisme » installé dans la durée et qui avait fait de la France la plus grande puissance d'Europe. Tel avait été l'héritage de ses successeurs Louis XV et Louis XVI.

Pourtant, à l'été 1789, ce pouvoir avait brusquement commencé à se désintégrer. Le roi, Louis XVI, avait convoqué des représentants des trois « états » qui constituaient la société française – le clergé, la noblesse et le reste de la population, le « tiers état » – pour discuter des augmentations d'impôts. Mais les représentants du tiers état, refusant aussi bien de s'incliner devant les nobles que de faire ce que le roi leur demandait, se proclamèrent « Assemblée nationale ». Réunis dans une salle de jeu de paume après avoir été expulsés par le roi, ils firent le serment de ne pas se séparer tant qu'il ne leur aurait pas donné une constitution. Le roi répondit en appelant 20 000 soldats et en renvoyant son ministre principal, Necker, suspecté de sympathies pour l'appel à la réforme.

Les délégués du tiers état étaient tous issus de la classe moyenne respectable, et même de ses éléments les plus riches pour la plupart. La moitié d'entre eux étaient des avocats, le reste essentiellement des négociants, des banquiers, des hommes d'affaires et des propriétaires terriens. Il n'y avait pas un seul artisan ou paysan. Presque tous étaient convaincus de la pertinence de la monarchie, quoique « constitutionnelle », et de la nécessité, dans tout système électoral, d'un suffrage censitaire fondé sur la propriété. Mais ils n'étaient pas prêts à être purement et simplement rabroués, et les discussions de Versailles créèrent une effervescence parmi une foule de Parisiens, qui ne s'étaient jusqu'alors jamais intéressés à la politique. Des clubs virent le jour, constitués au début de membres aisés de la classe moyenne, où l'on discutait des événements. Quantité de gazettes et de brochures parurent. Près de 400 représentants de la classe moyenne parisienne se réunirent à l'Hôtel de Ville et se proclamèrent conseil municipal, ou « Commune ».

1787-1788	La réaction aristocratique résiste aux impôts sur les grands domaines, le roi consent à convoquer les États généraux.
Avril 1789	Réunion des États généraux à Versailles.
Juin 1789	Les délégués du tiers état s'autoproclament Assemblée nationale.
Juillet 1789	La foule parisienne prend la forteresse de la Bastille.
Octobre 1789	Marche des femmes sur Versailles, le roi est ramené à Paris, la Garde nationale de La Fayette commence à contrôler la ville, monarchie constitutionnelle.
Juillet 1790	Fête de la Fédération à Paris, célébration de l'« harmonie » entre le roi et le peuple.
Printemps 1791	Le roi tente de s'enfuir de Paris.
Juillet 1791	Fusillade du Champ de Mars.
Août 1791	Début de la révolte des esclaves à Saint-Domingue (Haïti).
Septembre 1791	Constitution avec un suffrage censitaire très limitatif.
Janvier 1792	Émeutes de la faim à Paris.
Avril 1792	Le gouvernement girondin déclare la guerre à l'Autriche et à la Prusse, sérieuses défaites militaires.
Août 1792	Journée insurrectionnelle à Paris, arrestation du roi, Danton entre au gouvernement.

Septembre 1792	Victoire de Valmy, élection de la Convention au suffrage universel masculin.
Janvier 1793	Exécution du roi.
Février 1793	La Grande-Bretagne se joint à la guerre.
Printemps 1793	Avance des armées d'invasion sur Paris, soulèvements royalistes dans l'Ouest de la France (Vendée).
Mai-juin 1793	Insurrection à Paris, gouvernement jacobin dirigé par Robespierre et Danton, guerre civile.
Été 1793	Meurtre de Marat, fin de tous les droits féodaux, les royalistes livrent Toulon aux Anglais.
Septembre 1793	Les sans-culottes parisiens envahissent la Convention, loi fixant le maximum des prix, début de la Terreur.
Octobre- décembre 1793	Défaites des révoltes royaliste et girondine.
Février 1794	Les Jacobins abolissent l'esclavage dans toutes les possessions françaises.
Mars-avril 1794	Exécutions d'Hébert, puis de Danton, par les Jacobins, les armées révolutionnaires sont victorieuses sur tous les fronts.
Juin-juillet 1794	La Grande Terreur.

Juillet 1794	Thermidor, exécution de Robespierre et d'autres Jacobins.
Novembre- décembre 1794	Fermeture du club des Jacobins, abrogation de la loi du maximum.
Mars-mai 1795	Répression sévère du dernier soulèvement populaire, 1 200 arrestations, 36 exécutions.
Septembre 1795	Nouvelle Constitution avec suffrage censitaire restreint, le gouvernement s'appuie sur Napoléon Bonaparte pour réprimer un soulèvement royaliste, le pouvoir passe entre les mains d'un Directoire de cinq membres.
Novembre 1799	Bonaparte s'empare du pouvoir, devient Premier Consul.
1804	Bonaparte s'autoproclame empereur, il sera Napoléon I ^{er} .

La prise de la Bastille et ses suites

Les rumeurs d'un coup d'État militaire imminent agitaient comme jamais auparavant les Parisiens. Le 12 juillet, des habitants des quartiers pauvres manifestèrent massivement, saisissant tous les mousquets qu'ils pouvaient trouver. Deux jours plus tard, une foule se dirigea vers le symbole de la domination royale sur la ville, la forteresse de la Bastille, avec ses remparts de trente mètres de haut et ses fossés de vingt-cinq mètres de large. Il ne s'agissait pas seulement d'une manifestation de protestation. De la poudre destinée aux mousquets était entreposée dans le bâtiment et d'innombrables opposants au régime y avaient été emprisonnés. La foule était déterminée à s'en

emparer. Les défenseurs ouvrirent le feu avec leurs canons. Trois heures de tirs suivirent, faisant quatre-vingt-trois victimes. Le peuple amena les canons qu'il avait pris aux Invalides. Après avoir menacé de faire sauter la forteresse et le quartier populaire qui l'entourait, le commandant livra la Bastille au peuple. La Révolution avait pris le contrôle de la capitale – un exemple bientôt imité, ville après ville, dans tout le pays.

La chute de la Bastille fut le premier tournant important de la Révolution. L'action des Parisiens donna à l'Assemblée nationale l'audace de décréter l'abolition du féodalisme (même si elle attendait des paysans qu'ils versent des compensations pour la disparition des droits féodaux) et de voter une « déclaration des droits de l'homme » comparable dans sa tonalité à la Déclaration d'indépendance américaine. Une nouvelle action des masses mit en échec une autre tentative, de la part du roi, d'organiser un coup d'État militaire. Les femmes des quartiers pauvres marchèrent sur Versailles à la tête de 20 000 hommes armés. Elles pénétrèrent dans le palais et obligèrent le roi à rentrer avec elles à Paris, où il serait mis sous surveillance populaire.

On était encore loin, très loin, d'un renversement de la monarchie. La foule qui avait attaqué la Bastille et les femmes qui avaient marché sur Versailles l'avaient fait en grande partie de leur propre initiative, poussées par la pénurie de nourriture qui frappait les quartiers pauvres aussi bien que par la haine des amis aristocrates du roi. Mais elles acceptaient toujours la direction des représentants officiels du tiers état, des hommes issus de la couche supérieure de la classe moyenne qui ne désiraient que des changements limités. Ceux-ci concentrèrent la nouvelle force armée de Paris entre les mains d'une Garde nationale recrutée presque exclusivement parmi les éléments aisés de la classe moyenne. À ses destinées présidait La Fayette, aristocrate et ancien général, dont les certificats « démocratiques » provenaient de son action comme conseiller militaire français dans la guerre d'indépendance américaine. Sous sa direction, l'Assemblée se mit en devoir de rédiger une constitution qui restreignait le suffrage,

par un système censitaire rigoureux, aux soi-disant citoyens actifs, et qui laissait au roi le pouvoir de suspendre les lois nouvelles pendant deux ans. On attendait du peuple qu'il se réjouisse d'un ordre nouveau bâti autour de l'« unité » du roi et de l'Assemblée, des riches et les pauvres. Ce fut le cas de beaucoup, du moins au début. Il y eut un sentiment général de libération et d'exaltation lorsque le roi, les ex-aristocrates, la classe moyenne et les masses parisiennes célébrèrent ensemble le premier anniversaire de la prise de la Bastille lors d'une grande fête de la Fédération.

Mais le sentiment d'unité ne dura pas. Les aristocrates, même s'ils conservaient leurs richesses, ressentaient amèrement la perte de leurs anciens privilèges. Nombreux furent ceux qui émigrèrent à l'étranger, d'où ils conspirèrent en lien avec ceux qui étaient restés au pays pour œuvrer au renversement de la Révolution. Le roi et la reine entretenaient une correspondance secrète avec d'autres monarques, les exhortant à une intervention militaire.

Parallèlement, la colère grondait parmi les masses, tant rurales que citadines, car les conditions matérielles ne s'améliorèrent pas. Déjà, l'été 1789 avait donné naissance à une vague de mécontentement dans la paysannerie – la « grande peur » – qui entraîna occupation de châteaux et destruction de titres de droits féodaux. Dans les grandes villes et sur les marchés, l'agitation se diffusait, provoquée par la pénurie alimentaire, les hausses de prix et le chômage, et se mêlait à une haine des aristocrates et des spéculateurs. Les idées étaient alors en effervescence, encouragées par la prolifération des journaux – ils furent 250 à voir le jour dans les six derniers mois de 1789 – et l'influence des clubs politiques. Le plus connu était le club des Jacobins, à Paris, conduit par un avocat originaire d'Arras, Robespierre, et auquel correspondaient quantité d'autres clubs similaires dans tout le pays. Le club des Cordeliers – plus populaire grâce à une adhésion moins coûteuse – était animé par Danton, lui aussi avocat. Ses membres étaient très influencés par le quotidien de Jean-Paul Marat, *L'Ami du peuple*.

Pourtant, pendant plus de deux ans, la monarchie constitutionnelle « modérée » de La Fayette domina la scène politique. La tentative du roi de fuir Paris, en juin 1791, pour rejoindre des armées contre-révolutionnaires rassemblées près de la frontière, ne fut mise en échec que par la promptitude d'un maître de poste villageois à faire appel à la milice locale. La faction dominante de l'Assemblée rejeta toute atteinte à la monarchie. « La Révolution est terminée », proclamaient ces députés, se faisant l'écho d'une rumeur affirmant que le roi avait été enlevé. « Le plus grand danger », disait Barnave, l'un de leurs leaders, serait « la destruction de la monarchie », parce qu'elle signifierait la « destruction du concept de propriété »². Jean-Paul Marat fut contraint de se cacher, s'exilant momentanément en Angleterre. Les lois Le Chapelier interdirent les syndicats et les grèves. La Garde nationale ouvrit le feu sur des milliers de personnes faisant la queue pour signer une pétition républicaine sur le Champ de Mars – le lieu de la fête de la Fédération quelque douze mois plus tôt. Cinquante personnes furent tuées, dans un massacre rarement mentionné par ceux qui larminoient sur le sort qu'allait plus tard connaître la reine Marie-Antoinette.

Cependant, la répression ne pouvait endiguer la montée de l'agitation populaire. La pénurie, la vie chère et le chômage poussaient au désespoir les artisans et les petits commerçants (appelés « sans-culottes » parce qu'ils ne portaient pas la culotte des classes aisées), ainsi que les journaliers. En janvier et février 1792, Paris connut plusieurs émeutes de la faim, tandis que dans les campagnes des bandes de paysans miséreux assaillirent les marchés pour imposer des baisses de prix sur le blé et le pain. Hébert, un Jacobin, publiait un journal, *Le Père Duchesne*, spécialement destiné à un lectorat sans-culotte. Jacques Roux, un prêtre populaire qui exerçait dans les quartiers les plus indigents, mit sur pied un contingent de partisans qui exaltaient la haine élémentaire des pauvres pour les aristocrates et les riches ; ils furent bientôt désignés par leurs ennemis sous le nom d'« Enragés ». Un nombre toujours plus grand de sans-culottes adhéraient aux clubs

politiques et se massaient dans les réunions périodiques des « sections » des quartiers de Paris. Une organisation révolutionnaire de femmes dirigée par une ancienne actrice, Claire Lacombe, rassembla et unifia celles qui avaient participé aux protestations de la faim et à la marche sur Versailles.

La répression ne pouvait pas non plus ignorer les divisions au sommet de la société. Le roi et la reine continuaient à comploter avec les armées contre-révolutionnaires étrangères. Les « modérés » qui tenaient les rênes du gouvernement se retournèrent les uns contre les autres, déchirés entre la peur des complots et la crainte des masses d'en bas. À l'intérieur du club des Jacobins, un groupe connu sous le nom de Brissotins (du nom d'un de leurs dirigeants, Brissot) ou de Girondins, dont les membres se considéraient comme moins radicaux que Robespierre et Danton, commença à manœuvrer pour remplacer La Fayette.

Chacun de ces groupements rivaux voyait une solution simple à leurs problèmes : la guerre contre les armées étrangères massées aux frontières du Nord de la France. Le roi pensait que la guerre mènerait à la défaite face à des troupes étrangères qui le rétabliraient dans tous ses pouvoirs. La Fayette comptait sur ce tremplin pour devenir un dictateur potentiel. Les Girondins espéraient bénéficier d'une vague d'enthousiasme nationaliste. L'opposition la plus déterminée à la guerre venait de Robespierre, si souvent représenté par les historiens et les romanciers populaires comme un monstre assoiffé de sang. Il proclamait, au club des Jacobins, qu'un conflit ouvrirait la porte à la contre-révolution. Mais il ne put empêcher les Girondins de s'entendre avec le roi pour former un gouvernement et déclarer la guerre à l'Autriche et à la Prusse en avril 1792.

La guerre révolutionnaire

Les débuts de la guerre furent désastreux. L'armée française subit de sévères défaites – en partie parce que ses généraux avaient tendance à passer à l'ennemi – et le roi essaya de tirer parti du chaos qui en résultait comme excuse pour se débarrasser des Girondins. Le duc de Brunswick proclama, au nom des armées d'invasion, qu'il exercerait une « vengeance exemplaire » en cas de victoire et qu'il « livrerait Paris à la soldatesque et punirait les rebelles comme ils le méritaient »³.

La menace de contre-révolution eut l'effet inverse de celui désiré. Elle provoqua une nouvelle montée de l'activité des masses, qui craignaient que tout ce qu'elles avaient gagné au cours des trois dernières années ne soit anéanti par une invasion étrangère. Des milliers de personnes, « citoyens passifs » considérés comme trop pauvres pour voter, affluèrent dans les *sections*, ces assemblées régulièrement tenues dans chaque quartier de Paris. Un appel de l'Assemblée nationale à des volontaires pour combattre l'invasion contre-révolutionnaire recueillit 15 000 signatures rien qu'à Paris. Les fédérés, partisans enthousiastes et actifs de la Révolution dans les provinces, commencèrent à marcher vers la capitale – notamment ceux de Marseille, dont le chant de marche devait devenir l'hymne de la Révolution. Quarante-sept sections, sur les quarante-huit que comptait Paris, exigèrent la proclamation de la République. Les unités de la Garde nationale stationnées dans les quartiers miséreux étaient de plus en plus influencées par l'humeur révolutionnaire.

Les pauvres n'étaient pas les seuls à redouter une contre-révolution : les fractions radicales de la classe moyenne dirigées par Robespierre, Danton et Marat sentaient que la défaite leur serait fatale si elles n'intensifiaient pas la Révolution. C'est ce qu'elles firent le 10 août 1792, deuxième grand tournant de la Révolution. Des dizaines de milliers de sans-culottes des sections se lièrent aux fédérés pour marcher sur le palais des Tuileries. Des gardes nationaux, censés défendre le roi, se joignirent à l'insurrection, qui battit les troupes

royales à l'issue d'une bataille dans laquelle 600 royalistes et 370 insurgés furent tués.

Les masses parisiennes avaient à nouveau le contrôle de la ville. L'Assemblée, constituée de représentants « modérés » élus au suffrage censitaire moins d'un an auparavant, s'inclina devant le nouveau pouvoir. Elle vota la suspension du roi, reconnut la nouvelle Commune révolutionnaire fondée sur les sections parisiennes et organisa de nouvelles élections sur la base du suffrage universel masculin. Les Girondins obtinrent la majorité et la direction du gouvernement, mais durent céder trois postes aux Jacobins – notamment à Danton, qui devint ministre de la Justice.

Ces changements n'étaient pas, à eux seuls, suffisants pour vaincre la menace extérieure. L'armée française continua à essuyer des revers et les armées étrangères – désormais rejointes par les émules de La Fayette – à marcher sur Paris. La capitale grouillait de hordes de nobles et de royalistes, nombre d'entre eux enfermés dans des prisons mal gardées, qui attendaient l'occasion de se venger des humiliations subies. Le corps des officiers de l'armée et l'administration gouvernementale étaient truffés de sympathisants royalistes.

Seuls deux éléments pouvaient atténuer la menace pesant sur la Révolution : d'une part envoyer au front, pour faire face à l'ennemi, un grand nombre de volontaires révolutionnaires voulant en découdre et, d'autre part, à l'arrière, passer à l'action de façon décisive pour mettre les monarchistes et les aristocrates hors d'état de nuire. Les Girondins, qui dominaient le gouvernement, n'étaient capables de mener à bien aucune de ces deux tâches. Mais Danton faisait montre de l'énergie nécessaire pour canaliser le sentiment populaire. « De l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace » était son slogan pour amener les volontaires révolutionnaires des quartiers pauvres de Paris à insuffler une vie nouvelle dans les armées du front.

À Paris également, les masses jouèrent un rôle décisif. Encouragées par Marat, elles prirent en main l'écrasement de la Contre-Révolution à l'arrière. Elles descendirent dans les prisons et exécutèrent

sommairement tous ceux qu'elles pensaient être royalistes : cet épisode deviendra connu sous le nom de « massacres de Septembre ».

Cette action était la réponse d'une foule qui savait qu'elle connaîtrait elle-même la potence ou la guillotine si l'ennemi prenait Paris, et qui savait aussi que beaucoup d'individus haut placés étaient prêts à collaborer avec cet ennemi. Elle avait déjà vu souffrir des amis et des voisins – dans les massacres du Champ de Mars, dans la boucherie du front où les officiers sympathisaient avec l'ennemi, et de la faim causée par la pénurie de pain. Elle se devait d'agir. Malheureusement, dans la panique et en l'absence d'une organisation qui leur fût propre pour les guider, les foules furent facilement portées à des tueries sans distinction dans les prisons, de telle sorte que des prisonniers ordinaires furent frappés de la même manière que les opposants enragés à la Révolution. Cependant, l'action eut pour effet d'intimider et de neutraliser la cinquième colonne royaliste dans la ville.

Le 20 septembre, l'armée révolutionnaire stoppa l'avance des forces d'invasion à Valmy. Le jour suivant, la nouvelle Convention – le premier corps législatif de l'histoire à être élu par toute la population masculine majeure – abolissait la monarchie et proclamait en France la « République une et indivisible ».

Non seulement la royauté était supprimée, mais disparaissaient aussi de très nombreux éléments qui auraient été considérés comme inamovibles à peine trois ans auparavant. Les vestiges du féodalisme furent balayés dans les faits comme en paroles, à l'image des dîmes que le peuple avait été contraint de payer pour entretenir évêques et abbés dans le luxe. Les superstitions de l'Église n'étaient désormais plus soutenues par la puissance de l'État. Des projets pour encourager l'éducation et étendre la connaissance scientifique furent élaborés, introduisant les idées des Lumières dans la vie de tous les jours. Les postes d'octroi, impôts intérieurs qui handicapaient les circuits commerciaux au bénéfice de notables locaux, furent supprimés. Dans les

unités de la milice de volontaires, au front, les soldats du rang votèrent pour que certains de leurs camarades deviennent officiers.

Il n'est pas surprenant que Goethe ait pensé qu'une ère nouvelle avait commencé. Pourtant, la Révolution était loin d'être terminée. Les deux années suivantes furent celles d'un approfondissement de la radicalisation, aussi bien dans le gouvernement qu'à la base de la société. Puis, à l'été 1794, la vague révolutionnaire retomba soudainement, permettant à de nouvelles inégalités et à d'anciens privilèges de réapparaître dans ce qui devait devenir, finalement, une nouvelle monarchie. Au cours de ce processus se produisit la fameuse « Terreur », qui a empêché tant de gens de comprendre – et d'aimer – la Révolution. L'exécution du roi, décidée à une majorité très étroite, fut suivie de l'exécution de nombreux autres aristocrates, ainsi que de la reine. Puis les Jacobins envoyèrent les dirigeants girondins à la guillotine ; Robespierre et Saint-Just firent guillotiner Danton et Hébert ; et, finalement, Robespierre et Saint-Just eux-mêmes furent envoyés à l'échafaud par les thermidoriens – une coalition d'anciens partisans des Girondins et de Danton et Hébert. C'est ce spectacle sinistre qui popularisa le dicton « la révolution dévore toujours ses propres enfants⁴ » – et, avec lui, l'implication que les révolutions sont toujours des entreprises futiles et sanglantes.

Cette généralisation est inexacte. La révolution anglaise n'a pas dévoré ses dirigeants – cette tâche a été laissée aux bourreaux de la Restauration –, pas plus que la révolution américaine. Et c'est également une observation qui empêche malheureusement de comprendre les véritables forces alors à l'œuvre en France.

Les racines de la Révolution

Tout récit condensé d'événements révolutionnaires se concentre nécessairement sur les principaux faits et les personnalités de premier plan. Mais une révolution est toujours davantage que cela.

Elle implique un changement soudain dans l'équilibre des forces sociales, résultant de développements lents, souvent imperceptibles, étalés sur de longues périodes, et ne peut être comprise qu'en examinant ces développements.

Au sommet de la vieille société – généralement désignée sous le nom d'« Ancien Régime » – trônaient la monarchie et la noblesse. L'aristocratie féodale traditionnelle de la noblesse d'épée conservait en France une position privilégiée qu'elle avait perdue depuis longtemps en Grande-Bretagne. La monarchie française avait, au cours des siècles, réduit considérablement le pouvoir indépendant des grands seigneurs, en utilisant les villes et la nouvelle classe des bourgeois fortunés comme contrepoids à l'influence des grands aristocrates. Les souverains des XVI^e et XVII^e siècles avaient donné à cela une expression institutionnelle en vendant des positions dans l'administration de l'État et les tribunaux aux enfants des classes possédantes, qui devinrent bientôt une nouvelle noblesse héréditaire, la noblesse de robe. Ce groupe dominait les cours de justice (les « parlements ») qui appliquaient les décisions royales.

Il existait enfin une autre forme de noblesse, constituée par les « princes » de l'Église : les évêques et les abbés. Ceux-ci jouissaient de richesses semblables à celles des grands aristocrates, tandis que l'ensemble des prêtres vivait dans des conditions qui n'étaient guère préférables à celles des paysans. Les membres du haut clergé devaient leur situation au patronage royal, qui, à son tour, dépendait de l'influence de la cour. Il était donc possible pour un homme comme Talleyrand – membre d'une des vieilles familles de l'aristocratie française, « totalement dépourvu des vertus qui font les apôtres⁵ » et qui n'avait même pas été ordonné prêtre – de se voir attribuer une importante abbaye à l'âge de vingt et un ans. Comme les nobles, les membres du haut clergé ne payaient pas d'impôts, mais percevaient les rentes et les droits féodaux de grands domaines fonciers ainsi que les dîmes de l'Église.

Aucune fraction importante de la noblesse ne manifestait le désir de renoncer à ses privilèges. De fait, alors que les coûts nécessaires au maintien d'un train de vie luxueux augmentaient, la noblesse entreprit de les accroître, en se montrant d'une plus grande sévérité dans la perception des droits féodaux, en s'emparant de parcelles de propriété communale des villages ruraux, et en monopolisant des situations lucratives dans l'État, l'armée et l'Église. On peut parler d'une « violente réaction aristocratique⁶ ».

À l'époque, la France connaissait une croissance industrielle considérable, en particulier dans la production artisanale rurale. Selon une estimation fiable, l'économie eut un taux de croissance de 1,9 % par an pour l'ensemble du XVIII^e siècle⁷. La production textile s'accrut de 250 %, celle du charbon fut multipliée par sept ou huit, et celle de l'acier passa de 40 000 à 140 000 tonnes. En 1789, un cinquième de la population française était employé dans l'industrie ou dans l'artisanat⁸.

La classe fortunée des grands négociants (en particulier dans les ports de l'Atlantique liés aux colonies sucrières des Indes occidentales), des « fabricants » et, parfois, des industriels (comme la poignée de monopolistes qui contrôlaient l'industrie de l'imprimerie) croissait en taille et en richesse. La position des riches bourgeois constituait une anomalie. En termes formels et légaux, ils étaient inférieurs à tout membre de la noblesse, mais ils étaient souvent plus riches, et capables d'exercer une influence considérable sur la monarchie. De plus, ils pouvaient acquérir des terres qui leur donnaient des droits féodaux sur la paysannerie et pouvaient tirer des profits des fonctions de « fermiers » d'impôts pour le régime. En dessous d'eux, les bourgeois subalternes étaient complètement dépourvus de toute influence. Mais eux aussi, souvent, utilisaient l'argent que leurs familles avaient gagné dans le négoce, la boutique ou l'artisanat de luxe pour investir dans des domaines fonciers ou pour acheter des charges professionnelles. Ces deux groupes de la bourgeoisie ressentaient avec amertume la discrimination exercée contre eux par les aristocrates,

mais ils ne se positionnaient pas pour autant comme révolutionnaires face à la monarchie absolue. En réalité, ils pouvaient tout aussi bien s'en remettre au roi pour les protéger contre l'aristocratie.

Coincés entre la bourgeoisie et les pauvres des villes se trouvaient les commerçants et les artisans. Ils s'étaient traditionnellement appuyés sur des guildes et corporations parrainées par l'État pour réguler les prix et protéger leurs revenus. Or le développement du marché rendait ce soutien de moins en moins efficace pour leur garantir une sécurité. Un changement soudain dans les conditions du marché pouvait avoir pour résultat de les priver de revenu, tandis que l'augmentation du prix du pain après de mauvaises moissons – comme à la fin des années 1780 et à nouveau au début des années 1790 – pouvait les amener à un état proche de la famine. De plus, une proportion croissante de la main-d'œuvre des artisanats et des petits commerces était composée de journaliers – employés – qui ne pouvaient espérer posséder leur propre entreprise. Ceux-ci avaient peu de choses en commun avec les artisans et commerçants qui demeuraient conservateurs et de mentalité corporative.

La paysannerie constituait l'essentiel de la société française. Elle variait énormément d'une région à une autre. Dans quelques rares endroits, elle avait subi des mutations semblables à celles intervenues en Grande-Bretagne, avec l'émergence d'agriculteurs capitalistes employant des techniques innovatrices. Le nombre de paysans dont la production était orientée vers le marché (par la culture de la vigne ou par le filage et le tissage combinés au travail de la terre) y était plus important, mais leurs exploitations demeuraient de taille réduite. Beaucoup louaient des terres à des propriétaires, ou partageaient les récoltes avec ceux-ci, ce qui les laissait sans ressources pour entreprendre des améliorations agricoles, même si certains pouvaient employer un nombre limité de salariés. Enfin, pour un très grand nombre, malgré l'absence du servage formel, les conditions d'existence restaient peu différentes de celles de l'époque médiévale. Pourtant, presque tous ces paysans avaient des caractéristiques communes. Ils se sentaient

comme possesseurs de la terre, même s'ils devaient payer des redevances féodales aux propriétaires, des dîmes à l'Église qui pouvaient atteindre 9 % de la récolte, et, la plupart du temps, pour couronner le tout, des fermages. Pire, ils devaient payer de lourds impôts dont la noblesse et le clergé étaient exemptés. Ces charges avaient pour résultat d'immenses souffrances si la récolte était mauvaise ou si le prix des marchandises qu'ils devaient acheter venait à augmenter.

L'interrelation complexe entre la monarchie, l'aristocratie, les différentes fractions de la bourgeoisie et les groupes variés de la paysannerie a conduit certains historiens « révisionnistes » à proclamer que la Révolution ne pouvait être expliquée en termes de classes⁹. Selon eux, la bourgeoisie était davantage susceptible d'obtenir ses revenus des fonctions légales, de la propriété foncière ou même des droits féodaux que de l'industrie moderne. Par conséquent, elle ne pouvait être une classe partisane d'un nouveau mode de production, le capitalisme, en opposition à une noblesse et à une monarchie assises sur le féodalisme. Ces historiens considèrent que leur thèse est confirmée par la faible implication des grands industriels dans le camp révolutionnaire et le nombre considérable de marchands qui prirent le parti du roi.

D'un point de vue factuel, certains de leurs arguments sont incontestables. La bourgeoisie, en tant que classe, ne s'est certainement pas opposée farouchement à l'ordre ancien. Elle avait, au cours des siècles, grandi à l'ombre de cet ordre et lui était liée, tant idéologiquement que financièrement, par mille attaches. Les personnalités dirigeantes de la Révolution n'étaient pas des financiers ou des capitalistes industriels, mais des avocats, comme Danton et Robespierre, des journalistes, comme Desmoulins, ou même d'anciens médecins de la classe dominante, comme Marat. Pour autant, les conclusions tirées par les révisionnistes sont fondamentalement erronées. L'entrelacement de leurs intérêts n'a pas empêché la bourgeoisie et la noblesse d'être attirées par des conceptions opposées de la société française. L'une était tournée vers le passé, défendant bec et ongles les privilèges

aristocratiques et les droits féodaux contre tout changement. L'autre portait son regard vers une société construite autour de l'égalité formelle du marché, où la seule ascendance ne pouvait freiner un homme déterminé à réussir. Certes, la bourgeoisie a maintes fois hésité devant les mesures nécessaires pour mettre au monde ce modèle de société. Mais au moment du triomphe de celui-ci, elle n'a certainement pas pris avec dégoût le chemin de l'exil, comme le firent la plupart des aristocrates.

La division de la société autour de ces pôles opposés n'a pas été, pour commencer, provoquée par la bourgeoisie, mais par la réaction aristocratique. À l'instar des révolutions anglaise et américaine, les premiers soulèvements ne furent pas provoqués par des exigences nouvelles de la part de la masse du peuple, mais par la tentative de l'Ancien Régime de faire reculer les choses.

L'argent était devenu, dans les années 1780, la préoccupation centrale de la monarchie française. Elle avait dépensé des sommes colossales lors de la guerre de Sept Ans contre l'Angleterre et la Prusse, et plus encore dans la guerre américaine contre la Grande-Bretagne. La banqueroute menaçait si elle ne trouvait pas un moyen d'accroître ses rentrées fiscales. Mais elle se heurtait à une quasi-impossibilité. Les nobles et le clergé étant exemptés d'impôts, la charge fiscale reposait sur les classes inférieures ; or celles-ci avaient atteint un point limite et ne pouvaient tout simplement plus en supporter davantage. Le niveau de vie moyen était en chute libre dans les campagnes, tandis que les salaires payés dans les villes n'avaient augmenté que de 22 %, face à une hausse des prix de 65 %¹⁰. De plus, la méthode de perception des impôts était désespérément inefficace, des sommes considérables étant détournées par les « fermiers généraux » chargés de les collecter.

Le roi se montra un moment inquiet de la gravité de la situation. Il nomma en 1786 un ministère « réformateur », qui présenta un plan pour rationaliser le système fiscal en l'étendant aux immenses possessions foncières de la noblesse et de l'Église. L'aristocratie s'étrangla de

fièvre. Une assemblée de « notables » choisis par le roi rejeta la proposition. Lorsque de nouvelles réformes furent proposées, la *noblesse de robe* des *parlements* provinciaux refusa de les appliquer. Et, lorsque les ministres essayèrent de se passer de leur avis, ils organisèrent des protestations publiques, qui se transformèrent en émeutes dans plusieurs endroits. Lors de ces manifestations, la noblesse était encore capable d'obtenir le soutien de nombreux éléments des autres classes. Après tout, parler d'augmenter les impôts pouvait être ressenti comme une menace pour certains membres de la bourgeoisie et de la paysannerie.

La noblesse, qui se considérait comme le chef de file naturel de la société, avait l'illusion de pouvoir bénéficier d'un soutien populaire pour faire plier le gouvernement à sa volonté. Sa revendication centrale était l'organisation d'États généraux – une assemblée qui n'avait pas été convoquée depuis 1614. En donnant son accord, en mai 1789, le roi satisfaisait aux exigences réactionnaires de l'aristocratie, et non à un quelconque mouvement progressiste de la bourgeoisie ou des classes inférieures.

Pourtant, cette concession à l'aristocratie contraignit les autres classes à s'organiser. Celles-ci furent invitées à choisir des représentants du tiers état. Dans les villes, cela signifiait que des assemblées nommaient des « électeurs » qui votaient pour des délégués. À la campagne, les villageois désignaient les personnes chargées de les représenter dans des réunions régionales lors desquelles se prenaient les décisions. La masse du peuple n'avait aucune expérience en la matière, et accordait habituellement sa confiance à ceux qui savaient parler. Le résultat fut que l'assemblée du tiers état fut dominée par des avocats et autres membres aisés de la classe moyenne. Néanmoins, le processus de sélection des délégués encouragea des millions de gens à penser, pour la première fois, à ce qu'ils attendaient de la société. Dans les villages et les villes de toute la France furent rédigés des cahiers de doléances – des listes de revendications qu'on demandait aux États généraux de satisfaire. Les discussions aboutirent à ce que des groupes

militants commencent à se former dans les quartiers pauvres de Paris, ceux-là même qui devaient prendre la Bastille en juillet et marcher sur Versailles en octobre. Cela contribua aussi à susciter une certaine effervescence parmi les paysans, qui allait bientôt déborder en une révolte contre les nobles locaux durant l'été de 1789.

L'offensive réactionnaire de l'aristocratie fit se dresser la classe moyenne et permit à ses représentants de prendre confiance en eux au moment où les États généraux se réunirent. Ils n'avaient pas la moindre intention révolutionnaire, étaient encore épris de la monarchie et, plutôt que de l'abolir, souhaitaient minorer les prétentions de l'aristocratie et mettre fin à ses privilèges arbitraires et à son arrogance. Mais ils n'étaient pas disposés à recevoir des ordres et se sentaient enhardis par l'effervescence sociale. Ainsi, leurs gestes de défi – la proclamation des « droits de l'homme », les déclarations sur la fin du féodalisme – pouvaient être suivis de compromis qui laissaient au roi des pouvoirs considérables et à l'aristocratie ses propriétés.

Mais la réaction aristocratique n'allait pas être étouffée si vite. Aussi longtemps que les aristocrates conservaient le contrôle de leurs fortunes, de leurs domaines fonciers et du corps des officiers de l'armée, ils allaient tenter de rétablir leurs anciennes positions privilégiées.

Réformistes, révolutionnaires et sans-culottes

Les mouvements populaires qui avaient soutenu l'assemblée de la classe moyenne à l'été 1789 avaient, pour la première fois, soulevé les classes inférieures, soudain résolues à en finir avec leur misère. Prenant véritablement conscience que la richesse de la minorité et la pauvreté de la multitude étaient deux faces de la même médaille, elles identifièrent de prime abord la richesse avec l'aristocratie, avant de tourner assez vite leur regard vers ces fractions de la

bourgeoisie qui singeaient l'aristocratie ou qui s'enrichissaient comme « fermiers généraux », propriétaires ou spéculateurs.

L'agitation de 1789 avait jeté dans l'arène politique des milliers d'activistes issus de la classe moyenne, qui fréquentaient les clubs, lisaient la masse des brochures et des journaux, et prenaient part aux réunions électorales. Ils étaient, au début, pleins d'exaltation. Il semblait que l'histoire leur offrait une chance de réaliser les rêves des Lumières, de réparer les maux dénoncés par Voltaire, d'instaurer la société imaginée par Rousseau. Ils adoptèrent des postures héroïques, se voyant comme des réincarnations des héros de l'Antiquité romaine tels que Brutus.

Mais ils risquaient d'être piégés entre, d'un côté, la réaction aristocratique et, de l'autre, l'effervescence populaire. Car si 1789 avait montré que l'émeute populaire pouvait vaincre l'aristocratie, les paysans ne faisaient guère de différence, lorsqu'ils détruisaient les titres de propriété des grands possédants, entre ceux d'un aristocrate et ceux d'un bourgeois ; de la même manière que les citoyens ne s'abstenaient pas d'attaquer les spéculateurs sur les denrées lorsque ceux-ci avaient des certificats de bourgeoisie.

C'est cela qui provoqua les ruptures répétées dans les rangs des activistes politiques de la classe moyenne. De façon caractéristique, la majorité choisissait la sécurité, la propriété et la conciliation avec la monarchie et l'aristocratie. Seule une minorité radicale était prête à prendre le risque de soulever les masses. Mais ensuite la réaction, enhardie par les concessions qui lui étaient faites, devait prendre des initiatives qui menaçaient la majorité, amenant celle-ci à se regrouper derrière les radicaux, une partie d'entre eux rompant cependant pour se rallier à la Contre-Révolution.

C'est ce qui se produisit en 1791 et 1792, et devait se produire à nouveau en 1793.

La crise de 1792, qui culmina avec la proclamation de la République et l'exécution du roi, avait induit le renversement de La Fayette par les Jacobins et les masses parisiennes organisées dans les *sections*.

Les Girondins, qui s'étaient joints à cette action, restaient réticents à aller plus loin et à consentir à la décapitation du roi. Ils craignaient la « populace » – l'« hydre de l'anarchie », comme l'appelait Brissot¹¹. Dans un contexte de disette dans les villes comme dans les campagnes, ils résistaient aux revendications des sections parisiennes concernant le contrôle des prix, la réquisition des réserves de grain pour nourrir le peuple et l'application de mesures exemplaires contre « les accapareurs et les spéculateurs ».

Au lieu de cela, ils s'en prenaient aux masses de manière très semblable au précédent gouvernement. « Votre propriété est menacée », disait à la riche bourgeoisie un de leurs dirigeants en avril, « et vous fermez les yeux sur ce danger [...] faites rentrer ces insectes venimeux dans leur repaire »¹². La Convention vota de façon massive pour que Marat soit traduit devant le tribunal révolutionnaire sur une accusation de subversion, dont il fut promptement acquitté. Hébert fut arrêté et le président de la Convention déclara – dans un langage semblable à celui du célèbre manifeste du duc de Brunswick – que si l'« insurrection récurrente » dans les rues de la ville ne cessait pas, « Paris serait anéantie »¹³. L'armée subit une nouvelle série de défaites, tandis que son chef, Dumouriez, passait à l'ennemi. Des paysans dissidents de la région de la Vendée, dans l'Ouest de la France, se joignirent à un sanglant soulèvement royaliste.

Finalement, le 29 mai, des conjurés « modérés » et royalistes prirent le contrôle de la ville de Lyon et emprisonnèrent son maire jacobin, Chalier, avant de l'exécuter en juillet.

Les Jacobins de Robespierre étaient tout aussi petits-bourgeois que les Girondins, même si de nombreux historiens affirment qu'ils étaient pour la plupart issus des couches inférieures de la classe moyenne. Ils étaient également respectueux du « droit » de propriété, comme ils le déclaraient à l'envi dans leurs interventions publiques. Si Robespierre était, à titre personnel, incorruptible, beaucoup de ses partisans profitèrent sans états d'âme de la Révolution pour s'en mettre plein les poches. Après tout, ils étaient membres de la

bourgeoisie, ou aspiraient à l'être : Danton s'était enrichi, allant jusqu'à accepter de l'argent du roi, et si Marat et Hébert tentaient de soulever les masses parisiennes, ils n'en épousaient pas moins le point de vue des petits artisans ou boutiquiers qui n'avaient rien à redire au profit.

Mais au début de l'été 1793, ils pouvaient voir que l'alternative à l'avancée de la Révolution était un festival orchestré par la réaction auquel ni eux ni les gains des quatre années précédentes ne survivraient. La seule façon de porter la Révolution en avant était de s'allier une fois de plus avec les masses parisiennes et de faire des concessions à la paysannerie, même si cela impliquait de prendre des mesures contraires aux intérêts bourgeois. Robespierre écrivit dans son journal intime : « Les dangers intérieurs viennent des bourgeois ; pour vaincre les bourgeois, il faut rallier le peuple¹⁴. » En d'autres termes, la bourgeoisie radicale du club des Jacobins devait s'unir avec les sans-culottes révolutionnaires des sections parisiennes contre la bourgeoisie girondine modérée. Le troisième tournant de la Révolution était pris.

Le 26 mai 1793, Robespierre lança un appel à la révolte populaire. Le 29, trente-trois sections parisiennes se réunirent et désignèrent un comité insurrectionnel de neuf membres pour organiser une « journée » – un nouveau soulèvement. Le 31 mai et le 2 juin, on fit sonner le tocsin et tirer des coups de canon pour appeler la population à sortir dans la rue. Une foule de 80 000 hommes en armes cerna la Convention et la força à promulguer l'ordre d'arrêter vingt-neuf députés girondins. Les sections parisiennes constituaient désormais le centre du pouvoir dans la capitale et la direction jacobine était, dans les faits, le gouvernement de la France.

Les Girondins battus fuirent la ville pour semer la révolte dans les provinces. Ils avaient des amis dans le corps des officiers, des alliés parmi les grands négociants, la sympathie des propriétaires de la classe moyenne effrayés par la révolte rurale, l'allégeance de tous ceux qui considéraient la « populace » comme un danger et, bien sûr, le soutien d'une aristocratie qui ne pouvait que se réjouir d'un

affaiblissement de la Révolution. En quelques semaines, la plus grande partie des régions du Sud et de l'Ouest était aux mains des Girondins. La Vendée était tenue par les royalistes, les anti-Jacobins avaient livré le port de Toulon et les navires de la flotte de la Méditerranée aux Anglais, et des armées d'invasion continuaient à marcher sur Paris. La Contre-Révolution montra qu'elle pouvait même frapper dans la capitale lorsqu'une jeune femme venue de la ville girondine de Caen, Charlotte Corday, obtint d'être reçue par Marat en prétendant qu'elle avait besoin de son aide, et le poignarda dans son bain.

Les masses sans-culottes de Paris exhortèrent les dirigeants jacobins à prendre de nouvelles mesures pour redresser la situation, et cette direction vit bientôt qu'elle n'avait guère le choix. Un Comité de salut public – qui produisait un rapport à la Convention une fois par semaine et était soumis à réélection chaque mois – se vit donner le pouvoir de prendre toutes les mesures d'urgence qu'il jugeait nécessaires. Une « loi du maximum » imposa un contrôle des prix du pain et la spéculation sur la faim du peuple devint un crime puni de la peine capitale. Un emprunt forcé sur les riches fut instauré pour payer les frais de la guerre, ainsi qu'un impôt progressif, allant de 10 % à 50 %, sur tous les revenus dépassant ce qui était nécessaire à l'entretien d'une famille¹⁵. L'économie fut de plus en plus soumise à une direction centrale, avec un important secteur nationalisé produisant les fournitures de guerre. Les terres confisquées aux émigrés et à l'Église furent divisées en petites parcelles pour apaiser la colère des paysans. Les unités révolutionnaires de volontaires et les vieilles unités de l'armée fusionnèrent au front, de telle sorte que les volontaires pouvaient transmettre leur enthousiasme aux soldats réguliers tout en apprenant d'eux le maniement des armes, et ils éliaient ensemble leurs officiers. Les administrations furent purgées des fonctionnaires suspects, et des commissaires révolutionnaires furent envoyés dans les campagnes avec les pleins pouvoirs pour mater les soulèvements contre-révolutionnaires. Tout homme célibataire âgé de dix-huit à vingt-cinq ans devait faire un service militaire, et les vieilles

exemptions qui permettaient aux nantis de s'offrir des remplaçants furent supprimées. Enfin, après de nouvelles *journées* en septembre, la Convention et le Comité de salut public s'accordèrent sur une politique répressive sévère : la Terreur.

Les Jacobins et la Terreur

L'impulsion de la Terreur vint d'en bas, de ceux qui avaient souffert sous l'Ancien Régime, qui savaient qu'ils souffriraient plus encore en cas d'échec de la Révolution, et dont les parents et amis mouraient déjà tous les jours au front du fait de la trahison et de la corruption. Elle combinait désir instinctif de vengeance et certitude que, dans un contexte de guerre civile, les opposants au régime révolutionnaire ne manqueraient pas une occasion de porter des coups à ses adversaires. La prison ne les en détournerait pas, puisqu'ils pouvaient espérer la libération si leurs complots réussissaient. Des individus comme Hébert, sur la marge « terroriste » des Jacobins, attisaient de tels sentiments. Mais les principaux dirigeants jacobins furent lents à répondre à l'appel. Loin d'être le « boucher insensible » de la légende, Robespierre fut pratiquement le seul à proposer l'abolition de la peine de mort dès les premiers jours de la Révolution. À l'inverse, les Girondins étaient partisans de son utilisation contre les « criminels » ordinaires des classes inférieures, mais ils eurent des scrupules lorsqu'il fut question de l'appliquer au roi.

Sur les 260 personnes ayant comparu devant le Tribunal révolutionnaire avant septembre 1793, seules 66, soit un quart, furent condamnées à mort. À partir d'octobre, le rythme s'accéléra. L'exécution de la reine Marie-Antoinette fut suivie par la condamnation des Girondins et du duc d'Orléans (qui avait essayé de sauver sa tête en se proclamant jacobin). Dans les trois derniers mois de 1793, 177 des 395 accusés furent condamnés à mort, et en décembre le nombre de détenus, à Paris, s'élevait à 4 525 – contre 1500 en août. Malgré tout,

le nombre des exécutions à ce stade fut bien plus limité que ce que laissent croire certains romans ou films suggérant un usage quotidien et massif de la guillotine.

La litanie des lamentations sur la mise à mort d'aristocrates et de royalistes, qui s'étend sur deux siècles, doit être mise en perspective. Les exécutions étaient constantes sous l'Ancien Régime. De pauvres gens pouvaient être pendus pour avoir volé une pièce d'étoffe. Comme l'a dit Mark Twain : « Il y eut deux règnes de la terreur : l'un dura quelques mois, l'autre mille ans. » L'armée qui marchait sur Paris, venant du nord, aurait mis en place sa propre terreur, sans commune mesure avec celle des Jacobins, si elle avait pu prendre la ville, et elle aurait utilisé les royalistes et les aristocrates pour désigner les « meneurs » voués à une exécution sommaire. Les « modérés » et les royalistes qui s'emparèrent de Lyon, Marseille et Toulon établirent des tribunaux qui « ordonnèrent que les patriotes soient guillotins ou pendus ». Les résultats « furent pitoyables¹⁶ ». Le nombre de morts à Lyon semble avoir été d'environ 800¹⁷. En Vendée, un prêtre royaliste racontait que « chaque journée était marquée par des expéditions sanglantes » contre les sympathisants républicains. Le seul fait d'avoir assisté à une messe célébrée par un prêtre constitutionnel était un motif « pour être emprisonné d'abord, et ensuite assommé ou fusillé sous prétexte que les prisons étaient pleines¹⁸ ». À Machecoul, 542 républicains furent fusillés¹⁹. Il faut ajouter à cela les pertes énormes sur les champs de bataille du Nord de la France, dans une guerre entamée par les monarchistes et les Girondins, et à laquelle s'étaient joints avec empressement tous les ennemis de la Révolution, à l'intérieur et à l'étranger, une guerre dans laquelle des officiers français favorables à l'autre camp pouvaient délibérément envoyer des milliers de soldats à la mort.

Les victimes de la Contre-Révolution et de la guerre ne figurent pas dans les histoires terrifiantes sur la Révolution produites en abondance par les romanciers populaires, ni même dans le roman de Charles Dickens *Un conte de deux villes* (*A Tale of Two Cities*). Pour

ces écrivains, la mort d'un gentilhomme respectable ou d'une dame de la haute société est une tragédie, celle d'un artisan républicain ou d'une couturière un simple fait divers.

Ce fut là, pour l'essentiel, l'argumentation que présenta Robespierre à la Convention fin septembre 1793. Il justifiait alors des mesures punitives prises contre un des généraux de la République, Houchard, qui avait battu en retraite sans raison valable et provoqué un désastre : « C'est que depuis deux ans, 100 000 hommes ont été égorgés par trahison et par faiblesse ; c'est la faiblesse pour les traîtres qui nous perd²⁰. » Cet argument permit de gagner de nombreux députés qui hésitaient encore à soutenir les mesures jacobines.

La plus importante effusion de sang de la Révolution n'eut pas lieu à Paris, où les révolutionnaires n'ont jamais perdu le pouvoir, mais dans les combats pour reconquérir les régions tenues par l'ennemi. Dans quelques rares cas, les armées républicaines prirent des mesures de rétorsion sévères : à Lyon, une commission révolutionnaire prononça 1 667 condamnations à mort ; en Vendée, les rebelles capturés portant des armes furent exécutés sommairement ; à Nantes, 2 000 des 3 000 participants à la révolte furent noyés dans la Loire ; à Toulon, des exécutions massives eurent lieu parmi ceux qui étaient accusés d'avoir livré la ville aux Anglais²¹.

Un autre aspect de la Terreur mérite d'être examiné, relatif à celle que les dirigeants révolutionnaires exercèrent les uns contre les autres en 1793-1794. Cette Terreur-là fut inaugurée avec l'antagonisme entre Girondins et Jacobins. Les Girondins avaient montré, dans leurs critiques envers Marat, leur propre désir de recourir à la répression. Cependant, les premiers Girondins arrêtés après la formation du gouvernement jacobin avaient été simplement assignés à résidence. En quittant Paris pour semer la révolte dans les provinces, ils prouvèrent qu'il existait un désaccord qui ne pouvait être réglé seulement par des mots. Robespierre et Danton en vinrent à conclure que tout Girondin laissé en liberté se comporterait de la même manière.

Seule une répression vigoureuse parviendrait à les contrer et, dans des conditions de guerre civile, cela signifiait l'exécution.

C'est cette même logique jacobine qui s'appliqua à certains autres républicains. Pour Robespierre, ses propres alliés, les sans-culottes parisiens, commençaient à constituer un problème. Certes, ils avaient fait des merveilles en fournissant un soutien de masse à la Révolution dans les rues ; mais ils s'opposaient aussi au groupe dont étaient issus Robespierre et d'autres dirigeants jacobins – les possédants, qui hésitaient à lutter pour la République. Au moment même où il faisait sien l'appel des sans-culottes à la Terreur, Robespierre entama une offensive contre leurs organisations : à la mi-septembre, Jacques Roux fut arrêté ; en octobre, la Société des républicaines révolutionnaires de Claire Lacombe fut dissoute ; enfin, en mars, Hébert et plusieurs de ses amis furent guillotins.

Les « extrémistes », porteurs de revendications qui ne pouvaient qu'effrayer la classe moyenne des propriétaires, n'étaient pas l'unique problème de Robespierre. Il craignait surtout que la Révolution ne soit détruite par ceux qui mettaient leurs propres intérêts et inclinations au-dessus des nécessités de l'heure, au premier rang desquels le cercle de Danton. Ce dernier, capable d'un immense courage et d'un grand enthousiasme révolutionnaire, était aussi très attiré par les bénéfices que pouvaient lui apporter ses relations avec de douteux personnages fortunés. Ce n'est pas un hasard si ses amis furent impliqués dans une affaire de corruption majeure concernant la Compagnie française des Indes orientales. Lorsque, en janvier et février 1794, Danton commença à entraîner dans son sillage une faction informelle d'Indulgents, Robespierre craignit qu'il ne prenne le même chemin que les Girondins neuf mois plus tôt. Cinq jours après l'exécution d'Hébert, ce fut le tour de Danton, Desmoulin et d'autres d'être arrêtés, traduits devant le tribunal et exécutés.

Robespierre et ses proches se sentaient assiégés. Leur propre classe était à moitié séduite par les forces de la Contre-Révolution. Sa base étant le profit, ses membres se trouvaient en permanence soumis

à la tentation des pots-de-vin et de la corruption. Seule la peur de mesures drastiques pouvait maintenir la classe moyenne sur le chemin de la victoire. Robespierre était convaincu qu'il se battait pour une nouvelle forme de société dans laquelle les valeurs essentielles de la classe moyenne seraient transformées en réalité. Il exprimait ce sentiment en se donnant la « vertu » comme but. Mais il ne pouvait le réaliser sans discipliner la classe moyenne elle-même, et parfois avec rudesse. En février 1794, il prônait ainsi « la vertu, sans laquelle la terreur est funeste ; la terreur, sans laquelle la vertu est impuissante ».

De surcroît, la Terreur faisait de l'État le centre de l'opinion et de l'action révolutionnaires. Elle servait à détourner les masses sans-culottes d'une voie dangereuse pour la classe moyenne, celle qui consistait à remettre de plus en plus la direction de la Révolution entre les mains des classes inférieures. Il valait mieux, pour les politiciens de la classe moyenne, voir les sans-culottes danser *La Carmagnole* en regardant fonctionner la guillotine de l'État plutôt que débattre et agir pour leur propre compte. La Terreur ne constituait pas seulement l'outil de défense de la Révolution, elle représentait aussi le renforcement de la centralisation de l'État par un groupe politique oscillant entre les masses et les éléments conciliateurs de la bourgeoisie.

Au printemps 1794, les Jacobins regroupés autour de Robespierre gouvernaient seuls, réduisant l'activité des organisations populaires de Paris, purgeant la Commune, dissolvant les sections, supprimant les commissaires qui enquêtaient sur les stockages de denrées alimentaires. Le pouvoir gouvernemental était centralisé comme jamais auparavant entre les mains d'un groupe d'hommes apparemment unifié, qui n'était plus harcelé par les factions de droite et de gauche. Mais un tel pouvoir centralisé ne pouvait agir à sa guise qu'en recourant de plus en plus à la répression. Comme l'explique Soboul : « La Terreur [...] jusqu'ici tournée contre les ennemis de la Révolution, [...] atteint maintenant les adversaires des Comités de gouvernement qui resserrent en même temps leur contrôle²². »

La centralisation de la Terreur créa sa dynamique propre. Le noyau jacobin commença à soupçonner tous ceux qui n'étaient pas avec lui d'être contre lui, et ce sentiment était en partie justifié. Une opposition croissante à leur égard se fit jour au sein de leur propre classe (la classe moyenne), qui renâclait contre les restrictions de ses libertés, en même temps que l'hostilité grandissait chez de nombreux sans-culottes partisans de Roux et Hébert. Faire face à ces oppositions par la Terreur ne fit qu'accroître l'isolement du noyau jacobin. Mais stopper la répression, c'était pour les Jacobins ouvrir la porte à une éventuelle vengeance de la part de leurs ennemis.

Robespierre hésitait. Il essaya de mettre un terme à la Terreur dans certaines provinces, notamment en rappelant à Paris l'homme qui avait orchestré les noyades de Nantes. Mais en mai 1794, il laissa libre cours à une escalade massive de la Terreur à Paris, à tel point que les trois mois suivants virent autant d'exécutions que l'année écoulée. Pour la première fois, les accusés étaient privés du droit à la défense, les jurés pouvant les condamner au nom de la simple « culpabilité morale », et des individus qui n'avaient aucun lien les uns avec les autres étaient jugés ensemble au motif qu'ils avaient pu « conspirer » en prison. À cette époque, le grand pamphlétaire de la révolution américaine et du radicalisme plébéien britannique, Tom Paine, échappa de justesse à l'échafaud, accusé d'être un « étranger » qui avait entretenu des rapports amicaux avec certains Girondins (comme, évidemment, la plupart des dirigeants jacobins à un moment ou à un autre du passé).

Thermidor et ses suites

Les méthodes jacobines réussirent là où les Girondins avaient échoué dans la défense du régime révolutionnaire. Dès l'été 1794, l'armée révolutionnaire démontrait qu'elle était probablement la meilleure force combattante que l'Europe eût jamais vue. Les révoltes

dans les provinces étaient matées, l'armée française occupait Bruxelles et continuait sa marche vers le nord, et la République paraissait sans conteste « une et indivisible ».

Pourtant, ces succès constituaient en eux-mêmes un problème insurmontable pour les Jacobins. Ces derniers avaient pu se hisser jusqu'au pouvoir grâce à un jeu d'équilibre entre la droite et la gauche – et tout en prenant des mesures très sévères à l'encontre de fractions de leur propre classe – parce qu'une grande partie de la classe moyenne n'avait pas, quelques mois plus tôt, d'autre alternative. C'est la raison pour laquelle, mois après mois, la Convention avait renouvelé les pouvoirs du Comité de salut public. Mais, avec les victoires, le sentiment croissant que le pouvoir dictatorial n'était plus nécessaire fermentait dans les esprits.

Au cours des mois précédents, Robespierre s'était fait de nombreux ennemis : les Indulgents sympathisants de Danton, les émissaires qui avaient été rappelés des provinces pour être allés trop loin dans la répression, les anciens alliés d'Hébert, ainsi que ceux qui n'avaient jamais vraiment rompu avec les Girondins mais avaient peur de l'avouer. Le 27 juillet 1794, ils s'associèrent pour tendre une embuscade à Robespierre au milieu d'un débat à la Convention. Un délégué proposa qu'un décret d'arrestation soit voté contre lui et ses proches, et la Convention se prononça en sa faveur à l'unanimité.

Les Jacobins firent une dernière tentative pour se tirer d'affaire en appelant au soulèvement populaire pour une nouvelle journée révolutionnaire. Or ils avaient eux-mêmes dissous les comités et interdit les journaux sans-culottes qui auraient pu organiser un tel soulèvement. Ils avaient levé les contrôles de la spéculation sur les denrées alimentaires et, seulement quatre jours plus tôt, fixé un salaire maximum qui signifiait une baisse de revenu pour de nombreux artisans. Seules seize des quarante-huit sections parisiennes envoyèrent des forces se joindre à la tentative d'insurrection, et elles furent laissées à leur sort plusieurs heures sans véritables dirigeants avant d'être dispersées. Robespierre et vingt et un de ses alliés montèrent sur

l'échafaud le 28 juillet, suivis le lendemain par une autre charretée de soixante et onze hommes – ce fut la plus importante exécution collective de l'histoire de la Révolution.

Robespierre s'était exclamé à la Convention : « La République est perdue. Les brigands sont désormais triomphants. » Il avait raison en ce sens que le grand mouvement des cinq années précédentes arrivait à son terme. Thermidor, mois où Robespierre a été renversé dans le calendrier révolutionnaire, sert depuis lors à désigner une contre-révolution interne.

Les acteurs de son renversement ne restèrent pas longtemps au pouvoir et l'on vit rapidement s'enhardir ceux qui haïssaient la Révolution. Des groupes de jeunes voyous, en particulier l'un d'entre eux dénommé la Jeunesse dorée, commencèrent à tenir le haut du pavé parisien, agressant ceux qui tentaient de défendre les idéaux révolutionnaires ou qui faisaient montre d'un manque de respect envers leurs « supérieurs ». L'une de ces bandes força le club des Jacobins à fermer. Un amendement constitutionnel augmenta le cens, le niveau de fortune nécessaire pour voter. Une Terreur blanche conduisit à l'exécution d'anciens révolutionnaires et de nombreux autres furent harcelés. Deux brèves émeutes sans-culottes, en avril et en mai 1795, montrèrent que la Jeunesse dorée ne faisait pas le poids face aux pauvres, mais elles furent réprimées par des forces loyales aux thermidoriens. Des émigrés commencèrent à rentrer au pays, fanfaronnant en prédisant le rétablissement imminent de la monarchie. Le prétendant au trône, le futur Louis XVIII, proclamait avec insistance, de son exil, qu'il entendait rétablir l'Ancien Régime, avec ses trois états, et punir tous ceux qui avaient participé à la Révolution, y compris les thermidoriens.

En octobre 1795, les royalistes organisèrent une insurrection à Paris. Les thermidoriens, terrifiés, commencèrent à réarmer les Jacobins et à appeler les sans-culottes à la rescousse avant que l'armée – en particulier un jeune officier prometteur, l'ancien Jacobin Napoléon Bonaparte – ne leur vienne en aide. Craignant une restauration

monarchique sanglante, les thermidoriens se mirent d'accord pour concentrer le pouvoir entre les mains d'un Directoire de cinq membres. En quatre ans, le Directoire fut tiré tantôt dans un sens, tantôt dans l'autre, permettant à chaque fois à Bonaparte, dont la base dans l'armée constituait un bastion à la fois contre les royalistes et contre la renaissance du jacobinisme populaire, de se rapprocher du pouvoir, jusqu'à ce qu'en 1799 il prenne les pleins pouvoirs à l'issue d'un coup d'État. En 1804, il se fit couronner empereur par le pape, gouvernant avec le soutien conjugué d'anciens Jacobins et d'aristocrates revenus d'exil. Finalement, en 1814 et 1815, la défaite de ses armées permit aux puissances européennes de restaurer la monarchie des Bourbons. Le dernier avertissement de Robespierre semblait se concrétiser.

Pourtant, il avait tort sur deux points. Si la Révolution avait pris fin en thermidor 1794, de très nombreux changements qu'elle avait apportés demeurèrent et furent même consolidés sous le règne de Napoléon : l'abolition des droits féodaux ; la création d'une paysannerie indépendante ; la fin des douanes intérieures ; la création d'une administration nationale uniforme ; et, par-dessus tout, la détermination de la politique gouvernementale dans le cadre de projets bourgeois plutôt que dynastiques ou aristocratiques. L'armée napoléonienne avait pu conquérir pour un temps une grande partie de l'Europe précisément parce qu'elle n'était pas une armée d'Ancien Régime. C'était une armée organisée et motivée sur des bases établies pendant la Révolution, en particulier dans sa phase jacobine. Ses meilleurs généraux étaient des hommes qui étaient sortis du rang grâce à leur mérite au cours de la période révolutionnaire. Napoléon confia même la direction de sa police à un ancien « terroriste » jacobin.

Comme les révolutions hollandaise, anglaise et américaine avant elle, la Révolution française avait éliminé les grands obstacles, hérités du passé, à une société entièrement fondée sur le marché. Et, après les événements de 1792-1794, il était impensable qu'une réaction aristocratique puisse les rétablir.

Revenant sur la Révolution vingt ans plus tard, le romancier Stendhal observait : « En 2000 ans d'histoire du monde, une Révolution aussi tranchée dans les coutumes, les idées et les croyances ne s'était jamais produite²³. » Les révolutionnaires avaient peut-être été vaincus, mais l'essentiel de l'héritage de la Révolution survécut pour façonner le monde moderne.

Robespierre se trompait également sur un second point : la Révolution n'avait pas seulement consisté en la montée en puissance de groupes politiques de la classe moyenne, chacun plus radical que le précédent ; de façon centrale, elle avait aussi impliqué l'entrée en politique de millions d'hommes et de femmes des villes et des campagnes qui n'avaient jamais eu la moindre occasion d'agir sur l'histoire. Ils avaient appris à lutter pour leurs propres intérêts et à débattre entre eux sur ce qu'étaient ces intérêts. Les paysans qui avaient brûlé les châteaux des aristocrates en 1789 et 1792 n'allaient laisser aucun gouvernement leur reprendre leurs terres. À Paris comme dans d'autres villes, les classes inférieures s'étaient levées pour défendre leurs intérêts, à une échelle inconnue jusque-là dans l'histoire. Et elles le feraient à nouveau en 1830, en 1848 et en 1871, et encore en 1936 et en 1968.

Les analyses de la Révolution qui s'interrogent, à bon droit, sur son impact global sur l'histoire du monde risquent toujours de sous-estimer ce qui s'est passé sur le terrain, dans les rues étroites et les logements surpeuplés des quartiers pauvres de Paris. C'est là que les gens lisaient et discutaient les écrits de Marat et d'Hébert, passaient des heures et des heures dans les « réunions en permanence » de leurs sections, faisaient la chasse aux spéculateurs sur les céréales et aux agents monarchistes, aiguisaient leurs piques et marchaient sur la Bastille, organisaient les soulèvements qui remplaçaient les monarchistes constitutionnels par les Girondins et les Girondins par les Jacobins, et s'enrôlaient par milliers pour aller combattre au front ou pour répandre la Révolution dans les campagnes.

Des limites aux mouvements populaires urbains existaient, liées aux structures de la société française de l'époque. Dans leur grande majorité, les masses citadines travaillaient encore dans de petits ateliers, où le maître et sa famille produisaient aux côtés d'un ou deux employés dont le niveau de vie n'était pas nettement différent du leur. Ils pouvaient descendre ensemble dans la rue ou assister aux réunions des sections ou des clubs. Mais ils n'étaient pas liés organiquement les uns aux autres dans le processus de production auquel ils consacraient l'essentiel de leur temps. Leur idéal était la préservation de l'unité familiale individuelle, avec le père aux commandes, et non la réorganisation collective de la société. Ils pouvaient se dresser contre les aristocrates qui les avaient humiliés dans le passé et les spéculateurs qui les affamaient, faisant montre d'un courage et d'une inventivité considérables, comme l'ont souligné Kropotkine et Guérin²⁴ dans leurs histoires de la Révolution. Et lorsqu'ils se soulevaient, c'était pour abandonner un grand nombre de leurs préjugés, à l'instar du rôle avant-gardiste joué par les femmes dans les protestations, par la revendication de certains révolutionnaires du droit de vote des femmes et l'apparition de clubs révolutionnaires féminins. Toutefois, dans les grandes crises révolutionnaires de 1793-1794, ils éprouvèrent des difficultés à mettre en avant un programme commun qui eût pu mener à la victoire.

Comme l'a montré Albert Soboul, leurs conditions d'existence les amenaient à pousser les Jacobins à prendre les mesures radicales nécessaires, sans parvenir à mettre en œuvre une réponse de classe, collective, à même de résoudre les problèmes de la Révolution. S'ils luttaient pour que le prix des denrées ne dépasse pas un seuil maximum, ils n'avaient pas les moyens de s'emparer des processus de production décisifs. Leur soutien ardent de la Terreur était lui-même un signe de faiblesse. Ils devaient concentrer leur attention sur la neutralisation de ceux qui voulaient saboter la Révolution parce qu'ils ne pouvaient prendre le contrôle direct, collectif, de leur destinée eux-mêmes.

C'est pourtant leur action et leur initiative, autant que les paroles persuasives de Danton et la détermination de fer de Robespierre, qui ont renversé l'ordre ancien en France, inspirant ou terrifiant toute l'Europe, et au-delà, pour la majeure partie du siècle suivant. C'est aussi de leurs rangs qu'émergea, à la suite de l'écrasement du mouvement populaire, le groupe de révolutionnaires rassemblés autour de « Gracchus » Babeuf (exécuté en 1797), dont l'accent mis sur l'égalité sociale et économique contribua à poser les bases des mouvements socialistes des XIX^e et XX^e siècles.

Chapitre 30

Le jacobinisme hors de France

« **A**ide et assistance à tous les peuples qui veulent recouvrer leur liberté », telle était la promesse faite par la Convention à majorité girondine de 1792. La guerre déclarée par Brissot à tous les monarques d'Europe ne devait pas être, proclamait-il, une guerre de conquête à l'ancienne, mais une guerre de libération. À l'évidence, beaucoup de gens, hors de France, étaient prêts à se réjouir de tout progrès accompli par les révolutionnaires : « Ceci fut une splendide aurore. Tous les êtres pensants ont fêté cette époque. Un attendrissement sublime régna dans ce temps. L'enthousiasme pour l'Esprit a passé comme un frémissement sur le monde [...] ¹. » C'est ainsi que le philosophe allemand vieillissant Hegel décrivait l'impact des événements de France sur le monde de sa jeunesse. Sa mémoire ne lui jouait pas des tours. Le message de la Révolution trouva un écho partout où les Lumières avaient exercé une influence.

Les poètes anglais Wordsworth, Southey et Coleridge s'enthousiasmèrent pour la prise de la Bastille. « Du cœur général de l'espèce humaine, l'Espoir naquit comme une divinité toute formée », écrit Coleridge. Le poète et graveur William Blake faillit être arrêté pour avoir défendu les principes révolutionnaires dans une discussion avec un soldat. La maison du chimiste pionnier Joseph Priestley fut attaquée par une bande royaliste. Les philosophes allemands Fichte et Kant étaient tout aussi enflammés que le jeune Hegel. Même après Thermidor, Kant pouvait dire : « Les méfaits des Jacobins ne sont rien comparés à ceux des tyrans du passé ². » Beethoven incorpora des mélodies de chants révolutionnaires dans sa musique et retranscrivit l'esprit de l'armée révolutionnaire dans sa grande troisième

symphonie, dite « Héroïque » (même s'il supprima, dégoûté, la dédicace à Napoléon lorsque celui-ci se proclama empereur). D'Irlande, Wolfe Tone, membre de la classe moyenne de Belfast et lord Edward Fitzgerald, issu d'une vieille famille de l'aristocratie, vinrent à Paris prendre contact avec le gouvernement révolutionnaire. En Amérique latine, un jeune homme de Caracas âgé de seize ans, Simón Bolívar, lui aussi rejeton d'aristocrates, défendit la Révolution dans un débat avec le vice-roi à Panama en 1799 ; tandis qu'un prêtre mexicain, Miguel Hidalgo, gagnait des étudiants comme José Maria Morelos aux idéaux de la Révolution.

La Révolution à la pointe des baïonnettes

Une telle ferveur permit à l'armée française de rencontrer dans son avance de nombreux alliés, du moins au début, lorsqu'elle franchit les frontières de la Belgique, de la Hollande, de l'Italie du Nord et de l'Allemagne du Sud. Issus de la classe moyenne, les opposants aux gouvernements monarchistes ou oligarchiques se proclamaient « Jacobins » et, même après la chute de ces derniers, leur nom demeura l'appellation générale des partisans des forces révolutionnaires. Chaque fois que l'armée française avançait, ces forces collaborent avec elle pour mettre en place, par en haut, des réformes semblables à celles imposées par en bas en France : abolition du servage et des droits féodaux, séparation de l'Église et de l'État, confiscation des terres ecclésiastiques, abolition des douanes intérieures et création d'assemblées plus ou moins démocratiques. Pourtant des problèmes ne tardèrent pas à se manifester.

Robespierre soutenait, contre Brissot, que les peuples des autres pays n'accueilleraient pas favorablement des envahisseurs étrangers, aussi bien intentionnés fussent-ils. Les événements devaient bientôt lui donner raison, malgré l'ardeur initiale de nombreux intellectuels et de certaines fractions de la classe médiane. L'armée française

victorieuse ne pouvait se maintenir que par le pillage ou l'imposition d'un tribut aux pays conquis. Ce qui avait commencé comme une lutte de libération passa par une période difficile de défense révolutionnaire pour s'achever en guerre de conquête impériale. Ce processus fut mené à son terme par Napoléon, qui annexa la Belgique, la Savoie et les principautés de la Rhénanie méridionale, remplaça des assemblées démocratiques par des monarchies et installa ses frères sur les trônes d'Italie, de Westphalie, de Hollande et d'Espagne.

Même sous Napoléon, l'armée française expurga tous les résidus de féodalisme et, au moins dans certains cas, prépara le terrain aux progrès de la production capitaliste. Mais ses alliés locaux ne bénéficiaient pas d'une aussi large assise populaire, n'ayant pas été gagnés par le mouvement des sans-culottes et par les soulèvements paysans qui avaient pris une telle ampleur en France. De ce fait, les classes inférieures urbaines et rurales ne tirèrent rien de l'occupation française qui leur aurait permis de s'identifier avec l'ordre nouveau, dans la mesure où le tribut payé à la France et le coût de l'entretien de la Grande Armée constituaient un fardeau aussi lourd que les anciens droits féodaux. Les Jacobins locaux furent abandonnés à leur sort chaque fois que l'armée française se trouva obligée de reculer.

C'est ce qui se produisit partout en 1812-1814. Napoléon avait étendu son empire sur deux fronts, essayant de placer son frère sur le trône d'Espagne et marchant à travers les plaines de l'Europe du Nord jusqu'à Moscou. Cette stratégie se révéla désastreuse. Ses troupes parvinrent à réprimer un soulèvement populaire à Madrid, mais furent ensuite harcelées par des guérilleros, en même temps que les troupes britanniques menées par Wellington progressaient à travers la péninsule Ibérique. Sur le front est, l'occupation de Moscou désertée par ses habitants fut un désastre, le harcèlement des troupes ennemies et un hiver terrible coupant ses lignes de ravitaillement de plus de 1500 kilomètres. Les armées françaises étaient si impopulaires dans les territoires occupés que les libéraux espagnols et prussiens purent s'allier à des forces monarchistes pour les repousser au cours de

guerres qu'on pourrait presque qualifier de « libération nationale » ; ils se retrouverèrent bientôt trahis par les rois victorieux et rejetés dans les profondeurs de l'oppression et du désespoir, que Goya représentera dans ses toiles de la « période noire ».

La défaite de Napoléon (ou plutôt ses deux défaites, puisqu'il fit un incroyable retour de cent jours en 1815 avant d'être battu à Waterloo) permit aux rois, aux princes et aux aristocrates de revenir en grand style, créant un étrange demi-monde dans lequel les vieilles superstructures de l'Ancien Régime se superposaient à des structures sociales qui avaient été transformées, tout du moins en France, en Italie du Nord et en Allemagne occidentale. C'est le monde brillamment décrit par Stendhal (un ancien commissaire de l'armée napoléonienne) dans *Le Rouge et le Noir* et *La Chartreuse de Parme*, ainsi que par Alexandre Dumas (dont le père, fils d'une esclave noire, avait été général sous Napoléon), dans *Le Comte de Monte-Cristo*.

Grande-Bretagne : naissance d'une tradition

L'impact puissant de la Révolution sur la vie politique ne se limita pas à l'Europe continentale ; elle eut aussi une profonde influence en Grande-Bretagne. Dans ce pays, les sections les plus importantes de la bourgeoisie avaient obtenu bien avant 1789 une autorité significative dans les affaires politiques, et ne voyaient aucune raison de jouer à la Révolution. Mais les événements de France secouèrent de larges fractions des masses dans des villes en expansion rapide : les artisans en nombre toujours croissant, les journaliers et petits boutiquiers et, avec eux, une partie des nouveaux ouvriers d'usines.

L'ouvrage en deux parties de Tom Paine, pour la défense de la Révolution et la promulgation de principes constitutionnels semblables pour la Grande-Bretagne, *Les Droits de l'homme* (*The Rights of Man*), se vendit à 100 000 exemplaires. À Sheffield, à la fin de 1791, « cinq ou six mécaniciens [...] discutant du prix exorbitant des fournitures » et

des abus du gouvernement formèrent la Sheffield Constitutional Society, qui se donnait pour but de faire triompher le suffrage universel et les parlements annuels. Elle comptait 2 000 membres en mars 1792, et organisa à l'automne, après la victoire révolutionnaire de Valmy, une célébration de rue qui rassembla près de 6 000 personnes³. Des sociétés semblables virent le jour à Manchester, Stockport, Birmingham, Coventry et Norwich, qui connurent des succès plus ou moins grands⁴. La London Corresponding Society, créée par le cordonnier Thomas Hardy au début de 1792, se développa jusqu'à compter 5 000 membres organisés en quarante-huit « *divisions*⁵ » et constitua un réseau national avec les sociétés provinciales.

Le mouvement était assez dynamique pour inquiéter un gouvernement britannique qui se préparait, à la fin de 1792, à faire la guerre à la Révolution française. Des notables de Birmingham avaient déjà, en 1791, incité la foule à attaquer un banquet de réformateurs locaux commémorant la prise de la Bastille, mettant à sac les maisons, incendiant les lieux de réunion et bannissant de la ville des gens comme le chimiste Joseph Priestley⁶. Puis le gouvernement encouragea l'agitation antijacobine au niveau national et des sociétés loyalistes furent constituées dans chaque localité pour attiser les ardeurs nationalistes guerrières.

Toute propagande pour les idées démocratiques fut sévèrement réprimée. Tom Paine, accusé de trahison pour son ouvrage, dut fuir le pays. Deux dirigeants des Amis du peuple écossais (Scottish Friends of the People), le jeune avocat Thomas Muir et le prédicateur unitariste anglais Thomas Palmer, furent condamnés à la déportation après une parodie de justice⁷, de même que trois délégués d'une commission chargée de la Constitution de l'Écosse (Scottish Constitutional Convention). Thomas Hardy et une douzaine d'autres dirigeants londoniens furent poursuivis pour trahison, et la femme de Hardy mourut lors de l'attaque de leur domicile. Lorsqu'un jury compatissant acquitta les accusés, le Parlement suspendit l'*habeas corpus* pour pouvoir emprisonner les activistes sans devoir les déférer à un jury.

À certains moments, l'agitation des Jacobins anglais et écossais rencontra un large écho au sein des classes urbaines. Ils pouvaient rassembler des milliers de personnes dans des meetings en plein air, et certains leaders des grandes mutineries navales qui secouèrent la marine britannique en 1797 étaient clairement sous l'influence de leurs idées. Mais la masse de la classe moyenne était prête à s'unir aux propriétaires fonciers pour défendre un statu quo profitable, donnant ainsi au gouvernement les coudées franches pour briser le mouvement. À la fin des années 1790, il était devenu très délicat pour quiconque d'exprimer de la sympathie pour les idéaux révolutionnaires.

Pourtant, l'agitation de la Sheffield Constitutional Society, de la London Corresponding Society, des Amis du peuple écossais et de bien d'autres ne fut pas vaine. Comme Edward Thompson l'a montré dans son livre *The Making of the English Working Class (La Formation de la classe ouvrière anglaise)*, elle contribua à créer une tradition qui allait avoir un effet puissant dans les années 1815-1848.

Le soulèvement républicain irlandais

L'exemple français eut un impact direct encore plus important sur l'Irlande, la plus ancienne colonie britannique, donnant naissance à une tradition révolutionnaire nationaliste qui persiste de nos jours.

Les gouvernements anglais avaient affirmé leur emprise sur l'île après avoir, dans les années 1650, brisé la résistance en installant des paysans protestants (essentiellement originaires d'Écosse) sur des terres confisquées aux catholiques locaux dans la province d'Ulster. Les descendants de ces colons vivaient dans la peur qu'un soulèvement catholique en vienne à les expulser de la terre qu'ils cultivaient, ce qui les amenait à ressentir une communauté d'intérêts avec les grands propriétaires terriens anglo-irlandais, eux aussi protestants. Ils

n'osaient pas contester la politique imposée par les gouvernements britanniques de peur que cela n'encourage les catholiques dépossédés. Le Parlement protestant de Dublin se comportait, jusqu'aux années 1770, comme une chambre d'enregistrement de la politique londonienne.

Les attitudes commencèrent à changer dans le dernier quart du XVIII^e siècle. La guerre d'indépendance américaine donna au Parlement de Dublin des pouvoirs de négociation accrus, les gouvernements britanniques ayant besoin de recourir à une milice de volontaires irlandais pour écarter toute attaque française. Pendant un temps, il sembla que le Parlement irlandais pouvait agir dans le sens des intérêts des propriétaires terriens et des hommes d'affaires irlandais. Mais ces espoirs furent déçus à l'issue du conflit, faisant naître une immense rancœur envers l'Angleterre, en particulier dans la classe moyenne commerciale protestante en expansion de Belfast.

Ces sentiments furent renforcés par le grand enthousiasme provoqué par la Révolution française. Des volontaires commencèrent à s'entraîner, à revendiquer une convention constitutionnelle et à soutenir l'émancipation des catholiques. En 1792, « la ville de Belfast, désormais aux avant-postes de la lutte pour la démocratie, célébra par une grande procession et une fête l'anniversaire de la Révolution française [...]. Un esprit républicain remplissait l'atmosphère ». Des affiches attaquaient le sectarisme religieux : « Une jalousie superstitieuse, voilà la cause de la Bastille irlandaise : unissons-nous et détruisons-la⁸. » Un des organisateurs de cet événement, le jeune avocat protestant Wolfe Tone, forma une nouvelle organisation radicale, les Irlandais unis, lors d'un dîner à Belfast rassemblant une douzaine de convives, essentiellement des hommes d'affaires (un drapier, un fabricant de tissu, un tanneur, un employé, un apothicaire, un horloger et trois négociants)⁹.

En Irlande, comme en Grande-Bretagne, on tenta de détruire ce nouveau jacobinisme par la répression. Des lois édictées par la classe dirigeante irlandaise sous les ordres des Anglais prohibèrent le port

d'armes et interdirent les Irlandais unis. Contrainte à la clandestinité, l'organisation devint de plus en plus révolutionnaire. Son but était désormais de se débarrasser du joug britannique, qui avait maintenu l'Irlande dans l'arriération économique et l'avait paralysée par des barrières religieuses. Il fallait un soulèvement révolutionnaire pour créer une nation moderne, comme en France. Les Irlandais unis considéraient comme allant de soi que ce serait une nation fondée sur le capitalisme, mais qui rejeterait le poids mort de la domination étrangère et de l'aristocratie locale. La réalisation de ce programme, Tone en était conscient, dépendait de la classe moyenne, essentiellement des Irlandais unis protestants susceptibles de soulever la paysannerie catholique, laquelle avait une tradition d'agitation très enracinée à l'encontre des propriétaires terriens, et s'exerçait dans des groupes armés « défensifs » clandestins.

Ceux qui étaient prêts à soutenir une révolte étaient plus nombreux que ceux sur lesquels le gouvernement britannique pouvait compter – 100 000, contre environ 65 000¹⁰ –, mais ils étaient moins bien entraînés et armés. La réussite semblait dépendre du soutien militaire de la France.

L'insurrection éclata en 1798. Mais l'aide des Français, insuffisante, arriva trop tard, avec le débarquement en août de 1 100 soldats à Mayo. Les autorités avaient alors déjà arrêté les dirigeants du mouvement et forcé les rebelles à passer à l'action de façon prématurée. Les soulèvements de Wexford et d'Antrim furent brisés. Comparée à la répression qui s'abattit alors, la Terreur française semblait un jeu d'enfant. Les représailles exercées contre ceux soupçonnés d'avoir pris part à la révolte sont estimées à 30 000 morts¹¹.

L'histoire ne s'arrêta pas là. Au cours des trois années qui avaient précédé le soulèvement, tandis que la tension montait, les autorités avaient encouragé délibérément des groupes de protestants à organiser des campagnes de haine contre les catholiques. Des affrontements locaux entre paysans catholiques et protestants survenus à l'automne

de 1795 dans le village de Diamond, dans le comté d'Antrim, furent suivis par la création d'une organisation protestante semi secrète, l'ordre d'Orange. Les propriétaires anglo-irlandais méprisaient les paysans de tous bords et se tinrent au début à l'écart du nouveau groupement. Mais ils s'aperçurent bientôt de son immense utilité pour se prémunir de la révolte : « Progressivement, en 1796 et 1797 [...], l'ordre d'Orange se transforma, d'une organisation réduite, dispersée, marginale et socialement inacceptable, méprisée par la classe dirigeante, en une puissante société à l'échelle de la province, approuvée et activement soutenue par les individus les plus hauts placés de Grande-Bretagne et d'Irlande¹². »

Le général Lake, commandant des forces armées, présidait aux processions de l'Ordre, et des groupes orangistes armés agissaient de plus en plus aux côtés des troupes gouvernementales et de la milice pour réprimer les Irlandais unis. Ils proposaient aux rebelles protestants le choix entre être fouettés et torturés ou adhérer à l'ordre d'Orange pour fouetter et torturer d'autres rebelles¹³. De cette façon, les autorités britanniques et les propriétaires anglo-irlandais, tout en brisant le soulèvement, donnèrent un énorme essor aux sentiments religieux sectaires.

Les deux traditions politiques qui dominent la politique irlandaise depuis deux siècles, le républicanisme et l'orangisme, sont nées comme sous-produits d'une lutte à l'échelle de l'Europe entre la Révolution et la Contre-Révolution.

Cependant, provisoirement, la question ne constituait plus un sujet d'inquiétude pour les hommes d'État « civilisés » du gouvernement britannique. Ayant conduit avec succès la politique du diviser pour régner en neutralisant les Irlandais unis, ils pouvaient, deux ans plus tard, convaincre le Parlement irlandais de s'autodissoudre. L'agriculture et l'industrie irlandaises avaient gravement souffert par le passé de leur exclusion des marchés contrôlés par les Britanniques. Elles étaient désormais privées de tout moyen de se protéger, les propriétaires fonciers anglo-irlandais extorquant des rentes exorbitantes

et les consommant en dépenses improductives en Angleterre. Le gouvernement anglais pensait avoir réglé la « question irlandaise », une illusion qui devait revenir tous les trente ou quarante ans, jusqu'à l'époque présente.

Les Jacobins noirs d'Haïti

La Contre-Révolution ne triompha pas partout. Sur une île de l'Atlantique distante de près de 5 000 kilomètres, à Haïti, le résultat, au terme d'une décennie de révoltes sanglantes, de guerres et de conflits civils, fut très différent de celui de l'Irlande.

Saint-Domingue, la partie occidentale de l'île d'Hispaniola, était le plus beau fleuron de l'empire colonial de la monarchie française. Ses plantations produisaient plus de sucre que toutes les autres colonies d'Amérique et des Caraïbes réunies, et déversaient d'immenses richesses dans les poches des planteurs aussi bien que dans celles des capitalistes de ports français comme Nantes et Bordeaux.

La source de ces richesses résidait dans le labeur incessant de 500 000 esclaves noirs, dont les vies étaient à ce point détruites par leur travail que seules des importations continuelles en provenance d'Afrique permettaient d'en maintenir le nombre. Sur eux régnaient 30 000 Blancs – une proportion de la population bien plus faible que dans n'importe quel État d'Amérique du Nord –, à côté desquels on trouvait un nombre équivalent de « mulâtres », dont certains s'étaient enrichis jusqu'à devenir eux-mêmes possesseurs d'esclaves.

Le nombre relativement limité de la population blanche ne l'empêchait pas d'avoir de grandes prétentions. Elle considérait la richesse de la colonie comme le produit de ses propres efforts et voyait d'un mauvais œil les règles imposées à son commerce par le système de l'« exclusif », la version française du système mercantiliste. Elle se sentit par conséquent autorisée à formuler ses propres revendications de « liberté » alors que l'agitation de la classe moyenne aisée secouait

la « mère patrie » au printemps et à l'été 1789. La nouvelle de la prise de la Bastille poussa les Blancs de l'île à défier le gouverneur royal, mais ils n'avaient aucune intention d'appliquer le slogan révolutionnaire de « liberté » et d'« égalité » aux esclaves noirs ni même aux mulâtres libres.

Même s'ils ne représentaient que 7 % de la population, les Blancs étaient très divisés. Les « petits blancs », qui possédaient peut-être trois ou quatre esclaves, pouvaient se sentir aussi humiliés par les « grands planteurs blancs » que la classe moyenne ne l'était par l'aristocratie. Quant aux planteurs, ils étaient déterminés à avoir toute latitude sur le choix de leurs partenaires commerciaux, et n'étaient pas prêts à laisser les « petits blancs » exercer un contrôle politique. Aussi ces deux groupes s'indignèrent-ils de concert lorsque l'Assemblée française, dans son exubérance révolutionnaire, décréta l'égalité des droits pour tous les hommes libres, y compris les mulâtres et les Noirs, même si elle évitait avec soin de mentionner l'esclavage. La situation dégénéra en quasi-guerre civile entre des alliances mouvantes autour des quatre groupes qui constituaient la population libre : les partisans du gouverneur, les grands blancs, les petits blancs et les mulâtres.

Tous s'attendaient à ce que les esclaves noirs continuent à travailler, à souffrir, à subir des punitions et à mourir comme si rien n'avait changé. Ils se trompaient lourdement : les esclaves sautèrent sur l'occasion pour se rebeller, incendiant les plantations, tuant les propriétaires, formant des bandes armées pour combattre la milice blanche et semant la révolte, tout en choisissant leurs propres dirigeants. L'un des leaders les plus influents, l'ancien gardien de troupeaux Toussaint Louverture, manœuvrait bientôt avec adresse entre les groupes blancs rivaux, les mulâtres, une armée d'invasion espagnole venue de l'autre côté de l'île, ainsi que des représentants successifs des Girondins venus de France. Puis, juste au moment où les sans-culottes portaient les Jacobins au pouvoir, une force militaire britannique débarqua à Saint-Domingue.

Ce qui se passa ensuite devait avoir des conséquences dépassant largement le seul avenir de Saint-Domingue. De larges fractions de la classe dirigeante britannique, influencées par la théorie d'Adam Smith, étaient parvenues à la conclusion que les temps de l'esclavage étaient révolus. Après tout, ils avaient déjà perdu les plantations sucrières d'Amérique du Nord, et celles qui leur restaient dans les Indes occidentales étaient insignifiantes au regard de celles des Français. Le gouvernement de William Pitt avait même prodigué ses encouragements à la campagne antiesclavagiste de William Wilberforce. Mais la perspective de s'emparer de Saint-Domingue, la plus importante des économies esclavagistes, le fit changer d'avis : il retourna sa veste et se mit à soutenir ardemment l'esclavage. Si cette entreprise s'était révélée victorieuse, un élan nouveau aurait été donné à l'esclavagisme dans le monde entier.

Les bouillonnements de la Révolution française qui portèrent les Jacobins au pouvoir eurent également des implications majeures pour la révolte des esclaves. Nombre de dirigeants girondins étaient des opposants résolus à l'esclavage et figuraient parmi les membres de la Société des amis des Noirs fondée en 1788. C'étaient essentiellement des journalistes et des avocats inspirés par les idées des Lumières. Or leur base politique était essentiellement composée de la bourgeoisie commerçante des ports français de la côte ouest, vigoureusement opposée à toute mesure de nature à mettre ses profits en péril. Bien qu'acquis à la cause antiesclavagiste, les Girondins n'étaient donc pas prêts à mettre leurs idées en pratique. À l'inverse, les forces populaires qui soutenaient les Jacobins n'avaient aucun intérêt matériel à la poursuite de l'esclavage et identifiaient aisément les souffrances des Noirs avec les leurs. Qui plus est, les dirigeants jacobins issus de la classe moyenne, terrifiés par la perspective d'une défaite militaire face à une coalition incluant l'Angleterre, pouvaient voir tout l'avantage qu'il y avait à encourager des révoltes d'esclaves dans les îles britanniques des Caraïbes.

Le 4 février 1794, la Convention dominée par les Jacobins décréta l'abolition de l'esclavage dans tous les territoires français, et son président donna l'accolade fraternelle à des émissaires noirs et mulâtres de Saint-Domingue. Une alliance était désormais formée entre ces deux révolutions qui allaient briser les espoirs nourris par Pitt ; celui-ci espérait que le capitalisme britannique accaparerait une part plus importante du marché de l'esclavage. Le corps expéditionnaire anglais de 60 000 hommes subit plus de pertes que celles qui seraient infligées à l'armée de Wellington en Espagne dix ans plus tard. La balance du calcul économique pencha à nouveau dans l'autre sens au Parlement anglais, qui accorda une nouvelle audience aux opposants à la traite des Noirs et vota son interdiction en 1807.

Malheureusement, les anciens esclaves de Saint-Domingue allaient essuyer d'autres revers. Le tournant à droite de la France après Thermidor donna une influence nouvelle aux anciens propriétaires d'esclaves et à leurs alliés mercantilistes. Tout en se préparant à se couronner empereur, Napoléon se disposait aussi à rétablir l'esclavage dans l'empire colonial. Il envoya une flotte, composée de 12 000 hommes, pour arracher le contrôle de Saint-Domingue aux forces de Toussaint Louverture. La guerre qui suivit fut tout aussi acharnée que celle qui avait opposé les anciens esclaves aux troupes anglaises. L'armée française sembla un temps sur le point de l'emporter, ce qui conduisit Toussaint à tenter une conciliation avec l'ennemi. Ce fut une erreur : il fut enlevé et envoyé dans une prison française où il allait mourir. Il revint donc à l'un de ses anciens lieutenants, Dessalines, de prendre la tête de la résistance des Noirs et de vaincre l'armée napoléonienne, comme Toussaint avait battu celle des Britanniques.

Saint-Domingue devint l'État noir indépendant d'Haïti. C'était un pays pauvre – quinze années de guerre presque ininterrompue avaient causé d'énormes dégâts. L'économie sucrière, génératrice de richesse pour une poignée de planteurs, ne pouvait être restaurée sans recourir à un quasi-esclavage. Et, même si le successeur de Dessalines, Christophe, essaya de l'imposer, le peuple ne put l'accepter. Ils étaient peut-

être pauvres, mais ils étaient plus libres que leurs camarades noirs de Jamaïque, de Cuba, du Brésil ou d'Amérique du Nord.

Les premières révolutions d'Amérique latine

La liberté acquise par Haïti attira en 1815 un visiteur venu du Venezuela qui avait défendu avec passion les principes révolutionnaires à l'âge de seize ans : Simón Bolívar. Il était alors l'un des leaders d'une révolte qui combattait le joug espagnol d'un bout à l'autre de l'Amérique latine.

Cette révolte, comme à Haïti, fut provoquée par les événements d'Europe. En 1808, Napoléon avait installé son frère Joseph sur le trône d'Espagne, après l'abdication du Bourbon Charles IV, réputé faible. La réaction fut immédiate : une rébellion éclata, accompagnée de soulèvements à Madrid et d'une intense activité de guérilla dans les campagnes. Parallèlement, de véritables batailles opposaient les troupes napoléoniennes aux vestiges de l'armée espagnole soutenue par les Britanniques. Le dynamisme de la révolte émanait principalement de paysans profondément religieux, conduits par des prêtres terrifiés par toute marque de défi lancé aux pratiques féodales de la noblesse et de l'Église et déterminés à rétablir la monarchie absolue – y compris l'Inquisition – sous le règne du fils de Charles, Ferdinand. Mais pendant un temps, une *junta* (conseil) de la bourgeoisie libérale de Cadix put se présenter comme le noyau national de la révolte, même si ses idées constituaient des anathèmes pour les forces engagées dans la lutte dans la plupart des régions du pays.

En conséquence, ce ne fut pas seulement l'Espagne, mais tout son empire qui resta sans gouvernement cohérent pendant six ans. Aux Amériques, de la Californie jusqu'au Cap Horn, le pouvoir était vacant, et les tentatives menées par des forces politiques antagoniques pour combler ce vide les amena inévitablement à s'opposer brutalement les unes aux autres.

Au cours des trois siècles précédents, les colons espagnols avaient, comme les Anglais en Amérique du Nord et les Français à Saint-Domingue, développé des intérêts propres qui entraient en conflit avec ceux des dirigeants de l'empire. La crise politique dans laquelle l'Espagne se débattait leur apparut comme une occasion d'affermir ces intérêts.

Les vice-rois coloniaux inféodés à la monarchie espagnole, résolus à résister à ces revendications, avaient des troupes à leur disposition et pouvaient s'appuyer sur le clergé en cas de besoin. Par ailleurs, les divisions au sein de la société coloniale, plus marquées encore que celles qui existaient en Amérique du Nord, jouaient en leur faveur. De vastes étendues de l'Amérique latine étaient dominées par de grands latifundiaires, qui avaient établi sur les peuples indigènes des formes de contrôle essentiellement féodales. Les villes, quant à elles, étaient peuplées de marchands dont la fortune venait du commerce avec l'Espagne plutôt qu'avec les autres régions d'Amérique latine, d'une classe moyenne convaincue que la couronne aussi bien que les grands propriétaires bloquaient le progrès économique, et d'une masse d'artisans, d'ouvriers et, dans certaines régions, d'esclaves noirs.

Telle était la situation lorsque Bolívar, issu lui-même d'une famille de grands propriétaires fonciers, prit part en 1810 à la première insurrection vénézuélienne contre la domination espagnole ; dans le même temps, à 3 000 kilomètres de là, le prêtre révolutionnaire Hidalgo dirigeait un soulèvement dans la ville mexicaine de Guadalajara. Les révoltes, après un bref succès initial, furent brisées, Hidalgo exécuté et Bolívar contraint à la fuite. Le même schéma se répéta à Caracas lorsque Bolívar y organisa une nouvelle insurrection, avant d'être vaincu à nouveau (et devoir chercher du soutien à Haïti), pendant que Morelos reprenait la bannière d'Hidalgo et était exécuté à son tour. Bolívar connut la victoire à sa troisième tentative ; il avait marché du Venezuela, en passant par la Nouvelle-Grenade (aujourd'hui la Colombie), jusqu'en Bolivie et rencontré le « libérateur » de l'Argentine, San Martín, avant d'opérer une jonction

avec le « libérateur » chilien O'Higgins et de déloger les Espagnols du Chili. Pendant ce temps, une troisième révolte au Mexique avait finalement contraint la Couronne espagnole à concéder l'indépendance du pays. La victoire se révélerait pourtant amère pour ceux qui avaient mis leur foi dans les idéaux de Bolívar et d'Hidalgo. Ces derniers s'étaient approprié les valeurs de la Révolution française et se proposaient non seulement de se débarrasser de la couronne, mais aussi de mettre fin au féodalisme, de libérer les esclaves et d'établir une république bourgeoise pleine et entière. Hidalgo était allé jusqu'à s'assurer du soulèvement des paysans en agitant des promesses de partage des terres, pendant que Bolívar concluait ses victoires en appelant à la tenue d'un « Congrès continental » à Panama pour fonder les « États-Unis » d'Amérique latine.

Bien sûr, les grands propriétaires qui dominaient le continent ne pouvaient être sensibles à un tel programme. C'était leur opposition à ce discours radical qui avait provoqué les premiers revers de Bolívar et l'exécution d'Hidalgo. Même s'ils finirent par acclamer Bolívar et les successeurs d'Hidalgo comme des « libérateurs », ils firent en sorte que l'indépendance soit dictée dans leurs termes. La réforme agraire ne vit jamais le jour, le pouvoir resta entre les mains d'oligarchies régionales, et les projets de fondation d'une république latino-américaine unique pour faire pendant aux États-Unis furent tués dans l'œuf. Malgré ses victoires, et les statues de lui qui ornent toutes les villes du Vénézuéla, Bolívar mourut dans l'amertume.

L'Amérique latine resta essentiellement ce qu'elle était avant l'indépendance : un continent constitué de quelques métropoles coloniales, dont la splendeur des XVII^e et XVIII^e siècles pouvait rivaliser avec de nombreuses cités européennes, entourées par des étendues de domaines agricoles mises en valeur par des quasi-serfs. Ses « nations » étaient libérées du joug espagnol, mais elles restaient à un degré ou à un autre dépendantes des puissances étrangères. Le Mexique allait être envahi par les États-Unis et la France au cours du XIX^e siècle, tandis que l'Angleterre exercerait une influence

dominante sur des pays comme l'Argentine et le Chili. Dans chaque pays d'Amérique latine, des factions rivales comploteraient les unes contre les autres, organisant des coups d'État, fondant des partis « libéraux » et « conservateurs », et préservant des structures sociales caractérisées par des privilèges extrêmes, d'un côté, et de vastes zones stagnantes et paupérisées, de l'autre.

Chapitre 31

Le recul de la raison

L'enthousiasme révolutionnaire de 1789 s'était propagé dans de nombreux cercles intellectuels influencés par les Lumières. Mais ce sentiment n'était pas communément partagé, et des voix devaient bientôt s'élever pour dénoncer ce qui leur apparaissait comme un outrage à la civilisation. Une accusation qui ne visait pas la Terreur, mise en place seulement trois ans plus tard. La Garde nationale de La Fayette conservait alors le contrôle de Paris, le roi continuait de nommer les gouvernements, même s'ils étaient responsables devant l'Assemblée, et Robespierre était encore un adversaire de la peine capitale. L'hostilité était provoquée par la simple suggestion que le peuple puisse avoir son mot à dire dans la conduite des affaires de l'État.

« La multitude des porcs » (*the swinish multitude*) mettait en péril la base même de la civilisation, expliquait le Britannique Edmund Burke dans un texte qui devait devenir – et demeure – la bible de la Contre-Révolution : « La gloire de l'Europe s'est éteinte pour toujours. Jamais, jamais plus nous ne contemplerons la loyauté généreuse envers le rang et le sexe, cette fière soumission à une obéissance digne, cette subordination du cœur qui maintient vivant jusque dans la servitude l'esprit de liberté exalté¹. »

Burke ne s'était pas jusque-là distingué comme un conservateur invétéré. Il s'était opposé à la politique britannique en Amérique et avait voué aux gémonies le comportement des conquérants anglais du Bengale. Tom Paine, rentrant d'Amérique à Londres à la fin des années 1780, le considérait comme un de ses amis. Mais la notion même d'intervention des masses dans la vie politique lui était insupportable.

Son pamphlet *Réflexions sur la Révolution française*, paru en 1790, constituait une polémique destinée à unir les propriétaires terriens, les riches et les « classes cultivées » contre toute idée que les artisans et les paysans, pour ne pas parler des « serviteurs » et des hommes de peine, puissent avoir un rôle dirigeant. Cela impliquait un rejet total de toute concession aux doctrines libérales. Autrefois partisan de l'abolition de l'esclavage, Burke dénonçait désormais l'abolitionnisme comme « un fragment de la toile d'araignée maudite du jacobinisme² ». Dans des écrits postérieurs, il proclamait avec insistance que Tom Paine méritait « la réfutation de la justice pénale³ ».

Ses *Réflexions* connurent un succès immédiat dans les classes supérieures : 50 000 exemplaires furent vendus en Angleterre et de nombreuses traductions en langues étrangères parurent dans les années suivantes. George III adorait le livre, la Grande Catherine en était transportée d'enthousiasme et Stanislas, le dernier roi de Pologne, ne tarissait pas d'éloges à son sujet. Aucun d'eux, évidemment, n'avait connu la « servitude » ou ne s'était employé à promouvoir « l'esprit de liberté exalté ».

Les écrits de Burke trouvèrent bientôt leur pendant continental dans ceux de Joseph de Maistre. Celui-ci n'insistait pas seulement sur le fait que les dirigeants devaient être « séparés du peuple par la naissance ou par la richesse, car une fois que le peuple a perdu son respect pour l'autorité, c'est la fin de tout gouvernement⁴ », mais prolongeait l'argument par une attaque sur les fondements des Lumières dans leur ensemble. « Le plus grand crime que puisse commettre un noble, écrivait-il, c'est d'attaquer les dogmes chrétiens⁵. »

Il n'était pas le seul à sonner l'alarme sur le fait que les défis aux vieux préjugés pouvaient se transformer en attaques des classes exploitées contre leurs maîtres. Gibbon entendait désormais préserver les croyances chrétiennes absurdes qu'il avait mises à mal dans son livre *Décadence et chute de l'Empire romain*. Il parlait du « danger qu'il y a à exposer les vieilles superstitions au mépris de la multitude aveugle et ignorante⁶ ».

Ce n'était pas seulement la Révolution, mais les fondements mêmes des Lumières qui subissaient un tir nourri – lequel s'intensifiait au fur et à mesure que l'avancée des armées révolutionnaires faisait trembler les têtes couronnées et les aristocrates de toute l'Europe. Ces derniers se tournèrent vers les croyances obscurantistes pour les protéger des progrès de la raison parmi les masses, et prirent des mesures répressives contre ceux qui essayaient de perpétuer la tradition des Lumières.

La marée montante de la déraison fut renforcée par la déception de ceux qui, enthousiasmés par 1789, avaient commencé à déchanter pendant la deuxième vague de terreur, s'étaient aigris sous l'effet de Thermidor et avaient sombré dans le désespoir lors du couronnement de Bonaparte. Leur perception se teinta de cynisme, voire de sentiments réactionnaires. « Les dirigeants sont les mêmes à toutes les époques et quelle que soit la forme du gouvernement », écrivait Coleridge en 1797. Le poète allemand Hölderlin suggéra que l'espoir d'un monde meilleur était en lui-même un mal : « Ce qui a transformé l'État en enfer est précisément le fait de ces hommes qui ont essayé d'en faire un paradis⁷. » Même ceux qui refusaient de trahir les espoirs de 1789 abandonnèrent généralement la confrontation avec l'ordre ancien. Le champ était de plus en plus ouvert à ceux qui prêchaient une foi aveugle dans les mythes religieux et les illusions monarchiques.

Alors que cinquante ans auparavant, David Hume avait pu exprimer ouvertement des opinions sceptiques, Percy Shelley fut exclu d'Oxford à l'âge de dix-huit ans pour avoir défendu l'athéisme. Si Voltaire avait déjà mis en évidence les absurdités de l'Ancien Testament, il fallut attendre 1840 pour que des penseurs comme David Strauss reprennent la critique de la Bible. Buffon et Lamarck en France, Erasmus Darwin en Angleterre, avaient pu, au XVIII^e siècle, avancer l'hypothèse selon laquelle les espèces pouvaient évoluer. Or l'atmosphère britannique, même dans les années 1830 et 1840, était telle que le petit-fils d'Erasmus, Charles, attendit vingt ans avant de révéler au monde qu'il pensait la même chose et qu'il avait élaboré une

théorie nouvelle sur la question⁸. Les penseurs des Lumières écossais Adam Smith et Adam Ferguson avaient développé les idées de l'évolution de la société humaine de la chasse-cueillette jusqu'à leur époque. Mais c'était une chose qu'oubliaient ceux qui se bornaient à répéter des phrases de *La Richesse des nations*, tout en considérant que la société était déterminée par Dieu. C'était comme s'il y avait eu une tentative de geler la pensée pendant presque un demi-siècle.

Le tournant des Lumières à l'obscurantisme ne fut pas total. Des progrès importants virent le jour en mathématiques, en physique et en chimie, encouragés en grande partie par le développement de l'industrie et les besoins de la guerre. Les conflits politiques entre les industriels en quête de profit et les propriétaires terriens uniquement intéressés par une augmentation de leurs rentes encouragèrent David Ricardo, un économiste anglais, à développer et à poursuivre les thèses de Smith sur le capitalisme. Le philosophe allemand Hegel synthétisa de nombreuses découvertes des Lumières en une vision globale du développement de la compréhension humaine, mais il le fit en séparant ce développement de tout soubassement matériel. Walter Scott, Honoré de Balzac, Stendhal et Jane Austen utilisèrent le roman pour donner une expression littéraire aux dilemmes de la classe moyenne dans le monde capitaliste en train d'émerger. Le « romantisme » en littérature, en musique et en art célébrait les sentiments et les émotions plutôt que la raison. Cela menait souvent à la glorification d'un prétendu « âge d'or » obscurantiste, mais dans les sociétés qui n'avaient pas éliminé tout vestige de féodalisme, cela permettait aussi de se réapproprier les traditions d'opposition populaire à la tyrannie et à l'oppression. Une poignée de penseurs « utopistes » tels que, en France, Saint-Simon, Charles Fourier et, en Angleterre, l'industriel pionnier Robert Owen, échafaudèrent les plans d'une société plus juste, même s'ils étaient incapables d'indiquer par quel moyen ils pouvaient être mis en pratique. Il fallut une nouvelle génération, née à la fin des années 1810 et au début des années 1820, pour construire sur la base de l'héritage des Lumières et des premières années révolutionnaires.

Mais, pendant ce temps, le monde se transformait de façon spectaculaire, malgré tous les efforts des monarchies de la Restauration pour réimposer le mode de vie du XVIII^e siècle.

Chapitre 32

La révolution industrielle

« **D**ans mon établissement de New Lanark, la force mécanique et des opérations surveillées par environ 2 000 personnes, jeunes et adultes [...], accomplissent un travail qui, il y a soixante ans, aurait nécessité la totalité de la population laborieuse d'Écosse », proclamait Robert Owen, industriel et futur socialiste, en 1815¹.

Même s'il exagérait, Owen martelait là une vérité de premier ordre. Des transformations dans les modes de production des objets étaient en cours, à une échelle inédite depuis l'apparition de l'agriculture 10 000 ans auparavant. D'abord concentrées dans le Nord de l'Angleterre, les basses terres d'Écosse et certaines parties de la Belgique, elles ne devaient pas tarder à influencer sur le développement de bien d'autres régions.

Ces transformations comportaient de nombreuses innovations interconnectées : l'emploi de machines complexes ; la fabrication d'outils en acier trempé plutôt qu'en cuivre, facile à tordre, ou en fonte cassante ; la fabrication de l'acier dans des hauts fourneaux fonctionnant à la houille plutôt qu'au charbon de bois ; enfin, l'utilisation du charbon comme combustible pour fournir, avec la machine à vapeur, une source puissante de force motrice capable de faire tourner les machines.

La combinaison de nouvelles machines, d'une nouvelle métallurgie et de nouvelles sources d'énergie accrut de façon incommensurable la capacité de production, tout en réduisant le temps de transports des individus comme des marchandises.

À la fin du XVIII^e siècle, il fallait compter deux semaines pour rallier Philadelphie depuis Boston, les navires pouvaient être retenus au

port pendant une quinzaine de jours ou plus dans l'attente de vents favorables, et des famines sévissaient régulièrement du fait des difficultés de transport des denrées d'un endroit à un autre. Cela faisait plus de 3000 ans que les véhicules à roue étaient connus en Eurasie et en Afrique, mais ils ne pouvaient pas circuler sur les terrains accidentés ou boueux. Les wagons tirés par des mules étaient plus souvent utilisés que la charrette pour le transport de marchandises. En Europe, les routes de terre pouvaient avoir un parapet de pierre en leur milieu pour faciliter le passage des chevaux et des mules, mais pas celui des véhicules. Dans l'Inde moghole, l'essentiel des transports terrestres était effectué par de grands troupeaux de bœufs dont chacun portait une charge sur son dos².

Désormais, des armées d'ouvriers munis de pelles et de pioches d'acier creusaient des canaux ou construisaient les premières routes en dur pour relier les grandes villes. Les propriétaires de mines découvrirent qu'ils pouvaient accélérer l'extraction du charbon grâce à l'utilisation de véhicules sur rails – en bois au début, en fer ensuite. Des ingénieurs eurent recours à la machine à vapeur pour propulser des navires et des véhicules sur rails, ainsi que pour faire tourner des usines. En 1830, le premier train de voyageurs ralliait Manchester à Liverpool³. Les gens pouvaient se déplacer à des vitesses auparavant inimaginables, des marchandises produites dans une ville se retrouvaient dans une autre en quelques heures plutôt qu'en quelques jours. Les armées avaient désormais la possibilité de se déplacer du jour au lendemain d'un bout à l'autre d'un pays.

L'agriculture connut également une métamorphose aussi spectaculaire que subite : l'élimination définitive de la paysannerie en Grande-Bretagne par le biais des enclosures, l'adoption quasi universelle de nouvelles formes de mise en valeur des terres et de nouvelles cultures – le navet, la pomme de terre, le blé plutôt que l'avoine ou l'orge –, de nouveaux fourrages, des charrues plus efficaces et un assolement des parcelles amélioré. La production de denrées alimentaires augmenta considérablement, et une énorme partie de la

population dut désormais se résoudre à chercher un emploi salarié dans les fermes capitalistes ou les industries nouvelles.

Une classe d'une espèce nouvelle

La mutation radicale des conditions de travail et d'existence de millions de personnes provoqua un afflux vers les villes à une échelle inconnue dans l'histoire. Aussi longtemps que l'industrie avait été dépendante du charbon de bois comme combustible, et de l'eau et du vent comme forces motrices, elle était majoritairement restée confinée dans les zones rurales. Le charbon et la vapeur transformèrent tout cela. L'usine moderne, avec ses cheminées géantes, commença à dominer le paysage urbain de Manchester, dans le Lancashire, et de Glasgow, en Écosse. Dès les années 1830, la Grande-Bretagne était la société la plus urbanisée que l'humanité ait connue. En 1750, seules deux villes comptaient plus de 50 000 habitants : Londres et Édimbourg. En 1851, vingt-neuf villes avaient franchi ce seuil et la majorité de la population vivait désormais en ville⁴.

La transformation de la production industrielle moderne ne fut pas instantanée. Comme dans de nombreux pays du tiers monde aujourd'hui, la croissance de la grande industrie fut accompagnée par le développement impressionnant d'une petite industrie s'appuyant sur la main-d'œuvre bon marché. La révolution industrielle anglaise se produisit d'abord dans l'extraction minière et le textile. Mais si, dans ce dernier secteur, le filage du coton était concentré dans des usines, employant essentiellement des femmes et des enfants, le tissage, quant à lui, était toujours effectué dans les zones rurales par des travailleurs manuels. Le nombre de ces derniers s'accrut massivement, comme celui des employés des nombreux métiers urbains préindustriels. Enfin, le nombre des mineurs augmenta également considérablement. Ils étaient habituellement basés dans des villages plutôt que

dans des villes, même si c'était souvent à proximité d'une rivière, d'un canal ou d'une ligne de chemin de fer.

La vie des populations se trouva transformée par la nécessité, dans laquelle elles se trouvèrent de plus en plus plongées, d'entretenir des rapports d'argent avec la classe capitaliste pour assurer leur subsistance. Les tisserands indépendants, qui avaient fleuri dans les années 1790, se muèrent, dans les années 1840, en une masse désespérée de miséreux arrivant à peine à survivre face à la concurrence des usines nouvelles utilisant des métiers mécaniques.

La question du « niveau de vie » fut au cœur d'une longue discussion chez les historiens économiques afin de savoir si la vie du peuple s'était détériorée du fait de son entrée massive dans l'industrie et la vie urbaine. La plus grande partie du débat était en réalité hors sujet. Les gens allaient vivre en ville – comme ils s'installent aujourd'hui dans les métropoles du tiers monde, qu'il s'agisse de Djakarta ou Bombay – parce que cela semblait la seule alternative à la misère de la campagne. Mais la ville n'offrait pas la garantie d'un avenir confortable et assuré. On détenait des qualifications intéressantes sur le marché du travail à un moment et, du jour au lendemain, ces qualifications pouvaient être périmées, comme dans le cas des tisserands. Dans l'économie rurale du début du XVIII^e siècle, le changement, même s'il apportait son cortège de souffrances, était resté lent. Dans l'économie urbaine du XIX^e siècle, il était souvent rapide et dévastateur. La production était destinée au marché, et celui-ci pouvait se dilater et se contracter à une vitesse vertigineuse. Pendant les périodes de prospérité, les travailleurs abandonnaient leurs anciennes activités et leurs villages en quête d'« argent facile » dans les villes. Pendant les récessions, ils se retrouvaient démunis, sans même un petit lopin de terre capable de produire une maigre pitance lorsqu'ils perdaient leur emploi.

Certes, certains de ces nouveaux ouvriers acquéraient des compétences leur permettant de stabiliser leur situation pendant une certaine période. Mais même alors, ils devaient se battre avec acharnement contre les tentatives des employeurs de rendre plus difficiles

leurs conditions de travail, en particulier lorsque les commandes se tarissaient ou que de nouvelles technologies étaient utilisées. De surcroît, une proportion significative de la population urbaine était « paupérisée », en trop mauvaise santé, trop âgée ou trop peu qualifiée pour avoir accès au monde du travail semi-permanent.

Cette nouvelle main-d'œuvre produisait de la richesse mais n'en bénéficiait pas. Même les statisticiens désireux de souligner l'augmentation du niveau de vie de la majorité de la population laborieuse ne peuvent prétendre qu'elle pouvait se mesurer aux progrès accomplis par la productivité. Alors que la nouvelle classe ouvrière devait se résigner à son sort, vivant juste au-dessus ou légèrement en dessous du niveau de subsistance, d'autres, qui peuplent, par exemple, les romans de Jane Austen, buvaient, dînaient, chassaient, se courtoisaient et prenaient le thé dans des environnements fastueux. Pendant les années de famine postérieures à 1815, 12 % environ du produit intérieur brut (PIB) revenaient en tant qu'intérêts aux détenteurs de la dette nationale.

Ceux qui vivaient de la sueur de la nouvelle classe ouvrière considéraient celle-ci comme un problème permanent : comment la faire travailler comme eux le désiraient ? Les ouvriers, d'anciens paysans, étaient habitués au rythme des saisons, à de courtes périodes de travail intense suivies de périodes plus longues où ils pouvaient se reposer. Non seulement ils cessaient le travail le dimanche, mais aussi, s'ils le pouvaient, le lundi (qu'on appelait le « lundi saint » en Angleterre et le « lundi bleu » en Allemagne). Briser ces habitudes devint pour les propriétaires d'usines une véritable obsession. Les machines devaient tourner du lever au coucher du soleil, voire plus lorsque l'éclairage au gaz rendit possible le travail nocturne. Les horloges installées dans les usines servaient à marteler le nouveau dicton : « Le temps, c'est de l'argent⁵. » La nature humaine elle-même devait changer pour que les travailleurs en viennent à considérer comme normal de passer toute leur journée dans des lieux clos sans voir le soleil, les arbres et les fleurs, et sans entendre le chant des oiseaux.

Les classes possédantes étaient convaincues que toute tentative de réduire la pauvreté fragiliserait cette nouvelle discipline du travail. Si les pauvres pouvaient obtenir quelque revenu sans travailler, ils deviendraient « oisifs, fainéants, malhonnêtes et bons à rien », ils perdraient toute « habitude de prudence, de respect de soi et de tempérance » et développeraient « une mentalité de paresse et d'insubordination »⁶.

Thomas Malthus avait de façon tout à fait opportune fourni la « preuve » que le niveau de vie des pauvres ne pouvait être amélioré. Ils se mettraient tout simplement à faire plus d'enfants jusqu'à ce que leur situation soit encore pire qu'auparavant, affirmait-il. Jean-Baptiste Say, vulgarisateur des idées d'Adam Smith, avait également « prouvé » que le chômage était impossible dans un marché véritablement libre. Si les gens ne trouvaient pas de travail, c'est qu'ils réclamaient des salaires supérieurs à ce que le marché pouvait leur accorder. L'assistance aux indigents, en soulageant la misère, ne faisait qu'encourager cette pratique désastreuse. La seule solution au problème de la pauvreté était d'appauvrir les pauvres encore davantage ! Les conditions de vie devaient être telles que le chômeur « apte au travail » ferait pratiquement n'importe quoi plutôt que de demander de l'aide. La nouvelle loi sur les pauvres (*New Poor Law*), édictée en Grande-Bretagne en 1834, s'employa à mettre en place de telles conditions en limitant les aides à ceux qui étaient prêts à être enfermés dans des « *workhouses* » assez semblables à des prisons, et judicieusement surnommées « bastilles » par ceux qui en étaient menacés.

Ce n'est pas seulement l'existence physique des ouvriers qui s'est transformée au contact de l'industrialisation, mais aussi les mentalités. La vie dans des agglomérations surpeuplées produisait des attitudes très différentes de celles en usage dans des villages isolés. Elle pouvait mener à la solitude, au désespoir, à la déchéance. Mais elle pouvait aussi faire naître un sentiment nouveau de communauté de classe, les gens vivant et travaillant les uns à côté des autres, avec les

mêmes soucis et dans les mêmes conditions. De plus, elle leur donnait une conscience plus aiguë du monde extérieur qu'on ne l'avait à la campagne. Les ouvriers savaient bien plus souvent lire et écrire que leurs parents paysans, et connaissaient par la lecture et l'écriture l'existence de lieux et d'événements éloignés.

Le nouveau monde du travail présida à l'apparition d'une organisation familiale inédite, et à un changement majeur de la situation des femmes. Les femmes paysannes avaient toujours joué un rôle productif, mais habituellement subordonné à celui de leur mari, qui était responsable de la plupart des transactions extérieures à la cellule familiale. À l'inverse, dans la première vague de la révolution industrielle, c'étaient les femmes (et les enfants) qui étaient concentrées par centaines ou par milliers dans les usines. Les conditions y étaient atroces, à tel point que beaucoup rêvaient de trouver un homme qui les libérerait de la surexploitation et de l'éducation des enfants. Néanmoins, elles gagnaient de l'argent pour la première fois et acquéraient ainsi un certain degré d'indépendance vis-à-vis de leurs maris ou amants. Les ouvrières des aciéries du Lancashire étaient célèbres pour leur intrépidité, à l'instar des « grisettes » des quartiers est de Paris, qui apostrophaient policiers et soldats. En révolutionnant la production, le capitalisme contribuait aussi à fragiliser un système qui avait aidé à perpétuer l'oppression des femmes pendant des millénaires.

Objets et sujets

La classe nouvelle des ouvriers industriels ne faisait pas que subir. Elle montra bientôt qu'elle pouvait aussi se battre. Aux XVII^e et XVIII^e siècles, la concentration de certaines activités artisanales et marchandes dans les villes et les capitales s'était exprimée dans le rôle joué par les apprentis et les journaliers au cours de la révolution anglaise, par les « mécaniciens » de New York et de Pennsylvanie au cours de la révolution américaine, et, par-dessus tout, par les sans-

culottes au cours de la Révolution française. Désormais, les travailleurs se retrouvaient concentrés à une échelle bien supérieure, dans d'immenses lieux de travail regroupés dans des agglomérations urbaines d'une taille sans précédent. Cela leur offrait des possibilités de résistance bien plus grandes que celles dont avaient bénéficié les classes exploitées par le passé, et cette résistance était de nature à encourager l'émergence d'idées opposées à la société existante dans sa totalité.

L'agitateur radical John Thelwall avait observé en 1796 ce dont l'avenir était potentiellement porteur : « Le monopole, et l'accumulation hideuse du capital dans quelques mains [...] portent dans leur énormité les germes de la guérison [...]. Ce qui favorise la concentration des êtres humains [...], même si cela peut engendrer certains vices, est favorable à la diffusion du savoir, et finalement à la liberté humaine. Ainsi, tout atelier ou manufacture est une sorte de société politique, qu'aucune loi votée par le Parlement ne peut réduire au silence et qu'aucun magistrat ne peut disperser⁷. »

Cette prophétie allait être confirmée deux décennies plus tard. Une nouvelle poussée d'agitation se répandit en Grande-Bretagne, de façon sporadique, à la fin des guerres napoléoniennes. Elle devait finalement prendre une dimension plus grande et durer plus longtemps qu'aucune vague protestataire du passé. Elle émergea de différents courants : les artisans radicaux de Londres qui étaient les héritiers du mouvement des années 1790 ; les fabricants de chaussettes et les tisserands luddites dont les salaires avaient été réduits par l'introduction des machines ; et les syndicats illégaux de travailleurs qualifiés, fileurs de coton et ouvriers agricoles (dont les dirigeants, les « martyrs de Tolpuddle », furent déportés en Australie). La lutte traversa différentes phases : le sabotage des machines, des manifestations de masse comme celle qui fut réprimée par la milice bourgeoise lors du massacre de Peterloo, à Manchester, en 1819, de grandes grèves, une agitation pour le suffrage universel dans la classe moyenne dans les années 1830-1832, des assauts sur les *workhouses* après 1834, des

protestations contre la mise en place de forces de police destinées à surveiller les quartiers ouvriers. De ces luttes émergèrent des dirigeants qui organisèrent, agitèrent, firent de la propagande et commencèrent, dans certains cas, à retourner certaines idées d'Adam Smith et de David Ricardo contre les capitalistes. Le mouvement avait aussi ses journaux, comme le *Black Dwarf* et le *Poor Man's Guardian*, des publications dont les propriétaires subissaient des arrestations répétées lorsqu'elles se faisaient l'écho de l'agitation en cours ou qu'elles s'en prenaient aux capitalistes ou aux propriétaires terriens.

Les chartistes

À la fin des années 1830, ces différents courants d'agitation convergèrent pour donner naissance au mouvement chartiste. Il y avait là quelque chose d'inédit : un mouvement prenant racine au sein des classes laborieuses dont le travail entretenait la société, organisé par en bas, non pas comme une émeute ou une révolte isolée, mais comme une organisation permanente, avec ses propres structures démocratiques. Son principal organe, le *Northern Star*, fondé à Leeds en 1837, vit bientôt son tirage atteindre celui du journal de la classe dirigeante, le *Times* ; ses articles étaient lus à haute voix pour les analphabètes dans les ateliers et les pubs de toutes les zones industrielles du pays.

L'histoire telle qu'on l'enseigne dans les écoles britanniques traite souvent le chartisme comme un mouvement mineur, voué à l'échec. Il fut en réalité le plus grand mouvement de masse que connut le pays au XIX^e siècle. À trois reprises, il provoqua la panique dans la classe dirigeante. En 1838-1839, des centaines de milliers de travailleurs assistèrent aux meetings dans lesquels le programme chartiste était présenté et débattu ; des dizaines de milliers d'entre eux commencèrent à s'entraîner en vue d'un soulèvement populaire ; le gouvernement était suffisamment inquiet pour envoyer l'armée dans

les districts industriels, et Newport, au Pays de Galles, fut le théâtre d'une tentative de soulèvement armé⁸. Puis, en 1842, éclata dans le Lancashire la première grève générale de l'histoire ; les ouvriers allèrent d'une usine à une autre, éteignirent les hauts fourneaux et cherchèrent à étendre leur action⁹. Finalement, en 1848, poussées à nouveau à l'action par la dépression industrielle en Grande-Bretagne, la famine en Irlande et la vague révolutionnaire que connaissait l'Europe, des masses de travailleurs se préparèrent à la confrontation. Leurs espoirs allaient être déçus. L'État tint bon, les classes moyennes inférieures se rallièrent à lui, les dirigeants chartistes hésitèrent, et la colère qui avait amené 100 000 personnes à se rassembler à Kennington, au sud de Londres, se dissipa bientôt, mais pas avant que le gouvernement n'ait transformé la moitié de la capitale en un vaste camp retranché¹⁰.

Comme tout mouvement vivant, le chartisme était un mélange disparate de groupes porteurs d'idées hétérogènes. Son programme formel – les *points* de la Charte – était très audacieux sur ses propositions de réforme démocratique ; il reposait sur le suffrage universel masculin et l'élection de parlements annuels, et non sur une réorganisation socialiste de l'économie. Ses dirigeants étaient divisés entre les tenants de la « force morale », qui croyaient pouvoir gagner à leur cause les gouvernants, et les partisans de la « force physique », qui mettaient leur foi dans leur renversement. Même les seconds n'avaient pas véritablement d'idées sur la manière de parvenir à leurs fins. Pourtant, durant la douzaine d'années de son existence, le chartisme révéla quelque chose de crucial : la bourgeoisie n'était pas encore parvenue au terme de ses propres batailles pour balayer, dans la plus grande partie de l'Europe, les vestiges du féodalisme, qu'elle créait déjà à ses côtés une nouvelle classe exploitée capable de retourner contre elle les idées révolutionnaires de la France de 1789.

C'était là, pour l'histoire du monde, quelque chose d'aussi important que la Révolution française et la révolution industrielle. Le succès du capitalisme industriel britannique suscitait chez d'autres, ailleurs,

une émulation. Avant 1789, quelques usines s'étaient déjà implantées en France et dans certaines parties de l'Allemagne méridionale. Désormais, des îlots industriels émergeaient non seulement dans ces pays, mais en Italie du Nord, en Catalogne, en Bohême, au Nord des États-Unis, et même dans l'Oural russe ou sur le Nil. Partout où l'on voyait la fumée des nouvelles usines, on assistait à des explosions spontanées de colère et de résistance de la part de ceux qui y travaillaient. En 1830, le peuple parisien descendit dans la rue pour la première fois depuis 1795. Les conseillers du roi Bourbon Charles X ne virent qu'un moyen de mettre un terme à la révolution : persuader le souverain de s'exiler sans tarder et installer à sa place un de ses parents, le « roi bourgeois » Louis-Philippe d'Orléans. La manœuvre réussit, mais la démonstration de force des classes laborieuses fut suffisante pour inspirer une série de soulèvements dans d'autres régions de l'Europe. Ils échouèrent tous, sauf celui qui sépara la Belgique de la Hollande pour former un État indépendant sous protection britannique.

En février 1835, le poète et historien français Alphonse de Lamartine déclarait à l'Assemblée nationale : « La question des prolétaires est celle qui fera l'explosion la plus terrible dans la société actuelle, si la société, si les gouvernements se refusent à la sonder et à la résoudre¹¹. » Sa prophétie fut confirmée treize ans plus tard, lorsque toute l'Europe fut secouée par la révolution, Lamartine lui-même connaissant alors un bref moment de gloire.

Chapitre 33

La naissance du marxisme

« **U**n spectre hante l'Europe : le spectre du communisme. » Telle est la phrase d'introduction d'une des brochures les plus influentes jamais publiées. Deux Allemands en exil à Paris la rédigèrent à la fin de 1847. Elle prédisait une révolution imminente, et l'encre des premiers exemplaires imprimés était à peine sèche que cette révolution était déjà en marche. Mais cela ne suffit pas à expliquer le retentissement énorme que devait avoir une œuvre bientôt traduite dans toutes les langues européennes. Ce qui passionna les lecteurs – et continue à le faire – était sa capacité, en une quarantaine de pages, d'inscrire l'émergence de la nouvelle société industrielle capitaliste dans le schéma général de l'histoire humaine. Elle entreprenait de montrer que cette forme de société était tout aussi transitoire que celles qui l'avaient précédée, et d'expliquer les gigantesques conflits de classes qui la secouaient, même là où elle ne s'était pas encore complètement débarrassée du vieil ordre féodal.

Les auteurs, Friedrich Engels et Karl Marx, étaient des hommes extrêmement doués, mais leur génie personnel ne peut expliquer à lui seul l'impact de leurs écrits – pas plus que le génie personnel de Platon et Aristote, Confucius et Bouddha, Paul de Tarse et Mahomet, Voltaire et Rousseau, n'explique la place que ces individus tiennent dans l'histoire. Ils vivaient en un lieu et un temps où convergeaient toutes les contradictions d'une période, et ils avaient à leur disposition quelque chose qui faisait défaut aux autres : l'accès aux traditions intellectuelles et aux progrès scientifiques qui leur permettaient, non seulement de ressentir, mais d'expliquer ces contradictions.

Karl Marx et Friedrich Engels étaient tous deux issus de la classe moyenne de la Rhénanie prussienne. Le père du premier était un fonctionnaire aisé, de religion protestante mais d'éducation et de descendance juives, le père du second un industriel prospère possédant des usines en Rhénanie et à Manchester. Dans la Rhénanie des années 1830 et 1840, de telles origines ne menaient pas nécessairement au conformisme. Le capitalisme y était plus développé que partout ailleurs en Allemagne, et l'occupation française, peu d'années auparavant, y avait balayé les vestiges de la société féodale. Mais ceux-ci restaient dominants dans la monarchie prussienne, qui dirigeait la région. Même les membres les plus âgés de la classe moyenne était animés par un désir de réformes susceptibles de les libérer de ce fardeau ; et chez les plus jeunes, ce désir avait des connotations nettement plus radicales.

L'Allemagne avait traversé, comme la plus grande partie de l'Europe, une période de réaction intellectuelle dans les premières décennies du siècle. Le plus célèbre philosophe du pays, Hegel, habitait désormais ses vieilles croyances dans le progrès de l'esprit humain au cours de l'histoire de défroques mystiques, religieuses, et chantait les louanges de l'État prussien (tout du moins de sa constitution des années 1820, fondée sur la propriété). Mais la génération qui entra à l'Université dans les années 1830 et au début des années 1840 opéra un retour aux idées des Lumières et même à celles des premières années de la Révolution française. De « jeunes hégéliens » comme Bruno Bauer transfigurèrent la notion hégélienne selon laquelle tout se transforme à travers des contradictions en une critique libérale de la société allemande existante. David Strauss développa les attaques de Voltaire contre l'Ancien Testament pour mettre en question le Nouveau. Ludwig Feuerbach s'appropriä la philosophie matérialiste exposée quatre-vingts ans plus tôt par d'Holbach et Helvétius. Karl Grün fit de nombreux émules en lançant un appel « véritablement socialiste » aux hommes éclairés de toutes les classes à œuvrer ensemble pour faire naître une société plus juste que la société féodale ou capitaliste.

Marx et Engels faisaient partie intégrante de cette génération aux prises avec une société déchirée entre passé et présent. Ils étudièrent Hegel, reprirent les arguments de Feuerbach, adoptèrent les critiques de la religion exprimées par Strauss. Mais ils firent plus encore : ils se confrontèrent également au nouveau capitalisme industriel qui faisait ses premières incursions. Engels fut envoyé par son père à Manchester pour aider à y diriger son usine, et il fit l'expérience, au premier degré, de l'écart entre l'avenir radieux promis par les idéaux libéraux en Allemagne et la dure réalité de la vie des travailleurs dans la révolution industrielle britannique : ce sera l'objet de son livre *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre*. Il rencontra aussi des ouvriers qui organisaient la riposte contre ces injustices. Arrivant à Manchester à la suite de la grève générale de 1842, il rejoignit le mouvement chartiste¹, ce qui le mit à son tour en contact direct avec les critiques « socialistes utopiques » du capitalisme contenues dans les écrits de Robert Owen, et avec la critique de l'« économie politique » utilisée pour justifier le système en place².

Après avoir achevé son doctorat sur la philosophie atomiste grecque, Marx fut engagé comme rédacteur en chef d'un journal libéral fondé depuis peu, la *Rheinische Zeitung*, à l'âge de vingt-quatre ans. Des affrontements avec la censure prussienne entraînèrent l'interdiction du journal au bout de six mois, et Marx se trouva pour la première fois en contact, comme il l'expliqua plus tard, avec les « questions matérielles ». Puis il écrivit un texte sur la manière dont la noblesse entendait faire passer pour un vol les traditions paysannes consistant à ramasser le bois mort dans la forêt, et il commença à analyser la nature et l'origine de la propriété. Il fut ensuite contraint de s'exiler à Paris, où une lecture critique de la *Philosophie du droit* de Hegel – qui défend l'idée que la coercition monarchique est le seul moyen de rendre cohérente une société atomisée – le convainquit qu'une constitution simplement libérale ne pouvait donner une vraie liberté au peuple. Il commença à étudier sérieusement les

économistes, en particulier Smith et Ricardo, et rédigea ses conclusions sur la nature du capitalisme dans un manuscrit non publié de son vivant³.

L'aliénation

Marx releva que le système décrit par Smith, Ricardo et leurs disciples rendait la vie des individus dépendante du fonctionnement du marché. Mais le marché lui-même n'était rien d'autre que l'interaction des produits de leur travail. En d'autres termes, les gens étaient devenus prisonniers de leur propre activité passée. Feuerbach avait qualifié d'« aliénation » le fait que les humains célèbrent le culte de dieux qu'ils avaient eux-mêmes créés. Marx appliquait désormais le même terme au marché capitaliste : « Plus l'ouvrier produit, moins il a à consommer ; plus il crée de valeurs, plus il perd sa valeur et sa dignité [...]. Le travail produit des merveilles pour les riches, mais pour l'ouvrier il produit le dénuement. Il produit des palais, mais pour l'ouvrier il produit des taudis. Il produit la beauté, mais pour l'ouvrier c'est l'infirmité. Il remplace le travail par des machines, mais il rejette une partie des ouvriers dans un travail barbare et transforme l'autre partie en machines. Il produit l'esprit, mais pour l'ouvrier il produit l'abêtissement, le crétinisme [...]. [L'ouvrier] est lui-même quand il ne travaille pas et, quand il travaille, il ne se sent pas dans son propre élément⁴. »

Marx concluait que les travailleurs ne pouvaient mettre un terme à cette inhumanité qu'en prenant collectivement le contrôle du processus de production, par le « communisme ». La libération de l'homme ne résidait pas, comme l'avaient prétendu les démocrates libéraux, dans une simple révolution politique liquidant les derniers vestiges du féodalisme, mais dans une révolution sociale destinée à fonder une société « communiste ».

C'est en participant aux groupes de socialistes allemands exilés à Paris et à Bruxelles que Marx et Engels élaborèrent ensemble un contenu pratique à leurs idées théoriques. C'est ainsi qu'ils adhérèrent à une organisation d'artisans en exil, la Ligue des justes, bientôt rebaptisée la Ligue des communistes, qui les chargea de rédiger le *Manifeste communiste*.

Parallèlement, ils développaient leurs idées. Dans le livre *La Sainte Famille* et dans un manuscrit qui ne sera publié que bien plus tard, *L'Idéologie allemande*, ils critiquaient les hégéliens de gauche et, avec eux, la notion héritée des Lumières selon laquelle la société pouvait être changée par la seule lutte de la raison contre la superstition. En s'appuyant pour ce faire sur le matérialisme de Feuerbach, ils ne tardèrent pas à aller au-delà de sa pensée. Ce dernier avait bien vu que la religion était une expression « aliénée » de l'humanité, mais n'avait pas questionné la genèse de cette aliénation. Marx et Engels la localisèrent dans les efforts de générations successives d'êtres humains pour extraire des moyens de subsistance de la nature, et dans la façon dont cela avait abouti à des rapports différents entre les êtres. Le matérialisme de Feuerbach, insistaient-ils, avait négligé l'action des êtres humains pour changer le monde environnant en même temps que celui-ci les changeait. Cette interaction « dialectique » permettait selon eux une interprétation matérialiste de l'histoire, laquelle, associée à leur critique de l'économie politique, aboutit à une vision globale de l'histoire et de la société dans le *Manifeste du Parti communiste*.

Ce n'est pas ici le lieu d'examiner en détail cette conception – d'autant plus que ce livre est dans son ensemble une tentative d'interpréter l'histoire en la prenant pour base –, mais certains points importants ont besoin d'être précisés.

Le nouveau système mondial

Les idées de Marx sont souvent perçues comme dépassées parce qu'elles ont été exprimées il y a plus d'un siècle et demi, particulièrement par ceux qui se fondent sur une analyse simpliste de *La Richesse des nations* d'Adam Smith, publiée plus de quarante ans avant la naissance de Marx. Pourtant, rédigé à une époque où le capitalisme industriel était confiné à une zone réduite de l'extrémité occidentale de l'Eurasie, le *Manifeste* présente une vision prophétique de la façon dont le capitalisme a envahi le monde, ce qu'on appelle aujourd'hui la « mondialisation » ou la « globalisation » : « Poussée par le besoin de débouchés toujours plus larges pour ses produits, la bourgeoisie envahit toute la surface du globe. Partout elle doit s'incruster, partout il lui faut bâtir, partout elle établit des relations [...]. En exploitant le marché mondial, la bourgeoisie a donné une forme cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays. Au grand regret des réactionnaires, elle a dérobé le sol national sous les pieds de l'industrie [...]. L'ancien isolement et l'autarcie locale font place à un trafic universel, une interdépendance universelle des nations [...]. Par suite du perfectionnement rapide des instruments de production et grâce à l'amélioration incessante des communications, la bourgeoisie précipite dans la civilisation jusqu'aux nations les plus barbares. Le bas prix de ses marchandises est la grosse artillerie avec laquelle elle démolit toutes les murailles de Chine [...]. Elle contraint toutes les nations, sous peine de courir à leur perte, d'adopter le mode de production bourgeois [...]. En un mot, elle crée un monde à son image. »

Si ces passages doivent être soumis à la critique, ce n'est pas parce qu'ils sont obsolètes, mais bien plutôt parce que les processus que Marx y décrivait n'étaient à son époque qu'à un stade embryonnaire. Le monde d'aujourd'hui est beaucoup plus proche de l'image qu'en donne Marx qu'il ne l'était en 1847.

Marx et Engels y reprenaient le thème de l'aliénation et le présentaient dans un langage beaucoup plus simple : « Dans la société bourgeoise, le travail vivant n'est qu'un moyen d'accroître le travail accumulé [...]. Le passé domine le présent [...]. Le capital est indépendant

et possède une individualité, alors que la personne vivante est dépendante et n'a pas d'individualité. »

Cela condamne la société bourgeoise elle-même : « La société bourgeoise moderne, qui a fait éclore de si puissants moyens de production et de communication, ressemble à ce magicien, désormais incapable d'exorciser les puissances infernales qu'il a invoquées [...]. Il suffit de rappeler les crises commerciales qui, par leur retour périodique, menacent de plus en plus l'existence de la société bourgeoise. Dans ces crises [...] une épidémie sociale éclate, qui, à toute autre époque, eût semblé absurde : l'épidémie de la surproduction [...]. On dirait qu'une famine, une guerre de destruction universelle lui ont coupé les vivres ; l'industrie, le commerce semblent anéantis. Et pourquoi ? Parce que la société a trop de civilisation, trop de vivres, trop d'industrie, trop de commerce [...]. Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle ces crises ? D'une part, en imposant la destruction d'une masse de forces productives ; d'autre part, en s'emparant de marchés nouveaux et en exploitant mieux les anciens. Qu'est-ce à dire ? Elle prépare des crises plus générales et plus profondes, tout en réduisant les moyens de les prévenir. »

Marx et Engels ne disposaient, dans le *Manifeste*, que d'un espace limité où fournir un tour d'horizon sommaire de la crise et du destin du capitalisme sur le long terme. Marx consacra le reste de sa vie – à travers une lecture scrupuleuse des textes de l'économie politique bourgeoise et une étude empirique intensive du premier capitalisme industriel du monde, celui de la Grande-Bretagne – à démontrer comment la logique du capitalisme, d'un monde construit sur l'accumulation et la circulation du travail aliéné, fonctionnait concrètement⁵.

Marx et Engels soulignèrent une différence fondamentale entre le capitalisme et les formes anciennes de sociétés de classes. Les classes dirigeantes du passé s'étaient employées à renforcer le conservatisme pour asseoir leur domination. Mais même si les capitalistes y avaient recours comme à une option politique et idéologique, l'élan économique de leur propre société le remettait continuellement en

question : « La bourgeoisie ne peut exister sans bouleverser constamment les instruments de production, donc les rapports de production, donc l'ensemble des conditions sociales [...]. Ce qui distingue l'époque bourgeoise de toutes les précédentes, c'est le bouleversement incessant de la production, l'ébranlement continu de toutes les institutions sociales, bref la permanence de l'instabilité et du mouvement. Tous les rapports sociaux immobilisés dans la rouille, avec leur cortège d'idées et d'opinions admises et vénérées, se dissolvent ; ceux qui les remplacent vieillissent avant même de se scléroser. Tout ce qui était solide, bien établi, se volatilise, tout ce qui était sacré se trouve profané, et à la fin les hommes⁶ sont forcés de considérer d'un œil détrompé la place qu'ils tiennent dans la vie, et leurs rapports mutuels. »

Les travailleurs et le nouveau système

Autre contraste mis en lumière dans le *Manifeste*, celui émergeant entre le capitalisme et sa classe ouvrière : « Dans la même mesure où la bourgeoisie, autrement dit le capital, se développe, on voit se développer le prolétariat, la classe des travailleurs modernes, qui ne vivent qu'autant qu'ils trouvent du travail, et qui ne trouvent de l'ouvrage qu'autant que leur travail accroît le capital. Ces travailleurs sont obligés de se vendre morceau par morceau tels une marchandise ; et, comme tout autre article de commerce, ils sont livrés à toutes les vicissitudes de la concurrence, à toutes les fluctuations du marché. »

La classe ouvrière est concentrée par le développement du capitalisme lui-même en une force qui peut se battre en retour contre le capitalisme : « Or, le développement de l'industrie n'a pas pour seul effet d'accroître le prolétariat, mais aussi de l'agglomérer en masses de plus en plus compactes. Le prolétariat sent sa force grandir. Les intérêts, les situations se nivellent de plus en plus au sein du prolétariat, à mesure que le machinisme efface les différences du travail et ramène presque partout le salaire à un niveau également bas [...] les crises

commerciales [...] rendent le salaire des ouvriers de plus en plus instable ; le perfectionnement incessant et toujours plus poussé du mécanisme rend leur condition de plus en plus précaire. »

À partir de cette situation se développent des « coalitions » – les syndicats – qui commencent à organiser le prolétariat en tant que classe. Même si cette organisation « est à tout moment détruite par la concurrence des ouvriers entre eux [...]. Pour exister et pour dominer, il faut à la classe bourgeoise une chose essentielle : l'accumulation de la richesse entre les mains de particuliers, la formation et l'accroissement du capital ; la condition du capital, c'est le salariat [...]. Le progrès de l'industrie, dont la bourgeoisie est le véhicule passif et inconscient, remplace peu à peu l'isolement des travailleurs, né de la concurrence, par leur union révolutionnaire au moyen de l'association. À mesure que la grande industrie se développe, la base même sur laquelle la bourgeoisie a assis sa propre production et son appropriation des produits se dérobe sous ses pieds. Ce qu'elle produit avant tout, ce sont ses propres fossoyeurs. »

Ces passages, tout comme ceux relatifs au développement de la grande industrie et du marché mondial, constituaient davantage une spéculation à partir de tendances embryonnaires plutôt qu'une description empiriquement fidèle de l'Europe – pour ne pas parler de l'Afrique, de l'Asie et des Amériques – en 1847. En France et en Allemagne, la classe ouvrière industrielle n'était pas encore « le mouvement spontané de l'immense majorité au profit de l'immense majorité », comme la décrivait un autre passage. En Allemagne, même en 1870, les ouvriers d'usine ne représentaient que 10 % de la main-d'œuvre totale et, bien qu'ils fussent beaucoup plus nombreux en Grande-Bretagne en 1848, on y trouvait encore un grand nombre de travailleurs agricoles, d'artisans et de domestiques. Cela dit, ce que Marx comme Engels avaient parfaitement perçu, c'était que l'accroissement du capital entraînerait inéluctablement celui de la classe ouvrière.

Leur analyse est parfois décriée parce qu'elle supposait que cette croissance serait celle des « prolétaires » stéréotypés de la grande industrie. Je reviendrai sur ce point ultérieurement, en traitant de l'histoire du dernier quart du XX^e siècle. Disons simplement que même si c'était sans doute ce qu'ils croyaient, et qui se fondait sur l'expérience qu'Engels avait eu du chartisme à Manchester, ce n'est pas inscrit dans la logique de leur argumentation. La croissance du travail salarié aux dépens de la production paysanne ou artisanale ne nécessite pas en elle-même la croissance d'une forme particulière d'emploi salarié (celui de la grande industrie). Tout ce qu'elle implique, c'est qu'une proportion de plus en plus grande de la main-d'œuvre dépendra pour sa survie de la vente de sa capacité de travail (ce que Marx appellera plus tard la « force de travail »). Et les conditions de travail comme les salaires seront déterminés, d'une part par la nature concurrentielle du capital, d'autre part par le degré auxquels ils résistent au capital. La question de savoir s'ils travaillent dans des usines, des bureaux ou des centrales d'appels, s'ils portent des bleus de travail, des cols blancs ou des jeans, est hors sujet. De ce point de vue, il est difficile de mettre en défaut la logique de l'argumentation de Marx et Engels aujourd'hui, quand les travailleurs de tous types s'entendent dire que leur survie dépend de la réussite de leur entreprise ou de leur pays dans la « compétition mondiale ».

À la fin du *Manifeste*, Marx et Engels reconnaissent à demi-mot le caractère encore rudimentaire du capitalisme mondial : « C'est sur l'Allemagne que les communistes concentrent surtout leur attention. Ce pays se trouve à la veille d'une révolution bourgeoise. Cette révolution, l'Allemagne l'accomplit donc dans des conditions plus avancées de civilisation européenne, et avec un prolétariat plus développé que l'Angleterre et la France n'en possédaient aux XVIII^e et XIX^e siècles. » Elle sera donc « forcément le prélude d'une révolution prolétarienne ».

En ce qui concerne l'imminence de la révolution, leur pronostic devait être confirmé ; de même que le rôle, plus important que dans

les révolutions précédentes, que devaient y jouer les ouvriers. Ce qu'ils ne pouvaient pas prévoir était la façon dont la bourgeoisie réagirait à cette nouvelle donne.

Chapitre 34

1848

« **J**e passai tout l'après-midi à me promener dans Paris. Deux choses me frappèrent surtout ce jour-là : la première, ce fut le caractère, je ne dirai pas principalement, mais uniquement et exclusivement populaire de la révolution qui venait de s'accomplir. La toute-puissance qu'elle avait donnée au peuple proprement dit, c'est-à-dire aux classes qui travaillent de leurs mains, sur toutes les autres. La seconde, ce fut le peu de passion haineuse et même, à dire vrai, de passions vives quelconques que faisait voir dans ce premier moment ce bas peuple devenu tout à coup seul maître du pouvoir [...]. Durant cette journée, je n'aperçus pas dans Paris un seul des anciens agents de la force publique, pas un soldat, pas un gendarme, pas un agent de la police. La Garde nationale elle-même avait disparu. Le peuple seul portait des armes, gardait les lieux publics, veillait, commandait, punissait. C'était une chose extraordinaire et terrible de voir dans les seules mains de ceux qui ne possédaient rien, toute cette immense ville, pleine de tant de richesse¹. »

Voici ce qu'écrivait l'historien Alexis de Tocqueville au sujet du 25 février 1848. Le roi des Français, Louis-Philippe, venait d'abdiquer et de fuir le pays. Une manifestation organisée par des étudiants républicains et des membres de la classe moyenne avait affronté la police devant le ministère des Affaires étrangères, provoquant un soulèvement spontané dans les quartiers pauvres de l'est de Paris, qui avaient été le centre de l'agitation des sans-culottes pendant la Révolution un demi-siècle auparavant. Des foules scandant « vive la réforme » perçaient les lignes de soldats et envahissaient les palais et les bâtiments des assemblées. Des hommes politiques appartenant à l'opposition

constituèrent un gouvernement provisoire présidé par Lamartine. Pour faire en sorte qu'il obtienne le soutien des masses, ils y ajoutèrent un socialiste réformateur, Louis Blanc, et, pour la première fois dans l'histoire, un travailleur manuel, l'ouvrier Albert.

La révolution en France était une bombe posée sous tous les trônes d'Europe. Une brève guerre civile s'était déjà déroulée en Suisse, au mois de décembre précédent, et un soulèvement avait eu lieu en Sicile en janvier. Des insurrections réussies se produisirent bientôt à Vienne, Milan, Venise, Prague, Berlin, ainsi que dans les villes industrielles et les capitales de presque toutes les principautés allemandes. Dans chaque ville, des protestations initiées par les classes moyennes libérales culminaient dans d'immenses rassemblements repoussant les attaques de l'armée et de la police et prenant d'assaut les palais et les édifices gouvernementaux. Des politiciens réactionnaires comme Metternich, l'architecte de la Contre-Révolution en 1814 et 1815, furent contraints de fuir pour sauver leur vie. Les monarques et les aristocrates restaient, mais ne parvenaient à conserver leurs places qu'en proclamant leur accord de principe en faveur de constitutions libérales. L'absolutisme paraissait défunt presque partout. Les réformes démocratiques radicales semblaient réalisées : suffrage universel masculin, liberté de la presse, droit à être jugé par un jury, fin des privilèges aristocratiques et des droits féodaux.

Mais il ne devait pas en être ainsi. Dès l'été, les souverains et les aristocrates reprenaient confiance. Ils passaient à l'attaque, cessant de plier devant le mouvement démocratique, et, à la fin de l'automne, ils brisaient le mouvement dans des centres stratégiques comme Berlin, Vienne et Milan. À l'été 1849, la Contre-Révolution était victorieuse sur tout le continent.

Les révolutions de février et de mars avaient triomphé parce que des soulèvements impliquant la masse des petits commerçants, des artisans et des ouvriers avaient repoussé des armées et une police commandées par des monarchistes et des aristocrates. Mais les gouvernements et les parlements qu'ils avaient mis en place étaient composés

essentiellement de représentants des classes moyennes possédantes. Ainsi, le parlement élu pour l'ensemble de l'Allemagne (y compris l'Autriche germanophone), qui se réunit à Francfort en mai, ne comportait pas moins de 436 employés de l'État (surtout des fonctionnaires administratifs et judiciaires), cent hommes d'affaires et propriétaires terriens, cent avocats et cinquante ecclésiastiques². Ces gens-là n'étaient pas prêts à mettre leur vie, ni même leur carrière, en péril en passant à l'action révolutionnaire contre les vieilles autorités. De plus, ils considéraient les masses qui les avaient portés au pouvoir comme une « populace désordonnée », tout aussi terrifiante que l'ancienne classe dirigeante.

La peur que ressentaient les nouveaux gouvernements et parlementaires était la même que celle qui avait freiné les Presbytériens dans la révolution anglaise, les « modérés » de New York et de Pennsylvanie dans la révolution américaine, et les Girondins dans la Révolution française. Mais c'était à une plus grande échelle. Aucune force révolutionnaire de la classe moyenne comparable aux Indépendants ou aux Jacobins n'émergea pour imposer sa volonté aux autres.

Les îlots industriels qui se multipliaient dans toute l'Europe de l'Ouest révélaient que la classe capitaliste était plus importante et plus puissante en 1848 qu'elle ne l'était au temps de la Révolution française. À côté d'elle, on trouvait une classe moyenne en expansion, formée d'intellectuels, de professeurs, d'enseignants et de fonctionnaires qui considéraient l'Angleterre comme leur modèle économique et l'État national unifié établi par la Révolution française comme leur modèle politique. En Hongrie et en Pologne, des fractions de la noblesse militèrent même en faveur de l'indépendance nationale vis-à-vis de l'Autriche et de la Russie.

Mais l'autre face de la croissance de cette classe moyenne à l'esprit constitutionnel, voire républicain, était celle de la classe ouvrière. La plus grande partie de la production était encore réalisée dans de petits ateliers où des artisans employaient quelques journaliers, ou dans les foyers de tisserands et de fileurs travaillant pour un négociant

sous-traitant. Malgré tout, les conditions de travail étaient de plus en plus soumises à l'influence débilatante et unificatrice du marché capitaliste. À Paris, par exemple : « Dans des portions substantielles de la manufacture artisanale, le contrôle effectif de la production passait à des négociants qui organisaient les ventes et contrôlaient les crédits. Les travailleurs de ces métiers et même le maître artisan qui les employait, tout comme les ouvriers d'usine, étaient de plus en plus conscients de forces externes gouvernant leurs vies, toutes cherchant à les rendre plus efficaces à tout prix. Ces forces étaient communément identifiées au "capitalisme" ou au "féodalisme financier"³. » Des conditions semblables étaient à l'œuvre, à une échelle plus ou moins grande, à Berlin, Vienne et dans les villes industrielles de la Rhénanie.

La colère s'intensifia après 1845, de mauvaises récoltes s'ajoutant aux aléas de l'économie de marché pour produire une grande crise économique allant, d'ouest en est, de l'Irlande – où un million de personnes moururent de faim, les céréales étant exportées pour payer les fermages –, à la Prusse. La famine, la hausse des prix et des niveaux de chômage massifs alimentaient le mécontentement qui explosa en révolution en février et mars 1848. Les artisans et les ouvriers réunirent leurs forces et transformèrent le caractère des manifestations de rue organisées par les constitutionnalistes et les républicains de la classe moyenne. Dans des régions comme la Forêt noire, les paysans se soulevèrent contre les droits féodaux et les propriétaires fonciers aristocrates comme ils ne l'avaient pas fait depuis la guerre des Paysans de 1525.

L'ampleur du mécontentement fit courir un frisson dans le dos de tous les capitalistes, grands ou petits. Car les ouvriers et les paysans n'étaient pas seulement favorables à des constitutions démocratiques ou à l'abolition des privilèges féodaux. Ils exigeaient des moyens d'existence et des conditions de travail qui mettaient en péril les profits et la propriété capitalistes. Les libéraux nantis allaient s'unir avec leurs opposants traditionnels, les aristocrates terriens et les monarchistes, pour faire barrage à ce danger.

Des signes avant-coureurs s'étaient déjà manifestés en Allemagne et en Autriche avant même que le sang des combats de mars n'ait séché. Les nouveaux gouvernements restreignirent à la classe moyenne l'accès à la Garde nationale, laissèrent intact le corps des officiers des vieilles armées, se réconcilièrent avec les anciennes bureaucraties d'État monarchistes et ordonnèrent aux paysans de cesser leurs attaques contre les droits féodaux. À Berlin, le parlement prussien passa son temps à peaufiner un accord constitutionnel avec le roi de Prusse, et le parlement proclamé de toute l'Allemagne, qui siégeait à Francfort, ne fit pas grand-chose d'autre que débattre de ses règles de procédure. Aucun parlement ne fit un geste pour recueillir les aspirations révolutionnaires du peuple ou pour freiner la réaction aristocratique qui commençait à regrouper et à réarmer ses forces.

Les combats de Juin

C'est à Paris, cependant, qu'eut lieu le tournant décisif. Les ouvriers et les artisans qui, en février, avaient joué un rôle crucial dans le renversement de l'ordre ancien, avaient des revendications économiques et sociales spécifiques qui allaient bien au-delà du programme démocratique libéral du gouvernement. Ils exigeaient, en particulier, que leur travail soit rémunéré par un salaire décent.

Ils n'avaient rien d'une masse informe. Dans les années postérieures à 1830, des clubs débattant de réforme sociale (avec des leaders comme Louis Blanc) et des sociétés secrètes combinant les revendications sociales avec l'insurrectionnalisme jacobin (dirigées par des personnalités comme Auguste Blanqui) avaient acquis une certaine audience. Leurs idées étaient discutées dans les cafés et dans les ateliers. « Des journaux républicains et socialistes, qui insistaient sur la nécessité d'un gouvernement représentatif pour mettre fin à l'insécurité et à la pauvreté, se révélaient de plus en plus attirants, tandis

que la prospérité du début des années 1840 cédait la place à une période de crise intense⁴. »

Le gouvernement formé dans la fièvre des rassemblements armés des 24 et 25 février ne pouvait ignorer leurs revendications. Il assistait « sous la pression du peuple et sous ses yeux » à de continuelles « processions, délégations, manifestations »⁵. Ainsi, il décréta une réduction d'une heure et demie de la journée de travail et promit le plein-emploi à tous les citoyens. Il créa des Ateliers nationaux destinés à donner du travail aux chômeurs, et Louis Blanc, en tant que ministre du Travail, mit en place une « commission du Travail » au palais du Luxembourg, où « 600 à 800 membres – représentants des employeurs, représentants des ouvriers, économistes de toutes les écoles » – formèrent une sorte de « parlement du travail »⁶.

Au début, les classes possédantes n'osèrent pas protester contre cet état de fait. Le ton changea une fois passé le choc immédiat des 24 et 25 février. Financiers, négociants et industriels entreprirent alors de dresser l'opinion des classes moyennes contre la « république sociale ». Ils mirent la crise économique qui s'aggravait sur le compte des concessions accordées aux travailleurs et aux Ateliers nationaux (lesquels n'étaient, en fait, guère préférables aux *workhouses* anglaises).

Les républicains bourgeois du gouvernement s'allièrent. Ils s'empressèrent de satisfaire les financiers en reconnaissant les dettes de l'ancien régime et, dans une tentative d'équilibrer le budget, imposèrent un impôt sur la paysannerie. Ils s'assurèrent que la Garde nationale était dominée par les classes moyennes, et recrutèrent des milliers de jeunes chômeurs dans une force armée, la Garde mobile, qui était sous leur contrôle. En avril, ils appelèrent également à élire une assemblée constituante. Les artisans et ouvriers parisiens furent pris de court et n'eurent pas le temps de diffuser leur message à l'extérieur de la capitale. La campagne électorale dans les campagnes se trouva dès lors sous l'influence des propriétaires, des avocats et des curés, qui accusaient « Paris la rouge » d'être responsable des nouveaux impôts.

En réalité, la nouvelle assemblée était dominée par des partisans à peine déguisés des dynasties royales concurrentes⁷, et elle renvoya immédiatement les deux ministres socialistes.

Puis, le 21 juin, le gouvernement annonça la fermeture des Ateliers nationaux, donnant aux chômeurs le choix entre la dispersion dans les provinces ou l'enrôlement dans l'armée.

Tous les succès remportés par les ouvriers et les artisans en février leur étaient retirés. Ils n'avaient pas d'autre choix que de reprendre les armes. Le lendemain, ils dressèrent des barricades dans tout l'est de Paris et s'efforcèrent d'exercer une pression sur le centre. Le gouvernement républicain se jeta sur eux avec toute la férocité des forces armées à sa disposition – jusqu'à 30 000 soldats, entre 60 000 et 80 000 membres de la Garde nationale, et près de 25 000 gardes mobiles⁸, tous sous le commandement du général Cavaignac. La guerre civile fit rage dans la ville pendant quatre jours, les zones les plus aisées de l'ouest affrontant les quartiers pauvres de l'est.

D'un côté, soutenant le « gouvernement républicain », on trouvait les monarchistes des deux dynasties, les propriétaires terriens, les négociants, les banquiers, les avocats et les étudiants républicains issus de la classe moyenne⁹.

De l'autre, quelque 40 000 insurgés, « issus essentiellement des petits métiers de l'artisanat de la ville – de la construction, de la métallurgie, de l'habillement, de la fabrication des chaussures et de l'ameublement – auxquels s'ajout[ai]ent des ouvriers travaillant dans des établissements industriels modernes, comme les ateliers des chemins de fer, en même temps qu'un grand nombre de travailleurs sans qualification et une quantité non négligeable de petits hommes d'affaires¹⁰ ». Chaque centre de résistance était dominé par un métier particulier – les charretiers ici, les dockers là, les charpentiers et ébénistes ailleurs. Comme le nota Friedrich Engels, les hommes n'étaient pas les seuls à se battre. Sur la barricade de la rue de Cléry, parmi les sept défenseurs se trouvaient « deux belles jeunes grisettes [des Parisiennes de condition modeste] », dont l'une fut tuée alors qu'elle

s'avançait, seule, portant le drapeau rouge, vers les hommes de la Garde nationale¹¹.

Le soulèvement fut réprimé de la façon la plus sanglante. Un officier de la Garde nationale, l'artiste-peintre Meissonnier, en fit le récit : « Lorsque la barricade de la rue de la Martellerie fut prise, je me rendis compte de toute l'horreur d'une telle guerre. Je vis des défenseurs abattus, précipités des fenêtres, le sol jonché de corps, la terre rouge de sang¹². »

Le nombre des morts n'est pas connu, mais 12 000 personnes furent arrêtées, des milliers d'entre elles déportées en Guyane.

Le retour de l'ordre ancien

La défaite des travailleurs parisiens encouragea, partout, les adversaires de la révolution. Le *Junker* (noble) allemand Otto von Bismarck déclara à l'Assemblée nationale prussienne que c'était l'« un des événements les plus heureux dans toute l'Europe¹³ ». Dans les royaumes et les principautés d'Allemagne, les autorités commencèrent à dissoudre les clubs de gauche ou républicains, poursuivant les journaux et arrêtant les agitateurs. En Italie, les Autrichiens infligèrent une défaite à l'armée piémontaise et reprirent le contrôle de Milan, pendant que le roi de Naples instaurait une dictature militaire. À Prague, le général autrichien Windisch-Graetz imposa l'état de siège après cinq jours d'affrontement avec la classe moyenne, les étudiants et les ouvriers tchèques. Il occupa Vienne, face à une âpre résistance populaire, à la fin d'octobre, faisant 2 000 morts, pour se diriger ensuite vers la Hongrie. Une semaine plus tard, le roi de Prusse dissolvait l'assemblée constituante berlinoise. En guise de réponse à ces mesures ouvertement contre-révolutionnaires, la majorité « modérée » du parlement de Francfort proposa en mars de le proclamer empereur d'Allemagne – une offre qu'il rejeta avant d'envoyer

son armée en Allemagne du Sud pour écraser les nouvelles flambées révolutionnaires.

Dès le début de 1849, les grandes espérances du printemps de 1848 avaient cédé la place au désespoir. Mais le flot révolutionnaire ne s'était pas encore tari. Les associations démocratiques et les clubs ouvriers bénéficiaient toujours d'une adhésion active bien supérieure à celle des organisations conservatrices et « modérées ». Le printemps vit naître des soulèvements victorieux dans certaines parties de la Rhénanie, au Palatinat, à Dresde, au Bade-Wurtemberg, les dirigeants prenant la fuite comme ils l'avaient fait en mars de l'année précédente. Mais beaucoup comptaient sur le parlement de Francfort pour donner une orientation, ce qu'il n'avait aucune intention de faire. L'armée révolutionnaire qui se forma dans le Sud (avec, parmi ses conseillers, Friedrich Engels) fut réduite à la défensive, vaincue dans la bataille et contrainte par l'armée prussienne à se réfugier en Suisse. Les Hongrois, menés par Kossuth, furent finalement battus lorsque l'empereur autrichien reçut l'aide du tsar de Russie. Le roi de Naples reconquit la Sicile en mai, et les nationalistes révolutionnaires qui avaient pris le contrôle de Rome et chassé le pape furent forcés d'abandonner la ville après avoir été assiégés pendant trois mois par les forces armées de la République française.

En France, où avait débuté le processus révolutionnaire dans son ensemble, les républicains de la classe moyenne découvrirent que, après avoir vaincu les ouvriers, il n'y avait plus personne pour les protéger contre l'avancée des monarchistes. Mais ces derniers étaient divisés entre les partisans des héritiers des Bourbons et ceux de Louis-Philippe, et se révélaient incapables de décider qui imposer comme roi. Un neveu de Napoléon, Louis-Napoléon Bonaparte, se faufila dans cette brèche. Il remporta les élections présidentielles de la fin de 1848 avec 5,5 millions de voix, contre 400 000 au dirigeant républicain issu des classes moyennes, Ledru-Rollin, et 40 000 au révolutionnaire Raspail. En 1851, craignant de perdre les élections, il organisa un coup d'État. L'année suivante, il se proclama empereur.

À la fin de l'année, Marx tirait la conclusion suivante : « L'histoire [...] de toute la bourgeoisie allemande de mars à décembre [...] démontre [...] que la révolution purement bourgeoise [...] est impossible en Allemagne [...]. Ce qui est possible, c'est soit la contre-révolution féodale et absolutiste, soit la *révolution sociale républicaine*¹⁴. »

La bourgeoisie fait son entrée par la petite porte

Les révolutions ne laissaient cependant pas l'Europe complètement inchangée. En Allemagne et en Autriche, elles avaient mis fin aux droits féodaux et au servage, même si c'était en transformant les propriétaires fonciers *Junkers* en capitalistes agraires et en ne favorisant guère les paysans. Les souverains de la plupart des États allemands concédaient des constitutions qui leur laissaient le pouvoir de nommer les gouvernements, mais qui donnaient une représentation parlementaire aux classes possédantes, et même, sous une forme diluée, aux ouvriers et aux paysans. Le terrain était prêt pour une avancée du capitalisme, même si c'était sous la férule de monarchies qui empêchaient la bourgeoisie d'exercer directement le pouvoir d'État.

L'Allemagne commença à faire sa propre révolution industrielle. L'industrie connut une croissance de 4,8 % par an, les chemins de fer de 14 %. L'investissement fut, dans les trente années consécutives à 1850, quatre fois supérieur à ce qu'il avait été auparavant. En Prusse, la production de charbon quadrupla en vingt-cinq ans, celle de fonte fut multipliée par quatorze, celle de l'acier par quarante-cinq. Le nombre des machines à vapeur augmenta d'environ 1 800 %. Alfred Krupp employait seulement 60 ouvriers en 1836 ; en 1873, il en avait 16 000. Même si l'industrialisation allemande avait démarré soixante ans après celle de l'Angleterre, elle devait bientôt la rattraper¹⁵. Les mines de la Ruhr étaient plus importantes, et leur exploitation plus

intensive, que celles du Pays de Galles ; l'industrie chimique allemande développa des teintures synthétiques bien avant la Grande-Bretagne.

Ces années virent aussi la grande industrie connaître une croissance accélérée en France et, à un rythme plus lent, dans certaines parties de l'Empire austro-hongrois. À fin des années 1860, la bourgeoisie pouvait se dire rétrospectivement que si, en 1848, elle avait perdu la lutte politique, elle avait en revanche gagné la bataille économique. En France, elle mit toute sa foi dans Louis-Napoléon Bonaparte. En Allemagne, elle se félicita de voir Bismarck, exerçant un pouvoir quasi dictatorial dans le cadre de la monarchie prussienne, faire la guerre au Danemark, à l'Autriche et à la France pour bâtir un nouvel empire allemand destiné à devenir l'État le plus puissant d'Europe occidentale.

Les bourgeoisies italienne et hongroise se relevèrent également des défaites subies par les mouvements nationaux de 1848-1849. Au début, la Couronne autrichienne continua à régner sur Milan, Venise et Budapest, de même que sur Prague, Cracovie et Zagreb. Mais les mouvements nationaux étaient loin d'être anéantis. L'enthousiasme pour l'unité nationale persistait dans certaines parties de la classe moyenne italienne, et même si bien peu de paysans et citoyens pauvres partageaient ces sentiments (à peine 4 % de la population parlait le dialecte toscan, qui devait devenir la langue italienne), une immense colère existait contre le roi de Naples et les dirigeants autrichiens de la Lombardie. À la fin des années 1850, Cavour – Premier ministre du roi du Piémont – chercha à tirer profit de cette frustration. Il passa des accords avec le nationaliste radical Mazzini et le révolutionnaire républicain Garibaldi, d'une part, et avec les gouvernements d'Angleterre et de France, d'autre part. Garibaldi débarqua en Sicile avec mille « chemises rouges » pour soulever l'île contre le roi de Naples¹⁶, puis marcha sur le Nord. Le roi du Piémont envoya une armée au Sud et, à eux deux, ils brisèrent l'armée royale de Naples, pendant que les forces françaises chassaient les Autrichiens de Lombardie. Cavour et le roi du

Piémont achevèrent alors leur manœuvre en désarmant les troupes de Garibaldi, qui fut contraint à l'exil, et en obtenant le soutien réticent de l'aristocratie méridionale, qui admettait qu'il fallait « tout changer pour que rien ne change¹⁷ ». Les rois du Piémont devinrent les rois de toute l'Italie, même si le pays unifié resta longtemps scindé en deux, entre un Nord moderne, de plus en plus capitaliste, et un Sud pauvre où les propriétaires fonciers continuaient à traiter les paysans de manière quasi féodale, et où le banditisme de la mafia prospérait.

La Hongrie, de manière semblable, réalisa son unité nationale par des manœuvres au sommet visant à incorporer les forces de la rébellion. Dans les années 1860, la monarchie autrichienne s'était réorganisée à la suite de ses conflits successifs avec la France et la Prusse. Elle constitua deux structures administratives parallèles. La première était contrôlée par un appareil gouvernemental de langue allemande, en partie responsable devant un parlement siégeant à Vienne, qui dirigeait l'Autriche, les territoires tchèques, la région de la Pologne entourant Cracovie et la province slave de Slovénie. La seconde était placée sous l'autorité d'un gouvernement magyarophone qui administrait depuis Budapest la Hongrie, la Slovaquie, la Transylvanie (région partiellement de langue roumaine), ainsi que les provinces de langue serbo-croate de Croatie et (à la suite de conflits avec la Turquie) de Bosnie. Cet arrangement lui permit de stabiliser son pouvoir pour un demi-siècle.

Cependant, deux vieux mouvements nationaux européens demeureraient frustrés. En Irlande, la fin des années 1840 vit la renaissance du nationalisme, qui était apparu à l'époque de la Révolution française et avait été détruit en 1798. La Grande Famine qui sévit alors révéla le coût humain terrifiant causé à l'économie irlandaise par sa soumission à la classe dirigeante britannique. Un million de personnes moururent, un autre million furent contraintes à l'émigration ; la population fut réduite de moitié. Le principal politicien constitutionnel, Daniel O'Connell, qui avait œuvré toute sa vie pour les droits des Irlandais catholiques au sein du Royaume-Uni, fut obligé de poser la

question de l'indépendance, cependant qu'une nouvelle génération de radicaux de la classe moyenne pensaient qu'il fallait aller plus loin, en luttant pour la république. Leur tentative de soulèvement en 1848 fut brisée. Mais, à partir de ce moment-là, la « question irlandaise » restait centrale dans la vie politique britannique.

L'échec de la tentative de résolution du problème irlandais, à un bout de l'Europe, allait de pair, à l'autre extrémité, avec la lutte incessante du nationalisme polonais. La noblesse polonaise ne s'était jamais résignée à la division du royaume de Pologne, dans les années 1790, entre la Russie, la Prusse et l'Autriche, et elle organisa des révoltes contre le joug russe dans les années 1830, et à nouveau dans les années 1860. Les nobles polonais étaient des propriétaires féodaux, dominant non seulement les classes inférieures polonaises, mais aussi biélorusses, prussiennes, ukrainiennes et juives. Pourtant, leur combat contre le tsar les opposa à l'ensemble de la structure contre-révolutionnaire imposée à l'Europe après 1814, et à nouveau après 1848, et les amena à se trouver un but commun avec les révolutionnaires et les démocrates de toute l'Europe. Pour les chartistes britanniques, les républicains français et les communistes allemands, la lutte des Polonais était leur lutte. L'on trouverait ainsi des exilés polonais issus de familles nobles participant au combat en Italie, en Allemagne méridionale, en Hongrie et à Paris.

Chapitre 35

La guerre civile américaine

Le 12 avril 1861, des soldats volontaires de Caroline du Sud ouvrirent le feu sur les forces fédérales des États-Unis à Fort Sumter, face au port de Charleston. Ils exprimaient, de la manière la plus dramatique qui soit, le refus des États esclavagistes du Sud d'accepter la présidence d'Abraham Lincoln et du Parti républicain qui venait d'être fondé.

Jusque-là, peu de gens s'attendaient à ce que le désaccord provoque la guerre. Lincoln n'était président que depuis un mois, et il avait dit et répété que son seul souci était de préserver les territoires nouveaux du Nord-Ouest pour le « travail libre ». Sa désapprobation personnelle de l'esclavage ne signifiait pas qu'il était partisan de l'interdire dans les États du Sud. « Je n'ai pas l'intention, insistait-il dans un débat en 1858, d'interférer avec les institutions de l'esclavage dans les États où il existe¹. » Il répéta la même chose lors de sa campagne électorale de 1861². Pendant que les États sudistes s'organisaient pour faire sécession d'avec les États-Unis, les efforts du Congrès se concentraient sur la recherche d'un compromis qui laisserait l'esclavage intact dans le Sud. Les abolitionnistes n'étaient qu'une petite minorité, aussi bien au Congrès que dans la population du Nord dans son ensemble. Il arrivait fréquemment que leurs réunions soient interrompues par des foules hostiles, notamment à Boston, qui était considérée comme leur bastion.

Trois jours avant le bombardement de Fort Sumter, les dirigeants abolitionnistes étaient convaincus qu'une guerre civile était impossible et que le gouvernement céderait aux exigences des États esclavagistes. L'abolitionniste noir Frederick Douglass écrivait : « Tous les discours

sur la répression de la trahison et de la rébellion par la force sont aussi impuissants et creux que les paroles d'une femme ivre couchée dans un fossé. L'esclavage a corrompu notre gouvernement³. » Pourtant, les coups de feu de Fort Sumter furent les premiers de la guerre la plus sanglante de l'histoire américaine, plus coûteuse en vies humaines que la guerre d'indépendance, la Première Guerre mondiale, la Seconde Guerre mondiale, la guerre de Corée et la guerre du Vietnam réunies.

Le fossé infranchissable

Ce qui était en jeu était bien plus qu'un simple malentendu. C'était un conflit entre deux modes d'organisation de la société fondamentalement différents⁴.

Les États-Unis avaient émergé de leur révolution contre la domination britannique avec deux formes distinctes d'organisation économique, chacune étant tournée vers le marché mondial en expansion. Dans le Nord dominait le « travail libre » des petits fermiers, des artisans et des ouvriers salariés dans de petits ateliers. Le Sud était sous la coupe des planteurs propriétaires d'esclaves, même si la majorité de sa population blanche se composait de petits fermiers, d'artisans et d'ouvriers qui ne possédaient pas eux-mêmes d'esclaves.

Au début, le contraste entre les contrées « esclavagistes » et les zones « libres » n'apparaissait pas aux dirigeants politiques comme un problème insurmontable. Les régions étaient séparées géographiquement, et même un homme du Sud comme Jefferson, le propriétaire d'esclaves à moitié honteux qui avait rédigé la Déclaration d'Indépendance – et était devenu président en 1800 – considérait l'esclavage comme voué à disparaître. Après tout, Adam Smith n'avait-il pas prouvé que le « travail libre » serait toujours plus efficace et profitable que le travail servile ?

Cela dit, c'était avant que la culture intensive du coton ne se développe pour satisfaire l'insatiable appétit des filatures du

Lancashire. En 1790, le Sud ne produisait que 1000 tonnes de coton par an. En 1860, la production atteignait un million de tonnes. À l'évidence, des équipes d'esclaves travaillant sous la surveillance de gardes armés de fouets constituaient un moyen efficace de cultiver et de récolter le coton à une grande échelle. On comptait quatre millions d'esclaves en 1860.

Mais les planteurs ne voulaient pas seulement garder leurs esclaves ; il leur fallait davantage de terres pour satisfaire la demande étrangère de coton. Ils en avaient obtenu lorsque le gouvernement américain avait acheté la Floride à l'Espagne et la Louisiane à la France. Ils s'étaient emparés des terres concédées à certaines nations indiennes (qui furent reléguées 1500 kilomètres plus loin dans des conditions atroces), et ils en avaient accaparé de grandes superficies grâce à la guerre contre le Mexique. Mais même cela n'était pas suffisant. Ils convoitaient désormais la région non colonisée située entre le Mississippi et le Pacifique, une zone bien plus vaste que tous les États existants combinés.

Les États du Nord traversaient eux aussi, au milieu du XIX^e siècle, une énorme transformation. Leur population avait augmenté à de nombreuses reprises, avec les vagues successives d'immigrants arrivant des régions appauvries d'Europe dans l'espoir de réussir comme petits fermiers ou travailleurs manuels bien payés. À son tour, la croissance de la population créa un marché en expansion pour les industriels et les négociants. La production textile de la Nouvelle-Angleterre passa de 3,5 millions de mètres en 1817 à 280 millions en 1837. En 1860, le pays était le deuxième producteur industriel mondial derrière la Grande-Bretagne, qu'il était cependant en train de rattraper rapidement. La population libre du Nord considérait les territoires vierges du Far West comme une possibilité d'accomplir ses rêves de posséder de la terre, tandis que les capitalistes nordistes les voyaient comme une source de profits potentiels considérables.

La « révolution des transports » avait un impact très important. Des canaux reliaient New York aux Grands Lacs et au Midwest ; le

Midwest, à son tour, était connecté au golfe du Mexique par des bateaux à vapeur naviguant sur l'Ohio, le Mississippi et le Missouri. En 1860, on comptait 50 000 kilomètres de voies ferrées, soit plus que dans tout le reste du monde. Partout, des communautés qui avaient pratiqué jusque-là l'agriculture de subsistance produisaient de plus en plus pour le marché. Le vieil isolement des États et l'isolement du Nord et du Sud appartenaient désormais au passé.

La question de savoir qui dominerait les terres à l'ouest du Mississippi ne pouvait être éludée indéfiniment, et d'autres questions lui étaient liées. D'importantes fractions du capitalisme industriel du Nord avaient besoin de droits de douane pour protéger leurs produits et leurs marchés des capitalistes britanniques. Mais l'économie cotonnière du Sud était intimement liée à l'industrie textile britannique et s'irritait à l'idée qu'on porte atteinte au libre-échange. Quels intérêts le gouvernement fédéral allait-il prendre en compte dans sa politique étrangère ?

Les planteurs obtinrent gain de cause pendant pratiquement un demi-siècle. Le Missouri, en 1820, et le Texas, dans les années 1840, entrèrent dans l'Union comme États esclavagistes. Dans les années 1850, les troupes fédérales appliquèrent une loi nouvelle contre les esclaves fugitifs, arrêtant les gens dans des villes du Nord comme Boston et les restituant à leurs maîtres dans le Sud. Puis, en 1854, le président du Parti démocrate et le Congrès décidèrent que l'esclavage serait mis en place au Kansas et dans d'autres territoires de l'Ouest si la majorité des colons blancs votaient en sa faveur – en d'autres termes, si les partisans de l'esclavage du Sud pouvaient utiliser leur richesse pour établir une base dans ces territoires avant que des colons libres venus du Nord ne s'y installent.

Cela provoqua la fureur du mouvement abolitionniste, composé de Blancs aux sentiments humanitaires et de Noirs libres qui avaient construit un soutien substantiel, même s'il restait minoritaire, en Nouvelle-Angleterre, où l'esclavage n'avait jamais existé à quelque échelle que ce fût. Mais cela irrita aussi tous ces gens du Nord – même

lorsqu'ils étaient pleins de préjugés racistes – qui étaient partisans du « sol libre » (*free soil*), de la division des terres de l'Ouest en petites exploitations pour les nouveaux colons. Ces deux groupes craignaient que les planteurs, qui contrôlaient la présidence, le Congrès et la Cour suprême, ne fassent main basse sur l'Ouest dans sa totalité. Cela aurait détruit les espoirs des aspirants fermiers, n'aurait permis au capital industriel de rester dominant que dans une poignée d'États du Nord, et aurait donné, dans un avenir prévisible, le contrôle du gouvernement aux planteurs.

Le Kansas devint le point de focalisation d'une mini-guerre civile acharnée entre colons « travailleurs libres » et partisans de l'esclavage de l'autre côté de la frontière, dans le Missouri. L'opinion se polarisa dans tout le pays. Dans le Nord, cela entraîna la création d'un nouveau groupement politique, le Parti républicain, dont le candidat à l'élection présidentielle de 1861 devait être Abraham Lincoln.

La base de ce parti transcendait les clivages de classes. Des fractions du *big business*, des fermiers, des artisans et des ouvriers étaient liés par la volonté de préserver le travail libre dans les territoires de l'Ouest. Cela ne signifiait pas une attitude commune hostile au racisme. Il y avait un noyau solide d'abolitionnistes – parmi lesquels des admirateurs déclarés de John Brown, qui avait été exécuté en décembre 1859 pour avoir conduit un groupe mixte d'hommes noirs et blancs dans la prise d'un arsenal fédéral à Harpers Ferry, en Virginie, dans le but de libérer les esclaves locaux –, mais on y trouvait aussi un grand nombre de gens qui continuaient à accepter les stéréotypes racistes. Certains « États de travail libre » persistaient à refuser aux Noirs le droit de vote, et d'autres allaient jusqu'à interdire aux gens de couleur de venir s'installer sur leur sol. Lors d'un référendum en 1860, New York, qui avait voté Lincoln à une nette majorité, refusa, dans une proportion de deux voix contre une, de donner aux Noirs le droit de vote sur une base égale avec les Blancs.

Le succès du Parti républicain dans le Nord venait de sa capacité à faire du travail libre, plutôt que du racisme ou même de l'esclavage, la

question centrale. Lincoln personnifiait cette approche. C'est sur cette base qu'il remporta 54 % des suffrages dans les États du Nord, et 40 % dans l'ensemble du pays. Il gagna la présidence grâce à une scission entre les ailes nordiste et sudiste du Parti démocrate sur la question du Kansas.

Aussi modérée que fût l'attitude de Lincoln, les planteurs virent son élection comme une menace à laquelle ils devaient répliquer. Selon eux, c'était toute leur société qui était menacée. Si elle ne se développait pas, elle était condamnée, et l'élection de Lincoln empêchait son expansion. Certains craignaient aussi que, s'ils ne parvenaient pas à provoquer une tempête, leur emprise sur le Sud dans son ensemble ne soit sapée dans ses fondements ; en effet, les deux tiers des Blancs ne possédaient pas d'esclaves et pouvaient être gagnés aux idées dont l'audience grandissait dans le Nord.

Les sept États producteurs de coton les plus méridionaux – où les esclaves constituaient presque la moitié de la population – annoncèrent leur sécession d'avec les États-Unis et commencèrent à s'armer. En avril, ils prirent l'initiative et attaquèrent Fort Sumter. Ils pensaient, avec raison, que l'ouverture des hostilités pousserait d'autres États esclavagistes à les rejoindre. Mais ils croyaient aussi, à tort, que le gouvernement de Lincoln – avec seulement 16 000 soldats à sa disposition – se plierait à leurs exigences.

La longue impasse

Les guerres civiles commencent habituellement par de petites escarmouches entre forces irrégulières qui s'intensifient jusqu'à devenir de violentes confrontations. Celle-ci ne devait pas faire exception.

Immédiatement après l'attaque de Fort Sumter, « le Nord fut galvanisé par une frénésie de patriotisme [...]. Chaque hameau nordiste tint sa réunion de guerre⁵ ». Les États s'empressèrent d'offrir des

régiments de miliciens au gouvernement fédéral, et les hommes de se porter volontaires dans la nouvelle armée. Les abolitionnistes virent soudain des foules enthousiastes emplir leurs meetings. « Le Nord tout entier est une unité », relatait un abolitionniste de Boston. « Jeunes et vieux, hommes et femmes, garçons et filles ont attrapé l'enthousiasme sacré [...]. Les temps sont mûrs pour une marche de l'armée de libération dans les États confédérés⁶. » Il y avait là quelque chose du sentiment que l'on rencontre dans les révolutions, avec un intérêt soudain pour des idées nouvelles. Les journaux qui publièrent une déclaration du militant antiesclavagiste Wendell Phillips se vendirent à 200 000 exemplaires⁷. Des orateurs comme Frederick Douglass recevaient un accueil enthousiaste partout où ils allaient⁸. Parmi les foules immenses qui écoutaient bouche bée les discours d'une abolitionniste de dix-neuf ans, Anna Dickinson, nombreux étaient ceux qui auraient considéré peu de temps auparavant comme un scandale l'engagement des femmes en politique⁹.

Cependant, pendant dix-huit mois, la conduite de la guerre par le Nord fut en contradiction avec ce sentiment quasi révolutionnaire. Lincoln croyait, à tort ou à raison, que la seule façon de rassembler le Nord dans les efforts de guerre était de reculer pour se concilier l'opinion modérée. Il reçut l'appui des démocrates nordistes, de ceux qui ne voyaient pas d'objection à l'esclavage mais qui voulaient l'unité du pays et des dirigeants de trois États frontaliers – le Maryland, le Delaware et le Kentucky –, qui avaient choisi de rester dans l'Union et où la pratique de l'esclavage était résiduelle. Il nomma des modérés à des postes clés du gouvernement. Il donna le commandement de l'armée nordiste, après qu'elle eut subi une lourde défaite au cours de l'été (la bataille de Bull Run), à un démocrate soutenant l'esclavage sudiste, McClellan. Il annula un ordre du commandant du front occidental, Fremont, appelant à la libération de tous les esclaves du Missouri. Il alla jusqu'à émettre l'opinion que les esclaves qui rejoignaient les armées unionistes (connus sous le nom de « contrebandes »)

devraient être restitués à leurs maîtres, à condition qu'ils n'aient pas été employés à des activités militaires.

Il devint rapidement clair qu'une politique modérée n'allait pas permettre de gagner la guerre. McClellan se montrait extrêmement prudent, occupé à mettre sur pied une grande armée dans la région de Washington pour tenter une percée vers la capitale confédérée voisine de Richmond. Si cette politique convenait à ceux qui se bornaient à vouloir contraindre les États sécessionnistes à réintégrer l'Union sans modifier leur système social, elle était cependant vouée à l'échec en tant que stratégie militaire. Au bout de dix-huit mois de guerre, la ligne de front était pour l'essentiel la même qu'au début, à l'exception des victoires nordistes le long du Mississippi, et le Sud contrôlait encore un territoire de la taille de la France. Le Nord était gagné par une démoralisation croissante, avec l'impression que la victoire était impossible, y compris parmi ses partisans les plus fervents¹⁰.

Mais le sentiment que la guerre n'allait nulle part créait aussi une audience nouvelle pour les abolitionnistes. Ils firent remarquer que le Sud, avec ses quatre millions d'esclaves effectuant le travail manuel, pouvait mobiliser une grande partie de la population masculine pour la guerre. À l'inverse, le Nord avait des difficultés croissantes à garnir les rangs de son armée. Ils arguaient que Lincoln devait saper l'économie du Sud en proclamant l'émancipation des esclaves, et renforcer les forces nordistes en enrôlant des soldats noirs.

L'abolitionniste Wendell Phillips se gaussa de la politique de Lincoln dans un discours resté célèbre : « Je ne dis pas que McClellan est un traître ; je dis seulement que s'il était un traître il se comporterait exactement de la même façon. Ne vous inquiétez pas pour Richmond ; McClellan ne la prendra pas. Si la guerre continue de cette manière, sans but rationnel, alors c'est un gaspillage inutile de sang et d'or [...]. Lincoln [...] est un médiocre de premier plan (*a first rate second rate man*)¹¹. »

Révolutionnaires malgré eux

Ce discours provoqua un scandale, et des attaques furieuses contre Phillips. Mais il cristallisait un sentiment croissant : l'idée que seules des méthodes révolutionnaires pouvaient être efficaces. Malgré le conservatisme de McClellan, des commandants d'armée radicaux en étaient déjà à recourir à certaines de ces méthodes, accueillant les esclaves évadés dans leurs camps et enlevant aux « rebelles » des zones occupées par les armées nordistes leurs domaines et leurs esclaves. Puis, dans un moment décisif, Lincoln lui-même accomplit un certain nombre d'actions radicales : constitution du premier régiment noir, proclamation de la liberté des esclaves dans tous les États encore en rébellion, renvoi de McClellan.

Le terrain était prêt pour une nouvelle approche qui mènerait à la victoire, même s'il faudrait attendre encore deux ans. La défaite d'une armée confédérée à Gettysburg, à l'été 1863, n'empêcha pas le Sud de continuer à contrôler un vaste territoire. Pour des généraux unionistes comme Grant et Sherman, celui-ci ne pouvait être conquis que par une guerre totale, dirigée non seulement contre ses armées mais contre la structure sociale qui les soutenait. La défaite finale de la Confédération n'intervint qu'après que les troupes de Sherman eurent accompli leur célèbre marche à travers la Georgie, pillant, incendiant les plantations et libérant les esclaves.

Le passage de la méthode de McClellan, dans la première année et demie de guerre, à celle de Grant et Sherman, dans la dernière période, était aussi spectaculaire que l'avait été, en France, celui qui s'était opéré entre les méthodes des Girondins et celles des Jacobins. Lincoln était lui-même, de par son caractère et sa démarche, très différent de Robespierre, et Grant et Sherman étaient des soldats professionnels à l'esprit conservateur. Ce qu'ils en vinrent à considérer, cependant, était que la révolution devait être imposée au Sud pour que la société existant au Nord puisse dominer.

Karl Marx a relevé la manière dont Lincoln a été amené à prendre des mesures révolutionnaires sans même en être conscient : « La figure de Lincoln est originale dans les annales de l'histoire. Nulle initiative, nulle force de persuasion idéaliste, nulle attitude ni pose historique. Il donne toujours à ses actes les plus importants la forme la plus anodine. Alors que tout autre, s'il se bat pour un pouce de terre, proclame qu'il "lutte pour une idée", Lincoln, qui se bat pour une idée, en parle comme d'"un pouce de terrain" [...]. Lincoln n'est pas le produit de la révolution populaire : le jeu banal du suffrage universel, qui ignore tout des grandes tâches historiques à résoudre, l'a hissé au sommet, lui [...], un homme moyen de bonne volonté. La plus grande victoire que le Nouveau Monde ait jamais remportée, c'est d'avoir démontré qu'étant donné le niveau avancé de son organisation politique et sociale, il est possible que des gens de l'ordinaire, animés de bonne volonté, réalisent des tâches pour lesquelles le Vieux Monde avait besoin de héros¹². »

Reconstruction et trahison

Il y avait cependant une contradiction dans l'imposition par la société bourgeoise bien établie du Nord, avec ses antagonismes de classes profonds et spécifiques, d'un changement révolutionnaire dans le Sud. Cela fut démontré dans la période immédiatement postérieure à la victoire nordiste, et après l'assassinat de Lincoln, au printemps 1865. Une fracture se produisit dans l'*establishment* politique. Le vice-président et successeur de Lincoln, Andrew Johnson, poursuivit une politique conciliante à l'égard des États vaincus. Il encouragea leur réintégration dans l'Union – avec une position importante au Congrès – sans changement de leur structure sociale autre que l'abolition officielle de l'esclavage. Les planteurs ayant conservé de grandes richesses et la plupart des anciens esclaves n'ayant pas de terres, le résultat ne

pouvait manquer d'être pratiquement un retour à la situation d'avant-guerre.

Johnson se heurta immédiatement à l'opposition de Noirs et d'abolitionnistes du Nord, de parlementaires républicains radicaux influencés par la vague de sentiment démocratique révolutionnaire suscitée par la guerre, et de certains officiers de l'armée d'occupation du Sud. L'opposition s'étendit bientôt aux politiciens républicains de base qui ne voulaient pas voir revenir au Congrès des États entièrement acquis à la cause démocrate, des capitalistes industriels toujours déterminés à exercer leur hégémonie sur les territoires du Far West et des *businessmen* opportunistes qui étaient descendus dans le Sud à la suite des armées nordistes (les fameux *carpetbaggers*). Cette coalition était assez forte pour battre en brèche les plans de Johnson (il ne leur manqua qu'une voix pour obtenir son *impeachment* au Congrès), donner la victoire aux élections présidentielles de 1868 au candidat républicain Grant et mener à bien la « reconstruction » dans le Sud pendant pratiquement une décennie.

Durant ces années, les armes nordistes empêchèrent les anciens planteurs de contrôler les gouvernements d'États ou locaux. Les républicains du Sud, noirs aussi bien que blancs, prirent leur place. Les esclaves libérés se virent accorder le droit de vote et l'utilisèrent. Des Noirs accédèrent à des postes de juges ou de membres des gouvernements d'États. Il y eut vingt parlementaires fédéraux et deux sénateurs noirs. Pour la première fois, les législatures du Sud prenaient l'éducation au sérieux : s'ouvrirent ainsi des réseaux scolaires accueillant les enfants pauvres, blancs aussi bien que noirs. La plantocratie répliqua, encourageant le Ku Klux Klan à terroriser les Noirs qui exerçaient leurs droits nouveaux et les Blancs qui les soutenaient. Des meurtres eurent lieu, comme le massacre de quarante-six Noirs et de deux sympathisants blancs à Memphis, en mai 1866. Mais aussi longtemps que l'armée nordiste occupa le Sud, la terreur ne put annihiler les avantages que les Noirs étaient déterminés à conserver. Après

tout, 200 000 Noirs avaient fait partie de l'armée de l'Union, et ils savaient se battre.

Cependant, précisément parce que c'était une armée *bourgeoise* d'occupation, il y avait une chose que l'armée ne pouvait pas faire : confisquer la terre pour donner aux esclaves libérés la possibilité de gagner leur vie indépendamment de leurs anciens maîtres. Sherman avait brièvement mis en œuvre de telles mesures, donnant des terres à 42 000 anciens esclaves, mais Johnson y avait mis fin. Dès lors, les seules terres accessibles aux anciens esclaves étaient des parcelles dont le gouvernement était propriétaire et qui étaient souvent de qualité médiocre. La plupart furent contraints de vendre leur force de travail aux anciens propriétaires, travaillant pour eux comme métayers ou ouvriers agricoles. Ce qui avait constitué une classe d'esclaves opprimée devint, pour l'essentiel, une classe paysanne et ouvrière asservie.

Mais ce n'était pas le pire. Au milieu des années 1870, les capitalistes du Nord considérèrent qu'ils avaient atteint leurs objectifs dans le Sud. La reconstruction radicale avait empêché toute résurgence du pouvoir des planteurs qui pût rivaliser avec le leur. Leurs industries se développaient à une vitesse qui les amènerait bientôt à dépasser l'Angleterre. Leurs voies ferrées s'étendaient sur tout le continent jusqu'à la côte pacifique. Le Sud n'ayant aucune possibilité de dominer les territoires de l'Ouest, ils ne voyaient donc plus la nécessité de maintenir une armée d'occupation, dans la mesure où quiconque dirigerait le Sud serait désormais leur subordonné.

Le retrait de l'armée nordiste abandonna le terrain au Ku Klux Klan et aux autres forces racistes. La terreur raciste, d'une part, et le pouvoir économique, d'autre part, permirent aux grands propriétaires de rétablir leur contrôle politique. Après avoir commencé par le restreindre, ils supprimèrent le droit de vote des Noirs (et souvent aussi des Blancs pauvres) dans la plus grande partie du Sud, établissant une ségrégation formelle dans tous les domaines de la vie sociale et créant une atmosphère d'antagonisme racial qui empêchait les Blancs

pauvres (la majorité de la population) de s'engager dans des luttes économiques, sociales ou politiques conjointement avec les Noirs. Parfois, un accès de colère contre leur sort portait certains Blancs pauvres à briser les barrières idéologiques racistes, notamment lors du mouvement « populiste » des années 1880 et 1890 et de la montée du syndicalisme dans les années 1930 et 1940. Mais, chaque fois, l'oligarchie blanche sut attiser la haine raciale et rétablir la division. Quatre-vingt-dix ans après la proclamation d'émancipation de janvier 1863, les Noirs étaient toujours privés de leurs droits civiques, et le gouvernement fédéral de Washington persistait à ne manifester aucun intérêt pour la question.

Le capitalisme du Nord profita massivement de la guerre civile. Pendant une brève période, il sembla que les anciens esclaves y gagneraient aussi. Mais après avoir contribué à détruire une forme d'oppression, le capitalisme industriel moderne montra qu'il avait tout intérêt à en constituer une autre. Le racisme était aussi nécessaire à son fonctionnement qu'il l'était pour les anciens propriétaires d'esclaves, et le parti principal du capital industriel, le Parti républicain, oublia bientôt ses slogans des années 1860.

Chapitre 36

La conquête de l'Orient

En 1776, l'année où Adam Smith publia *La Richesse des nations*, les splendeurs de l'Orient provoquaient toujours l'admiration des Occidentaux. Les étoffes, la porcelaine, le thé d'Inde et de Chine étaient très recherchés à l'Ouest, et des intellectuels comme Voltaire¹ traitaient les civilisations orientales sur un pied d'égalité avec celles de l'Angleterre, de la France et de l'Allemagne. Pour Adam Smith, la Chine était l'« un des plus riches pays du monde, c'est-à-dire un des plus fertiles, des mieux cultivés, des plus industriels et des plus peuplés ; mais ce pays paraît être depuis très longtemps dans un état stationnaire² ». Un siècle plus tard, le tableau était très différent. Les stéréotypes racistes appliqués aux peuples indigènes d'Afrique et d'Amérique du Nord étaient désormais utilisés pour ceux de l'Inde, de la Chine et du Moyen-Orient³. Dans l'intervalle, la Grande-Bretagne s'était emparée de presque toute l'Inde, devenue colonie, et avait humilié la Chine dans deux guerres ; la France avait conquis l'Algérie ; et la Russie et l'Autriche-Hongrie avaient arraché des lambeaux de l'Empire ottoman. Le développement du capitalisme, qui avait transformé les sociétés d'Europe de l'Ouest et des États-Unis, permettait désormais à leurs classes dirigeantes de prendre le contrôle du reste du monde.

L'empire indien de la Grande-Bretagne

L'Inde fut le premier des grands empires à tomber aux mains des Occidentaux. Cela ne se passa pas du jour au lendemain,

comme résultat d'une conquête militaire directe, et ce ne fut pas non plus la conséquence d'une supériorité technologique.

Dans les années 1850, les commentateurs occidentaux (y compris Marx) croyaient à tort que l'Inde était caractérisée par une stagnation « séculaire ». Même après la chute de l'Empire moghol, le développement économique s'était poursuivi, avec la « richesse croissante des négociants, des banquiers et des fermiers d'impôts⁴ ». Mais ceux-ci vivaient dans l'ombre de six royaumes en guerre, dont aucun ne les autorisait à se prononcer sur la conduite de sa politique, ni du reste ne garantissait la sécurité de leurs possessions. Ce qui ouvrit la porte à l'intervention de la Compagnie anglaise des Indes orientales, avec ses soldats et ses armes. Aux yeux de nombreux marchands, celle-ci apparut susceptible de protéger leurs intérêts comme aucun dirigeant indien n'était en mesure de le faire.

Au début du XVIII^e siècle, la compagnie restait une force marginale dans le sous-continent. Elle bénéficiait de concessions accordées par les princes indiens pour ses comptoirs commerciaux le long de la côte. Mais, au cours du temps, elle sut tisser des liens solides avec les négociants indiens qui lui vendaient des textiles et d'autres marchandises venus de l'intérieur. Puis, dans les années 1750, un dirigeant de la compagnie, Robert Clive, soutint un prétendant au trône du Bengale contre son rival, écrasa une force française et prit le contrôle de la province – qui était de loin la province la plus riche de l'ancien Empire moghol. Désormais, la compagnie percevait les impôts et dirigeait l'administration gouvernementale, pendant qu'un *nawab* indien exerçait les prérogatives officielles du pouvoir. L'Angleterre avait acquis les bases d'un nouvel empire en Inde, juste au moment où elle perdait ses anciennes possessions d'Amérique du Nord, et cela au moindre coût. La compagnie entendait couvrir tous ses frais en taxant la population indienne et s'appuyait sur une armée constituée majoritairement de troupes « cipayes » indiennes.

Le succès au Bengale amena la réussite ailleurs. D'autres princes indiens en vinrent à considérer la compagnie comme une alliée

précieuse et l'utilisèrent pour entraîner leurs troupes et perfectionner leurs administrations. Les négociants indiens se félicitaient de son influence croissante, car elle leur achetait des quantités de textiles de plus en plus importantes et les aidait à protéger leurs possessions contre les exactions des potentats locaux. La compagnie renforça les assises de sa puissance en créant une nouvelle classe de grands propriétaires fonciers à partir de fractions des anciens *zamindars*.

Il n'était pas difficile pour les Britanniques de consolider leurs positions en se dispensant, lorsque c'était nécessaire, de dirigeants locaux peu dociles et en établissant le gouvernement direct de la compagnie.

Dès les années 1850, une politique consistant à vaincre certains princes et à en soudoyer d'autres permit d'étendre la domination anglaise sur l'ensemble du sous-continent. Les Marathes furent conquis en 1818, les Sikhs en 1849, les régions du Sind et de l'Awadh respectivement en 1843 et en 1856. Les ministres britanniques proclamaient fièrement que la politique de la compagnie était fondée sur le principe romain de *divide et impera* – diviser pour régner. En utilisant la corruption dans certains cas et la violence dans d'autres, elle jouait un dirigeant contre un autre, un royaume contre un autre, une classe privilégiée contre une autre, une caste contre une autre, une religion contre une autre, trouvant des alliés partout où elle s'établissait. Cela lui permit de conquérir un empire de 200 millions d'habitants avec « une armée indigène de 200 000 hommes, commandée par des Anglais et [...] contrôlée par une armée anglaise qui ne comptait que 40 000 soldats⁵ ».

Des richesses immenses se déversèrent dans les poches des agents de la compagnie. Clive quitta l'Inde avec 234 000 livres sterling de butin – l'équivalent de nombreux millions d'aujourd'hui – et le gouverneur général Warren Hastings resta célèbre pour les énormes pots-de-vin qu'il prélevait. Cette richesse était créée par la masse des paysans. Les cultivateurs du Bengale et du Bihar payaient deux millions de livres d'impôts par an. La compagnie appelait ses

fonctionnaires « collecteurs » et appliquait les mêmes méthodes d'extorsion que les Moghols autrefois, mais de façon plus efficace et avec des conséquences bien plus dévastatrices.

Cela entraîna l'aggravation de la pauvreté qui avait frappé la masse du peuple dans la dernière période moghole. De mauvaises récoltes, en 1769, furent suivies par des famines et des épidémies qui firent dix millions de victimes. Une région qui avait étonné les Européens par sa richesse à peine un demi-siècle plus tôt était en train de devenir une des plus pauvres du monde.

Rien de tout cela n'inquiétait les *nawabs*, les *maharajahs*, les marchands et les *zamindars* qui dînaient à la table de la compagnie. Ils s'engraissaient en même temps qu'elle. Mais ils découvrirent bientôt, au fil des déconvenues, que leur partenariat avec les Britanniques n'était pas égalitaire. La compagnie, qui mettait en place les potentats locaux, pouvait aussi les renverser sans la moindre hésitation.

Même si de nombreux négociants indiens bénéficiaient de ses connexions commerciales, c'est bien depuis l'Angleterre que la compagnie était dirigée. Ceci fut démontré de façon dramatique dans les premières décennies du XIX^e siècle. La mécanisation des filatures de coton du Lancashire permit soudain de produire des étoffes moins chères que celles de l'industrie artisanale indienne. Non seulement les produits indiens ne jouaient plus un rôle central sur les marchés britanniques, mais les cotonnades anglaises envahissaient les marchés indiens, détruisant l'essentiel de l'industrie textile locale, dévastant les vies de millions d'ouvriers du textile et ruinant les profits des négociants indiens. Sans gouvernement propre, ils n'avaient aucun moyen de protéger leurs intérêts alors que le pays subissait les ravages de la désindustrialisation et que les capitalistes anglais les évinçaient de secteurs profitables comme la construction navale ou la banque. Parallèlement, la mince couche hautement privilégiée des fonctionnaires britanniques devenait encore plus arrogante, encore plus autoritaire, condescendante, rapace et raciste.

Ils récoltèrent les fruits de leur attitude en 1857. Les soldats cipayes de la compagnie se retournèrent contre leurs officiers lorsque ceux-ci ignorèrent les convictions religieuses des troupes, leur ordonnant d'utiliser des cartouches lubrifiées à la graisse de bœuf (un anathème pour les hindous) et à la graisse de porc (un anathème pour les musulmans). La question focalisa l'amertume ressentie dans toute l'Inde face au comportement des *sahibs* blancs. En quelques semaines, des mutins prirent le contrôle d'une grande partie de l'Inde du Nord, tuant les officiers et fonctionnaires britanniques sur lesquels ils pouvaient mettre la main et assiégeant les autres dans quelques postes fortifiés isolés. Les hindous et les sikhs oublièrent leur animosité envers les musulmans et installèrent un héritier moghol comme empereur dans la capitale historique de Delhi.

Mais le soulèvement fut finalement brisé. Le gouvernement britannique, en proie à la panique, envoya en toute hâte des troupes sur le sous-continent, et les officiers parvinrent à convaincre les soldats indiens de Madras et de Bombay de réprimer les mutins dans le Nord. Les mesures les plus sauvages furent ensuite mises en œuvre pour éviter toute nouvelle menace de révolte.

Malgré tout, le gouvernement comprit que la seule répression ne pouvait pacifier l'Inde. Il fallait instaurer des limites à la voracité des hommes d'affaires anglais pour éviter de tuer la poule aux œufs d'or, et avoir davantage recours à la stratégie du « diviser pour mieux régner », en institutionnalisant les divisions communautaires et religieuses, même si cela impliquait de renoncer à inculquer aux Indiens un comportement social compatible avec les normes bourgeoises. Le gouvernement direct par la Grande-Bretagne remplaça celui de la Compagnie anglaise des Indes orientales, la reine Victoria fut proclamée impératrice des Indes, et tous les efforts furent déployés pour lier les dirigeants indiens locaux et les propriétaires terriens au système impérial.

Mais si l'administration était réformée, l'appauvrissement de la masse du peuple se poursuivait. La proportion de la population dont la

survie dépendait de l'agriculture passa de 50 % à 75 %⁶. Alors que 25 % des revenus fiscaux étaient consacrés à payer l'armée pour maintenir les Indiens sous le joug britannique, l'éducation, la santé publique et l'agriculture devaient se contenter de 1 % chacune⁷. Or des famines balayaient le pays. Plus d'un million de personnes moururent dans les années 1860, trois millions et demi dans les années 1870, et jusqu'à dix millions dans les années 1890⁸.

Dans le même temps, des carrières sûres, payées par les impôts prélevés sur les paysans, étaient destinées aux fils de la classe moyenne supérieure britannique, dans les rangs des officiers supérieurs de l'armée indienne et dans la fonction publique nouvelle. Ils amenèrent leurs femmes et créèrent les enclaves racistes pétries de snobisme qui sont décrites dans *Simple Contes des collines* (*Plain Tales of the Hills*) de Kipling, *Route des Indes* (*Passage to India*) de Forster, *Une histoire birmane* (*Burmese Days*) d'Orwell et *Le Joyau de la Couronne* (*Jewel in the Crown*) de Paul Scott.

Les *sahibs* britanniques méprisaient ceux qu'ils appelaient les « indigènes » (*natives*). Mais cela ne les empêchait pas de se reposer sur certains d'entre eux pour contrôler la population. Les anciens *rajahs* et *maharajahs* – qui conservaient leurs palais, reconstruits de façon encore plus luxueuse, leurs nombreuses épouses, leurs serviteurs, leurs chevaux, leurs éléphants et leurs chiens de chasse – étaient souvent revêtus des fonctions et des dignités officielles (notamment à Hyderabad), mais recevaient dans la pratique leurs ordres de « conseillers » anglais. Disséminés dans les campagnes du Nord, les *zamindars*, qui vivaient dans un luxe moins ostentatoire, dominaient la paysannerie sous la dépendance des Britanniques, même s'ils se plaignaient parfois de leur statut subalterne. Par ailleurs, les brahmanes de village et les chefs aidaient les Anglais à percevoir les impôts et les *zamindars* à toucher leurs fermages. Tous manipulaient les anciennes divisions de castes (ou les divisions religieuses) à leur avantage dans les négociations avec leurs supérieurs et pour faciliter l'exploitation de leurs inférieurs. De telle sorte qu'à la fin du XIX^e siècle

les liens de castes étaient globalement bien plus systématiques qu'au début. Parallèlement émergeait une nouvelle classe moyenne, dont les membres espéraient prospérer comme avocats, employés ou fonctionnaires dans les structures de pouvoir britanniques, mais dont les espoirs étaient continuellement déçus par les barrières raciales.

La soumission de la Chine

Si la Chine parvint à éviter d'être, comme l'Inde, absorbée dans un empire européen, le sort de la masse du peuple fut cependant loin d'y être plus enviable.

La richesse de la Chine excitait la convoitise des marchands occidentaux depuis l'époque de Marco Polo, au XIII^e siècle. Mais ceux-ci étaient confrontés à un problème. Alors que la Chine fabriquait beaucoup de marchandises dont les Européens ressentaient le besoin, l'Europe n'en produisait guère que les Chinois puissent désirer acquérir. La Compagnie anglaise des Indes orientales se mit en devoir de rectifier cet état de choses en consacrant de grandes superficies de terres nouvellement conquises en Inde à la culture d'une denrée engendrant sa propre demande : l'opium. En 1810, la compagnie vendit 325 tonnes par an de cette drogue à Canton ; bientôt, elle transforma le surplus commercial séculaire de la Chine en déficit. Lorsque, en 1839, des fonctionnaires chinois tentèrent de mettre un terme au trafic d'opium, l'Angleterre entra en guerre pour défendre son droit à créer la narcodépendance.

L'administration chinoise régnait sur un empire plus ancien et plus peuplé qu'aucun autre au monde. Le pays n'avait jamais été conquis que par des hordes nomades venues du Nord. Ses dirigeants pensaient être capables de vaincre facilement la menace, venue de la mer, d'un pays distant de plus de 10 000 kilomètres. Ils ne se rendaient pas compte que des développements économiques intervenus à l'autre bout de l'Eurasie – développements qui devaient d'ailleurs beaucoup

aux innovations chinoises des siècles passés – avaient donné naissance à un pays plus puissant qu'on ne l'avait jamais imaginé.

Un rapport adressé à l'empereur par un haut dignitaire prédisait une victoire facile : « Les barbares anglais sont une race insignifiante et détestable, qui se fie à ses forts vaisseaux et à ses gros canons ; les immenses distances qu'ils ont traversées rendront leur ravitaillement impossible, et leurs soldats, après une seule défaite [...] seront démoralisés et perdus⁹. »

Mais, après trois années de combats intermittents et de négociations, ce furent les Chinois qui durent accepter les conditions des Anglais : ouverture de certains ports au commerce de l'opium, paiement d'une indemnité, cession de l'île de Hong Kong et garantie de droits extraterritoriaux aux sujets britanniques. Cependant, les Anglais décidèrent bientôt que ces concessions étaient insuffisantes. Ils entrèrent à nouveau en guerre en 1857, et 5 000 soldats assiégèrent Canton pour imposer une plus grande ouverture du commerce. Toujours insatisfaits, et rejoints par des troupes françaises, ils firent marcher 20 000 soldats sur Pékin et incendièrent le palais d'Été.

Les historiens chinois ne sont pas tous d'accord sur les raisons de la facile victoire anglaise. Certains l'attribuent à la supériorité de l'armement et des navires de guerres, produits de l'avance industrielle¹⁰. D'autres mettent l'accent sur la faiblesse interne de l'État mandchou, proclamant que la différence entre les niveaux industriels des deux pays ne pouvait à elle seule expliquer la victoire¹¹. Mais il n'y a pas de controverse en ce qui concerne le résultat. Les concessions obtenues par la Grande-Bretagne affaiblirent la capacité de l'État chinois à contrôler le commerce et à empêcher une sortie croissante de l'argent utilisé comme monnaie. L'industrie tout comme l'agriculture connurent un affaiblissement de plus en plus marqué. Les défaites ouvrirent également la porte à des exigences semblables émanant d'autres puissances, jusqu'à ce que les États européens obtiennent des enclaves extraterritoriales, ou « concessions » (en fait, des mini-colonies), tout le long de la côte chinoise.

Les souffrances subies par la paysannerie du fait de la décadence de l'Empire mandchou étaient intensifiées par les ingérences étrangères. Les conditions devinrent bientôt intolérables, en particulier dans les régions montagneuses moins fertiles des frontières entre provinces. Les paysans chinois réagirent comme ils l'avaient toujours fait dans des circonstances similaires : ils adhérèrent à des sectes religieuses dissidentes et se soulevèrent contre leurs maîtres lors d'un épisode connu sous le nom de « révolte des T'ai-p'ing ». Ce fut en fait un véritable assaut révolutionnaire contre le pouvoir d'État.

Le mouvement commença parmi les paysans, les ouvriers agricoles et quelques intellectuels pauvres de la Chine méridionale au milieu des années 1840. Son leader avait pour nom Hung Hsiu-ch'uan, un instituteur issu d'une famille paysanne, qui se considérait, à la suite d'une vision, comme le frère de Jésus. Il croyait avoir reçu de Dieu la mission de détruire les démons et de fonder un « royaume céleste » de « grande paix » (*T'ai-p'ing* en chinois). Il prêchait une doctrine de stricte égalité entre les humains, de division égalitaire de la terre, de possession commune des biens et d'abolition des distinctions sociales, y compris de la soumission des femmes aux hommes. Ses disciples avaient un sens du devoir et de la discipline qui leur permit d'obtenir une audience croissante et de battre les armées envoyées contre eux. En 1853, le mouvement, désormais fort de deux millions de membres, put prendre l'ancienne capitale impériale de Nankin et diriger 40 % du pays comme son propre État.

Les visées égalitaires du mouvement ne durèrent pas. Le haut commandement se comporta rapidement comme une nouvelle cour impériale, Hung « se jetant dans les excès – la grande vie, le luxe et de nombreuses concubines¹² ». Dans les campagnes, des paysans à moitié morts de faim devaient continuer à payer des impôts, même si le taux en était légèrement plus bas que par le passé.

L'abandon de ses idéaux par la direction du mouvement T'ai-p'ing suivait le schéma habituel des révoltes paysannes en Chine. Des paysans analphabètes travaillant des terres dispersées dans de vastes

régions ne constituaient pas une force suffisamment compacte pour exercer un contrôle sur une armée et ses chefs. Ces derniers découvrirent bientôt que les ressources matérielles qui auraient permis de réaliser leurs idéaux d'une société d'abondance pour tous n'existaient tout simplement pas. La solution facile consistait à retomber dans l'exercice traditionnel du pouvoir, avec les privilèges qui l'accompagnaient.

Mais dans les derniers stades de la révolte apparurent les signes d'un renouveau. La direction effective passa entre les mains d'un cousin de Hung, qui commença à élaborer un programme comportant une véritable rupture avec la tradition, même s'il ne s'agissait pas d'un retour aux idéaux égalitaires. Il prônait la « modernisation » de l'économie chinoise par l'adoption des techniques occidentales : l'ouverture de banques, la construction de voies ferrées et de bateaux à vapeur, la promotion des activités minières et l'encouragement de la science et de la technologie. Cela suggère que la révolte des T'ai-p'ing recélait en elle des forces qui auraient peut-être pu rompre avec le schéma séculaire des révoltes paysannes et balayer les obstacles sociaux responsables de la pauvreté du pays. Ces forces n'eurent cependant pas le temps de se développer. Une armée impériale réorganisée, financée par des négociants chinois, équipée d'armes modernes par la Grande-Bretagne et la France, et assistée par des troupes étrangères sous les ordres du major Gordon, commença à remonter le Yangzi. Finalement, Nankin tomba en 1864, après une bataille qui coûta la vie à 100 000 personnes¹³.

Les États capitalistes occidentaux avaient contribué à stabiliser l'ancien ordre précapitaliste en Chine, lui permettant de survivre encore un demi-siècle. Ce faisant, ils s'assuraient que pendant que l'Europe et l'Amérique du Nord allaient de l'avant sur le plan économique, la Chine, elle, régressait.

La question d'Orient

La situation était très semblable dans la troisième puissance de l'Est, l'Empire ottoman. Ce vaste ensemble multinational avait dominé pendant quatre siècles une immense région : toute l'Afrique du Nord, l'Égypte et l'actuel Soudan, la péninsule Arabique, la Palestine, la Syrie et l'Irak, l'Asie mineure et une énorme partie de l'Europe, incluant la totalité des Balkans et, à plusieurs reprises, la Hongrie et la Slovaquie. Il était dirigé par des empereurs turcs résidant à Istanbul, et on trouvait une classe de propriétaires fonciers turcs en Asie mineure et dans certaines parties des Balkans. Mais l'essentiel de l'empire était contrôlé par les classes supérieures des peuples non turcs qui avaient été conquis : les Grecs dans les Balkans, les Arabes au Moyen-Orient et les descendants des dirigeants mamelouks en Égypte. À Istanbul, les divers groupes religieux – chrétiens orthodoxes, chrétiens syriaques, juifs et autres – disposaient de structures d'autogouvernement, soumises à une collaboration globale avec le pouvoir du sultan. L'armée elle-même n'était pas exclusivement composée de Turcs. Son noyau était formé par les *janissaires* – à l'origine, des enfants de familles chrétiennes des Balkans amenés tout jeunes à Istanbul, avec un statut d'esclaves, et formés comme guerriers d'élite.

La richesse de l'empire, comme celle de toutes les sociétés de l'époque, provenait essentiellement de l'agriculture. Mais les Ottomans faisaient depuis longtemps du commerce aussi bien avec l'Europe de l'Ouest (par la Russie et la Scandinavie, en passant par les fleuves se jetant dans la mer Noire et la mer Caspienne, et par l'Europe du Sud, *via* le négoce avec Venise et Gênes) qu'avec l'Inde et la Chine (par des itinéraires terrestres comme la « route de la Soie », dans le Nord de l'Afghanistan, et par des ports de la mer Rouge et du golfe Arabo-Persique). Jusqu'au milieu du XVIII^e siècle, au moins, il y eut des progrès lents mais constants à la fois dans l'agriculture (avec le développement de nouvelles cultures comme le café et le coton) et l'industrie artisanale.

Mais au début du XIX^e siècle, l'Empire ottoman était de plus en plus soumis à des pressions extérieures. Napoléon avait conquis

l'Égypte, avant d'en être chassé par les troupes britanniques et, en 1830, la monarchie française, bien que confrontée à une âpre résistance locale, s'était emparée de l'Algérie. Les forces russes avaient conquis la plus grande partie du Caucase et de la côte de la mer Noire, et convoitaient même Istanbul. En 1815, les Serbes se révoltèrent contre le joug turc et constituèrent un royaume autonome, et, dans les années 1820, les Grecs se taillèrent un État, avec l'aide des Britanniques et des Russes. Les tsars russes encouragèrent des mouvements semblables ailleurs, se posant comme les « protecteurs » de groupes ethniques parlant des langues proches de la leur et appartenant à la même branche orthodoxe du christianisme.

Les progrès russes commencèrent à inquiéter les dirigeants d'Europe de l'Ouest, même lorsqu'ils s'appuyaient encore – comme l'Autriche et la Prusse – sur l'armée russe pour mater la révolte dans leurs propres pays. Leur désir de maintenir l'Empire ottoman comme une barrière face à l'expansionnisme russe domina la diplomatie européenne jusqu'à la Première Guerre mondiale, en 1914, et resta connu sous le nom de la « question d'Orient ».

Les gouvernements britanniques étaient à l'avant-garde de ces efforts. Soutenir les dirigeants ottomans leur permettait non seulement de tenir en échec la puissance russe – qu'ils considéraient comme une menace à leur domination sur l'Inde du Nord –, mais aussi de faire accéder librement leurs marchandises au Moyen-Orient et dans les Balkans.

L'importance de cette démarche était particulièrement visible en Égypte. Dans ce pays (en même temps que dans les régions adjacentes de Syrie, du Liban et de la Palestine), le pouvoir était passé aux mains d'un « pacha » d'origine albanaise, Mohammed (ou Mehmet) Ali, en 1805. Il gouvernait au nom du sultan ottoman, mais était en fait indépendant, du moins jusqu'en 1840. Voyant que l'industrie était rapidement en train de devenir la clé du pouvoir, il utilisa l'État pour mettre en œuvre une révolution industrielle. Il constitua des monopoles d'État, acheta des machines textiles modernes en Europe et

employa des Européens qualifiés pour montrer aux Égyptiens comment les utiliser. Il fit aussi construire des hauts-fourneaux et des aciéries, confisqua les terres des propriétaires mamelouks et y fit cultiver des denrées destinées à l'exportation. Résultat : en 1830, le pays occupait le cinquième rang mondial pour les broches à filer le coton par tête d'habitant, et près de 70 000 personnes étaient employées dans des usines modernes¹⁴.

Mais l'expérience de Mohammed Ali prit brutalement fin en 1840. L'Angleterre envoya sa flotte pour aider le sultan ottoman à rétablir son autorité sur l'Égypte, bombardant les ports libanais contrôlés par les Égyptiens et faisant débarquer des troupes en Syrie. Mohammed Ali fut contraint de licencier son armée (qui avait fourni un marché protégé pour ses usines textiles), démanteler ses monopoles et accepter une politique de « libre-échange » imposée par les Britanniques. Lord Palmerston admettait non sans cynisme : « La soumission de Mohammed Ali à l'Angleterre [...] pourrait paraître injuste et partielle, mais nous sommes partiaux ; et les intérêts supérieurs de l'Europe requièrent que nous le soyons¹⁵. » Les dirigeants de la puissance industrielle la plus avancée d'Europe étaient tout à fait satisfaits d'imposer une politique qui empêchait le développement du capitalisme industriel dans d'autres pays. Au cours des décennies suivantes, l'Égypte fit l'expérience de la désindustrialisation, comme l'Inde et la Chine avant elle, puis elle fut confrontée à l'occupation des troupes anglaises lorsque les successeurs de Mohammed Ali se trouvèrent incapables de payer leurs dettes.

L'Égypte avait au moins essayé de s'industrialiser. Très peu de tentatives semblables eurent lieu dans le reste de l'Empire ottoman, et ceux qui s'y risquèrent furent vite découragés en raison de la pénétration sans entrave sur leurs marchés de marchandises à bas prix. Il en fut de même des efforts tentés par l'Empire iranien, pris en tenailles entre les Ottomans, l'Inde britannique et la Russie tsariste.

Chapitre 37

L'exception japonaise

Une partie seulement du monde non européen parvint à éviter la stagnation et le déclin qui furent, au XIX^e siècle, le lot du reste de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine, ainsi que de la majeure partie de l'Europe de l'Est. Il s'agit du Japon.

Au cours du millénaire écoulé, la civilisation chinoise, bien plus ancienne, avait influencé le développement de ce pays : sa technologie, son alphabet, sa littérature et l'une de ses principales religions. Mais le Japon différait de la Chine sur des points essentiels : il n'en avait ni les grands canaux, ni les ouvrages d'irrigation, ni l'État étroitement centralisé. Jusqu'à la fin du XV^e siècle, il possédait un système économique et politique très semblable à celui de l'Europe médiévale. Un empereur faible y régnait, mais le véritable pouvoir était aux mains de grands seigneurs territoriaux. Chacun de ces seigneurs présidait à la destinée de *samouraïs* armés (à peu près équivalents aux chevaliers de l'Europe moyenâgeuse), qui exploitaient directement les paysans et combattaient dans l'armée de leur suzerain contre d'autres samouraïs.

Au début du XVII^e siècle, l'une des grandes familles aristocratiques, les Tokugawa, parvint à vaincre et à soumettre les autres. Son chef devint le « shôgun », le véritable dirigeant du pays, même si l'empereur conservait les attributs formels du pouvoir. Les autres seigneurs furent contraints de passer le plus clair de leur temps dans la capitale du shôgun, Edo (aujourd'hui Tokyo), y laissant leurs familles en otages de leur bonne conduite. Les shôguns interdirent les armes à feu, qui avaient joué un rôle dévastateur dans les grandes guerres de la période précédente (même si les samouraïs continuèrent à exister et à porter des armes, ce qui n'était pas autorisé pour les paysans, artisans

et commerçants). Ils firent également en sorte d'empêcher toute influence extérieure de menacer leur pouvoir. Ils prohibèrent tout commerce avec l'étranger, à l'exception des navires chinois et hollandais qui étaient autorisés à débarquer dans un seul port sous haute surveillance. Ils interdirent tous les livres étrangers et exercèrent une répression sauvage contre les milliers de convertis au catholicisme.

Ces mesures parvinrent à mettre fin aux guerres sanglantes de la période antérieure. Mais les shôguns ne pouvaient empêcher la société d'évoluer. La concentration des seigneurs et de leurs familles à Edo conduisit à un fort développement du commerce du riz, à la base de leur nourriture et de celle de leurs serviteurs, et à une prolifération d'artisans urbains et de négociants pourvoyant à leurs besoins. Les villes japonaises s'agrandirent jusqu'à figurer parmi les plus peuplées du monde. La classe commerçante, même si elle était censée appartenir à une catégorie subalterne, progressa, et une culture nouvelle fondée sur la poésie populaire, le théâtre et le roman se développa, différente en bien des points de la culture officielle de l'État. L'interdiction des livres occidentaux connut un relâchement après 1720, ce qui eut pour résultat un intérêt croissant de la part des intellectuels japonais pour les idées venues d'Europe ; une « École d'études hollandaises » entreprit ainsi des travaux scientifiques, notamment en agronomie et en astronomie copernicienne. L'argent devenant de plus en plus important, de nombreux samourais sombrèrent dans la misère, obligés de vendre leurs armes et de se mettre à l'agriculture ou à l'artisanat pour payer leurs dettes. Dans le même temps, des famines à répétition frappèrent le pays – causant presque un million de morts en 1732 (sur une population de 26 millions), 200 000 en 1775, plusieurs centaines de milliers dans les années 1780 – et de nombreux soulèvements paysans éclatèrent localement¹. La superstructure politique des Tokugawa resta complètement intacte. Mais sous la surface se développaient des forces sociales qui comportaient de nombreuses similitudes avec celles de l'Europe occidentale pendant la Renaissance.

Telle était la situation en 1853, lorsqu'un certain commandant Perry, de l'US Navy, arriva sur la côte avec quatre navires de guerre pour exiger du gouvernement japonais l'ouverture du pays au commerce extérieur. La couche dirigeante de la société fut plongée dans la confusion. Le gouvernement des Tokugawa, après avoir évalué les forces en présence, décida que les choses ne pouvaient continuer comme avant ; il lui fallait faire des concessions s'il voulait éviter de subir le sort infligé à la Chine dans les récentes guerres de l'Opium. Mais, pour d'autres fractions de la classe dirigeante, les traditions étaient sacro-saintes, et toute concession accordée à des étrangers constituait une trahison des idéaux les plus élevés. Pris entre les deux, des groupes de samourais subalternes s'associèrent dans le but de « révéler l'empereur et de repousser les barbares² » par des moyens militants, voire révolutionnaires. À un certain niveau, leurs revendications étaient profondément traditionnelles : ils voulaient rendre à l'empereur un pouvoir dont ses prédécesseurs n'avaient pas joui depuis des siècles. Mais certains samourais comprirent que des changements importants devaient advenir dans la société japonaise si elle voulait se mesurer avec la puissance économique et militaire des « barbares ».

L'occasion de réaliser leurs objectifs leur fut offerte lors de la « révolution Meiji », à la fin des années 1860, lorsque deux des grands seigneurs féodaux attaquèrent le shôgun Tokugawa, avec le soutien des samourais, et formèrent un nouveau gouvernement au nom de l'empereur.

Cette révolution venait d'en haut. Ses slogans étaient traditionalistes et la population ne connut pas la moindre amélioration de ses conditions de vie lors du changement de régime. Mais ceux qui la dirigeaient comprirent que s'ils voulaient conserver des éléments du passé, il leur fallait s'orienter vers le capitalisme. Ils abolirent le pouvoir des grands féodaux rivaux, les rendant dépendants de l'État pour leurs privilèges. Ils abolirent les distinctions traditionnelles entre samourais, paysans, commerçants et artisans. Les revenus que les

samouraïs retiraient de l'exploitation de la paysannerie allaient désormais directement à l'État ; tout samouraï désirant plus que le minimum vital devait rechercher un emploi dans des firmes étatiques ou privées. De plus, fait important, l'État s'employa à fonder de nouvelles industries sous son contrôle à l'aide de capitaux d'origine fiscale. Lorsque ces dernières étaient assez solides pour voler de leurs propres ailes, il les céda à des familles de négociants ou de banquiers qui lui étaient étroitement liées.

La révolution Meiji était doublement significative pour le développement futur du capitalisme, non seulement au Japon mais à l'échelle internationale. Elle montrait que l'ouverture de la société à des rapports de production entièrement capitalistes ne devait pas nécessairement venir d'une décision de la bourgeoisie. Ce que les classes moyennes avaient réalisé lors de la révolution anglaise, ou les Jacobins au cours de la Révolution française, fut mis en œuvre au Japon par certaines fractions des anciennes classes exploiteuses.

Elle montrait aussi que l'État pouvait se substituer à une classe capitaliste industrielle absente pour mener à bien la construction de l'industrie et imposer les nouvelles formes capitalistes du travail. Une classe d'entrepreneurs capitalistes industriels complètement formée émergea bien au Japon, mais seulement après que l'État eut réussi à bâtir une industrie grâce à l'exploitation du travail salarié dans des usines modernes. Le capitalisme à la japonaise, et non à la française ou à l'anglaise, allait devenir caractéristique du monde du siècle suivant.

En attendant, le nouveau capitalisme japonais ferait une démonstration de force, vingt-sept ans après la révolution Meiji, en se lançant dans sa propre guerre contre la Chine. La victime des interventions étrangères s'était transformée en une nation agressive.

Chapitre 38

À l'assaut du ciel : la Commune de Paris

Au début des années 1870, le nouvel ordre capitaliste était bien engagé sur la voie de la domination mondiale. Il régnait sans partage aux États-Unis et dans la plus grande partie de l'Europe de l'Ouest. Et ces pays, à leur tour, dictaient leur loi au reste du monde. Le tsar de toutes les Russies lui-même s'était vu contraint d'abolir le servage en 1861, même s'il avait donné la moitié des terres à la vieille classe féodale, mettant la paysannerie à la merci de cette dernière. Partout, le monde était soumis à des bouleversements majeurs.

Mais les événements de Paris allaient bientôt montrer que le changement ne devait pas nécessairement s'arrêter une fois le capitalisme installé en position dominante. Marx et Engels avaient écrit, dans leur *Manifeste du Parti communiste*, que « la bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs ». Le 18 mars 1871, la bourgeoisie française se rendit compte à quel point c'était vrai.

Quatre ans plus tôt, Louis-Napoléon Bonaparte avait étalé les splendeurs de son empire devant les monarques de l'Europe dans une « Exposition universelle » centrée autour d'une construction elliptique en verre de 482 mètres de long, avec un dôme si élevé qu'« il fallait une machine pour y monter¹ ».

Napoléon III avait en effet quelque chose à célébrer. Depuis qu'il avait renversé la République en 1851, la France avait connu un gigantesque développement capitaliste. Avec la croissance d'industries modernes, la production industrielle avait doublé et la production artisanale traditionnelle périclité ; celle-ci était désormais sous le contrôle de

capitalistes sous-traitants qui utilisaient leurs ouvriers comme ils l'auraient fait dans une usine.

Le pouvoir personnel de l'empereur n'était cependant pas aussi assuré qu'il le semblait. Tout était en équilibre précaire. Il jouait les groupes rivaux de la classe dirigeante l'un contre l'autre et essayait de consolider sa position en imitant les exploits du premier Napoléon dans des aventures militaires en Italie et au Mexique (où il essaya d'imposer comme empereur un candidat choisi par lui, Maximilien). Mais cela ne pouvait empêcher que se développe une opposition. Une partie de la bourgeoisie s'agita lorsque la spéculation lui porta préjudice, remplissant les poches d'une coterie de financiers proches de l'empereur. L'aventure mexicaine se transforma en débâcle et Maximilien I^{er} du Mexique passa devant un peloton d'exécution. Les ouvriers parisiens, qui n'avaient pas oublié les massacres de 1848, haïssaient d'autant plus le régime que le coût de la vie dépassait les salaires. L'un des hauts fonctionnaires favoris de Napoléon III, le baron Haussmann, nota que plus de la moitié des Parisiens vivaient dans une « pauvreté voisine de l'indigence » même s'ils travaillaient onze heures par jour². En 1869, l'opposition républicaine obtint la majorité aux élections à Paris et dans d'autres grandes villes. Puis en 1870, Napoléon III répondit à une provocation du dirigeant prussien Bismarck en lui déclarant la guerre.

Les forces françaises subirent une défaite dévastatrice à la bataille de Sedan. Napoléon III, complètement discrédité, abdiqua, et le pouvoir tomba entre les mains de l'opposition républicaine bourgeoise. Mais l'armée prussienne assiégea bientôt Paris, et Bismarck exigea des conditions draconiennes : une énorme indemnité financière et la remise de l'Alsace-Lorraine française à la Prusse.

Paris soutint cinq mois de siège dans des conditions très dures, ses habitants se retrouvant contraints à manger des chiens et des rats pour survivre, sans combustible pour chauffer leurs maisons par une température inférieure à zéro. Les ouvriers, les artisans et leurs familles furent ceux qui souffrirent le plus de l'envolée des prix³. Ils

assumèrent également l'essentiel de la défense de la ville. S'enrôlant en masse dans la Garde nationale, ils portèrent ses effectifs à 350 000 hommes et, en élisant leurs officiers, ils mirent fin à la prégnance de la bourgeoisie parmi eux. Leur résistance inspira bientôt des inquiétudes au gouvernement républicain aussi bien qu'aux Prussiens. Les descendants des sans-culottes de 1792, les enfants des combattants de 1848, étaient à nouveau en armes. Des clubs « rouges » et des journaux révolutionnaires fleurissaient, rappelant aux ouvriers et aux artisans comment les bourgeois républicains les avaient traités en 1848. Comme Marx l'a écrit, « Paris armé, c'était la révolution armée ».

Le gouvernement républicain avait réussi à déjouer, le 31 octobre, une tentative, venue de la gauche, de le renverser. Il parvint de justesse à en empêcher une seconde, le 22 janvier, en utilisant des troupes régulières composées de Bretons pour tirer sur la foule dans le secteur ouvrier de Belleville. Il avait maintenant très peur de ne pouvoir y réussir la fois suivante. Le vice-président, Jules Favre, présentant que « la guerre civile [n'était qu'] à quelques mètres, la famine à quelques heures⁴ », décida qu'il n'y avait qu'une façon de protéger son gouvernement. Dans la nuit du 23 janvier, il traversa secrètement les lignes prussiennes pour discuter les termes d'une reddition française.

La nouvelle répandit la colère parmi les pauvres de Paris. Ils avaient le sentiment d'avoir enduré cinq mois de souffrances pour rien. Puis le gouvernement républicain appela à des élections, sous huitaine, pour confirmer la décision de capituler. Comme en 1848, la gauche parisienne n'eut pas le temps de faire campagne dans les circonscriptions rurales où l'essentiel de l'électorat était encore concentré, et les curés et les riches propriétaires terriens purent à nouveau exercer une influence décisive sur le scrutin. Sur les 675 nouveaux élus, 400 étaient monarchistes. La colère des Parisiens ne fit que monter. La trahison du siège avait été suivie par la trahison de la République. Puis vint une troisième trahison : la nomination à la tête

du gouvernement du septuagénaire Adolphe Thiers. Il se prétendait « républicain modéré », mais il s'était fait un nom en réprimant un soulèvement républicain en 1834.

Tandis que les troupes régulières étaient licenciées selon les termes de l'accord avec les Prussiens, les masses parisiennes conservèrent leurs armes. De plus, un grand nombre de petits bourgeois aisés saisirent l'occasion pour s'éloigner de Paris, laissant la Garde nationale plus que jamais comme un corps constitué de la classe ouvrière.

Thiers savait qu'un affrontement avec les masses parisiennes était inévitable. Il apprit qu'elles contrôlaient les armes de la Garde nationale et envoya des soldats de l'armée régulière s'emparer des 200 canons postés sur les hauteurs de Montmartre. Pendant que les soldats attendaient des chevaux pour atteler les canons, les gens du quartier commencèrent à discuter avec eux. Comme le raconte Lissagaray, « les femmes [...] n'attendirent pas leurs hommes. Elles entourèrent les mitrailleuses, interpellèrent les chefs de pièce : "C'est indigne ! Qu'est-ce que tu fais là ?" ⁵ ». Pendant que les soldats hésitaient, ne sachant comment réagir, un groupe de 300 gardes nationaux parcourait le XVIII^e arrondissement, battant le tambour pour soulever la population. Alors que les gardes nationaux, les femmes et les enfants entouraient les soldats, un des généraux, Lecomte, donna trois fois l'ordre de faire feu sur la foule. « Ses hommes restèrent l'arme au pied. La foule se joignit à eux, fraternisa, arrêta Lecomte et ses officiers ⁶. »

Le même jour, à trois heures de l'après midi, Thiers et son gouvernement fuyaient la capitale. Une des plus grandes villes du monde était entre les mains de travailleurs armés, et cette fois ils n'allaient pas remettre le pouvoir à des politiciens de la classe moyenne.

Une nouvelle forme de pouvoir

Dans un premier temps, le peuple en armes exerça le pouvoir en élisant le commandement de la Garde nationale, son Comité central. Mais celui-ci était résolu à ne rien faire qui puisse être considéré comme un premier pas vers l'établissement d'une dictature. Il organisa des élections pour un nouveau corps représentatif, la Commune, fondé sur le suffrage universel masculin dans chaque arrondissement. Contrairement aux représentants parlementaires normaux, les élus pouvaient être révoqués par leurs électeurs et ne recevaient pas d'indemnité de fonction supérieure au salaire d'un ouvrier qualifié. De plus, les représentants élus ne devaient pas simplement voter des lois habituellement censées être appliquées par une hiérarchie de bureaucrates grassement payés, mais ils devaient s'assurer que leurs propres mesures étaient mises en œuvre.

En réalité, comme Marx l'a indiqué dans sa défense de la Commune, *La Guerre civile en France*, ils démantelèrent le vieil État et le remplacèrent par une nouvelle structure qui leur était propre, plus démocratique que tout ce qu'on avait pu voir depuis l'aube de la société de classes : « Au lieu de décider une fois tous les trois ou six ans quel membre de la classe dirigeante devait "représenter" et fouler aux pieds le peuple au Parlement, le suffrage universel devait servir au peuple constitué en communes [...]. La Constitution communale aurait restitué au corps social toutes les forces jusqu'alors absorbées par l'État parasite qui se nourrit sur la société et en paralyse le libre mouvement [...]. Son véritable secret, le voici : c'était essentiellement un gouvernement de la classe ouvrière, le résultat de la lutte des producteurs contre la classe des appropriateurs, la forme politique enfin trouvée qui permettait de réaliser l'émancipation économique du travail⁷. »

Marx nota que, en tant que représentante des travailleurs de la ville, la Commune s'employa à prendre des mesures qui allaient dans le sens de leurs intérêts : elle fit interdire le travail de nuit dans les boulangeries et l'imposition patronale d'amendes pour les salariés, elle transmit à des associations ouvrières tous les ateliers ou usines fermés

par leurs propriétaires, elle accorda des pensions aux veuves, elle décréta l'instruction gratuite pour tous les enfants, et elle imposa un moratoire des dettes et des loyers pour la durée du siège. La Commune montra aussi son attachement à l'internationalisme en détruisant les monuments érigés à la gloire du militarisme et en faisant d'un ouvrier d'origine hongroise (représentant de la section allemande de l'Internationale) son ministre du Travail⁸.

Elle n'eut pas l'occasion de montrer quelles autres mesures pouvaient être mises en œuvre par un gouvernement ouvrier. En effet, le gouvernement républicain commença immédiatement à organiser des forces armées pour la détruire et collabora dans ce sens avec son « ennemi » prussien. Il persuada Bismarck de libérer des prisonniers de guerre français capturés à l'automne précédent, qui n'avaient donc pas été contaminés par la fermentation des idées à Paris. Il les rassembla à Versailles, avec de nouvelles recrues venues de la campagne, sous les ordres d'officiers qui déguisaient à peine leurs sympathies royalistes. À la fin du mois d'avril, Thiers fit encercler Paris par une armée décidée à briser la Commune et conclut avec Bismarck un accord lui permettant de franchir les lignes prussiennes. La Commune avait dès lors bien peu de chances de survivre. Elle était également confrontée à un autre problème. Ses représentants élus, aussi héroïquement dévoués à leur cause qu'ils fussent, manquaient tragiquement du flair politique qui leur aurait permis de répliquer aux forces en train de se rassembler contre eux.

Deux courants politiques majeurs s'étaient développés dans le mouvement ouvrier français depuis les années 1830. Tout d'abord, la tendance associée à Auguste Blanqui, qui concevait la lutte ouvrière comme une version plus radicale, plus consciente socialement, du jacobinisme de 1793. Elle mettait l'accent sur le rôle d'une minorité hautement organisée de conspirateurs agissant pour le compte de la classe ouvrière. La vie de Blanqui avait ainsi été marquée par toute une série de tentatives héroïques d'insurrection tandis que la masse des travailleurs n'y était pas prête, suivies par de longs séjours derrière

les barreaux pendant que les ouvriers passaient à l'action en son absence (y compris son emprisonnement par le gouvernement républicain pendant toute la durée de la Commune). Le second courant était issu des enseignements sociaux de Proudhon, dont les partisans rejetaient avec dédain l'expérience du jacobinisme comme de toute action politique. Selon eux, les ouvriers pouvaient résoudre leurs problèmes par le « mutualisme » – des associations constituant des sociétés par actions – sans avoir à se préoccuper de l'État.

Marx considérait ces deux approches comme aussi dangereusement inadéquates l'une que l'autre à la situation. Il ne doutait pas que les travailleurs puissent tirer des enseignements de la grande Révolution française, mais il était convaincu qu'ils devaient aller bien au-delà. Il devait y avoir une action politique décisive, comme l'affirmaient les blanquistes, mais elle devait prendre appui sur une activité organisée des masses et non sur les actions héroïques de petits groupes. Il devait y avoir une réorganisation économique de la production, comme le proclamaient les proudhoniens, mais elle ne pouvait être mise en œuvre sans révolution politique. Marx n'était cependant pas en situation d'influencer les événements parisiens. Si certains communards, comme le blanquiste Vaillant, étaient prêts à collaborer avec Marx, personne n'acceptait totalement ses idées. Le comité central de la Garde nationale aussi bien que la Commune étaient composés, non pas de marxistes, mais de proudhoniens et de blanquistes – et leurs prises de décisions souffraient des déficiences des deux traditions.

Le gouvernement républicain n'avait, au moment de sa fuite de Paris le 18 mars, pratiquement aucune force à sa disposition. La Garde nationale aurait pu marcher sur Versailles à ce moment-là et disperser les forces de la réaction presque sans avoir à tirer un coup de feu. Mais la Commune, marquée par la tradition proudhonienne « apolitique », employa son temps à voter d'excellentes résolutions en laissant Thiers rassembler des troupes en toute liberté. Lorsque, le 2 avril, ce dernier dévoila ses intentions agressives en commençant à bombarder Paris,

les communards appelèrent à une marche sur Versailles. Mais ils le firent en l'absence de toute préparation sérieuse, envoyant la Garde nationale sans organisation adaptée et sans canons pour répliquer à l'artillerie ennemie. Ils fournirent aux forces versaillaises encore faibles une victoire qui aurait pu être évitée et qui mit fin à toute possibilité de les disperser facilement.

À l'intérieur de Paris, ils commirent une erreur parallèle. La totalité de l'or du pays était entreposée dans les coffres de la Banque de France. La Commune aurait pu le saisir, empêchant Thiers d'obtenir des fonds et affirmant son autorité sur l'économie du pays. Mais ni la tradition proudhonienne ni celle des blanquistes ne toléraient une telle atteinte aux « droits de la propriété ». Au final, les choses furent bien plus faciles pour Thiers qu'elles n'auraient dû l'être.

La vengeance de la bourgeoisie

Thiers en profita pour mettre sur pied une énorme armée. Il commença par bombarder Paris de façon systématique à partir des forts de la périphérie, battant les forces communardes dans une série d'escarmouches, et finit par pénétrer dans la ville elle-même le 21 mai. Si Thiers s'attendait à une conquête facile, il dut être déçu. Les ouvriers parisiens combattirent quartier après quartier, rue après rue, maison après maison. Il fallut une semaine aux soldats de Thiers pour les déloger des quartiers riches de l'ouest de la capitale, les repousser dans les bastions communards de l'est, et briser la résistance à l'aube du dimanche de la Pentecôte.

La défaite de la Commune fut suivie d'une orgie de violence presque sans précédent dans les temps modernes. Le journal bourgeois *Le Figaro* claironnait : « Jamais, pareille occasion ne s'est offerte pour guérir Paris de la gangrène morale qui le ronge depuis vingt ans⁹. » Les commandants victorieux des troupes versaillaises sautèrent sur l'occasion.

Quiconque avait combattu pour la Commune fut sommairement fusillé : 1 900 personnes périrent entre le dimanche et le lundi de Pentecôte (soit plus de morts en une seule journée que pendant toute la durée de la Grande Terreur de 1793-1794, à Paris). Les soldats patrouillaient dans les rues, arrêtant les gens les plus pauvres selon leur bon vouloir ; nombre d'entre eux, après trente secondes de procès, étaient condamnés à mort parce qu'ils ressemblaient à des communards. Un prêtre raconta avoir assisté à l'exécution de vingt-cinq femmes accusées d'avoir versé de l'eau bouillante sur les troupes en marche. Le *Times* de Londres dénonça sévèrement les « lois inhumaines de vengeance d'après lesquelles les soldats de Versailles fusillent, lardent de coups de baïonnettes, éventrent des prisonniers, des femmes et des enfants depuis six jours. Autant qu'il nous en souviennent, l'Histoire n'a jamais rien vu de semblable [...]. La nature humaine recule épouvantée devant les événements de Paris. Les crimes des insurgés ont dépassé en horreur les plus sombres attentes de ce qui pouvait se dérouler sous le drapeau rouge¹⁰. »

Les historiens français semblent plus ou moins s'accorder aujourd'hui sur un chiffre compris entre 20 000 et 25 000 victimes¹¹. Plus de 40 000 personnes furent détenues dans des pontons (prisons flottantes) pendant un an avant de passer en jugement, 5 000 d'entre elles furent condamnées à la déportation, et 5 000 autres à des peines plus légères.

Parmi les déportés se trouvait la célèbre dirigeante des femmes combattantes, Louise Michel. Elle déclara au tribunal : « Je ne me défendrai pas. Je ne serai pas défendue. J'appartiens entièrement à la révolution sociale. Si vous me laissez vivre, je ne cesserai de crier vengeance¹². » Les préjugés de son temps avaient retenu la Commune de donner le droit de vote aux femmes. Mais les femmes de la classe ouvrière comprenaient, malgré tout, que la défaite de la Commune était leur défaite.

La répression eut un impact terrible sur la classe ouvrière parisienne. Comme le remarque Alistair Horne : « L'aspect de Paris changea

d'une façon curieuse pendant quelques années : la moitié des peintres en bâtiment, la moitié des plombiers, des couvreurs, des cordonniers et des zingueurs avaient disparu¹³. » Il fallut presque deux décennies pour qu'apparaisse une nouvelle génération d'ouvriers français qui, tout en étant marqués par le souvenir de la répression de la Commune par le gouvernement « républicain », étaient néanmoins déterminés à reprendre le flambeau de la lutte pour un monde meilleur.

C'est cependant Karl Marx qui eut le mot de la fin sur la Commune. Il comprit qu'elle représentait le plus important défi auquel s'était trouvé confronté le monde nouveau du capital. Et la plus grande inspiration pour la classe nouvelle que le capital avait créée, mais qui lui était opposée. Il écrivit à son ami Kugelmann que les communards s'étaient lancés « à l'assaut du ciel¹⁴ » et avaient fourni « un nouveau point de départ d'une importance historique universelle¹⁵ ».

Septième partie

Un siècle d'espoir et d'horreur

Chronologie

Années 1880	L'Angleterre occupe l'Égypte. Dépeçage de l'Afrique. Développement commercial du téléphone, du phonographe et de l'éclairage électrique.
1890-1900	Le Japon attaque la Chine et s'empare de Taïwan. Guerre hispano-américaine. Invention de la voiture à moteur et du cinéma.
1899-1902	Guerre des Boers – les Anglais créent les premiers camps de concentration.
1900	La théorie génétique de Mendel commence à être connue, seize ans après sa mort.
1903	Premier avion.
1904	La Russie perd la guerre contre le Japon.
1905	Révolution en Russie. Création du syndicat international Industrial Workers of the World (IWW). Théorie de la relativité restreinte d'Einstein.
1910-1914	« Grande agitation » en Angleterre. L'ordre d'Orange s'arme en Irlande.
1911	Proclamation de la république en Chine. Révolution mexicaine.
1912-1914	Grèves et barricades en Russie. Lock-out de Dublin. Grève « Du pain et des roses » à Lawrence aux États-Unis.

- 1912-1913 Guerre des Balkans.
- 1913 Usine de production de masse Ford.
- 1914 Déclenchement de la Première Guerre mondiale. Effondrement de la Deuxième Internationale.
- 1916 Insurrection de Pâques à Dublin.
- 1917 Révolutions russes de Février et d'Octobre. Mutineries dans l'armée française et dans la marine allemande. Les États-Unis entrent en guerre.
- 1918 Révolution dans les empires allemand et austro-hongrois.
- 1919 Création de l'Internationale communiste. Meurtre de Rosa Luxemburg. Guerre civile en Allemagne. Républiques des conseils de Bavière et de Hongrie. Guérilla en Irlande. Massacre d'Amritsar en Inde. Mouvement du 4 mai en Chine. Traité de Versailles.
- 1920 Les ouvriers allemands font échouer le putsch de Kapp. Occupations d'usines en Italie.
- 1921 Partition de l'Irlande. Révolte de Kronstadt en Russie.
- 1922 Les fascistes italiens se voient offrir le pouvoir.
- 1923 Occupation française de la Ruhr. Grande inflation. Les communistes mettent fin à l'insurrection. Tentative de putsch nazi.
- 1925 Théorie des quanta d'Heisenberg.
- 1926 Défaite de la grève générale en Grande-Bretagne.

- 1927 Massacre d'ouvriers en Chine. Exil de Léon Trotski.
- 1928-1929 Staline s'empare du pouvoir. Premier plan quinquennal. Collectivisation de l'agriculture. Arrestations de masse.
- 1929 Krach de Wall Street.
- 1931 Révolution en Espagne.
- 1933 Hitler prend le pouvoir en Allemagne. Famine en Ukraine et au Kazakhstan.
- 1934 Soulèvement antifasciste à Vienne. Protestations antifascistes en France. Insurrection des Asturies en Espagne. Grèves aux États-Unis.
- 1936 Victoires électorales du Front populaire en France et en Espagne. Occupations d'usines en France. Coup d'État militaire et soulèvements révolutionnaires en Espagne. Création du CIO (Congress of Industrial Organizations aux États-Unis. Occupation ouvrière de General Motors. Procès de Moscou.
- 1938 Hitler annexe l'Autriche. Accords de Munich.
- 1939 Victoire des fascistes espagnols. Invasion de la Pologne par les Allemands. Début de la Seconde Guerre mondiale.
- 1940 Défaite de la France. Entrée en guerre de l'Italie.
- 1941 Hitler attaque la Russie. Le Japon attaque la flotte américaine.

- 1942 Les nazis planifient l'Holocauste. L'armée allemande est battue à Stalingrad. Famine au Bengale. Mouvement *Quit India*.
- 1943 Grèves à Turin. Débarquement allié en Italie du Sud.
- 1944 Débarquement de Normandie. Un soulèvement libère Paris. Insurrection de Varsovie. La Résistance grecque est attaquée par les Anglais.
- 1945 La Résistance libère les villes d'Italie du Nord. Les États-Unis et l'Angleterre occupent l'Ouest de l'Allemagne, la Russie l'Est. Bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki. L'Angleterre rétablit le pouvoir colonial français au Vietnam. Gouvernements dirigés par des communistes en Europe orientale.
- 1947 La Grande-Bretagne quitte l'Inde. Le Pakistan est fondé. La partition provoque des massacres. L'ONU soutient l'État d'Israël en Palestine. Premier ordinateur.
- 1947-1949 Début de la Guerre froide. Plan Marshall. Coup de Prague. Pont aérien de Berlin. Rupture de la Yougoslavie avec Moscou. Maccarthysme aux États-Unis. L'Armée populaire chinoise entre à Pékin.
- 1949 les Pays-Bas reconnaissent l'indépendance de l'Indonésie.
- 1950 Guerre de Corée.
- 1952-1957 Révolte des Mau-Mau contre les Anglais au Kenya.

- 1953 Renversement de la monarchie égyptienne par Nasser. Mort de Staline. Les États-Unis font exploser la bombe H.
- 1954 Les accords de Genève mettent fin à la guerre de Corée et divisent le Vietnam. La CIA renverse le gouvernement du Guatemala. Révolte contre la domination française en Algérie.
- 1955-1956 Le boycott des bus de Montgomery déclenche le mouvement des droits civiques aux États-Unis.
- 1956 L'Égypte nationalise le canal de Suez, avant d'être attaquée par la France, l'Angleterre et Israël. Khrouchtchev dénonce les crimes de Staline. Révolution hongroise.
- 1957 Indépendance du Ghana.
- 1958 Révolution nationaliste en Irak. Grand Bond en avant en Chine. Coup d'État de De Gaulle en France.
- 1959 Les rebelles castristes prennent La Havane.
- 1960 Indépendance du Nigéria.
- 1961 Invasion manquée de la CIA à Cuba. Première rupture entre la Chine et la Russie. « Conseillers » américains au Vietnam.
- 1962 Crise des missiles cubains.
- 1964 Indépendance de l'Algérie. Débarquement américain en République dominicaine.
- 1965 Coup d'État militaire en Indonésie, 500 000 morts.

- 1967 Israël occupe la Cisjordanie après la guerre des Six-Jours. Soulèvement de la population noire à Detroit. Création des Black Panthers. Coup d'État d'extrême droite des colonels en Grèce.
- 1968 Offensive du Têt au Vietnam. Révoltes étudiantes dans toute l'Europe. Événements de Mai en France. Printemps de Prague.
- 1969 Automne chaud en Italie. Soulèvement de Cordoba en Argentine. Troubles en Irlande du Nord.
- 1970 Des grèves provoquent la chute de Gomulka en Pologne. Élection d'Allende au Chili. Invasion américaine du Cambodge. Étudiants tués à l'université de Kent.
- 1973 Coup d'État militaire au Chili. Guerre au Moyen-Orient. Soulèvement de l'École polytechnique en Grèce.
- 1974 Début de la récession mondiale. Deuxième grève des mineurs et chute du gouvernement Heath en Angleterre. Révolution au Portugal. Chute des colonels grecs.
- 1975 Compromis historique en Italie. Indépendance des colonies portugaises. Défaite de la gauche révolutionnaire au Portugal. Guérilla en Rhodésie.
- 1976 L'opposition est légalisée en Espagne. Soulèvements lycéens en Afrique du Sud. La CIA parraine la guerre civile en Angola.
- 1976-1977 Troubles en Chine après la mort de Mao. Premières réformes orientées vers le marché.

- 1979 Révolution iranienne, République islamique. Les sandinistes prennent le pouvoir au Nicaragua. Gouvernement Thatcher en Angleterre. L'URSS envahit l'Afghanistan.
- 1980 Occupation des chantiers navals en Pologne. Mouvement syndical Solidarność. Coup d'État militaire en Turquie. Guerre de l'Irak (soutenu par les États-Unis) contre l'Iran. Fin du pouvoir blanc au Zimbabwe. Premiers ordinateurs personnels utilisant des puces en silicone.
- 1981 Crise des missiles en Europe. Seconde Guerre froide. Guerre civile au Salvador. Terrorisme des Contras au Nicaragua, avec le soutien des États-Unis. Les militaires polonais écrasent Solidarność.
- 1982 Guerre des Malouines (*Falklands War*).
- 1983 Invasion américaine de la Grenade.
- 1984-1985 Grève des mineurs britanniques.
- 1985 La *glasnost* permet le premier débat libre depuis soixante ans en URSS.
- 1988 Manifestations dans les républiques non russes de l'URSS. Grèves de mineurs en Pologne. Vagues de grèves en Yougoslavie et en Corée du Sud. Soulèvement avorté en Algérie.
- 1989 Gouvernement non communiste en Pologne. Protestations de la place Tian'anmen en Chine. Grève des mineurs en URSS. Révolutions politiques dans toute l'Europe de l'Est. Montée de Milosević en Serbie. Invasion de Panama par les Américains. Des

scientifiques commencent à parler du danger de l'« effet de serre ».

- 1991 Guerre contre l'Irak dirigée par les États-Unis. Coup d'État manqué en URSS. Démantèlement de l'URSS. Guerres civiles en Yougoslavie et en Algérie.
- 1992 Famine et guerre civile en Somalie. Guerre civile au Tadjikistan. Crise de l'économie russe.
- 1994 Pouvoir noir en Afrique du Sud.
- 1995 En France, des grèves mettent en difficulté le gouvernement.
- 1998 Crise économique dans toute l'Asie du Sud-Est. Chute de Suharto en Indonésie.
- 1999 Guerre sous direction américaine contre la Serbie.

Chapitre 39

Le monde du capital

Dès 1900, le capital avait imprimé son sceau sur l'ensemble du monde. Il n'existait alors pratiquement plus aucun groupe humain dont il n'avait transformé la vie. Seuls les déserts glacés de l'Antarctique, les forêts les plus reculées d'Amazonie et les hauts plateaux de la Nouvelle Guinée échappaient encore aux explorateurs européens, ces apôtres du capitalisme, et à leurs marchandises bon marché, leurs bibles, leurs germes pathogènes et leurs richesses mal acquises.

L'impact du capital ne fut pas le même partout. Dans de nombreuses parties du monde, l'effort musculaire et la sueur demeuraient nécessaires à la production, même s'ils servaient désormais à augmenter les profits de capitalistes éloignés plutôt qu'à garantir la consommation locale. Mais en Europe de l'Ouest et en Amérique du Nord, la mécanisation continua de se développer, aussi bien dans l'industrie que dans les transports et l'agriculture.

Un siècle auparavant, en Angleterre, la révolution industrielle ne s'était pourtant produite que dans une branche de la production textile : les filatures de coton. Désormais, tous les secteurs de l'industrie faisaient et refaisaient leur révolution : la fabrication du savon, l'imprimerie, la teinturerie, la construction navale, la fabrication des chaussures, la papeterie... La découverte de l'électricité et le développement de la lampe à incandescence permirent de produire de la lumière artificielle, et ainsi de prolonger les journées de travail (ce fut la cause de la première grève du textile à Bombay). L'invention du moteur électrique rendit possible le fonctionnement de machines éloignées de sources d'énergie immédiates telles qu'un moteur à vapeur. La machine à écrire révolutionna les procédures commerciales

dans le monde des affaires et brisa le monopole des employés de bureaux masculins. L'invention du télégraphe et celle, à la fin des années 1880, du téléphone permirent aussi bien à la production industrielle qu'aux opérations militaires d'être coordonnées plus facilement à distance, de même qu'elles permirent aux gens d'entrer en contact plus facilement les uns avec les autres (Engels fit installer un téléphone dans son appartement londonien peu avant sa mort en 1895). Au développement des usines correspondait celui, discontinu, des voies ferrées, qui mettaient des régions éloignées au contact direct des métropoles. Les mines de charbon proliférèrent afin de satisfaire la demande croissante d'énergie pour les chemins de fer, les usines et les bateaux à vapeur. Des aciéries grandes comme des villes sortirent du sol, entourées de cités-dortoirs destinées à la main-d'œuvre qui y travaillait.

La croissance d'une industrie encourageait le développement d'une autre. Les habitants des métropoles, des corons miniers et des villes sidérurgiques devaient se nourrir et se vêtir. L'industrie agricole commença à se développer : les céréales des plaines jusqu'alors « vierges » du Midwest américain, la viande de bœuf de la pampa argentine et la laine australienne furent expédiées à des milliers de kilomètres. Cela, à son tour, stimula le développement de nouvelles méthodes de stockage et de conservation des denrées alimentaires. Les métropoles en pleine expansion durent se doter de moyens de transport pour amener les gens sur leur lieu de travail. Ces investissements furent pris en charge par les collectivités locales ou les capitalistes qui espéraient gagner de l'argent en organisant des réseaux d'« omnibus » tirés par des chevaux, en construisant des tramways ou en creusant des lignes de métro. Au milieu du XIX^e siècle, les classes moyennes acceptaient sans état d'âme que les pauvres vivent dans des quartiers sordides et surpeuplés où sévissaient famines et épidémies. Mais, à la fin du siècle, elles avaient compris que les maladies n'épargneraient pas les quartiers riches et avaient donc exigé la mise en place de réseaux d'égouts, la démolition des zones urbaines surpeuplées, la

fourniture d'eau potable et l'installation d'éclairages publics et du chauffage au gaz. Les capitalistes entreprirent de tirer profit de ces services et employèrent de nouveaux groupes de travailleurs pour les mettre en œuvre.

Le processus d'urbanisation s'accéléra. Dans les années 1880, plus d'un tiers des habitants de Londres étaient des nouveaux citadins¹. Dès 1900, les trois quarts des sujets britanniques vivaient dans des villes grandes ou moyennes, et seulement un sur dix travaillait la terre². Mais la Grande-Bretagne était un cas extrême. En Allemagne, un tiers de la population tirait encore ses revenus de l'agriculture et de nombreux travailleurs industriels vivaient dans des petites villes ou des villages industriels plutôt que dans de grandes agglomérations. En France, dans les années 1950, 30 % de la population vivaient encore à la campagne ; la proportion était de 38 % au Japon³. Aux États-Unis même, les fermiers étaient encore nombreux (même si la mécanisation commençait à transformer les prairies) et, jusqu'aux années 1940, les petites villes comptaient plus d'habitants que les grandes. Malgré tout, dans tous ces pays, la tendance allait dans le sens de l'exemple anglais. Le village – avec son église, son prêtre, son châtelain et, parfois, son instituteur – tendait à n'être plus qu'un souvenir du passé. Le mode de vie dans son ensemble était en cours de transformation.

Pour le capital, ces changements créaient autant d'opportunités que de problèmes. Les opportunités se situaient dans le domaine de la fourniture de biens non matériels. Les gens avaient en effet besoin de se détendre, de socialiser et de se remettre aussi bien des fatigues que de la monotonie du travail. La production industrielle et la vie urbaine avaient éliminé les anciens modes de satisfaction des besoins, fondés sur la vie villageoise, ses rythmes saisonniers et ses occasions de rencontres informelles. Le capital put ainsi faire des profits en créant de nouveaux modes de sociabilité. Les brasseurs disposèrent de réseaux – fort profitables – de débits de boisson, cafés ou pubs. Les premiers magnats de la presse découvrirent qu'il existait un immense public

pour le divertissement (le milliardaire de presse anglais Harmsworth connut ses premiers succès avec un hebdomadaire nommé *Titbits*⁴). L'industrie du spectacle fit un premier pas timide avec les *music-halls*, puis un second avec l'invention du phonographe et du cinématographe dans les années 1890.

L'institutionnalisation du sport fut aussi le produit du nouveau monde de l'industrie capitaliste. Des jeux de ballon informels existaient depuis des milliers d'années, mais la mise sur pied d'équipes jouant selon des règles qui reflétaient l'éthique de la compétition chère à l'industrie capitaliste fut un trait particulier de la Grande-Bretagne du XIX^e siècle. Et cette tendance devait bientôt se répandre dans le monde entier. Des villes industrielles, ou même des usines, furent le lieu de naissance de nombreuses équipes (d'où, par exemple, des équipes de football portant les noms d'Arsenal ou du Dynamo de Moscou) contrôlées par des hommes d'affaires locaux qui trouvèrent bien des avantages à une identification chauvine dépassant les clivages de classes.

Le capitalisme eut d'abord affaire à des individus qui étaient le produit d'une ancienne forme de société et s'approprièrent une partie de leur vie, celle qui consistait à trimer douze, quatorze ou seize heures par jour pour un salaire de misère dans un atelier ou une fabrique. Il faisait désormais des profits en contrôlant leur vie tout entière : les lits dans lesquels ils dormaient et les toits qui les abritaient, la nourriture qu'ils mangeaient et les transports qui les amenaient jusqu'à leur lieu de travail, sans oublier les distractions qui leur permettaient d'oublier le monde de l'esclavage salarié. Le capitalisme était devenu un système total.

Un problème finit cependant par se poser. Le capitalisme n'étant plus en mesure de recruter une force de travail nouvelle à l'extérieur du système, il lui fallut s'assurer que le réservoir de main-d'œuvre ne s'épuisait pas. Ce qui impliquait de se soucier de l'élevage de nouvelles générations d'êtres humains. Dans les premiers âges de la révolution industrielle, les patrons anglais s'étaient montrés bien peu soucieux de

cette question, et les capitalistes des autres pays manifestaient la même indifférence. Les femmes et les enfants fournissaient la force de travail la moins chère et la plus docile pour les filatures, dans lesquelles ils étaient entassés sans qu'on ne pense ni à l'effet que cela pouvait avoir sur leur santé ni à l'éducation des plus jeunes. Si l'accumulation capitaliste devait passer par la destruction de la famille ouvrière, ainsi soit-il !

Mais dès les années 1850, les capitalistes les plus prévoyants commencèrent à craindre que leurs réserves futures de main-d'œuvre ne viennent à se tarir. En 1871, les inspecteurs britanniques de la loi sur les pauvres (*Poor Law*) signalaient : « Il est bien établi qu'aucun garçon des classes pauvres qui a grandi en ville, en particulier à Londres, n'atteint [...] la taille de quatre pieds dix pouces et demi [1, 48 m] ou un tour de poitrine de 29 pouces [73 cm] à l'âge de quinze ans. Un certain rachitisme est caractéristique de cette race⁵. » Le Mansion House Committee de 1893 en tirait la conclusion suivante : « Le remède évident [...] est d'améliorer la vigueur, physique et morale, de la classe ouvrière londonienne⁶. »

Une série de lois limitèrent les heures de travail des enfants et interdirent l'emploi des femmes dans les secteurs susceptibles de mettre en danger leur fécondité. Quelques capitalistes construisirent des « villages modèles » – comme Port Sunlight, du fabricant de savon Lever, dans le Merseyside, ou Bourneville, du chocolatier Cadbury, près de Birmingham –, où ils pouvaient s'assurer que leur main-d'œuvre était logée dans des conditions de nature à encourager leur productivité à long terme (avec l'aide supplémentaire d'une stricte interdiction de l'alcool). Mais les efforts gouvernementaux pour traiter la « vigueur physique » des ouvriers ne se déployèrent qu'à la fin de la première décennie du XX^e siècle. Une enquête du Physical Deterioration Committee (Comité de la détérioration physique) sur la petite taille des conscrits de la guerre des Boers (1899-1902) exprima des inquiétudes sur la capacité future de la Grande-Bretagne à entreprendre des guerres. Le gouvernement libéral de l'époque réagit à ce constat en

introduisant des repas gratuits à l'école, la première initiative limitée allant dans le sens de ce qu'on appellerait plus tard la « protection sociale ». Parallèlement, l'accent fut mis sur la nécessité d'améliorer la « vigueur morale » de la classe ouvrière, dans une offensive bien-pensante contre l'« imprévoyance », la « vie dissolue », l'« ivrognerie », et la « démoralisation provoquée par une [...] charité sans discernement »⁷.

Le traitement de ces prétendues déficiences devint la tâche obsédante de philanthropes, prêtres et parlementaires qui vantaient l'idéal familial de la classe moyenne : une famille nucléaire stable, monogame, dont le mari avait un emploi, l'épouse était loyale et les enfants disciplinés. Seule une telle famille, proclamait-on, pouvait donner des enfants grandissant avec le sens du devoir et de l'obéissance. Quant à la femme, la « nature humaine » enseignait que sa place était au foyer. Toute pratique susceptible de mettre en danger cette famille modèle, quand bien même elle aurait été courante dans le passé, fut stigmatisée comme étant « immorale » ou « antinaturelle ». Ainsi, les relations sexuelles pré- ou extra-matrimoniales, le divorce, la contraception, les discussions sur l'hygiène et le plaisir sexuels furent mis à l'index dans le cadre d'un climat nouveau de puritanisme officiel. Pour la première fois en Grande-Bretagne, l'homosexualité masculine devint un crime.

On associait à ce modèle familial la notion de « salaire familial », qui désignait les gains de l'homme lorsqu'ils étaient suffisants pour que la femme reste à la maison et élève ses enfants. Cela ne devint jamais une réalité pour personne, à part pour une infime minorité de travailleurs. Les employeurs qui accordaient aux hommes des augmentations de salaire pendant les périodes de prospérité, lorsque des grèves ou des pénuries de main-d'œuvre pouvaient leur nuire, les reprenaient aussitôt dans les moments de récession. De nombreuses femmes, qui avaient abandonné leur emploi pour rester au foyer après s'être mariées et avoir eu des enfants, continuaient à recourir à diverses formes de rémunérations (travaux à la maison ou ménages).

Mais un tel modèle permettait de faire passer l'idée que le travail d'une femme n'était pas aussi important que celui de l'homme – qui « fait bouillir la marmite » – et donnait ainsi aux employeurs la possibilité de payer de bas salaires.

Parallèlement à ce souci de la « bonne morale » des ouvriers se développa une obsession croissante de l'efficacité. Les capitalistes de la première révolution industrielle considéraient que, pour réaliser des profits, ils devaient faire travailler les ouvriers le plus longtemps possible chaque jour, extrayant d'eux ce que Marx appelait la « plus-value absolue ». Lorsqu'il fut possible de produire pratiquement sans interruption grâce au système de rotation des deux-huit et des trois-huit, l'attention se déplaça vers l'intensification du travail et la suppression des pauses. Un Américain, Frederick Taylor, introduisit le « management scientifique » : des inspecteurs munis de chronomètres décomposaient les tâches des ouvriers en éléments constituants, dans le but d'évaluer le nombre maximum d'actions qu'ils pouvaient accomplir en une journée de travail. Leur salaire était ensuite indexé sur leur capacité à accomplir les objectifs ainsi fixés. La machine n'était désormais plus un accessoire de l'ouvrier ; l'ouvrier était devenu un accessoire de la machine.

Enfin, le souci de productivité impliquait également de former et d'instruire les travailleurs. Savoir lire, écrire et compter était facultatif pour les paysans et ouvriers journaliers des sociétés préindustrielles. C'est la raison pour laquelle lorsqu'on parle de littérature dans les périodes précapitalistes ou capitalistes primitives, il s'agit d'une littérature s'adressant aux classes moyennes et supérieures. Mais les processus d'interaction complexes de la production capitaliste exigeaient désormais une main-d'œuvre éduquée – ne serait-ce que pour lire le mode d'emploi des machines et les étiquettes d'emballages –, ayant une connaissance du calcul de base et, de manière tout aussi importante, des habitudes enracinées de ponctualité et d'obéissance. Le capitalisme anglais lui-même, qui s'était passé de ces éléments pour réussir sa révolution industrielle, se sentit obligé d'introduire, dans les

années 1870, la scolarité obligatoire jusqu'à l'âge de dix ans pour ses futurs ouvriers, même si l'éducation de ses classes dominantes et moyennes fut confiée aux soins de cours privés (*grammar*) et des (fort mal nommées) « *public* » *schools*. Les régimes capitalistes plus récents, dont la main-d'œuvre devait être suffisamment compétente pour leur permettre de s'emparer des marchés détenus par les Anglais, mirent généralement en place dès le départ des programmes d'instruction publique rigoureux. Le but était non seulement de former de futurs travailleurs, mais aussi d'instruire techniquement certaines parties de la classe moyenne.

Le capitalisme balbutiant de la fin des périodes féodale et absolutiste avait atteint son adolescence entre la fin du XVIII^e et le début du XIX^e siècle. Et au début du XX^e siècle, il était arrivé à maturité en Europe de l'Ouest et en Amérique du Nord. À cette époque déjà, il présentait des caractéristiques communes à celles de la société dans laquelle nous vivons aujourd'hui, que les individus commençaient à considérer comme allant de soi. Pourtant, lors de la première révolution industrielle, les ouvriers avaient été déstabilisés par la transition entre la vie rurale et le travail industriel. Ils avaient souvent cherché des solutions à leurs problèmes dans le passé, comme lorsque les charbonniers conçurent le projet d'établir de petites exploitations agricoles. Dès le début du XX^e siècle, l'état de choc s'était dissipé. Les gens pouvaient encore s'étonner des innovations techniques, comme l'automobile ou l'éclairage électrique, mais ils s'étaient habitués à une société fondée sur la concurrence, la ponctualité et l'appât du gain. La société capitaliste était désormais la seule organisation sociale que les humains connaissaient. Ses formes de comportement caractéristiques semblaient relever de la « nature humaine ». Les individus ne se rendaient plus compte à quel point leurs actes auraient paru étranges à leurs ancêtres.

L'idéologie du progrès

Les laudateurs du nouveau monde capitaliste industriel étaient convaincus qu'ils étaient à la veille de résoudre l'ensemble des problèmes de l'humanité. Le même optimisme irriguait la vie intellectuelle. Chaque année, de nouveaux miracles de l'inventivité humaine se produisaient. La vie était plus confortable que jamais pour la bourgeoisie et les classes moyennes, et certaines fractions des travailleurs voyaient même leurs conditions d'existence s'améliorer. Il semblait que les choses n'avaient qu'à continuer sur la même voie pour que les rêves des générations passées deviennent réalité.

De telles croyances étaient renforcées par les progrès de la science et des techniques. Le physicien Thomson (lord Kelvin) utilisa la mécanique newtonienne pour fournir le modèle mécanique de tout l'univers, du plus petit atome à la plus vaste galaxie, et James Clerk Maxwell tenta d'intégrer à ce modèle les découvertes expérimentales de Michael Faraday sur l'électricité et le magnétisme⁸. Simultanément, les naturalistes Darwin et Wallace proposèrent d'expliquer l'évolution des espèces par le processus de sélection naturelle ; le premier alla jusqu'à démontrer que l'humanité elle-même descendait d'un mammifère proche des singes. Des chimistes réussirent à fabriquer certaines substances organiques, présentes dans le vivant, à partir de matériaux non organiques.

Les forces traditionnelles de la religion et de la superstition tentèrent de résister aux progrès de la connaissance, mais la connexion entre science et profit industriel reléguait leurs préoccupations à un combat d'arrière-garde. L'évêque anglican d'Oxford pouvait dénoncer Huxley, le disciple de Darwin, comme avant lui la papauté avait dénoncé Galilée, mais le clergé avait perdu sa capacité de contrôler l'esprit des êtres humains. C'était comme si les Lumières étaient finalement sorties victorieuses de leur lutte contre les forces de la déraison.

Cette croyance nouvelle dans la marche sans entrave du progrès devint connue sous le nom de « positivisme » (terme inventé par le

Français Auguste Comte) ou de « scientisme ». Elle fournit à Émile Zola la ligne rationnelle de ses romans, dans lesquels le comportement humain était décrit comme une interaction aveugle entre des conditions matérielles et des passions héréditaires, et influença Theodore Dreiser qui, dans ses romans sur les milieux d'affaires, tentait de montrer que le comportement des capitalistes était une version spécifique de la « survie du mieux adapté ». Elle sous-tendait l'optimisme des premiers romans de science-fiction de H. G. Wells, et leur image de l'humanité triomphante débarquant sur la Lune, ou des pièces de George Bernard Shaw comme *L'Homme et le Surhomme* et *Major Barbara*. Elle était présente dans la tentative de Sigmund Freud d'expliquer les émotions et les comportements irrationnels en termes de forces internes à l'esprit humain – le moi, le surmoi et le ça –, interagissant un peu à la manière des parties de l'univers de Kelvin⁹. C'était la toile de fond de la philosophie de Bertrand Russell et des principes directeurs actifs chez ceux, tels Sidney et Beatrice Webb et leur Société fabienne, qui croyaient que la société pouvait être améliorée par des réformes structurelles réalisées par des fonctionnaires bien intentionnés.

Même les forces réactionnaires, qui avaient toujours eu partie liée avec l'obscurantisme religieux, prétendaient maintenant adopter une approche scientifique. Les conceptions scientifiques de Darwin sur la nature furent dévoyées par les théories du « darwinisme social » qui prétendaient que les classes, les nations ou les races dominantes l'étaient grâce à leur « supériorité innée » dans la lutte pour la survie. De vieux préjugés relatifs au « sang noble » ou aux « lignées supérieures » étaient traduits dans une terminologie moderne, se donnant des atours scientifiques. De la même manière, les arguments éculés de saint Augustin (et de Luther et Calvin) sur la nécessité d'un État fort pour juguler le mal issu de la « malédiction d'Adam » – le « péché originel » – étaient reformulés en des termes exprimant la nécessité de contrôler les « instincts bestiaux » des humains. De même que l'Église avait exigé le droit de régir les comportements humains,

les partisans de l'« eugénisme » demandaient que l'État fasse usage d'évaluations prétendument scientifiques de l'intelligence ou de la propension à la criminalité pour restreindre le droit de faire des enfants. Et comme les pauvres avaient des familles plus nombreuses que les riches, tout ceci nourrissait des peurs quant au sort de la « race », un souci qui pouvait être partagé par des réformistes de la classe moyenne, comme le jeune John Maynard Keynes, aussi bien que par des réactionnaires de la classe dirigeante.

Mais, d'une manière générale, « scientisme » et « positivisme » allaient dans le sens d'une croyance en un avenir qui promettait d'être meilleur que le présent, et en une modernité synonyme de perfectionnement humain. En 1914, la foi en l'avenir s'apprêtait à supplanter la foi en Dieu, même si les tenants d'une opinion respectable essayant de combiner les deux étaient encore nombreux.

L'émergence de la démocratie capitaliste

Le mot « démocratie » sonnait comme un anathème dans la bouche des classes dirigeantes du milieu du XIX^e siècle. Elles s'employaient à dénoncer cette « dictature de la populace » (*mob rule*), cette « multitude porcine », selon l'expression de Burke. L'historien *whig* anglais Thomas Macaulay n'était pas moins virulent : « Le suffrage universel, disait-il, entraînerait la perte de tout ce qui fait qu'un gouvernement existe », car il serait « absolument incompatible avec la survie de la civilisation »¹⁰. Même lorsque les classes possédantes furent contraintes, par la pression venue d'en bas, de concéder le droit de vote, elles cherchèrent à imposer des conditions de propriété qui en excluaient les classes inférieures. En Angleterre, le *Reform Bill* de 1832 fit passer le droit de vote de 200 000 à un million d'hommes – pas plus du cinquième des adultes mâles. Un édit de 1867, promulgué au milieu d'une grande agitation populaire¹¹, augmenta le nombre des électeurs, mais il continuait à écarter la moitié de la population

masculine, et « aucun des dirigeants, qu'ils fussent libéraux ou conservateurs, n'attendait de cet édit qu'il établisse une constitution démocratique¹² ». En Prusse et dans un certain nombre d'autres États allemands, un système électoral à trois degrés donnait la majorité des sièges parlementaires à la minorité la plus fortunée. Au surplus, quasiment toutes les classes dirigeantes exigèrent la présence d'une deuxième chambre non élue – une Chambre des lords ou un sénat de notables –, disposant d'un droit de veto sur toutes les décisions, et d'un monarque ayant le pouvoir de nommer le chef du gouvernement. Il n'est pas étonnant que Marx, à l'époque de la Commune de Paris, ait pu considérer la dictature de Napoléon III comme plus appropriée aux aspirations des classes capitalistes dirigeantes qu'une république démocratique : « C'est la forme étatique de la dictature de classe moderne, tout au moins sur le continent européen¹³. »

Pendant, au cours du siècle, certains éléments des classes dominantes en vinrent à considérer que la démocratie ne constituait pas nécessairement une menace, à condition que ce soit eux qui fixent les règles de son fonctionnement. Napoléon III lui-même avait découvert comment manipuler un scrutin fondé sur le suffrage universel (masculin) lorsqu'il s'était agi de demander aux électeurs de confirmer sa prise de pouvoir lors du coup d'État de 1851. La majorité de l'électorat français était constituée de paysans dont la compréhension des événements politiques passait nécessairement par le curé ou l'instituteur. Si Bonaparte contrôlait suffisamment l'information pour les effrayer avec des histoires terribles sur la vie dans les grandes villes, il pouvait recueillir leurs suffrages et prouver qu'il était « plus démocrate » que les républicains. Son exemple fut suivi avec bonheur par Bismarck lorsqu'il transforma le roi de Prusse en empereur d'Allemagne : le suffrage universel masculin élisait un parlement impérial aux pouvoirs très limités et, en même temps, un système censitaire fondé sur la richesse continuait à prévaloir pour les élections des *Länder*.

La classe dirigeante britannique s'aperçut que de modestes aménagements du système censitaire ne remettaient pas en cause son

pouvoir de déterminer la politique de l'État. En effet, la plus grande partie du pouvoir étatique était de toute façon hors d'atteinte du contrôle parlementaire immédiat. Ce pouvoir résidait dans les hautes sphères non élues de l'armée, de la police, de la justice et de l'administration, qui posaient les limites dans lesquelles le Parlement devait normalement fonctionner et étaient en mesure de rejeter toute mesure qu'elles désapprouvaient en la qualifiant d'« inconstitutionnelle » ; ce qu'elles firent lorsque la Chambre des communes vota en 1912 le *Home Rule* visant à accorder à l'Irlande une autonomie interne. Dans de telles conditions, plutôt que d'agir comme un mécanisme par lequel la pression du peuple s'exercerait sur la classe dominante, le Parlement devint l'instrument domestiquant les représentants du peuple, les contraignant à limiter leurs exigences afin de s'adapter au cadre étroit autorisé par les classes possédantes. William Gladstone, dirigeant du plus important parti capitaliste anglais – les *Liberals* – ressentait déjà en 1867 la « nécessité d'encourager une portion plus large de la population à faire du Parlement le centre de son attention politique¹⁴ ».

Comme l'a écrit Ralph Miliband : « L'appropriation de la "démocratie" par les politiciens ne signifiait pas leur conversion à celle-ci. C'était plutôt une tentative d'en exorciser les effets [...]. Une dose de démocratie soigneusement limitée et convenablement contrôlée était acceptable, et même à certains égards désirable. Mais ce qui allait au-delà ne l'était pas. Le système politique dans son ensemble était structuré par de tels sentiments¹⁵. »

Partout, l'élargissement du droit de vote fut accompagné d'un effort conscient, de la part des politiciens de la classe dominante, pour influencer les cœurs et les esprits des classes subordonnées. En Angleterre, la première tentative du parti conservateur de créer une « Union nationale », dont les membres seraient recrutés en dehors du Parlement, remonte à l'époque du *Reform Act* de 1867. Son but était « d'abord de réunir les travailleurs conservateurs¹⁶ » à travers un réseau d'associations locales et de clubs de libations : « L'attrait direct

et puissant exercé par les conservateurs sur les classes laborieuses est le trait le plus frappant de la première période de la *National Union*¹⁷. » C'était un attrait fondé sur la déférence, présente chez de larges fractions de travailleurs, envers ceux qu'ils considéraient comme leurs supérieurs, sur les antagonismes religieux ou ethniques opposant certains travailleurs à d'autres (dans certaines villes du Nord de l'Angleterre et de l'Écosse, être conservateur signifiait être protestant orangiste opposé aux immigrants irlandais), sur une glorification de l'expansion impérialiste britannique, et sur des aumônes faites aux pauvres dans les périodes électorales¹⁸. Les efforts des conservateurs pour attirer à eux la classe moyenne inférieure et les classes laborieuses créèrent une émulation chez les libéraux, qui mirent en place leur propre réseau d'associations locales. Ce n'est qu'après 1905 qu'une poignée de candidats travaillistes « indépendants » commencèrent à remporter des succès face aux deux partis capitalistes qui exerçaient une hégémonie politique sur la classe ouvrière depuis quarante ans, et ils se montrèrent aussi loyaux envers le système que leurs rivaux bien établis.

C'est essentiellement le même schéma qu'on retrouve ailleurs. Aux États-Unis, la classe ouvrière était divisée entre républicains et démocrates, sur des bases opposant les Américains nés dans le pays aux immigrants (avec la complication supplémentaire constituée par les sympathies sudistes des démocrates). En France, les conservateurs catholiques encourageaient les sentiments antisémites dans leur lutte d'influence contre les républicains anticléricaux petits bourgeois. En Allemagne, les *Junkers*, propriétaires terriens de l'Est, parvenaient aisément à s'assurer que les travailleurs ruraux mettaient le bon bulletin dans l'urne ; les industriels « nationaux libéraux », soutenant Bismarck, créaient leur propre parti ; et, dans le Sud, l'Église catholique contrôlait les opinions politiques des plus pauvres, y compris dans les régions minières.

Les efforts des partis bourgeois furent facilités par la croissance de la presse de masse. Dans les années 1820 et 1830, la classe

dirigeante britannique avait essayé d'empêcher les idées séditeuses de se répandre au sein de la nouvelle classe laborieuse à l'aide de taxes mettant les journaux hors de portée des bourses ouvrières. À partir des années 1850, une nouvelle race d'entrepreneurs capitalistes se rendit compte que les journaux populaires pouvaient leur permettre de gagner de l'argent. Au début du XX^e siècle, Alfred Harmsworth (qui devait bientôt devenir lord Northcliffe) et Max Aitken (qui devint, lui, lord Beaverbrook) comprirent que la presse pouvait être utilisée comme une arme politique. Ces hommes parvinrent à transformer un épisode mineur de la guerre des Boers, le siège de Mafeking, en un sujet d'intérêt central pour les membres de toutes les classes. De façon similaire, la presse française put déchaîner l'hystérie antisémite lors de l'affaire Dreyfus, et la presse allemande orchestrer une psychose de guerre pour entraîner la défaite des socialistes lors des élections de 1907.

L'exploitation d'une nouvelle forme de nationalisme s'inscrit dans le processus visant à contrôler la démocratie capitaliste. Le nationalisme du milieu du XIX^e siècle avait essentiellement été le fait de peuples divisés ou opprimés par le système étatique imposé en Europe avec la restauration de l'ordre ancien en 1814-1815. C'était le cri de ralliement de ceux qui luttèrent pour leur libération, et il était étroitement associé aux revendications démocratiques et républicaines. Ce nationalisme par en bas était encore largement répandu, à la fin du siècle, dans les groupes opprimés par les empires russe, austro-hongrois et ottoman. Le développement du marché contribuait du reste à l'encourager. Les classes moyennes, qui s'exprimaient dans leurs langues locales, émergèrent de la paysannerie et commencèrent à lutter pour créer des États nationaux, ou du moins des structures nationales autonomes au sein d'États existants, dans le but de promouvoir leurs intérêts.

Parallèlement et en opposition à cette ancienne variante de nationalisme apparut une forme différente : un nationalisme propagé par en haut à la fois par les vieilles monarchies et par des dirigeants

capitalistes d'un type nouveau. Ainsi, Bismarck épousa la cause du nationalisme germanique ; les Russes tentèrent de « russifier » leurs sujets de langues finnoise, ukrainienne, polonaise et turque ; les classes dirigeantes françaises essayèrent de canaliser l'énergie du peuple pour la « revanche » contre l'Allemagne et la conquête de l'Afrique du Nord et de l'Indochine ; quant aux dirigeants britanniques, ils se donnèrent pour mission de « régner sur les mers » et de « civiliser les indigènes »¹⁹. Les gouvernements, les journaux, les industriels et les financiers mirent tout leur poids dans la propagation de ce nationalisme, proclamant l'identité commune des classes dominantes et des exploités de chaque pays – en insistant sur le fait qu'ils étaient « parents et amis », alors même que les uns vivaient dans le luxe pendant que les autres s'épuisaient au travail voire même mouraient de faim. Les opportunités de carrière dans l'administration impériale, pour certaines fractions de la classe moyenne, les liaient matériellement au nouveau nationalisme, les encourageant à répandre son influence parmi les travailleurs, par exemple en créant de nouvelles organisations de masse semi militaires, comme les scouts, qui recrutaient dans la jeunesse petite-bourgeoise aussi bien que parmi les enfants d'ouvriers. Ces organisations se prétendaient « apolitiques », mais leur loyauté envers l'idéologie dominante du souverain, de la « patrie » et de l'« empire » était totale.

Dans les années 1900, toutes ces mesures entraînèrent la transformation des élections – que les classes dirigeantes considéraient encore vers 1840 comme une menace mortelle – en instruments de domestication des représentants des travailleurs. Le changement ne se produisit ni du jour au lendemain ni sans frictions. Il y eut souvent des résistances au sein de la classe dominante. En Angleterre, il fallut quatre-vingt-quinze ans pour que celle-ci passe de l'acceptation, en 1832, du vote des classes moyennes, à celle du suffrage universel. En Belgique, deux grèves générales furent nécessaires pour arracher un élargissement du corps électoral. En Allemagne, la question provoqua des affrontements de rue vers 1900, et c'est seulement en 1919 que le

soulèvement révolutionnaire contraignit la classe dirigeante à accorder le droit de vote à tous.

Cette résistance au droit de vote des travailleurs n'avait d'égale que l'opposition au suffrage féminin. Le développement des rapports marchands amena bien plus de femmes, issues des classes moyennes comme de la classe ouvrière, à rejoindre la force de travail salariée. Mais dans la famille modèle des moralistes, qui affichaient le souci d'une éducation « convenable » pour les générations futures et s'appuyaient sur des considérations générales sur la compétence et les « valeurs » féminines, le rôle de la femme était confiné au foyer. De telles notions n'auraient pas eu de sens pour une paysanne du Moyen Âge assommée de travail, et elles s'appliquaient difficilement aux ouvrières des filatures du Lancashire. Mais, pour les hommes de la classe moyenne de la première décennie du XX^e siècle – et pour les travailleurs qui se laissaient influencer par la presse –, elles faisaient de la revendication du droit de vote des femmes une absurdité.

Paradoxalement, même le déni du droit de vote eut pour effet de lier les gens au système démocratique capitaliste. La plus grande partie de l'agitation avait pour but l'intégration à ce système, et non son dépassement. Avant 1914, la campagne pour le droit de vote avait amené des femmes de la bourgeoisie et de la classe moyenne à passer à l'action directe contre la propriété et l'État. Mais lorsque la guerre éclata, les dirigeantes du mouvement des suffragettes en Grande-Bretagne – Emmeline et Christabel Pankhurst – se lancèrent elles-mêmes dans la campagne en faveur du recrutement d'hommes promis à la boucherie sur le front occidental. Sylvia Pankhurst, qui s'opposait au carnage, en concluait que le Parlement lui-même était un obstacle au progrès.

La social-démocratie

Le développement rapide de l'industrie et de la classe ouvrière créa un public nouveau pour les idées des organisations socialistes, mises à mal par les défaites de 1848 et de 1871. Mais nulle part ces organisations ne se sentirent assez fortes pour exercer une menace révolutionnaire directe contre l'État. Au contraire, elles développèrent une stratégie imitée des socialistes allemands. Ceux-ci avaient profité des avantages apportés par les nouveaux systèmes électoraux, aussi limités et biaisés en faveur des classes dirigeantes qu'ils fussent, pour construire des organisations ouvrières légales : syndicats, organisations d'entraide, clubs sportifs et même chorales.

Le Parti social-démocrate allemand (SPD) connut un immense succès. Son score s'améliora d'élection en election pour finir par dépasser celui du parti des grands propriétaires fonciers ou des industriels. Il survécut à une période d'interdiction de douze ans sous l'empire des lois « antisocialistes », atteignit l'effectif d'un million de membres et finit par posséder quatre-vingt-dix journaux locaux. Son réseau d'organisations annexes (syndicats, sociétés d'entraide, etc.) s'intégra au tissu social dans de nombreux districts industriels. Et il y parvint malgré les arrestations à répétition des rédacteurs en chef de ses journaux, de ses cadres et de ses députés au Parlement. Tout cela semblait démontrer que la démocratie capitaliste pouvait être retournée contre le capitalisme lui-même, une leçon que Friedrich Engels répétait inlassablement dans ses articles.

L'exemple allemand fut bientôt suivi par d'autres partis en dehors d'Allemagne. C'est le modèle qu'Engels conseilla avec insistance au Parti ouvrier français (POF) de Jules Guesde et Paul Lafargue. En Espagne, l'ouvrier madrilène Pablo Iglesias entreprit de créer un parti socialiste, le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), essentiellement sur des lignes similaires, et les militants italiens firent de même. En Grande-Bretagne également, où vingt années d'élévation constante du niveau de vie des ouvriers qualifiés les avaient rendus réceptifs au message du Liberal Party de Gladstone, un groupe de démocrates radicaux évolua vers la gauche en 1883 et s'employa à construire une

version miniature du parti allemand, la Fédération sociale-démocrate. Lorsqu'en 1889 un regroupement international d'organisations ouvrières, connu sous le nom de Deuxième Internationale, fut formé, le parti allemand en devint naturellement le phare.

Mais il existait une contradiction entre la théorie développée par ces partis, qui affirmaient leur désir d'un renversement révolutionnaire du capitalisme, et leur activité pratique quotidienne, qui consistait à exercer une pression prudente pour des réformes internes au capitalisme. Cette contradiction apparut clairement au milieu des années 1890.

Eduard Bernstein était l'un des intellectuels de premier plan du Parti social-démocrate allemand. Ami d'Engels, il avait joué un rôle important pour empêcher le parti de choisir l'exil pendant la période d'illégalité. Au milieu des années 1890, il déclara que les principales hypothèses théoriques de Marx et Engels étaient erronées. Selon lui, les crises économiques généralisées ne faisaient plus partie intégrante du capitalisme, et la polarisation de plus en plus aiguë entre les classes, prévue par les deux théoriciens révolutionnaires, n'aurait pas lieu : « Dans tous les pays avancés, nous voyons les privilèges de la bourgeoisie capitaliste céder peu à peu le pas aux organisations démocratiques [...]. L'intérêt général gagne de plus en plus de terrain face aux intérêts privés, et l'oscillation élémentaire des forces économiques cesse²⁰. »

Bernstein prétendait que ce processus pouvait porter ses fruits sans la « dissolution du système étatique moderne²¹ » exigée par Marx dans ses écrits sur la Commune de Paris. Tout ce qu'il fallait, c'était un développement supplémentaire du parlementarisme, les socialistes devant se tourner vers le « libéralisme²² » et un programme de réformes structurelles au sein du système existant.

Karl Kautsky, le principal théoricien du SPD, contredit l'argument de Bernstein. Il insista sur le fait que le réformisme ne pourrait venir à bout du capitalisme : une « lutte pour le pouvoir » et une « révolution sociale » étaient inévitables à un certain stade. Mais ses conclusions

pratiques n'étaient guère différentes de celles de Bernstein. Pour lui, la révolution socialiste serait le résultat de l'inéluctable croissance des suffrages socialistes. Le parti obtiendrait finalement la majorité électorale et la légitimité nécessaire pour mettre en échec toute tentative des forces capitalistes de renverser un gouvernement socialiste. Jusque-là, il lui fallait éviter de prendre des initiatives susceptibles de provoquer des représailles. À la différence de Bernstein, Kautsky affirmait qu'il existait toujours un objectif éloigné de transformation sociale. Mais ses prescriptions pour ce qui relevait de l'activité socialiste politique ne variaient guère.

Tous deux partageaient le « scientisme » ou le « positivisme » optimistes de l'intelligentsia petite-bourgeoise et croyaient en la nécessité mécanique du progrès. Pour Bernstein, la science, la technologie et les avancées de la démocratie devaient finir par transformer le capitalisme en socialisme. Pour Kautsky, les évolutions devaient intervenir dans l'avenir et non dans le présent, mais il était tout à fait certain de leur caractère inévitable. Tout au long de l'histoire, les transformations des forces productives avaient entraîné des changements dans les rapports de production ; et cela ne manquerait pas de se produire à nouveau si l'on se donnait la peine d'attendre. La révolutionnaire germano-polonaise Rosa Luxemburg, alors âgée de vingt-sept ans, fut la seule à critiquer une telle complaisance.

Les dirigeants du SPD, qui consacraient toute leur énergie à remporter les campagnes électorales et à préserver les organisations annexes, condamnèrent formellement les idées de Bernstein, mais continuèrent à se comporter de façon modérée dans le cadre du système. C'était également le cas des dirigeants syndicaux, dont la principale préoccupation était de convaincre les employeurs de s'asseoir à la table des négociations. Bernstein fut mis en minorité dans son parti, mais c'est lui qui, en réalité, remporta la discussion.

Pourtant, au final, la capacité des partis socialistes à améliorer leur influence au sein du système capitaliste dépendait de la stabilité du capitalisme lui-même. C'est ce point que reconnut Bernstein

lorsqu'il fit de l'impossibilité des crises dans le système la pièce centrale de son argumentation. Dans les années 1890, le capitalisme allemand traversait en effet une phase où il semblait avoir surmonté toute tendance aux crises cycliques, et Bernstein généralisait ce fait en le projetant dans l'avenir.

À l'inverse, Rosa Luxemburg proclamait avec insistance que le processus qui, dans cette même période, semblait avoir stabilisé le capitalisme allait mener à une instabilité plus grande encore²³. Elle comprenait aussi une réalité, qui avait déjà été en partie identifiée par l'économiste libéral anglais J. Hobson et qui devait être théorisée en 1916 par les révolutionnaires russes Nicolas Boukharine et Vladimir Lénine, à savoir que cette phase de croissance rapide du capitalisme était étroitement liée à l'expansion impériale des grandes puissances.

L'impérialisme

En 1876, moins de 10 % de l'Afrique était sous contrôle européen. En 1890, plus de 90 % du continent était colonisé. La Grande-Bretagne, la France et la Belgique s'étaient partagé son territoire, en laissant de maigres portions à l'Allemagne et à l'Italie. Au cours de la même période, l'Angleterre, la France, la Russie et l'Allemagne établissaient de vastes sphères d'influence à partir de leurs enclaves coloniales en Chine ; le Japon s'emparait de la Corée et de Taïwan ; la France faisait la conquête de toute l'Indochine ; les États-Unis arrachaient Porto Rico et les Philippines à l'Espagne ; la Grande-Bretagne et la Russie se mettaient d'accord sur une division informelle de l'Iran. Même les minuscules îles du Pacifique et de l'océan Indien étaient assujetties aux volontés de Londres et de Paris. Les États véritablement indépendants hors de l'Europe et des Amériques pouvaient se compter sur les doigts d'une main : les vestiges de l'Empire ottoman, la Thaïlande, l'Éthiopie et l'Afghanistan.

La mythologie véhiculée par les livres pour enfants et les romans destinés à leurs parents était saturée d'intrépides explorateurs soumettant des « indigènes », ignorants mais au bout du compte reconnaissants : des peuples qui étaient « à moitié démons et à moitié enfants », selon les termes utilisés par Rudyard Kipling dans un poème exhortant les Américains à se faire les émules de la gloire coloniale britannique. Cette mythologie décrivait uniformément les habitants de l'Afrique et des îles du Pacifique et de l'océan Indien comme des « primitifs », adeptes du cannibalisme et de la sorcellerie.

En fait, les « explorateurs » européens, comme Mungo Park dans les années 1790 et 1800 ou David Livingstone et Henry Morton Stanley dans les années 1850 et 1860, ne furent capables de mener leurs célèbres explorations à travers l'Afrique que parce que des sociétés structurées et des États stables y existaient déjà. Ces États étaient d'ailleurs facilement parvenus à décourager les premières tentatives de conquête par les Européens. En 1880, il faut s'en souvenir, les Européens de l'Ouest entretenaient des relations maritimes régulières avec la côte africaine depuis quatre siècles ; les Indiens, les Arabes et les Turcs étaient en contact avec de vastes parties de l'Afrique intérieure depuis bien plus longtemps. Malgré tout, les Européens ne contrôlaient directement que quelques régions isolées, essentiellement le long des côtes. Comme l'écrit Bruce Vandervort, « aux débuts de la période moderne, à tout le moins, l'avantage technologique de l'Europe n'était pas si net, sauf peut-être sur mer. Les peuples indigènes rattrapaient rapidement les innovations européennes²⁴ ».

Les premières tentatives européennes de s'octroyer des colonies en Afrique les jetèrent dans des conflits sanglants, qu'ils perdirent souvent. Les Français durent combattre, longuement et durement, pour conquérir l'Algérie et le Sénégal. Les Anglais furent vaincus par une armée d'Ashantis au début des années 1870, par l'armée soudanaise du Mahdi à Khartoum en 1884 (où le même Charles George Gordon qui avait collaboré à la répression de la révolte T'ai-p'ing en Chine trouva une mort bien méritée) et par les Zoulous à Isand

Wana en 1879. En 1896, les Italiens furent mis en déroute par les Éthiopiens à Adoua, où « tout le génie orgueilleux de la conquête blanche fut sérieusement ébranlé²⁵ ».

Mais, dans les années 1880, l'industrialisation accélérée de l'Europe occidentale fit pencher la balance de façon décisive du côté des aspirants colonisateurs. De nouvelles armes – fusils à chargement par la culasse, bateaux à vapeur blindés capables de remonter les fleuves et, surtout, la fameuse mitrailleuse Gatling – donnèrent pour la première fois l'avantage décisif aux armées européennes dans la plupart des batailles. De plus, le flot ininterrompu de marchandises produites par l'industrie permit aux Européens de soudoyer assez facilement des alliés africains pour qu'ils combattent pour eux. La moitié des troupes « italiennes » à Adoua étaient composées d'Érythréens ou de Tigréens, et nombre de soldats « britanniques » au Soudan étaient des Égyptiens ou des Soudanais. La stratégie consistant à « diviser pour mieux régner », qui avait si bien fonctionné pour les Anglais en Inde, fut appliquée sur une grande échelle en Afrique.

Les Européens prétendaient lutter contre des « sauvages », mais leurs méthodes étaient empreintes d'une barbarie sans nom. Lorsque l'armée britannique de lord Kitchener finit par conquérir le Soudan à la suite de la bataille d'Omdurman en 1898, ses mitrailleuses fauchèrent 10 000 soldats soudanais, alors que ses propres pertes s'élevaient seulement à quarante-huit hommes. « Les milliers de mahdistes mourants ou blessés sur le champ de bataille ne reçurent aucun soin des Britanniques, qui leur tournèrent le dos et s'en allèrent²⁶. » « Ils demandaient de l'eau et appelaient à l'aide, mais nos officiers les repoussèrent avec mépris », écrivit un soldat anglais dans son journal intime. Kitchener fit transformer en encier le crâne de leur chef, le Mahdi²⁷. Tout aussi brutale fut l'expédition de lord Lugard contre le village révolté de Satiru au Nigéria. Il estima que ses hommes avaient tué 2 000 rebelles sans subir aucune perte. Les prisonniers furent exécutés et leurs têtes plantées sur des piques²⁸. Le roi belge Léopold II était à l'avant-garde de la croisade occidentale en Afrique, proclamant

qu'il apporterait la « civilisation » et ferait disparaître l'esclavage. Il se tailla un empire personnel dans une énorme portion du Congo et utilisa des méthodes d'une brutalité notoire, même en comparaison avec les autres puissances coloniales. Dans un rapport officiel au Foreign Office britannique, Roger Casement évoque une visite qu'il avait faite dans une région productrice de caoutchouc où « des villages et des districts entiers que je connaissais et que j'avais visités alors qu'ils étaient des communautés florissantes [...] sont aujourd'hui vides d'êtres humains ». Il apprit que des soldats belges, qui pillaient et brûlaient des villages, transportaient des paniers pleins de mains coupées pour prouver qu'ils n'avaient pas gaspillé leurs munitions²⁹.

Il est clair que ce n'est pas par philanthropie que les puissances capitalistes dépensèrent tant d'efforts et d'argent pour conquérir le reste du monde. Mais ce n'est pas non plus simplement le racisme qui les poussa à agir ainsi, même si elles y eurent largement recours pour justifier leur mission « civilisatrice ». Le véritable motif fut le profit.

De nombreuses discussions ont eu lieu parmi les historiens pour savoir si les empires avaient effectivement enrichi les puissances coloniales. Mais, tout comme l'argument abordé précédemment au sujet de l'économie du commerce des esclaves au XVIII^e siècle, cette question est hors sujet. Les grandes puissances *pensaient* que les empires les rendraient plus riches. Ceux qui furent à l'avant-garde de l'expansion impériale étaient des gens au visage sévère, qui ne comprenaient que trop bien que c'était l'argent qui faisait tourner le monde. Le roi Léopold II ou l'aventurier anglais Cecil Rhodes se considéraient peut-être comme des idéalistes, mais ils étaient résolus à s'enrichir. Comme Léopold II l'écrivit à l'ambassadeur de Belgique à Londres : « Je ne veux pas manquer une chance de nous obtenir une tranche de ce magnifique gâteau africain³⁰. »

Le dépeçage du monde ne peut être compris si l'on omet de considérer les problèmes auxquels était confronté le capitalisme occidental à cette époque. Les années 1870 et 1880 – période que l'on nommerait plus tard la Longue Dépression – avaient été marquées par la

dépression des marchés, la chute des prix, la baisse des profits et des dividendes, en particulier en Grande-Bretagne. Pour les investisseurs britanniques, il semblait n'y avoir qu'un moyen de conserver leurs revenus : placer de l'argent en dehors du pays. L'investissement total en actions étrangères passa de 95 millions de livres en 1883 à 393 millions en 1889. Il fut bientôt égal à 8 % du produit national brut britannique et absorba 50 % de l'épargne³¹. L'argent servit surtout à l'acquisition de titres : investissements à intérêt fixe pour la construction de voies ferrées, de ponts, de ports, de docks et de canaux ou pour le financement de corps gouvernementaux. Quelle qu'en fût la destination, les investissements promettaient un niveau de rentabilité plus élevé que ce qui pouvait être obtenu sur place. Ils créèrent aussi un marché pour la production industrielle nationale (comme les rails d'acier, les locomotives et les structures de ponts métalliques) et provoquèrent un flux accru de matières premières bon marché. Ils contribuèrent de ce fait à l'entrée du capitalisme britannique dans une nouvelle phase d'expansion³². De tels investissements exigeaient de trouver un moyen d'empêcher les emprunteurs étrangers de manquer à leurs engagements et c'est ce qu'allait permettre le colonialisme à travers la force armée de l'État.

Ainsi, l'Angleterre et la France prirent conjointement en charge les finances égyptiennes en 1876, lorsque les dirigeants de ce pays se trouvèrent incapables d'honorer leurs dettes ; et, au début des années 1880, le gouvernement britannique utilisa la force pour établir un « protectorat » : il absorba effectivement l'Égypte dans l'Empire britannique, garantit les dividendes de la Compagnie du canal de Suez et assura la possibilité d'investissements anglais encore plus importants en Inde.

De façon similaire, les forces britanniques tentèrent de prendre le contrôle de la région du Transvaal, dans le Sud de l'Afrique, administrée par les Boers hollandais, après la découverte de gisements d'or et de diamants. Une guerre acharnée fit de l'Afrique du Sud un protecteur stable des intérêts commerciaux britanniques.

Les investissements n'étaient pas entièrement destinés aux colonies. La plus grande partie des placements britanniques prenaient le chemin des États-Unis ou de pays d'Amérique latine, notamment l'Argentine. Cela a pu faire naître l'idée qu'il n'y avait pas de connexion entre l'investissement outre-mer et l'impérialisme. En tout état de cause, les colonies offrirent aux capitalistes des puissances coloniales des débouchés captifs à leurs investissements. Elles fournirent aussi des bases militaires qui garantissaient l'accès à d'autres investissements, ailleurs. Car si les possessions britanniques de Malte, Chypre, d'Égypte, du Yémen du Sud et du Cap étaient importantes, elles ne l'étaient pas seulement en tant que sources de profit, mais aussi en tant qu'escales vers l'Inde. Et l'Inde, le « joyau de la Couronne », était elle-même une étape vers Singapour, l'étain et le caoutchouc de Malaisie, les marchés récemment ouverts de la Chine, et les riches *dominions* d'Australie et de Nouvelle-Zélande. L'empire était comme un vêtement tricoté qui empêchait l'impérialisme britannique d'attraper froid : un seul fil pouvait sembler de peu d'importance, mais s'il venait à se rompre, tout le reste commencerait à se défaire. C'est du moins ainsi que ceux qui administraient l'empire, ainsi que leurs amis de la Cité de Londres et de l'industrie britannique voyaient les choses.

L'Angleterre n'était pas la seule puissance impériale. La France contrôlait une portion presque aussi grande de la planète, la Hollande possédait l'immense archipel que nous appelons aujourd'hui l'Indonésie, la Belgique administrait un gros morceau de l'Afrique centrale, et le tsar avait un territoire étendu à l'est, à l'ouest et au sud de la Russie elle-même, jusqu'à la frontière avec l'Inde et au port de Vladivostok sur la côte pacifique.

Pourtant, l'Allemagne, la puissance européenne qui connaissait la croissance industrielle la plus rapide, était pratiquement sans empire. Son industrie lourde s'organisait progressivement en « trusts », des sociétés qui s'associaient pour contrôler la production sur toute la chaîne allant de l'extraction des matières premières à la mise à disposition des produits finis. Ces trusts avaient grandi aux côtés de l'État et

n'avaient aucune de ces vieilles préventions de petits capitalistes envers le pouvoir étatique qui caractérisaient encore bien des entreprises britanniques. Ils se tournaient vers l'État pour qu'il protège le marché intérieur par des barrières douanières et qu'il les aide à se tailler des parts de marchés à l'étranger.

Ils regardaient dans quatre directions : vers la Chine, où l'Allemagne avait sa propre « concession » portuaire ; vers l'Afrique, où elle avait pu s'emparer du Tanganyika, du Rwanda-Burundi et de l'Afrique du Sud-Ouest ; vers le Maghreb, où elle disputait à la France et à l'Espagne le contrôle du Maroc ; et vers la mise en place d'un corridor, centré sur le projet d'une voie ferrée Berlin-Bagdad, à travers l'Europe du Sud-Est et la Turquie jusqu'à la Mésopotamie et au golfe Arabo-Persique. Mais quelle que fût la direction dans laquelle se tournaient les capitalistes et les bâtisseurs d'empire allemands, ils se heurtaient à des réseaux coloniaux, des bases et des États clients administrés par l'empire en place : aux Russes dans les Balkans, aux Français en Afrique du Nord, aux Anglais au Moyen-Orient et en Afrique de l'Est, et à tout le monde en Chine.

À l'évidence, la croissance de la rentabilité, qui avait favorisé une reprise après la Longue Dépression et avait permis au capitalisme d'accorder des améliorations dans les conditions de vie de ses ouvriers, reposait sur l'élargissement des empires. Mais en s'étendant, les empires tendaient à entrer en collision les uns avec les autres.

Leurs dirigeants savaient que l'issue de ces collisions dépendait de la force de leurs armées. Par conséquent, l'Allemagne se mit à construire des navires de guerre capables de disputer à la Grande-Bretagne la domination des mers, ce à quoi l'Angleterre répliqua en élaborant ses propres cuirassés *Dreadnought*. La France allongea la durée du service dans son armée de conscrits de deux à trois ans pour se mettre à égalité avec les forces militaires d'outre-Rhin. La Russie tsariste créa des usines d'armement dirigées par l'État et conçut son système ferroviaire en ayant à l'esprit des guerres potentielles contre l'Allemagne, l'Empire austro-hongrois et l'Empire ottoman. La marche vers la

guerre était la face cachée de l'illusion de stabilité que l'impérialisme apportait au capitalisme, et qui impressionnait tant les socialistes réformistes comme Bernstein.

Syndicalistes et révolutionnaires

La lutte entre les classes ne cessa pas pendant cette période. Dans certains endroits et à certains moments, elle put apparaître émuoussée, ou détournée vers une sphère purement électorale. C'était vrai en particulier dans le pays où le parti socialiste était le plus puissant, l'Allemagne. Mais ailleurs, les confrontations se révélaient très dures. Une vague d'agitation liée à la journée de travail déferla aux États-Unis au milieu des années 1880, et des luttes acharnées éclatèrent dans la sidérurgie (avec le lock-out de Homestead en 1892), les chemins de fer (la grève de Pullman en 1894) et les mines (la grève de l'anhracite en Pennsylvanie en 1902). Les employeurs américains brisèrent ces mouvements, faisant appel à la police armée et à des détectives privés de l'agence Pinkerton pour tirer sur les grévistes.

En Grande-Bretagne, le redressement économique de la fin des années 1880 avait été accompagné d'une vague de grèves et d'un mouvement de syndicalisation des ouvriers non qualifiés ; les grèves les plus célèbres furent celle des « fabricantes d'allumettes » (*match girls*) dans l'East End de Londres et celle des dockers en 1889. Les patrons profitèrent du retour de la récession au début des années 1890 pour détruire nombre de ces nouveaux syndicats en achetant les services de briseurs de grève (dont certains, comme à Hull, étaient des professionnels), en laissant la faim pousser les ouvriers à reprendre le travail (comme dans la longue grève des minotiers, en majorité des femmes, de Bradford), en organisant des lock-out et en engageant des procès pour saisir les fonds syndicaux (ce fut le cas dans la grève des cheminots de Taff Vale). En France, des grèves dures éclatèrent dans les années 1880 et 1890. Une grève de six mois de 2 000 mineurs de

Decazeville, au début de l'année 1886, provoqua le déploiement de troupes et de nombreuses arrestations. Les soldats firent feu sur les grévistes qui manifestaient à Fourmies, dans le Nord de la France, le 1^{er} mai 1891, tuant dix personnes et en blessant plus de trente, parmi lesquelles se trouvaient des enfants³³.

On a prétendu que l'impérialisme et les profits issus de la « surexploitation » dans les colonies avaient abouti à la « corruption » des ouvriers d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord (en tout cas de ceux qui appartenaient à une « aristocratie ouvrière » privilégiée de travailleurs qualifiés) ; et que cela expliquait l'influence du socialisme réformiste à la Bernstein. Mais de nombreux groupes de travailleurs furent attaqués au cours des années de colonisation intensive lorsque le flux des investissements en provenance d'Europe occidentale était à son maximum ; et ils n'étaient certes pas tous des ouvriers sans qualification. Au cours des années 1890, en Grande-Bretagne (la première puissance impérialiste à l'époque), de nombreuses grèves impliquèrent des mécaniciens qualifiés, des imprimeurs, des cordonniers, qui résistaient aux baisses de salaires et aux détériorations de leurs conditions de travail. Le roman ouvrier classique du début des années 1900, *The Ragged Trousered Philanthropists*, de Robert Tressell, met en scène des peintres qualifiés et des décorateurs. La stabilité dont jouissait le capitalisme en Europe occidentale et en Amérique du Nord ne trouvait pas son origine dans la « corruption » des travailleurs, mais dans la façon dont l'impérialisme réduisait la tendance à des crises systémiques, créant une atmosphère dans laquelle la réforme semblait possible et « pratique ».

En tout cas, la période de relative paix sociale commença à tirer à sa fin au tournant du siècle. La généralisation des rapports capitalistes entraînait la croissance et la transformation de la classe ouvrière. De vieilles industries artisanales, comme la fabrication des chaussures, l'imprimerie, la typographie, la construction navale et le génie civil, furent restructurées conformément aux méthodes capitalistes les plus modernes. L'exploitation minière et la sidérurgie se répandirent

partout ; de nouvelles industries, comme la chimie et l'appareillage électrique, émergèrent. Aux côtés des travailleurs du textile typiques de la révolution industrielle britannique se trouvaient désormais, dans le monde entier, les millions d'ouvriers de l'industrie lourde. Les premières mesures dédiées à la production de masse furent mises en place : une multitude d'ouvriers « spécialisés » furent attelés au rythme de la chaîne de montage. En 1909, Henry Ford commença à vendre la première automobile destinée à un marché de masse, le fameux modèle T (ou *Tin Lizzie*). En 1913, il ouvrit son usine de Highland Park, à Detroit, où travaillaient des dizaines de milliers d'ouvriers. Deux décennies plus tard, des millions d'ouvriers travailleraient dans des endroits semblables dans une douzaine de pays. En attendant, le système dans son ensemble commençait à donner de nouveaux signes d'instabilité économique. Les salaires réels amorcèrent une chute dans la plupart des pays industriels dès le début des années 1900. Les crises économiques dont Bernstein avait prétendu qu'elles appartenaient au passé refirent leur apparition.

Cela provoqua une nouvelle vague internationale de luttes ouvrières, avec des grèves dures dans la plupart des pays. De nouveaux groupes de militants commencèrent à s'organiser différemment des partis socialistes établis, avec leur orientation parlementaire, leurs bureaucrates syndicaux et leur obsession des négociations avec les employeurs.

Le syndicat Industrial Workers of the World (IWW), fondé aux États-Unis en 1905, dirigea des grèves militantes dans les mines, les exploitations forestières, les docks et l'industrie textile, et encouragea les Noirs, les femmes et les ouvriers non qualifiés, ignorés par l'American Federation of Labor, centrale ouvrière établie et modérée, à s'organiser. En France, la Confédération générale du travail (CGT), adoptant une approche militante similaire, insistait sur le fait que la révolution des travailleurs pouvait se faire par les méthodes de lutte syndicales et rejetait toute participation à la politique parlementaire. Son approche fut connue à l'échelle internationale sous le nom de

« syndicalisme », à partir du nom français des organisations ouvrières. En Espagne, la Confederación Nacional de Trabajo (CNT) fut fondée par des anarchistes comme alternative révolutionnaire à la direction socialiste de l'Unión General de Trabajadores (UGT). En Irlande, le dirigeant d'un des syndicats de dockers britanniques, Jim Larkin, déclencha à Belfast, en 1907, une grève massive rassemblant catholiques et protestants, qui provoqua la colère jusque dans les rangs policiers. Larkin fonda ensuite un nouveau syndicat, l'Irish Transport and General Workers Union. En Grande-Bretagne même, on tenta de mettre sur pied des sections des IWW, et le mécanicien Tom Mann, qui avait joué un rôle dirigeant dans la grève des dockers de 1889, revint d'Australie et d'Afrique du Sud pour prêcher sa propre version du syndicalisme, fondée sur l'unité de la base au sein des syndicats existants.

Le sentiment qu'il existait une alternative au parlementarisme reçut une formidable confirmation en provenance de Russie, où venait d'éclater la révolution de 1905. Le tsarisme russe était un des cœurs de la Contre-Révolution depuis son rôle dans la restauration des anciens régimes d'Europe en 1814-1815. Les libéraux modérés eux-mêmes le considéraient comme une abomination. Mais en 1905, le tsarisme faillit bien s'écrouler. Des vagues de grèves successives balayèrent la Russie après que des soldats eurent ouvert le feu sur une manifestation ouvrière dans la capitale. La manifestation était conduite par un prêtre, Gueorgui Gapon – qui dirigeait un syndicat parrainé par l'État et lié à la police secrète –, et les travailleurs s'étaient bornés à en appeler à leur « Petit Père », le tsar, pour qu'il cesse d'écouter de « mauvais conseillers ». Mais après la fusillade, le ton des grèves se fit de plus en plus subversif ; les socialistes publièrent des journaux ouvertement révolutionnaires ; une mutinerie éclata dans la flotte de la mer Noire, conduite par l'équipage du cuirassé *Potemkine*. Et, en décembre, une tentative de soulèvement eut lieu à Moscou. Menée par la fraction militante « bolchevique » du Parti social-démocrate, elle avait pour dirigeant un certain Vladimir Lénine. Une organisation

d'un type nouveau, fondée sur des délégués élus des grandes usines et présidée par Léon Trotski, alors âgé de vingt-six ans, devint le point de focalisation des forces révolutionnaires de Saint-Pétersbourg. On lui donna le nom russe de « *soviet* » (qui signifie « conseil »), et sa portée réelle ne fut pas entièrement comprise à l'époque. Elle représentait pourtant une manière d'organiser les forces révolutionnaires différente des soulèvements de rue de la Révolution française comme de la Commune de Paris. La Commune s'était dotée de délégués des quartiers ouvriers, une forme d'organisation qui convenait à une ville composée essentiellement de petits ateliers. Le *soviet* était adapté à une métropole transformée par l'industrialisation des trente années écoulées, et peuplée de gigantesques usines.

C'était précisément le cas de Saint-Pétersbourg, même si la Russie dans son ensemble demeurait largement en retard sur le plan économique. La majorité de la population était composée de paysans qui travaillaient la terre avec des méthodes à peine différentes de celles de l'époque médiévale. Le tsarisme reposait sur l'aristocratie, et non sur la classe capitaliste russe, ce qui avait conféré à la révolution de 1905 des objectifs très similaires à ceux de la révolution anglaise du XVII^e siècle et de la Révolution française de la fin du XVIII^e siècle. Mais le pouvoir russe avait été contraint d'encourager des poches de croissance pour le développement d'un capitalisme à grande échelle capable de produire des armes et des équipements ferroviaires ; et, ce faisant, il avait transformé deux millions de personnes en travailleurs industriels. Leur présence conféra un caractère spécifique à la révolution de 1905, qui sans cela aurait été une simple révolution bourgeoise à la française. La plupart des socialistes russes n'en étaient pas conscients ; un grand nombre d'entre eux pensaient en effet que leur pays pouvait éviter le stade capitaliste et accéder directement à une forme de socialisme fondé sur le village paysan. Tout ce qu'il fallait, c'était une action armée capable de briser le pouvoir d'État. Ces socialistes étaient connus sous le nom de « *narodniks* » (amis du peuple) et formaient le Parti socialiste révolutionnaire. Par ailleurs, si certains

marxistes avaient compris que le capitalisme était en train de se développer, la plupart appartenait à la tendance « menchevique » du Parti social-démocrate, qui proclamait que les ouvriers devaient se contenter d'aider la bourgeoisie à faire sa révolution. Même les bolcheviques de Lénine parlaient d'une « révolution démocratique bourgeoise ». Mais Trotski allait plus loin : selon lui, l'engagement des travailleurs pouvait rendre la révolution « permanente », une expression utilisée pour la première fois par Marx après 1848. Ils devaient nécessairement faire évoluer le mouvement révolutionnaire de l'étape des revendications simplement démocratiques à celle des revendications proprement socialistes³⁴.

En Europe occidentale, Rosa Luxemburg fut celle qui mesura à sa plus juste valeur l'importance de 1905, ayant fait l'expérience directe de l'occupation de Varsovie par les Russes. Dans sa brochure *La Grève de masse*³⁵, elle expliquait que cette révolution avait montré comment des mouvements de grève pouvaient commencer spontanément à poser les questions politiques, ouvrant sur une stratégie de changement non parlementaire. Ses arguments furent peu entendus dans le mouvement socialiste allemand, et l'écrasement de la révolution sembla un temps réduire leur portée.

Pourtant, les années qui suivirent 1910 connurent une éruption de nouvelles grèves, plus massives et plus dures, en Amérique du Nord et en Europe occidentale. Aux États-Unis, la fameuse grève de Lawrence, dans le Massachusetts, regroupa 20 000 travailleuses d'une dizaine de nationalités différentes, qui suivirent les agitateurs de l'IWW, Elizabeth Gurley Flynn et Big Bill Haywood. En Grande-Bretagne, la Grande Agitation (*Great Unrest*) consista en d'énormes grèves dans les chemins de fer, les ports et les mines, avant de toucher des dizaines d'autres secteurs employant souvent des travailleurs sans qualification et non syndiqués. En Irlande, en 1913, le célèbre lock-out de Dublin, qui dura cinq mois, toucha les travailleurs des transports et d'autres secteurs. En Italie, la Semaine rouge d'Ancône fut marquée par des affrontements sanglants entre ouvriers et policiers à la suite d'une

manifestation antimilitariste ; une grève de 50 000 métallurgistes fut déclenchée à Turin (où deux ouvriers furent tués par des soldats), et tout le Nord de l'Italie fut parcouru par une vague d'agitation qui ne cessa qu'après l'intervention de 100 000 soldats³⁶. Même en Allemagne, où l'intensité des luttes se situait en dessous de la moyenne européenne, une grève dure menée par des mineurs de la Ruhr éclata. Enfin, en Russie, le massacre des mineurs d'or de la Léna en grève fut suivi par une résurgence des luttes ouvrières – encourageant les deux fractions rivales du Parti social-démocrate à éditer deux journaux semi-légaux –, qui culminèrent à l'été 1914 avec l'érection de barricades à Saint-Pétersbourg.

L'époque où les aventures sanglantes de l'impérialisme dans les colonies pouvaient stabiliser le système en son centre était révolue. Mais avant que quiconque n'ait l'occasion de voir où cela mènerait, le sang fut répandu dans toute l'Europe à une échelle encore jamais atteinte.

La marche vers la guerre

Dès 1904, il avait été démontré que l'impérialisme ne pouvait que mener à la guerre entre puissances coloniales et à la servitude des peuples colonisés. À cette date en effet, la poussée de l'Empire russe vers l'est, en direction du Pacifique, l'avait opposé directement, en Chine septentrionale, à la poussée japonaise qui s'effectuait vers l'ouest, par la Corée. La défaite russe précipita la révolution de 1905. Par deux fois, en 1906 et en 1911, un conflit d'intérêts similaire au Maroc, entre la France et l'Allemagne, faillit mener à la guerre.

Mais la zone la plus dangereuse était les Balkans, où chaque grande puissance entretenait avec les États locaux des relations clientélistes. En 1912 et 1913, des guerres éclatèrent entre ces États. Dans un premier temps, la Serbie, la Grèce, le Monténégro et la Bulgarie firent main basse sur ce qu'il restait de territoires turcs en Macédoine

et en Thrace, ne laissant à la Turquie qu'Istanbul et une étroite bande de la Thrace orientale. Puis la Grèce, la Serbie et la Roumanie, encouragées par les grandes puissances, s'emparèrent de la Bulgarie. Les guerres furent marquées par des atrocités commises par tous les belligérants. Des fractions de la classe moyenne urbaine voulaient en effet créer et élargir des États nationaux « modernes » uniformes sur le plan linguistique. Or, presque partout, les populations rurales mélangeaient différents groupes ethniques parlant plusieurs langues ou dialectes. La seule façon de découper des États nationaux « ethniquement purs » passait donc par l'expulsion, voire l'extermination, des civils qui ne correspondaient pas aux critères. La première guerre se termina par le traité de Londres, la seconde par le traité de Bucarest. Mais ceux-ci se révélèrent inefficaces pour éliminer les tensions sous-jacentes qui avaient mené à la guerre et qui subsistaient dans la plus grande partie de l'Europe orientale austro-hongroise aussi bien que dans les anciennes zones ottomanes. Toute la région était une gigantesque poudrière. Et l'explosion ne tarda pas à se produire : en juillet 1914, lors d'une visite officielle à Sarajevo, la capitale de la province de Bosnie administrée par l'Autriche, l'archiduc autrichien François-Ferdinand fut assassiné par un nationaliste opposé aux Autrichiens et partisan de l'intégration de la province à la Serbie voisine.

Ce qui se produisit ensuite est bien connu : le gouvernement autrichien déclara la guerre à la Serbie ; le gouvernement russe, craignant une menace contre sa propre position, déclara la guerre à l'Autriche ; l'Allemagne identifia ses intérêts avec ceux de l'Autriche, et fit mouvement contre la Russie ; la France considéra qu'elle devait empêcher l'Allemagne d'infliger une défaite à la Russie et de devenir ainsi la puissance européenne dominante ; la Grande-Bretagne se rangea derrière la France et entra en guerre contre l'Allemagne, utilisant comme prétexte le mouvement des troupes allemandes en Belgique. En une semaine, quarante-quatre ans de paix en Europe de l'Ouest – la plus longue période de paix de son histoire – avaient laissé la place à une guerre dans laquelle tous les grands États étaient engagés.

Les guerres, comme les révolutions, semblent souvent déclenchées par les événements les plus insignifiants. Cela porte à les considérer comme accidentelles, comme le résultat d'une chaîne fortuite de jugements erronés et de malentendus. En fait, les événements mineurs sont significatifs parce qu'ils en viennent à symboliser l'équilibre entre de grandes forces sociales ou politiques. Une bougie est l'une des pièces les moins chères d'une automobile et ne peut rien faire avancer par elle-même, mais elle déclenche la force explosive des vapeurs d'essence dans le moteur. De la même manière, un assassinat ou une augmentation des impôts ne semblent être, par eux-mêmes, que d'une importance relative, mais ils peuvent parfois entraîner des affrontements entre États ou forces sociales.

Derrière la trépidante activité diplomatique de l'été 1914 se dissimule un fait très simple. Les impérialismes rivaux, qui avaient émergé alors que le capitalisme cherchait à résoudre ses problèmes en s'étendant au-delà des frontières des États, entraient soudain en conflit partout dans le monde. La concurrence économique se transformait en compétition pour les territoires, et le résultat dépendait de la puissance des armes. Aucun État ne pouvait se permettre de reculer dès lors que la réaction en chaîne des confrontations avait été mise en branle par l'assassinat de Sarajevo, parce qu'aucun ne pouvait prendre le risque d'un affaiblissement de sa puissance au niveau mondial. Ce même impérialisme, qui avait stimulé la croissance économique et fait naître une croyance en l'inéluctabilité du progrès, s'appêtait à déchirer l'Europe en son cœur.

Chapitre 40

La guerre et la révolution mondiales

Presque tous les États qui s'engagèrent dans le conflit pensaient qu'il serait de courte durée. Le *Kronprinz* allemand parlait d'une « guerre fraîche et joyeuse ». Il s'attendait à une répétition de la guerre franco-prussienne de 1870, dans laquelle l'armée française avait été battue en quelques semaines. Les soldats français avaient écrit « À Berlin » sur les wagons des trains qui les amenaient au front. Et les Britanniques avaient choisi comme refrain « Tout sera terminé à Noël ».

Le 4 août 1914

Au début, la guerre fut populaire. À Berlin, Rosa Luxemburg fut témoin du « vacarme patriotique dans les rues [...], la cohue tumultueuse dans les cafés où l'on était assourdi de musique et de chants patriotiques [...], la population de toute une ville changée en populace, prête à dénoncer n'importe qui [...]. L'allégresse bruyante des jeunes filles courant le long des [...] trains de réservistes¹ ». Trotski écrivit : « L'élan patriotique des masses en Autriche-Hongrie fut, de tous, le plus inattendu [...]. Je rôdais dans les rues centrales de cette Vienne que je connaissais si bien et observais la foule qui peuplait d'une façon si insolite le quartier chic du Ring [...], des facteurs du chemin de fer, des blanchisseuses, des cordonniers, des ouvriers et des apprentis des faubourgs². » À Londres, « une foule immense et extrêmement enthousiaste se rassembla devant Buckingham Palace » le 4 août³. Victor

Serge, de sa prison française, décrivait comment « le chant passionné de *La Marseillaise* par des foules venues accompagner les soldats à leur train parvenait jusqu'à [lui]. Nous pouvions entendre les cris de "À Berlin ! À Berlin !" ⁴ ». Même à Saint-Pétersbourg, les grèves et les barricades datant de quelques jours seulement semblaient oubliées. Buchanan, l'ancien ambassadeur de Grande-Bretagne, parle avec émotion dans ses Mémoires des « merveilleuses premières journées d'août », pendant lesquelles la Russie lui parut « complètement transfigurée » ⁵.

La guerre n'était pas forcément aussi populaire que purent le laisser supposer les manifestations enthousiastes et les chants patriotiques. L'historien David Blackbourn écrit à propos de l'Allemagne : « Les manifestations patriotiques de la fin juillet mobilisèrent des groupes relativement petits, composés surtout d'étudiants et de jeunes commis-voyageurs. Des bastions de la classe ouvrière comme la Ruhr étaient calmes [...]. Des observateurs plus âgés notaient un contraste avec l'enthousiasme de 1870 ⁶. » Chliapnikov, un ouvrier révolutionnaire de Saint-Pétersbourg, opposait l'enthousiasme pour la guerre manifesté par les classes moyenne et supérieure avec l'état d'esprit plus modéré qui régnait dans les usines : « La presse de Saint-Pétersbourg a fait tout son possible pour allumer la mèche du chauvinisme populaire. Ils ont habilement exagéré les atrocités "allemandes" contre des femmes russes et des vieillards demeurant en Allemagne. Mais même cette atmosphère hostile n'a pas poussé les ouvriers à des excès de nationalisme ⁷. » Ralph Fox a raconté comment, alors qu'il était jeune ouvrier à Londres, il était possible d'organiser des meetings antiguerre hebdomadaires à Finsbury Park ⁸.

Trotsky envisageait ce sentiment davantage comme une réaction à la morosité de la vie quotidienne que comme un nationalisme profondément enraciné : « Il existe beaucoup de gens de cette sorte, dont toute la vie, jour après jour, se passe dans une monotonie sans espoir. C'est sur eux que repose la société contemporaine. Le tocsin de la mobilisation générale intervient dans leur existence comme une

promesse. Tout ce qui est familier et qui donne la nausée est vaincu ; on entre dans le royaume du neuf et de l'extraordinaire. Les changements qui doivent se produire par la suite sont encore moins prévisibles. Peut-on dire que cela ira mieux ou plus mal ? [...] La guerre s'empare de tous, et, par suite, les opprimés, ceux que la vie a trompés, se sentent alors comme à égalité avec les riches et les puissants⁹. »

Les classes sociales ne sont jamais complètement séparées les unes des autres. L'humeur de celles qui sont au sommet influence l'humeur de celles qui leur sont immédiatement inférieures, et ainsi de suite. La détermination des classes dirigeantes européennes à se faire la guerre fut transmise, par mille canaux, à la classe moyenne et à certaines sections de la classe ouvrière – par les discours patriotiques et les articles de journaux relatant les « atrocités de l'ennemi », par les musiques militaires et les chants populaires, par les déclarations de romanciers, de poètes et de philosophes. L'historien allemand Friedrich Meinecke décrit le déclenchement de la guerre comme un événement le remplissant de la « joie la plus profonde ». Le romancier radical français Anatole France se rappela (avec honte) avoir fait des « petits discours aux soldats ». Le philosophe Henri Bergson décrit la guerre comme l'opposition de « la civilisation à la barbarie ». Le poète anglais Rupert Brooke écrit : « La noblesse marche à nouveau dans nos chemins¹⁰ » ; et le romancier H. G. Wells s'enthousiasma pour une « guerre pour finir la guerre ». Les instituteurs répétaient ces déclarations à des adolescents, les exhortant à s'engager et à combattre. Quiconque émettait un avis différent était coupable de « poignarder nos gars dans le dos ».

De larges groupes de travailleurs étaient encore susceptibles de résister à ces pressions. Les mouvements socialistes et les groupes militants syndicaux étaient habitués aux mensonges de la presse et aux attaques menées contre leurs principes. À la veille de la guerre, ils s'étaient rassemblés par milliers dans des meetings à Londres, Paris et Berlin pour écouter leurs dirigeants appeler à la paix. Mais une fois la

guerre déclenchée, ces mêmes dirigeants s'empressèrent de la soutenir : les sociaux-démocrates allemands et autrichiens, le Labour Party et la confédération syndicale (TUC) en Grande-Bretagne, le socialiste Jules Guesde et le syndicaliste Léon Jouhaux en France, le marxiste vétérinaire Gueorgui Plekhanov et l'anarchiste Pierre Kropotkine en Russie se montrèrent tous unis dans leur soutien aux dirigeants. Ceux qui avaient des doutes – tels Karl Kautsky et Hugo Haase en Allemagne, ou Keir Hardie en Grande-Bretagne – se taisaient pour préserver l'« unité du parti » et éviter d'être accusés de trahir la « nation ». « Une nation en guerre doit être unie, écrivait Hardie. Les gars qui sont partis livrer bataille pour leur pays ne doivent pas être découragés par des notes discordantes à l'arrière¹¹. »

Des décennies de soumission aux règles de la démocratie capitaliste étaient en train de porter leurs fruits vénéneux. La poursuite de réformes dans les structures de l'État capitaliste les avait amenés à s'identifier à cet État lors des conflits militaires. Dans les pays belligérants, seuls les socialistes serbes et les bolcheviques russes manifestèrent une hostilité sans faille à la guerre. Les socialistes italiens étaient eux aussi opposés à la guerre, jusqu'à ce que l'Italie s'allie finalement avec la Grande-Bretagne, la France et la Russie. Mais leur attitude devait beaucoup à une scission au sein de la classe dirigeante italienne relative à la question de savoir quel camp soutenir et le rédacteur en chef du quotidien du parti, un certain Benito Mussolini, fit sécession pour se livrer à une virulente agitation belliciste.

La croyance en une victoire rapide se révéla totalement erronée. Dans les premiers mois de la guerre, l'armée allemande avait réussi à faire une percée à travers la Belgique pour arriver à quatre-vingts kilomètres de Paris. Quant à l'armée russe, elle avait pénétré profondément en Prusse orientale. Mais toutes deux furent contraintes de reculer. Les Allemands battirent en retraite devant les armées franco-anglaises lors de la bataille de la Marne et formèrent une ligne défensive de tranchées cinquante kilomètres en arrière. Les Russes subirent de lourdes pertes à la bataille de Tannenberg et furent poussés hors du

territoire allemand. La « guerre de mouvement » laissa la place à une « guerre de position » dans laquelle chaque camp subissait d'énormes pertes chaque fois qu'il essayait de briser les fortifications de l'adversaire. Les quatre mois d'hostilités initialement prévus se transformèrent en plus de quatre années, qui virent la guerre s'étendre géographiquement des fronts oriental et occidental jusqu'à la Turquie, la Mésopotamie, la frontière austro-italienne et le Nord de la Grèce.

Ce fut la guerre la plus sanglante qu'ait connue l'humanité, avec environ dix millions de morts : 1, 8 million en Allemagne, 1, 7 million en Russie, 1,4 million en France, 1,3 million en Autriche-Hongrie, 740 000 en Grande-Bretagne et 615 000 en Italie. La France perdit un homme en âge de combattre sur cinq, l'Allemagne un sur huit. Plus de 23 millions d'obus furent tirés pendant les cinq mois de la bataille de Verdun ; deux millions d'hommes y prirent part, la moitié d'entre eux furent tués. Malgré cette débauche de chair et de sang, les deux camps restèrent campés sur leurs positions. En 1916, la bataille de la Somme fit un million de morts en quatre mois ; au cours de la seule première journée, la Grande-Bretagne y perdit 20 000 hommes.

La guerre provoqua un bouleversement radical de la société dans son ensemble. Dès 1915 et 1916, les puissances en conflit prirent conscience qu'elles s'étaient engagées dans une guerre totale. L'issue dépendait de leur capacité à mobiliser toutes les ressources nationales sur le front, sans que soient réellement pris en considération les effets sur le niveau de vie des populations. Les industries de biens de consommation durent se recycler dans la production de munitions. Il fallut trouver des substituts pour les denrées alimentaires et les matières premières autrefois importées des pays ennemis et désormais soumises à un blocus naval. Les ouvriers furent déplacés d'une industrie à l'autre, et il fallut trouver une force de travail nouvelle pour remplacer les soldats partis au front. Les travailleurs agricoles furent enrôlés dans les armées, au prix de graves pénuries alimentaires. En Allemagne, l'hiver 1917 reçut le nom d'« hiver des navets », ce légume ayant remplacé la plupart des autres comestibles. La ration alimentaire

d'un ouvrier allemand moyen s'élevait seulement à 1 313 calories par jour, soit un tiers de moins que le niveau nécessaire pour la survie à long terme, et l'on dénombra quelque 750 000 décès dus à la malnutrition¹². Partout, les gouvernements aux abois finançaient leurs dépenses militaires en recourant à la planche à billets. Les pénuries d'aliments et de produits de base provoquèrent une escalade des prix et aggravèrent le mécontentement de la masse de la population.

Il devenait clair, aussi bien pour les généraux que pour les politiciens, que le succès de la guerre dépendait de la prise de contrôle par l'État de l'essentiel de l'économie, au mépris de l'orthodoxie économique du « libre marché ». La tendance à la nationalisation des industries monopolistiques, déjà visible dans certains pays avant la guerre, connut une brusque escalade. Dès 1917, un rapport du conseil de guerre britannique reconnaissait que le contrôle étatique s'était étendu « jusqu'à couvrir non seulement les activités nationales affectant directement l'effort de guerre, mais aussi tous les autres secteurs de l'industrie¹³ ». Vers la fin de la guerre, le gouvernement britannique achetait près de 90 % de toutes les importations, mettait sur le marché plus de 80 % des produits alimentaires consommés dans le pays, et contrôlait la plupart des prix¹⁴. En Allemagne, les généraux Hindenburg et Ludendorff exercèrent dans la dernière période de la guerre une quasi-dictature sur l'essentiel de l'économie, agissant par l'intermédiaire des patrons des grands trusts monopolistiques¹⁵.

Les généraux comme les industriels purent constater que l'annexion de territoires permettait d'accroître les ressources économiques à leur disposition. On procéda à une redéfinition générale des objectifs de la guerre, pour y inclure non seulement l'acquisition ou la défense de colonies en Asie ou en Afrique, mais aussi l'annexion de régions, en particulier les zones industrielles ou semi industrielles de l'Europe elle-même. Pour l'Allemagne, l'enjeu était d'intégrer au Reich les régions productrices de minerai de fer de la Lorraine française, d'établir un contrôle allemand en Belgique, en Europe centrale et en Roumanie, et de construire une sphère d'influence allemande en Turquie et au

Moyen-Orient au moyen du chemin de fer Berlin-Bagdad¹⁶. Pour la France, cela impliquait de reconquérir l'Alsace-Lorraine et d'établir une forme de contrôle sur la région rhénane de l'Allemagne. Pour la Russie, c'était l'annexion d'Istanbul (promise dans un traité secret par la Grande-Bretagne). De la même manière que les capitalistes individuels cherchaient à accroître leur capital dans la compétition économique, les groupes de capitalistes liés entre eux par les États nationaux cherchaient à étendre leur capital par la compétition militaire et la guerre. L'impérialisme ne se limitait plus désormais aux colonies, même si celles-ci restaient stratégiques. C'était maintenant un système total dans lequel aucun régime capitaliste ne pouvait survivre sans essayer de s'étendre aux dépens des autres, un système dont la logique était la militarisation et la guerre totales, sans considération pour les bouleversements sociaux qui en résultaient.

Pourtant, ces bouleversements eurent un réel impact sur la classe ouvrière, la petite bourgeoisie traditionnelle et la paysannerie. Dans certains pays, le niveau de vie chuta brutalement, parfois de manière catastrophique. En 1917, en Allemagne, les salaires « réels » masculins avaient baissé de plus d'un cinquième dans l'industrie de guerre, et de presque la moitié dans l'industrie civile¹⁷. Les anciennes méthodes de défense des salaires et des conditions de travail avaient disparu lorsque les dirigeants syndicaux s'étaient lancés à corps perdu dans le soutien à l'effort de guerre, allant jusqu'à s'opposer à toutes les grèves ; qui plus est, de sévères pénalités furent introduites contre ceux qui brisaient la « trêve ». En Grande-Bretagne, la loi sur la défense du royaume (*Defence of the Realm Act*) permit d'emprisonner les meneurs des grèves ; en Allemagne, les supposés agitateurs étaient envoyés au front.

Des bouleversements considérables se produisirent aussi dans les modes de vie de la classe ouvrière. La moitié des ouvriers furent arrachés à leurs anciens emplois et à leurs communautés pour être envoyés au front, et remplacés au travail par un afflux important de femmes. En Allemagne, le nombre de femmes dans les entreprises

industrielles de plus de dix employés s'éleva de moitié, pour atteindre plus de deux millions¹⁸. En Grande-Bretagne, leur nombre dans les usines de munitions monta jusqu'à 800 000¹⁹. La course à la guerre encouragée par le capitalisme faisait exploser la famille modèle que le système avait tant cherché à imposer. À long terme, cela contribuerait à diffuser les attitudes qui prévalaient, par exemple, chez les travailleuses du textile à des couches beaucoup plus larges de femmes ouvrières, leur donnant un sentiment nouveau d'égalité avec les hommes. Mais l'effet immédiat fut de doubler leur fardeau. Il leur fallait se débrouiller pour jongler avec les longues journées d'usine tout en s'occupant seules de leurs enfants. Elles se retrouvaient le plus souvent au bord de l'effondrement physique et moral.

Les difficultés, la confusion, la désorientation et l'incapacité à défendre les modes traditionnels de travail et d'existence, telles étaient les conditions de vie des localités ouvrières dans les premières années de la guerre. Le niveau de vie chuta, la journée de travail fut allongée, les conditions de travail dans les usines devinrent plus dangereuses, et le nombre de grèves baissa fortement. Mais en 1915 et 1916, le désespoir nourrit aussi la résistance. Des protestations spontanées – qui étaient essentiellement le fait des femmes – éclatèrent au sein des communautés ouvrières. La grande grève des loyers à Glasgow en 1915 ou les manifestations locales contre la pénurie alimentaire dans de nombreuses villes allemandes au cours des hivers 1916 et 1917 sont emblématiques de cette résistance. Chez les ouvriers aussi, le nombre des grèves augmenta ; elles étaient provoquées par ceux qui avaient été considérés comme essentiels à l'effort de guerre : les ouvriers métallurgistes qualifiés. Leurs réseaux de militants syndicaux – les délégués d'usine dans des villes comme Glasgow, Sheffield, Berlin, Budapest et Vienne – demeuraient intacts. Avec l'augmentation des difficultés, ces deux formes de protestations commencèrent à se connecter entre elles tout en affirmant une certaine remise en cause de la guerre. Les dirigeants des grèves étaient souvent des socialistes

pacifistes, même si de nombreux grévistes continuaient à penser qu'ils devaient soutenir « leur propre camp ».

Pendant ce temps, les millions d'hommes envoyés sur les divers fronts vivaient un quotidien auquel ils n'étaient nullement préparés. Ils découvrirent vite que la guerre n'était pas une agréable excursion à Berlin ou Paris, ou une aventure passionnante. C'était la boue, l'ennui, la mauvaise nourriture et la mort. Pour les ouvriers ou les paysans enrôlés dans l'infanterie (*the poor bloody infantry*), ce fut aussi l'occasion de constater que leur vie était très différente de celle des généraux et des officiers d'état-major, avec leur bonne chère, leurs vins fins, leurs logements confortables et les conscrits qui leur servaient de domestiques. Mais cela ne mena pas nécessairement à la rébellion. De nombreux soldats venaient en effet de milieux dépourvus de traditions de résistance aux ordres venus d'en haut. Les habitudes de déférence et d'obéissance qui leur avaient été inculquées depuis l'enfance pouvaient en faire des hommes acceptant passivement leur sort comme une tâche malpropre ou ennuyeuse parmi tant d'autres qu'ils avaient à accomplir, d'autant plus que tout acte de résistance aurait eu pour réponse l'impitoyable « justice » militaire. Le poète Wilfred Owen, alors officier au Manchester Regiment, décrivait Étaples en ces termes : « Je pense à tous ces regards étranges, à tous ces visages dans ce camp ; ces regards au-delà de l'entendement qu'on ne voit pas en Angleterre non plus que sur aucun champ de bataille, seulement à Étaples. Ce n'est pas le désespoir ni la terreur, c'est plus terrible que la terreur, c'est un regard aveugle, sans expression, comme celui d'un lapin mort²⁰ ».

Pourtant, la possibilité qu'éclate une rébellion était omniprésente. Les généraux avaient été horrifiés par ce qui s'était passé le jour de Noël 1914, lorsque des soldats britanniques et allemands étaient sortis des tranchées pour fraterniser. Le jour de Noël 1916, les officiers anglais reçurent l'ordre de tirer sans sommation sur tout soldat allemand qui aurait des velléités similaires²¹. Ces précautions ne purent empêcher l'explosion soudaine de gigantesques mutineries. La première grande éruption sur le front occidental eut lieu en France en

avril 1917. On estime à soixante-huit divisions, soit la moitié de l'armée française, le nombre de ceux qui refusèrent de retourner au front après une offensive qui avait fait 250 000 morts. Un mélange de concessions et de répression – cinq cents peines de mort furent prononcées ; quarante-neuf exécutions eurent réellement lieu – rétablit la discipline, mais seulement après que certaines unités eurent hissé le drapeau rouge et chanté *L'Internationale*. Des mutineries se produisirent dans d'autres secteurs du front ouest, mais aucune ne fut de la même ampleur que celle des Français : 50 000 soldats se rebellèrent en Italie et près de 100 000 autres refusèrent d'obéir aux ordres pendant cinq jours, sur la base britannique d'Étaples, près de Boulogne. Les généraux anglais mirent fin à la révolte en faisant des concessions puis en exécutant les meneurs, gardant le secret sur toute l'affaire²².

Ces mutineries faisaient partie d'un sentiment croissant de confusion et de mécontentement dans toute l'Europe. Celui-ci n'était aucunement limité aux ouvriers de l'industrie ; il affectait aussi les membres de la classe moyenne qui servaient comme officiers subalternes dans les armées. On en trouve le reflet dans l'œuvre des poètes de guerre britanniques et dans les écrits désabusés d'après-guerre, comme ceux d'Erich Maria Remarque, *À l'Ouest rien de nouveau*, d'Ernest Hemingway, *L'Adieu aux armes*, d'Henri Barbusse, *Le Feu*, ou *Life in the Tomb*, de Stratis Myrivillis. De tels sentiments amenèrent certains auteurs à s'identifier à la gauche révolutionnaire, comme le dramaturge allemand Ernst Toller. Mais cela favorisa aussi un certain nationalisme d'extrême droite, qui mettait l'effondrement des espoirs engendré par la guerre sur le compte de la corruption, de la trahison et de l'influence des forces « étrangères ».

Au final, la guerre avait arraché nombre de paysans – enrôlés dans les armées française, italienne, austro-hongroise ou russe – à leurs villages pour les plonger dans le bruit et la fureur de la guerre mécanisée. Dans cette époque bien antérieure à la pénétration des campagnes européennes par les moyens de communication de masse,

les conscrits ruraux furent confrontés à des expériences et à des idées qu'ils n'avaient jamais connues. Beaucoup d'entre eux furent ainsi enjointes à s'identifier pour la première fois avec la « Nation » alors qu'ils ne parlaient que leur propre dialecte au milieu d'armées multinationales. En tentant de donner un sens à ce qui leur arrivait, ils se jetèrent souvent dans des directions contradictoires ; ils se laissèrent influencés aussi bien par des prêtres traditionalistes que par des nationalistes de la classe moyenne parlant un langage proche du leur. Mais ils se tournèrent aussi vers les ouvriers qu'ils côtoyaient dans les tranchées, car les idées socialistes donnaient une cohérence à leurs vieilles rancœurs contre les riches.

Tels étaient les sentiments et les émotions d'une masse immense, hébétée et amère, d'hommes en armes, dans les tranchées et les casernes, pendant que les États européens s'entredéchiraient frénétiquement.

Février 1917

« Nous autres, membres de la vieille génération, ne vivrons peut-être pas pour assister aux batailles décisives de la révolution à venir. » Ces mots furent prononcés en janvier 1917 par un Lénine en exil, dans une réunion de jeunes travailleurs de langue allemande à Zurich, après qu'il eut proclamé que la révolution était néanmoins inévitable. « L'Europe est grosse d'une révolution, dit-il également. Les années qui viennent en Europe, précisément à cause de la guerre prédatrice, mèneront à des soulèvements populaires sous la direction du prolétariat²³. »

Le premier soulèvement se produisit six semaines plus tard, à Petrograd²⁴, la capitale de l'Empire russe. Le tsar, dont le pouvoir semblait inexpugnable au matin du 23 février²⁵, abdiqua le 2 mars. En novembre, un gouvernement révolutionnaire dirigé par Lénine gouvernait le pays.

Personne, le 23 février, ne s'attendait à une révolution. Pour les socialistes, ce jour était celui de la Journée internationale des femmes travailleuses, une tradition inaugurée en 1910 à la suite d'un appel de Clara Zetkin, la dirigeante du mouvement des femmes socialistes allemandes. Pour les groupes socialistes clandestins de Petrograd, c'était l'occasion de distribuer des tracts et de tenir discours et réunions publiques, mais personne n'appela à la grève, de peur que les conditions ne fussent pas réunies pour une mobilisation de masse²⁶. Mais la colère provoquée par la pénurie de pain parmi les ouvrières du textile, dont beaucoup avaient leur mari dans l'armée, était telle qu'elles se mirent en grève sans attendre et défilèrent dans les zones industrielles de la ville. Un travailleur de l'usine Nobel raconterait plus tard : « Nous pouvions entendre les voix des femmes : “À bas la hausse des prix !”, “Marre d'avoir faim !”, “Du pain pour les travailleurs !” [...]. Des masses d'ouvrières militantes remplissaient l'allée. Celles qui nous apercevaient commencèrent à agiter les bras, criant : “Sortez !”, “Arrêtez le travail !”. Des boules de neige volaient à travers les fenêtres. Nous décidâmes de rejoindre la révolution²⁷. »

Le jour suivant, le mouvement avait gagné la moitié des 400 000 ouvriers de la ville ; les défilés se déployaient des usines jusqu'au centre-ville, et les slogans n'étaient plus « Du pain ! », mais « À bas l'autocratie ! » et « À bas la guerre ! » Des policiers armés chargèrent les manifestants, puis le gouvernement tenta de briser le mouvement en mobilisant les milliers de soldats qui attendaient, entassés dans les casernes de la capitale, de partir au front. Mais au quatrième jour de grève et de manifestation, une vague de mutineries parcourut les casernes. Des masses d'ouvriers et de soldats se mêlèrent et se répandirent dans les rues de la ville munies de fusils et de drapeaux rouges, arrêtant les policiers et les fonctionnaires gouvernementaux. Des régiments envoyés par le train pour rétablir l'ordre se joignirent, à peine débarqués, à la révolution. Une tentative désespérée pour rendre la ville au tsar fut neutralisée par des cheminots. Des mouvements semblables balayèrent Moscou et d'autres grandes villes de Russie. Les

généraux firent alors savoir au tsar qu'ils risquaient de ne pas pouvoir maintenir l'ordre s'il n'abdiquait pas.

Qui allait remplacer le tsar ? Deux corps concurrents émergèrent pour assumer les fonctions gouvernementales ; l'un et l'autre s'étaient réunis dans une aile différente du palais de Tauride, à Petrograd. D'un côté se trouvait l'opposition officielle interne au tsarisme : les politiciens bourgeois de la vieille Douma d'État élus par un système électoral de classes qui donnait l'énorme majorité des sièges aux possédants. De l'autre, les délégués ouvriers étaient rassemblés dans un conseil de travailleurs, un soviet, calqué sur celui de 1905. La question clé était de savoir laquelle de ces deux organisations prendrait le pouvoir. En février, les représentants de la Douma réussirent à former un gouvernement provisoire avec le consentement des soviets. En octobre, les soviets allaient être à même de composer leur propre gouvernement.

Depuis le déclenchement du conflit mondial, les personnalités centrales de la Douma étaient des collaborateurs critiques du tsarisme, agissant avec lui pour organiser, avec profit, les industries de guerre, mais ils étaient mécontents de la domination d'une camarilla corrompue rassemblée autour de la tsarine et de son favori Raspoutine, assassiné depuis peu. Ce qu'ils voulaient, c'était des réformes mineures dans le cadre du système tsariste, et certainement pas son renversement. Comme le confia plus tard un de leurs dirigeants, Mikhaïl Rodzianko, « non seulement les partis modérés ne désiraient pas la révolution, mais ils en avaient tout simplement peur. Le Parti de la liberté du peuple, les "Cadets", en particulier, en tant que parti situé à la gauche du groupe modéré, et ayant par conséquent plus que les autres un point de contact avec les partis révolutionnaires du pays, était le plus inquiet de la catastrophe en marche²⁸ ».

Lors des révolutions anglaise, américaine et française, et à nouveau en 1848, de larges fractions des classes possédantes s'étaient retournées contre le soulèvement lorsqu'il avait pris une tournure radicale. Elles avaient toutefois joué un rôle au début des mouvements.

Dans la Russie de 1917, les bourgeois avaient une telle peur des ouvriers qu'ils restèrent à l'écart du déclenchement des événements. Comme l'écrivit l'historien menchevique de la révolution Nicolas Soukhanov : « Notre bourgeoisie, à la différence des autres, trahit le peuple non pas le jour d'après le renversement, mais avant même que le renversement ne se produise²⁹. »

Certains dirigeants de la Douma, comme Rodzianko et Pavel Milioukov, continuaient à négocier pour réformer la monarchie au moment même de l'abdication du tsar. Ils firent pourtant partie du gouvernement qui le remplaça, présidé par un certain prince Lvov et dominé par les grands propriétaires terriens et les industriels. Il ne comptait qu'une personnalité dont les orientations étaient révolutionnaires, un avocat qui s'était fait un nom en défendant des prisonniers politiques : Alexandre Kerenski.

Au début, les délégués ouvriers du soviet s'étaient réunis pour établir une sorte de coordination entre les activités des différentes sections de travailleurs. À partir du moment où les régiments mutinés envoyèrent leurs délégués participer à l'assemblée des ouvriers, le soviet devint le point de focalisation de tout le mouvement révolutionnaire. Son exécutif élu dut prendre en main l'essentiel de l'administration de la ville : assurer le ravitaillement des soldats mutinés ; superviser l'arrestation des anciens policiers et fonctionnaires ; prendre des mesures pour que toutes les usines envoient 10 % de leurs effectifs former une milice destinée à maintenir l'ordre révolutionnaire ; imprimer un journal pour informer le peuple de ce qui se passait dans une période où la presse avait cessé de paraître à cause de la grève, etc. Des groupes d'ouvriers et de soldats se tournaient vers le soviet pour avoir des instructions, et des soviets formés ailleurs dans le pays s'affiliaient constamment au soviet de Petrograd. Dans les faits, il devint le gouvernement de la révolution. Mais c'était un gouvernement qui refusait de prendre formellement le pouvoir, attendant des dirigeants de la Douma qu'ils en prennent l'initiative

Les délégués ouvriers du soviet étaient, à des degrés plus ou moins forts, influencés par les partis socialistes clandestins. La répression que ces derniers avaient subie pendant la guerre avait pratiquement anéanti leurs structures organisationnelles, mais l'impact de leurs idées et le prestige de leurs dirigeants, emprisonnés, exilés ou clandestins, demeuraient intacts. Malgré tout, dans les premiers jours de la révolution, ces partis décidèrent de ne pas jouer de leur influence pour s'opposer à l'acceptation par le soviet d'un gouvernement choisi par les leaders de la Douma. Les partis marxistes – les bolcheviques et les mencheviques – se querellaient continuellement quant à la tactique à adopter. En 1905, les mencheviques avaient décidé d'attendre que la bourgeoisie prenne les devants, tandis que les bolcheviques proclamaient avec insistance que les travailleurs devaient radicaliser la révolution bourgeoise. Pendant la guerre, de nombreux mencheviques avaient été partisans de la défense de la Russie contre l'Allemagne et l'Autriche, alors que les bolcheviques et les mencheviques « internationalistes » s'étaient opposés à toute espèce de soutien à la guerre. Mais ils étaient d'accord sur le caractère de la révolution à venir : ce devait être une révolution bourgeoise.

Les premiers dirigeants bolcheviques arrivés à Petrograd, Staline et Viatcheslav Molotov, soutinrent par conséquent le gouvernement provisoire bourgeois nommé par la Douma. Il découlait également de cette attitude qu'ils ne pouvaient appeler à une cessation immédiate de la guerre ; celle-ci n'était en effet plus menée pour le compte du tsarisme, mais au nom de la « défense révolutionnaire ». Le seul révolutionnaire connu à avoir envisagé différemment la révolution, insistant sur le fait qu'elle devait être une révolution prolétarienne, fut Léon Trotski. Mais, en février, il était en exil en Amérique du Nord et n'était le dirigeant d'aucun parti politique ; il appartenait au contraire à un regroupement socialiste informel situé entre les mencheviques et les bolcheviques.

Les délégués ouvriers du soviet n'étaient pas satisfaits de la composition du nouveau gouvernement. Ils se méfiaient du prince Lvov et

du groupe de propriétaires fonciers et d'industriels qui l'entouraient, mais ils ne se sentaient pas suffisamment légitimes pour dire à des dirigeants politiques expérimentés et apparemment fins connaisseurs du marxisme qu'ils avaient tort.

Les délégués des soldats furent encore plus prompts que les ouvriers à soutenir le gouvernement. La plupart d'entre eux n'avaient en effet jamais participé à une action politique. On leur avait appris à se soumettre à leurs « supérieurs » et, même si une expérience amère les avait amenés à se retourner contre le tsar et ses généraux, ils continuaient à s'en remettre à ceux qui, au-dessus d'eux, leur semblaient être dans le même camp, c'est-à-dire les nombreux officiers subalternes des régiments et le gouvernement provisoire, qui avait appris à user de la rhétorique révolutionnaire quelques jours seulement après eux.

L'échec du gouvernement provisoire

Le gouvernement provisoire ne devait durer, sous une forme ou sous une autre, que huit mois avant d'être renversé par une seconde révolution. Après coup, son échec fut attribué par ses partisans à une machination de Lénine. Ils prétendirent que la Russie serait allée dans le sens de la démocratie parlementaire, s'industrialisant sans douleur, si seulement on lui en avait laissé la chance. Cette version des événements a gagné en popularité dans la décennie qui a suivi l'effondrement de l'Union soviétique plus de soixante-dix ans plus tard. Mais elle ne rend pas compte de ce qui s'est réellement passé en 1917.

Lors de la chute du tsar, les forces bourgeoises qui soutenaient le gouvernement provisoire poussaient dans une direction, alors que les masses qui avaient fait la révolution poussaient dans le sens opposé. L'écart entre les deux se creusa de semaine en semaine.

Les capitalistes russes étaient déterminés à poursuivre la politique qui avait amené les ouvriers de Petrograd à se soulever et les soldats à les soutenir. Le tsarisme avait précipité la Russie, arriérée, semi médiévale, dans une guerre contre l'Allemagne, la deuxième puissance capitaliste du monde. Cela provoqua une crise économique majeure, des pertes humaines considérables sur le front, une rupture des approvisionnements alimentaires dans les villes et un appauvrissement de la force de travail urbaine. Pourtant, le nouveau gouvernement se montra tout aussi déterminé que l'ancien à poursuivre la guerre, les capitalistes russes étant tout aussi désireux que les généraux du tsar d'étendre l'empire au-delà de la mer Noire, jusqu'à Istanbul et la Méditerranée. Ils dirigeaient leurs grandes industries monopolistiques en collaboration avec l'État, car les marchés nationaux étaient restreints par le retard d'une agriculture arriérée et la pauvreté des paysans. Quelle meilleure manière d'étendre ces marchés que de faire reculer les frontières de l'État ? Ils ne pouvaient concevoir d'autre logique que celle de la guerre impérialiste, quel que fût le degré de perturbation qu'elle causait. Le gouvernement provisoire continua dans la même voie, y compris lorsqu'il fut restructuré pour que des postes ministériels soient confiés à des membres des partis socialistes « modérés », avec Kerenski comme Premier ministre. « De nombreux membres de gauche du gouvernement provisoire étaient même secrètement d'accord avec [...] [les] objectifs » du nouvel empire, qui devait inclure les Dardanelles et des États « satellites » en Europe de l'Est.

La continuation de la politique militaire trouvait son équivalent dans l'attitude envers les peuples non russophones de l'empire, soit plus de la moitié de la population totale. L'histoire récente de la Pologne, de la Finlande, de certaines parties du Caucase et, à un moindre degré, de l'Ukraine était émaillée de mouvements de révolte. Les tsars avaient eu recours à la répression et à la russification forcée pour essayer de neutraliser tout mouvement d'autodétermination. Le nouveau

gouvernement, inquiet à l'idée de perdre des marchés et son accès aux matières premières, poursuit dans cette voie.

Le tsarisme avait donné aux grands propriétaires la moitié des terres du pays, et il avait eu recours à la force de l'État contre toute tentative de diviser les grands domaines. Les capitalistes qui participaient au nouveau gouvernement se montrèrent tout aussi déterminés. Les ministres pouvaient prononcer des discours sur les réformes à venir, mais ils insistaient sur le fait que, dans l'immédiat, les paysans devaient patienter.

Leur politique allait inévitablement engendrer la montée du mécontentement, avec ou sans l'aide des bolcheviques. Personne n'avait donné l'ordre de l'insurrection de février ; de même que personne n'avait ordonné aux paysans d'attaquer les demeures des grands propriétaires et de se partager les terres pendant l'été. Personne n'avait non plus suggéré aux Finlandais, aux Ukrainiens, ou aux peuples du Caucase et de la Baltique d'exiger leurs États nationaux. Et personne ne poussait les millions de paysans en uniforme à désertier le front. Le peuple, qui avait vu tomber une monarchie vieille d'un demi-millénaire, n'avaient besoin d'aucun ordre pour tenter de satisfaire d'autres revendications, en particulier lorsqu'il possédait des fusils dont il avait appris à se servir.

Le gouvernement provisoire jeta d'ailleurs lui-même de l'huile sur le feu. Sa véritable ambition fut dévoilée en juin, lorsqu'il essaya de lancer une offensive militaire en Silésie autrichienne. La colère enflamma les rangs de l'armée, en particulier lorsque Kerenski tenta de restaurer l'ancienne discipline tsariste, y compris la peine capitale. L'offensive contribua également à aggraver le chaos économique. Les prix, qui avaient presque quadruplé entre 1914 et 1917, doublèrent à nouveau en octobre. L'approvisionnement des grandes villes fut ralenti et la faim s'installa. Comme le fit remarquer l'historien conservateur Norman Stone : « La Russie ne se donna pas aux bolcheviques parce que les masses leur étaient acquises depuis le début de la révolution, ou à cause d'une machination du soviétique ou des dirigeants

bolcheviques. Elle se donna aux bolcheviques parce que l'ordre ancien s'était effondré à peu près de la manière dont Lénine (et lui seul) l'avait prédit. Dès l'automne, les villes furent frappées par la famine et les épidémies ; l'inflation galopante rendit vaines les augmentations de salaires, de même que toute l'économie du pays ; la production de matériel de guerre elle-même chuta, de telle sorte que l'armée se retrouva dans l'incapacité de se battre, quand bien même elle l'aurait voulu. Les mines, les chemins de fer, les usines s'immobilisèrent [...]. Le chaos économique poussa la Russie vers le bolchevisme. S'il y avait eu une alternative, le bolchevisme aurait pu être évité ; mais l'effondrement du capitalisme ne pouvait manquer de sauter aux yeux de tous³¹. »

Les partis et la révolution

La révolution d'Octobre ne fut pourtant pas le résultat du développement mécanique de forces non humaines. Elle se produisit parce que la masse du peuple – ouvriers, paysans et soldats – réagit d'une certaine manière en réponse à ces forces. C'est là que Lénine et les bolcheviques jouèrent un rôle décisif. Sans eux, des grèves, des protestations, des occupations d'usines, des incursions paysannes dans les grands domaines fonciers, des mutineries et des révoltes parmi les nationalités non russes auraient certes eu lieu, mais toutes n'auraient pas spontanément fusionné dans un mouvement unique essayant consciemment de transformer la société.

Elles auraient même pu facilement se retourner les unes contre les autres, les ouvriers au chômage, les soldats désespérés et les paysans confus s'abandonner à des vagues d'antisémitisme et d'agitation nationaliste organisées par les nostalgiques de l'ancien régime. De telles circonstances auraient certainement été favorables à des personnalités comme le général Lavr Kornilov, qui se lança en août dans une marche sur Petrograd pour essayer d'imposer une dictature militaire.

La démocratie capitaliste n'avait aucune chance de survivre dans la Russie de 1917, mais cela n'aurait pas empêché une population affamée et désespérée de laisser une dictature d'extrême droite prospérer sur les cendres de son désespoir. Comme le fera remarquer Trotski, le fascisme, né en Italie en 1922, aurait pu facilement voir le jour sous un autre nom en 1917 ou 1918.

Ce qui fit la différence, c'est qu'un parti socialiste révolutionnaire avait gagné, dans les quinze années qui précédèrent la révolution, le soutien d'une minorité significative de travailleurs russes. D'immenses usines s'étaient développées à Petrograd et dans quelques grandes villes, malgré l'arriération du pays dans son ensemble. En 1914, la moitié des 250 000 ouvriers de Petrograd étaient employés par des entreprises de plus de 500 salariés, une proportion supérieure à celle des régimes capitalistes avancés de l'Ouest³². Ils fournissaient depuis les années 1890 un terreau fertile à la propagande et à l'agitation socialistes.

Lénine différait de la plupart des autres dirigeants socialistes de sa génération (il avait quarante-sept ans au moment de la révolution), parce qu'il insistait sur le fait que le but de l'agitation n'était pas de gagner le soutien passif d'intellectuels de gauche ou d'organisations de type syndicaliste, mais de construire un réseau de militants fermement engagés dans le projet d'une insurrection contre le tsarisme. Cela l'amena à rompre avec d'anciens camarades comme Julius Martov, Fedor Dan et Pavel Axelrod, malgré leur accord apparent sur le caractère bourgeois de la révolution attendue. Le Parti bolchevique était considéré comme le plus « dur » des deux partis marxistes : il insistait en effet davantage sur la nécessité de distinguer le parti révolutionnaire de l'intelligentsia petite-bourgeoise ou des permanents syndicaux, et ressassait sans relâche les questions théoriques pour parvenir à clarifier ses objectifs. Dès l'été 1914, le Parti bolchevique était le parti dominant parmi les ouvriers de Petrograd ; il éditait un journal légal, la *Pravda*, et remportait la grande majorité des suffrages ouvriers dans les élections de la Douma³³. La guerre clarifia encore les

différences entre les partis. Les bolcheviques y étant fermement opposés (même si peu d'entre eux allèrent jusqu'à soutenir le « défaitisme révolutionnaire » de Lénine), leurs députés à la Douma furent jetés en prison. De leur côté, les mencheviques soutenaient majoritairement la guerre, même si une minorité d'entre eux, associés à Martov – les « mencheviques internationalistes » –, y étaient opposés (ce qui ne les empêcha pas de conserver des liens avec la majorité du parti)³⁴.

Dans les premiers mois de 1917, ce fut cependant un troisième parti qui réussit à avoir plus d'influence sur les ouvriers et les soldats de Petrograd que les bolcheviques ou les mencheviques : le Parti socialiste-révolutionnaire. Ce n'était pas un parti marxiste. Il était issu de la tradition « populiste » russe qui mettait l'accent, d'une part, sur les revendications de la paysannerie et, d'autre part, sur le rôle d'une minorité armée héroïque dans la stimulation du ferment révolutionnaire au moyen d'actions exemplaires (notamment par l'assassinat des chefs de la police les plus détestés). Ses principaux dirigeants venaient le plus souvent de la classe moyenne et, en 1917, ils soutinrent la guerre et le gouvernement provisoire, ne parvenant même pas à élaborer leur propre programme de réforme agraire. À l'automne, un certain nombre de dirigeants moins connus, les socialistes-révolutionnaires de gauche, firent scission sous l'impact de la montée de la colère contre le gouvernement.

En février 1917, ce parti disposait de bien plus de forces que les bolcheviques au soviet de Petrograd. Ces derniers avaient en effet souffert de façon disproportionnée de la répression tsariste, et de nombreux travailleurs et soldats ne voyaient pas l'intérêt de reproduire les anciennes distinctions de partis dans la nouvelle situation. Mais beaucoup d'ouvriers bolcheviques jouèrent un rôle dans l'insurrection de février, et le parti possédait un noyau solide de militants dans les usines et les quartiers ouvriers : 100 membres dans l'usine géante Poutilov, 500 dans le district industriel de Vyborg et, début mars, 2 000 dans la ville tout entière. Ses effectifs s'accrurent

rapidement avec la révolution, au point qu'il comptait 16 000 membres dans la ville à la fin du mois d'avril³⁵. Avec un membre du parti pour trente ouvriers, l'agitation et la propagande bolcheviques atteignaient presque toutes les sections des principales usines de la capitale. Fin mai, le parti remporta 20 % des suffrages aux élections du gouvernement local de Petrograd (contre 3,4 % aux mencheviques et environ 50 % aux socialistes-révolutionnaires)³⁶³.

En février et en mars, ses membres avaient été plongés dans la confusion lorsque le parti avait apporté son soutien au gouvernement provisoire. La situation ne se clarifia qu'en avril, lorsque Lénine rentra d'exil. Ce dernier avait compris que les capitalistes russes ne pouvaient résoudre aucun des problèmes du pays, et que leur politique était vouée à aggraver la condition des ouvriers comme celle des paysans et des soldats. Il réagit en développant une argumentation très proche de celle de Trotski, qui avait été jusque-là rejetée par les bolcheviques « orthodoxes ». Il fit remarquer que la classe ouvrière avait joué un rôle décisif dans le renversement du tsarisme et que, dans les soviets, elle avait su créer une démocratie bien plus efficace que celle qui prévalait sous la domination bourgeoise. La classe ouvrière avait la possibilité de prendre position rapidement pour imposer une politique allant dans le sens de ses intérêts et de ceux des paysans pauvres. Mais la condition préalable était que les soviets prennent le pouvoir, qu'ils remplacent l'armée impériale et la police par une milice ouvrière, qu'ils nationalisent les banques et qu'ils donnent la terre aux paysans.

Le fonctionnement du Parti bolchevique n'était pas dictatorial et, au début, les arguments de Lénine furent attaqués avec véhémence par nombre de bolcheviques de la capitale. Mais ils trouvèrent un écho très favorable parmi les militants des quartiers industriels, comme à Vyborg. Ils articulaient en effet clairement ce que ces derniers ressentaient de façon confuse. Ils étaient, pour la fraction la plus radicale des travailleurs russes, ce que *Le Sens commun* de Tom Paine avait été pour le peuple des colonies américaines en 1776, ou ce que *L'Ami du peuple* de Marat avait représenté pour les sans-culottes parisiens en

1793-1794 : ils proposaient une vision du monde porteuse de sens dans une situation qui semblait contredire toutes les anciennes certitudes. Ils aidèrent une multitude d'êtres humains à passer de l'état de victimes rendues furieuses par les circonstances à celui de sujets actifs de l'histoire.

S'il ne fallut à Lénine que deux ou trois semaines pour rallier à lui la majeure partie des troupes du parti, cela lui prit bien plus de temps pour convaincre la masse des ouvriers, sans parler des soldats et des paysans. Pour commencer, dit-il aux membres du parti, il leur fallait « expliquer patiemment » pourquoi il était nécessaire de renverser le gouvernement provisoire et de mettre fin à la guerre. Les bolcheviques ne pouvaient atteindre ces objectifs tant qu'ils n'avaient pas convaincu la majorité des travailleurs. Le comportement du gouvernement provisoire et les luttes spontanées des ouvriers, paysans et soldats n'allaient pas manquer de montrer que ces « explications » étaient fondées. À Petrograd, les suffrages des bolcheviques aux élections municipales et législatives passèrent de 20 % en mai à 33 % en août et à 45 % en novembre. À Moscou, ils passèrent de 11,5 % en juin à 51 % à la fin septembre. Au premier congrès panrusse des soviets tenu début juin, les bolcheviques avaient 13 % des délégués. Au second congrès, le 25 octobre, ils en avaient 53 %, et les socialistes-révolutionnaires de gauche, avec lesquels les bolcheviques s'étaient alliés, en avaient 21 %³⁷.

L'enjeu ne se limitait pas à persuader les électeurs de mettre une liste de noms plutôt qu'une autre sur un bulletin de vote. Les bolcheviques étaient engagés dans toutes les luttes des travailleurs : pour l'indexation des salaires sur l'inflation, contre la détérioration des conditions de travail, ou pour empêcher les patrons de fermer les usines et de provoquer le chaos économique³⁸. Ils encourageaient les soldats à contester l'autorité de leurs officiers et les paysans à se partager les terres. Les bolcheviques s'employaient à démontrer aux exploités et aux opprimés qu'ils avaient eux-mêmes le pouvoir et la capacité de diriger la société dans leur intérêt au moyen des soviets.

Toute grande révolution passe par des hauts et des bas, ainsi que par des détours dans lesquels le peuple risque de perdre de vue le processus d'ensemble. La Russie de 1917 ne fit pas exception. Le comportement du gouvernement provisoire et des généraux provoqua, en juillet, une explosion de rage chez les ouvriers de Petrograd et dans la garnison, et des initiatives spontanées naquirent en vue de renverser le gouvernement provisoire. Mais les dirigeants bolcheviques (y compris Trotski, qui venait de rejoindre le parti) furent suffisamment clairvoyants pour comprendre qu'une prise du pouvoir à Petrograd ne trouverait, à ce stade, que peu de soutien dans le pays, et que les forces de la réaction pourraient l'utiliser comme prétexte pour isoler puis détruire le mouvement révolutionnaire dans la ville. Il leur fallait, d'une manière ou d'une autre, freiner le mouvement tout en manifestant avec lui une entière solidarité.

Le résultat ne fut pas immédiatement positif. La temporisation entraîna même une certaine démoralisation parmi les ouvriers et les soldats révolutionnaires, en même temps que la solidarité qu'ils affichaient avec lui poussait le gouvernement provisoire à arrêter certains dirigeants ; d'autres, comme Lénine, furent contraints de se cacher. En cherchant à bâillonner le mouvement, le gouvernement provisoire ouvrit la porte à des forces qui voulaient détruire tout symbole de la révolution, y compris le gouvernement provisoire lui-même, et c'est ainsi que le général Kornilov tenta une marche sur la ville. Pour les bolcheviques, l'étape finale vers la conquête du pouvoir consista paradoxalement à organiser la défense révolutionnaire de la ville contre une tentative de coup d'État aux côtés des partisans du gouvernement provisoire, mais de telle manière que ce dernier perdit toute légitimité.

Même à ce moment-là, l'instauration du pouvoir des soviets le 25 octobre n'était pas acquise. Il était clair qu'une majorité du Congrès panrusse des soviets convoqué ce jour-là soutiendrait la prise du pouvoir. Mais des personnalités bolcheviques de premier plan comme Grigori Zinoviev et Lev Kamenev s'y opposèrent, argumentant au contraire en faveur de négociations avec les dirigeants mencheviques et

socialistes-révolutionnaires. À l'inverse, Lénine et Trotski étaient convaincus que tout atterroissement pourrait être fatal. La masse du peuple avait acquis de la confiance en sa capacité à changer les choses ; elle avait surmonté les habitudes millénaires de déférence et d'obéissance inculquées par le pouvoir de classe. Pour le parti, attendre davantage aurait signifié qu'il ne partageait pas cette confiance, contribuant ainsi à la détruire. La crise économique s'aggravait de jour en jour, menaçant de transformer l'espoir en démoralisation et désespoir. Si on laissait cela se produire, les paysans, les soldats et même certains ouvriers pourraient être attirés par la bannière de quelque aventurier militaire.

Octobre 1917

La révolution d'Octobre fut très différente de celle qui avait éclaté en février dans la même ville de Petrograd, en particulier sur un point : elle se révéla bien plus pacifique. Le chaos fut moins intense et les coups de feu moins nombreux. Ainsi, certains historiens conservateurs l'ont assimilée à un « coup d'État », une action minoritaire menée par les dirigeants bolcheviques sans tenir compte des masses. En fait, elle se déroula de manière pacifique et ordonnée précisément parce qu'elle n'était pas un coup d'État. Ce n'était pas une action entreprise d'en haut par quelques personnalités, mais bien par le peuple regroupé dans des organisations qui exprimaient ses aspirations profondes. Le Comité militaire révolutionnaire du soviet de Petrograd, dirigé par les bolcheviques, pouvait prendre des décisions auxquelles obéissaient de très nombreux ouvriers et soldats, parce que c'était un soviet qu'ils avaient élu et dont ils pouvaient remplacer les membres. Cela lui donnait une autorité dont le gouvernement provisoire était dépourvu, de telle sorte que la quasi-totalité des troupes de la capitale suivirent ses ordres, ne laissant à Kerenski et à ses ministres d'autre choix que de s'enfuir. « Le gouvernement provisoire n'existe plus,

annonça Trotski au soviet le 25 octobre. On nous disait que l'insurrection provoquerait une répression générale et noierait la révolution dans des torrents de sang. Tout s'est passé sans effusion de sang, nous ne connaissons pas une seule victime. C'est un exemple unique dans l'histoire des mouvements révolutionnaires³⁹. »

Peu après, Lénine sortait de trois mois de clandestinité pour déclarer : « Une nouvelle période commence dans l'histoire de la Russie [...]. Notre tâche la plus urgente est de mettre immédiatement fin à la guerre liée au capitalisme. Pour ce faire, il faut vaincre le capital lui-même. Nous serons aidés par le mouvement ouvrier mondial, qui se développe déjà en Allemagne, en Italie, en Angleterre... Chez nous, l'énorme majorité de la paysannerie s'est jointe aux ouvriers. Nous allons gagner la confiance des paysans par un décret qui supprimera la force de l'organisation de masse, qui, victorieuse, conduira le prolétariat à la révolution mondiale. Nous devons nous consacrer à présent à l'édification de l'État prolétarien socialiste. Vive la révolution socialiste mondiale ! ⁴⁰ »

Ce qui venait de se passer était capital. En 1792-1793, les masses laborieuses de Paris avaient poussé la section la plus radicale de la classe moyenne au pouvoir, avant de voir ce pouvoir se retourner contre eux, puis ses représentants se faire expulser par des conservateurs soucieux de leurs seuls intérêts. En 1848, leurs descendants avaient imposé deux de leurs représentants au gouvernement en février, et s'étaient ensuite fait massacrer sur les barricades en juin. En 1871, ils étaient allés plus loin et avaient brièvement pris le pouvoir, mais seulement dans la capitale et juste pour deux mois. En 1917, enfin, un congrès d'ouvriers, de soldats et de paysans avait pris le pouvoir d'État dans un pays de 160 millions d'habitants s'étendant du Pacifique à la Baltique. Le socialisme mondial semblait enfin à l'ordre du jour.

La révolution assiégée

Les dirigeants révolutionnaires n'étaient que trop conscients qu'ils feraient face à d'immenses problèmes aussi longtemps que la révolution resterait confinée aux terres de l'ancien empire des tsars. Celle-ci avait réussi parce que la classe ouvrière de Petrograd et de quelques autres grandes villes se concentrait dans des usines qui étaient parmi les plus grandes du monde, au cœur même de l'administration et des voies de communication du pays. Elle n'en représentait pas moins une petite minorité de la population. Les paysans avaient soutenu massivement la révolution non pas parce qu'ils étaient socialistes, mais parce qu'elle leur procurait les mêmes avantages qu'une révolution bourgeoise classique : le partage des terres. La crise économique engendrée par la guerre commençait à handicaper l'industrie et à répandre la famine dans les villes. La ration de pain était réduite à 300 grammes et la consommation énergétique quotidienne moyenne était d'à peine 1500 calories⁴¹. Réorganiser la production industrielle pour fabriquer les marchandises susceptibles de convaincre les paysans de fournir de la nourriture aux villes était la tâche herculéenne à laquelle étaient confrontés les comités ouvriers qui supervisaient les directeurs d'usines. Cela pouvait difficilement être accompli sans que la révolution russe ne reçoive l'assistance d'autres révolutions dans des pays industriels plus avancés.

C'était la conviction que la guerre donnerait naissance à de telles révolutions qui avait poussé Lénine à abandonner l'idée selon laquelle la révolution en Russie ne pourrait être qu'une révolution bourgeoise. En 1906, il avait dénoncé « l'idée absurde et semi anarchiste de [...] la conquête du pouvoir pour une révolution socialiste. Le degré du développement économique de la Russie et l'organisation de la large masse du prolétariat rendent l'émancipation immédiate et complète de la classe ouvrière impossible [...]. Quiconque tentera d'atteindre le socialisme par tout autre chemin que celui de la démocratie politique aboutira inévitablement à des conclusions absurdes et réactionnaires⁴² ».

Il avait changé d'avis parce que la guerre, qui avait entraîné la révolte de la Russie, avait les mêmes effets partout ailleurs en Europe. Mais, comme Lénine le proclamait avec insistance en janvier 1918, « sans la révolution en Allemagne, nous sommes perdus⁴³ ». La croyance en une révolution internationale n'était pas un pur fantasme. La guerre avait déjà provoqué des éruptions de révolte semblables à celle de la Russie, même si c'était à une échelle bien plus modeste : une insurrection républicaine à Dublin à Pâques 1916, les mutineries de 1917 dans les armées française et britannique et dans la marine allemande, la grève des 200 000 ouvriers métallurgistes allemands contre une réduction de la ration de pain, cinq jours de combat entre les ouvriers et les soldats à Turin en août 1917⁴⁴ et des grèves illégales de mécaniciens et de mineurs en Grande-Bretagne.

L'opposition à la guerre s'était désormais répandue sur tout le continent. En Allemagne, le SPD, pro-guerre, avait exclu une grande partie de son propre groupe parlementaire pour avoir exprimé des sentiments pacifistes, les amenant à former leur propre organisation, les sociaux-démocrates indépendants. En Grande-Bretagne, le futur dirigeant travailliste Ramsay MacDonald présidait à Leeds une convention de délégués ouvriers partisans de la paix.

Mais les révolutions ne se produisent pas de manière synchronisée. Les pressions générales d'un système en crise provoquent certes des éruptions de colère semblables dans des endroits différents. Mais les formes exactes et le rythme qu'elles prennent dépendent des circonstances et des traditions locales. L'économie paysanne arriérée de la Russie et sa structure étatique archaïque entraînèrent l'éclatement de cet empire géant en 1917, avant les États d'Europe occidentale et centrale, qui avaient déjà été, au moins partiellement, modernisés et industrialisés après la série de révolutions allant de 1649 à 1848. Ils possédaient tous, à des degrés divers, quelque chose qui n'existait pas en Russie : des partis socialistes parlementaires établis et des bureaucraties syndicales installées dans les structures de la société existante et jouissant d'une crédibilité dans de larges couches de travailleurs.

En janvier 1918, une vague de grèves balaya l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne, mobilisant, à Vienne et à Berlin, un demi million d'ouvriers métallurgistes. Les grévistes, qui puisaient leur inspiration dans la révolution russe, subirent de violentes attaques policières. Malgré cela, les ouvriers berlinois continuèrent à nourrir suffisamment d'illusions sur les dirigeants bellicistes du SPD, Friedrich Ebert et Philipp Scheidemann, pour leur donner des sièges dans le comité de grève. Ces derniers utilisèrent alors leur influence pour saper la grève et s'assurer de son échec, en déclenchant une véritable chasse aux sorcières.

De sa prison de Breslau, Rosa Luxemburg avait anticipé les dangers auxquels la Russie se trouvait confrontée dans une lettre adressée à la femme de Karl Kautsky, Luise, datée du 24 novembre : « Es-tu heureuse pour les Russes ? Bien sûr, ils n'arriveront pas à se maintenir dans ce sabbat de sorcières, non pas parce que les statistiques montrent que le développement économique de la Russie est trop attardé, comme l'a démontré ton judicieux mari, mais parce que la social-démocratie de l'Occident hautement développé est constituée de misérables et de lamentables lâches qui assisteront tranquillement au spectacle pendant que les Russes seront saignés à mort⁴⁵. »

Le comportement du SPD en janvier confirma ses craintes. Le haut commandement allemand avait donné au gouvernement révolutionnaire un ultimatum lors des négociations de Brest-Litovsk, la ville frontalière polonaise. S'il ne permettait pas à l'Allemagne de s'emparer de vastes zones de l'Ukraine russe, l'armée allemande avancerait en Russie. Le gouvernement révolutionnaire, passant outre les généraux, en appela aux ouvriers et soldats allemands, et fit distribuer des centaines de milliers de tracts sur la ligne de front. Mais la défaite du mouvement de grève élimina toute chance d'une contagion révolutionnaire immédiate dans l'armée allemande, et ses soldats continuèrent à avancer sur des centaines de kilomètres. Une âpre discussion éclata au sein du Parti bolchevique et des soviets sur la tactique à adopter. Boukharine et les socialistes-révolutionnaires de gauche penchaient en faveur d'une guerre révolutionnaire contre l'Allemagne. Lénine se

montrait favorable à l'acceptation de l'ultimatum, les bolcheviques n'ayant selon lui pas les forces suffisantes pour mener une guerre révolutionnaire. Quant à Trotski, il était contre la guerre révolutionnaire et contre l'acceptation de l'ultimatum, dans l'espoir que les événements d'Allemagne résoudraient le dilemme. Finalement, Lénine réussit à persuader la plupart des bolcheviques que sa position était la seule option réaliste. Les socialistes-révolutionnaires de gauche démissionnèrent alors du gouvernement, laissant les bolcheviques seuls aux commandes.

Les conditions punitives imposées par l'Allemagne aggravèrent les dommages déjà infligés à l'économie russe par la guerre. L'Ukraine concentrait l'essentiel du charbon de Russie et une grande partie de ses céréales. La production industrielle s'effondra faute de combustible, et les pénuries alimentaires dans les villes furent pires que jamais. À Petrograd, le 27 janvier 1918, la ration de pain quotidienne fut réduite à 150 grammes ; elle tomba à 50 grammes le 28 février. L'impact sur la classe ouvrière de Petrograd, qui avait fait la révolution, fut dévastateur. En avril, la main-d'œuvre dans les usines était passée à 40 % de son niveau de janvier 1917. Ce furent les grandes industries métallurgiques, qui avaient été au cœur du mouvement depuis 1905, qui souffrirent le plus. Dans les six premiers mois de 1918, plus d'un million de personnes quittèrent les villes dans l'espoir de trouver de quoi manger ailleurs : « En quelques mois, le prolétariat de Petrograd la Rouge, renommé dans toute la Russie pour son rôle décisif dans la révolution, avait été décimé⁴⁶. »

Les ouvriers, qui avaient conduit le reste de la Russie dans la révolution du fait de leur rôle stratégique dans le processus de production, ne remplissaient plus cette fonction. Les institutions qu'ils avaient créées – les soviets – existaient toujours, mais elles avaient perdu leurs liens organiques avec les lieux de travail.

L'engouement révolutionnaire persistait cependant, suscitant un afflux de travailleurs, de soldats et de paysans pleins d'entrain dans le Parti bolchevique, où les idéaux socialistes de la classe ouvrière

encourageaient les actions héroïques. Cette dynamique permit à Trotsky de constituer une nouvelle armée, l'Armée rouge, forte de près de deux millions d'hommes, construite autour du noyau dur militant fourni par les milices ouvrières de 1917. Mais les soviets, le Parti et l'Armée rouge ne faisaient plus corps avec une classe ouvrière vivante et travailleuse. Ils étaient plus proches d'une version renouvelée du jacobinisme. Toutefois, tandis que le modèle des années 1790 était motivé par les idéaux de l'aile radicale de la bourgeoisie, la nouvelle mouture se révélait porteuse des idéaux socialistes de la classe ouvrière et de la révolution mondiale.

Combattre pour ces idéaux devint de plus en plus difficile au cours de l'année 1918. La prise de l'Ukraine par les Allemands fut suivie en juin et juillet d'attaques orchestrées par les gouvernements français et britannique. Environ 30 000 soldats tchécoslovaques (des prisonniers de l'armée austro-hongroise qui avaient été formés par les nationalistes tchèques pour combattre dans le camp anglo-franco-russe) prirent le contrôle de certaines villes le long du chemin de fer transsibérien, coupant la Russie en deux. Sous leur protection, des socialistes-révolutionnaires de droite et des mencheviques formèrent à Saratov un gouvernement qui fit abattre dans la rue toute personne soupçonnée d'être bolchevique⁴⁷. Les forces japonaises prirent le contrôle de Vladivostok sur la côte pacifique. Des troupes britanniques débarquèrent à Mourmansk, dans le Nord, et prirent le contrôle de Bakou, au Sud. Durant ces mêmes mois, les socialistes-révolutionnaires de gauche, cherchant à détruire la paix de Brest-Litovsk et à prendre le pouvoir par la force, assassinèrent l'ambassadeur d'Allemagne à Petrograd, pendant que les socialistes-révolutionnaires de droite tuaient l'orateur bolchevique V. Volodarsky et blessaient grièvement Lénine.

L'encercllement extérieur d'un côté, les tentatives intérieures de terrorisme et de contre-révolution de l'autre engendrèrent une mutation de la forme du régime révolutionnaire. Victor Serge, un anarchiste devenu bolchevique, a décrit ce changement dans son livre *L'An I de la*

révolution russe, rédigé en 1928. Jusqu'en juin, écrit-il, « la République [...] dispose de [...] tout un système de démocratie interne. La dictature du prolétariat n'est ni celle d'un parti, ni celle d'un comité central, ni celle de quelques personnes. Son mécanisme est complexe. Chaque soviet, chaque comité révolutionnaire, chaque comité du Parti bolchevique ou du Parti socialiste-révolutionnaire de gauche en détient une parcelle et l'exerce à sa façon [...]. Tous les décrets sont discutés au cours de séances [du Comité exécutif panrusse des soviets] qui ont souvent grande allure. Les ennemis du régime y jouissent d'une liberté de parole supérieure à ce qu'autorise le parlementarisme⁴⁸ ».

Mais tout cela commençait à changer : « L'intervention des Alliés, concordant avec le soulèvement des koulaks [paysans riches] et la fin du bloc soviétique [avec les socialistes-révolutionnaires de gauche], suspend sur la République une menace de mort très précise. La dictature du prolétariat doit promptement se dépouiller de ses apparences démocratiques. La famine et l'anarchie locale imposent une concentration des pouvoirs rigide entre les mains du commissariat compétent [...]. Les complots imposent la création d'un puissant appareil de défense intérieure. Les attentats, les vendées, le péril mortel imposent la terreur. La mise hors-la-loi des socialistes contre-révolutionnaires et la rupture avec les anarchistes et les socialistes-révolutionnaires de gauche ont pour conséquence le monopole politique du Parti communiste [...], les institutions soviétiques, à commencer par les soviets pour finir par le *Vtsik* [le Comité exécutif panrusse] et par le conseil des commissaires du peuple [...], fonctionnent à vide⁴⁹. »

C'est à ce moment-là que le gouvernement révolutionnaire eut recours, pour la première fois, à l'usage systématique de la terreur. Les contre-révolutionnaires « blancs » avaient montré qu'ils étaient prêts à fusiller sommairement toute personne soupçonnée d'être révolutionnaire. Ils l'avaient fait en octobre, lorsqu'ils luttaient pour se maintenir à Moscou, et les Blancs de Finlande avaient tué 23 000 Rouges après avoir brisé un soulèvement social-démocrate en janvier⁵⁰. Désormais,

les révolutionnaires sentaient qu'ils devaient leur rendre la monnaie de leur pièce. L'exécution de suspects contre-révolutionnaires, la prise d'otages bourgeois, l'adoption de méthodes destinées à semer la peur chez tous les opposants à la révolution étaient maintenant acceptées comme faisant partie de l'activité révolutionnaire. Pourtant, malgré l'impression laissée par des ouvrages tels que *L'Archipel du goulag*, d'Alexandre Soljénitsyne, cette terreur était d'une nature très différente de celle déployée par Staline à partir de 1929. C'était une réaction à des actes contre-révolutionnaires réels, et non imaginaires, et elle prit fin en 1921 lorsque la guerre civile fut terminée.

Contre toute attente, le régime révolutionnaire tint bon parce qu'il fut capable, malgré des conditions épouvantables, d'obtenir le soutien des classes les plus pauvres à travers tout l'ancien empire des tsars. Lui seul offrait un espoir aux ouvriers, garantissait la possession des terres aux paysans pauvres, résistait aux bandes antisémites sévissant dans les armées blanches, et proposait leur autodétermination aux peuples non russes.

Mais, pendant tout ce temps, ceux qui dirigeaient le régime révolutionnaire – et les centaines de milliers de volontaires qui risquaient leurs vies pour transmettre son message – avaient les yeux rivés sur l'Ouest, sur les pays industrialisés d'Europe, dans l'espoir d'un secours dont ils avaient désespérément besoin.

Chapitre 41

L'Europe dans la tourmente

À l'Ouest, la flambée révolutionnaire ne fut, à l'échelle de l'histoire, guère longue à venir : elle commença tout juste douze mois après l'Octobre russe. Mais ce furent de longs mois pour une Russie affamée et déchirée par la guerre.

Le Novembre allemand

Les conditions de l'extorsion imposée à Brest-Litovsk par l'Empire allemand accordèrent un répit à ses dirigeants, mais il fut de courte durée. En mars 1918, une grande et sanglante offensive amena son armée à pénétrer plus profondément en territoire français qu'elle ne l'avait fait depuis 1914, avant de s'immobiliser à nouveau. Une seconde tentative, en août, n'eut pas plus de succès, et ce fut au tour de l'armée allemande de battre en retraite. Ses réserves humaines s'épuisaient, alors que l'entrée en guerre des États-Unis, l'année précédente, avait fourni à la coalition franco-britannique des troupes fraîches et l'accès à d'énormes quantités d'équipements. Le haut commandement allemand paniqua et le général Erich Ludendorff fut victime d'une sorte de crise de nerfs¹. À la fin du mois de septembre, il décida qu'il fallait immédiatement signer un armistice et chercha à se soustraire à ses responsabilités en persuadant le Kaiser de nommer un nouveau gouvernement comportant deux ministres sociaux-démocrates. Mais il était impossible de stopper net une guerre qui ébranlait l'Europe depuis quatre ans. Les régimes impérialistes rivaux, en particulier la France, convoitaient un profit usuraire semblable à celui que

l'Allemagne avait obtenu de la Russie au début de l'année. Pendant un mois, le gouvernement allemand tenta désespérément d'éviter d'avoir à payer un tel prix et la guerre continua, toujours aussi sanglante. Les troupes britanniques, françaises et américaines avançaient dans des zones tenues par les Allemands en France et en Belgique. Dans les Balkans, une force alliée britannique, française, serbe, grecque et italienne mit l'armée autrichienne en déroute.

La pression fut trop forte pour l'instable monarchie multinationale austro-hongroise, héritière du Saint Empire romain germanique né 1 200 ans plus tôt. Son armée s'effondra, laissant aux dirigeants petit-bourgeois des minorités nationales la possibilité de prendre le contrôle des villes principales : les Tchèques et les Slovaques s'emparèrent de Prague, Brno et Bratislava ; les partisans d'un État slave au sud de la « Yougoslavie » prirent Zagreb et Sarajevo ; les Hongrois, sous la direction de l'aristocrate libéral Michael Karoly, Budapest ; et les Polonais, Cracovie. D'immenses foules envahirent les rues de Vienne, exigeant une république et mettant en pièces les emblèmes impériaux². Le pouvoir tomba, dans la partie germanophone de l'Autriche, aux mains d'une coalition regroupant les sociaux-démocrates et les partis bourgeois.

Le haut commandement allemand, dans une tentative désespérée de sauver ce qui pouvait encore l'être, ordonna à sa flotte de faire route sur la Grande-Bretagne, espérant une victoire navale rapide et rédemptrice. Mais ses marins n'étaient pas disposés à accepter une mort certaine. Leur mutinerie de l'année précédente avait été brisée et ses leaders exécutés parce qu'elle avait été trop passive : ils s'étaient contentés de se mettre en grève, laissant les officiers et la police militaire exercer des représailles. Cette fois, ils ne firent pas la même erreur. Les marins de Kiel s'armèrent, marchèrent dans la ville aux côtés des dockers en grève, désarmèrent leurs adversaires et établirent un conseil de soldats. Cela mit le feu aux poudres dans toute l'Allemagne.

D'immenses manifestations d'ouvriers et de soldats débouchèrent sur la prise de contrôle de Brême, Hambourg, Hanovre, Cologne,

Leipzig, Dresde et de bien d'autres villes. À Munich, soldats et ouvriers s'emparèrent du palais royal et nommèrent le socialiste réformiste pacifiste, Kurt Eisner, Premier ministre de l'« État libre de Bavière ». Le 9 novembre, c'était au tour de Berlin de tomber. Tandis que de gigantesques défilés d'ouvriers et de soldats déferlaient sur la capitale avec fusils et drapeaux rouges, le révolutionnaire Karl Liebknecht, récemment libéré de prison, proclamait la « république socialiste » et la « révolution mondiale » du balcon du palais impérial. Pour ne pas être en reste, le ministre SPD pro-guerre du dernier gouvernement du Kaiser, Scheidemann, proclama la « république » du balcon du parlement impérial. Le Kaiser s'enfuit en Hollande, laissant les deux partis sociaux-démocrates libres de présenter un « gouvernement révolutionnaire » de « commissaires du peuple » aux suffrages d'une assemblée de 1500 délégués d'ouvriers et de soldats. Ces derniers, au travers des conseils qu'ils avaient mis en place, étaient désormais les arbitres du pouvoir politique dans toute l'Allemagne et dans la Belgique occupée. Les forces révolutionnaires incarnées par ces conseils, comme par les soviets, semblaient balayer l'ensemble de l'Eurasie du Nord, de la mer du Nord à l'océan Pacifique.

Mais les conseils allemands avaient donné le pouvoir révolutionnaire à des dirigeants déterminés à ne pas l'utiliser à des fins révolutionnaires. À peine élu, Ebert, le nouveau Premier ministre, parlait au téléphone avec le général Wilhelm Groener, du haut commandement militaire. Tous deux acceptèrent de collaborer – avec le soutien de Paul von Hindenburg, le « dictateur » qui avait sévi pendant la guerre – pour rétablir l'ordre dans l'armée afin qu'elle le rétablisse dans la société³.

Les politiciens sociaux-démocrates, partisans de réformes s'appuyant sur l'État capitaliste, avaient très logiquement soutenu le régime en place en 1914 lorsqu'il était entré en guerre. Ils essayaient maintenant, tout aussi logiquement, de restaurer le pouvoir de l'État face à la révolution. Pour eux, les anciennes structures de répression et

de pouvoir de classe représentaient l'« ordre » ; le défi à ces structures par les exploités et les dépossédés, l'« anarchie » et le « chaos ».

Deux personnes incarnaient ce défi mieux que quiconque : les célèbres opposants à la guerre Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht. Ce dernier, en particulier, bénéficiait d'un soutien massif parmi les ouvriers et les soldats de Berlin. Les dirigeants sociaux-démocrates manœuvrèrent en sous-main avec le haut commandement militaire pour en finir avec ces figures de la rébellion : ils provoquèrent un soulèvement dans la ville et envoyèrent des troupes venues de l'extérieur pour l'écraser ; puis ils rendirent Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht responsables de l'effusion de sang. Ces derniers furent arrêtés par des officiers de l'armée. Liebknecht fut assommé puis fusillé. Luxemburg eut le crâne fracassé par une crosse de fusil, avant qu'on ne lui tire une balle dans la tête et qu'on jette son corps dans le canal. La presse social-démocrate rapporta que Karl Liebknecht avait été abattu « alors qu'il tentait de s'échapper » et que Rosa Luxemburg avait été tuée « par une foule en colère ». Lorsque les membres respectables de la classe moyenne lurent les nouvelles, ils « sautèrent de joie⁴ ». Rien n'avait changé, depuis le temps des frères Gracchus et de Spartacus, dans l'attitude des possédants « civilisés » lorsqu'ils avaient affaire à ceux qui leur résistaient.

Cela dit, dompter l'effervescence révolutionnaire n'était pas une tâche facile pour l'alliance des sociaux-démocrates et des militaires. Les historiens ont souvent donné l'impression que la révolution allemande était un événement mineur, auquel il avait été mis fin facilement et rapidement. C'est aussi ce qu'avance Eric Hobsbawm dans son histoire, souvent stimulante, du XX^e siècle, *L'Âge des extrêmes*. Selon lui, quelques jours après les événements, « l'ancien régime républicanisé remonta bientôt en selle, sans que les socialistes ne représentent plus une gêne sérieuse [...]. Il fut encore moins troublé par le parti communiste nouvellement improvisé⁵ ». En réalité, la première grande vague d'agitation révolutionnaire ne se termina qu'à l'été 1920, et une deuxième vague se forma en 1923.

Comme toutes les grandes révolutions de l'histoire, celle de novembre 1918 amena nombre de personnes à s'intéresser pour la première fois à la politique. Parler de révolution et de socialisme n'était plus restreint au noyau de travailleurs qui votaient à gauche avant 1914 : ces thèmes se répandirent parmi des millions de travailleurs et d'individus issus des couches inférieures de la classe moyenne qui avaient voté jusque-là pour le Parti du centre catholique, les progressistes libéraux, les « nationaux libéraux », si peu libéraux, ou même le Parti agrarien dirigé par les grands propriétaires prussiens. Au cours de la guerre, beaucoup de travailleurs anciennement sociaux-démocrates avaient commencé à s'identifier à la gauche d'opposition aux dirigeants bellicistes : près de la moitié des membres du vieux SPD quittèrent le parti pour rejoindre les sociaux-démocrates indépendants, plus à gauche. Mais bien d'autres personnes avaient quitté les partis bourgeois pour les partis de gauche et considéraient toujours les sociaux-démocrates comme des socialistes. Elles soutenaient désormais le SPD pour les raisons mêmes qui les avaient fait s'opposer à lui dans le passé.

Les dirigeants sociaux-démocrates jouèrent sur ces sentiments et continuèrent à recourir à une rhétorique de gauche ; mais ils insistaient parallèlement sur le fait qu'une politique de gauche ne pouvait être introduite que progressivement, en maintenant l'ordre et en résistant aux « excès » révolutionnaires. Tout en négociant secrètement avec les généraux pour faire fusiller ceux qui n'étaient pas d'accord, ils accusaient Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht de mettre la révolution en danger.

Pour bien faire passer ce message, ils reçurent le renfort des dirigeants sociaux-démocrates indépendants. Ceux-ci s'étaient opposés à la guerre, mais la plupart d'entre eux restaient engagés dans la voie du réformisme. Dans leurs rangs se trouvaient Karl Kautsky, Eduard Bernstein et Rudolf Hilferding – qui serait ministre de l'Économie dans deux gouvernements de coalition avec les partis bourgeois au cours de la décennie suivante. Pendant les deux premiers

mois, cruciaux, de la révolution, ce parti servit loyalement dans un gouvernement dirigé par une majorité SPD et l'aida à faire accepter sa politique par la masse des ouvriers et des soldats.

Mais, au fil des semaines, beaucoup de ceux qui avaient soutenu avec enthousiasme les dirigeants sociaux-démocrates commencèrent à se retourner contre eux. Les troupes envoyées à Berlin en novembre pour aider le gouvernement à reprendre le contrôle se soulevèrent contre lui dans la première semaine de janvier, et de nombreux ouvriers et soldats qui avaient participé à la répression de l'insurrection se révoltèrent à leur tour dès le mois de mars. Les élections de la mi-janvier donnèrent tout de même 11,5 millions de voix au SPD et 2,3 millions aux sociaux-démocrates indépendants. Mais, dans les semaines qui suivirent, les travailleurs qui avaient voté avec constance pour les sociaux-démocrates dans la Ruhr, en Allemagne centrale, à Brême, Hambourg, Berlin et Munich, décrétèrent une grève générale et prirent les armes pour s'opposer à la politique du gouvernement. En juin 1920, les suffrages du SPD ne dépassaient plus ceux des sociaux-démocrates indépendants que de 600 000 voix.

Les dirigeants sociaux-démocrates découvrirent rapidement qu'ils ne pouvaient plus simplement s'appuyer sur leur seule popularité pour « rétablir l'ordre ». À la fin du mois de décembre 1918, le ministre de l'Intérieur social-démocrate, Gustav Noske, déclara qu'il fallait bien que « quelqu'un se mouille » ; il se mit d'accord avec les généraux pour constituer une unité spéciale de mercenaires, les Freikorps. Recrutés parmi les officiers et les « bataillons d'assaut » de l'ancienne armée, ils étaient totalement réactionnaires. « C'était comme si l'ordre ancien se levait à nouveau », observa l'historien conservateur Meinecke. L'idéologie des Freikorps était violemment nationaliste et souvent antisémite. Ses drapeaux étaient occasionnellement ornés d'un ancien signe hindou, le swastika (symbolisant la bonne fortune), et nombre de ses membres allaient devenir par la suite des cadres du parti nazi.

Pendant la première moitié de l'année 1919, les Freikorps sillonnèrent le pays d'un bout à l'autre en s'attaquant à ceux qui avaient fait la révolution de novembre et voté social-démocrate aux élections de janvier. Ils se heurtèrent régulièrement à une résistance armée, qui devait culminer dans la proclamation, en avril, d'une éphémère République bavaroise des soviets, laquelle avait levé une Armée rouge de 15 000 soldats.

« L'esprit de la révolution »

Les mois de la guerre civile allemande furent également agités dans la plus grande partie du reste de l'Europe. En mars, le Premier ministre britannique, David Lloyd George, écrivait à son homologue français, Georges Clemenceau : « L'Europe tout entière est gagnée par l'esprit révolutionnaire [...]. L'ordre établi, sous ses aspects politique, social, économique, est remis en question par les masses de la population d'un bout à l'autre de l'Europe⁶. » Le représentant américain à Paris, Edward M. House, exprimait les mêmes appréhensions dans son journal intime : « Le bolchevisme gagne partout du terrain [...]. Nous sommes assis sur une poudrière qu'une étincelle peut faire sauter à tout moment⁷. »

La cause immédiate de leurs soucis était la prise du pouvoir en Hongrie par un régime de conseils dirigé par Béla Kun, ancien prisonnier de guerre en Russie. Le régime nationaliste libéral établi à la fin de 1918 s'était effondré, incapable d'empêcher la Tchécoslovaquie et la Roumanie de s'emparer d'une partie de son territoire. Cela permit à un gouvernement composé de communistes et de sociaux-démocrates de prendre le pouvoir pacifiquement. Ce dernier mit en œuvre des réformes intérieures et procéda à des nationalisations, puis il se lança dans une guerre révolutionnaire contre la Tchécoslovaquie et la Roumanie, espérant un soutien de l'Armée rouge à l'Est et un soulèvement des travailleurs autrichiens à l'Ouest.

Il n'y eut de gouvernement révolutionnaire nulle part ailleurs, mais la situation était instable partout. Les républiques nationalistes récemment constituées d'Europe centrale et orientale comportaient toutes des minorités ethniques mécontentes de l'ordre nouveau. En Tchécoslovaquie, les germanophones étaient majoritaires dans de vastes régions et les Hongrois dans d'autres. Il y avait en Roumanie et en Yougoslavie d'importantes minorités de langue magyare. La Yougoslavie et l'Autriche avaient un épineux contentieux frontalier avec l'Italie, et la Bulgarie avec la Roumanie. Les forces polonaises et allemandes ne cessaient de s'affronter en Silésie, et une guerre éclata entre la Turquie et la Grèce, accompagnée de nettoyages ethniques à grande échelle des deux côtés. La Tchécoslovaquie et la Bulgarie comptaient un grand nombre de travailleurs animés de sentiments révolutionnaires et opposés au nationalisme petit-bourgeois de leurs gouvernements.

En avril 1919, en Autriche, des groupes révolutionnaires enrôlèrent des ouvriers au chômage pour prendre d'assaut le Parlement. Pendant un temps, il sembla vraisemblable que la révolution hongroise se connecte à la Russie à l'Est et, à travers l'Autriche, à la Bavière des conseils à l'Ouest, dans un renversement total de la structure des anciens empires allemand et austro-hongrois.

Mais cela n'eut finalement pas lieu. Les sociaux-démocrates autrichiens, s'ils apparaissaient un peu plus à gauche que leurs homologues allemands, étaient en réalité tout aussi farouchement opposés aux progrès de la révolution. Ils persuadèrent les conseils ouvriers viennois de laisser réprimer les manifestations, assurant ainsi la survie du capitalisme autrichien. Pendant ce temps, le gouvernement de coalition communiste-social-démocrate de Budapest refusait de mettre sur pied de véritables conseils ouvriers. Il s'appuyait sur les anciens officiers pour diriger l'armée et commit l'erreur fondamentale de s'aliéner la paysannerie en s'abstenant de diviser les grands domaines terriens. Le régime s'effondra après cent trente-trois jours, lorsque les

sociaux-démocrates l'abandonnèrent, ouvrant la porte à la dictature d'extrême droite de l'amiral Miklós Horthy.

L'agitation de 1919 ne se limita pas aux empires vaincus. Elle se répandit aussi chez les vainqueurs, même si ce ne fut généralement pas avec la même intensité. Les armées britannique et française furent secouées par des mutineries de soldats obligés d'attendre pour rentrer chez eux. Les armées envoyées pour combattre la révolution russe n'étaient pas immunisées contre les troubles : à Arkhangelsk, les troupes française, britannique et américaine refusèrent de se battre, et des forces françaises durent être évacuées d'Odessa et d'autres ports de la mer Noire après des mutineries⁸.

Dans le même temps, l'agitation grondait dans les usines anglaises. Au début de l'année, des grèves de mécaniciens avaient provoqué de violents affrontements avec la police à Glasgow et une quasi-grève générale, réunissant catholiques et protestants, avait éclaté à Belfast. Des grèves de policiers se produisirent également à Liverpool et à Londres. Le gouvernement évita de justesse une grève des mineurs en faisant des promesses qu'il n'allait pas tenir, mais il ne put éviter une paralysie du réseau ferroviaire qui dura neuf jours. En janvier 1920, la formation d'une « triple alliance » entre les syndicats de mineurs, des transports et de cheminots terrifia le gouvernement. Selon le chef du secrétariat du cabinet, « les ministres [...] sembl[ai]ent avoir une peur bleue de cet événement tout à fait extraordinaire »⁹.

Quant à l'Espagne, elle n'avait pas participé à la guerre parce que ses dirigeants étaient divisés entre les sentiments pro-allemands de la cour et l'opinion favorable aux Franco-Britanniques, dominante dans la bourgeoisie (et dans le Parti socialiste de Pablo Iglesias). Mais la hausse des prix avait tout de même considérablement affaibli le niveau de vie des ouvriers industriels et agricoles, entraînant durant l'été 1917 une grève générale. Celle-ci fut réprimée, mais une nouvelle vague de mobilisation se forma dans le courant de l'année 1918.

Dans les grandes exploitations de l'Espagne méridionale cultivées par des ouvriers agricoles, les années 1918-1920 furent baptisées les « *trienio bolchevista* » (les « trois années bolcheviques »). Elles furent le témoin d'une « vague montante d'organisations, de grèves, de confrontations et de réunions¹⁰ » encouragée par les nouvelles selon lesquelles, en Russie, les bolcheviques distribuaient les terres aux paysans pauvres. « Ici, comme partout ailleurs, écrivait le romancier américain John Dos Passos, la Russie est devenue le flambeau¹¹. » Trois grandes grèves balayèrent la région, les travailleurs occupèrent les terres, brûlèrent les maisons des propriétaires absentéistes, et mirent de temps à autre le feu aux cultures. Des « républiques de type bolchevique » furent proclamées dans certaines villes et il fallut 20 000 soldats pour briser l'élan du mouvement¹². L'agitation ne fut pas confinée au Sud : pendant une grève d'une semaine, à Valence, les ouvriers renommèrent certaines rues de la ville « Lénine », rue « des soviets », « de la révolution d'Octobre », et à Madrid de violentes émeutes du pain entraînèrent le pillage de 200 boutiques¹³. La principale lutte se déroula au début de l'année 1919 en Catalogne. Les ouvriers se mirent en grève et occupèrent l'usine La Canadiense, qui fournissait l'essentiel de l'énergie électrique de Barcelone, paralysant les transports publics et plongeant la ville dans l'obscurité. Près de 70 % des usines textiles de la ville cessèrent le travail, imitées par les employés du gaz et de l'eau, pendant que le syndicat des imprimeurs exerçait une « censure rouge ». Le gouvernement décréta l'état d'urgence et fit interner 3 000 grévistes. Mais cela ne mit pas un terme à ce qui ressemblait à une capitulation de la part des employeurs. Le travail reprit brièvement, jusqu'à ce que le gouvernement provoque une nouvelle grève en refusant de libérer des grévistes emprisonnés. En réaction, le gouvernement fit entrer des soldats équipés de mitrailleuses dans la ville, arma 8 000 bourgeois volontaires, ferma les syndicats et mit fin à la grève générale en une quinzaine de jours. Le mouvement des ouvriers de Catalogne fut finalement brisé lorsque des gangsters à la solde des patrons abattirent des militants syndicaux. Des membres

de la CNT anarchiste comme Juan García Oliver, Francisco Ascaso et Buenaventura Durutti répliquèrent en assassinant des personnalités de la classe dirigeante. Ces actions eurent pour seul résultat de diviser davantage les forces des travailleurs. Mais une haine de classe profondément enracinée, qui allait exploser à intervalles irréguliers au cours des dix-sept années suivantes, persista chez les ouvriers catalans¹⁴.

Le bouillonnement des luttes ouvrières de 1919 ne se limita pas à l'Europe. Les États-Unis furent le théâtre de la plus importante campagne de syndicalisation dans les industries qui n'étaient pas encore organisées ; cette campagne culmina avec une grève dure de 250 000 ouvriers métallurgistes. En Australie, « la plus coûteuse série de grèves connue jusque-là [éclata] en 1919 ; quelque 6,3 millions de journées de travail furent perdues au cours de ces conflits sociaux¹⁵ ». À Winnipeg, au Canada, une grève générale fut organisée au cours d'une vague d'agitation qui balaya le Canada occidental et la côte nord-ouest des États-Unis.

En Europe de l'Ouest, les soulèvements révolutionnaires culminèrent en 1920, avec des luttes décisives en Allemagne et en Italie. La succession de guerres civiles régionales en Allemagne entraîna des pertes massives chez les ouvriers lorsqu'ils délaissèrent la perspective parlementaire pour une démarche révolutionnaire – on estime généralement à 20 000 le nombre de morts du côté des travailleurs. Mais cela ne suffit pas à calmer les dirigeants traditionnels du pays qui se sentaient désormais assez forts pour se dispenser des sociaux-démocrates et prendre eux-mêmes le pouvoir. Le 13 mars, une brigade de plusieurs milliers d'hommes marcha sur Berlin, renversa le gouvernement et désigna pour en assurer la nouvelle direction le haut fonctionnaire Wolfgang Kapp.

Les voyous armés par les dirigeants sociaux-démocrates s'en étaient pris à la gauche avant de se retourner contre leurs employeurs. Mais tout cela était allé trop loin, et les simples travailleurs, qui avaient jusque-là accepté les prétextes donnés par les sociaux-

démocrates pour justifier leur collaboration avec les généraux, réagirent violemment. Le chef de la principale fédération syndicale, Carl Legien, appela à une grève générale qui fut suivie par les travailleurs dans toute l'Allemagne.

Dans les endroits stratégiques, cependant, la réponse ne se limita pas à cesser le travail. Les travailleurs formèrent de nouveaux conseils ouvriers, prirent les armes et attaquèrent des colonnes de soldats qui avaient sympathisé avec le putsch. Dans la Ruhr, des milliers de travailleurs, dont beaucoup avaient l'expérience des armes, formèrent une Armée rouge qui chassa l'armée nationale, la Reichswehr, de la première région industrielle du pays. En quelques jours, le coup d'État avait tourné court. Les ministres sociaux-démocrates rentrèrent à Berlin, où ils firent quelques beaux discours prétendument de gauche avant de soutenir à nouveau la Reichswehr et ses méthodes sanguinaires pour rétablir « la loi et l'ordre » dans la Ruhr¹⁶.

En Italie, 1919 et 1920 furent nommées les « deux années rouges » : les travailleurs organisèrent une série de grèves et adhérèrent en masse au Parti socialiste, dont les effectifs passèrent de 50 000 à 200 000, ainsi qu'aux syndicats. Durant l'été 1919, une grève générale de trois jours eut lieu en solidarité avec la Russie révolutionnaire. Au printemps 1920, les métallurgistes de Turin lancèrent une grève dure, mais sans résultat, destinée à contraindre les employeurs à reconnaître les comités d'usine, considérés par les révolutionnaires regroupés autour du journal d'Antonio Gramsci, *Ordine Nuovo*, comme l'embryon des soviets.

La mobilisation atteignit un pic au mois d'août. Les ouvriers mécaniciens de Milan réagirent à un lock-out en occupant les usines. En quatre jours, le mouvement avait gagné toute l'industrie métallurgique du pays, mobilisant 400 000 salariés : « Partout où se trouve une usine ou un chantier, une aciérie, une mine de fer ou une fonderie, partout où l'on travaille le métal, l'occupation ouvrière se déploie¹⁷. » Environ 100 000 ouvriers d'autres secteurs de l'industrie suivirent l'exemple des métallurgistes. Pour eux, la lutte n'était plus simplement

économique ; il fallait désormais fabriquer des armes et les stocker dans les usines, tout en maintenant la production en état de marche dans l'optique de créer les bases d'une nouvelle société fondée sur le contrôle ouvrier : « Ces centaines de milliers d'ouvriers, avec ou sans armes, qui travaillaient, dormaient et veillaient dans les usines, pensaient que les jours extraordinaires qu'ils vivaient étaient "la révolution en marche"¹⁸. »

Le gouvernement italien était paralysé. Dans le Sud, les paysans qui revenaient de la guerre avaient commencé spontanément à se partager les terres. À Ancône, des soldats s'étaient mutinés pour éviter d'être envoyés en Albanie. Le Premier ministre Giovanni Giolitti craignait le déclenchement d'une guerre civile dont il ne pourrait sortir vainqueur. Il déclara au Sénat : « Comment pouvais-je empêcher l'occupation ? Il s'agit de 600 entreprises de l'industrie métallurgique. Pour empêcher cette occupation j'aurais dû mettre une garnison dans chacune de ces usines, une centaine d'hommes dans les petites, plusieurs milliers dans les grandes : j'aurais employé pour occuper les usines toutes les forces dont je pouvais disposer ! Et qui surveillait les 500 000 ouvriers qui restaient en dehors des ateliers ? C'était la guerre civile¹⁹. »

Au lieu de cela, il fit le pari que les dirigeants syndicaux de la métallurgie accepteraient de mettre un terme au conflit pacifiquement et que les dirigeants du Parti socialiste ne remettraient pas en cause la décision des syndicalistes. Cela donnerait aux patrons la possibilité de se battre un jour de plus. Il avait bien calculé. Le Parti socialiste décida formellement que les occupations relevaient de la responsabilité des directions syndicales, et une convention spéciale de la principale confédération décida, par trois voix contre deux, de rejeter les appels à la révolution et de conclure un accord avec les employeurs. Le cœur du mouvement – les métallurgistes des grandes usines – se sentit démoralisé et abattu. Ils avaient lutté pour une révolution et n'avaient finalement obtenu que des améliorations mineures et temporaires des salaires et des conditions de travail.

La révolution à l'Ouest ?

L'Armée rouge de la Ruhr et les occupations d'usines en Italie démentaient l'argument selon lequel aucune révolution n'était possible en Europe occidentale, que c'était une illusion née dans l'esprit des bolcheviques. Au printemps et à l'été 1920, un très grand nombre de travailleurs, qui avaient grandi au sein de la société capitaliste et la croyaient éternelle, se lancèrent dans des luttes et, ce faisant, se forgèrent une vision socialiste révolutionnaire de l'organisation sociale. En août 1920, la révolution mondiale semblait à portée de main : l'Armée rouge russe approchait de Varsovie, le souvenir de la défaite du « putsch de Kapp » était dans la tête de tous les ouvriers allemands et les usines italiennes étaient au bord de l'occupation.

Elle n'eut cependant pas lieu, et les historiens du socialisme débattent depuis lors des raisons pour lesquelles la révolution russe ne s'est pas répétée ailleurs. Une partie de l'explication réside dans des différences évidentes entre la Russie et l'Occident. Dans la plupart des pays de l'Ouest, le capitalisme s'était développé sur une période historique bien plus longue qu'en Russie ; les structures sociales lui étaient donc davantage subordonnées. Dans ces pays, contrairement à la Russie, la paysannerie s'était vue accorder des terres (comme en Allemagne méridionale ou en France) ou avait disparu en tant que classe (comme en Grande-Bretagne), et n'était par conséquent pas une force susceptible de menacer l'ordre ancien. Les États occidentaux étaient aussi beaucoup plus dynamiques que le vieil appareil administratif délabré du tsarisme, et avaient donc survécu plus facilement au traumatisme de la guerre.

Ces facteurs objectifs ne peuvent néanmoins tout expliquer. Comme nous l'avons vu, des millions de travailleurs de l'Ouest opérèrent effectivement pour des actions et des perspectives révolutionnaires, même si cela ne se produisit qu'un an ou deux après les

événements de Russie. Mais adopter une perspective révolutionnaire, ou même s'engager dans l'action révolutionnaire, ce n'est pas faire une révolution. Celle-ci demande plus qu'un désir de changement, elle exige un corps d'individus porteurs de la volonté et de la compréhension nécessaires pour transformer ce désir en réalité : la volonté et la compréhension qui étaient celles, dans les grandes révolutions bourgeoises, de la New Model Army de Cromwell ou des Jacobins de Robespierre. De tels corps n'existaient tout simplement pas en Allemagne et en Italie pendant les mois stratégiques de 1920.

Les mouvements socialistes européens avaient généralement grandi pendant les années de calme social relatif entre 1871 et le début du XX^e siècle. Ils avaient acquis une audience du fait de la colère liée à la division de la société en classes, mais c'était une audience essentiellement passive. Ils durent construire un ensemble d'institutions – syndicats, sociétés d'entraide, coopératives, clubs ouvriers – opposées en principe à la société existante, mais coexistant avec elle dans la pratique. En faisant fonctionner ces institutions, ils bénéficiaient d'une sécurité de l'emploi et même, en tant que représentants élus, d'une certaine légitimation de la part des membres les plus libéraux de la classe dirigeante. Ils se trouvaient dans une position comparable à celle des négociants et des bourgeois de la fin du Moyen Âge, qui combinaient leur amertume à l'égard des seigneurs féodaux avec une tendance à singer leurs manières et leurs idées. Les membres des classes inférieures féodales avaient toléré ce comportement parce qu'ils considéraient que les hiérarchies existantes étaient éternelles. De la même manière, la base du mouvement ouvrier faisait souvent preuve de complaisance envers le comportement de ses dirigeants.

Les grèves de masse de la période immédiatement antérieure à la guerre avaient donné naissance à des courants radicaux et révolutionnaires qui remettaient en question ces attitudes, et la guerre avait provoqué de nouvelles césures. La tendance était au recoupement entre l'hostilité envers le réformisme dominant et l'opposition à la guerre,

même si des réformistes comme Eduard Bernstein et Kurt Eisner étaient sincèrement antibellicistes.

À la fin de la guerre, trois courants distincts avaient émergé : les sociaux-démocrates du type Ebert-Scheidemann-Noske, pour lesquels le soutien à la guerre faisait partie intégrante de leur acceptation du capitalisme ; les révolutionnaires, qui luttèrent contre la guerre en tant qu'expression suprême de la barbarie capitaliste, et qui considéraient la révolution comme le seul moyen d'y mettre fin une fois pour toutes ; enfin, un groupe indistinct très large, auquel on donnera plus tard le nom de « centre » ou de « centristes », dont les sociaux-démocrates indépendants allemands étaient emblématiques. La plupart de leurs dirigeants acceptaient la théorie et la pratique du socialisme d'avant-guerre et considéraient que leur avenir politique serait essentiellement parlementaire ou syndicaliste dans le cadre du capitalisme.

Pendant la guerre, les centristes, plutôt que d'organiser une agitation de masse qui aurait pu gêner l'effort de guerre, s'étaient contentés d'appeler les gouvernements en place à négocier la paix. Après la guerre, ils eurent parfois recours à une terminologie d'extrême gauche, mais ils prirent toujours soin d'insister sur l'argument selon lequel le socialisme ne pouvait être réalisé que « dans l'ordre ». De façon typique, Hilferding, un de leurs dirigeants allemands, tenta de formuler des propositions constitutionnelles combinant des formes conseillistes et parlementaires. Les centristes proposèrent à plusieurs reprises des compromis pacifiques qui stoppèrent net la montée de l'activisme des travailleurs pour le seul bénéfice du camp adverse. Comme l'a dit le socialiste révolutionnaire Eugen Leviné au tribunal qui le condamna à mort pour avoir dirigé le conseil de Bavière, « les [sociaux-démocrates] majoritaires mettent tout en branle, foncent, et nous trahissent ; les indépendants tombent dans le piège, suivent le mouvement et se ramassent ; et ce sont nous, les communistes, que l'on met au poteau. Nous autres communistes, j'en suis conscient, somme tous des morts en sursis²⁰ ».

Les organisations centristes se développèrent très rapidement dans la période d'après-guerre. Leurs dirigeants parlementaires étaient connus et leur presse influente, et elles attiraient un grand nombre de travailleurs aigris et radicalisés. En novembre 1918, les sociaux-démocrates indépendants allemands comptaient probablement dix fois plus de membres que la Ligue spartakiste de Rosa Luxemburg.

Le Parti socialiste italien était très similaire aux indépendants allemands. L'approche politique de ses dirigeants était essentiellement parlementaire, même si leur rhétorique se voulait révolutionnaire et que certains d'entre eux souhaitaient sincèrement transformer la société. Il comptait aussi des personnalités ouvertement réformistes, comme le parlementaire Filippo Turati. Lors de la montée en puissance des luttes, le parti se développa massivement, mais il ne prit pas la direction qui lui aurait permis de canaliser la colère et la mobilisation des travailleurs dans un assaut révolutionnaire contre l'État. Huit mois après l'occupation des usines, son dirigeant le plus connu, Giacinto Menotti Serrati, admettait : « Tandis que chacun parlait de révolution, personne ne la préparait²¹. » Pietro Nenni, qui serait une personnalité dominante du Parti socialiste pendant encore soixante ans, reconnaissait : « Le PSI n'était qu'une grande machine électorale et n'était organisé que pour une lutte conduite selon des méthodes qu'elle répudiait en théorie²². » Angelo Tasca, un activiste turinois, se rappelait : « Les méthodes des organisations ouvrières et socialistes [...] étaient alternativement d'appeler au calme [les] masses surexcitées [...] et de leur promettre la révolution²³. » « La vie politique en Italie devint une longue réunion dans laquelle le capital de la "révolution montante" fut dilapidé dans une orgie de mots²⁴. »

Les dirigeants de la révolution russe, ayant constaté les insuffisances du « centre » comme des socialistes parlementaristes de droite, avaient appelé à la formation dans chaque pays de nouveaux partis communistes affiliés à une nouvelle Internationale. Mais la répression et les destructions des années de guerre avaient été telles que la

première conférence de l'Internationale communiste ne put avoir lieu avant mars 1919. Et, même à cette date, la représentation de l'Europe, sans parler du reste du monde, était clairsemée. Le deuxième congrès, en juillet et août 1920, fut le premier rassemblement véritablement représentatif.

La force du sentiment révolutionnaire parmi les travailleurs de toute l'Europe était manifeste dans les partis qui avaient envoyé des délégations. C'était le cas des partis socialistes d'Italie, de France et de Norvège. Les sociaux-démocrates indépendants allemands, la CNT espagnole, et même l'Independent Labour Party britannique et le Parti socialiste des États-Unis étaient présents. L'un des principaux messages du congrès – inclu dans les « vingt-et-une conditions » imposées pour être membre de l'Internationale – était que ces partis ne pouvaient devenir véritablement révolutionnaires que s'ils transformaient leurs propres directions et modes de fonctionnement. En particulier, ils ne pouvaient continuer à compter parmi leurs membres Karl Kautsky en Allemagne, Filippo Turati en Italie et Ramsay MacDonald en Grande-Bretagne.

Ces conditions, que refusèrent d'accepter de nombreux dirigeants, provoquèrent de violentes disputes. C'est seulement après que des scissions se furent produites sur cette question que la majorité du Parti social-démocrate indépendant allemand et celle du Parti socialiste français, ainsi qu'une minorité de socialistes italiens, votèrent pour devenir des partis communistes d'un « nouveau type ».

Mais ces évolutions arrivèrent trop tard pour influencer sur les grandes luttes de 1920 en Allemagne et en Italie. En 1923, une nouvelle crise éclata en Allemagne, tandis que les troupes françaises occupaient la Ruhr, que l'inflation atteignait des sommets astronomiques, que le pays tout entier était polarisé entre la gauche et la droite, que les nazis faisaient leur première apparition, et qu'une grève générale contre le gouvernement conservateur de Wilhelm Cuno se révélait victorieuse. Pourtant, la tradition parlementaire conservatrice du socialisme d'avant-guerre continuait à exercer son emprise sur certains

révolutionnaires parmi les plus radicaux. Les dirigeants communistes formèrent des « gouvernements ouvriers » parlementaires avec les sociaux-démocrates dans deux Länder, la Thuringe et la Saxe. Ils projetaient de les utiliser comme bases pour un soulèvement révolutionnaire, mais annulèrent leur plan, qui était pourtant vraisemblablement soutenu par la majorité de la classe ouvrière²⁵.

Les socialistes réformistes qui rejetaient la révolution étaient convaincus que, lorsque la menace révolutionnaire serait passée, la vie reprendrait comme avant, avec l'expansion pacifique du capitalisme et la généralisation de la démocratie. Les événements d'Italie devaient leur montrer à quel point ils se fourvoyaient.

Le prix à payer : les débuts du fascisme

En 1920, à l'époque de l'occupation des usines, Benito Mussolini était une personnalité bien connue en Italie : il était le tonitruant rédacteur socialiste qui avait rompu avec son parti pour soutenir la guerre. Son influence politique personnelle était alors réduite, confinée à un groupe d'anciens révolutionnaires devenus ultranationalistes et à une poussière d'anciens combattants qui revendiquaient les droits de l'Italie sur des territoires en Autriche et le long de la côte yougoslave. Quelques dizaines d'entre eux avaient formé le premier *fascio di combattimento* (unité de combat fasciste) en mars 1919, mais leurs résultats électoraux se révélèrent calamiteux et ils restèrent sur la touche, impuissants, pendant que les ouvriers italiens s'empoignaient avec les patrons et le gouvernement.

L'échec du mouvement des occupations d'usines à se transformer en lutte révolutionnaire pour le pouvoir scella le sort de Mussolini. Les ouvriers étaient démoralisés, la montée du chômage effaçant rapidement les gains matériels des « deux années rouges ». Les patrons s'obstinaient à vouloir donner au mouvement ouvrier une leçon qu'il n'oublierait pas, et le Premier ministre « libéral » Giovanni Giolitti

désirait créer un contrepoids à la gauche. Mussolini proposa ses services. Des sections des grands milieux d'affaires, avec l'aide secrète du gouvernement Giolitti, lui fournirent des fonds, et le ministère de la Guerre diffusa une circulaire avisant 60 000 officiers démobilisés qu'ils toucheraient 80 % de leur solde s'ils s'enrôlaient dans les *fasci*²⁶. Giolitti conclut avec Mussolini un pacte électoral de « centre-droit » qui remporta trente-cinq sièges aux législatives de mars 1921. En retour, les groupes armés de Mussolini commencèrent à lancer des attaques systématiques dans les localités où la gauche et les syndicats étaient en position de force, notamment dans la vallée du Pô, où les ouvriers agricoles et les métayers s'étaient engagés dans des grèves dures contre les propriétaires terriens.

Des groupes de cinquante à soixante fascistes débarquaient en camions dans les villages ou les petites villes, incendiaient les « maisons du peuple » socialistes, brisaient les piquets de grève, malmenaient les militants en les battant et en leur faisant avaler de l'huile de ricin, puis prenaient la fuite bruyamment, sachant que la police leur donnerait tout le temps nécessaire pour s'éloigner. Les membres des organisations socialistes et syndicales, occupés à leurs tâches professionnelles et disséminés dans des villages éloignés les uns des autres, pouvaient rarement répondre avec la promptitude nécessaire à ces agressions. Les fascistes se sentaient totalement en sécurité, la police s'arrangeant toujours pour arriver après la bataille, et ils « considéraient le meurtre comme un sport²⁷ ».

Pour les fascistes, le succès engendra le succès. Ils étaient capables de mobiliser « les propriétaires, les officiers de garnison, les étudiants, les fonctionnaires, les rentiers, les professions libérales et les commerçants²⁸ » des villes pour leurs expéditions dans les campagnes. Le nombre d'escadrons fascistes passa de 190 en octobre 1920 à 1000 en février 1921, et à 2 300 en novembre de la même année²⁹.

Ils n'étaient pourtant pas encore tout-puissants. Le gouvernement de Giolitti tenait à les contrôler, mais il ne voulait pas être manipulé par eux et avait encore le pouvoir de stopper leur progression. En

juillet 1921, lorsque onze soldats ouvrirent le feu sur un groupe de 500 fascistes à Sarana, ces derniers prirent la fuite³⁰. Au même moment, les ouvriers décidèrent de constituer leurs propres groupes paramilitaires, les *arditi del popolo* (soldats du peuple), capables de se mesurer aux fascistes. Le dirigeant fasciste Giacomo Banchelli reconnut alors que les escadrons ne savaient pas « comment se défendre » lorsque les gens contre-attaquaient³¹. Cela entraîna une brève crise au sein du mouvement, qui vit Mussolini démissionner de l'exécutif fasciste sous prétexte qu'il était « déprimé³² ».

L'attitude des dirigeants du mouvement ouvrier contribua à son rétablissement. Les socialistes réformistes de Turati et ceux de la principale confédération syndicale, la CGL, signèrent un traité de paix avec les fascistes. Les dirigeants prétendument les plus à gauche du Parti socialiste (qui avait finalement rompu avec Turati) se contentèrent de rester passifs et désavouèrent les *arditi del popolo*. Quant au dirigeant communiste de l'époque, Amadeo Bordiga, il refusa de faire la différence entre les fascistes et les autres partis bourgeois, et se retira de la lutte en se détournant lui aussi des *arditi del popolo*.

Mussolini eut donc tout le loisir d'attendre que les propriétaires et les grands patrons aient suffisamment fait pression sur le gouvernement pour le faire changer d'attitude, puis il rompit la trêve et reprit à sa guise les attaques contre les organisations ouvrières. Les agressions ne se limitèrent plus désormais aux villages et aux villes de province ; elles s'étendirent aux locaux des organisations de gauche, aux bureaux des journaux et aux bâtiments syndicaux dans les grandes villes.

En 1922, les dirigeants officiels du mouvement ouvrier tentèrent finalement de répliquer aux agressions. Ils formèrent une Alliance du travail regroupant tous les syndicats et appelèrent, après l'attaque de leurs locaux à Ravenne, à une grève générale de trois jours en juillet. Mais dans une période où sévissait la récession économique, avec un haut niveau de chômage, une grève de trois jours pouvait difficilement empêcher les milieux d'affaires de continuer à financer Mussolini et, comme elle ne s'accompagna pas d'une mobilisation systématique des

groupes ouvriers pour reprendre aux fascistes le contrôle de la rue, Mussolini ne fut pas le moins du monde inquieté.

Le découragement qui suivit l'échec de la grève lui permit au contraire de gagner du terrain et de prendre le contrôle de villes comme Milan, Ancône et Gênes, même si la possibilité d'une résistance efficace fut démontrée lorsque les *arditi del popolo* mirent les fascistes en déroute à Parme³³. Dès octobre 1922, Mussolini était assez puissant pour tourner le dos à Giolitti et aux libéraux bourgeois. Lorsqu'ils lui offrirent une place dans leur gouvernement, il déclara que les fascistes marcheraient sur Rome si on lui en refusait la direction. C'était de sa part une vantardise pure et simple : si l'État avait voulu l'arrêter, il aurait pu le faire aisément. Mais généraux et banquiers ne voulaient pas stopper son ascension. Le roi le nomma Premier ministre et, loin de marcher sur Rome, Mussolini s'y rendit par le train depuis Milan.

La bourgeoisie italienne montra qu'elle considérait que la préservation des privilèges et des profits prévalait sur les principes démocratiques lorsque le Parti libéral aida Mussolini à constituer une majorité parlementaire et qu'il accepta des portefeuilles dans son premier gouvernement.

La bourgeoisie n'était pas la seule à penser que Mussolini pouvait assurer l'« ordre » et la stabilité dans le pays. Comme le raconte un historien du fascisme : « À l'exception des communistes et de presque tous les socialistes, le Parlement tout entier, y compris les démocrates antifascistes et les socialistes de la CGL, accueillit le gouvernement de Mussolini avec un soupir de soulagement, comme la fin d'un cauchemar. La guerre civile, disait-on, était terminée ; le fascisme allait enfin se montrer respectueux des lois³⁴. »

En fait, le cauchemar ne faisait que commencer. Mussolini à peine installé au gouvernement, la police et les fascistes se mirent à agir de concert. Ensemble, ils parvinrent à démanteler systématiquement les organisations de la classe ouvrière, laissant les politiciens et les intellectuels libéraux sans contrepoids face à la menace de la violence fasciste. Pendant un moment, la démocratie sauva les apparences, les

députés socialistes et communistes gardant même le droit d'exprimer librement leur opinion au Parlement (mais pas à l'extérieur). Cependant, le pouvoir était désormais entre les mains de Mussolini et non plus entre celles des représentants des institutions constitutionnelles.

Cela fut démontré de manière dramatique en 1924, lorsque les nervis mussoliniens assassinèrent un parlementaire réformiste de premier plan, Giacomo Matteotti. Les fascistes perdirent alors brièvement une grande partie de leurs partisans et, selon certains, « dans la semaine qui suivit le crime, le gouvernement aurait pu facilement être renversé³⁵ ». Mais l'opposition parlementaire se borna à sortir de la chambre en signe de protestation et se retira sur l'Aventin pour former une assemblée dissidente. Elle n'était simplement pas prête à prendre le risque de troubles sociaux en appelant à une action de masse contre le gouvernement. En fait, dès le début de l'année 1925, la plupart des députés s'étaient finalement sagement couchés devant les fascistes et avaient repris leurs sièges au Parlement.

Mussolini savait désormais qu'il pouvait se permettre n'importe quelle atrocité ; il transforma l'Italie en un régime totalitaire en se nommant lui-même chef – *duce* – tout-puissant. Son succès suscita l'admiration des classes dirigeantes européennes. Le conservateur britannique Winston Churchill ne tarissait pas d'éloges à son égard³⁶, et de nombreux imitateurs suivirent bientôt ses méthodes, parmi lesquels une étoile montante des cercles nationalistes et antisémites de Munich : Adolf Hitler.

L'autre prix à payer : la semence du stalinisme

L'échec de la révolution laissa la Russie isolée, en proie non seulement aux horreurs du blocus mais également à l'invasion de seize armées étrangères, à la guerre civile, aux dévastations, à la maladie et à la famine. La production industrielle chuta jusqu'à 18 % par rapport à son chiffre de 1916, et les derniers vestiges de la classe ouvrière

encore présents dans les villes ne purent se nourrir qu'en allant dans les campagnes faire du troc avec les paysans. Alors que le typhus se répandait et qu'on faisait même état de cas de cannibalisme, les bolcheviques se maintenaient au pouvoir, s'appuyant de plus en plus sur un régime de parti plutôt que sur les représentants directs d'une classe ouvrière qui avait pratiquement disparu. Le fait qu'ils aient survécu en dit long sur le courage et l'endurance révolutionnaires des ouvriers qui constituaient encore la majorité des membres du Parti. Mais il y eut pour cela un prix politique à payer.

C'est ce dont on s'aperçut en mars 1921, lorsque des marins de Kronstadt, le fort naval proche de Petrograd, se soulevèrent, accusant le gouvernement révolutionnaire d'être responsable du niveau inouï de pauvreté. Kronstadt avait été l'un des centres militaires majeurs de l'effervescence bolchevique en 1917, mais sa composition avait changé : les anciens étaient allés combattre dans l'Armée rouge et avaient été remplacés par de jeunes recrues venues de la campagne. De plus, le soulèvement ne pouvait présenter de programme pour en finir avec la misère, dans la mesure où ce n'était pas une crise capitaliste causée par la coexistence de la richesse et de la pauvreté, mais le résultat d'un appauvrissement général du pays lié à la guerre civile, à l'invasion étrangère et au blocus. Il n'y avait pas d'un côté une classe vivant dans l'abondance et de l'autre une classe vivant dans la misère, mais simplement différents degrés de famine. Les généraux de l'ancien régime, qui n'avaient été vaincus au cours de la guerre civile que quelques mois auparavant, attendaient leur heure, et certains établirent même des relations amicales avec des révoltés de Kronstadt. Par ailleurs, le temps ne jouait pas en faveur du gouvernement révolutionnaire : la glace entourant la forteresse fondait et celle-ci serait bientôt difficile à reprendre³⁷. Tous ces facteurs ne laissèrent guère d'autre choix aux bolcheviques que de réprimer le soulèvement. Même l'« opposition ouvrière » au sein du Parti bolchevique le reconnut, et finit par former l'avant-garde de ceux qui traversèrent la glace pour attaquer les marins. Malgré tout, Kronstadt était un symptôme des

conditions affreuses auxquelles l'isolement et l'intervention étrangère avaient réduit la révolution. Cette dernière ne pouvait survivre qu'au prix de méthodes qui devaient plus au jacobinisme de 1793 qu'au bolchevisme de 1917.

Et, inévitablement, ces méthodes eurent un impact sur les membres du Parti bolchevique. Les années de guerre civile avaient incité nombre d'entre eux à adopter une approche autoritaire bien éloignée des grands discours sur la démocratie prolétarienne. Lénine le reconnut lorsqu'il affirma, au cours des débats internes du Parti lors de l'hiver 1920-1921 : « Notre État est un État ouvrier avec des déformations bureaucratiques³⁸. » Il décrivait l'appareil d'État comme « emprunté au tsarisme et à peine modifié par le monde des soviets [...], un mécanisme bourgeois et tsariste³⁹ ». Cela affectait selon lui l'attitude de nombreux membres du Parti : « Considérons Moscou. Cette masse de bureaucrates – qui dirige qui ? Les 4 700 communistes responsables dirigent-ils la masse des bureaucrates, ou est-ce l'inverse⁴⁰? »

Le troisième congrès de l'Internationale communiste se réunit au cours de l'été 1921. Il fut le premier à rassembler des délégués presque unanimement acquis à la cause révolutionnaire. Beaucoup d'entre eux étaient euphoriques de se trouver dans le pays de la révolution. Mais, même si la rhétorique révolutionnaire avait survécu et que de nombreux bolcheviques défendaient toujours fermement ses idéaux, le Parti dans son ensemble ne pouvait rester indemne face à l'isolement, à l'autoritarisme et au recours à la vieille bureaucratie. Marx avait écrit en 1851 : « Les êtres humains font l'histoire, [mais pas] dans les conditions qu'ils choisissent. » Ces conditions, à leur tour, transforment les êtres humains eux-mêmes. Sous la pression des événements, le bolchevisme était en train de prendre une autre forme, au moment même où l'Internationale communiste se cristallisait en une organisation cohésive. Ce quelque chose d'autre allait être appelé « stalinisme », même si Joseph Staline ne commença à exercer véritablement le

pouvoir qu'en 1923-1924, et ne conquit le pouvoir absolu qu'en 1928-1929.

Révolte dans le monde colonial

Au début du XX^e siècle, les classes dirigeantes d'une poignée de pays dominaient le monde. Le cours général de l'histoire humaine s'écoulait par un canal étroit façonné par quelques pays européens. La guerre elle-même en était l'expression suprême : une *guerre mondiale* résultant essentiellement des ambitions impériales de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne et de la France.

Mais, à la fin de la guerre, des vagues de révolte déferlèrent sur le monde colonial et finirent par menacer la domination de ces classes dirigeantes : un soulèvement armé à Dublin en 1916 fut suivi en 1918-1921 d'une guerre de guérilla dans toute l'Irlande ; des manifestations et des grèves contre la domination britannique éclatèrent en Inde ; une quasi-révolution se produisit contre l'occupation de l'Égypte par les Anglais ; et la Chine connut une agitation nationaliste qui commença par des manifestations étudiantes en 1919 et culmina dans la guerre civile en 1926-1927.

La résistance à la domination occidentale avait commencé avant la guerre. La colonisation de l'Afrique n'avait été possible qu'au prix de guerres âprement disputées ; le règne des Anglais en Inde avait été secoué par la grande révolte de 1857 ; et une vague d'attaques contre les intérêts et les pratiques occidentales, connue en Occident sous le nom de « révolte des Boxers », avait balayé la Chine au tournant du siècle. Malgré tout, cette résistance comportait souvent, de façon caractéristique, des tentatives de restaurer les formes d'organisation sociale qui avaient succombé à la conquête étrangère.

Mais le XX^e siècle vit l'avènement de nouveaux courants de résistance, qui tentèrent d'apprendre du capitalisme occidental et d'imiter

ses méthodes, même lorsqu'ils invoquaient des motifs traditionnels. Leur noyau était formé d'étudiants, d'avocats, de professeurs et de journalistes ; des groupes dont les membres avaient étudié dans la langue des dirigeants coloniaux, s'habillaient à l'européenne et épousaient les valeurs du capitalisme européen, mais dont les aspirations étaient continuellement frustrées par la politique coloniale. Ils étaient plusieurs milliers dans chaque grande ville coloniale et étaient assez puissants pour mobiliser, par le biais de protestations et de manifestations de rue, un grand nombre de personnes dont les modes de vie étaient restés plus traditionnels.

En Inde, de loin la plus importante colonie anglaise, une campagne de résistance se développa à l'échelle nationale au milieu des années 1900 lorsque les autorités impériales, fidèles à leur stratégie générale consistant à diviser pour mieux régner, découpèrent la plus grande province du sous-continent, le Bengale, en deux zones, l'une hindoue, l'autre musulmane. La campagne, dont le slogan était « *Swadeshi* » (notre pays), prônait le boycott des marchandises anglaises et organisa des piquets de grève et des manifestations, qui entraînèrent des affrontements violents avec les troupes commandées par des Britanniques. Elle fit converger une organisation jusque-là modérée, reposant sur les professions libérales anglophones, le Congrès national indien, et des personnalités comme B. G. Tilak, qui affichait une certaine tolérance envers les méthodes « terroristes » tout en encourageant l'antagonisme entre hindous de haute caste et musulmans au motif que l'hindouisme était la tradition indienne « authentique ». Mais de larges fractions des classes privilégiées indiennes gardaient de bons rapports avec les Anglais. Lorsque la guerre mondiale éclata, aussi bien Tilak que Mahatma Gandhi (qui était rentré d'Afrique du Sud en 1915) soutinrent l'effort de guerre britannique. Les autorités trouvèrent suffisamment de recrues pour porter les effectifs de l'armée indienne à deux millions d'hommes, la plupart d'entre eux étant destinés à participer au carnage européen.

Dans le même temps, la Chine assistait à l'effondrement de l'Empire mandchou. Aussi bien les anciennes que les nouvelles classes moyennes éduquées à l'étranger avaient perdu leur foi dans cet empire qui se montrait incapable d'empêcher les puissances occidentales et le Japon de se tailler des « concessions » de plus en plus importantes et d'imposer des « traités iniques ». En octobre 1911, une révolte militaire fut suivie par la proclamation de la république, qui se choisit pour président un ancien exilé de retour au pays, Sun Yat-sen. Pendant vingt ans, Sun avait mis sur pied diverses sociétés secrètes qui se battirent pour l'indépendance nationale et la démocratie libérale. Au bout d'un mois, il perdit le pouvoir et fut remplacé par un ancien général d'empire qui décida de dissoudre le Parlement et de mettre en place un régime dictatorial.

En Égypte, enfin, un courant nationaliste antibritannique émergea au cours de la première décennie du siècle. Mais il fut bientôt brisé par les autorités qui interdirent ses journaux et emprisonnèrent ou bannirent ses dirigeants.

L'insurrection irlandaise

Si l'Inde était la plus grande colonie britannique, l'Irlande était la plus ancienne et, au milieu du XIX^e siècle, elle avait autant souffert que n'importe quelle partie de l'Asie ou de l'Afrique. C'est là, le lundi de Pâques 1916, que se produisit le premier soulèvement moderne contre un empire colonial.

Il existait en Irlande depuis plus d'un siècle deux traditions d'opposition à la domination anglaise. L'une s'incarnait dans le nationalisme constitutionnel, dont le but était de contraindre la Grande-Bretagne à concéder une autonomie limitée (*Home Rule*) en gagnant des sièges au Parlement britannique. L'autre était représentée par le républicanisme, qui tentait de mettre sur pied une rébellion armée à

l'aide d'une organisation clandestine : la Fraternité républicaine irlandaise (Irish Republican Brotherhood), ou *Fenians*.

Avant la guerre, aucun de ces deux courants ne s'était révélé véritablement efficace. Les diverses conspirations et révoltes des *Fenians* avaient été facilement brisées par l'État britannique, et leurs dirigeants emprisonnés. Les nationalistes constitutionnels n'avaient pas connu davantage de succès. Dans les années 1880, ils avaient obtenu un soutien formel en faveur de la *Home Rule* de la part de l'aile libérale de la classe dirigeante britannique, mais celle-ci n'avait aucune intention de tenir ses promesses, même en 1912-1914, après que la Chambre des communes eut voté une loi pour la mise en place d'un parlement irlandais autonome. Au contraire, elle fit alliance avec l'opposition conservatrice, qui en faisait une menace pour la « Constitution » britannique, avec les loyalistes « orangistes » anti autonomistes, qui importaient ouvertement des armes d'Allemagne, et avec des officiers supérieurs qui avaient affirmé, en prenant part à la mutinerie de Curragh, qu'ils n'appliqueraient pas la loi d'autonomie. Cependant, lorsque la guerre éclata en 1914, les nationalistes constitutionnels s'empressèrent de soutenir l'effort de guerre britannique et de persuader des milliers d'Irlandais de s'engager dans l'armée anglaise.

Puis, le jour de Pâques 1916, quelque 800 rebelles armés prirent le contrôle des bâtiments publics du centre de Dublin, notamment la poste centrale. La plupart d'entre eux étaient républicains et avaient pour leader le poète et instituteur Padraic Pearse. Mais ils combattaient aux côtés de l'Armée des citoyens irlandais (Irish Citizen Army), une milice armée dont les effectifs étaient plus limités. Cette dernière avait été constituée à la suite des neuf mois du lock-out de Dublin par James Connolly, fondateur du socialisme irlandais et ancien organisateur des IWW (Industrial Workers of the World) américains.

L'organisation du soulèvement se révéla défectueuse. Le commandant d'un des groupes annula l'ordre de mobilisation, réduisant de deux tiers le nombre des participants, et des tentatives de

débarquer des armes allemandes furent déjouées par les forces britanniques. Mais, surtout, la population de Dublin réagit à l'insurrection avec indifférence. Le révolutionnaire polonais en exil, Karl Radek, décrivit ainsi toute l'affaire comme un putsch avorté. À l'inverse, Lénine, lui aussi en exil, proclama avec insistance qu'elle représentait le début d'une série de soulèvements contre l'ordre colonial qui secoueraient les puissances européennes.

Au final, la révolte allait secouer la domination britannique en Irlande. Les mesures que prit, pour briser la révolte, la classe dirigeante anglaise paniquée – le bombardement du centre de Dublin par des navires de guerre et l'exécution des dirigeants alors qu'ils s'étaient rendus en hissant le drapeau blanc – créèrent une animosité croissante envers le joug britannique. Celle-ci s'approfondit en 1918 lorsque le gouvernement anglais fut sur le point d'introduire la conscription en Irlande. Les candidats du Sinn Féin, partisans du boycott du Parlement britannique, remportèrent haut la main les élections, et les candidats unionistes probritanniques perdirent même la moitié de leurs sièges dans la province septentrionale d'Ulster. Les représentants du Sinn Féin se réunirent à Dublin et s'autoproclamèrent nouveau Parlement (Dáil) de la République irlandaise ; ils choisirent pour président Éamon De Valera, l'un des commandants de 1916. Pendant ce temps, les rebelles armés se regroupèrent dans une organisation de guérilla, l'IRA (Irish Republican Army), dirigée par l'ancien employé de bureau Michael Collins, qui fit serment d'allégeance au Dáil. Ensemble, ils parvinrent à rendre l'Irlande ingouvernable, boycottant tribunaux et percepteurs anglais, et organisant des actions armées et des grèves contre les mouvements de troupes britanniques.

Les Anglais réagirent avec la férocité barbare caractéristique de trois siècles d'impérialisme : ils emprisonnèrent les dirigeants irlandais élus, pendirent de prétendus rebelles, eurent recours à des bandes d'assassins pour exécuter des suspects républicains, ouvrirent le feu à la mitrailleuse sur le public venu assister à un match de football et formèrent le groupe mercenaire des Black and Tans, qui allait

commettre diverses atrocités contre des civils, incendiant notamment le centre de Cork. La violence fut sans résultat, sauf dans le Nord-Est, où des bandes sectaires protestantes, armées par les Britanniques, chassèrent les catholiques de leurs emplois et de leurs maisons, et firent régner la terreur au sein de la population nationaliste afin qu'elle se soumette.

Les procès-verbaux des réunions de cabinet¹ révèlent que la classe dirigeante britannique n'avait pas d'idée précise sur l'orientation à suivre. La question irlandaise était gênante sur le plan international, dans la mesure où elle constituait un thème populaire pour les politiciens américains cherchant à affaiblir l'Empire britannique. Elle causait d'énormes problèmes politiques en Grande-Bretagne, où une portion considérable de la classe ouvrière était d'origine irlandaise. Elle créa même des ennuis dans d'autres parties de l'empire, notamment en Inde, où les soldats irlandais du régiment britannique des Connaught Rangers se mutinèrent. Pourtant, la majorité des ministres considéraient toute concession au nationalisme irlandais comme une trahison de l'empire et un encouragement à la révolte coloniale dans d'autres régions du monde.

Finalement, en 1921, le Premier ministre britannique, Lloyd George, trouva une solution. Lors de négociations avec une délégation irlandaise menée par Collins, il menaçait de se livrer à une politique de la terre brûlée et de répression totale si les Irlandais ne consentaient pas à laisser les six comtés d'Irlande du Nord sous administration britannique, à fournir aux Anglais des bases dans certains ports et à faire serment d'allégeance à la Couronne britannique. Sous la pression de certaines fractions de la classe moyenne, qui craignaient les conséquences qu'une guerre totale ne manquerait pas d'avoir sur leurs possessions, Collins accepta le compromis qui remporta une courte majorité au Dáil. De Valera le rejeta, de même que la majorité de l'IRA, qui le considérait comme une trahison. La guerre civile éclata entre les deux groupes après que Collins eut plié devant la pression anglaise, acceptant des armes britanniques et expulsant les membres

de l'IRA des bâtiments qu'ils contrôlaient dans le centre de Dublin. En 1923, lorsque les républicains enterrèrent finalement la hache de guerre, la stratégie de Lloyd George avait parfaitement fonctionné.

Il y avait désormais en Irlande une sorte de gouvernement indépendant, mais il administrait un pays appauvri, coupé des zones industrielles entourant Belfast et avec peu d'espoir de surmonter les effets dévastateurs des siècles de colonialisme britannique. Même lorsque De Valera accéda au pouvoir par la voie électorale en 1930, rien de fondamental ne changea, si ce n'est que certains symboles de la domination anglaise disparurent. Pendant un demi-siècle, la seule façon pour de nombreux jeunes gens de s'assurer un avenir convenable fut d'émigrer en Grande-Bretagne ou aux États-Unis. Pour ceux qui restaient, la vie se partageait entre, d'une part, la pauvreté et, d'autre part, le catholicisme stérile prêché par l'Église irlandaise.

Pendant ce temps, et jusqu'en 1972, l'Irlande du Nord fut dirigée par un parti unioniste sous la domination des propriétaires terriens et des industriels qui utilisaient le fanatisme du parti orangiste pour opposer la majorité protestante des travailleurs à la minorité catholique. James Connolly, exécuté après le soulèvement de 1916, avait prédit que la partition provoquerait « un festival de réaction des deux côtés de la frontière ». Les événements confirmèrent son pronostic. L'impérialisme britannique avait su jouer avec la peur des classes possédantes irlandaises et sortir pratiquement indemne de la première menace importante contre son pouvoir. C'était une leçon qu'il allait pouvoir appliquer ailleurs.

Le mouvement national indien

Les mouvements nationaux indien, chinois et égyptien se retrouvèrent paralysés au début de la guerre. Mais lorsque celle-ci arriva à son terme, ils s'étaient développés et intensifiés. La guerre favorisa le contact direct de millions d'Asiatiques et de Nord-Africains

avec le capitalisme moderne. Des soldats indiens combattirent sur le front occidental, en Mésopotamie et à Gallipoli. Des centaines de milliers de Chinois, de Vietnamiens et d'Égyptiens furent utilisés comme travailleurs auxiliaires sur les divers fronts. La guerre, en interrompant les flux d'importations et en créant de nouveaux marchés gigantesques pour les fournitures militaires, stimula également les industries locales.

Ces nouvelles industries furent à l'origine du même changement que celui qui s'était produit lors de la révolution industrielle en Europe : la transformation des anciens paysans, artisans et travailleurs occasionnels en une classe ouvrière moderne. Cette classe ne représentait encore qu'une petite proportion de la population active totale – moins de 0,5 % dans le cas de la Chine. Mais, en termes absolus, elle avait une taille respectable : il y avait environ 2,6 millions d'ouvriers en Inde² et 1,5 million en Chine³. Ils étaient concentrés dans des villes centrales pour la communication et l'administration comme Bombay, Calcutta, Canton et Shanghai, où la classe ouvrière constituait déjà un cinquième de la population et, d'après l'historien du mouvement ouvrier chinois Jean Chesneaux, était « capable d'exercer un poids plus important que sa taille réelle par rapport à la population totale ne le laissait supposer⁴ ».

Les étudiants, les intellectuels et les professions libérales, qui défiaient les puissances impériales et leurs collaborateurs locaux, comptaient désormais deux alliés potentiels : d'un côté, les capitalistes indigènes, qui désiraient un État capable de défendre leurs intérêts contre les étrangers ; de l'autre, les ouvriers, qui avaient leurs propres griefs contre la police, les administrateurs et les superviseurs d'origine étrangère.

Ces changements se produisirent alors même que la guerre augmentait le fardeau imposé à la masse de la population, qui menait une lutte permanente contre la faim et la maladie. À cause des impôts et des emprunts de guerre, cent millions de livres sterling – obtenues en alourdissant les taxes et en augmentant les prix, ce qui frappait de la

même manière les ouvriers et les paysans pauvres – quittèrent l'Inde pour venir grossir les finances impériales⁵.

En Inde, la colère s'exprima en 1918-1920 dans une vague d'agitation qui s'empara de tout le sous-continent. À Bombay, une grève du textile s'étendit jusqu'à réunir 125 000 travailleurs. Des émeutes de la faim éclatèrent à Bombay, à Madras et au Bengale, et des manifestations violentes contre les prêteurs sur gages se produisirent à Calcutta. Les manifestations de masse, les grèves et les émeutes touchèrent de nombreuses régions de l'Inde⁶. C'est le moment que choisit un certain général Dyer pour ordonner à ses troupes d'ouvrir le feu sur des milliers de manifestants regroupés sur une place fermée, le Jallianwala Bagh, à Amritsar ; 379 personnes furent tuées, 1 200 autres blessées. Le massacre suscita l'indignation et entraîna de nouvelles manifestations et des attaques contre les bâtiments gouvernementaux et les lignes télégraphiques. Au cours des six premiers mois de 1920, plus de 200 grèves furent déclenchées, auxquelles prirent part 1,5 million d'ouvriers. Un rapport gouvernemental relevait alors « une fraternisation sans précédent entre hindous et musulmans [...]. Même les classes inférieures consentent à oublier leurs divergences. D'extraordinaires scènes de fraternisation se sont produites. Des hindous ont publiquement accepté de l'eau des mains de musulmans, et vice versa⁷ ».

Mais l'ampleur des mobilisations inquiéta jusqu'aux dirigeants du mouvement nationaliste, dont la personnalité la plus influente était Mahatma Gandhi. Fils de ministre d'une petite principauté, il avait étudié pour devenir avocat à Londres. Mais il découvrit que s'habiller comme un paysan et revendiquer les traditions religieuses hindoues lui permettait de combler le fossé linguistique et culturel séparant les professions libérales anglophones de la grande masse des Indiens vivant dans les campagnes, ce qui était inaccessible au jeune Jawaharlal Nehru, éduqué à Harrow et connaissant mal l'hindi. Gandhi était par ailleurs proche d'un groupe de capitalistes indiens attendant

du Congrès qu'il défende les marchés protégés qu'ils appelaient de leurs vœux.

Pour maintenir la cohésion d'une telle coalition d'intérêts divergents, il fallait décourager l'agitation qui, partie d'un conflit avec les capitalistes britanniques, risquait de dégénérer en conflit avec les capitalistes indiens. La réponse de Gandhi consista à promouvoir le refus pacifique, discipliné, de coopérer avec les autorités. L'homme qui avait appelé à soutenir l'impérialisme britannique dans sa guerre contre l'Allemagne se faisait désormais l'apôtre de la non-violence (*ahimsa*). Et il mit des limites étroites à ce refus pacifique de coopérer, afin d'éviter notamment qu'il ne se transforme en lutte de classes : il décida de ne pas appeler au non-paiement des impôts généraux au motif que cela pouvait encourager les paysans à ne pas payer les rentes aux *zamindars*.

Mais un mouvement tel que celui qui parcourut l'Inde en 1918-1921 ne pouvait être discipliné de la manière souhaitée par Gandhi. Le niveau de la répression exercée par la police et l'armée britanniques, d'une part, et l'intensité de la colère parmi les paysans, les ouvriers et les pauvres des villes, d'autre part, transformaient régulièrement les manifestations pacifiques en confrontations violentes : ce fut le cas à Ahmedabad, Viramgam, Kheda, Amritsar et Bombay. En février 1922, ce fut le tour de Chauri Chaura, un village du Bihar. La police ouvrit le feu après des échauffourées lors d'une manifestation et la foule répondit en incendiant le commissariat, tuant vingt-deux policiers ; cent soixante-douze paysans furent tués en représailles⁸. Sans consulter personne dans la direction du Congrès, Gandhi appela immédiatement à l'arrêt du mouvement de protestation, donnant ainsi aux autorités britanniques le moment de répit dont elles avaient désespérément besoin. Le gouverneur de Bombay, lord Lloyd, devait plus tard admettre que la campagne « nous fit peur » et « fut à deux doigts de réussir »⁹. Désormais, les autorités britanniques avaient la voie libre pour arrêter Gandhi et stopper le mouvement, lequel fut renvoyé dix ans en arrière. Pire encore, les divisions

religieuses refirent surface dès lors que chaque groupe fut livré à lui-même face à la puissance britannique. De violents affrontements éclatèrent entre hindous et musulmans dans tout le sous-continent au milieu et à la fin des années 1920.

La première révolution chinoise

La montée en puissance du mouvement national fut encore plus forte en Chine qu'en Inde, la classe ouvrière industrielle nouvellement formée y jouant un plus grand rôle et subissant, au final, une défaite plus grave encore.

Le 4 mai 1919, la Chine apprit que les puissances victorieuses réunies à Versailles avaient accordé les anciennes concessions allemandes dans le pays au Japon, malgré la promesse du président américain Woodrow Wilson relative au « droit des nations à l'autodétermination ». Japonais, Britanniques et Français contrôlaient déjà le réseau ferroviaire, les ports, les rivières et les canaux, et s'octroyaient la majeure partie des revenus fiscaux et douaniers, pendant que la police et les soldats des puissances étrangères maintenaient l'« ordre » dans les zones de « concessions » des grandes villes. Certains jardins publics de Shanghai étaient, semble-t-il, ornés de panneaux indiquant : « Interdit aux chiens et aux Chinois ». Pendant ce temps, soutenus par les différentes puissances, des généraux chinois rivaux, agissant en seigneurs de la guerre, se partageaient le reste du pays. La plus grande partie de l'intelligentsia avait fait confiance au libéralisme américain pour mettre fin à cet état de choses ; elle se sentit dès lors abandonnée.

Les manifestations étudiantes devinrent le catalyseur où se déversèrent les frustrations de millions de personnes. Des résolutions furent votées, des meetings organisés, les marchandises japonaises boycottées et une grève générale dirigée par les étudiants de Shanghai fut décidée. Les étudiants, les professions libérales et un nombre croissant

d'ouvriers étaient convaincus qu'il fallait agir pour mettre fin au dépeçage du pays entre les puissances impérialistes et au déclin économique des campagnes.

Il existait déjà, parmi des groupes d'étudiants et d'intellectuels, un « mouvement de renaissance nationale », qui considérait que la Chine avait été dans le passé un foyer d'idées comparables à celles des Lumières occidentales ; idées qui avaient été finalement étranglées par les forces de l'orthodoxie confucéenne. Ce mouvement entreprit de se fonder sur ces traditions alternatives pour, selon les termes de Hu Shih, une de ses personnalités dirigeantes, « instiller dans le peuple une nouvelle vision de la vie qui le libérera des entraves de la tradition et le fera se sentir chez lui dans le nouveau monde et la nouvelle civilisation¹⁰ ». Cette vision se répandit parmi les centaines de milliers d'étudiants et d'enseignants des « nouveaux » établissements d'éducation chinois¹¹. Ils étaient encouragés par les capitalistes chinois et s'identifiaient volontiers au Guomindang de Sun Yat-sen. Mais, dans le même temps, la révolution russe exerçait une influence majeure sur certains intellectuels et étudiants, qui commencèrent à utiliser le marxisme pour donner un sens à ce qui se passait dans leur pays. L'intérêt pour le marxisme s'accrut lorsque la classe ouvrière chinoise naissante se trouva de plus en plus fréquemment engagée dans des mouvements de grèves et de boycotts qui « [gagnaient] en ampleur et en vigueur dans les diverses industries et les différentes régions¹² ».

En 1922, une série de grèves démontra le potentiel du nouveau mouvement. Une grève initiée par 2 000 marins à Hong Kong se transforma, malgré la proclamation de la loi martiale, en une grève générale mobilisant 120 000 personnes qui contraignit les employeurs à capituler. Dans le Nord de la Chine, une grève de 50 000 mineurs de la KMAS, qui appartenait aux Britanniques, ne connut pas le même succès. La police privée de la mine, les *marines* anglais et les armées des seigneurs de la guerre attaquèrent les mineurs et arrêtèrent leurs dirigeants syndicaux. Cependant, le soutien de la grève par des ouvriers, des intellectuels et même certains groupes bourgeois permit aux

grévistés de tenir assez longtemps pour arracher des augmentations de salaires. Par ailleurs, la police chinoise brisa la première grève organisée par des femmes ouvrières – 20 000 employées des usines de filage de la soie – et fit comparaître ses meneuses devant un tribunal militaire. À Hankou, des affrontements entre la police britannique et les ouvriers dans des usines dirigées par des Anglais atteignirent leur paroxysme lors de l'intervention d'un seigneur de la guerre, qui tua trente-cinq cheminots en grève et exécuta un secrétaire syndical qui refusait d'appeler à la reprise du travail. Ces défaites stoppèrent l'avance du mouvement ouvrier, mais ne détruisirent pas l'esprit de résistance. Bien au contraire, elles provoquèrent un raffermissement de la conscience de classe et une détermination à reprendre la lutte dès que l'occasion se présenterait.

C'est ce qui se produisit dans les années 1924-1927. Canton, dans le Sud du pays, était devenu le point de focalisation des intellectuels nationalistes. Sun Yat-sen y avait établi un gouvernement constitutionnel, mais son emprise sur le pouvoir était précaire et il recherchait un plus large soutien. Il demanda à la Russie soviétique de l'aider à réorganiser le Guomindang et invita des membres du Parti communiste chinois récemment formé à le rejoindre. La valeur de ce soutien devint claire lorsque des capitalistes « compradores » liés aux intérêts britanniques tentèrent d'utiliser contre Sun Yat-sen leur propre force armée, les Volontaires marchands (Merchant Volunteers), qui comptaient 100 000 combattants. La Conférence des délégués ouvriers, dirigée par les communistes, vint à sa rescousse. Son Armée des organisations du travail contribua à briser l'emprise des Merchant Volunteers, pendant que les ouvriers imprimeurs empêchaient les journaux de les soutenir.

Le pouvoir obtenu en combinant manifestations ouvrières et revendications nationales fut à nouveau démontré, en 1925, en dehors de Canton. Une grève générale paralysa Shanghai après que la police eut tiré sur une manifestation en soutien à une grève dans des filatures de coton possédées par des Japonais. Pendant un mois, des piquets

syndicaux tenus par des hommes armés de matraques contrôlèrent le mouvement des marchandises et retinrent prisonniers les briseurs de grève ; dans le même temps, des grèves et des manifestations de solidarité furent organisées dans plus d'une douzaine d'autres grandes villes. Une autre grève importante, mêlant revendications nationalistes (comme l'égalité de traitement entre Chinois et Européens) et économiques, paralysa Hong Kong pendant treize mois. Des dizaines de milliers de grévistes hongkongais reçurent le gîte et le couvert à Canton, où « l'étendue des responsabilités du Comité de grève débord[ait] très largement sur le champ normal d'activités d'un organisme syndical [...], c'est un véritable pouvoir ouvrier [...] qui s'esquiss[a] à Canton pendant l'été 1925 et le terme de "Gouvernement n° 2" [était] couramment employé à cette époque pour le désigner [...]. Le Comité dispos[ait] de plusieurs milliers d'hommes armés répartis en une hiérarchie militaire¹³ ».

La grève contribua à créer une atmosphère qui donna aux nationalistes de Canton le sentiment d'être assez forts pour marcher vers le nord contre les seigneurs de la guerre qui contrôlaient le reste du pays. La marche, connue sous le nom d'« expédition du Nord », commença au début de l'été 1926. Commandée par le général Tchang Kaï-chek, son organisation centrale était composée d'un groupe d'officiers sortis de l'académie militaire de Huangpu, alors dirigée par les Soviétiques. Des membres de l'armée ouvrière montée au moment de la grève de Hong Kong s'empressèrent de s'y porter volontaires.

La marche vers le nord fut un triomphe en termes militaires. Les armées des seigneurs de la guerre, composées de mercenaires mus par l'appât du gain, ne purent résister à l'enthousiasme révolutionnaire des troupes de Tchang Kaï-chek. Les ouvriers des villes contrôlées par les seigneurs de la guerre se mirent en grève à mesure que l'expédition du Nord approchait. À Hubei et Hunan, les syndicats s'armèrent et s'organisèrent en « services gouvernementaux » plus puissants encore que ceux de Canton lors de la grève de Hong Kong¹⁴. Au mois de mars 1927, l'expédition approchait de Shanghai. Une grève générale suivie

par 600 000 ouvriers éclata, et un soulèvement organisé par les milices syndicales prit le contrôle de la ville avant l'arrivée de Tchang Kaï-chek¹⁵. Le pouvoir passa entre les mains d'un gouvernement contrôlé par les dirigeants ouvriers, même s'il comportait quelques nationalistes issus de la grande bourgeoisie. Pendant quelques jours, il sembla que le nationalisme révolutionnaire était en passe de détruire le pouvoir des seigneurs de la guerre, de briser l'emprise des puissances étrangères et de mettre fin à la fragmentation, à la corruption et à l'appauvrissement du pays.

Ces espoirs allaient cependant être déçus, comme l'avaient été des espérances semblables en Irlande et en Inde, pour des raisons similaires. Les victoires de l'expédition du Nord reposaient sur le sentiment révolutionnaire, qui se nourrissait lui-même des succès militaires. Mais les officiers de l'armée étaient issus d'une couche sociale que cette ambiance terrifiait. Ils venaient de familles de négociants et de propriétaires terriens qui profitaient de l'exploitation des ouvriers et, plus encore, de la condition misérable des paysans. Ils ne concevaient le mouvement ouvrier que comme un pion dans leurs manœuvres pour prendre le pouvoir et, en tant que tel, ils étaient prêts à le sacrifier. Tchang Kaï-chek avait déjà commencé à réprimer le mouvement ouvrier de Canton en arrêtant un certain nombre de militants communistes et en harcelant les syndicats¹⁶. Il préparait désormais des interventions encore plus drastiques à Shanghai ; il laissa les forces insurrectionnelles victorieuses lui remettre la ville, puis se concerta avec de riches marchands et banquiers chinois, les représentants des puissances étrangères et les gangsters de la ville. Il s'arrangea alors pour que les gangs organisent une attaque avant l'aube sur les locaux des principaux syndicats de gauche. Les piquets ouvriers furent désarmés et leurs responsables arrêtés. Les manifestations qui s'ensuivirent furent accueillies à la mitrailleuse et des milliers de militants périrent sous les coups du régime de terreur qui se mit en place. Les organisations de la classe ouvrière qui contrôlaient la ville quelques jours plus tôt étaient anéanties¹⁷.

Tchang Kaï-chek remportait ainsi une victoire contre la gauche, mais seulement au prix d'un renoncement à toute possibilité d'éliminer la domination étrangère ou de contrôler les seigneurs de la guerre. Sans l'élan révolutionnaire qui caractérisa la marche de Canton à Shanghai, la seule façon pour lui de devenir le dirigeant officiel de tout le pays était de faire des concessions à ceux qui s'opposaient aux aspirations nationales chinoises. Au cours des dix-huit années suivantes, son gouvernement devint tristement célèbre pour sa corruption, son gangstérisme et son incapacité à s'opposer aux envahisseurs étrangers.

Cet épisode témoignait de manière tragique que les dirigeants nationalistes de la classe moyenne trahiraient toujours leur propre mouvement si c'était le prix à payer pour maintenir les ouvriers et les paysans à leur place. C'était, aussi, le signe de l'abandon des principes révolutionnaires par ceux qui dirigeaient désormais l'URSS ; ceux-ci avaient en effet conseillé aux ouvriers chinois de faire confiance à Tchang Kaï-chek après les actions qu'il avait menées contre eux à Canton.

L'expérience de la révolution nationaliste égyptienne fut, pour l'essentiel, la même que celles de la Chine, de l'Inde et de l'Irlande. Une effervescence semblable se produisit à la suite de la guerre, puis, en 1919, une alliance se constitua *de facto* entre la classe moyenne nationaliste et des groupes de grévistes dans des branches comme les tramways et les chemins de fer. Des accès de violence répétés contraignirent la Grande-Bretagne à une concession limitée : un gouvernement monarchique qui laissait les décisions les plus importantes aux mains des Anglais. Cependant, le principal parti nationaliste, le Wafd, tourna le dos aux luttes ouvrières et forma un gouvernement dans les limites de ce compromis, pour être bientôt renvoyé par les collaborateurs britanniques parce qu'il n'avait pas les forces suffisantes pour se défendre.

La révolution mexicaine

De l'autre côté de l'Atlantique, le Mexique avait connu un soulèvement comparable au moment où la guerre mondiale éclatait en Europe. Il jouissait d'une indépendance formelle depuis la fin du règne espagnol en 1820, mais une petite élite de Créoles (*criollos*) continuait à écraser la grande masse des Indiens et des métis (*mestizos*), et les trente-trois années de la présidence, de plus en plus dictatoriale, de Porfirio Díaz avaient vu s'installer une domination croissante du capital étranger, essentiellement américain, sur l'économie. Pendant les premières années du XX^e siècle, le taux de croissance économique était suffisamment élevé pour que certains commencent à évoquer le « miracle mexicain¹⁸ » ; mais, dans le même temps, de nombreux Indiens étaient expulsés des parcelles communes traditionnelles et les ouvriers (au nombre de 800 000 en 1910, pour une population active de 5,2 millions d'individus¹⁹) voyaient leur niveau de vie se détériorer²⁰. De leur côté, les capitalistes mexicains prospéraient comme partenaires subordonnés (*junior partners*), parfois amers, des étrangers. Puis la crise financière mondiale frappa le Mexique en 1907 et brisa ses espoirs de rejoindre le club des pays avancés.

Francisco Madero, rejeton d'une riche famille de planteurs, d'industriels du textile et de propriétaires de mines, put alors recueillir le soutien de la classe moyenne dans sa campagne pour se débarrasser du dictateur et fournir ainsi un but à la colère populaire. Des révoltes armées éclatèrent, dirigées dans le Nord du pays par l'ancien voleur de bétail Francisco (« Pancho ») Villa, et dans le Sud par un petit fermier, Emiliano Zapata. Finalement, le dictateur prit le chemin de l'exil et Madero fut élu président.

Mais les revendications de l'armée paysanne de Zapata pour un partage des grands domaines indisposèrent les nombreux sympathisants nantis de Madero – ainsi que le gouvernement américain – plus encore que ne l'avait fait le comportement de l'ancien dictateur. Une longue série de batailles sanglantes s'ensuivit. L'armée de Madero

affronta les armées paysannes du Nord et du Sud avant que Madero ne soit assassiné par un de ses généraux, Victoriano Huerta, avec le soutien de l'ambassadeur américain. Deux membres aisés de la classe moyenne, Venustiano Carranza et Álvaro Obregón, formèrent alors une armée « constitutionnaliste » pour poursuivre les visées de Madero. Puis Zapata et Villa finirent par vaincre Huerta et occuper Mexico.

Une célèbre photographie de novembre 1914 montre Zapata et Villa posant côte à côte dans le palais présidentiel. Ce fut l'apogée de la révolution, mais aussi son point final. Les dirigeants des armées paysannes se révélèrent incapables de constituer un pouvoir national. Ils n'avaient aucun programme pour unifier les ouvriers et les paysans autour d'un projet révolutionnaire, même si Zapata serait plus tard sur le point d'y parvenir. Ils quittèrent la capitale et se retirèrent dans leurs fiefs où ils organisèrent une résistance, inefficace, aux généraux constitutionnalistes qui refusaient de mettre en œuvre une véritable réforme agraire.

Il n'y eut pas immédiatement de contre-révolution, comme ce sera le cas en Chine douze ans plus tard. Carranza et Obregón continuèrent à utiliser la rhétorique révolutionnaire, à résister aux pressions américaines et à promettre des concessions au peuple. Il fallut attendre l'assassinat de Zapata, en avril 1919, pour que les capitalistes mexicains se sentent à nouveau en sécurité. Même après cela, les politiciens de la classe moyenne continuèrent à exploiter les sentiments soulevés par la révolution à leur propre profit, dirigeant le pays pratiquement comme un État à parti unique par le biais du Parti révolutionnaire institutionnel. En réalité, le Mexique restait un abri sûr pour le capitalisme.

Dans un texte rédigé à Moscou en 1927, Léon Trotski tira les leçons des révoltes dans ce que nous appelons aujourd'hui le tiers monde. Il s'appuya sur les commentaires de Marx à propos de l'Allemagne post-1848 et sur sa propre analyse de la Russie d'après 1905. Les commentateurs précédents avaient relevé le développement

« inégal » du capitalisme, comment il prenait racine dans certaines parties du monde avant de se répandre ailleurs. Il déplaça l'accent sur le « développement inégal et combiné²¹ ».

L'argumentation de Trotski s'articule de la façon suivante : la montée en puissance du capitalisme a créé un système mondial dont l'impact, y compris sur les régions en retard sur le plan économique, a fait voler en éclats les classes dirigeantes traditionnelles et détruit les anciennes classes moyennes. Le contrôle exercé par les classes dirigeantes coloniales, le capital étranger et la concurrence des industries des pays déjà développés ont neutralisé le développement des classes capitalistes indigènes. Les classes moyennes ont cherché à détruire cet obstacle à leur propre développement en luttant pour un État national indépendant. Mais, ce faisant, elles ont indirectement incité à l'action des classes dont elles avaient peur ; en effet, les systèmes de transports et les enclaves industrielles modernes avaient engendré des classes ouvrières alphabétisées et combatives, et sorti des millions d'individus de l'isolement de leurs villages. La crainte provoquée par ces classes sociales poussa les « capitalistes nationaux » et une grande partie des classes moyennes à taire leur hostilité envers les vieilles classes dirigeantes ou les puissances coloniales. Par conséquent, seule une révolution « permanente », dans laquelle la classe ouvrière prendrait l'initiative en s'appuyant sur la colère de la paysannerie, pouvait mener à bien les tâches nationales et démocratiques que la bourgeoisie nationale prétendait soutenir.

C'est cette alliance stratégique qui avait eu lieu en Russie en 1917. Mais cela ne se produisit nulle part ailleurs dans le tiers monde. Le plus puissant régime impérialiste à la fin de la guerre mondiale, la Grande-Bretagne, était affaibli par les révoltes irlandaise, indienne, chinoise et égyptienne, qui avaient éclaté dans une période de troubles industriels en Angleterre même et de soulèvements révolutionnaires dans toute l'Europe. Pourtant, elle conservait un empire colonial qui s'était agrandi en annexant les colonies allemandes d'Afrique et les possessions arabes de l'Empire ottoman. Les impérialismes français,

belge, hollandais, japonais et celui, de plus en plus dominant, des États-Unis, étaient également préservés, donnant ainsi au capitalisme la capacité de rétablir sa stabilité.

Chapitre 43

Les Années folles

La « nouvelle ère », le « *Jazz Age* », les « *Golden Twenties* », c'est en ces termes que les médias et les politiciens bourgeois célébraient l'Amérique des années 1920. À la fin de la guerre, celle-ci était devenue la première puissance économique mondiale, prospérant pendant que l'Angleterre et l'Allemagne s'entredéchiraient, récupérant de nombreux investissements britanniques à l'étranger et continuant à croître (en 1928, la production était deux fois supérieure à celle de 1914).

Cette croissance s'accompagna d'une transformation en apparence magique de la vie d'un grand nombre de personnes. Les inventions des années 1890 et 1900, jusque-là réservées à une petite minorité de riches, se diffusaient désormais massivement : l'éclairage électrique, le gramophone, la radio, le cinéma, l'aspirateur, le réfrigérateur, le téléphone... Les usines d'Henry Ford sortirent la première automobile produite à la chaîne, le modèle T ; ce qui avait été jusqu'alors un jouet pour les riches fit son apparition dans les quartiers de la classe moyenne, et même dans certains quartiers ouvriers. L'essor de l'aviation commerciale permit de réduire la durée d'un voyage transcontinental de plusieurs journées à quelques heures pour quelques riches *happy few*. C'était comme si les gens avaient, du jour au lendemain, quitté l'obscurité, le silence et une mobilité restreinte pour pénétrer dans un nouvel univers de lumière instantanée, de brouhaha permanent et de déplacements rapides.

L'expression « *Jazz Age* » donnait une tonalité à ce changement. La musique populaire avait toujours existé sous des formes diverses. Mais elles étaient associées à des localités et des cultures particulières,

dans la mesure où la plupart des peuples du monde vivaient dans un isolement relatif. Les seules dimensions internationales ou interrégionales qu'avait pu prendre la musique avaient été des formes « classiques », à l'usage de classes exploiteuses relativement mobiles, et parfois religieuses. La croissance des grandes villes aux XVIII^e et XIX^e siècles, et l'apparition de salles de musique et de danse, de sociétés de chant et de partitions musicales imprimées, avaient commencé à changer tout cela. Cependant, ce furent le gramophone et la radio qui créèrent un nouveau champ culturel réceptif à des formes exprimant les rythmes du monde industriel, le tempo de la vie citadine et l'angoisse d'une existence atomisée dans un monde construit autour du marché. Le jazz, ou du moins la forme aseptisée de jazz qui constituait la base de la nouvelle musique populaire, pouvait prendre racine sur ce terreau. Il fut créé par les anciens esclaves du Sud américain qui fusionnèrent divers idiomes « folkloriques » africains et européens. Puis il atteignit le Nord au cours d'une grande vague migratoire partant des champs de coton et de tabac vers les métropoles du plus puissant régime capitaliste du monde. De là, porté par l'essor de l'accumulation capitaliste, il put séduire de par le monde des millions de personnes d'origines diverses.

Durant cette période, la récession et le chômage n'étaient plus qu'un lointain souvenir, à tel point que l'on commençait à considérer la « prospérité » comme allant de soi. L'économiste américain Alvin H. Hansen exprimait l'opinion dominante lorsqu'il écrivait en 1927 que les « maladies d'enfance » du capitalisme « diminuaient en intensité » et que « le caractère du cycle industriel était en train de changer »¹. Un autre économiste, Bernard Baruch, confiait dans un entretien donné à l'*American Magazine* en juin 1929 : « La situation économique du monde semble être à la veille d'un grand pas en avant »². »

Les conflits du passé semblaient eux aussi être de vieux souvenirs pour la classe moyenne. La défaite de la grève de l'acier en 1919 avait détruit toute volonté, de la part de l'*American Federation of Labor*, la

principale organisation syndicale, de se développer au-delà du cercle étroit des ouvriers qualifiés. Une série d'actions policières, ordonnées par le ministre de la Justice (*attorney general*) Alexander Mitchell Palmer et le futur patron du FBI J. Edgar Hoover, avaient brisé les vieux activistes de l'IWW et les nouveaux militants du Parti communiste. Les ouvriers qui voulaient améliorer leur situation n'avaient d'autre choix que de mettre toute leur foi dans le « rêve américain » de réussite individuelle, comme le faisait le futur dirigeant gréviste trotskiste Farrell Dobbs lorsqu'il votait républicain, envisageait d'ouvrir une boutique et aspirait à être juge³. Des économistes de premier plan, des hommes d'affaires et des personnalités politiques comme John J. Raskob, président du Comité national démocrate et directeur de General Motors, déclaraient que « chacun devrait être riche » et que tout le monde le serait effectivement à condition d'investir quinze dollars par semaine en actions et en obligations⁴.

L'espoir semblait même permis pour les groupes les plus miséreux de la société américaine. Les « *dirt farmers* » (petits exploitants agricoles blancs réduits à la pauvreté) des Appalaches et les métayers noirs du Sud affluaient en quête d'emploi à Detroit, Chicago et New York. Ce furent les années de la « renaissance de Harlem », où même ce ghetto du Nord semblait être un phare d'espoir pour les petits-enfants d'esclaves. L'amertume et la colère demeuraient extrêmement vives parmi la population noire, mais elles étaient canalisées, pour l'essentiel, par le mouvement de Marcus Garvey. Celui-ci prêchait un programme de séparatisme noir, de capitalisme noir et de « retour en Afrique », qui évitait toute confrontation avec le système américain. Pour ceux qui ne regardaient pas en deçà de la surface des événements, le « rêve américain » semblait accepté partout, sous une forme ou sous une autre ; le nombre de personnes qui achetaient et vendaient des actions et des obligations atteignait des niveaux records.

En Europe, l'arrivée de cette nouvelle ère fut retardée. En Allemagne, la crise de 1923 – alors que le pays s'attendait à une révolution socialiste ou à une dictature fasciste imminente – fut suivie d'une

brève période de déflation sauvage, tempérée par des prêts américains (le plan Dawes) qui redonnèrent de la vitalité au capitalisme. La production industrielle monta en flèche pour dépasser le niveau de 1914, permettant le rétablissement de la stabilité politique. Les élections de 1928 aboutirent à la formation d'un gouvernement de coalition social-démocrate, pendant que les nazis n'obtenaient que 2 % des voix et les communistes 10,6 %. À l'été 1928, Herman Müller, dirigeant des sociaux-démocrates allemands, pouvait se montrer confiant : « Notre économie est saine, notre système de protection sociale est sain, et vous verrez que les communistes aussi bien que les nazis seront absorbés par les partis traditionnels⁵. »

La Grande-Bretagne traversa une importante crise sociale deux ans et demi après l'Allemagne. Le chancelier de l'Échiquier, Winston Churchill, était résolu à symboliser la restauration de la puissance britannique en fixant la valeur de la livre sterling par rapport au dollar à son niveau d'avant-guerre. Cela entraîna l'augmentation du coût des exportations britanniques et la montée du chômage dans les industries de base. Le gouvernement y réagit en essayant de réduire les coûts par une baisse générale des salaires et une augmentation de la journée de travail, d'abord dans l'industrie minière. Mais le syndicat des mineurs refusa, et ses membres furent soumis à un lock-out en mai 1926. D'autres dirigeants syndicaux appelèrent à une grève générale de soutien, puis l'annulèrent après neuf jours, capitulant honteusement malgré l'efficacité de l'action, et laissant les patrons punir les militants et détruire méthodiquement les organisations syndicales de base.

Une fois passées la crise de la Ruhr et la grève générale en Grande-Bretagne, l'Europe adopta le nouvel état d'esprit qui prévalait aux États-Unis. La classe moyenne profitait en effet de tout un ensemble de biens de consommation nouveaux fabriqués par les industries de production de masse, et rien ne permettait de penser que ces avantages ne bénéficieraient pas également à la classe ouvrière dans un avenir proche. Si les États-Unis pouvaient échapper à la crise économique, l'Europe devait aussi en être capable. En Allemagne,

Werner Sombart faisait écho à Hansen en déclarant : « Il y a eu une claire propension, dans la vie économique européenne, à ce que des tendances antagonistes s'équilibrent mutuellement, augmentent moins et finalement disparaissent⁶. » De son côté, Eduard Bernstein affirmait que ses prophéties sur la transition pacifique du capitalisme au socialisme s'étaient réalisées. Selon lui, il était absurde de considérer que la république de Weimar était une « république capitaliste ». « Le développement de cartels et de monopoles a permis une augmentation du contrôle public, et mènera à leur métamorphose finale en sociétés publiques⁷. » Même en Grande-Bretagne, où le chômage continuait à affecter les vieilles régions industrielles, le Trades Union Congress célébra le premier anniversaire de la défaite des mineurs en participant à une série de pourparlers avec les patrons, connus sous le nom de « *Mond-Turner talks* ». Le but était de remplacer le conflit par la « coopération [...] pour améliorer l'efficacité de l'industrie et élever le niveau de vie des travailleurs⁸ ». Un gouvernement travailliste minoritaire fut constitué avec le soutien des libéraux en 1929.

L'idée que le capitalisme était parvenu à une stabilité de long terme alla jusqu'à atteindre le groupe dirigeant en URSS. En 1925, ses deux personnalités dominantes, le secrétaire général du Parti, Joseph Staline, et le théoricien Nicolas Boukharine, s'appuyèrent sur cette conviction pour justifier leur nouvelle doctrine, selon laquelle le socialisme pouvait être construit dans un seul pays. Le capitalisme s'était stabilisé, disaient-ils, rendant la perspective d'une révolution peu plausible⁹. Reprenant les termes du social-démocrate allemand Hilferding, Boukharine proclamait que l'Occident était parvenu au stade du « capitalisme organisé », qui permettait une expansion économique rapide et rendait les crises beaucoup moins probables¹⁰.

Si, au milieu des années 1920, la classe moyenne et la culture populaire semblaient avoir retrouvé une partie de leur optimisme d'avant-guerre, le rétablissement était précaire. En Europe, toute une génération de jeunes gens avaient vu leurs illusions piétinées dans la boue

des Flandres, et il n'était pas facile de l'oublier. L'atmosphère était à l'autosatisfaction cynique plutôt qu'au retour de l'espoir.

Cela n'était pas sans effet sur le « grand art » – la peinture, la sculpture, la musique savante et la littérature – de la période. Même avant la guerre, il existait une défiance minoritaire envers la croyance confortable en un progrès constant. La mécanisation du monde semblait déjà à double tranchant : d'un côté, faisant montre d'une puissance et d'un dynamisme sans égaux ; de l'autre, réduisant en lambeaux tout espoir de voir les humains contrôler leur propre destin. Des courants philosophiques et culturels apparurent, qui remirent en question l'idée de progrès et donnèrent un rôle central à l'irrationnel. Ces tendances furent encouragées par les développements de la physique théorique : la théorie de la relativité restreinte en 1905, la théorie de la relativité générale en 1915 et le principe d'incertitude énoncé par Heisenberg au début de la physique quantique au milieu des années 1920. Ces découvertes remettaient en cause le modèle mécanique de l'univers. Dans le même temps, la popularité de la psychanalyse semblait détruire la croyance en la raison, si importante naguère pour Freud lui-même¹¹.

Des artistes et des écrivains tentèrent de répondre à ces bouleversements par une « révolution » dans les formes artistiques et littéraires. Celle-ci reposait sur une ambiguïté fondamentale : le mélange d'admiration et d'horreur inspirées par le monde mécanique, marquant la naissance de ce qui allait bientôt être connu sous le nom de « modernisme ». De façon caractéristique, l'accent était mis sur le formalisme et l'exactitude mathématique, mais aussi sur la discordance d'images et de sons en opposition, ainsi que sur la dissolution de l'individu et du social en parties fragmentées. La haute culture, jusqu'à la moitié du XIX^e siècle (le critique marxiste hongrois Georg Lukács prétendait qu'il fallait situer le tournant en 1848), était centrée sur des tentatives, de la part de héros et d'héroïnes de la classe moyenne, de maîtriser le monde environnant, même s'ils échouaient souvent de manière tragique¹². La haute culture de la période postérieure à la

Première Guerre mondiale était centrée sur la réduction des individus à des jouets morcelés manipulés par des puissances hors d'atteinte : c'était le cas, par exemple, des romans de Franz Kafka *Le Procès* et *Le Château*, de l'opéra d'Alban Berg *Lulu*, du poème de T. S. Eliot *The Waste Land*, de la trilogie de John Dos Passos *USA*, des premières pièces de Bertolt Brecht ou encore des tableaux de la période « cubiste analytique » de Pablo Picasso.

Pourtant, la fragmentation interne des œuvres artistiques et littéraires qui se bornaient à refléter la fragmentation environnante laissait insatisfaits les meilleurs artistes et écrivains. Ceux-ci tentaient, avec des succès variables, de réunir les morceaux dans un nouveau schéma rétablissant la place de l'humain dans le monde mécanique. La difficulté inhérente à cette démarche, dans le cadre d'une réalité elle-même fragmentée et déshumanisée, amena nombre d'entre eux à tirer des conclusions politiques. Déjà, dans les années 1920, les futuristes italiens avaient adopté l'irrationalité aveugle du fascisme et les futuristes russes avaient épousé la tentative rationnelle de la révolution russe de remodeler le monde. Pendant l'essentiel de la décennie, la plupart des modernistes essayèrent d'éviter de choisir entre les deux, optant pour un avant-gardisme hautain les coupant délibérément de la culture populaire, même s'ils en empruntaient certains idiomes. Peut-être ne partageaient-ils pas les illusions de cette période, mais ils faisaient peu de chose pour les remettre en cause publiquement. Même s'ils étaient déçus par les Années folles, leur modernisme continuait à prendre ses désirs pour des réalités.

Le monde sortait d'une douzaine d'années de guerres, de révolutions et de soulèvements coloniaux. Mais, en 1927, dans les cercles internationaux de la classe dirigeante, on considérerait unanimement que le traumatisme était dépassé. Peu de voix discordantes s'élevèrent lorsque le président américain Calvin Coolidge déclara, en décembre 1928 : « Aucun Congrès des États-Unis n'a été confronté à une perspective aussi agréable que celle qui se présente à l'heure actuelle. » Peu de gens se doutaient que l'horreur était proche.

Chapitre 44

La Grande Dépression

Les espoirs de la période du *Jazz Age* volèrent en éclats le 24 octobre 1929, le fameux « Jeudi noir ». Ce jour-là, la Bourse américaine chuta de presque un tiers. De riches spéculateurs qui avaient joué leur fortune perdirent tout, et les journaux se firent l'écho des onze « suicides de Wall Street ». C'était la fin d'une époque pour tous ceux qui avaient cru à « l'argent tombant du ciel ».

Le krach était l'expression d'une déficience plus profonde du système. Les économies allemande, américaine et britannique avaient déjà commencé à se rétracter lorsqu'il se produisit¹. À partir de ce moment-là, leur production commença à plonger, les États-Unis menant la danse. À la fin de 1930, le niveau de la production américaine était inférieur à celui des récessions d'avant-guerre. Le nouveau président, Herbert Hoover, affirmait que le retour de la prospérité était « au coin de la rue », mais la dépression s'approfondissait. Si 1930 fut une mauvaise année, 1931 et 1932 furent encore pires. Cinq mille banques locales aux États-Unis et deux grandes banques en Allemagne et en Autriche firent faillite. À la fin de 1932, le PIB mondial avait chuté d'un tiers, et celui des États-Unis de 46 %.

Jamais une récession n'avait été si forte et n'avait duré si longtemps. Trois ans après son déclenchement, aucun signe de rétablissement ne s'annonçait. Aux États-Unis et en Allemagne, un bon tiers de la population active était au chômage, et en Grande-Bretagne un cinquième. Dans ces deux premiers pays, les ouvriers de l'industrie n'étaient pas les seuls à être frappés. Les cols blancs, qui continuaient à se considérer comme des membres de la classe moyenne, furent jetés

au rebut, tandis que les agriculteurs étaient pressurés par les banques au moment où les prix de leurs récoltes s'effondraient.

De la même manière que le conflit en Europe était devenu une guerre mondiale, la récession aux États-Unis et en Europe occidentale devint une crise mondiale. Elle dévasta les pays du tiers monde dont les économies avaient été ajustées pour produire des denrées alimentaires et des matières premières. Tout d'un coup, il n'y eut plus de débouchés pour leur production. Des populations qui venaient à peine d'être intégrées au monde monétaire ne pouvaient plus y avoir accès, tout en n'ayant plus aucun autre moyen d'assurer leur subsistance.

La crise ne se borna pas à frapper les classes exploitées. Elle sema la dévastation dans la classe dominante, des entreprises anciennes déposant le bilan en cascade. Les financiers se trouvèrent dans la hantise de rejoindre les rangs des banqueroutiers, et les industriels virent leurs profits disparaître en même temps que leurs marchés. Ils se tournèrent vers les États pour qu'ils les protègent de la concurrence étrangère, avec des dévaluations successives des monnaies nationales, les capitalistes de chaque pays essayant de vendre moins cher que leurs rivaux. Les uns après les autres, les pays imposèrent des droits de douane et des quotas, taxant et restreignant les importations. Même la Grande-Bretagne, bastion du libre-échange depuis 1846, suivit le mouvement. Le commerce mondial tomba à un tiers du niveau de 1928. Malgré les mythes que n'ont depuis cessé de répandre les politiciens et les économistes, les barrières au commerce ne provoquèrent pas la récession – engagée bien avant qu'elles ne soient mises en place –, mais ce fut la crise qui poussa à leur établissement.

La récession détruisit les vies de ceux qui avaient été les oubliés des *Golden Twenties*. Ils erraient dans les rues de toutes les grandes villes occidentales, les traits tirés, les yeux hagards, habillés de vêtements élimés, se rendant à la soupe populaire ou en revenant. Ils se trouvaient aussi dans les exploitations paysannes du reste du monde, ravagés par une peur folle de perdre leur terre, craignant que le produit de la récolte ne suffise à payer les loyers et les impôts, et

essayant de survivre avec ce qu'ils pouvaient eux-mêmes cultiver. Les moins « avancés » en termes capitalistes furent ceux qui s'en sortirent le mieux (les fermiers pratiquant une agriculture de subsistance étaient encore à peine intégrés à l'économie monétaire). Ceux qui n'avaient que leur force de travail à vendre n'avaient plus rien sur quoi s'appuyer. Même la vieille solution de l'émigration en Amérique était bloquée par le chômage de masse.

À Londres, Chicago, Berlin et Paris ; à Glasgow, Marseille et Barcelone ; à Calcutta, Shanghai, Rio, Dublin, Le Caire et La Havane, c'était partout la même désolation, partout la même amertume qui pouvait s'enflammer en espoirs nouveaux ou se transformer en désespoir.

Les années 1930 furent une décennie dans laquelle les forces de l'espoir et du désespoir luttèrent dans les rues de toutes les grandes villes, où la révolution et la contre-révolution se prirent mutuellement à la gorge. Cette période se termina par une victoire de la Contre-Révolution qui plongea le monde dans une autre guerre, dans laquelle les atrocités surpassèrent celles de 1914-1918.

URSS : la révolution à l'envers

Le communisme fut un des bénéficiaires de la récession en Occident et dans le tiers monde. L'effondrement du capitalisme confirmait ce que les révolutionnaires proclamaient depuis une quinzaine d'années, et ceux qui luttèrent le plus énergiquement contre les effets de la crise furent les communistes. Ils dirigèrent les manifestations de chômeurs, réprimées par la police, à New York, Chicago, Londres, Birkenhead, Berlin et Paris. Ils menèrent des luttes défensives désespérées contre les baisses de salaires dans les mines de Fife et du pays de Galles, dans les vergers de Californie et les usines automobiles de Paris. Ils passèrent en jugement, dans l'Inde britannique, pour avoir mis en place des syndicats, essayèrent de construire des groupes

payans de guérilla en Chine, s'organisèrent dans les bidonvilles de l'Afrique du Sud dirigée par les Blancs et risquèrent leurs vies en se battant contre le racisme dans le Sud des États-Unis.

Les années 1930 sont parfois appelées la « décennie rouge » à cause de la séduction que le communisme exerçait alors sur de nombreux intellectuels. Dès 1933, il attirait des romanciers américains tels que John Steinbeck, John Dos Passos, Theodore Dreiser, James T. Farrell, Richard Wright et Dashiell Hammett, l'écrivain écossais Lewis Grassie Gibbon, les Anglais W. H. Auden et Christopher Isherwood, le Français André Gide et le dramaturge allemand Bertolt Brecht. À leurs côtés se trouvait une foule de personnalités moins connues, écrivant des romans « prolétariens », apportant aux masses un théâtre d'« agit-prop » et s'exprimant dans de petits magazines littéraires. Le basculement à gauche des intellectuels était l'expression d'un sentiment bien plus large parmi ceux qui recherchaient des alternatives aux horreurs de la crise, un sentiment présent chez une minorité d'ouvriers d'usine et dans les files de chômeurs un peu partout dans le monde. La plupart d'entre eux ne rejoignirent jamais le Parti communiste, mais, même s'ils n'y adhéraient pas entièrement, ils voyaient le communisme comme une alternative.

Dans les années 1930, le communisme était pour tout un chacun indissociable de l'Union soviétique, et il impliquait que la révolution se produirait ailleurs. Pourtant, au moment du krach de Wall Street, la révolution de 1917 n'était plus qu'un vieux souvenir en URSS.

Comme nous l'avons vu, Lénine avait déjà, avant sa mort en 1924, insisté sur les « déformations » et le bureaucratisme qui affectaient l'État ouvrier. Au milieu des années 1920, ceux-ci avaient atteint des proportions monstrueuses. Le régime révolutionnaire n'avait pu se rétablir des ravages humains et des rigueurs extrêmes de la guerre civile qu'en accordant des concessions au capitalisme intérieur sous la forme de la nouvelle politique économique (la NEP). Il s'en était suivi une lente progression du niveau de vie de la majeure partie de la population. Mais se faisait également ressentir l'influence croissante de

certaines couches de la société hostiles à l'esprit révolutionnaire de 1917 : les petits capitalistes, les négociants liés à la NEP (les *nepmen*) et les *koulaks*, ces paysans riches qui employaient des ouvriers agricoles salariés. L'industrie restait aux mains de l'État mais subissait les pressions du marché, et le rétablissement de la production industrielle était accompagné par des niveaux de chômage relativement élevés. Alors qu'en 1922 environ 65 % du personnel de direction dans l'industrie étaient officiellement considérés comme des ouvriers, en 1923 ils n'étaient plus que 36 %² à avoir ce statut.

Si, à l'époque de la mort de Lénine, le régime était encore à certains égards socialiste, ce n'était pas à cause de sa base sociale, mais parce que ceux qui prenaient les décisions au sommet avaient encore des aspirations socialistes. Comme l'écrivait Lénine, « la politique prolétarienne du Parti est déterminée actuellement non par ses effectifs, mais par l'autorité immense et sans partage de cette couche très mince que l'on peut appeler la vieille garde du Parti³ ». Mais, pendant que Lénine agonisait, la « vieille garde » elle-même était atteinte par les influences corrosives à l'œuvre dans le reste du Parti. Le dernier acte politique de Lénine fut de rédiger un testament qui recommandait d'écarter Staline du poste de secrétaire général en raison de la brutalité du traitement bureaucratique qu'il réservait aux autres membres du Parti. Les éléments dominants de la direction du Parti – Zinoviev, Kamenev, Boukharine et Staline – choisirent d'ignorer le testament et de le garder secret⁴.

Les circonstances les éloignaient de plus en plus des principes de 1917. Pour diriger le pays, ils s'appuyaient sur un appareil bureaucratique, et le personnel de cet appareil s'appuyait à son tour sur les concessions faites aux paysans riches, à la masse des *Nepmen* et à la couche nouvelle d'industriels « rouges ». Ils se souciaient davantage d'apaiser ces groupes que des intérêts des travailleurs qui avaient fait la révolution.

Cela provoqua un désaccord au sein du Parti, jusque dans sa direction. Déjà, en 1921, un groupe se dénommant l'Opposition ouvrière

avait proclamé dans des conférences, dans des publications du Parti (qui lui étaient encore ouvertes) et dans une brochure imprimée sur les presses du Parti à 250 000 exemplaires, que les ouvriers étaient en train de perdre le pouvoir. Mais ce groupe se révéla incapable de formuler des propositions pratiques pour porter remède à l'appauvrissement général du pays. En 1923-1924, une nouvelle opposition fut créée avec une lettre ouverte de quarante-six bolcheviques de la première heure critiquant la bureaucratisation du Parti. Cette Opposition de gauche se regroupa autour de Trotski, président du soviet de Saint-Pétersbourg en 1905, organisateur de l'insurrection d'Octobre et fondateur de l'Armée rouge. Elle affirmait que la seule voie à suivre résidait dans trois ensembles de mesures liées entre elles : l'expansion de l'industrie, de manière à accroître le poids social de la classe ouvrière, l'amélioration de la démocratie ouvrière et la chasse aux tendances bureaucratiques dans le Parti et dans l'État. Seules celles-ci pouvaient préserver la pérennité de l'État ouvrier en attendant que la révolution se répande à l'échelle internationale.

Un torrent d'injures tel que le Parti n'en avait jamais connu se déversa contre l'opposition. Pour chaque article exprimant le point de vue de l'Opposition de gauche dans la presse du Parti, il y en avait dix de la direction pour le dénoncer. Les diatribes se succédaient sur le « trotskisme », et Trotski lui-même fut contraint de quitter la position clé qu'il occupait à la tête de l'Armée rouge pour un rôle secondaire comme ministre de la Science et de la Technologie, pendant que Staline accumulait de plus en plus de pouvoirs entre ses mains.

La teneur de la bureaucratisation du Parti fut démontrée en 1926, lorsque Staline et Boukharine attaquèrent Zinoviev. L'organisation du district de Petrograd, qui avait jusque-là soutenu Zinoviev de façon unanime, se mit à le dénoncer tout aussi fermement. Zinoviev et ses partisans subirent des attaques identiques à celles qui avaient été dirigées contre Trotski et l'Opposition de gauche.

C'est à ce moment-là que Staline et Boukharine donnèrent au conservatisme bureaucratique sévissant dans le Parti les moyens de

s'exprimer en élaborant une doctrine entièrement nouvelle : le « socialisme dans un seul pays ». Jusqu'alors, tous les dirigeants du bolchevisme s'accordaient sur le fait que, tandis que les ouvriers pouvaient établir leur État dans un seul pays, ils ne pouvaient avancer vers le véritable socialisme sur cette base unique. Surmonter l'héritage de 5000 ans de société de classes ne serait possible qu'en utilisant tous les moyens de production créés par le capitalisme industriel moderne – et ceux-ci se déployaient à l'échelle mondiale, non dans un seul pays, et en aucun cas dans un pays arriéré comme la Russie. La révolution devait se répandre ou mourir.

Lénine l'avait répété à de nombreuses occasions, et Staline lui-même avait insisté sur ce point dans son livre *Lénine et le léninisme*, publié en 1924 : « La principale tâche du socialisme – l'organisation de la production socialiste – reste encore à accomplir. Peut-on résoudre ce problème, peut-on obtenir la victoire finale du socialisme dans un seul pays sans les efforts conjugués des prolétaires de plusieurs pays avancés ? Non, c'est impossible [...]. Pour la victoire définitive du socialisme, pour l'organisation de la production socialiste, les efforts d'un seul pays, surtout d'un pays paysan comme la Russie, sont insuffisants⁵. »

Staline et Boukharine représentaient un groupe dirigeant qui craignait et combattait tout ce qui pouvait mettre en péril ses privilèges bureaucratiques. Ses principales caractéristiques étaient l'inertie et l'autosatisfaction. L'idée que l'URSS pouvait tout simplement ignorer le monde extérieur, se replier sur ses ressources et, selon la formule célèbre de Boukharine, « construire le socialisme à pas de tortue », convenait à un tel état d'esprit. C'est la raison pour laquelle tous les permanents du Parti engagés dans des compromis quotidiens avec les cadres d'usine, les paysans riches et les commerçants arrivistes s'empressèrent de soutenir Staline et Boukharine contre ceux qui tentaient de leur rappeler la démocratie ouvrière et la révolution mondiale. Cela permit au groupe dirigeant de recourir à des mesures encore plus répressives, faisant appel à la police pour disperser une

manifestation de soutien à l'opposition organisée par des ouvriers de Petrograd pour le dixième anniversaire de la révolution d'Octobre⁶, excluant l'opposition du Parti, condamnant ses membres à l'exil dans des régions lointaines et expulsant finalement Trotski d'URSS.

Et pourtant, l'atmosphère qui régnait en Union soviétique jusqu'en 1928 était très différente de celle qui caractériserait les années 1930, ce que de nombreux ouvrages sur le *goulag* ou les camps de concentration de Staline passent sous silence. La Terreur rouge avait diminué en intensité après la guerre civile. En 1928, les camps n'hébergeaient que 28 000 prisonniers, lesquels n'étaient pas soumis au travail forcé. Bref, il ne s'agissait pas encore d'un régime totalitaire.

Comme l'a écrit Michael Reiman, sur la base de son étude des archives de la période : « Même si l'usage de la répression, et en particulier de la répression politique, était encore répandu, la technique du terrorisme préventif de masse avait été pratiquement abandonnée. Un cadre normal, en temps de paix, de légalité et d'observance des procédures légales avait été établi. La vie civile quotidienne était de retour. La culture particulière de l'ère de la NEP s'installa, avec ses restaurants, ses confiseries et ses lieux de plaisirs. Une vie artistique et idéologique plus riche se développa également [...]. Les travailleurs [...] vivaient dans les faits les aspects positifs des nouvelles lois sur les syndicats, les nouveaux droits des travailleurs et les conditions plus libres de la discipline dans l'usine [...]. L'autorité de Staline était encore limitée [...]. Même si son pouvoir était grand, il n'était pas illimité⁷. »

Mais la structure entière défendue par Staline et Boukharine avait des faiblesses internes qui se révélèrent au moment même où ils interdirent l'opposition. Sa stabilité dépendait de la capacité des paysans à assurer la livraison des céréales dans les villes, même si le niveau de la production industrielle n'était pas suffisant pour satisfaire leurs besoins, et du renoncement, de la part des puissances capitalistes occidentales, à leurs rêves de renversement de la révolution par la force des armes. En fait, aucune de ces deux conditions ne pouvait durer. En

même temps que certaines fractions de la paysannerie s'enrichissaient, elles exigeaient davantage de l'État et passaient à l'action pour l'obtenir. Et les grandes puissances capitalistes, toujours résolues à se partager le monde, continuaient de nourrir secrètement le désir de dépecer la Russie.

Les deux problèmes s'exacerbèrent au milieu de 1928. Les paysans commencèrent à refuser de vendre leurs céréales aux villes, et la Grande-Bretagne, jusque-là le plus important partenaire commercial de la Russie, rompit les relations diplomatiques et imposa une interdiction quasi totale des échanges. Une crise politique ébranla le Kremlin. Comme l'explique Reiman, « la situation internationale modifiée affecta de façon critique les relations internes en URSS. L'autorité de la direction du Parti fut sérieusement ébranlée [...]. La confusion et la désorientation furent ressenties dans les cercles politiques. La direction du Parti [...] était aux prises avec une nervosité et une anxiété croissantes⁸ ».

Le groupe dirigeant se scinda en deux. Boukharine voulait désespérément continuer dans la même voie. Mais cela aurait signifié que la bureaucratie renonce à une partie de son pouvoir pour satisfaire les paysans, et qu'elle abandonne tout espoir de résister aux exigences étrangères futures. Dans un premier temps, Staline ne sut que faire, puis il se tourna vers une politique offrant à la bureaucratie la possibilité de se renforcer à l'intérieur comme à l'extérieur : l'industrialisation forcée, censée être financée en accaparant de force les céréales des paysans. Une telle politique convenait à ceux qui dirigeaient les établissements industriels. Selon une étude de l'époque, « le choix de l'expansion vint autant des fonctionnaires et des directeurs – dont beaucoup étaient désormais membres du Parti – que des dirigeants du Parti eux-mêmes⁹ ». Cette politique fournissait aussi les moyens de produire des tanks, des cuirassés, des avions et des mitrailleuses dans des proportions équivalentes à la production des États occidentaux, et de se protéger ainsi des menaces d'intervention étrangère.

Staline proclamait avec insistance : « Ralentir le pas, ce serait rester en arrière ; et ceux qui restent en arrière sont battus. Nous ne voulons pas être battus. Dans l'histoire de la vieille Russie, c'est son retard qui l'a toujours perdue [...]. Nous avons cinquante ou cent ans de retard sur les pays avancés. Nous devons rattraper ce retard en dix ans. Si nous ne le faisons pas, on nous écrasera¹⁰. »

Le programme bureaucratique d'industrialisation forcée destiné à égaler l'Occident sur le plan militaire était porteur de sa logique propre. La production de « biens d'équipement » – usines, machines et matières premières qui pouvaient être utilisées pour produire davantage de ces mêmes biens – augmenta aux dépens des biens de consommation. La proportion des investissements consacrés aux moyens de production passa de 32,8 % en 1927-1928 à 53,3 % en 1932 et 68,8 % en 1950¹¹. En conséquence, les biens de consommation souhaités par les paysans en échange des denrées alimentaires nécessaires à la masse croissante des ouvriers industriels ne furent pas produits.

La seule façon d'obtenir de la nourriture était de franchir un palier dans l'usage de la force à l'encontre des paysans. Staline suivit cette logique en passant de la confiscation des récoltes à la saisie des terres. La collectivisation des campagnes – en réalité, l'expropriation de la paysannerie par l'État – fut l'autre face de l'industrialisation forcée. Elle conduisit à une augmentation de l'excédent disponible pour nourrir les villes et destiné à être vendu sur le marché mondial afin d'acquérir des machines étrangères. Mais cela provoqua également une chute de la production agricole globale.

La collectivisation causa de lourdes souffrances parmi les paysans. Des millions d'entre eux, petits et moyens, furent dénoncés comme *koulaks* et emmenés en déportation dans des camions à bestiaux. Des dizaines de millions de personnes souffrirent de la faim lorsque leurs grains furent saisis. Les ouvriers subirent aussi une chute de leur niveau de vie : en six ans, celui-ci aurait baissé de moitié¹². Seul un régime policier sans précédent pouvait imposer une telle pression sur le peuple. Toute protestation devait être écrasée sans pitié.

Tout canal qui aurait permis aux ouvriers ou aux paysans de s'exprimer devait être fermé. Les syndicats furent complètement subordonnés à l'État. Une multitude de personnes furent jetées dans des camps de travail, dont le nombre était vingt fois plus élevé en 1930 qu'en 1928¹³. Toute section de l'appareil bureaucratique qui montrait des signes de sympathie envers les ouvriers ou les paysans devait aussi être punie, tout comme les intellectuels ayant produit – même par inadvertance – des romans, des poèmes ou de la musique susceptibles de focaliser le mécontentement. Au sein du Parti, les débats cédèrent la place à la condamnation rituelle de la dernière « déviance » en date. L'expérimentation artistique des années 1920 fut remplacée par un conformisme plat, bien mal nommé « réalisme socialiste ». Les exécutions, rares entre la guerre civile et 1928, devinrent désormais monnaie courante. En 1930, on en dénombra 20 201, soit plus du double du nombre estimé à la fin de la guerre civile, en 1921. Le macabre décompte atteignit, en 1937, le chiffre de 353 074 exécutions, presque quarante fois celui de 1921¹⁴.

Les procès pour l'exemple, qui condamnaient les prévenus à la mort ou à l'enfer des camps de travail, ne servirent pas seulement de moyens de dissuasion. La description des accusés comme « agents étrangers trotskistes » détourna du régime la colère des masses pour la diriger vers de prétendus « saboteurs ». L'apogée de la terreur, en 1936-1937, fut atteint avec la condamnation à mort de tous les membres restants du Comité central de Lénine en 1917, à l'exception de Staline, d'Alexandra Kollontaï, devenue ambassadrice en Suède, et de Léon Trotski, qui survivait en exil et serait assassiné par un agent de Staline en 1940.

Pendant des décennies, les partisans de Staline proclamèrent qu'il était l'héritier de Lénine, accomplissant les aspirations de 1917. Cette revendication est répétée aujourd'hui par de nombreux supporters du capitalisme occidental, même si c'est avec une connotation négative. Pourtant, Staline prit soin de s'assurer que les bolcheviques de 1917 seraient les premiers à pâtir de la terreur du milieu des années 1930.

Parmi les membres du Parti bolchevique, seulement un sur quatorze de ceux de 1917 et un sur six de ceux de 1920 étaient encore dans le Parti communiste d'Union soviétique en 1939¹⁵. La plupart des autres avaient été exécutés ou envoyés dans des camps. Comme Trotski ne cessa de l'affirmer, le stalinisme fut loin d'être la simple continuation du léninisme ; entre eux s'écoula un fleuve de sang.

La logique de Staline fut la même que celle de tout capitaliste confronté à la pression concurrentielle d'un rival plus important : enjoindre à ses salariés de faire tous les « sacrifices » concevables pour être compétitifs. Pour Staline, « rattraper l'Occident » impliquait de copier les méthodes d'« accumulation primitive » employées ailleurs. La révolution industrielle anglaise avait été fondée sur l'éviction des paysans des terres communes au moyen des enclosures ; Staline brisa le contrôle de la terre par les paysans au moyen d'une « collectivisation » qui obligea des millions de personnes à émigrer vers les villes. Le capitalisme britannique avait accumulé de la richesse grâce à l'esclavage dans les Caraïbes et en Amérique du Nord ; Staline entassa des millions de personnes dans les camps d'esclavage du *goulag*. L'Angleterre avait pillé l'Irlande, l'Inde et l'Afrique ; Staline supprima les droits des républiques non russes d'URSS et déplaça des populations entières sur des milliers de kilomètres. La révolution industrielle britannique avait consisté à dénier aux travailleurs les droits les plus élémentaires et à faire travailler des hommes, des femmes et des enfants quatorze ou seize heures par jour ; Staline suivit son exemple, abolissant l'indépendance des syndicats et faisant tirer sur les grévistes. Seule différence significative : alors qu'il avait fallu des centaines d'années au capitalisme occidental pour achever son accumulation primitive, Staline voulut réaliser celle de la Russie en deux décennies. La brutalité et la barbarie y furent par conséquent plus concentrées.

La bureaucratie stalinienne ne pouvait pas « rattraper » l'Occident en copiant le capitalisme de « marché », à petite échelle, propre à l'Angleterre de la révolution industrielle. Elle ne pouvait réussir militairement que si ses industries étaient comparables en taille à celles de

l'Ouest. Mais elle n'avait pas le temps d'attendre que les firmes privées grandissent en s'absorbant les unes les autres. L'État devait intervenir pour mettre en place l'échelle de production nécessaire. Des monopoles capitalistes d'État, et non des petites entreprises privées, étaient requis, et l'État devait coordonner toute l'économie, subordonnant à l'accumulation la production de tout le reste.

La plupart des gens considéraient que le système qui en résultait était socialiste, et beaucoup persistent à le caractériser ainsi. Car le stalinisme brisa bel et bien la colonne vertébrale du capitalisme privé en Russie, comme il le fit plus tard en Europe de l'Est et en Chine. Mais ses méthodes furent très similaires à celles des économies de guerre de l'Ouest. Des deux côtés, une planification s'opéra pour comprimer la consommation des masses tout en construisant une industrie lourde et une production d'armement.

Les Occidentaux qui assistèrent à cela dans les années 1930 furent sidérés par les succès économiques de l'URSS, de même que le furent de nombreux observateurs du tiers monde qui virent le rapide progrès industriel de la Russie dans les années 1950 et au début des années 1960. Quels que fussent ses défauts, le stalinisme semblait avoir trouvé le moyen d'échapper aux crises qui frappaient le capitalisme de marché dans le reste du monde. Les fabiens anglais Sidney et Beatrice Webb, opposants de toujours à la révolution, visitèrent la Russie au milieu des années 1930 et furent si impressionnés qu'ils écrivirent un livre intitulé *L'Union soviétique : une nouvelle civilisation ?* À la seconde édition, plus impressionnés encore, ils supprimèrent le point d'interrogation.

Pourtant, l'URSS ne pouvait échapper au monde dans lequel elle se trouvait, même dans les années 1930. Si la direction étatique permit à ses industries de se développer alors que celles du reste du monde se contractaient, le peuple le paya cependant très cher. Et la récession mondiale eut un impact direct. Staline finança les importations de machines étrangères en vendant les céréales de l'Ukraine et du Kazakhstan. Lorsque les cours s'effondrèrent, après 1929, il dut en vendre

deux fois plus ; au moins trois millions de paysans moururent de faim après avoir vu leurs récoltes confisquées par l'État.

L'abandon de la révolution mondiale

Le stalinisme n'était pas seulement une réponse à l'isolement. Il contribuait aussi à le perpétuer. La théorie du « socialisme dans un seul pays » l'amena à imposer aux partis communistes du reste du monde une politique qui sabotait les chances de la révolution.

Pendant la première phase de l'alliance Staline-Boukharine, la recherche d'alliés respectables en Occident impliqua de courtiser la confédération syndicale britannique (la TUC), par le biais d'un « accord de commerce anglo-soviétique », même lorsque la TUC trahit la grève générale. Les syndicalistes britanniques furent encouragés à brandir le slogan « Tout le pouvoir au conseil général de la TUC », alors qu'un examen, même superficiel, des dirigeants syndicaux anglais aurait pu révéler l'usage que ceux-ci étaient susceptibles de faire d'un tel pouvoir.

Lors de ces mêmes mois, la recherche d'alliés à l'Est poussa le pouvoir soviétique à chanter les louanges de Tchang Kaï-chek. Même après que ce dernier eut ordonné l'attaque contre les organisations ouvrières de Canton, Staline et Boukharine conseillèrent aux communistes chinois, de Shanghai et d'ailleurs, de lui faire confiance¹⁶.

Les consignes données aux partis communistes étrangers changèrent lorsque le « socialisme dans un seul pays » cessa d'être un « socialisme à pas de tortue » pour céder la place à l'industrialisation forcée. Il leur fut alors brusquement expliqué, en 1928, qu'ils étaient entrés dans une « troisième période » de progression révolutionnaire. Les principaux ennemis devinrent dès lors cette même aile gauche des partis sociaux-démocrates et ces mêmes syndicats que la direction russe avait tant vantés quelques mois plus tôt. Staline et ses partisans déclarèrent que ces groupes étaient désormais des « sociaux-

fascistes », au moins aussi dangereux que l'extrême droite. Partout, les communistes devaient diriger contre eux l'essentiel de leurs critiques, n'accepter en aucun cas de s'allier avec eux et, si nécessaire, former des syndicats dissidents.

Des dirigeants nouveaux, susceptibles d'accepter une telle politique, furent imposés aux partis communistes étrangers et, presque partout, les leaders bien établis qui ne voulaient pas plier firent l'objet d'exclusions. Comment expliquer ce virage à 180 degrés de la part de Staline ? La raison réside en partie dans le désir de couvrir les fautes commises en Angleterre et en Chine. Après avoir interdit aux communistes chinois de critiquer Tchang Kaï-chek en mars 1927, alors que ce dernier se préparait à les massacrer, Staline et Boukharine poussèrent ces mêmes communistes à prendre le pouvoir à Canton en novembre. Le rapport de forces leur était totalement défavorable, et le résultat fut un bain de sang, mais cela créa un climat dans lequel il devenait difficile de reprocher à Staline et Boukharine d'être trop conservateurs. Le tournant remplissait également d'autres fonctions. Le sentiment d'une lutte désespérée et héroïque sur le plan international répondait à la ruée acharnée pour industrialiser la Russie sans égard pour le coût humain. Cela permettait aussi à Staline d'éliminer tous ceux qui, dans le mouvement international, auraient pu critiquer ce qui se passait en URSS. Il fut ainsi possible de transformer complètement les partis communistes étrangers en organes de la politique étrangère russe.

La « troisième période » fut désastreuse pour les partis communistes. La crise qui avait éclaté en 1929 avait radicalisé une minorité substantielle de travailleurs et créé une sympathie grandissante pour la propagande communiste sur les méfaits du capitalisme. Mais elle portait les travailleurs à s'en tenir à la sécurité représentée par les partis sociaux-démocrates et les syndicats établis. C'était le plus souvent les jeunes travailleurs et les chômeurs qui se radicalisaient ; en effet, les manifestations qui les opposaient régulièrement à une répression policière sanglante étaient le seul moyen qu'ils avaient

d'exprimer leur colère. À l'inverse, les travailleurs qui avaient un emploi craignaient tellement de le perdre qu'ils suivaient le plus souvent les appels à la « modération » des dirigeants parlementaires et syndicaux.

Ces travailleurs étaient eux aussi pleins d'amertume. Lorsque les employeurs ne leur laissaient d'autre choix que de faire grève, ils s'y lançaient de la façon la plus hardie. Mais la plupart du temps leur colère était refoulée, ne s'exprimant que lorsqu'ils pensaient avoir une chance de gagner. Les divisions de la classe dirigeante engendrées par la crise ouvrirent tout à coup de nouvelles possibilités pour les luttes ouvrières, de la même manière que les retours de prospérité, aussi courts aient-ils été, incitèrent les employeurs à embaucher. Ainsi, les années postérieures à 1929 virent des poussées soudaines de formes radicales de lutte : en Espagne, le renversement révolutionnaire de la monarchie et une renaissance massive du mouvement ouvrier ; un soulèvement révolutionnaire à Cuba ; une montée importante de la gauche française, menant à la formation d'un gouvernement de Front populaire et à l'occupation des grandes usines ; et la naissance d'un syndicalisme de masse aux États-Unis, culminant dans l'occupation de la principale usine automobile du monde, General Motors.

Mais nulle part cela ne se produisit au moment de l'entrée en crise – il y eut un délai de deux, quatre ou six ans –, et nulle part les sociaux-démocrates et les directions syndicales n'en pâtirent réellement. Au contraire, des fractions de la direction sociale-démocrate maintinrent et même accrurent pendant un certain temps leur influence en adoptant une rhétorique plus à gauche qu'à l'accoutumée. Ceux qui se bornaient à traiter ces dirigeants de « sociaux-fascistes » se coupèrent des travailleurs qui les soutenaient.

C'est l'erreur que commirent pendant six ans les partis communistes soumis à l'influence de Staline. Ils attirèrent les individus radicalisés par la crise, mais ils les orientèrent vers des batailles impossibles à gagner, coupés qu'ils étaient des larges couches de travailleurs influencés par les syndicats et les organisations sociales-démocrates. Une

minorité de militants aguerris du Parti continuèrent à lutter malgré leurs maigres chances. Mais de nombreux adhérents, souvent une majorité, abandonnèrent, brisés par les difficultés, la faim et les brimades infligées par les patrons. Les effectifs des partis communistes le montrent. Le Parti tchécoslovaque passa de 91 000 adhérents en 1928 à 35 000 en 1931, le Parti français tomba de 52 000 à 36 000, le Parti américain de 14 000 à 8 000 et le Parti britannique de 5500 à 2500¹⁷.

Le Parti communiste parvint cependant à se développer dans un pays : l'Allemagne. Les effets de la crise y étaient plus dramatiques encore qu'aux États-Unis : beaucoup de ceux qui perdirent leurs emplois dans la récession avaient perdu leurs économies à peine sept ans auparavant à cause de l'inflation, en même temps que les taux d'intérêt élevés frappaient lourdement la classe moyenne, les petites entreprises et les agriculteurs. Dans le cadre d'un sentiment général de crise économique et sociale insurmontable affectant toute la société, les effectifs du Parti passèrent de 124 000 en 1928 à 206 000 en 1931, et ses suffrages, qui étaient de 3,2 millions de voix en 1928, grimperent à 4,6 millions en 1930 et à 5,9 millions en novembre 1932.

Mais, dans une très grande proportion, les membres du Parti étaient des chômeurs. Près de 51 % des militants berlinois étaient sans emploi en 1930, contre 40 % travaillant en usine, et seulement 17 % des effectifs nationaux étaient en mesure de militer sur leurs lieux de travail en 1931¹⁸. De plus, le *turnover* des membres était incroyablement élevé, près de 40 % à Berlin¹⁹. Pendant ce temps, même si les sociaux-démocrates perdaient des voix, ils en recueillirent tout de même 7,2 millions en novembre 1932 et obtinrent 84 % des sièges dans les comités d'usine, contre 4 % pour les communistes²⁰.

En dénonçant les sociaux-démocrates comme des sociaux-fascistes, les communistes se coupèrent de la masse des travailleurs qui, aussi confus aient-ils été, voulaient agir contre la crise économique et résister aux nazis. Les conséquences des instructions de Staline ne furent pas seulement dommageables pour le Parti, mais constituèrent un désastre pour l'humanité.

La montée au pouvoir d'Hitler

À l'époque du krach de Wall Street, en octobre 1929, des partis sociaux-démocrates de type travailliste dominaient les gouvernements des deux principaux pays d'Europe. En Grande-Bretagne, le travailliste Ramsay MacDonald avait formé au début de l'année un gouvernement minoritaire dépendant du soutien des *Liberals*, pendant qu'en Allemagne le social-démocrate Hermann Müller présidait une « grande coalition » formée l'année précédente avec les partis bourgeois « modérés ».

Aucun de ces gouvernements n'avait la moindre idée de la façon de lutter contre la crise qui s'était abattue sur le monde en 1930. La montée du chômage impliquait une augmentation des dépenses sociales. La baisse de la production industrielle avait provoqué une réduction des recettes fiscales. Les budgets gouvernementaux commencèrent à être déficitaires. L'instabilité financière frappa les deux pays : les banquiers américains exigèrent le remboursement des prêts du plan Dawes qui avait soutenu l'économie allemande au milieu des années 1920, et des financiers commencèrent à jouer en bourse contre le taux de change de la livre sterling. Les dirigeants des banques nationales, Hjalmar Schacht en Allemagne (nommé cinq ans auparavant en tant que représentant de l'aile libérale de la classe dirigeante) et Montagu Norman en Angleterre (un membre de la famille de banquiers Baring), proposèrent à leurs gouvernements de réduire le financement des fonds d'assurance fournissant les allocations de chômage. Les gouvernements s'écroulèrent sous la pression. En Allemagne, le ministre des Finances – l'ancien économiste « austro-marxiste » et ex-social-démocrate indépendant Rudolf Hilferding – ne put s'en sortir, et le gouvernement tomba au début de l'année 1930. En Grande-Bretagne, MacDonald et son chancelier Philip Snowden

choisirent d'abandonner le Parti travailliste et de rejoindre les conservateurs dans un gouvernement national.

La crise économique fut moins sévère en Angleterre qu'en Allemagne et aux États-Unis. L'industrie britannique avait encore, grâce à son empire, un accès privilégié à d'immenses marchés. Les prix chutèrent plus rapidement que les salaires, et la classe moyenne prospéra même là où les ouvriers au chômage souffraient le plus, dans les vieilles régions industrielles du Nord, de l'Écosse et du pays de Galles. Le gouvernement national réduisit les allocations de chômage et les salaires dans le secteur public, provoquant des émeutes de chômeurs, une brève mutinerie dans la marine et une vague de colère dans certains groupes sociaux (comme les instituteurs). Mais il survécut facilement à la vague d'agitation, mit en déroute un Parti travailliste complètement démoralisé lors des élections législatives de 1931 et 1935, et sut convaincre la majorité des capitalistes britanniques qu'il y avait une issue à la crise économique. Ces mêmes membres de la classe dirigeante qui étaient prêts, en 1933 et 1934, à soutenir le dirigeant fasciste anglais, Oswald Mosley (par exemple la famille Rothermere, propriétaire du *Daily Mail*, qui titra de façon ignoble : « Hourrah pour les Chemises noires ! »), l'avaient d'une manière générale abandonné dès 1936.

Les choses étaient très différentes en Allemagne. Le chômage y était 50 % plus élevé qu'en Grande-Bretagne, et une grande partie de la classe moyenne connaissait un appauvrissement extrême. La crise entraîna un rapide essor du Parti national-socialiste (nazi) d'Adolf Hitler. Son score électoral fit un bond, passant de 810 000 voix à plus de six millions en 1930, pour doubler et atteindre 37,3 % des suffrages en juillet 1932. Mais les nazis n'étaient pas seulement (ni même essentiellement) un parti électoral. Au cœur de leur organisation se trouvaient des paramilitaires spécialistes du combat de rue – les SA ou Sections d'assaut – qui comptaient 100 000 hommes en 1930 et 400 000 à la mi-1932. Ces brutes armées s'étaient assignées pour tâche d'agresser violemment ceux qu'ils rendaient responsables de la crise

sociale, s'en prenant d'un côté au capital financier, considéré comme « juif », et de l'autre au mouvement ouvrier, censé être à la fois « juif » et « marxiste ». C'est l'existence de cette force armée, préparée à se battre pour le contrôle des rues et prendre l'avantage sur toutes les autres organisations sociales, qui distinguait le nazisme et le fascisme des partis bourgeois établis.

La première organisation de ce type à connaître quelque succès avait été celle créée par Mussolini en Italie après 1920. Ses membres étaient unis par une idéologie intense, nationaliste bien plus qu'antisémite (certains dirigeants fascistes, comme le maire de Rome au milieu des années 1920, étaient juifs, et l'antisémitisme ne faisait pas partie de la panoplie idéologique des fascistes, du moins avant l'alliance avec Hitler à la fin des années 1930). Mais, dans d'autres domaines, Mussolini traçait la voie qu'Hitler allait suivre.

Le parti hitlérien avait commencé à se faire remarquer pendant l'année de crise 1923, marquée par l'occupation de la Ruhr par les Français et l'inflation galopante. Il était au centre d'un cercle d'organisations terroristes d'extrême droite, de groupes antisémites et d'anciens membres des Freikorps rassemblés à Munich. Mais la tentative de putsch dans la capitale bavaroise, en novembre 1923, avait échoué lamentablement et le parti avait décliné parallèlement à l'amélioration des conditions économiques. En 1927-1928, le parti d'Hitler était une force marginale sur le plan électoral, ses effectifs se limitaient à quelques milliers d'adhérents et ses dirigeants passaient le plus clair de leur temps à se quereller. L'irruption de la crise économique mondiale lui donna bientôt un essor considérable.

Hitler attirait à lui de plus en plus de gens issus des partis bourgeois « modérés » ; ceux-ci, en effet, se discréditaient en soutenant des gouvernements incapables de faire face à une crise qui jetait dans la pauvreté et la ruine non seulement les ouvriers, mais également nombre de membres de la classe moyenne. Dans la petite ville de Thalburg, par exemple, le score électoral des nazis fit un bond, passant en

trois ans de 123 à 4 200 voix, et ce aux dépens des autres partis bourgeois²¹.

Comme les fascistes italiens, les nazis étaient un parti de la classe moyenne. Une grande part de leurs effectifs, avant la prise du pouvoir d'Hitler, était constituée de travailleurs indépendants (17,3 %), de « cols blancs » (20,6 %) ou de fonctionnaires (6,5 %). Tous ces groupes étaient représentés, au sein du parti, dans une proportion de 50 % et 80 % plus élevée que dans la population totale, et tous pouvaient être considérés comme bien plus privilégiés socialement qu'ils ne le seraient aujourd'hui. Certains ouvriers rejoignirent les nazis, mais dans une proportion inférieure de moitié à celle qu'ils occupaient dans la population²². S'il est vrai que les nazis recueillaient quelques voix ouvrières, la plupart étaient celles d'ouvriers agricoles habitant des régions comme la Prusse orientale – où des tentatives de syndicalisation, juste après la guerre, avaient été brisées et où il n'existait pratiquement pas de traditions politiques ouvrières –, mais aussi celles d'ouvriers de petites villes, dans lesquelles l'influence des classes moyennes était la plus importante, ou bien de chômeurs, qui étaient atomisés et parfois attirés par les avantages offerts par l'adhésion au parti nazi, et en particulier aux SA²³. Il est donc absurde d'essayer de nier le caractère petit-bourgeois du nazisme, comme le fait, par exemple, le sociologue Michael Mann, lorsqu'il affirme que « les études réalisées démontrent une faible corrélation entre le vote nazi et les classes²⁴ ».

Mais pourquoi les classes moyennes furent-elles attirées par les nazis et non par la gauche ? La raison tient en partie aux décennies d'endoctrinement antisocialiste. Les travailleurs indépendants et les cols blancs, élevés dans la conviction d'être supérieurs aux travailleurs manuels, s'accrochèrent à ce qui les différençait des masses lorsque la crise s'approfondit. Leur colère contre les gouvernements et les financiers allait de pair avec leur peur des travailleurs situés socialement juste en dessous d'eux. Cela n'avait pourtant pas empêché nombre

d'entre eux d'approuver l'idée, dans les années 1918-1920, qu'un changement de nature socialiste était inévitable.

Une autre raison tient au comportement de la gauche elle-même. Les sociaux-démocrates allemands n'avaient rien appris de l'expérience de leurs prédécesseurs italiens. Au contraire, ils répétaient *ad nauseam* que « l'Allemagne n'[était] pas l'Italie ». Kautsky y insistait en 1927, affirmant que, dans un pays industriel avancé, le fascisme ne pourrait jamais réussir, comme en Italie, à « attirer [...] un grand nombre d'éléments du lumpenprolétariat prêts à servir les besoins du capitalisme²⁵ ». Quelques jours avant l'arrivée d'Hitler au pouvoir, en janvier 1933, Hilferding conservait le même discours. En s'en tenant à la Constitution allemande, disait-il, les sociaux-démocrates avaient obligé les nazis à rester sur le terrain de la « légalité », ce qui causerait leur défaite, comme l'avait montré le refus du président Hindenburg d'accepter la proposition d'Hitler de former un gouvernement commun à l'été précédent. « Après la tragédie italienne vient la farce allemande [...]. Elle marque le déclin du fascisme », affirmait-il²⁶.

L'accent mis sur le constitutionnalisme conduisit les dirigeants sociaux-démocrates à suivre une politique de « tolérance » envers les gouvernements qui leur succédèrent après qu'eux-mêmes eurent quitté le pouvoir en 1930, dans un contexte de crise aggravée. Ces gouvernements, présidés d'abord par Heinrich Brüning, puis Franz von Papen et finalement Kurt von Schleicher, fonctionnèrent sans majorité parlementaire, se reposant sur le pouvoir de gouverner par décret accordé au président. Leurs mesures furent autant d'attaques contre les conditions d'existence des ouvriers et de la classe moyenne inférieure – un décret de Brüning imposa une réduction des salaires de 10 % –, mais ne purent mettre un terme à la détérioration de l'économie et des difficultés qui l'accompagnaient. Par leur politique de « tolérance », les sociaux-démocrates affirmaient, en fait, qu'ils n'avaient que la misère et la faim à proposer. Ils laissèrent le champ libre aux nazis pour recueillir le soutien de ceux qui abandonnaient les vieux partis bourgeois.

Les sociaux-démocrates auraient difficilement pu mieux s'y prendre pour faciliter les choses à Hitler. Ils constituèrent une sorte d'organisation d'autodéfense, le Reichsbanner, composée de militants et de membres des associations sportives socialistes et des organisations de jeunesse, susceptible de mobiliser des centaines de milliers de personnes. Pourtant, ils proclamèrent avec insistance qu'il n'était destiné qu'à des buts défensifs, qu'ils n'y auraient recours que si les nazis violaient la Constitution – ce qui n'arriva jamais. Ils contrôlaient également le gouvernement du *Land* de Prusse et, avec lui, une importante force de police bien armée. Ils avaient fait appel à la police pour tirer sur les cortèges communistes du 1^{er} mai 1929 à Berlin, tuant vingt-cinq personnes, et avaient interdit les manifestations nazies dans toute la Prusse en 1930 et 1931. Mais leur légalisme même les porta à abandonner cette arme lorsque la menace nazie atteignit son maximum, à l'été 1932. Lors des élections présidentielles tenues cette année-là, ils ne présentèrent aucun candidat, mais demandèrent à leurs électeurs de voter pour le vieux Hindenburg. Ce dernier les remercia en se mettant d'accord avec von Papen, qui négociait secrètement avec Hitler, pour renverser par décret le gouvernement social-démocrate de Prusse. Les sociaux-démocrates obéirent docilement, abandonnant ce qu'ils avaient déclaré être le plus solide rempart contre le nazisme. Les SA pouvaient désormais parader ouvertement, créant l'impression d'un mouvement dynamique tout-puissant susceptible de résoudre les difficultés de la vie et de chasser l'opposition des rues. Il ne pouvait y avoir de contraste plus grand avec la paralysie des sociaux-démocrates face à la pire crise que le peuple ait connue.

Il n'est pas surprenant, dans ces conditions, que les militants sociaux-démocrates aient été désorientés. Comme l'a écrit à leur sujet William S. Allen, l'historien de la montée en puissance du nazisme dans la ville de Thalburg dès le début de 1933 : « Beaucoup s'attendaient à une attaque nazie. Ils comptaient se battre sans savoir très bien pourquoi ils se battraient. Pour la république du général von Schleicher ou pour von Papen ? Pour une démocratie régie par des lois

d'urgence présidentielles ? Durant ce mois gris de janvier 1933, le SPD de Thalburg ne tint pas de réunion, ne fit pas de discours. Qu'y avait-il à dire ? ²⁷ »

L'immobilité des sociaux-démocrates laissa le champ libre aux nazis. Mais ceux-ci n'auraient pu conquérir le pouvoir en s'appuyant seulement sur le soutien de leurs électeurs. Leur score le plus élevé dans des élections libres était de 37,1 %, et ils perdirent en fait deux millions de voix entre juillet et novembre 1932. Même avec Hitler à la chancellerie et une intimidation massive de l'opposition, ils ne recueillirent que 43,9 % des suffrages en mars 1933. Fin 1932, Goebbels se plaignait dans son journal intime de ce que l'échec des nazis à prendre le pouvoir causait une démoralisation dans leurs rangs, et le départ de milliers de membres du parti.

Ce qui donna le pouvoir aux nazis fut la décision prise par les représentants autorisés de la classe dirigeante allemande de le leur offrir. Depuis longtemps déjà, des fractions des grands milieux d'affaires donnaient de l'argent aux nazis, les considérant comme un contrepois utile à la gauche et aux syndicats. Le magnat de la presse Alfred Hugenberg avait « résolu les problèmes financiers d'Hitler dans les premières années²⁸ ». Dès 1931, Fritz Thyssen, un des principaux industriels de la Ruhr, était « un partisan zélé des nazis²⁹ », et l'ancien directeur de la banque nationale, Schacht, était de plus en plus proche d'eux³⁰.

Mais jusqu'en 1932, les sections principales du capitalisme allemand avaient soutenu deux partis qui étaient plus ou moins sous leur contrôle direct : les grands industriels soutenaient le Parti du peuple allemand (successeur du Parti national libéral d'avant-guerre), tandis qu'Hugenberg et les grands agrariens parrainaient le Parti national allemand. Ils se méfiaient du Parti nazi parce que beaucoup de ses membres issus de la classe moyenne appauvrie – et certains de ses dirigeants – ne se bornaient pas à attaquer les organisations « marxistes » des travailleurs, mais appelaient également à une « révolution nationale » contre les grands milieux d'affaires.

Cependant, lorsque la crise toucha leurs profits, certains capitalistes allemands commencèrent à voir les choses différemment. Même la majorité des industriels, qui ne finançaient pas Hitler et se défiaient d'un mouvement qui s'était construit indépendamment d'eux dans la classe moyenne ruinée, se mirent à penser qu'ils pouvaient utiliser les nazis à leurs propres fins. Comme l'a écrit l'historien Arthur Schweitzer à ce propos : « La sévérité croissante de la dépression convainquit la plupart des dirigeants de la classe dominante que le traité de Versailles devait être remis en cause, les réparations annulées, et le pouvoir des travailleurs organisés brisé pour que la crise puisse enfin être surmontée [...]. À l'été 1931, certains dirigeants des grands milieux d'affaires commencèrent à épouser l'idée que la république de Weimar un "système déshonorant" et appelèrent à une "dictature nationale"³¹. »

Ces opinions étaient partagées par les industriels de la Ruhr, les grands propriétaires terriens et l'essentiel du corps des officiers. Elles étaient également proches, à de nombreux égards, de la politique préconisée par Hitler lui-même. Cette proximité se confirma lorsque Hitler élimina Otto Strasser, le partisan le plus voyant de la « révolution nationale », participa en septembre 1931, à Harzburg, à une conférence commune avec le Parti national, le Parti du peuple, les groupes d'industriels et de propriétaires, puis « s'adressa aux capitaines d'industrie de la Ruhr³² » en janvier 1932.

Les industriels, rassurés, étaient de plus en plus convaincus qu'Hitler ne toucherait pas à leurs intérêts, et certains allaient jusqu'à considérer les Sections d'assaut (SA) comme un outil efficace pour briser le mouvement ouvrier. Dès l'automne 1932, la plupart des industriels pensaient que les nazis devaient accéder au pouvoir, le gouvernement devenant ainsi assez puissant pour mettre en œuvre la politique qu'ils désiraient et affaiblir la résistance de la classe ouvrière. Ils étaient toujours divisés sur la question de savoir quelle devait être l'importance de la présence nazie. La majorité d'entre eux voulaient que les postes clés restent entre les mains des politiciens des partis

bourgeois traditionnels qui avaient leur confiance, comme von Papen. Seule une minorité poussait à l'époque pour qu'Hitler soit mis en avant. Ils considéraient qu'ils avaient besoin d'Hitler comme d'un chien de garde pour protéger leur propriété, et que, comme tout bon chien de garde, celui-ci devait être tenu en laisse. Mais Hitler ne l'entendait pas de cette oreille et, tandis que le gouvernement du chef militaire von Schleicher se révélait incapable de satisfaire leurs aspirations, l'humeur des milieux d'affaires commença à changer. Même si, parmi l'élite industrielle, nombreux étaient ceux qui n'étaient pas très enthousiastes à l'égard de l'ancien caporal et de ses propos incohérents, ils commencèrent à accepter le fait que lui seul pouvait commander les forces nécessaires pour restaurer la stabilité bourgeoise. Von Papen lui-même eut une réunion avec Hitler au domicile d'un banquier. Il confia à l'ambassadeur britannique, quelques jours plus tard : « Ce serait un désastre si le mouvement hitlérien s'effondrait ou était brisé, car, après tout, les nazis sont le dernier rempart contre le communisme³³. »

Les gros propriétaires fonciers, les grands patrons qui soutenaient Hitler, comme Schacht et Thyssen, ainsi que certaines sections du haut commandement militaire exhortèrent le président Hindenburg à résoudre la crise politique en nommant Hitler chancelier. Von Papen jeta tout son poids, ainsi que celui des intérêts de l'industrie lourde, qui se fiaient à lui, dans la balance. D'importantes franges de l'industrie étaient encore dans le doute, mais elles n'exercèrent aucune résistance et, une fois Hitler installé au pouvoir, elles se montrèrent tout à fait disposées à financer les élections qu'il organisa pour améliorer sa position parlementaire (et surmonter la crise dans les rangs nazis)³⁴. Hitler ne serait arrivé à rien s'il n'avait été capable d'organiser un mouvement de masse de la classe moyenne en partie opposé aux préférences politiques immédiates des principaux groupes d'affaires allemands. Mais, en fin de compte, ceux-ci considérèrent sa prise de pouvoir comme préférable à la persistance de l'instabilité politique, et

certainement comme bien meilleure que son effondrement et qu'un passage à gauche du gouvernail politique de l'Allemagne.

Hitler prit ses fonctions le 31 janvier 1933. De nombreux partisans des sociaux-démocrates voulurent lui résister. Le social-démocrate Julius Braunthal évoque ainsi « les plus impressionnantes manifestations de la volonté des travailleurs allemands de lutter. Dans l'après-midi et la soirée du 30 janvier, des manifestations de travailleurs, spontanées et violentes, défilèrent en masse dans les grandes villes allemandes. Des délégations provenant des usines [...] de tout le pays arrivèrent le même jour à Berlin dans l'attente d'ordres de bataille³⁵ ».

Mais les dirigeants du SPD décidèrent qu'Hitler avait pris le pouvoir dans les formes « constitutionnelles » et que leurs partisans ne devaient rien faire ! Leur quotidien, le *Vorwärts*, se vantait : « Face au gouvernement et à ses menaces de coup d'État, les sociaux-démocrates et le Front de fer se tiennent fermement sur le terrain de la Constitution et de la légalité³⁶. » Le parti consacra tous ses efforts à empêcher une résistance « prématurée » au nouveau régime.

Le désir de résistance de la base sociale-démocrate aurait dû profiter au Parti communiste tout au long des trois années précédentes. Mais ses dirigeants avaient refusé d'exiger, de 1929 jusqu'à 1933, que les sociaux-démocrates participent à un front unique pour stopper les nazis, soit par stupidité soit par obéissance aux ordres de Staline. Par ailleurs, les individus qui commençaient à émettre des doutes sur la ligne politique du Parti furent éloignés des postes influents. L'absurdité suprême se produisit à l'été 1931 lorsque les nazis organisèrent un référendum pour chasser le gouvernement social-démocrate de Prusse. En effet, les dirigeants communistes, sur ordre de Staline, l'avaient baptisé « référendum rouge » et invité les membres du Parti à faire campagne pour le « oui » ! Difficile d'imaginer un geste plus rebutant pour les sympathisants sociaux-démocrates susceptibles de se tourner vers les communistes pour résister aux nazis.

On ne peut pas dire pour autant que les communistes ont été, d'une quelconque façon, alliés aux nazis, comme on le prétend parfois.

Dans des endroits comme Berlin, les groupes communistes livrèrent des batailles de rues désespérées, jour après jour, pour chasser les nazis³⁷. Mais ils le firent sans le soutien d'une large base populaire.

Au même titre que la lâcheté des sociaux-démocrates, la folie des dirigeants communistes persista après la prise du pouvoir par Hitler. Ils n'avaient rien appris de ce qui s'était passé en Italie et continuaient à croire que les nazis se comporteraient comme n'importe quel gouvernement bourgeois. Ils proclamaient avec insistance que la dictature nazie était fondamentalement instable et qu'elle s'écroulerait rapidement³⁸. Leur slogan était : « Après Hitler, notre tour. » À Moscou, le journal du Parti, la *Pravda*, parlait des « succès enthousiasmants du Parti communiste allemand », tandis que Radek, un ancien de l'Opposition de gauche désormais tombé sous la coupe de Staline, écrivait dans les *Izvestia* que les nazis avaient subi une « défaite semblable à celle de la Marne³⁹ ».

Conformément à cette perspective, les militants communistes allemands avaient pour consigne de persister dans l'offensive, avec des distributions massives de tracts et des pétitions dirigées contre le nouveau gouvernement. Mais l'hitlérisme était d'une nature différente de celle des autres gouvernements bourgeois, précisément en ceci qu'il possédait une masse de partisans prêts à s'attaquer à tout élément de résistance ouvrière, faisant la chasse aux militants, s'assurant que les patrons licenciaient les syndicalistes, et se joignant à la police secrète pour briser les centres d'opposition au régime. Quiconque signait une pétition était susceptible d'être tabassé par les SA et arrêté par la police.

En quelques jours, les forces paramilitaires nazies furent intégrées à la machine d'État. Les SA et la police collaboraient pour harceler les partis de la classe ouvrière. Puis, le 27 février, les nazis prirent prétexte d'un incendie au Reichstag pour interdire le Parti communiste, supprimant ses journaux et jetant 10 000 de ses membres dans des camps de concentration.

La lâcheté stupide des dirigeants sociaux-démocrates persista jusqu'à la fin. Ils pensaient que la répression dirigée contre les communistes ne les concernait pas, et ils exclurent les membres qui prônèrent la résistance clandestine. Les dirigeants syndicaux promirent même de collaborer avec les nazis pour faire du 1^{er} mai une « journée du travail national ». Le 2 mai, les nazis enfermaient ces derniers dans des camps de concentration.

Entre l'accession d'Hitler au pouvoir et le déclenchement de la guerre en 1939, environ 225 000 personnes furent condamnées à la prison pour des délits politiques, et on estime que « près d'un million d'Allemands subirent, pour une période plus ou moins longue, les tortures et les indignités des camps de concentration⁴⁰ ».

Les organisations ouvrières ne furent pas les seules à souffrir. Ayant acquis le soutien des partis du grand capital – le Parti national et le Parti du peuple – dans son offensive contre les communistes, les sociaux-démocrates et les syndicats, Hitler se retourna contre eux, les forçant à se dissoudre et à s'intégrer dans un État à parti unique. Il utilisa la terreur étatique pour détruire l'indépendance de toutes sortes d'organisations, aussi respectables et petites-bourgeoises fussent-elles – des groupes d'avocats, des associations professionnelles, et même les scouts. À la moindre manifestation de résistance, la police politique – la Gestapo – dirigeait les membres les plus actifs vers les camps de concentration. La peur réduisit au silence toute critique de la politique totalitaire.

Le pouvoir nazi restait, malgré tout, fondé sur un accord direct avec les milieux d'affaires et le corps des officiers. Ceux-ci furent relativement épargnés par la violence nazie, libres de continuer à faire des profits et améliorer leurs capacités militaires, pendant que les nazis se voyaient confier le contrôle des moyens de répression et de la vie politique dans son ensemble. L'alliance fut scellée dans le sang un an plus tard lors de la Nuit des longs couteaux, lorsque Hitler utilisa sa garde personnelle, les SS (Schutzstaffel), pour assassiner les dirigeants SA, dont le discours de « seconde révolution » inquiétait les généraux et

les industriels. En contrepartie, ceux-ci permirent à Hitler de s'emparer de la présidence et de concentrer entre ses mains tout le pouvoir politique.

Chapitre 45

L'espoir étranglé : 1934-1936

L'importance de la victoire des nazis en Allemagne provoqua des ondes de choc dans toute l'Europe. Ils avaient démantelé le mouvement ouvrier le plus puissant du monde pratiquement du jour au lendemain. C'était une leçon qu'ailleurs les forces d'extrême droite furent promptes à assimiler, et que les organisations ouvrières durent essayer de digérer, aussi désagréable que ce fût pour des dirigeants qui avaient insisté sur l'inviolabilité de l'approche constitutionnelle ou sur l'imminence d'une victoire communiste.

Vienne, 1934

Les premiers mouvements concertés de la droite pour imiter certaines des méthodes d'Hitler se produisirent en 1934 en Autriche, en France et en Espagne. La classe dirigeante autrichienne avait toléré la présidence sociale-démocrate d'une coalition gouvernementale à la suite de l'effondrement de son empire en 1918-1919. En effet, les États voisins faisaient l'objet d'un soulèvement révolutionnaire permanent, et l'Autriche elle-même était agitée par d'énergiques conseils d'ouvriers et de soldats, que seuls les sociaux-démocrates pouvaient empêcher de se lancer à la conquête du pouvoir. Comme le social-démocrate autrichien Adolf Strumthal devait l'écrire plus tard : « Les partis de la classe moyenne autrichienne étaient quasiment impuissants, et la tâche de défendre la démocratie en Autriche échut aux sociaux-démocrates¹. » Une fois le soulèvement retombé, les sociaux-démocrates quittèrent le gouvernement et se concentrèrent sur le conseil

municipal de Vienne, qu'ils contrôlaient, pour améliorer les conditions d'existence des travailleurs. Vienne était un bastion du Parti, qui comptait 600 000 membres dans un pays où la population urbaine adulte ne dépassait pas trois millions, et recueillait 42 % des voix aux élections nationales.

Mais les politiciens catholiques de droite dominaient les campagnes et possédaient la majorité au Parlement. Inspirés par les succès de Mussolini en Italie, ils avaient constitué dès la fin 1920 une force paramilitaire, la Heimwehr, qui se heurtait souvent au groupe de défense social-démocrate, le Republikanischer Schutzbund.

La victoire d'Hitler en Allemagne renforça la confiance des fascistes autrichiens, même si elle provoqua une scission en leur sein, avec d'un côté ceux qui voulaient que l'Autriche fusionne avec l'Allemagne, et de l'autre ceux qui souhaitaient un État catholique allié à l'Italie. Le dirigeant de ce second groupe, Engelbert Dollfuss, profita de la situation au début mars 1933 pour se dispenser du Parlement et gouverner par décrets d'urgence.

Dollfuss prit des mesures symboliques contre les nazis pro-Allemands, mais sa cible principale restait le mouvement ouvrier : « Le corps de défense socialiste fut dissous, la ville de Vienne, administrée par les socialistes, se vit privée d'une partie considérable de ses revenus, les salariés socialistes reçurent l'ordre, sous peine de perdre leur emploi, d'adhérer au nouveau parti de Dollfuss, le Front patriotique [...]. Dollfuss annonça officiellement son plan d'abolition de la démocratie parlementaire et de refondation de l'Autriche en État catholique, corporatiste et fédéral². »

Les sociaux-démocrates autrichiens s'étaient vantés, après 1919, d'être plus à gauche et plus désireux de combattre la droite que leurs homologues allemands. Ils prétendaient aussi que cela avait empêché les communistes de se développer en Autriche, et que le mouvement ouvrier n'y était pas affaibli par la division comme il l'était en Allemagne. Mais leur réponse au coup d'État de Dollfuss consista à ne rien faire.

Ils étaient pourtant en position de force. La puissance de la classe ouvrière s'était manifesté quelques jours plus tôt, lorsque les cheminots avaient remporté une nette victoire après une grève totale. Mais au lieu de lutter contre Dollfuss, les sociaux-démocrates espéraient qu'il accepterait de former un front antinazi avec eux. Ils conseillèrent à leurs adhérents de se préparer à l'action, mais de ne rien faire qui serait « prématuré ».

La situation traîna ainsi pendant onze mois, Dollfuss se livrant à des attaques, mineures mais systématiques, et les sociaux-démocrates continuant à conseiller la patience à leurs militants. Lors d'un rassemblement ayant réuni un millier de délégués d'usine à Vienne, un dirigeant social-démocrate rejeta les appels à l'action immédiate, affirmant : « Aussi longtemps qu'il y a la moindre chance d'éviter les horreurs de la guerre civile, nous sommes tenus par l'honneur et la conscience de la saisir³. » Ainsi que s'en souvenait le social-démocrate Braunthal : « Les travailleurs autrichiens se sentaient profondément déçus et découragés. Ce sentiment de désolation ne fit que croître du fait de la tactique évasive de l'exécutif du Parti face à la vague montante du fascisme autrichien⁴. »

Dollfuss avait donc les coudées franches pour passer à l'action de façon décisive contre les socialistes au moment où il le souhaiterait. C'est ce qu'il fit le 12 février 1934, après que son suppléant eut déclaré : « Nous allons commencer à nettoyer l'Autriche. Nous allons faire le travail à fond⁵. »

« Tôt le matin, la police perquisitionna à la recherche d'armes dans les locaux des socialistes de Linz. Des ouvriers résistèrent et des coups de feu furent échangés. Trois heures plus tard, les ouvriers de l'électricité de Vienne se mirent en grève – le signal convenu pour une grève générale [...]. Puis les premiers échanges de tirs eurent lieu à Vienne. La guerre civile était là [...]. Elle dura quatre jours. Toute la malchance possible sembla s'abattre sur les travailleurs. Une petite minorité d'ouvriers socialistes, essentiellement des membres du Corps républicain de défense (le *Schutzbund*), prit les armes – pour autant

que des armes étaient à leur disposition [...]. Aucun appel officiel à la grève générale ne put être lancé car on avait oublié de conclure des arrangements avec les employés de l'électricité pour l'utilisation des imprimeries socialistes. La masse des travailleurs sympathisa avec les combattants du Corps républicain de défense, mais ne fit pas grève. Découragés, démoralisés, ils travaillaient, pendant que près d'eux des petits groupes socialistes étaient submergés par des canons et des mitrailleuses [...]. Le 16 février, la lutte était terminée. Onze hommes furent pendus [...]. Le mouvement ouvrier autrichien fut contraint à la clandestinité⁶. »

Malgré la défaite, le fait que le mouvement ouvrier autrichien ait finalement lutté contre le fascisme et n'ait pas simplement capitulé, comme en Allemagne, fut une source d'inspiration pour les antifascistes d'autres pays. « Plutôt Vienne que Berlin » devint un slogan autour duquel une nouvelle aile gauche se cristallisa dans beaucoup de partis sociaux-démocrates.

En Autriche, les partisans de Dollfuss s'accrochèrent au pouvoir pendant quatre ans avec un régime parfois décrit comme « cléricofasciste ». Puis, en 1938, Mussolini passa un accord avec Hitler, les troupes allemandes prirent le contrôle du pays sous les hourras des foules petite-bourgeoises et une nazification complète s'opéra.

Les événements d'Allemagne avaient démontré que le mouvement ouvrier ne pouvait stopper le fascisme s'il n'était pas prêt à lutter de façon unifiée. L'Autriche montra que l'unité ne suffisait pas, il fallait être prêt à combattre.

La France et le Front populaire

En février 1934, Paris aussi paraissait proche de la guerre civile. Pour répondre à la crise économique mondiale, le Parti radical, de tendance centriste, qui avait participé à plusieurs gouvernements successifs, avait mis en œuvre une politique déflationniste qui

réduisait les traitements des salariés du secteur public et les revenus des paysans, lesquels constituaient encore la majorité de la population française. Dans le même temps, une série de scandales financiers avaient éclaboussé des personnalités dirigeantes du parti au pouvoir.

La colère populaire suscita une atmosphère de confusion croissante, avec des manifestations de fonctionnaires, de petits commerçants et de petits entrepreneurs, ainsi qu'une action de masse violente de la part des paysans. L'extrême droite, organisée dans diverses « ligues » paramilitaires, sut profiter de la situation, paradant dans les rues et recueillant un soutien grandissant de la classe moyenne grâce à sa combinaison de nationalisme et d'ultra-catholicisme, pour sa dénonciation des financiers « corrompus » et son antisémitisme.

Au début de l'année 1934, l'extrême droite avait l'espoir de rééditer la victoire d'Hitler survenue un an plus tôt. Le 6 février, ses organisations appelèrent à une énorme manifestation dans Paris contre le gouvernement de « centre-gauche » récemment formé par le Parti radical d'Édouard Daladier. Leur but était d'envahir la Chambre des députés et d'imposer le remplacement de Daladier par un gouvernement de droite, ouvrant la voie à leur propre pouvoir.

Une nuit de violents combats s'ensuivit, les manifestants et la police échangèrent des coups de feu, faisant au total quinze morts et 1 435 blessés. Daladier démissionna le lendemain, craignant de ne pouvoir maintenir l'ordre, et fut remplacé par un radical de « centre-droit ». L'extrême droite avait montré qu'elle avait la capacité de « défaire » un gouvernement par la force, et la France semblait prête à suivre l'exemple de l'Italie et de l'Allemagne.

La gauche française s'était montrée jusque-là tout aussi incapable de réagir que ses homologues étrangères. Le Parti socialiste (SFIO, Section française de l'Internationale ouvrière) tolérait le Parti radical au gouvernement, tout comme les sociaux-démocrates allemands avaient toléré Brüning. Les communistes, quant à eux, ressassaient l'idée absurde de la « troisième période » selon laquelle les socialistes étaient des « sociaux-fascistes ». Le 3 février, alors que la mobilisation

d'extrême droite se faisait plus violente, *L'Humanité* titra « Pas de panique », tandis que le 5 février, le quotidien communiste déclara que choisir entre les fascistes et le gouvernement était comme choisir « entre la peste et le choléra⁷ ». Lorsqu'il appela à une manifestation le 9 février, qui donna lieu à un violent affrontement avec la police et fit neuf morts, il le fit de sa propre initiative et proclama que la manifestation était dirigée aussi bien contre les fascistes que contre les « assassins » du gouvernement désormais déchu de Daladier⁸.

La CGT (Confédération générale du Travail), principale fédération syndicale, appela à la grève générale le 12 février, et la SFIO, de son côté, à une manifestation. Ce n'est qu'à la dernière minute que le Parti communiste décida lui aussi de manifester, mais séparément des autres organisations. Ce qui se passerait lorsque les deux cortèges se rencontreraient était pour le moins incertain. On redoutait que les militants des deux bords n'en viennent à se battre les uns contre les autres, comme cela s'était produit dans le passé. Au lieu de cela, au moment où ils se rapprochèrent, les manifestants se mirent à scander les mêmes slogans antifascistes et se mêlèrent dans une manifestation unique. Selon un témoin, « cette rencontre déclencha un enthousiasme délirant, une explosion de cris de joie. Des applaudissements, des chants, des cris de "Unité ! Unité !" ⁹ ».

Le succès de la grève générale et de la manifestation unitaire brisa l'élan de la droite. Un accord formel entre communistes et socialistes entraîna des succès électoraux pour les deux partis aux dépens des radicaux. Parallèlement, la fusion entre la CGT et une mouvance séparatiste sous contrôle communiste (la CGTU) provoqua une augmentation générale des effectifs syndicaux. Des comités antifascistes se formèrent dans tout le pays pour disputer aux fascistes le contrôle de la rue.

Puis le Parti communiste alla encore plus loin dans son tournant politique. Il appela à un pacte, non seulement avec les socialistes, mais aussi avec le Parti radical, considérant que celui-ci, bien qu'il fût un parti bourgeois, était pour la préservation de la République. Lorsque le

« Front populaire », réunissant les socialistes, les communistes et les radicaux, remporta à une nette majorité les législatives de mai 1936, le Parti proclama que c'était la preuve décisive que sa démarche était fondée. Sans aucun doute, la gauche obtenait de bons résultats électoraux. Pour la première fois, les socialistes formaient le parti le plus important de l'Assemblée, tandis que le nombre des représentants communistes bondissait de dix à soixante-seize. Le dirigeant socialiste Léon Blum put former un gouvernement comportant dix-huit socialistes et treize radicaux. Les communistes n'étaient pas au gouvernement, mais ils le soutenaient à l'Assemblée.

Mais c'est dans la rue et sur les lieux de travail, bien plus que dans les rangs du gouvernement radical-socialiste, que l'enthousiasme était palpable : après tout, avec le nombre de sièges qu'ils avaient obtenus au Parlement, les deux partis auraient pu former un tel gouvernement à n'importe quel moment au cours des quatre années écoulées. Une série d'immenses manifestations de gauche culmina dans une commémoration de la Commune de Paris rassemblant 600 000 personnes. La plus grande vague de grèves que la France ait connue commença à déferler avant même la prise de fonctions du gouvernement Blum. Ce qui avait démarré comme un ensemble de grèves éparpillées, courtes mais victorieuses, dans diverses parties de la France – Le Havre, Toulouse, Courbevoie – se transforma soudain, le 26 mai, en un puissant mouvement, lorsque les ouvriers des ateliers de mécanique de la région parisienne arrêterent le travail et occupèrent leurs usines. Le 28 mai, les travailleurs de l'usine Renault à Boulogne-Billancourt se mirent en grève et occupèrent le site ; à la fin de la semaine, 70 000 ouvriers étaient impliqués. Après une pause pendant le « pont » de la Pentecôte, les occupations se répandirent dans différents secteurs industriels et dans pratiquement toutes les régions du pays – chocolateries, imprimeries, chantiers de construction, entreprises de serrurerie, et même dans les grands magasins de Paris, où il n'y avait pas de syndicats et où les salariés avaient jusque-là peur de se parler. Dans le seul département du Nord, 1 144 lieux de travail furent occupés,

impliquant 254 000 travailleurs. L'ambassadeur britannique compara la situation à celle de la Russie de 1917, avec Blum dans la position de Kerenski¹⁰.

Le patronat, qui avait vu d'un œil favorable les progrès de l'extrême droite à peine deux ans plus tôt, se tourna vers Blum en désespoir de cause pour qu'il mette un terme aux grèves, même si cela impliquait qu'ils fassent d'importantes concessions aux travailleurs. Le 7 juin, lors d'une réunion spéciale à la résidence du président du Conseil, ils signèrent les accords de Matignon pour la mise en place immédiate de conventions collectives, des hausses de salaires substantielles et l'élection de délégués du personnel dans toutes les usines employant plus de dix salariés. Trois jours plus tard, le gouvernement présentait au Parlement un projet de loi introduisant deux semaines de congés payés et limitant la semaine de travail à quarante heures. Le projet fut adopté dans le temps record de sept jours. Même le Sénat, élu sur une base non démocratique qui en faisait un bastion de la droite, n'osa pas s'y opposer.

Mais de nombreux travailleurs souhaitaient davantage que de simples augmentations de salaires, une réduction du travail hebdomadaire et les congés payés. Ils voulaient confusément changer la société dans sa totalité. Les grèves continuèrent jusqu'au 11 juin, lorsque le dirigeant du Parti communiste, Maurice Thorez, fit un discours affirmant qu'« il n'[était] pas question de prendre le pouvoir actuellement », la seule chose à faire selon lui était de reprendre le travail. « Il faut savoir terminer une grève », proclama-t-il¹¹.

Les grévistes les plus militants, qui identifiaient le Parti communiste à l'extrême gauche, commencèrent à accepter avec réticence de reprendre le travail aux conditions offertes. Celles-ci leur apportaient des gains matériels – même si l'inflation devait bientôt réduire à néant les hausses de salaires –, mais elles laissaient le pouvoir entre les mains de la police, des généraux et des hauts fonctionnaires, qui avaient montré leur sympathie pour l'extrême droite au cours des années précédentes ; et elles laissaient le contrôle de l'industrie et de la

finance à des capitalistes désireux de revenir sur les concessions qu'ils avaient faites en juin dès que le rapport des forces basculerait.

Thorez avait raison de dire que les conditions n'étaient pas mûres pour la prise du pouvoir par les travailleurs, de la même manière qu'elles ne l'étaient pas en février ou en juillet 1917. Mais elles étaient telles qu'elles auraient pu permettre aux communistes de mettre en pratique les mots d'ordre qu'ils mettaient rituellement en avant depuis deux ans : la création de soviets, de structures de délégués ouvriers capables de contrôler et de défier le pouvoir de l'État et du grand capital. Alors que l'état d'esprit des travailleurs aurait permis à cet appel d'être reçu favorablement, Thorez n'en fit même pas mention.

Cette omission n'était pas accidentelle. L'abandon de l'absurde politique de la « troisième période » était lié à des changements dans les orientations du Komintern (l'Internationale communiste) à Moscou ; cela mena à l'adoption de la politique de « front populaire », d'alliance avec un parti bourgeois pro-capitaliste. Staline avait besoin d'alliés en politique étrangère pour cimenter le pacte de défense que l'URSS avait signé avec le gouvernement de centre-droit de Laval en 1935. Le soutien des communistes à un gouvernement capitaliste « libéral » semblait faciliter une telle alliance. Par conséquent, le Komintern décréta que c'était la seule façon « pratique » de barrer le chemin du fascisme, même si ses arguments différaient peu de ceux notamment utilisés par Bernstein quarante ans auparavant.

Les communistes ne pouvaient s'allier à des partis bourgeois sans abandonner explicitement toute alternative révolutionnaire à la crise qui frappait le système mondial. Ils n'évoquaient plus le changement révolutionnaire que comme un projet pour un avenir lointain, tandis qu'ils « toléraient » des gouvernements défendant le capitalisme dans l'espoir que cela détournerait les capitalistes de l'attrait exercé par l'extrême droite. Mais cette tolérance ne pouvait manquer de mettre la bride sur le cou du mouvement ouvrier jusqu'à ce qu'il soit démoralisé et que les capitalistes aient suffisamment repris confiance en eux pour passer à l'offensive.

Le 14 juillet 1936, le Front populaire fut célébré. Une manifestation de plus d'un million de personnes commémora l'anniversaire de la Révolution française à Paris, tandis que d'autres cortèges réunissant des milliers de participants défilèrent dans toutes les villes de France. La foule arborait des costumes des années révolutionnaires ainsi que des portraits géants des héros de la Révolution et des Lumières : Robespierre, Voltaire, Marat, Victor Hugo. Le dirigeant du Parti radical, Daladier, se tenait à la tribune aux côtés de Thorez et de Blum. Une banderole portée par des ouvriers de chez Renault représentait l'emblème des radicaux à côté de ceux des partis communiste et socialiste. Toute l'affaire était destinée à convaincre le peuple que si seulement il se rassemblait, sans distinction de parti ou de classe, et s'identifiait avec une tradition républicaine française unique, le cauchemar du fascisme ne pourrait manquer de s'éloigner. Tel était l'aspect « pratique » de la politique d'unité du Front populaire.

Trois jours plus tard, des événements se produisirent de l'autre côté des Pyrénées qui soumirent à un test cette politique « pratique ». Inspirés par les victoires du fascisme en Italie, en Allemagne et en Autriche, des généraux espagnols provoquèrent un soulèvement contre le gouvernement républicain, qui réclama immédiatement des armes à la France pour se défendre. Léon Blum était prêt à les lui fournir, mais les politiciens radicaux y étaient violemment opposés. Le 30 juillet, Blum assura à la Chambre des députés qu'aucun armement ne serait envoyé, et se résolut bientôt à une politique de « non-intervention », même si cela impliquait d'abandonner un gouvernement républicain démocratiquement élu aux attaques de forces inspirées par le fascisme et armées par l'Allemagne et l'Italie. Le Parti communiste français protesta avec force contre l'attitude de Blum. Il alla jusqu'à s'abstenir dans un vote de confiance à la Chambre en décembre 1936. Mais il n'avait pas d'alternative à proposer, car lui aussi préférait une coalition avec les libéraux à la construction d'un mouvement s'opposant au capitalisme français.

Il s'agissait là d'une politique qui ne pouvait fonctionner ni dans les affaires intérieures ni au niveau international. Les radicaux n'étaient prêts à soutenir des réformes en faveur des travailleurs que parce que la vague de grèves continuait, ce qui fut le cas dans la seconde moitié de 1936, même si la mobilisation n'était plus comparable à celle de mai et juin. Tandis que le Parti socialiste, le Parti communiste et la CGT parvenaient à calmer les choses, les radicaux commencèrent à exiger des mesures déflationnistes pour lutter contre les symptômes de la crise économique. Après avoir expérimenté une politique de « relance » destinée à créer des emplois, comme la réduction du temps de travail hebdomadaire, Blum commença à aller dans le sens des radicaux au début de 1937, annonçant une « pause » dans son programme d'expansion et de réforme. Cela ne suffisait pas.

En juillet 1937, au milieu d'une crise financière causée par la fuite des capitaux, il démissionna après le rejet de son budget par le Sénat. Parallèlement, l'État avait montré à quel point il avait été peu changé par la période de gouvernement de Front populaire : la police avait ouvert le feu sur une manifestation antifasciste dans une banlieue de Paris en mars 1937, tuant six manifestants.

Des gouvernements radicaux à participation socialiste dirigèrent la France au cours des neuf mois suivants. Une nouvelle récession mondiale s'amorça aux États-Unis avant même que la précédente n'ait pris fin, et le gouvernement réagit avec la vieille politique radicale consistant à réduire les dépenses, une politique qui ne pouvait que démoraliser ceux qui avaient placé leurs espoirs dans le Front populaire. La crise provoquée par l'entrée d'Hitler en Autriche et l'effondrement de la politique étrangère française en Europe de l'Est ramena Blum aux affaires pendant vingt-six jours, avant qu'il ne soit remplacé par Daladier. Le patronat se sentait désormais suffisamment fort pour s'en prendre aux travailleurs, et le gouvernement Daladier s'employa à remettre en cause l'une des principales réformes votées deux ans auparavant : la semaine de quarante heures. La police intervint pour réprimer les grèves et les occupations. Chez Renault, un affrontement

de vingt heures fit suite à l'invasion de l'usine par 1500 policiers armés¹². La police obligea les ouvriers vaincus à sortir de l'usine en rangs, en faisant le salut fasciste et en criant « Vive la police¹³ ».

Comme Julian Jackson l'observe dans son histoire de la période : « Le Front populaire, né de la grève générale du 12 février 1934, mourut finalement le 30 novembre 1938. Ironiquement, la grève du 12 février avait été à l'origine destinée à protester contre la démission forcée de Daladier, et la grève du 30 novembre fut décidée pour protester contre la politique en matière de travail de ce même Daladier¹⁴. »

La première phase du Front populaire avait été porteuse d'espoir, et les partis de gauche comme les syndicats avaient connu une croissance rapide. Les effectifs du Parti communiste passèrent de 29 000 en 1933 à 90 000 en février 1936 et 288 000 en décembre 1936 ; ceux des Jeunesses communistes de 3 500 à 25 000 puis 100 000. Le Parti socialiste passa de 131 000 adhérents en 1933 à 202 000 en 1936, les Jeunesses socialistes de 11 320 en 1934 à 56 640 en 1937, et ceux de la CGT de 785 700 en 1935 à près de quatre millions en 1937¹⁵. Mais, dès 1938, la déception face à la politique du Front populaire suscita l'effet inverse, et les partis de gauche commencèrent à perdre des adhérents et des partisans. Après la défaite de la grève de 1938, les licenciements et les repréailles dévastèrent les partis et les syndicats, et leurs effectifs s'effondrèrent¹⁶.

Lors du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale au mois d'août suivant, la classe dirigeante française était suffisamment en position de force pour obtenir du Parlement, élu dans l'enthousiasme à peine trois ans plus tôt, d'interdire le Parti communiste et d'expulser ses députés. Neuf mois plus tard, ce même Parlement – y compris la majorité des députés socialistes – accordait les pleins pouvoirs au maréchal Pétain. Dans la foulée, celui-ci forma un gouvernement, avec des ministres fascistes, pour collaborer avec les nazis allemands qui occupaient la moitié nord-est du pays.

Certains historiens, tel Eric Hobsbawm, continuent de prendre le Front populaire comme un exemple historique de la capacité que peut

avoir la gauche de repousser une offensive de droite. Or l'expérience française n'en est certainement pas une démonstration. L'unité dans la lutte que manifestèrent les travailleurs français en 1934 mit à l'évidence l'extrême droite sur la défensive. Mais la tentative d'établir un front unique, en 1936, avec un parti traditionnel pro-capitaliste eut le même effet que la politique de « tolérance » des sociaux-démocrates en Allemagne, permettant à la droite de reprendre l'initiative après un bref recul. De façon tragique, cette expérience devait également être celle du troisième grand exemple de résistance au fascisme dans les années 1930, celui de l'Espagne.

L'Espagne : fascisme, révolution et guerre civile

Voici la description que fit l'écrivain anglais George Orwell de la ville de Barcelone en novembre 1936 : « C'était bien la première fois dans ma vie que je me trouvais dans une ville où la classe ouvrière avait pris le dessus. À peu près tous les immeubles de quelque importance avaient été saisis par les ouvriers [...]. Tout magasin, tout café portait une inscription vous informant de sa collectivisation ; jusques aux caisses des cireurs de bottes qui avaient été collectivisées et peintes en rouge et noir ! Les garçons de café, les vendeurs vous regardaient bien en face et se comportaient avec vous en égaux. Les tournures de phrases serviles ou même simplement cérémonieuses avaient pour le moment disparu [...]. Il n'y avait pas d'automobiles privées : elles avaient été réquisitionnées [...]. Et le plus étrange de tout, c'était l'aspect de la foule. À en croire les apparences, dans cette ville les classes riches n'existaient plus [...]. Et surtout il y avait la foi dans la révolution et dans l'avenir, l'impression d'avoir soudain débouché dans une ère d'égalité et de liberté. Des êtres humains cherchaient à se comporter en êtres humains et non plus en simples rouages de la machine capitaliste¹⁷. »

À peine quatre mois plus tôt, des militaires espagnols sous les ordres du général Franco avaient tenté de prendre le pouvoir. Leurs efforts avaient été neutralisés dans plus de la moitié du pays par des soulèvements ouvriers. Il s'ensuivit une guerre civile, point culminant de six années d'une lutte des classes de plus en plus âpre.

Au début des années 1920, la défaite du mouvement ouvrier avait permis à un dictateur, Miguel Primo de Rivera, de gouverner l'Espagne pendant le reste de la décennie. Il s'appuya sur l'armée pour écraser l'opposition et empêcher les travailleurs militants de s'organiser. La plupart des dirigeants anarcho-syndicalistes et communistes partirent alors en exil. Mais Primo de Rivera n'avait pas de base sociale propre et devait rechercher un équilibre entre des groupes sociaux différents, collaborant même avec le dirigeant syndical socialiste Francisco Largo Caballero. Sa dictature fragile, incapable de faire face aux conséquences de la crise mondiale, s'effondra en 1930. Quelques mois plus tard, la gauche remportait une victoire écrasante lors d'élections locales, le roi abdiquait, et des foules enthousiastes proclamaient la République, d'abord à Barcelone, puis à Madrid.

Un gouvernement républicain bourgeois, dont Largo Caballero était ministre du Travail, dirigea le pays pendant les deux années suivantes. Ses promesses de grandes réformes ne furent pas tenues (par exemple, sa réforme agraire ne bénéficia qu'à 2 000 paysans sur les deux millions que comptait alors l'Espagne). La désillusion s'accrut lorsque la police ouvrit le feu sur des paysans occupant des terres dans le village de Casas Viejas, dans le Sud du pays, et réprima des grèves dans des villes comme Barcelone.

Malgré tout, l'annonce des réformes avait suffi à susciter l'animosité des classes dominantes. Une partie des républicains bourgeois fit scission pour former une alliance avec un nouveau parti, la Confédération espagnole des droites autonomes (CEDA), soutenu par les grands propriétaires terriens, certains milieux d'affaires, des officiers supérieurs, des monarchistes, des admirateurs autoproclamés de Mussolini, et les évêques. Le dirigeant de la CEDA, José María Gil-Robles,

voulait greffer les méthodes fascistes sur le dogme catholique, comme Dollfuss le faisait en Autriche ; ses meetings s'inspiraient de ceux de Mussolini et d'Hitler. La victoire électorale de la droite rendit vraisemblable la formation d'un gouvernement composé de membres de la CEDA. Les dirigeants du Parti socialiste et du syndicat UGT eux-mêmes y virent une grave menace et se mirent d'accord pour s'y opposer physiquement, s'unissant alors avec des organisations ouvrières secondaires pour former une Alliance ouvrière.

L'hostilité envers la CEDA émanait principalement des ouvriers industriels des grandes villes et de la multitude des travailleurs agricoles précaires des grands domaines du Sud, mais elle était partagée par une partie de la classe moyenne, en particulier en Catalogne, qui craignait une offensive de la droite sur son gouvernement autonome et sa langue. Pourtant, lorsque la CEDA entra en fonctions, en octobre 1934, seuls les mineurs des Asturies, dans le nord du pays, se soulevèrent, s'armant avec de la dynamite et prenant le contrôle de la région. Les anarchosindicalistes, qui dominaient le mouvement ouvrier, refusèrent de prendre part à un soulèvement national par défiance envers tous les politiciens, les nationalistes catalans se déroberent à la dernière minute, tandis que le Parti socialiste et les dirigeants syndicaux restreignirent la protestation à une courte grève générale à Madrid. Le gouvernement put alors réprimer les mineurs des Asturies, en envoyant des troupes venues du Maroc espagnol sous le commandement du général Franco, et imposer le règne de la terreur dans la région. Dans le reste de l'Espagne, des membres du Parti socialiste (parmi lesquels Largo Caballero) et des syndicalistes furent emprisonnés. La gauche espagnole donna à la période qui suivit le nom des « deux années noires ». Mais la défaite du mouvement ouvrier espagnol de 1934 n'était pas la même que celle de l'Autriche la même année. Le gouvernement de droite se montra incapable de résoudre la crise politique et s'effondra. Au début de l'année 1936, de nouvelles élections furent organisées dans un climat de polarisation de classe et de colère croissantes.

Pendant ce temps, l'idée d'un « Front populaire » inspiré de l'exemple français s'était répandue dans la plus grande partie de la gauche. Le petit Parti communiste qui, avant octobre 1934, s'était opposé à l'unité avec les socialistes et les anarcho-syndicalistes, menait désormais vigoureusement campagne pour que tous s'allient avec les républicains bourgeois. Ces idées furent acceptées avec enthousiasme par l'aile droite du Parti socialiste, et une liste commune de candidats socialistes, communistes et républicains bourgeois se présenta aux élections. Les anarcho-syndicalistes eux-mêmes donnèrent pour consigne à leurs électeurs de voter pour elle, dans l'espoir que leurs militants seraient libérés de prison.

Le système électoral permit au Front populaire de remporter une majorité écrasante de sièges dans un scrutin qui ne représentait qu'un progrès modeste par rapport à 1933. Le nouveau gouvernement fut composé des mêmes politiciens républicains qui avaient tant déçu le peuple en 1931-1933. Mais la pression venue d'en bas les contraignit à libérer les prisonniers politiques, entraînant l'allégresse générale dans les rangs de la gauche. La confiance affichée par les travailleurs entraîna une nouvelle vague de grèves et de manifestations. Les gens affluaient à la fois vers la CNT anarcho-syndicaliste et vers l'UGT socialiste, tandis que le Parti socialiste prenait un net tournant à gauche. Caballero proclama qu'il s'était converti au marxisme en prison et déclara : « La révolution que nous voulons ne peut se faire que par la violence¹⁸. » Les Jeunesses socialistes, levant le poing et scandant des mots d'ordre pour la création d'un « gouvernement ouvrier » et d'une « Armée rouge », lui donnèrent le nom de « Lénine espagnol¹⁹ ».

Un vent de panique atteignit alors les forces conservatrices du pays. Les militants de la CEDA adhérèrent en masse à une organisation encore plus ouvertement fasciste, la Phalange, et des brutes issues de la bourgeoisie se livrèrent à des attaques violentes contre la gauche. Des rumeurs se répandirent selon lesquelles des généraux préparaient un putsch, mais le gouvernement ne bougea pas, se contenant de les muter à d'autres postes. En quatre mois, 269 personnes furent tuées et

1 287 blessées dans des combats de rue, 381 bâtiments furent assaillis ou endommagés, quarante-trois rédactions de journaux furent attaquées ou saccagées, et on dénombra 146 tentatives d'attentats à la bombe²⁰.

La droite passa finalement à l'action les 17 et 18 juillet. Les généraux tentèrent de prendre le contrôle de toutes les grandes villes d'Espagne et du Maroc espagnol. Le gouvernement républicain était trop terrifié pour agir, allant jusqu'à déclarer que la rumeur d'un putsch était infondée. Le Premier ministre, Santiago Casarès Quiroga, démissionna. Son remplaçant, Diego Martínez Barrio, essaya d'obtenir un accord avec la rébellion, puis démissionna face à des manifestations ouvrières hostiles.

Les militaires avaient pensé que la prise du pouvoir serait l'affaire de quelques heures. La lâcheté et la confusion des politiciens républicains du Front populaire leur en offraient effectivement l'occasion. Mais leurs calculs furent mis en échec par la réaction des travailleurs. Si l'UGT et la CNT appelèrent à la grève générale, les travailleurs ne se bornèrent pas à cesser passivement le travail. Dans la plupart des villes de l'Espagne continentale, ils prirent l'initiative de s'emparer des casernes et de désarmer les soldats. Les militants de la CNT, de l'UGT et des partis ouvriers se saisirent de tous les fusils sur lesquels ils purent faire main basse. Ils réussirent parfois à gagner à leur cause des sections de la Garde d'assaut généralement républicaine et même, comme à Barcelone, la Garde civile, traditionnellement anti-ouvrière. Mais c'est le passage à l'action qui se révéla décisif. Là où ils agirent de façon décidée, sans tergiverser ni rechercher de conciliation avec les officiers de droite, ils furent presque toujours victorieux.

Le putsch de l'armée ne réussit que dans les villes où les dirigeants ouvriers firent confiance aux officiers qui prétendaient soutenir la république. À Séville, Cadix, Saragosse et Oviedo, ces derniers attendirent que les ouvriers armés se dispersent avant de déclarer être en faveur du coup d'État et de tirer sur tous ceux qui tentaient de résister²¹. Tel fut le prix que les travailleurs durent payer pour avoir cru

les fractions de l'élite dirigeante traditionnelle qui se disaient « républicaines ». C'est seulement parce que cette confiance ne fut pas générale que les forces franquistes ne gagnèrent le contrôle, en juillet 1936, que de la moitié de l'Espagne et non de l'ensemble du pays.

Là où le putsch échoua, ce ne furent pas seulement les partisans de Franco qui subirent une défaite : « Entre son armée révoltée et les masses populaires armées, l'État républicain a volé en éclats²². » Même si le gouvernement officiel de Madrid existait toujours, au niveau local, le véritable pouvoir était aux mains d'une multitude de comités révolutionnaires qui l'utilisaient selon leurs propres intérêts : les usines étaient réquisitionnées et collectivisées ; les paysans commençaient à se partager les terres, sachant que les milices ouvrières les protégeraient ; les ouvriers armés arrêtaient les notables locaux connus pour leur hostilité envers leurs revendications. Avec la désintégration de l'armée, la bourgeoisie semblait avoir disparu dans la plupart des secteurs républicains, d'où la situation décrite par Orwell à Barcelone. C'étaient désormais les organisations ouvrières qui dirigeaient, pendant que le gouvernement républicain officiel régnait sans réelle influence. Le gouvernement autonome de Catalogne, la principale région industrielle, était dans une situation similaire. Son président, Lluís Companys, convia les dirigeants de la plus importante organisation ouvrière de Catalogne, la CNT, à une réunion au cours de laquelle il leur déclara : « Vous êtes les maîtres de la ville et de la Catalogne, parce que vous seuls avez vaincu les soldats fascistes [...]. Vous avez vaincu et tout est en votre pouvoir. Si vous n'avez pas besoin, si vous ne voulez pas de moi comme président, dites-le maintenant, et je deviendrai un soldat de plus dans la lutte antifasciste²³. »

L'Espagne était dans une situation de « double pouvoir » – comme dans la révolution russe en 1917 et à certains moments de la révolution allemande en 1918-1920 –, avec un gouvernement officiel dépendant des réseaux de comités et d'organisations révolutionnaires pour exécuter ses décisions. Cependant, le gouvernement républicain avait un avantage sur les comités révolutionnaires. Contrairement à

eux, il disposait d'une structure centralisée. C'était une question vitale. Les armées fascistes étaient centralisées et, ainsi, capables de suivre une stratégie unique dans l'ensemble du pays. Les antifascistes avaient également besoin d'une organisation centralisée. Sans elle, les fascistes n'avaient qu'à envoyer leurs troupes là où leurs adversaires étaient les plus faibles, sachant qu'ils seraient incapables de répliquer en concentrant leurs forces.

Cette centralisation antifasciste aurait pu être menée à bien en rassemblant les comités. Des comités de coordination des milices antifascistes existaient dans de nombreuses localités, mais aucun comité des milices et des délégués ouvriers comparable aux soviets russes de 1917 n'avait été mis en place pour toute l'Espagne.

La raison de cet échec est à chercher dans la politique des organisations ouvrières. La plus puissante d'entre elles, la CNT, avait toujours proclamé avec insistance que toute centralisation du pouvoir entraînerait l'oppression des travailleurs par un nouvel État ; suivre cette démarche aurait donc été une erreur. Selon les mots d'un de leurs dirigeants, Diego Abad Santillán, « la dictature était la liquidation du communisme libertaire, qui ne pouvait être réalisé que par la liberté et la spontanéité des masses²⁴ ». Plutôt que d'aller dans ce sens, ils étaient partisans de laisser en place le gouvernement de Companys et de collaborer avec lui. Même le plus capable et le plus dévoué des dirigeants de la CNT, Buenaventura Durutti – qui avait participé à deux soulèvements ratés contre des gouvernements républicains –, n'était pas en désaccord avec cette doctrine. Après avoir joué un rôle décisif dans la défaite des fascistes à Barcelone, où il devint le héros des ouvriers de la ville, il allait mener une armée ouvrière improvisée composée de milliers de combattants à l'assaut la ville de Saragosse, tenue par les fascistes, en franchissant la frontière catalane pour passer en Aragon. Mais il n'était pas prêt à s'affronter à la question du pouvoir, et il laissa ses camarades de la CNT libres de le partager avec le gouvernement bourgeois de Companys.

En fait, la CNT catalane créa bien une sorte de « contre-pouvoir » au gouvernement. Elle forma un comité central de la milice composé de ses propres représentants, de représentants de l'UGT, du Parti socialiste, du Parti communiste, du Parti communiste dissident – le POUM (Parti ouvrier d'unification marxiste) –, de l'organisation paysanne des rabassaires et du parti de Companys. Ce comité coordonnait la lutte militaire dans la région et constituait le point de focalisation des aspirations des travailleurs. Mais, étant constitué de partis et non de délégués d'ouvriers, de paysans et de soldats, il n'exprimait que très imparfaitement ces aspirations. Et, sur les autres questions importantes, en particulier les finances et les banques, il abandonnait le pouvoir de décision au gouvernement de Companys.

Le Parti socialiste et les dirigeants de l'UGT exerçaient une influence dominante sur le mouvement ouvrier à Madrid, et la milice armée qui leur devait allégeance fut bientôt en situation de contrôler cette ville, comme la CNT le faisait à Barcelone. Malgré tout ce qui se racontait sur Caballero, considéré comme le « Lénine espagnol », ses partisans ne firent rien pour mettre en place une structure de pouvoir ouvrier. Toute l'histoire de leur organisation se résume à l'exercice d'une pression sur les institutions de la société existante. Ils redoutaient en particulier qu'une structure de délégués élus puisse permettre aux anarchistes de peser sur la base de leurs organisations. La droite du Parti socialiste poussait pour un compromis immédiat avec les républicains bourgeois. La gauche, menée par Caballero, n'en voulait pas, se rappelant à quel point les collaborations avec les républicains s'étaient par le passé révélées inefficaces. Mais elle n'avait pas d'autre réponse à la question de savoir comment créer une autorité centralisée pour contrer le mouvement de tenaille coordonné par les armées fascistes en direction de Madrid.

Le Parti communiste avait été fondé une quinzaine d'années plus tôt pour s'opposer au vide politique des anarchistes et au réformisme des socialistes. Mais des exclusions à répétition avaient rejeté du Parti tout dirigeant remettant un tant soit peu en question la ligne imposée

par Staline depuis Moscou. Et cette ligne était désormais de promouvoir un Front populaire avec les républicains bourgeois. Alors que la CNT et le Parti socialiste tergiversaient sur la conduite à tenir envers le gouvernement, le Parti communiste et l'ambassadeur russe les poussaient à rejoindre un gouvernement de coalition, à renoncer à tout discours révolutionnaire et à se restreindre à une politique purement républicaine et antifasciste. Selon eux, cette politique leur vaudrait le soutien de la classe moyenne, empêcherait d'autres capitalistes et propriétaires terriens de passer du côté des fascistes, et serait considérée favorablement par les gouvernements français et britannique. Cela permettrait aussi d'unir les membres des diverses milices en une seule armée centralisée, sous le commandement d'officiers professionnels restés fidèles à la République.

Un tel gouvernement fut finalement constitué début septembre. Caballero en était le Premier ministre, mais la majorité de ses membres étaient des républicains ou des socialistes de l'aile droite. Il avait pour slogan : « Gagnons d'abord la guerre, puis nous pourrions parler de révolution. » Les dirigeants de la CNT ne purent résister beaucoup plus longtemps que l'aile gauche des socialistes à cette approche. Bientôt, trois d'entre eux entrèrent dans le gouvernement de Companys en Catalogne, puis quatre acceptèrent des postes ministériels à Madrid.

L'aile gauche des socialistes et les anarcho-syndicalistes croyaient qu'en remettant à plus tard l'achèvement de la révolution, ils seraient capables à la fois de conserver les gains déjà réalisés par les travailleurs et de remporter la guerre en cimentant le soutien des républicains modérés. Mais ce n'était tout simplement pas possible. Le respect de la propriété privée et le maintien, sans intervention révolutionnaire, des sections de la machine d'État qui restaient du côté de la République étaient ce à quoi les républicains modérés tenaient par-dessus tout. Ils considéraient la réhabilitation du prestige des officiers de l'armée « républicaine » et des chefs de la police comme leur protection ultime contre la révolution sociale.

Cela dit, en Espagne à l'automne 1936, le respect de la propriété privée et la conservation de l'ancienne structure étatique ne signifiaient pas seulement empêcher les travailleurs de lutter. Cela voulait dire aussi les contraindre – par la persuasion ou par la force – à abandonner les avantages acquis et à restituer le contrôle des usines et des domaines dont ils s'étaient emparés en juillet. Cela impliquait également de reprendre les armes aux ouvriers qui avaient pris d'assaut les casernes, pour les remettre aux officiers qui, à l'époque, s'étaient abstenus de prendre position.

Les permanents du Parti communiste et l'aile droite des socialistes prétendirent que toute tentative de la part des travailleurs de se lancer dans une révolution sociale aboutirait à une seconde guerre civile dans le camp républicain. Mais ce furent bien plutôt leurs efforts pour obliger les travailleurs à abandonner leurs conquêtes sociales qui créèrent les éléments d'une telle guerre civile.

Ce furent eux, et non les anarchistes ou le POUM, qui retirèrent les soldats et les armes du front pour un usage interne. Ce furent eux qui prirent l'initiative des combats lorsque les travailleurs refusèrent de quitter les propriétés collectivisées ou d'obéir aux ordres de l'État bourgeois réinstallé. Ce furent eux qui provoquèrent les affrontements armés qui coûtèrent des centaines de vies à Barcelone en mai 1937, lorsqu'ils s'entêtèrent à reprendre le central téléphonique que la milice de la CNT avait conquis de haute lutte contre les fascistes neuf mois et demi auparavant. Et ce furent eux qui déclenchèrent la terreur policière contre la gauche, avec le meurtre de dirigeants comme Andrés Nin et l'emprisonnement de milliers de militants antifascistes. Il n'y avait pas d'autre façon de contraindre une classe ouvrière mobilisée à abandonner sa révolution et à attendre la « fin de la guerre ».

Pourtant, les sacrifices imposés aux travailleurs ne permirent pas davantage de gagner la guerre que ceux exigés par des gouvernements sociaux-démocrates en Allemagne, en Autriche ou en France n'avaient permis d'arrêter la montée du fascisme. Chaque concession accordée

aux partis bourgeois dans l'Espagne républicaine faisait le jeu de Franco.

Un schéma typique se développa lorsque les villes républicaines furent menacées. Les ouvriers, qui avaient tout à perdre si Franco prenait les villes, étaient prêts à combattre jusqu'au bout. Mais la classe moyenne nantie, même si elle ne se réjouissait pas complètement de la victoire fasciste, pensait qu'elle pourrait parvenir à un compromis. Ainsi, lorsque la bourgeoisie basque abandonna San Sebastian, elle fit en sorte que les militants de la CNT ne puissent pas continuer le combat. Elle lança une guerre civile dans la guerre civile, fusillant des « pillards » et des « incendiaires » pour protéger les propriétés et faisant patrouiller des gardes armés dans les rues pour s'assurer que la ville serait remise intacte à Franco. Le même scénario se répéta à Bilbao, Santander et Gijón²⁵. Ailleurs, des officiers qui avaient été nommés à des postes de commandement par le gouvernement passèrent du côté des fascistes dans des moments décisifs. Dans les derniers jours de la guerre, une junte de généraux républicains prit le pouvoir à Madrid dans l'espoir de négocier une « reddition pacifique » avec Franco. Deux mille personnes furent tuées au cours des combats.

Les concessions à la respectabilité bourgeoise firent des ravages d'une autre façon. La quasi-totalité de la flotte espagnole avait emprisonné ses officiers et s'était opposée au soulèvement fasciste en juillet 1936. Pour Franco, qui essayait de faire passer le gros de son armée du Maroc en Espagne continentale, cela représentait un obstacle particulièrement délicat. Mais, à la recherche du soutien anglo-français, les gouvernements de José Giral et de Largo Caballero ordonnèrent à la flotte de s'éloigner de Tanger et de cesser d'interférer avec les lignes de communication de Franco. Le même raisonnement empêcha toute tentative de rébellion derrière les lignes franquistes, qui aurait pu avoir lieu en promettant l'indépendance aux Marocains. L'armée espagnole avait été harcelée par des soulèvements anticoloniaux depuis les années 1920, et les chances de parvenir à rallumer la lutte étaient

élevées. Au lieu de cela, les gouvernements du Front populaire préférèrent courtiser les Anglo-Français en offrant à ces puissances des concessions au Maroc espagnol.

Pourtant, les tentatives de comploter aux grandes puissances ne rapportèrent strictement rien. La Grande-Bretagne et la France refusèrent de fournir des armes à la République espagnole, même lorsque l'Allemagne et l'Italie se mirent à soutenir massivement les forces franchistes.

La quête de respectabilité signifiait aussi que la République n'avait pas grand-chose à offrir aux petits paysans qui s'étaient laissés convaincre de se battre pour Franco, ni aux travailleurs laissés en plan dans sa zone d'influence, y compris dans des endroits aussi traditionnellement militants que Séville, Oviedo et Saragosse. Un des traits les plus étonnants de la guerre fut le peu d'ennuis causés à Franco par les populations qu'il avait assujetties, un contraste important avec ce qui s'était passé derrière les lignes des Armées blanches pendant la guerre civile russe.

La force qui, à gauche, poussait avec le plus d'énergie à la politique antirévolutionnaire était le Parti communiste. Le noyau dur de ses militants ne faisait pas cela par désir d'obtenir une place dans la société existante, même si de nombreuses recrues du Parti issues de la classe moyenne avaient cette motivation. Le Parti était constitué de membres dévoués et courageux qui s'identifiaient à la Russie et acceptaient l'argument stalinien selon lequel il était « irréaliste » de parler de révolution. Ainsi, tout en s'opposant aux revendications révolutionnaires, c'est avec un enthousiasme révolutionnaire qu'ils luttèrent pour la défense de Madrid à l'automne 1936, brandissant la lutte de classes pour mobiliser les ouvriers. Mais l'enthousiasme et la rhétorique étaient reliés à une politique aussi fatale que celle que poursuivaient les sociaux-démocrates ailleurs en Europe. En brisant la révolution dans sa place forte, Barcelone, en mai 1937, ils rendirent bien plus difficile la lutte contre le fascisme ; ils en payèrent le prix lorsque Franco entra dans Barcelone sans rencontrer de résistance en janvier

1939, et lorsque les généraux républicains se retournèrent contre les communistes à Madrid quelques semaines plus tard.

Certains contestent l'usage du terme « fasciste » pour qualifier les forces franquistes. Eric Hobsbawm prétend même que « le général Franco ne peut [...] être décrit comme fasciste ». Ils mettent l'accent sur la différence entre son « mouvement » et les fascistes italiens ou les nazis allemands. La tentative de créer un parti de masse totalitaire sur le modèle fasciste, la Phalange, n'était, selon eux, qu'un élément isolé. Le mouvement comptait aussi des monarchistes à l'ancienne, des généraux dont l'ambition se limitait à un type de putsch (le *pronunciamiento*) fréquent au siècle précédent, des propriétaires terriens conservateurs, des bigots, et les petits fermiers « carlistes » de Navarre qui ressassaient l'époque de l'Inquisition.

Cet argument est erroné parce qu'il néglige le processus de développement « inégal et combiné » décrit par Trotski. L'Espagne des années 1930 était un pays arriéré avec une classe de propriétaires terriens rétrograde, une classe capitaliste rétrograde, une armée rétrograde et une église rétrograde. Mais elle faisait aussi partie intégrante du monde capitaliste moderne, avec des centres industriels avancés et une classe ouvrière puissante, bien que relativement petite, capable de mettre en œuvre des formes modernes et révolutionnaires de lutte sociale. La classe dirigeante archaïque et la petite bourgeoisie y réagirent en adoptant les méthodes de lutte contre-révolutionnaire les plus en pointe. En 1934, cela passa par l'« importation » du « clérico-fascisme » de Dollfuss, et, pendant l'année révolutionnaire 1936, par l'attraction pour le fascisme total de Mussolini et d'Hitler. La copie ne fut pas exacte, faisant fusionner des traditions et des classes possédantes différentes, grandes et petites. Mais ce qui en résulta fut un authentique mouvement de masse capable de réaliser ce qu'aucun coup d'État militaire n'avait pu accomplir par le passé : non seulement vaincre l'opposition, mais aussi détruire les réseaux organisationnels de base du mouvement ouvrier. Le nombre de personnes qui auraient été exécutées dans le sillage de la victoire de Franco est estimé à un demi-

million. Plus nombreux encore furent ceux qui s'exilèrent. Pendant plus de deux décennies, les idées de gauche, et *a fortiori* les idées socialistes, ne purent s'exprimer librement. Il fallut attendre le début des années 1960 pour assister à une renaissance du mouvement ouvrier. Ceux qui se battirent sur les barricades les 18 et 19 juillet 1936 eurent raison de considérer qu'ils combattaient le « fascisme ». Les politiciens de la classe moyenne qui crurent que la conciliation était possible, comme elle l'avait été par le passé avec des gouvernements monarchistes et des *pronunciamientos* militaires, se trompèrent fondamentalement.

Chapitre 46

S'il est minuit dans le siècle

S'il est minuit dans le siècle est le titre d'un roman de Victor Serge, publié en 1939, dans lequel il exprime ses sentiments sur ce que sont devenus ses espoirs et ceux de l'humanité tout entière.

Serge avait été emprisonné comme anarchiste en France avant la Première Guerre mondiale, il avait pris part au mouvement ouvrier naissant à Barcelone, puis il était parti en URSS se mettre à la disposition du gouvernement révolutionnaire, travaillant pour l'Internationale communiste en Allemagne en 1923. De retour en Union soviétique, il avait rejoint l'opposition antistalinienne du milieu des années 1920, ce qui lui valut de passer trois ans au *goulag*, système qui venait alors d'être mis en place. Il réussit à s'échapper d'URSS, juste avant l'hécatombe du milieu des années 1930, grâce aux efforts d'intellectuels de gauche français comme André Malraux, mais il laissa derrière lui de nombreux amis promis à la torture et à l'exécution. Il avait en Allemagne d'autres amis et camarades qui étaient entre les mains de la Gestapo, promis eux aussi à la torture et à l'exécution. En Espagne, un de ses compagnons, Joaquin Maurin, purgeait une peine de vingt ans de prison dans les geôles franquistes, et un autre, André Nin, membre lui aussi du POUM, avait été assassiné par des agents de Staline à Barcelone. Le totalitarisme, sous une forme ou sous une autre, se répandait dans toute l'Europe.

Serge ne fut pas le seul à devoir faire face à cette effroyable réalité. Plusieurs milliers d'individus qui avaient lutté pour un monde meilleur se retrouvèrent piégés par les manœuvres d'États rivaux : des communistes allemands furent livrés en 1940 à la Gestapo par la police de Staline, des juifs polonais fuyant vers l'Est devant les troupes

allemandes en 1939 furent emprisonnés dans le *goulag* russe, des réfugiés de l'Allemagne nazie furent internés pour espionnage en Angleterre, des soldats fuyant l'Espagne franquiste furent jetés dans des camps de concentration dans la France républicaine, et des conseillers russes de la République espagnole furent exécutés à leur retour à Moscou comme « agents fascistes ».

En tant qu'incarnation vivante de la révolution de 1917, Léon Trotski représentait tout ce que détestaient les gouvernements de cette espèce. Il fut condamné à l'exil en Turquie par Staline, expulsé de France par un gouvernement radical et de Norvège par un ministre social-démocrate. Sa fille fut poussée au suicide à Berlin dans les dernières semaines avant la prise du pouvoir par les nazis. Un de ses fils mourut au *goulag* et un autre fut empoisonné par un agent de Staline à Paris. Trotski lui-même devait être assassiné par un autre agent soviétique à Mexico en 1940. Pour lui, la « symétrie » entre le nazisme et le stalinisme n'était que trop évidente : le parti dirigeant monolithique, les procès pour l'exemple, la police secrète, les vastes camps de concentration, et le refus de tout espace pour une pensée et une expression artistique indépendantes.

Pourtant, il refusait l'idée, aujourd'hui dominante, que nazisme et stalinisme étaient de même nature – une opinion qui peut facilement glisser vers une quasi-apologie des nazis au motif qu'ils n'étaient, après tout, « pas pires » que ceux qui les combattaient dans les rues d'Allemagne ou d'Espagne¹. Ces structures politiques « symétriques », selon l'argumentation de Trotski, présidaient à des réalités sociales distinctes.

Pour lui, la différence résidait dans le fait que l'URSS constituait encore, d'une certaine manière, un « État ouvrier », même s'il était « bureaucratiquement dégénéré », parce que l'industrie y était nationalisée. Cette partie de l'argumentation ne tenait pas la route. Si les travailleurs ne contrôlaient pas les structures politiques – et Trotski pensait avec raison que c'était le cas –, ils n'étaient dès lors d'aucune sorte les « possesseurs » de l'industrie dirigée par ces structures. Ils

étaient tout aussi exploités que les autres salariés du monde entier. La révolution de 1917 avait été étranglée politiquement et économiquement.

Cependant, cela ne veut pas dire qu'il avait tort d'insister sur la différence entre le stalinisme et le nazisme. Le capitalisme d'État stalinien avait été construit dans un pays arriéré par une classe dirigeante nouvelle qui, anxieuse de se mettre au niveau économique et militaire de ses rivaux plus avancés, concentra en une courte période toutes les horreurs de l'« accumulation primitive du capital » qui avait accompagné en son temps la montée du capitalisme. C'est la raison pour laquelle elle réduisit en esclavage, exécuta, emprisonna, déporta et affama le peuple. Ce fut là le noyau rationnel de la paranoïa et de la barbarie sanglante de Staline.

Le nazisme, à l'inverse, était le produit d'un capitalisme industriel arrivé depuis longtemps à maturité. La classe dirigeante allemande considérait que la seule façon d'échapper à une crise économique profonde était de confier le pouvoir politique à un mouvement totalitaire fondé sur les fantasmes irrationnels d'une classe moyenne rendue folle par la crise. Ce processus culmina, au milieu de la Seconde Guerre mondiale, dans la « Solution finale », c'est-à-dire l'utilisation de techniques industrielles avancées pour exterminer systématiquement des millions de personnes sous le seul prétexte de leur prétendue identité ethnique. Staline jeta des milliers d'êtres humains dans des camps de travail, où plus d'un dixième d'entre eux moururent à la tâche. Hitler disposait de camps semblables, mais à côté de ceux-ci – et à une échelle encore plus grande – il mit en place des camps de la mort dans lesquels des millions de personnes furent purement et simplement gazées. Tous deux s'engagèrent dans la barbarie, mais elle était chez chacun d'une nature différente, correspondant à des stades différents du développement capitaliste. Des millions de personnes souffrirent du chauvinisme et de l'antisémitisme auxquels Staline recourut pour asseoir son pouvoir, mais la majorité d'entre elles s'en sortirent pour en témoigner. Bien peu parmi les millions de juifs et de Tsiganes qui

subirent le régime d'Hitler survécurent. L'appellation de « génocide » convient au second cas, pas au premier.

Bien sûr, cela ne faisait pas une grosse différence pour ceux qui mouraient. Mais cela eut des implications générales, en particulier pour ceux qui soutenaient ces idéologies rivales ailleurs dans le monde. Le noyau dur du mouvement nazi était constitué de membres enthousiasmés par ses caractéristiques barbares, ses fantasmes racistes et génocidaires, et son culte du « sang et de l'honneur ». Le noyau dur des mouvements staliniens, à l'Ouest et dans le tiers monde, était essentiellement composé de gens qui préféraient ne pas voir que leur modèle reposait sur le totalitarisme et le recours au nationalisme et à l'antisémitisme. Ils s'identifiaient avec le régime stalinien parce qu'ils aspiraient à mieux qu'à l'inhumanité engendrée par le capitalisme, et ils étaient convaincus que cette chose existait en Union soviétique.

Ce point eut d'importantes implications pratiques. Les divers mouvements nazis et fascistes qui se développèrent en Occident et dans le tiers monde étaient conçus pour briser les organisations de la classe ouvrière. À l'inverse, les mouvements communistes essayaient de combiner la lutte pour les intérêts des travailleurs – raison pour laquelle ces derniers adhéraient habituellement à ces mouvements – avec la défense des exigences politiques des dirigeants de l'URSS. Les leaders communistes essayaient de réaliser un équilibre entre les deux. À de nombreuses reprises, cela eut des conséquences désastreuses et mena les luttes à la défaite, de la même manière que le comportement des dirigeants sociaux-démocrates empêcha systématiquement les mouvements révolutionnaires de se développer. Mais ce n'était pas la même chose que les entreprises systématiques de destruction du mouvement ouvrier qui caractérisaient le nazisme.

La crise du rêve américain

Pour les libéraux, un signe d'espoir sembla venir des États-Unis au milieu des années 1930. Des élections tenues au pire moment de la récession, à la fin de l'année 1932, avaient donné un nouveau Congrès, dominé par le Parti démocrate, et un nouveau président, Franklin D. Roosevelt. Il ne s'agissait certes pas de révolutionnaires, pas même de réformistes sociaux-démocrates à l'européenne. Le Parti démocrate avait été le parti des propriétaires d'esclaves et demeurait une coalition de Blancs ségrégationnistes du Sud, de patrons politiques du Nord et de certains grands capitalistes.

Mais le capitalisme américain tout comme la masse du peuple étaient, en cette fin 1932, dans la plus grande détresse. Ce sentiment s'exprimait dans l'idée qu'il fallait agir, quel qu'en soit le degré d'hétérodoxie, pour remettre en route l'économie. Le Congrès examina même sérieusement un projet de loi visant à réduire la semaine de travail à trente heures pour tenter de créer des emplois. Finalement, Roosevelt mit en œuvre des mesures d'urgence impliquant un contrôle étatique du fonctionnement du capitalisme. Celles-ci incluaient la garantie des fonds bancaires par le système de la Réserve fédérale, l'utilisation de l'argent public pour acheter et détruire des récoltes afin de faire monter leurs prix, un programme de travaux d'intérêt général employant dans des chantiers 2,3 millions de jeunes chômeurs, une forme limitée d'autorégulation de l'industrie au moyen de cartels pour contrôler les prix et les niveaux de production, des quantités limitées de production étatique directe sous le contrôle de la Tennessee Valley Authority, et même des mesures permettant aux travailleurs de former des syndicats et d'obtenir des hausses de salaires afin d'accroître la demande de biens de consommation. La rapidité et l'audace avec lesquelles ces mesures furent prises gagnèrent les cœurs de ceux qui souffraient de la récession, ainsi que des politiciens libéraux qui y virent une alternative au choix entre le fascisme ou la révolution socialiste. Elles semblaient présenter un contraste frappant avec la politique de l'administration précédente, dont la réponse au chômage de masse avait été d'envoyer 25 000 soldats, baïonnette au canon, sous

les ordres du général MacArthur monté sur son cheval blanc, pour disperser une manifestation de vétérans de la guerre privés d'emploi. Au moins, Roosevelt avait l'air de créer des emplois, même si c'était pour des salaires de misère et des conditions de travail épouvantables.

Cependant, les mesures de Roosevelt ne furent pas aussi innovatrices ni tant efficaces que beaucoup de gens le pensaient alors. Roosevelt resta très orthodoxe au moins dans un domaine : il n'eut pas recours aux dépenses gouvernementales pour sortir de la crise. En fait, il diminua les pensions des anciens combattants et restreignit le recrutement de fonctionnaires. Comme l'écrit le spécialiste de l'économie internationale Charles Kindleberger : « Les mesures budgétaires susceptibles de développer l'emploi furent limitées, car l'administration démocrate sous le président Roosevelt restait vouée à l'équilibre budgétaire². » Il suggère aussi que l'investissement était destiné à remonter à un moment ou à un autre, compte tenu du niveau incroyablement bas où il était tombé (de seize milliards de dollars en 1929 à un milliard en 1932) ; c'est effectivement ce qui s'amorça lorsque le niveau des faillites bancaires atteignit son apogée. En tout état de cause, Roosevelt recueillit les lauriers d'une augmentation de la production de 59 % en mars 1933, par rapport à celle du milieu des années 1920, à 100 % en juillet, et d'une baisse du nombre de chômeurs, qui, de 13,7 millions en 1933, passèrent à 12,4 millions en 1934, puis à 12 millions en 1935. Beaucoup crurent que le New Deal avait fait des miracles, un mythe qui reste vivace aujourd'hui encore. Pourtant, une personne sur sept était encore sans emploi en 1937, lorsque la production revint enfin au niveau qu'elle avait atteint huit ans auparavant.

Puis, en août 1937, on assista à la « baisse de l'activité économique [...] la plus brutale de l'histoire [des États-Unis] », qui « [leur] fit perdre [...] la moitié des progrès réalisés depuis 1932³ ». La production d'acier chuta de plus des deux tiers en quatre mois, celle du coton de 40 %, et les cours agricoles d'un bon quart.

Le rétablissement économique avait été de courte durée. Mais, combiné à une légère amélioration des droits syndicaux, il avait

produit un effet collatéral très important. Il avait créé, chez certaines catégories de travailleurs, un sentiment nouveau de confiance en leur capacité à lutter. Un tournant s'opéra dans le recrutement des syndicats, même si les ouvriers en grève devaient toujours faire face à des agressions brutales de la part des patrons et de la police. Dans les six premiers mois du New Deal rooseveltien, plus de quinze grévistes furent tués, deux cents blessés et des centaines emprisonnés⁴. Mais trois grèves en 1934 montrèrent que cette confiance pouvait fusionner avec la colère créée par la récession pour exploser dans un niveau de mobilisation inédit depuis la défaite de la grève des métallurgistes de 1919. Les ouvriers de l'entreprise de composants automobiles Auto-Lite de Toledo, les chauffeurs routiers de Minneapolis et les dockers de San Francisco firent grève de manière active, défiant les injonctions des tribunaux, se défendant eux-mêmes physiquement contre les briseurs de grève et les forces de l'ordre, et remportèrent d'éclatantes victoires. De plus, ce furent des militants socialistes qui conduisirent ces mouvements : des trotskistes à Minneapolis, des communistes à San Francisco et des partisans de l'ancien prédicateur radical A. J. Muste à Toledo. Dans le sillage des luttes, les syndicalistes de l'industrie automobile commencèrent à élargir leur recrutement et exigèrent un syndicat fondé sur l'ensemble du secteur pour remplacer les anciens syndicats organisés selon les métiers et les qualifications.

La leçon ne fut pas perdue pour certains dirigeants syndicaux traditionnels. Cela faisait des années qu'ils perdaient des adhérents – les effectifs syndicaux passant de quatre millions en 1920 à guère plus de deux millions en 1933 – et que, avec ce déclin, ils avaient vu fondre une partie de leur influence dans les cercles gouvernementaux et la classe dirigeante. Certains entrevirent alors un moyen de la reconquérir. Conduit par le dirigeant du syndicat des mineurs, John L. Lewis, un groupe de syndicalistes constitua un comité d'organisation, le CIO (Congress of Industrial Organizations), dont le but était de recruter des millions d'ouvriers dans des syndicats industriels.

La formation de cette nouvelle organisation encouragea les travailleurs, dans de nombreux endroits, à copier les méthodes militantes qui avaient entraîné les succès de 1934. Les ouvriers des usines de caoutchouc Goodyear et Firestone à Akron (Ohio) occupèrent leur entreprise, en décembre 1935 et janvier 1936, pour empêcher la direction de continuer à briser les grèves. D'imposants piquets de grève furent ainsi disposés autour de l'usine Goodyear pour éviter que la police puisse y introduire des briseurs de grève⁵. Plus de quarante autres grèves d'occupation se produisirent cette année-là. La plus importante commença en décembre aux usines General Motors de Flint (Michigan). À la fin de la grève, 140 000 des 150 000 ouvriers de la société occupaient leurs locaux ou participaient aux piquets. Comme dans d'autres grèves à la même époque, ils reçurent des menaces et durent se défendre contre les attaques de la police. Mais, au final, la plus grande compagnie manufacturière des États-Unis fut contrainte de reconnaître le syndicat. Art Preis, militant syndical à l'époque, se souvient : « Les vannes de la lutte des classes étaient ouvertes. Le cri de ralliement, "Occupez vos usines !", résonnait d'un bout à l'autre du pays. Un mois après la fin de la grève à la General Motors, près de 193 000 ouvriers s'engagèrent dans 247 occupations de sites ; près d'un million utilisèrent cette arme avant la fin de 1937 [...]. Les occupations s'étendirent à toutes sortes d'industries et de métiers [...]. Les ouvriers de l'usine automobile Chrysler, les vendeuses de grands magasins, les messagers de la Western Union, les employés de l'hôtellerie et de la restauration, les modistes, les relieurs, les éboueurs, les souffleurs de verre et les fabricants de pneus⁶. »

Près de 1, 8 million de travailleurs s'engagèrent dans des grèves, avec l'aide de comités de soutien, d'« auxiliaires féminins » apportant des repas aux grévistes, et d'orchestres fournissant les divertissements. À la fin de l'année 1937, la totalité des effectifs syndicaux dépassait les sept millions, soit cinq millions de plus qu'en 1933.

Les grèves avaient le potentiel de bouleverser toutes les valeurs du capitalisme américain en remettant en cause l'individualisme tout-

puissant – le mythe du « rêve américain » selon lequel tout le monde pouvait s'enrichir – et le racisme qui en était le corollaire. Là où les syndicats obtinrent des succès, ils commencèrent à créer une nouvelle culture d'action collective parmi les travailleurs – résumée par le chant des syndicats *Solidarity Forever* que l'on entendait lors des occupations d'usines – et à réduire peu à peu le racisme dans des villes comme Detroit. Le CIO était la seule grande institution de la société américaine où les ouvriers noirs avaient une possibilité de « participation authentique⁷ » aux côtés des travailleurs blancs.

Un problème majeur empêcha la concrétisation complète de ce potentiel : la stratégie politique mise en place au moment où le mouvement syndical grandissait. Le syndicalisme professionnel des années antérieures à 1936 avait été « apolitique ». La grande majorité de ses dirigeants acceptaient le capitalisme américain, le considérant comme la meilleure façon d'organiser la société, et passaient des accords avec les politiciens locaux de l'un ou l'autre des deux grands partis. John L. Lewis, par exemple, était « républicain en matière de politique, partisan d'Adam Smith en économie, et autocrate dans son propre syndicat⁸ ». Les nouveaux dirigeants du CIO crurent qu'une alliance avec Roosevelt et le Parti démocrate était la solution pour faire avancer leur cause.

Roosevelt appréciait l'idée que le CIO fasse campagne pour lui aux élections, mais il n'était pas prêt à contrarier les capitalistes qui le soutenaient. Ceci fut démontré de façon dramatique à la fin 1937, lorsque Lewis entreprit la plus grande campagne de syndicalisation qu'on ait vue jusque-là, dans l'industrie de l'acier. Le CIO embaucha 433 organisateurs permanents à plein-temps et à temps partiel, répartis dans trente-cinq bureaux régionaux. À la suite de la grève de General Motors, de nombreuses compagnies métallurgiques reconnurent le Comité d'organisation de l'acier comme un syndicat, sans participation active des syndiqués. Mais les grandes firmes refusèrent de faire de même et, fin mai, le Comité d'organisation appela à la grève 75 000 travailleurs. Les compagnies répliquèrent avec toute la férocité dont

elles avaient fait preuve lors de la grève de 1919. Elles attaquèrent les piquets de grève avec « des nervis appointés par l'entreprise, des adjoints, la police et la Garde nationale [...]. Dix-huit grévistes furent massacrés, de très nombreux travailleurs furent blessés et des centaines d'autres arrêtés⁹ ». Le Comité d'organisation n'avait pas préparé les travailleurs à un tel assaut de violence parce qu'il avait mis toute sa foi dans des gouverneurs et des maires démocrates qui manifestaient de la sympathie pour la campagne de syndicalisation. Il avait « dit aux travailleurs que tous les fonctionnaires publics du New Deal étaient des “amis des ouvriers”, et que les grévistes devaient “accueillir chaleureusement” la Garde nationale, les soldats de l'État et la police envoyés pour “maintenir l'ordre”¹⁰ ». Les travailleurs furent complètement découragés lorsque ces « amis » les attaquèrent avec des matraques et des fusils chargés. En Pennsylvanie, le premier gouverneur démocrate depuis quarante-quatre ans déclara la loi martiale dans la ville métallurgique de Johnstown. Des soldats de l'État rouvrirent l'usine, restreignirent le nombre des piquets à six, et firent entrer des briseurs de grève dans les locaux. À Youngstown (Ohio), où régnait aussi un gouverneur démocrate, des shérifs adjoints tuèrent par balle deux membres du piquet de grève. À Chicago, la police envoyée par le maire démocrate tua dix grévistes. Lorsque les dirigeants du CIO se tournèrent vers Roosevelt pour obtenir son aide, il déclara : « Que la peste soit sur vos deux maisons¹¹ ! » La campagne de syndicalisation fut brisée au moment même où l'économie commençait à s'enfoncer dans une nouvelle récession.

Au cours des deux années suivantes, le CIO n'enregistra que 400 000 adhésions supplémentaires par rapport à celles qu'il avait gagnées au cours de ses vingt-deux premiers mois d'existence. En 1939, le nombre des grèves fut deux fois moins élevé qu'en 1937. Par ailleurs, les dirigeants syndicaux collaborèrent régulièrement avec le patronat et s'efforcèrent de limiter l'agitation de la base. Dans le syndicat de l'automobile, une tentative eut lieu pour interdire toute publication qui n'était pas approuvée par la direction, tandis que dans le syndicat

de l'acier, nouvellement formé, il ne devait pas y avoir d'élections pendant cinq ans. La mobilisation populaire spontanée des années 1934-1935 céda la place à un étroit contrôle exercé par les directions.

De nombreux militants tentèrent de résister à cette tendance. Mais, comme en France et en Espagne, leurs difficultés furent aggravées par le comportement du Parti communiste. Celui-ci avait joué un rôle de premier plan dans les mobilisations de 1934-1937, et nombre de ses militants s'étaient retrouvés organisateurs de la campagne de syndicalisation du CIO ; leur courage et leur audace avaient attiré un grand nombre de nouvelles recrues. Jusqu'en 1935, le Parti communiste proclama avec insistance que Roosevelt était un politicien capitaliste et le New Deal une tromperie. Puis il fit volte-face et encensa Roosevelt et les démocrates du New Deal, dans une sorte de version américaine de la politique de « front populaire ». Le Parti collabora avec les dirigeants syndicaux pour donner le beau rôle à ces politiciens et discipliner les syndicalistes de base qui risquaient de troubler les relations paisibles avec les démocrates. Cela continuerait ainsi au cours des dix années suivantes, si l'on excepte un bref interlude au moment du pacte germano-soviétique au début de la Seconde Guerre mondiale. Le Parti aida également les dirigeants syndicaux à établir un contrôle bureaucratique sur la plupart des syndicats, contrôle qui se retournerait contre eux lorsque ces mêmes dirigeants l'utiliseraient pour détruire toute influence communiste dans les années 1940.

Un tel comportement eut d'importantes conséquences idéologiques. Les écrivains, les artistes, les cinéastes et les musiciens s'étaient brutalement retrouvés dans une société secouée jusque dans ses fondements par le krach de Wall Street et la récession. Toutes les anciennes valeurs avaient été remises en question, la classe dominante s'était retrouvée temporairement déstabilisée, et la masse du peuple, y compris de larges fractions de la classe moyenne, avait perdu toute confiance dans l'*establishment*. À partir de 1934, un ensemble de nouvelles valeurs fut mis en avant par le mouvement gréviste et l'essor du syndicalisme. L'impact n'en était pas seulement ressenti dans l'art et la

littérature de l'intelligentsia, mais aussi dans la culture musicale de masse et dans l'usine à rêves d'Hollywood, juste au moment où celle-ci commençait à exercer une emprise mondiale.

Cela trouvait un écho dans les œuvres d'écrivains comme John Dos Passos, Richard Wright, Ralph Ellison, Dashiell Hammett et John Steinbeck, de cinéastes comme Charlie Chaplin, Joseph Losey, Nicholas Ray, Elia Kazan et le jeune Orson Welles, ou de musiciens comme Aaron Copland, Woody Guthrie, Paul Robeson, Dizzy Gillespie et même le jeune Frank Sinatra. Mais, pour ces courants dissidents, des opportunités de revenir à la norme générale se présentèrent avec le New Deal. Celui-ci pouvait créer des emplois dans le cadre de projets fédéraux, de l'espace dans de nouveaux magazines et émissions de radio, et des ouvertures à Hollywood. Les démocrates du New Deal considéraient les intellectuels, à l'instar des bureaucrates dirigeant les nouveaux syndicats du CIO, comme une couche sociale susceptible de contribuer à imposer un nouveau modèle d'exploitation à la société dans son ensemble.

Jusqu'en 1936, l'essentiel de la gauche intellectuelle résista à ces tentations, opérant une nette distinction entre ses propres buts et ceux de Roosevelt. L'accent était mis sur l'« art prolétarien » qui, malgré ses vices théoriques et pratiques, essayait de se relier à la lutte de la classe ouvrière et à un public populaire. Cela changea lorsque le Parti communiste se mit à soutenir Roosevelt. Il ne tenta plus alors de diriger la radicalisation spontanée des intellectuels vers la subversion de la société, mais l'utilisa dans le sens de l'exercice d'une pression au sein de la société existante. Un des aspects de cette démarche fut l'adoption de la rhétorique de l'« américanisme », utilisée traditionnellement par la droite ; le slogan du Parti devint : « Le communisme est l'américanisme du XX^e siècle. » Un autre fut d'encourager les écrivains et les cinéastes sympathisants à adopter une position modérée dans le but de faire carrière et de gagner de l'influence dans les studios hollywoodiens. Cela eut pour effet d'affaiblir l'attrait de la gauche pour de

nombreux artistes radicalisés, incités à adopter la démarche facile des concessions faites à Hollywood ou à Tin Pan Alley.

James T. Farrell, l'un des meilleurs romanciers du début des années 1930, a fait remarquer : « Le climat culturel du New Deal qui se développa en Amérique pendant les années 1930, et qui fut clairement illustré dans de nombreux films, pièces radiophoniques et romans de la période de la guerre, contribua à produire une littérature pseudo-populiste de l'homme ordinaire. Cet art et cette littérature néopopulistes mettent l'accent sur le concept d'américanisme en tant que moyen d'unifier toutes les races, confessions et classes. Au lieu d'une littérature décrivant de façon pénétrante les différences de classes [...], cette littérature a généralement accentué et sentimentalisé le thème selon lequel l'homme ordinaire est humain ; elle a aussi exploité l'idée que les riches sont aussi des Américains, et qu'ils sont semblables à l'homme ordinaire¹². »

L'enthousiasme du Parti communiste pour Roosevelt pouvait aussi mener à des réactions semblables à celle du héros noir du roman de Ralph Ellison *L'Homme invisible*, déçu par le socialisme lorsque le Parti (à peine déguisé sous le nom de « La Fraternité ») lui demande de freiner la lutte des Noirs de Harlem en invoquant le fait que : « Nous sommes en train de conclure des alliances temporaires avec d'autres groupes politiques et les intérêts d'un groupe de frères doivent être sacrifiés à celui de l'ensemble¹³. » La déception d'écrivains comme Ralph Ellison et Richard Wright encouragea par la suite de nombreux militants noirs à penser que les communistes n'étaient rien d'autre qu'un autre groupe d'hommes blancs désireux de les utiliser. En même temps, les intellectuels blancs qui étaient eux-mêmes déçus en venaient à croire que les communistes étaient tout aussi manipulateurs que n'importe quel autre groupe politique. Certains de ces intellectuels devinrent assez cyniques pour virer de bord et soutenir la chasse aux sorcières anticommuniste des années 1940 et 1950.

En tout état de cause, l'essor de la tendance idéologique qui osait défier le mythe du rêve américain, juste au moment où celui-ci commençait à fasciner le monde entier à travers la musique populaire et le cinéma, fut brisé d'une manière comparable à celui qui avait animé le mouvement ouvrier américain.

De la récession à la guerre

La crise provoquait des tensions entre les États aussi bien qu'entre les classes. Les dirigeants de tous les pays s'efforçaient d'atténuer les pressions qui les accablaient en les reportant sur leurs rivaux étrangers. L'un après l'autre, ils essayaient d'améliorer la vente de leur propre production en dévaluant leurs monnaies et en relevant leurs droits de douane. La tendance générale était à l'« autarcie », à la production de biens, dans les plus grandes quantités possibles, à l'intérieur des frontières de l'État national.

Les États se retrouvèrent aussi plus engagés que jamais auparavant (sauf pendant la Première Guerre mondiale) dans des activités économiques directes : ils rationalisèrent certains secteurs industriels en obligeant les firmes les moins efficaces à fermer, et mirent la main sur certains secteurs pour améliorer les perspectives des autres. Le gouvernement « national » conservateur de Grande-Bretagne lui-même nationalisa la production d'électricité, les lignes aériennes et les droits d'exploitation des mines de charbon.

Dans certains pays moins industrialisés d'Amérique latine et d'Europe, le processus alla considérablement plus loin. Des gouvernements « populistes », comme celui de Getúlio Vargas au Brésil et, plus tard, celui de Juan Perón en Argentine, firent de vastes secteurs des propriétés d'État. En Pologne, un gouvernement de droite mit en place un plan économique à long terme et, en Italie, Mussolini fonda des sociétés d'État pour essayer de réduire l'impact de la crise économique mondiale.

Il existait cependant une contradiction entre le recours à l'État pour soutenir les capitalismes nationaux et le désir des capitalistes d'accéder à des ressources situées au-delà des limites étroites des États. La seule façon de résoudre cette contradiction était d'agrandir les territoires contrôlés par l'État. Les empires formels et les « zones d'influence » informelles devinrent d'une importance cruciale. L'autarcie se développa dans le cadre de « blocs monétaires » dominés par les grandes puissances – le bloc du dollar, la zone sterling, le bloc de l'or (centré sur la France et son empire), le bloc du mark et l'URSS. Comme le faisait remarquer l'économiste Alvin Hansen en 1932 : « Chaque pays s'efforce de développer des sphères d'influence là où l'intervention des capitalistes d'autres nations est mal vécue. À certains moments, les États-Unis ont empêché les puissances européennes d'encaisser leurs créances en Amérique latine par le blocus naval [...]. De même, la longue lutte (toujours en cours) entre les puissances européennes pour la domination de l'Afrique, du Proche-Orient et, indirectement, par un patronage économique, financier et militaire, des États balkaniques, est un monument de querelles et de frictions occasionnées par la pénétration du capital étranger¹⁴. »

Les sphères d'influence n'étaient pas symétriques. Les dirigeants de la Grande-Bretagne, de la France, des États-Unis et de l'URSS contrôlaient chacun de vastes zones. Mais l'Allemagne, la première puissance industrielle d'Europe continentale, n'avait pas de colonies et était coincée par les étroites frontières imposées par les autres puissances lors du traité de Versailles, à la fin de la Première Guerre mondiale. L'effet de la crise, comme nous l'avons vu, avait poussé le grand capital allemand à mener une vigoureuse campagne pour briser les restrictions imposées à Versailles. Il voulait retrouver la partie du territoire allemand abandonnée à la Pologne à la fin de la guerre, absorber l'État autrichien germanophone et les régions frontalières tchèques (les « Sudètes ») et reprendre sa politique de recherche d'hégémonie en Europe du Sud-Est. La victoire d'Hitler ne fut pas seulement une victoire du capital sur les ouvriers. Ce fut aussi une

victoire des forces qui voulaient résoudre la crise du capitalisme allemand par une politique d'expansion militaire aux dépens des autres puissances.

Les grands groupes industriels allemands étaient d'accord, avec plus ou moins d'enthousiasme, pour coordonner leurs efforts et accepter une affectation centralisée des investissements, le contrôle du commerce extérieur et le rationnement des matières premières par l'État. Le seul grand capitaliste qui crut pouvoir émettre des objections, Thyssen – qui avait été l'un des premiers à financer Hitler –, fut exproprié par le Parti nazi et contraint à l'exil. Les autres poursuivirent une très profitable collaboration avec les nazis jusqu'à l'effondrement militaire de l'Allemagne en 1945.

L'établissement d'une économie autarcique fondée sur un capitalisme d'État militaire encouragea, à son tour, la course à l'expansion par les armes. Les industries d'armement avaient besoin de matières premières et de ressources. Le régime nazi, se souvenant du récent soulèvement révolutionnaire des années 1918-1920, était réticent à l'idée de soumettre les travailleurs allemands à de trop grandes pressions. Il allongea la journée de travail et intensifia la productivité, mais il essaya aussi d'augmenter la production des biens de consommation pour limiter le niveau du mécontentement parmi les travailleurs et dans la classe moyenne inférieure¹⁵. La seule façon d'obtenir les ressources dont le régime avait besoin était de s'emparer de nouveaux territoires. La production agricole de l'Autriche, l'industrie d'armement tchèque, les capacités de production de charbon et d'acier de l'Alsace-Lorraine, le charbon polonais et le pétrole roumain pouvaient combler les vides de l'économie allemande, de même que les ouvriers de ces pays, bien moins payés que les travailleurs allemands et souvent soumis à des conditions de travail esclavagistes. Il y avait une convergence entre les exigences du grand capital et l'idéologie nazie, avec son concept de *Lebensraum* (espace vital) et sa manière de caractériser les non-Allemands comme des *Untermenschen* (sous-hommes).

L'approche allemande avait son corollaire en Extrême-Orient, au Japon. Celui-ci s'était déjà emparé de Taïwan et de la Corée pour en faire des colonies, et contrôlait des concessions substantielles en Chine septentrionale. En 1931, il réagit à la crise économique mondiale en faisant main basse sur la Mandchourie, au nord de la Chine. Puis, à la fin des années 1930, le gouvernement formé après un putsch militaire à Tokyo envahit la Chine et commença à lorgner sur des morceaux des empires occidentaux en Asie du Sud-Est : les Indes orientales hollandaises, les colonies britanniques de Malaisie, Bornéo et Singapour, l'Indochine française et les Philippines sous administration américaine.

À une moindre échelle, l'Italie mussolinienne chercha à agrandir son empire colonial en ajoutant l'Éthiopie à la Somalie, à l'Érythrée et à la Libye, et en attendant l'occasion de s'emparer de l'Albanie et de la côte adriatique de la Yougoslavie.

Les puissances impériales établies – la Grande-Bretagne, la France, la Hollande, la Belgique et les États-Unis – ne surent pas comment répliquer. Leurs intérêts étaient divergents : l'Angleterre et la France s'affrontaient pour l'hégémonie au Moyen-Orient ; une fraction de la classe dirigeante américaine tenait absolument à détrôner l'Angleterre en tant que puissance internationale dominante et avait déjà établi une influence décisive en Arabie saoudite, richement dotée en pétrole ; quant à la France, elle était essentiellement soucieuse de maintenir son réseau d'alliés en Europe de l'Est afin de détourner l'Allemagne de tout mouvement contre ses frontières. Et, partout, des groupes puissants considéraient le nazisme comme un allié possible dans une offensive internationale contre la gauche et les organisations ouvrières. Pour autant qu'ils considéraient avoir un ennemi étranger, c'était l'Union soviétique bien plus que l'Allemagne, l'Italie ou le Japon. Ceci apparut clairement pendant la guerre civile espagnole, lorsque les dirigeants des « démocraties » occidentales assistèrent avec une satisfaction à peine dissimulée à la violation par Hitler et

Mussolini du pacte de « non-intervention », Franco ne représentant aucun danger pour leurs empires.

L'Italie put profiter de ces sentiments lorsqu'elle attaqua l'Éthiopie en 1935, tout comme le Japon, qui occupa la Mandchourie et s'en prit à la Chine. Puis, en 1938, ce fut le tour d'Hitler. Lorsqu'il annexa l'Autriche en mars, puis exigea les régions frontalières germanophones de la Tchécoslovaquie en été, les fractions dominantes des classes dirigeantes anglaises et françaises ne virent aucune raison de risquer une guerre en s'opposant à lui.

Hitler était un psychopathe raciste, dont l'ambition était de faire d'une Allemagne « nettoyée » ethniquement la force centrale de l'Europe et la puissance mondiale dominante. Mais sa stratégie, à la fin des années 1930, était rationnelle du point de vue du capitalisme allemand. De façon pragmatique, il testait le point jusqu'auquel les autres puissances impériales lui permettraient d'étendre la sphère d'influence de l'Allemagne.

Il fit preuve du même sens rationnel lorsqu'il menaçait la Pologne, à l'été 1939, après s'être mis secrètement d'accord avec Staline pour se partager le pays avec lui selon les termes du pacte Molotov-Ribbentrop. Il savait que l'Allemagne ne disposait pas des ressources nécessaires pour une campagne militaire générale de plus de deux mois. Mais il supposait que l'Angleterre et la France ne soutiendraient pas la Pologne davantage qu'elles n'avaient soutenu les Tchèques. Après tout, le gouvernement britannique avait accepté, pas plus tard qu'en décembre 1938, que la Pologne devienne un satellite allemand, et l'état-major anglais avait reconnu que ce pays ne pouvait pas être défendu. Hitler savait qu'il pouvait le conquérir en quelques jours. Il pensait aussi que si la France et l'Angleterre intervenaient, il serait capable de battre la France très rapidement, et qu'alors aussi bien les dirigeants français qu'anglais parviendraient à un accord avec lui s'il promettait de ne pas toucher à leurs empires.

Il se trompait sur un point. Un groupe s'était constitué, dans la classe dirigeante britannique, autour de deux impérialistes endurcis,

Winston Churchill et Anthony Eden, qui pensaient qu'une domination allemande en Europe continentale serait une menace pour l'Empire britannique. Ainsi, le vieux rêve allemand d'une hégémonie s'étendant des Balkans jusqu'au Moyen-Orient menaçait les gisements pétroliers et le canal de Suez, qui reliait la Grande-Bretagne à ses possessions en Inde. L'initiative d'Hitler diffusa ces craintes à d'autres dirigeants, créant une pression suffisante pour provoquer la déclaration de guerre commune de Londres et de Paris après l'attaque de la Pologne, puis, neuf mois plus tard, pour empêcher le gouvernement britannique d'accepter les conquêtes allemandes en Europe.

Les autres calculs d'Hitler se révélèrent fondés. La classe dirigeante française et une importante partie de celle du Royaume-Uni entrèrent en guerre avec réticence. Elles ne firent rien pour aider les Polonais, même si elles évacuèrent une partie de l'armée polonaise afin de servir plus tard leurs propres intérêts. La Grande-Bretagne passa ensuite l'hiver crucial de 1939-1940 à soutenir un gouvernement finlandais épaulé par les Allemands dans sa guerre contre l'URSS. L'Allemagne sut tirer profit cette « drôle de guerre » pour se préparer au *Blitzkrieg* contre la France, passant par la Hollande et la Belgique, avec l'intention de détruire son armée avant que les ressources limitées de l'Allemagne ne soient taries.

Hitler avait également raison de s'attendre à une victoire rapide sur la France. Une attaque allemande brisa les lignes arrières des armées « alliées » en Belgique et dans le Nord de la France en une quinzaine de jours, en mai 1940, obligeant les Britanniques à évacuer leurs troupes de Dunkerque à la fin du mois. Le 14 juin, les soldats allemands défilaient dans les rues de Paris.

Cette victoire était l'occasion qu'attendait Mussolini pour entrer en guerre aux côtés de l'Allemagne ; elle donna à Hitler le contrôle incontesté de l'Europe occidentale et centrale. Il lui fut dès lors possible de prendre son temps avant de décider de sa prochaine manœuvre, même si ses forces aériennes furent mises en échec lors de la bataille d'Angleterre, rendant moins probable l'invasion ultérieure de l'île. Un

an après sa victoire sur la France, il choisit une option différente : une attaque-éclair sur l'URSS mobilisant une énorme force de frappe, dans l'espoir d'une victoire facile avant l'hiver.

La nature de la guerre

L'opinion publique libérale et de gauche en Europe et en Amérique du Nord concevait la guerre comme une opposition entre la démocratie et le fascisme. Cette vision était popularisée en Grande-Bretagne par des journaux comme le *Daily Herald* (possédé pour moitié par les syndicats), le *Daily Mirror*, l'*Evening Standard* (propriété de l'ardent impérialiste Beaverbrook, mais bientôt dirigé pour son compte par le syndicaliste de gauche Michael Foot), le *News Chronicle*, detendance gauche libérale, et le plus populaire des magazines illustrés, le *Picture Post*. C'est encore aujourd'hui, peu ou prou, la version orthodoxe de l'histoire. Ainsi, par exemple, selon Eric Hobsbawm, « la frontière ne passait pas entre capitalisme et communisme, mais entre ce que le XIX^e siècle aurait appelé le “progrès” et la “réaction” – sauf que ces termes n'étaient plus tout à fait appropriés¹⁶. »

Mais ce n'était pas ce qui motivait les éléments dirigeants du côté allié. Le Churchill qui exigeait la poursuite acharnée de la guerre était le même Churchill qui avait assisté à la boucherie d'Omdurman, qui avait envoyé des soldats tirer sur les mineurs en grève en 1910, ordonné à la Royal Air Force d'utiliser des gaz contre des rebelles kurdes dans l'Irak sous administration britannique, et chanté les louanges de Mussolini. Il s'en était pris au gouvernement conservateur, dans les années 1930, pour avoir accordé un minimum de gouvernement local à l'Inde, et pendant toute la guerre il resta inébranlable sur le fait qu'aucune concession ne devait être accordée aux mouvements anticolonialistes dans les colonies britanniques, même si cela aurait pu aider à l'effort de guerre. « Je ne suis pas devenu le Premier ministre du roi

pour superviser le démembrement de l'Empire britannique », déclara-t-il. À Yalta, il confia à Roosevelt et Staline : « Tant qu'il y a de la vie dans mon corps, aucun transfert de souveraineté britannique ne sera permis¹⁷. »

Le deuxième dirigeant d'une grande puissance à rejoindre l'alliance « antifasciste », Joseph Staline, n'était pas plus démocrate ou libéral que ne l'était Churchill. Il avait déjà massacré la plus grande partie de la génération des bolcheviques qui avaient fait la révolution, et s'était rendu responsable des horreurs de la collectivisation et des famines qui l'avaient accompagnée en Ukraine et au Kazakhstan. En 1939, il avait conclu un accord avec Hitler pour le partage de la Pologne et pour reprendre le contrôle des républiques baltes, auxquelles les bolcheviques avaient accordé l'indépendance en 1917. Ce n'était qu'une tentative diplomatique de gagner du temps, avec la remise à la Gestapo de communistes allemands qui avaient trouvé refuge en URSS et la fourniture à l'Allemagne de matériel de guerre. Staline fut contraint d'entrer dans le conflit à la suite de l'invasion allemande de juin 1941, après avoir ignoré les avertissements de ses agents de renseignements et de l'ambassade de Berlin quant aux intentions belliqueuses d'Hitler. Sa réaction aux terribles défaites des premières semaines fut de paniquer, puis de consolider sa position sur le plan idéologique en recourant au chauvinisme « grand-russien » de la période d'avant 1917. Il chanta les louanges des généraux russes qui avaient conquis les peuples non russes de l'empire tsariste, et qualifia la guerre contre Hitler de « grande guerre patriotique », et non de « grande guerre antifasciste ». Nombre de minorités nationales non russes payèrent d'un prix terrible ce retour au chauvinisme. Staline déporta des peuples entiers, comme les Tatars de Crimée, les Tchétchènes et les Allemands de la Volga, à des milliers de kilomètres de chez eux en Asie centrale et orientale.

Le troisième dirigeant « antifasciste » était Roosevelt. Avant d'entrer en guerre, l'administration américaine avait suivi une politique consistant à profiter de l'occasion pour construire un empire

« informel » afin d'éclipser les empires européens formels. Comme l'explique l'historien A. J. P. Taylor : « En mars 1941, Roosevelt institua le prêt-bail, peut-être le plus beau coup de théâtre de toute la guerre. Les États-Unis devenaient l'«arsenal de la démocratie» et ne demandaient aucun paiement. Il y eut malgré tout un prix très lourd à payer. Les autorités américaines dépossédèrent la Grande-Bretagne de ses réserves d'or et de ses investissements outre-mer. Elles restreignirent ses exportations, et les hommes d'affaires américains s'emparèrent de marchés qui jusque-là étaient britanniques¹⁸. »

Anthony Eden, le ministre des Affaires étrangères britannique, se plaignit plus tard sans ambages que Roosevelt espérait que les anciens territoires coloniaux, « une fois libérés de leurs maîtres, deviendraient dépendants économiquement et politiquement des États-Unis¹⁹ ».

Ce fut une querelle entre empires coloniaux en Extrême-Orient qui entraîna les États-Unis directement dans la guerre. Le Japon était soucieux d'agrandir son empire aux dépens des autres puissances coloniales, considérablement affaiblies par la guerre, et commença à progresser, à partir de la Chine, vers l'Indochine française. Mais les États-Unis avaient leurs propres intérêts dans la région. Ils contrôlaient les Philippines, et considéraient que Tchang Kaï-chek, qui continuait de résister au Japon en Chine méridionale, était favorable au capital américain. Après qu'une tentative d'accord pour un partage d'influence avec le Japon eut avorté, les États-Unis bloquèrent l'accès des Japonais à des matières premières dont ils avaient un besoin crucial. Le Japon répliqua en détruisant la flotte américaine à Pearl Harbor, se débarrassant ainsi du principal obstacle à l'avancée de ses troupes vers le sud, et s'empara des colonies françaises, hollandaises et britanniques d'Asie du Sud-Est.

Les raisons qui poussaient la plupart des gens ordinaires à vouloir lutter contre le nazisme étaient bien différentes de celles de Churchill, Staline et Roosevelt. Il y avait chez eux une véritable haine du fascisme, notamment parce qu'une partie des médias populaires avait pu expliquer, souvent pour la première fois, quelle était sa véritable

idéologie. Les « trois grands » dirigeants ne pouvaient éviter de jouer avec ces attitudes populaires. L'aile churchillienne de la classe dirigeante était au désespoir lors de l'été 1940. L'armée britannique avait perdu une grande partie de son équipement militaire, elle s'attendait (à tort) à une invasion qu'il serait difficile de repousser, et une bonne moitié de la classe possédante était favorable à un accord avec Hitler dans des termes que les partisans de Churchill considéraient comme humiliants. La seule façon pour le groupe entourant Churchill de survivre politiquement était de s'appuyer sur le Parti travailliste et la bureaucratie des syndicats. Il embaucha le dirigeant travailliste Clement Attlee comme Premier ministre suppléant, et le principal dirigeant syndical, Ernest Bevin, fut chargé de superviser les besoins de main-d'œuvre de l'économie de guerre. Il ne pouvait assurer la cohésion d'un tel gouvernement sans jeter par-dessus bord la rhétorique de classe impérialiste du Parti *tory* d'avant-guerre. Au lieu de cela, il se mit à parler de « liberté », de « démocratie » et du « droit des nations à disposer d'elles-mêmes ». Il dut aussi mettre en scène un partage des maigres ressources alimentaires par un système de rationnement (qui apporta une véritable amélioration de la ration alimentaire des ouvriers les plus pauvres, même si les riches pouvaient continuer à s'empiffrer) et promettre un système de protection sociale massivement amélioré après la guerre. Comme l'étoile montante conservatrice Quintin Hogg (le futur lord Hailsham) le reconnut, si le gouvernement ne donnait pas au peuple des « réformes », il risquait la « révolution ».

Des considérations similaires s'appliquaient aux États-Unis, où le gouvernement employa la rhétorique de l'antifascisme et de l'anti-impérialisme – Eleanor Roosevelt patronnant toutes sortes de causes libérales – et où Hollywood oublia son aversion d'avant-guerre pour des films antinazis comme *Le Dictateur* de Chaplin.

En Union soviétique même, les années de guerre virent un certain infléchissement de la terreur, malgré la déportation en masse des minorités nationales. Dans les cercles intellectuels, à tout le moins, on se prit un instant à espérer que les années d'après-guerre seraient

différentes ; un sentiment qui transparait, par exemple, dans le grand roman de Vassili Grossman sur Stalingrad et les camps de la mort hitlériens, *Vie et destin*.

Malgré tout, les motifs des dirigeants restaient très différents de ceux de leurs peuples, comme devait le démontrer la conduite de la guerre. Entre la chute de la France au printemps 1940 et le débarquement des Alliés en Italie du Sud en 1943, la plupart des combats impliquant les troupes britanniques se déroulèrent en Afrique du Nord. Pourquoi ? Parce que Churchill était déterminé à s'accrocher à la région du canal de Suez et des gisements pétroliers. Ses inquiétudes n'étaient pas seulement causées par l'Allemagne, mais aussi par les États-Unis, comme le montra l'âpre bagarre diplomatique l'ayant opposé à Roosevelt sur la question de l'Arabie saoudite.

L'invasion de l'Italie fut elle-même le produit de l'obsession de Churchill pour le rétablissement de l'hégémonie britannique en Méditerranée. Il refusa les propositions de l'Union soviétique et des États-Unis d'ouvrir un second front en France, à une période où les batailles cruciales de la guerre étaient livrées en Russie occidentale. Au contraire, il proclama que l'Italie et les Balkans constituaient le « ventre mou de l'Europe » – malgré un terrain montagneux qui promettait des affrontements sanglants et une avancée plus lente.

Le refus de Churchill d'accorder le principe de l'indépendance à l'Inde entraîna, alors que se livrait la bataille décisive de Stalingrad, la répression brutale de manifestations par des milliers de soldats sous commandement britannique, qui auraient dû combattre les nazis. Une « armée de libération » indienne fut également montée pour lutter aux côtés du Japon. Enfin, ce refus provoqua une famine qui fit trois millions de morts au Bengale.

Le désir de Staline de se partager l'Europe de l'Est avec Hitler l'avait amené à ignorer la menace allemande contre l'URSS, de telle sorte que ses armées furent complètement prises au dépourvu lorsque survint l'offensive en 1941. Le même souci d'ajouter des territoires à la sphère d'influence russe lui fit ordonner à ses troupes de reculer

pendant que les soldats allemands brisaient un soulèvement de la résistance polonaise à Varsovie. Ce n'est qu'après la destruction de la ville que les troupes russes traversèrent la Vistule pour en prendre le contrôle.

De la même manière, le gouvernement américain fit larguer des bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki dans les derniers jours de la guerre, malgré des signes clairs que le Japon était prêt à capituler. Il s'agissait de s'assurer que la capitulation ait lieu avant que les troupes russes, qui avançaient rapidement dans la Mandchourie occupée par les Japonais, ne puissent donner à l'URSS l'occasion d'avoir une influence sur le Japon d'après-guerre. Hiroshima et Nagasaki démontrèrent aussi, de la manière la plus atroce qui fût, la capacité des États-Unis à exercer une domination mondiale.

Les trois puissances avaient facilité la mainmise d'Hitler sur l'Allemagne. Par la suite, elles traitèrent tous les Allemands, et pas seulement les nazis, comme des ennemis. Un haut fonctionnaire britannique, Robert Vansittart, fit des plans pour détruire la totalité de l'industrie allemande dans le but de transformer le pays en petit producteur agricole. Les forces aériennes anglaises et américaines suivirent une stratégie de bombardement intensif des zones civiles, provoquant d'immenses incendies qui carbonisèrent et asphyxièrent plus de 100 000 civils à Hambourg, Cologne et Dresde – une ville dénuée de toute importance militaire ou stratégique. En Union soviétique, la propagande ressassée par le romancier Ilya Ehrenburg appelait à « tuer des Allemands, tuer des Allemands, tuer des Allemands ». Une telle approche ne risquait pas d'inciter les travailleurs allemands à se retourner contre leurs dirigeants, et permit à Hitler de disposer de forces cohésives jusqu'à la fin.

La barbarie suprême

Il n'est pas question de contester la barbarie des dirigeants allemands. Leur occupation de l'Europe de l'Est fut brutale, leur comportement dans les régions occupées de Pologne et de Russie sanguinaire, et leur traitement des juifs d'Europe constitua l'horreur suprême du XX^e siècle. Mais il est tout de même nécessaire de comprendre comment cela s'est passé.

La politique nazie en Europe de l'Ouest et dans la plus grande partie de l'Est était motivée par deux considérations principales : conserver le contrôle des régions occupées avec le nombre le plus réduit possible de soldats, et transporter le maximum de nourriture et de matériel de guerre en Allemagne. La manière la plus facile d'y parvenir était de collaborer avec des régimes locaux prêts à fonctionner sous la direction des Allemands, et d'utiliser la police locale pour éradiquer toute opposition et superviser l'envoi de denrées et de marchandises. Ce n'était pas une tâche difficile, d'autant plus que les classes dominantes de toute l'Europe considéraient l'occupation allemande comme un moindre mal, comparée à la révolution ou aux destructions matérielles dues à une guerre prolongée. Même les fractions dirigeantes qui faisaient de l'opposition à l'Allemagne une question de principe étaient conscientes des avantages pratiques et des profits qu'il était possible d'obtenir en collaborant avec eux.

Le pillage des pays occupés permit aux capitalistes allemands d'exploiter la main-d'œuvre de presque toute l'Europe et de maintenir à la fois leurs dépenses de guerre et leurs profits. Ils s'épargnèrent ainsi d'avoir à mettre trop de pression sur les travailleurs dont ils avaient le plus peur – la classe ouvrière allemande, qui les avait menacés d'une révolution en 1918-1923 –, même si on peut difficilement dire que les travailleurs allemands furent particulièrement « privilégiés » (leur niveau de vie chuta pendant la guerre et le risque d'être envoyé sur le front russe, où les pertes étaient très lourdes, était élevé). Les capitalistes allemands pouvaient compter sur les politiciens et les hommes d'affaires collaborationnistes des territoires occupés pour faire régner la discipline chez leurs propres travailleurs sans qu'il fût

besoin d'assumer les frais d'une force de police allemande – même si leur argument a dû être : « Faites ceci pour plaire aux Allemands, sinon ils interviendront et les choses seront bien pires. » C'était une stratégie parfaite, consistant à diviser pour mieux régner.

Mais, avec le temps, des problèmes apparurent. La fourniture de denrées à l'Allemagne pesait de façon disproportionnée sur les ouvriers des pays occupés, dont la ration quotidienne en calories était inférieure de moitié à celle dont ils avaient besoin. Leur colère monta, notamment parce qu'ils risquaient aussi d'être enrôlés pour des travaux forcés en Allemagne, pendant que leurs dirigeants faisaient bombance avec les forces ennemies. Dès la troisième année d'occupation, des grèves éclatèrent, des travailleurs fuirent vers des régions reculées pour éviter d'être enrôlés de force, et une résistance organisée se mit progressivement en place. Les Allemands réagirent en renforçant les autorités militaires d'occupation, qui n'étaient pas nécessairement constituées de nazis fanatiques, avec des organisations telle que la Gestapo, qui ne montrait aucune retenue dans son utilisation de la terreur. Dans des pays comme la France, la Slovaquie, la Croatie et la Hongrie, Hitler s'appuya de plus en plus sur des groupes fascistes et nazis locaux, qui appliquèrent avec une véritable ferveur la politique de l'occupant et allèrent jusqu'à déporter des juifs. En jouant sur les traditions antisémites des pays occupés, les nazis parvinrent à détourner la colère due aux souffrances des populations vers les juifs, et offrirent leurs maisons et leurs biens comme récompenses aux collaborateurs zélés.

L'occupation de la Pologne obéissait à un schéma différent, plus cruel encore. Le but des nazis était d'anéantir le pays en intégrant la région occidentale de Silésie à l'Allemagne après en avoir expulsé sa population non allemande. Quant à la Pologne centrale, elle devait passer sous contrôle militaire comme « réserve de main-d'œuvre » (la Pologne orientale était sous domination russe depuis 1939-1941). Cela nécessitait de liquider les dirigeants traditionnels du vieil État polonais. Les collaborateurs polonais se comptaient par dizaines de milliers,

mais ils travaillaient comme fonctionnaires sous les ordres d'une hiérarchie allemande. La police nazie avait le droit de vie et de mort, et en faisait usage. Comme l'a écrit l'historien Gabriel Kolko : « La terreur nazie en Pologne fut dès le début écrasante et capricieuse [avec] une absence totale de prévisibilité et un sentiment permanent de danger dans les grandes villes²⁰. » Quelque 5,7 millions de personnes (16 % de la population) perdirent la vie. La moitié d'entre eux étaient juifs ; dès 1939, ils furent entassés dans des ghettos surpeuplés et soumis à la famine, puis, à partir de 1942, ils furent envoyés dans les camps de la mort. La mise en place des ghettos était conforme au projet capitaliste qui voyait dans l'occupation de la Pologne le moyen de la piller. Et, pendant que les Polonais (et plus tard les Lituanais, les Biélorusses et les Ukrainiens) étaient exploités pour assurer le ravitaillement de l'Allemagne en nourriture et en main-d'œuvre, les préjugés d'avant-guerre étaient utilisés pour détourner une partie de leur colère vers une minorité juive qui souffrait encore plus qu'eux. Là encore, la vieille stratégie de « diviser pour mieux régner » fut appliquée. Mais cela correspondait également à la mythologie raciste meurtrière du Parti nazi. Les forces d'occupations allemandes représentaient le peuple élu aryen, les Polonais étaient des « *Untermenschen* », et les juifs la lie de la terre, un corps étranger qui devait être expurgé d'Europe.

L'offensive allemande en Russie – dont le nom de code était « opération Barbarossa » – à l'été 1941 éleva l'horreur à un degré supérieur. Les forces allemandes en marche s'employèrent à détruire la structure de l'État ennemi comme elles l'avaient fait en Pologne, mais à une échelle et sur des étendues bien plus grandes. Cette tâche fut accomplie par des unités SS opérant à l'arrière du front, qui liquidèrent tous les commissaires communistes et les « éléments judéo-bolcheviques ». Pour la première fois, le massacre de masse devenait partie intégrante de l'effort de guerre. Mais cela demeurait un massacre dont la fonction était prétendument militaire : empêcher les forces prorusses de se regrouper et de s'engager dans une guerre de

guérilla et de sabotage. Ainsi, au tout début, les juifs qui furent tués étaient des hommes en âge de combattre.

Mais l'armée allemande ne parvint pas à atteindre Moscou et à conquérir la Russie comme Hitler l'avait prévu. Elle se trouva bloquée dans les contrées glaciales de la plaine européenne centrale, avant de livrer les batailles les plus gigantesques et les plus meurtrières de l'histoire mondiale, à Stalingrad et à Koursk. Au départ, l'armée de l'opération Barbarossa comptait trois millions d'hommes. En 1945, le total des pertes allemandes sur le front oriental s'élevait à six millions d'hommes ; du côté soviétique, on dénombrait treize millions de soldats et sept millions de civils tués²¹.

Les soldats allemands furent confrontés à une situation que leurs chefs n'avaient pas prévue. La guerre fut en effet d'une cruauté incroyable, et les soldats brutalisés étaient prêts à tolérer, sinon à pratiquer, le massacre de masse de civils russes et juifs, avec le prétexte que ceux-ci étaient susceptibles de fournir une aide aux activités de la Résistance. La guerre capitaliste avait créé le contexte dans lequel de tels événements pouvaient se produire, et, selon ses critères monstrueux, ils restaient rationnels. Cela permit au commandement nazi de mettre en œuvre une politique de nature irrationnelle, même selon ces critères, qui consistait à tenter d'exterminer secrètement toute la population juive et tzigane (rom) d'Europe. Des détachements spéciaux de SS Einsatzgruppen commencèrent à tuer systématiquement les femmes et les enfants juifs aussi bien que les hommes, notamment dans la gorge de Babi Yar, près de Kiev, où ils massacrèrent 43 000 personnes en septembre 1941, alors que les généraux allemands s'attendaient toujours à une victoire rapide. Le projet fut élaboré à la conférence de Wannsee, en janvier 1942, à laquelle participèrent quatorze personnalités clés de la hiérarchie nazie et de l'État. Elles mirent en œuvre des mécanismes sophistiqués pour identifier toute personne d'origine juive dans l'Europe sous administration allemande – soit quelque cinq ou six millions d'individus –, les regroupant en convois, les transportant à des centaines de kilomètres dans des camps

spéciaux sous prétexte de « réimplantation », les persuadant d'entrer dans des bâtiments où ils furent gazés, puis disposant de leurs corps comme si tout ceci faisait partie d'une chaîne de montage industrielle.

En termes de besoins économiques ou guerriers du capitalisme allemand, l'entreprise n'avait aucun sens. Beaucoup de personnes massacrées étaient des ouvriers qualifiés ou des membres de professions qui auraient pu contribuer à la réalisation de profits ou à l'économie de guerre. Au lieu de cela, lorsque leur force de travail était utilisée avant qu'ils ne soient assassinés, c'était en tant qu'esclaves remplissant des tâches peu adaptées à leurs spécialités. Le transport de millions de personnes d'un bout à l'autre de l'Europe embouteillait les voies ferrées et nécessitait un matériel roulant dont les troupes, les armements et les composants industriels avaient un besoin crucial. Un personnel bureaucratique qui aurait pu être employé de façon bien plus productive était assigné à la planification de l'opération. Pourtant, celle-ci continua jour après jour, semaine après semaine, jusqu'à la fin de la guerre.

Cela n'avait aucun sens, même sur un plan basement idéologique, comme moyen de détourner la colère du peuple allemand vers des boucs émissaires. Car le peuple allemand n'en savait rien. C'était une opération secrète. Des milliers de personnes devaient avoir connaissance de certains détails de l'Holocauste. Plus nombreux encore étaient ceux qui soupçonnaient qu'il se passait quelque chose de nauséabond et qui détournèrent délibérément leur regard²². Mais en aucun cas cela n'était susceptible de fournir au régime un soutien populaire massif.

Cela n'est guère étonnant. Les dirigeants nazis avaient découvert, au cours des années passées, qu'ils pouvaient certes profiter d'un anti-sémitisme fort répandu dans la société allemande, mais que celui-ci avait des limites. Par exemple, lorsqu'ils lancèrent la grande vague de violence perpétrée par les SA contre les boutiques et les entreprises juives lors de la Nuit de cristal (*Kristallnacht*), en novembre 1938, ils se rendirent vite compte qu'ils faisaient face à une forte hostilité

populaire. Bien des gens qui étaient prêts à mettre les problèmes du monde sur le compte des juifs ne pouvaient accepter de voir souffrir des personnes qu'ils connaissaient. Un antisémitisme diffus existait simultanément et en concurrence avec une série d'autres idées qui le contestaient. C'est la raison pour laquelle des dirigeants sociaux-démocrates et communistes d'origine juive (de Karl Marx à Rosa Luxemburg) avaient pu gagner l'allégeance de très nombreux travailleurs allemands, alors même que certains d'entre eux pouvaient être influencés par les traditions et la propagande antisémites. C'est aussi pourquoi la propagande nazie, comme le montre une étude portant sur les dernières années de la république de Weimar, ne put s'appuyer seulement sur l'antisémitisme, et qu'elle dut parfois la mettre en veilleuse pour gagner du soutien. Même après avoir pris le pouvoir et interdit l'expression d'opinions contestant ouvertement l'antisémitisme, les nazis se rendirent compte qu'ils bénéficiaient d'une écoute plus favorable s'ils se concentraient sur la baisse du chômage, la révocation du traité de Versailles ou s'ils s'employaient à présenter Hitler comme une personnalité internationale.

Là où l'antisémitisme se révéla crucial, ce fut dans sa capacité à créer une cohésion et une motivation au sein du noyau dur du Parti nazi, les SA et les SS, et à les empêcher de retomber dans la passivité, le conservatisme et l'inertie. C'est cette idéologie irrationnelle qui les motivait dans la confrontation avec les forces de gauche sous la république de Weimar, et qui les poussait à obéir aveuglément aux ordres d'Hitler sous le III^e Reich. Pour eux, les juifs étaient l'ennemi suprême, à l'œuvre derrière tous les malheurs que l'Allemagne avait connus. L'élimination des juifs était considérée comme la seule façon de sauvegarder les territoires conquis par l'armée allemande dans sa marche vers l'Est. Et même lorsque la défaite fut proche, en 1944 et au début de 1945, exterminer des juifs continuait parfois d'être vécu comme une victoire.

La classe dirigeante allemande avait eu besoin de gens porteurs d'une telle vision pour résoudre la crise du début des années 1930.

Leurs divagations lui fournirent une force capable de détruire les organisations de la classe ouvrière, puis de se lancer pour son compte dans la poursuite de la suprématie européenne. En retour, les nazis eurent tout le loisir de passer à l'acte et de réaliser leurs fantasmes délirants en exterminant plus de six millions de juifs, de Tsiganes et d'handicapés. Les grandes firmes – Krupp, IG Farben, et d'autres – ne voyaient aucun problème à contribuer à l'organisation des camps de la mort, dans la mesure où cela leur donnait accès à une main-d'œuvre corvéable à merci, et ce même si le programme d'extermination n'avait aucun sens sur le plan économique. Le nazisme fut l'accomplissement sinistre de la prophétie de Rosa Luxemburg, selon laquelle l'alternative au socialisme était la barbarie.

L'espoir renaît

Le jeune capitaine de l'armée britannique Denis Healey pouvait déclarer à la conférence de 1945 du Parti travailliste qu'il revenait de régions de l'Europe où la « révolution socialiste » était en cours : « Les classes supérieures de tous les pays sont égoïstes, dépravées, dissolues et décadentes. Ces classes supérieures demandent à l'armée et au peuple britannique de les protéger contre le juste courroux du peuple qui a lutté clandestinement contre eux pendant quatre ans. Nous devons nous assurer que cela ne se produira pas²³. »

La guerre n'avait pas seulement enfanté l'horreur et le désespoir. Elle avait produit une réaction parmi ceux qui avaient été vaincus et démoralisés au cours des années d'entre-deux-guerres. Des mouvements de résistance avaient émergé, qui donnèrent un avant-goût de changement révolutionnaire dans une grande partie de l'Europe.

Si l'on excepte la Pologne et la Russie, la Grèce était le pays qui avait le plus souffert pendant la guerre. L'occupation italienne, puis allemande, avait causé la mort d'une personne sur dix – la moitié d'entre elles étaient mortes de faim²⁴. Des groupes de résistance

avaient émergé spontanément au début, puis s'étaient unifiés en une organisation nationale peu structurée, l'EAM-ELAS (Front national de libération-Armée populaire de libération nationale), qui exerça un contrôle de plus en plus effectif sur les zones rurales, menaçant les lignes de communication allemandes et nécessitant la présence de milliers de soldats du Reich. Lorsque l'armée allemande se prépara, à la fin 1944, à se retirer par le nord, le mouvement de libération semblait destiné à prendre le contrôle du pays. Une dictature d'extrême droite soutenue par la monarchie avait appliqué une politique pro-nazie jusqu'à l'invasion italienne de 1940. Les principales forces de la Résistance voulaient désormais la fin de la monarchie et de la vieille classe dirigeante, et souhaitaient voir le Parti communiste grec jouer un rôle central au sein de l'EAM-ELAS.

En Italie, les industriels et les propriétaires terriens qui avaient aidé à porter Mussolini au pouvoir dans les années 1920 furent satisfaits de son régime jusqu'à l'été 1943, lorsque l'armée italienne commença à subir de lourdes défaites et que l'empire d'outre-mer fut perdu. Pendant près de deux décennies, la seule opposition clandestine était venue de groupes dispersés de communistes, et à un moindre degré de socialistes, qui avaient tenté de maintenir une certaine forme d'organisation nationale. Le roman d'Ignazio Silone *Le Pain et le Vin*, qui relate les tentatives désespérées d'un socialiste clandestin pour établir un réseau de contacts, donne un aperçu de la dureté de cette époque. La première résistance ouverte se manifesta en mars 1943, lorsqu'une vague de grèves, partie de Turin, se répandit, malgré les arrestations, dans tout le Nord de l'Italie, impliquant 100 000 ouvriers. Elle avait pour cause immédiate les immenses difficultés matérielles dues à la hausse des prix et aux bombardements. Mais un petit nombre de militants communistes, qui avaient en tête les luttes de 1918-1920, étaient à la pointe de l'agitation. Mussolini avoua aux chefs fascistes que la grève avait ramené son mouvement vingt ans en arrière, et Hitler s'étonna qu'une telle désobéissance eût été possible²⁵. En fait, les grèves montraient que la guerre créait une crise sociale,

appauvrissant de larges parties des classes moyennes et inférieures, telle que la répression ne pouvait à elle seule maintenir longtemps le régime.

Au début du mois de juillet 1943, alors que les troupes américaines et britanniques débarquaient en Sicile et commençaient, très lentement, à se diriger vers le nord, de nombreux éléments de la classe dominante pensaient que la crise du régime pourrait les emporter avec elle. La seule solution pour maintenir leur pouvoir, pensaient-ils, était d'abandonner Mussolini et de s'entendre avec les Américains et les Anglais. Leur attitude était partagée par les proches collaborateurs de Mussolini au sein du Grand Conseil fasciste. Lors d'une réunion spéciale, une quinzaine de jours après le débarquement, celui-ci vota la déchéance de Mussolini. Le lendemain, le même roi qui avait nommé Mussolini en 1922 le remplaça par le général Pietro Badoglio, qui commandait les troupes italiennes lors du viol de l'Éthiopie en 1935, et le fit mettre en résidence surveillée.

Le peuple envahit les rues de Rome, tout à la joie de la fin du cauchemar fasciste. Cette liesse était prématurée. Le gouvernement de Badoglio maintint son alliance avec l'Allemagne un mois de plus, pendant lequel il engagea des négociations secrètes avec les Alliés. Dans le même temps, il utilisa la force pour réprimer des manifestations, tuant vingt-trois personnes sur une place de Bari. Son comportement donna à l'armée allemande le temps d'envoyer des troupes en Italie. Lorsque Badoglio annonça finalement qu'il avait conclu un accord avec les Alliés, l'Allemagne était en mesure d'occuper le pays au nord de Naples et de contraindre le gouvernement à s'enfuir de Rome. Des parachutistes allemands libérèrent Mussolini, qui forma un gouvernement fantoche (connu sous le nom de « république de Salò ») dans le Nord de l'Italie.

L'occupation allemande provoqua le développement d'un mouvement de résistance massif. Celui-ci avait trois composantes : des groupes de partisans armés dans les campagnes – 9 000 à la fin 1943, plus de 20 000 au printemps 1944, et 100 000 un an plus tard

–, des « groupes patriotiques » clandestins armés dans les grandes villes, qui exécutaient des fonctionnaires et organisaient des attentats contre les troupes allemandes, et un mouvement de résistance croissant dans les usines, avec en janvier 1944 une grande grève à Gênes après l'exécution de prisonniers politiques, et une autre grève de 300 000 ouvriers à Milan, en mars, qui se propagea jusqu'en Vénétie, à Bologne et à Florence. Les ouvriers les plus mal payés et les femmes furent en première ligne de ces grèves, auxquelles les forces allemandes répliquèrent par des arrestations et des déportations massives.

Les trois tendances se rassemblèrent en août 1944, lorsque la Résistance reprit la plus grande partie de Florence à l'armée allemande avant même l'arrivée des Alliés. Elles s'unifièrent à nouveau de façon spectaculaire huit mois plus tard pour prendre le contrôle des trois principales villes industrielles du pays : Gênes, Turin et Milan. À Gênes, un soulèvement dirigé par un groupe urbain armé s'empara des édifices publics de la ville, cerna les troupes allemandes, prit une caserne, puis, avec l'aide des partisans venus des campagnes, contraignit à la capitulation le général allemand et ses 15 000 soldats. À Turin, « la population de la ville et les ouvriers d'usine en particulier durent assumer l'essentiel des combats [...]. La bataille fit rage autour des usines occupées par les travailleurs – Lancia, Spa, Grandi Motori, Fiat Mirafiori, Ferriere, et bien d'autres. Les ouvriers résistèrent avec détermination [...] [jusqu'à ce que les groupes urbains armés] contre-attaquent, balayant les restes des forces fascistes²⁶. »

À Milan, les groupes armés prirent d'assaut les casernes fascistes. Des combats se déroulèrent autour des grandes usines, en particulier Pirelli, puis les groupes armés, les partisans et les travailleurs prirent la ville, avançant vers le centre depuis les banlieues.

Les premiers groupes de résistance s'étaient souvent formés spontanément, leur croissance avait été alimentée par la brutalité de l'occupation allemande et les difficultés qui avaient suivi. De nombreux jeunes hommes avaient pris le maquis pour échapper à la conscription

ou au travail forcé en Allemagne. Mais le simple fait d'entrer dans la Résistance les orientait vers des opinions de gauche. Tout le monde en Italie savait que la classe dirigeante avait soutenu Mussolini. Tout le monde savait que les industriels collaboraient, d'une manière ou d'une autre, avec les occupants allemands. Et tout le monde avait constaté l'incapacité du roi et de Badoglio à empêcher l'occupation allemande de l'été 1943.

Parmi ceux qui choisissaient de lutter, le sentiment que la société italienne devait connaître un changement fondamental était quasi unanime. Cette opinion était partagée par toutes les forces qui dominaient politiquement la Résistance. Le Parti communiste était passé de 5 000 membres en juin 1943 à 410 000 en mars 1945, attirant beaucoup de gens qui ne savaient pas grand-chose de la « ligne » du Parti, mais qui voulaient un changement révolutionnaire en Italie et s'identifiaient aux succès remportés par les armées russes après Stalingrad. À côté, on trouvait le vieux Parti socialiste – plus petit, moins bien organisé et encore composé de groupes de réformistes timides, mais qui, comme en 1918-1920, avait recours à une rhétorique révolutionnaire – et enfin le Parti d'action, mené par des membres de la classe moyenne et constitué d'effectifs hétérogènes, mais qui insistait sur la nécessité d'une rupture radicale avec le passé. Il n'est pas surprenant que Winston Churchill se soit inquiété du « bolchevisme rampant » en Italie, et ait considéré que le roi et Badoglio étaient les seuls remparts possibles²⁷.

La France différait sur un point de la Grèce et de l'Italie. Le premier appel à construire une résistance clandestine n'était pas venu de la gauche, car la majorité des parlementaires du Parti socialiste avait voté pour le gouvernement de Philippe Pétain, et le Parti communiste – obéissant aux directives de Moscou pendant la période du pacte germano-soviétique – s'opposa à toute forme de résistance jusqu'à l'été 1941. L'appel vint d'un représentant de la vieille classe dirigeante, un officier de rang moyen, Charles de Gaulle, qui s'était enfui en Angleterre. Mais les forces gaullistes de « Français libres », basées

en Grande-Bretagne, étaient bien minces, et les États-Unis ne voulaient pas les reconnaître, essayant jusqu'à la fin 1943 de négocier avec le gouvernement pro-allemand de Vichy. Une fois l'Union soviétique envahie par l'Allemagne, le Parti communiste constitua sa propre organisation de résistance, les Francs-tireurs et partisans (FTP). Elle dépassa rapidement en taille les gaullistes, dans la mesure où, pour la plupart des gens, la Résistance avait un caractère de classe. La vieille classe dirigeante avait plutôt favorablement accueilli les forces allemandes en 1940 et collaborait de bon cœur avec eux. Comme en Grèce et en Italie, ce furent les classes les plus pauvres qui souffrirent le plus de l'occupation. Quelque 88 % de ceux qui furent arrêtés dans le Pas-de-Calais et le Nord étaient d'extraction ouvrière. En Bretagne, alors que les cheminots ne constituaient que 1 % de la population, ils fournirent 7 % des membres de la Résistance. En 1944, lorsque la Résistance prit Paris à l'armée allemande, devant les Alliés, tout le monde savait que la principale force qui était derrière elle était le Parti communiste. La seule question – comme en Grèce et en Italie – était de savoir s'il allait utiliser sa position pour pousser au changement révolutionnaire ou s'entendre avec de Gaulle pour assurer la pérennité du capitalisme.

L'espoir à nouveau étranglé

Dans un passage célèbre, Winston Churchill a raconté comment, lors d'une rencontre avec Staline à Moscou en octobre 1944, il lui demanda : « Pour ce qui concerne la Grande-Bretagne et la Russie, est-ce que cela vous irait si la Roumanie passait sous votre influence à 90 %, la Grèce sous la nôtre à 90 % et si on faisait 50/50 en Yougoslavie ? » Churchill écrivit la liste des pays avec les pourcentages correspondant à côté, et Staline traça un gros signe d'approbation sur le papier. « Je finis par dire : "Est-ce qu'on ne nous trouverait pas cyniques si l'on pensait que nous avons décidé de ces questions, si

cruciales pour des millions de gens, d'une manière aussi désinvolte ? Brûlons ce papier. » “Non, gardez le”, répondit Staline²⁸. »

Ce ne sont pas les combattants de la Résistance en Grèce, en Italie et en France qui décidèrent du destin de l'Europe, mais des réunions comme celle-ci. Aux conférences de Téhéran, de Yalta et de Potsdam, Staline se mit d'accord avec Roosevelt et Churchill pour partager l'Europe en zones d'influence. Au début, les États-Unis se montrèrent assez irrités par cette division. Ils espéraient utiliser leur supériorité industrielle massive pour transformer le monde entier en une zone d'influence américaine, le libre-échange lui procurant des débouchés partout²⁹. Churchill, plus inébranlable que jamais dans sa volonté de maintenir un empire centré exclusivement autour de Londres, ne pouvait accepter cela, pas plus que Staline, qui disposait de l'immense armée soviétique pour s'opposer à la puissance économique américaine. À eux deux, ils surent persuader Roosevelt d'accepter le partage qu'ils désiraient.

Les accords signèrent l'arrêt de mort des espoirs de la Résistance. Ils donnèrent une entière liberté aux armées de Staline en Europe de l'Est. Ce dernier n'allait pas laisser les communistes, dans le reste du monde, déranger ses plans en essayant de diriger des révolutions, aussi favorable qu'y soit la masse du peuple. Son ancien ministre des Affaires étrangères, Maxime Litvinov, le déclara tout crûment aux représentants américains en Italie, en septembre 1944 : « Nous ne voulons pas de révolutions à l'Ouest³⁰. »

Ce n'étaient pas seulement des mots. Au printemps 1944, le dirigeant communiste italien Palmiro Togliatti, à son retour de Moscou, annonça que son parti entraînait dans le gouvernement méprisé de Badoglio et ne s'en prendrait pas à la monarchie jusqu'à ce que la guerre soit terminée³¹. De Moscou, le dirigeant français Maurice Thorez donna pour consigne aux FTP communistes d'accepter la direction des Forces françaises de l'intérieur (FFI) gaullistes, bien plus petites. À son retour à Paris en janvier 1945, Thorez appela les

militants à cesser toute résistance aux institutions étatiques traditionnelles. « Un seul État, une seule armée, une seule police », martela-t-il³².

En Italie et en France, la restauration de l'ordre ancien se produisit plus ou moins pacifiquement. En Grèce, le résultat final fut la guerre civile, même si celle-ci ne fut pas liée à une tentative, de la part des chefs de la Résistance, de mener à bien un changement révolutionnaire.

La retraite de l'armée allemande, à la fin de l'année 1944, avait laissé à l'EAM-ELAS le contrôle de pratiquement tout le pays. Il n'aurait fallu à ses forces qu'un effort minime pour occuper Athènes. L'organisation savait que l'intention de l'Angleterre était d'imposer l'ancienne monarchie et un gouvernement dirigé par des politiciens de la vieille classe dominante discréditée. La Grande-Bretagne avait déjà fait usage de la force pour briser une tentative de mutinerie menée par des milliers de soldats grecs exilés en Égypte et hostiles à ces arrangements. Pourtant, l'EAM-ELAS laissa les troupes britanniques et le nouveau gouvernement s'emparer de la ville³³. Les seules forces sur lesquelles le gouvernement pouvait s'appuyer étaient la police et des groupes d'extrême droite qui avaient collaboré avec les nazis et étaient désireux d'humilier la Résistance. Début décembre, le gouvernement exigea le désarmement immédiat de la Résistance dans tout le pays, et ses forces ouvrirent le feu sur une immense manifestation à Athènes, tuant vingt-huit personnes et en blessant de nombreuses autres³⁴. L'EAM-ELAS n'eut plus d'autre choix que de combattre, et mit les généraux anglais en difficulté. Le maréchal Alexander avertit Churchill qu'il ne parviendrait pas à reconquérir de terrain au-delà de la zone d'Athènes-Le Pirée.

Churchill avait déjà dit à Anthony Eden : « Nous espérons que nos bataillons arriveront bientôt, et sachez qu'ils n'hésiteront pas à faire feu si nécessaire », et il ordonna au commandant des troupes britanniques sur place, Ronald Scobie : « N'hésitez pas à vous comporter comme si vous étiez dans une ville conquise où une rébellion locale est

en cours³⁵. » Churchill s'envola alors pour Athènes et annonça que l'opération britannique recevait « l'approbation du président Roosevelt et du maréchal Staline³⁶ ». Les forces de l'EAM-ELAS se retirèrent de la capitale et furent dissoutes un mois plus tard en échange d'un accord que le gouvernement n'avait pas la moindre intention de respecter. Le 8 mars, à Yalta, Staline déclarait à Roosevelt : « J'ai une complète confiance dans la politique britannique en Grèce³⁷. »

Bientôt, les forces gouvernementales traquèrent quiconque avait fait partie de la Résistance. Au moins 50 000 partisans de l'EAM-ELAS furent emprisonnés et internés pendant l'année 1945, tandis que les groupes paramilitaires d'extrême droite opéraient sous la protection du gouvernement. C. M. Woodhouse, un représentant britannique qui deviendrait député conservateur, écrivit plus tard : « Jusqu'à la fin de 1945, on pouvait principalement relier les auteurs de tels carnages à des formations politiques de droite³⁸. »

De nombreux historiens soutiennent, aujourd'hui encore, que les dirigeants de la Résistance dans ces trois pays n'avaient pas d'autre choix que d'accepter la restauration des classes dirigeantes d'avant-guerre. S'ils avaient essayé de les renverser, argumentent-ils, ils auraient été écrasés par la puissance des armées américaine et anglaise. Paul Ginsborg accepte cette vision dans le cas de l'Italie, et Eric Hobsbawm insiste de manière plus générale : « Les communistes ne cherchèrent pas à instaurer des régimes révolutionnaires. Il est vrai que même s'ils avaient été tentés par un coup de force, ils n'étaient nulle part en position de le faire à l'ouest de Trieste³⁹. » En fait, comme Gabriel Kolko le fait remarquer avec pertinence, de tels jugements ignorent « le contexte élargi de la guerre avec l'Allemagne et les formidables difficultés politiques et militaires qu'auraient rencontrées l'Angleterre et les États-Unis en soutenant des guerres contre-révolutionnaires prolongées⁴⁰ ».

Le sentiment populaire en Grande-Bretagne et aux États-Unis en 1944-1945 n'était pas de nature à permettre d'organiser facilement une répression massive. Le comportement britannique en Grèce avait

causé des tempêtes politiques aussi bien en Angleterre qu'aux États-Unis, et dans les rangs de leurs armées se faisait ressentir un profond désir de rentrer chez soi au plus tôt, sentiment qui devait trouver une expression dans des mutineries au sein de troupes britanniques stationnées en Égypte. Par-dessus tout, il était hautement improbable qu'un mouvement révolutionnaire se trouvât confiné à un seul pays. Churchill craignait surtout qu'une révolution en Grèce n'inspire des mouvements dans le même sens en Italie et, si ceux-ci s'étaient produits, il est difficile d'imaginer que la France n'en aurait pas été affectée. En fait, en Allemagne même, l'effondrement du régime nazi en mai 1945 vit les travailleurs retourner massivement à leurs anciennes allégeances socialistes et communistes, mettant en place des comités antinazis et prenant en charge le fonctionnement d'usines dont les directeurs nazis s'étaient enfuis, jusqu'à ce que les armées d'occupation rétablissent l'« ordre » avec l'aide de politiciens rentrés d'exil.

Le rétablissement de l'ordre ancien en Grèce, en Italie et en France signifiait que ceux qui avaient prospéré sous les régimes fascistes et collaborationnistes étaient de retour aux postes de commande. En Grèce, la « trêve » entre le gouvernement et les résistants fut bientôt oubliée. Des sympathisants fascistes et d'anciens collaborateurs se retrouvèrent à tous les niveaux de l'armée et de la police, et se mirent à persécuter systématiquement la gauche jusqu'à l'éclatement d'une guerre civile ouverte. Les armes américaines permirent à la droite de prendre le dessus, gouvernant grâce à des élections truquées tout au long des années 1950 et au début des années 1960. Puis, en 1967, plutôt que de risquer une victoire de la gauche ou du centre aux élections, les sympathisants fascistes et les anciens collaborateurs de l'armée prirent le pouvoir grâce à un coup d'État militaire. Il n'exista dès lors en Grèce, jusqu'à l'effondrement du régime militaire au milieu des années 1970, rien qui ressemble de près ou de loin à une démocratie capitaliste normale.

En Italie, de véritables institutions parlementaires furent mises en place, mais, sous la surface, la composition de l'appareil d'État resta

essentiellement la même. Cela apparut de façon frappante au début des années 1970, lorsque certaines fractions des services secrets et de l'armée collaborèrent avec les fascistes pour poser des bombes dans l'espoir de fournir le prétexte d'un coup d'État.

En France, la continuité de la machine étatique fut révélée au grand jour au milieu des années 1990, lors du procès de l'ancien chef de la police de Vichy à Bordeaux, Maurice Papon, qui comparait pour avoir envoyé des milliers de juifs dans les camps de la mort. Après la guerre, il avait réussi à devenir chef de la police à Paris et s'était rendu célèbre pour avoir ordonné une attaque sur une manifestation d'Algériens qui fit plus d'une centaine de victimes, en octobre 1961. Cependant, l'horreur suprême liée à la continuité de l'État français devait s'accomplir hors de France. Le jour de la victoire sur l'Allemagne, des Arabes descendirent dans les rues de Sétif, en Algérie, en brandissant le drapeau blanc et vert de la résistance à la domination française. La police française ouvrit le feu et, dans les combats qui suivirent, au moins 500 Algériens et 100 colons français furent tués⁴¹. La détermination de l'État français à conserver sa colonie allait faire un million de morts au cours des vingt années suivantes. Au Vietnam, le mouvement de résistance nationaliste dirigé par les communistes, le Vietminh, avait pris le contrôle du pays lors de la capitulation du Japon. Des troupes britanniques sous le commandement de lord Mountbatten débarquèrent au sud, à Saigon, armèrent des prisonniers de guerre japonais pour les utiliser contre le Vietminh, puis remirent la ville aux autorités coloniales françaises. Après une brève accalmie, pendant laquelle les communistes essayèrent d'appliquer la ligne générale de Staline en coopérant avec les Français, une guerre éclata, qui devait durer plus de trente ans et coûter plus de deux millions de vies vietnamiennes. Le sort des mouvements de libération en Europe occidentale et méridionale eut sa contrepartie dans la sphère d'influence soviétique en Europe de l'Est. Les puissances occidentales consentirent à l'incorporation de la Pologne orientale à l'URSS sous le nom d'« Ukraine occidentale », restèrent neutres lorsque Staline laissa

l'armée allemande écraser le soulèvement du ghetto de Varsovie, puis acceptèrent comme dirigeants du pays les membres du « gouvernement populaire » nommés par lui. De même, ils lui laissèrent les coudées franches en Hongrie, en Roumanie, en Bulgarie, en Tchécoslovaquie et en Allemagne de l'Est. Ils se livrèrent certes à une grande campagne de propagande sur les malheurs infligés par Staline à ces pays, de la même manière que Staline le faisait en dénonçant les crimes de l'Occident, mais ils ne firent rien pour l'empêcher de mener ses affaires à sa guise. Les deux camps en restèrent aux points principaux des accords passés pendant la guerre jusqu'en 1989, lorsque le bloc russe s'effondra sous le coup de difficultés internes.

En Europe, un seul pays important ne tomba ni dans un camp ni dans l'autre : la Yougoslavie. Les communistes dirigés par Tito (lui-même de descendance mixte croate et slovène) avaient réussi à y construire un mouvement de résistance multiethnique à la fois contre les occupants allemands et les fascistes croates oustachis, et ils avaient obtenu des armes des Alliés pour combattre les Allemands, ce qu'avaient refusé de faire les royalistes serbes tchetniks. Les partisans réussirent à prendre le contrôle du pays et à mettre en place un régime qui, même s'il s'inspira au début servilement du modèle stalinien, possédait une forte base indépendante. Cela fut démontré en 1948 lorsque Tito rompit brusquement avec Staline pour adopter une politique de neutralité qui durerait pendant les quarante années suivantes.

Les accords entre les puissances occidentales et l'URSS n'étaient pas limités à l'Europe. La Grande-Bretagne et l'Union soviétique avaient divisé l'Iran en deux zones d'influence pendant la guerre, et elles y maintinrent leurs forces pendant environ deux ans. La division de la Corée entre Russes et Américains – le long d'une ligne tracée par le général MacArthur – à l'été 1945 fut plus pérenne. Chacune des deux moitiés choisit pour la diriger son propre dictateur : d'un côté, un petit chef de guérilla, Kim Il-sung, qui avait passé la guerre en URSS ; de l'autre, le nationaliste d'extrême droite Syngman Rhee, sur lequel les Américains pouvaient compter pour qu'il se plie à leurs volontés.

La division de la Corée fut le dernier grand acte de coopération entre les Alliés pendant la guerre. Moins de cinq ans plus tard, elle allait être la cause de la plus grande confrontation qu'ils aient connue jusqu'alors.

Chapitre 47

La Guerre froide

Les « trois grands » (États-Unis, Royaume-Uni, URSS) célébrèrent leur victoire sur l'Allemagne et le Japon en créant une nouvelle organisation internationale, l'ONU (Organisation des Nations unies). Sa conférence de fondation, tenue à San Francisco en mai 1945, promettait aux peuples du monde un ordre nouveau de paix et de coopération, grâce auquel la guerre serait définitivement bannie. On proclama que la nouvelle organisation serait très différente de celle qui l'avait précédée dans l'entre-deux-guerres, la SDN (Société des Nations), laquelle s'était révélée incapable d'empêcher la Seconde Guerre mondiale. Cette déclaration touchait une corde sensible chez ceux qui avaient souffert et combattu pour ce qu'ils pensaient sincèrement être un monde meilleur.

Cela dit, l'« échec » de la Société des Nations n'avait rien eu d'accidentel ; il tenait à une tare structurelle. La SDN avait été mise en place par les puissances victorieuses après 1918 comme un volet du traité de Versailles par lequel celles-ci se partageaient le monde. Lénine la décrivait comme un « repaire de voleurs », et il est bien connu que « les voleurs se volent entre eux ». L'ONU n'était guère différente, même si elle avait une annexe à Genève (comprenant le Fonds des Nations unies pour l'enfance – UNICEF –, l'Organisation mondiale de la santé – OMS –, etc.). La prise de décision revenait aux quatre membres permanents du Conseil de sécurité¹ – le Royaume-Uni, les États-Unis, la France et l'URSS –, qui dominaient, opprimaient et exploitaient conjointement le reste du monde.

Dès le début, les grandes puissances avaient d'ailleurs déjà entrepris subrepticement de « se voler » les unes les autres. Churchill

élaborait des plans pour « éliminer l'URSS », envisageant d'armer les troupes allemandes en déroute en vue d'une attaque surprise « de manière à [lui] imposer la volonté des États-Unis et de l'Empire britannique² », une suggestion que, semble-t-il, ses propres généraux ne prirent pas au sérieux. De leur côté, les États-Unis firent plus que simplement parler : leur décision d'utiliser l'arme nucléaire contre le Japon, en août 1945, était motivée, tout au moins en partie, par le désir de montrer à Staline la gigantesque force de destruction dont ils disposaient.

La tension s'accrut de façon souterraine pendant plus d'un an, chaque puissance en profitant pour consolider ses positions, réorganiser son industrie, surveiller les parties du monde récemment occupées et décourager les revendications internes. Le gouvernement travailliste du Royaume-Uni chercha à calmer la vague radicale de 1945 avec des plans d'amélioration de la protection sociale et en nationalisant les chemins de fer et les mines. Les États-Unis virent déferler une vague de grèves encore plus importante que celle de 1936-1937. Les forces d'occupation soviétiques en Europe de l'Est supervisèrent la transformation d'anciens petits partis communistes en organisations bureaucratiques massives.

Partout, les dirigeants profitaient de l'atmosphère internationale apparemment cordiale pour dissimuler la consolidation de leurs structures de contrôle. En France, en Italie et même au Royaume-Uni, les gouvernements bénéficiaient encore de l'hostilité des partis communistes locaux aux grèves. En Europe de l'Est, il convenait parfaitement à Staline que les États occupés par les troupes soviétiques soient dirigés par des gouvernements de coalition comprenant des personnalités d'avant-guerre, qu'elles aient été de droite, du centre ou issues des partis sociaux-démocrates.

La querelle entre les puissances devint publique en 1946-1947. Churchill, désormais passé dans l'opposition au sein de la classe politique britannique, ouvrit les hostilités avec son discours prononcé à Fulton (Missouri), en mars 1946 : « De Stettin sur la Baltique à Trieste

sur l'Adriatique, un rideau de fer est tombé sur le continent. » Bien sûr, il se garda de mentionner son propre rôle dans l'accord cynique passé avec Staline à Moscou seulement dix-huit mois plus tôt. Et il ne vit pas davantage de contradiction à réitérer ses déclarations en faveur de la « liberté » et de la « démocratie » dans l'État ségrégationniste de Virginie, deux jours plus tard. L'année suivante, Truman transforma les mots de Churchill en actes, substituant Washington à Londres dans le soutien au régime répressif grec, qui avait assassiné 1 300 partisans de l'EAM-ELAS l'année précédente.

Le plan Marshall, un dispositif destiné à relancer les économies de l'Europe sous hégémonie américaine, ne tarda pas à suivre. Il fut présenté comme une offre faite à tout le continent, y compris aux zones sous occupation soviétique. Mais W. W. Rostow, un économiste qui travaillait à son application – et qui devait plus tard jouer un rôle clé dans la guerre contre le Vietnam – révéla que le plan avait été « conçu comme une “contre-offensive” (les termes sont de Rostow) aux agissements de l'Union soviétique en Europe de l'Est et comme une réaction à la décision de Staline [...] de repousser tous les gestes de compromis en vue d'un règlement des problèmes qui divisaient l'Europe³ ». Quelques semaines après l'annonce du plan, à l'instigation des Américains, les partis de la droite et du centre expulsèrent les communistes du gouvernement en France et en Italie⁴. Ce fut la récompense de Thorez et de Togliatti pour leurs trois années d'opposition aux grèves (y compris à une grève majeure chez Renault-Billancourt, au moment précis où la crise gouvernementale éclata). Au printemps de 1948, les États-Unis versèrent de l'argent pour empêcher qu'une liste conjointe communiste-socialiste ne remporte les élections législatives en Italie, et ils commencèrent à recruter d'anciens fascistes dans une organisation armée clandestine, Gladio (qui devait plus tard se ranger sous l'aile de l'OTAN), dans l'éventualité d'une victoire de la gauche.

Staline prit des mesures semblables pour étouffer toute opposition potentielle en Europe de l'Est (sous occupation soviétique).

L'Armée rouge s'était assurée que la police et les services secrets étaient entre les mains de ses hommes liges. Puis une série d'initiatives furent prises pour anéantir toute résistance aux diktats de Moscou. D'abord, les ministres non communistes furent contraints à la démission, les partis sociaux-démocrates obligés de fusionner avec les partis communistes locaux sans se soucier de ce qu'en pensaient leurs adhérents ; puis les dirigeants communistes susceptibles de manifester une certaine indépendance à l'égard de Staline (cas de la quasi-totalité de ceux qui avaient combattu en Espagne) passèrent en jugement, furent emprisonnés et souvent exécutés. Traicho Kostov en Bulgarie, László Rajk en Hongrie et Rudolf Slánský en Tchécoslovaquie furent mis à mort. Wladislaw Gomulka en Pologne et János Kádár en Hongrie furent jetés en prison. Staline n'était pas seulement décidé à éliminer les pro-Occidentaux et autres partisans du capitalisme de marché ; il était terrifié à l'idée que se mettent en place des régimes indépendants à direction communiste, en particulier après la rupture avec la Yougoslavie de Tito en 1948. Une vague de procès à grand spectacle eut lieu où certains dirigeants communistes d'Europe de l'Est furent accusés, à l'instar de Tito, d'être des « agents de l'impérialisme » et des « fascistes ».

L'expression la plus visible de ce qui allait bientôt être connu sous le nom de « Guerre froide » apparut à l'été 1948. L'Allemagne avait été divisée en quatre zones d'occupation, de même que sa capitale, Berlin. Puis les États-Unis, le Royaume-Uni et la France fusionnèrent leurs zones et mirent en circulation une nouvelle monnaie, ce qui eut pour effet de les couper de la zone soviétique. L'URSS réagit en imposant un blocus des marchandises et des denrées acheminées par route et par rail à Berlin-Ouest, enclave isolée au milieu de leur zone. Un énorme « pont aérien » fut mis en place par les Américains et les Britanniques pour maintenir le ravitaillement et devint un élément de leur propagande pour la « défense de la liberté ».

Cette campagne s'inscrivait dans le contexte d'une attaque contre les communistes et les militants de gauche en Occident. Aux États-

Unis, la loi Taft-Hartley obligea les syndicats à éliminer leurs permanents communistes ; des fonctionnaires (parmi lesquels des professeurs et des assistants) furent licenciés pour avoir refusé de signer des « serments de loyauté » ; des réalisateurs et des scénaristes qui refusaient de dénoncer de prétendus contacts « communistes » furent interdits de travail par la Commission sur les activités antiaméricaines du sénateur Joseph McCarthy. L'écrivain et scénariste Dashiell Hammett fit partie des prétendus communistes emprisonnés. Charlie Chaplin fut interdit de séjour dans le pays, et Paul Robeson obligé de le quitter. Dans une apothéose sinistre, Ethel et Julius Rosenberg, soupçonnés d'avoir transmis des documents secrets sur l'arme atomique à l'URSS, furent envoyés à la chaise électrique. En France et en Italie, des scissions anticommunistes déchirèrent le mouvement syndical. Au Royaume-Uni, plusieurs syndicats interdirent le recrutement de permanents communistes.

Pendant ce temps, à l'Est, la forme la plus stérile d'idéologie stalinienne était imposée aux pays satellites, avec des prisons et des camps de travail destinés à tous ceux qui oseraient afficher leur désaccord.

Les deux blocs furent rapidement organisés en alliances militaires rivales, l'OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique nord) et le pacte de Varsovie, et très largement coupés l'un de l'autre sur le plan économique. Les États-Unis interdirent toute une série d'exportations « stratégiques » vers le bloc de l'Est, cependant que l'URSS insistait sur « la subordination sans réserves des activités politiques, économiques et idéologiques aux besoins du bloc dans son ensemble⁵ ».

Les dépenses militaires, dans les deux camps, atteignirent des sommets sans précédent en temps de paix, jusqu'à 20 % du PIB américain et 40 % du PIB soviétique. L'URSS construisit des cités secrètes pour développer sa propre bombe atomique, pendant que les Américains mettaient au point la bombe H – cent fois plus destructrice que la bombe A – et maintenaient en vol permanent une escadrille de

bombardiers nucléaires. Rapidement, les arsenaux combinés des deux superpuissances furent en mesure de détruire plusieurs fois la planète. Ce qui n'empêchait pas, des deux côtés, les généraux d'organiser des manœuvres impliquant l'utilisation de ces armes.

Parallèlement au conformisme idéologique qui pesait de tout son poids de part et d'autre du « rideau de fer », une génération entière grandissait à l'ombre de « la bombe ». Quiconque, dans l'un ou l'autre camp, s'avisait de critiquer cette monstruosité pouvait s'attendre à être traité de partisan – voire d'« agent » – de l'adversaire. Trop souvent, ces qualifications furent aussi acceptées par les opposants. De nombreux socialistes, à l'Ouest ou dans le tiers monde, s'imaginaient à tort que les dirigeants de l'URSS étaient de leur côté, tandis que beaucoup de dissidents du bloc de l'Est accordaient du crédit aux dirigeants occidentaux affirmant lutter pour la « liberté » ou la « démocratie ». Ceux qui, au début des années 1950, refusaient cette absurdité étaient une infime minorité.

La Guerre froide ne devint jamais « chaude » à l'échelle mondiale. Si cela avait été le cas, bien peu d'entre nous seraient encore là pour en parler. Mais elle devint brûlante en Corée. Comme les dictateurs rivaux établis de part et d'autre de la ligne de partage de 1945 cherchaient à asseoir leur légitimité en unifiant les deux Corées, des affrontements éclatèrent à partir du printemps 1949 dans tout le pays. Le dictateur du Nord, Kim Il-sung, décida d'agir avant que son adversaire du Sud, Syngman Rhee, n'en ait l'occasion. Après avoir reçu le « feu vert » de Staline, il lança une attaque en juin 1950, escomptant un effondrement immédiat du régime du Sud. Ni lui ni Staline ne pensaient que les États-Unis interviendraient. Mais, même si elle dut reculer jusqu'à l'extrémité méridionale du pays, l'armée du Sud ne s'effondra pas et les États-Unis s'empressèrent d'intervenir. Ces derniers étaient inquiets de l'impact qu'une victoire du bloc de l'Est en Corée pourrait avoir sur un Japon déjà appauvri et dévasté, où un Parti communiste puissant affichait des ambitions révolutionnaires. Le président Truman voyait aussi la guerre de Corée comme un prétexte pour

persuader un Congrès jusque-là réticent d'approuver une augmentation massive des dépenses militaires.

La guerre dura trois ans. Le coût humain fut colossal : 500 000 morts dans le camp occidental et 1,5 million dans l'autre. Deux millions de civils coréens furent tués, et la moitié des habitants du Sud perdirent leur maison ou prirent la fuite. Le peuple coréen n'y gagna strictement rien. La ligne de démarcation ne bougea pas, et des millions de personnes se retrouvèrent dans l'impossibilité de voir leurs amis ou leurs parents qui habitaient de l'autre côté. Au début de la guerre, des combattants de gauche dans le Sud apportèrent un soutien considérable à Kim Il-sung en déclenchant une guérilla pour appuyer son armée. Ceux qui restèrent sur place furent emprisonnés pendant des décennies, et ceux qui gagnèrent le Nord avec les troupes de Kim Il-sung furent incarcérés ou exécutés comme « éléments douteux ». Quarante ans durant, toute une série de dictateurs dirigèrent la Corée du Sud, avant que ne s'instaure – sous une forme limitée – la « démocratie » au nom de laquelle la guerre avait prétendument été menée.

Ce conflit futile et barbare résume bien ce que fut la Guerre froide. Les importants progrès technologiques des deux siècles précédents avaient été mobilisés par deux classes dirigeantes rivales pour menacer de destruction l'humanité tout entière. Toutes deux se réclamaient des Lumières pour soumettre le plus de monde possible, et parvinrent à convaincre un grand nombre d'individus qu'elles avaient raison de le faire.

Le très court « âge d'or »

« La pauvreté et l'insécurité sont en train de disparaître. Le niveau de vie s'élève rapidement ; la peur du chômage ne cesse de décroître ; et le jeune travailleur ordinaire nourrit des attentes qui ne seraient jamais venues à son père⁶. » Telles furent les paroles prononcées par le social-démocrate britannique de droite Anthony Crosland

en 1956. Sa conclusion, comme celle de Bernstein soixante ans plus tôt, était que le capitalisme avait surmonté ses crises et que « nous nous ten[i]ons [...] au seuil d'une ère d'abondance généralisée⁷ ».

La suite prouva qu'il avait tort. Mais on ne peut nier les statistiques sur lesquelles il s'appuyait. En fait, le capitalisme mondial connut alors la période de prospérité la plus longue de son histoire. En 1970, l'économie américaine produisait trois fois plus qu'en 1940, la production industrielle allemande atteignait cinq fois son volume de 1949, et le PIB français avait été multiplié par quatre. De pays agricole, l'Italie se transforma en puissance industrielle de premier plan, et le Japon fit un bond en avant pour devenir la deuxième puissance industrielle derrière les États-Unis. Il n'est dès lors pas surprenant que de nombreux historiens de l'économie décrivent aujourd'hui cette période comme un « âge d'or⁸ ».

La vie d'un grand nombre de personnes se trouva transformée. Le chômage chuta à des niveaux que l'on n'avait connus que pendant de brèves périodes de boom économique : 3 % aux États-Unis au début des années 1950, 1,5 % au Royaume-Uni et 1 % en Allemagne dans les années 1960. Les ouvriers vivaient mieux que leurs parents et s'attendaient à ce que leurs enfants vivent mieux encore.

Ce n'était pas seulement une question de niveau de revenus. Les salaires pouvaient être dépensés pour acquérir tout un ensemble de biens de consommation : aspirateurs, machines à laver, réfrigérateurs, télévisions, chauffe-eau, etc. Il y eut un bond qualitatif dans le niveau de vie de la classe ouvrière. Les tâches domestiques restaient une corvée pour les femmes, mais elles ne passaient plus des heures à faire bouillir de l'eau et à frotter le sol à genoux. La nourriture pouvait être achetée à un rythme hebdomadaire plutôt que quotidiennement, ouvrant la porte au remplacement de l'épicier du coin par le supermarché. Toutes sortes de distractions étaient disponibles sans sortir de chez soi, notamment pour ceux qui ne pouvaient se permettre d'aller au cinéma, au théâtre ou au music-hall.

D'autres changements se produisirent. Les patrons concédèrent la semaine de cinq jours de travail au lieu de cinq jours et demi, et plus d'une semaine de congés annuels. Des concessions qui étaient apparues comme un gain important pour les travailleurs français en 1936 devinrent monnaie courante en Europe de l'Ouest et en Amérique du Nord. Des vacances pour le peuple signifiaient plus que quelques jours passés à la campagne ou au bord de la mer. Des travailleurs dont les ambitions, par le passé, s'étaient limitées à l'acquisition d'une bicyclette pouvaient désormais économiser pour acheter une voiture d'occasion. Pour la première fois, les jeunes travailleurs eurent des revenus suffisamment élevés pour être considérés comme un marché distinct. La « culture jeune » est ainsi née, au milieu des années 1950, d'une demande apparemment insatiable en chansons populaires et en modes diverses, nourrie par les rêves des *teenagers* et l'insécurité de l'adolescence.

Les changements dans la consommation et le mode de vie se combinaient à des mutations dans le domaine de la production. Des techniques nées dans l'entre-deux-guerres commençaient à dominer le paysage. Des usines neuves ou agrandies, employant une main-d'œuvre nouvelle, fabriquaient des machines à laver, des réfrigérateurs, des aspirateurs, des postes de télévision et, surtout, des voitures. Aux États-Unis, plus de soixante-dix millions d'ouvriers, et plus de huit millions au Royaume-Uni, travaillaient dans l'industrie manufacturière. Ils étaient concentrés dans des établissements employant des centaines, des milliers voire, dans le cas de certaines usines automobiles ou aéronautiques, des dizaines de milliers de salariés. Avec le temps, la production de masse devint le modèle pour de nombreuses autres catégories d'emploi. L'ordre disciplinaire industriel s'étendit aux employés des chaînes de supermarchés qui commençaient à se multiplier, son souci des cadences aux pools dactylographiques et aux centres de traitement des données, son système de rémunération aux mines de charbon, et ses méthodes managériales au travail des dockers et du bâtiment. Les approches inspirées par l'activité industrielle

devinrent à ce point répandues que les sociologues spécialisés utilisent le terme « fordiste » pour caractériser cette période. Mais, de même que la manufacture de la « révolution industrielle » avait fourni aux travailleurs un potentiel de lutte pour améliorer leurs conditions d'existence, la généralisation de l'emploi en usine au cours des Trente Glorieuses le favorisa à une échelle décuplée. Les usines automobiles de Detroit, Turin, Coventry, Dagenham, Cologne et Billancourt, l'aérospatiale de Seattle et l'armement de Californie rejoignirent les grandes aciéries, les bassins houillers et les chantiers navals pour constituer des centres de résistance potentielle aux détenteurs du capital. Dans des conditions de plein-emploi, c'était une chose que le capital lui-même devait prendre en considération. En Amérique du Nord et dans la plus grande partie de l'Europe de l'Ouest, il s'appuyait sur des politiciens qui prêchaient le « consensus » pour stabiliser la société.

C'est au cours des Trente Glorieuses que les anciennes lois sur les pauvres furent transformées en « protection sociale ». Du point de vue du capital, il s'agissait notamment d'utiliser les intermédiaires syndicaux ou politiques (politiciens sociaux-démocrates en Europe, démocrates « libéraux » aux États-Unis) pour acheter le consentement d'une main-d'œuvre potentiellement bien plus puissante qu'avant-guerre. Les mesures destinées à améliorer la santé et l'éducation des enfants permettaient aussi d'assurer la reproduction d'une force de travail coûteuse dans des conditions satisfaisantes. Dans tous les cas, « réforme » sociale signifiait amélioration, et non, comme au XIX^e siècle ou aujourd'hui, démantèlement de l'État-providence pour contraindre les humains à vendre moins cher leur force de travail.

Le « *long boom* » (croissance prolongée) entraîna d'autres changements, d'une importance immense, dans les pays avancés. Une pénurie de main-d'œuvre poussa le capital à prospecter dans le monde entier à la recherche de travailleurs. Des migrants de l'Italie rurale furent bientôt employés dans les mines belges et les usines suisses, en même temps qu'ils augmentaient la population de Milan et de Turin. Le flot des anciens métayers noirs prenant la direction de Los Angeles,

Detroit et Chicago devint un torrent. Des firmes allemandes accueillirent des réfugiés de l'Est et organisèrent la venue de millions de « travailleurs invités » de Turquie et de Yougoslavie. Les sociétés françaises recrutèrent de la main-d'œuvre en provenance d'Afrique du Nord. Les services de santé du Royaume-Uni allèrent chercher leur personnel aux Caraïbes, et les usines textiles britanniques embauchèrent des ouvriers au Pendjab. Le capitalisme avait depuis longtemps unifié le travail de populations de tous les continents à travers le marché mondial. Désormais, c'étaient les personnes elles-mêmes qu'il attirait dans ses grandes métropoles. Cela mena à une fusion plus ou moins spontanée des diverses cultures dont étaient issus ces travailleurs, mais aussi à des tentatives racistes de dresser les groupes ethniques les uns contre les autres.

Enfin, ce boom entraîna des changements historiques dans les rapports entre les sexes. Recherchant désespérément de nouvelles sources de main-d'œuvre, le capital se tourna vers les femmes pour satisfaire ses besoins, comme aux premiers temps de la « révolution industrielle ». Certaines industries avaient toujours dépendu des femmes, en particulier le textile, et la présence des femmes dans la force de travail industrielle n'avait cessé de croître depuis au moins l'époque de la Première Guerre mondiale. Mais la grande majorité des femmes mariées (80 % au Royaume-Uni en 1950) n'avaient pas d'emploi salarié. Soucieux d'assurer la reproduction de la force de travail, l'État encourageait les épouses à rester au foyer pour prendre soin des enfants et préparer la nourriture de leurs maris, et la plupart des femmes mariées ne trouvaient pas les salaires proposés suffisamment incitatifs pour assumer la double charge de l'emploi rémunéré et des tâches domestiques. Un changement massif se produisit au cours des Trente Glorieuses. Les nouveaux appareils ménagers réduisirent le poids du travail à la maison, rendant possible un emploi salarié parallèle. Les employeurs étaient très désireux d'embaucher des femmes, si nécessaire pour un temps partiel compatible avec le soin des enfants, et le besoin de revenus supplémentaires pour acheter des

appareils ménagers fournissait une incitation à la recherche d'emploi des femmes.

Les nouveaux arrangements étaient le résultat de pressions économiques, mais leurs implications étaient bien plus larges. Les nouvelles venues dans le monde du travail se réjouissaient de l'indépendance conférée par leur salaire, qui les rendait plus à même de se battre pour leurs droits. Les femmes avaient été largement exclues de tout rôle public depuis l'apparition de la société de classes 5000 ans plus tôt. Désormais, une majorité d'entre elles sortaient de la sphère privée du foyer pour entrer dans la sphère publique de l'industrie.

La double charge persistait. Les patrons se félicitaient d'employer des femmes notamment parce qu'ils pouvaient se permettre de moins les payer. Le marché du travail était encore structuré autour de l'idée selon laquelle les revenus de l'homme comptaient plus que ceux de la femme. Une masse de stéréotypes idéologiques soutenaient cette idée, si bien que les femmes continuaient généralement de s'occuper des tâches domestiques. Mais, dans le cadre de sa quête de profits et d'accumulation, le capital créait des conditions qui permettaient aux femmes de gagner en assurance jusqu'au point où elles pouvaient contester cet état de fait. Il posait les fondations d'une exigence nouvelle de libération des femmes, même s'il ne pouvait pas la satisfaire.

La libération coloniale

Le 15 août 1947, Jawaharlal Nehru hissa le drapeau national indien sur le Fort Rouge de Delhi. Le Royaume-Uni se séparait du « joyau de la Couronne » impériale. Le temps de l'empire touchait d'ailleurs à sa fin à peine soixante ans après la ruée sur l'Afrique, même si son agonie devait se prolonger jusqu'à ce que la minorité blanche abandonne sa domination sur l'Afrique du Sud, dans les années 1990.

Les dirigeants britanniques ne renoncèrent pas à leur emprise sur l'Inde de gaieté de cœur. Leurs tentatives pour éviter d'en arriver là laissèrent le sous-continent divisé et en proie à des effusions de sang liées aux combats intercommunautaires.

Dans les années 1930, le mouvement national indien avait pris un nouvel élan. La crise mondiale avait appauvri les campagnes. « Le radicalisme agraire était partout, de l'État princier du Cachemire, tout au nord, jusqu'à l'Andhra et Trivandrum au sud⁹. » Le nombre de travailleurs impliqués dans des grèves était passé de 128 000 en 1932 à 220 000 en 1934¹⁰. L'influence du Congrès s'accrut en même temps que celle de son aile gauche, dirigée par des personnalités comme Nehru et Subhash Chandra Bose. Les candidats du Congrès, qui faisaient campagne pour un programme comportant des réductions de fermage et d'impôt, eurent un immense succès lors des élections aux assemblées provinciales en 1937. Quant à la Ligue musulmane, elle ne prit qu'un quart des sièges réservés aux musulmans.

Mais le véritable pouvoir au sein du Congrès restait entre les mains de la droite et d'une coterie de capitalistes indiens proches de Gandhi. Les gouvernements provinciaux administrés par ce parti édictèrent bientôt des lois antigreve, rejetant l'agitation sur une base de classe. La voie était tracée pour le retour des conflits communautaires, les séparatistes musulmans reprochant à tous les hindous le comportement des propriétaires hindous, et les hindous militant pour leur communauté faisant grief à tous les musulmans des méfaits des agrariens de même confession.

L'hostilité envers le Royaume-Uni s'accrut lorsque celui-ci annonça que l'Inde était en guerre contre l'Allemagne sans avoir pris la peine de consulter quelque représentant indien, puis refusa d'envisager de lui concéder son propre gouvernement, tout en proclamant combattre pour la « liberté ». Gandhi lui-même soutint une vaste campagne connue sous le nom de « *Quit India* », en 1942. Il y eut des grèves, d'importantes manifestations d'étudiants et d'ouvriers, et des heurts répétés, au cours desquels la police dégagea les rues à coups de

matraque. Les policiers ouvrirent le feu sur des manifestants désarmés à des centaines d'occasions. Des attaques de guérilla frappèrent des installations britanniques, des postes de police furent incendiés, des fils télégraphiques coupés et des lignes de chemin de fer bloquées. Finalement, la répression brisa le mouvement. Il y eut 2000 victimes et 2500 condamnations au fouet dans la seule ville de Bombay. Des villages furent brûlés et mitraillés par des avions. Mais le vice-roi britannique, le général Archibald Wavell, confia à Churchill à la fin de 1943 que « les forces répressives nécessaires pour conserver l'Inde après la guerre dépassaient les possibilités du Royaume-Uni¹¹ ».

Les autorités impériales avaient une dernière carte à jouer. Elles se tournèrent vers la Ligue musulmane pour faire contrepoids au parti du Congrès national indien. Arguant que celle-ci représentait tous les musulmans, ils lui donnèrent le contrôle de plusieurs provinces malgré sa piètre performance aux élections de 1937. Son dirigeant le plus connu, Muhammad Ali Jinnah, se mit à revendiquer un État musulman séparé – option qu'il avait rejetée jusque-là –, même s'il était impossible d'en tracer les frontières sans y inclure un grand nombre d'hindous et de sikhs et en exclure les musulmans vivant dans des zones à majorité hindoue. Le Parti communiste, qui dans le passé s'était opposé à l'idée d'une division communautaire, appuya cette revendication dans le cadre de son soutien à l'effort de guerre britannique, proclamant qu'hindous et musulmans correspondaient à deux « nations » différentes.

Surmonter les barrières communautaires constituait malgré tout un potentiel énorme pour le mouvement national. À Bombay, en février 1946, des marins indiens de la Royal Navy se mirent à protester contre les insultes racistes et l'infériorité de leur solde par rapport à celle de leurs homologues blancs. La contestation tourna à la mutinerie sur 78 navires et dans 20 bases côtières, soutenue par des manifestations et des grèves d'étudiants et d'ouvriers¹². Les mutins brandissaient des drapeaux hindous, musulmans et rouges. C'était la première fois, depuis 1857, que des forces militaires mises en place pour

défendre l'empire se retournaient en masse contre lui, qui plus est d'une manière ouvrant la possibilité d'une union populaire entre musulmans, hindous et sikhs grâce à la mise en échec du communautarisme. Mais les dirigeants du Congrès n'étaient pas prêts à accepter cela. Gandhi s'opposa à la mutinerie et Nehru essaya de calmer le jeu. Le communautarisme se raviva, même si la mutinerie avait anéanti tous les espoirs britanniques de s'accrocher au pouvoir.

La Ligue musulmane de Jinnah gagna l'essentiel des sièges musulmans aux élections – pour la seule et unique fois – et considéra cette victoire comme un mandat pour faire pression, *via* l'agitation communautaire, en faveur d'un État séparé. Au Bengale, H. S. Suhrawardy, le chef du gouvernement provincial et membre de la Ligue musulmane – qui s'était enrichi par millions dans le commerce clandestin des céréales pendant la grande famine de 1942-1943 –, déclencha une vague de violence populaire contre les hindous¹³. Les hindous militants saisirent cette occasion pour organiser des contre-pogroms contre les musulmans, où 5 000 d'entre eux furent tués. Dans les jours qui suivirent, il y eut des émeutes communautaires dans de nombreuses villes, sortes de prélude à l'horrible épilogue qui surviendrait un an plus tard.

Les dirigeants du Congrès et leurs soutiens dans le milieu des affaires tenaient tant à disposer d'un État distinct – même tronqué – qu'ils consentirent à un partage du sous-continent avec Jinnah. Un fonctionnaire anglais, Cyril Radcliffe, qui ne connaissait rien de l'Inde, traça une ligne de démarcation qui coupait en deux le Bengale et le Pendjab. Des deux côtés de la frontière du Pendjab, y compris dans les villes voisines de Lahore et d'Amritsar, les populations étaient complètement mélangées, avec des hindous, des musulmans et des sikhs. Puis des bandes d'agitateurs proches de la droite, musulmans d'un côté de la ligne, hindous et sikhs de l'autre, entreprirent de sécuriser le territoire qui leur avait été attribué en massacrant, terrorisant et expulsant ceux qui appartenaient à la « mauvaise » religion. Entre 250 000 et un million de personnes périrent. Dans le même temps, des

groupes attaquèrent les importantes communautés musulmanes de grandes villes comme Delhi et Lucknow, « persuadant » leurs membres d'émigrer au Pakistan.

À l'horreur de la partition succéda un désastre final : la guerre entre les deux nouveaux États. Chacun revendiquait le Cachemire, qui avait, à la fois, une majorité musulmane, un prince hindou et un dirigeant de l'opposition musulman, emprisonné, qui soutenait le Congrès. Le Pakistan et l'Inde envoyèrent leurs armées pour s'en emparer. L'armée indienne atteignit la capitale, Srinigar, la première. Les combats, intermittents, durèrent une année, avant qu'une trêve n'immobilise les forces ennemies de part et d'autre d'une ligne de démarcation s'étendant sur plusieurs centaines de kilomètres.

La partition eut un effet dévastateur sur les deux pays. En Inde, elle renforça les plus farouches défenseurs de la communauté hindoue et encouragea la tendance des partis politiques à fonctionner à partir de coalitions changeantes, organisées autour des chefs de différentes castes locales, de groupes linguistiques et religieux. La confrontation militaire avec le Pakistan absorba aussi des ressources absolument indispensables pour améliorer les conditions d'existence du peuple.

Les effets sur le Pakistan furent encore pires. La religion était la seule chose que son peuple avait en commun et, même dans ce domaine, il y avait des conflits entre les courants chiite et sunnite de l'islam. Le pays était divisé en deux parties, séparées par plusieurs centaines de kilomètres de territoire indien. À l'est, les gens parlaient bengali, à l'ouest, pendjabi. Mais la langue nationale était l'urdu, parlé seulement par la minorité de la population qui avait émigré du centre de l'Inde septentrionale. De plus, de vastes zones de la partie occidentale étaient dominées par des propriétaires terriens qui exerçaient un pouvoir quasi féodal. Il en résulta une instabilité politique permanente, une succession de dictatures militaires, la sécession du Pakistan oriental en 1971 pour former le Bangladesh – à la suite de la répression sanglante d'une révolte populaire –, de nouveaux coups d'État militaires au Pakistan occidental, l'exécution de son ancien Premier

ministre, et un état de quasi-guerre civile dans sa principale ville industrielle, Karachi, dans les années 1990.

Malgré le désastre de la partition, le retrait du Royaume-Uni eut un impact considérable dans le monde. Les impérialistes étaient contraints de reculer, et toutes les colonies en tiraient des leçons.

La « Chine populaire »

À l'été 1949, deux ans après le départ des Britanniques de l'Inde, une Armée populaire de libération commandée par de vieux communistes comme Mao Zedong, Zhu De et Liu Shao-ch'i occupa Pékin. Après sa marche vers le sud pour unifier toute la Chine, à l'exception de la grande île de Taïwan et la colonie anglaise de Hong Kong, le temps des concessions et des canonnières étrangères – qui s'étaient imposées au pays pendant un siècle – était bel et bien révolu.

L'armée de Mao n'était au départ qu'un groupe de soldats communistes, dissidents des armées nationalistes, qui avaient échappé aux massacres perpétrés par Tchang Kaï-chek à la fin des années 1920 en établissant une base à la frontière de la province méridionale du Jiangxi. Elle avait recruté des paysans locaux pour constituer une force sans doute proche des armées paysannes rebelles qui émaillent l'histoire de la Chine. Lorsqu'elle se trouva menacée par les troupes de Tchang Kaï-chek, elle s'engagea dans une « longue marche » circulaire de plus de 10 000 kilomètres, à travers le sud et l'ouest de la Chine, jusqu'à Yan'an, dans le lointain nord-ouest. Des 100 000 « marcheurs » présents au départ, moins d'un sur dix arriva à bon port. Mais ceux qui restèrent se trouvèrent de nouveaux soutiens, en particulier après l'attaque japonaise de la Chine en 1937.

L'armée de Tchang Kaï-chek avait été repoussée loin à l'intérieur des terres par le Japon et n'était plus en mesure de combattre les forces communistes. Tchang Kaï-chek n'eut d'autre choix que d'accepter un « front uni » dans lequel les forces chinoises rivales se

toléreraient pour lutter contre les Japonais. Mais sa propre armée semblait incapable d'affronter qui que ce soit. La plupart de ses généraux n'étaient motivés que par le désir de s'enrichir aux dépens de leurs soldats et des paysans dont ils traversaient les terres. L'Armée populaire de libération, au contraire, se renforçait progressivement. Elle obtint l'estime de la classe moyenne cultivée en combattant le Japon, s'assura le soutien des paysans par une politique de réduction des fermages, voire inspira une relative sympathie à certains capitalistes chinois en leur fournissant la stabilité nécessaire à leurs affaires.

Lors de l'effondrement japonais en 1945, Tchang Kaï-chek avait les troupes les plus fournies et recevait d'importants subsides des États-Unis (ainsi que des sommes moindres de l'URSS, car Staline n'assurait alors aucun soutien aux communistes). Mais Mao disposait d'une armée dont le moral et la discipline étaient bien meilleurs. Lorsqu'elles s'affrontèrent dans le cadre de la guerre civile, celle de Tchang Kaï-chek se désagrégea immédiatement, des divisions entières (avec leurs généraux) changeant de camp. À la fin de 1949, Tchang Kaï-chek fuit la Chine continentale pour se réfugier à Taïwan, où le Guomindang gouverne à nouveau depuis 2008.

La victoire de Mao fut un choc terrible pour les Américains, qui considéraient la Chine comme une partie de leur empire informel et déversaient des sommes énormes dans les poches des généraux de Tchang Kaï-chek. Ils pensaient que Mao et Staline avaient réussi à fomenter une conspiration communiste mondiale, ignorant que le dirigeant soviétique avait apporté son aide à Tchang Kaï-chek et conseillé à Mao de ne pas prendre le pouvoir. Les opérations militaires américaines en Corée, qui débutèrent quelques mois après la victoire de Mao, entraînèrent des mouvements de troupes à travers la Corée du Nord jusqu'à la frontière chinoise, forçant quasiment la Chine à intervenir aux côtés des Nord-Coréens et jetant Mao dans les bras de Staline (même si leur alliance ne dura qu'une douzaine d'années). Parallèlement, Washington soutenait le colonialisme français au Vietnam dans la perspective de sa défense du « monde libre » face au

« communisme ». Ainsi, il fournit les fonds et les armes qui permirent à la France de continuer à combattre jusqu'en 1954.

À l'échelle internationale, l'essentiel des forces de gauche fit les mêmes observations que les Américains, mais les interpréta de manière opposée. La Chine et l'URSS constituaient désormais, conjointement, le bloc de « la paix et du socialisme ». De plus, proclamaient certains, Pékin avait montré à quel point il était facile de prendre le pouvoir grâce à une stratégie de guérilla rurale. Ces commentateurs ne prenaient pas en compte les circonstances particulières dans lesquelles se trouvait la Chine durant la seconde moitié des années 1930 et au début des années 1940 : distances considérables, invasion japonaise, corruption extrême de l'armée de Tchang Kaï-chek. De même ne relevèrent-ils pas le fait que, si l'armée de Mao reposait sur un recrutement paysan, ses cadres et le personnel des structures administratives des « régions libérées » étaient des membres radicalisés de la classe moyenne cultivée des villes.

Les dernières cartouches des empires

La victoire de Mao, intervenue très rapidement après l'évacuation de l'Inde par les Britanniques, ajouta au sentiment, croissant dans les colonies du monde entier, que l'impérialisme pouvait être battu. Il y avait déjà eu des mouvements de révolte en Algérie française et des tentatives de former un gouvernement indépendant au Vietnam. Un mouvement nationaliste avait commencé à se développer, avant la guerre, dans la vaste colonie hollandaise des Indes orientales. Ses dirigeants avaient tiré profit de l'occupation japonaise pour élargir leur base de soutien, collaborant à moitié avec les forces d'occupation, puis proclamant, lors du départ des Japonais, la formation du gouvernement d'un nouveau pays, l'Indonésie. Ils durent ensuite combattre le colonialisme hollandais qui cherchait à se rétablir, et finirent par obtenir l'indépendance en 1949 sous la présidence de

Sukarno. En Malaisie, le Parti communiste local, qui avait formé la cheville ouvrière de la résistance – soutenue par les Anglais – aux Japonais, se préparait désormais à mener une guerre de libération contre le Royaume-Uni. De nombreux étudiants venus d'Afrique et des Caraïbes, comme Kwame Nkrumah, Jomo Kenyatta et Eric Williams, qui avaient fait connaissance à Londres dans les années 1930, retournèrent dans leur pays pour se livrer eux aussi à une agitation en faveur de l'indépendance. Dans les capitales arabes de Damas, Bagdad et Le Caire, la nouvelle génération issue de la classe moyenne, occupant parfois une position stratégique au sein du corps des fonctionnaires de l'État, commença à conspirer pour obtenir l'indépendance totale et à rêver d'une « nation arabe » unie, de l'Atlantique au Golfe.

Les puissances coloniales réagirent spontanément à ces mouvements de libération en recourant, comme par le passé, aux mitrailleuses, aux bombardements et aux camps de concentration. Ainsi riposta la France au Vietnam, à Madagascar, en Algérie et dans ses colonies d'Afrique de l'Ouest ; le Royaume-Uni fit de même en Malaisie, au Kenya, à Chypre, à Aden et dans les deux Rhodésies¹⁴ ; tout comme le Portugal en Angola, au Mozambique et en Guinée-Bissau.

Mais il devenait, à terme, tout aussi clair que cette approche était contre-productive, n'aboutissant qu'à attiser l'hostilité populaire envers les intérêts européens. Les dirigeants commencèrent à estimer plus opportun de soutenir des personnalités locales qui serviraient fidèlement leurs intérêts en tant que chefs de gouvernements « indépendants ». Le Royaume-Uni adopta cette politique au Moyen-Orient, en Afrique de l'Ouest et dans les Caraïbes. En Malaisie, il exerça une répression sévère contre le mouvement de libération dirigé par les communistes (les soldats coupèrent les mains, voire la tête, des « terroristes » tués, et déplacèrent un demi-million de personnes dans des villages clôturés de barbelés). Dans le même temps, Londres promettait l'indépendance aux politiciens malais « modérés », qui étendaient leur base en jouant sur la défiance raciale à l'égard de la minorité chinoise. Même là où le Royaume-Uni résistait fermement à

l'octroi de concession aux « indigènes » – au Kenya, il bombardait des villages et parqua des gens dans des camps de concentration, où beaucoup moururent ; à Chypre, les soldats utilisèrent la torture –, il finit par négocier un transfert « pacifique » du pouvoir à des dirigeants politiques (Jomo Kenyatta et l'archevêque Makarios) qu'elle avait auparavant emprisonnés ou exilés.

La France fut finalement contrainte d'adopter cette attitude au Vietnam et en Algérie. Mais elle ne s'y résolut qu'après avoir dépensé des sommes colossales et fait de très nombreuses victimes dans des guerres qu'elle ne pouvait gagner. Le poison infecta la politique française lorsque des généraux colonialistes mécontents firent une tentative de putsch, d'abord en 1958 (avec pour résultat des pouvoirs quasi dictatoriaux accordés par l'Assemblée nationale au général de Gaulle dès 1958), puis en 1961. L'indépendance finalement accordée à l'Algérie entraîna le rapatriement d'un million de colons, et une vague d'attentats dus au groupe terroriste d'extrême droite, l'OAS (Organisation armée secrète), à Paris notamment.

Le Portugal, dont le capitalisme était le plus arriéré d'Europe, essaya de se cramponner à ses colonies, mais fut finalement obligé de les abandonner en 1974-1975, lorsque leur coût provoqua un soulèvement révolutionnaire dans le pays. Il ne restait alors plus que les deux régimes coloniaux racistes du sud de l'Afrique : la Rhodésie du Sud, qui fut finalement contrainte d'accepter le pouvoir de la majorité noire et prit le nom de Zimbabwe en 1980, et l'Afrique du Sud, qui suivit son exemple en 1994.

Le processus de retrait des puissances d'Europe occidentale dans la moitié de l'Asie et la quasi-totalité de l'Afrique fit date dans l'histoire de l'humanité. Il marqua la fin d'une période de presque deux siècles durant laquelle le fil de l'histoire mondiale passait par Londres et Paris. Ce recul ne sonna toutefois pas le glas de l'impérialisme, le monde restant dominé par les intérêts d'une poignée de pays économiquement avancés. Des conflits sanglants dans les Amériques,

l'Asie du Sud-Est et le Moyen-Orient en témoignèrent de façon répétée.

Sang et pétrole

Le Moyen-Orient et ses immenses réserves pétrolières furent sans conteste la terre promise pour l'impérialisme de la seconde moitié du XX^e siècle. Le Royaume-Uni avait étendu son empire moyen-oriental pendant la Première Guerre mondiale en collaborant avec le dirigeant de La Mecque, Cherif Hussein, dans le cadre d'une « révolte nationale arabe ». On promet à ce dernier tous les territoires administrés par la Turquie. Mais le gouvernement britannique s'était aussi engagé auprès des leaders sionistes à allouer l'un des territoires arabes, la Palestine, à des colons juifs venus d'Europe, ceux-ci devant servir de tampon en cas de menace arabe sur le canal de Suez voisin. Comme le dirigeant politique israélien Abba Eban l'expliquerait plus tard : « Nous devons aider le Royaume-Uni à devenir la puissance dominante dans la région et le Royaume-Uni devait nous aider à développer le “foyer national” juif¹⁵. »

Ce double accord fonctionna jusqu'à un certain point. Les firmes britanniques firent main basse sur les réserves pétrolières d'Irak et d'Iran, et des volontaires juifs collaborèrent avec les Anglais pour réprimer une révolte palestinienne, la rébellion la plus grave à laquelle l'Empire britannique eut à faire face dans les années 1930. Mais, à terme, cette politique se retourna contre eux. Un antagonisme croissant opposait les Arabes aux colons sionistes ; ces derniers achetaient des terres aux riches propriétaires arabes et en expulsaient les familles de paysans qui les cultivaient depuis des siècles. Des juifs, qui avaient fui la persécution en Europe, découvraient qu'ils devaient à leur tour devenir persécuteurs en Palestine. Le Royaume-Uni chercha à apaiser la colère des Arabes en imposant des restrictions à l'immigration juive et se retrouva attaqué des deux côtés. En 1946, des groupes

paramilitaires juifs, qui avaient été armés pour réprimer les Arabes, lancèrent des attaques contre les troupes et les installations britanniques.

Les Anglais essayèrent d'échapper au problème qu'ils avaient créé en retirant leurs forces en 1947 et en confiant la défense de leurs intérêts pétroliers aux monarchies arabes fantoches d'Irak, de Jordanie et d'Égypte. Les États-Unis et l'URSS se montrèrent tout à coup particulièrement intéressés par la perspective de prendre la place de l'Angleterre après son départ, et soutinrent conjointement une résolution de l'ONU divisant la Palestine et fondant un État colonial israélien (allouant la moitié des terres à un tiers de la population). Les colons reçurent en même temps des armements substantiels de la Tchécoslovaquie, gouvernée par les communistes, et le soutien des États-Unis. Lorsque le conflit éclata, ils terrorisèrent une grande partie de la population arabe pour la pousser à s'enfuir, massacrant les habitants du village de Deir Yassine, puis ils vinrent à bout d'une armée mal organisée envoyée par les monarchies arabes, prétendument pour aider les Palestiniens. Mais celle-ci finit par s'emparer d'une zone attribuée aux Palestiniens (20 % du territoire original) et par la diviser entre les rois jordanien et égyptien. Israël fut fondé comme un puissant État colonial, désireux et capable d'offrir aide et assistance aux intérêts occidentaux – en fait, ceux des États-Unis – en échange d'armes et d'une aide financière plus que substantielle.

Mais cela ne pouvait suffire à apporter la stabilité à la région. Le ressentiment causé par la victoire d'Israël sur les armées arabes contribua à déclencher un coup d'État militaire en Égypte, qui porta des officiers nationalistes menés par Gamal Abdel Nasser au pouvoir et mit fin à la monarchie probritannique. La décision de Nasser de nationaliser le canal de Suez, propriété de l'Angleterre et de la France, provoqua la dernière gesticulation de l'impérialisme britannique dans la région. En novembre 1956, des troupes britanniques, françaises et israéliennes lancèrent une attaque conjointe contre l'Égypte. L'intervention fut un quasi-succès sur le plan militaire, mais se retourna

contre ses auteurs du point de vue politique. Les États-Unis profitèrent des problèmes financiers du Royaume-Uni pour condamner l'opération et supplanter l'Angleterre comme puissance dominante au Moyen-Orient, cependant qu'une vague d'agitation antibritannique gagnait toute la région. Celle-ci mènerait deux ans plus tard au renversement de la monarchie irakienne, soutenue par Londres.

Les Américains poursuivirent la politique britannique en s'appuyant sur leurs pays-clients arabes et les colons israéliens. Ils fournirent à Israël plus d'aide militaire qu'à aucun autre pays du monde. Dans le même temps, ils coopérèrent étroitement avec la monarchie arabe saoudienne, encouragèrent des coups d'État (par exemple celui qui rétablit le pouvoir absolu du shah d'Iran, en 1953), et laissèrent le parti Baas – dont faisait partie le jeune Saddam Hussein – prendre le pouvoir en Irak en 1963. Les États-Unis réussirent avec brio à installer leur hégémonie sur la région et son pétrole. Ils ne purent cependant y parvenir qu'en encourageant des antagonismes entre États et entre peuples, qui éclatèrent en une succession de conflits : les guerres israélo-arabes de 1967 et 1973, la longue guerre civile libanaise qui débuta en 1975, la terrible guerre entre l'Irak et l'Iran tout au long des années 1980, l'invasion israélienne du Liban en 1982, et la guerre américaine contre l'Irak en 1991. Une nouvelle fois, le XX^e siècle voyait la richesse, en l'occurrence le pétrole, se transformer en sang.

De l'autre côté du miroir

La forme d'organisation économique établie en URSS fascina un grand nombre d'anciens pays coloniaux récemment devenus indépendants. La plupart d'entre eux avaient connu une stagnation, voire une régression économique sous la férule coloniale. En Inde, dans les années 1950, les ressources alimentaires par habitant n'étaient pas plus importantes qu'à l'époque d'Akbar, quatre siècles plus tôt. Pendant ce temps, l'économie soviétique avait montré qu'elle

pouvait croître plus vite qu'aucune autre et, semblait-il, éviter les récessions périodiques qui affectaient le capitalisme de marché occidental.

Il est de bon ton, depuis la chute du mur de Berlin en 1989, de proclamer que rien n'a jamais fonctionné dans l'Union soviétique de Staline ou de ses successeurs, Nikita Khrouchtchev et Leonid Brejnev. En fait, pendant trente ans, les méthodes staliniennes ont engendré des taux de croissance économiques plus élevés que partout ailleurs, à l'exception peut-être du Japon. Ce qui était encore, en 1928, un pays à la traîne – essentiellement agricole –, était devenu une puissance industrielle capable de se mesurer aux États-Unis dans la course aux armements, durant la Guerre froide, et de battre son grand rival dans la mise en orbite d'un satellite artificiel (*Sputnik*) puis d'un être humain (Youri Gagarine).

Même les plus farouches ennemis du système soviétique le reconnaissent à l'époque. Ainsi, le futur Premier ministre travailliste Harold Wilson put évoquer en 1953 la « croissance spectaculaire de la production et de la capacité productive en URSS¹⁶ ». Sa perception n'était pas infondée : selon des études relativement récentes sur l'histoire de l'économie de l'Europe de l'Est, « le taux de croissance économique moyen de la région dépassa, pendant les deux premières décennies de la planification centrale (1950-1970), les taux maxima enregistrés dans les meilleures années de l'entre-deux-guerres (1925-1929)¹⁷ ».

Le stalinisme naquit de l'isolement et de l'étranglement de la révolution de 1917. En Europe de l'Est, il fut imposé par le haut, sauf en Yougoslavie, où il fut mis en place par les dirigeants de l'armée de résistance qui repoussa les troupes allemandes. Mais, dans chaque cas, ce ne fut pas seulement la répression qui lui permit de s'épanouir et de s'enraciner, tout au moins durant les premières années. En favorisant le développement industriel, il permit à de larges fractions des couches moyennes de se percevoir comme promises à un brillant avenir. Ainsi il inspirait autant l'enthousiasme que la peur. Il offrit également à de

nombreuses personnes la possibilité d'une certaine mobilité sociale : les ouvriers industriels qualifiés avaient des chances de devenir directeurs, et les paysans d'échapper à l'archaïsme de la vie rurale pour connaître les vastes horizons de la grande ville.

Le sentiment qu'il était possible de changer la société, d'industrialiser, d'urbaniser et d'éduquer les masses séduisait certaines couches de la classe moyenne cultivée dans tous les pays non industriels. Cet effet de séduction était accentué par la compréhension du lien entre développement industriel et augmentation du nombre des postes convenablement rémunérés. Mais aucun progrès n'était possible si l'on se contentait d'attendre que les petites entreprises se développent suffisamment pour se mesurer aux grandes corporations des pays avancés. Les petites entreprises périraient les premières. Il fallait qu'elles puissent atteindre une certaine dimension, ce qui n'était possible que grâce à l'intervention de l'État, celui-ci ayant seul les moyens de les financer, de les faire fusionner et de les protéger de la concurrence extérieure directe. Le capitalisme étatique, que l'on a, à tort, appelé « socialisme », semblait être la réponse appropriée.

Déjà au tournant du siècle, l'État avait joué un rôle central dans le développement de la grande industrie au Japon et dans la Russie des tsars. La Première Guerre mondiale et la crise de l'entre-deux-guerres avaient considérablement accru son rôle dans les pays avancés. À la fin des années 1930, le degré de contrôle étatique en Allemagne nazie était telle que l'économiste « austro-marxiste » et ancien ministre des Finances Hilferding était persuadé que le capitalisme avait été remplacé par un mode de production nouveau¹⁸. Et même en Amérique, le plus « libéral » des pays occidentaux, ce fut l'État qui construisit la plupart des usines et contrôla l'essentiel de l'activité économique dans les années 1941-1944.

Au final, là où le contrôle du développement industriel était le plus faible, la tendance au capitalisme d'État alla le plus loin. Ainsi, l'État joua un rôle central dans l'industrialisation et la réorganisation du capitalisme au Brésil, sous la présidence du populiste Vargas dans

les années 1930, et en Argentine, sous la dictature de Perón dans les années 1940 et au début des années 1950. Dans un tel contexte, ce n'étaient pas seulement les communistes mais aussi les politiciens sociaux-démocrates et bourgeois, qui gouvernaient avec eux en Europe de l'Est durant les années 1945-1947, qui considéraient comme allant de soi le contrôle de l'État sur la majeure partie de l'industrie et le recours à une « planification » centralisée. En Inde, avant même la prise du pouvoir par le Congrès, un groupe d'industriels s'était réuni en 1944 pour approuver le « programme de Bombay », un processus de planification étatique calqué sur le modèle soviétique, même s'il faisait usage de capitaux privés et de financements publics.

Ainsi, aussi bien l'Inde que la Chine, l'Égypte, la Syrie, l'Irak et l'Algérie mirent en place de puissants secteurs étatiques et des plans économiques de long terme. Mais ce n'était pas une tendance limitée aux États qui jugeaient bon de se prétendre « socialistes ». La plus grande partie de l'industrie était aux mains de l'État dans la Chine du Guomindang – ce schéma fut conservé lors de son installation à Taïwan. De même, en Corée du Sud, le général Park, qui s'était emparé du pouvoir en 1961, considérait-il la planification et le contrôle étatiques (mais pas nécessairement la propriété) de l'industrie comme le seul moyen de dépasser la Corée du Nord, alors plus développée.

L'autre face de la croissance économique sous la « planification » stalinienne, comme à l'époque de la « révolution industrielle » en Occident, était les conditions atroces endurées par les travailleurs. Mais ceux qui dirigeaient les appareils hypertrophiés de l'industrie et de l'État n'étaient pas des ouvriers, même si certains d'entre eux l'avaient été autrefois.

Dans ses premières années, le capitalisme d'État sembla fonctionner. Certes, l'Inde et l'Égypte étaient toujours, à la fin des années 1960, des pays essentiellement agricoles, dont la majorité de la population était en proie à une grande pauvreté, et dont les nouvelles industries rencontraient toutes sortes de problèmes. Mais elles avaient nettement évolué au cours des vingt années précédentes, et se

trouvaient de plus en plus intégrées au monde moderne. Cela s'exprimait à travers la confiance affichée par les classes moyennes à l'égard de leurs dirigeants, conférant à ces régimes une certaine stabilité. Là où le capitalisme d'État s'accompagnait, comme en Chine, en Inde et Égypte, d'une réforme agraire morcelant les grands domaines au profit des paysans, les dirigeants étendaient aussi leur influence dans les campagnes, même si la réforme bénéficiait davantage aux paysans riches et moyens qu'aux paysans pauvres et aux ouvriers agricoles sans terre.

Mais, au bout d'un certain temps, l'euphorie commença à diminuer. Au moment même où des régimes comme celui de l'Égypte mettaient en œuvre des pans entiers du modèle stalinien, des signes de ses limites apparaissaient en URSS et en Europe de l'Est.

Le chemin menant à 1956

Staline mourut en 1953, après un quart de siècle de pouvoir quasi absolu. Parfois, la mort d'un dirigeant amène ceux qui lui sont associés à se concentrer sur les problèmes accumulés au fil des années ; c'est précisément ce qui arriva.

Les comparses de Staline étaient plus ou moins conscients que sous la surface couvait un mécontentement énorme. Ils craignaient aussi que l'un d'entre eux ne prenne le contrôle de l'appareil de terreur étatique stalinien au détriment des autres. Les funérailles de Staline étaient à peine terminées qu'ils mettaient en œuvre de timides réformes, tout en se querellant secrètement (le chef de la police, Lavrenti Beria, psychopathe notoire, fut arrêté durant une réunion du Politburo et exécuté).

Puis, en février 1956, le secrétaire général du Parti communiste, Khrouchtchev, décida de révéler certains secrets aux militants dans le but de renforcer sa position dans le conflit l'opposant aux autres dirigeants. Lors du XX^e congrès du Parti, il dévoila que Staline avait été

responsable de la mort de dizaines de milliers d'innocents et de la déportation de millions de ressortissants des minorités nationales. De plus, ajouta-t-il, Staline avait fait preuve d'incompétence et de lâcheté au moment de l'invasion allemande de l'URSS en 1941. L'impact de ces révélations sur des dizaines de millions de personnes auxquelles on avait appris à considérer Staline comme un demi-dieu fut dévastateur, même si nombre d'entre elles essayèrent de blinder leur conscience.

Pendant ce temps, il s'était passé un événement plus important encore que les déclarations de Khrouchtchev sur son prédécesseur. Les masses opprimées sous la botte de l'appareil du capitalisme d'État avaient commencé à se révolter.

Le premier soulèvement eut lieu en Allemagne de l'Est en juin 1953, peu de temps après la mort de Staline. Des ouvriers du bâtiment, employés sur un site de construction géant à Berlin-Est, se mirent en grève lorsqu'on leur annonça qu'ils devaient travailler davantage pour le même salaire. Des dizaines de milliers de personnes se joignirent à eux lorsqu'ils manifestèrent dans le centre de la capitale. Le lendemain, tous les grands foyers industriels d'Allemagne de l'Est étaient paralysés par la grève. Les manifestants pénétraient dans les prisons, attaquaient des postes de police et des locaux du Parti dirigeant. Seule l'intervention des troupes russes mit fin au soulèvement. C'était une révolte ouvrière spontanée classique, comme l'Allemagne en avait vu à de nombreuses reprises en 1918-1919, mais dirigée cette fois contre un régime capitaliste étatique qui prétendait gouverner au nom des travailleurs. Les fractions des travailleurs qui cessèrent le travail étaient les mêmes que celles qui s'étaient situées le plus à gauche sous la république de Weimar, dans les années 1920. Quelque 68 % de ceux qui furent exclus du Parti communiste, à Berlin-Est, pour avoir participé à la rébellion, en étaient membres avant la prise du pouvoir par Hitler¹⁹. C'étaient de vieux militants qui voyaient le soulèvement comme une continuation de la lutte pour le contrôle ouvrier à laquelle ils avaient consacré leur jeunesse.

Peu après l'insurrection est-allemande, une révolte éclata en URSS même, dans l'immense camp de travail de Vorkouta, où 250 000 prisonniers qui trimaient dans les mines se mirent en grève. Le gouvernement envoya des soldats en armes encercler les mineurs, proposa de négocier, puis exécuta les représentants élus par les grévistes, tuant 250 personnes. Cette action montra à quel point le mécontentement pouvait être explosif, et le régime libéra 90 % des détenus au cours des deux années suivantes. Comme aux États-Unis après la guerre de Sécession, le travail servile laissa la place au travail salarié ; on passa de la forme d'exploitation ayant accompagné l'« accumulation primitive » à celle qui convenait à une économie industrialisée.

Cela dit, c'est en 1956, dans les mois qui suivirent la dénonciation par Khrouchtchev des crimes de Staline, que le potentiel insurrectionnel se révéla dans toute son ampleur. Une grève dans la ville polonaise de Poznań se transforma pratiquement en soulèvement. Le régime parvint à briser le mouvement avant qu'il ne se propage, mais ne put empêcher que ses ondes de choc ébranlent tout l'ordre social. Le pays semblait, en octobre et novembre, au bord de la révolution, en même temps que des factions rivales se disputaient le contrôle au sommet de l'État. La censure disparut et les travailleurs commencèrent à élire leurs propres comités et à défendre leurs droits par la force. Tout le monde parlait du « printemps d'octobre » lorsque Gomulka, l'un des dirigeants du Parti emprisonnés à la fin des années 1940, revint au pouvoir. Ce dernier, face à la menace d'intervention des troupes soviétiques, réussit, avec l'aide de l'Église catholique et de la station de propagande américaine, Radio Free Europe, à persuader les travailleurs de lui faire confiance²⁰.

Les événements de Pologne agissent comme un détonateur pour l'une des grandes révolutions de l'histoire, celle de Hongrie. Des étudiants obtinrent le soutien de dizaines de milliers de travailleurs alors qu'ils manifestaient à Budapest. Une partie d'entre eux fit tomber une statue de Staline. Une autre alla à la station de radio pour se retrouver sous le feu de la police une fois à l'intérieur. Des ouvriers saisirent des

fusils dans les clubs sportifs des usines, rallièrent à eux les soldats d'une caserne et prirent bientôt le contrôle de la capitale. Dans toutes les villes du pays, des mouvements semblables firent passer le pouvoir local entre les mains de conseils d'usine et de comités révolutionnaires.

Peter Fryer, envoyé en Hongrie par le journal communiste anglais *le Daily Worker*, nota « la ressemblance frappante [de ces comités] avec les conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats apparus en Russie lors de la révolution de 1905 et en février 1917 [...]. Ils étaient à la fois des organes de l'insurrection – le rassemblement des délégués élus dans les usines, les universités, les mines et les unités de l'armée – et des organes d'autogouvernement populaire auquel le peuple en armes faisait confiance²¹ ».

Une fraction du régime essaya de reprendre le contrôle du mouvement, à la manière de Gomulka en Pologne, en mettant un autre communiste en disgrâce, Imre Nagy, à la tête d'un gouvernement de coalition. Mais le 4 novembre – au moment même où le Royaume-Uni, la France et Israël attaquaient l'Égypte –, les tanks soviétiques entrèrent dans Budapest et occupèrent les bâtiments stratégiques. Ils rencontrèrent une forte résistance armée, qu'ils ne réussirent à briser qu'en tuant des milliers de personnes, en réduisant en ruines divers quartiers de la ville et en poussant plus de 200 000 Hongrois à se réfugier en Autriche. Une grève générale paralysa la capitale pendant plus de quinze jours, et le Conseil ouvrier central du Grand Budapest remplit, de fait, le rôle de gouvernement alternatif par rapport à celui du dirigeant fantoche prosoviétique János Kádár. Mais, au final, les conseils ouvriers furent écrasés et leurs dirigeants condamnés à la prison. Il y eut 350 exécutions, « pour les trois quarts, des ouvriers de vingt ans²² ». Imre Nagy et quatre autres membres de son éphémère gouvernement périrent également.

La ligne communiste officielle consista à dire que la révolution avait tout simplement été une aventure procapitaliste organisée par des espions occidentaux. Comme pour tant d'autres épisodes de la

Guerre froide, la version la plus répandue à l'Ouest était très semblable. Elle prétendait que la révolution avait simplement pour objectif d'établir une « société libre » sur le modèle capitaliste occidental. En réalité, la plupart de ceux qui jouèrent un rôle dans la révolution avaient une vision bien plus large. Ils se rappelaient l'avant-guerre et la dictature qui avait pesé sur la Hongrie au nom de la « liberté » capitaliste, et ils prônaient un système différent, dans lequel les conseils ouvriers joueraient un rôle central, même si l'enchaînement rapide des événements ne leur permit pas de clarifier leur projet. Quiconque a des doutes à ce sujet devrait lire les recherches sur la Hongrie de 1956 publiées depuis²³. Une étude hongroise des années 1990, qui fait autorité, indique : « Les revendications relatives à la [...] vie quotidienne des gens figuraient essentiellement dans les manifestes des comités d'usine et des conseils ouvriers. Ceux-ci [...] contiennent une quantité de détails sur la détestation du travail parcellaire, les quotas de production injustes et les bas salaires, les réalisations sociales infimes, ainsi que la maigre et mauvaise nourriture [...]. Les combattants les plus actifs de la révolution luttèrent non seulement pour la liberté et pour l'indépendance, mais aussi pour un mode de vie humain et des conditions de travail [...] conformes à ce que beaucoup considéraient comme relevant d'une société "authentiquement socialiste" [...]. L'ordre économique tel qu'ils l'envisageaient devait placer la prise de décision, dans l'industrie, les mines et les transports, entre les mains des producteurs (ouvriers, techniciens et autres agents) [...]. Les représentants de nombreuses tendances souscrivirent au mot d'ordre : "Nous rejetons toute tentative de restaurer la domination des grands propriétaires fonciers, des magnats de l'industrie et des banquiers"²⁴. » »

La révolution hongroise était un défi lancé aux idéologies dominantes des deux camps de la Guerre froide. Elle prouvait, pour ceux qui avaient le courage de regarder la réalité en face, que l'URSS avait depuis longtemps cessé de perpétuer la tradition de Karl Marx, Friedrich Engels et Rosa Luxemburg. Elle montrait aussi à quel point

libéraux et sociaux-démocrates se trompaient lorsqu'ils proclamaient que le totalitarisme stalinien pouvait neutraliser toute tentative de subversion venue de l'intérieur, et qu'il était par conséquent nécessaire de soutenir l'impérialisme occidental contre lui. Ce pessimisme sema la confusion dans l'esprit d'innombrables intellectuels qui avaient autrefois fait partie de l'extrême gauche : John Dos Passos, John Steinbeck, Max Shachtman, Stephen Spender, Albert Camus, James T. Farrell, John Strachey, George Orwell, Saul Bellow... La liste est longue. Le cliché le plus répandu était celui du roman de George Orwell, *1984*, qui met en scène une dictature si puissante qu'elle peut influencer sur le cerveau de ses adversaires au point de leur faire dire : $2 + 2 = 5$. L'exemple de la Hongrie montrait avec quelle rapidité une telle dictature était susceptible de s'effondrer, et comment pouvaient y émerger des forces luttant pour une véritable libération. Si cela pouvait se produire en Hongrie, cela pouvait arriver au cœur même du capitalisme d'État stalinien, à Moscou.

Les dirigeants des deux blocs se hâtèrent d'enterrer la mémoire de la révolution hongroise. Pendant plus d'un quart de siècle, il fut interdit de mentionner les événements de Hongrie sous un autre nom que celui de « contre-révolution ». Bien plus récemment – en 1986 –, la police matraqua une manifestation étudiante commémorant leur souvenir. À l'Ouest, elle fut rapidement oubliée : au début des années 1970, le boucher Kádár fut qualifié, dans les médias occidentaux, de « réformateur » libéral. L'amnésie de part et d'autre permettait aux deux camps d'oublier que le monolithe pouvait se craqueler. Lorsque cela se reproduisit en Tchécoslovaquie en 1968, ils furent tous deux pris par surprise.

La révolution cubaine

Les États Unis possédaient des missiles disséminés dans le monde entier. À la fin des années 1950, ceux-ci étaient concentrés en

Amérique centrale, au sud de la frontière mexicaine (Honduras, Salvador, Nicaragua, Panama et Guatémala), aux Caraïbes (Cuba, République dominicaine et Haïti) et en Asie (Philippines, Corée du Sud, Sud-Vietnam et Thaïlande). Des troupes américaines étaient stationnées de manière permanente dans la « zone du canal de Panama » – qui divisait le pays – et en Corée du Sud. Elles avaient débarqué plusieurs fois en Haïti, au Nicaragua et à Cuba au début du siècle, avaient dirigé les Philippines comme une colonie jusqu'en 1946 et conservaient d'importantes bases aussi bien à Guantanamo, sur la côte est de Cuba, qu'aux Philippines.

Les États concernés, officiellement indépendants, étaient d'ordinaire gouvernés par une classe dirigeante, étroite et souvent très fragmentée, composée de personnalités militaires, d'oligarques fonciers, de chefs politiques et, occasionnellement, de capitalistes locaux. Ils tentaient de compenser leur soutien populaire limité en combinant des formes extrêmes de corruption et une répression brutale. Leurs faiblesses, qui les rendaient dépendants de l'aide et des conseillers militaires américains, profitaient aux États-Unis, dont ils ne risquaient guère, dans ce contexte, de menacer les intérêts commerciaux. Mais cela signifiait aussi qu'ils pouvaient facilement s'effondrer si la capacité de Washington à intervenir pour les soutenir était un tant soit peu compromise. Pour l'heure, les États-Unis étaient prêts à de telles interventions, comme ils le démontrèrent en 1954, lorsque la CIA organisa le renversement d'un gouvernement modérément réformiste au Guatemala.

Cinq ans plus tard, Washington connut toutefois un échec cuisant, lorsque le régime cubain dictatorial et corrompu de Fulgencio Batista s'écroula brusquement, abandonnant le pouvoir à un groupe de guérilleros conduits par Fidel Castro, son frère Raúl et un médecin argentin en exil, Ernesto « Che » Guevara.

À peine deux ans plus tôt, les guérilleros avaient débarqué dans une zone reculée de l'île. Après leur victoire, toute une mythologie révolutionnaire se développa, attribuant leur succès au soutien soit de la

masse des paysans, soit des ouvriers agricoles qui cultivaient les plantations de canne à sucre. En réalité, l'éloignement de la guérilla la coupait de la paysannerie, à l'exception d'une infime minorité, et de tous les journaliers. Leur victoire résulta de leur capacité à tirer profit de l'extrême isolement politique du régime de Batista. Celui-ci s'était aliéné les deux principaux partis de la classe moyenne insulaire et avait indisposé les capitalistes locaux par sa grande corruption – Cuba était un centre mafieux (comme on le voit dans le film *Le Parrain*) et était surnommée le « bordel des Caraïbes ». Il avait aussi mécontenté la masse de la population en grignotant progressivement l'ensemble des gains sociaux obtenus dans les années 1930. À la fin, même les États-Unis cessèrent de fournir leur soutien à un dictateur dont ils sentaient la chute proche.

Dans de telles conditions, il n'en fallut pas beaucoup pour provoquer son renversement. La petite bande de guérilleros de Castro (vingt seulement survécurent au débarquement initial de la fin de l'année 1956²⁵, et ils n'étaient que deux cents à l'été 1958) fut la boule de neige qui provoqua l'avalanche. Leur seule existence prouvait l'impuissance de l'armée de Batista, trop corrompue et trop faible pour les mettre en échec, jusqu'à ce qu'elle se désagrège complètement.

L'armée rebelle qui fit son entrée dans La Havane le premier jour de 1959 bénéficiait du soutien de toutes les classes sociales de l'île. Mais elle était confrontée aux conditions objectives qui avaient amenuisé la base de soutien de Batista. L'économie cubaine – dépendant des fluctuations des cours mondiaux de sa principale exportation, le sucre, et avec un revenu par tête qui n'avait pas augmenté depuis les années 1920 – était incapable de satisfaire les revendications contradictoires des différentes couches de la population. Les capitalistes et leurs partenaires commerciaux américains voulaient accroître leurs profits et pouvoir les sortir librement du pays. Les ouvriers et les journaliers voulaient être payés davantage, et les paysans espéraient une amélioration de leurs misérables revenus. Les membres de la jeune classe moyenne cultivée, qui avaient fourni au mouvement de

guérilla à la fois ses cadres et son important réseau de soutien dans les villes, voulaient développer l'économie afin de donner la mesure de leur valeur et de s'engager dans des carrières bien rémunérées.

Castro ne pouvait satisfaire une classe sans mécontenter les autres. Faire le jeu des capitalistes revenait à suivre le chemin emprunté de façon si désastreuse par Batista, ce qu'il n'était guère disposé à faire. Il opta au contraire pour une politique consistant à mettre en œuvre certaines réformes pour se ménager le soutien de la classe ouvrière et des paysans (réforme agraire, allocations chômage et assurance-maladie, campagnes d'alphabétisation), tout en utilisant l'État pour lancer d'ambitieux plans d'industrialisation. Ce choix mena inévitablement à un conflit avec les intérêts capitalistes et les grands milieux d'affaires américains, dans la mesure où « l'économie cubaine était si soudée à l'économie américaine que le pays était, à de nombreux égards, un appendice de celle-ci²⁶ ».

Dix-huit mois après la prise du pouvoir par Castro, les Américains propriétaires de raffineries dans l'île refusèrent de traiter le pétrole soviétique bon marché. Castro les nationalisa. Les États-Unis répliquèrent en mettant fin aux accords par lesquels ils se portaient acquéreurs de l'essentiel de la récolte de canne à sucre cubaine ; Cuba nationalisa les centrales sucrières appartenant à des Américains, mit fin aux monopoles industriels, électriques et téléphoniques, et développa ses liens commerciaux avec l'URSS. Une véritable hystérie anticastriste se déchaîna dans les médias américains, pendant que des hommes d'affaires exilés à Miami vociféraient encore plus fort contre la « trahison » de la révolution par Castro.

En avril 1961, la CIA tenta de faire débarquer dans la baie des Cochons une armée d'exilés désireux de renverser Castro, pendant que des avions américains sans identification bombardaient les terrains d'aviation. La population cubaine se rallia massivement au régime, et l'aventure se solda par un lamentable échec.

Le débarquement avait été l'un des premiers actes politiques du nouveau président américain John F. Kennedy. Celui-ci devait devenir

l'objet d'un culte de la part de nombreux libéraux après son assassinat en 1963, mais il ne montra pas le moindre signe de libéralisme dans ses rapports avec Cuba. Lui et son frère Robert développèrent une hostilité personnelle envers Castro et autorisèrent la CIA à comploter avec des pontes de la mafia pour assassiner le dirigeant cubain, y compris en ayant recours à des machinations aussi grotesques que l'utilisation de cigares explosifs ! Soutenus par les Américains, ils préparèrent aussi les plans d'une invasion de l'île. En 1962, leurs manœuvres aboutirent à une confrontation directe avec l'URSS.

Pour beaucoup de ceux qui l'ont vécue, la semaine du 20 au 27 octobre 1962 fut la plus effrayante de leur vie, la Guerre froide ne fut jamais aussi proche de se transformer en guerre nucléaire. Des navires de guerre américains encerclèrent Cuba, prêts à utiliser la force pour empêcher tout vaisseau soviétique d'y débarquer. Des missiles balistiques intercontinentaux, des sous-marins nucléaires et 1 400 bombardiers furent mis en état d'alerte. De très nombreux bombardiers, armés chacun de plusieurs armes nucléaires et prêts à se diriger vers des cibles en URSS si l'ordre en était donné, étaient constamment maintenus en vol. Et, en Floride, à cent kilomètres à peine de Cuba, les États-Unis constituèrent la plus importante force d'invasion depuis la Seconde Guerre mondiale : 100 000 soldats, 90 navires, 68 escadrilles et huit porte-avions.

Le gouvernement Kennedy avait en effet appris que l'Union soviétique de Khrouchtchev installait secrètement des missiles nucléaires à Cuba. Les États-Unis étant en mesure d'attaquer de grandes villes soviétiques depuis leurs bases d'Europe de l'Ouest et de Turquie, les missiles cubains étaient censés procurer à Moscou la même capacité de frappe contre des villes américaines. Castro et Che Guevara avaient accueilli favorablement les missiles, pensant qu'ils dissuaderaient les États-Unis d'agresser Cuba. Ce fut incontestablement une erreur, l'URSS n'étant à l'évidence guère encline à voir ses propres villes détruites au cours d'un échange nucléaire dans le seul but de faire plaisir aux Cubains.

Washington, de son côté, était prêt à risquer une guerre nucléaire pour obtenir le retrait des missiles. Ce fut Robert Kennedy qui révéla plus tard à quel point le monde avait été proche d'un tel conflit : « Nous étions tous d'accord pour dire que si Moscou était prêt à faire la guerre pour Cuba, il était prêt à la guerre nucléaire, et que nous pouvions donc aussi bien aller à la confrontation à ce moment-là que six mois plus tard. » Des transcriptions des discussions présidentielles américaines montrent que le gouvernement de la plus grande puissance mondiale était vraiment sur le point de s'engager dans ce bras de fer²⁷. Elles montrent aussi que l'obsession des Kennedy concernant Cuba était liée à une préoccupation plus générale : la peur d'une érosion de l'hégémonie globale américaine.

La guerre ne fut évitée que parce que Khrouchtchev recula au dernier moment et consentit à retirer les missiles : un choix qui ne convainquit que de justesse le Politburo et provoqua le mécontentement des dirigeants cubains. En fait, la direction soviétique décida qu'elle ne pouvait remettre en question la division du monde existant entre elle et l'impérialisme américain, de la même manière que les États-Unis ne l'avaient pas contestée pendant la révolution hongroise. Cela eut de lourdes conséquences dans les années suivantes. Les deux camps continuèrent à accumuler d'énormes quantités d'armes nucléaires, mais dans le contexte de ce qu'on appela la « détente », une entente visant à ne pas trop se marcher sur les pieds. Cela dura jusqu'aux années 1980, malgré d'importants soulèvements dans les deux blocs entre-temps.

Les dirigeants cubains furent affolés par la décision soviétique de retirer leurs missiles. Ils avaient servi de monnaie d'échange et ne pouvaient guère y remédier dans la mesure où ils dépendaient du soutien économique de l'URSS. Sur le plan intérieur, cette dépendance se traduisit notamment par un recul des plans d'industrialisation et le retour à la situation prérévolutionnaire de priorité aux exportations sucrières. La « diversification de l'agriculture », mot d'ordre des premières années de la révolution, fut remplacée par un appel à battre

des records dans la récolte de la canne à sucre. Sur le plan international, il y eut une brève tentative pour secouer les contraintes imposées par la politique soviétique. Les dirigeants cubains accueillirent la conférence de la Tricontinentale – qui donna naissance à l'Organisation latino-américaine de solidarité (OLAS) –, au cours de laquelle ils se livrèrent à des critiques à peine voilées de la politique imposée par Moscou aux partis communistes du tiers monde et aux mouvements de libération. Che Guevara finit par quitter Cuba pour essayer de mettre ces paroles en actes en pratiquant la guérilla au Congo-Zaïre et en Bolivie. Mais ni ces critiques ni la tentative de Che Guevara ne reposaient sur une analyse concrète des forces de classes en présence dans des situations singulières. Au contraire, Che Guevara essaya de reproduire le modèle de lutte révolutionnaire qui avait réussi dans les circonstances très spéciales de la prise du pouvoir à Cuba. L'intervention au Congo fut un échec lamentable et l'action bolivienne alla de désastre en désastre jusqu'à ce que le Che soit abattu après avoir été capturé par un agent de la CIA. Dès 1968, Castro et le gouvernement cubain revenaient dans le giron de Moscou.

La guerre du Vietnam

Au début des années 1960, le gouvernement américain considérait le Vietnam comme un endroit parmi bien d'autres où des « conseillers » pouvaient aider à organiser des actions militaires contre les forces d'opposition. « Nous avons trente Vietnam », déclara un jour Robert Kennedy à un journaliste²⁸, le contexte se prêtant alors à une telle assurance. Un programme du gouvernement américain destiné à stabiliser l'Amérique latine, l'Alliance pour le progrès, semblait avoir réussi à empêcher toute répétition de la révolution cubaine, et les mouvements de guérilla au Vénézuéla, au Guatemala, en Bolivie et ailleurs avaient été vaincus. Au milieu des années 1960, le déploiement opportun de troupes américaines avait stoppé la

progression de rebelles congolais en direction de la capitale du dictateur Mobutu, « protégé » des États-Unis, et déjoué une tentative de soulèvement populaire en République dominicaine. En Indonésie, il n'y avait même pas eu besoin de soldats américains. La CIA collabora avec le général Suharto, qui prit prétexte d'un putsch de généraux de gauche avorté pour massacrer un demi-million de personnes, détruire le plus puissant Parti communiste du tiers monde et remplacer le dirigeant populiste de l'indépendance, Sukarno.

Mais la vantardise de Robert Kennedy au sujet du Vietnam se révéla être une erreur. Le pays avait été divisé à l'époque du règlement de la guerre de Corée en 1954. Les efforts des Français pour qu'il reste une colonie avaient subi un revers dévastateur lors de la bataille de Dien Bien Phu. Mais le vainqueur, le Vietminh, s'était laissé persuader par l'URSS et la Chine de se contenter de la moitié nord du pays, laissant aux groupes vietnamiens qui avaient soutenu Paris le contrôle du Sud en attendant des élections au niveau national. Les États-Unis, qui avaient financé l'essentiel de l'effort de guerre français, parrainèrent désormais le gouvernement du Sud et firent en sorte que les élections n'aient jamais lieu.

Le Sud connut une répression accrue de toute forme d'opposition. Des moines bouddhistes protestèrent en s'immolant par le feu, et d'anciens combattants du Vietminh, qui avaient fui dans les campagnes, prirent les armes pour se défendre. La guérilla se développa rapidement, créant une agitation permanente dans les villes. La survie du gouvernement était de plus en plus liée au soutien croissant des États-Unis. Les « conseillers » de Kennedy furent multipliés par quatre et demi entre le début de son mandat et le moment de son assassinat, passant de 400 à 1 800. En 1965, des *marines* débarquèrent à la base navale de Da Nang, et, dans le mois qui suivit, 35 000 soldats prirent position dans le pays, atteignant le chiffre de 210 000 à la fin de l'année. En même temps, l'US Air Force mit en œuvre la plus importante opération de bombardement de l'histoire, pilonnant aussi bien le Nord que le Sud du Vietnam, jour après jour, semaine après

semaine, année après année, croyant pouvoir contraindre par ce moyen les forces de libération à abandonner le combat.

La guerre du Vietnam ne mettait pas en présence, comme en Corée, des armées régulières dont les dirigeants du Nord pouvaient interrompre la confrontation à tout moment. Elle était issue de combats spontanés contre un régime répressif, auxquels les dirigeants du Nord-Vietnam ne pouvaient tourner le dos sans ternir irrémédiablement leur image de pionniers de la lutte pour l'indépendance nationale.

Les États-Unis étaient piégés dans une guerre d'usure dont il leur était très difficile de se dégager. Ils pouvaient certes établir une base avancée à Khe Sanh, près de la ligne de partition avec le Nord, et, à grands frais, empêcher les forces de libération de s'en emparer. Mais ils ne pouvaient utiliser cette base pour soumettre les campagnes environnantes, et durent finalement se résoudre à l'abandonner. Ils pouvaient garder le contrôle des villes, mais ne purent éviter d'être débordés par une offensive soudaine des forces de libération lors de la fête du Têt, le nouvel an vietnamien, au début de l'année 1968. Ils ne purent empêcher l'escalade du coût de la guerre (dépassement de 30 % de leur budget militaire), provoquant la colère des milieux d'affaires américains. Enfin, la guerre ouvrit de larges fractures dans la société américaine, les jeunes se rebellant contre l'horreur des combats et la conscription.

Chine : du Grand Bond en avant à l'économie de marché

Dans les années 1950 et au début des années 1960, l'image officielle de la Chine était celle d'une terre de paysans souriants et d'ouvriers rayonnants, dirigeant avec l'URSS le monde communiste et s'acheminant d'un pas ferme vers un socialisme de paix et de

prospérité. Des milliers de journaux de gauche dans le monde entier renvoyaient cette image.

Les États-Unis avaient développé leur propre représentation de la Chine, qu'ils percevaient comme la principale « menace rouge » au niveau mondial. Dans ce pays régnait, selon eux, la haine organisée ; des centaines de millions de personnes trimaient comme des automates, obéissant aux ordres d'une clique au pouvoir ; le tout se rapprochant davantage de l'univers cauchemardesque de 1984 d'Orwell que l'URSS elle-même. Cette image revêtait un caractère stratégique pour la propagande américaine, qui permit de justifier la guerre du Vietnam. Les Américains prétendaient que la Chine avait l'intention d'étendre sa zone d'influence dans le Sud et d'y détruire toute liberté. Si elle parvenait à ses fins au Vietnam, toute l'Asie du Sud-Est basculerait, comme dans un jeu de « dominos », ce qui à terme ferait peser une menace sur l'ensemble du « monde libre ».

Évidemment, aucune de ces images ne correspondait aux conditions d'existence du cinquième de la population mondiale qui vivait en Chine. La propagande américaine ignorait la fracture qui séparait l'URSS de la Chine depuis au moins le milieu des années 1950. Dès le début des années 1960, l'URSS avait interrompu son aide et retiré des milliers de conseillers de Chine, et les deux pays se dénonçaient mutuellement dans les réunions internationales.

La propagande officielle chinoise passait sous silence les divisions de classes et les difficultés extrêmes dans lesquelles se débattait la plus grande partie de son peuple. En prenant le contrôle des grandes villes, en 1949, les chefs de l'Armée populaire de libération y avaient lancé une politique d'union de toutes les classes – dont une petite fraction de capitalistes – derrière un projet de reconstruction économique. Au début des années 1950, celui-ci avait cédé la place à un programme d'industrialisation, vaguement inspiré de celui de Staline et visant, comme lui, à s'aligner sur les réalisations du capitalisme occidental. Sous le Guomindang, de nombreuses industries étaient déjà nationalisées ou avaient été confisquées à leurs anciens patrons japonais. Sous

le nouveau régime, l'État avait pris le contrôle de tout le reste, tout en versant aux anciens propriétaires des dividendes fixes (de sorte qu'il existait encore des milliardaires dans la Chine « rouge »). L'appareil de contrôle étatique était composé, pour l'essentiel, de membres des classes moyennes cultivées, la plupart des fonctionnaires du Guomindang ayant conservé leurs postes. Une réforme agraire, qui épargna les paysans aisés, fut mise en œuvre dans les régions dominées par les grands propriétaires. Quant aux ouvriers, les conditions de vie de la majorité d'entre eux demeuraient semblables à ce qu'elles avaient été par le passé.

Ces mesures produisirent une croissance économique considérable : 12 % par an selon les chiffres officiels pour les années 1954-1957. Mais cela ne rattrapait aucunement le pays de son but de rattraper les pays industriels avancés, et une partie des dirigeants chinois regroupés autour de Mao Zedong commença à craindre que, faute de mesures drastiques, la Chine ne se range parmi les économies stagnantes du tiers monde. En 1958, contre l'avis d'autres dirigeants – parmi lesquels Deng Xiaoping et le président du Parti Liu Shao-ch'i –, ils initièrent le Grand Bond en avant, destiné à mettre en œuvre une industrialisation ultrarapide.

L'industrie lourde devait connaître une croissance beaucoup plus soutenue qu'auparavant, chaque district étant censé produire son fer et son acier. Les millions de nouveaux ouvriers seraient nourris en confisquant leurs lopins individuels aux paysans et en forçant la population à s'intégrer à d'énormes « communes du peuple ». En 1958 et 1959, le « bond » sembla enregistrer un certain succès. Le taux de croissance industrielle atteignit officiellement près de 30 % par an, et, dans le monde entier, les adeptes du communisme à la chinoise célébrèrent les « communes » comme marquant l'aube d'une ère nouvelle. Cependant, en 1960, la réalité s'imposa. La Chine ne disposait pas des équipements techniques nécessaires pour rendre les communes viables, et le fait de regrouper des paysans ne pouvait effacer les traditions séculaires dressant les familles les unes contre les autres.

La production céréalière chuta de façon catastrophique et des millions de personnes moururent d'inanition. Les nouvelles industries implantées localement étaient dotées d'un très faible niveau technique, se révélant donc totalement inefficaces et grevant l'économie globale par leur gaspillage des ressources. Le Grand Bond en avant tourna ainsi au désastre, et la masse du peuple dut en payer chèrement le prix. La volonté ne pouvait à elle seule surmonter les siècles de stagnation et de désindustrialisation causées par l'impérialisme.

La direction du Parti réagit en éloignant Mao des leviers du pouvoir et en retournant à un rythme d'industrialisation plus mesuré. Mais cette politique n'eut pas davantage de succès. La production industrielle de 1965 était inférieure à celle de 1960. Alors que la réserve de main-d'œuvre augmentait de quinze millions par an, le nombre de postes ne croissait que d'un demi-million, et les vingt-trois millions de nouveaux diplômés avaient du mal à trouver une situation satisfaisante²⁹.

Alors que les problèmes s'accumulaient, le groupe dirigeant entourant Mao eut à nouveau le sentiment que seules des mesures d'urgence pouvaient permettre de sortir de l'impasse. Cette fois, ils pensaient avoir trouvé le levier idoine : la grande quantité de jeunes dont les espoirs avaient été frustrés. En 1966, Mao et une coterie de partisans, parmi lesquels sa femme Jiang Qing et le ministre de la Défense Lin Biao, proclamèrent la « grande révolution culturelle prolétarienne ».

La Chine, prétendaient-ils, était freinée par la « culture » de ceux qui dirigeaient les structures du Parti et du pays. Ces élites étaient devenues molles et paresseuses. Des tendances semblables avaient déjà amené l'URSS à prendre la « voie capitaliste » de la déstalinisation, et pouvaient faire régresser la Chine vers ses anciennes mœurs « confucéennes ». C'était le rôle des jeunes de mettre un terme à cette situation par la critique de masse de ceux qui faisaient obstacle à la politique de Mao. Le groupe entourant Mao boucla toutes les institutions d'éducation pour une durée de six mois et encouragea onze millions de

lycéens et d'étudiants à répandre la critique d'une région à une autre en les faisant bénéficier de la gratuité des transports ferroviaires.

La « grande révolution culturelle prolétarienne » ne fut en réalité ni prolétarienne ni révolutionnaire. Les ouvriers étaient censés continuer à travailler pendant que les étudiants tenaient des meetings et parcouraient le pays de long en large. En fait, une partie du message de la « révolution culturelle » était que les ouvriers devaient abandonner les préoccupations « capitalistes », comme les primes et les questions de santé ou de sécurité, dans la mesure où celles-ci étaient d'ordre « économique », alors que la seule « pensée du président Mao » devait constituer une motivation bien suffisante pour n'importe qui. En même temps, les étudiants avaient pour instruction de ne pas gêner le fonctionnement de l'appareil militaire et policier. Fondamentalement, cette « révolution » visait à éviter le renversement de l'État !

Les « gardes rouges » étudiants étaient encouragés à exprimer leurs frustrations, non pas à l'encontre des institutions, mais en direction de ceux qui n'auraient pas manifesté un zèle révolutionnaire suffisant. Au sommet, cela signifiait prendre pour cible les personnes qui avaient été en désaccord avec Mao à l'époque du Grand Bond en avant. Liu Shao-ch'i, Deng Xiaoping et d'autres furent contraints de démissionner. Au niveau local, cela signifiait prendre comme boucs émissaires des petits notables locaux, considérés comme incarnant d'une manière ou d'une autre les « anciennes mœurs » : instituteurs, écrivains, journalistes, employés de bureaux ou acteurs. L'atmosphère de persécution irrationnelle qui présidait alors est restituée de façon très vivante dans les mémoires de l'ancienne « garde rouge » Jung Chang, *Les Cygnes sauvages*³⁰, ainsi que dans des scènes du film de Chen Kaige, *Adieu, ma concubine* (1993) – qui raconte la vie d'un chanteur d'opéra de Pékin victime de la « révolution culturelle » – et dans un roman de Dai Houying mettant en scène un groupe d'intellectuels, *Étincelles dans les ténèbres*³¹.

Mais la « révolution culturelle » ne fut pas seulement une explosion irrationnelle. Les frustrations qu'exploitait Mao étaient réelles, et

il ne put garder le contrôle du mouvement. Des groupes rivaux de « gardes rouges » et de « rebelles rouges » apparurent dans de nombreuses villes et institutions. Certains étaient manipulés par les appareils locaux de l'État et du Parti. Mais d'autres commençaient à attirer de jeunes travailleurs, à poser des questions relatives aux conditions de vie du peuple et, à Shanghai, à s'impliquer dans des grèves de grande ampleur.

Dès lors, Mao essaya d'arrêter le mouvement qu'il avait lancé à peine quelques mois plus tôt et fit appel à l'armée, dirigée par Lin Biao, pour rétablir l'ordre dans chaque localité. Cette initiative poussa certains étudiants à se retourner contre le système social dans son ensemble. Au Hunan, un groupe dénonça le « pouvoir de la nouvelle bourgeoisie bureaucratique ». D'autres émirent des critiques qui constituèrent les premiers jalons d'un mouvement appelé le « mur de la démocratie », dans les années 1970³². Une action décisive de l'armée, soutenue par la foi que la masse des étudiants avait encore en Mao, mit fin au mouvement des « gardes rouges ». Ceux qui avaient commencé à s'exprimer dans le cadre de ce mouvement, aussi confuse et maladroite qu'ait été leur attitude, furent déportés par millions hors des villes pour aller accomplir des travaux harassants dans de lointaines régions rurales : selon une estimation, un dixième de la population de Shanghai aurait ainsi été déplacée³³.

Malgré tout, la fin de la participation des masses à la « révolution culturelle » ne signifiait pas la fin des désordres affectant la Chine. En 1970, Lin Biao, successeur désigné de Mao, quitta précipitamment le pays pour l'URSS au milieu de rumeurs de coup d'État, mais son avion s'écrasa à proximité de la frontière soviétique. La première partie de l'année 1970 vit le pouvoir central concentré entre les mains de Zhou Enlai, qui réintégra l'ancien disgracié Deng Xiaoping en le désignant comme son successeur. La femme de Mao et trois de ses collaborateurs (la « bande des Quatre ») reprirent brièvement le contrôle en 1974, excluant Deng à nouveau et revenant à la rhétorique de la « révolution culturelle ». D'immenses manifestations commémorant la

mort de Zhou Enlai témoignèrent du peu de soutien dont ils bénéficiaient, et ils furent renversés et emprisonnés après la mort de Mao en 1976.

Une grande partie de la gauche mondiale s'était prise d'enthousiasme pour la « révolution culturelle ». Dans de nombreux pays, des opposants à la guerre du Vietnam brandissaient le portrait de Mao Zedong en même temps que celui du dirigeant vietnamien Ho Chi Minh. *Le Petit Livre rouge* des « pensées de Mao », et sa succession de lieux communs, était présenté comme un guide pour l'activité révolutionnaire. Pourtant, en 1972, alors que les bombes américaines se déversaient sans discontinuer sur le Vietnam, Mao reçut le président Nixon à Pékin, et, en 1977, sous Deng, la Chine se convertit à l'économie de marché avec plus d'acharnement encore que l'URSS dirigée par les successeurs de Staline.

Les médias occidentaux considéraient ces tours et détours comme le fruit d'une irrationalité débridée. À la fin des années 1970, beaucoup de ceux qui, à gauche, s'étaient identifiés avec le maoïsme durant les années 1960 firent le même diagnostic et tournèrent le dos au socialisme. Toute une clique de « nouveaux philosophes » ex-maoïstes émergea en France, professant doctement que la révolution menait automatiquement à la tyrannie et que la gauche révolutionnaire était aussi haïssable que la droite fasciste. Il existe pourtant une explication simple et rationnelle aux errements apparemment irrationnels de l'histoire chinoise pendant un quart de siècle. La Chine ne possédait tout simplement pas les ressources matérielles pour réussir dans la voie stalinienne de l'industrialisation forcée, même en affamant les paysans et en pressurant les ouvriers au maximum. Mais, après un siècle de pillage impérialiste, il n'existait aucune autre option facilement accessible. Incapables de trouver des solutions rationnelles, les dirigeants du pays furent tentés par l'aberration.

Le nouveau désordre mondial

Au milieu des années 1960, bien des observateurs des pays capitalistes avancés croyaient que le système s'était débarrassé des problèmes qu'il avait connus dans l'entre-deux-guerres. Il n'était plus aux prises avec de profondes récessions, l'incertitude économique sans fin et la polarisation politique entre la gauche révolutionnaire et la droite fasciste. Le sociologue américain Daniel Bell proclama ainsi la « fin des idéologies ». Comme les moyens étaient désormais réunis pour une « organisation de la production, le contrôle de l'inflation et le maintien du plein-emploi », prétendait-il, « la politique n' [était plus] le reflet d'une quelconque division de classe interne¹ ». Bell écrivait pour le magazine *Encounter*, financé par la CIA (Agence centrale de renseignements). Mais même ceux qui étaient hostiles à l'Agence tiraient des conclusions semblables. Ainsi, selon le marxiste germano-américain Herbert Marcuse, « un intérêt prédominant pour la préservation et l'amélioration du *statu quo* institutionnel unissait les anciens antagonistes (bourgeoisie et prolétariat) dans les régions les plus avancées de la société contemporaine² ».

Il semblait que l'histoire ou, du moins, l'histoire de la lutte des classes fût sur le point de toucher à sa fin – sauf peut-être dans le tiers monde. Cette notion sera reformulée, sans référence à Bell ou à Marcuse, trois décennies plus tard par le haut fonctionnaire du département d'État américain Francis Fukuyama. Pourtant, la période séparant le milieu des années 1960 du début des années 1990 fut marquée par une série de soulèvements sociaux, de crises économiques soudaines, de grèves dures, ainsi que par l'effondrement d'un des grands blocs militaires mondiaux. Loin de toucher à sa fin, l'histoire

s'accélérait. La seconde moitié du XX^e siècle fut marquée par de grands tournants – 1968, 1973-1975 et 1989 –, qui mirent à bas l'édifice politique, idéologique et économique de l'époque de la Guerre froide.

1968 : soudain, un goût de liberté

1968 est habituellement considérée comme « l'année de la révolte étudiante ». Elle fut en effet marquée par de nombreuses protestations d'étudiants, des manifestations et des occupations d'universités dans le monde entier : à Berlin-Ouest, New York et Harvard, Varsovie et Prague, Londres et Paris, Mexico et Rome. Mais il y eut aussi, et surtout, le point d'orgue de la révolte des Noirs américains, le grave coup porté au prestige de l'armée des États-Unis (au Vietnam), la résistance aux troupes soviétiques (en Tchécoslovaquie), la plus grande grève générale de l'histoire mondiale (en France), les débuts d'une vague de luttes ouvrières qui, pendant sept ans, devaient secouer la société italienne, et les premiers signes de ce que l'on appela des « troubles » en Irlande du Nord. Les luttes étudiantes étaient le symptôme de la collision de forces sociales plus larges, même si elles devaient les nourrir en retour et les influencer.

Les éruptions de 1968 ont constitué un choc parce que les sociétés dans lesquelles elles se sont produites avaient l'air extrêmement stables. Le maccarthysme avait détruit la gauche américaine des années 1930, et les dirigeants syndicaux du pays étaient des bureaucrates et des conservateurs notoires. La Tchécoslovaquie, pays le plus prospère d'Europe de l'Est, avait été parmi les moins affectés par les soulèvements de 1956. En France, où de Gaulle exerçait depuis dix ans un pouvoir quasi dictatorial, la gauche connaissait des résultats électoraux médiocres et les syndicats étaient faibles. En Italie, les gouvernements se succédaient, invariablement présidés par des

démocrates-chrétiens qui s'appuyaient sur l'Église catholique pour faire « bien » voter les gens.

L'essentiel de la stabilité était dû à la croissance économique soutenue dont ces pays jouissaient. Pourtant, cette croissance elle-même avait créé des forces qui sapèrent cette stabilité, et ces forces firent brusquement éclater les structures politiques et idéologiques en 1968.

Aux États-Unis, au début du « *long boom* », les conditions de vie de la majorité de la population noire n'avaient guère évolué depuis l'abolition de l'esclavage : les Noirs étaient métayers dans le Sud, où les États locaux utilisaient le fusil, le fouet et la corde pour les contraindre à accepter leur position inférieure. La période de prospérité accéléra leur migration vers les villes, où ils recherchèrent des emplois dans l'industrie. Dès 1960, les trois quarts des Noirs américains étaient des citoyens. Leur simple concentration leur donna progressivement l'assurance nécessaire pour affronter les racistes et l'État. En 1955, le refus d'une femme, Rosa Parks, de s'asseoir dans la partie réservée aux Noirs à l'arrière d'un bus provoqua un boycott massif des autobus, qui secoua les vieilles structures de pouvoir de la ville de Montgomery, dans l'Alabama. En 1965, 1966 et 1967, des soulèvements noirs se produisirent dans de grandes villes du Nord comme Los Angeles, Newark et Detroit. En 1968, presque tous les ghettos du pays s'enflammèrent après l'assassinat du dirigeant noir Martin Luther King, et une importante proportion des jeunes Noirs commença à s'identifier aux Black Panthers, qui appelaient à l'autodéfense et prônaient la révolution.

La possibilité qu'avait eue l'ordre existant de se stabiliser, en France et en Italie, à la fin des années 1940 – et de se maintenir pour les régimes fascistes d'Espagne et du Portugal – était liée au fait qu'une grande partie de leurs populations étaient encore constituées de petits agriculteurs, qui pouvaient être soudoyés ou intimidés pour maintenir le *statu quo*. L'expression idéologique de cet état de faits était l'emprise que la très conservatrice Église catholique exerçait dans

beaucoup de régions. Les Trente Glorieuses bouleversèrent la donne. En 1968, dans tous les pays d'Europe du Sud, un très grand nombre d'hommes et de femmes d'origine paysanne se retrouvèrent à travailler dans des usines ou autres bassins d'emploi. Au début, ils étaient encore imprégnés de leurs préjugés ruraux, s'opposant aux syndicats ou soutenant des organisations catholiques conservatrices. Mais ils partageaient les conditions d'existence des groupes de travailleurs plus anciens, qui conservaient la mémoire des luttes des années 1930 et des grandes grèves de la fin de la guerre : la pression permanente pour augmenter les cadences, les brimades des contremaîtres et de la direction, et la baisse des salaires réels due à l'inflation. En 1968 et 1969, ces deux groupes fusionnèrent en une force nouvelle et puissante qui allait défier le système.

La stabilité de la Tchécoslovaquie au milieu des années 1950 était aussi le résultat d'une économie en expansion. Une croissance annuelle de près de 7 % avait donné de l'assurance à la bureaucratie régissante, tout en permettant une augmentation substantielle des salaires réels. Le taux de croissance fléchit au début des années 1960, suscitant des frustrations dans toutes les couches de la société et entraînant des clivages au sein de la bureaucratie. Des dirigeants du Parti forcèrent leur président et secrétaire, Antonín Novotný, à démissionner. Intellectuels et étudiants profitèrent de l'occasion pour s'exprimer librement pour la première fois en vingt ans. Tout l'appareil de censure s'effondra et la police parut soudain incapable de faire taire l'opposition. Les étudiants constituèrent un syndicat universitaire libre, les ouvriers commencèrent à voter contre les dirigeants syndicaux appointés par l'État, des ministres furent mis sur le gril à la télévision à propos de leur politique, et un débat public eut lieu sur les horreurs de l'ère stalinienne. C'en était trop pour les dirigeants soviétiques. En août 1968, ils envoyèrent des troupes dans le pays et des personnalités gouvernementales de premier plan furent convoquées à Moscou et arrêtées.

Ils pensaient parvenir à briser l'opposition du jour au lendemain, mais ne réussirent, sur le moment, qu'à l'accentuer et à l'étendre. Les chars soviétiques ne rencontrèrent qu'une opposition physique minimale, mais la résistance passive était considérable. L'URSS fut obligée de laisser les gouvernants tchécoslovaques rentrer chez eux avec la promesse de mettre un terme à la rébellion. Il leur fallut neuf mois, ponctués de manifestations et de grèves, avant de pouvoir tenir leurs engagements. Finalement, l'Union soviétique réussit à imposer un gouvernement à sa botte, qui réduisit au silence toute opposition ouverte en mettant les « trublions » au chômage, voire en les jetant en prison. Après cela, le capitalisme d'État stalinien dirigea la Tchécoslovaquie pendant encore vingt ans.

Pourtant, le dommage idéologique subi par le système stalinien était gigantesque. Sur le plan international, il ravivait les doutes que les sympathisants de gauche avaient eus en 1956. La plupart des partis communistes d'Europe occidentale condamnèrent l'occupation, notamment parce que cela facilitait leurs rapports avec les sociaux-démocrates et les forces politiques de la classe moyenne dans leurs pays. Parmi les jeunes de gauche, il devint courant de dénoncer « l'impérialisme, à l'Est comme à l'Ouest ». En Europe de l'Est, y compris en Tchécoslovaquie, les membres du Parti dirigeant furent de moins en moins tenus à un engagement idéologique : adhérer permettait de faire avancer sa carrière, ni plus ni moins.

Les problèmes auxquels les États-Unis faisaient face au Vietnam étaient, eux aussi, jusqu'à un certain point, des produits du « *long boom* ». C'est l'offensive du Têt qui plaça la guerre sous les feux de l'actualité en 1968. Mais le Têt ne fut pas une véritable défaite pour les forces américaines, qui, à l'époque, se vantèrent d'avoir repris le contrôle des villes – même si, comme un général le reconnut à l'occasion : « Nous avons dû détruire la ville pour la sauver. » Le Têt constitua pourtant le tournant de la guerre, car certains milieux d'affaires stratégiques comprirent alors que les États-Unis ne pouvaient tout simplement pas se permettre de continuer à contrôler le pays. Les

Américains ne dépensaient certes pas plus au Vietnam qu'ils ne l'avaient fait en Corée, mais comme, durant la période de croissance économique, les capitalismes allemand et japonais étaient montés en puissance, ils ne pouvaient, à la fois, soutenir leur développement économique et payer le prix d'une guerre sur le sol vietnamien. En fait, la guerre rendit impossible le projet présidentiel d'extension des dépenses sociales, la *Great Society* dont Lyndon B. Johnson espérait qu'il le rendrait populaire tout en apportant une stabilité de long terme à la société américaine.

Enfin, dans tous les pays avancés, la longue période de prospérité entraîna une augmentation massive du nombre d'étudiants. Partout, l'État soutenait l'expansion considérable de l'éducation supérieure, tout en tentant d'accroître la compétitivité du capitalisme national. Le Royaume-Uni, qui ne comptait que 69 000 étudiants lors du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, en dénombrait près de 300 000 en 1964. La croissance provoqua aussi un changement qualitatif de la composition sociale de la population étudiante. Alors que, dans le passé, celle-ci était très majoritairement issue de la classe dirigeante et de ses « parasites », elle fut bientôt essentiellement composée des enfants de la classe moyenne et, à un moindre degré, de la classe ouvrière. Les universités dans lesquelles étudiait la masse des étudiants étaient toujours plus grandes, construites à l'identique et concentraient les étudiants quasiment comme les ouvriers dans les usines. Des « contestataires » de Berkeley, en Californie, dénoncèrent ainsi les « usines à savoir ».

Les étudiants ne s'y côtoyaient que pendant trois ou quatre ans, avant de prendre des directions très différentes en termes de classe. Mais leurs conditions de vie durant leurs études pouvaient créer une communauté de sentiments et d'intérêts, capable de les pousser à l'action collective. Une autre cause pouvait produire le même effet : les tensions à l'œuvre dans la société. Celles-ci apparaissaient sous une forme hautement concentrée dans un milieu où des milliers de jeunes

gens – étudiants en sociologie, littérature, histoire ou économie – étaient censés assimiler et articuler des questions idéologiques.

Ainsi, les problèmes soulevés dans la société devinrent parfois explosifs dans les universités. Les luttes étudiantes à Berlin, par exemple, eurent pour déclencheur le meurtre d'un manifestant par la police pendant une visite du despotique shah d'Iran. Aux États-Unis, elles naquirent de l'horreur ressentie face à la guerre du Vietnam et de la solidarité avec la cause noire. En Pologne, elles furent une réaction à l'emprisonnement de dissidents, et, en Tchécoslovaquie, elles s'inscrivirent dans la protestation contre l'occupation soviétique.

Les luttes amorcées sur des questions spécifiquement étudiantes se généralisèrent rapidement pour s'attaquer à la nature de la société tout entière. Ce phénomène trouva son illustration la plus spectaculaire en France. Les autorités réagirent à une contestation mineure des conditions de vie dans les campus en bouclant tout le domaine universitaire parisien et en envoyant la police. Un nombre croissant d'étudiants, scandalisés par les brutalités des forces de l'ordre, rejoignit le mouvement de protestation et parvint à chasser temporairement la police de toute la rive gauche lors de ce qu'on appela la « nuit des barricades » (10 mai 1968). Le mouvement étudiant en vint à symboliser l'opposition victorieuse à l'ordre gaulliste, à son autoritarisme et à son recours à la police pour briser les grèves et la contestation. Répondant à la pression de leur base, les fédérations syndicales rivales lancèrent un appel à une journée de grève générale le 13 mai, dont l'impact ne manqua pas de les surprendre. Le jour suivant, enhardis par le succès de cette grève générale, de jeunes ouvriers prirent l'initiative d'une occupation de l'usine Sud-Aviation à Nantes. D'autres travailleurs suivirent leur exemple et, au bout de deux jours, le pays tout entier connut une répétition des occupations de 1936, mais à une échelle bien supérieure. Pendant une quinzaine de jours, le gouvernement fut paralysé ; les articles dans les journaux qui avaient pu paraître évoquaient la « révolution » en cours. En désespoir de cause, de Gaulle s'enfuit secrètement en Allemagne afin de rencontrer les

généraux commandant les forces armées françaises sur place, pour s'entendre dire qu'il lui revenait de faire cesser l'agitation. Si au final il y parvint, ce fut parce que les promesses d'augmentations de salaires et l'annonce d'élections législatives suffirent à convaincre les syndicats, et surtout le Parti communiste français, d'inciter à la reprise du travail.

Avant même les événements de Mai, le développement des luttes étudiantes à l'échelle mondiale avait donné une certaine popularité au discours révolutionnaire. Mais jusque-là, ces idées avaient notamment émané de théoriciens, comme Herbert Marcuse, qui disqualifiaient les travailleurs. Les slogans invoquaient alors volontiers le « pouvoir étudiant ». Or Mai 68 opéra une rupture : on fit le lien entre ce qui se passait alors et les événements de 1848, 1871, 1917 et 1936 – et dans certains cas ceux de 1956. Les idées marxistes, marginalisées dans les milieux intellectuels de l'Ouest depuis deux décennies ou plus, redevinrent soudainement d'actualité. Et, trente ans plus tard, dans tout le monde occidental, des intellectuels vieillissants continueraient de glorifier ou de déplorer l'impact des « années 1960 ».

Ce ne fut pas seulement la culture dans son acception intellectuelle qui fut marquée par l'influence des « idées de Mai », mais aussi des pans plus larges des pratiques culturelles « de masse » ou de la « jeunesse ». Les stéréotypes avec lesquels cette dernière avait grandi étaient remis en question. Il y eut des changements radicaux dans la manière de s'habiller et de se coiffer, avec l'adoption à grande échelle de modes jusque-là associées aux minorités « *underground* ». La consommation de drogues « récréatives » (marijuana, amphétamines, LSD) se répandit. De manière plus significative, un nombre croissant de films hollywoodiens se mit à critiquer plutôt qu'à promouvoir le « rêve américain », et la musique pop explora d'autres thèmes que le désir sexuel et l'amour romantique.

Aux États-Unis, les premiers « mouvements » – ceux des droits civiques et de la libération des Noirs, celui contre la guerre et celui des étudiants – en suscitérent d'autres. Ils incitèrent les Indiens-

Américains à lutter contre l'oppression dont ils étaient victimes, et les gays de New York à se défendre contre les agressions dont leurs clubs étaient l'objet, fondant le Gay Liberation Front. L'expérience de ces mouvements amena aussi des milliers de femmes à remettre en cause le rôle subalterne qui leur était réservé dans la société américaine et, trop fréquemment, dans les mouvements sociaux eux-mêmes. Elles fondèrent le Women's Liberation Movement (Mouvement de libération des femmes), porteur de revendications concernant l'oppression exercée sur les femmes depuis l'apparition de la société de classes, et trouvèrent un écho bien au-delà du cercle de celles qui étaient engagées dans le mouvement. La majorité des femmes se trouvaient progressivement impliquées dans le monde du travail ; elles appréciaient l'indépendance que cela leur octroyait et commençaient à s'exprimer en conséquence.

Une nouvelle impasse

La vague de radicalisation ne cessa pas avec 1968. La principale manifestation étudiante aux États-Unis eut lieu en 1970. Quelques jours après que la Garde nationale eut abattu des étudiants de l'université de Kent (Ohio) qui protestaient contre l'extension de la guerre du Vietnam au Cambodge, des *colleges* furent occupés dans tout le pays. En Grèce, le mouvement étudiant éclata en 1973 avec l'occupation d'un établissement d'enseignement supérieur au centre d'Athènes, et secoua la junte militaire qui dirigeait le pays depuis six ans, contribuant à sa chute sept mois plus tard. En Allemagne de l'Ouest, les universités continuèrent à résister pendant plusieurs années en se transformant en îlots d'agitation d'extrême gauche (essentiellement maoïste) dans un pays généralement apolitique.

Cela dit, d'importantes mutations se produisirent dans plusieurs pays après 1968. Les étudiants cessèrent d'être au cœur de l'opposition de gauche. En Italie, le mouvement ouvrier devint prépondérant après

l'« automne chaud » de 1969, lorsque les ouvriers métallurgistes occupèrent leurs usines pour protester contre les conditions de travail. En Espagne aussi, le mouvement ouvrier joua un rôle central à partir de 1970. Il porta au régime de tels coups, dans les dernières années du règne de Franco, qu'à la mort de celui-ci, en 1975, ses héritiers se hâtèrent de mettre en place des réformes « démocratiques ». Au Royaume-Uni, les syndicalistes, défiant leurs directions, affaiblirent tellement le gouvernement conservateur d'Edward Heath que celui-ci organisa des élections législatives en 1974 sur la question « qui dirige le pays ? », et les perdit.

Les étudiants furent parfois en mesure de déclencher des luttes impliquant les travailleurs, mais leur issue dépendait des organisations ouvrières. En 1968, en France, les syndicats et le PCF réussirent ainsi à mettre fin à la grève générale, malgré les objections des leaders étudiants. Ce fut le cas aussi en Italie, au Royaume-Uni et en Espagne en 1975-1976. Respectivement, les chrétiens-démocrates, les conservateurs et le régime franquiste, dans ces trois pays, furent en effet incapables de mettre un terme aux luttes ouvrières par eux-mêmes. Ils n'y parvinrent qu'en signant des accords avec les dirigeants syndicaux et les partis ouvriers : le « compromis historique » en Italie, le « contrat social » au Royaume-Uni, le « pacte de la Moncloa » en Espagne.

Dans tous les cas, le résultat fut d'écourter l'action des travailleurs au moment même où les Trente Glorieuses donnaient des signes d'essoufflement, abaissant la garde du peuple alors qu'un coup violent allait lui être porté.

Dans une autre région du monde, le radicalisme étudiant de la fin des années 1960 avait débouché sur une vague de luttes ouvrières dans les années 1970 : le Cône sud de l'Amérique latine. La fin des années 1960 vit une quasi-insurrection agiter la ville argentine de Cordoba³ et une vague d'occupation de terres mit en difficulté le président chrétien-démocrate au Chili. Dans les deux cas, le désir de changement populaire fut canalisé dans des directions constitutionnelles.

En Argentine, cela s'exprima au travers de la revendication pour le retour d'exil du dictateur d'après-guerre, Perón. Celui-ci avait gouverné à une époque où les cours élevés des exportations agricoles avaient favorisé des salaires relativement hauts et des conquêtes sociales pour les travailleurs. Les gens croyaient que son retour ferait revenir le bon vieux temps. C'est ce que ne cessaient de répéter les partisans de Perón, de gauche comme de droite, de même qu'une puissante organisation de guérilla urbaine, les Montoneros. En fait, son retour n'apporta rien aux travailleurs, mais déclencha une offensive de la droite et de l'armée à laquelle la gauche n'était pas préparée. Après la mort de Perón, les militaires étaient suffisamment forts pour prendre directement le pouvoir. Toute une génération de militants d'extrême gauche – des dizaines de milliers de personnes – fut massacrée ou « disparut », purement et simplement.

Au Chili, le Parti socialiste bénéficia de la nouvelle mobilisation en cours. L'un de ses dirigeants, Salvador Allende, fut élu président en 1970, et la majorité de droite du Parlement consentit à ce qu'il exerce le pouvoir en échange d'une garantie constitutionnelle de ne pas interférer dans la chaîne du commandement militaire. D'importants groupes d'intérêts américains étaient mécontents de cette situation ; mécontentement qui gagna, après deux ans de gouvernement Allende, des secteurs éminents de la classe dirigeante chilienne. À l'automne de 1972, ces derniers tentèrent de chasser Allende du pouvoir en entamant une « grève des patrons », dont l'initiative revint notamment aux transporteurs routiers. Elle fut mise en échec par des occupations d'usines et la formation de *cordones* – semblables aux conseils ouvriers de 1917 et 1956 – destinés à relier les usines entre elles. En juin 1973, une tentative de putsch tourna court à la suite de désaccords au sein des forces armées et de manifestations de masse. Mais le Parti communiste et les principales composantes du Parti socialiste demandèrent au peuple de liquider les *cordones* et de faire confiance aux « traditions constitutionnelles » de l'armée. Allende appela des généraux, parmi lesquels Augusto Pinochet, à faire partie de son

gouvernement, croyant sans doute que cela apaiserait la droite et assurerait le retour à l'ordre. Dès le mois de septembre, Pinochet organisait un coup d'État, bombardant Allende dans le palais présidentiel et assassinant des milliers de militants ouvriers. Au moment où le mouvement ouvrier était mis en sommeil en Europe par ses propres dirigeants, il était noyé dans le sang en Amérique du Sud.

Mais le feu allumé en 1968 flamba encore une fois en Europe. Depuis la fin des années 1920, le Portugal était une dictature porteuse de caractéristiques fascistes. Mais, au milieu des années 1970, elle était en train de perdre la guerre dans ses colonies africaines. En avril 1974, un coup d'État renversa le dictateur Marcelo Caetano et le remplaça par un général conservateur, António Spínola, soutenu par les grands monopoles du pays et désireux de parvenir à un règlement négocié de la guerre.

L'effondrement de la dictature déclencha une vague de grèves. Les grands chantiers navals de Lisnave et Setnave furent occupés. Les boulangers, les postiers et les employés des aéroports se mirent en grève. De nombreux capitaines de l'armée, qui avaient pris le risque d'organiser le coup d'État, étaient bien plus radicaux que Spínola et voulaient une fin immédiate de la guerre, alors que ce dernier entendait la faire durer jusqu'à ce que le mouvement de libération accepte des conditions de paix protégeant les intérêts commerciaux portugais. Le seul parti clandestin organisé était le Parti communiste. Ses dirigeants passèrent un accord avec Spínola pour arrêter les grèves (ce qui leur valut la méfiance de puissants groupes de travailleurs de la région de Lisbonne), participèrent au gouvernement et tentèrent d'infiltrer certains de leurs partisans issus de la classe moyenne dans des positions influentes au sein de l'armée et des médias. Son but était d'opérer une montée en puissance en intervenant auprès des travailleurs et des généraux jusqu'à parvenir à mettre en place un régime comparable à ceux de l'Europe de l'Est après la guerre.

Cette manœuvre n'avait aucune chance de succès. Le Parti communiste ne pouvait pas plus interrompre la mobilisation des

travailleurs de Lisbonne et la désaffection à l'égard des forces armées, qui s'accompagnaient de la montée en puissance de forces sur sa gauche, qu'il ne pouvait calmer la panique du capitalisme occidental face aux événements révolutionnaires intervenant à ses portes.

Deux tentatives avortées de coups d'État de droite conduisirent à la démission de Spínola et à une radicalisation dans les rangs des travailleurs et dans ceux de l'armée. Soutenue par la CIA et les gouvernements sociaux-démocrates d'Europe occidentale, la droite organisa une série de quasi-insurrections dans le nord (rural) du pays. Les capitaines, qui détenaient de fait le pouvoir dans l'armée, oscillèrent d'une option politique à une autre. Finalement, en novembre 1975, un officier supérieur soutenu par les sociaux-démocrates réussit à pousser les officiers de gauche à essayer de prendre le pouvoir – ce qu'ils firent à contre-cœur –, puis il prit prétexte de cette tentative pour faire marcher plusieurs centaines de soldats sur Lisbonne afin de désarmer les régiments dissidents. Le Parti communiste qui, quelques semaines plus tôt, semblait encore si puissant – avec un officier sympathisant comme chef du gouvernement – n'entreprit rien pour organiser la résistance de la classe ouvrière. Les courants révolutionnaires, qui avaient si profondément inquiété les dirigeants du capitalisme européen et américain à l'été 1975, acceptèrent leur défaite sans un murmure à l'automne.

La « douche froide »

Le « *long boom* » s'arrêta brusquement à l'automne 1973, lorsque les économies occidentales entrèrent simultanément en récession pour la première fois depuis les années 1930, avec un doublement des chiffres du chômage. Cela suffit à créer la panique dans les cercles gouvernementaux et les milieux d'affaires. La plupart des économistes avaient été incapables d'expliquer les causes de la crise des années

1930, et aucun d'eux ne pouvait dire avec certitude qu'une situation semblable n'était pas en train de se reproduire.

Dans les années 1950 et 1960, ils avaient pu se convaincre que les récessions n'étaient plus possibles dès lors qu'étaient appliquées les prescriptions de John Maynard Keynes. Les cycles économiques appartenaient au passé, comme l'auteur du manuel d'économie le plus vendu au monde, le prix Nobel Paul Samuelson, le leur avait assuré en 1970. Mais lorsqu'ils tentèrent d'appliquer des remèdes keynésiens à la crise, cela ne fonctionna pas. Leur seul effet fut d'aggraver l'inflation sans agir sur le chômage. Dès 1976, dans la panique provoquée par le danger d'une spirale inflationniste, ils abandonnèrent ces méthodes. Économistes et journalistes politiques se mirent du jour au lendemain à professer une foi ardente dans les vertus d'un marché « libre », protégé de toute intervention de l'État – une théorie qui, jusque-là, n'avait été prêchée que par une poignée de « prophètes » isolés comme Friedrich Hayek et Milton Friedman. On n'avait pas assisté à une telle conversion en masse des intellectuels depuis les jours lointains où les théologiens modifiaient leurs « croyances » sur un signe des princes.

Les prophètes du marché libre ne purent cependant, malgré leur popularité, rendre aux chiffres du chômage leurs niveaux des Trente Glorieuses. Pas plus qu'ils ne purent empêcher une nouvelle récession de se produire au début des années 1980, doublant encore le nombre des personnes privées d'emploi et affectant des portions bien plus vastes de la planète que dans les années 1974-1976.

L'explication la plus courante des crises de 1974-1976 et 1980-1982 a consisté à dire qu'elles avaient été causées par la hausse soudaine des cours du pétrole après la guerre israélo-arabe d'octobre 1973 et le déclenchement du conflit Iran-Irak en 1980. Mais une nouvelle crise éclata au début des années 1990, à un moment où les prix du pétrole étaient en baisse. On avança alors que la crise de 1974-1976 résultait de l'impact des hausses de salaires sur les profits. Cela ne pouvait cependant pas expliquer les crises ultérieures, puisque les

salaires de la plus importante économie du monde, celle des États-Unis, avaient commencé à baisser de façon constante dès le milieu des années 1970⁴.

Quelque chose de plus fondamental dans le système avait changé, transformant l'« âge d'or » en « âge de plomb ». Les États-Unis avaient pu, à l'époque de la guerre de Corée, se permettre des dépenses d'armement massives, absorbant quelque 20 % du PIB, et égales à la moitié du surplus disponible pour l'investissement. Cela avait fourni des débouchés à ses propres industries et aux exportations de pays comme le Japon ou l'Allemagne, qui dépensaient très peu en armement. Mais, dès l'époque de la guerre du Vietnam, la concurrence de ces pays était telle que les États-Unis ne pouvaient plus s'autoriser leurs anciens niveaux de dépenses militaires. Ils produisaient toujours des quantités massives d'engins de guerre, mais la proportion du PIB que celles-ci absorbaient n'était plus que d'environ 7 %. Cela n'était tout simplement pas suffisant pour se prémunir des récessions mondiales récurrentes et de plus en plus profondes, même si le niveau de la crise des années 1930 n'avait toujours pas été atteint⁵.

La croissance économique des pays avancés n'en fut pas interrompue pour autant, mais elle était beaucoup plus lente et inégale qu'auparavant, et les cycles de prospérité et de récession firent leur retour avec une virulence décuplée. Dans les années 1980, le PIB moyen par habitant avait augmenté de moins de la moitié par rapport à celui du début des années 1960. Le chômage atteignit des niveaux pratiquement inimaginables pendant le « *long boom* », s'installant pendant des années au-dessus de 10 %, et grimant à près de 20 % dans des pays comme l'Irlande et l'Espagne. Les taux inférieurs que connurent les États-Unis à la fin des années 1980 et 1990 étaient dus à des coupes claires dans les budgets sociaux, qui forçaient les gens à accepter des emplois à des salaires de misère : les 10 % d'Américains les plus pauvres gagnaient 25 % de moins que leurs homologues britanniques⁶.

L'insécurité de l'emploi se généralisa. Dès la fin des années 1990, les politiciens tournaient couramment en ridicule l'idée qu'on puisse encore aspirer à un « emploi à vie ». Pourtant, cette formule avait résumé ce que la plupart des gens tenaient pour acquis pendant les Trente Glorieuses. Bien sûr, certains salariés changeaient d'emploi lorsque des industries se développaient et que d'autres se contractaient. Mais, à part quelques « secteurs en déclin », les travailleurs bougeaient volontairement, mus par de meilleures perspectives, et non sous la pression des licenciements. Désormais, celle-ci était devenue la norme, et, selon les sondages d'opinion, au moins la moitié de la population en activité craignait d'en être victime.

Le capitalisme est une forme de société de classes plus réactive qu'aucune autre dans l'histoire. Son dynamisme et son caractère perpétuellement changeant le caractérisent aussi bien en période de récession qu'en période d'expansion. Certaines firmes font faillite pendant que d'autres prospèrent à leurs dépens. Même pendant les récessions les plus sévères certains secteurs continuent à croître – comme des prêteurs sur gages rachetant les biens des plus démunis et les officines de sécurité protégeant les richesses des nantis. Le dynamisme demeura dans l'« âge de plomb » mais au lieu d'offrir une amélioration de leur sort aux masses appauvries, comme pendant les Trente Glorieuses, il menace de leur reprendre ce qu'elles avaient obtenu par le passé. Des industries entières disparaissent et des villes sont transformées en terrains vagues. Les indemnités de chômage se retrouvèrent ainsi réduites au niveau où elles avaient été cinquante ans plus tôt ; elles furent même parfois supprimées dans certains États américains. Pendant ce temps, une nouvelle espèce de politiciens issus de la droite dure, connus sous le nom de « thatchériens » ou « néolibéraux », célébrait la toute-puissance entrepreneuriale, trouvant de l'audience auprès de certains politiciens sociaux-démocrates prêts à traiter le retour aux orthodoxies politiques du XIX^e siècle comme un gage de « modernité ».

Le coup de balancier à droite affecta toute une partie de la gauche radicale, découragée par les défaites du milieu des années 1970 et, dans certains cas, par la découverte de la vérité sur la Chine et le régime sanglant établi par les Khmers rouges prochinois au Cambodge. Certains en tirèrent la conclusion que l'entreprise révolutionnaire, dans son ensemble, souffrait d'un défaut de conception. D'autres trouvèrent qu'ils avaient été trop sévères dans leurs critiques du réformisme parlementaire. D'autres encore conclurent tout simplement que la lutte des classes appartenait désormais au passé.

En réalité, d'importantes et parfois violentes confrontations de classes eurent lieu dans les années 1980, les travailleurs essayant d'empêcher le démantèlement de l'emploi dans des industries établies depuis longtemps : luttes des métallurgistes en France et en Belgique, grèves d'un an menées par plus de 150 000 mineurs et 5 000 « ouvriers du livre » au Royaume-Uni, grève générale de cinq jours au Danemark et d'un jour en Espagne, interruption du travail dans le secteur public en Hollande et en Colombie britannique.

Mais, dans l'ensemble, ces luttes échouèrent, et l'un des enseignements largement perçus de la défaite fut que les méthodes « démodées » liées à la lutte des classes ne pouvaient réussir. Cela conduisit une partie des ouvriers militants à placer une fois de plus leurs espoirs dans les promesses des politiciens parlementaires. Cela encouragea aussi des intellectuels de gauche à remettre encore davantage en cause les notions même de « classes » et de « lutte des classes ». Ils s'abandonnèrent à la mode intellectuelle du « postmodernisme », proclamant que toute interprétation de la réalité était aussi valable qu'une autre, qu'il n'existait pas de fondement objectif à des notions telles que la « classe », et que toute tentative de changer le mode de fonctionnement de la société serait « totalitaire » dans la mesure où elle impliquerait de vouloir imposer une conception totale du monde à d'autres. Les postmodernistes rejetèrent l'idée de lutter pour changer la société au moment même où la dangereuse instabilité de cette société s'accroissait.

La crise du capitalisme d'État

Plus de gouvernements tombèrent en 1989-1990 qu'à aucune autre époque de l'histoire de l'Europe depuis 1917-1918, voire 1848. Soudain, le bloc de l'Est se désagrégea, et, en 1991, le pilier qui l'avait soutenu, l'URSS, s'effondra à son tour. Malgré les proclamations postmodernistes et « postmarxistes » selon lesquelles de tels événements n'étaient plus possibles, ces régimes furent mis à bas par une combinaison de crise économique et de lutte des classes. Si certains, à gauche, refusèrent de voir cela, ce fut à cause des illusions qu'ils nourrissaient et non de la réalité matérielle. Car toute la période post-1968 avait été marquée par une aggravation des crises et des éruptions sociales dans le bloc de l'Est.

L'occupation soviétique avait réussi à « normaliser » la situation en Tchécoslovaquie en 1968-1969, mais les événements dans la Pologne voisine devaient bientôt montrer à quel point le malaise s'était répandu. Le régime était parvenu à réduire au silence le mouvement étudiant de 1968 ; de la même manière, en 1970-1971, il tenta de faire intervenir la police contre les dizaines de milliers d'ouvriers qui occupaient les chantiers navals géants de Gdańsk (Dantzig avant la guerre) et de Szczecin (Stettin) pour protester contre la hausse des prix. La police tua un grand nombre de travailleurs. Mais partout éclatèrent des grèves de solidarité qui forcèrent le dirigeant Gomulka et son successeur Edward Gierek à revenir sur la hausse des prix. Ils empruntèrent aux banques étrangères, l'économie connut une expansion et les journalistes occidentaux s'enthousiasmèrent pour le « miracle polonais ». Mais une intégration progressive aux marchés occidentaux conduisit la Pologne à être frappée par la crise que connaissaient ces mêmes marchés au milieu des années 1970. Le gouvernement essaya à nouveau d'augmenter les prix et envoya la police réprimer les manifestations.

Le régime ne fut pas capable, cette fois, d'enterrer le souvenir des actions des travailleurs comme il l'avait fait en 1956-1957 et en 1970-1971. Alors que la crise s'accroissait, un groupe d'intellectuels défia le régime ; il forma un Comité de défense des travailleurs et publia un journal clandestin, *Robotnik (L'Ouvrier)*, lu par 22 000 personnes. Le régime conserva le pouvoir, mais il n'était plus en mesure de maintenir le totalitarisme.

Sa faiblesse finit par apparaître à l'été 1980. Une nouvelle tentative d'imposer une hausse des prix provoqua de nouvelles grèves et l'occupation des chantiers navals de Gdańsk. Un mouvement naquit de cette occupation, qui rappelait les conseils ouvriers hongrois de 1956. Mais il dura seize mois, et non trois ou quatre semaines.

Le mouvement s'organisa en un syndicat indépendant, *Solidarność* (Solidarité). Mais, après un peu plus d'un an d'existence, il représentait déjà bien plus qu'une organisation syndicale. Fondé par une conférence de délégués de 3 500 usines et revendiquant bientôt dix millions de membres, il s'était mué en contre-pouvoir face au gouvernement. *Solidarność* devint le point de focalisation des aspirations de tous ceux qui rejetaient l'ancienne société, son existence même constituant un défi pour le pouvoir. Pourtant, ses dirigeants s'engagèrent délibérément à s'abstenir de renverser le gouvernement. Ils adoptèrent les opinions d'intellectuels sympathisants estimant qu'ils devaient se donner pour but une « révolution autolimitée ». Cette position était semblable à celle du gouvernement d'Allende au Chili : si le mouvement des travailleurs promettait de ne pas menacer l'État, celui-ci le tolérerait. Ainsi, *Solidarność* connut le même sort que le mouvement chilien. À la mi-décembre 1981, le général Wojciech Jaruzelski décréta la loi martiale, bloqua le système de communications du pays, arrêta la totalité de la direction du syndicat et envoya la troupe contre les travailleurs qui résistaient. Confuses et démoralisées, les organisations ouvrières furent brisées⁷.

Cependant, l'écrasement du mouvement des travailleurs polonais ne suffisait pas à liquider les forces sous-jacentes qui lui avaient donné

naissance. Les taux de croissance économique du bloc de l'Est n'étaient désormais pas plus élevés que ceux des principales économies occidentales. De plus, le gouvernement Reagan avait entraîné les États-Unis dans une nouvelle course aux armements (avec le stationnement de missiles de croisière Pershing en Europe) dans laquelle le gouvernement soviétique s'engagea également. Mais les ressources n'existaient tout simplement pas pour satisfaire les exigences que cela faisait peser sur l'économie. Les régimes capitalistes étatiques devaient se réformer ou courir le risque d'une confrontation de classes et d'un effondrement interne.

Le dirigeant soviétique du début des années 1980, Iouri Andropov, connaissait de première main les risques que représentait un mouvement des travailleurs. Il avait été ambassadeur de l'Union soviétique à Budapest en 1956 et chef du KGB à l'époque de la montée de Solidarność en 1980-1981. Il voulait empêcher qu'une menace semblable ne se fasse jour en URSS et commença à choisir des hommes qui, pensait-il, seraient en mesure de réformer le pays. Le plus important d'entre eux était Mikhaïl Gorbatchev.

Lorsque Gorbatchev devint dirigeant de l'URSS en 1985, il paraissait tout-puissant et, lorsqu'il évoqua en 1987 et 1988 le besoin de transparence (*glasnost*) et de réforme, il était au faîte de sa popularité. Mais lorsqu'il perdit le pouvoir en 1991, celle-ci s'était effondrée. Son appel à la réforme avait créé la confusion dans l'appareil policier et attisé les attentes du peuple, qui dès lors commença à contester l'exploitation et l'oppression sévissant depuis soixante ans. Mais son engagement à ne pas aller au-delà d'une restructuration de l'organisation capitaliste étatique de la production le privait des ressources nécessaires pour satisfaire ces espoirs. À la fin de la décennie, la stagnation économique du début des années 1980 s'était transformée en récession.

Pour la première fois depuis les années 1920, des manifestations de masse, qui ne furent pas immédiatement brisées par la police, se produisirent au printemps 1988. Elles éclatèrent d'abord en Arménie

puis dans les États baltes, où des mouvements de minorités nationales luttèrent pour la reconnaissance de leurs droits. Gorbatchev n'avait ni la force de les réprimer, comme l'auraient fait ses prédécesseurs, ni les moyens de satisfaire leurs revendications. Une répression brutale mais incomplète ouvrit la voie à des concessions tièdes. En ayant recours à cette formule classique, de nombreux régimes avaient par le passé contribué à allumer les flammes de la révolte.

Gorbatchev tenta, à l'été 1989 et au printemps 1991, de stabiliser sa position en s'appuyant sur les forces conservatrices. En chacune de ces occasions, il fut stoppé net par de gigantesques grèves de mineurs, qui parvinrent presque à bloquer les ressources énergétiques du pays. En particulier, la grève de l'été 1989 entretenait une forte ressemblance avec les premières grandes manifestations ouvrières polonaises. Gorbatchev devait faire des concessions aux divers mouvements d'opposition s'il voulait éviter que le régime tout entier ne soit ébranlé ; et lorsqu'il le fit, sa propre emprise sur les événements se volatilisa.

L'impact fut dévastateur pour les régimes fondés quarante-cinq ans auparavant en Europe de l'Est. Les différents dirigeants perdirent leur ultime recours face à la révolte populaire : la menace d'une intervention soviétique. Déjà un an plus tôt, l'homme fort de la Pologne, Jaruzelski, avait réglé toute une série de grèves de mineurs en négociant avec la direction de Solidarność, même si l'organisation clandestine n'était alors plus que l'ombre de ce qu'elle avait été en 1980-1981. À l'été 1989, les successeurs de Kádár en Hongrie consentirent à de semblables négociations sous la forme d'une « table ronde » avec les groupes dissidents du pays, considérablement plus faibles que leur homologue polonais.

En septembre et octobre, une vague de manifestations balaya l'Allemagne de l'Est. Le gouvernement accepta de négocier et entreprit, comme gage de sa sincérité, de démolir le mur de Berlin la séparant de l'Allemagne de l'Ouest. Puis, en novembre, ce fut au tour de Gustáv Husák, en Tchécoslovaquie, de tomber à la suite d'immenses manifestations de rue et d'une grève générale d'une heure. La Bulgarie

suivit. Une tentative du dictateur roumain Nicolae Ceaucescu de résister au changement en faisant tirer sur les manifestants provoqua une insurrection spontanée dans la capitale, Bucarest, et son exécution par un peloton commandé par ses propres généraux. En six mois, la carte politique de l'Europe fut redessinée. Le dernier régime stalinien encore debout en Albanie s'effondra en 1991 après une grève générale.

Aucune puissance impériale ne pouvait éviter d'être ébranlée par un tel soulèvement à l'intérieur de son périmètre. Les mouvements nationaux présents en URSS prirent de l'assurance, et les divisions internes au Kremlin s'aggravèrent au moment où son contrôle sur la société se faisait plus précaire. Gorbatchev tenta une dernière fois d'adopter une ligne dure face aux courants d'opposition, pour être finalement mis en échec au printemps 1991 par une seconde grande grève de mineurs et une gigantesque manifestation à Moscou. Durant l'été, les forces conservatrices au sein de son gouvernement tentèrent de s'opposer à lui. Elles utilisèrent des troupes basées à Moscou pour organiser un coup d'État, et placèrent Gorbatchev en résidence surveillée. D'autres unités militaires refusèrent de les soutenir, et, peu de temps après, le pouvoir tomba entre les mains d'un groupe de réformateurs réunis autour de Boris Eltsine, président de la République de Russie et ancien dirigeant du Parti dans la ville industrielle de Sverdlovsk. Eltsine approuva la dissolution formelle des liens unissant les républiques nationales, et l'URSS cessa d'exister.

Les soulèvements de 1989-1991 furent d'une ampleur bien plus importante que ceux qui avaient secoué l'Europe de l'Est en 1953, 1956, 1968 et 1980-1981. Pourtant, ces changements n'apparurent pas aussi fondamentaux que ceux intervenus précédemment, en particulier en 1956 et 1980-1981, car la direction des mouvements était entre les mains de personnes résolues à éviter toute implication des travailleurs. Certains, dans les rangs de l'ancienne bureaucratie, s'allièrent au moment décisif avec des groupes d'intellectuels dissidents autour d'un programme de réformes limitées, prévenant ainsi toute possibilité d'une véritable révolution. Ils suivirent une stratégie que le

marxiste italien Antonio Gramsci avait appelée la « révolution passive » : mettre en œuvre un changement par en haut pour éviter qu'il ne se produise par en bas.

À chaque fois, cela consista à s'accorder avec les dissidents sur des programmes combinant divers éléments : une plus grande ouverture sur le marché mondial, l'abandon de l'ancienne économie dirigée, un processus devant mener à des élections parlementaires relativement libres et une mise en avant des revendications nationalistes. Comme les anciens médias officiels et les ex-dissidents répétèrent inlassablement le même message, la masse des travailleurs finit par se convaincre que le marché et la démocratie étaient des jumeaux naturels capables de satisfaire ses aspirations. Dans l'atmosphère de 1989-1991, quiconque pensait différemment était inaudible, les initiatives préventives par en haut ayant réduit les mouvements de classe des travailleurs à leur quasi-extinction.

Les grands changements politiques qui se produisirent furent le résultat de la lutte des classes, mais d'une lutte des classes *détournée* car ne trouvant pas d'expression dans des organes démocratiques représentant les classes exploitées, à l'instar des conseils ouvriers. Ce furent des révolutions politiques, plus proches de ce qui s'était passé en France en 1830 que des grandes révolutions sociales du passé ; ce dont témoigne parfaitement la présence des mêmes personnes, avant et après, aux postes clés de l'industrie et des banques.

Les ondes de choc de l'effondrement du bloc soviétique

La décomposition du bloc de l'Est était une composante d'une crise bien plus large affectant toutes sortes de pays convertis au modèle capitaliste étatique. Nulle part, celui-ci ne semblait capable de retrouver ses taux de croissance d'antan. Qui plus est, ce modèle coupait les industries nationales des nouvelles innovations

industrielles – en particulier les technologies liées aux puces électroniques et aux programmes informatiques – qui avaient été développées, moyennant d'énormes investissements, par les géants de ces secteurs aux États-Unis et au Japon.

Dans toute l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine, les bureaucrates et les politiciens qui avaient fait carrière en parrainant diverses formes de capitalisme d'État s'empressèrent de chanter les louanges des marchés « libres » et de conclure des accords avec les multinationales occidentales. Les gouvernements du parti du Congrès en Inde, l'ancien mouvement maoïste qui avait gagné la guerre civile en Éthiopie, le régime algérien et les successeurs de Nasser en Égypte suivirent tous, à un degré ou à un autre, le même chemin. À l'avant-garde de cette nouvelle approche se trouvait la Chine de Deng Xiaoping, où le culte du marché et du profit allait de pair avec l'adhésion formelle à la « pensée » de Mao.

La plupart des gouvernements du tiers monde montrèrent leur engagement envers cette nouvelle politique en signant des « programmes d'ajustement culturel » avec la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI), sans que rien ne garantît l'efficacité de ceux-ci face aux problèmes de croissance économique et de pauvreté. Quelque soixante-seize pays mirent ainsi en œuvre des programmes d'ajustement, conçus par la Banque mondiale sur des critères de « marché libre » dans les années 1980. Seule une poignée d'entre eux enregistra une amélioration concernant ses taux de croissance ou d'inflation. Des dix-neuf pays qui procédèrent à des « ajustements intenses », seuls quatre « améliorèrent de façon significative leurs performances dans les années 1980⁸ ». En 1990, 44 % de la population d'Amérique latine vivait en dessous du seuil de pauvreté selon la commission de l'ONU pour la région, qui concluait à « un pas en arrière épouvantable des conditions de vie matérielle de la population d'Amérique latine et des Caraïbes dans les années 1980⁹ ». En Afrique, on estimait que plus de 55 % de la population rurale vivait, en 1987, en dessous du seuil de pauvreté absolue¹⁰.

Ce qui s'était passé en Europe de l'Est et dans l'ex-URSS durant les années 1990 fut tout aussi dévastateur. Les « miracles économiques » promis par les réformateurs n'eurent pas lieu. En 1999, seuls deux pays, la Pologne et la Slovénie, affichaient un PIB plus élevé qu'en 1989. La République tchèque et la Hongrie étaient légèrement plus pauvres que dix ans auparavant. Les économies de la Bulgarie, de la Lituanie et de l'URSS s'étaient contractées de 40 % ou plus¹¹.

Ces statistiques brutes traduisaient l'anéantissement des espoirs de millions de personnes. Dans les grandes villes russes comme Moscou et Saint-Pétersbourg, la plupart des habitants devinrent dépendants de ce qu'ils pouvaient cultiver sur de petits lopins de terre et préserver comme complément à leurs maigres rations de pain et de pommes de terre. Dans les régions arctiques, des communautés entières vivaient, tous les hivers, dans la hantise des coupures d'électricité. Les mineurs et les métallurgistes ne touchèrent pas leur salaire pendant des mois, les services de santé se désagrégèrent, des maladies comme la tuberculose refirent leur apparition et l'espérance de vie chuta.

La situation était légèrement meilleure dans l'arc septentrional de l'Europe de l'Est. Mais, même en République tchèque et en Hongrie, le niveau de vie était plus bas qu'à la fin des années 1980 : il y avait davantage de marchandises dans les magasins, mais peu de gens avaient assez d'argent pour les acheter. En Allemagne de l'Est, désormais intégrée à la RFA, le taux de chômage atteignait 20 % et plus. En Bulgarie, en Roumanie et en Albanie, les conditions étaient aussi mauvaises qu'en URSS. Dans la ceinture méridionale de l'ex-URSS, elles étaient bien pires encore. Dans ce contexte, il n'est guère étonnant que l'optimisme qui s'était emparé de nombreux intellectuels en 1989 ait tourné au désespoir à la fin des années 1990. Le célèbre poète tchèque Miroslav Holub alla jusqu'à dire : « Si nous avions su que ce serait là le prix à payer, nous aurions accepté avec joie de ne pas voir nos œuvres imprimées et nos toiles vendues¹². » Le pays d'Europe de l'Est qui

souffrit le plus fut celui qui avait maintenu son indépendance vis-à-vis de l'URSS pendant toute la Guerre froide : la Yougoslavie. Les puissances occidentales ne considéraient plus comme opportun de lui consentir des prêts à taux préférentiels pour contrebalancer l'influence soviétique dans la région. Le FMI lui imposa un programme de remboursement de la dette qui fit baisser de moitié le niveau de vie de la population en deux ans, engendrant des taux de chômage astronomiques dans les parties les plus pauvres du pays et une série de guerres civiles sanglantes. Diverses personnalités politiques essayèrent de conserver leur position en dressant les groupes nationaux les uns contre les autres, pendant que les puissances occidentales intervenaient pour soutenir ceux qui leur étaient les plus favorables.

Une région du monde faisait toutefois la fierté des fanatiques du marché : l'Asie. Dans son « Rapport sur le développement mondial » de 1991, la Banque mondiale évoquait les « réalisations remarquables des économies asiatiques », notant que les « divers types de réforme » en Chine, en Inde, en Indonésie et en Corée avaient été « suivis d'améliorations dans les performances économiques »¹³. Au Royaume-Uni, Samuel Brittan, du *Financial Times*, rassurait ainsi ses lecteurs : « Quelqu'un qui veut retrouver le moral doit tourner son regard, non pas en arrière vers la Grande Dépression, mais vers les pays asiatiques en développement, qui sont passés entre les mailles du ralentissement mondial¹⁴. »

L'inconsistance de cet optimisme se vérifia en 1997, lorsqu'une crise économique partie de Thaïlande s'étendit à toute la région, projetant l'Indonésie dans une dépression du niveau de celle des années 1930 et enfonçant la Corée du Sud, la Malaisie et Hong Kong dans une profonde récession. Dans le courant de l'année 1998, cela provoqua une crise brutale en Russie et une déstabilisation de l'économie la plus importante d'Amérique latine, le Brésil. Des programmes établis par le FMI pour tenter de résoudre le problème furent sévèrement critiqués comme étant pires que le mal, y compris par d'anciens porte-flambeaux de cette institution comme Jeffrey Sachs.

L'économie chinoise connut une croissance rapide pendant la plus grande partie des années 1980 et 1990 à la suite de la réforme du système des prix agricoles entreprise à la fin des années 1970, qui comportait un transfert de ressources massif de l'État aux paysans. Il y eut, pendant quelques années, une augmentation soutenue de la production des denrées alimentaires, qui rendit possible le développement d'industries légères, alimentant aussi bien le marché intérieur que le marché mondial. Selon les chiffres officiels, le PIB industriel de la Chine tripla.

Mais la croissance était incroyablement inégale. Certaines régions côtières connaissaient une industrialisation et une urbanisation massives pendant que de vastes étendues, à l'intérieur des terres, stagnaient ou même régressaient. Des dizaines de millions d'emplois nouveaux furent créés dans l'industrie, incitant 200 millions de personnes à quitter les campagnes pour les villes. La rationalisation des vieilles industries lourdes impliquait de réduire drastiquement la main-d'œuvre en même temps que les aides sociales. Les fluctuations incontrôlées des taux de croissance entraînaient une alternance de périodes de prospérité accompagnées de hausses rapides des prix et des phases de stagnation. Les tentatives de briser ces baisses cycliques en vendant davantage sur le marché mondial faisaient courir le risque de crises classiques de surproduction chaque fois que l'économie mondiale ralentissait ou s'affaissait.

Cette combinaison menaçait de produire des convulsions sociales massives, comme on en observa en 1989. Quelques mois seulement avant l'effondrement politique de l'Europe de l'Est, l'État chinois lui-même semblait proche de la rupture. Les revendications démocratiques des étudiants devinrent le point de focalisation des doléances de larges parties de la population, culminant dans la célèbre manifestation de la place Tian'anmen à Pékin, mais aussi dans des dizaines d'autres villes et centres industriels. Pendant plusieurs jours, le régime fut paralysé, semblant éprouver des difficultés à trouver des soldats prêts à disperser la manifestation, avant d'envoyer les chars.

Ce n'était pas la première fois qu'un régime capitaliste étatique converti au marché devait faire face à une explosion sociale. L'Égypte avait connu une vague de grèves, de manifestations et de révoltes dans treize grandes villes au début de l'année 1977 ; ce furent les plus importants troubles sociaux enregistrés depuis la rébellion nationaliste contre l'Angleterre en 1919. En Algérie, en 1988, une série de grèves tourna presque à l'insurrection, les jeunes se battant avec la police pour le contrôle de la rue. Le régime dut finalement faire certaines concessions en matière de liberté de la presse, et permettre à quelques opposants politiques de rentrer d'exil. En Corée du Sud, en 1987, d'immenses manifestations militantes organisées par des étudiants et une partie de la classe moyenne secouèrent le régime militaire, l'obligeant à concéder un certain degré de libéralisation. Elles furent suivies en 1988 par une série de grèves majeures, arrêtées moyennant des augmentations de salaires à deux chiffres.

Toutes ces explosions sociales présentaient des similitudes avec les événements de 1989-1990 en Europe de l'Est. Elles démontraient que ni le capitalisme d'État ni la transition du capitalisme d'État vers une forme ou une autre de système de marché ne pouvaient empêcher les forces de travail nées de la croissance industrielle de se rebeller, entraînant dans son sillage d'autres couches de la société.

Islam, réforme et révolution

On vit fleurir dans les années 1990 le cliché journalistique selon lequel l'affrontement entre « communisme et capitalisme » avait cédé la place à un clash entre « l'islam et l'Occident ». À l'évidence, deux des grands soulèvements de la période récente s'étaient déroulés sous la bannière de l'islam : la révolution iranienne de 1979 et la résistance afghane à l'occupation soviétique pendant les années 1980, inspirant des mouvements d'opposition en Égypte, en Algérie, en Palestine occupée et ailleurs. Mais ce que ce lieu commun ignorait

était que l'islam, comme souvent dans son histoire, pouvait fournir une expression à des intérêts sociaux très différents, susceptibles d'entrer en conflit les uns avec les autres de façon sanglante.

La révolution iranienne fut une explosion de colère contre un dirigeant despotique, le shah, et le gouvernement américain dont il était la marionnette. Le shah avait dressé contre lui les religieux traditionalistes, les intellectuels nationalistes, certains capitalistes du bazar, la nouvelle classe ouvrière née de l'expansion industrielle, les étudiants, la petite bourgeoisie appauvrie, les chômeurs ou les semi-actifs des bidonvilles urbains, les minorités nationales et une partie de la paysannerie. Les diatribes islamiques contre l'« oppression » pouvaient unir les membres de tous ces groupes contre l'ennemi commun. Mais une fois le shah renversé dans le cadre d'une insurrection classique (grèves de masse, soulèvement armé et mutineries dans la troupe), chaque groupe, animé de sa propre lecture des textes islamiques, en tira des conclusions pratiques très différentes. Les années qui suivirent l'insurrection virent non seulement des affrontements entre certains groupes islamiques et des laïques, mais une guerre civile sanglante entre diverses factions musulmanes. Finalement, le groupe entourant l'ayatollah Khomeyni en sortit victorieux et justifia le règne de la terreur contre ses opposants vaincus en des termes religieux. Cela poussa de nombreux libéraux à proclamer que ses méthodes barbares étaient essentiellement « islamiques », le produit d'une mentalité dénuée de l'humanisme propre à la « tradition judéo-chrétienne ». En fait, la répression khomeyniste n'était pas qualitativement différente de celle exercée par les catholiques français au moment de l'écrasement de la Commune, de celle soutenue par le luthéranisme prussien en 1919-1920, ou de celle approuvée par les fondamentalistes chrétiens américains et les rabbins juifs lorsque, au début des années 1980, des phalangistes libanais massacrèrent des Palestiniens sous les yeux de l'armée israélienne. Le bain de sang était le produit d'une contre-révolution, et non celui d'une religion.

De la même manière, le régime soutenu par Moscou en Afghanistan provoqua la résistance de groupes sociaux disparates lorsqu'il tenta d'imposer un programme stalinien de « modernisation » rapide. Lorsque les troupes soviétiques occupèrent le pays, tuant un dirigeant russophile pour le remplacer par un autre, l'islam fournit à nouveau un pôle de ralliement à la résistance. Mais des groupes aux intérêts contradictoires devaient finir par engager le combat les uns contre les autres, aussi bien que contre l'URSS. Une guerre civile entre groupes islamiques succéda au retrait des soldats soviétiques, jusqu'à ce que les talibans, soutenus par l'Arabie saoudite et violemment hostiles au régime islamique de l'Iran voisin, conquièrent la majeure partie du pays. Pendant ce temps, de nombreux islamistes, venus de tout le Moyen-Orient, « recrutés » par la CIA pour aller combattre l'Union soviétique en Afghanistan, se retournèrent contre les dirigeants locaux proaméricains et furent dénoncés comme « terroristes » par les États-Unis.

L'islam est tellement loin d'être une force unifiée opposée à l'Occident que la plus sanglante des guerres des années 1980 a opposé les dirigeants musulmans de l'Irak à la République islamique iranienne. Dans ce conflit, aussi bien l'Arabie saoudite, conservatrice, que le régime islamiste de Hassan al-Tourabi au Soudan ont soutenu l'Irak, de même que les États-Unis à des moments décisifs.

Le développement des mouvements politiques islamiques est né de l'exclusion de l'ordre mondial de dizaines de millions de personnes, en particulier les jeunes et les personnes récemment diplômées, qui avaient peu d'espoir d'obtenir un emploi dans des sociétés subalternisées dans le système global. Les vagues injonctions du Coran contre l'oppression et son aspiration à une société juste ont fourni une terminologie susceptible de servir d'exutoire à une frustration intense. Mais plus les islamistes furent proches du pouvoir, plus leur radicalisme s'est émoussé. Des gouvernements islamiques se sont ainsi réjouis de collaborer avec des capitalistes se réclamant eux aussi de l'islam, tout en concluant régulièrement des alliances avec d'autres

acteurs du système mondial, dont le « Grand Satan » américain. À chaque affrontement interétatique au Moyen-Orient, on trouve, dans les deux camps, des gouvernements islamiques.

Le nouvel impérialisme

Le vieil impérialisme, avec son administration coloniale directe, rendit finalement son dernier soupir dans le dernier quart du XX^e siècle. La classe dirigeante portugaise fut contrainte d'abandonner ses colonies, le régime des colons blancs de Rhodésie céda la place au Zimbabwe, le système raciste d'Afrique du Sud finit par reconnaître la loi de la majorité, et l'Angleterre restitua Hong Kong à la Chine. Même ce qu'on appelait des « demi-colonies », à savoir des gouvernements faibles dépendant pour leur survie du soutien occidental, parvinrent souvent à une certaine indépendance. Le fantoche devint un client, qui se retourna parfois contre son ancien « protecteur », comme l'Irakien Saddam Hussein lorsqu'il pénétra au Koweït en 1990. Mais cela ne signifiait pas la fin de l'impérialisme en tant que tentative des grands États capitalistes d'imposer leur volonté aux États de moindre importance.

Au milieu des années 1990, nombre de journalistes, d'universitaires et de politiciens proclamèrent que les États ne comptaient plus dans la « nouvelle économie globale ». Mais ce n'était pas l'avis des dirigeants des grandes multinationales ou des gouvernements collaborant avec eux. Des études ont montré que les gros actionnaires et les dirigeants de ces firmes maintenaient un fort ancrage dans certains États, utilisant ceux-ci comme des bases arrières à partir desquelles avancer et sécuriser leurs intérêts dans le reste du monde. Une étude concluait ainsi : « La rivalité entre États et entre firmes pour consolider leur place dans l'économie mondiale est devenue bien plus acharnée, bien plus intense. Par conséquent, les firmes s'impliquent davantage avec les gouvernements et les pouvoirs en place admettent

leur dépendance croissante par rapport à des ressources rares contrôlées par les firmes¹⁵. »

Les énormes multinationales basées aux États-Unis se reposent sur l'État américain pour qu'il impose leur loi au reste du monde. Les deux principaux programmes de règlement de la dette du tiers monde portent ainsi le nom d'un membre du gouvernement américain : le plan Baker et le plan Brady¹⁶. Derrière les discours du FMI et de la Banque mondiale sur les « nouveaux paradigmes du développement » se cache le souci de veiller à ce que les banques soient grassement rémunérées. De même, les négociations sur le commerce mondial ont-elles été dominées par les tentatives américaines d'imposer leur hégémonie « libre-échangiste » à d'autres gouvernements, eux-mêmes désireux de protéger les intérêts parfois divergents de leurs propres capitalistes.

Mais les pressions d'ordre financier n'ont pas toujours été suffisantes pour s'assurer que les classes dirigeantes des pays les plus puissants soient en mesure d'imposer leur volonté. À certains moments, les pays dominants ont considéré que seule la force militaire pouvait maintenir leur position hégémonique au niveau mondial.

Les deux guerres du Golfe l'ont parfaitement illustré. L'Irak a mené une guerre longue et sanglante contre l'Iran tout au long des années 1980, cherchant à la fois à obtenir l'appui des États-Unis et des riches États du golfe Arabo-Persique, et à consolider ses rapports avec de puissantes multinationales. Les bénéfices ayant été moins importants qu'escompté, Saddam Hussein décida d'envahir l'un des États qui l'avaient pourtant soutenu, le Koweït, en 1990, se trompant lourdement sur la nature de la réaction des grandes puissances, en particulier celle des États-Unis. Ces derniers, appuyés par d'autres pays, lancèrent en effet une opération militaire massive, avec des frappes aériennes dévastatrices et une invasion terrestre, entraînant le massacre de 100 000 Irakiens sur la route de Bassorah. Une décennie de sanctions économiques contre l'Irak s'ensuivit, dont les Nations unies ont estimé qu'elles avaient coûté chaque année la vie à 50 000 Irakiens.

Le but n'était pas seulement de punir l'Irak, ni même d'envoyer un signal à d'autres mouvements ou gouvernements nationalistes du Moyen-Orient susceptibles de défier les compagnies pétrolières américaines. Il s'agissait aussi de montrer aux autres puissances qu'elles n'avaient pas d'autre choix que d'accepter les visées planétaires des États-Unis, seuls en mesure de jouer les « gendarmes du monde ».

Déjà dans les années 1980, les administrations républicaines avaient entrepris de soigner la dépression causée par la défaite au Vietnam, le « syndrome du Vietnam », en démontrant la capacité permanente des États-Unis à dominer l'hémisphère occidental. Ce fut la stratégie mise en œuvre à la Grenade, au Panama et au Nicaragua, lorsqu'ils soutinrent la guérilla d'extrême droite des Contras, qui ravageaient le pays. L'administration Bush (père) montra ensuite que les Américains pouvaient monter des opérations de police similaires, mais à bien plus grande échelle, au Moyen-Orient. Sous son successeur démocrate, Bill Clinton, une opération militaire en suivit une autre, à intervalles de plus en plus courts : débarquement des *marines* en Somalie, frappes aériennes répétées sur l'Irak et contre les forces serbes pendant la guerre civile de Bosnie, bombardement d'un prétendu camp de guérilla en Afghanistan ainsi que d'une usine de produits pharmaceutiques au Soudan, et enfin déclenchement d'une guerre aérienne totale contre la Serbie.

Les États-Unis ne furent pas les seuls à mettre en pratique le nouvel impérialisme. La Russie tentait de maintenir sa domination dans de larges secteurs de l'ex-URSS, utilisant sa puissance militaire pour peser sur l'issue des guerres civiles en Géorgie et au Tadjikistan. La France conservait une zone d'influence majeure en Afrique, jouant des coudes avec les Américains pour la domination de régions entières (par exemple au Rwanda et au Burundi). Le Royaume-Uni essayait d'influer sur les événements de Sierra Léone et du Nigéria, tandis que le Nigéria intervenait dans d'autres États d'Afrique de l'Ouest sous prétexte de « maintenir la paix ». La Grèce et la Turquie menaçaient

périodiquement de se faire la guerre pour asseoir leur influence au nord-est de la Méditerranée et dans certaines parties des Balkans.

Le monde des années 1990 apparaissait ainsi comme un édifice complexe d'États et d'intérêts commerciaux interconnectés, où chacun tentait d'obtenir des positions d'influence, mais où chacun savait que sa place dans la hiérarchie dépendait, en définitive, de la force armée qu'il pouvait déployer. Au sommet, toujours anxieux de s'y maintenir, trônaient les États-Unis. La dernière année du siècle fut le témoin de ce que cela impliquait : les forces de l'OTAN, dirigées par Washington, entreprirent de détruire systématiquement les infrastructures de la Serbie parce que son dirigeant, Slobodan Milosevic, n'avait pas demandé la permission de s'en prendre à la minorité albanaise du Kosovo, là même où toute une série de pays clients des États-Unis avaient été autorisés à déployer une brutalité similaire.

Conclusion

Illusions de l'époque

Le XX^e siècle a commencé en fanfare par des prédictions sur le caractère nécessaire du progrès, par les spéculations de Bernstein sur l'évolution générale de la démocratie, de l'égalité et de la prospérité. Ce thème est redevenu dominant dans les années 1950 et au début des années 1960 dans les écrits d'hommes politiques comme Anthony Crosland, de théoriciens politiques comme Daniel Bell et d'économistes comme Paul Samuelson. Il a émergé à nouveau en 1990, lorsque Francis Fukuyama a proclamé « la fin de l'histoire », et persisté à la fin des années 1990, avec l'affirmation d'Anthony Giddens selon laquelle les catégories de « droite » et de « gauche » appartenaient au passé. Si tout n'allait certes pas pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles, il suffirait de quelques petites réformes pour ce soit le cas.

Pourtant, pour une large part de l'humanité, la réalité de la vie a été, à divers moments du siècle, plus horrible qu'à aucune période de l'histoire connue. La marche en avant du progrès a donné naissance au bain de sang de la Première Guerre mondiale ; à l'appauvrissement massif du début des années 1930 ; à la propagation du nazisme et du fascisme dans presque toute l'Europe ; au *goulag* stalinien ; à l'invasion japonaise de Shanghai et Nankin ; à la dévastation de l'Europe entre 1940 et 1945 ; à la famine au Bengale ; à l'anéantissement d'Hiroshima et de Nagasaki ; à la guerre de trente ans contre le Vietnam et à la guerre de neuf ans contre l'Algérie ; au million de morts de la première guerre du Golfe et aux 200 000 tués de la seconde ; aux dizaines de milliers de personnes assassinées par les escadrons de la

mort au Salvador, au Guatemala et en Argentine ; aux centaines de milliers de morts dans les guerres civiles sanglantes de Croatie, de Bosnie, du Tadjikistan, de l'Angola, de l'Éthiopie, du Libéria, de la Sierra Léone et de l'Afghanistan. Le progrès industriel s'est trop souvent traduit par la mécanisation de la guerre ou, dans l'horreur suprême de l'Holocauste, par la mécanisation du meurtre de masse. Et le tableau n'était pas plus réjouissant à la fin du siècle qu'en son milieu. Des pays, hors de l'Europe et de l'Amérique du Nord, qui ont un temps nourri l'espoir de « rattraper » le niveau de vie du « premier monde », ont vu leur rêve s'évanouir : l'Argentine, le Mexique, le Venezuela, le Brésil, la Russie. Le continent africain tout entier s'est trouvé à nouveau expulsé de l'histoire, le revenu par habitant y chutant de façon constante pendant trente ans. La guerre civile a continué à dévaster l'Angola, la Sierra Léone, le Libéria, le Tadjikistan, l'Afghanistan, le Congo-Zaïre. Au mot « génocide », lié au nazisme des années 1930, s'est ajoutée l'expression « nettoyage ethnique », apparue dans les guerres civiles des années 1990.

Même dans les pays industriels avancés, les promesses d'une prospérité éternelle, d'une vie de loisirs où toute division de classes aurait disparu, si populaires dans les années 1890, et à nouveau dans les années 1950, se sont révélées être des chimères. La production a dans l'ensemble continué à croître, mais à un taux inférieur de moitié à celui des années 1950 et du début des années 1960. Et les augmentations de salaires ne se sont pas traduites, pour la plupart des individus, par une amélioration de la qualité de la vie.

Aux États-Unis, au cours du dernier quart de siècle, le salaire horaire réel a connu une baisse plus ou moins continue. En Europe, les statistiques ont continué de montrer que les salaires réels étaient en hausse, mais il existe de nombreux signes suggérant que ces augmentations ont été grignotées par celle des coûts indirects associés aux changements dans les conditions d'emploi (trajets plus longs, hausse des tarifs des transports, recours accru aux *fast-foods* et aux produits surgelés, crèches et garderies plus chères), avec un « indice de bien-

être durable » qui semble s'élever de façon plus ou moins constante des années 1950 au milieu des années 1970, pour commencer à décliner ensuite¹. Il n'y a eu à l'évidence aucune amélioration qualitative de la vie comparable, même de loin, à celle des années 1950 et du début des années 1960. Dans le même temps, la pression s'est accrue pour ceux qui ont pu conserver leur emploi ; il fallait désormais travailler plus intensément et plus longtemps. En 1993, un Américain moyen travaillait 164 heures de plus par an – l'équivalent d'un mois de travail – qu'en 1976² ; de nombreuses enquêtes ont montré que les salariés ressentaient de plus en plus fortement la pression au travail. Des récessions récurrentes et des « dégraissages » de la main-d'œuvre à répétition, même pendant les périodes de « rétablissement », ont créé une peur de l'avenir équivalente à celle des années 1930. Les partis politiques traditionnels, qui affirmaient dans les années 1970 que l'insécurité appartenait au passé, proclamaient dans les années 1990 qu'elle faisait partie de la « nouvelle économie globale » (un rafistolage inavoué de la vieille expression de gauche « capitalisme international ») et qu'ils étaient impuissants face à elle.

L'appauvrissement de vastes parties du tiers monde et de l'ancienne sphère communiste et l'insécurité croissante à l'Ouest comportaient un autre aspect : la concentration de la richesse entre les mains de la classe dirigeante. À la fin des années 1990, 348 milliardaires possédaient une fortune égale au revenu de la moitié de l'humanité. En 1999, le rapport de l'ONU sur le développement humain indiquait que les 200 personnes les plus riches du monde avaient doublé leur fortune en quatre ans³. À la fin des années 1960, l'écart de revenus entre les 20 % les plus riches et les 20 % les plus pauvres de la population mondiale était de trente pour un, en 1990 de soixante pour un, et en 1998 de soixante-quatorze pour un. La plupart des très grandes fortunes étaient concentrées dans les pays avancés. En 1980, les dirigeants des 300 principales sociétés américaines avaient des revenus 29 fois supérieurs à ceux de l'ouvrier d'usine moyen ; en 1990, leurs revenus étaient 93 fois plus élevés. Mais ce phénomène se produisait

ailleurs dans le monde ; même dans les pays les plus pauvres, une mince couche dirigeante entendait jouir du mode de vie que confère la grande richesse, tout en déposant des centaines de millions de dollars dans les banques occidentales pour se prémunir d'éventuels troubles sociaux locaux. Partout, leur réaction à la crise sociale a consisté à accumuler de la richesse afin de s'isoler de ses effets, sans se préoccuper de la décomposition du tissu même de la société. L'affermage de la perception des impôts à des individus fortunés fut un trait récurrent des crises des sociétés de classes précapitalistes ; et cela ne conduisait qu'à intensifier la tendance à la crise sur le long terme. La sous-traitance des services de l'État est devenue fréquente dans la société de classes capitaliste de la dernière décennie du XX^e siècle, et ses effets à long terme sont tout aussi inévitables.

Avec le retour de l'insécurité et des récessions, un autre démon est revenu des enfers où il semblait pourtant avoir été banni après la Seconde Guerre mondiale : celui des formes diverses de fascisme et de nazisme. Il est devenu tout à fait normal, même lors des périodes de « rétablissement » économique, de voir des personnalités d'extrême droite, comme Le Pen en France ou Haider en Autriche, réaliser des scores électoraux d'environ 15 %, et ces formations politiques peuvent aujourd'hui légitimement espérer faire mieux avec la prochaine grande récession. Il est devenu tout aussi normal, pour les partis politiques conservateurs, d'utiliser la rhétorique raciste et de jouer la carte de la division ethnique pour gagner des voix, et pour les partis sociaux-démocrates de faire des concessions à ces mêmes discours dans une tentative désespérée de se maintenir sur le plan électoral.

Socialisme et barbarie au XXI^e siècle

Rosa Luxemburg, écrivant en 1915 alors que la Première Guerre mondiale faisait rage, rappelait une phrase d'Engels : « La société bourgeoise est placée devant un dilemme : ou bien le passage au

socialisme ou bien la rechute dans la barbarie. » « Jusqu'ici nous avons lu ces phrases, ajoutait-elle, sans bien y réfléchir et nous les avons citées sans en pressentir la terrible gravité [...]. Nous sommes placés aujourd'hui devant ce choix : ou bien le triomphe de l'impérialisme et la décadence de toute civilisation, avec pour conséquences, comme dans la Rome antique, le dépeuplement, la désolation, la dégénérescence, un grand cimetière ; ou bien la victoire du socialisme, c'est-à-dire de la lutte consciente du prolétariat international contre l'impérialisme [...]. C'est là un dilemme de l'histoire du monde, un *ou bien-ou bien* encore indécis dont les plateaux balancent devant la décision du prolétariat conscient [...], l'avenir de la civilisation et de l'humanité en dépendent⁴. »

Elle contestait avec force, dans ce passage, l'illusion du progrès inéluctable sous le capitalisme. Elle faisait la même observation que Marx et Engels dans le *Manifeste du Parti communiste*, lorsqu'ils signalaient que l'alternative historique à la transformation de la société par une classe nouvellement apparue était « la destruction mutuelle des classes en lutte ». C'est, nous l'avons vu, ce qui s'est produit non seulement lors de la chute de l'Empire romain en Occident, mais aussi lors des premiers « âges sombres », pour les civilisations du début de l'âge du bronze eurasiatique, lors de l'effondrement des civilisations de Teotihuacan et des Mayas en Amérique centrale, et lors de la crise de la Mésopotamie abbasside au XI^e siècle. C'est ce qui fut près de se produire dans l'Égypte du second millénaire av. J.-C., dans la Chine du XII^e siècle et l'Europe du XIV^e siècle. Rosa Luxemburg voyait la guerre de 14-18 comme le renouvellement de ces désastres : « Au cours de cette guerre, l'impérialisme a remporté la victoire. En faisant peser de tout son poids le glaive sanglant de l'assassinat des peuples, il a fait pencher la balance du côté de l'abîme, de la désolation et de la honte⁵. »

Léon Trotski faisait la même observation en 1921 : « L'humanité ne s'est pas toujours élevée selon une courbe ascendante ferme. Non, il a existé des périodes prolongées de stagnation et il y a eu des rechutes

dans la barbarie. Des sociétés s'élevaient, atteignaient un certain niveau et ne pouvaient s'y maintenir. L'humanité ne peut faire du sur-place [...], son équilibre est instable ; une société qui n'est pas capable d'avancer recule et, s'il n'y a pas de classe pour l'emmener plus haut, elle finit par s'effondrer, ouvrant ainsi la route à la barbarie⁶. »

Le document de fondation de la IV^e Internationale, rédigé par Trotski à la veille d'une nouvelle guerre mondiale, posait l'alternative de manière sinistre : « Sans révolution socialiste, et ceci dans la prochaine période historique, l'humanité tout entière est menacée d'être emportée dans la catastrophe⁷. »

Luxemburg et Trotski identifiaient, comme bien peu d'autres penseurs, la logique démentielle de la société capitaliste du XX^e siècle, la façon dont les forces productives s'étaient transformées en forces de destruction, et la créativité humaine défigurée en une horreur inhumaine. Ce siècle a connu la *barbarie* à une échelle inconnue, du moins en Europe, depuis le XVII^e ou même le XIV^e siècle. Si les pires prophéties de Luxemburg et de Trotski ne se sont pas réalisées – l'effondrement total de la culture et de la civilisation –, la *barbarie*, au sens propre du terme utilisé par Trotski et Luxemburg, a mené des assauts répétés, et les puissants de ce monde ont préféré plonger la société dans le gouffre plutôt que d'abandonner le pouvoir. C'est ce dont témoignent par exemple le comportement des armées blanches pendant la guerre civile russe, l'obstination des nazis en déroute à poursuivre l'Holocauste à la fin de la Seconde Guerre mondiale, et la volonté des deux camps de la Guerre froide de déployer des armes nucléaires capables de réduire la planète à un désert radioactif. Dans la dernière décennie du siècle, des régions entières de l'Afrique, du Caucase et de l'Asie ont semblé engagées dans la même logique, des armées conduites par des seigneurs de la guerre rivaux se massacrant mutuellement et ravageant les populations civiles en lutte pour des miettes de richesses au milieu d'une décomposition générale, économique et sociale. Cette décennie a aussi assisté à l'émergence de

nouvelles menaces terrifiantes, parallèlement aux « anciennes », comme la guerre et la crise économique, qui ont continué de peser.

La plus dramatique est celle de la catastrophe écologique. Les sociétés de classes ont toujours eu tendance à pressurer l'environnement qui assurait la subsistance à leurs populations. L'histoire des sociétés de classes précapitalistes est parsemée, jusqu'à un certain point, de famines et d'effondrements démographiques produits uniquement par la charge de l'entretien de classes dirigeantes cupides et de superstructures coûteuses. Le dynamisme économique même qui caractérise le capitalisme a notablement augmenté la vitesse à laquelle se font ressentir les conséquences écologiques négatives. Les témoignages des dégâts que le capitalisme du XIX^e siècle pouvait infliger aux communautés ouvrières, notamment chez Dickens et Engels, concernent aussi la pollution atmosphérique, les maladies endémiques, l'entassement et la mauvaise nourriture de la vie dans les quartiers pauvres (*shums*). Mais, à une époque où, sur l'ensemble de la planète, dix millions de personnes tout au plus étaient engagées dans la production capitaliste industrielle, la dévastation écologique restait un problème très localisé : la fumée de Manchester n'affectait pas la majeure partie de l'Angleterre, pour ne pas parler du reste du monde. La propagation du capitalisme dans le monde au XX^e siècle, qui concernait environ six milliards d'êtres humains à la fin du millénaire, a transformé la dévastation écologique en un problème global. Selon un rapport digne de foi, publié en 1999, l'année 1998 avait été « la pire de toutes celles enregistrées et a connu plus de dommages que jamais auparavant », obligeant 25 millions de personnes à se transformer en réfugiés, dont le nombre a dépassé, « pour la première fois, les personnes déplacées pour cause de guerre »⁸. Avec un milliard d'êtres humains vivant dans des bidonvilles sans infrastructures, et quarante des cinquante plus grandes villes du monde situées dans des zones de tremblements de terre, les pires horreurs sont encore à venir. Mais ce n'est pas tout. La production de quantités de plus en plus importantes de dioxyde de carbone produit un « effet de serre » qui réchauffe le globe, provoquant des

schémas météorologiques imprévisibles dont on attend des tempêtes monstrueuses et une élévation du niveau des mers menaçant d'engloutir de vastes régions côtières. Le CFC (chlorofluorocarbone), utilisé dans les réfrigérateurs, détruit la couche d'ozone, causant une prolifération des cancers de la peau. L'utilisation d'antibiotiques dans les aliments du bétail détruit l'efficacité des antibiotiques utilisés pour lutter contre les maladies humaines. L'utilisation sans restriction des organismes génétiquement modifiés dans l'agriculture menace de dévaster la chaîne alimentaire dans son ensemble. Ces désastres écologiques, actuels et à venir, ne sont pas davantage des catastrophes naturelles que celles qui ont détruit la production vivrière de la Mésopotamie au XII^e siècle, ou provoqué une famine généralisée en Europe au XIV^e siècle. Elles sont le produit de la façon dont l'interaction des humains avec leur environnement est organisée à l'échelle mondiale.

Sous le capitalisme, cette interaction passe par la rivalité de capitaux concurrentiels, des petites firmes du début du XIX^e siècle aux multinationales géantes et aux sociétés nationalisées de la fin du XX^e siècle. Cette compétition mène à la recherche de formes d'interaction nouvelles, plus productives et plus profitables, sans considération pour leurs autres conséquences. Les États essaient parfois de réguler l'ensemble du processus. Mais ils sont eux-mêmes prisonniers de leur désir de faire avancer les intérêts des entreprises basées sur leur territoire national. La régulation, disent-ils souvent, est impossible parce qu'elle saperait la compétitivité des entreprises nationales au bénéfice des compagnies étrangères. Et même lorsqu'ils interviennent, c'est après que le dommage ait été causé, car aucun fonctionnaire ne peut prévoir l'impact général d'une innovation industrielle.

Ces conséquences étaient tellement redoutables à la fin du XX^e siècle que les individus avaient tendance à tourner le dos à la science et à la technologie en général. Pourtant, sans les technologies du siècle écoulé, il serait impossible de nourrir la population mondiale, sans parler de la libérer des ravages de la faim et du travail éreintant qui

ont été le lot de l'humanité depuis l'avènement de la société de classes. Parallèlement, les gens ont eu tendance à adopter le bon vieil argument réactionnaire malthusien, en disant qu'il y a tout simplement trop de monde, ou, du moins, qu'il y en aura trop lorsque la population de la Terre aura doublé dans trente ou quarante ans. Pourtant, la multiplication par huit de la population mondiale depuis Malthus a été accompagnée d'une multiplication par plus de huit de la production de denrées alimentaires. Si les humains connaissent la faim dans de grandes parties de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique latine, ce n'est pas parce qu'il y a une pénurie absolue de nourriture, mais parce qu'elle est distribuée selon des critères de classe.

Le problème de l'humanité n'est pas la technologie ou la population en tant que telles, mais la manière dont la société de classes décide de l'usage de la technologie. La Terre peut facilement nourrir le double de sa population actuelle. Elle ne peut, en revanche, tolérer des quantités de plus en plus grandes de moteurs à combustion interne, chacun d'eux émettant plusieurs kilos de dioxyde de carbone par jour pour nourrir les profits de compagnies pétrolières et d'industries automobiles géantes. Alors que l'humanité est plus nombreuse que jamais, la condition préalable de sa survie à long terme est l'emploi planifié de la technologie dans le sens des besoins humains, plutôt que sa subordination à l'accumulation aveugle de capitaux concurrentiels.

L'utilisation de la technologie pour l'accumulation compétitive trouve également son expression dans la guerre. Dans les années 1990, la technologie militaire qui a présidé aux carnages de la Première Guerre mondiale, et à la barbarie du front de l'Est ou d'Hiroshima et Nagasaki au cours de la Seconde, est apparue incroyablement primitive.

D'une part, des équipements militaires coûtant des milliards de dollars ont été développés. Les États-Unis, en dépensant encore plus en valeur absolue (mais pas en proportion du PIB) qu'à l'apogée de la Guerre froide au début des années 1950, et en s'appuyant sur un demi-siècle de progrès de la technologie informatique, ont pu mener des

guerres contre l'Irak et la Serbie sans perdre un seul de leurs soldats, ou presque, tout en tuant des milliers, voire des centaines de milliers de personnes dans l'autre camp. Ils ont aussi commencé à gérer ces guerres à distance depuis leur propre territoire, et à se tourner à nouveau vers le développement de missiles antibalistiques (ABM) du programme *Star Wars* pour se protéger d'éventuelles représailles.

D'autre part, des microsystèmes mortellement destructeurs ont été utilisés. Des petits États comme Israël et des pays pauvres comme le Pakistan se sont retrouvés avec suffisamment d'ingénieurs diplômés et d'accès aux technologies informatiques modernes pour fabriquer leurs propres armes nucléaires – des armes minuscules selon les standards américains, mais avec une force de frappe suffisante, si l'occasion se présente, pour faire frire instantanément des centaines de milliers d'habitants des capitales des pays voisins. La leçon du déploiement de la puissance de feu américaine dans le Golfe et les Balkans semble avoir été tirée par l'ancien Premier ministre russe Victor Tchernomyrdine : « Même les plus petits États indépendants vont chercher à se doter d'armes nucléaires et d'engins logistiques adaptés dans le but de se défendre⁹. » Pour ceux qui n'ont pas la capacité de développer ces technologies, il reste celles, plus sommaires et moins chères, de la guerre chimique et bactériologique mises au point par les grandes puissances au cours des trois premiers quarts du siècle.

Dans la seconde moitié du XX^e siècle, les apologistes des programmes nucléaires des grandes puissances proclamaient qu'elles assureraient la paix selon la logique de la certitude de la destruction mutuelle (*MAD – Mutually Assured Destruction*). Aucune puissance, disaient-ils, n'utiliserait ses armes nucléaires la première du fait de la certitude de la destruction par représailles si elle s'y risquait. La crise cubaine de 1962 a montré à quel point cette logique pouvait s'approcher de la rupture, et dans les années 1980 les États-Unis ont entrepris de la réviser complètement en mettant en place une « capacité de première frappe » (*first strike capacity*), avec le déploiement de

missiles de croisière en Europe, et en tentant, sans succès, de construire un système ABM. Si cette menace ne fut pas réalisée, c'est parce que l'escalade des coûts militaires brisa l'échine de l'économie russe juste au moment où les États-Unis se rendaient compte qu'ils n'avaient pas encore la technologie nécessaire pour faire fonctionner le système ABM – et que des manifestations de masse étaient en train d'aggraver le coût politique, pour les gouvernements européens, du stationnement de missiles de croisière sur leurs territoires. Mais la prolifération d'armes nucléaires et le retour à la construction de systèmes ABM ont fait ressurgir la menace avec une vigueur décuplée. La première puissance mondiale et de nombreuses puissances secondaires ont été à nouveau attirées par la logique de la « première frappe », censée répondre à une soudaine escalade de la tension internationale en utilisant l'arme nucléaire, tout en espérant éviter des représailles. Ceci, à son tour, a accru le risque de frappes militaires préventives, aussi bien conventionnelles que nucléaires, dans une tentative désespérée de maintenir les puissances rivales et les puissances secondaires sous contrôle. Cette menace, qui n'a finalement pas éclaté au XX^e siècle, est désormais parfaitement envisageable. Toute spéculation qui prend comme horizon les décennies à venir se doit d'intégrer le risque d'un conflit nucléaire comme vraisemblable, conflit qui projetterait de nombreuses parties du monde dans la barbarie proprement dite.

Ces menaces sont accentuées par l'aggravation de l'instabilité économique. Une crise de l'ampleur de celle des années 1930 sèmerait la désolation pays après pays, créant les conditions, comme dans l'entre-deux-guerres, de l'accession au pouvoir de partis prêts à s'engager dans des aventures militaires pour « régler » les problèmes intérieurs. La montée de l'extrême droite dans des pays développés en est un présage inquiétant. Là encore, si l'horizon spéculatif s'étend sur plusieurs décennies, on peut vraisemblablement envisager que de tels partis aient accès à des armes nucléaires, à moins que n'émerge une alternative de classe au système actuel qui entreprenne de réorganiser

la société tout entière sur une base différente. La question de l'alternative entre le socialisme et la barbarie se pose plus que jamais.

Une classe universelle ?

Le XX^e siècle n'a pas apporté que des horreurs. Il a été aussi, comme nous l'avons vu, un siècle de grandes luttes populaires, de rébellions menées par la classe ouvrière contre les forces responsables de ces horreurs : les grèves syndicales qui ont précédé la Première Guerre mondiale ; la révolution russe et les révoltes dans toute l'Europe et les pays coloniaux après cette guerre ; les vagues insurrectionnelles en Autriche, en France et en Espagne en 1934-1936, et en France, en Italie et en Grèce en 1943-1945 ; la révolution hongroise de 1956 ; les événements de 1968 et leurs suites ; et les grandes grèves accompagnées d'occupations d'usines en Pologne en 1980. Une seule de ces grandes révoltes s'est transformée en révolution, en Russie, et elle-même s'est bientôt isolée jusqu'à être étranglée. Mais ces luttes ont été l'un des grands facteurs déterminants de l'histoire du siècle, et elles se poursuivent aujourd'hui. Dans l'ancien bloc de l'Est, des luttes de classes détournées sont à l'œuvre. En Europe de l'Ouest, les années 1990 ont vu la chute du gouvernement Berlusconi, en Italie, après une vague de grèves ; en France, en novembre-décembre 1995, le renouveau soudain de la lutte des classes s'est traduit par un mois de manifestations et de grèves dans le secteur public qui furent suivies par la chute du gouvernement Juppé ; une vague de grèves et de protestations a secoué l'Allemagne ; une grève générale a éclaté au Danemark. Des vagues de grèves successives se sont abattues sur la Corée du Sud ; des grèves générales ont été tenues en Colombie et en Équateur ; et la vieille dictature – trente-deux ans – du général Suharto en Indonésie s'est écroulée après des manifestations et des émeutes spontanées et massives.

Ces grands soulèvements sociaux et politiques n'ont pas empêché les habituels commentateurs superficiels de continuer à parler de la fin de la politique de classes. Même Eric Hobsbawm, longtemps considéré comme l'un des marxistes britanniques les plus réputés, a pu prétendre que, si Marx avait raison lorsqu'il parlait de l'instabilité du capitalisme, il avait tort de considérer que la classe ouvrière était nécessairement poussée à une opposition historique au système. Ceux qui ont tenu de tels propos s'appuyaient sur deux ensembles de preuves : le déclin, dans les pays industriels avancés, de la proportion de la population engagée dans la production manufacturière ; et le nombre relativement restreint de partisans du renversement révolutionnaire de la société capitaliste dans ces pays. Aucun de ces arguments ne justifiait leurs conclusions.

Il est certain que les vieux bastions de la classe ouvrière – les mineurs, les métallurgistes et les ouvriers de la construction navale – ont vu leur effectif réduire considérablement dans des pays comme la Grande-Bretagne, où même le nombre des ouvriers de l'automobile ne représentait plus, à la fin des années 1990, que la moitié, voire le tiers, de ce qu'il était trente ans auparavant. Mais d'autres changements ont largement compensé cela. Dans les pays avancés, leurs places ont été prises par les « cols blancs » et les employés du secteur des « services », et nombre d'emplois considérés comme ressortissant de la « classe moyenne » se sont mis de plus en plus à ressembler au travail dans l'industrie d'autrefois. Partout des « managers de chaîne » jouent le même rôle que les contremaîtres traditionnels ; partout une pression s'exerce pour travailler plus intensément et montrer sa « motivation » en faisant des heures supplémentaires non rémunérées. Les procédures d'évaluation sont devenues quasi universelles, avec des tentatives d'introduire la rémunération au résultat jusque chez les enseignants des écoles primaires.

Loin d'avoir disparu avec le déclin relatif de l'industrie manufacturière, le travail à la chaîne s'est propagé dans de nouveaux domaines. En fait, dans de nombreux secteurs, la distinction entre

« services » et « fabrication » n'a plus beaucoup de sens : celui qui actionne une machine fabriquant un ordinateur est classé comme « travailleur industriel », alors que celui qui accomplit des tâches répétitives pour la fabrication de programmes est considéré comme appartenant au secteur des « services » ; celui qui met des hamburgers en boîte est un « ouvrier industriel » et celui qui les met entre deux tranches de pain appartient aux « services ». Ces deux types de travail consistent à produire des marchandises vendues pour accumuler des profits, et toutes deux sont conditionnées par une pression constante pour créer le plus grand profit possible.

À l'échelle mondiale, le tableau est encore plus clair. La seconde moitié du XX^e siècle a vu se répandre le travail salarié au niveau international. Des usines textiles, des aciéries, des raffineries de pétrole et des usines d'assemblage d'automobiles ont été créées dans pratiquement tous les pays importants sur tous les continents, et avec elles les ports, les terminaux aériens, les gares ferroviaires et routières, les systèmes bancaires modernes et les gratte-ciel de bureaux. Les grandes villes se sont ainsi considérablement étendues. En 1945, on se demandait si la plus grande ville du monde était Londres ou New York. À la fin du siècle, la même question se pose à propos de Mexico, Bombay et Tokyo. De nouvelles industries et de nouvelles métropoles signifient de nouvelles classes ouvrières. Dès les années 1980, la Corée du Sud comptait à elle seule plus d'ouvriers industriels qu'il n'y en avait dans le monde à l'époque où Marx et Engels ont rédigé le *Manifeste du Parti communiste* – sans compter ses millions de salariés hors du secteur industriel.

Bien sûr, la main-d'œuvre mondiale n'est pas seulement constituée de salariés. Il reste des centaines de millions de paysans propriétaires de leur petit lopin de terre en Asie, en Afrique, dans certaines parties de l'Amérique latine et même de l'Europe de l'Est. Les métropoles du tiers monde concentrent d'énormes populations de petits bourgeois appauvris dont la survie dépend de leur capacité à vendre les biens et les services, aussi maigres soient-ils, pour lesquels

il existe un marché. Ces petits bourgeois ont fusionné avec la masse encore plus grande des travailleurs occasionnels habitant dans les bidonvilles qui s'étalent aux périphéries des grandes villes. La psychologie de ces groupes sociaux est souvent très différente de celle des travailleurs industriels. Pourtant, comme eux, et à l'inverse des classes moyennes et de la paysannerie du siècle dernier, ils sont complètement liés au marché et dépendants de la logique du capital.

Karl Marx a établi une distinction entre la « classe en soi », qui a une situation objective au sein de la société, et la « classe pour soi », qui lutte consciemment pour atteindre ses propres buts. La classe ouvrière de la fin du XX^e siècle était plus que jamais une classe *en soi*, avec un noyau d'environ deux milliards d'individus, autour desquels deux autres milliards d'individus étaient peu ou prou soumis à la même logique. La véritable question sur le rôle de la classe ouvrière consiste à savoir si, et comment, elle peut devenir une classe *pour soi*.

Tout l'intérêt de la distinction de Marx réside en ceci qu'aucune des classes surgies au cours de l'histoire n'a d'abord été une classe *pour soi*. Elles ont grandi au sein d'un ordre social ancien, et leurs membres n'en connaissaient pas d'autre. Ces derniers ont nécessairement commencé par tenir pour acquises les valeurs de cette société. Les préjugés de la vieille société ont donc été aussi, du moins au début, ceux des membres des nouvelles classes. Cela n'a pu changer que lorsqu'ils se sont retrouvés contraints, par des circonstances qu'ils ne contrôlaient pas, de lutter pour leurs intérêts au sein de la vieille société. Ces luttes ont entraîné la naissance de liens entre eux, créé des allégeances et des valeurs différentes de celles de la société où ils évoluaient. Sur le « terrain » ainsi fondé, de nouvelles notions ont pris racine quant à la façon dont la société pourrait être organisée, notions qui à leur tour ont formé une partie du cadre de compréhension du monde pour les générations suivantes.

Les nouvelles idées ne surviennent pas selon un mouvement ascendant linéaire. De la même manière que les luttes de la nouvelle classe sont caractérisées par de petits succès et des défaites partielles,

par des avancées dramatiques et de brusques reculs, parfois dévastateurs, le processus de transformation des idées et conceptions des gens ordinaires s'apparente à des marées montantes et descendantes. L'histoire de l'ascension de la classe capitaliste est pleine d'exemples de ces flux et reflux. À chaque étape, des groupes ont commencé à se définir eux-mêmes selon des normes différentes de celles du vieil ordre féodal, mais ils ont ensuite essayé de les concilier avec celui-ci, pactisant avec les classes dirigeantes précapitalistes, acceptant leurs valeurs et contribuant à perpétuer leur société. Ils ont ainsi laissé aux générations suivantes le soin de reprendre le flambeau de la lutte pour établir une organisation sociale différente. Nombre de gens ont dû penser, pendant les guerres en Italie du Nord à la fin du XV^e siècle, pendant les guerres de religion en France un siècle plus tard, ou pendant les horreurs de la guerre de Trente Ans en Bohême et en Allemagne, que la bourgeoisie ne serait jamais capable de transformer la société à sa propre image. Pourtant, dès le XIX^e siècle, le développement économique lui avait donné un tel poids, en tant que classe, que même les reculs de 1848 n'ont pas pu interrompre une marche vers le pouvoir apparemment inexorable.

Il n'y a rien de magique, sous le capitalisme, qui pousse les travailleurs à suivre une espèce de voie royale vers la conscience de classe. La société autour d'eux est imprégnée des valeurs capitalistes, et ils considèrent ces valeurs comme acquises. Leur exploitation elle-même est organisée par un marché du travail sur lequel ils sont en concurrence. Parallèlement aux facteurs qui les poussent régulièrement à s'associer contre la subordination de leurs vies à la logique inhumaine de l'accumulation capitaliste, d'autres facteurs peuvent facilement briser cette unité : le chômage, qui fait que chaque individu recherche désespérément n'importe quel moyen de gagner sa vie, y compris aux dépens des autres, ou les défaites de leurs organisations, qui brisent leur sens de la solidarité et les portent à penser qu'aucune lutte, aussi unitaire soit-elle, ne peut aboutir à améliorer les choses. L'épanouissement de nouvelles valeurs dans les périodes de luttes victorieuses –

incarnées par des notions de solidarité transcendant les clivages nationaux, ethniques et sexuels – peut être soudain interrompu, détourné ou même détruit. Ces valeurs peuvent aussi, dans des périodes de « prospérité », subir des pressions considérables lorsque certaines fractions de travailleurs pensent qu'elles gagnent à s'identifier avec le système : cela arrive à ceux qui connaissent une mobilité vers le haut et deviennent contremaîtres, contrôleurs ou directeurs ; ou ceux qui parviennent à se faire une « place au soleil » comme petits entrepreneurs ; ou ceux encore qui deviennent, comme permanents syndicaux ou politiciens sociaux-démocrates, les médiateurs professionnels de la démocratie capitaliste. Ces individus peuvent être les personnalités les plus éloquentes et les plus dynamiques de leurs localités ou de leurs lieux de travail, et leur adaptation au système avoir ainsi pour effet d'éteindre la conscience de classe des autres travailleurs.

Enfin, le processus de passage de la classe *en soi* à la classe *pour soi* est continuellement interrompu par la restructuration et l'élargissement de la classe ouvrière au cours du développement du capitalisme lui-même. De nouveaux groupes de travailleurs apparaissent et doivent traverser une phase d'apprentissage à tous les niveaux du système. En Grande-Bretagne, par exemple, le noyau de la classe ouvrière dans les années 1840, à l'époque du chartisme, était constitué d'ouvriers du textile ; dans les années antérieures à la Première Guerre mondiale, d'ouvriers de l'industrie lourde (chantiers navals, mines et aciéries) ; dans les premières années consécutives à la Seconde Guerre mondiale, des travailleurs de la mécanique. Chacun devait passer par le processus consistant à élaborer à nouveau des notions déjà constituées, jusqu'à un certain point, dans la conscience des groupes précédents. Les différences entre anciens et nouveaux travailleurs peuvent même être plus prononcées lorsque l'industrialisation est rapide et massive, comme ce fut le cas dans de nombreux pays au cours du XX^e siècle : la classe ouvrière russe qui avait fait la révolution en 1917 a été noyée dans un océan de nouveaux travailleurs à la fin des années 1930 ; les travailleurs italiens qui avaient secoué le régime

mussolinien en 1943 étaient dilués, dans les années 1960, par le nombre bien plus important de nouveaux ouvriers fraîchement débarqués des campagnes ; bien peu parmi les dizaines de millions d'ouvriers chinois de la fin des années 1980 étaient des descendants directs de ceux qui avaient vécu les grandes grèves des années 1920. Pourtant, dans chaque cas, après un délai plus ou moins long, de nouvelles traditions ont émergé, qui possédaient des traits communs avec les anciennes : les grèves italiennes de 1969 et des années 1970 ; le soutien des travailleurs chinois aux protestations de la place Tian'anmen en 1989 ; les grèves des mineurs russes en 1989 et 1991. Dans aucun de ces cas les travailleurs ne sont parvenus à une conscience révolutionnaire achevée. Mais, à chaque fois, ils ont commencé à rompre avec les valeurs et les préjugés de la vieille société. Ils ont commencé à se diriger vers leur constitution en classe *pour soi*, même s'ils ne sont pas parvenus au terme de leur voyage.

Ce à quoi nous avons assisté dans le dernier quart du XX^e siècle ne fut pas l'extinction de la classe ouvrière ou du développement de sa conscience de classe. Au contraire, nous avons vu les fruits de son expansion massive. Une expansion qui, simultanément, lui a donné le pouvoir de modeler la société comme jamais auparavant, mais qui a aussi obligé de larges fractions ouvrières à apprendre à nouveau ce que des fractions plus petites savaient déjà trois quarts de siècle plus tôt. Le processus d'apprentissage est précisément passé par une déviation de la lutte, emblématique de ces années. Il a laissé derrière lui une masse de notions confuses et contradictoires dans l'esprit de dizaines de millions de personnes. Cela n'avait certes rien d'un processus relevant d'une prise de conscience de soi de la classe ouvrière. Mais cela n'avait rien à voir non plus avec la disparition des luttes ouvrières en tant que force modelant l'histoire.

Au début du XX^e siècle, le futur dirigeant de la révolution russe, Lénine, écrivait que, à l'inverse de la notion selon laquelle la lutte économique des travailleurs débouche automatiquement sur la conscience révolutionnaire, « le mouvement spontané [...] [mène] à la

domination de l'idéologie bourgeoise ». Selon lui, cela était dû au fait que « chronologiquement, l'idéologie bourgeoise est bien plus ancienne que l'idéologie socialiste, qu'elle est plus amplement élaborée et possède infiniment plus de moyens de diffusion¹⁰ ». Il concluait ainsi : « La conscience politique de classe ne peut être apportée à l'ouvrier que de l'extérieur¹¹. » Cette conclusion fut critiquée, entre autres, par Rosa Luxemburg, et Lénine lui-même devait plus tard admettre qu'il avait sous-estimé le rôle des travailleurs dans le développement des idées socialistes¹². Mais il avait eu raison de mettre l'accent sur un point qui devait être repris et développé, un quart de siècle plus tard, par le révolutionnaire italien souvent incompris Antonio Gramsci.

Gramsci faisait observer que les membres d'une classe sont habituellement exposés à des visions du monde en conflit : celles qui émanent de la pratique quotidienne dans la société existante et celles qui apparaissent lorsque la classe (ou une de ses fractions) se dote d'une expérience de la lutte pour transformer cette société. Par conséquent, la personnalité de chacun « est constituée de façon étrange. Elle contient des éléments de l'homme des cavernes et des principes de l'érudition la plus moderne, des préjugés poussiéreux issus de toutes les phases historiques du passé et des intuitions d'une philosophie future de la race humaine unifiée dans le monde entier¹³ ». Ces éléments contradictoires se combinent de façon différente parmi des individus et des groupes divers. Certains sont piégés presque complètement dans les opinions dominantes de la société existante, et certains vont très loin dans leur rupture avec celles-ci, mais la plupart sont coincés quelque part au milieu, tirés tantôt d'un côté et tantôt de l'autre sous l'influence de ceux qui ont des opinions plus homogènes à chacun des extrêmes. L'action concrète d'une classe à n'importe quel moment de l'histoire dépend de quel « extrême » réussit le mieux à attirer le groupe du milieu lorsque des bouleversements sociaux (guerres, crises économiques, grèves et guerres civiles) l'ouvrent à des idées nouvelles. Le moment où une classe *en soi* devient une classe *pour soi* dépend non seulement des changements matériels dans le

monde qui l'entoure, mais aussi de la formation en son sein de groupes rivaux.

On l'a vu aussi lors de l'essor du capitalisme. La « grande transition » ne fut pas seulement le résultat de facteurs économiques objectifs. Elle a également dépendu de tentatives successives, par des fractions des nouvelles classes bourgeoises, de s'organiser autour de visions du monde très différentes de celles de l'ordre ancien – et par d'autres fractions de collaborer avec des représentants de l'ordre ancien pour neutraliser ces nouvelles formes d'organisation. C'est l'histoire des mouvements de révolte ou de réforme, et de leur répression, dans l'Empire islamique du VIII^e siècle et dans l'Empire chinois du XI^e siècle ; des mouvements de la Renaissance et de la Réforme, et de la façon dont ils ont, en Italie, en Allemagne et en France, succombé face à l'ordre ancien ; de la victoire des révolutions hollandaise et anglaise, et de l'affreuse impasse de la guerre de Trente Ans ; des Lumières, et de la réaction obscurantiste qu'elles ont suscitée ; de la lutte de l'Assemblée nationale française contre le roi, et des Jacobins contre les Girondins. La transition ne s'est pas opérée en un grand bond unique, pas plus qu'elle n'a été le résultat d'un changement lent et graduel. Elle a dépendu de la formation, de la défaite et de la reconstitution de groupes qui se sont construits durant plusieurs siècles autour d'une nouvelle vision du monde en développement.

La conquête du monde par le capitalisme a énormément accéléré le processus historique. Il y a eu au XX^e siècle plus de changements dans les vies de la grande majorité de la population mondiale qu'au cours des 5 000 années précédentes. Un tel rythme de transformation signifie qu'à de nombreuses reprises des individus ont essayé de faire face à de nouvelles situations en utilisant des idées qui reflétaient une expérience récente très différente. Leurs conceptions du monde se sont transformées en quelques décennies là où celles de la bourgeoisie européenne avaient eu 600 ans. Le fait qu'à la fin du siècle le processus n'était pas achevé ne signifie pas qu'il n'était pas toujours en cours. L'histoire du XX^e siècle a été celle de générations successives d'êtres

humains, de plus en plus nombreux, qui ont résisté à la logique de la soumission du monde à l'accumulation du capital. À une occasion, en Russie, ils ont connu brièvement la victoire. Parfois – comme en Allemagne en 1918-1919, en France en 1936 ou en Pologne dans les années 1980 –, ils ont transigé pour un demi-succès, avant d'être vaincus. Ils ont subi aussi quelquefois des défaites terribles, comme en Allemagne en janvier 1933, sans même pouvoir combattre. Mais rien de tout cela ne permet d'affirmer que la lutte des classes est terminée. Le type de luttes menées par une classe ouvrière numériquement restreinte au XIX^e siècle, une classe ouvrière plus large dans la première moitié du XX^e siècle, et une classe ouvrière bien plus importante dans le dernier quart du siècle, sera répété au XXI^e siècle par une classe ouvrière qui compte déjà des milliards d'individus.

De ces luttes émergeront de nouvelles tentatives pour remodeler la société autour des valeurs de solidarité, de soutien mutuel, d'égalitarisme, de coopération collective et d'usage des ressources démocratiquement planifié. Les classes dominantes du monde, comme leurs prédécesseurs pendant 5000 ans, feront tout ce qui est en leur pouvoir pour faire avorter ces tentatives et déchaîneront, si nécessaire, une barbarie sans nom pour s'accrocher à ce qu'elles considèrent comme leur droit sacré au pouvoir et à la propriété. Elles défendront l'ordre capitaliste existant jusqu'à la fin, même si ce doit être la fin de la vie humaine organisée.

Il n'existe aucun moyen de prédire quelle sera l'issue de ces grands conflits. Cela dépend non seulement du choc des forces de classes objectives – de la croissance de classes *en soi* –, mais aussi de l'émergence au sein de la classe ouvrière « universelle » en expansion d'un noyau de personnes qui comprendront comment combattre et sauront gagner leurs camarades à cette vision des choses. Il ne manquera pas de groupes et de mouvements résolument opposés à l'un ou l'autre des aspects du système capitaliste. Sa barbarie et son irrationalité rendent cela aussi inévitable dans l'avenir que ça l'a été dans le passé. Mais l'histoire du XX^e siècle montre que ces éléments ne

peuvent être vraiment efficaces que s'ils se cristallisent en organisations révolutionnaires prêtes à défier la totalité des aspects du système. La bourgeoisie a eu besoin d'une telle cristallisation avec la New Model Army au XVII^e siècle et le club des Jacobins au XVIII^e. La classe ouvrière russe a eu le Parti bolchevique en 1917. La classe ouvrière mondiale devenue gigantesque en aura plus que jamais besoin au cours du XXI^e siècle, à condition que l'humanité échappe à la destruction. Or ce besoin ne peut être satisfait que si des gens s'attèlent à la tâche. Le révolutionnaire irlandais James Connolly a dit : « Les seuls véritables prophètes sont ceux qui modèlent l'avenir. »

Comprendre le passé peut y aider. C'est pour cela que j'ai écrit ce livre.

Notes

Notes de l'**Introduction**

1. A. GIDDENS, *La Troisième Voie. Le renouveau de la social-démocratie*, Le Seuil, Paris, 2002.
2. *Le Mouvement de l'histoire*, trad. fr. André Mansat et Jean Barthalan, Arthaud, Grenoble, 1961.

Première partie

L'apparition des sociétés de classes

Notes du **Prologue**

1. En fait, ces arguments ne peuvent en aucun cas être tirés d'une étude de la génétique un tant soit peu scientifique. Voir, par exemple, S. ROSE, *Lifelines. Biology beyond determinism*, Oxford University Press, New York, 1998 ; R. HUBBARD, *The Politics of Women's Biology*, Rutgers University Press, New Jersey, 1990 ; R. L. LEWONTIN, *The Doctrine of DNA*, Harper Perennial, Londres, 1993.
2. D. MORRIS, *Le Singe nu*, Grasset, Paris, 1968.
3. R. ARDREY, *African Genesis. A Personal Investigation into the Animal Origins and Nature of Man*, Macmillan Pub Co, Londres, 1969.
4. R. DAWKINS, *Le Gène égoïste*, Mengès, Paris, 1978.
5. R. LEE, « Reflections on Primitive Communism », in T. INGOLD, D. RICHES et J. WOODBURN (dir.), *Hunters and Gatherers*, vol. 1, Berg, Oxford, 1988.

6. La capacité à utiliser le langage est, selon la théorie généralement acceptée de Noam Chomsky, un trait génétiquement déterminé de tous les humains modernes. Les connexions entre le langage, l'abstraction et la conscience humaine sont étudiées dans les livres écrits par le marxiste russe Volochinov pendant les années 1920, et dans la deuxième partie du livre du marxiste hongrois Georg LUKÁCS, *L'Ontologie de l'être social. Le travail, la reproduction*, Delga, Paris, 2011.

7. Il s'agit d'un bref résumé de très longs débats. Pour davantage de détails et de références, voir le début de mon article, « Engels et les origines de la société humaine », sur [http://tintinrevolution. Free. Fr/](http://tintinrevolution.free.fr/).

8. Il y a eu un débat scientifique d'un siècle sur le rapport exact entre les Néandertaliens et les humains modernes – par exemple, sur la question de savoir s'ils étaient interféconds. Je ne peux entrer dans le débat ici. Qu'il suffise de dire que le déplacement des hommes de Néandertal n'a pas engendré leur massacre par des humains modernes, comme des versions sanglantes de nos origines, à l'instar de celle de Robert Ardrey, aimeraient nous le faire croire. Voir mon article « Engels et les origines de la société humaine », *ibid.*, pour un développement sur ce point.

9. « Chasse et cueillette » (*hunting and gathering*) est une expression qui induit en erreur, dans la mesure où la cueillette de végétaux jouait dans l'alimentation un plus grand rôle que la chasse des animaux.

10. D'où l'usage ancien du mot « sauvages » (*savagery*) pour décrire ces sociétés – un terme utilisé même par ceux qui, comme Lewis Morgan, Friedrich Engels et Vere Gordon Childe, tentaient d'analyser leur développement de manière scientifique.

11. L'expression est due au philosophe anglais du XVII^e siècle, Thomas Hobbes, mais elle résume l'attitude du « sens commun » qui domine la plupart des descriptions de ces sociétés jusqu'aux années 1960, et

qu'on peut encore trouver dans des ouvrages populaires comme celui de R. ARDREY, *African Genesis*, *op. cit.*

12. M. SAHLINS, *Âge de pierre, âge d'abondance. L'économie des sociétés primitives*, trad. de l'anglais par Tina Jolas, Gallimard, Paris, 1991.

13. C. TURNBULL, *Le Peuple de la forêt*, trad. de l'anglais par Sonia Campos, Stock, Paris, 1963, p. 108 et 111.

14. E. FRIEDL, *Women and Men. An Anthropologist's View*, Waveland Press, New York, 1975, p. 28.

15. E. LEACOCK, *Myths of Male Dominance*, Monthly Review Press, New York, 1981, p. 139-140.

16. R. LEE, *The !Kung San. Men, Women and Work in a Foraging Society*, Cambridge University Press, Cambridge, 1979, p. 118.

17. Le point d'exclamation au début de !Kung indique un son de « clic » qui n'existe pas dans les langues indo-européennes.

18. R. LEE, *The !Kung San*, *op. cit.*

19. P. P. LEJEUNE (1635), cité in M. SAHLINS, *Âge de pierre, âge d'abondance*, *op. cit.*, p. 52.

20. E. FRIEDL, *Women and Men*, *op. cit.*, p. 15 et 28.

21. Toutes les citations sont extraites de R. ARDREY, *African Genesis*, *op. cit.*

22. R. LEE, « Reflections on Primitive Communism », in T. INGOLD, D. RICHES et J. WOOD- BURN (dir.), *Hunters and Gatherers*, vol. 1, *op. cit.*

23. Cité in E. GELLNER, *Plough, Sword and Book. The Structure of Human History*, University of Chicago Press, Chicago, 1992.

24. Engels avait raison de proclamer avec insistance qu'il n'existait pas de mise sous tutelle systématique des femmes dans ces sociétés. Mais il avait tort sur un détail important : il surestimait énormément le rôle

joué par les lignages dans la plupart des sociétés de chasseurs-cueilleurs. Pour une présentation exhaustive de la discussion sur ce point, voir mon article « Engels et les origines de la société humaine », *loc. Cit.*

Notes du **Chapitre 1**

1. Palestine, Syrie, Liban, Turquie méridionale et Irak.
2. Pour plus de détails, voir D. O. HENRY, *From Foraging to Agriculture. The Levant at the End of the Ice Age*, University of Pennsylvania Press, Philadelphie, 1989 ; J. V. S. MEGAW (dir.), *Hunters, Gatherers and First Farmers Beyond Europe*, Leicester University Press, Leicester, 1977 ; les essais de P. M. DOLUK-HANOV et G. W. W. BARKER in C. RENFREW (dir.), *The Explanation of Culture Change. Models in Prehistory*, University of Pittsburgh Press, Pittsburgh, 1973 ; C. K. MAISELS, *The Emergence of Civilization. From Hunting and Gathering to Agriculture, Cities and the State in the Near East*, Routledge, Londres, 1993, chap. 3 et 4.
3. J. HARLAN, « A Wild Wheat Harvest in Turkey », *Archaeology*, n° 20, 1967, pp. 7-201, cité in C. K. MAISELS, *The Emergence of Civilization*, *op. cit.*, p. 125.
4. L'expression « *neolithic revolution* » est de Gordon Childe.
5. Estimations et calculs divers in C. K. MAISELS, *The Emergence of Civilisation*, *op. cit.*, p. 125.
6. R. M. ADAMS, *The Evolution of Urban Society. Early Mesopotamia and prehispanic Mexico*, Weidenfeld and Nicolson, Londres, 1966, p. 96.
7. Même si d'autres ont prétendu que les statuettes sont liées à des rites de fertilité, et n'impliquent pas davantage un statut élevé des femmes que le culte catholique de la Vierge Marie.

8. Un point sur lequel insistent fortement les anthropologues occidentaux qui en ont fait les études pionnières dans les années 1920 et 1930. Voir, par exemple, R. BENEDICT, *Patterns of Culture*, Houghton Mifflin, Londres, 1935.

9. J.-F. LAFITAN, cité in R. LEE, *Reflections on Primitive Communism*, *op. cit.*, p. 252.

10. E. EVANS-PRITCHARD, cité in *ibid.*, p. 252.

11. C'est l'un des arguments clés de M. SAHLINS, *Âge de pierre, âge d'abondance*, *op. cit.*

12. R. M. ADAMS, *The Evolution of Urban Society*, *op. cit.*, p. 96.

13. Voir J. V. S. MEGAW (dir.), *Hunters, Gatherers and the First Farmers Beyond Europe*, *op. cit.*, et les essais de P. M. DOLUKHANOV, G.W.W.BARKER, C. M. NELSON, D.R.HARRIS et M. TOSI in C. RENFREW (dir.), *The Explanation of Culture Change*, *op. cit.*

14. F. KATZ, *The Ancient American Civilizations*, Castle Books, Londres, 1989 ; W. M. BRAY, E. H. SWANSON et I. S. FARRINGTON, *The Ancient Americas*, Peter Bedrick Books, New York, 1989, p. 14.

15. Comme l'a fait remarquer le biologiste Jared Diamond, personne n'a réussi à domestiquer convenablement les plantes et les animaux de ces régions. Voir J. DIAMOND, *De l'inégalité parmi les sociétés. Essai sur l'homme et l'environnement dans l'histoire*, Gallimard, Paris, 1999.

16. Cette question est traitée de manière très satisfaisante in *ibid.*

17. R. LEE, « Reflections on Primitive Communism », in T. INGOLD, D. RICHES et J. WOODBURN (dir.), *Hunters and Gatherers*, vol. 1, *op. cit.*, p. 262.

18. C. LÉVI-STRAUSS, cité in M. SAHLINS, *Âge de pierre, âge d'abondance*, *op. cit.*, p. 181.

19. H. I. HOGBIN, cité in *ibid.*, p. 185.

Notes du **Chapitre 2**

1. Avant lui, l'anthropologue pionnier du XIX^e siècle, Morgan, avait parlé d'une transition de la « barbarie » (*barbarism*) – par quoi il voulait dire un mode de vie purement agricole – à la « civilisation » – centrée autour des cités. Les termes ont été utilisés par Friedrich Engels, mais sont tombés en désuétude lorsqu'il est devenu de plus en plus évident que des sociétés « civilisées », au sens de Morgan, pouvaient être bien plus barbares que des sociétés agricoles primitives.
2. Voir l'exemple donné par M. SAHLINS, *Âge de pierre, âge d'abondance*, *op. cit.*
3. Cf. V. GORDON CHILDE, *Le Mouvement de l'histoire*, *op. cit.*, p. 59-62.
4. Voir, par exemple, F. KATZ, *The Ancient American Civilizations*, *op. cit.*, p. 78-79, 81, 102, 113 et 128.
5. Cf. V. GORDON CHILDE, *Le Mouvement de l'histoire*, *op. cit.*, p. 80-81.
6. C.K.MAISLS, *The Emergence of Civilization*, *op. cit.*, p. 297.
7. *Ibid.*, p. 297.
8. Selon F. KATZ, *The Ancient American Civilizations*, *op. cit.*, p. 29.
9. Cf. V. GORDON CHILDE, *Social Evolution*, Meridian Book, Londres, 1963, p. 155-156.
10. Pour une argumentation sur ces constructions de pierre préurbaines, cf. C. RENFREW, *Before Civilization*, Penguin, Harmondsworth, 1976.
11. Ainsi, il est certain que des développements dans la mer Égée ont été encouragés par ce qui s'était passé sur le continent asiatique au Sud-Est et en Afrique au Sud. Il est vraisemblable que certains des développements en Égypte (le type de grains semés, certains

ustensiles) ont été influencés, à un degré limité, par des contacts avec la civilisation mésopotamienne à ses premiers stades de développement, et il n'est pas impossible que les civilisations latino-américaines soient, d'une manière ou d'une autre, rentrées en contact avec celles de l'Est et du Sud-Est asiatique.

Notes du **Chapitre 3**

1. R. M. ADAMS, *The Evolution of Urban Society*, *op. cit.*, p. 95-96.
2. *Ibid.*, p. 98.
3. *Ibid.*, p. 103.
4. *Ibid.*, p. 104.
5. Cf. V. GORDON CHILDE, *Le Mouvement de l'histoire*, *op. cit.*, p. 88.
6. T. B. JONES, cité in C. K. MAISELS, *The Emergence of Civilization*, *op. cit.*, p. 184.
7. C. J. GADD, « Cities in Babylon », in I. E. S. EDWARDS, C.J.GADD et N. G. L. HAMMOND (dir.), *The Cambridge Ancient History*, vol. 1, partie 2, Cambridge University Press, Cambridge, 1971.
8. F. KATZ, *The Ancient American Civilizations*, *op. cit.*, p. 38.
9. G. R. WILLEY et D. B. SHIMKIN, « The Maya Collapse. A Summary View », in P. CULBERT (dir.), *The Classic Maya Collapse*, University of New Mexico Press, Albuquerque, 1973, p. 459.
10. Comme le dit Michael Mann dans son jargon sociologique, ils n'étaient pas désireux « d'accroître leurs pouvoirs collectifs à cause des pouvoirs distributifs que cela impliquait », M. MANN, *The Sources of Social Power*, vol. 1, Cambridge University Press, Cambridge, 1986, p. 39.

11. Pour un compte rendu de ces changements, cf. D. R. HARRIS, « The Prehistory of Tropical Agriculture », in C. RENFREW, *The Explanation of Cultural Change*, op. cit., p. 398-399.

12. M. SAHLINS, *Âge de pierre, âge d'abondance*, op. cit., p. 140.

13. Se reporter à l'analyse de Christine Ward Gailey sur les tentatives, entre 1100 et 1400, des chefs de haut rang des îles Tonga de se soustraire à leurs obligations envers les personnes de rang inférieur en essayant de se constituer eux-mêmes en classe dirigeante, in C. W. GAILEY, *Kingship to Kinship*, University of Texas Press, Austin, 1987.

14. Cf. V. GORDON CHILDE, *Man Makes Himself*, Watts & Co, Londres, 1956, p. 155.

15. Cf. , par exemple, R. THAPAR, *Ancient Indian Social History*, Orient Blackswan, Hyderabad, 1984.

16. R. M. ADAMS, *The Evolution of Urban Society*, op. cit., p. 114.

17. Pour l'histoire des Incas, voir A. -J. PLA, *Modo de Produccion Asiatico y las Formaciones. Economico Sociales Inca y Azteca*, El Caballito, Mexico, 1982, p. 151.

18. R. M. ADAMS, *The Evolution of Urban Society*, op. cit., p. 90.

Notes du **Chapitre 4**

1. Cf. V. GORDON CHILDE, *Le Mouvement de l'histoire*, op. cit., p. 72.

2. *Ibid.*

3. C'est là l'argument développé par K. SACKS, *Sisters and Wives*, Greenwood Press, Londres, 1979, p. 117 et 121.

4. Pour un développement plus approfondi de mon argumentation sur la façon dont est apparue l'oppression des femmes, voir mon article « Engels et les origines de la société humaine », *loc. Cit.*

5. I. M. DIAKHANOV, « The Structure of Near Eastern Society Before the Middle of the 2nd Millenium BC », *Oikumene* 3 : 1, Budapest, 1982.

Notes du **Chapitre 5**

1. Toutes deux situées en bordure de la ville moderne du Caire.
2. B. J. KEMP, « Old Kingdom, Middle Kingdom and Second Intermediate Period », in B. G. TRIGGER *et al.*, *Ancient Egypt. A Social History*, Cambridge University press, Cambridge, 1983, p. 176.
3. Cf. V. GORDON CHILDE, *Le Mouvement de l'histoire*, *op. cit.*, p. 117.
4. Cf. V. GORDON CHILDE, *Man Makes Himself*, *op. cit.*, p. 227.
5. Cf. V. GORDON CHILDE, *L'Europe préhistorique. Les premières sociétés européennes*, trad. de l'anglais par Solange-Marie Guillemin, Payot, Paris, 1962, p. 20-21. Le thème central de ce travail est que les « barbares » firent davantage preuve d'innovation parce qu'ils étaient moins freinés par une structure étatique despotique et toute-puissante. Mais Gordon Childe tend à considérer que les « barbares » innovateurs étaient presque toujours européens, et omet de prendre en considération la façon dont ceux qui vivaient à l'extérieur des empires établis sur d'autres continents – en Asie, Afrique et aux Amériques – ont eux aussi réalisé des avancées considérables (par exemple, toute la série d'innovations en Asie centrale dans le premier millénaire, qui ont été, comme nous le verrons plus loin, adoptées ensuite en Chine avant de se répandre en Europe ; ou le développement indépendant de la technologie du fer dans certaines parties de l'Afrique).
6. B. G. TRIGGER, « The Rise of Egyptian Civilization », in B. G. TRIGGER *et al.*, *Ancient Egypt. A Social History*, *op. cit.*, p. 67.
7. Cf. V. GORDON CHILDE, *Man Makes Himself*, *op. cit.*, p. 230-231.

-
8. Cf. V. GORDON CHILDE, *Le Mouvement de l'histoire*, op. cit., p. 119-120.
9. G. R. WILLEY et D. B. SHIMKIN, « The Maya Collapse. A Summary View », in T. P. CULBERT (dir.), *The Classic Maya Collapse*, op. cit.
10. Cité in M. RICE, *Egypt's Making*, Routledge, Londres, 1991, p. 226. Pour une critique de l'opinion selon laquelle ce texte se réfère à des événements réels, cf. B. G. TRIGGER et al., *Ancient Egypt. A Social History*, op. cit., p. 74-75, 115.
11. Cf. , par exemple, F. KATZ, *The Ancient American Civilizations*, op. cit., p. 78-79, et l'introduction à T. P. CULBERT (dir.), *The Classic Maya Collapse*, op. cit., p. 19.
12. Cf. , par exemple, F. KATZ, *The Ancient American Civilizations*, op. cit., p. 78.
13. B. J. TRIGGER et al., *Ancient Egypt. A Social History*, op. cit., p. 115.
14. B. S. LESKO, « Rank, Roles and Rights », in L. H. LESKO (dir.), *Pharaoh's Workers*, Cornell University Press, Ithaca, 1994, p. 15.
15. *Ibid.*, p. 39.
16. *Ibid.*, p. 38.
17. K. MARX, préface à la *Contribution à la critique de l'économie politique*, in *Œuvres*, t.1 : *Économie*, « La Pléiade », Gallimard, Paris, 1977, p. 272-273.
18. K. MARX et F. ENGELS, *Le Manifeste du Parti communiste*, in *ibid.*, p. 162.
19. Cf. V. GORDON CHILDE, *Le Mouvement de l'histoire*, op. cit., p. 137.
20. K. W. BUTZER, *Early Hydraulic Civilization in Egypt. A Study in Cultural Ecology*, University of Chicago Press, Chicago, 1976, p. 46.

Deuxième partie
Le monde antique

Note du **Chapitre 6**

1. Certains historiens pensent que la connaissance de la fabrication du fer a été transmise en Afrique. Cf. par exemple, R. MAUNY, « Trans-Saharan Contacts in the Iron Age in West Africa », in J. D. FAGE (dir.), *The Cambridge History of Africa*, vol. 2, Cambridge University Press, Cambridge, 1985, p. 318. Mais Jared Diamond fait remarquer que les techniques en usage en Afrique subsaharienne étaient plutôt différentes de celles utilisées ailleurs, ce qui suggère une découverte indépendante. Cf. J. DIAMOND, *De l'inégalité parmi les sociétés*, op. cit., p. 411.

Notes du **Chapitre 7**

- 1.** Correspondant à l'actuel Bihar.
- 2.** Cité in D. D. KOSAMBI, *An Introduction to the Study of Indian History*, Sangam Books, Bombay, 1996, p. 190.
- 3.** R. THAPAR, *History of India*, vol. 1, Penguin, Harmondsworth, 1990, p. 84.
- 4.** R. S. SHARMA, *Light on Early Indian Society and Economy*, Manaktala, Bombay, 1966, p. 66.
- 5.** R. THAPAR, « Aśoka India and the Gupta Age », in A. L. BASHAM, *A Cultural History of India*, Oxford University Press, Oxford, 1975, p. 44.
- 6.** R. SHARMA, *Light on Early Indian Society and Economy*, op. cit., p. 78. Romila Thapar se montre critique à l'égard de D. D. Kosambi qui considère la dernière période maurya comme celle d'un déclin : « Il est certain que la situation est celle d'une économie en expansion », R.

THAPAR, *Aśoka and the Decline of the Mauryas*, Oxford University Press, Oxford, 1961, p. 204-205.

7. H. J. J. WINER, « Science », in A. L. BASHAM, *La Civilisation de l'Inde ancienne*, trad. de l'anglais par Claude Carme et al. , Arthaud, Paris, 1976, p. 333.

8. *Ibid.*

9. R. THAPAR, « Aśoka India and the Gupta Age », in A. L. BASHAM, *A Cultural History of India*, op. cit., p. 49.

Notes du **Chapitre 8**

1. La Muraille ne fut pas construite à partir de rien, comme on le dit parfois, mais relia un certain nombre de murs préexistants. La Grande Muraille telle qu'on la connaît aujourd'hui a été restaurée et étendue par la dynastie Ming au XVII^e siècle de l'ère chrétienne.

2. Selon des textes paraphrasés in H. MASPERO, *La Chine antique*, PUF, Paris, 1927, p. 152.

3. Cf. , par exemple, D. BODDE, « The State and Empire of Ch'in », in D. TWITCHETT et M. LOEWE (dir.), *The Cambridge History of China*, vol. 1, Cambridge University Press, Cambridge, 1986, p. 21.

4. H. MASPERO, *La Chine antique*, op. cit. , p. 82. Pour des discussions de spécialistes modernes de la Chine sur la question de la nature de la société chinoise ancienne, cf. les contributions de Wu DAKEN, KeCHANGYI et Zhao LUSHENG in T. BROOK (dir.), *The Asiatic Mode of Production in China*, Armonk, New York, 1989.

5. H. MASPERO, *La Chine antique*, op. cit., p. 114.

6. Cho-yun HSU, *The Formation of Early Chinese Agrarian Economy*, University of Washington, Seattle, 1980, p. 4. Cf. aussi J. GERNET, *Le Monde chinois*, Armand Colin, Paris, 1972, p. 66-67, et D. BODDE, « The State and Empire of Ch'in », loc. Cit., p. 22-23.

- [7.](#) Cho-yun HSU, *The Formation of Early Chinese Agrarian Economy*, *op. cit.*, p. 6.
- [8.](#) J. GERNET, *Le Monde chinois*, *op. cit.* , p. 68-73.
- [9.](#) Cho-yun HSU, *The Formation of Early Chinese Agrarian Economy*, *op. cit.*, p. 12.
- [10.](#) *Ibid.*, p. 13.
- [11.](#) SHIH-CHI, cité in D. BODDE, « The State and Empire of Ch'in », *loc. Cit.*, p. 40.
- [12.](#) Détails donnés in *ibid.*, p. 45.
- [13.](#) J. GERNET, *Le Monde chinois*, *op. cit.*, p. 107, et D. BODDE, « The State and Empire of Ch'in », *loc. Cit.*, p. 52.
- [14.](#) Selon J. GERNET, *Le Monde chinois*, *op. cit.*
- [15.](#) Cho-yun HSU, *The Formation of Early Chinese Agrarian Economy*, *op. cit.*, p. 3.
- [16.](#) K. WITTFOGEL, « The Fundamental Stages of Chinese Economic History », in *Zeitschrift für Sozial Forschung*, n° 4, 1935.
- [17.](#) Cho-yun HSU, *The Formation of Early Chinese Agrarian Economy*, *op. cit.*, p. 39.
- [18.](#) « Discourses on Iron and Salt » (81 av. J.-C.), extraits traduits par Cho-yun HSU, in *ibid.*, p. 191.
- [19.](#) *Ibid.*, p. 53.
- [20.](#) Traduit in *ibid.*, p. 165.
- [21.](#) Édit reproduit in D. BODDE, « The State and Empire of Ch'in », *loc. Cit.*, p. 45.
- [22.](#) Cho-yun HSU, *The Formation of Early Chinese Agrarian Economy*, *op. cit.*, p. 6-7.

23. D. BODDE, « The State and Empire of Ch'in », *loc. Cit.*, p. 71-72.

24. *Ibid.*

25. Cité in *ibid.*, p. 83.

26. Cho-yun HSU, *The Formation of Early Chinese Agrarian Economy*, *op. cit.*, p. 153.

Notes du **Chapitre 9**

1. Pour un tour d'horizon complet des conditions, cf. R. OSBORNE, *Greece in the Making*, Routledge, Londres, 1996, p. 17-37.

2. G. E. M. DE STE CROIX, *The Class Struggle in the Ancient Greek World*, Duckworth, Londres, 1983, p. 293.

3. R. OSBORNE, *Greece in the Making*, *op. cit.*, p. 67, explique le développement de l'esclavage tout à fait en ces termes, même s'il n'utilise pas le mot « surplus ». De Ste Croix pense que, dans les conditions de la Grèce, l'esclavage était beaucoup plus « profitable » à la classe dirigeante que le servage n'aurait pu l'être, pour ne pas parler du travail libre. Cf. G. E. M. DE STE CROIX, *The Class Struggle in the Ancient Greek World*, *op. cit.*, p. 261-231. À l'inverse, Ellen Meiksins Wood n'aborde même pas les circonstances matérielles de l'agriculture, et donc les circonstances dans lesquelles l'esclavage a pris racine. De manière typique, ce manque de matérialisme constitue le trait caractéristique du « marxisme politique » qui est le sien, celui de Robert Brenner et de quelques autres. Cf. E. M. WOOD, *Peasant-Citizen and Slave. The Foundations of Athenian Democracy*, Verso, Londres, 1988.

4. G. E. M. DE STE CROIX, *The Class Struggle in the Ancient Greek World*, *op. cit.*, p. 227

5. Selon de Ste Croix, en Thessalie, les *Penastai* étaient également des serfs plutôt que des esclaves. Le servage existait probablement aussi en Crète. Cf. *ibid.*, p. 150.

6. Le chapitre sur Lycurgue dans *Plutarch's Lives* (par exemple in E. C. LINDEMAN [dir.], *Life Studies of Men Who Shaped History from Plutarch's Lives*, The New American Library, New York, 1950) donne une description de ce que les Spartiates revendiquaient comme étant leur mode de vie. En fait, leur austérité semble avoir été essentiellement un mythe idéologique plutôt qu'une réalité, et très certainement dans la dernière période. Cf. A. H. M. JONES, *Sparta*, Blackwell, Oxford, 1967.

7. C'est l'argument développé in A. H. M. JONES, *The Athenian Democracy*, Blackwell, Oxford, 1957.

8. Cité in G. E. M. DE STE CROIX, *Class Struggle in the Ancient Greek World*, *op. cit.*, p. 140-141.

9. De Ste Croix fait référence à des inscriptions concernant les années 201-153 av. J.-C. selon lesquelles seulement 13 % des esclaves étaient « nés sur place » (*home bred*).

10. R. OSBORNE, *Greece in the Making*, *op. cit.*, p. 233.

11. Cf. les commentaires de G. E. M. DE STE CROIX, in *The Class Struggle in the Ancient Greek World*, *op. cit.*, et in *The Origins of the Peloponnesian War*, Penguin, Londres, 1972. Pour une mise en accusation de l'approche de Socrate, cf. I. F. STONE, *Le Procès Socrate*, Odile Jacob, Paris, 1990.

12. Cet argument est développé longuement in G. E. M. DE STE CROIX, *The Origins of the Peloponnesian War*, *op. cit.*

Notes du **Chapitre 10**

- [1.](#) E. GIBBON, *Histoire de la décadence et de la chute de l'Empire romain*, trad. de l'anglais par M. F. Guizot, Delagrave, Paris, 1840, p. 1.
- [2.](#) G. E. M. DE STE CROIX, *The Class Struggle in the Ancient Greek World*, *op. cit.*, p. 328.
- [3.](#) P. A. BRUNT, *Conflits sociaux en République romaine*, trad. de l'anglais par Micheline Legras-Wechsler, Maspero, Paris, 1979. p. 45.
- [4.](#) SALLUSTE, *The Histories*, vol. 1, Oxford University Press, Oxford, 1992, p. 24.
- [5.](#) P. A. BRUNT, *Conflits sociaux en République romaine*, *op. cit.*, p. 72.
- [6.](#) *Ibid.*, p. 79.
- [7.](#) G. E. M. DE STE CROIX, *The Class Struggle in the Ancient Greek World*, *op. cit.*, p. 334.
- [8.](#) *Ibid.*, p. 335.
- [9.](#) Selon P. A. BRUNT, *Conflits sociaux en République romaine*, *op. cit.*
- [10.](#) *Ibid.*, p. 80.
- [11.](#) *Ibid.*
- [12.](#) *Ibid.*
- [13.](#) A. H. M. JONES, *The Criminal Courts of Roman Republic and Principate*, Blackwell, Londres, 1974, p. 116.
- [14.](#) Cité in P. A. BRUNT, *Conflits sociaux en République romaine*, *op. cit.*, p. 30.
- [15.](#) A. H. M. JONES, *The Roman Economy*, Rowman and Littlefield, New York, 1974, p. 122.
- [16.](#) P. A. BRUNT, *Conflits sociaux en République romaine*, *op. cit.*, p. 50.

-
- [17.](#) P. A. BRUNT, *Italian Manpower, 225 BC-AD 14*, Oxford University Press, Oxford, 1971.
- [18.](#) *Ibid.*, p. 9.
- [19.](#) *Ibid.*
- [20.](#) A. H. M. JONES, *The Roman Economy, op. cit.*, p. 123.
- [21.](#) P. A. BRUNT, *Conflits sociaux en République romaine, op. cit.*, p. 101-102.
- [22.](#) Détails in P. A. BRUNT, *Conflits sociaux en République romaine, op. cit.*, et A. LINTOTT, « Political History », in J. A. CROOK, A. LINTOTT et E. RAWSON (dir.), *The Cambridge Ancient History*, vol. IX, Cambridge University Press, Cambridge, 1986, p. 69.
- [23.](#) Encore une fois, on peut trouver des comptes rendus de ce qui s'est passé in P. A. BRUNT, *Social Conflicts in the Roman Republic, op. cit.*, et A. LINTOTT, « The Roman Empire », in J. A. CROOK, A. LINTOTT et E. RAWSON (dir.), *The Cambridge Ancient History, op. cit.*, p. 25-26.
- [24.](#) Selon P. A. BRUNT, *Conflits sociaux en République romaine, op. cit.*, p. 101.
- [25.](#) SALLUSTE, *The Histories*, vol. 1, *op. cit.*, p. 25.
- [26.](#) Cité in P. A. BRUNT, *Conflits sociaux en République romaine, op. cit.*, p. 121.
- [27.](#) *Ibid.*, p. 123-124.
- [28.](#) *Ibid.*, p. 131.
- [29.](#) APPIEN, d'après P. A. BRUNT, *Conflits sociaux en République romaine, op. cit.*, p. 167.
- [30.](#) Cf. la description de leurs conditions in P. A. BRUNT, *Conflits sociaux en République romaine, op. cit.*, p. 161.

-
- [31.](#) A. LINTOTT, « The Roman Empire », in J. A. CROOK, A. LINTOTT et E. RAWSON (dir.), *The Cambridge Ancient History*, op. cit., p. 25-26.
- [32.](#) Le merveilleux film de Stanley Kubrick *Spartacus*, avec Kirk Douglas, semble s'autoriser une licence poétique en le montrant crucifié.
- [33.](#) Détails extraits de A. LINTOTT, « The Roman Empire », in J. A. CROOK, A. LINTOTT et E. RAWSON (dir.), *The Cambridge Ancient History*, op. cit., p. 221-223.
- [34.](#) Chiffres cités in G. E. M. DE STE CROIX, *The Class Struggle in the Ancient Greek World*, op. cit., p. 230.
- [35.](#) *Ibid.*, p. 368.
- [36.](#) *Ibid.*
- [37.](#) *Ibid.*, p. 355.
- [38.](#) Il ne leur fallut que quelques heures pour abandonner leur propre tentative de rétablir la république avant l'accession de Claude.
- [39.](#) Selon A. H. M. JONES, *The Roman Economy*, op. cit., p. 124.
- [40.](#) *Ibid.*, p. 127.
- [41.](#) *Ibid.*
- [42.](#) *Ibid.*, p. 24.
- [43.](#) E. GIBBON, *Histoire de la décadence et de la chute de l'Empire romain*, op. cit.
- [44.](#) APULÉE, *L'Âne d'or*, ch.11: Le boulanger, voir <http://bcs.fltr.ucl.ac.be/Apul/meta0.html>.
- [45.](#) *Ibid.*
- [46.](#) A. H. M. JONES, *The Roman Economy*, op. cit., p. 36.
- [47.](#) *Ibid.*, p. 39.

[48.](#) Cf. L. A. MORITZ, *Grain-Mills and Flour in Classical Antiquity*, Oxford University Press, Oxford, 1958, pour un exposé exhaustif de ces questions, en particulier p. 131, 136, 138 et 143.

[49.](#) Estimations données in A. H. M. JONES, *The Roman Economy*, op. cit., p. 83.

[50.](#) *Ibid.*, p. 129.

[51.](#) Cf. G. BOIS, *La Mutation de l'an mil. Lournand, village mâconnais de l'Antiquité au féodalisme*, Fayard, Paris, 1989.

Notes du **Chapitre 11**

[1.](#) Il n'existe aucune référence dans les versions archaïques existant encore de ce texte. Pour une traduction, cf. Flavius JOSÈPHE, *La Guerre des Juifs*, Éditions de Minuit, Paris, 1977. Une traduction slave d'un texte médiéval perdu contient bien une référence, mais il y a peu de raisons de douter qu'il s'agit là d'une « interpolation » due à des moines gênés par l'absence de référence à Jésus dans un manuscrit qu'ils copiaient. Cela ne justifie certainement pas la façon dont les écrivains chrétiens utilisent les écrits de Flavius Josèphe pour appuyer leurs propres versions de l'histoire.

[2.](#) Luc, 18.19-26.

[3.](#) Matthieu, 16.24.

[4.](#) Luc, 6.20-25.

[5.](#) Matthieu, 5.1 et 5. 6.

[6.](#) Matthieu, 25.14-30.

[7.](#) Matthieu, 21.20.

[8.](#) Son utilisation du mot « prolétariat » pour désigner les masses de la Judée du I^{er} siècle peut être source de confusion. En dépit de leur pauvreté, ces masses étaient très différentes de la classe ouvrière des

temps modernes. On y trouvait beaucoup d'artisans auto-employés et de boutiquiers, quelques mendiants et très peu d'ouvriers salariés. De plus, les évangiles montrent Jésus prêchant en association avec des « publicains » (percepteurs d'impôts) – un groupe méprisé, mais pas nécessairement pauvre. Kautsky cite en sa faveur un passage de la Première Épître de saint Paul aux Corinthiens, dans laquelle ce dernier affirme : « Considérez, frères, que parmi vous qui avez été appelés, il n'y a [...] ni beaucoup de puissants, ni beaucoup de nobles. » Kautsky prétend que cela signifie que la « propriété » n'était pas « représentée » dans l'Église archaïque. En fait, le passage dit en réalité qu'il y avait quelques « puissants » et quelques « nobles », mais que la grande majorité n'appartenait pas à ces groupes. Cela suggère que la religion exerçait un attrait au-delà des barrières de classe, et qu'elle n'était certainement pas, même à ce stade primitif, purement « prolétarienne ».

9. M. GOODMAN, « Judea », in J. A. CROOK, A. LINTOTT et E. RAWSON (dir.), *The Cambridge Ancient History*, op. cit., p. 768.

10. Pour davantage de détails à ce sujet, cf. les premiers chapitres de Flavius JOSÈPHE, *La Guerre des Juifs*, op. cit.

11. Flavius JOSÈPHE, *Antiquities*, cité in K. KAUTSKY, *Foundations of Christianity*, Monthly Review Press, New York, 1972, p. 300.

12. Flavius JOSÈPHE, *La Guerre des Juifs*, op. cit.

13. *Ibid.*

14. Selon M. GOODMAN, « Judea », in J. A. CROOK, A. LINTOTT et E. RAWSON (dir.), *The Cambridge Ancient History*, op. cit., p. 771.

15. Selon Flavius JOSÈPHE, *La Guerre des Juifs*, op. cit.

16. W. A. MEEKS, *The First Urban Christians. The Social World of the Apostle Paul*, Yale University Press, New Haven, 1983, p. 34.

17. Cité in K. KAUTSKY, *Foundations of Christianity, op. cit.*, p. 261 ; sur le degré de prosélytisme, cf. aussi M. GOODMAN, « Judea », *loc. cit.*, p. 779.

18. À strictement parler, le bouddhisme n'est pas « monothéiste », dans la mesure où il n'implique pas, dans ses formes primitives, la croyance en un dieu personnel de quelque nature que ce soit. Mais il met bien l'accent sur un *principe* unique sous-tendant l'entière réalité, de telle sorte qu'il appartient à la même catégorie que les autres religions.

19. W. A. Meeks suggère un chiffre de « quelque cinq à six millions de juifs [...] dans la diaspora » au I^{er} siècle (cf. W. A. MEEKS, *The First Urban Christians, op. cit.*, p. 34). Ce chiffre paraît exagéré, étant donné que la population totale de l'empire à cette époque ne dépassait pas 50 millions d'habitants, et que seule une faible proportion de ceux-ci vivait dans des villes.

20. Luc, 14.26.

21. Finalement, il est plus que probable que les évangiles sont des relations par ouï-dire écrites bien des années plus tard, regroupant des événements très différents, incluant certains de ceux mentionnés par Flavius Josèphe. Dans ce cas, un personnage nommé Jésus (la forme grecque de Yeoshua, un nom juif très répandu à l'époque) peut avoir été impliqué dans ces incidents comme un participant parmi bien d'autres – et des relations postérieures peuvent très bien avoir amplement exagéré son rôle. Quiconque a entendu des gens raconter des événements auxquels ils ont participé, ne serait-ce que dix ans auparavant, comme les émeutes de la *poll tax* de mars 1990 ou la grève des mineurs six ans plus tôt, sait à quel point les souvenirs sur « qui a fait quoi » peuvent être divergents.

22. Cette version de la prière peut être trouvée dans APULÉE, *L'Âne d'or, op. cit.*

- [23.](#) Cette estimation est due à A. J. MALHERBE, *Social Aspects of Early Christianity*, Augsburg Fortress, Baton Rouge, 1977, p. 86.
- [24.](#) L'étude est celle de JUDGE, mais elle est ici citée *in ibid.*, p. 46.
- [25.](#) Voir *ibid.*, p. 61.
- [26.](#) *Ibid.*, p. 77.
- [27.](#) C'est l'argumentation de W. A. MEEKS, *The First Urban Christians*, *op. cit.*, p. 70-71, 191, même s'il parle, dans son jargon sociologique, d'« inconsistance de statut » (*status inconsistency*).
- [28.](#) C'était très certainement l'interprétation qu'on m'en donnait au catéchisme !
- [29.](#) I Corinthiens 11.2.
- [30.](#) H. CHADWICK, *The Early Church*, Penguin, Londres, 1993, p. 46.
- [31.](#) L'épître de Paul aux Corinthiens et celle aux Colossiens traitent toutes deux des questions posées par les gnostiques.
- [32.](#) P. BROWN, *Genèse de l'Antiquité tardive*, trad. de l'anglais par Aline Rousselle, Gallimard, Paris, 1983, p. 66.
- [33.](#) *Ibid.*, p. 67.
- [34.](#) Pour des détails, *cf.* H. CHADWICK, *The Early Church*, *op. cit.*, p. 135-136. E. GIBBON, dans *Histoire de la décadence et de la chute de l'Empire romain*, *op. cit.*, donne des détails atroces des interventions impériales ainsi que de l'échelle de la répression dans toute cette période.
- [35.](#) *Cf.* H. CHADWICK, *The Early Church*, *op. cit.*, p. 179.

Troisième partie
Le « Moyen Âge »

Notes du **Chapitre 12**

1. Selon J. C. RUSSELL, « Population in Europe 500-1500 », in C. M. CIPOLLA (dir.), *Fontana Economic History of Europe. The Middle Ages*, Fontana Press, Londres, 1971, p. 25.
2. Selon P. ANDERSON, *Les Passages de l'Antiquité au féodalisme*, trad. de l'anglais par Yves Bouver, Maspero, Paris, 1977, p. 119
3. Cf. l'excellent compte rendu de la culture lettrée de la période, in H. WADDELL, *The Wandering Scholars*, Penguin, Harmondsworth, 1954.

Notes du **Chapitre 13**

1. Voir les sommaires des changements in J. GERNET, *Le Monde chinois*, op. cit., p. 152 et D. TWITCHETT, « Introduction », in D. TWITCHETT (dir.), *The Cambridge History of China*, vol. 3, Cambridge University Press, Cambridge, 1979, p. 5.
2. J. GERNET, *Le Monde chinois*, op. cit., p. 176.
3. *Ibid.*, p. 207.
4. Il y a parmi les historiens une polémique sur la question de savoir à quel point ce système de taxation était répandu et efficace. N. E. McKnight affirme que des exemptions importantes du système ne faisaient payer l'impôt qu'à 17 % de la population, alors que la noblesse et les fonctionnaires recevaient bien plus de terres que le paysan ordinaire. Le système aurait ainsi fait passer des terres de l'ancienne aristocratie à la couche montante des fonctionnaires, et non à la masse du peuple. Cf. N. E. MCKNIGHT, « Fiscal Privileges and Social Order », in J. W. HAEGER (dir.), *Crisis and Prosperity in Sung China*, University of Arizona Press, Tucson, 1975.
5. R. M. SOMERS, « The End of the T'ang », in D. TWITCHETT (dir.), *The Cambridge History of China*, op. cit., p. 723.
6. *Ibid.*

[7.](#) Pour une histoire de la rébellion, voir *ibid.*, p. 733-747, et J. GERNET, *Le Monde chinois, op. cit.*, p. 256. La relation des deux paragraphes suivants est tirée de Somers.

[8.](#) Il y a débat parmi les scientifiques sur le statut des domaines fonciers. Certains les comparent aux manoirs du féodalisme occidental, d'autres les ont présentés comme des propriétés de nature capitaliste. Pour un résumé de ce débat, cf. D. TWITCHETT (dir.), *The Cambridge History of China, op. cit.*, p. 27.

[9.](#) E. A. KRACKE, « Sung K'ai-feng », in J. W. HAEGER (dir.), *Crisis and Prosperity in Sung China, op. cit.*, p. 65-66.

[10.](#) Y. SHIBA, « Urbanisation and Development of Markets », in *ibid.*, p. 22.

[11.](#) E. A. KRACKE, « Sung K'ai-feng », in *ibid.*, p. 51-52.

[12.](#) J. GERNET, *Le Monde chinois, op. cit.*, p. 282.

[13.](#) *Ibid.*, p. 274-275.

[14.](#) *Ibid.*, p. 282-283.

[15.](#) *Ibid.*, p. 279.

[16.](#) FANG Ta-tsung, cité in Y. SHIBA, « Urbanisation and Development of Markets », in J. W. HAEGER (dir.), *Crisis and Prosperity in Sung China, op. cit.*

[17.](#) D. TWITCHETT (dir.), *The Cambridge History of China, op. cit.*, p. 30.

[18.](#) L. C. J. MA, *Commercial Development and Urban Change in Sung China*, University of Michigan Press, Ann Arbor, 1971, p. 124-125.

[19.](#) Hsia Sung, cité in Y. SHIBA, « Urbanisation and Development of Markets », in J. W. HAEGER (dir.), *Crisis and Prosperity in Sung China, op. cit.*, p. 42.

20. N. E. MCKNIGHT, « Fiscal Privileges and Social Order », in J. W. HAEGER (dir.), *Crisis and Prosperity in Sung China*, op. cit., p. 98. Pour une vision complète du développement et du contenu du système d'examens, cf. J. F. CHAFFEE, *The Thorny Gates of Learning in Sung China*, Cambridge University Press, Cambridge, 1985.

21. *Ibid.*, p. 3.

22. N. E. MCKNIGHT, « Fiscal Privileges and Social Order », in J. W. HAEGER (dir.), *Crisis and Prosperity in Sung China*, op. cit., p. 98, note de bas de page.

23. C'est là le ton de la dernière œuvre la plus connue de Karl WITTFOGEL, *Le Despotisme oriental*, Éditions de Minuit, Paris, 1964, écrite après sa répudiation du marxisme. Ce thème est également présent à certains endroits des écrits d'Étienne BALAZS—par exemple quand il énonce que « c'est l'État qui a tué le progrès technologique en Chine » (*Chinese Civilization and Bureaucracy*, Yale University Press, Yale, 1964, p. 11, *La Bureaucratie céleste. Recherches sur l'économie et la société de la Chine traditionnelle*, Gallimard, Paris, 1968) –, même si ailleurs il reconnaît à la fois la diversité des points de vue intellectuels et la réalité du changement technologique. Enfin, l'argument apparaît dans le livre récent de D. LANDES, *Richesse et pauvreté des nations. Pourquoi des riches ? Pourquoi des pauvres ?*, trad. de l'anglais par J.-F. Sené, Albin Michel, Paris, 2000. Mais le soutenir aboutit à sous-estimer le dynamisme économique tout à fait significatif de la période Sung.

24. P. B. EBREY, « Introduction », in P. B. EBREY, *Family and Property in Sung China. Yüan Ts'ai's Precepts for Social Life*, Princeton University Press, Princeton, 1984, p. 129.

25. C'est là l'objet d'une démonstration brillante d'Étienne BALAZS, *Chinese Civilization and Bureaucracy*, op. cit., p. 8-9. *La Bureaucratie céleste*, op. cit., p. 18-19.

26. Comme le dit Étienne Balazs, qui reconnaît l'influence de Marx aussi bien que celle de Max Weber sur son approche, « les savants fonctionnaires et les négociants formaient deux classes hostiles mais interdépendantes », *ibid.*, p. 32.

27. L. C. J. MA, *Commercial Development and Urban Change in Sung China*, *op. cit.*, p. 20

28. Cité *in ibid.*, p. 20.

29. Passage traduit in P. B. EBREY, « Introduction », in P. B. EBREY, *Family and Property in Sung China. Yüan Ts'ai's Precepts for Social Life*, *op. cit.*, p. 293.

30. J. W. HAEGER (dir.), « Introduction », *Crisis and Prosperity in Sung China*, *op. cit.*, p. 8.

31. Pour une tentative d'analyse marxiste des Mongols, cf. R. FOX, *Genghis Khan*, Daimon Press, Castle Hedingham, 1962.

Notes du **Chapitre 14**

1. S. RUNCIMAN, « The Place of Byzantium in the Medieval World », in J. M. HUSSEY, *The Cambridge Medieval History*, vol. IV, part. II, Cambridge University Press, Cambridge, 1967, p. 358.

2. Le nom grec signifie littéralement « sainte sagesse », mais on utilise généralement le nom « Sainte-Sophie ».

3. A. GRABOR, « Byzantine Architecture and Art », in *The Cambridge Medieval History*, *op. cit.*, p. 330.

4. G. DÖLGER, « Byzantine Litterature », in *ibid.*, p. 208.

5. *Ibid.*, p. 209.

6. A. GRABOR, « Byzantine Architecture and Art », in *ibid.*, p. 306.

7. K. VOGEL, « Byzantine Science », in *ibid.*, p. 287.

[8.](#) *Ibid.*, p. 305.

[9.](#) Cf. chapitre 8, « The Physical Universe », in C. MANGO, *Byzantium. The Empire of New Rome*, Orion Books, Londres, 2005, p. 166-176. Pour une vision légèrement plus charitable, cf. K. VOGEL, « Byzantine Science », in *The Cambridge Medieval History*, *op. cit.*, p. 269.

[10.](#) R. J. H. JENKINS, « Social Life in the Byzantine Empire », in *ibid.*, p. 93.

[11.](#) H. St L. B. MOSS, « Formation of the Eastern Roman Empire », in *The Cambridge Medieval History*, vol. IV, part. I, *op. cit.*, p. 38.

[12.](#) P. BROWN, *La Toge et la Mitre. Le monde de l'Antiquité tardive, 150-750 ap. J.-C.*, trad. de l'anglais par Christine Monnatte, Thames et Hudson, Paris, 1995, p. 191.

[13.](#) *Ibid.*, p. 170.

[14.](#) R. J. H. JENKINS, « Social Life in the Byzantine Empire », in *The Cambridge Medieval History*, *op. cit.*, p. 97.

[15.](#) *Ibid.*, p. 98.

[16.](#) *Ibid.*, p. 84.

[17.](#) *Ibid.*, p. 89.

[18.](#) Certains historiens ont suggéré que les différentes factions représentaient différents intérêts politiques, sociaux ou religieux. Mais Alan Cameron a fourni une masse de preuves pour soutenir l'hypothèse selon laquelle ces divisions transcendaient celles de classe et de religion, et détournaient l'attention de questions qui auraient pu mettre l'empire en danger. L'exception partielle fut l'émeute de Nika, lorsque les factions bleue et verte, irritées par la décision de Justinien d'exécuter un émeutier de chaque camp, firent contre lui une déclaration unifiée. Mais même dans ce cas, comme nous l'avons vu, l'émeute n'opposait pas les pauvres aux riches. Cf. A. CAMERON, *Circus*

Factions : Blues and Greens at Rome and Byzantium, Clarendon Press, Londres, 1976.

19. Voir *ibid.*, et R. J. H. JENKINS, « Social Life in the Byzantine Empire », in *The Cambridge Medieval History*, *op. cit.*, p. 86.

20. J. B. BURY, « Introduction », in *The Cambridge Medieval History*, vol. IV, *op. cit.*, p. xix.

21. R. J. H. JENKINS, « Social Life in the Byzantine Empire », in *The Cambridge Medieval History*, *op. cit.*, p. 88.

Notes du **Chapitre 15**

1. Connue des Romains sous le nom d'« *Arabia Felix* » (Heureuse Arabie) et appelée aujourd'hui Yémen.

2. Pour une vision complète de l'expansion et de l'abandon des systèmes d'irrigation mésopotamiens qui démontre que la faute n'en revient pas seulement à la guerre mais aussi à la « taxation oppressive » et à la « dévolution de l'autorité entre les mains de la noblesse foncière », cf. R. McC. ADAMS, *Land Behind Baghdad*, University of Chicago Press, Chicago, 1965, p. 69, 80-82.

3. L'analogie est due à Bernard Lewis, in B. LEWIS, *Les Arabes dans l'histoire*, trad. de l'anglais par Denis-Armand Canal, Flammarion, Paris, 1997, p. 70.

4. L'analogie est due à Peter Brown, in P. BROWN, *La Toge et la Mitre*, *op. cit.*, p. 191.

5. Tous deux cités in B. LEWIS, *Les Arabes dans l'histoire*, *op. cit.*, p. 74.

6. Cf. , par exemple, P. BROWN, *La Toge et la Mitre*, *op. cit.*, p. 145.

7. B. LEWIS, *Les Arabes dans l'histoire*, *op. cit.*, p. 91. Pour un compte rendu détaillé des différends entre les armées arabes, voir le chapitre « The Islamic Opposition », in M. G. S. HODGSON, *The Venture of*

Islam, vol. 1, *The Classical Age of Islam*, University of Chicago Press, Chicago, 1974.

8. B. LEWIS, *Les Arabes dans l'histoire*, *op. cit.*, p. 99.

9. *Ibid.*, p. 101.

10. Selon B. LEWIS, « Government, Society and Economic Life Under the Abbasids and Fatamids », in *The Cambridge Medieval History*, *op. cit.*, p. 643. Cf. aussi S. D. GOITEIN, *Studies in Islamic History and Institutions*, Brill, Londres, 1966, p. 221-240.

11. B. LEWIS, *Les Arabes dans l'histoire*, *op. cit.*

12. *Ibid.*, p. 109.

13. *Ibid.*, p. 115.

14. Voir son argumentation in M. RODINSON, *Islam et Capitalisme*, Le Seuil, Paris, 1966.

15. B. LEWIS, *Les Arabes dans l'histoire*, *op. cit.*, p. 114.

16. G. E. VON GRUNEBaum, « Muslim Civilization in the Abbasid Period », in *The Cambridge Medieval History*, *op. cit.*, p. 679.

17. M. G. S. HODGSON, *The Venture of Islam*, vol. II, University of Chicago Press, Chicago, 1972, p. 65.

18. R. McC. ADAMS, *Land Behind Baghdad*, *op. cit.*

19. *Ibid.*, p. 87.

20. Yaqut, cité in *ibid.*, p. 87. Voir aussi le récit d'Adams sur ce qui se produisit dans la zone irriguée, p. 99-106.

21. Cité par G. E. VON GRUNEBaum, « Muslim Civilization in the Abbasid Period », in *The Cambridge Medieval History*, *op. cit.*, p. 693.

22. C'est précisément ce qu'il a accompli en analysant la dynamique de l'essor, de la révolution et du déclin au cours des 700 années ayant

précédé la civilisation islamique. Cf. IBN KHALDOUN, *Discours sur l'histoire universelle. Al-Muqqadima*, Sindbad, Paris, 1997.

23. Voir, par exemple, G. E. VON GRUNEBaum, « Muslim Civilization in the Abbasid Period », in *The Cambridge Medieval History*, op. cit., p. 682.

Notes du **Chapitre 16**

1. Cité in B. DAVIDSON, *Africa in History. Themes and Outlines*, Longman, Londres, 1992, p. 61.

2. Cité in G. CONNAH, *African Civilizations. Precolonial Cities and States*, Cambridge University Press, Cambridge, 1987, p. 183.

3. H. Trevor-Roper (lord Dacre), cité in A. CALLINICOS, *Theories and Narratives*, Cambridge University Press, Cambridge, 1995, p. 167.

4. Cf. , par exemple, K. W. BUTZER, *Early Hydraulic Civilization in Egypt*, University of Chicago Press, Chicago, 1976, p. 9-12 ; M. RICE, *Egypt's Making*, Routledge, Londres, 1991, p. 27-29 ; et pour un compte rendu sur les « mégalithes » d'Égypte méridionale autour de 4500 av. J.-C., cf. « Tribe in Sahara Were the First to Aim for the Stars », *The Guardian*, 2 avril 1998.

5. Cité in G. CONNAH, *African Civilizations*, op. cit., p. 150.

6. LÉON L'AFRICAIN, *Description de l'Afrique*, vol. 1, Librairie d'Amérique et d'Orient, Paris, 1956 ; pour un excellent récit fictionnel de ses voyages, cf. A. MAALOUF, *Léon l'Africain*, J.-C. Lattès, Paris, 1986.

7. Cf. D. W. PHILLIPSON, *African Archaeology*, Cambridge University Press, Cambridge, 1985, p. 170 ; Jared Diamond va jusqu'à prétendre que « les forgerons africains découvrirent comment produire de hautes températures dans leurs fours de village et fabriquer de l'acier 2000 ans avant les fours Bessemer de l'Europe et de l'Amérique au

XIX^e siècle. » (J. DIAMOND, *De l'inégalité parmi les sociétés*, op. cit., p. 411). M. J. Van der Merwe et T. A. Wertime pensent quant à eux que la connaissance de la fabrication du fer se diffusa à l'origine au Sahara à partir des régions côtières méditerranéennes, mais reconnaissent que les forgerons africains développèrent des techniques qui devaient mener à la fabrication directe d'acier plutôt que de fer forgé. Cf. leurs essais, in T. A. WERTIME et J. D. MUHLY (dir.), *The Coming of the Age of Iron*, Yale University Press, New Haven, 1980.

8. G. CONNAH, *African Civilizations*, op. cit., p. 213.

9. J. DIAMOND, *De l'inégalité parmi les sociétés*, op. cit., p. 403.

Notes du **Chapitre 17**

1. Cf. les détails tirés de la recherche parmi des documents de la synagogue du Caire, in S. D. GOITEIN, *Studies in Islamic History and Institutions*, Brill, Leiden, 1966, p. 297.

2. G. DUBY, *L'Économie rurale et la vie des campagnes dans l'Occident médiéval*, vol. 1, Aubier, Paris, 1962, p. 57.

3. Il s'agit d'un élément de l'explication fournie par David Landes dans *Richesse et pauvreté des Nations*, op. cit.

4. C'est le point de vue des soi-disant « marxistes politiques », Robert Brenner et Ellen Meiksins Wood. Cf. , par exemple, l'essai de R. BRENNER, in T. ASHTON (dir.), *The Brenner Debate. Agrarian Class Structure and Economic Development in Pre-Industrial Europe*, Cambridge University Press, Cambridge, 1993.

5. L. WHITE, « The Expansion of Technology 500-1500 », in C. CIPOLLA (dir.), *Fontana Economic History of Europe*, vol. 1, *The Middle Ages*, Fontana Press, Londres, 1972, p. 147. Voir aussi G. DUBY, *L'Économie rurale et la vie des campagnes dans l'Occident médiéval*, op. cit., p. 75.

6. L. WHITE, « The Expansion of Technology 500-1500 », in C. CIPOLLA (dir.), *Fontana Economic History of Europe*, vol. 1, *The Middle Ages*, op. cit., p. 149.

7. *Ibid.*, p. 146.

8. G. DUBY, « Les travaux des champs », in *ibid.*, p. 196-197. En réalité, les progrès de la productivité dans la Chine des Chen et des Tang ont sans doute été aussi importants que ceux réalisés en Europe, mais cela ne réduit en rien l'ampleur des transformations.

9. S. THRUPP, « Medieval Industry », in C. CIPOLLA (dir.), *Fontana Economic History of Europe*, vol. 1, *The Middle Ages*, op. cit., p. 225.

10. P. KRIEDTE (dir.), *Industrialization Before Industrialization*, Cambridge University Press, Cambridge, 1981, p. 19.

11. J. LE GOFF, *La Civilisation de l'Occident médiéval*, Arthaud, Paris, 1964, p. 260.

12. M. BLOCH, *La Société féodale*, Albin Michel, Paris, 1994.

13. J. LE GOFF, *La Civilisation de l'Occident médiéval*, op. cit., p. 252.

14. Cf. G. BOIS, *La Mutation de l'an mil. Lournand, village mâconnais de l'Antiquité au féodalisme*, Fayard, Paris, 1989. Pour une discussion critique de ses affirmations, voir ma recension de l'ouvrage, « Change at the First Millenium », *International Socialism*, n° 62, printemps 1994.

15. J. LE GOFF, « The Town as an Agent of Civilization », in C. CIPOLLA (dir.), *Fontana Economic History of Europe*, vol. 1, *The Middle Ages*, op. cit., p. 79. Pour le rôle de ces petites villes Nouvelles établies sur les domaines des seigneurs en Angleterre, cf. R. HILTON, « Lords, Burghesses and Hucksters », in *Past and Present*, n° 97, novembre 1982.

16. Voir, par exemple, la liste des traductions de textes scientifiques en latin à partir de l'arabe, in J. GIMPEL, *The Medieval Machine*, Pimlico, Londres, 1992, p. 176-177.

17. Cité *in ibid.*, p. 174.

18. *Ibid.*

19. Voir *ibid.*, p. 192-193.

20. L. WHITE, « The Expansion of Technology 500-1500 », in C. CIPOLLA (dir.), *Fontana Economic History of Europe*, vol. 1, *The Middle Ages*, *op. cit.*, p. 156.

21. Pour une analyse complète, cf. S. RUNCIMAN, *Les Vêpres siciliennes. Une histoire du monde méditerranéen à la fin du XIII^e siècle*, Les Belles Lettres, Paris, 2008.

22. R. ROEHL, « Pattern and Structure of Demand 1000-1500 », in C. CIPOLLA (dir.), *Fontana Economic History of Europe*, vol. 1, *The Middle Ages*, *op. cit.*, p. 133.

23. L'histoire standard des croisades est l'ouvrage en trois volumes de S. RUNCIMAN, *Histoire des croisades*, Tallandier, Paris, 2006. Le fait que les croisés aient été capables de conquérir les terres d'une civilisation qui était bien plus avancée que la leur fut le résultat des nouvelles techniques employées dans l'agriculture européenne – un signe de progrès matériel. Mais cela ne change rien au caractère destructeur et inutile des croisades pour tous ceux qui s'y sont trouvés engagés.

24. G. BOIS, *Crise du féodalisme*, Presses de Science Po, Paris, 1981, p. 9. En réalité, il y eut probablement des précédents historiques tout aussi sérieux, par exemple dans les crises qui frappèrent les anciennes civilisations ou la Mésopotamie médiévale.

25. G. DUBY, « Medieval Agriculture », in C. CIPOLLA (dir.), *Fontana Economic History of Europe*, vol. 1, *The Middle Ages*, *op. cit.*, p. 192.

26. R. HILTON, *Class Conflict and the Crisis of Feudalism. Essays in Medieval Social History*, Verso, Londres, 1990, p. 171. Cf. aussi G. BOIS, *Crise du féodalisme*, *op. cit.*, p. 11-12.

27. L'expression est utilisée aussi bien par Bois que par Hilton.

28. « Révolte des paysans de Normandie », en 977, rappelée par Wace en 1172, cité in J. -P. POLY et É. BOURNAZEL, *La Mutation féodale X-XII^e siècle*, PUF, Paris, 1980, p. 193.

29. R. HILTON, *Class Conflict and the Crisis of Feudalism*, op. cit., p. 65.

30. Pour un résumé des événements, cf. S. A. EPSTEIN, *Wage Labor and Guilds in Medieval Europe*, University of North Carolina, Chapel Hill, 1991, p. 252-253.

31. N. COHN, *The Pursuit of the Millenium*, Pimlico, Londres, 1970, p. 102.

32. *Ibid.*, p. 103.

33. *Ibid.*, p. 104.

34. *Ibid.*, p. 139-141.

35. Aujourd'hui la partie septentrionale de la République tchèque.

36. Les citations viennent de N. COHN, *The Pursuit of the Millenium*, op. cit., p. 215. Pour une version qui manifeste davantage de sympathie vis-à-vis du mouvement taborite, qui ne le réduit pas à une simple question de désirs irrationnels, cf. K. KAUTSKY, *Communism in Central Europe in the Time of the Reformation*, Fisher and Unwin, Londres, 1897.

37. Cf. , par exemple, C. HIBBERT, *The Rise and Fall of the House of Medici*, Penguin, Londres, 1979.

38. G. DUBY, « Medieval Agriculture », in C. CIPOLLA (dir.), *Fontana Economic History of Europe*, vol. 1, *The Middle Ages*, op. cit. , p. 193. Pour des exemples de négociants urbains qui allèrent plus loin et commencèrent à détenir des grandes exploitations agricoles, cf. G. BOIS, *Crise du féodalisme*, op. cit., p. 309.

39. Fernand Braudel donne une description de ces divers réseaux internationaux dans le chapitre 2 de F. BRAUDEL, *Civilisation matérielle*,

économie et capitalisme XV^e-XVIII^e siècle, t.2, *Les enjeux de l'échange*, LGF, Paris, 1995.

40. G. DUBY, « Medieval Agriculture », in C. CIPOLLA (dir.), *Fontana Economic History of Europe*, vol. 1, *The Middle Ages*, op. cit. , p. 193. Pour des exemples de marchands des villes qui finirent par accéder à la grande propriété de terres agricoles, cf. G. BOIS, *Crise du féodalisme*, op. cit., p. 622-623.

Quatrième partie

La grande transformation

Notes du Chapitre 18

1. Description par Bernal Díaz del Castillo de l'arrivée des troupes de Cortés à Iztapalapa, sur les rives du lac du Mexique, citée in F. KATZ, *The Ancient American Civilizations*, Weindenfeld, Londres, 1969, p. 179.

2. Description par Cortés de Tenochtitlan et de son marché de Tlatelolco, citée in *ibid.*, p. 180.

3. Description de la capitale inca, Cuzco, par un des conquérants espagnols, citée in J. HEMMING, *The Conquest of the Incas*, Macmillan, Londres, 1970, p. 120-121.

4. Les arguments de Colomb sont présentés in F. COLOMB, *Christophe Colomb raconté par son fils*, trad. de l'espagnol par E. Muller, Perrin, Paris, 1986.

5. Sur le mysticisme religieux de Colomb, cf. K. SALE, *The Conquest of Paradise. Christopher Columbus and the Columbian Legacy*, Plume, New York, 1991, p. 189.

6. Voir la description des premiers peuples indigènes rencontrés dans les Caraïbes par les marins de Christophe Colomb in F. COLOMB, *Christophe Colomb raconté par son fils*, op. cit., p. 71.

7. Lettre citée in F. COLOMB, *Christophe Colomb raconté par son fils*, op. cit., p. 90.
8. *Ibid.*, p. 79.
9. Cité in K. SALE, *The Conquest of Paradise*, op. cit., p. 110.
10. Sur Colomb et les « Caribs », cf. *Ibid.*, p. 122. Il y a toujours eu des doutes sérieux, parmi les anthropologues, sur l'importance réelle du cannibalisme. Il semble évident que celui-ci, en tant que *mode courant* d'obtention de la nourriture, n'a jamais existé en dehors de périodes de famines de masse (au cours desquelles il a tout aussi bien pu se produire dans les sociétés « avancées » du XX^e siècle). Le fait de manger de façon « rituelle » certaines parties de cadavres d'êtres humains est un trait rencontré de façon très occasionnelle dans quelques sociétés premières fondées sur l'horticulture.
11. F. COLOMB, *Christophe Colomb raconté par son fils*, op. cit., p. 117.
12. Selon Las Casas, qui a vécu sur l'île pendant plusieurs années comme colon avant de devenir prêtre, cité in K. SALE, *The Conquest of Paradise*, op. cit., p. 155.
13. Une estimation, calculée par Sherburne Cook et Woodrow Borah, suggère qu'il a pu y en avoir huit millions. Cf. *ibid.*, p. 161.
14. Cité in *ibid.*, p. 159.
15. *Ibid.*, p. 182.
16. *Ibid.*, p. 180.
17. Cité in F. KATZ, *The Ancient American Civilizations*, op. cit., p. 324.
18. R. C. PADDEN, *The Hummingbird and the Hawk. Conquest and Sovereignty in the Valley of Mexico 1503-1541*, Harpercollins College Division, New York, 1970, p. 74. Cf. aussi la description des divisions de classes, de l'expansion impériale et de la religion in F. KATZ, *The Ancient American Civilizations*, op. cit., p. 134-243.

-
- [19.](#) Aujourd'hui la place Almeda, dans le centre de Mexico.
- [20.](#) V. GORDON CHILDE, « The Bronze Age », *Past and Present*, vol. 12, n° 1, 1956, p. 2-15.
- [21.](#) J. DIAMOND, *De l'inégalité parmi les sociétés*, *op. cit.*
- [22.](#) Cité in F. KATZ, *The Ancient American Civilizations*, *op. cit.*, p. 334.
- [23.](#) Cité in W. H. PRESCOTT, *Histoire de la conquête du Pérou*, vol. 1 et 2, *La découverte de l'Empire inca*, trad. de l'anglais par H. Poret, Pygmalion, Paris, 1993, p. 242.
- [24.](#) Selon *ibid.*, vol. 1, p. 242. Cf. aussi F. KATZ, *The Ancient American Civilizations*, *op. cit.*, p. 334.
- [25.](#) Description et chiffres in W. H. PRESCOTT, *Histoire de la conquête du Pérou*, vol. 1, *op. cit.*, p. 245.
- [26.](#) Selon le rapport de Pedro Pizarro, cité in F. KATZ, *The Ancient American Civilizations*, *op. cit.*, p. 335.
- [27.](#) Cité in J. HEMMING, *The Conquest the Incas*, *op. cit.*, p. 178.
- [28.](#) Décret cité in *ibid.*, p. 129.
- [29.](#) *Ibid.*, p. 365.
- [30.](#) *Ibid.*, p. 113.
- [31.](#) *Ibid.*, p. 376.
- [32.](#) Cité in *ibid.*, p. 347.
- [33.](#) Fernando de Almelones, cité in *ibid.*, p. 348.
- [34.](#) Détails in *ibid.*, p. 407.

1. Marx et Engels l'ont décrit variablement comme un « équilibre entre la noblesse et les bourgeois » (F. ENGELS, *Les Origines de la famille, de la propriété privée et de l'État*, Les Éditions du Progrès, Moscou, 1976), un « équilibre entre l'aristocratie foncière et la bourgeoisie » (F. ENGELS, *La Question du logement*, Éditions sociales, Paris, 1976), comme « servant la société de la classe moyenne naissante [à la manière d'] une arme puissante dans sa lutte contre le féodalisme » (K. MARX, *La Guerre civile en France*) ; comme un « produit du développement bourgeois » (K. MARX, *Le Capital*, Éditions sociales, Paris, 1976). À l'inverse, Perry Anderson le décrit comme un « nouvel aménagement, un renforcement de l'appareil de la domination féodale [...] la nouvelle carapace politique d'une noblesse menacée » (P. ANDERSON, *L'État absolutiste. Ses origines et ses voies*, trad. de l'anglais par D. Niemetz, Maspero, Paris, 1978, p. 18-19). Mais si c'était là un féodalisme « redéployé » ou « rechargé », il l'était à travers la monarchie se confiant au marché et s'appuyant sur la classe supérieure urbaine – c'est-à-dire se fondant sur des éléments de capitalisme aussi bien que de féodalisme.

2. L'expression est de Marx, in *Le Capital*, *op. cit.*

3. Cité in *ibid.*

4. Pour des détails, cf. H. HELLER, *The Conquest of Poverty. The Calvinist Revolt in 16th Century France*, Brill, Londres, 1986, p. 27.

5. A. G. DICKENS, « The Shape of Anti-Clericalism and the English Reformation », in E. I. KOURI et T. SCOTT, *Politics and Society in Reformation Europe*, Macmillan, Londres, 1987, p. 381.

6. Cf. , par exemple, R. S. DUPLESSIS, *Transitions to Capitalism in Early Modern Europe*, Cambridge University Press, Cambridge, 1997, p. 93.

7. Dans certains de ses nombreux écrits, Max Weber tente de produire une explication en termes d'interaction de multiples facteurs, mais il n'est jamais parvenu à quoi que ce soit de cohérent. Ses œuvres sont

plus de l'ordre de notes de bas de page de l'histoire qu'un compte rendu du véritable processus historique.

8. Cet argument est même accepté par Perry Anderson *in* P. ANDERSON, *L'État absolutiste*, *op. cit.*

9. Witold Kula expose brillamment la dynamique et les contradictions de l'économie que l'on observa en Pologne et, par voie de conséquence, dans beaucoup d'autres parties de l'Europe à cette époque, *in* W. KULA, *An Economic Theory of the Feudal System. Towards a Model of the Polish Economy*, Schocken Books, Londres, 1987. Malgré son titre, ce livre traite de ce que j'appelle le « féodalisme de marché », et non du féodalisme classique du haut Moyen Âge. Il montre comment le désir des seigneurs d'acquérir les nouveaux biens créés par les industries avancées de Grande-Bretagne, de Hollande et d'ailleurs, a pu mener à la stagnation, et même ébranler l'agriculture. Je pense que ces conclusions s'appliquent aussi, au moins partiellement, à d'autres sociétés ayant à la fois des secteurs relevant de la « valeur d'usage » et de la « valeur d'échange » – comme la Chine des Sung, la Mésopotamie abbasside et l'Inde des Moghols.

10. Cité *in* G. MÜLDER, « Martin Luther and the Political World of his Time », *in* E. I. KOURI et T. SCOTT, *Politics and Society in Restoration Europe*, *op. cit.*, p. 37.

11. H. HELLER, *The Conquest of Poverty*, *op. cit.*, p. 131.

12. De fait, un « prince ».

13. Cf. en particulier T. A. BRADY, *The Politics of Reformation in Germany*, Atlantic Highlands, New Jersey, 1997 ; P. BLICKLE, *Communal Reformation*, Atlantic Highlands, New Jersey, 1992 ; J. ABRAY, *The People's Reformation*, Blackwell, Oxford, 1985.

14. P. BLICKLE, *„tion*, *op. cit.*, p. 63.

15. *Ibid.*, p. 73.

-
- [16.](#) *Ibid.*, p. 84.
- [17.](#) G. R. ELTON, *Reformation Europe*, Fontana, Glasgow, 1963, p. 53-54.
- [18.](#) T. A. BRADY, *The Politics of Reformation in Germany*, *op. cit.*, p. 80.
- [19.](#) G. R. ELTON, *Reformation Europe*, *op. cit.*, p. 64.
- [20.](#) Cité in A. G. DICKENS, *The Age of Humanism and Reformation*, Prentice Hall, Londres, 1977, p. 152.
- [21.](#) P. BLICKLE, *„tion*, *op. cit.*, p. 88.
- [22.](#) *Ibid.*, p. 12.
- [23.](#) *Ibid.*, p. 13. Pour une version exhaustive, avec des traductions de documents, cf. T. SCOTT et B. SCRIBNER (dir.), *The German Peasants' War. A History in Documents*, Humanities Press, New Jersey & Londres, 1991.
- [24.](#) Pour une relation complète de la réponse typique d'un oligarque citadin, Jacob Sturm, de Strasbourg, voir T. A. BRADY, *The Politics of Reformation in Germany*, *op. cit.*, p. 82-86.
- [25.](#) P. BLICKLE, *„tion*, *op. cit.*, p. 13.
- [26.](#) T. A. BRADY, *The Politics of Reformation in Germany*, *op. cit.*, p. 83. Le livre d'Engels, *La Guerre des paysans en Allemagne*, Éditions sociales, Paris, 1974 (1850), contient une description détaillée du mouvement dans différentes régions. Pour une histoire marxiste moins attentive aux détails des batailles, cf. E. BELFORT BAX, *The Peasants' War in Germany*, Sonnenschein, Londres, 1899.
- [27.](#) Les douze points sont reproduits in T. SCOTT et B. SCRIBNER (dir.), *The German Peasants' War*, *op. cit.*, p. 252-257.
- [28.](#) P. BLICKLE, *„tion*, *op. cit.*, p. 50.
- [29.](#) G. R. ELTON, *Reformation Europe*, *op. cit.*, p. 59.

-
- [30.](#) F. ENGELS, *La Guerre des paysans en Allemagne*, *op. cit.*
- [31.](#) Villageois de Staffhausen, cité in P. BLICKLE, „*tion*, *op. cit.*, p. 48.
- [32.](#) G. R. ELTON, *Reformation Europe*, *op. cit.*, p. 59.
- [33.](#) Cité in L. FEBVRE, *Martin Luther. Un destin*, PUF, Paris, 1968, p. 164.
- [34.](#) Cité in *ibid.*
- [35.](#) Cité in *ibid.*
- [36.](#) P. BLICKLE, „*tion*, *op. cit.*, p. 199.
- [37.](#) Cité in K. KAUTSKY, *Communism in Central Europe in the Time of the Reformation*, Augustus Kelley, New York, 1966, p. 136.
- [38.](#) G. R. ELTON, *Reformation Europe*, *op. cit.*, p. 58 et 94.
- [39.](#) De façon célèbre dans le cas de Goetz von Berlichingen.
- [40.](#) Cité in P. BLICKLE, „*tion*, *op. cit.*, p. 200.
- [41.](#) H. HELLER, *The Conquest of Poverty*, *op. cit.*, p. 137.
- [42.](#) *Ibid.*, p. 70.
- [43.](#) H. DE BALZAC, *Sur Catherine de Médicis*, La Table Ronde, Paris, 2006, p. 76-77.
- [44.](#) H. HELLER, *The Conquest of Poverty*, *op. cit.*, p. 175.
- [45.](#) *Ibid.*, p. 139.
- [46.](#) *Ibid.*, p. 172.
- [47.](#) Il s'agit de la scène centrale du film *La Reine Margot* de Patrice CHÉREAU (1994).
- [48.](#) H. HELLER, *The Conquest of Poverty*, *op. cit.*, p. 246-247.
- [49.](#) Dans son livre *Reformation Europe*, *op. cit.*, G. R. ELTON peut affirmer : « Nulle part, il [le calvinisme] n'a dû son accueil original ou

ses plus larges succès à [...] d'éventuels avantages imaginés pour les ambitions économiques de la classe moyenne », p. 234.

50. C'est à l'évidence ce qui est arrivé à leurs alliés « étrangers ». Il y avait une âpre opposition à Strasbourg – qui faisait à l'époque encore partie de l'empire – à toute alliance avec les nobles calvinistes, qui voulaient acquérir l'évêché de la ville pour un de leurs jeunes membres. Cf. J. ABRAY, *The People's Reformation*, *op. cit.*

Notes du **Chapitre 20**

1. Pour une très bonne sélection des interprétations concurrentes, cf. T. K. RABB (dir.), *The Thirty Years' War. Problems of Motive, Extent and Effect*, D. C. Heath and Company, Boston, 1965.

2. Ils ont aussi joué un rôle important dans les progrès de la science et de la technologie en diffusant des connaissances liées à certaines découvertes postérieures à la Renaissance de l'Europe vers la Chine. Cf. C. A. RONAN et L. NEEDHAM, *The Shorter Science and Civilization of China*, vol. 4, Cambridge University Press, Cambridge, 1994, p. 220.

3. A. G. DICKENS, *The Age of Humanism and Reformation in Europe*, *op. cit.*, p. 202.

4. J. V. POLISENSKY, *The Thirty Years War*, BT Batsford, Londres, 1971, p. 28.

5. *Ibid.*, p. 31.

6. Adeptes de la croyance hussite selon laquelle les prêtres n'ont aucun rôle particulier à jouer dans les rites liés à la communion.

7. *Ibid.*, p. 47.

8. G. PARKER, *Europe in Crisis, 1598-1648*, Fontana, Londres, 1984, p. 168.

9. Cité in *ibid.*, p. 168.

-
- [10.](#) Pour des détails sur cette association, cf. J. V. POLISENSKY, *The Thirty Years War*, op. cit., p. 141, 186-187.
- [11.](#) Cf. les commentaries du marxiste allemand Franz Mehring in F. MEHRING, *Absolutism and Revolution in Germany, 1525-1848*, New Park, Londres, 1975 (1910), p. 28.
- [12.](#) L'assassinat de Wallenstein et la façon dont ses propres hésitations l'ont facilité forment la base de la trilogie du dramaturge allemand des Lumières Friedrich VON SCHILLER, *Wallenstein* (1798).
- [13.](#) J. V. POLISENSKY, *The Thirty Years War*, op. cit., p. 197.
- [14.](#) Cf. *Ibid.*, p. 245.
- [15.](#) Pour un compte rendu complet de la détérioration de la vie économique et culturelle de la Bohême, cf. *Ibid.*, p. 245-247.
- [16.](#) Pour des arguments sur les dommages infligés par la guerre, cf. les contributions de G. PAGES, S.H.STEINBERG et J. V. POLISENSKY, in T. K. RABB (dir.), *The Thirty Years' War*, op. cit.
- [17.](#) Même si le choc exprimé par les classes dirigeantes était largement exagéré, étant donné que plusieurs monarques européens avaient déjà été exécutés, comme plus tard Voltaire l'a fait remarquer dans ses *Lettres philosophiques*.
- [18.](#) Selon C. HILL, « The English Revolution and the Brotherhood of Man », in C. HILL, *Puritanism and Revolution. Studies in Interpretation of the English Revolution of the 17th century*, Panther, Londres, 1968, p. 126.
- [19.](#) Cité in C. HILL, *God's Englishman. Oliver Cromwell and the English Revolution*, Penguin, Harmondsworth, 1973, p. 87.
- [20.](#) Couche de hobereaux campagnards située entre le peuple et la noblesse (N.d.T.).

[21.](#) R. S. DUPLESSIS, *Transitions to Capitalism in Early Modern Europe*, *op. cit.*, p. 68 ; cf. aussi G. PARKER, *Europe in Crisis, 1598-1648*, *op. cit.*, p. 23.

[22.](#) Cf. R. S. DUPLESSIS, *Transitions to Capitalism in Early Modern Europe*, *op. cit.*, p. 113-115.

[23.](#) Districts ayant une corporation municipale et certains privilèges conférés par décision royale (N.d.T.).

[24.](#) John Dillingham à lord Montagu, cité in A. FLETCHER, *The Outbreak of the English Civil War*, Edward Arnold, Londres, 1981, p. 182.

[25.](#) *Ibid.*

[26.](#) John TAYLOR, écrivant dans sa brochure *New Preacher News*, citée in *ibid.*, p. 175.

[27.](#) Cité in C. HILL, *God's Englishman*, *op. cit.*, p. 62.

[28.](#) Cité in C. HILL, *The Century of Revolution 1603-1714*, Sphere Book, Londres, 1969, p. 116.

[29.](#) Ce résumé de l'une de ses déclarations est fourni par I. GENTLES, *The New Model Army in England, Ireland and Scotland, 1645-1653*, Blackwell, Oxford, 1992, p. 84.

[30.](#) C. HILL, *God's Englishman*, *op. cit.*, p. 68-69.

[31.](#) Cité in I. GENTLES, *The New Model Army*, *op. cit.*, p. 160.

[32.](#) Cf. *Ibid.*, p. 161-163.

[33.](#) Cité in *ibid.*, p. 209.

[34.](#) Cité in *ibid.*

[35.](#) Cité in B. MANNING, *1649. The Crisis of the English Revolution*, Bookmarks, Londres, 1992, p. 108.

[36.](#) Cité in C. HILL, *God's Englishman*, *op. cit.*, p. 105.

- [37.](#) Cité in I. GENTLES, *The New Model Army*, *op. cit.*, p. 330.
- [38.](#) C. HILL, *God's Englishman*, *op. cit.*, p. 97.
- [39.](#) Selon C. HILL, *The Century of Revolution, 1603-1714*, *op. cit.*, p. 181.

Notes du **Chapitre 21**

- [1.](#) Il s'agit de l'actuelle Velha Goa.
- [2.](#) Cités par V. A. SMITH, *The Oxford History of India*, Oxford University Press, Oxford, 1985, p. 312.
- [3.](#) Ce sont les batailles décrites dans le film d'Akira KUROSAWA, *Ran* (1985).
- [4.](#) J. GERNET, *Le Monde chinois*, *op. cit.*, p. 370. Cf. aussi F. W. MOTE et D. TWITCHETT (dir.), *The Cambridge History of China*, vol. 7, Cambridge University Press, Cambridge, 1988, « Introduction », p. 508-509.
- [5.](#) J. GERNET, *Le Monde chinois*, *op. cit.*, p. 372.
- [6.](#) *Ibid.*, p. 386. De la même manière que l'Europe médiévale avait appris de la Chine, les intellectuels et les techniciens chinois tiraient alors profit de la présence d'une mission jésuite à Pékin pour prendre connaissance des avancées de l'Europe post-Renaissance. Cf. C. A. RONAN et J. NEEDHAM, *The Shorter Science and Civilization of China*, vol. 4, Cambridge University Press, Cambridge, 1994, p. 220-221.
- [7.](#) J. GERNET, *Le Monde chinois*, *op. cit.*
- [8.](#) *Ibid.*
- [9.](#) *Ibid.*, p. 390.
- [10.](#) Même si Ronan et Needham (cf. C. A. RONAN et J. NEEDHAM, *The Shorter Science and Civilization of China*, vol. 4, *op. cit.*, p. 1 et 34)

suggèrent que la Renaissance européenne eut une influence déterminante sur la Chine du XVII^e siècle.

11. J. GERNET, *Le Monde chinois, op. cit.*, p. 371.

12. *Ibid.*, p. 371.

13. *Ibid.*, p. 371.

14. F. W. MOTE et D. TWITCHETT (dir.), *The Cambridge History of China*, vol. 7, *op. cit.*, p. 587.

15. Estimations données in J. GERNET, *Le Monde chinois, op. cit.*, p. 373, et F.W.MOTE et D. TWITCHETT (dir.), *The Cambridge History of China*, vol. 7, *op. cit.*, p. 586.

16. *Ibid.*

17. Cité in *ibid.*

18. *Ibid.*, p. 632.

19. C'est l'argument défendu par Geoffrey Parker, in G. PARKER, *Europe in Crisis, 1598-1648, op. cit.*, p. 17-22.

20. F. W. MOTE et D. TWITCHETT (dir.), *The Cambridge History of China*, vol. 7, *op. cit.*, p. 587.

21. La raison de la fin de ces voyages n'était pas seulement la résistance à la croissance de l'influence des négociants. Ces expéditions coûtaient cher à l'État et la Chine avait un besoin limité de marchandises que l'on pouvait ramener de l'océan Indien ou d'Europe. L'empire exportait beaucoup plus qu'il n'importait jusqu'au développement du commerce de l'opium au XIX^e siècle.

22. F. W. MOTE et D. TWITCHETT (dir.), *The Cambridge History of China*, vol. 7, *op. cit.*, p. 518.

23. J. GERNET, *Le Monde chinois, op. cit.*, p. 375.

24. Selon *ibid.*, p. 375.

-
- [25.](#) Pour plus de détails, cf. *Ibid.*, p. 377.
- [26.](#) *Ibid.*, p. 421.
- [27.](#) Chiffres fournis in *ibid.*, p. 424.
- [28.](#) *Ibid.*, p. 404.
- [29.](#) *Ibid.*, p. 432.
- [30.](#) Cf. *Ibid.*, p. 440, même si Gernet lui-même, pour une raison inconnue, utilise le terme « éclairée » pour décrire la culture de la période d'acceptation de la domination mandchoue qui a suivi.
- [31.](#) *Ibid.*, p. 440.
- [32.](#) *Ibid.*, p. 440.
- [33.](#) Détails donnés in *ibid.*, p. 441.
- [34.](#) *Ibid.*, p. 430.
- [35.](#) Cf. *Ibid.* pour plus de détails sur les symptômes de la crise.
- [36.](#) Dans ses écrits sur l'Inde, Marx a accordé, à tort, une importance démesurée à ceux-ci. Irfan Habib, qui apprécie par ailleurs ce travail, insiste : « Malgré Marx, il est impossible de croire que la construction et le contrôle par l'État des travaux d'irrigation étaient un trait dominant de la vie agricole dans l'Inde des Moghols. » Cf. I. HABIB, *The Agrarian System of Mughal India, 1556-1707*, Oxford University Press, Londres, 1963, p. 256.
- [37.](#) Pour plus de détails sur les rapports entre les fonctionnaires moghols et les *zamindars*, cf. *ibid.*, p. 66, 153-185.
- [38.](#) Manriques, cité in *ibid.*, p. 322-323.
- [39.](#) *Ibid.*, p. 250. L'État ponctionnait une plus grande part du surplus que les *zamindars*. Cf. *ibid.*, p. 153.
- [40.](#) H. K. NAQVI, *Mughal Hindustan. Cities and Industries, 1556-1803*, National Book Foundation, Karachi, 1974.

[41.](#) Selon S. NAQVI, « Marx on the Pre-British Indian Society and Economy », in D. D. KOSAMBI COMMEMORATION COMMITTEE (dir.), *Essays in Honour of D. D. Kosambi. Science and Human Progress*, Popular Prakashan, Bombay, 1974.

[42.](#) H. K. NAQVI, *Mughal Hindustan. Cities and Industries, 1556-1803*, *op. cit.*, p. 2.

[43.](#) Selon *ibid.*, p. 18.

[44.](#) *Ibid.*, p. 22 ; I. HABIB, *The Agrarian System of Mughal India*, *op. cit.*, p. 75.

[45.](#) *Ibid.*, p. 76.

[46.](#) I. HABIB, « Problems of Marxist Historical Analysis », in D. D. KOSAMBI COMMEMORATION COMMITTEE (dir.), *Essays in Honour of D. D. Kosambi. Science and Human Progress*, *op. cit.*, p. 73.

[47.](#) H. K. NAQVI, *Mughal Hindustan. Cities and Industries, 1556-1803*, *op. cit.*, p. 155.

[48.](#) *Ibid.*, p. 171.

[49.](#) I. HABIB, « Problems of Marxist Historical Analysis », in D. D. KOSAMBI COMMEMORATION COMMITTEE (dir.), *Essays in Honour of D. D. Kosambi. Science and Human Progress*, *op. cit.*, p. 46.

[50.](#) Pelsaert, cité in I. HABIB, *The Agrarian System of Mughal India*, *op. cit.*, p. 190.

[51.](#) *Ibid.*, p. 77.

[52.](#) D. D. KOSAMBI, « Introduction », in D. D. KOSAMBI COMMEMORATION COMMITTEE (dir.), *Essays in Honour of D. D. Kosambi. Science and Human Progress*, *op. cit.*, p. 387. Kosambi utilise le terme « féodalisme » (*feudalism*) pour décrire la société de cette époque. Irfan Habib conteste cette appellation pour la période postérieure à 1200, étant donné l'absence de servage et d'une véritable classe de propriétaires terriens, et du fait que la plus grande partie du

surplus était échangée contre de l'argent pour payer les impôts. Cf. I. HABIB, « Problems of Marxist Historical Analysis », in D. D. KOSAMBI COMMEMORATION COMMITTEE (dir.), *Essays in Honour of D. D. Kosambi. Science and Human Progress*, op. cit., p. 46.

[53.](#) I. HABIB, *The Agrarian System of Mughal India*, op. cit., p. 320.

[54.](#) Cité in *ibid.*, p. 321.

[55.](#) *Ibid.*, p. 328.

[56.](#) Aurangzeb déposa son père et l'enferma dans une tour du fort d'Agra, d'où il pouvait voir son magnifique monument (et sa folie), le Taj Mahal.

[57.](#) Un témoin de l'époque cité in H. K. NAQVI, *Mughal Hindustan. Cities and Industries, 1556-1803*, op. cit., p. 23.

[58.](#) Cité in I. HABIB, *The Agrarian System of Mughal India*, op. cit., p. 330.

[59.](#) Détails in *ibid.*, p. 333.

[60.](#) *Ibid.*

[61.](#) *Ibid.*

[62.](#) *Ibid.*

[63.](#) H. K. NAQVI, *Mughal Hindustan. Cities and Industries, 1556-1803*, op. cit., p. 18.

[64.](#) Cité in I. HABIB, *The Agrarian System of Mughal India*, op. cit., p. 339.

[65.](#) *Ibid.*, p. 344-345.

[66.](#) *Ibid.*, p. 346.

[67.](#) *Ibid.*, p. 333.

68. Il y a des débats significatifs, parmi les historiens de l'Inde, sur la question de savoir pourquoi la bourgeoisie ne s'est pas imposée. Certains prétendent qu'elle était tout simplement trop faible du fait de la stagnation économique. D'autres soutiennent qu'elle n'a pas combattu de façon indépendante parce qu'elle considérait la Compagnie anglaise des Indes orientales comme un instrument devant lui permettre d'atteindre ses buts. Je ne pense pas que cela modifie le point fondamental, à savoir qu'elle n'a pas réussi à lancer d'initiatives propres, et qu'elle en a pâti, parce que la compagnie œuvrait dans le cadre d'une stratégie décidée à Londres et non en Inde.

69. I. HABIB, *The Agrarian System of Mughal India*, *op. cit.*, p. 351.

Cinquième partie

La propagation de l'ordre nouveau

Notes du Chapitre 22

1. Cf. , par exemple, G. RUDÉ, *Europe in the Eighteenth Century. Aristocracy and the Bourgeois Challenge*, Harvard University Press, Harvard, 1985, p. 23, et R. S. DUPLESSIS, *Transitions to Capitalism in Early Modern Europe*, *op. cit.*, p. 174.

2. Cf. *Ibid.*

3. Chiffres tirés de R. S. DUPLESSIS, *ibid.*, p. 242 et 248.

4. D. DEFOE, *En explorant toute l'île de Grande Bretagne*, trad. de l'anglais par J. Queva, Payot, Paris, 1974, cité in G. RUDÉ, *Europe in the Eighteenth Century*, *op. cit.*, p. 58.

5. Pour un aperçu sommaire de ces inventions, cf. D. LANDES, *Richesse et pauvreté des nations*, *op. cit.*, p. 254-255.

6. Chiffres tirés de R. S. DUPLESSIS, *Transitions to Capitalism in Early Modern Europe*, *op. cit.*, p. 88 et 242.

7. J. DeL. MANN, *The Cloth Industry in the West of England*, Clarendon Press, Oxford, 1971, p. 23, 90-91.

Notes du **Chapitre 23**

1. Keith Thomas fournit un catalogue, longuet mais accessible, de toutes ces croyances et de la manière dont elles collaient au vécu matériel des gens. Cf. K. THOMAS, *Religion and the Decline of Magic*, Penguin, Harmondsworth, 1978 et aussi C. GINZBURG, *The Night Battles. Witchcraft and Agrarian Cults in the Sixteenth and Seventeenth Centuries*, Johns Hopkins University Press, Baltimore, 1983.

2. Pour une exposition très accessible du développement souligné dans ce paragraphe, cf. I. B. COHEN, *Les Origines de la physique moderne, de Copernic à Newton*, trad. de l'anglais par J. Métadier, Payot, Paris, 1962.

3. Cité in G. DE SANTILLANA, *The Age of Adventure*, The Mentor Books, New York, 1956, p. 158.

4. Cf. K. THOMAS, *Religion and the Decline of Magic*, *op. cit.*

5. Pour les limites de la conception de Galilée – et les problèmes que posent certaines de ses expériences –, cf. I. B. COHEN, *Les Origines de la physique moderne, de Copernic à Newton*, *op. cit.*, p. 87-126.

6. *Ibid.*, p. 158. Robert Muchembled pense que la façon dont la persécution des sorcières s'est répandue résultait de tentatives par les groupes qui contrôlaient l'État d'affermir leur emprise sur la population rurale. Cf. , par exemple, R. MUCHEMBLED, *Sorcières, justice et société aux XVI^e-XVII^e siècles*, Imago, Paris, 1987, p. 9-10.

7. K. THOMAS, *Religion and the Decline of Magic*, *op. cit.*, p. 598.

8. Cf. *Ibid.*, p. 533, 537.

9. Selon C. HILL, *The Century of Revolution 1603-1714*, *op. cit.*, p. 250.

10. Cité in K. THOMAS, *Religion and the Decline of Magic*, op. cit., p. 692.

Notes du **Chapitre 24**

1. Cela peut mener à des conceptions différentes de ce qu'étaient exactement les Lumières. Ainsi, par exemple, Ernst Cassirer (E. CASSIRER, *La Philosophie des Lumières*, Fayard, Paris, 1990) compte les philosophes rationalistes, à partir de Descartes, comme faisant partie des Lumières ; à l'inverse, George Rudé (G. RUDÉ, *Europe in the Eighteenth Century*, op. cit.) pense que les Lumières ont commencé par une réaction, inspirée par John Locke, contre ces mêmes philosophes.

2. Leibniz acceptait les formulations mathématiques de Newton, mais rejetait son modèle général de l'univers.

3. Pour une histoire des salons, cf. P. NAVILLE, *D'Holbach et la philosophie scientifique au XVIII^e siècle*, Gallimard, Paris, 1943 (réédition 1968), p. 46-48.

4. Cité in *ibid.*, p. 118-119.

5. Selon G. RUDÉ, *Europe in the Eighteenth Century*, op. cit., p. 131.

6. *Ibid.*, p. 132.

7. P. NAVILLE, *D'Holbach et la philosophie scientifique au XVIII^e siècle*, op. cit., p. 73.

8. D. OUTRAM, *The Enlightenment*, Cambridge University Press, Cambridge, 1995, p. 75. À l'inverse, le naturaliste suédois Linné a établi une division stricte en quatre races, fondée sur la couleur.

9. G. RUDÉ, *Europe in the Eighteenth Century*, op. cit., p. 135-136. Le motif des monarchies était d'établir leur propre contrôle sur les Églises nationales. L'effet, malgré tout, fut d'affaiblir une institution majeure propageant des idées réactionnaires.

10. Cité in P. GAY, *The Enlightenment. An Interpretation*, Norton, New York, 1977, p. 71.
11. R. DARNTON, *L'Aventure de l'Encyclopédie. Un best-seller au siècle des Lumières, 1775-1800*, trad. de l'anglais par Marie-Alyx Revellat, Perrin, Paris, 1982, p. 394.
12. *Ibid.*, p. 391-392.
13. Selon G. RUDÉ, *Europe in the Eighteenth Century*, *op. cit.*, p. 170.
14. E. KANT, cité in *ibid.*, p. 171.

Note du **Chapitre 25**

1. L'actuelle Djakarta.

Notes du **Chapitre 26**

1. C'est là l'estimation de Blackburn in R. BLACKBURN, *The Making of New World Slavery. From the Baroque to the Modern, 1492-1800*, Verso, Londres, 1997, p. 3. D'autres estimations existent, supérieures ou inférieures. Pour une discussion *in extenso* des chiffres en question, cf. P. MANNING, *Slavery and African Life. Occidental, Oriental and African Slave Trade*, Cambridge University Press, Cambridge, 1990, p. 104.
2. *Ibid.*, p. 35.
3. *Ibid.*, p. 30.
4. Cf. A. CALDER, *Revolutionary Empire. The Rise of English-speaking Empires from the Fifteenth Century to the 1780s*, Cape, New York, 1981, p. 257-258 ; le roman de Robert Louis STEVENSON *Enlevé !* (1886) commence avec un enlèvement semblable dans l'Écosse du milieu du XVIII^e siècle.
5. R. BLACKBURN, *The Making of New World Slavery*, *op. cit.*, p. 230.

6. A. CALDER, *Revolutionary Empire, op. cit.*, p. 566.
7. Le roman de Barry UNSWORTH, *Le Nègre du paradis*, trad. de l'anglais par A. Damour, Belfond, Paris, 1994, donne une excellente impression de ce que les esclaves et les marins avaient en commun.
8. A. CALDER, *Revolutionary Empire, op. cit.*, p. 289.
9. R. BLACKBURN, *The Making of New World Slavery, op. cit.*, p. 231.
10. Pour des détails, cf. *Ibid.*, p. 240-241.
11. Ainsi, la version de Blackburn de la révolte (*in ibid.*, p. 256-258) met l'accent sur l'implication des esclaves africains, alors que Calder (A. CALDER, *Revolutionary Empire, op. cit.*, p. 311-312) se réfère seulement à la dimension anti-indienne et ne mentionne pas la participation des esclaves.
12. R. BLACKBURN, *The Making of New World Slavery, op. cit.*, p. 264.
13. Il y a une reproduction en noir et blanc de ce tableau *in ibid.*, p. 32.
14. Cf. *Ibid.*, p. 254-255, 264-265.
15. J. LOCKE, *Essai sur l'entendement humain*, trad. de l'anglais par Jean-Michel Vienne, Vrin, Paris, 2001, p. 398-399, vol. 2, livre IV, cité *in* R. BLACKBURN, *The Making of New World Slavery, op. cit.*, p. 329.
16. Tel était, par exemple, l'argument de Francis Moore, un ancien agent de la Royal Africa Company en Gambie, dans un ouvrage publié en 1738 ; Cf. A. CALDER, *Revolutionary Empire, op. cit.*, p. 454.
17. De nombreuses personnalités connues des Lumières, comme Adam Smith, Condorcet et Benjamin Franklin, se sont opposées à l'esclavage, même si certaines, comme Hume, acceptaient la notion d'une infériorité mentale innée des Africains.
18. W. E. WASHBURN et B. TRIGGER, « Native Peoples in Euro-American Historiography », *in* W. E. WASHBURN et B. TRIGGER (dir.), *The*

Cambridge History of the Natives Peoples of the Americas, vol. 1, part.1, Cambridge University Press, Cambridge, 1996, p. 74.

[19.](#) *Ibid.*, p. 75.

[20.](#) *Ibid.*, p. 79.

[21.](#) *Ibid.*, p. 80.

[22.](#) P. MANNING, *Slavery and African Life*, *op. cit.*, p. 13. On trouvera un résumé très utile des différents arguments dans R. BLACKBURN, *The Making of New World Slavery*, *op. cit.*, chap. 12.

[23.](#) P. MATHIAS, *The First Industrial Nation. An Economic History of Britain, 1700-1914*, Methuen, Londres, 1983, p. 168.

[24.](#) Le schéma du commerce était, bien sûr, plus compliqué que cela. Mais il s'agit là d'un résumé de ses traits essentiels.

[25.](#) P. MANNING, *Slavery and African Life*, *op. cit.*, p. 22.

[26.](#) *Ibid.*, p. 34.

[27.](#) *Ibid.*, p. 85.

[28.](#) *Ibid.*, p. 23.

Notes du **Chapitre 27**

[1.](#) Pour les rapports de Smith avec les Lumières européennes, *cf.* I. SIMPSON ROSS, *The Life of Adam Smith*, Clarendon Press, Oxford, 1995.

[2.](#) A. SMITH, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, trad. de l'anglais par G. Garnier, revue par A. Blanqui, Garnier Flammarion, Paris, 1991, 2 volumes, p. 421, vol. 1.

[3.](#) *Ibid.*, vol. 1, p. 65 et 99.

[4.](#) *Ibid.*, vol. 1, p. 417-418.

5. *Ibid.*, vol. 1, p. 480.
6. E. ROLL, *A History of Economic Thought*, Faber & Faber, Londres, 1962, p. 151.
7. A. SMITH, *Recherches sur la nature et les causes de richesse des nations*, vol. 1, *op. cit.* , p. 119-120
8. *Ibid.*, vol. 1, p. 169.

Sixième partie

Le monde sens dessus dessous

Notes du **Chapitre 28**

1. C'est à Yorktown qu'eut lieu l'une des batailles célèbres de la guerre d'indépendance des États-Unis, opposant les insurgés américains et leurs alliés français aux troupes britanniques (N.d.T.).
2. Cf. E. WRIGHT, *Sayings of Benjamin Franklin* , Diane Publishing Co, 1995.
3. R. A. RYERSON, *The Revolution Is Now Begun. The Radical Committees in Philadelphia, 1765-1776*, University of Pennsylvania Press, Pennsylvania, 1978, p. 3-4.
4. E. COUNTRYMAN, *The American Revolution*, Penguin, Londres, 1986, p. 71.
5. Theodore DRAPER en a donné une documentation importante dans son livre *A Struggle for Power. The American Revolution*, Vintage, Londres, 1996.
6. E. COUNTRYMAN, *The American Revolution*, *op. cit.*, p. 97.
7. *Ibid.*, p. 98, 100.
8. *Ibid.*, p. 100.
9. *Ibid.*, p. 103.

[10.](#) *Ibid.*, p. 103, et E. COUNTRYMAN, *A People in Revolution. The American Revolution and Political Society in New York, 1760-1790*, Johns Hopkins University Press, Baltimore, 1981, p. 30.

[11.](#) E. COUNTRYMAN, *The American Revolution*, *op. cit.*, p. 103.

[12.](#) Cité in E. WRIGHT, *Sayings of Benjamin Franklin*, *op. cit.*, p. 116.

[13.](#) Cité in E. COUNTRYMAN, *The American Revolution*, *op. cit.*, p. 70-71.

[14.](#) *Ibid.*, p. 4.

[15.](#) *Ibid.*, p. 113-114.

[16.](#) *Ibid.*, p. 102, 125-126.

[17.](#) *Ibid.*, p. 102. Cf. aussi, sur le Massachusetts, *ibid.*, p. 118, et, sur Philadelphie, R. A. RYERSON, *The Revolution Is Now Begun*, *op. cit.*

[18.](#) Cité in J. KEANE, *Tom Paine. A Political Life*, Bloomsbury, Londres, 1995.

[19.](#) Cité in *ibid.*, p. 125.

[20.](#) E. COUNTRYMAN, *A People in Revolution*, *op. cit.*, p. 150.

[21.](#) Chiffre donné in *ibid.*, p. 221.

[22.](#) E. COUNTRYMAN, *The American Revolution*, *op. cit.*, p. 162.

[23.](#) *Ibid.*, p. 71.

[24.](#) Ainsi, dans la première mouture de la Déclaration d'indépendance rédigée par Jefferson, il y avait une attaque sournoise contre la monarchie qui aurait encouragé l'esclavage, puis exhorté les esclaves à se rebeller. Cf. E. COUNTRYMAN, *The American Revolution*, *op. cit.*, p. 71.

Notes du **Chapitre 29**

1. R. R. PALMER, « Social and Psychological Foundation of the Revolutionary Era », in A. GOODWIN (dir.), *The New Cambridge Modern History*, vol. 8, *The American and French Revolutions, 1763-1793*, Cambridge University Press, Cambridge, 1965, p. 422.
2. Cité in P. MCGARR, « The Great French Revolution », in *Marxism and the Great French Revolution, International Socialism*, n° 43, juin 1989, p. 40.
3. Cité, entre autres, in *ibid.*, p. 48.
4. Ce dicton est notoirement attribué à Danton dans la pièce de 1835 de Georg BÜCHNER, *La Mort de Danton*. En fait, elle semble venir du Girondin Vergniaud, argumentant, un an avant la rupture entre Danton et Robespierre, en faveur d'une punition sévère pour les émeutiers du pain.
5. L. MADELIN, *Talleyrand*, Tallandier, Paris, 1979, p. 16.
6. A. SOBOUL, *La Révolution française, 1787-1799*, Gallimard, Paris, 1982, p. 61.
7. R. S. DUPLESSIS, *Transitions to Capitalism in Early Modern Europe*, *op. cit.*, p. 242.
8. *Ibid.*, p. 237.
9. Le plus éminent de ces « révisionnistes » récents est F. FURET, *Penser la Révolution française*, Gallimard, Paris, 1985.
10. A. SOBOUL, *La Révolution française*, *op. cit.*, p. 119.
11. Cité in *ibid.*, p. 268.
12. Cité in *ibid.*, p. 293.
13. *Ibid.*, p. 294.
14. Cité in *ibid.*, p. 308.

15. Pour des détails sur les prêts et les impôts, cf. P. KROPOTKINE, *La Grande Révolution*, Stock, Paris, 1909, p. 526.
16. G. LEFÈBVRE, *La Révolution française*, PUF, Paris, 1989.
17. Selon P. KROPOTKINE, *La Grande Révolution*, *op. cit.*, p. 518.
18. Cité *in ibid.*, note de bas de page(1) de la p. 496.
19. *Ibid.*
20. A. SOBOUL, *La Révolution française*, *op. cit.*, p. 319.
21. Pour plus de détails, cf. *Ibid.*, p. 322-323.
22. *Ibid.*, p. 360.
23. Cité *in* H. G. SCHENK, « Revolutionary Influences and Conservatism in Literature and Thought », C. W. CRAWLEY (dir.), *Cambridge New Modern History*, vol. IX, Cambridge University Press, Cambridge, 1965, p. 91.
24. Cf. D. GUÉRIN, *La Lutte de classes sous la Première République, 1793-1797*, Gallimard, Paris, 1968. P. KROPOTKINE, *La Grande Révolution*, *op. cit.*

Notes du **Chapitre 30**

1. G. W. F. HEGEL, *Morceaux choisis*, Gallimard, Paris, 1939, p. 145.
2. Cité *in* H. G. SCHENK, « Revolutionary Influences and Conservatism in Literature and Thought », C. W. CRAWLEY (dir.), *The New Cambridge Modern History*, vol. IX, *op. cit.*, p. 100.
3. G. WILLIAMS, *Artisans and Sans-Culottes. Popular Movements in France and Britain during the French Revolution*, Libris, Londres, 1981, p. 58.
4. *Ibid.*, p. 59, 62-66. On trouvera un compte rendu détaillé de tous ces développements *in* « Planting the Liberty Tree », dans le classique de

E. P. THOMPSON *La Formation de la classe ouvrière anglaise*, Le Seuil, Paris, 1988, chap. 5.

5. D'après G. WILLIAMS, *Artisans and Sans Culottes*, *op. cit.*, p. 78.

6. Pour une vision complète, cf. E. P. THOMPSON, *La Formation de la classe ouvrière anglaise*, *op. cit.*, p. 73-74.

7. Cf. la narration de J. -D. MACKIE, *A History of Scotland*, Penguin, Harmondsworth, 1973, p. 311-313.

8. T. MOORE, *The Life and Death of Lord Edward Fitzgerald*, vol. 1, Longman, Rees, Orme, Brown & Green, Londres, 1831, p. 204.

9. Selon F. CAMPBELL, *The Dissenting Voice. Protestant Democracy in Ulster from Plantation to Partition*, The Blackstaff Press, Belfast, 1991, p. 51.

10. *Ibid.*, p. 98.

11. Le chiffre est donné in T. GRAY, *The Orange Order*, The Bodley Head, Londres, 1972, p. 69. T. PACKENHAM, dans *The Year of Liberty. The Great Irish Rebellion of 1798*, Panther, Londres, 1978, p. 392, pense quant à lui que le nombre de morts lors de la rébellion se situe entre 30 000 et 70 000.

12. F. CAMPBELL, *The Dissenting Voice. Protestant Democracy in Ulster*, *op. cit.*, p. 83.

13. C. FITZGIBBON, cité in T. GRAY, *The Orange Order*, *op. cit.*, p. 68.

Notes du **Chapitre 31**

1. Cité in H. G. SCHENK, « Revolutionary Influences and Conservatism in Literature and Thought », C. W. CRAWLEY (dir.), *The New Cambridge Modern History*, vol. IX, *op. cit.*, p. 100.

2. Cité in *ibid.*, p. 98.

3. Cité in J. KEANE, *Tom Paine. A Political Life*, *op. cit.*, p. 323.

4. Cité in H. G. SCHENK, « Revolutionary Influences and Conservatism in Literature and Thought », C. W. CRAWLEY (dir.), *The New Cambridge Modern History*, vol. IX, *op. cit.*, p. 106.

5. Cité in *ibid.*, p. 105.

6. E. GIBBON, *Autobiography*, cité in P. GRAY, *Voltaire's Politics. The Poet as Realist*, Princeton University Press, New Jersey, 1959, p. 259.

7. Coleridge et Hölderlin sont tous deux cités in H. G. SCHENK, « Revolutionary Influences and Conservatism in Literature and Thought », C. W. CRAWLEY (dir.), *The New Cambridge Modern History*, vol. IX, *op. cit.*, p. 100.

8. Cf. A. DESMOND et J. MOORE, *Darwin. The Life of a Tormented Evolutionist*, Penguin, Londres, 1992.

Notes du **Chapitre 32**

1. Cité in R. M. HARTWELL, « Economic Change in England and Europe 1780-1830 », in *The New Cambridge Modern History*, vol. IX, *op. cit.*, p. 42.

2. Ces faits suggèrent que les civilisations précolombiennes des Amériques pourraient ne pas avoir été aussi irrationnelles ou handicapées du fait de leur échec à maîtriser la roue, dans la mesure où la nature ne leur a pas fourni des animaux de trait potentiellement domesticables qu'on puisse atteler à des véhicules à roues.

3. Le premier chemin de fer allait de Stockport à Darlington et fut ouvert en 1825, mais la plus grande partie de sa force motrice venait de moteurs stationnaires et non de locomotives. Cf. P. MATHIAS, *The First Industrial Nation*, *op. cit.*, p. 255.

4. Chiffres tirés de E. HOBSBAWM, *Industry and Empire*, Penguin, Harmondsworth, 1971, p. 86.

5. Pour une étude complète de cette transformation dans les attitudes envers le temps, cf. E. P. THOMPSON, *Temps, discipline du travail et capitalisme industriel*, La Fabrique, Paris, 2004.
6. Preuves du rapport sur la loi sur les pauvres de 1832, cité in D. McNALLY, *Against the Market*, Verso, Londres, 1993, p. 101.
7. J. THELWALL, *The Rights of Nature*, H. D. Symonds, Londres, 1796, p. 21, 24, cité in E. P. THOMPSON, *La Formation de la classe ouvrière anglaise*, op. cit.
8. Cf. , par exemple, D. WILLIAMS, *John Frost, a Study in Chartism*, Evelyn, Adams & Mackay, New York, 1969.
9. Cf. M. JENKINS, *The General Strike of 1842*, Lawrence & Wishart, Londres, 1980 ; pour une approche contemporaine, cf. *The Trial of Fergus O'Connor and Fifty Eight Others on a Charge of Sedition, Conspiracy, Tumult & Riot*, Abel Heywood, Manchester, 1843, réédition A. M. Kelley, New York, 1970.
10. Pour un récit complet, cf. J. SAVILLE, 1848. *The British State and the Chartist Movement*, Cambridge University Press, Cambridge, 1987.
11. A. DE LAMARTINE, *La France parlementaire (1834-1851). Œuvres oratoires et écrits politiques*, Librairie internationale, Paris, 1864, p. 409.

Notes du **Chapitre 33**

1. Selon G. MAYER, *Friedrich Engels. A Biography*, Chapman & Hall, Londres, 1936, p. 44.
2. Pour l'intérêt et l'admiration qu'Engels portait à Owen, voir *ibid.* p. 45. Pour ses vues sur l'influence de l'économie politique, voir *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre*, Éditions sociales, Paris, 1960, et pour sa première critique de ladite, un an après son arrivée à

Manchester, voir « Outlines of a Critique of Political Economy », in K. MARX et F. ENGELS, *Collected Works*, vol. 3, Londres, 1975, p. 418.

3. Publié aujourd'hui dans des éditions diverses sous le titre *Les Manuscrits de Paris*, *Les Manuscrits de 1844* ou parfois simplement *Les Premiers Manuscrits*.

4. K Marx, *Critique de l'économie politique*, 10/18, Paris, 1972, p. 154-155.

5. C'est ce que fait Marx dans les trois volumes du *Capital*. Pour une approche plus profonde de ses idées, voir mon livre *The Economics of the Madhouse*, Bookmarks, Londres, 1995, le premier chapitre de mon autre livre *Explaining the Crisis. A Marxist Reappraisal*, Bookmarks, Londres, 1999, et A. CALLINICOS, *Les Idées révolutionnaires de Marx*, Syllepse, Paris, 2008.

6. La plupart des traductions en anglais utilisent ici le mot *man* (homme) et ensuite le pronom *he*. En fait, Marx fait usage du mot allemand *Mensch* (qui signifie « être humain ») et non de *Mann*, qui est l'équivalent de *man*.

Notes du **Chapitre 34**

1. A. DE TOCQUEVILLE, *Souvenirs*, Calmann-Lévy, Paris, 1893, réédition Gallimard, Paris, 1999, p. 95 et 97.

2. D. BLACKBOURN, *The Fontana History of Germany, 1780-1918. The Long Nineteenth Century*, Fontana Press, Londres, 1997, p. 147.

3. R. PRICE (dir.), *Documents on the French Revolution of 1848*, Houndmills, Londres, 1996, p. 9. Pour la Rhénanie allemande, cf. J. SPERBER, *Rhineland Radicals. The Democratic Movement and the Revolution of 1848-1849*, Princeton University Press, New Jersey, 1993, p. 54-59.

4. R. PRICE (dir.), *Documents on the French Revolution of 1848*, op. cit. , p. 11.
5. C. POUTHAS, « The Revolutions of 1848 », in *The New Cambridge Modern History*, vol. X, loc. Cit., p. 393.
6. *Ibid.*, p. 394.
7. R. PRICE (dir.), *Documents on the French Revolution of 1848*, op. cit. , p. 17.
8. Ce sont là les chiffres donnés par Friedrich Engels écrivant à l'époque dans la *Neue Rheinische Zeitung*, 2 juillet 1848, traduits in K. MARX et F. ENGELS, *Collected Works*, vol. 7, International Publishers, Londres, 1977, p. 161.
9. Le roman de FLAUBERT *L'Éducation sentimentale* (1869) rend compte avec bienveillance de leurs attitudes et, dans un esprit satirique, des réunions des clubs révolutionnaires.
10. R. PRICE (dir.), *Documents on the French Revolution of 1848*, op. cit.
11. F. ENGELS, *Neue Rheinische Zeitung*, 27juin 1848, traduit in K. MARX et F. ENGELS, *Collected Works*, vol. 7, op. cit., p. 131.
12. Cité in R. PRICE (dir.), *Documents on the French Revolution of 1848*, op. cit., p. 20.
13. Cité in F. MEHRING, *Absolutism and Revolution in Germany, 1525-1848*, New Park Publications, Londres, 1975, p. 214.
14. *Neue Rheinische Zeitung*, 31 décembre 1848, traduit in K. MARX et F. ENGELS, *Collected Works*, vol. 7, op. cit.
15. Tous les chiffres donnés ici viennent de D. BLACKBOURN, *The Fontana History of Germany, 1780-1918*, op. cit., p. 180.
16. C'est cette révolte que l'on voit dans le film de Luchino VISCONTI, *Il Gattopardo* (*Le Guépard*, 1963).

[17.](#) Ce sont les termes utilisés par le prince dans le film *Le Guépard*.

Notes du **Chapitre 35**

[1.](#) Discours dans un débat avec Douglass, cité in J. M. MCPHERSON, *The Struggle for Equality. Abolitionists and the Negro in the Civil War and Reconstruction*, Princeton University Press, New Jersey, 1992, p. 11.

[2.](#) Cf. par exemple son discours du 4 juillet 1861, cité in J. M. MCPHERSON, *Battle Cry of Freedom. The Civil War Era*, Oxford University Press, Londres, 1988, p. 312.

[3.](#) Cité in *ibid.*, p. 46.

[4.](#) C'est ce que Marx a noté à l'époque. Voir son article pour le journal *Die Presse* du 7 novembre 1861, traduit in K. MARX et F. ENGELS, *Collected Works*, vol. 19, International Publishers, Londres, 1984, p. 50.

[5.](#) J. M. MCPHERSON, *The Struggle for Equality*, *op. cit.*, p. 47.

[6.](#) Cité in *ibid.*

[7.](#) *Ibid.*, p. 51.

[8.](#) *Ibid.*, p. 82.

[9.](#) *Ibid.*, p. 128-129.

[10.](#) Engels lui-même pouvait écrire à Marx (30 juillet 1862) qu'il s'attendait à ce que le Nord prenne une « raclée » et exprimait des doutes sur sa capacité à « réduire la rébellion » (9 septembre 1862). Marx, à l'inverse, écrit : « [Je suis] prêt à parier ma vie [...] que ces Messieurs (le Sud) vont connaître le pire [...]. Tu te laisses un peu trop influencer par l'aspect militaire des choses » (10 septembre 1862), in K. MARX et F. ENGELS, *Collected Works*, vol. 41, Progress Publishers, Moscou, 1985, p. 414-416.

11. Marx cite largement ce discours dans son article pour *Die Presse* du 22 août 1862, in K. MARX et F. ENGELS, *Collected Works*, International Publishers, vol. 19, p. 234-235. Des parties en sont aussi citées in J. M. MCPHERSON, *The Struggle for Equality*, *op. cit.*, p. 113.

12. K. MARX, *La Guerre civile aux États-Unis*, UGE, Paris, 1970, p. 131-133.

Notes du **Chapitre 36**

1. Cf. , par exemple, ses romans satiriques *Zadig* et *La Princesse de Babylone*.

2. A. SMITH, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, *op. cit.*, vol. 1, p. 142.

3. *Niggers* (« nègres », avec une plus forte charge péjorative – souvent traduit par « sales nègres » en français [N.d.T.]) est l'expression courante désignant les « indigènes » (*natives*) utilisée par les personnages des nouvelles de Kipling. *Wogs* (« péj. : bicot, bougnoule » [*Harrap's*, 1987], [N. d. T.]) était une insulte fourre-tout pour quiconque avait la malchance d'être colonisé par l'Empire britannique.

4. B. STEIN, in *A History of India*, Oxford University Press, Oxford, 1998, p. 202, va jusqu'à parler du « développement d'une classe capitaliste indigène en Inde bien avant l'ère de la colonisation formelle ». Je n'ai pas suffisamment de connaissances en la matière pour juger de la pertinence de cette caractérisation. Je soupçonne néanmoins qu'il s'agit en réalité de capital commercial et financier, comme celui qu'a connu l'Europe à partir du milieu de la période féodale, plutôt que d'un capitalisme industriel ou agraire, sinon dans la plus embryonnaire des formes. Certains historiens prétendent également que les révoltes religieuses et paysannes auraient pu ouvrir la voie à un développement complètement capitaliste. Là non plus, je ne suis pas en situation d'émettre un jugement.

5. K. MARX, « The Revolt in the Indian Army », *New York Daily Tribune*, in K. MARX et F. ENGELS, *Collected Works*, vol. 15, Progress Publishers, Moscou, 1986, p. 297.

6. Selon B. STEIN, *A History of India*, *op. cit.*, p. 248.

7. Chiffres concernant les premières années du pouvoir impérial direct ; pour les années postérieures à 1890, *cf. Ibid.*, p. 257, 263.

8. Chiffres donnés *in ibid.*, p. 262.

9. « Censor », « Memorial of the Emperor », in F. SCHURMANN et O. SCHOLL, *Imperial China*, Penguin, Harmondsworth, 1977, p. 139.

10. Telles sont les explications aussi bien des éditeurs que de Tsiang Ting-fu *in ibid.*, p. 126, 133, 139.

11. C'est l'argument soutenu avec insistance par J. GERNET *in Le Monde chinois*, *op. cit.*, p. 466-468.

12. W. FRANKE, « The T'ai-p'ing Rebellion », in F. SCHURMANN et O. SCHELL (dir.), *Imperial China*, *op. cit.*, p. 170-183.

13. Le chiffre est donné par P. A. KUHN, « The T'ai-p'ing Rebellion », in J. R. FAIRBANK (dir.), *The Cambridge History of China*, vol. 10, Cambridge University Press, Cambridge, 1978, p. 309.

14. J. BATOU, « L'Égypte de Muhammad-'Ali, 1805-1848 », in J. BATOU (dir.), *Pouvoir politique et développement économique*, *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 46^e année, n^o 2, Genève, mars-avril 1991, p. 401-428. Certains historiens économiques (comme D. LANDES dans *Richesse et pauvreté des nations*, *op. cit.*) contestent cette vision du progrès. Ils relèvent des faiblesses dans l'efficacité, des coûts élevés et une qualité médiocre de la production. Mais on peut dire la même chose de l'industrialisation d'autres pays, comme le Japon dans les années 1880, qui devaient plus tard connaître un succès dans la compétition internationale. La grande différence entre eux et l'Égypte était qu'ils étaient plus isolés de la concurrence étrangère directe, et

pouvaient plus facilement se dérober aux diktats européens dans leur politique commerciale.

15. Cité in J. BATOU, « L'Égypte de Muhammad'Ali, 1805-1848 », *loc. cit.*, p. 205.

Notes du **Chapitre 37**

1. M. HANE, *Modern Japan. A Historical Survey*, Westview Press, Boulder, 1992, p. 52-53.

2. *Ibid.*, p. 71.

Notes du **Chapitre 38**

1. Théophile GAUTIER, cité in A. HORNE, *Le Siège de Paris. Le siège et la Commune, 1870-1871*, trad. de l'anglais par R. Jouan, Plon, Paris, 1967, p. 12.

2. A. HORNE, *Le Siège de Paris, op. cit.*, p. 26.

3. Cf. , par exemple, la liste de prix donnée in *ibid.*, p. 154.

4. Cité in *ibid.*, p. 205.

5. P. O. LISSAGARAY, *Histoire de la Commune de 1871*, La Découverte, Paris, 2005, p. 112.

6. *Ibid.*, p. 112.

7. K. MARX, *La Guerre civile en France*, UGE, Paris, 1970, p. 65-67.

8. *Ibid.*, p. 72.

9. Cité in A. HORNE, *Le Siège de Paris, op. cit.*, p. 360.

10. *The Times*, 29 mai et 1^{er} juin 1871, cité in *ibid.*, p. 363.

11. *Ibid.*, p. 364.

[12.](#) Le procès de Louise Michel est décrit dans de nombreux ouvrages. Cf. , par exemple, P. O. LISSAGARAY, *Histoire de la Commune de 1871*, *op. cit.*, p. 420-421.

[13.](#) A. HORNE, *Le Siège de Paris*, *op. cit.*, p. 213.

[14.](#) K. MARX, lettre à Kugelmann du 12 avril 1871, in K. MARX et F. ENGELS, *Correspondance*, Éditions du Progrès, Moscou, 1981, p. 261.

[15.](#) *Ibid.*, p. 262.

Septième partie

Un siècle d'espoir et d'horreur

Notes du **Chapitre 39**

[1.](#) Chiffres donnés in G. STEDMAN JONES, *Outcast London. A Study in the Relationship between Classes in Victorian Society*, Penguin, Harmondsworth, 1976, p. 132.

[2.](#) Voir tables 13 et 3 in E. HOBSBAWM, *Industry and Empire*, *op. cit.*

[3.](#) Chiffres de l'OCDE.

[4.](#) « Friandises », dans le sens de « potins affriolants » (N. d. T.).

[5.](#) G. B. Longstaff en septembre 1893, cité in G. STEDMAN JONES, *Outcast London*, *op. cit.*, p. 128.

[6.](#) Cité in *ibid.*, p. 129.

[7.](#) Rapport de 1870-1871 de la Charity Organising Society, cité in *ibid.*, p. 266.

[8.](#) En pratique, Maxwell a utilisé des approches mathématiques qui contredisaient ce modèle, et a posé les bases des modèles très différents qui devaient prévaloir au xx^e siècle. Mais c'est son modèle original qui Adominé la pensée scientifique pendant une génération. Voir W. BERKSON, *Fields of Force. The Development of a World View*

-
- from *Faraday to Einstein*, Route ledge & K. Paul, Londres, 1974, chap. 5, 6 et 7, en particulier p. 150-155.
9. Comme avec le modèle de l'univers de Maxwell, il y a dans la théorie de Freud des éléments qui ont été l'objet d'approches très différentes. Dans les années 1920, la psychanalyse était souvent considérée comme un défi irrationaliste lancé à la démarche mécaniciste-déterministe. Mais le point de départ de Freud était à l'évidence fondé sur le déterminisme mécaniste. Voir, par exemple, l'exposé de ses premières tentatives chirurgicales pour traiter des symptômes d'hystérie in J. MASSON, *Le Réel escamoté. Le renoncement de Freud à la théorie de la séduction*, trad. de l'anglais par C. Monod, Aubier Montaigne, Paris, 1984, p. 73-122.
10. Cité in R. MILIBAND, *Capitalist Democracy in Britain*, Oxford University Press, Oxford, 1982, note de bas de page n° 2, p. 22.
11. Voir R. HARRISON, *Before the Socialists. Studies in Labour and Politics, 1861-1881*, Routledge & K. Paul, Londres, 1965, p. 69-78.
12. M. COWLING, 1867, *Disraeli, Gladstone and Revolution*, cité in R. MILIBAND, *Capitalist Democracy in Britain*, *op. cit.*, p. 25.
13. K. MARX, deuxième ébauche de *La Guerre civile en France*, traduite in K. MARX et F. ENGELS, *Collected Works*, vol. 22, Lawrence and Wishart, Londres, 1985.
14. M. COWLING, 1867, *Disraeli, Gladstone and Revolution*, cité in R. MILIBAND, *Capitalist Democracy in Britain*, *op. cit.*, p. 49.
15. *Ibid.*, p. 28.
16. HANHAM, cité in *ibid*, p. 27.
17. R. T. MCKENZIE, *British Political Parties. The Distribution of Power within the Conservative and Labour Parties*, Heinemann, Londres, 1963, p. 15.

-
18. Voir à ce sujet G. STEDMAN JONES, *Outcast London, op. cit.*, p. 344 et 348.
19. La Grande-Bretagne, en tant que puissance capitaliste industrielle la plus ancienne, accueillait aussi l'un des plus vieux nationalismes diffusés par les élites. E. P. Thompson a montré comment le gouvernement a parrainé des organisations nationalistes populaires pour faire échec au jacobinisme britannique dans les années 1790. Voir E. P. THOMPSON, *La Formation de la classe ouvrière anglaise, op. cit.* Plus récemment, Linda Colley a mis l'accent sur l'importance du sentiment national qui s'est développé à partir du milieu des années 1750. Voir L. COLLEY, *Britons. Forging the Nation*, Vintage, Londres, 1994. Malheureusement, son approche est unidimensionnelle et ne prend pas en compte ce que Thompson, lui, a relevé, à savoir les résistances au nationalisme qui ont toujours existé.
20. E. BERNSTEIN, *Evolutionary Socialism. A Criticism and Affirmation*, Independent Labour Party, Londres, 1909, p. xi.
21. *Ibid.*, p. 159.
22. *Ibid.*, p. 160.
23. R. LUXEMBURG, « Réforme sociale ou révolution ? », in R. LUXEMBURG, *Textes*, Éditions sociales, Paris, 1982, p. 65-102.
24. B. VANDERVORT, *Wars of Imperial Conquest in Africa 1830-1914*, UCL Press, Londres, 1998, p. 27.
25. N. LABANCA, cité in *ibid.*, p. 164.
26. *Ibid.*, p. 177. Voir aussi T. PACKENHAM, *The Scramble for Africa, 1876-1912*, Abacus, Londres, 1992, p. 539-548.
27. *Ibid.*, p. 546.
28. *Ibid.*, p. 652.
29. *Ibid.*, p. 600. Sur les prétentions philanthropiques et anti-esclavagistes de Léopold II, voir p. 11-23.

[30.](#) Cité in *ibid.*, p. 22.

[31.](#) Chiffres donnés par H. FEIS, *Europe. The World's Banker, 1879-1914*, cités in M. KIDRON, « Imperialism, the Highest Stage but One », *International Socialism*, n°9 (première série), 1962, p. 18.

[32.](#) Pour plus de détails sur l'économie impérialiste, voir mon livre *Explaining the Crisis. A Marxist Reappraisal*, Bookmarks, Londres, 1999, p. 35-36, et, pour une réponse à des contestations sur les données empiriques, note de bas de page n° 50, p. 159.

[33.](#) Détails extraits de L. DERFLER, *Paul Lafargue and the Flowering of French Socialism*, Harvard University Press, Harvard, 1998, p. 48 et 90.

[34.](#) Pour une vision générale de cette révolution, voir L. TROTSKI, *1905*, suivi de *Bilan et perspectives*, Éditions de Minuit, Paris, 1969.

[35.](#) R. LUXEMBURG, *Réforme sociale ou révolution ? Grève de masse, parti et syndicats*, La Découverte, Paris, 2001.

[36.](#) Selon A. SAYERS, « The Failure of Italian Socialism », *International Socialism*, n°37 (première série), juin-juillet 1969.

Notes du **Chapitre 40**

[1.](#) R. LUXEMBURG, *La Crise de la social-démocratie ou Brochure de Junius*, La Taupe, Paris, 1970, p. 53-54.

[2.](#) L. TROTSKI, *Ma vie*, Gallimard, Paris, 1953, p. 277.

[3.](#) J. CANNING (dir.), *Living History : 1914*, Odhams, Londres, 1967, p. 240.

[4.](#) V. SERGE, *Mémoires d'un révolutionnaire*, Le Seuil, Paris, 1951, p. 55.

[5.](#) Cité in L. TROTSKI, *Ma vie*, *op. cit.*, p. 277.

- [6.](#) D. BLACKBOURNE, *Fontana History of Germany 1780-1918*, *op. cit.*, p. 461-462.
- [7.](#) A. CHLIAPNIKOV, *On the Eve of 1917*, Allison and Busby, Londres, 1982, p. 18.
- [8.](#) R. FOX, *Smoky Crusade*, Hogarth Press, Londres, 1938, p. 192.
- [9.](#) L. TROTSKI, *Ma vie*, *op. cit.* , p. 277-278.
- [10.](#) Cité in J. JOLL, *Europe since 1870. An International History*, Viking Press, Londres, 1983, p. 194.
- [11.](#) Keir HARDIE, cité in R. MILIBAND, *Parliamentary Socialism. A Study in the Politics of Labour*, Merlin Press, Londres, 1975, p. 44. Pour la position de Kautsky, voir M. SALVADORI, *Karl Kautsky and the Socialist Revolution 1880-1938*, New Left Books, Londres, 1979, p. 183-185.
- [12.](#) Selon D. BLACKBOURNE, *Fontana History of Germany 1780-1918*, *op. cit.*, p. 475.
- [13.](#) Cité in D. MACINTYRE, *The Great War. Causes and Consequences*, Blackie Schools, Glasgow, 1979, p. 63.
- [14.](#) *Ibid.*, p. 64.
- [15.](#) D. BLACKBOURNE, *Fontana History of Germany 1780-1918*, *op. cit.*, p. 488-489.
- [16.](#) Pour des détails, voir *ibid.*, p. 480 et 482.
- [17.](#) Chiffres donnés in J. KOCKA, *Facing Total War. German Society, 1914-1918*, Berg, Leamington Spa, 1984, p. 23.
- [18.](#) *Ibid.*, p. 17.
- [19.](#) D. MACINTYRE, *The Great War : Causes and Consequences*, *op. cit.*, p. 61.

- [20.](#) Cité in W. ALLISON et J. FAIRLEY, *Les Mutins*, trad. de l'anglais par C. Lesage, AMME éditions, Aire-sur-la-Lys, 1990, p. 59-60.
- [21.](#) En ce qui concerne Noël 1916, voir les extraits du journal du lieutenant William St Leger in M. MOYNIHAN (dir.), *People at War 1914-1918*, David & Charles, Newton Abbot, 1988, p. 52.
- [22.](#) On peut trouver un compte rendu complet, fondé sur des interviews avec les participants in W. ALLISON et J. FAIRLEY, *Les Mutins*, *op. cit.*, p. 69-112.
- [23.](#) Traduit in V. I. LÉNINE, *Collected Works*, vol. 23, Progress Publishers, Moscou, 1964, p. 253.
- [24.](#) Saint-Pétersbourg avant août 1914, la ville de Petrograds'est ensuite appelée Leningrad, et a été finalement rebaptisée Saint-Pétersbourg en 1991.
- [25.](#) La date est conforme au calendrier julien encore en usage en Russie à l'époque. Selon le calendrier grégorien utilisé à l'Ouest, c'était en mars.
- [26.](#) Selon le témoignage de l'« infatigable » Kaïourov, mentionné in L. TROTSKI, *Histoire de la révolution russe*, tome 1. *Février*, Le Seuil, Paris, 1950, p. 143.
- [27.](#) S. A. SMITH, « Petrogradin 1917 : the View from Below », in D. H. KAISER (dir.), *The Workers' Revolution in Russia of 1917*, Cambridge University Press, Cambridge, 1987, p. 61.
- [28.](#) Cité in L. TROTSKI, *Histoire de la révolution russe*, t.1, février, *op. cit.*
- [29.](#) N. N. SOUKHANOV, *La Révolution russe, 1917*, Stock, Paris, 1965, p. 77.
- [30.](#) N. STONE, *The Eastern Front.1914-1917*, Hodder & Stoughton, Londres, 1975, p. 218.
- [31.](#) *Ibid.*, p. 283-284, 291.

[32.](#) Chiffres et autres détails fournis in S. A. SMITH, *Red Petrograd. Revolution in the Factories, 1917-1918*, Cambridge University Press, Cambridge, 1983, p. 10-12.

[33.](#) Les bolcheviques obtinrent six sièges, les mencheviques sept, mais les élus mencheviques venaient de circonscriptions plus petites-bourgeoises. Voir à ce sujet T. CLIFF, *Lenin, volume 1. Building the Party*, Bookmarks, Londres, 1975, p. 325.

[34.](#) Je résume dans ce paragraphe une longue histoire d'activités et de débats théoriques. Pour une vision plus complète, voir T. CLIFF, *ibid.* I. GETZLER, *Martov*, Cambridge University Press, Melbourne, 1967, brosse un portrait bienveillant des dirigeants mencheviques.

[35.](#) Chiffres donnés par T. CLIFF, *Lenin, volume 2. All Power to the Soviets*, Bookmarks, Londres, 1976, p. 148 et 150.

[36.](#) Chiffres cités, avec leurs sources, in M. HAYNES, « Was there a Parliamentary Alternative in 1917 ? », *International Socialism*, n° 76, 1977, p. 46.

[37.](#) Chiffres donnés in *ibid.*

[38.](#) Pour plus de détails sur certaines de ces luttes, voir S. A. SMITH, *Red Petrograd, op. cit.* ; T. CLIFF, *Lenin, volume 2, op. cit.*, p. 168-189.

[39.](#) Cité in N. N. SOUKHANOV, *La Révolution russe, 1917, op. cit.*, p. 332.

[40.](#) *Ibid.*, p. 333.

[41.](#) Chiffres cités, avec leurs sources, in S. A. SMITH, *Red Petrograd, op. cit.*, p. 87.

[42.](#) V. I. LÉNINE, *Collected Works*, vol. 8, Progress Publishers, Moscou, 1962, p. 28-29.

[43.](#) V. I. LÉNINE, *Collected Works*, vol. 27, Progress Publishers, Moscou, 1977, p. 98.

[44.](#) Pour un récit de cette « insurrection », voir J. M. CAMMETT, *Antonio Gramsci and the Origins of Italian Communism*, Stanford University Press, Stanford, 1967, p. 52-53.

[45.](#) Cité in P. NETTL, *La Vie et l'œuvre de Rosa Luxemburg*, vol. 2, Maspero, Paris, 1972.

[46.](#) S. A. SMITH, *Red Petrograd*, *op. cit.*, p. 243.

[47.](#) Pour des détails, voir V. SERGE, *L'An I de la révolution russe*, Éditions de Delphes, Paris, 1965, p. 422.

[48.](#) *Ibid.*, p. 331-332.

[49.](#) *Ibid.*, p. 358.

[50.](#) F. A. UPTON, *The Finnish Revolution, 1917-1918*, Minnesota University Press, Minneapolis, 1980, p. 522, cité in J. REES, « In Defence of October », *International Socialism*, n° 52, automne 1991, p. 33.

Notes du **Chapitre 41**

[1.](#) Selon J. JOLL, *Europe since 1870. An International History*, Penguin, Londres, 1990, p. 237.

[2.](#) Pour davantage de détails sur la révolution dans l'Autriche germanophone, voir F. L. CARSTEN, *Revolution in Central Europe 1918-1919*, Temple Smith, Londres, 1972, p. 22-32.

[3.](#) Pour plus de détails et de sources, ainsi que sur d'autres aspects de la révolution allemande, voir mon livre *La Révolution perdue. Allemagne, 1918-1923*, trad. de l'anglais par Jean-Marie Guerlin, 1982, disponible sur (tintinrevolution. Free. Fr).

[4.](#) Selon Rosa Leviné-Meyer, qui était dans un hôpital de Berlin à l'époque. Voir R. LEVINÉ- MEYER, *Vie et mort d'un révolutionnaire. Eugen Leviné et les conseils ouvriers de Bavière*, trad. de l'allemand

- par Jean-Jacques Pollet et Claude Sebisch, Maspero, Paris, 1980, p. 135.
- [5.](#) E. HOBSBAWM, *L'Âge des extrêmes*, Complexe/Le Monde diplomatique, Paris, 1999, p. 102.
- [6.](#) Cité in E. H. CARR, *La Révolution bolchevique, 1917-1923*, vol. 3, trad. de l'anglais par M. Pouteau, Éditions de Minuit, Paris, 1974, p. 139.
- [7.](#) Cité in *ibid.*, p. 138.
- [8.](#) Détails in *ibid.*, p. 137.
- [9.](#) Cité in E. WIGHAM, *Strikes and the Government 1893-1981*, Macmillan, Londres, 1982, p. 53.
- [10.](#) G. H. MEAKER, *The Revolutionary Left in Spain 1914-1923*, Stanford University Press, Stanford, 1974, p. 134.
- [11.](#) Cité in *ibid.*, p. 141.
- [12.](#) *Ibid.*, p. 142.
- [13.](#) *Ibid.*, p. 143.
- [14.](#) En ce qui concerne cette grève, voir *ibid.*, p. 158-161 et p. 165-168, et G. BRENNAN, *The Spanish Labyrinth*, Cambridge University Press, Cambridge, 1974, p. 70-71. Meaker considère le résultat de la grève comme une défaite pour les ouvriers, Brennan comme « peu concluant ». P. PAGES, à l'inverse, la décrit comme ayant eu un « résultat favorable » pour les travailleurs. Voir son *Andreu Nin, Su Evolución Política*, Zero, Madrid, 1975.
- [15.](#) I. TURNER, *Industrial Labour and Politics. The Dynamics of the Labour Movement in Eastern Australia*, Cambridge University Press, Cambridge, 1965, p. 194.
- [16.](#) Toute l'histoire est brillamment racontée dans E. LUCAS, *Märzrevolution 1920*, Verlag Roter Stern, Francfort-sur-le-Main, 1974, ch. IX.

Pour plus de détails sur les événements, voir mon livre *La Révolution perdue*, *op. cit.*, ch.9.

[17.](#) P. SPRIANO, *L'Occupation des usines. Italie, 1920*, trad. de l'italien par J.-C. Mouret, La Pensée sauvage, Grenoble, 1974, p. 75.

[18.](#) *Ibid.*, p. 30.

[19.](#) Cité *in ibid.*, p. 66.

[20.](#) Le texte entier de son discours figure *in* R. LEVINÉ-MEYER, *Vie et mort d'un révolutionnaire*, *op. cit.*, p. 318.

[21.](#) Lettre à Jacques Mesnil du mois d'avril 1921, citée *in* P. SPRIANO, *L'Occupation des usines*, *op. cit.*, p. 204.

[22.](#) Cité *in ibid.*, p. 200.

[23.](#) A. ROSSI (pseudonyme de TASCIA), *The Rise of Italian Fascism*, Methuen, Londres, 1938, p. 68.

[24.](#) *Ibid.*, p. 74.

[25.](#) Pour une discussion sur la question de savoir si la situation était révolutionnaire en 1923, voir mon livre *La Révolution perdue*, *op. cit.*, ch.13.

[26.](#) Selon A. ROSSI, *The Rise of Italian Fascism*, *op. cit.*, p. 82 et p. 99.

[27.](#) *Ibid.*, p. 126-127.

[28.](#) *Ibid.*, p. 103.

[29.](#) Chiffres donnés *in ibid.*, p. 126-127.

[30.](#) *Ibid.*, p. 148.

[31.](#) Cité *in ibid.*, p. 145.

[32.](#) *Ibid.*, p. 147.

[33.](#) *Ibid.*, p. 229-231.

- 34.** G. GAROCCI, *Italian Fascism*, Penguin, Harmondsworth, 1975, p. 27.
- 35.** *Ibid.*, p. 32.
- 36.** Voir A. D. HARVEY, *Collision of Empires. Britain in Three World Wars, 1793-1945*, Phoenix, Londres, 1994, p. 511.
- 37.** Le meilleur compte rendu de ces événements nous est donné par P. AVRICH, *Kronstadt 1921*, Princeton University Press, Princeton, 1991.
- 38.** V. I. LÉNINE, *Collected Works*, vol. 32, Progress Publishers, Moscou, 1976, p. 288 (ma traduction).
- 39.** Cité in M. SHACHTMAN, *The Struggle for the New Course*, New International Publishing, New York, 1943, p. 150.
- 40.** Lénine au XI^e congrès du PC(b)R, in V. I. LÉNINE, *Collected Works*, vol. 33, Progress Publishers, Moscou, 1976, p. 288.

Notes du **Chapitre 42**

- 1.** Voir, par exemple, le journal intime de Tom Jones, qui était secrétaire du cabinet, in T. JONES, *Whitehall Diaries*, vol. III, *Ireland 1918-1925*, Oxford University Press, Oxford, 1971.
- 2.** Chiffres de 1921 extraits de statistiques officielles in R. PALME DUTT, *Guide to the Problem of India*, Victor Gollancz Ltd, Londres, 1942, p. 59.
- 3.** J. CHESNEAUX, *Le Mouvement ouvrier chinois de 1919 à 1927*, Mouton, Paris, 1962, p. 77.
- 4.** *Ibid.*, p. 211.
- 5.** Voir B. STEIN, *A History of India*, *op. cit.*, p. 297.
- 6.** La description est tirée de R. PALME DUTT, *Guide to the Problem of India*, *op. cit.*, p. 112 ; des descriptions semblables peuvent être trouvées in B. STEIN, *A History of India*, *op. cit.*, p. 304, et M. J.

- AKBAR, *Nehru. The Making of India*, Viking, Londres, 1989, p. 116-118.
7. « India in 1919 », cité in R. PALMEDUTT, *Guide to the Problem of India*, op. cit., p. 113.
8. Pour des versions différentes de cet incident, voir B. STEIN, *A History of India*, op. cit., p. 309, et M. J. AKBAR, *Nehru*, op. cit., p. 152-153.
9. Cité in *ibid.*, p. 154.
10. Hu Shih, extrait de « The Chinese Renaissance », traduit in F. SCHÜRMAN et O. SCHELL, *Republican China. Nationalism, War, and the Rise of Communism 1911-1949*, Penguin, Harmondsworth, 1977, p. 55.
11. Chiffres donnés in J. CHESNEAUX, *Le Mouvement ouvrier chinois de 1919 à 1927*, op. cit., p. 31.
12. *Ibid.*, p. 227.
13. *Ibid.*, p. 413.
14. *Ibid.*, p. 453.
15. Pour des détails, voir *ibid.*, p. 503-515 ; et H. ISAACS, *La Tragédie de la révolution chinoise, 1925-1927*, trad. de l'anglais par R. Viénet, Gallimard, Paris, 1979, p. 171-182. Le soulèvement constitue le cadre du roman d'André Malraux, *La Condition humaine* (1933), et la grève de Hong Kong celui des *Conquérants* (1928).
16. Pour des récits de son coup d'État, voir J. CHESNEAUX, *Le Mouvement ouvrier chinois de 1919 à 1927*, op. cit., p. 435-436, et H. ISAACS, *La Tragédie de la révolution chinoise, 1925-1927*, op. cit., p. 125-148.
17. Le personnage principal de *La Condition humaine* attend, à la fin du roman, d'être précipité dans une chaudière par les soldats de Tchang Kaï-chek.

18. Voir les comptes rendus de la période in R. E. RUIZ, *The Great Rebellion. Mexico 1905-1924. Revolutions in the Modern World*, W. W. Norton & Company, New York, 1982, p. 120-122, et A. GILLY, *La Révolution mexicaine. 1910-1920*, trad. de l'espagnol par P.-L. Abramson et J.-P. Paute, Syllepse, Paris, 1995, p. 26-44.

19. R. E. RUIZ, *The Great Rebellion. Mexico 1905-1924*, *op. cit.*, p. 58.

20. Selon A. GILLY, *La Révolution mexicaine. 1910-1920*, *op. cit.*, p. 36 ; pour des chiffres qui suggèrent une représentation semblable, voir R. E. RUIZ, *The Great Rebellion. Mexico 1905-1924*, *op. cit.*, p. 59 et 63.

21. Voir L. TROTSKI, *L'Internationale communiste après Lénine*, PUF, Paris, 1969, et « La révolution permanente », in *De la révolution*, Éditions de Minuit, Paris, 1963.

Notes du **Chapitre 43**

1. Cité in F. STERNBERG, *The Coming Crisis*, Gollancz, Londres, 1947.

2. Cité in J. K. GALBRAITH, *La Crise économique de 1929. Anatomie d'une catastrophe financière*, trad. de l'anglais par H. LeGallo, Payot, Paris, 1989, p. 94.

3. Voir l'introduction de F. DOBBS, in F. DOBBS, *La Révolte des camionneurs en 1934. La grève des camionneurs à Minneapolis*, trad. de l'anglais par D. Couret, Centre d'études et de recherches sur les mouvements trotskistes et révolutionnaires internationaux, Paris, 1988.

4. Cité in J. K. GALBRAITH, *La Crise économique de 1929*, *op. cit.*, p. 76.

5. Cité in J. BRAUNTHAL, *In Search of the Millenium*, Gollancz & Left Book Club, Londres, 1945, p. 270. Voir aussi la description, sous la plume d'André Guérin, des dirigeants syndicaux adoptant le modèle

américain en France à la fin des années 1920, in A. GUÉRIN, *Front populaire, révolution manquée. Témoignage militant*, Actes Sud, Arles, 1997, p. 79-80. De telles manifestations d'optimisme contrastent avec l'assertion d'Eric Hobsbawm selon laquelle tout le monde pouvait voir, dès le milieu des années 1920, que la crise n'avait pas disparu. Voir E. HOBSBAWM, *L'Âge des extrêmes*, op. cit.

6. Cité in F. STERNBERG, *The Coming Crisis*, op. cit.

7. Voir P. GAY, *The Dilemma of Democratic Socialism. Eduard Bernstein's Challenge to Marx*, Columbia University Press, New York, 1979.

8. George Hicks à la conférence de la TUC de 1927, cité in R. MILIBAND, *Parliamentary Socialism*, op. cit., p. 149.

9. Voir l'exposition des arguments de Staline et Boukharine en 1925 in R. B. DAY, *The « Crisis » and the « Crash »*. *Soviet Studies of the West, 1917-1939*, New Left Books, Londres, 1981, p. 80-81.

10. Pour un résumé des arguments de Boukharine en 1928, voir *ibid.*, p. 156-159. À cette époque, Staline avait fait un nouveau saut périlleux, et proclamait que la chute imminente du capitalisme signifiait qu'il y avait des possibilités imminentes d'insurrection pour les communistes occidentaux – une opinion qui était tout aussi erronée que celle de Boukharine.

11. Dans *Malaise dans la civilisation* (1929), Freud semble accepter que la notion même de civilisation soit incompatible avec la possibilité pour les humains de prendre en compte leurs instincts de façon rationnelle.

12. Voir, par exemple, G. LUKÁCS, *The Historical Novel*, Penguin, Londres, 1962, et *Studies in European Realism*, Grosset and Dunlap, New York, 1964. Lukács considère que le roman « réaliste » d'avant 1848 a cédé la place d'une part au naturalisme mécanique et d'autre part au psychologisme subjectiviste. Cela l'amène à rejeter sans autre forme de

procès la plus grande partie de la littérature du xx^e siècle. Mais on peut accepter sa thèse centrale sans pour autant adopter ses conclusions.

Notes du **Chapitre 44**

1. Cf. C. P. KINDLEBERGER, *La Grande Crise mondiale. 1929-1939*, trad. de l'anglais par H. P. Bernard, Economica, Paris, 1988, p. 117-118 et p. 125 ; cf. aussi L. COREY, *The Decline of American Capitalism*, Bodley, Londres, 1938, p. 184.

2. Chiffres de E. H. CARR, *The Interregnum*, Pluto Press, Londres, 1984, p. 39.

3. Cité in M. LEWIN, *Le Dernier Combat de Lénine*, Éditions de Minuit, Paris, 1967, p. 27.

4. Et Trotski lui-même ne contesta pas immédiatement cette décision.

5. Cité in L. TROTSKI, *L'Internationale communiste après Lénine*, t.I, *op. cit.*, p. 124-125.

6. Il est fait mention de ces protestations in V. SERGE, *Mémoires d'un révolutionnaire*, *op. cit.*, et M. REIMAN, *The Birth of Stalinism. The USSR on the Eve of the « Second Revolution »*, I. B. Tauris, Londres, 1987. J'ai aussi entendu une fois le regretté Harry Wicks décrire son expérience personnelle de ces événements alors qu'il était étudiant dans une école de cadres du Komintern en Russie.

7. M. REIMAN, *The Birth of Stalinism*, *op. cit.*, p. 2.

8. *Ibid.*, p. 12.

9. E. H. CARR et R. W. DAVIES, *Foundations of the Planned Economy*, vol. 1, Macmillan, Londres, 1969, p. 313.

10. Cité in I. DEUTSCHER, *Staline. Une biographie politique*, trad. de l'anglais par J.-P. Herbert, Gallimard, Paris, 1973, p. 336.

- [11.](#) Chiffres cités, avec leurs sources, in T. CLIFF, *Russia. A Marxist Analysis*, International Socialism, Londres, 1964, p. 33.
- [12.](#) Chiffres cités, avec leurs sources, in T. CLIFF, *Le Capitalisme d'État en URSS de Staline à Gorbatchev*, EDI, Paris, 1990, p. 42.
- [13.](#) Chiffres et sources in *ibid.*, p. 31.
- [14.](#) Chiffres in R. W. DAVIES, « Forced Labour Under Stalin : The Archive Revelations », *New Left Review*, n° 214, novembre-décembre 1995.
- [15.](#) Chiffre calculé, avec ses sources, in T. CLIFF, *Le Capitalisme d'État en URSS de Staline à Gorbatchev*, *op. cit.*, p. 101.
- [16.](#) Discours de Staline à Moscou, 5 avril 1927, cité in H. ISAACS, *La Tragédie de la révolution chinoise, 1925-1927*, *op. cit.*, p. 204-205.
- [17.](#) Chiffres cités, avec leurs sources, in P. FRANK, *Histoire de l'Internationale communiste*, La Brèche, Paris, 1979, p. 634.
- [18.](#) Chiffres cités in E. ROSENHAFT, *Beating the Fascists. The German Communists and Political Violence, 1929-1933*, Cambridge University Press, Cambridge, 1938, p. 44-45.
- [19.](#) Selon un permanent du Parti cité in *ibid.*, p. 45.
- [20.](#) Chiffres in *Die Rote Fahne*, 2 février 1932, cités in L. TROTSKI, *Fascism, Stalinism and the United Front, 1930-1934*, International Socialism, Londres, 1969, p. 39.
- [21.](#) W. S. ALLEN, *Une petite ville nazie. 1930-1935*, trad. de l'anglais par R. Rosenthal, Robert Laffont, Paris, 1967, p. 192.
- [22.](#) On peut trouver une analyse détaillée des effectifs nazis par classe et âge in J. NOAKES et G. PRIDHAM, *Nazism 1919-1945. A History in Documents and Eyewitness Accounts*, vol. 1, *The Nazi Party, State and Society 1919-1939*, Oxford University Press, New York, 1983, p. 84-87.

23. Cf. , par exemple, M. H. KELE, *Nazis and Workers*, The University of North Carolina Press, North Carolina, 1972, p. 210. Mühlberger, qui tente de contester que la base sociale des nazis se trouvait dans la classe moyenne, admet que, parmi les travailleurs, ils attireraient essentiellement les ouvriers concurrents et les chômeurs. Cf. D. MÜHLBERGER, *Hitler's Followers*, Routledge, Londres, 1991, p. 165, 177, 205.

24. M. MANN, « As the Twentieth Century Ages », *New Left Review*, n° 214, novembre décembre 1995, p. 110.

25. K. KAUTSKY, « Force and Democracy », traduit in D. BEETHAM, *Marxists in the Face of Fascism*, Manchester University Press, Manchester, 1983, p. 248.

26. R. HILFERDING, « Between the Decisions », traduit in *ibid.*, p. 261.

27. W. S. ALLEN, *Une petite ville nazie. 1930-1935*, *op. cit.*, p. 200.

28. A. SCHWEITZER, *Big Business in the Third Reich*, Indiana University Press, Bloomington, 1963, p. 107.

29. J. NOAKES et G. PRIDHAM, *Nazism 1919-1945. A History in Documents and Eyewitness Accounts*, vol. 1, *op. cit.*, p. 94.

30. Comme l'admet H. A. Turner, qui est généralement sceptique face aux thèses attribuant l'accession au pouvoir d'Hitler au soutien des milieux d'affaires. H. A. TURNER, *German Big Business and the Rise of Hitler*, Oxford University Press, New York, 1985, p. 243.

31. A. SCHWEITZER, *Big Business in the Third Reich*, *op. cit.*, p. 95.

32. Cf. *Ibid.*, p. 96-97, 100. Turner prétend que les industriels les plus importants de la Ruhr étaient plus réservés envers Hitler que ne le proclament les versions journalistiques. Mais il reconnaît qu'Hitler s'est adressé à des publics d'hommes d'affaires influents. Cf. H. A. TURNER, *German Big Business and the Rise of Hitler*, *op. cit.*, p. 172.

- [33.](#) Cité in F. L. CARSTEN, *Britain and the Weimar Republic. The British Documents*, Batsford, Londres, 1984, p. 270-271.
- [34.](#) Turner lui-même ne peut mettre en défaut cette version de la séquence des événements. Pour d'autres sources, cf. I. KERSHAW (dir.), *Weimar. Why did German Democracy Fail?*, Weidenfeld and Nicolson, Londres, 1990, et P. D. STACHURA, *The Nazi Machtergreifung*, George Allen & Unwin, Londres, 1983. Pour une vision d'ensemble des arguments du point de vue marxiste, cf. l'excellent ouvrage de D. GLUCKSTEIN, *The Nazis, Capitalism and the Working Class*, Bookmarks, Londres, 1999, ch.3.
- [35.](#) J. BRAUNTHAL, *History of the International*, vol. II, Gollancz, Londres, 1966, p. 380.
- [36.](#) *Vorwärts*, édition du soir, 30 janvier 1933, cité par exemple in E. B. WHEATON, *Prelude to Calamity. The Nazi Revolution 1933-1935*, Doubleday, New York, 1969, p. 223.
- [37.](#) Cf. E. ROSENHAFT, *Beating the Fascists. The German Communists and Political Violence, 1929-1933*, Cambridge University Press, Cambridge, 1983.
- [38.](#) Cf. A. MERSON, *Communist Resistance in Nazi Germany*, Lawrence & Wishart, Londres, 1986, p. 29.
- [39.](#) Cité in J. BRAUNTHAL, *History of the International*, vol. II, *op. cit.*, p. 383.
- [40.](#) A. MERSON, *Communist Resistance in Nazi Germany*, *op. cit.*, p. 61.

Notes du **Chapitre 45**

- [1.](#) A. STURMTHAL, *The Tragedy of European Labour 1918-1939*, Gollancz, Londres, 1944, p. 51.
- [2.](#) *Ibid.*, p. 172.

3. Discours cité par J. BRAUNTHAL, militant social-démocrate à Vienne à l'époque, in J. BRAUNTHAL, *In Search of the Millenium*, op. cit., p. 280.

4. *Ibid.*

5. Cité in A. STURMTHAL, *The Tragedy of European Labour 1918-1939*, op. cit., p. 176.

6. *Ibid.*, p. 177.

7. J. JACKSON, *The Popular Front in France. Defending Democracy 1934-1938*, Cambridge University Press, Cambridge, 1990, p. 28.

8. *Ibid.*, p. 28.

9. *Ibid.*, p. 5-6.

10. Les chiffres et la citation sont in *ibid.*, p. 88.

11. Cité in *ibid.*, p. 10 et 88.

12. Selon J. DAMOS et M. GIBELIN, *Juin 1936*, Maspero, Paris, 1972, t. 2, p. 156.

13. Selon J. JACKSON, *The Popular Front in France*, op. cit., p. 112.

14. *Ibid.*, p. 13.

15. Chiffres cités in *ibid.*, p. 219-220. Cf. aussi J. DAMOS et M. GIBELIN, *Juin 1936*, op. cit., t.2, p. 62.

16. Pour les chiffres des licenciements et des lock-out, cf. *Ibid.*, p. 158.

17. G. ORWELL, *Hommage à la Catalogne*, Ivrea, Paris, 1995, p. 13-15.

18. Cité in P. BROUÉ et É. TÉMIME, *La Révolution et la guerre d'Espagne*, Éditions de Minuit, Paris, 1961, p. 66.

19. Description de la manifestation du 1^{er} mai in *ibid.*, p. 66.

20. Chiffres donnés dans un discours de Gil-Robles, in *ibid.*, p. 69.

21. Voir le récit de ce qui s'est passé dans les grandes villes *in ibid.*, p. 86-102.
22. *Ibid.*, p. 103.
23. Le récit de la réunion, dû au dirigeant anarchiste Santillán, est rapporté *in ibid.*, p. 112.
24. Rapport de son discours devant un rassemblement de la CNT peu après, *in* R. FRASER, *Blood of Spain*, Penguin, Harmondsworth, 1981, p. 112. Pour une version favorable aux anarcho-syndicalistes, cf. J. B. ACERETE, *Durutti*, Bruguera, Barcelone, 1975, p. 176-179.
25. Voir le récit de la guerre dans le Nord *in* P. BROUÉ et É. TÉMIME, *La Révolution et la guerre d'Espagne*, *op. cit.*, p. 361-382.

Notes du **Chapitre 46**

1. Cet argument a été utilisé, par exemple, par le philosophe allemand Heidegger pour excuser son appartenance au parti nazi : « Aux reproches sévères et justifiés sur “un régime qui a exterminé des millions de juifs, qui a fait de la terreur une norme” [...] je peux seulement ajouter qu'à la place des “juifs” on devrait mettre les “Allemands de l'Est” » (lettre à Herbert Marcuse, 20 janvier 1948), *in* R. WOLIN, *The Heidegger Controversy. A Critical Reader*, MIT Press, Cambridge et Londres, 1993, p. 163.
2. C. K. KINDLEBERGER, *Le Grande Crise mondiale, 1929-1939*, *op. cit.*, p. 242.
3. *Ibid.*, p. 280.
4. Rapport de l'American Civil Liberties Union, cité *in* A. PREIS, *Labor's Giant Step. Twenty Years of the CIO*, Pathfinder, New York, 1982, p. 17.
5. *Ibid.*, p. 45.
6. *Ibid.*, p. 61.

-
7. Cf. , par exemple, B. J. WIDICK, *Detroit, City of Race and Class Violence*, Quadrangle Books, Chicago, 1972, p. 74.
8. *Ibid.*, p. 64.
9. A. PREIS, *Labor's Giant Step*, *op. cit.* , p. 67.
10. *Ibid.*
11. Cité *in ibid.*, p. 70.
12. J. T. FARRELL, *Selected Essays*, New York, 1964.
13. R. ELLISON, *Homme invisible, pour qui chantes-tu ?*, trad. de l'anglais par Robert et Magali Merle, Grasset, Paris, 1969, p. 475.
14. A. H. HANSEN, *Economic Stabilization in an Unbalanced World*, A. M. Kelley, New York, 1971, p. 76.
15. Pour des chiffres et des détails, cf. T. MASON, *Nazism, Fascism and the Working Class*, Cambridge University Press, Cambridge, 1995, p. 114.
16. E. HOBSBAWM, *L'Âge des extrêmes*, *op. cit.*, p. 197.
17. Cité in J. ANDERSON, *The United States, Great Britain and the Cold War, 1944-1947*, University of Missouri Press, Columbia, 1981, p. 6.
18. A. J. P. TAYLOR, *The Second World War. An Illustrated History*, Penguin, Harmondsworth, 1976, p. 86.
19. Cité in J. ANDERSON, *The United States, Great Britain and the Cold War, 1944-1947*, *op. cit.*, p. 6.
20. G. KOLKO, *Un siècle de guerres. Politique, conflits et société depuis 1914*, trad. de l'anglais par J. Patry, Presses de l'Université de Laval, Laval, 2000, p. 217.
21. Chiffres donnés *in ibid.*, p. 176.
22. Ce processus de double pensée est bien décrit dans le roman de G. GRASS, *Les Années de chien*, Le Seuil, Paris, 1965.

-
23. Cité, par exemple, in R. MILIBAND, *Parliamentary Socialism*, op. cit., p. 281.
24. Selon les chiffres donnés in G. KOLKO, *Un siècle de guerres*, op. cit., p. 169.
25. P. GINSBORG, *A History of Contemporary Italy. Society and Politics, 1943-1988*, Penguin, Londres, 1990, p. 10.
26. *Ibid.*, p. 67.
27. Cité in G. KOLKO, *Un siècle de guerres*, op. cit., p. 250.
28. Cité in G. KOLKO, *The Politics of War. Allied Diplomacy and the World Crisis of 1943-1945*, Random House, New York, 1970, p. 114-115.
29. Pour une vision complète de ces discussions, cf. *Ibid.*, p. 346-347.
30. Cité in G. KOLKO, *Un siècle de guerres*, op. cit., p. 251.
31. Pour un récit de sa conférence de presse, cf. *ibid.*, p. 251.
32. Cf. , par exemple, *ibid.*, p. 241-242.
33. Cf. D. EUDES, *Les Kapetanos. La guerre civile grecque, 1943-1949*, Fayard, Paris, 1970, p. 218.
34. Pour une description complète, cf. *Ibid.*, p. 258.
35. Cf. , par exemple, G. KOLKO, *Un siècle de guerres*, op. cit., p. 234-236, et *The Politics of War*, op. cit., p. 185-192.
36. Description de la réunion où il affirma cela in D. EUDES, *Les Kapetanos*, op. cit., p. 289.
37. Cité in *ibid.*, p. 305.
38. Cité in G. KOLKO, *Un siècle de guerres*, op. cit., p. 323.
39. P. GINSBORG, *A History of Contemporary Italy*, op. cit., p. 46 ; E. HOBBSAWM, *L'Âge des extrêmes*, op. cit., p. 226.

40. G. KOLKO, *Un siècle de guerres, op. cit.*, p. 260.

41. A. HORNE, *A Savage War of Peace. Algeria 1954-1962*, Penguin, Harmondsworth, 1979, p. 25.

Notes du **Chapitre 47**

1. La Chine était (et est restée) le cinquième membre permanent du Conseil de sécurité. Mais son siège était occupé par le Guomindang de Tchang Kaï-chek, même après qu'il eut fui la Chine continentale pour établir un régime client des États-Unis à Taïwan. Ce n'est qu'au début des années 1970 que la Chine populaire le récupéra.

2. Rapport sur le contenu de documents découverts dans les années 1990, in *The Guardian*, 2 octobre 1998.

3. Cité in D. HOROWITZ, *De Yalta au Vietnam*, t.1, 10/18, Paris, 1973, p. 92-93.

4. Cf. I. BIRCHALL, *Workers Against the Monolith. The Communist Parties since 1943*, Pluto Press, Londres, 1974, p. 62, et P. GINSBORG, *A History of Contemporary Italy, op. cit.*, p. 110-112.

5. Selon le journal du Parti communiste tchécoslovaque, *Nova Mysl*, n° 6-7, 1968.

6. A. CROSLAND, *The Future for Socialism*, Jonathan Cape, Londres, 1956, p. 115.

7. *Ibid.*

8. Ou comme les « Trente Glorieuses » en France [N.d.E.].

9. B. STEIN, *A History of India, op. cit.*, p. 327.

10. *Ibid.*, p. 336.

11. Selon B. LAPPING, *End of Empire*, St-Martins Press, Londres, 1985, p. 356.

12. Il existe différentes versions de cette mutinerie, cf. M. J. AKBAR, *Nehru, op. cit.*, p. 369, et B. STEIN, *A History of India, op. cit.*, p. 360.
13. Cf. M. J. AKBAR, *Nehru, op. cit.*, p. 381-382.
14. Aujourd'hui la Zambie, le Zimbabwe et le Malawi.
15. Cité in B. LAPPING, *End of Empire, op. cit.*, p. 106.
16. *Daily Telegraph*, 28 septembre 1953, cité in P. FOOT, *The Politics of Harold Wilson*, Penguin, Harmondsworth, 1968, p. 111.
17. M. C. KASER et E. A. RADICE (dir.), *The Economic History of Eastern Europe, 1919-1975*, Clarendon press, Oxford, 1985.
18. Cité in M. HAYNES et P. BINNS, « Eastern European Class Societies », *International Socialism*, n° 7, hiver 1979.
19. M. JAENICKER, *Der Dritte Weg. Die Anti-Stalinistische Opposition gegen Ulbricht seit 1953*, Neuer Deutscher Verlag, Cologne, 1964, p. 51.
20. Pour une évocation complète de ces événements, voir le chapitre 6 de mon ouvrage *Class Struggles in Eastern Europe*, Pluto Press, Londres, 1984.
21. P. FRYER, *Hungarian Tragedy*, D. Dobson, Londres, 1956, p. 46.
22. Selon des documents officiels hongrois, résumés in G. LITVAN (dir.), *The Hungarian Revolution of 1956. Reform, Revolt and Repression, 1953-1956*, Longman, Londres, 1996, p. 44.
23. Pour un recueil de documents complet, cf. B. LOMAX, *Hungarian Workers' Councils of 1956*, Columbia University Press, New York, 1990. Le recueil le plus ancien, comportant des transcriptions d'émissions de radio, est celui de M. J. LASKY (dir.), *The Hungarian Revolution. A White Book*, Secker & Warburg, Londres, 1957. Cf. aussi S. KOPACSI, *Au nom de la classe ouvrière*, Robert Laffont, Paris, 1979, et, pour un bref aperçu de la dynamique de la révolution, voir le chapitre 7 de mon ouvrage *Class Struggles in Eastern Europe, op. cit.*

- [24.](#) G. LITVAN (dir.), *The Hungarian Revolution of 1956*, op. cit., p. 126-127.
- [25.](#) Selon J. L. ANDERSON, *Che Guevara. A Revolutionary Life*, Grove Press, New York, 1997, p. 216.
- [26.](#) D. SEERS (dir.), *Cuba. The Economic and Social Revolution*, The University of North Carolina Press, Chapel Hill, 1964, p. 20.
- [27.](#) E. R. MAY et P. D. ZELIKOW (dir.), *The Kennedy Tapes. Inside the White House during the Cuban Missile Crisis*, Harvard University Press, Cambridge, 1998.
- [28.](#) Cité in D. HALBERSTAM, *The Best and the Brightest*, Barrie and Jenkins, Londres, 1972, p. 78.
- [29.](#) Chiffres donnés in J. DELEYNE, *L'Économie chinoise*, Le Seuil, Paris, 1971, p. 66.
- [30.](#) JUNG Chang, *Les Cygnes sauvages. Les mémoires d'une famille chinoise, de l'empire céleste à Tiananmen*, trad. de l'anglais par S. Boulongne, Plon, Paris, 1992.
- [31.](#) DAI Houying, *Étincelles dans les ténèbres*, trad. du chinois par L. Tche-Houa, P. Bourgeois et J. Alézaïs, Le Seuil, Paris, 1987.
- [32.](#) Voir le manifeste « Whither China ? » (« Où va la Chine ? ») des Sheng-wu-lien, traduit in *International Socialism*, n° 37, juin-juillet 1969.
- [33.](#) Selon J. DELEYNE, *L'Économie chinoise*, op. cit., p. 68.

Notes du **Chapitre 48**

- [1.](#) D. BELL, *La Fin de l'idéologie*, trad. de l'anglais par E. Bâillon, PUF, Paris, 1997, p. 84.

- [2.](#) H. MARCUSE, *One Dimensional Man*, Beacon, Boston, 1964, p. xi-xii (préface non traduite dans l'édition française du livre : *L'Homme unidimensionnel*, Éditions de Minuit, Paris, 1968).
- [3.](#) Pour le Cordobazo de mai 1969, cf. R. FALCON et B. GALITELLI, *Argentina. From Anarchism to Peronism. Workers, Unions, and Politics, 1855-1985*, Zed Books, Londres, 1987, p. 171-174.
- [4.](#) Pour une discussion plus en profondeur de ces questions voir l'appendice de mon ouvrage *Explaining the Crisis*, *op. cit.*
- [5.](#) Je résume ici succinctement une argumentation bien plus longue. Pour une présentation « populaire » de celle-ci, cf. mon livre *Economics of the Madhouse*, *op. cit.* Pour des considérations plus techniques, cf. mon ouvrage *Explaining the Crisis*, *op. cit.*
- [6.](#) Selon W. HUTTON, *The State We're In. Why Britain Is in Crisis and How to Overcome It*, J. Cape, Londres, 1994, p. 19.
- [7.](#) Pour un compte rendu complet de ces événements, cf. le chapitre 9 de mon ouvrage *Class Struggles in Eastern Europe*, *op. cit.*
- [8.](#) Classification des économies en « ajustement » donnée par R. SOBHAN, « Rethinking the Market Reform Paradigm », *Economic and Political Weekly*, Bombay, 25 juillet 1992.
- [9.](#) Cité in J. PETRAS et M. MORLEY, *Latin America in the Time of Cholera. Electoral Politics, Market Economics, and Permanent Crisis*, Routledge, New York, 1992, p. 14.
- [10.](#) FAO, *The State of Food and Agriculture 1991*.
- [11.](#) Cf. , par exemple, les chiffres cités in *The Observer*, 6 décembre 1998.
- [12.](#) M. HOLUB, cité in *The Guardian*, 12 mars 1999.
- [13.](#) BANQUE MONDIALE, *World Development Report 1991*, p. 4-5.
- [14.](#) S. BRITTAN, *Financial Times*, 10 décembre 1992.

15. J. M. STOPFORD et S. STRANGE, *Rival States, Rival Firms*, Cambridge University Press, Cambridge, 1991, p. 1.
16. Pour un compte rendu détaillé des négociations, cf. M. MOHANTY, « Strategies for Solution of Debt Crisis : an Overview », *Economic and Political Weekly*, Bombay, 29 février 1992.

Notes de la **conclusion**

1. T. JACKSON et N. MARKS, *Measuring Sustainable Economic Welfare. A Pilot Index 1950-1990*, Stockholm Economic Institute, Stockholm, 1994.
2. Ce chiffre est donné par J. SCHOR, *The Overworked American*, Basic Books, New York, 1993.
3. *UN Human Development Report 1999*, Oxford, 1999.
4. R. LUXEMBURG, « The Crisis of Social Democracy », in R. LUXEMBURG, *Selected Political Writings*, Jonathan Cape, Londres, 1972, p. 195-196.
5. *Ibid.*, p. 196.
6. Discours prononcé à Moscou en juillet 1921, rapporté dans la *Pravda* du 12 juillet 1921, et cité in P. BROUÉ, *Trotsky*, Fayard, Paris, 1988, p. 349.
7. L. TROTSKI, *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la Quatrième Internationale*, « Programme de transition », p. 8.
8. Croix-Rouge, « 1999 World Disasters Report », résumé dans *The Guardian*, 24 juin 1999.
9. Cité par Mark Almond, *Independent on Sunday*, 6 juin 1999.
10. V. I. LÉNINE, *Que faire ?*, in V. I. LÉNINE, *Œuvres*, t.5, Éditions sociales, Paris, 1965, p. 393.
11. *Ibid.*, p. 431.

-
12. Pour une discussion plus approfondie de ce point, voir mon article « Parti et classe » sur [http : //quefaire.Lautre.net/](http://quefaire.Lautre.net/).
13. A. GRAMSCI, *The Modern Prince and Other Writings*, Lawrence and Wishart, Londres, 1957, p. 59.

Glossaire

Personnages

Abélard, Pierre : Penseur du XIII^e siècle condamné par l'Église. Castré après ses amours secrètes avec Héloïse.

Alexandre le Grand : Dirigeant macédonien qui établit un empire grec sur tout le Moyen-Orient, de l'Indus au Nil.

Ali : Gendre de Mahomet, héros des « chiïtes » opposés à ce qu'ils considèrent comme une « dégénérescence » de l'islam à partir du VII^e siècle.

Allende, Salvador : Membre modéré du Parti socialiste chilien, président du pays de 1970 à 1973, renversé par un coup d'État militaire qui coûta la vie à des milliers de personnes. Se suicida après avoir organisé la défense armée du palais présidentiel.

Aquin, Thomas d' (saint) : Théologien du XIII^e siècle, influencé par les écrits d'Aristote. Ses idées ont fourni la base de l'orthodoxie catholique pendant des siècles.

Aristote : Philosophe et scientifique de la Grèce antique. Disciple de Platon, il développa une philosophie très différente, qui devait dominer l'Europe du bas Moyen-Âge.

Ashoka : Dirigeant de l'empire Maurya en Inde à son apogée au IV^e siècle de l'ère chrétienne. Se convertit au bouddhisme.

Auguste : Premier empereur romain, de 27 av. J.-C. à 14 de notre ère.

Augustin d'Hippone (saint) : Évêque chrétien vers l'an 400. Ses écrits ont influencé la théologie chrétienne dominante pendant au moins 1000 ans.

Aurangzeb : Dernier empereur moghol à exercer un pouvoir important. Emprisonna son père, Shah Jahan, au fort d'Agra. Tenta sans

succès de cimenter son règne en imposant l'islam aux fonctionnaires impériaux.

Averroès : Philosophe arabe de l'Espagne mauresque du XII^e siècle, auteur de commentaires très influents sur les œuvres d'Aristote parmi les lettrés chrétiens du XIII^e siècle.

Bacon, Roger : Érudit et scientifique du XIII^e siècle. Rédigea la première formule de la poudre à canon connue en Europe.

Beaverbrook, lord : Max Aitken, magnat britannique de la presse d'origine canadienne, ministre en 1916 et 1940-1942.

Bernstein, Eduard : Ancien collaborateur d'Engels. Le plus important partisan du réformisme dans la social-démocratie allemande à la fin du XIX^e siècle. S'opposa à la Première Guerre mondiale, mais aussi à la révolution.

Bismarck, Otto von : Aristocrate, chancelier de Prusse puis d'Allemagne (1862-1890). Responsable des guerres qui établirent l'Empire allemand comme État capitaliste.

Blanc, Louis : Dirigeant socialiste français du milieu du XIX^e siècle. Croyait en des méthodes de réforme à partir de l'État existant. Joua un rôle clé dans le gouvernement républicain de février-juin 1848.

Blanqui, Auguste : Révolutionnaire français, il pensait que la dictature du prolétariat pouvait être instaurée par la conspiration insurrectionnelle. Passa la plus grande partie de sa vie en prison.

Blum, Léon : Dirigeant du Parti socialiste (SFIO) français, président du Conseil des gouvernements du Front populaire en 1936-1937. Emprisonné en Allemagne pendant la Seconde Guerre mondiale.

Bonaparte, Louis-Napoléon (Napoléon III) : Neveu de Napoléon Bonaparte (Napoléon I^{er}). Élu président en 1848, empereur de 1852 à 1870.

Boukharine, Nicolas : Dirigeant et théoricien bolchevique. S'allia au milieu des années 1920 à Staline, qui le fit exécuter en 1937.

Brecht, Bertolt : Poète et dramaturge allemand du XX^e siècle. Communiste à partir de la fin des années 1920. Prix Staline en 1950.

Brejnev, Leonid : Dirigeant de l'URSS de 1964 à 1982, période caractérisée par le renforcement de la répression centrale, mais aussi par une stagnation économique rampante.

Brissot, Jacques Pierre : Journaliste, dirigeant du Parti girondin pendant la Révolution française. Exécuté en octobre 1793.

Brüning, Heinrich : Dirigeant du Parti catholique allemand du centre. Chancelier d'Allemagne de 1930 à 1932.

Brutus : Un des assassins (et fils adoptif) de Jules César.

Burke, Edmund : *Whig* opposé à la fin du XVIII^e siècle au colonialisme britannique en Amérique et à l'oppression de l'Irlande. Devint *Tory* et propagandiste contre la Révolution française.

Calvin, Jean : Né en France. Dirigeant d'une tendance de la Réforme au milieu du XVI^e siècle. Prêcha une doctrine selon laquelle tout est ordonné par Dieu à l'avance. Dirigeant dans les faits de la ville de Genève.

Castro, Fidel : Fils de propriétaire terrien. Dirigea une force de guérilla à Cuba de 1956 à 1958, année où il prit le pouvoir, le 31 décembre. Son demi-frère Raúl lui succède à la tête du pays en 2008.

César, Jules : Ancien partisan de Marius, il conquiert la Gaule et obtint le soutien des pauvres lorsqu'il s'empara du pouvoir dictatorial en 49 av. J.-C. Assassiné en 44 av. J.-C.

Chaplin, Charlie : Acteur de cinéma célèbre aux États-Unis. Réalisa ses propres films, plutôt de gauche, comme *Les Temps modernes* et *Le Dictateur*. Interdit de séjour aux États-Unis durant les années 1950, il s'établit en Suisse jusqu'à sa mort.

Charles Quint : Dirigeant de l'Espagne, des Pays-Bas et du Saint Empire romain germanique dans la première moitié du XVI^e siècle.

Chaucer, Geoffrey : Écrivain londonien du XIV^e siècle. Un des premiers à utiliser la langue anglaise.

Churchill, Winston : Politicien anglais de la première moitié du XX^e siècle. Grand promoteur de l'impérialisme en Afrique et en Inde, ministre dans le gouvernement libéral d'avant-guerre, du gouvernement de coalition pendant la guerre et de plusieurs gouvernements

tory dans les années 1920. À la droite du Parti conservateur en 1930, il considérait Hitler comme une menace pour l'Empire britannique. Premier ministre pendant la Seconde Guerre mondiale et à nouveau au début des années 1950.

Clive, Robert : Fonctionnaire de la Compagnie anglaise des Indes orientales responsable des premières conquêtes britanniques en Inde dans les années 1750.

Coleridge, Samuel Taylor : Poète anglais de la fin du XVIII^e siècle et du début du XIX^e. Ami de Wordsworth.

Collins, Michael : Dirigeant militaire des forces de la guérilla irlandaise combattant la Grande-Bretagne après la Première Guerre mondiale. Accepta le traité avec la Grande-Bretagne et la partition en 1921. Tué alors qu'il dirigeait les forces favorables au traité en 1922.

Connolly, James : Socialiste irlandais né en Écosse en 1870, il fut organisateur des IWW aux États-Unis, puis des syndicats des transports irlandais et de la General Workers Union à Belfast. Dirigea le syndicat pendant les deux premières années de la Grande Guerre, à laquelle il s'opposa. Forma l'Armée des citoyens et joua un rôle dirigeant dans le soulèvement de Pâques en 1916. Fusillé par le gouvernement britannique.

Constantin : Empereur romain au début du IV^e siècle. Il transféra la capitale de l'empire à Byzance et fit du christianisme la religion officielle.

Copernic, Nicolas : Chanoine polonais de la première moitié du XVI^e siècle. Élabora la première argumentation en Europe en faveur de la rotation de la Terre autour du Soleil.

Cortés, Hernán : Dirigea la conquête du Mexique par les Espagnols au début des années 1520.

Daladier, Édouard : Dirigeant du Parti radical français. Président du Conseil en 1933 et 1934, et de 1938 à 1940.

Dante, Alighieri : Poète italien, né à Florence en 1265, un des premiers à écrire en italien moderne.

Danton, Georges Jacques : Avocat de l'aile radicale de la bourgeoisie pendant la Révolution française. Personnalité la plus révolutionnaire du gouvernement girondin de 1792. Se joignit à Robespierre pour renverser ce gouvernement. Membre du Comité de salut public, il en fut éliminé en juillet 1793. Guillotiné en avril 1794.

De Gaulle, Charles : Seul officier supérieur de l'armée française à s'opposer à la collaboration avec l'Allemagne après juin 1940. Personnalité dirigeante de la Résistance basée à Londres. Président du Conseil de 1944 à 1946. Revint au pouvoir dans une atmosphère de coup d'État en 1958 et dirigea le pays jusqu'en 1969.

De Valera, Éamon : Participant du soulèvement de Pâques de 1916. Déclaré président de la République irlandaise en 1919. S'opposa au traité avec la Grande-Bretagne de 1921. Élu Premier ministre de l'« État libre » des vingt-six comtés en 1932. Domina le gouvernement, hormis une brève période où il rentra dans l'opposition, jusqu'à sa mort en 1959.

Deng Xiaoping : Dirigeant communiste chinois vétérans. Écarté pendant la révolution culturelle de 1966-1967. Revint au pouvoir après la mort de Mao en 1976. Domina le gouvernement et introduisit des mécanismes de marché. Responsable de la répression des manifestations de la place Tian'anmen en 1989.

Dollfuss, Engelbert : Chancelier d'Autriche en 1932. Se proclama dictateur en mai 1933. Réprima un soulèvement socialiste en février 1934. Assassiné par une organisation nazie rivale en juillet 1934.

Dreiser, Theodore : Romancier réaliste américain de premier plan du premier tiers du XX^e siècle.

Durutti, Buenaventura : Le plus célèbre anarcho-syndicaliste espagnol. Assassina l'archevêque de Saragosse au début des années 1920. Dévalisa des banques en Amérique latine à la fin de cette même décennie. Emprisonné pour avoir dirigé des soulèvements sous la Seconde République espagnole de 1931 à 1934. Contribua à l'organisation de l'insurrection contre la tentative de coup d'État militaire à

Barcelone en juillet 1936. Dirigea une colonne militaire en Aragon. Tué sur le front de Madrid à la fin de l'année 1936.

Eisner, Kurt : Social-démocrate allemand de Munich. Soutint le social-réformisme de Bernstein, mais s'opposa à la Première Guerre mondiale. Les ouvriers et les soldats révolutionnaires le nommèrent Premier ministre de Bavière en novembre 1919. Assassiné par un officier d'extrême droite.

Érasme : Penseur de la Renaissance en Europe du Nord au début du XVI^e siècle. Né en Hollande, il vécut un temps en Angleterre. S'opposa à la Réforme mais fut condamné par la Contre-Réforme.

Feuerbach, Ludwig : Philosophe matérialiste allemand des années 1840. Pensait notamment que les humains avaient créé Dieu, et non l'inverse.

Flavius Josèphe : Dirigeant juif de la révolte contre Rome, il changea de camp et écrivit un ouvrage d'histoire resté célèbre.

Ford, Henry : Fondateur de la firme automobile Ford, il installa la première chaîne de montage de voitures. Adversaire acharné des syndicats et sympathisant d'Hitler dans les années 1930.

Franco, Francisco : Général espagnol. Brisa le soulèvement des Asturies en 1934. Dirigea le coup d'État de juillet 1936 et les forces fascistes dans la guerre civile. Dictateur de 1939 à 1975.

Franklin, Benjamin : Imprimeur et riche éditeur de Pennsylvanie au milieu du XVIII^e siècle. Agent des colonies américaines à Londres. Ami des intellectuels français des Lumières, et lui-même scientifique. Signataire de la Déclaration d'indépendance de 1776.

Friedman, Milton : Économiste du marché libre. Porteur de la conviction « monétariste » que si les gouvernements contrôlaient correctement l'offre de monnaie, les crises seraient impossibles.

Galilée : Astronome et physicien de la fin du XVI^e siècle et du début du XVII^e, il posa les fondations de la physique moderne.

Gandhi, Mahatma : Avocat éduqué à Londres, il endossa des vêtements de paysan pour diriger le mouvement national indien après la Première Guerre mondiale. Opposé aux méthodes violentes et aux

grèves qui pouvaient nuire aux capitalistes indiens, il fut assassiné par des hindous nationalistes en 1948. Aucun rapport avec Indira Gandhi.

Gibbon, Edward : Historien anglais du XVIII^e siècle dont le livre *Histoire de la décadence et de la chute de l'Empire romain* émettait des doutes quant à l'influence du christianisme.

Giolitti, Giovanni : Politicien bourgeois qui domina le gouvernement italien avant, pendant et immédiatement après la Première Guerre mondiale.

Gladstone, William : Personnalité dominante du Parti libéral, principale organisation politique du capital industriel dans la Grande-Bretagne du XIX^e siècle.

Goethe, Johann Wolfgang von : Poète, dramaturge et romancier de premier plan dans l'Allemagne de la fin du XVIII^e et du début du XIX^e siècle.

Gomulka, Wladislaw : Dirigeant communiste polonais des années d'après-guerre, il fut emprisonné dans la dernière période de la vie de Staline. Revint au pouvoir sous les acclamations en 1956. Imposa sa propre répression. Chassé du pouvoir par les grèves de 1969-1970.

Gordon, Charles George : Militaire britannique qui contribua à la destruction du palais d'Hiver de Pékin. Réprima la rébellion T'ai-p'ing dans les années 1860. Tué lors du siège de Khartoum en 1885.

Gracchus, Caius : Réformateur qui devint le héros de la paysannerie romaine dans les années 120 av. J.-C. Comme son frère avant lui, il fut assassiné par les riches Romains.

Gracchus, Tiberius : Réformateur qui devint le héros de la paysannerie romaine dans les années 130 av. J.-C. Comme son frère après lui, il fut assassiné par les riches Romains.

Gramsci, Antonio : Marxiste révolutionnaire italien. Dirigeant du mouvement des conseils ouvriers de Turin en 1919-1920. Membre fondateur du Parti communiste italien en 1921, il le dirigea de 1924 à 1926. Emprisonné par Mussolini pratiquement jusqu'à sa mort en 1937. De sa prison, s'opposa à la « troisième période » de Staline.

Guesde, Jules : Socialiste français, en exil après la Commune. Dirigea l'aile marxiste du mouvement socialiste jusqu'à ce qu'il participe au gouvernement de guerre en 1914.

Guevara, Ernesto « Che » : Médecin argentin dans sa jeunesse. Faisait partie des premiers guérilleros castristes débarqués à Cuba en 1956. Chargé de l'industrialisation dans le régime révolutionnaire établi en 1959. Rompant avec l'URSS au milieu des années 1960, il quitta Cuba pour répandre la révolution au-dehors. Assassiné par la CIA en Bolivie en 1967.

Harmsworth, Alfred : Devint lord Northcliffe. Propriétaire de journaux qui publia les premiers quotidiens de droite de grande diffusion à la fin du XIX^e siècle.

Hayek, Friedrich von : Économiste promarché enragé, il inspira Margaret Thatcher.

Healey, Denis : Personnalité dirigeante du Labour Party des années 1950 aux années 1980. Ministre dans les gouvernements de 1964-1970 et 1974-1979.

Hébert, Jacques : Jacobin radical, soutenu par les sans-culottes pendant la Révolution française. Exécuté par Robespierre en mars 1794.

Hegel, Georg Wilhelm Friedrich : Philosophe allemand de la fin du XVIII^e et du début du XIX^e siècle. Développa la méthode dialectique, mais de façon obscure.

Helvétius : Philosophe matérialiste français du XVIII^e siècle. Membre du mouvement des Lumières.

Hidalgo, Miguel : Prêtre mexicain qui dirigea la révolte contre les Espagnols en 1810, fusillé en 1811.

Hilferding, Rudolf : Économiste marxiste autrichien. Actif dans le mouvement socialiste allemand. Tenta une voie médiane entre le bolchevisme et la social-démocratie de droite en 1919-1920. Ministre des Finances social-démocrate dans les gouvernements de coalition de 1923 et 1928. Démissionna en 1929, impuissant face à la crise économique. Assassiné en exil par les nazis en 1940.

Hindenburg, Paul von : Commandant des armées allemandes, avec des pouvoirs quasi dictatoriaux, pendant la Première Guerre mondiale. Président de la République allemande de 1925 à 1934, il nomma Hitler chancelier en janvier 1933.

Ho Chi Minh : Dirigeant communiste vietnamien à partir des années 1920, il dirigea la résistance au pouvoir colonial des Japonais et des Français. Chef de l'État nord-vietnamien après 1954. Symbole de la résistance aux États-Unis dans les années 1960 et au début des années 1970, il dirigea le Vietnam unifié après mai 1975.

Hobsbawm, Eric : Historien anglais. Membre du Parti communiste britannique pendant un demi-siècle. Auteur de quatre volumes d'histoire allant des années 1780 à nos jours.

D'Holbach : Philosophe matérialiste français du XVIII^e siècle associé aux Lumières.

Hugenberg, Alfred : Magnat de la presse et du cinéma allemand. Dirigeant d'extrême droite du Parti national conservateur. Membre du cabinet d'Hitler de janvier à juin 1933.

Iglesias, Pablo : Fondateur du Parti socialiste espagnol (PSOE) en 1879, il fut son président jusqu'en 1925.

Jefferson, Thomas : Planteur virginien de la seconde moitié du XVIII^e siècle. Rédigea la Déclaration d'indépendance. Président des États-Unis de 1801 à 1809.

Johnson, Lyndon Baines : Président des États-Unis de 1963 à 1968.

Justinien : Empereur de Byzance au milieu du VI^e siècle. Essayait de reconquérir l'Italie et l'Afrique du Nord. Supervisa la fin de la basilique Sainte-Sophie.

Kautsky, Karl : Intellectuel le plus connu du mouvement socialiste allemand après la mort d'Engels. Surnommé le « pape du marxisme ». Défavorable à la Première Guerre mondiale, mais s'opposa à l'action révolutionnaire contre celle-ci. S'opposa également à la révolution bolchevique.

Kennedy, Robert : Frère de J. F. Kennedy. *Attorney general* durant la présidence de ce dernier entre 1960 à 1963. Partisan de la guerre du Vietnam jusqu'à ce que l'opposition populaire à celle-ci n'explode en 1968. Assassiné lors de sa campagne pour la présidence.

Kepler, Johannes : Astronome et mathématicien qui développa les idées de Copernic à la fin du XVI^e et au début du XVII^e siècle.

Kerenski, Alexandre : Dirigea le gouvernement provisoire russe pendant l'été et l'automne de 1917.

Keynes, John Maynard : Libéral anglais et économiste du libre marché, il se convainquit de la nécessité de l'intervention étatique dans les années 1930.

Khrouchtchev, Nikita : Ancien proconsul de Staline en Ukraine, il devint dirigeant de l'URSS peu après la mort de celui-ci en 1953. Dénonça Staline en 1956 et en 1958. Réprima la révolution hongroise de 1956. Chassé du pouvoir par Brejnev en 1964.

Kipling, Rudyard : Écrivain britannique de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle. Né en Inde.

Kissinger, Henry : Chargé de la politique étrangère dans les gouvernements républicains des États-Unis de 1968 à 1976. Criminel de guerre, il reçut le prix Nobel de la paix.

Kitchener, lord : Général anglais responsable du massacre d'Omdurman (Soudan) en 1898 et des camps de concentration pendant la guerre des Boers en Afrique du Sud. Chef d'état-major dans la Première Guerre mondiale jusqu'à sa mort en 1916.

Knox, John : Dirigeant de la Réforme calviniste en Écosse à la fin du XVI^e siècle.

Lafargue, Paul : Gendre de Karl Marx, il dirigea l'aile marxiste du mouvement socialiste français jusqu'à son suicide en 1911.

La Fayette : Général français, il assista les colonies américaines pendant la guerre d'indépendance. Personnalité dominante du gouvernement pendant les deux premières années de la Révolution française. En exil sous la république. Aida Louis-Philippe à monter sur le trône en 1830.

- Lamartine, Alphonse de** : Poète et historien français, il joua un rôle dans la II^e République de 1848.
- Largo Caballero, Francisco** : Dirigeant du Parti socialiste espagnol (PSOE). Ministre du Travail de 1931 à 1933. Emprisonné après le soulèvement des Asturies de 1934. Premier ministre de 1936 à 1937, il fut contraint de démissionner en mai 1937.
- Lénine (Vladimir Ilitch Oulianov, dit)** : Un des premiers membres de l'organisation marxiste en Russie. Dirigeant de son aile bolchevique après 1903. Chef du gouvernement soviétique après 1917, il tomba malade au début de 1923 et mourut en 1924.
- Lewis, John L.** : Dirigeant du syndicat américain des mineurs. Fonda la fédération syndicale CIO (Committee for Industrial Organization) au milieu des années 1930. Devient Congress of Industrial Organizations en 1938.
- Liebkecht, Karl** : Parlementaire social-démocrate allemand. Opposé à la Première Guerre mondiale. Membre fondateur du groupe révolutionnaire de la Ligue spartakiste (Spartakusbund). Proclama la république socialiste en novembre 1918. Assassiné en janvier 1919.
- Liu Shao-ch'i** : Dirigeant communiste chinois à partir de la fin des années 1920. Président après 1960. Chassé du pouvoir et disgracié pendant la révolution culturelle de 1966-1967.
- Lloyd George, David** : Dirigeant du Parti libéral anglais de 1900 à 1940. Introduisit le « budget du peuple » avant la Première Guerre mondiale mais forma une coalition avec les *tories* en 1916 et gouverna avec eux jusqu'en 1922. Organisa la partition de l'Irlande en 1921.
- Louis XIV** : Roi français dont le règne vit un puissant renforcement du pouvoir royal. Construisit le palais de Versailles.
- Louis XV** : Roi de France pendant la première moitié du XVIII^e siècle.
- Loyola, Ignace de (saint)** : Fonda l'ordre des jésuites pour propager le catholicisme romain par la force au milieu du XVI^e siècle.

Ludendorff, Erich von : Général allemand doté de pouvoirs quasi dictatoriaux aux côtés de Hindenburg pendant la Première Guerre mondiale. Allié à Hitler en 1923, il s'éloigna de lui par la suite.

Luther, Martin : Moine allemand dissident qui dirigea la rupture protestante avec Rome après 1517.

Luxemburg, Rosa : Née dans une famille juive en Pologne sous occupation russe en 1871. En exil à partir de la fin des années 1880. Dirigeante de la gauche révolutionnaire dans les mouvements socialistes polonais et allemand. Emprisonnée pendant la Première Guerre mondiale, elle fut assassinée en janvier 1919.

Machiavel, Nicolas : Fonctionnaire à Florence vers 1500. Célèbre pour son livre *Le Prince*, qui semble faire l'apologie des méthodes politiques les moins scrupuleuses.

Marcuse, Herbert : Philosophe allemand influencé par le marxisme. Vécut aux États-Unis après la prise du pouvoir par Hitler. Inspirateur de nombreuses idées de gauche en 1968.

MacDonald, Ramsay : Membre fondateur de l'Independent Labour Party britannique au milieu des années 1890. Dirigeant du Labour Party avant la Première Guerre mondiale. Opposé à la guerre d'un point de vue non révolutionnaire en 1914. Premier ministre dans les gouvernements travaillistes minoritaires de 1924 et de 1929-1931, il changea de camp pour diriger un gouvernement « national » *tory* de 1931 à 1935.

Mahdi (Mohammed Ahmed) : Dirigeant de la révolte soudanaise contre l'Égypte sous domination anglaise dans les années 1880.

Malraux, André : Écrivain français de gauche à la fin des années 1920 et au début des années 1930. Aida à organiser les forces aériennes républicaines de la guerre civile espagnole. Après la Seconde Guerre mondiale, soutint le général de Gaulle, dont il fut ministre après 1958.

Malthus, Thomas : Ecclésiastique anglais de la fin du XVIII^e et du début du XIX^e siècle. Sa théorie de la population prétendait que l'accroissement de la richesse des pauvres les rendrait plus pauvres.

Mann, Tom : Ouvrier mécanicien. Joua un rôle dirigeant dans la grève des dockers de 1889, le Great Unrest de 1910-1914, et adhéra au Parti communiste en 1921.

Mao Zedong : Dirigeant du Parti communiste chinois à partir du début des années 1930 et chef du gouvernement chinois après 1949. Ne joua plus qu'un rôle symbolique de 1962 à 1966. Retrouva une influence nouvelle avec la « révolution culturelle ». Mourut en 1975.

Marat, Jean-Paul : Médecin des classes aisées qui devint le héros des pauvres pendant la Révolution française. Collabora avec Robespierre et Danton pour établir le gouvernement jacobin de 1793. Détesté par les « modérés », il fut assassiné en juillet 1793.

Marie-Antoinette : Princesse autrichienne et reine de France exécutée pendant la Révolution.

Marius : Général qui utilisa le soutien des pauvres pour tenter de prendre le pouvoir à Rome vers 100 av. J.-C.

Mary Stuart : Reine d'Écosse, exécutée par Élisabeth I^{re} d'Angleterre.

Mary Tudor : Appelée « *Bloody Mary* » (Marie la Sanglante). Reine d'Angleterre et épouse de Philippe II d'Espagne. Tenta d'imposer le retour du catholicisme en Angleterre au milieu du XVI^e siècle.

McClellan, George : Chef de l'armée nordiste au début de la guerre de Sécession, en 1861-1862. Célèbre pour son inaction.

Médicis : Nom d'une famille de négociants et de banquiers qui dominèrent la ville de Florence aux XV^e et XVI^e siècles. Mécènes de nombreux artistes de la Renaissance, ils donnèrent au monde deux papes et deux reines de France.

Moctezuma (parfois Montezuma) : Empereur aztèque vaincu par les Espagnols.

Molotov, Viatcheslav : Militant bolchevique en 1917. Partisan de Staline dès le début des années 1920. Personnalité dirigeante du régime russe jusqu'à son élimination par Khrouchtchev en 1958.

Morelos, José Maria : Prêtre mexicain. Dirigea la révolte contre les Espagnols après la mort d'Hidalgo. Fusillé en 1815.

Müntzer (parfois Münzer), Thomas : Religieux révolutionnaire de la Réforme qui joua un rôle important dans la guerre des Paysans en 1525. Exécuté par les princes avec l'accord de Martin Luther.

Mussolini, Benito : Dirigeant du fascisme italien. Débute comme socialiste de gauche, devint nationaliste et partisan de la Première Guerre mondiale. Prit le pouvoir en 1922. Envahit l'Éthiopie en 1935. Se joignit à la guerre du côté allemand en 1940. Renversé en Italie méridionale en 1943. Dirigea un gouvernement fantoche pro-allemand dans le Nord. Pendu par les pieds par des partisans en 1945.

Nasser, Gamal Abdel : Officier égyptien. Dirigea la révolution contre la monarchie en 1952. Président du pays de 1956 jusqu'à sa mort en 1970. Inspira des nationalistes dans tout le monde arabe.

Nehru, Jawaharlal : Éduqué à Harrow. Dirigeant du Congrès national indien à partir des années 1920. Emprisonné pendant la Seconde Guerre mondiale. Premier ministre de 1947 à 1964.

Nixon, Richard : Président américain et criminel de guerre. Chassé du pouvoir après le cambriolage du *Watergate*, locaux du Parti démocrate, en 1975.

Octave : Empereur romain sous le nom d'Auguste. Neveu de Jules César.

Orwell, George : Écrivain anglais. Socialiste en 1930. Combattit en Espagne dans les rangs du POUM. Soutint le camp révolutionnaire dans *Hommage à la Catalogne*. Fit une satire du stalinisme dans *La Ferme des animaux* et 1984.

Paine, Tom : Artisan né en Grande-Bretagne. Pamphlétaire de premier plan de la révolution américaine. Retourna en Angleterre pour s'y faire le champion de la Révolution française. Contraint de fuir le pays. Emprisonné par les Jacobins en France.

Palmerston, lord : Personnalité dominante de nombreux gouvernements *whigs* des années 1830 aux années 1860.

Papen, Franz von : Chancelier d'Allemagne de mai à novembre 1932. Vice-chancelier d'Hitler de 1933 à 1934, puis ambassadeur du régime nazi.

Paul, saint (Paul de Tarse) : Juif jouissant de la citoyenneté romaine. Converti au christianisme. Responsable de la propagation du christianisme dans le monde gréco-romain et de la plus grande partie de ses doctrines.

Perón, Juan : Colonel. Président de l'Argentine en 1946 avec un soutien populaire massif. Mit en place un pouvoir dictatorial. Renversé en 1955. Revint au pouvoir en 1973. Remplacé à sa mort par sa femme « Isabelita », qui fut renversée par un coup d'État en 1976.

Pizarro, Francisco : Dirigea la conquête de l'Empire inca par les Espagnols au début des années 1530.

Platon : Philosophe grec de l'Antiquité. Disciple de Socrate. Ses opinions influencèrent la théologie chrétienne du V^e au XIV^e siècle.

Priestley, Joseph : Chimiste anglais de la fin du XVIII^e siècle. Admirateur de la Révolution française.

Proudhon, Pierre-Joseph : Écrivain socialiste français des années 1840 à 1860. Opposé à l'action politique des travailleurs, il pensait que la société devait être organisée comme une association « mutuelle » de petits producteurs indépendants.

Ptolémée, Claudius : Mathématicien et astronome dont l'image de l'univers, avec le Soleil et les planètes tournant autour de la Terre, fut dominante pendant tout le Moyen Âge européen.

Radek, Karl : Révolutionnaire polonais. Rejoignit les bolcheviques en 1917. Personnalité dirigeante de l'Internationale communiste à ses débuts. Soutint Trotski de 1924 à 1928, puis se rallia à Staline. Mort dans un camp de travail après les procès de Moscou.

Robespierre, Maximilien : Avocat d'Arras, dans le Nord de la France, qui dirigea les Jacobins, la section la plus révolutionnaire de la bourgeoisie, de 1789 à 1794, année où il fut guillotiné.

Roosevelt, Franklin : Président américain de 1933 à 1945.

Rothermere, lord : Frère d'Alfred Harmsworth (lord Northcliffe). Dirigea son propre empire de presse. Ministre dans le gouvernement britannique de la Première Guerre mondiale. Soutint les Chemises noires fascistes au milieu des années 1930.

Roux, Jacques : Ancien prêtre qui joua un rôle important dans l'agitation auprès des sans-culottes parisiens pendant la Révolution française. Se suicida plutôt que d'affronter la guillotine en février 1794.

Russell, Bertrand : Important philosophe empiriste britannique des années 1890 aux années 1960. Socialiste réformiste, il s'opposa à la Première Guerre mondiale et à la guerre du Vietnam.

Saint-Just, Louis : Collègue proche de Robespierre pendant la Révolution française. Exécuté après Thermidor à l'âge de vingt-sept ans. Célèbre pour sa formule : « Ceux qui font la révolution à moitié creusent leur propre tombe. »

Sargon : Premier dirigeant à établir un empire sur tout le Croissant fertile, aux alentours de 2300 av. J.-C.

Say, Jean-Baptiste : Économiste français du début du XIX^e siècle dont la « loi » affirmait que les crises de surproduction étaient impossibles.

Serge, Victor : Né en Belgique dans une famille russe. Emprisonné pour ses sympathies anarchistes en France avant la Première Guerre mondiale. Exilé en Espagne. Partit en Russie en 1919 se joindre aux bolcheviques. Travailla pour l'Internationale communiste. Soutint l'opposition de Trotski à Staline. Libéré juste avant les procès de Moscou. Échappa à l'avancée de l'armée allemande en 1940 et partit au Mexique. Auteur de romans, notamment *L'Affaire Toulouév*, et d'ouvrages d'histoire, *Mémoires d'un révolutionnaire* ou *L'An I de la révolution russe*.

Shaw, George Bernard : Important dramaturge et polémiste de la première moitié du XX^e siècle. Né à Dublin. Vécut en Angleterre. Fondateur de la Fabian Society.

Shelley, Percy Bysshe : Poète anglais du début du XIX^e siècle. Partisan des idées révolutionnaires, se noya dans l'Adriatique en 1822.

Smith, Adam : Économiste écossais du XVIII^e siècle. Fit partie des Lumières écossaises. Influença à la fois les économistes bourgeois modernes et Karl Marx.

Spartacus : Dirigeant de la révolte d'esclaves la plus connue de la Rome antique.

Sun Yat-sen : Fondateur et dirigeant du mouvement national chinois et du Guomindang jusqu'à sa mort en 1925.

Sylla : Général romain du I^{er} siècle av. J.-C. Réprima brutalement les opposants et les pauvres.

Tchang Kaï-chek : Général et dirigeant du parti nationaliste chinois Guomindang après 1925. Dirigeant de la Chine de 1927 à 1949, et de Taïwan dans les années 1950 et 1960.

Thiers, Louis Adolphe : Ministre sous Louis-Philippe. Président de la III^e République française en 1871. Organisa la répression de la Commune de Paris.

Thorez, Maurice : Dirigeant du Parti communiste français à partir de la fin des années 1920. Vice-président du Conseil de 1945 à 1947.

Tito, Josip : Dirigeant communiste de la Yougoslavie de 1945 à 1980. Rompit avec Staline en 1948.

Tressell, Robert (Robert Noonan) : Peintre en bâtiment. Socialiste et romancier de la première décennie du XX^e siècle. Mourut dans la misère en 1911 à l'âge de quarante ans.

Trotski, Léon : Révolutionnaire russe à partir de la fin des années 1890. Président du soviet de Saint-Pétersbourg en 1905. Opposé à Lénine jusqu'à son ralliement aux bolcheviques en 1917. Organisateur de l'insurrection d'Octobre. Fondateur de l'Armée rouge. Exilé de Russie en 1929. Assassiné par un agent de Staline en 1940.

Vargas, Getúlio : Dictateur du Brésil de 1937 à 1945, président de 1950 à 1954.

Wallenstein : Général en chef des armées impériales pendant la première partie de la guerre de Trente Ans. Assassiné sur l'ordre de l'empereur à l'apogée de ses succès.

Webb, Beatrice et Sidney : Fondateurs de la version fabienne du socialisme graduel en Grande-Bretagne dans les années 1880. Opposés à la révolution bolchevique. Admirateurs de la Russie de Staline dans les années 1930.

Weber, Max : Sociologue allemand du début du XX^e siècle.

Wellington : Chef des armées britanniques contre Napoléon dans la guerre de la Péninsule et pendant la bataille de Waterloo. Deviendra plus tard Premier ministre *tory*.

Wells, H. G. : Romancier populaire anglais des années 1890 au début des années 1940. Pionnier de la science-fiction. Vulgarisateur de la science et de l'histoire.

Wilberforce, William : Parlementaire anglais qui fit campagne contre le commerce des esclaves à la fin du XVIII^e siècle et au début du XIX^e.

Wilkes, John : Journaliste et parlementaire anglais du XVIII^e siècle. Obtint le soutien des marchands et de la populace de Londres. S'opposa au gouvernement de George III. Exclu du Parlement et emprisonné. Devint plus tard lord-maire de Londres et un pilier de l'ordre établi.

Wilson, Woodrow : Président américain de 1913 à 1921.

Wycliffe, John : Précurseur anglais de la Réforme au XIV^e siècle.

Zhou Enlai : Dirigeant communiste chinois à partir du milieu des années 1920. Premier ministre des années 1950 au début des années 1970.

Zola, Émile : Romancier réaliste français de la seconde moitié du XIX^e siècle. Emprisonné pour avoir défendu Dreyfus.

Lieux

Agra : Ville de l'Inde, au sud de Delhi, où est situé le Taj Mahal.

Alsace-Lorraine : Zone du Nord-Est de la France, annexée par l'Allemagne de 1871 à 1919 et de 1940 à 1944.

Aragon : Région du Nord-Est de l'Espagne. Royaume qui comportait la Catalogne au Moyen Âge et au début des temps modernes.

Arménie : Région située à l'est de l'Asie mineure, entre la mer Noire et la mer Caspienne. C'est aujourd'hui le nom d'une ancienne république soviétique.

Asie mineure : Partie asiatique de la Turquie moderne, souvent appelée Anatolie.

Assyrie : Région où se trouve aujourd'hui la Turquie méridionale. Centre d'un grand empire du Moyen-Orient au VII^e siècle av. J.-C.

Bohême : Moitié nord-ouest de l'actuelle République tchèque, dont la capitale est Prague. Du XIII^e siècle au XVII^e, centre important (majoritairement germanophone) du Saint Empire romain germanique.

Bourgogne : Territoire du Nord et de l'Est de la France qui faillit devenir un État indépendant au XV^e siècle.

Byzance : Ville située sur une bande de terre reliant la Méditerranée à la mer Noire, appelée Constantinople à partir du IV^e siècle, et Istanbul depuis la fin du XV^e siècle. Nom également donné à la partie restante, de langue grecque, de l'Empire romain du V^e siècle au XV^e siècle.

Castille : Région centrale de l'Espagne, d'où sont originaires l'État et la langue espagnols modernes.

Catalogne : Province du Nord-Est de l'Espagne, jusqu'à la frontière méridionale de la France, possédant sa propre langue. Entité séparée dans la période médiévale, la Catalogne incluait certaines parties du Sud de la France. Au XX^e siècle, région où se développa un puissant mouvement nationaliste, et qui possède aujourd'hui son propre parlement au sein de l'État espagnol.

Charleston : Port important de Caroline du Sud, aux États-Unis.

Cnossos : Site du palais de la civilisation crétoise de 2000 à 1500 av. J.-C.

Cordoue : Ville du Sud de l'Espagne qui fut un centre de la civilisation islamique au Moyen Âge. Cordoue est aussi le nom d'une ville d'Argentine.

Croissant fertile : Région du Moyen-Orient comportant la Palestine, le Liban, le Nord de la Syrie et la plus grande partie de l'Irak.

Flandres : Nom médiéval de l'Ouest de la Belgique autour de Bruges et Gand, et partie nord de la France entre Lille et Dunkerque. Désigne aujourd'hui la moitié de la Belgique dans laquelle est parlée une version du néerlandais appelée « flamand ».

Fleuve Jaune : Grande rivière allant vers le sud puis d'ouest en est à travers le Nord de la Chine. Centre des premières civilisations chinoises. A changé de cours avec des résultats historiques catastrophiques.

Gaule : Nom romain de ce qui est aujourd'hui la France. Comportait une partie de l'Italie du Nord.

Gizeh : Lieu situé à quelques kilomètres à l'ouest du Caire, où se situent les plus grandes pyramides.

Grenade : Dernière ville maure à tomber entre les mains de la monarchie espagnole.

Hanse (villes de la) : Ports allemands sur la mer du Nord et la Baltique de la fin de la période médiévale.

Harappa : Cité du III^e millénaire av. J.-C. située sur l'Indus.

Hellespont : Les détroits, à l'ouest d'Istanbul, reliant la Méditerranée à la mer Noire, appelés aussi les Dardanelles.

Hispaniola : Nom donné à l'île des Caraïbes qui comporte aujourd'hui Haïti et la République dominicaine.

Ibérique (péninsule) : Terme désignant l'Espagne et le Portugal.

Indochine : Région comportant le Vietnam, le Cambodge (Kampuchéa) et le Laos.

Indus (vallée de l') : Aujourd'hui partie orientale du Pakistan, proche de la frontière indienne.

Ionienne : Mer située à l'ouest de la Grèce.

Kampuchéa : Cambodge.

Lagash : Cité sumérienne de la Mésopotamie du III^e millénaire av. J.-C.

Macédoine : Région des Balkans au nord de la Grèce.

Maghreb : Région de l'Afrique du Nord comportant le Maroc, l'Algérie et la Tunisie.

Magadha : État de l'Inde du Nord du VI^e siècle av. J.-C. qui mena à l'empire Maurya.

Mecque (La) : Cité commerçante de l'Ouest de la péninsule Arabique. Lieu de naissance de Mahomet, elle est la plus importante ville sainte de l'islam. Aujourd'hui en Arabie saoudite.

Méso-Amérique : Région comportant le Mexique et le Guatemala.

Mésopotamie : Ancien nom de l'Irak. Signifie en grec « entre les deux fleuves » – le Tigre et l'Euphrate.

Mohenjo-Daro : Cité du III^e millénaire av. J.-C. sur l'Indus.

Nankin : Ville chinoise située sur le Yangzi, en amont de Shanghai.

New Lanark : Ville près de Glasgow où Robert Owen dirigeait ses usines « modèles ».

Nubie : Région au sud de l'Égypte et au nord du Soudan.

Palatinat : Région de l'Ouest de l'Allemagne. Principauté sous le Saint Empire romain germanique.

Phénicie : Nom antique de la côte du Liban.

Piémont : Région de l'Italie du Nord autour de Turin, dirigée par un roi qui devint roi d'Italie à la fin des années 1860.

Prusse : Royaume de l'est de l'Allemagne centré sur Berlin, dont le dirigeant devint empereur d'Allemagne en 1870. L'État le plus important de l'Allemagne fédérale depuis 1945.

Rhénanie : Région du Sud-Ouest de l'Allemagne, frontalière de la France et de la Belgique.

Ruhr : Région de l'Allemagne au nord de la Rhénanie et proche de la frontière belge, centre principal de la révolution industrielle allemande.

Saint-Domingue : Nom d'Haïti avant la révolte des esclaves durant les années 1790.

Saint Empire romain germanique : Empire fondé par Charlemagne au IX^e siècle. Persista comme assemblage disparate de territoires en Allemagne, en Europe de l'Est et en Italie jusqu'au XIX^e siècle, où il prit le nom d'Empire autrichien, puis austro-hongrois.

Samarcande : Importante cité commerçante d'Asie centrale pendant tout le Moyen Âge.

Saqqarah : Lieu situé à quelques kilomètres au sud du Caire, où furent construites les premières pyramides et les premières tombes pharaoniques.

Silésie : Région du Sud de la Pologne d'aujourd'hui, que se disputèrent Polonais et Allemands jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Sparte : Cité-État du Sud de la Grèce antique. Rivale historique d'Athènes.

Sumer : Nom de la civilisation mésopotamienne du III^e millénaire av. J.-C.

Tenochtitlan : Capitale aztèque, reconstruite sous le nom de Mexico par les conquérants espagnols.

Teotihuacan : Cité et nom de la civilisation des premiers siècles de l'ère chrétienne près de l'actuelle Mexico.

Thèbes : Ancienne cité égyptienne, capitale des Moyen et Nouveau Royaumes, proche de l'actuelle Louxor ; c'est aussi, ce qui est source de confusion, le nom d'une ancienne cité grecque.

Thuringe : Région de l'Allemagne centrale.

Tiers monde : Terme utilisé après les années 1950 pour désigner les anciens pays coloniaux et semi-coloniaux.

Transylvanie : Région montagneuse située entre l'actuelle Hongrie et la Roumanie, et revendiquée par les deux.

Ulster : Les neuf comtés du Nord de l'Irlande. Terme utilisé par les loyalistes probritanniques pour désigner les six comtés d'Irlande du Nord maintenus en 1921 dans le Royaume-Uni.

Uruk : Cité-État de la Mésopotamie du III^e millénaire av. J.-C.

Valmy : Ville du Nord de la France, où l'armée révolutionnaire remporta sa première victoire contre les envahisseurs royalistes en 1792.

Versailles : Ville des environs de Paris où Louis XIV fit construire un grand palais. Centre des forces dirigées contre la Commune de Paris

en 1871. Lieu de réunion de la conférence qui découpa le monde après la Première Guerre mondiale.

Waterloo : Village de Belgique où Napoléon fut définitivement vaincu en 1815.

Yangzi : Grand fleuve traversant la Chine centrale d'ouest en est. Se jette dans la mer près de Shanghai.

Appellations et notions

Abbassides : Dynastie qui régna sur l'Empire musulman du Moyen-Orient du milieu du VIII^e siècle au XIII^e siècle, sans pouvoir réel après le X^e siècle.

Absolutisme : Régimes monarchiques puissants ayant existé dans des pays comme la France, l'Espagne, la Prusse, l'Autriche et la Russie à partir du milieu du XVII^e siècle.

Acropole : Colline surplombant Athènes sur laquelle se trouve le Parthénon, un temple construit au VI^e siècle av. J.-C.

Ahimsa : Non-violence dans le bouddhisme et certaines versions de l'hindouisme.

Anarcho-syndicalisme : Mouvement combinant des méthodes de lutte syndicales avec des notions anarchistes.

Ancien Empire : Première civilisation égyptienne, de 3 000 à 2 100 av. J.-C. Environ.

Ancien Régime : Désigne l'ordre social dominant en Europe avant la Révolution française.

Arianisme : Version du christianisme très influente au V^e siècle. En désaccord avec le catholicisme sur l'interprétation de la Trinité.

Aryens : Peuple de langue indo-européenne qui a envahi l'Inde du Nord vers 1500 av. J.-C. À ne pas confondre avec l'hérésie « arienne » du V^e siècle.

Autodafé (acte de foi) : Désigne l'exécution par le feu des « hérétiques » victimes de l'Inquisition.

- Bantou** : Famille de langues parlées en Afrique occidentale, centrale et méridionale.
- Barbares** : Terme désignant une forme de société purement agricole, utilisé par Morgan, Engels et Gordon Childe.
- Boers** : Colons blancs de langue néerlandaise d'Afrique du Sud, appelés aussi Afrikaners.
- Boers (guerre des)** : 1899-1902 – Guerre visant à l'annexion par les Britanniques du territoire riche en minéraux des Boers, en Afrique du Sud.
- Bourbon** : Nom de famille des monarques français des XVII^e et XVIII^e siècles, et des rois d'Espagne après le début du XVIII^e siècle.
- Bourgeoisie** : Terme français désignant à l'origine les membres de la classe moyenne résidant dans les villes, utilisé depuis le début du XIX^e siècle pour désigner la classe capitaliste.
- Bronze (âge du)** : Terme parfois utilisé pour désigner la période de la révolution urbaine en Eurasie et en Afrique.
- Burghers** : Citoyens à part entière des villes médiévales et des débuts des temps modernes, habituellement marchands ou artisans indépendants. Parfois appelés « *burgesses* » en Angleterre. Origine du mot français « bourgeois ».
- Cadets** : Parti constitutionnel-démocrate dans la Russie prérévolutionnaire. Opposés à l'absolutisme mais aussi au mouvement ouvrier.
- Carlites** : Partisans d'une dynastie rivale de la monarchie espagnole. Âpres opposants à toute velléité de modernisation ou de libéralisation, de 1830 jusqu'à la victoire fasciste de 1939.
- Carmagnole** : Chant révolutionnaire français.
- Caste** : Forme d'organisation sociale dans laquelle les individus naissent dans une catégorie sociale spécifique à laquelle ils ne peuvent (théoriquement) pas échapper. Associée à l'hindouisme. Hiérarchie de castes qui recoupe assez souvent la hiérarchie fondée sur la puissance de classe, de telle sorte qu'aujourd'hui tous les hindous de haute caste ne sont pas riches, même si la grande majorité des membres des basses castes sont pauvres.

- Cavaliers** : Nom donné aux troupes royalistes pendant la guerre civile anglaise.
- CGT** : Principale confédération syndicale française, fondée avant la Première Guerre mondiale, dirigée par le Parti communiste depuis la Seconde Guerre mondiale.
- Chefferie (*chieftainship*)** : Terme d'anthropologie désignant une société dans laquelle certains individus ont un statut plus élevé que les autres, mais sans qu'il y ait de division franche en classes ni d'État distinct.
- Chiïtes** : Adeptes de la principale version minoritaire de l'islam, essentiellement en Iran, au sud de l'Irak et dans certaines parties du Liban.
- Ch'in** : Empire qui unifia la Chine du Nord en 221 av. J.-C.
- Chou** : Dynastie qui dirigea un empire « féodal » informel en Chine vers 1100 av. J.-C.
- Citoyen actif** : Terme qui désigne, sous la Révolution française, les individus dont le montant des impôts leur permettait d'avoir le droit de vote.
- Clan** : Voir lignage.
- CNT (Confederación Nacional del Trabajo)** : Syndicat espagnol à direction anarchiste.
- Communards** : Partisans de la Commune de Paris en 1871.
- Commune** : Terme souvent utilisé pour désigner une ville médiévale, ou le conseil qui la dirige. Désignait le conseil de la ville de Paris pendant la révolution de 1789-1795. Utilisé pour le comité révolutionnaire élu qui dirigea la ville au nom des travailleurs en 1871, ainsi que pour désigner des fermes « collectives » (dirigées en fait par l'État) en Chine à la fin des années 1950 et pendant les années 1960.
- Compagnie anglaise des Indes orientales (East India Company)** : Monopole constitué par la Couronne britannique pour commercer avec l'Asie méridionale au début du XVII^e siècle. Conquit et dirigea une grande partie de l'Inde entre 1760 et 1850. Remplacée par l'administration britannique directe après les mutineries de 1857.

Concessions : Enclaves européennes ou japonaises dans des grandes villes chinoises.

Concile de Trente : Concile de l'Église catholique qui initia la Contre-Réforme pour lutter contre l'influence du protestantisme.

Confucianisme : Idéologie dominante dans la classe des bureaucrates et des propriétaires terriens en Chine pendant la plus grande partie des 2 000 dernières années.

Constituante (Assemblée) : Corps élude type parlementaire qui n'existe que pour fonder une nouvelle Constitution.

Convention : Nom de l'Assemblée nationale française élue pendant les années révolutionnaires 1792-1796.

Dépression (Grande) : Période de crises économiques à la fin des années 1870 et au début des années 1880. Le terme est aussi utilisé pour désigner la crise des années 1930.

Dîme : Impôt payé par les paysans et les artisans à l'Église, souvent empoché par les nobles.

Droits féodaux : Paiement dû par les paysans au seigneur féodal, même lorsqu'ils n'étaient plus serfs.

Douma : Parlement de la Russie prérévolutionnaire, élu sur une base non démocratique.

Électeur : Terme désignant certains princes du Saint Empire romain germanique en Allemagne.

Émigrés : Terme utilisé pour désigner les aristocrates qui avaient fui et complotaient contre la Révolution française.

Enclosures : Clôture de parcelles agricoles communes par les propriétaires et les agriculteurs capitalistes, forçant les paysans pauvres soit à abandonner la terre pour vivre à la ville, soit à devenir salariés agricoles.

Equites (chevaliers) : Nom désignant les groupes de nouveaux riches exclus du pouvoir, dans la Rome du I^{er} siècle av. J.-C., par les familles sénatoriales.

États : Terme désignant des couches sociales dotées de droits et de devoirs différents : seigneurs, chevaliers et bourgeois, par exemple,

dans l'Europe médiévale, et la noblesse, le clergé et les autres dans la France prérévolutionnaire. Utilisé aussi parfois pour désigner des corps de type parlementaire contenant des représentants de différents groupes (par exemple en Bohême à l'époque de la guerre de Trente Ans).

États généraux : Assemblée de représentants des trois ordres de la population française sous la monarchie prérévolutionnaire – noblesse, clergé et tiers état –, qui se réunit en 1789 pour la première fois en cent soixante-quinze ans.

Fatimides : Dynastie régnante en Égypte aux XI^e et XII^e siècles.

FBI (Federal Bureau of Investigation) : Police fédérale américaine et organisation de police secrète.

Fédérés : Volontaires des faubourgs de Paris qui marchèrent dans la ville pour défendre la Révolution française en 1792.

Fermiers d'impôts : Riches contractants qui achetaient le droit de collecter les impôts pour l'État, notamment dans la Rome antique, l'Empire abbasside, à Byzance et dans la France prérévolutionnaire (fermiers généraux).

Franciscains : Ordre religieux chrétien fondé sur les enseignements de saint François d'Assise au début du XIII^e siècle. Prêchaient les vertus de la pauvreté, mais étaient confortablement installés au sein de l'Église féodale.

Fratelli : Chrétiens du XIII^e siècle dont les doctrines étaient semblables à celles de saint François, mais qui en tiraient des conclusions quasi révolutionnaires. Persécutés par l'Église.

Freikorps : Force de mercenaires d'extrême droite utilisée par les sociaux-démocrates allemands contre les travailleurs en 1919-1920.

Fronde : Courte période de troubles politiques dans la France du milieu du XVII^e siècle, qui interrompit brièvement le renforcement de la monarchie vis-à-vis de l'aristocratie.

Front populaire : Tentative, inspirée par les staliniens russes, de créer des coalitions des partis ouvriers avec la « bourgeoisie progressiste » dans les années 1930 et après.

Front unique : Tactique d'alliances défensives entre partis ouvriers révolutionnaires et non révolutionnaires et syndicats, formulée par Lénine et Trotski en 1920-1921.

Garde nationale : Force composée de volontaires recrutés dans la classe moyenne au début des années 1790 et dans l'Europe du XIX^e siècle, transformée en force armée ouvrière pendant le siège de Paris en 1870-1871.

Gentry : Propriétaires terriens aisés distincts des grands aristocrates. Terme utilisé pour parler aussi bien de la Chine des Sung que de l'Angleterre des XVII^e et XVIII^e siècles.

Girondins : Aile la moins révolutionnaire du club des Jacobins pendant la Révolution française. Opposés à Robespierre.

Goths (Wisigoths, Ostrogoths, Francs) : Peuples germaniques qui conquièrent diverses parties de l'ancien Empire romain d'Occident au V^e siècle et après.

Gouvernement provisoire : Gouvernement non élu ayant dirigé la Russie entre février et octobre 1917.

Grisettes : Expression populaire pour désigner les jeunes femmes françaises de la classe ouvrière au XIX^e siècle.

Guerre de Sept Ans : Conflit au milieu des années 1750 entre la France et la Grande-Bretagne pour la domination de l'Amérique du Nord et du commerce transatlantique. Eut pour résultat la prise de contrôle du Canada par les Anglais et leur première colonisation de l'Inde.

Guildes (ou corporations) : Organisations d'artisans et de professionnels destinées à protéger leurs intérêts en régulant les prix et la qualité des marchandises. Souvent parrainées par la monarchie ou la cité-État.

Guomindang (ou Kuomintang) : Parti nationaliste chinois, au pouvoir en Chine de 1927 à 1949, à Taïwan depuis.

Gupta : Empereurs régnant sur une partie de l'Inde au début de l'ère chrétienne.

Habeas corpus : Règle de droit destinée à empêcher l'emprisonnement sans procès.

Hadiths : Recueil de citations attribuées au prophète Mahomet.

Han : Dynastie chinoise au pouvoir de 206 av. J.-C. à l'an 220. Terme désignant parfois les Chinois ethniques pour les opposer aux autres habitants du pays.

Hégéliens de gauche : Groupe d'intellectuels libéraux-démocrates dans l'Allemagne des années 1840, qui retournèrent les idées du philosophe conservateur Hegel contre la monarchie prussienne.

Hellènes : Grecs.

Hidalgo : Mot espagnol signifiant « gentilhomme ».

Horticulture : La forme la plus simple de l'agriculture, comportant l'usage d'outils légers comme la bêche et la houe.

Huguenots : Protestants français d'obédience calviniste, poussés à l'exil au XVII^e siècle.

Huns : Peuple d'Asie centrale qui envahit l'Europe et l'Inde du Nord à la fin du IV^e siècle. Certains s'établirent dans ce qui est aujourd'hui la Hongrie.

Hussites : Rebelles religieux de la Bohême du XV^e siècle. Précurseurs de la Réforme protestante du XVI^e siècle.

Hyksos : Peuple qui attaqua l'Égypte vers 1700 av. J.-C. Considéré habituellement comme venant de Palestine.

Ilotes : Serfs travaillant la terre dans la Sparte antique.

Indo-européen : Famille de langues comprenant le grec, le latin, l'allemand, le russe, le sanskrit, l'hindi, l'urdu, le perse et le kurde.

Inquisition : Institution de l'Église catholique de la fin de la période médiévale et du début des temps modernes destinée à pourchasser les hérésies.

Internationale communiste (Komintern) : Organisation internationale centralisée de partis révolutionnaires, fondée en 1919, dominée par Staline à partir du milieu des années 1920 jusqu'à sa dissolution pendant la Seconde Guerre mondiale.

Izvestia : Journal fondé par les soviets ouvriers de Petrograd dans la Russie de 1917. Des années 1920 jusqu'aux années 1980, organe du gouvernement russe.

Jacobins : Membres du principal club révolutionnaire de Paris, de 1789 à 1794. Comportait au début des « modérés », comme les Girondins, aussi bien que des éléments plus radicaux. Terme appliqué plus tard à la fraction la plus déterminée dirigée par Robespierre. Utilisé hors de France pour qualifier tout partisan de la révolution.

Jésuites (Compagnie des) : Ordre religieux fondé au milieu du XVI^e siècle pour combattre la Réforme. Considéré comme un centre de réaction religieuse par les protestants comme par les libres penseurs jusqu'au XX^e siècle. Devint brièvement le véhicule des tenants de la « théologie de la libération » après les années 1960 jusqu'à ce qu'il soit purgé par le pape.

Journaliers : Travailleurs qualifiés employés dans les ateliers en Europe à la fin de la période médiévale et au début des temps modernes. Ils espéraient souvent devenir maître artisan indépendant.

Journée : Terme désignant une mobilisation du peuple parisien révolté pendant la Révolution française.

Junkers : Noblesse foncière des régions de l'Est dans l'Allemagne des XVIII^e et XIX^e siècles.

Kaiser : Empereur allemand. Le mot vient de *Caesar*, comme *tsar*.

Koulak : Terme russe désignant un agriculteur capitaliste ou un paysan riche.

Koush : Nom de l'ancienne civilisation nubienne.

Latifundia : Terme désignant les grands domaines fonciers de l'ancienne Rome et de l'Amérique latine moderne.

Lignage : Forme d'organisation sociale fondée sur les liens du sang. Appelé aussi « clan » ou « gens ».

Ligue spartakiste (Spartakusbund) : Groupe révolutionnaire allemand pendant la Première Guerre mondiale.

Luddites : Tisserands et fabricants de bas qui détruisirent les machines installées par les capitalistes au cours de la grande vague de

révolte de 1811-1816. Souvent utilisé (en anglais) comme un terme péjoratif désignant les opposants au progrès technique.

Lumières : Courant intellectuel du XVIII^e siècle dont l'ambition était de remplacer la superstition par le raisonnement scientifique. Des auteurs comme Voltaire, Diderot, Rousseau, Hume ou Gibbon en sont emblématiques.

Madrasas : Écoles religieuses islamiques.

Mamelouks : Soldats d'origine turque des empires du Moyen-Orient au Moyen Âge. Anciens esclaves, ils prirent le pouvoir en Égypte au XII^e siècle et dirigèrent le pays jusqu'à la conquête ottomane de 1517.

Manichéisme : Religion fondée par Mani au III^e siècle, qui combinait des notions chrétiennes, bouddhistes et zoroastriennes.

Matérialisme : Conception selon laquelle l'esprit ou la pensée ne peuvent exister indépendamment de l'existence matérielle.

Maurya : Empire qui unifia la plus grande partie de ce qui est aujourd'hui l'Inde, au IV^e siècle av. J.-C.

Mayas : Habitants du Sud du Mexique et du Guatemala qui fondèrent une civilisation vers l'an 700.

Meiji (révolution) : Changement qui mit fin au féodalisme japonais dans les années 1860.

Mencheviques : Aile du mouvement socialiste russe, après 1903, qui était favorable à la collaboration avec la bourgeoisie.

Ming : Dynastie chinoise ayant régné de 1368 à 1644.

Mongols : Peuple de l'Asie centrale et orientale qui a traversé l'Eurasie, envahi les royaumes et les empires du Moyen-Orient, l'Europe de l'Est, l'Iran, l'Inde et la Chine du XII^e au XIV^e siècle.

Monophysites : Chrétiens du Moyen-Orient qui contestaient l'interprétation de la Trinité propre aux catholiques aussi bien qu'aux Ariens.

Moghols : Dynastie dirigeant la plus grande partie de l'Inde de 1526 au début du XVIII^e siècle.

Mycènes : Civilisation du Sud de la Grèce continentale vers 1500 av. J.-C.

- Narodniks** : Littéralement : « populistes ». Révolutionnaires russes d'avant 1917 qui étaient plus favorables aux paysans qu'aux ouvriers.
- Nationaux libéraux** : Fraction des anciens libéraux allemands soutenue par les grands milieux d'affaires qui défendirent le régime impérial après 1871. Devint le Parti populaire après la révolution de 1918.
- Néolithique** : Littéralement « nouvel âge de pierre », qui voit l'apparition d'outils sophistiqués de pierre et de bois, ainsi que de la poterie.
- NEP (nouvelle politique économique)** : Introduit des mécanismes de marché en URSS entre 1921 et 1928.
- Nestoriens** : Adeptes d'une version du christianisme interdite par les Églises romaine et byzantine. Influent dans l'Asie centrale et la Chine médiévales.
- New Model Army** : Forces parlementaires réorganisées qui battirent les royalistes dans la guerre civile anglaise et qui mirent en œuvre la révolution de 1649.
- Noblesse d'épée** : Aristocratie française traditionnelle.
- Noblesse de robe** : Fraction de la noblesse française dont la richesse venait du contrôle héréditaire de certaines parties du système légal. Recrutée au départ par le pouvoir royal dans la classe moyenne riche.
- Normands** : Peuple de Scandinavie qui opérait des razzias en Europe occidentale et méditerranéenne aux IX^e et X^e siècles, avant de s'installer en Angleterre, en Écosse, en Irlande, en Islande, en Russie, en Normandie et en Sicile. Connus aussi sous le nom de « Vikings ».
- Nouvel Empire** : L'Égypte de 1550 à 1075 av. J.-C.
- Oligarchie** : Terme de grec ancien signifiant « pouvoir de quelques-uns ».
- Olmèques** : Première civilisation à apparaître au Mexique et au Guatemala au cours du dernier millénaire av. J.-C.
- Omeyyades (ou Umayyades)** : Dynastie qui dirigea l'Empire musulman au Moyen-Orient du VII^e siècle au milieu du VIII^e siècle.

Orange : À l'origine, nom de famille de princes hollandais. Utilisé depuis le XVIII^e siècle pour désigner les protestants anticatholiques et soutenant le pouvoir britannique en Irlande.

Ottomans : Dirigeants d'une peuplade turque qui conquiert l'Asie mineure aux mains des musulmans et de Byzance dans la dernière période médiévale, avant de s'étendre en Afrique du Nord, au Moyen-Orient et dans les Balkans.

Parlements : Terme utilisé dans la France prérévolutionnaire pour désigner certains tribunaux importants.

Parti radical : Principal parti de la classe moyenne française dans la France d'avant la Seconde Guerre mondiale.

Parti socialiste-révolutionnaire : Parti russe du premier quart du XX^e siècle qui se prétendait ancré dans la paysannerie, dirigé en réalité par des banquiers.

Patriarcat : Terme désignant une société structurée autour de foyers sous la domination des hommes les plus âgés, qui disent aux autres hommes, aux femmes et aux serviteurs ce qu'ils doivent faire. Utilisé de façon erronée par des féministes pour désigner toutes les sociétés comportant une oppression des femmes.

Patriciens : Élite dirigeante héréditaire de la première période de la République romaine.

Petite bourgeoisie : Terme désignant à l'origine les petits commerçants, les négociants, les petits fermiers capitalistes, etc. A été étendu aux professions libérales et aux cadres supérieurs.

Phalange : Nom donné aux mouvements, en Espagne et au Liban, inspirés par le fascisme italien.

Phonographe : Précurseur du gramophone et du lecteur de disques.

Platonisme : Opinion qui prétend que le monde matériel est simplement le reflet imparfait de concepts idéaux.

Plébéiens : Citoyens ordinaires de la République romaine possédant de petits lopins de terre. Terme utilisé plus tard pour désigner les parties pauvres de la population urbaine, ou simplement ceux élevés dans les classes inférieures.

Presbytériens : Nom donné aux calvinistes écossais, puis à ceux qui, du côté des forces parlementaires durant la guerre civile anglaise, voulurent passer un accord avec les royalistes.

Prolétaires : Désigne à l'origine les habitants de la Rome antique qui ne possédaient aucune propriété. Le terme a été utilisé par Marx à l'époque moderne pour décrire les travailleurs salariés.

Pythagorisme : Selon ce courant, nommé ainsi d'après Pythagore, le premier mathématicien de la Grèce antique, les nombres et les formules mathématiques sont dotés d'un caractère magique.

Quakers : À l'origine, secte révolutionnaire de l'époque de la révolution anglaise. Devenirent par la suite des chrétiens pacifistes. Parfois très riches, ils dominèrent la colonie américaine de Pennsylvanie.

Question d'Orient : Problème posé aux grandes puissances par l'affaiblissement et la fragmentation interminables de l'Empire ottoman dans les Balkans et dans la région de la mer Noire.

Restauration : Terme utilisé en Grande-Bretagne en 1660 et en Europe en 1814-1815 pour désigner le retour au pouvoir de la monarchie après une période révolutionnaire.

Révolution néolithique : Introduction d'un nouveau mode de vie fondé sur l'apparition d'outils de pierre et de bois, qui présida à l'installation dans de grands villages et à la mise en place d'une agriculture rudimentaire.

Révolution urbaine : Terme désignant la transformation de la société qui a comporté l'apparition des classes, de l'État, des villes, et souvent de la métallurgie et de l'écriture.

SA (Sturmabteilung) : Organisation paramilitaire du Parti nazi utilisée pour tenir la rue et maintenir l'ordre.

Sahib : Mot indien signifiant « monsieur » utilisé pour désigner les colons britanniques.

Sainte communion : Rituel chrétien au cours duquel le prêtre boit le vin et distribue le pain à l'assemblée des fidèles. Pour les catholiques et les luthériens (mais pas pour les calvinistes), il s'agit de consommer

« le sang et le corps du Christ ». A causé d'énormes querelles durant la Réforme.

Samouraï : Couche de chevaliers privilégiée dans le Japon d'avant les années 1860.

Sans-culottes : Désigne les fractions pauvres de la population à l'époque de la Révolution française, essentiellement des artisans et leurs familles, mais aussi des ouvriers.

Second servage : Désigne la réinstauration du servage en Europe de l'Est à partir du XVI^e siècle. Servait à fournir aux nobles les céréales qu'ils vendaient sur les marchés d'Europe de l'Ouest.

Sections : Terme désignant les réunions du peuple dans les quartiers de Paris pendant la Révolution française.

Sémitique : Nom d'une famille de langues originaires du Moyen-Orient, parmi lesquelles l'hébreu, l'arabe et l'araméen. Souvent appliqué aux peuples originaires de la région, en particulier les juifs. D'où l'expression « antisémite ».

Serfs : Paysans à moitié libres, travaillant une partie de la terre pour eux-mêmes mais contraints de fournir soit un travail non rémunéré, soit des biens en nature ou en monnaie au seigneur à la terre duquel ils sont attachés.

Shang : La plus ancienne dynastie impériale chinoise, vers 1600 av. J.-C.

Sikhisme : Religion du Nord de l'Inde fondée au XVI^e siècle en opposition au système des castes et dans un effort pour unifier l'hindouisme et l'islam.

Socialisme utopique : Ensemble de doctrines élaborées au début du XIX^e siècle selon lesquelles la société doit être organisée de manière planifiée et coopérative, sans qu'il soit besoin de révolution, par un dirigeant bienveillant ou en formant des communautés. Associé en France au comte de Saint-Simon et à Charles Fourier, en Grande-Bretagne à Robert Owen et aux fabiens.

Sociétés pastorales : Sociétés fondées sur l'élevage de bétail, moutons, chameaux ou lamas.

Soviet : Mot russe signifiant « conseil » utilisé en 1905 et en 1917 pour désigner les conseils d'ouvriers et de soldats. Utilisé plus tard comme raccourci pour désigner le régime russe.

SPD : Parti social-démocrate allemand.

SS (Schutzstaffel) : À l'origine, garde personnelle d'Hitler qui s'est développée jusqu'à devenir le noyau militaire du régime nazi. Responsables des camps de la mort.

Stalinisme : Soutien aux doctrines et aux méthodes de Staline. Plus généralement, désigne la forme d'organisation capitaliste étatique ayant existé en Russie et dans le bloc de l'Est jusqu'en 1989-1991.

Sudras : Caste indienne associée au travail de la terre. Dans l'ancien système des quatre castes, en dessous des prêtres, des guerriers et des cultivateurs, mais au-dessus des « hors caste ».

Sung : Dynastie ayant régné sur toute la Chine de 960 à 1127, puis seulement sur la Chine du Sud jusqu'en 1279.

Sunnites : Version majoritaire de l'islam.

Syndrome du Vietnam : Peur de la classe dirigeante américaine, après le milieu des années 1970, d'être engagée dans une guerre qu'elle ne peut gagner.

T'ai-p'ing : Révolte dans la Chine du milieu du XIX^e siècle.

T'ang : Dynastie ayant régné sur la Chine de 618 à 907.

Tainos : Nom donné par Colomb aux premiers indigènes qu'il rencontra dans les Caraïbes.

Taoïsme : Idéologie religieuse populaire en Chine pendant la plus grande partie des 2500 dernières années écoulées. Associé à diverses croyances magiques, il pouvait aussi encourager l'expérimentation pratique.

Thermidor : Terme utilisé pour désigner le coup d'État contre-révolutionnaire contre les Jacobins en France à l'été de 1794, fondé sur le nom révolutionnaire du mois où il s'est produit. Utilisé depuis (par exemple en Russie) pour désigner le début d'une contre-révolution.

Tokugawa : Nom d'une famille féodale qui domina le Japon du début du XVII^e siècle jusqu'aux années 1860. Souvent utilisé pour désigner toute cette période du féodalisme japonais.

Tories : Sympathisants de la monarchie des Stuart à la fin du XVII^e siècle et au début du XVIII^e siècle en Grande-Bretagne. Désigne ensuite l'un des deux partis de la classe dirigeante. Terme utilisé en Amérique pour désigner les royalistes pendant la guerre d'indépendance, et aujourd'hui les conservateurs britanniques.

Tribut : Somme d'argent prélevée sur le peuple d'un pays conquis.

Troisième période : Politique promue par Staline encourageant les Partis communistes nationaux à traiter les partis socialistes et les syndicats de leurs pays comme des « sociaux-fascistes ».

UGT (*Unión General de Trabajadores*) : Centrale syndicale espagnole influencée par le Parti socialiste.

Ultras : Terme souvent utilisé, notamment dans la France de la Restauration, pour désigner des réactionnaires enragés. À ne pas confondre avec l'« ultragauche ».

Unionistes : Partisans de la domination anglaise en Irlande.

Union soviétique (ou URSS) : Nom adopté par les républiques de l'ancien Empire tsariste en 1924, puis par l'Empire stalinien. Dissoute en 1991.

Védisme : Brahmanisme primitif, ancêtre de la religion hindoue actuelle. Comportait des sacrifices de bétail.

Vendée : Région de l'Ouest de la France où se produisit une révolte royaliste contre la Révolution en 1793.

Vice-roi : Gouverneur d'un pays colonisé jouissant d'un pouvoir quasi royal (absolu).

Vilain : Paysan libre au Moyen Âge.

Whig : Prédécesseur du Parti libéral, associé à l'origine à l'accord constitutionnel britannique de 1688. Au début du XIX^e siècle, en vint à s'identifier à la section industrielle de la classe dirigeante contre les agrariens. Utilisé aussi pour parler de la vision téléologique de

l'histoire anglaise, qui considère que l'humanité s'achemine « naturellement » vers le présent libéral.

Workhouse : Bâtiment où les chômeurs et les pauvres étaient contraints de travailler en échange du gîte et du couvert.

Zapotèques : Peuple du Mexique méridional ayant fondé la civilisation de Monte Alban après l'an 500.

Zamindars : Classe de notables locaux vivant d'une partie des taxes foncières dans l'Inde moghol. Transformée en classe de propriétaires terriens modernes après la conquête britannique.

Zoroastrisme : Religion iranienne avant la montée de l'islam. Comporte la croyance en une lutte éternelle entre le bien et le mal. Survit aujourd'hui dans de petites communautés parsies dans le sous-continent indien.

CRÉDITS ET REMERCIEMENTS

Les Éditions du Boréal reconnaissent l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du Fonds du livre du Canada (FLC) pour leurs activités d'édition.

Illustrations de la couverture : Alain Pilon



MISE EN PAGES ET TYPOGRAPHIE :
LES ÉDITIONS DU BORÉAL

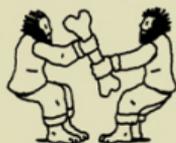
PRODUCTION EPUB :
LES CHANTIERS NUMÉRIQUES

Chris HARMAN

UNE HISTOIRE POPULAIRE DE L'HUMANITÉ

DE L'ÂGE DE PIERRE AU NOUVEAU MILLÉNAIRE

Traduit de l'anglais par **Jean-Marie Guerlin**



De la révolte de Spartacus à la guerre des Paysans en Allemagne, de la rébellion des Boxers en Chine à celle des Diggers et des Levellers en Angleterre, des luttes des ouvrières du textile dans l'Amérique de la fin du XIX^e siècle à la révolution russe, ce livre adopte le point de vue des délaissé.e.s de l'histoire « officielle ».

Il offre une formidable plongée dans les combats que n'ont cessé de mener, à toutes les époques, les révolté.e.s, les dominé.e.s et les minorités du monde entier pour affirmer leurs droits et leur légitimité politiques. L'ambition de Chris Harman est de montrer à la fois que l'Occident n'est pas le centre universel de l'humanité et que ce sont les rapports de forces au sein d'une société, les interactions entre les hommes et la nature, entre les hommes et les techniques, entre les hommes et les idées, qui fondent la dynamique des changements sociaux.

Point ici de rois ni de reines, de généraux, de ministres ou de prétendus « grands hommes », mais des femmes et des hommes ordinaires qui ont dû lutter, s'organiser, mettre en place des stratégies de résistance et de conquête contre des puissances et des systèmes oppressifs : le servage, le féodalisme, le colonialisme, le capitalisme. Et si aujourd'hui le système capitaliste semble avoir colonisé jusqu'aux corps et aux esprits, l'histoire, nous prévient Harman, réserve des surprises : elle n'est pas une mécanique déterminée par un ensemble de conditions préexistantes ; elle est ouverte aux possibles et peut basculer, pour peu que les forces nécessaires soient capables de s'organiser, dans le sens d'une forme de société véritablement émancipatrice. Ce livre est un hommage vibrant aux « vaincus de l'histoire » chers à Walter Benjamin, qui continuent de nourrir notre époque de leurs potentialités révolutionnaires.

Chris Harman (1942-2009) est l'auteur de nombreux livres portant principalement sur l'histoire révolutionnaire, parmi lesquels The Fire Last Time : 1968 and After et The Lost Revolution : Germany 1918-1923.

